TUFTS COLLEGE LIBRARY.

Gift of
Mrs. Sawyer,
Profs. Fay, Schneider,
and Brown.

Bound April, 1883.
19757.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LIe ANNÉE — TROISIÈME PÉRIODE

PARIS. — Impr. J. CLAYE. — A. QUANTIN et Cᵉ, rue Saint-Benoît.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LIe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-HUITIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE BONAPARTE, 17

1881

19757.

SOUVENIRS LITTÉRAIRES

SIXIÈME PARTIE (1)

XI. — EN RÉVOLUTION.

La révolution de février 1848 fut une surprise, et comme elle conduisit la France à l'empire, elle manqua le but qu'elle visait et reste ridicule. En compagnie de Louis de Cormenin, de Flaubert, de Bouilhet, je l'ai vue passer et j'ai noté ailleurs les impressions qu'elle me fit éprouver (2). Le roi qui s'en allait laissait bien des regrets derrière lui. Si, le 26 février, il fût rentré dans Paris à la tête d'un régiment, on eût battu des mains et on lui eût rouvert le palais des Tuileries, où quelques vainqueurs s'étaient installés et faisaient ripaille. Il ne le devina pas et ne put le savoir, car nul ne le lui dit pendant qu'il se cachait à la côte de Grâce, qu'il errait à Trouville, et qu'il revenait vers le Havre, cherchant le paquebot qui devait le conduire en Angleterre. L'impulsion libérale donnée en 1847 par Pie IX changeait de caractère; elle devenait révolutionnaire, glissait sous les trônes comme la trépidation d'un tremblement de terre et les ébranlait. L'Italie, l'Autriche, la Prusse, les états d'Allemagne se dressaient contre leurs souverains; on n'entendait plus que des chants de révolte mêlés au bruit des armes. Louis-Philippe, réfugié au château de Claremont, put dire : « L'Europe

(1) Voyez la *Revue* du 1er juin, du 1er juillet, du 1er août, du 1er septembre et du 1er octobre.

(2) *Souvenirs de l'année 1848*, 1 vol. in-16; Hachette.

me fait de belles funérailles. » Le prince de Metternich, hors de Vienne, en fuite, sceptique comme tous les hommes qui ont beaucoup vu, répondait à un diplomate inquiet de l'établissement de la république française : « Le gouvernement de la France est une monarchie intermittente. »

Paris était dans un effarement dont je n'ai plus revu d'exemple, malgré les événemens dont il a été assailli; le mot de république était alors un épouvantail; on croyait aux confiscations, à la guillotine, à la guerre générale et on divaguait en face d'un gouvernement provisoire composé d'hommes dont la mansuétude aurait dû rassurer les plus timorés. C'était à la fois triste et comique. Bien souvent, Louis de Cormenin et moi, nous avons ri des terreurs dont tant de pauvres cervelles étaient tourmentées. Nous avions endossé l'uniforme de la garde nationale et nous faisions un service assez pénible. Les journaux rouges, comme l'on disait alors, écrivaient : « La réaction relève la tête; » dans *la Presse*, Émile de Girardin s'écriait : « Confiance! confiance! » Peine perdue des deux parts; la confiance ne renaissait pas, et la réaction ne relevait rien du tout. La torpeur avait envahi les âmes; on semblait être en présence d'un péril imminent; chaque jour, on s'attendait à des désastres pour le lendemain, et on se sentait paralysé. Il fallut l'insurrection de juin pour que l'on sortît de cette atonie. Le droit de légitime défense, l'instinct de la conservation individuelle ranimèrent les courages. La lutte fut dure; la France se précipita au secours de sa capitale et Paris reprit enfin possession de lui-même. Une fois de plus, les républicains venaient de tuer la république; aux fusillades du clos Saint-Lazare, du canal Saint-Martin, du faubourg Saint-Antoine, à la mort de l'archevêque, le scrutin du 10 décembre devait répondre et répondit.

Pendant que je faisais des patrouilles et que, dans l'intervalle des prises d'armes, je terminais la relation de notre voyage en Bretagne, Alfred Le Poitevin s'acheminait vers le monde inconnu. Sa maladie de cœur avait fait des progrès rapides, et Flaubert m'écrivait : « Il fait pitié à voir; te rappelles-tu le mot d'Horace : *Pulvis et umbra sumus?* » J'écrivis à Le Poitevin; il me répondit un court billet dont l'écriture, déjà tremblée, n'était point rassurante : « Je commence à ne regarder plus les choses de ce monde qu'à la lueur de ce terrible flambeau qu'on allume aux mourans. Je te préviens que cette phrase n'est pas de moi; elle est de Saint-Simon, qui s'est trompé; le flambeau n'est pas terrible. » Le 3 avril 1848, il mourut à La Neuville, et voici la lettre que Flaubert m'envoya après les funérailles : « Alfred est mort lundi soir, à minuit; je l'ai enterré hier. Je l'ai gardé pendant deux nuits; je l'ai enseveli dans son drap, je lui ai donné le baiser d'adieu et j'ai vu souder son cercueil. J'ai passé là deux jours larges; en le gardant,

je lisais *les Religions de l'antiquité*, de Creuzer. La fenêtre était ouverte, la nuit était superbe; on entendait les chants du coq, et un papillon de nuit voltigeait autour du flambeau. Jamais je n'oublierai tout cela, ni l'air de sa figure, ni, le premier soir, à minuit, le son éloigné d'un cor de chasse qui m'est arrivé à travers les bois. Le mercredi, j'ai été me promener tout l'après-midi avec une chienne qui m'a suivi sans que je l'aie appelée. Cette chienne l'avait pris en affection et l'accompagnait toujours quand il sortait seul; la nuit qui a précédé sa mort, elle a hurlé horriblement sans qu'on ait pu la faire taire. Je me suis assis sur la mousse à diverses places; j'ai fumé, j'ai regardé le ciel, je me suis couché derrière un tas de bourrée; de genêts et j'ai dormi. La dernière nuit, j'ai lu *les Feuilles d'automne;* je tombais toujours sur les pièces qu'il aimait le mieux ou qui avaient trait pour moi aux choses présentes. De temps à autre, j'allais lever le voile qu'on lui avait mis sur le visage pour le regarder. — J'étais enveloppé d'un manteau qui a appartenu à mon père et qu'il n'a mis qu'une fois, le jour du mariage de Caroline. — Quand le jour a paru, vers quatre heures, moi et la garde, nous nous sommes mis à la besogne. Je l'ai soulevé, retourné et enveloppé. L'impression de ses membres froids et raidis m'est restée toute la journée au bout des doigts. Il était affreusement décomposé, nous lui avons mis deux linceuls. Quand il a été ainsi arrangé, il ressemblait à une momie égyptienne serrée dans ses bandelettes, et j'ai éprouvé je ne puis dire quel sentiment énorme de joie et de liberté pour lui. Le brouillard était blanc, les bois commençaient à se détacher sur le ciel, les deux flambeaux brillaient dans cette blancheur naissante, des oiseaux ont chanté, et je me suis dit cette phrase de son *Bélial :* « Il ira, joyeux oiseau, saluer dans les pins le soleil levant, » ou plutôt j'entendais sa voix qui me la disait et tout le jour j'en ai été délicieusement obsédé. On l'a placé dans le vestibule; les portes étaient décrochées et le grand air du matin venait avec la fraîcheur de la pluie, qui s'était mise à tomber. On l'a porté à bras au cimetière; la course a duré plus d'une heure. Placé derrière, je voyais le cercueil osciller avec un mouvement de barque qui remue au roulis. L'office a été atroce de longueur. Au cimetière, la terre était grasse; je me suis approché sur le bord et j'ai regardé une à une toutes les pelletées tomber; il m'a semblé qu'il en tombait cent mille. Pour revenir à Rouen, je suis monté sur le siège avec Bouilhet; la pluie tombait raide; les chevaux allaient au galop, je criais pour les animer. L'air m'a fait grand bien. J'ai dormi toute cette nuit et je puis dire toute cette journée. Voilà ce que j'ai vécu depuis mardi soir. J'ai eu des aperceptions inouïes et des éblouissemens d'idées intraduisibles; un tas de choses me sont revenues avec des chœurs de musique et des

bouffées de parfums. Jusqu'au moment où il lui a été impossible de rien faire, il lisait Spinoza jusqu'à une heure du matin, tous les soirs, dans son lit. Un de ces derniers jours, comme la fenêtre était ouverte et que le soleil entrait dans sa chambre, il a dit : « Fermez-la; c'est trop beau! c'est trop beau ! » Il y a des momens, cher Maxime, où j'ai singulièrement pensé à toi et où j'ai fait de tristes rapprochemens d'images. Adieu, je t'embrasse et j'ai grande envie de te voir, car j'ai besoin de dire des choses incompréhensibles. »

Alfred Le Poitevin était le premier des nôtres qui partait ; c'était notre aîné ; il avait trente et un ans ; cette fin prématurée était prévue, mais elle ne nous en attrista pas moins. Nous éprouvâmes un sentiment de révolte contre la destinée qui semble se plaire aux promesses qu'elle ne veut pas tenir, et nous trouvâmes que la mort était injuste de décapiter des têtes dont le cerveau est plein de lueurs. Les aptitudes littéraires de Le Poitevin étaient considérables, et je ne doute pas qu'il n'eût laissé trace s'il n'avait été si rapidement brisé. La littérature d'imagination ne l'aurait pas retenu ; il avait fait beaucoup de vers, un conte fantastique, intitulé, je crois : *les Bottes merveilleuses*, un roman, quelques nouvelles ; mais c'était œuvre de jeunesse plutôt que de vocation. La tournure de son esprit, un peu trop porté aux déductions spéculatives, l'eût sans doute entraîné pendant quelque temps vers la métaphysique, pour laquelle il avait du goût; il inclinait au panthéisme et ne s'en cachait guère; mais il y avait en lui une précision, un besoin de clarté qui, j'en suis certain, l'eussent conduit à la critique historique, où il eût excellé. Il eût marché dans la route ouverte par Augustin Thierry, qu'il admirait beaucoup ; *la Conquête de l'Angleterre par les Normands* lui semblait ce qu'il appelait un livre primordial, c'est-à-dire un livre conçu dans un esprit nouveau et exécuté à l'aide d'une méthode nouvelle. Il disait : « Il n'y a pas qu'en Angleterre où les races adverses ont été longtemps juxtaposées l'une à l'autre avant d'être définitivement mêlées par l'application intégrale de lois communes. Le même fait s'est produit dans nos provinces, il serait intéressant de le dégager et de le mettre en lumière. » Il rêvait alors d'écrire l'histoire du droit coutumier en France, et de démontrer que la force de l'idée de patrie réside moins dans le sol natal que dans l'ensemble des institutions consenties. Se serait-il contenté de ces travaux abstraits qui ne procurent que des satisfactions intimes? Je ne sais. Sous ses apparentes nonchalances il cachait de la finesse, de l'ironie, et une certaine ambition qui peut-être l'eût fait, comme tant d'autres, glisser dans la politique. Il parlait bien et d'abondance ; s'il eût vécu, il eût probablement regardé vers les assemblées parlementaires, et je crois qu'il n'y aurait pas fait plus mauvaise figure que bien des orateurs qui ont eu leur minute de

notoriété. Il avait entendu certains héros de tribune que l'on applaudissait alors; cela lui avait permis de ne pas douter de lui-même. La mort l'arrêta avant qu'il eût mis le pied sur le seuil, et nous l'avons regretté de toute la force des espérances qu'il nous avait fait concevoir.

Au moment où il mourait, l'heure était favorable; toutes les ambitions s'agitaient; on allait procéder aux élections pour l'assemblée nationale; c'est à qui se ferait inscrire sur la liste des candidats, car chacun voulait être nommé représentant du peuple. J'eus une déconvenue, à ce propos, et je compris qu'il ne fallait pas croire, sans réserve, à ces protestations d'amour exclusif pour la littérature dont mes amis n'étaient pas avares. Louis de Cormenin posa sa candidature dans le département du Loiret; je l'y avais vivement engagé; il aimait la politique par-dessus tout, il portait un nom parlementaire; le sang de Timon coulait dans ses veines, il ne pouvait le démentir, et je trouvais naturel qu'il voulût siéger au corps législatif. Mais Bouilhet, ce poète pur qui méprisait la prose parce qu'il ne la trouvait pas de forme assez élevée, Bouilhet qui rêvait de ne parler qu'en vers et d'être suivi d'un joueur de flûte qui rythmerait la cadence de ses odes, Bouilhet se faufila dans je ne sais quel comité électoral, écrivit son nom sur une liste, le fit suivre de la qualification d'instituteur, et obtint deux mille voix dans le département de la Seine-Inférieure. Je lui écrivis : « O relaps! et la muse? » Il me répondit : « Nous rédigerons nos décrets en vers, ce sera très beau ! » — Je n'en étais pas plus satisfait, mais j'éprouvai un véritable accès d'indignation, lorsque je vis que Flaubert, Gustave Flaubert lui-même, n'échappait pas à cette épidémie. Il ne pensait pas à la députation, je me hâte de le reconnaître, mais il m'écrivait : « Il me semble que nous devrions nous faire nommer secrétaires d'ambassade, en demandant d'être envoyés à Rome, à Constantinople ou à Athènes; qu'en penses-tu? » Ma réponse, — j'en ris aujourd'hui, — fut une bordée d'injures : « Oui, nous irons à Athènes, à Constantinople, à Rome, mais nous irons avec un calepin de notes et non avec un portefeuille à dépêches; une maladie mentale, ou la conséquence d'un dîner trop copieux, peut seule expliquer ta proposition saugrenue. Rappelle-toi donc ce qu'a dit Ginguené: « ce qu'il y a souvent de plus heureux pour l'homme de lettres honnête homme, qui consent à se charger d'emplois publics, c'est de se retrouver, après les avoir perdus, avec les mêmes moyens d'exister par son travail qu'il avait avant de les prendre. » Flaubert me répondit : « Tu as raison, je suis un misérable; sois magnanime et pardonne-moi cet accès de folie. »

L'exemple, du reste, était donné de haut; Lamartine était maître du pouvoir, et Victor Hugo, le grand-prêtre de la poésie, notre

idole, celui dont nous ne parlions qu'avec humilité, s'était fait nommer maire de son arrondissement et se présentait aux élections législatives. Le temps a marché depuis cette époque, et l'expérience ne m'a pas épargné ses enseignemens, mais sur ce point elle n'a pas modifié mon opinion : les poètes se diminuent en touchant à la politique. Ernest Renan a écrit : « Il faut au moins dans nos lourdes races modernes le drainage de trente ou quarante millions d'hommes pour produire un grand poète, un génie de premier ordre. » Cela est strictement vrai. Ceux que la nature a doués de qualités exceptionnelles pour la poésie, la science, l'art, ne devraient jamais descendre dans le champ de combats où s'entre-choquent les ambitions. En quittant les hauteurs où leur génie les a placés, en se mêlant à la foule que meuvent des intérêts vulgaires, ils font preuve de plus de vanité que d'orgueil, ils dédaignent leur mission, s'abaissent à des satisfactions éphémères et semblent préférer le fragile honneur d'être le chef de quelques subalternes à la gloire de dominer sur l'humanité. Les plus grands esprits ne sont pas exempts de ce travers qui leur vaut parfois bien des déboires, sinon bien des malheurs, et qui ne leur rapporte aucun bénéfice devant la postérité. Qui se rappelle que Chateaubriand a été ambassadeur et ministre des affaires étrangères? Si Shakspeare avait été membre de la chambre des communes, qui s'en douterait aujourd'hui? Bien plus sûrement que l'exercice du pouvoir, un beau vers donne l'immortalité. Quelle mémoire serait assez précise et assez puérile pour pouvoir nommer les ministres que la France a usés depuis cinquante ans? quelle mémoire, si obtuse et si nulle qu'elle soit, n'en connaît les poètes et les grands artistes? Pour se contenter d'être simplement un homme de génie, il faut peut-être une modestie supérieure et comprendre que les dons les plus exquis s'affaiblissent et s'étiolent par l'exercice de certaines fonctions.

L'assemblée issue du suffrage universel fut réunie et immédiatement envahie par une portion des électeurs qui l'avaient nommée. La souveraineté du peuple se violait elle-même avec désinvolture. La garde nationale était toujours sur pied ; Flaubert, qui était à Paris en ce moment, prenait un fusil de chasse, se plaçait dans les rangs de ma compagnie, entre Louis de Cormenin et moi, et vaille que vaille « faisait acte de bon citoyen, » car c'est ainsi que l'on parlait. Pendant que l'on discutait au corps législatif et que, pour « fermer à jamais l'ère des révolutions et museler l'hydre de l'anarchie, » on proposait de dépaver Paris afin de le macadamiser, la bataille de juin se préparait. Des deux côtés on avait hâte d'en venir aux mains. L'assemblée voulait en finir avec les clubs, qui voulaient en finir avec l'assemblée. La question des ateliers

nationaux était soulevée; ce fut le prétexte, et on engagea la lutte dont le désir était dans les cœurs. Les clubs, les sociétés secrètes, les conspirateurs s'étaient ajournés au 14 juillet. Le gouvernement prit les devans, licencia les ateliers nationaux, les mit en demeure de se dissoudre et, par le fait, brusqua le dénoûment.

Le combat fut incertain pendant deux jours; la victoire resta à la civilisation, et le général Cavaignac fut pour quelques semaines proclamé le sauveur de la patrie. Pendant que le canon tonnait dans Paris et que la garde nationale ne faisait pas mauvaise figure devant les barricades, Chateaubriand agonisait. Écrasé sous le poids de ses quatre-vingts ans, resté presque seul de sa génération, l'ancien soldat de l'armée de Condé, le père du romantisme, celui que l'on appelait alors le patriarche des lettres françaises, s'en allait au milieu des rumeurs de l'insurrection qui bruissait près de sa demeure et arrachait parfois un cri de désespoir à ses lèvres déjà refroidies. Il mourut le 4 juillet, alors que les gardes nationaux accourus de toutes les parties de la France campaient encore sur nos places publiques. On le reporta au pays natal, sur un rocher que baigne la mer et où il avait fait préparer sa tombe. La Bretagne vint le recevoir et l'accompagna jusqu'à l'îlot du Grand-Bé. Lorsque, pendant le service funèbre, dans la petite église de Saint-Malo, l'orgue entonna l'air : *Combien j'ai douce souvenance!* un sanglot remua les foules. Que les orléanistes aient porté sur lui un jugement sans indulgence, cela se comprend; nul ne fut plus hautain, plus dédaigneux pour la dynastie de juillet. Son récit de l'avènement de Louis-Philippe au trône est d'une ironie que l'on ne pardonne pas; mais les légitimistes ont été injustes à son égard, et l'on peut en être surpris, car après la révolution de 1830, il avait donné un grand exemple lorsque, fidèle à la foi jurée, il refusa de servir de nouveaux maîtres. Les gens « bien élevés » le blâmèrent à cette époque, trouvèrent qu'un tel esclandre était inconvenant et, parlant du pair de France démissionnaire, malgré les caresses du nouveau roi, ils dirent : « C'est un poseur ! » Poseur, soit; mais il faillit en mourir de faim. Il laissait derrière lui son œuvre la plus considérable, les *Mémoires d'outre-tombe;* en les lisant, on put voir que sa vie avait été une et que le raisonnement qui l'avait attaché à sa croyance politique et religieuse ne lui avait jamais permis d'en dévier. Au cours de son existence, il a prêté un serment et n'y a pas failli; fait rare et digne d'être signalé chez un contemporain du prince de Talleyrand. Ses Mémoires soulevèrent des tempêtes. Sainte-Beuve, dont une femme d'esprit disait : « Il ressemble à une vieille femme qui a oublié de mettre son tour, » Sainte-Beuve, dont l'âme ne péchait point par l'excès des qualités chevaleresques, Sainte-Beuve l'a jugé avec une sévérité dont l'acrimonie n'est point absente.

Lui, si bien informé d'habitude et amateur passionné de documens inédits, il n'a pas su que Mme de Chateaubriand écrivait, elle aussi, ses Mémoires, qui se développaient parallèlement à ceux de son mari, les complétaient, et dans bien des cas les éclairaient. Ces mémoires, écrits sur des cahiers reliés en maroquin rouge, je les ai lus. Plusieurs anecdotes relatées avec une sincérité toute conjugale expliquent l'ennui qui a toujours pesé sur Chateaubriand; elles ont trait à des faits intimes, à des faits de famille, et je ne crois pas avoir le droit de les révéler; mais il en est une que je n'éprouve aucun scrupule à raconter, car elle touche en quelque sorte à la vie publique. Sous l'empire, alors que Chateaubriand, se considérant comme exilé, habitait dans la vallée d'Aulnay, il sortit un jour en voiture avec sa femme pour faire une promenade qui dura plusieurs heures. Lorsqu'il rentra, son jardinier, fort ému, lui raconta que deux messieurs étaient venus visiter la propriété et l'avaient interrogé. L'un de ces messieurs était grand, de visage sévère encadré de favoris noirs; il portait une redingote bleue, une culotte de peau et des bottes à revers; l'autre était petit, légèrement replet, de teint olivâtre et de physionomie très mobile; il semblait ne pouvoir tenir en place et frappait les arbustes d'une cravache qu'il tenait en main. Après avoir jeté un coup d'œil autour de lui, il s'écria : « Mais de quoi donc Chateaubriand se plaint-il? il est très bien ici. » Puis il s'éloigna pendant que le grand monsieur questionnait le jardinier. Au bout de quelques minutes, le petit homme revint et dit : « Allons-nous-en. » On remit un rouleau de cinquante napoléons tout neufs entre les mains du jardinier, qui vit les visiteurs s'éloigner à cheval, escortés de deux domestiques à livrée verte. D'après le portrait, Chateaubriand n'eut pas de peine à reconnaître Duroc et Napoléon. Sur les allées râtissées, il suivit la trace des pas de l'empereur et arriva jusqu'à un endroit où il vit un petit tas de sable sur lequel une branche de laurier cueillie à un arbre voisin était plantée. D'un coup de pied, il éparpilla le monticule et découvrit un gant. Si l'emblème du défi et de la guerre venait d'être enterré par l'empereur lui-même, c'était une proposition de paix. C'est ainsi du moins que le comprit Chateaubriand; il se contenta de mettre le gant dans sa poche et de recommander au jardinier de garder le silence. Si Chateaubriand avait été le vaniteux et l'ambitieux que l'on a dit, il avait là une belle occasion de satisfaire sa vanité et son ambition; il eut assez d'orgueil pour n'en point profiter.

L'année qui précéda sa mort, en 1847, pendant notre voyage en Bretagne, Flaubert et moi nous avions visité l'îlot du Grand-Bé et le tombeau qu'il s'y était préparé depuis longtemps. C'est Flaubert qui en fit la description, que je copie : « L'île est déserte, une

herbe rare y pousse, où se mêlent de petites fleurs violettes et de grandes orties. Il y a sur le sommet une casemate délabrée avec une cour dont les vieux murs s'écroulent. En dessous de ce débris, à mi-côte, on a coupé à même la pente un espace de quelque dix pieds carrés, au milieu duquel s'élève une dalle surmontée d'une croix latine. Le tombeau est fait de trois morceaux : un pour le socle, un pour la dalle, un pour la croix. Il dormira là-dessous, la tête tournée vers la mer ; dans ce sépulcre bâti sur un écueil, son immortalité sera, comme fut sa vie, désertée des autres et tout entourée d'orages. Les vagues avec les siècles murmureront longtemps autour de ce grand souvenir. Dans les tempêtes, elles bondiront jusqu'à ses pieds, ou, les matins d'été, quand les voiles blanches se déploient et que l'hirondelle arrive d'au-delà des mers, longues et douces elles lui apporteront la volupté mélancolique des horizons et la caresse des larges brises, et les jours ainsi s'écoulant pendant que le flot de la grève natale ira se balançant toujours entre son berceau et son tombeau, le cœur de René, devenu froid, lentement s'éparpillera dans le néant, au rythme sans fin de cette musique éternelle. »

Ce fut pour moi un regret de ne pouvoir assister aux funérailles de Chateaubriand et de ne pas escorter ce grand homme jusqu'à la dernière demeure qu'il s'était choisie ; mais la mauvaise fortune s'était mêlée de mes affaires et j'étais au lit pour longtemps. J'avais été blessé pendant l'insurrection de juin, et j'étais condamné à l'horizontalité. J'en profitais pour préparer le voyage en Orient que je comptais entreprendre en 1849, et je vivais avec Champollion le jeune, avec Cornil Le Bruyn, avec Olivier Dapper, pendant que la ville de Paris pansait ses plaies plus dangereuses que la mienne. Flaubert, obligé d'accompagner sa mère dans un voyage nécessité par des affaires de famille, n'avait pu encore venir me voir. Dès qu'il fut libre, vers le milieu du mois de juillet, il accourut. Il s'était installé à l'hôtel Richepance, où d'habitude il prenait son logis, de façon à être plus près de ma demeure, et il passait une partie de ses journées avec moi. En ce moment, il y avait je ne sais quelle foire établie aux Champs-Élysées ou sur l'esplanade des Invalides et Flaubert y allait souvent, car les saltimbanques, les montreurs d'ours, les femmes géantes avaient le don de l'attirer et de le retenir. Un matin, je le vis entrer très gai, réprimant des envies de rire, un peu plus agité que de coutume, ayant l'air de préparer quelque plaisanterie dont il voulait, comme on dit, me faire la surprise. Il prit congé en me promettant de revenir dans la journée. Il n'y manqua pas. Le chevet de mon lit était placé contre la muraille qui formait la cage de l'escalier, de sorte que j'entendais facilement monter et descendre les personnes qui venaient chez moi.

Vers quatre heures, un grand bruit se fit à mon étage, bruit confus, anormal, où je distinguais des voix, des encouragemens, une sorte de bêlement plaintif et la marche de souliers ferrés. J'allais sonner pour m'enquérir de la cause de ce vacarme, lorsque la porte de ma chambre s'ouvrit à deux battans; Flaubert parut sur le seuil, rayonnant de joie, il s'écria : « Ceci est le jeune phénomène! » et d'un coup de pied il poussa jusqu'auprès de mon lit le mouton à cinq pattes et à queue retroussée que l'année précédente nous avions vu à Guérande. Le cornac venait derrière, vêtu de sa blouse bleue, l'air narquois, le chapeau à la main et disant : « Tout de même, la montée a été rude! » Flaubert promenait le mouton effaré qui s'oubliait sur le tapis, ordonnait aux domestiques d'apporter du vin, et criait à tue-tête : « Ce jeune phénomène est âgé de trois ans, il est approuvé par l'Académie de médecine et a été honoré de la présence de plusieurs têtes couronnées! » Quelques personnes qui étaient en visite chez ma grand'mère, dans le salon voisin, accoururent au bruit et restèrent stupéfaites de cette exhibition à domicile. Le cornac saluait poliment et vidait sa bouteille. Flaubert triomphait, et je riais pour ne pas le désobliger. Il trouvait son invention admirable et disait : « Ce n'est pas un bourgeois qui aurait imaginé cela! » Au bout d'un quart d'heure, je congédiai le mouton, son propriétaire, et je fis balayer ma chambre. La descente présenta des difficultés; le jeune phénomène glissait sur les degrés et risquait de briser sa cinquième patte. Le paysan se souvint du bon pasteur, il chargea le mouton sur ses épaules et s'en alla. Cette plaisanterie était restée dans le souvenir de Flaubert comme une action d'éclat. Un an avant sa mort, il me la rappelait et riait comme au premier jour. Il se divertissait sans mesure à ces grosses charges qu'il avait raison de qualifier d'énormes; celle-là lui avait coûté une centaine de francs, qu'il ne regretta pas; ce qui faisait dire à sa mère : « Il n'aura jamais d'ordre. »

Je me rétablissais lentement; dès que je pus faire quelques pas à l'aide de béquilles, dès que je pus être hissé dans un wagon, je partis pour Croisset, où Flaubert travaillait toujours mystérieusement à *la Tentation de saint Antoine*, pendant que Bouilhet, moins réservé, nous lisait le premier chant de *Melænis*, que nous admirions comme je l'admire encore. Quoique la saison fût belle et que la verdure des rives de la Seine fût douce aux yeux, j'avais été pris d'une nostalgie de soleil; j'avais envie de voir des palmiers et de regarder des vols de cigognes passer dans le ciel. Je pouvais marcher à peu près; je voulais faire, non pas un voyage, mais une excursion de quelques mois. Je m'en allai à Marseille; je m'embarquai pour l'Algérie et je descendis à Oran, où ne commandait plus Lamoricière, remplacé par le général Pélissier, qui devait

être plus tard maréchal de France et duc de Malakof. A ce moment, l'Algérie était en émotion et se préparait à recevoir les colons que la France lui expédiait. Les généraux qui avaient acquis leur renommée en guerroyant contre les Arabes, Lamoricière, Changarnier, Bedeau, Cavaignac, ceux en un mot que l'on avait surnommés les Africains, exerçaient une haute influence sur le gouvernement de la république, et leurs efforts se tournaient vers cette terre qu'ils aimaient et qu'ils avaient conquise. D'autre part, la révolution de février, l'insurrection de juin, avaient produit dans les affaires industrielles et financières une perturbation excessive ; le travail chômait et les ouvriers souffraient. On imagina de profiter de cette occurrence pour peupler l'Algérie et soulager les corps de métiers de Paris du trop plein qui les encombrait : on promit des concessions de terres, on parla de la fertilité du sol, de la beauté du climat ; les malheureux regardèrent du côté des plaines algériennes, comme nos pères avaient regardé du côté « des Iles, » — l'île du Mississipi, disait Buvat ; — ils se figurèrent que les alouettes rôties y tombaient des nuages, et une quinzaine de milliers d'individus demandèrent à partir. Par les canaux et par le Rhône, ils gagnèrent les ports de Marseille et de Toulon, où ils s'embarquèrent. Ils furent distribués sur les côtes entre les frontières du Maroc et celles de la Tunisie. Pendant que j'étais à Oran, il en arriva une escouade de douze ou quinze cents. Le courage ne leur manquait pas, mais leur ébahissement était extrême. — Les fines ouvrières parisiennes, trottant menu et en costume propret, s'en allaient par les rues, se sauvant de peur à la vue des chameaux et éclatant de rire en regardant les Arabes, que l'ample burnous et les plis du haïck font ressembler à de vieilles femmes. Les hommes étaient tristes, graves, manifestement déçus. Qu'allaient-ils faire dans ce pays non défriché où la toute-puissance appartient au soldat, où l'administration ne s'étudiait pas assez à diminuer les difficultés dont l'établissement des colons était entouré? C'étaient pour la plupart des ouvriers d'art, ébénistes, graveurs, peintres de voiture, tapissiers, sertisseurs, qui jamais n'avaient mis la main au hoyau et ne savaient pas comment on fait fructifier la terre. On choisit pour eux, entre Arzew et Oran, un emplacement magnifique, le ravin de Gudiehl, au pied de la montagne des Lions, qui les abritait du vent de mer. Le paysage était admirable, l'herbe grasse et il y avait une source. Si je ne me trompe, le village que l'on allait improviser devait s'appeler Saint-Cloud ; les pauvres Parisiens recherchaient les noms qui, pour eux, étaient des souvenirs. Le général Pélissier, lourd, grognon, adoucissant autant que possible sa brusquerie naturelle, était venu les installer lui-même. Les pauvres gens étaient consternés : des planches pour construire la baraque, un paquet de sulfate de quinine

pour combattre la fièvre, quelques outils pour défricher et c'était tout. L'un d'eux me disait : « Qu'allons-nous devenir? » Un officier d'état-major, importuné de leurs doléances, disait : « Mais de quoi se plaignent-ils? Il y a de l'eau. » De l'eau, les colons ne s'en souciaient guère, eux qui arrivaient de Paris, des bords de la Seine, et ils ne savaient pas que, dans ce pays altéré, une source, si faible qu'elle soit, est un bienfait sans pareil. Je ne sais quel a été le sort de la petite colonie que j'ai vue préparer son premier gîte, mais je doute qu'elle ait prospéré, car la main qui fait jouer l'outil délié de l'ouvrier est inhabile à fouir le sol et à conduire la charrue.

Tout brutal qu'il était, et surtout qu'il affectait de le paraître, le général Pélissier était ému de la désespérance dont il était le témoin et encore plus des obstacles contre lesquels se heurteraient les nouveaux colons et qu'il ne lui avait pas été malaisé de prévoir. Ce bourru bienfaisant ne négligea rien pour atténuer les difficultés premières. Chaque jour un convoi de vivres partait d'Oran et allait porter du pain au groupe massé près de la montagne des Lions; il s'employa à caser dans la ville d'Oran même ceux dont le travail pouvait être utilisé, et je sais que, plus d'une fois, il oublia sa bourse dans les visites qu'il allait faire à ceux qu'il appelait « ces farceurs de Parisiens. » Il avait alors cinquante-quatre ans et les paraissait bien ; sa grosse tête blanche, ses larges épaules, sa taille courte lui donnaient une apparence lourde que ne démentait pas la lenteur de sa marche. Son accent nasillard, toujours bourru, était désagréable à entendre, mais son visage énergique dénotait une implacable volonté. Il haïssait les journaux et tout ce qui touche à la presse, car il n'avait pas oublié les torrens d'invectives que l'on avait répandus sur lui, lorsqu'en 1845, il fit enfumer les Arabes dans les grottes de l'Ouled-Rhia. Il avait eu quelques aventures pénibles dont on parlait beaucoup sous le manteau et dont il ne se souciait guère. Il était redouté et considérait les soldats comme des pions d'échiquier qu'il faut savoir ne pas ménager lorsque les grandes parties sont engagées; on le vit bien à la prise de Sébastopol. C'était un homme de guerre dans l'acception du terme, ne voyant que le but et ne reculant devant rien pour l'atteindre. J'ai entendu dire à des officiers de mérite, qui, en Algérie et en Crimée, ont servi sous ses ordres, que, s'il avait été gouverneur de Paris en 1870-1871, la ligne d'investissement qui nous enserrait eût été brisée, car il eût utilisé pour la guerre de libération les forces que l'on conserva pour la guerre civile, et il eût ainsi, du même coup, fait reculer l'invasion et écrasé la commune en son germe. On dira qu'en 1870, Pélissier aurait eu soixante-quatorze ans et que c'est là un âge qui n'est point propice aux victoires. Soit; mais le feld-maréchal Radetzky

avait quatre-vingt-trois ans lorsqu'il gagna la bataille de Novare.

Je ne vis que rarement le général Pélissier pendant mon séjour à Oran, car je m'éloignais volontiers de la ville. La grande plaine de la M'léta qui s'étend entre le marais de la Macta et le lac Salé m'attirait. Le *chamærops humilis*, ce palmier nain qui trace comme un fraisier, le lentisque, l'arbousier couvraient le sol où s'agitaient au vent quelques touffes d'alfas; çà et là, un dattier laissait retomber ses feuilles rongées par les sauterelles; des compagnies de perdreaux rouges s'envolaient au bruit de mon cheval; de maigres moutons noirs cherchaient pâture dans la lande, et le lac Salé reluisait au loin comme un miroir d'acier. J'avais des amis dans la plaine, parmi les tribus des Smélas et des Douars. J'allais dormir sous la tente au milieu des hommes, séparé des femmes par un rideau qu'elles soulevaient afin d'apercevoir le Roumi. On avait essayé de fixer au sol, sur un emplacement déterminé, ces deux tribus, qui nous sont fidèles depuis la conquête, et on leur avait bâti des villages. Peine perdue; ces nomades vivaient sous la tente en poil de chameau; leurs maisons nouvelles et bien construites servaient d'étables pour le bétail, de greniers pour les céréales, mais nul n'y habitait, nul n'y couchait. Aujourd'hui, ces villages que j'ai vus solides et tout neufs, doivent être tombés en ruines, car l'incurie arabe n'aura jamais pansé les blessures que le temps leur a faites. Je sortis de la province d'Oran et j'entrai au Maroc : laid pays, lourde race, sans élégance, sans grandeur et sans goût. Des peintres, curieux de couleur et de contrastes, en ont reproduit quelques aspects et croient y avoir trouvé l'Orient; singulier Orient, que les véritables Orientaux appellent *mogreb :* le couchant.

J'allais au hasard des routes ouvertes devant moi, sans but défini, n'apprenant pas grand'chose, me mêlant aux cavaliers douars pour assister à une chasse au lion où l'on ne fît pas « buisson creux, » regardant, à l'heure de la fête des moissons, ces luttes étranges où deux hommes, excités par les cris des spectateurs et les ronflemens du darabouck, cherchent à se donner des coups de talon dans la nuque, forçant à cheval les perdreaux rouges et les couvrant d'un burnous lancé comme un épervier, perdant mon temps en flâneries fécondes et retournant à la vie nomade. Mes amis les Arabes me volèrent des foulards, de la poudre, des paquets de tabac, mais leur kouskoussou ne m'en parut pas moins bon, je n'en dormis pas moins en toute sécurité auprès d'eux, et je n'en faisais pas moins des vers, que j'envoyais à Flaubert. Il les communiquait à Bouilhet, qui m'en expédiait d'autres, meilleurs que les miens :

Lorsque tu sortiras des ondes libyennes,
Le front tout jaune encor des baisers du soleil

Et roulant dans ton cœur mille choses lointaines
A raconter, le soir, près du foyer vermeil.

Les lettres de Flaubert étaient tristes; il se plaignait de tout; de sa santé, dont les soubresauts violens lui laissaient peu de quiétude; de Rouen, qui lui déplaisait; de la pluie qui tombait; de *la Tentation de saint Antoine*, qui lui donnait grand mal; de la vie qu'il entrevoyait dans l'avenir, vie dénuée, close, sans horizon, sans ouverture, et toujours il terminait en disant : « Que tu es heureux! » Louis de Cormenin, de son côté, n'avait pas des idées beaucoup plus gaies: ses déceptions politiques le rendaient morose, et il préparait déjà sa candidature pour les élections générales de 1849. Il me demandait ce que je pensais de telle discussion qui avait remué l'assemblée nationale, et je n'osais lui avouer que je n'avais pas ouvert un journal depuis mon départ de Paris.

Quand je revins en France, dans les derniers jours du mois de novembre 1848, je fus très surpris du changement qui s'y était opéré pendant mon absence. Lors de mon départ, le général Cavaignac était un grand homme, un sauveur. — « Ah! sans lui, nous étions perdus! » — A mon retour, il n'en était plus ainsi; la girouette française avait tourné; « Cavaignac est un révolutionnaire comme les autres! » — C'est là tout ce que l'on put répondre à mes questions. La foule s'empressait au théâtre du Vaudeville pour applaudir un pamphlet en cinq actes intitulé : *la Propriété, c'est le vol*, où Virginie Octave, une actrice charmante, représentait Ève dans un costume presque historique. On y jouait au vif Proudhon, Crémieux, Jules Favre; bientôt, dans *la Foire aux idées*, on allait mettre en scène Marrast, Ledru-Rollin et bien d'autres. Cette fois, et résolûment « la réaction relevait la tête; » les auteurs invoquaient l'exemple d'Aristophane, et, cependant, entre Aristophane et eux, il n'y eut jamais rien de commun. L'élection présidentielle préoccupait les esprits et chacun s'agitait à l'avance. Avouerai-je que, le 10 décembre 1848, alors que les électeurs s'empressaient dans les salles de vote, Flaubert, Bouilhet et moi, nous étions à Rouen, au coin du feu, lisant *les Amours d'Hippolyte*, de Philippe Desportes, nous extasiant sur le sonnet d'Icare et ayant complètement oublié que nous avions des devoirs à remplir (1)?

César ou Brutus, que nous importait? Nous ne trouvions rien en nous qui s'intéressât à la politique, et en réalité nous étions forclos à tout ce qui n'était pas les choses d'art et de la littérature. Je ne sais si nous étions coupables, mais nous étions de bonne foi, et cela

(1) Scrutin du 10 décembre 1848. Suffrages exprimés : 7,327,345. Napoléon Bonaparte, 5,434,226; Cavaignac, 1,448,107; Ledru-Rollin, 370,119; Raspail, 36,920; Lamartine, 17,910; Changarnier, 4,790. Voix perdues, 12,600.

mérite indulgence. Un seul fait nous frappa, c'est que la légende napoléonienne était restée tellement vivante dans les cœurs, qu'il avait suffi au prince Louis Bonaparte, uniquement connu par ses équipées de Strasbourg et de Boulogne, de se présenter pour triompher de ses concurrens. Il est inutile et il ne serait pas généreux de rappeler aujourd'hui les noms des personnages qui ne lui marchandèrent ni leur concours, ni leur appui.

XII. — «LA TENTATION DE SAINT ANTOINE.»

Au mois de février 1849, j'étais à Rouen, chez Gustave Flaubert; les notes prises pour mon voyage étaient déjà considérables; je lui en parlais, un soir, et lui expliquais l'itinéraire que je comptais suivre. Il eut un mouvement de désespoir et s'écria : « C'est odieux de ne pouvoir aller avec toi! » Ma nuit fut troublée. Je pensais à ce pauvre garçon claquemuré dans sa vie solitaire, se transportant de Rouen à Croisset, de Croisset à Rouen, rêvant les espaces, le désert, les fleuves bibliques et condamné, malgré sa jeunesse, à l'existence d'un vieux savantasse de province. Je résolus de tenter un effort pour lui ouvrir ces régions d'Orient auxquelles il aspirait. Le matin, j'assistai à la visite de l'Hôtel-Dieu, dont le docteur Achille Flaubert, frère de Gustave, était le chirurgien. Resté seul avec Achille, j'abordai la question : « Gustave désire passionnément faire avec moi le voyage que je vais bientôt entreprendre; sa mère, dont il est le compagnon assidu, s'oppose à ce que ce projet se réalise : ne peut-on lui expliquer que le séjour dans les pays chauds sera favorable à la santé de son fils et obtenir ainsi une autorisation de départ que seul, en qualité de médecin, vous pouvez lui demander? » Achille me répondit : « Ce ne sera pas facile, mais j'essaierai. » Le hasard nous servit; le docteur Jules Cloquet, qui avait été intimement lié avec le père Flaubert, était resté en correspondance avec la mère de Gustave; à ce moment même et sans qu'il en eût été sollicité, il terminait une de ses lettres en disant : « Votre fils devrait voyager, ça lui ferait du bien. » Achille tint parole; un matin, à déjeuner, Mme Flaubert, dont le visage semblait plus glacial encore que de coutume, dit à Gustave : « Puisque cela est nécessaire à ta santé, va-t'en avec ton ami Maxime, j'y consens. » Je me contins pour ne pas laisser éclater ma joie; Flaubert devint très rouge et remercia sa mère.

Je m'attendais, de la part de Gustave, à une explosion d'enthousiasme; il n'en fut rien : au contraire, cette autorisation de voyager, qu'il semblait désirer avec une intensité douloureuse, lui causa une sorte d'accablement dont je fus stupéfait. On eût dit qu'il y avait chez lui une détente subite d'aspiration et que son projet n'avait

plus de prix du moment que l'exécution en devenait certaine. Cette observation, que je faisais pour la première fois, m'affligea; j'eus lieu de la renouveler souvent, car le rêve le satisfaisait bien plus que la réalité. Il désirait les choses avec une ardeur qui allait jusqu'à la souffrance, se désespérait de ne les pouvoir obtenir, maudissait la destinée, nous prenait à témoin de son infortune, et dès qu'il était mis en possession de l'objet de ses convoitises, se trouvait déçu et s'en occupait à peine. « Plus grands yeux que grand ventre, » disait ma grand'mère, qui le connaissait bien et qui l'aimait beaucoup. Il avait dans l'esprit je ne sais quelle force lenticulaire qui grossissait les choses qu'il regardait à distance; dès qu'il les saisissait, il s'en dégoûtait, car alors il les voyait dans des proportions amoindries. Il a passé sa vie à se jouer à lui-même la fable des *Bâtons flottans*, toujours dupe de la vision lointaine et s'indignant toujours d'être forcé de constater son erreur. Aussi il ne tarissait pas sur ce qu'il appelait la médiocrité des choses humaines. Il se montait la tête, comme on dit, il imaginait des splendeurs, des merveilles, des jouissances infinies, se trompait lui-même et accusait l'art, la nature, le plaisir de le tromper, parce qu'il avait rêvé qu'ils lui donneraient plus qu'ils ne peuvent comporter. Cette prédominance de l'imagination surexcitée par une existence solitaire, par la mauvaise habitude du travail nocturne, par un défaut de mesure naturel, lui ont valu des déconvenues fréquentes, qui parfois lui ont été très douloureuses. Lorsqu'on lui enlevait un sujet de plainte, on eût dit qu'il souffrait de n'avoir plus à se plaindre, et lorsqu'on le mettait en présence d'une action qu'il s'était désespéré de ne pouvoir faire, il semblait dire : A quoi bon ? s'en détournait et retombait dans sa rêverie. Souvent il répétait le mot de Michelet : « Il n'y a de tentant que l'impossible, » mais dès que l'impossible lui devenait possible, il le dédaignait. Je ne vois guère qu'une grande fortune qui eût pu le satisfaire; et encore j'entends par fortune, non pas les richesses d'un banquier ou d'un souverain, mais le coffre des contes arabes, le coffre inépuisable qui toujours et de lui-même se remplit à mesure qu'on le vide. Il avait employé bien des heures à combiner ce qu'il appelait un hiver à Paris, fantaisie prodigieuse dans laquelle il avait mêlé les monstruosités de l'empire romain, les élégances de la renaissance, les féeries des *Mille et une Nuits*. Il prétendait avoir fait un calcul approximatif et disait : « Ce serait l'affaire d'une douzaine de milliards, tout au plus ! » Ces songeries s'emparaient de lui, l'immobilisaient et lui donnaient l'apparence d'un mangeur d'opium emporté dans sa vision. Il vivait au-dessus des nuages, la tête dans un rêve d'or. C'est là une des causes qui lui faisaient le travail si pénible. Il était toujours obligé de ramener son esprit, qui toujours s'en allait au-delà de son occupation pré-

sente. Il était insatiable, et ce qu'il obtenait lui donnait envie d'avoir ce qu'il ne pouvait obtenir. Comme je lui disais : « Enfin, nous remonterons le Nil ensemble, » il me répondit : « Oui, mais nous ne nous baignerons pas dans le Gange et nous n'irons pas à Ceylan, qui fut la vieille Taprobane ; » et plusieurs fois il répéta : « Taprobane ! Taprobane ! quel joli nom ! »

Il me déclara qu'il ne pourrait partir qu'après avoir terminé *la Tentation de saint Antoine* ; cela rejetait notre départ à la fin de septembre, au plus tôt ; j'accédai sans discussion à tout ce qu'il me demandait, et je revins à Paris. J'y étais à peine depuis huit jours, que Mme Flaubert vint m'y trouver. Je fus très surpris en la voyant entrer chez moi. « J'ai désiré causer avec vous, me dit-elle. On m'affirme qu'il est indispensable que Gustave passe deux années dans les pays chauds et que sa santé exige cette longue absence : je me résigne ; mais il y a d'autres pays chauds que l'Égypte, la Nubie, la Palestine et l'Asie-Mineure ; un tel voyage me semble bien fatigant et je prévois des dangers qui me troublent. Je viens donc vous demander de renoncer à votre projet et d'aller simplement vous établir pendant deux ans à Madère avec Gustave. Le climat est beau, lui sera favorable, et je ne serais pas tourmentée. » Je lui demandai si son fils connaissait la démarche qu'elle faisait près de moi ; elle secoua la tête négativement. Ma réponse fut très nette : Le voyage auquel je me préparais faisait partie de mes études ; il terminait en quelque sorte l'apprentissage que je m'étais imposé ; à aucun prix je n'y renoncerais. Ma réponse déconcerta Mme Flaubert, qui n'insista plus, mais je ne suis pas certain qu'elle me l'ait jamais pardonnée.

Pendant que je hâtais mes préparatifs et que Flaubert travaillait avec ardeur afin d'être prêt à partir au moment indiqué, l'assemblée constituante allait disparaître pour céder la place à l'assemblée législative. Le brouhaha électoral remuait la France ; les professions de foi les plus baroques couvraient les murailles ; on semblait deviner que la bataille décisive était sur le point de s'engager, chacun voulait y frapper son coup, et les partis qui divisaient le pays, — bonapartistes, légitimistes, orléanistes, fusionnistes, républicains doctrinaires, républicains démocrates, socialistes, — faisaient effort pour se trouver en présence dans la nouvelle assemblée. Louis de Cormenin se présenta dans le Loiret, qui avait huit députés à élire : il arriva le neuvième sur la liste. Il se produisit alors un fait peu connu et que je tiens à rappeler. Au lendemain de son échec, Louis fit publier la lettre suivante dans le *Journal du Loiret*, dont il connaissait le directeur : « Mon cher ami, permettez-moi de me servir de la voie de votre journal pour remercier les quinze mille électeurs qui me sont restés fidèles. Trop modéré pour les

hommes avancés, trop avancé pour les hommes modérés, j'ai succombé conséquent à moi-même et comme entraîné sous le poids de ma propre logique. J'ai rêvé la république de Lamartine; je la sens en moi, je ne la vois nulle part. L'avenir dira qui s'est trompé. Battu du scrutin, je n'en garde pas moins un vrai dévoûment pour mon pays, une sincère reconnaissance pour le Loiret. Je puis tomber souvent, je ne veux démériter jamais. » La déception pour Louis fut pénible, car il avait eu des motifs sérieux de croire qu'il serait envoyé au corps législatif. D'autres déceptions furent plus amères que la sienne et lui permirent de montrer sa grandeur d'âme. — Lamartine non plus n'avait pas été élu député. Lamartine qui, après l'aventure de février, aurait pu prendre la France qui se donnait à lui, s'il l'avait comprise, et si, au lieu d'être un poète, il n'avait été qu'un homme d'état, Lamartine, que dix départemens (1) avaient choisi pour représentant l'année précédente, Lamartine auquel Paris avait donné 259,800 voix, ne trouva pas, en 1849, un collège électoral sur lequel il pût compter. Partout où il se présenta, il échoua. Si, malgré ce déni de justice et cette ingratitude, il fit partie de l'assemblée législative, c'est à Louis de Cormenin qu'il le doit. Le lendemain du jour où Louis avait écrit la lettre que j'ai citée, un de élus du Loiret, M. Roger, mourut subitement. Le siège vacant revenait en quelque sorte de droit à Louis de Cormenin, qui, à peu de chose près, avait touché l'élection. Cette fois, toutes les chances sont en sa faveur, et il est presque certain de réussir. Que va-t-il faire? Il écrit au directeur du *Journal du Loiret* : « 22 mai 1849. Mon cher ami, j'apprends à l'instant que M. Roger vient de succomber, frappé par le choléra. Je pense que c'est le devoir de tout candidat de faire la place libre à M. de Lamartine, qu'un ostracisme brutal a rejeté même dans son département. Le génie est au-dessus des partis. Prendre M. de Lamartine ce serait grandir le département du Loiret, et j'ose espérer, mon cher rédacteur, que vous joindrez votre voix à la mienne pour le ramener à la législature. Le nommer, c'est consacrer et honorer le suffrage universel. » L'appel de Louis de Cormenin fut entendu, les électeurs du Loiret réparèrent l'injustice de la France, et grâce à eux Lamartine ne fut pas exclu de l'assemblée des représentans du peuple; mais celui qui s'était sacrifié pour lui perdait une occasion qu'il ne retrouva plus d'entrer dans une carrière où le poussaient toutes ses aptitudes. Il put regretter de ne pas appartenir aux assemblées législatives de son pays, mais il ne regretta jamais de s'être effacé devant Lamartine.

Peu de temps après la réunion de la législative, qui tint sa pre-

(1) Seine, Côte-d'Or, Bouches-du-Rhône, Saône-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Dordogne, Finistère, Gironde, Nord, Seine-Inférieure.

mière séance le 28 mai 1849, un des auteurs de la révolution de février, celui dont l'alliance avait brisé la popularité de Lamartine, Ledru-Rollin, allait disparaître de la scène politique et n'y jamais remonter. C'était le petit-fils du fameux Comus, dont le vrai nom était Ledru, et qui fut, en son temps, un célèbre prestidigitateur. Son descendant fut moins habile et ne sut pas en temps opportun escamoter la muscade du pouvoir. A distance et à travers le souvenir, il est impossible de comprendre l'influence que Ledru-Rollin exerça. C'était une sorte de bellâtre, coiffé en coup de vent, portant la tête de trois quarts, avec de grosses joues bouffies et des pâleurs subites qui dénonçaient un cœur peu sûr de lui. Il était vide et sonore; ses discours pleins de redondance sentaient la rhétorique; rien de fin, rien d'ingénieux, rien de grand. La phrase même était peu correcte; il faisait de l'éloquence comme une grosse caisse fait de la musique. En lui nulle distinction de race, nulle distinction acquise; il était commun, et la boursouflure de son esprit semblait avoir envahi son corps. Après 1848, il faillit être dictateur; on tremble en pensant à ce que serait devenue la France sous un si pauvre homme. Il ne suffit pas d'être gros pour être fort, et Ledru-Rollin était faible de toute façon, par le cerveau, par le talent, par le caractère. Nul plus que lui ne justifia la parole de Stuart Mill : « La tendance du gouvernement représentatif incline à la médiocrité. » En 1849, cinq départemens lui conférèrent le mandat de député; ébloui de ce succès, il s'imagina qu'il n'avait qu'à étendre la main pour saisir le pouvoir. Tout de suite il entama la lutte, il voulut se faire élire président de l'assemblée et fut battu par Dupin, un vieux renard auquel la malice ne manquait point. La France était alors engagée dans l'expédition de Rome; Ledru-Rollin ne vit là qu'une occasion de protester; comme tous les Tarquins politiques qui oublient volontiers qu'ils ont souvent essayé de violer Lucrèce, il cria au viol de la constitution; — on ne l'écouta guère; il proposa de mettre les ministres en accusation, et obtint 8 voix contre 377. Il était accusé par son parti, auquel il avait fait des promesses, et, se sentant fourvoyé, il voulut tenter un appel aux armes auquel on ne répondit pas. Le 13 juin, il ramassa au Palais-Royal quelques artilleurs de la garde nationale; il entraîna Guinard, nature étourdie et chevaleresque, s'empara du Conservatoire des arts et métiers, fit des proclamations ampoulées et eut tout juste le temps de se sauver par un vasistas, d'où il ne dégagea sa rotondité qu'à grand'peine. Il put se cacher et fuir en Angleterre, où il se mêla à des conspirations régicides qu'il aurait toujours dû ignorer. Il est rentré en France après 1870; il y est mort; on l'a enterré au Père-Lachaise et on a dressé une statue sur son tombeau; ce marbre est tout ce qui restera de lui.

Le 13 juin, la garde nationale avait été convoquée, et j'étais sous les armes avec mon bataillon, placé en réserve dans le jardin des Tuileries. Le général Changarnier, qui s'étonnait alors que le président de la république ne se laissât pas transporter du palais de l'Élysée au palais des Tuileries, coupa court à cette tentative d'insurrection et rabroua les émeutiers. C'était, du reste, une échauffourée sans importance et sans valeur ; les hommes qui la conduisaient étaient d'une rare nullité, et c'est grand honneur qu'on leur fit de paraître les prendre au sérieux. Le parti conservateur ne fut guère plus sage que ces jocrisses révolutionnaires. Il se porta à l'imprimerie du journal *le Peuple*, que rédigeait Proudhon, et en brisa les presses. Ce fait fut odieux ; ravager la propriété d'un homme parce qu'il a dit : « La propriété, c'est le vol, » c'est, en vérité, mettre son axiome en pratique et lui donner raison. Mais, en temps de révolution, qui donc pense à la morale, et les partis ne font-ils pas assaut d'insanités ? Les jacobins qui tentèrent ce soulèvement et les journalistes qui les protégèrent furent bien imprudens, ils n'eurent point assez d'invectives, point assez d'injures contre notre armée qui opérait sous Rome ; cette armée, ils la retrouvèrent contre eux, dans les rues de Paris, à la journée du 2 décembre. Dès le mois de juin 1849, des esprits sagaces pouvaient prévoir ce dénoûment, mais ni Flaubert ni moi, nous n'y pensions ; seul, Louis de Cormenin, secouant la tête, disait quelquefois : « On fait trop de sottises ; un beau jour, nous nous réveillerons en présence d'un grand sabre qui fera taire tout le monde. » Ce n'est pas que le gouvernement péchât par excès d'indulgence. Dans les années 1849, 1850, 1851, les procès de presse furent incessans, et les condamnations d'une sévérité qu'il est difficile de se figurer aujourd'hui. Les maisons de détention regorgeaient d'écrivains politiques, et le produit des amendes n'était pas perdu pour les caisses de l'état. Cela ne nuisit pas à la réputation de certains journalistes. « Plus de prison que d'esprit, » disait Harel en parlant de Fontan, que persécuta la restauration.

L'heure n'était pas clémente aux écrivains ; ceux qui n'avaient pas de moyens d'existence personnels, ou qui ne s'étaient pas jetés dans la bataille politique risquaient fort de faire maigre chère. C'était le cas de Théophile Gautier, que je connus dans ce temps-là par l'intermédiaire de Louis de Cormenin. Il habitait encore son petit hôtel de la rue Lord-Byron, dans le haut des Champs-Élysées, et il se trouvait réduit à la portion congrue de son feuilleton hebdomadaire de *la Presse*, auquel Émile de Girardin avait attaché des émolumens peu considérables. La révolution de février avait surpris Théophile Gautier en pleine fortune. Son talent l'avait rendu célèbre ; on savait que c'était un poète de haute volée et un grand prosateur ; les journaux, les revues, les éditeurs s'offraient à lui ; il vivait largement,

sinon selon son goût; il avait une voiture et deux petits chevaux blancs dont il raffolait; il avait peut-être escompté l'avenir. La révolution de février annula ses traités, interrompit ses travaux, et lui laissa pour compte quelques sommes qu'il avait touchées en avance. Il les remboursa, mais avec quelles peines, avec quel labeur! Ceux qui l'ont connu à cette époque et pendant les dix années qui suivirent peuvent seuls le savoir. Il faisait contre fortune bon cœur et se raidissait, car il soutenait sa famille, qui était onéreuse. Sa vie, inconcevablement laborieuse, a été occupée à subvenir aux besoins de quatre ou cinq existences qui s'étaient accrochées à lui, et sous les exigences desquelles il a pu ne pas fléchir, grâce à une santé inaltérable et à une vigueur peu commune. Plus tard, je parlerai de celui que Baudelaire appelait le maître impeccable, car je fus de son intimité et je l'ai beaucoup aimé, quoique nous eussions des façons de voir qui n'étaient pas toujours pareilles. Il n'a jamais occupé la place qui était due à son talent hors de pair, il le savait et s'en irritait. Une fois, il me dit en souriant : « J'ai porté des cheveux trop longs au temps de ma jeunesse, cela m'a nui dans la considération des bourgeois et m'a toujours empêché d'arriver. » — Ceci était excessif, mais ne manquait pas d'une certaine vérité. En 1849, j'allais le voir assez souvent, il habitait de préférence une sorte d'atelier situé en haut de sa maison; là il était seul et tranquille. De sa ferme et ronde écriture, il écrivait sans rature le nombre de pages nécessaires à son feuilleton, et, lorsque cette besogne était terminée, il s'accroupissait comme un Turc sur un divan, appliquait un coussin contre sa poitrine, et s'en allait dans je ne sais quel monde enchanté, où il passait quelques bonnes heures. Pour échapper aux lancinemens de la vie, qui alors lui étaient aigus, il faisait des vers, des petits vers de huit syllabes dont le rythme l'avait séduit. C'est à cette époque qu'il a composé presque toutes les pièces d'*Émaux et Camées*. Un jour, je lui portai *la Délivrance de Sakountala*, traduite par Chézy, qu'il ne connaissait pas encore. Il en fut ravi, il examinait avec une joie d'enfant les caractères sanscrits placés en regard du texte; il méditait un voyage dans l'Indoustan et voulait traduire le *Mahabarata* en vers français. De tout cela il résulta plus tard le ballet de *Sakountala*, dont Ernest Reyer a fait la musique et qui fut applaudi à l'Opéra. La politique exaspérait Gautier, qui rêvait une humanité éprise de belles formes, contemplant des œuvres d'art, vivant sous des portiques en marbre de Paros, et faisant silence pour écouter les poètes. Il était bon, il était doux, et quoiqu'il ne manquât point d'orgueil, il n'a jamais blessé personne. La civilisation réglée, surveillée où il vivait lui était déplaisante; nos vêtemens étriqués lui faisaient horreur et lui semblaient une insulte à la beauté humaine. Il racontait sérieusement qu'étant en Algérie

en 1845, il avait déterminé le maréchal Bugeaud à renoncer à une expédition contre la Kabylie en lui démontrant que des peuplades dont le costume est plus élégant et plus ample que le nôtre doivent être considérées comme supérieures et protégées par les hommes intelligens. Lorsque l'on émettait quelques doutes sur les motifs qui avaient arrêté le maréchal Bugeaud en route pour les montagnes du Djurjura, il n'en démordait pas et finissait par se mettre en colère.

Parfois, sur le divan de l'atelier de Théophile Gautier, j'ai vu un petit homme, à demi chauve, pelotonné sous un plaid et dormant: c'était Gérard de Nerval, qui venait se reposer de ses pérégrinations nocturnes. Il était noctambule. La nuit, il errait dans Paris comme un chien perdu, quitte à entrer dans un poste de soldats et à s'y étendre sur le lit de camp lorsque la pluie le surprenait. Il avait des allures humbles et penchées qu'égayait souvent un rire sonore et qui ne l'empêchaient pas d'aimer les discussions un peu vives. Il s'occupait de kabbale, tirait les horoscopes, composait des talismans et connaissait un tas de recettes diaboliques auxquelles il semblait croire. On l'aimait, car son caractère était d'une aménité touchante. Je n'ai jamais rencontré personne qui n'en ait dit du bien. Sa réputation, solidement établie dans le monde des artistes et des gens de lettres, n'avait pas franchi la porte des salons, où longtemps il resta inconnu. Il avait cependant une grande finesse de style et un don d'observation d'une rare subtilité; mais il était irrégulier dans ses œuvres comme dans son existence, car il était habité par un démon familier qui, souvent, l'entraînait là où il n'aurait pas voulu aller. Son originalité, qu'on louait, son étrangeté, que l'on signalait, étaient faites d'une maladie nervoso-mentale, qui, tour à tour, le déprimait et le surexcitait. Il était fou, pour parler le langage vulgaire, et sa lucidité n'était jamais exempte d'un peu d'exaltation; je le retrouverai sur la route de mon récit; je dirai comment il a fini et quelles causes l'ont conduit à la mort.

Gérard avait voyagé en Orient, et j'aimais à causer avec lui lorsque je parvenais à le réveiller, ce qui n'était pas toujours facile. Dans ses voyages, il n'avait cherché ni les grands aspects de la nature, dont il ne se souciait pas, ni les souvenirs de l'histoire, qui ne le préoccupaient guère; il avait voulu faire des études de mœurs dans des pays dont il ignorait le langage et avait été, par cela même, contraint de s'arrêter à la surface des choses. Ses allures incohérentes l'avaient rendu sacré pour des peuples qui ont le respect superstitieux de la démence, et il en avait profité pour se mêler aux hommes le plus qu'il avait pu. Il couchait dans les khans publics, où quelques paras de redevance lui donnaient droit à passer la nuit; il mangeait dans les bazars, achetant aux marchands ambulans les

concombres, les pastèques et les galettes de sésame. Partout il avait porté ses habitudes vagabondes et ne s'en était pas mal trouvé. A Constantinople et au Caire, il avait ainsi vécu, ménageant ses ressources et ne se plaignant pas. Au Caire, il s'était marié. Il avait acheté au rabais une Abyssinienne du plateau de Gondar et l'avait épousée. Lorsque je lui disais : « Comment était votre femme? » il me répondait de sa voix douce : « Elle était toute jaune. — Et qu'en avez-vous fait? — Ah! voilà! nous ne nous comprenions pas très bien; elle m'a beaucoup battu, et je l'ai répudiée. » Les ruines d'Égypte, les monumens contemporains des kalifes semblaient avoir passé inaperçus pour lui. Quand je l'interrogeais sur les pyramides, il me répondait : « Je crois qu'elles ont servi de trône à Soliman ben Dâoub lorsqu'il passait en revue l'armée des djinns, dont il était le chef, à moins qu'elles n'aient été les enclumes sur lesquelles on a forgé le bouclier de Gian ben Gian, qui rompait tous les charmes. » Se moquait-il de moi? Non pas. Il croyait aux fées, aux génies, à la magie, qu'il pratiquait et disait : « Si je retrouve le bâton de Trismégiste, je serai roi du monde. » Innocentes rêveries qui donnaient de la saveur à sa conversation; semblable au Michel de *la Fée aux miettes*, il eût volontiers cherché la mandragore qui chante, car il était persuadé qu'elle existe.

Ce n'était pas ce que Gérard de Nerval me racontait de l'Orient qui pouvait m'éclairer beaucoup, et je travaillais assidûment à acquérir des notions plus sérieuses, car l'heure approchait où nous allions nous mettre en route. La tente, les selles, les cantines, les boîtes d'outils, la pharmacie, les armes étaient achetées et j'apprenais la photographie. Dans mes précédens voyages, j'avais remarqué que je perdais un temps précieux à dessiner les monumens ou les points de vue dont je voulais garder un souvenir exact; je dessinais lentement et d'une façon peu correcte; en outre, les notes que je prenais pour décrire soit un édifice, soit un paysage, me semblaient confuses lorsque je les relisais à distance, et j'avais compris qu'il me fallait en quelque sorte un instrument de précision pour rapporter des images qui me permettraient des reconstitutions positives. J'allais parcourir l'Égypte, la Nubie, la Palestine, la Syrie et bien d'autres pays, où les civilisations, en se succédant, ont laissé des traces; je voulus me mettre en état de recueillir le plus de documens possible; j'entrai donc en apprentissage chez un photographe et je me mis à manipuler les produits chimiques. La photographie n'était pas alors ce qu'elle est devenue; il n'était question ni de glace, ni de collodion, ni de fixage rapide, ni d'opération instantanée. Nous en étions encore au procédé du papier humide, procédé long, méticuleux, qui exigeait une grande adresse de main et plus de quarante minutes pour mener une épreuve négative à

résultat complet. Quelle que fût la force des produits chimiques et de l'objectif employé, il fallait au moins deux minutes de pose pour obtenir un portrait, même dans les conditions de lumière les plus favorables. Si imparfait, si lent que fût ce procédé, il constituait un progrès extraordinaire sur la plaque daguerrienne, qui présentait les objets en sens inverse, que les « luisans » métalliques empêchaient souvent de distinguer. Apprendre la photographie, c'est peu de chose; mais en transporter le fragile outillage à dos de mulet, à dos de chameau, à dos d'homme, c'était un problème difficile. A cette époque, les vases en gutta-percha étaient inconnus; j'en étais réduit aux fioles de verre, aux flacons de cristal, aux bassines de porcelaine, qu'un accident pouvait mettre en pièces. Je fis faire des écrins, comme pour les diamans de la couronne, et, malgré les heurts inséparables d'une série de transbordemens, je réussis à ne rien casser et à rapporter le premier en Europe l'épreuve photographique des monumens et des paysages de caractère que j'ai rencontrés en Orient.

Tout entier à mes préparatifs, je vivais dans une activité fébrile; je ne rêvais que palmiers, désert, et temples écroulés; j'allais enfin réaliser un projet qui, depuis bien des années, me tenait en éveil, et pourtant j'avais le cœur lourd et mal d'aplomb, car ma grand'-mère resterait au logis à m'attendre pendant que je m'en irais courir le vieux monde. Cela engourdissait ma joie et m'attristait plus que je n'aurais voulu le laisser voir. Je ne l'avais jamais quittée que pendant mes voyages. Elle avait veillé sur mon enfance, protégé ma jeunesse autant qu'elle l'avait pu, et m'aimait d'une de ces tendresses profondes que rien ne remplace lorsque la mort les a brisées. Malgré ses soixante-quatorze ans, elle était alerte, spirituelle, causeuse, infatigable à la marche, s'intéressant à toutes choses, et avait conservé une mémoire que j'interrogeais souvent pendant les soirées que je passais auprès d'elle. Il me semblait qu'elle était faite pour devenir centenaire, car rien n'avait encore affaibli son beau regard bleu, et c'est à peine si quelques fils d'argent se mêlaient à ses cheveux châtains. Je demandais trop à la destinée. Dans les premiers jours de septembre, ma grand'mère tomba malade, et ce que nous avions pris au début pour une indisposition sans gravité devint rapidement un mal incurable. Je ne la quittai point, et le petit lit portatif que je devais emporter en voyage me permit du moins d'être toujours près d'elle pour la servir. Flaubert était accouru; Louis de Cormenin et lui m'assistaient pendant ces heures lamentables où l'on espère contre l'espérance et où les forces se décuplent dans le combat suprême qui n'est jamais qu'une défaite. Doucement, doucement, elle s'éteignit et rendit à Dieu une âme qui n'avait point prévariqué. Flaubert et moi nous restâmes à ses côtés pour faire la

veillée funèbre. A ma prière, Gustave lisait à haute voix l'évangile selon saint Jean; lorsqu'il en fut arrivé au chapitre XI et qu'il dit : « Il cria à haute voix : Lazare, viens dehors! » il me sembla que la pauvre morte allait se soulever et me sourire. Je la regardai; le pâle visage était immobile et la forme rigide se dessinait sous le drap; tout était bien fini. Le dernier lien de la famille directe venait d'être rompu pour moi; je restais seul, privé de ces grands amours instinctifs dans lesquels on peut toujours se réfugier. Je l'enveloppai dans un burnous blanc, qui, bien souvent, m'avait abrité pendant mes nuits de voyage, lorsque je dormais sur la terre nue, à la clarté des étoiles; je passai à son doigt un anneau qui m'était précieux, et je la conduisis jusqu'à la demeure où l'attendait ma mère, qui fut sa fille. Alexandre Dumas fils a écrit une admirable parole : « Ceux que nous avons aimés et que nous avons perdus ne sont plus où ils étaient; mais ils sont toujours et partout où nous sommes. » Rien n'est plus vrai. Ils vivent en nous, ils nous conseillent, ils nous modifient; voilà longtemps que je le sais par expérience.

La mort de ma grand'mère ne changea rien à mes projets. Les soins d'une succession à recueillir n'étaient point pour me retenir; un de mes amis voulut bien recevoir ma procuration et se charger de veiller à mes intérêts pendant mon absence. J'avais hâte de partir; l'appartement me semblait vide, et le souvenir qu'il me rappelait me le rendait insupportable. Notre départ ne dépendait plus que de Flaubert; j'attendais son signal. Il le donna enfin en m'écrivant : « Je viens de terminer *Saint Antoine*; arrive! » Le lendemain, j'étais à Croisset, où Bouilhet était déjà installé. Flaubert avait tenu parole, et nous ne connaissions pas un mot de son nouveau livre; il ne nous avait rien dit, ni du plan général, ni de l'œuvre en elle-même; nous ne savions que le titre et notre curiosité était très surexcitée. Bouilhet et moi, nous avions souvent causé de ce fameux *Saint Antoine*, et chacun de nous l'avait imaginé à sa manière. Je me figurais que Flaubert écrirait en quelque sorte les mémoires, les confessions du saint qui fut si rudement tenté et qu'il profiterait de ce cadre pour faire une étude psychologique et approfondie. Bouilhet, qui était très fin et qui connaissait Flaubert jusque dans ses replis les plus secrets, secouait la tête et me répondit : « Le personnage est nul, mais l'époque où il se meut est des plus étranges; tu verras qu'il se sera laissé entraîner à essayer une reconstitution du monde antique au IIIe siècle; il aura cherché le parallèle entre l'église primitive qui s'établissait et l'empire romain qui s'écroulait. » Bouilhet et moi, nous nous trompions; Gustave avait fait un mystère, dialogue en deux énormes volumes, qui était, non pas une réminiscence, mais une exagéra-

tion de l'*Ahasverus* d'Edgar Quinet. La lecture dura trente-deux heures; pendant quatre jours il lut, sans désemparer, de midi à quatre heures, de huit heures à minuit. Il avait été convenu que nous réserverions notre opinion et que nous ne la ferions connaître qu'après avoir entendu l'œuvre entière. Lorsque Flaubert, ayant disposé son manuscrit sur la table, fut sur le point de commencer, il agita les feuillets au-dessus de sa tête et s'écria : « Si vous ne poussez pas des hurlemens d'enthousiasme, c'est que rien n'est capable de vous émouvoir! » Les heures pendant lesquelles, silencieux, nous contentant d'échanger parfois un regard, Bouilhet et moi, nous restâmes à entendre Flaubert qui modulait, chantait, psalmodiait ses phrases, sont demeurées très pénibles dans mon souvenir. Nous tendions l'oreille, espérant toujours que l'action allait s'engager, et toujours nous étions déçus, car l'unité de situation est immuable depuis le commencement jusqu'à la fin du livre. Saint Antoine, ahuri, un peu niais, j'oserai dire un peu nigaud, voit défiler devant lui les diverses formes de la tentation et ne sait leur répondre que par des exclamations : « Ah! ah! oh! oh! mon Dieu! mon Dieu! » Ce ne sont pas seulement ses sens qui sont tentés par les enivremens de la matière, c'est son esprit auquel toutes les hérésies, toutes les religions, toutes les philosophies viennent exposer leurs arguties. Il n'y a pas que sept péchés capitaux, il y en a un huitième, la logique, qui les explique et les excuse. Le cochon joue son rôle et rêve d'être élevé au rang de sanglier parce que l'orgueil est entré en lui. Flaubert s'échauffait en lisant, nous essayions de nous échauffer avec lui, et nous restions glacés. Des phrases, des phrases, belles, habilement construites, harmonieuses, souvent redondantes, faites d'images grandioses et de métaphores inattendues, mais rien que des phrases que l'on pouvait mêler, transposer, sans que l'ensemble du livre en pût être modifié. Nulle progression dans ce long mystère, une seule scène jouée par des personnages divers et qui se reproduit incessamment. Le lyrisme, qui était le fond même de sa nature et de son talent, l'avait si bien emporté qu'il avait perdu terre et flottait au milieu des nuées. Nous ne disions rien, mais il lui était facile de reconnaître que notre impression n'était pas favorable; alors il s'interrompait : « Vous allez voir! vous allez voir! » Nous écoutions ce que disaient le sphinx, la chimère, la reine de Saba, Simon le magicien, Apollonius de Tyane, Origène, Basilide, Montanus, Manès, Hermogène; nous redoublions d'attention pour entendre les marcosiens, les carpocratiens, les paterniens, les nicolaïtes, les gymnosophistes, les arcontiques, et Pluton, et Diane, et Hercule, et même le dieu Crepitus. Peine inutile! nous ne comprenions pas, nous ne devinions pas où

il voulait arriver, et, en réalité, il n'arrivait nulle part. Trois années d'un labeur assidu s'écroulaient sans résultat; toute l'œuvre s'en allait en fumée. Bouilhet et moi, nous étions désespérés. Après chaque lecture partielle, Mme Flaubert nous prenait à part et nous disait : « Hé bien? » Nous ne savions que répondre.

Avant l'audition de la dernière partie, Bouilhet et moi, nous eûmes une longue conversation et il fut résolu que nous aurions vis-à-vis de Flaubert une franchise sans réserve. Le péril était grave, nous ne devions pas le laisser se prolonger, car il s'agissait d'un avenir littéraire dans lequel nous avions une foi absolue. Sous prétexte de pousser le romantisme à outrance, Flaubert, sans qu'il s'en doutât, retournait en arrière, revenait à l'abbé Raynal, à Marmontel, à Bitaubé même, et tombait dans la diffusion du pathos. Il fallait l'arrêter sur cette voie où il perdrait ses meilleures qualités. Il nous fut douloureux de prendre cette détermination, mais notre amitié et notre conscience nous l'imposaient. Le soir même, après la dernière lecture, vers minuit, Flaubert, frappant sur la table, nous dit : « A nous trois maintenant, dites franchement ce que vous pensez. » Bouilhet était fort timide, mais nul ne se montrait plus brutal que lui dans l'expression de sa pensée, lorsqu'il était décidé à la faire connaître; il répondit : « Nous pensons qu'il faut jeter cela au feu et n'en jamais reparler. » Flaubert fit un bond et eut un cri d'horreur. Alors commença entre nous trois une de ces causeries, à la fois sévères et fortifiantes, comme seuls peuvent en avoir ceux qui sont en pleine confiance et professent les uns pour les autres une affection désintéressée. Nous disions à Flaubert : « Ton sujet était vague, tu l'as rendu plus vague encore par la façon dont tu l'as traité; tu as fait un angle dont les lignes divergentes s'écartent si bien qu'on les perd de vue; or, en littérature, sous peine de s'égarer, les lignes doivent être parallèles. Tu procèdes par expansion; un sujet t'entraîne à un autre, et tu finis par oublier ton point de départ. Une goutte d'eau mène au torrent, le torrent au fleuve, le fleuve au lac, le lac à l'océan, l'océan au déluge; tu te noies, tu noies tes personnages, tu noies l'événement, tu noies le lecteur, et ton œuvre est noyée. » Flaubert regimbait, il nous répétait certaines phrases et nous disait : « C'est cependant beau! » Nous ripostions : « Oui, c'est beau, nous ne le nions pas, mais c'est d'une beauté intrinsèque qui ne sert en rien au livre lui-même. Un livre est un tout dont chaque partie concourt à l'ensemble, et non pas un assemblage de phrases qui, si bien faites qu'elles soient, n'ont de valeur que prises isolément. » Flaubert s'écriait : « Mais le style? » Nous répondions : « Le style et la rhétorique sont deux choses différentes que tu as confondues; rappelle-toi le précepte

de La Bruyère : « Si vous voulez dire : Il pleut, dites : Il pleut. » Lorsque Chataubriand a écrit : « Je n'ai jamais aperçu au coin d'un bois la hutte roulante d'un berger sans songer qu'elle me suffirait avec toi. Plus heureux que ces Scythes dont les druides m'ont conté l'histoire, nous promènerions aujourd'hui notre cabane de solitude en solitude, et notre demeure ne tiendrait pas plus à la terre que notre vie, » il a fait du style; lorsqu'il a écrit : « Ces cavaliers enfoncent leurs jambes dans un cuir noirci, dépouille du buffle sauvage, » il a fait de la rhétorique. Or, dans *la Tentation de saint Antoine,* tu n'as que des guerriers et des dépouilles de buffle sauvage. Il y a des passages excellens, des souvenirs de l'antiquité qui sont exquis ; mais cela est perdu dans la boursouflure du langage; tu as voulu faire de la musique et tu n'as fait que du bruit. »

Flaubert était ébranlé : « Vous avez peut-être raison, nous dit-il; à force de m'absorber dans mon sujet, je m'en suis épris et je n'y ai plus vu clair. J'admets les défauts que vous me signalez, mais ils sont inhérens à ma nature; comment y remédier? » Ce que nous avions à lui répondre, nous le savions. « Il faut renoncer aux sujets diffus qui sont tellement vagues par eux-mêmes que tu ne peux les embrasser et que tu ne réussis pas à les concentrer; du moment que tu as une invincible tendance au lyrisme, il faut choisir un sujet où le lyrisme serait tellement ridicule que tu seras forcé de te surveiller et d'y renoncer. Prends un sujet terre à terre, un de ces incidens dont la vie bourgeoise est pleine, quelque chose comme *la Cousine Bette,* comme *le Cousin Pons*, de Balzac, et astreins-toi à le traiter sur un ton naturel, presque familier, en rejetant une fois pour toutes ces digressions, ces divagations, belles en elles-mêmes, mais qui ne sont que des hors-d'œuvre inutiles au développement de ta conception et fastidieuses pour le lecteur. » Flaubert, plutôt vaincu que convaincu, nous répondit : « Cela ne sera pas facile, mais j'essaierai. » Cette consultation eut sur lui une influence décisive; il n'en pouvait méconnaître la bonne foi. Quoiqu'il se révoltât contre nos observations, il comprenait qu'elles étaient justes et, malgré qu'il en eût, elles avaient porté coup. Cela lui fut dur, mais salutaire, et bien souvent, au cours de notre existence, il m'a parlé de cette longue causerie et m'a dit : « J'étais envahi par le cancer du lyrisme, vous m'avez opéré; il n'était que temps, mais j'en ai crié de douleur. » La conversation avait pris fin; la maison frémissante de bruit nous apprenait que la nuit était passée; nous regardâmes la pendule : il était huit heures du matin. Au moment où j'ouvrais la porte, je vis une robe noire qui fuyait dans l'escalier. C'était Mme Flaubert; son amour maternel n'y avait pas tenu et elle était venue écouter. Longtemps elle nous garda rancune de

notre franchise et elle prononça un mot cruel que sa tendresse rend excusable; elle nous crut jaloux de son fils et le laissa deviner. Elle se trompait. Bouilhet et moi, nous avons toujours reconnu la supériorité artiste de Flaubert, et jamais l'idée de la discuter ne nous a effleurés; nous n'étions pas effacés, nous étions aplatis devant lui; nous avions en son talent une foi imperturbable et notre confiance n'a pas été trompée.

Il lui fut très pénible d'abandonner sa *Tentation de saint Antoine*, et jamais il ne put s'y résoudre; cela est naturel, car on ne sacrifie pas sans souffrance le travail de plusieurs années; tout écrivain sérieux a pour son œuvre un sentiment paternel qui parfois l'entraîne à des faiblesses, mais dont l'aveuglement même est respectable. Plus tard, après ses grands succès de *Madame Bovary* et de *Salammbô*, il reprit *la Tentation*, il la bluta, pour ainsi dire, n'en fut point satisfait et la remit au tiroir. C'était la conception même qui était défectueuse et à laquelle il ne put jamais parvenir à communiquer un intérêt qu'elle ne comporte pas. Une dernière fois, et lorsque Bouilhet n'était plus là pour le maintenir, il recommença encore cette œuvre de sa jeunesse à laquelle il tenait par-dessus tout; il la diminua, élagua les incidens parasites qui l'envahissaient et la réduisit à la forme définitive sous laquelle elle a paru en 1874. Le volume est dédié « à la mémoire de mon ami Alfred Le Poitevin, décédé à La Neuville-Chant-d'Oisel, le 3 avril 1848. » Il m'a avoué depuis qu'il regrettait de n'avoir pas suivi notre conseil et de n'avoir pas gardé son travail en portefeuille. Tel qu'il est cependant, et malgré son inévitable imperfection, ce livre contient des beautés de premier ordre.

Pendant la journée qui suivit cette nuit sans sommeil, nous étions assis dans le jardin, nous nous taisions, nous étions tristes en pensant à la déception de Flaubert et aux vérités que nous ne lui avions point ménagées. Tout à coup Bouilhet dit : « Pourquoi n'écrirais-tu pas l'histoire de Delaunay? » Flaubert redressa la tête et avec joie s'écria : « Quelle idée! » Delaunay était un pauvre diable d'officier de santé qui avait été l'élève du père Flaubert et que nous avions connu. Il s'était établi médecin tout près de Rouen, à Bon-Secours. Marié en premières noces à une femme plus âgée que lui et qu'il avait crue riche, il devint veuf et épousa une jeune fille sans fortune qui avait reçu quelque instruction dans un pensionnat de Rouen. C'était une petite femme sans beauté, dont les cheveux d'un jaune terne encadraient un visage rondelet, piolé de taches de rousseur. Prétentieuse, dédaignant son mari, qu'elle considérait comme un imbécile, ronde et blanche, avec des os minces qui n'apparaissaient pas, elle avait dans la démarche, dans l'habitude générale du corps, des flexibili-

tés et des ondulations de couleuvre; sa voix, déshonorée par un accent bas-normand insupportable, était plus que caressante, et dans ses yeux, de couleur indécise et qui, selon les angles de lumière, semblaient verts, gris ou bleus, il y avait une sorte de supplication perpétuelle. Delaunay adorait cette femme, qui ne se souciait guère de lui, qui courait les aventures, et que rien n'assouvissait. Elle était la proie d'une des formes de la grande névrose qui ravage les anémiques. Atteinte de nymphomanie et de prodigalité maniaque, elle était bien peu responsable et, comme on ne la soignait que par les bons conseils, elle ne guérissait pas. Accablée de dettes, poursuivie par ses créanciers, battue par ses amans, pour lesquels elle volait son mari, elle fut prise d'un accès de désespoir et s'empoisonna. Elle laissait derrière elle une petite fille, que Delaunay résolut d'élever de son mieux; mais le pauvre homme, ruiné, épuisant ses ressources sans parvenir à payer les dettes de sa femme, montré au doigt, dégoûté de la vie à son tour, fabriqua lui-même du cyanure de potassium et alla rejoindre celle dont la perte l'avait laissé inconsolable. — Ce fut ce drame intime, joué à quatre ou cinq personnages dans une obscure bourgade, que Bouilhet proposa à Flaubert, que celui-ci accepta avec empressement et qui est devenu *Madame Bovary*. Il est certain que jamais Flaubert n'aurait pensé à écrire ce roman si l'exécution de *la Tentation de saint Antoine* l'eût satisfait.

Je retournai à Paris, où Flaubert devait me rejoindre deux ou trois jours avant notre départ et où les occupations ne me manquaient pas. Je voulais que notre voyage fût entouré de toutes les facilités possibles, et j'avais demandé au gouvernement de nous confier une mission qui nous servirait de recommandation près des agens diplomatiques et commerciaux que la France entretient en Orient. Ai-je besoin de dire que cette mission devait être et a été absolument gratuite? Elle ne nous fut pas refusée. Gustave Flaubert, — il m'est difficile de ne pas sourire, — fut chargé par le ministère de l'agriculture et du commerce de recueillir, dans les différens ports et aux divers points de réunion des caravanes, les renseignemens qu'il lui semblerait utile de communiquer aux chambres de commerce. Je fus mieux partagé; j'obtins une mission du ministère de l'instruction publique, où je connaissais François Génin, qui alors était directeur de la division des sciences et des lettres. Ses travaux de philologie, sa traduction de *la Chanson de Roland*, lui ont valu de la réputation. C'était un homme d'un esprit redoutable, fort instruit, grand fouilleur de vieux livres, et qui excellait à démasquer les plagiaires. De Courchamps (1), l'auteur des *Souvenirs de la marquise*

(1) Le véritable nom de l'auteur des *Souvenirs de la marquise de Créqui*, 7 vol. n-8°, 1834-1835, est Causen, se disant comte de Courchamps.

de Créqui, cet homme étrange qui s'habillait toujours en femme, en sut quelque chose lorsqu'il commença à publier *le Val funeste* en feuilleton. « C'est *le vol funeste*, » dit Génin, qui fit paraître la fin du roman, que De Courchamp avait copié dans je ne sais plus quel bouquin oublié. Un jour que j'étais au ministère, dans son cabinet, et que j'allais prendre congé, je vis entrer un de mes anciens proviseurs; nous échangeâmes un regard de surprise, et un salut sans expansion. J'appris par Génin qu'il s'était enquis de moi et que, reconnaissant le garnement dont il n'avait jamais eu à se louer, il s'était écrié en levant les bras au ciel : « Et l'on a décoré cet élève-là! »

Nous devions quitter Paris le 29 octobre, Flaubert avait conduit sa mère à Nogent-sur-Seine dans sa famille et était venu prendre logis chez moi le 26; je l'ignorais. Le soir, lorsque je rentrai, mon domestique m'avertit qu'il était arrivé. Je le cherchai d'abord vainement dans mon cabinet et je finis par l'apercevoir couché tout de son long, à plat, sur une peau d'ours noir qui était étendue devant la bibliothèque. Je crus qu'il dormait; un soupir me détrompa. Jamais je ne vis une telle image de faiblesse et de prostration; sa haute taille et sa force colossale la rendaient extraordinaire. A mes questions il ne répondait que par des gémissemens : « Jamais je ne reverrai ma mère, jamais je ne reverrai mon pays; ce voyage est trop long, ce voyage est trop lointain, c'est tenter la destinée. Quelle folie! Pourquoi partons-nous? » J'étais consterné; une telle révélation me remplissait de stupeur. Il me raconta qu'en quittant Croisset, il avait laissé son cabinet dans l'état habituel, comme s'il devait y rentrer le lendemain; sur la table le livre ouvert à la page commencée, la robe de chambre jetée sur le fauteuil, les pantoufles près du lit. « Ça porte malheur, me dit-il, de prendre des précautions. » Puis, faisant allusion à la mort de ma grand'mère, il ajouta cette parole cruelle : « Tu es heureux, il ne reste personne derrière toi. » Je laissai passer la nuit sur cette défaillance, mais le lendemain, avant que Flaubert fût levé, j'allai dans sa chambre et je lui dis : « Nul engagement ne te lie à moi, tu es absolument libre; si ce voyage te semble au-dessus de tes forces, il faut y renoncer; je partirai seul. » Le combat fut rapide : « Non, s'écria-t-il, je serais si ridicule que je n'oserais plus me regarder. » — L'arrivée de Bouilhet et de Louis de Cormenin, qui venaient nous tenir compagnie pendant les dernières journées, lui fut une diversion; il secoua sa torpeur et se retrouva lui-même, ou du moins il en eut l'air et fit bonne contenance.

Du moment que Flaubert avait résolu de venir avec moi, j'avais dû modifier, non pas l'itinéraire de mon voyage, mais les condi-

tions dans lesquelles ce voyage serait fait. Sa santé, d'une apparence si belle et en réalité si misérable, pouvait nous causer de graves embarras; il fallait toujours veiller sur lui, et c'était là une tâche qu'il m'eût été malaisé d'accomplir tout seul. Je me décidai donc à emmener avec nous mon valet de chambre, Corse d'origine, ancien dragon, nommé Sassetti, homme dévoué sur lequel je pouvais compter dans des circonstances difficiles et qui, dans bien des cas, pouvait me remplacer près de Flaubert lorsque les hasards de la route ou du travail me forceraient à m'éloigner de lui pendant quelques instans. C'était un surcroît de dépense, mais c'était aussi un surcroît de sécurité, et je n'hésitai pas.

Le 28 octobre, nous fîmes le repas des adieux. Théophile Gautier, Louis de Cormenin, Bouilhet, Flaubert et moi, réunis au Palais-Royal, dans un cabinet du restaurant des *Trois Frères provençaux,* nous passâmes la soirée à deviser d'art, de littérature, d'antiquités. Flaubert, exalté, parlait de découvrir les sources du Nil; Gautier m'engageait à me faire musulman, afin d'avoir le droit de porter des vêtemens de soie et d'aller baiser la pierre noire à la Mecque; Louis de Cormenin avait le cœur gros de me voir partir, et Bouilhet mâchonnait silencieusement le bout de son cigare, après nous avoir recommandé de penser à lui toutes les fois que nous nous trouverions en présence d'un souvenir de Cléopâtre. En se séparant, on se donna une bonne accolade et on se dit au revoir. — « Le rapide » n'existait pas alors, et il y avait loin de Paris à Marseille. Le 29, nous prîmes la diligence, puis le bateau à vapeur de Châlon à Lyon, puis les bateaux du Rhône jusqu'à Valence, où le brouillard nous arrêta, puis une voiture de poste jusqu'à Avignon, et enfin le chemin de fer qui, le 1er novembre, après quatre jours de route et de transbordemens, nous déposa à Marseille. C'est de cette époque que j'ai pris l'habitude d'écrire chaque soir l'emploi de ma journée, habitude à laquelle je suis resté fidèle et qui assure à mes souvenirs une sincérité complète. Le 4 novembre, par un ciel brumeux et mauvais temps au large, nous montâmes à bord du *Nil*, grand paquebot de 250 chevaux, qui marchait en titubant comme un homme ivre et qui n'avançait guère. Je ne répondrais pas que Flaubert n'ait senti se réveiller ses regrets; il resta longtemps debout devant le bastingage de bâbord, regardant les côtes de Provence, qui peu à peu disparaissaient sous les brumes de l'éloignement. Après onze jours de roulis, de tangage, de coups de vent, de mer démontée, la terre d'Égypte fut enfin signalée et, le samedi 15 novembre 1849, nous prenions pied à Alexandrie.

MAXIME DU CAMP.

GIAN ET HANS

I.

Je les vis pour la première fois l'un et l'autre, il y aura bientôt quarante ans, dans un canton suisse où une maison d'éducation, renommée alors, oubliée aujourd'hui, recevait de tout pays les enfans incorrigibles. Avec une vigilance assidue, une éducation chrétienne, un régime salutaire, une instruction variée, mêlant l'utile à l'agréable (*utile dulci,* disait le prospectus), le directeur de la pension s'engageait à dompter les plus fringans et les plus rétifs s'il n'y arrivait point, ce n'était pas sa faute. J'avais été mis là par mes parens parce que j'étais, moi, Jean Flers, le collégien le plus batailleur de ma ville natale ; quand je ne trouvais pas de camarade à qui chercher querelle, je m'attaquais aux pions, que je rossais quelquefois et qui allaient se plaindre au proviseur. De guerre lasse, on me chassa du collége. Mon père, homme attaché à ses devoirs, mais fort occupé, parla de m'enfermer dans une maison de correction ; ma mère pleura tant qu'elle obtint une commutation de peine ; on m'expédia dans le pensionnat suisse, où j'oubliai le peu de français et de latin que je savais ; en retour, je n'appris pas les langues vivantes : c'est ce qui arrive dans toutes les écoles où on les substitue aux langues mortes, je note le fait en passant. Du reste, je continuai à me colleter tous les jours, particulièrement avec des Anglais qui me battaient à la boxe ; je prenais ma revanche à la lutte : ils me pochaient un œil ou deux, mais je les jetais à mes pieds, dont j'étais très fier.

Six mois environ après moi, un petit Lucanien entra au pensionnat. Bel enfant sec et svelte, au profil maigre et long, couleur de vieux sou, aux longs cheveux bruns et plats tombant sur les épaules, aux yeux largement ouverts qui flambaient. La Basilicate, sa province, descendant de l'Apennin au golfe de Tarente, a la vigueur

de la montagne et la douceur de la mer. Orphelin dès ses premières années, l'enfant avait vécu sous la tutelle d'un oncle qui était prêtre et qui aurait bien voulu que son neveu le fût aussi, mais le neveu préférait la musique profane à la musique d'église, et ne lisait volontiers que des histoires de héros ou des contes de brigands. Il n'y trouvait pas beaucoup de différence et le dit un jour à son oncle, qui, épouvanté, le lança des Apennins aux Alpes, sur le conseil et sous la garde d'un commis-voyageur en chapelets : ces chapelets, fabriqués à Genève par les bijoutiers protestans, étaient vendus à Melfi, à Lagonegro, à Matera comme venant de Rome et bénits par le pape. Voilà comment le petit Gian Berti, qui se nommait Jean comme moi, devint mon camarade d'école : j'écris son nom à la toscane, pour le simplifier, bien qu'il le prononçât Djiouann.

Quand Gian entra dans la maison, il avait treize ans, j'en avais seize, différence énorme à l'âge où l'on grandit. Triste et farouche, il se tenait à l'écart, roulait un chapelet entre ses doigts, récitait le rosaire de la Madone, pinçait de la guitare, ou jetait des pierres dans un étang fort éloigné; quelquefois il sortait de sa poche une toupie à longue queue de fer, qu'il appelait son *stronle* et qu'il faisait pirouetter dextrement d'une de ses mains à l'autre le long de ses deux bras et derrière son cou.

Un jour, un grand garçon à lunettes vint frapper à la porte de la maison. « Je suis, dit-il, un pauvre étudiant en voyage. » Les étudians mendiaient sans fausse honte au temps de Luther : les nouvelles mœurs ne tolèrent plus cette coutume, et je le regrette; il y avait beaucoup de poésie et de vaillance dans le vagabondage studieux de ces écoliers qui, ne possédant rien et voulant s'instruire, allaient d'université en université, la main tendue, vivaient de hasards et d'aumônes, ciraient au besoin les bottes du professeur et gagnaient ainsi péniblement le pain de l'esprit. Celui qui était venu quémander à notre école a peut-être été le dernier représentant de ce type disparu : encore une fois je le regrette. On le reçut bien, on lui offrit le vivre et le couvert; il en profita sans façon et mangea gloutonnement : le pauvre diable ne dînait pas tous les jours. Très érudit malgré ses mâchoires qui avançaient, le crâne plat, le front carré, les yeux atones, le reste du visage caché derrière une barbe en étoupe, c'était un Hercule mou, n'ayant guère de vie que dans l'esprit : il avait l'air de tout savoir, même le français, ou du moins le vieux français, car il méprisait profondément le moderne; notre langue, à son avis, avait été tuée par Corneille et Pascal. Son nom de baptême était Jean, comme celui de Gian et le mien, seulement il le prononçait Hans et ajoutait le sobriquet de Schloukre (*Schlucker*, meurt-de-faim), car j'ai su depuis que ce pauvre garçon n'avait pas de nom de famille. Gian le prit en haine, et je remarquai dès lors que le petit Lucanien

avait toujours besoin d'exécrer quelqu'un : l'ennemi du jour était le Tudesque. Un matin, pendant la récréation, Hans dit à Gian : « Prête-moi ta toupie. » Gian la refusa, Hans voulut la prendre, et se rua sur l'enfant, qu'il eût assommé si je n'avais pas trouvé là une excellente occasion de me battre. Hans était plus âgé, plus fort que moi sans doute, mais les Anglais m'avaient appris la boxe et je savais de plus certains tours de mon pays : en le frappant non-seulement du poing, mais du pied, dans la poitrine d'abord, puis dans le dos, je le jetai à la porte. Étant vainqueur, j'eus tout le monde pour moi, même le chef du pensionnat, qui me sut gré de l'avoir débarrassé de Hans.

Gian se jeta dans mes bras, m'appelant son sauveur, son libérateur, me jurant qu'il m'appartiendrait jusqu'à son dernier souffle. Comme je n'entendais pas sa langue, il apprit la mienne en quelques semaines et me dit tout ce qu'il avait sur le cœur. Guerre au Tudesque, mort au Tudesque, oppresseur de Milan, de Venise, du Trentin, du Tyrol, de Trieste ! La rancune de Gian remontait jusqu'au malheureux Conradin, jusqu'à Frédéric Barberousse : ce petit montagnard inculte arrangeait déjà l'histoire au gré de sa passion. — « Mais la France, ajoutait-il, parlez-moi de la France ! Voilà notre alliée, notre sœur : nous sommes du même sang ! Roland et Godefroi de Bouillon sont nos héros épiques. Le grand Napoléon était Italien. C'est l'Italie qui a été crucifiée à Sainte-Hélène ! Jean, mon frère, frère de nom et de race, je suis à toi à la vie et à la mort. »

Cette affection enthousiaste dura plusieurs mois : par malheur, un de mes défauts d'alors était de m'intéresser aux affaires des autres. Le petit Samnite avait pour tuteur un oncle prêtre, et cet oncle était le second objet de son ressentiment.

— Il me dépouille ! criait Gian : il a partagé avec mon père le bien de mon aïeul et détient ce qui est à moi ; à peine me donne-t-il assez d'argent pour vivre. Un prêtre ne devrait rien posséder. N'ont-ils pas fait vœu de pauvreté en entrant dans l'église ? « Vends ton bien et donnes-en le prix aux pauvres, a dit le Seigneur... Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume des cieux. » Ce n'est pas tout : cet homme arrogant et immoral s'arroge des droits sur ma conscience et me menace de l'enfer si je ne crois pas au miracle de saint Janvier. Enfin ce célibataire dispose de moi comme si j'étais son fils et m'envoie en captivité chez les Helvètes, qui furent battus par nos aïeux sous Jules César. Guerre et mort à toutes les soutanes ! »

Je représentai à Gian qu'il avait tort de se mettre en colère ; que son oncle, quoique prêtre, était un homme, et, à ce titre, avait bien le droit de manger de la viande et de boire du vin, que moi-même,

bien que toute ma famille fût laïque, j'étais mis en pension chez les Suisses dont les aïeux avaient été battus par les miens à Marignan.

— Notre captivité, ajoutai-je, est très supportable : nous apprenons ici fort peu de chose, c'est vrai, mais nous humons l'air sain d'un beau pays. Pour ce qui est de ta conscience, ami Gian, elle me paraît déjà fort émancipée, bien que, par habitude, tu défiles encore ton chapelet. On te menace de l'enfer afin que tu croies au miracle de saint Janvier; mais, si tu n'as pas peur de l'enfer, que t'importe? Si tu en as peur, autant vaut croire à saint Janvier qu'à d'autres saints, car de deux choses l'une : ou son miracle est faux, ou il est vrai. Dans les deux cas, il y faut croire : s'il est vrai, tu gagneras le ciel ; s'il est faux, tu n'y perdras rien, c'est tout bénéfice. Telle est l'argumentation d'un poète célèbre, nommé Alfred de Musset, que nous lisions au collège, parce qu'il était défendu.

A ce raisonnement, Gian répondit par une apostrophe : il m'appela clérical. J'aurais dû le laisser tranquille, mais j'étais batailleur et je m'obstinais à prouver aux autres que j'avais raison, fol entêtement qui m'a valu beaucoup d'ennemis et qui n'a changé l'opinion de personne. En prenant sous ma protection le prêtre, qui n'en sut rien, et qui, s'il s'en fût douté, m'en eût voulu peut-être, je m'aliénai l'affection de Gian. Il y eut entre nous des discussions aigres, même une ou deux bourrades où je ne frappai pas bien fort : mon Lucanien en conclut que les Français étaient pires que les Tudesques. En évoquant l'histoire à son aide (on y trouve tout ce qu'on y cherche), il me rappela les Vêpres siciliennes et l'invasion de Brennus.

— Nous saurons encore vous chasser du Capitole! me dit-il avec un geste menaçant.

Je lui répondis :

— Ce ne sont pas les oies qui manquent.

Alors, pour m'écraser, il me récita un sonnet italien du XVIIe siècle, où il était question de troupeaux gaulois descendant des Alpes pour boire l'eau du Pô teinte de sang. Je lui répondis que je n'y étais pour rien, mais cette excuse ne lui suffit pas : il fit amitié avec les Anglais, nos condisciples.

— Voilà une nation, exclamait-il : digne, fière, pratique, solide. Sur la parole de ces hommes de roche on peut bâtir une forteresse. Quand ils nous auront rendu Malte (et ils le feront un jour ou l'autre par loyauté britannique) ils seront après nous le premier peuple de l'univers.

Nous nous quittâmes tout à fait brouillés après avoir passé deux années ensemble dans le pensionnat suisse. Six ans après, j'entrai un matin, ma valise à la main, dans la gare de Bâle; je marchais alors sur mes vingt-cinq ans, et j'avais perdu un ou deux de mes défauts, notamment la manie de me battre. Je devais cette amélio-

ration à un voisin, robuste gaillard qui m'agaçait, me provoquait par-dessus la haie. Un jour, à bout de patience, j'entrai chez lui les poings fermés : « Je suis, me dit-il, en état de légitime défense. » Sur quoi il me repoussa dans mon clos, me roua de coups et, comme indemnité de guerre, confisqua ma montre et mon argent. Or ce voisin, nommé Krickler, étant du pays de Hans, je devins furieux contre l'Allemagne, où, dans mon idée, aucun philosophe, aucun poète, aucun artiste n'avait jamais pu avoir du talent. Pour me prouver qu'il en était ainsi, je résolus d'étudier le pays que j'avais jugé d'avance : à cet effet, je passai le Rhin à Bâle, où je trouvai à la gare un grand garçon qui me sauta au cou; c'était Gian.

— Nous étions brouillés, me dit-il : querelle d'amoureux; nous nous dirons souvent de gros mots, mais nous ne vivrons jamais l'un sans l'autre. Apprends que, pour l'heure, je déteste les Anglais, qui ne pensent qu'à eux et ne nous ont pas encore restitué Malte. En revanche, mon ami, je commence à rendre justice aux Allemands, que j'avais mal jugés. Mon oncle, à mon retour de Suisse, m'a mis dans un collège que les frères des écoles pies (les Scolopi) ont dans les Abruzzes; j'y ai beaucoup étudié sous un bon moine toujours en extase, qui passe sa vie à lire l'évangile de saint Jean. Il voudrait le mettre d'accord avec les trois autres évangiles et en même temps avec le système bien compliqué d'un philosophe allemand nommé Hegel, qui ne se comprenait pas lui-même; cependant le bon moine l'a compris. J'ai lu avec lui un fort volume hégélien, *la Phénoménologie*, qui m'a paru être la philosophie de l'Apocalypse; je n'en ai pas entendu le premier mot, mais j'en ai retenu les plus gros vocables et je suis à même de discuter métaphysique avec tous les docteurs de Heidelberg. Voilà ce que j'ai fait en attendant ma majorité. Maintenant je suis majeur; mon oncle, le prêtre, a été forcé de me restituer le bien de mon père, dont le revenu monte à 20 ducat. (85 francs) par mois : c'est tout ce qu'il me faut pour vivre. J'ai lu Goethe et Uhland et je cherche Dorothée : voilà pourquoi je suis parti à pied pour l'Allemagne. A Bâle, où j'ai soupé hier au soir d'un hareng dans un cabaret d'ouvriers, j'ai appris que le chemin de fer me coûterait moins d'argent que la grande route : j'ai donc pris un billet de troisième classe parce qu'il n'y a pas de quatrièmes, et je vais monter en wagon. *Kommst du mit?* (*Viens-tu avec moi?*)

Chemin faisant, de Bâle à Heidelberg, il me raconta ses affaires de cœur. En Basilicate, ayant lu *Hermann et Dorothée*, il s'était épris d'une belle contadine, qui travaillait dans la vigne de son oncle : elle marchait pieds nus, le torse drapé dans une belle étoffe rouge sans couture et portait haut une tête de Minerve, couleur de cuivre, au profil épique et martial. Un soir, pour l'éprouver, s'étant

armé d'un fusil, il la coucha en joue et lui demanda si elle préférait le déshonneur à la mort. Comme elle ne comprit pas, il expliqua plus clairement sa pensée : alors elle confessa qu'elle avait trop grand'peur des armes à feu. « Hélas! pensa Gian avec un soupir, ce n'est pas Dorothée! »

« En ce temps-là, me dit-il, j'avais peut-être dix-sept ans, mon plus vif désir eût été de connaître Goethe. Le bon moine qui m'enseignait l'allemand m'apprit que le poète était déjà mort et que, d'ailleurs, de son vivant, il jouait d'assez mauvais tours aux curieux. Un jour que certain écolier de Goettingue avait fait le voyage de Weimar pour le contempler, le dieu, qui était en train de se raser devant une fenêtre, ne lui présenta que son dos sans lui adresser la parole; puis, se retournant, lui montra sa face savonneuse et le congédia d'un mot raide : « A présent, vous m'avez vu des deux côtés. » Dieu bon! je n'en aurais pas voulu davantage, ajouta Gian. »

En quittant l'école, il lut *Werther*, que le bon moine ne lui avait pas prêté; pendant qu'il le lisait, il fit la connaissance d'un syndic dont la femme avait nom Lucrèce; pendant que son mari siégeait à la chambre communale, elle recevait des visites et préférait celles des jeunes gens. Gian raconta l'histoire de Werther à Lucrèce et lui demanda : « Qu'en pensez-vous? — L'amant et le mari sont deux nigauds, répondit-elle. A la place de Lotte, savez-vous ce que j'aurais fait? Je les aurais renvoyés dos à dos pour en prendre un autre... » — Il n'y a de vertu qu'en Allemagne, pensa Gian.

En même temps, il lisait Uhland, auquel il se proposait de rendre visite à Tubingue et, sur la foi d'Uhland, il imaginait qu'en Allemagne, toutes les femmes étaient sages, même les filles d'auberge chastement aimées par les étudians, vivantes ou mortes, pour l'éternité; que les pommiers y offraient gratuitement aux voyageurs leurs fruits et leur ombre; que les pauvres, loin d'envier l'opulence, y bénissaient le soleil de luire aussi pour eux; que les greniers y étaient pleins, les caves fraîches, les écuries chaudes, les cuisines propres, les chambres actives et pieuses; tout le long du chemin (c'était en avril), il hurlait d'aise en voyant courir de longues files de cerisiers en fleurs, et il leur récitait des vers de Hebbel. Des musiciens ambulans, qui étaient dans le wagon, l'émurent jusqu'aux larmes. Quand nous descendîmes le soir, à Heidelberg, dans la jolie auberge qui est près de la gare, il s'écriait avec ravissement : « Quel pays! »

Mais cette jolie auberge était trop chère pour nous : une chambre à deux lits n'y coûtait pas moins d'un florin par jour, plus de deux francs, somme énorme. Le lendemain matin, nous prîmes logement dans la grande rue, chez un marchand de fer qui avait des chambres à louer et qui vendait aussi du fromage : il fallait traver-

ser la boutique pour monter chez nous par un escalier très noir. Notre première visite fut pour le château, que les armées de Louis XIV ont détruit; ce n'est pas ce qu'elles ont fait de mieux; mais ces ruines se consolent en plongeant à mi-corps dans des touffes d'arbres bien verts rafraîchies par des pluies éternelles. De mon temps, il pleuvait tous les jours à Heidelberg à cause du vent d'ouest, à ce que nous dit le marchand de fer et de fromage : or il ne soufflait jamais que celui-là. Abrités sous nos parapluies, de la terrasse du château, nous regardions la ville mouillée, la vallée du Neckar qui roulait de la boue vers la plaine, à l'extrémité de laquelle, entre deux averses, une coulée de soleil traça tout à coup une raie d'argent. Gian devina que c'était le Rhin et se mit à réciter la poésie de Bekker; je ripostai par celle de Musset; ce fut notre première dispute. Au fond, nous étions aussi bêtes l'un que l'autre, et les deux pièces de vers aussi.

On admirait en ce temps-là, dans une cave du château, le plus grand tonneau du monde, pouvant contenir deux cent quatre-vingt-trois mille bouteilles de vin. Cette merveille était montrée par une belle fille qui aurait pu s'appeler Christiane, car elle devait ressembler à la femme de Goethe. « Voilà Dorothée! s'écria Gian. — Que voulez-vous de moi? demanda-t-elle. — Laisse ton cœur te le dire et en tout suis-le librement, roucoula le jeune Lucanien, répétant le mot de Hermann :

Lass dein Herz dir es sagen und folg'ihm frei nur in allem. »

Christiane, passant un bras autour du cou de Gian, lui dit quelques mots à l'oreille; il rougit alors jusqu'au blanc des yeux et s'enfuit en criant : « Ce n'est pas Dorothée! »

Je le suivis en payant le pourboire, car on en donnait beaucoup en ce temps-là, trois ou quatre en visitant le château : les custodes avaient soif. Nous descendîmes à l'Université, où je pris ma première leçon d'*Institutes;* le cours était fait tous les jours dans l'après-dînée et durait trois heures consécutives : bien que j'eusse déjà fait mon droit en France, je n'en compris pas le premier mot. Gian, en revanche, comprenait à merveille, et, tout en prenant des notes, il dessinait sur son cahier des profils de femme avec de grosses nattes de cheveux dans le dos. En même temps, il voulut s'inscrire à des cours d'histoire, de littérature et de philosophie : il en eut pour sept heures par jour. Le professeur d'histoire était alors un vieillard qui n'achevait jamais ses phrases, habitude funeste dans une langue où le verbe arrive presque toujours à la fin; Gian entendait pourtant ce jargon, que les Allemands eux-mêmes avaient peine à suivre, et, séance tenante, il traduisait chaque leçon en terzines italiennes qui sonnaient bien. Quand il en eut fait un poème aussi long que *la Divine Comédie,* il l'alla porter au vieux professeur; or il se trouva

que ce vétéran de la science était amoureux de Dante, qu'il lisait chaque année, d'un bout à l'autre, à un auditoire féminin : il en était à sa cinquantième lecture. Voici le premier mot qu'il dit à Gian :

— « Vous êtes Latin, je le regrette pour vous; Dante était une nature germanique. Les Latins comprennent fort peu l'Enfer, encore moins le Purgatoire, et le Paradis pas du tout. »

Gian n'en devint pas moins le meilleur ami du vieux professeur, auquel il donna quelques leçons d'italien, ce qui n'était pas sans utilité pour l'intelligence du poème. En même temps, il m'apprenait à parler allemand; je n'oublierai jamais sa première leçon.

— Pour parler allemand, me dit-il, ou du moins pour avoir l'air de le savoir, il suffit de connaître deux mots qui sont le fond de la langue : *so* et *doch*. *So* est un adverbe interjectif qui veut tout dire, marque la surprise, l'adhésion, la condescendance, l'urbanité, coupe un discours trop long, donne la réplique, encourage l'interlocuteur, lui prouve qu'il est compris, le caresse et lui rend grâce; il signifie : « Salut, monsieur! vous êtes un habile homme; vous m'avez appris beaucoup de choses et je vous en sais gré. » *So* cumule les rôles du confident et du chœur tragique. — *Doch* est le pendant de *so*, le supplée au besoin, mais garde-toi de les confondre. *Doch* a quelque chose de plus fort, de plus étonné, de plus défiant : il exprime le doute philosophique et parfois même, agressif de sa nature, il te cherche querelle, ou te donne un démenti dont il ne faut pas pourtant t'offenser. Avec ces deux mots-là, tu peux aller partout sans te compromettre ; réponds-les tour à tour à toutes les communications qu'on pourra te faire, et tu passeras pour un homme taciturne, mais intelligent. »

Le soir, nous nous promenions d'ordinaire au bord du Neckar et nous poussions volontiers jusqu'à une auberge de campagne, où une grosse femme très alerte, dont les cheveux bouclés en tire-bouchon dansaient toujours, nous servait pour dix sous un verre de bière, une crêpe aux œufs, du beurre, du fromage et du pain à discrétion. Quel pain, grands dieux! On eût dit, à la vue, une éponge imbibée d'encre ; au goût, c'était de l'amidon mêlé de boue : aussi les étudians ne s'en servaient-ils que pour essuyer leurs couteaux. Mais il y avait là une pelouse fraîche, un buisson de roses, et derrière, l'eau qui coulait : une belle eau bien verte, quand il n'avait point plu la nuit. Ce fut là que nous rencontrâmes certain soir un boursch (*bursch*, compagnon étudiant), qui soupait seul en lisant et en fumant; il portait alternativement à sa bouche la fourchette qu'il tenait de la main droite et la pipe qu'il tenait de la main gauche, tandis qu'un livre ouvert devant lui sur la table captivait ses yeux et que la conversation des voisins attirait ses oreilles; les cinq sens étaient occupés à la fois. Gian le reconnut : c'était Hans.

Nous refîmes connaissance, et le boursch, qui avait l'air de ne plus m'en vouloir, accepta un *Seidel* (canette) de bière.

— Vous êtes Welches, nous dit-il en allemand; race légère de qui nous n'avons plus rien à apprendre. Vous n'êtes plus dans le mouvement : c'est l'Allemagne qui mène les peuples, la foi allemande, l'idée allemande, la force allemande; cette foi, cette idée et cette force, c'est la révolution.

— *So!* dis-je, pour prouver mon intelligence. Hans continua :

— Vous n'existiez plus depuis Voltaire. Ce philosophe, un kantien sans le savoir, pressentait le criticisme, et, combattant d'un côté l'idéalisme substantiel de Cartesius, qui ne pouvait aboutir qu'au panthéisme naturaliste de Spinoza, — combattant de l'autre le théisme sentimental de Rousseau, qui ne pouvait être que l'asile de l'ignorance, — il a préparé Robespierre, ce bras dont Kant est la tête : Robespierre, ce criticisme militant.

— *Doch!* allais-je dire, mais Gian me coupa la parole en s'écriant : *Richtig!* Cela signifie : très bien! Cet adverbe approbatif exige toutefois une certaine connaissance de la langue; je conseillerais aux commençans de s'en tenir à *so* et à *doch*.

— *Richtig!* dit Gian à Hans; vous avez compris Voltaire beaucoup mieux qu'il ne se comprenait lui-même. Expliquez-nous maintenant Hegel.

— Hegel, c'est l'évolution de la raison dans la nature et dans l'histoire.

— Erreur, mon vieux camarade, reprit Gian en gardant son sérieux; vous n'y êtes pas du tout, je suis fâché de vous l'apprendre.

— Eh quoi? ce n'est pas l'évolution?..

— Nullement : c'est la circonvolution de l'infini dans l'orbe immémorial du devenir. De là l'ascension des catégories, la conciliation des dualismes, la conjonction des parallélismes, l'identité s'irradiant dans l'ubiquité pour redescendre, décomposée par l'analyse, jusqu'au draconculisme primordial, — voilà, mon ami, la philosophie de Hegel, — et, si vous n'êtes pas content, vous n'avez qu'à le dire.

Hans enfonça son bonnet, boutonna son paletot, fourra ses deux mains dans ses poches et s'abîma dans ses réflexions. Il y pensa huit jours, après quoi il courut après nous, un jour que nous montions au Kaiserssthul pour voir le lever du soleil.

— J'ai compris, nous dit-il tout essoufflé. Dans votre pensée, le draconcule, considéré en même temps comme filiaire et comme aroïdée, serait le zoophyte archétype, ou le prototype végéto-animal qui est le germe des deux règnes. Votre théorie est l'absorption et la consommation de Hegel en Darwin.

— *Richtig!* dit Gian sans rire.

— Vous ne sauriez imaginer, reprit Hans, quelle influence votre esprit a eue sur le mien. Je vais quitter l'évolution pour le draconculisme et la philosophie pour les sciences naturelles. Je veux étudier la médecine, pour me prouver qu'elle ne sert de rien. Ce n'est pas encore une science. L'essentiel est de chercher l'atome archétype. A ce propos, je vais faire de la vivisection, mais je n'aurai à ma disposition que des bêtes. Ah! si je pouvais disséquer un homme vivant!

Gian ne s'offrit pas pour l'expérience, mais il s'attacha depuis ce jour à Hans et finit par ne plus le quitter. Ce qui séduit les jeunes gens, dès qu'ils se sont émancipés, ce sont les idées hardies : on entend par là des lieux-communs revêtus d'une forme impertinente : je le dis à Gian, qui m'appela philistin.

Nous nous disputions journellement au sujet du boursch, dont l'influence m'inspirait une inquiétude mêlée de quelque jalousie. Je me crois toujours volé de l'amitié que mes amis ont pour les autres : c'est là un défaut très féminin qui m'a joué plus d'un mauvais tour.

— Prends garde! répétais-je au Lucanien; cet affreux bimane a des mandibules qui avancent. En Suisse, il voulait déjà te prendre ta toupie : tu as cru le mystifier, et il a su exploiter la mystification dont il a fait une théorie scientifique; il pompera sou par sou, idée par idée, tout ce que tu as dans le gousset et dans le cerveau. Disséquer un homme vivant, voilà son rêve. Eh bien! le premier homme vivant qu'il disséquera, ce sera toi.

A cette prophétie, Gian ne fit que hausser l'épaule. Un matin, il vint m'annoncer qu'il allait se noyer dans le Neckar, et quand je lui demandai le motif de cette détermination, il me donna des raisons empruntées à la philosophie pessimiste :

— « Qu'est-ce que l'homme? me dit-il. Son savoir n'est qu'ignorance, sa grandeur que bassesse, sa force qu'infirmité, son plaisir que douleur. » J'avais déjà lu cela dans Schopenhauer, qui l'avait lu dans Héraclite. — « Qu'est-ce que la vie? continuait Gian : une étoffe qui ne vaut pas ce qu'elle coûte, une curée où l'on se dispute des lambeaux de chair, une mort anticipée... » Encore du Schopenhauer renouvelé des anciens. Je fis remarquer à Gian que les idées de Hans n'étaient pas neuves.

— Elles avaient cours, lui dis-je, au commencement de ce siècle : c'était le mal de René, pris à Werther, qui le tenait de Saint-Preux : l'infection était venue d'Angleterre. Quand cette sorte de *spleen* attaque un Allemand, il ne va pas se réfugier dans les bois pour vivre de racines, comme Héraclite ou Timon, pas si bête! Au contraire, il n'en perd pas une tranche de saucisse ou une bouchée de choucroute, pensant avec raison que, si la théorie est grise, l'arbre de la vie est vert. Voilà pourquoi, dans ce pays, tant de chrétiens

vont à la guerre, tant d'athées à l'église, tant de prêcheurs de tempérance à la brasserie, tant de puritains à la bourse ou aux villes d'eaux. Il faut être bien *welche*, c'est-à-dire bien badaud, pour s'irriter contre la jovialité des pessimistes.

— Hans est un homme convaincu, dit Gian.

— Pourquoi donc ne va-t-il pas se noyer avec toi?

— Parce qu'il est un apôtre et qu'il a une mission à remplir. Pauvre diable ramassé dans la rue, élevé par charité, vivant de lésine, il veut bouleverser le monde. A cet effet, il a commencé par tout apprendre, et, depuis une douzaine d'années, il court les universités où il eût pu devenir, s'il avait voulu, docteur en droit, en philosophie ou en théologie. Mais il n'a pas assez d'argent pour imprimer une thèse et acheter un grade. Il étudie d'ailleurs, non pour se créer une profession, mais pour savoir et pour régénérer le genre humain. Vous autres, Français, qui n'avez que du liége dans le cerveau, vous ne comprendrez jamais ces ambitions, ces abnégations sublimes. Hans meurt de faim...

— Quand il est avec nous, il mange pour trois jours, et à nos frais encore...

— C'est qu'il a jeûné la veille et qu'il jeûnera le lendemain. Le malheureux a été victime de toutes les persécutions imaginables : il fut d'abord chassé de Tubingue parce qu'il avait une voix de stentor. Un soir, en sortant de la *kneipe* (cabaret), il chantait tout seul à tue-tête : or on ne permettait alors dans la rue que des chœurs à quatre voix. Il eut beau dire : « Je chante comme quatre, » il dut quitter Tubingue et fut repoussé de Berlin pour avoir causé sociologie en voyage avec un compagnon de wagon. On lui a conseillé de ne pas aller à Leipzig, à Halle, ni à Goettingue ; ici même, à Heidelberg, où nous sommes en état de siège, la police a l'œil sur lui et l'aurait déjà jeté plusieurs fois dans un cul de basse-fosse, s'il n'avait pas les prérogatives des étudians immatriculés. Enfin c'est un martyr et un homme de génie.

— Tu oublies d'aller te noyer.

— C'est vrai, j'y cours.

— Et Dorothée?

— Je renonce à la trouver. Qu'est-ce que l'amour? La complicité de deux êtres qui ne se cherchent du regard que pour compléter dans les ténèbres tous ces tourmens, toutes ces peines, qui finiraient bientôt sans leur trahison. Hans n'a jamais aimé de sa vie.

— Et on le lui a bien rendu. Va donc te noyer, jeune homme.

— Adieu, Jean!

— Au revoir !

Gian partit là-dessus, mais j'eus peur qu'il n'exécutât son projet par amour-propre. Je le suivis donc à distance, le long du Neckar

dont nous remontions la rive gauche; s'il avait voulu prendre un bain, le courant l'eût tiré de mon côté. Il faisait un temps des dieux : l'eau verte avait l'air d'une pelouse flottante, le soleil sonnait sa fanfare et, sur les deux rives, tous les buissons chantaient. Gian disparut derrière un bouquet d'arbres (de saules, je crois), qui avançaient sur la rivière : le frisson me prit et je me penchai vers l'eau, mais je n'entendis rien tomber, ni rejaillir. Seulement, derrière moi, sur la route, à un frou-frou léger comme d'un oiseau qui s'envole, m'étant retourné tout à coup, je vis une robe blanche qui fuyait. Gian revenait sur ses pas, la suivant du regard; il m'aperçut et m'aborda sans surprise :

— Tu étais là? me dit-il, tu l'as vue?

— Qui donc?

— Dorothée... Juste à la place que j'avais choisie pour mon suicide, elle était assise dans l'herbe, et elle effeuillait une marguerite; elle avait ôté son chapeau, et ses cheveux blonds, livrés au vent, tourbillonnaient autour d'elle comme une cendre dorée. — « Il m'aime! » s'écria-t-elle en arrachant la dernière feuille de sa fleur. Alors, se relevant et se retournant d'un bond, elle se trouva contre moi, joue à joue. Je lui dis : — « Vous m'avez sauvé la vie; je vous la dois et je vous la donne, si vous la voulez. » Elle s'enfuit effarée, mais très émue. Très émue, tu m'entends? Tout ce qui commence par l'émotion finit bien. J'ai trouvé Dorothée.

II.

Une heure après, nous dînions, comme d'habitude, à la *Reichskrone*, auberge d'étudians qui regardait la rivière : on y avait pour vingt-trois sous (trente-deux kreutzer) sept plats mauvais, mais copieux, et beaucoup d'eau claire. Gian mangea, comme d'habitude, à toute vapeur, et me dit en style allemand :

— Je suis *satt* (repu). Maintenant manquons le cours, et montons au château : il fait beau, chose rare. Dorothée doit y être.

Sur quoi, il prit les devans, traversa la ville et gravit la colline à grandes enjambées; je le suivais de très loin, car il faisait chaud, et je suis un peu gras, comme Hamlet. Je l'eus bientôt perdu de vue, et je résolus de l'attendre sur un banc de la terrasse où, quelques minutes après, une vieille femme et une jeune fille vinrent s'asseoir auprès de moi. La jeune fille portait la robe blanche et le chapeau de paille à larges bords que j'avais vus fuir le matin sur la rive du Neckar. — « *Lenchen!* dit la vieille. — *Moutre?* répondit la belle enfant (*Lenchen* est un diminutif de Madeleine, *moutre* est la manière de prononcer le mot *mutter*, qui signifie mère). — Je me sens

fatiguée. — Et moi, j'ai grande envie de voir le château. — Vas-y toute seule. »

Lenchen partit ; je n'osai la suivre (ce n'est pas dans nos mœurs) et je restai assis près de la moutre : figure de chouette, accoutrement ridicule, et un moulin à paroles! Elle engagea la conversation et, en un clin d'œil, me raconta sa biographie complète, y compris ses idées et ses plans d'avenir. Née à Bonn, elle s'était mariée dans le Wurtemberg ; son mari était une bête et un songe-creux : au lieu de gagner de l'argent, toujours dans les livres! — Par bonheur, il est mort, dit la vieille, ne laissant qu'une fille, celle-là qui regarde les ruines; elle ressemble à son père, veut tout savoir, tout regarder. Ce matin, elle est sortie seule pour voir couler l'eau. Une folle aussi : par bonheur, je suis là, moi, la moutre. J'ai ouvert une auberge entre Stuttgart et Tubingue... » Elle désigna l'endroit, mais parlait si vite, et en *platt deutsch!* Le *platt deutsch* est un patois inventé par les naturels du pays par amour-propre national, dans l'intention évidente de prouver qu'il y a quelque chose de plus dur que leur langue littéraire. La moutre avait donc ouvert un cabaret qui, petit à petit, était devenu la principale auberge de l'endroit; elle y avait gagné beaucoup d'argent et songeait à se retirer au prochain automne; l'acheteur était bon et payait comptant. Se retirer, mais où? question grave; à cet effet, la chouette faisait un voyage d'instruction. — « Il s'agit, me dit-elle, de bien vivre et d'établir ma fille, celle qui regarde les ruines là-bas. Heidelberg, joli endroit, vie pas chère, mais point d'hommes sérieux : les indigènes, tous petits marchands, médiocres et vulgaires ; les étrangers, étudians trop jeunes ou professeurs déjà placés. Il y a bien un *privat docent* encore libre et plein d'avenir, mais il a beaucoup d'ambition, trop pour nous autres. Donc, je ne m'établirai point à Heidelberg. Peut-être à Bonn, ma ville natale : il est bon de revenir riche au pays d'où l'on est parti pauvre; on s'y pavane et l'on fait envie aux gens... »

Voilà ce que me dit la chouette en moins d'un quart d'heure. Qu'y avait-il d'allemand chez cette bourgeoise? J'en connaissais vingt pareilles dans ma province; la bête humaine est la même partout. — Lenchen revint et, voyant que je causais avec sa mère, elle me demanda de quelle époque était le château. Je me levai pour lui répondre, heureux de déployer une érudition toute fraîche empruntée à Joanne et à Bœdecker. Tout en causant nous nous éloignions du banc où était la moutre, et nous nous rapprochions des ruines que nous finîmes par visiter en détail. Rien de plus agréable, pour un jeune homme ayant quelque vanité, que de servir de cicerone à une jeune fille. On attendrit son savoir et on

allonge ses explications. Aux premiers mots que je prononçai, Lenchen reconnut mon origine. — « Parlez français, » me dit-elle, et elle m'écoutait avec une attention qui me ravit. On eût dit qu'elle cherchait à me faire valoir; elle me demandait les noms des palatins, des rois, des divinités grecques, des héros hébreux sculptés sur les façades, et il se trouva que je savais cela par cœur. Quand elle vit sous le fameux porche les quatre colonnes de granit qui viennent d'Ingelheim, où elles étaient allées de Ravenne, elle me dit en se rapprochant de moi avec une sorte de terreur :

— Elles ont vu les empereurs romains, les rois ostrogoths et Charlemagne!

Au musée Kraimberg, elle n'accorda qu'un coup d'œil méprisant au masque de Kotzebue, pris à Manheim au moment où ce dramatiste fut poignardé par un étudiant nommé Sand. Puis, en regardant les cheveux et le portrait de l'assassin, elle devint toute pâle.

— Je vous comprends, lui dis-je. Kotzebue était un faquin, mais le meurtre est toujours le meurtre.

— Nous serons amis, me répondit-elle en me tendant la main.

Nous avions marché plus d'une heure, inspecté le musée en détail, traversé l'église, escaladé la grosse tour; elle était lasse et s'assit sur la margelle d'un puits sans eau; des plantes folles verdoyaient en tous sens à ses pieds, à ses côtés, derrière elle. Tout à coup, au sommet du château, sur un pan de mur qui tenait par un vrai tour de force et qui ressemblait à une tranche de falaise rongée par la mer, émiettée par le temps, surgit dans le ciel une longue chose noire. C'était Gian. Comment s'était-il hissé jusque-là? Pour quoi faire? Il me le raconta le soir en rentrant. — « Je l'avais cherchée partout, me dit-il : au château d'abord, puis au Wolfsbrunnen, puis d'auberge en auberge, dans toute la ville. Ne la trouvant pas, j'ai fait comme la dame de la complainte; j'ai monté à la tour si haut que j'ai pu monter, pour tâcher de la voir. »

Dès qu'il l'eut aperçue, assise sur la margelle du puits, il redescendit avec une agilité de montagnard, fourrant ses bras et ses pieds dans des traces de boulets, les appuyant sur des extrémités de corniche ou des fragmens d'escalier, parfois suspendu dans le vide. Lenchen me serrait la main avec angoisse et je sentis battre son cœur. Quand il eut touché terre, Gian vint droit à nous et plongea dans les yeux de Lenchen un de ces regards italiens qui veulent tout dire; elle ne put le supporter et s'enfuit vers la terrasse, où la moutre était restée sur un banc. Gian voulut courir après elle; je le retins et il me fit une scène, me déclarant traître, comme tous les Français du reste, et me reprochant le traité de Campo-Formio. Moi, pendant ces imprécations, je suivais mon idée. Jean Flers disait à Jean Flers :

— Voilà une jeune fille qui d'emblée est devenue ton camarade et qui n'a pu soutenir le premier feu de Gian. D'où vient l'éveil subit de deux sentimens si divers pour deux passans qu'elle n'a jamais vus ? C'est comme dans mon pays ; toutes me disaient : « Je vous aime beaucoup, » aucune ne m'a dit : « Je vous aime. »

Sur quoi je poussai un soupir et j'apaisai Gian. Tout en lui jurant que je ne songeais nullement à lui disputer Lenchen et que je n'avais pas livré Venise à l'Autriche, je le ramenai sur la terrasse par un détour. La chouette y était encore et causait familièrement avec Hans, qui paraissait la connaître de longue date et qui, contrarié de nous voir, nous salua d'un geste qui voulait dire : « Je suis en affaires, passez votre chemin. » Mais, dans l'intérêt de Gian, je ne voulus pas quitter la place.

— J'ai déjà eu l'honneur de voir madame, dis-je au boursch de plus en plus embarrassé ; veuillez me présenter à elle.

Il fut forcé de s'exécuter et balbutia nos deux noms.

— Et mademoiselle votre fille ? demandai-je à la chouette.

— Elle est allée s'habiller pour le bal.

— On danse donc ce soir ?

— Sans doute, au Musée.

C'était tout ce que je voulais savoir. Dans ce musée, cercle studieux où l'on était admis comme *Ehrenmitglieder* (membre honoraire) à raison d'un florin par mois, on trouvait des journaux, des livres, un cabaret, des concerts et des soirées dansantes ; nous en étions, Gian et moi : c'était dans nos moyens. Nous y allâmes donc en frac et nous mangions une côtelette en attendant le bal, quand Hans, qui n'était pas *Ehrenmitglieder*, mais qui avait le don de se faufiler partout, vint nous y rejoindre, la pipe à la bouche et sur le dos son paletot de tous les jours : il n'en avait pas d'autre. Prenant place à notre table, il dévora trois côtelettes de veau, trois énormes assiettées de pommes de terre et demanda du fromage pour lequel, disait-il, il s'était réservé ; il en mangea une livre, avala coup sur coup six chopes de bière et offrit à Gian de jouer la consommation aux échecs. J'assistai à la joute : on y apprend beaucoup sur le caractère des joueurs. Gian se jetait éperdument sur l'adversaire, en risquant toutes ses pièces, que Hans prenait posément, une à une, sans crier gare et en mettant dix minutes entre chaque coup. Quand le méridional fut à moitié dépouillé, l'homme du Nord ne se hâta point de l'abattre, mais, avec une patience agaçante, assurant toujours ses derrières et sifflotant un air du *Freischütz*, il poussa tous ses pions à dame, attentif à éviter la moindre audace qui eût pu abréger le supplice du vaincu. Cela dura deux heures. Lorsqu'enfin, après une interminable préméditation, Hans voulut bien se décider à donner l'échec et mat, il souleva ses lunettes, et regarda fixement

sa victime en ricanant cinq longues minutes ou plutôt en canquetant comme un canard.

— Paie la consommation, me dit Gian en s'élançant vers la porte. Je compris que Lenchen dont il guettait l'arrivée (il s'était placé à cet effet près d'une fenêtre) venait d'entrer. Le compte réglé, quand je montai à la salle de bal, il dansait déjà avec elle. Ah! le beau couple! Deux têtes animées par le mouvement, une rose et une cerise, les cheveux noirs se mêlant aux cheveux blonds, la rotation effrénée de la valse, les amples manches battant comme des ailes, l'effarement de l'émotion, l'ivresse de la musique, la folie du plaisir! Ils dansèrent ensemble sans se quitter pendant une heure et demie; entre les danses, ils causaient toujours plus bas; je ne saisis qu'un mot au passage: — La marguerite vous a dit: *Il m'aime!* Il m'aime, qui?

— Vous, peut-être.

Pendant ce temps, Hans causait avec la chouette; j'ai bonne oreille et j'entends parfois sans le vouloir, à plus forte raison quand je veux. La moutre, en bonne mère, prenait des informations sur Gian, et Hans, qui mettait la vérité au-dessus de tout, s'efforçait de les donner exactes.

— Il n'a pas même, disait-il, quarante florins à dépenser par mois...

— En ce cas, dit la chouette, cela ne peut pas être.

Hans avait raison: la science ne saurait être trop minutieuse; vingt ducats napolitains (c'était le revenu mensuel de Gian) ne valaient que quatre-vingt-quatre francs quarante-six centimes; quarante florins valaient quatre-vingt cinq francs soixante et onze centimes un tiers. Par ces motifs, la troisième valse finie, la chouette qui jusqu'alors avait tutubé gentiment, se trémoussant beaucoup, comme font les femmes du commun pour ne point paraître gênées dans le monde, la chouette se mit à chuinter, à bubuler (comment dit-on?) avec une férocité de stryge stymphalide. Hein! suis-je assez docte? C'est l'effet du pays où j'étais alors.

— Lenchen! cria-t-elle.

— Moutre?

— Partons tout de suite.

Et il fallut partir. Lenchen obéit filialement, non sans jeter un regard furtif à Gian, qui dansait alors dans les étoiles. Il demanda la permission de reconduire « les gracieuses dames, » jusqu'à leur hôtel.

— M. Hans Schloukre nous accompagnera, hua la chouette.

Nous la suivîmes à distance pour savoir à quelle fenêtre d'auberge on pourrait le lendemain entrevoir Lenchen. La vieille s'arrêta devant l'enseigne de l'*Adler* (aigle) près du marché. Une porte

s'ouvrit, deux ombres entrèrent; une minute après, deux fenêtres du premier étage s'allumèrent « comme si le soleil levant les inondait, » me dit Gian. Hans revint sur ses pas et voulut nous éviter, mais je me campai sur son passage.

— Vous m'avez présenté à cette digne femme, lui dis-je, mais vous ne m'avez point appris son nom.

— Frau Kreutzer, me répondit-il avec son mauvais ricanement. Et il s'esquiva au plus vite.

— Drôle de nom! pensai-je. Le kreutzer est le sou d'empire et ne vaut que trois centimes et demi. Vaut-elle beaucoup plus? C'est une question.

Quand je rejoignis Gian, il était planté comme un piquet devant l'auberge, les yeux fixés sur la fenêtre et se parlait tout haut: « Elle a baissé les rideaux, elle se déshabille, elle regarde si les draps sont blancs, elle se couche, elle s'étire, elle pense à moi peut-être, elle fait sa prière, le flambeau s'éteint, elle dort. »

Le matin, de bonne heure, il sauta de son lit à *l'Aigle*; une fille d'auberge qui était en train de laver la porte lui apprit que les deux voyageuses étaient parties par le premier bateau. Pour s'en assurer, il voulut monter à leur chambre; les lits étaient encore défaits; sur un des oreillers, un long cheveu faisait une ligne fine et blonde.

— Je me sauvai de là, me dit-il en rentrant; des idées folles me montaient à la tête. Je courus chez Hans, qui connaît les fugitives et savait peut-être où elles étaient. Mais j'eus beau heurter des poings et des pieds la porte de son chenil, personne. Une voisine m'affirma qu'il était parti le matin le sac au dos.

— Parions qu'il est parti avec elles...

— Pour quoi faire?

— Pour épouser la moutre ou la fille...

— Allons donc! c'est un apôtre...

— Les femmes aiment ça.

Gian déclara qu'il se brûlerait la cervelle s'il ne revoyait pas Lenchen. Je lui répondis que je ne croyais plus à ses suicides; sur quoi il se fâcha, moi aussi, et nous dînâmes sans rien nous dire. Après dîner, je lui rappelai qu'il était venu en Allemagne, non-seulement pour chercher Dorothée, mais encore et surtout pour voir Uhland.

— Il s'agit bien d'Uhland! bougonna-t-il en me tournant le dos.

— Il s'agit de lui, répondis-je. Nos congés de Pentecôte commencent demain; nous irons à Stuttgart, et de Stuttgart à Tubingue, où le poète est professeur. Entre ces deux villes il y a un village, dans ce village une auberge, dans cette auberge une aubergiste et sa fille; l'aubergiste répond au nom de Frau Kreutzer et sa fille au nom de Lenchen.

— Tu es mon sauveur. Vive la France! cria Gian en me soulevant de terre et en m'étouffant contre lui.

Nous ne pûmes partir que le lendemain, parce que nous n'avions plus d'argent et qu'il fallut en aller chercher à Francfort. Je ne décris pas le voyage, où je ne pus prendre une note. Gian, qui ne pensait qu'à Lenchen, m'empêchait de regarder. En remontant le Neckar en bateau, je voyais défiler des villages, des forêts, des châteaux perchés sur des bosses de rochers, le Schadek se dressant sur un énorme bloc de grès rouge, mais il me fut impossible d'observer, même à l'anglaise, en comparant le paysage à la description de mon *Guide* Richard. Gian, impatienté, m'arracha le livre des mains et le mit dans sa poche. A Heilbronn, j'aurais voulu assister à une fête musicale où des milliers d'ouvriers, venant de toutes les parties de l'Allemagne et se rencontrant là pour la première fois, devaient entonner en chœur le cantique de Luther; il n'y avait, assurait-on, rien de pareil au monde. Mais Gian voulut repartir sur-le-champ pour Stuttgart, où il refusa de s'arrêter : je lui représentai en vain qu'outre les curiosités signalées par le *Guide* Richard, qu'il ne me rendit pas, cette ville offrait deux merveilles qu'on ne trouve pas partout : la plus belle princesse et les plus beaux chevaux arabes qui fussent alors en Europe. Il fallut dîner au galop et pousser jusqu'à Tubingue, à pied, bien entendu, de peur de manquer l'auberge où était Lenchen. Gian marchait devant et, dans sa hâte, se trompa de chemin : celui qu'il prit se rétrécit peu à peu et devint une simple ornière qui disparut dans les prés ; or la pluie de la veille avait changé les prairies en marécages. Nous plongions jusqu'à mi-jambe dans une herbe molle flottant sur un horrible mélange de terre et d'eau. Après la plaine vint une hauteur, après les champs des vignes qui rampaient sur des pentes raides ; un sentier coupait droit, si maigre (le soir tombait) qu'on le voyait à peine, si bête qu'il se perdait lui-même au lieu de nous guider : longue traînée de fange où une jambe s'enfonçait jusqu'au genou, tandis que l'autre glissait trois pieds plus bas ; nous n'en pouvions sortir qu'en y laissant nos bottes. Dans cette vigne, une vieille femme qui nous disait bonsoir quand nous lui demandions la route, puis une nuit noire et, avec la nuit, des torrens d'eau. Gian grimpait devant moi, svelte et alerte comme une chèvre de l'Apennin, et me rappelait, pour me consoler, que saint Jean, notre patron, avant d'être relégué à Patmos, avait été jeté dans l'huile bouillante ; je me traînais derrière lui comme un misérable mollusque, tombant à chaque pas, trempé jusqu'aux os, crotté jusqu'aux cheveux, haletant, brisé, mort. Voilà comment, après une heure d'ascension, nous nous trouvâmes sur la grande route, devant l'auberge de Degerloch.

Gian partit d'un large éclat de rire et entra résolûment à l'au-

berge, où je me glissai derrière lui non sans quelque honte et redoutant l'effet que j'allais produire. Mais je fus déçu dans mon inquiétude ; je ne fis nullement sensation. La Souabe était le pays du monde où l'on s'étonnait le moins : j'étais attendu là, comme partout, par de braves gens tout disposés à me rendre des services lucratifs. Une grosse fille se planta devant nous pour attendre nos ordres : Gian lui demanda si la maîtresse de l'auberge ne se nommait pas Frau Kreutzer. La fille se mit à rire, pensant que Gian badinait, mais ne bougea pas de son poste, attendant toujours nos ordres. Elle y serait encore si mon compagnon, qui savait deux fois plus d'allemand que moi, ne lui avait pas dit en phrases si claires qu'on eût pu les attribuer à Lessing :

— Chère jeune fille, vous voyez dans quel état déplorable nous nous trouvons. Bien qu'il n'ait pas l'air de vous affliger, nous rougissons de nous présenter devant vous si malpropres. Avant donc de nous rafraîchir, il serait convenable de nous sécher. Je vous prierai donc, belle jeune fille, de nous préparer une chambre à deux lits où vous ferez du feu : ce n'est guère la saison, je le sais, mais l'excentricité de notre humeur nous fait préférer une exception à un catarrhe. Nous nous coucherons tranquillement, en laissant nos habits près du feu. Voilà, pour le moment, tout ce que deux hommes crottés et mouillés vous demandent.

— *So?* murmura la fille, qui devait avoir parfaitement compris.

Une demi-heure après, elle nous apportait une bouteille d'eau de Seltz et une tabatière. Il y avait dans la salle, autour d'une longue table, une vingtaine d'hommes sérieux qui ne disaient mot et ne regardaient rien ; chacun d'eux avait devant lui une chope de bière. Je crus que j'assistais à un conciliabule de conspirateurs ; Gian me rassura en m'apprenant que c'était bien plutôt une réunion de notables.

— Et que font-ils là, je t'en prie?

— Ils s'amusent.

Après un silence prolongé, l'un des notables leva sa chope jusqu'à ses yeux, puis, l'abaissant jusqu'à ses lèvres, en huma la moitié d'un souffle et en avala le reste d'une gorgée. Les autres murmurèrent aussitôt : *Prosit!* et en firent autant. Cet incident vidé, ils rentrèrent dans leur immobilité taciturne.

— Et ils s'amusent? demandai-je à Gian.

— Ils s'amusent beaucoup. A quoi bon causer? Ils n'ont rien à se dire et n'éprouvent aucun besoin de faire de l'esprit.

— Ce leur serait peut-être difficile.

— Ils n'en sont pas moins heureux d'être ensemble et de boire ce liquide qui leur plaît. A la dixième chope, ils se mettent à chanter ;

après quoi ils se couchent. Ce sont des philosophes contemplatifs.

Nous devisions ainsi, quand on nous apporta la bouteille d'eau de Seltz et la tabatière. Gian partit d'un nouvel éclat de rire et fourra dans son nez une prise de tabac pendant que je buvais un verre d'eau. J'aurais bien voulu passer la nuit à Degerloch, mais Gian s'y opposa formellement, alléguant que ce n'était pas le nid de la chouette. Nous nous remîmes donc pédestrement en route; au moment où nous sortions, une fenêtre s'ouvrit au-dessus de ma tête, et il en tomba un ricanement assez pareil à celui de Hans. Je me retournai aussitôt, mais ne pus rien voir, tant la nuit était sombre. Gian ne s'était douté de rien. Nous allions donc tout droit devant nous, en nous arrêtant à chaque bouchon pour y demander si l'on y connaissait Frau Kreutzer; ce nom faisait rire tout le monde. Un aubergiste pourtant se mit en colère, croyant que nous nous moquions de lui; mais ce n'était pas un Souabe, c'était un Brandebourgeois. Je tombais de sommeil, et Gian lui-même, bien qu'il niât le fait, traînait la jambe. Au moment où nous gravissions une côte, nous entendîmes derrière nous un bruit de roues lourdes : c'était la voiture de la poste qui arrivait tout exprès pour nous soulager. Gian héla le conducteur, qui lui répondit :

— Je me recommande à vous.

— Avez-vous beaucoup de monde là dedans?

— Nous n'avons personne.

— En ce cas, nous montons, dit Gian en ouvrant une portière.

— Vous n'osez pas monter.

— Nous vous paierons nos places.

— Vous n'osez pas payer.

— Je n'ose que trop, quand je suis en voyage.

— Descendez.

— J'y suis, j'y reste! cria Gian, sans se douter que ce mot deviendrait un jour historique.

Le conducteur lâcha une bordée d'invectives qui ne se trouvent dans aucun dictionnaire; Gian, qui était en belle humeur, riposta dans le patois de Naples, le plus riche en gros mots qui existe après celui de Zurich. Le conducteur gronda plus haut, Gian cria plus fort avec une volubilité haletante et des éclats de voix qui mirent les chevaux au galop. La dispute emportée, éperdue, roulait dans la nuit, comme une rafale fantastique, entre le siège et la portière qui braillaient l'un contre l'autre sans se comprendre : on eût dit une discussion de théologiens. L'échange de vociférations dura jusqu'à Echterdinger, où un buraliste, appelé comme arbitre, nous apprit que le conducteur n'avait pas le droit de recueillir des voyageurs en route. Gian fit des excuses et demanda l'auberge de Frau Kreutzer;

on lui répondit que ce nom était inconnu dans tout le pays; il consentit alors à pousser jusqu'à Tubingue; je payai nos deux places et nous couchâmes dans un lit; nous l'avions mérité.

Le lendemain matin, nous étions à la porte d'Uhland. Un nid de poète assis au pied d'une colline, en face du Neckar : une terrasse au premier plan, la maison derrière, deux étages à six fenêtres, plus une sorte de grenier coiffé d'un fronton grec; derrière la maison, un jardin qui grimpait, riant et frais, jusqu'au haut de la colline; à gauche, la porte d'une brasserie et un grand mur couronné d'arbres verts; tout autour, des rues et des chemins qui montaient au coteau; devant, une place qui descendait à la rivière. Tubingue était, comme Heidelberg, une pépinière d'étudians et possédait un château, une cave et un tonneau monstre, une université, des professeurs, des philistins, des maîtres d'armes, des marchands de tabac, des chapeliers fantaisistes et beaucoup de brasseurs. Jolie petite ville, en somme, où la chope de bière coûtait sept centimes environ, où l'on dînait fort bien à quinze sous et où l'on pouvait, avec un peu de bonne volonté, se consoler de vivre. Arrivé devant la porte du poète, je dis à Gian :

— Allons-nous-en.

J'ai toujours eu peur d'entrer chez un homme célèbre.

— Nous en aller? Pourquoi? me demanda Gian.

— Parce que, si nous sonnons, on viendra nous ouvrir et on nous demandera ce que nous voulons. Que répondre alors? Uhland tout court? Ce serait malhonnête. M. Uhland? Ce serait médiocre et bourgeois. Uhland n'est pas un monsieur comme tout le monde. Nous serons ridicules infailliblement. Mieux vaut nous en aller.

Gian me répondit :

— Ce qui fait que la nation française est la plus sotte de l'univers, c'est qu'elle a toujours peur d'être ridicule.

Et il sonna résolûment. Une porte s'ouvrit, nous montâmes un étage, une bonne nous attendait sur le palier. Nous étions attendus là comme partout.

— Vous demandez M. le professeur? nous dit-elle.

A la bonne heure! Cette question me tirait d'embarras. Les Allemands ont une excellente habitude : ils désignent les gens par leur titre, et ce titre abaisse un homme de génie au rang de tous les nigauds qui le portent. Il n'y avait qu'un Uhland en Allemagne, mais il y avait des milliers de professeurs.

— Oui, c'est bien M. le professeur que nous demandons, dis-je à la bonne.

— M. le professeur sera bien fâché, me répondit-elle. Ils sont partis (elle le mettait au pluriel) pour faire un voyage à Stuttgart, et on ne sait quand ils reviendront.

— Tu es un *jettatore!* me dit Gian en redescendant et en dardant contre moi la corne en corail qu'il portait en breloque. C'est à cause de toi que je n'ai vu ni Lenchen ni Uhland. Je lui répondis en vers :

Est-ce la joie ou la douleur
Qui règne au monde? Uhland opine
Que, si l'épine est sous la fleur,
C'est que la fleur est sur l'épine.

— Bravo! cria Gian en m'embrassant en pleine rue.

Il s'abattait vite, mais se relevait aussitôt. Nous revînmes en voiture sans querelle avec le conducteur ni entre nous, chose rare. En repassant à Degerloch, il entrevit dans l'allée de l'auberge une tête blonde; il me força aussitôt de descendre, s'engagea devant moi dans l'allée, poussa jusqu'au jardin et ne s'arrêta qu'à l'entrée d'une tonnelle où il trouva Frau Kreutzer attablée devant un pot de bière, en face de Hans, qui fumait.

III.

La chouette s'enfuit effarouchée comme si on venait de la prendre en faute. Hans nous reçut avec un certain embarras et crut devoir s'excuser en nous racontant des choses inexactes; on ment quelquefois, même quand on est né en Poméranie : il y a des pécheurs partout. Il nous assura qu'ayant appris notre départ, il avait voulu nous suivre, mais qu'il s'était arrêté à Heilbronn, retenu par une fête musicale à laquelle assistait Uhland.

— Le grand poète, nous dit Hans, m'a fait très bon accueil et, en m'offrant une bouteille de rudesheimer, m'a chanté une de ses chansons à boire, celle où il fait rimer *Wein* et *Schwein* (bouchon et cochon). De là je suis venu à l'auberge de Degerloch, où j'ai vu ces dames...

— Nous y sommes venus nous-mêmes, et elles n'y étaient pas.

— C'est que vous ne les avez pas demandées.

— Si fait, dit Gian; j'ai demandé Frau Kreutzer, et on m'a ri au nez.

— Frau Kreutzer? s'écria Hans en cacardant comme une oie.

— N'est-ce pas le nom que vous m'avez dit?

— Hach! hach! hach! fit le vieux boursch; il faut que j'aie pris une monnaie pour une autre. Ce n'est pas Frau Kreutzer qu'on la nomme, c'est Frau Pfenning. Hach! hach! hach!

Les kreutzer, en effet, étaient les petits sous de Heidelberg, valant, soyons exact, trois centimes et six dixièmes; le pfenning comptait à Berlin pour un centime environ. Hans avait pu se tromper, ou

se moquer de nous, ce qui me semblait plus probable; j'étais furieux, mais Gian ne pensait qu'à Lenchen.

— Où est-elle? demanda-t-il au boursch, en fouillant des yeux toutes les allées du jardin, toutes les fenêtres de la maison. Il avisa tout au haut du pignon, sous la pointe du toit, une petite croisée ouverte en dehors de laquelle un rideau bleu, agité par le vent, flottait comme une bannière. Il rentra aussitôt dans l'auberge, et, trouvant l'escalier, monta en quatre sauts jusqu'aux combles où une porte entre-bâillée attira son regard. Il vit alors tout ce que Faust avait vu dans le nid de Gretchen, même le grand fauteuil de cuir qui devait sans doute avoir reçu les aïeux dans ses bras ouverts et entendu bourdonner tant de petits enfans autour de sa vétusté patriarcale; un tapis était soigneusement tiré sur la table, le plancher saupoudré de sable reluisait. Gian souleva un rideau du lit et il lui vint des pensées ivres qui se dispersèrent bientôt, honteuses d'être nées « dans ce mélancolique et chaste paradis. »

— Ah! si elle entrait tout à coup, s'écria-t-il, comme j'expierais mon sacrilège! Que je serais misérable près d'elle! Oserais-je seulement tomber à ses pieds?

Il voulut fuir, mais s'assit dans un fauteuil, retenu par un charme, et regarda mieux autour de lui : tout ce qu'il voyait lui révélait une vertu de Lenchen. Le miroir était petit, donc elle n'avait pas de coquetterie; la chambre nue et propre, elle serait donc bonne ménagère et ne dépenserait pas son argent en futilités. La fenêtre donnait sur du vert : c'était donc là tout le luxe de la jeune fille qui, accoudée sur l'appui, pouvait contempler par-delà la cloison du jardin, des vergers chargés de fruits. des pentes couvertes de maisons blanches et la capitale du Wurtemberg s'épanouissant au soleil. Sur un meuble près du lit il n'y avait qu'un livre, la bible de Luther : c'était donc la lecture du soir et celle du matin : la pieuse enfant s'endormait et s'éveillait en prière. Il ouvrit le livre au hasard et tomba sur ce passage : « L'amour excuse tout, il croit tout, espère tout, supporte tout; l'amour ne périt jamais. » Gian devint aussitôt luthérien et se donna cœur et âme à Lenchen.

En ce moment, la porte s'ouvrit toute grande, et une femme entra, Frau Pfenning. Sa voix faisait le bruit d'une horloge qu'on remonte.

— Qu'est-ce que cela? s'écria-t-elle. Que faites-vous ici?

— Je suis venu, gracieuse dame, répondit-il en se levant et en saluant très bas avec une grâce d'Italien; je suis venu vous demander la main de mademoiselle votre fille.

— *Potz tausend!* gronda-t-elle (c'était son juron), que me contez-vous là? Et vous êtes venu pour ce motif jusque dans ma chambre à coucher?

— Votre chambre à coucher? bégaya-t-il avec la mine d'un chasseur qui s'en revient bredouille. Ce n'était donc pas le nid de Lenchen, c'était le trou de la chouette!

Aussitôt l'endroit lui parut hideux, le plancher malpropre, le lit suspect; il vit une reprise au tapis, le fauteuil de cuir rendait une odeur de vieille semelle, le petit miroir renvoyait un profil d'oiseau de proie, la bible de Luther devint un livre de vieille femme, enfin la fenêtre ne donnait plus que sur un jardin d'auberge où, en ce moment même, Lenchen apportait deux chopes de bière qu'un étudiant français (c'était moi) avait commandées pour lui et pour Gian. Un étudiant poméranien (c'était Hans) lançait par plaisanterie une bouffée de fumée à la figure de Lenchen et buvait une des deux chopes de bière. En voyant cela, Gian sortit tout à coup, en plantant là Frau Pfenning, qui le soupçonna, non sans raison, d'avoir le timbre un peu fêlé. Il se laissa rouler comme une cascade jusqu'au bas de l'escalier; quand il arriva au jardin, Lenchen n'y était plus, et les deux chopes étaient vides.

— Puisque vous avez tout bu, nous dit-il, je vais aller moi-même au tonneau.

Il rentra aussitôt dans l'auberge et fit tant et si bien qu'il trouva Lenchen dans la basse-cour, où elle était en train de donner à manger aux poules; il songea aussitôt à la Charlotte de Werther, offrant la becquée à une nichée d'enfans, et il tendit ses deux mains avec une profonde émotion. La jeune fille ne parut pas surprise de le voir et remplit de grains de maïs les deux mains qu'il lui avait tendues.

— Aidez-moi, lui dit-elle.

Et tous deux se mirent à la besogne, égayés par les poules, qui piquaient hâtivement leur repas avec un petit salut saccadé. Puis ils causèrent.

— Vous m'attendiez donc?.. demanda Gian.

— Je vous savais ici. C'est pour vous voir que j'ai porté moi-même au jardin...

— Ma chope? un autre l'a bue. *Sic vos non vobis...*

— ... *mellificatis, apes,* dit Lenchen, achevant le vers.

— Vous savez du latin?

— Ce qui ne m'empêche pas de donner à manger aux poules.

Gian tombait de surprise en surprise. Il fut plus étonné encore quand Lenchen lui dit :

— Venez dans ma chambre, nous causerons mieux.

Cela ne se fait pas en Italie. Cependant il se hâta de suivre la jeune fille et fut ébloui de ce qu'elle lui montrait. Il y avait des dentelles aux rideaux, des étagères chargées de livres, un piano, un chevalet portant une ébauche de paysage dont Gian reconnut le sujet : c'était la rive du Neckar, où il l'avait rencontrée.

— C'est vous qui avez fait cette peinture? demanda-t-il.

— Les dentelles aussi, répondit-elle.

Et elle ajouta, tirant d'un placard un grand plat de pâtisserie :

— Et aussi cela.

Puis, courant au piano, elle joua divinement (je l'entendis du jardin) une barcarolle italienne. Peut-être y mit-elle un peu d'ostentation, mais elle était si jolie! Gian sentit ses yeux se mouiller en entendant cette musique de son pays jouée pour lui seul par de belles mains, qui étaient peut-être un peu rouges, mais il ne le remarqua pas; il ne remarquait que ce qu'il voulait. Quand elle le vit ému, elle chanta; rien ne rend fou comme un air de Schumann sur des paroles de Heine. Quand elle eut fini, Gian se roulait à ses pieds en sanglotant; Lenchen se leva toute grande avec un beau sourire d'Omphale.

— Me voulez-vous, lui dit-il, éternellement?

— Il faut d'abord apprendre à nous connaître.

Quand Gian me raconta cette scène, je lui fis des observations qui me parurent très sensées.

— Cette jeune personne, lui dis-je, a des talens variés, et il est remarquable assurément qu'elle ait pu apprendre tant de choses dans une auberge de village. Il n'en résulte pas que tu doives l'épouser.

— Je l'ai demandée à sa mère...

— Qui ne t'a répondu que : *Potz tausend!* Tu n'as pas le sou et tu n'es bon à rien. Lenchen, en revanche, est un peu propre à tout, ce qui ne me va pas; je n'approuve guère qu'on chausse en même temps des bas bleus et des sabots, qu'on mêle le latin à la cuisine. Observe, de plus, qu'elle sait beaucoup de choses, outre les langues mortes : tout cela ne s'apprend pas sans maître, et les maîtres ne sont pas tous vieux. Elle est bien jolie, cela est vrai, mais la beauté, qui est une qualité en amour, devient souvent un gros défaut en mariage; elle a pourtant des mains rouges.

— Blanches comme du lait...

— Rouges comme du vin, mon cher. Regarde plutôt.

En effet, Lenchen était en ce moment dans un coin du jardin, cachée derrière des nappes mouillées qu'elle pendait à une corde haute : on ne voyait par-dessus le linge blanc que des pattes de homard. Gian s'écria :

— La rougeur de la jeunesse!

— Enfin, dans tout ce qu'elle t'a dit, un seul mot m'a fait plaisir : Il faut apprendre à vous connaître.

— C'est là au contraire ce qui n'a pas le sens commun. Ah! vous êtes bien tous des gens du Nord! Chez nous, tu regardes une femme

à son balcon, au théâtre, à l'église; si elle te rend ton regard, elle se donne pour la vie. On a du sang dans l'œil.

— Ici, mon garçon, une jeune fille vous mène dans sa chambre à coucher, vous montre les dentelles de son lit et vous dit après : « Il me reste à faire votre connaissance. » Que diable! le fond de l'homme et de la femme est le même partout, il faut bien qu'il y ait quelque différence dans les manières. Sans quoi pourquoi voudrais-tu reprendre Venise aux Allemands?

Pendant que nous causions, Hans était assis dans l'embrasure d'une fenêtre ouverte, au rez-de-chaussée, le dos tourné au jardin; la chouette, debout à côté de lui, minaudait, lutinait, faisait la roue; lui, placide, les pieds sur le dossier d'une chaise, fumait. Ma conversation avec Gian finit comme d'ordinaire en dispute : il me déclara, en me tournant le dos, que l'Amérique avait des singes, mais que l'Europe avait des Français. C'était encore du Schopenhauer. Je montai dans une chambre que nous avions retenue pour la nuit, et, comme le jour baissait, je me mis à lire auprès de la fenêtre. Je me trouvais juste au-dessus de la chouette et de Hans, qui, n'entendant pas de bruit, parlaient librement.

— Vous ne voulez donc pas, disait-elle, que je la donne à cet Italien?

— Trois fois non. La race latine est infecte; ces gens-là se marient pour huit jours et se sauvent après en emportant la caisse. Ne la donnez d'ailleurs ni à lui ni à aucun autre, quel qu'il soit. Elle est trop jeune. On ne doit se marier qu'à votre âge...

— Hélas! cher Dieu (*ach lieber Gott*)! vous voulez rire...

— Point du tout, vous êtes encore très appétissante; songez d'ailleurs qu'il faut un homme dans votre maison. Passe encore à Degerloch, où vous avez plusieurs domestiques avec vous, mais vous allez vous retirer à Bonn, une ville d'étudians, deux femmes seules!..

— Dieu dans le ciel (*Gott im Himmel*)! vous me faites trembler.

— Mariez-vous donc, Frau Pfenning, ou prenez un pensionnaire...

— Pourquoi ne viendriez-vous pas avec nous, digne monsieur Schloukre?

— Moi, je suis trop pauvre. Je ne pourrais vous payer qu'une mince pension...

— N'est-ce que cela? Vous n'en paierez aucune et vous donnerez des leçons à Lenchen...

— Nous y réfléchirons.

En ce moment, une nuée d'étudians, venant à pied de Tubingue et profitant, comme nous, des congés de Pentecôte, fit irruption dans le jardin en chantant deux vers d'Uhland :

Frau Wirthin, hat sie gut Bier und Wein :
Wo ist ihr schœnes Tœchterlein?

« Dame hôtesse, avez-vous de bonne bière et de bon vin? Où est votre jolie fille? »

— La voilà, gazouilla Lenchen, qui accourut si légèrement que je ne l'avais pas entendue venir.

Les étudians se pressèrent autour d'elle en agitant leurs casquettes bariolées qu'éclairaient çà et là, car il faisait déjà nuit, les lumières de la maison.

— Hourrah, Lenchen! hourrah haut! criait cette jeunesse.

Puis un boursch la coiffa de son *pilus* (bonnet plat), un autre lui passa autour du corsage un ruban à deux couleurs, insignes d'une société quelconque, et, séance tenante, elle fut proclamée *Fuchsinn* (étudiante en herbe). Elle était charmante ainsi; mais Gian, qui l'avait suivie, ne paraissait pas content du tout. Après Lenchen, Hans eut son ovation : un vieux boursch le reconnut et le nomma tout haut en le montrant à ses camarades. Je pus constater que notre ami Schloukre avait laissé à Tubingue un glorieux souvenir à la suite de ses démêlés avec la police; nul n'ignorait l'histoire du quatuor nocturne qu'il avait chanté tout seul en sortant du cabaret. La princesse royale, fort belle personne, en avait ri, le vieux roi de Wurtemberg s'en était fâché : deux succès légendaires. Aussi Hans fut-il acclamé par ces jeunes gens, qui voulurent faire un *Commers* en son honneur; nous y fûmes invités, Gian et moi, comme *hospites*. *Hospites* est le pluriel d'un mot latin qui veut dire hôte, mais je ne compris pas bien ce que pouvait être un *Commers*.

— Je n'en sais rien non plus, me dit Gian, mais je suis sûr qu'on y boira de la bière.

Une demi-heure après (car il fallut le temps de décorer la scène) nous fûmes introduits dans une salle vaste, mais basse, meublée d'une table en fer à cheval. Une centaine de jeunes gens se trouvaient là, coiffés de casquettes ou de pilus, décorés de rubans qu'ils portaient en bandoulière; les coiffures et les décorations étaient blanches, bleues, rouges, vertes, amarante ou terre de Sienne brûlée, bicolores ou tricolores selon les diverses sociétés (il y en avait dix ou douze), qui se chamaillaient d'ordinaire, mais qui fraternisaient ce soir-là. Quelques étudians portaient des insignes distinctifs : brassards ou cocardes, gros gants d'escrime, le veston à brandebourgs, la rapière au côté, des bottes fortes armées d'éperons, bien qu'ils fussent venus à pied, mais un air de cavalerie fait toujours bien; c'est tout ce qui reste de la chevalerie. Des panoplies et des drapeaux brodés décoraient les murs; il y avait sur la table

sans nappe, outre les chopes à couvercle, des coupes d'argent où pendaient des médailles, et de grandes cornes évidées où l'on buvait à la ronde : c'était peu régalant, mais démocratique et sacerdotal. Les jeunes étudians portant le titre de foucs (*Fuchs*, renard) servaient de domestiques aux plus âgés, qui avaient atteint le grade de *Bursch* (grand garçon); le renard en chef, le *Fuchs major*, paraissait fort affairé : c'était lui qui commandait le service. Hans présidait et pontifiait. Il fit d'abord un discours très sérieux pour nous présenter, Gian et moi, à l'assistance; après quoi, dirigeant l'enthousiasme, il commanda en notre honneur un double hourrah. L'enthousiasme obéit au commandement : le double hourrah partit avec un ensemble si parfait qu'on l'eût dit poussé d'une seule voix : les étudians satisfaits s'applaudirent eux-mêmes.

La cérémonie commença. Quand je dis cérémonie, je n'exagère pas : c'était un divertissement solennel et même un peu lugubre. Ces jeunes gens en vacance, réunis pour s'amuser, chantèrent d'abord en latin un chœur sépulcral :

Gaudeamus igitur
Juvenes dum sumus :
Post jucundam juventutem,
Post molestam senectutem,
Nos habebit humus.

Après quoi ils se recueillirent gravement; la salle portait au silence; c'était celle où, la veille, nous avions assisté aux joies muettes des notables de Degerloch. Chaque étudiant avait sa pipe en porcelaine ornée de devises, d'écussons peints et bourrée d'un affreux tabac jaune appelé kanastre, du latin *canistrum*, me dit mon voisin de droite, parce que ce végétal, importé d'Amérique, était emballé dans des paniers.

— N'est-ce pas plutôt les paniers que vous fumez? demandai-je à mon voisin, qui rentra en lui-même.

Après quatre ou cinq chopes, les langues se dérouillèrent; mon voisin de gauche, apprenant que j'étais Français, me dit que son père avait été à Paris en 1815 et me raconta la bataille de Leipzig. Des conversations particulières s'étaient engagées çà et là : il m'en revenait à travers la fumée quelques mots confus, tous savans : déterminisme, sui-conscience, subhastation, parémiologie, célidrographie, cucurbitacées, aptérodictères, trapézoèdre, paradigme, paragoge et parembole, que sais-je encore? je n'ai pas tout retenu. Hans égayait quelques jeunes gens suspendus à ses paroles en leur décrivant le corps d'une jeune fille asphyxiée qu'il venait de voir à Heilbronn : raideur des membres et du tronc, contraction invincible des mâchoires, peau décolorée, livide et humide, surtout au front,

au cou et dans les angles oculo-palpébraux ;.. je passe le reste. Je remarquai que Lenchen écoutait de ses deux oreilles et avait l'air de suivre toutes les conversations. Je compris d'où lui venait sa science. Ils buvaient tous éperdûment; la causerie tourna en discussion ; çà et là, haussant la voix, la discussion s'échauffa en dispute, mais tous ces jeunes gens étaient sérieux comme des croque-morts.

— Ce qui m'afflige surtout chez vous, reprit mon voisin de gauche, c'est que vous êtes des esprits chagrins. Je connais vos auteurs, même ceux qui passent chez vous pour des comiques : les deux plus grands, Molière et Paul de Kock, me font pleurer. La joie vraie est germanique, elle vient d'une conscience pure. Voyez cette salle : quel débordement de jeunesse et de gaîté!

Je regardai la salle et j'observai que les trois quarts des étudians portaient des lunettes. Mon voisin de droite, muet depuis une heure, rompit le silence et me demanda d'un air grave :

— Pourquoi dites-vous que nous fumons des paniers? Je ne comprends pas.

Cependant les chopes succédaient aux chopes; quand ils en eurent englouti dix ou douze, les étudians se mirent à chanter en chœur, comme les notables de Degerloch. C'était beau : les voix sonnaient d'accord, mais quelles chansons lamentables! Dans l'une, *le Bon Camarade*, il était question d'un pauvre garçon mort à la guerre; dans l'autre, *Notre Asile*, il s'agissait d'une blanche maison qu'on avait bâtie et que des méchans étaient venus renverser. Une autre, intitulée *Tempora mutantur*, roulait sur cette idée noire que la vie est un songe : Frères, il faut mourir. Après quoi vint le *Commers* proprement dit : encore une cérémonie auguste. Tous les étudians se levèrent, la rapière à la main, et entonnèrent un hymne patriotique et religieux; puis Hans, qui présidait, chanta seul :

Vibre encore,
Chant sonore
De l'épée et du drapeau !
Que notre âme se relève!
Qu'à la pointe de son glaive
Chaque bras perce un chapeau.

Au bruit de ces paroles, qui en allemand ne sont pas drôles, les étudians croisaient le fer par-dessus la table et chacun fit un trou dans la casquette de son vis-à-vis. Cet acte s'accomplissait avec ferveur, et les deux jeunes gens qui venaient d'échanger des coups de pointe dont leur coiffure seule avait pâti se juraient amitié jusqu'à la mort. Lenchen n'avait pas le droit de prendre part à la cérémonie, mais debout devant la porte, une rapière à la main, le pilus

sur l'oreille et les yeux au plafond, à travers le nuage bleu qui remplissait la salle, elle paraissait héroïquement inspirée comme Jeanne, la bonne Lorraine, « qu'Anglois bruslèrent à Rouen. » Tout cela, vu de loin, après la guerre, me divertit ou m'agace; mais si je cherche à raviver mes impressions d'alors, eh bien! malgré moi, je trouve dans ces jeunes têtes blondes échauffées par le houblon, par le kanastre, mais aussi par une forte et fière émotion, dans cette musique sévère, si bien chantée, qui recouvrait des paroles nobles, dans ces refrains à boire où entrait le sentiment national et chrétien, dans l'attitude extatique et martiale de la jeune fille, je ne sais quelle kermesse austère, gravement folâtre, où l'orgie, soumise à des rites, devenait une communion.

Par malheur, l'enthousiasme s'oublie quelquefois: en poussant le dernier cri du chant funèbre qui accompagne le *Commers* (ce dernier cri est *hourrah!*) un boursch qui était près de Lenchen... Il importe de noter que la jeune fille inspirait beaucoup de respect aux étudians, qui l'appelaient mademoiselle (*Fräulein*); elle leur donnait sa main à serrer, rien de plus, et si l'un d'eux serrait cette main un peu trop fort, elle le foudroyait d'un regard méprisant qui rendait Gian fou de joie. — Je disais donc qu'un boursch qui était près d'elle, en criant : Hourrah! crut devoir accompagner cette exclamation d'un geste triomphal : il enlaça d'un bras la taille de la jeune fille et allait, je le crains, l'embrasser, quand une forte main le prit en arrière par les cheveux et le coucha violemment à terre. Le boursch, se relevant furieux, bondit sur Gian, qui l'attendait de pied ferme. L'Italien saisit l'Allemand par les deux poignets et les tordit avec tant de force qu'il le fit tomber à genoux devant Lenchen.

— Demandez-lui pardon, cria-t-il d'une voix qui aurait dominé tout le chœur du *Commers*.

Le sang lui sortait des yeux, il avait littéralement les regards rouges. Je dois reconnaître que le boursch se tint bien : il blémissait, écumait, devait souffrir comme un torturé qu'on tenaille, mais il ne poussa pas un cri, ne dit pas un mot. La galerie ne bougeait point, ne voulant pas intervenir ; tous regardaient, anxieux, et laissaient éteindre leurs pipes. Lenchen, radieuse, rougissait. Au bout d'un moment, trop long peut-être, elle dit à Gian :

— Laissez-le; je lui pardonne.

Mais cela ne pouvait finir ainsi. Le duel eut lieu le lendemain.

IV.

Ce duel fit le plus grand honneur à Hans. On se battit de grand matin dans un hangar qui était au fond du jardin et qui servait de salle de danse. Il y avait à l'auberge, habituée à de pareilles fêtes,

tout ce qu'il fallait pour un combat singulier entre étudians : des plastrons, des gantelets, des brassards, des cuissards, des jambières, des coussinets de toute espèce, le tout soigneusement rembourré. Hans dirigeait la toilette de Gian, qui riait aux larmes.

— Mais si on me met ainsi dans du coton, demandait-il, où entrera le fer?

— On ne vise ici qu'au visage, et la visière de la casquette garantira vos yeux.

— Singulier combat! s'écria Gian.

Jamais de sa vie il n'avait touché une rapière, mais il comptait faire bonne figure et monter en grade aux yeux de Lenchen. Les choses n'allèrent pas comme il aurait voulu. Le duel était réglé comme l'orgie : on devait se battre durant vingt-cinq minutes au plus et s'arrêter au premier sang. Les adversaires faisaient une ou deux passes, puis s'arrêtaient un moment; c'étaient les seconds qui paraient les coups. Hans était le second de Gian. L'Italien, qui s'escrimait comme un diable et faisait un moulinet furibond, se découvrait si étourdiment qu'il eût été balafré vingt fois sans la dextérité de Hans, bretailleur émérite, expert en contre-passes, en contre-pointes, en contre-dégagemens, en contre-appels, en contre-ripostes : le vieux boursch eut fort à faire et dut même une fois ou deux rabattre le fer de Gian, qui faillit lui crever un œil. Grâce à lui, les vingt-cinq minutes passèrent sans effusion de sang : l'honneur étant satisfait, les combattans s'embrassèrent, et l'un des témoins dit à Gian avec emphase :

— Remerciez le grand Schloukre, car sans lui vous auriez le crâne fendu.

Gian remercia le grand Schloukre en lui répétant sa phrase ordinaire : « C'est entre nous à la vie à la mort. » Hans eut une nouvelle ovation ; la jeune bande lui offrit la bière du matin (*Frühbier*) et aurait voulu l'emmener à Tubingue. Lenchen cueillit une branche de laurier qu'elle lui attacha sur le front. Je regardai Gian, qui me dit philosophiquement :

— Elle lui doit bien ça, puisqu'il a sauvé ma tête!

Hans était donc le héros du duel; tout le monde l'admirait, même la jeune fille, et personne ne lui en voulait; il avait ce que les étudians du pays appelaient alors « du cochon, » c'est-à-dire de la chance. Quand les Tubingiens furent partis, je dis à Gian qu'il était temps de retourner à Heidelberg.

— Point du tout, cria-t-il, je reste ici.

— Pour quoi faire?

— Pour épouser Lenchen.

— Avec quoi?

— J'ai à peu près cinq mille ducats (une vingtaine de mille

francs) en rente de Naples; je vais les vendre. En attendant, prends ceci et tâche de nous faire à Stuttgart un peu d'argent que tu m'enverras.

Là-dessus il me tendit ses bagues et décrocha la chaîne de sa montre. Je l'invitai à garder sa bijouterie et, de peur qu'il ne fît quelque sottise, je pris le parti de ne point le quitter. Il tenait de la bonne fée qui lui avait ouvert les yeux des émotions vives, mais courtes. Fort agité après son duel, il consentit à faire une promenade dans la campagne; après un quart d'heure de marche, il était gai comme les oiseaux qui s'égosillaient dans les buissons. Pour faire comme eux, il se mit à répéter les chants d'étudians qu'il avait entendus la veille; seulement, en passant par sa bouche, ces marches funèbres hâtaient le pas, couraient la poste, prenaient des ailes, voletaient, dansaient. Puis il se coucha dans l'herbe et s'endormit profondément, car il s'était levé beaucoup plus tôt que d'habitude. Je le laissai couché à l'ombre touffue d'un tilleul et je rentrai à l'auberge dans l'intention d'y chercher Lenchen et de causer avec elle très sérieusement. Quand je traversai l'allée, je passai devant la chouette et Hans, qui ne se quittaient guère; je n'entendis que la fin du duo :

— Digne monsieur Schloukre, vous viendrez donc à Bonn?

— Oui, chère madame Pfenning, je viendrai.

Lenchen, assise près d'une fenêtre, faisait tourner son rouet en chantant la chanson de Marguerite; je la regardai un instant, et je crois bien qu'elle sentit mon regard; en tout cas, elle tressaillit et son visage prit une expression qui me fit penser à Diane surprise au bain, honteuse et fâchée. Elle rentra dans sa chambre et je me repentis de mon indiscrétion : je savais déjà que les femmes n'aiment pas qu'on les voie quand elles se croient seules : elles s'imaginent qu'on a découvert ce qu'elles pensaient. Cependant, une minute après, Lenchen était descendue au jardin, où elle vint droit à moi pour me demander sans préambule :

— Pourquoi me regardez-vous?

Je pensai qu'elle voulait un compliment, et j'allais le lui tourner; il paraît qu'elle lut dans mes yeux, car elle me dit avec un petit sourire un peu brusque :

— Pas de galanterie, monsieur le Français; ici, c'est de l'esprit perdu. Je vois que vous m'observez et que vous ne m'aimez pas, — non, vous ne m'aimez pas et vous n'aimerez jamais aucune femme : vous êtes trop curieux pour cela. Mais vous avez la tête d'un honnête homme et vous m'inspirez de la confiance. Asseyons-nous là et causons.

Elle me conduisit vers un petit banc caché derrière un rideau de charmes. Là elle reprit avec abandon :

— Vous voulez savoir qui je suis, je vais vous le dire. On prétend que les filles ressemblent à leur père; le mien, simple ouvrier, tenait à s'instruire et serait devenu savant s'il avait vécu. Mais fatiguer ses bras tout le jour et sa tête toute la nuit, c'est trop pour un homme. La phtisie le prit et consuma aussi tous mes frères et sœurs, qui sont morts. Le pauvre saint homme, qui m'avait appris beaucoup de choses les dimanches, me légua ses goûts et ses livres : je les ai tous lus plusieurs fois. Ma mère, une vaillante femme dont vous vous moquez à tort, — ne le niez pas, je suis curieuse aussi, et je regarde, — ma mère ouvrit une auberge qui prospéra; cette maison qui lui appartient, elle l'a construite pierre à pierre, et c'est de la poésie aussi, je vous en réponds. Hier soir, quand les étudians chantaient, je pensais à elle en écoutant ces paroles :

Nous l'avions bâtie
La blanche maison.

— Et je vous ai vue essuyer une larme...

— Et vous vous êtes moqué de moi. Je vois tout, et je me suis avisée aussi que vous n'aimiez pas mes mains rouges. Savez-vous pourquoi vous ne serez jamais amoureux?

— Vous me l'avez déjà dit...

— Je ne vous ai donné qu'une raison; en voici une autre qui vous flattera davantage, c'est que vous avez trop d'esprit. Vous cherchez partout des contradictions qui vous amusent. Dans votre opinion, les mains rougies ne vont pas avec les cheveux dorés. Vous tracez avec la canne que voici une ligne sur le sable et vous dites : « Ici est la poésie, ici la prose. » Vous ne voulez pas que l'un et l'autre soient ensemble et ne fassent qu'un.

— Ne fassent qu'un? par exemple!

— Vous voyez bien, vous vous récriez. La poésie pour vous flotte toujours en dehors et au-dessus de la vie, et vous ne vous doutez pas qu'elle est dans la vie même, que l'acte le plus vulgaire en est plein, pourvu qu'on y mette un peu de cœur. Vous n'admettez pas qu'une pauvre fille cause quelquefois avec ses mains, comme faisait l'empereur Charlemagne, et qu'elle leur dise : « Toi, tu serais blanche si je voulais : il suffirait de te laisser oisive, de te frotter le soir avec un onguent quelconque et de t'enfermer dans des gants pendant huit jours. — Oui, répond la main, mais, si tu veux m'épargner, que deviendra la propreté du ménage, honneur de la maison? Les servantes n'en ont cure : il faudra que ta mère fasse tout : elle est déjà lasse, ta mère, et, si elle avait voulu garder des doigts pâles, tu n'aurais ni ton piano, ni tes dentelles, ni tes heures de recueillement et de liberté. » Voilà la chanson de la main rouge.

Avouez que si c'était dit en jolies strophes, ce ne serait pas si mauvais.

— Au fait, on a bien mis en vers le carré de l'hypoténuse.

— Vous n'êtes pas encore converti ? Peu importe au fond, si vous vous sentez heureux comme vous êtes. Nous, pour être heureuses, nous devons mettre du beau partout. Aimer ce qu'on fait, c'est toute la sagesse et toute la poésie de la vie. Le malheur est que, même occupée, la vie est longue quand on est toute seule ; on a trop de temps pour penser ; la pensée se fatigue, s'endort, et quand elle dort, elle rêve. Voilà pourquoi l'autre jour, à Heidelberg, j'ai fait comme les petites filles, j'ai interrogé une marguerite au bord du Neckar. C'est alors que j'ai vu votre ami, une belle tête italienne. Il est venu au bon moment, et j'ai cru l'aimer...

— Vous ne l'aimez donc pas ?

— Oui et non, laissez-moi tout vous dire. Le soir, en dansant avec lui, je me croyais sienne, mais j'ai passé trois jours sans le voir et j'en ai conclu qu'il ne pensait plus à moi. C'est que, dans le métier que je fais, je vois ici beaucoup d'oiseaux de passage, et plusieurs d'entre eux, en se posant une heure sous le toit, avaient entonné pour moi la chanson que vous connaissez tous. Après le premier couplet, ils se sont envolés, sans rien laisser ici qu'une chose légère, la trace d'une aile. Quand vous avez passé l'autre hier à Degerloch, un soir de pluie, nous étions sorties ma mère et moi. Quand je l'ai revu hier, c'était dans un mauvais jour ; je sais mes défauts : le plus gros, c'est l'orgueil. Que voulez-vous ? on m'a gâtée. Ma mère ne voit que par mes yeux, je passe pour un phénix dans le village. La vérité est que je suis une petite luciole volante, et que je brille beaucoup ici parce qu'il y a beaucoup de nuit. J'ai l'air de savoir bien de choses, mais je ressemble à la bibliothèque de mon père, où il y a du latin, même de l'hébreu, mais bien des vides et quantité de livres dépareillés. Puis rien n'est rangé dans ma tête...

M'étant toujours défié des femmes, — en quoi j'ai eu tort : il y en a pour le moins deux qui ne m'ont jamais trompé, — je me demandais pourquoi cette jeune fille, à première vue, se confiait si ingénument à moi ; je cherchais des dessous et j'en trouvais mille. Elle continua :

— Hier donc, j'ai voulu plaire à votre ami, je lui ai montré mes petits talens, j'ai mis ma robe bleue, j'ai servi les étudians, ce que je ne fais guère, parce qu'il était là et que je me sentais admirée ; j'ai remarqué sa tristesse quand on a mis un pilus sur ma tête, et sa jalousie m'a fait plaisir ; je l'ai vu accourir à ma défense et son indignation m'a rendue fière ; je me serais sentie fort humiliée s'il ne s'était point battu pour moi. Tout cela est fort mal. La nuit porte

conseil ; je tremblais pour lui ce matin en pensant qu'il pouvait être défiguré par une balafre au visage ; c'est pour lui que j'avais cueilli une branche de laurier, — et, s'il n'y avait pas eu là tant de monde, je l'aurais attachée à son front, non à celui du bon Hans. Tout à l'heure encore, je pensais à lui en chantant la chanson de Gretchen :

Quand il n'est pas là, c'est pour moi la tombe
Et le monde entier m'est amer.

Voilà pourquoi vous m'avez si fort troublée en me regardant. — Eh bien ! non, je ne l'aime pas : ce mariage est impossible.

— Voyons, ma chère enfant, raisonnons.

— Oui, raisonnons, reprit-elle fort agitée. Vous êtes mon ami, mon seul ami (et elle me prit les deux mains), raisonnez pour moi, je m'y perds. Dites-moi que c'est impossible : s'éprendre d'un homme, parce qu'il a de beaux yeux et de beaux cheveux noirs, n'est-ce pas que c'est bête et lâche ? Que sais-je de lui ? qu'il est pauvre ? tant mieux ; je ne voudrais jamais d'un riche. Mais qu'y a-t-il dans son âme, je n'ose y regarder. Toutes ses impressions ont l'air d'être des ressouvenirs : il me parle en citations, m'appelle Charlotte ou Dorothée. Mais ma vie, ma vie entière qu'il me demande, qu'est-ce qu'il en fera ? Voit-il quelque chose dans ce long chemin où il se lance étourdiment ? Se doute-t-il seulement de ceci que, pour vivre ensemble, il ne s'agit pas seulement d'unir du blond et du noir, mais qu'il faut avant tout deux pensées, deux consciences pleinement d'accord : non l'illusion, l'émotion d'un jour, mais ce profond respect mutuel qui reste, dure sans fin, survit à tout, jeune encore sous des cheveux blancs, beau toujours, même après la beauté morte ? Non, il ne le sait pas, c'est un enfant. Sauvez-nous l'un et l'autre, moi de lui, lui de moi qui demain le mépriserais peut-être : je me sens déjà plus forte que lui, plus mûre, et je ne veux pas d'un homme pour le dominer. Si je me donne, ce ne sera jamais qu'à un vainqueur.

Tout cela, outre beaucoup de choses qu'elle me dit, me parut très sage et très digne ; je remarquai que, dans sa tirade, elle était revenue du français à l'allemand, ce qui était une preuve de sincérité. On n'est tout à fait vrai que dans sa propre langue.

— Je crois, lui dis-je, que vous avez du sens et du cœur ; de plus, il me plaît de vous entendre parler si bravement d'amour et de mariage ; les jeunes filles du monde où j'ai vécu ne m'y avaient pas habitué. Il est certain que, pour vous, en ce moment, Gian est trop jeune, un défaut dont il guérira vite ; encore faut-il qu'il en soit guéri. Seulement le difficile sera de lui faire entendre raison. Si je lui répète ce que vous venez de me dire et comme vous me l'avez dit, il se mettra en éruption, car il a l'imagination vésuvienne. C'est

un méridional qui, au pays du soleil, s'est épris de la lune : il est venu ici pour la voir et il croit l'avoir trouvée, je ne lui connais pas d'autre opinion. Comme les trois quarts des Italiens, il n'a pas de religion. Quand il entra au collège, il mit sa conscience en dépôt dans la main d'un moine, qui en prit soin; en le quittant, il a oublié de se la faire rendre. La philosophie est pour lui une bulle de savon; il est très vertueux, parce qu'il vit dans le froid des nuages, mais il n'a aucune idée en morale, ne sait rien des hommes, encore moins des femmes, et n'a jamais pensé au lendemain. Au demeurant le plus sympathique, le plus passionné, le meilleur fils du monde. Pour le détacher de vous, je ne vois qu'un moyen, le jeter dans une lubie, le faire passer, par exemple, du blond au noir. Je connais justement à Heidelberg une brune assez alerte...

— Non! s'écria Lenchen.

— En ce cas, cherchons autre chose, essayons de le dégoûter de vous. Si je lui disais par exemple que... vous aimez le vieux Hans.

Je pensais la faire rire, elle devint plus sérieuse.

— Ne jouons pas à ce jeu-là, me dit-elle, on risque toujours d'y perdre. J'avais à Plieningen une amie qui, pour décourager un soupirant ou peut-être pour l'attirer, feignit de s'attacher à un autre. — Eh bien! elle a fini par épouser cet autre, qui la bat tous les soirs en sortant du cabaret.

— Craignez-vous, repris-je en riant, de vous attacher au vieux Hans?

— Pourquoi non?

— Il est laid, lent, lourd...

— Il pare assez bien les coups de rapière.

— Regardez-vous donc près de lui dans une glace.

— On ne passe pas sa vie à se regarder. Il y a des beautés qu'on ne voit qu'en fermant les yeux...

— Et en se bouchant le nez. Hans a toujours la pipe à la bouche.

— Je suis faite à cette odeur. Si vous l'observiez en dedans, vous verriez des choses qui vous frapperaient d'admiration. Je le connais beaucoup, il venait ici quelquefois quand il était à Tubingue. C'est un enfant trouvé, ramassé dans la rue : on le mit à l'école, où il devint myope à force de lire; depuis lors et jusqu'à présent (il a passé la trentaine), il n'a fait qu'étudier. Il n'a pas d'argent et ne se soucie point d'en avoir. De quoi vit-il? on l'ignore; je sais seulement qu'une fois il est resté huit jours sans manger. Sa chaussure ne lui coûte rien, il donne des leçons de sanscrit au fils d'un bottier de Mannheim.

Je ne lui ai jamais connu d'autre habit que celui qu'il porte en ce moment. Au cabaret, à l'auberge on se ferait scrupule de lui

apporter la carte à payer. Mendiant! dites-vous avec mépris, parce que ce n'est pas dans vos mœurs. — Oui, mendiant comme Homère.

Elle s'exaltait et allait s'éprendre tout de bon du vieux Hans. Je détournai le courant par cette question nette :

— Que faut-il dire à Gian?

— Dites-lui qu'il mûrisse. Je ne veux pas le voir, encore moins lui parler moi-même; je faiblirais peut-être, et il ne faut pas. Puis ma mère m'a défendu de l'écouter, et je dois obéir à ma mère. Elle va venir me chercher pour faire des visites d'adieu, car nous quitterons bientôt Degerloch : elle veut retourner à Bonn, où elle est née. Dites-le à votre ami, mais qu'avant de venir à Bonn il ait fait quelque chose pour lui et pour moi,.. qu'il ait étudié, travaillé, qu'il soit au moins... docteur en philosophie!

En ce moment, Frau Pfenning apparut au fond du jardin en chapeau jaune et en robe rose; elle faisait de grands efforts pour introduire ses grosses mains dans des gants noirs.

— Adieu! mon meilleur ami, me dit Lenchen; vous m'écrirez, n'est-ce pas, et vous me parlerez de lui?

Elle ajouta d'une voix très émue :

Lebe wohl, lebe wohl, mein Freund!
Muss noch heute scheiden.

Puis elle m'embrassa très sérieusement. Je n'ai pas la fatuité de croire que ce baiser fût pour moi, mais cela fait toujours plaisir.

Quand Gian revint après un bon somme, il me trouva fort embarrassé; je ne savais trop comment lui communiquer l'étrange et compliqué message de la jeune fille. Je craignais de le fâcher, ou de l'affliger, ou de passer à ses yeux pour un faiseur de dupes. Le moyen, en effet, de faire comprendre à un amoureux, à un Italien, un raisonnement comme celui-ci :

— Elle t'aime, mais ne veut pas t'aimer encore, sa mère le lui a défendu; elle te prie donc de t'en aller. Elle part pour Bonn, où elle emmène ton ami Hans, et te permet de l'y rejoindre, mais à une condition, c'est que tu sois docteur en philosophie; sinon, non.

Tout cela manquait de suite; il me fallut beaucoup de bourre pour calfater la barque et la mettre à flot. A mon grand étonnement, Gian partit d'un éclat de rire :

— Docteur en philosophie! s'écria-t-il, pas autre chose? Mon Dieu! rien n'est plus facile. Partons pour Heidelberg.

Je payai la note de l'auberge, non sans remarquer qu'on y avait

mis le *Frühbier* des Tubingiens : il paraît que c'est moi qui l'avais offert. Gian allait prendre congé de Hans qui était en train de disséquer une poule en buvant et en fumant.

— Mon ami, lui dit-il, je suis le plus heureux des hommes et je le dois à toi ; je n'oublierai jamais que tu m'as sauvé la vie. Lenchen m'a donné sa foi, à la condition que je sois docteur en philosophie ; je le serai d'ici à trois mois. En attendant, je retourne à Heidelberg pour préparer ma thèse. Donne-moi un sujet.

— Laisse-moi y réfléchir, répondit Hans, qui devint rêveur et garda le silence pendant vingt-cinq minutes. Après quoi, il reprit :

— J'hésite entre deux questions très importantes ; l'une est philosophique et la voici : *de la Transsubstantiation dans ses rapports avec la métempsycose*. Mais tu es trop ignorant, ce serait difficile pour toi. L'autre question est philologique, très simple et particulièrement séduisante : *de la Déclinaison du substantif dans la langue d'oïl, notamment dans le dialecte picard...*

— Va pour la déclinaison, dit Gian.

Et nous partîmes. Hans ouvrit une fenêtre et nous rappela.

— Étudie bien, cria-t-il, les types de flexion...

— Je n'y manquerai pas, répondit le Lucanien, qui fit une cabriole.

Le retour fut d'une gaîté folle : nous bouffonnions comme des écoliers. A Stuttgart, nous vîmes, au coin d'une rue, un harpiste aveugle qui égratignait de ses doigts calleux l'ouverture d'*Oberon*. C'était un jour de fête ; le soleil ruisselait sur la foule endimanchée qui sortait d'une église. Gian prit la harpe du musicien et, la maniant en maître d'une main légère et frémissante, il chanta des airs de son pays. On s'amassa pour écouter ce beau jeune homme qui avait tant de caresses dans les yeux et dans la voix ; la quête fut superbe et enrichit pour longtemps l'aveugle. Un carrosse aux armes royales s'était arrêté derrière la foule ; Gian se présenta résolûment à la portière, le chapeau à la main :

— Qui êtes-vous donc ? lui demanda une belle princesse qui le regardait avec étonnement.

— Pour le moment, madame, je ne suis rien, mais dans trois mois je serai docteur en philosophie.

MARC-MONNIER.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES

L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG

IV[1].

LA RUPTURE DES NÉGOCIATIONS. — L'INTERPELLATION DE M. DE BENNIGSEN. — L'ATTITUDE DU COMTE DE BISMARCK.

VIII. — LA RUPTURE DES NÉGOCIATIONS.

On touchait au dénoûment. Les dépêches de La Haye étaient attendues à Paris avec une fiévreuse impatience; elles pouvaient, d'une minute à l'autre, annoncer la signature des deux traités ; on tenait la cession du Luxembourg pour certaine. Les derniers rapports de M. Benedetti n'avaient rien d'inquiétant, les bonnes dispositions de M. de Bismarck ne s'étaient pas altérées. On n'attachait qu'une importance relative à l'agitation qui se manifestait au sein du parlement et qui, dans la presse, se traduisait par de violentes diatribes. On prévoyait que M. de Bismarck aurait maille à partir avec l'opinion publique, mais on le savait de taille à la contenir. Cependant les dépêches de Berlin n'arrivaient plus qu'avec des retards ; elles étaient interposées et par conséquent difficiles à déchiffrer. Il

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre, du 1er octobre et du 15 octobre.

fallait les faire répéter, ce qui est toujours un fâcheux symptôme lorsqu'il est permis d'appréhender des complications. Les événemens allaient en effet se précipiter.

Tandis que M. Benedetti, au sortir de ses entretiens avec le président du conseil et de ses conférences avec M. de Bylandt, télégraphiait à son gouvernement qu'il était urgent, d'après les indications de M. de Bismarck, de conclure sans retard à La Haye, M. de Goltz se présentait, d'un air effaré, au ministère des affaires étrangères, à onze heures du soir, pour dire à M. de Moustier que l'affaire du Luxembourg prenait, *comme il l'avait prévu*, la plus mauvaise tournure, et pour l'engager à tout rompre. Il s'autorisait de l'agitation du parlement, de l'irritation du sentiment public et de la résistance du parti militaire pour nous supplier de ne pas passer outre. M. de Moustier répondit à M. de Goltz que tout était fini, que rien ne nous ferait reculer d'un pas, quelles que dussent être les conséquences. Il plaça sous ses yeux la dépêche qu'il avait adressée la veille au soir à M. Benedetti, pour l'informer que le roi des Pays-Bas avait envoyé à l'empereur son consentement par écrit, que nous considérions la question comme vidée, et que tout retour en arrière était impossible. Il ajouta qu'après la confiance que nous avions témoignée au comte de Bismarck en déférant à tous ses avis, et les déclarations et les protestations que personnellement l'ambassadeur n'avait cessé de nous faire entendre, nous étions en droit d'affirmer qu'on nous avait attirés dans un piège. Il lui répéta que nous assumions sur nous toute la responsabilité de l'acte de cession et que la crainte de la guerre ne nous ferait pas rompre d'une semelle.

M. de Goltz écouta M. de Moustier jusqu'au bout, sans sourciller; il ne défendit pas son ministre, il ne protesta pas contre les reproches qui lui étaient personnellement adressés; il se contenta de dire en ricanant : « Il est de fait que ce serait bien absurde de se battre pour si peu de chose que le Luxembourg. »

M. de Moustier disait en informant M. Benedetti de l'incident : « Je ne concilie pas la demande de Goltz de tout suspendre à La Haye avec le désir si visiblement manifesté par M. de Bismarck d'une rapide conclusion. Voudrait-il par là se mettre à couvert et pouvoir démontrer par cette démarche qu'il s'est opposé à la cession? » Il était permis, en effet, de se demander ce qui avait pu motiver ce revirement soudain. Mais pour répondre, il eût fallu pouvoir lire dans les cartes du ministre prussien et saisir les fils si compliqués de sa politique. « M. de Bismarck, a dit M. Victor Cherbuliez, n'est pas un homme complet, mais c'est un homme compliqué. » S'était-il flatté que, sous l'impression des inquiétudes

habilement entretenues par les correspondances de Berlin, ni le roi de Hollande, ni son gouvernement ne se décideraient jamais à nous abandonner le grand-duché, et voulait-il, pénétré de cette conviction, nous laisser croire jusqu'au bout que l'insuccès de nos démarches était indépendant de sa bonne volonté? S'était-il vu débordé à la dernière heure, comme il l'affirmait à M. Benedetti, par les agitations du parlement, et ces agitations, ainsi que les violences de la presse, étaient-elles spontanées ? ne les avait-il pas provoquées et surexcitées pour pouvoir arrêter la signature imminente et imprévue du traité de cession? Sa popularité, son maintien au pouvoir étaient-ils en question et l'influence du parti militaire l'avait-elle réellement emporté dans l'esprit du roi? Ou bien nous avait-il enlacés dans une trame savamment ourdie et ne devions-nous sortir de ses inextricables réseaux que par un coup de désespoir qui nous eût livrés à ses armées, toutes prêtes à envahir notre sol? On pouvait se demander également si le vice de forme qui s'était révélé dans le traité de cession, au moment de sa signature, était fortuit, et si la diplomatie prussienne n'avait pas payé le recul du gouvernement hollandais par la garantie du Limbourg. Toutes ces questions, qu'il était permis de se poser, témoignaient de la haute idée qu'on se faisait de l'habileté du ministre prussien et du peu de confiance qu'inspirait la correction de ses procédés. L'histoire a beau disposer des documens les plus intimes et se faire de l'impartialité un devoir sacré, elle n'en reste pas moins vouée à l'impuissance dès qu'elle veut, suivant l'expression de Leibniz, « connaître le pourquoi du pourquoi. » Les mobiles secrets, les causes psychologiques sont parfois si multiples qu'elles déroutent les investigations les plus savantes et le diagnostic le plus exercé.

Le cadre si modeste d'abord dans lequel se renfermait l'affaire du Luxembourg prenait tout à coup de grandes proportions. La négociation s'imposait aux préoccupations de toutes les puissances ; elle pouvait devenir, comme l'avaient été les duchés de l'Elbe, « l'allumette destinée à mettre le feu à l'Europe. » L'intimité des rapports entre la cour de Prusse et celle de Saint-Pétersbourg permettait de prévoir que les complications sur le Rhin s'étendraient à l'Orient. Aussi, en présence du danger, n'était-ce plus qu'à coups de télégraphe que les ambassadeurs et les gouvernemens échangeaient leurs idées. Les dépêches, comme les éclairs qui précèdent les gros temps, se succédaient rapides, inquiètes, menaçantes. Elles témoignaient des anxiétés que l'on éprouvait à Paris et des passions qui se manifestaient à Berlin. Elles montraient un gouvernement réveillé en sursaut, se demandant s'il n'était pas victime d'un piège et cher-

chant à se prémunir de tout côté; elles révélaient aussi des violences calculées, des haines inassouvies, et d'ardentes convoitises impatientes de se satisfaire. On lira quelques-unes de ces dépêches. Elles serviront d'introduction au drame qui va se dérouler et qui, pendant tout un mois, tiendra en suspens la paix de l'Europe et l'existence de la France.

M. de Moustier à M. Benedetti, 31 *mars*.

« J'ai fait chiffrer de nouveau avec beaucoup de soin la dépêche d'hier au soir, que vous n'avez pas pu lire et je vous la réexpédie. »

M. Benedetti à M. de Moustier, 31 *mars*, *cinq heures du soir*.

« M. de Bismarck, ému par l'agitation que provoque en Allemagne l'affaire du Luxembourg et prévenu que le parti libéral se propose de l'interpeller dans la séance de demain, juge essentiel que l'on en retarde la conclusion. Je lui ai dit qu'au point où en sont les choses, il est plus facile au gouvernement du roi d'accepter la réunion du Luxembourg à la France qu'au gouvernement de l'empereur d'y renoncer. Il s'est plaint vivement de la communication que le roi des Pays-Bas avait adressée au roi Guillaume par le comte Perponcher; elle ne lui permettait plus d'affirmer que la Prusse n'a pas eu l'occasion de s'opposer à la cession. Il a parlé aussi de manifestations regrettables dans le grand-duché. Je suis porté à croire que les véritables difficultés de M. de Bismarck proviennent de l'attitude du parti militaire, soutenu par les princes auprès du roi et de notre ferme résolution de ne consentir, en aucun cas, à la démolition de la forteresse. J'ai lieu de croire que la correspondance de M. de Goltz est conçue dans le sens le plus défavorable. »

M. Benedetti à M. de Moustier, 31 *mars*, 11 *heures du soir*.

« Depuis hier, M. de Bismarck se sent débordé par l'agitation qui a éclaté dans la presse et dans le parlement. Des interpellations sont annoncées pour demain. Le ministre répondra que, pressenti par le gouvernement hollandais, il a dit que, s'il était mis en demeure de s'expliquer, il aurait à consulter ses confédérés et les puissances signataires du traité.

« Le prince royal s'est annoncé chez lui. »

M. Benedetti à M. de Moustier, 31 *mars*.

« J'ai représenté à M. de Bismarck que tout était probablement

fini à l'heure, qu'il est et que, dans tous les cas, nous ne pouvions plus reculer.

« Les dépêches de Goltz sont conçues dans le plus mauvais esprit. Il dit que nous voulons la guerre. »

M. Benedetti à M. de Moustier, 31 mars, minuit.

« Le bruit s'est répandu que les 7e et 8e corps d'armée ont été mobilisés aujourd'hui. J'en ai écrit à M. de Bismarck, qui m'a demandé dans une lettre de démentir ces bruits.

« Cette rumeur, propagée par des officiers, vous donnera la mesure de l'excitation des esprits et vous démontrera que nous devons nous tenir prêts à toutes les éventualités. »

M. de Moustier à M. Benedetti, 1er avril.

« J'écris à Talleyrand ce qui se passe, afin que le cabinet de Pétersbourg use de son influence à Berlin pour calmer les passions militaires. Le langage de Budberg est encourageant. Je crains que la guerre ne soit au bout de tout ceci. »

M. de Moustier à M. Benedetti, 1er avril.

« Je crois que vous m'avez mal compris; l'ambassadeur russe m'a tenu un langage *encourageant.* »

M. Benedetti à M. de Moustier, 1er avril.

« La plupart de vos dépêches contiennent des lacunes et des altérations. C'est ainsi qu'au sujet de Budberg, j'ai lu langage *décourageant* au lieu d'*encourageant.* Je me plains au directeur des télégraphes. Si l'attitude de l'ambassadeur russe à Paris est *encourageante*, celle de l'ambassadeur russe à Berlin laisse à désirer. »

Le moment était venu de sortir des sous-entendus dans lesquels on s'était maintenu si longtemps de parti-pris soit par crainte, soit par calcul. Il fallait déchirer les voiles et s'expliquer. M. de Bismarck en prit l'initiative. M. Benedetti le trouva, le 31 mars, à sa grande surprise, en proie à une vive émotion. Il venait d'apprendre, disait-il, que toutes les fractions libérales du parlement s'étaient réunies dans la matinée pour concerter de nouvelles interpellations; il ajoutait que les esprits étaient surexcités au plus haut point par la presse, et il lui montrait des dépêches du gouverneur de la place

de Luxembourg signalant des manifestations hostiles à la Prusse, qui se traduisaient par des cris de : « Vive l'empereur Napoléon! » et par des insultes à la garnison.

Ce n'était pas tout; M. de Bismarck ne devait s'attendre ni à la communication directe du roi de Hollande ni à une conclusion immédiate et encore moins à la publicité regrettable donnée à nos négociations. Toutes ces circonstances lui créaient, par notre fait, des difficultés inextricables. Le ministre prussien renversait encore une fois les rôles. Il prenait l'offensive et nous accablait des reproches que nous étions en droit de lui adresser. Il se plaignait à la fois de nos lenteurs et de nos précipitations, de notre silence et de nos indiscrétions. Il oubliait que M. Benedetti l'avait tenu au courant de toutes nos démarches à La Haye, et qu'après l'indiscrétion du roi des Pays-Bas, provoquée par des craintes entretenues sous main, loin de nous demander de suspendre les négociations, il nous avait conseillé au contraire de les hâter. Mais M. de Bismarck ne se souciait pas d'être convaincu. Il en revenait toujours à dire que nous avions manqué au programme qu'il nous avait tracé et qu'il en était réduit aujourd'hui à devoir s'expliquer devant le parlement dans les plus mauvaises conditions, ayant à lutter contre les résistances du cabinet militaire et sous l'influence de l'opinion publique, chaque jour plus irritée. Il ajoutait que M. de Goltz ne cessait de prétendre que nous ferions la guerre à l'Allemagne et que, si telles n'étaient pas les dispositions de l'empereur, il y serait entraîné, malgré lui, par ceux qui la considéraient comme une nécessité de situation. Il prétendait que les renseignemens de l'ambassadeur du roi à Paris fournissaient aux généraux l'argument le plus puissant pour démontrer que, loin de livrer le Luxembourg à la France, il importait de s'y maintenir et de le conserver à la défense de l'Allemagne.

La situation de notre ambassadeur était émouvante. Elle témoignait des vicissitudes des empires et des retours stupéfians de la fortune. Le 11 juillet 1866, au quartier-général de Brünn, il rappelait à M. de Bismarck qu'on n'était plus au temps de Frédéric II, où « ce qui était bon à prendre était bon à garder, » et il lui suffisait d'élever la voix pour arrêter les armées victorieuses de la Prusse aux portes de Vienne. Aujourd'hui, à quelques mois de distance, c'était M. de Bismarck qui arrêtait brutalement la main de la diplomatie française au moment où, confiante en ses promesses, elle allait apposer sa signature sur le traité de cession du Luxembourg.

Les dépêches de Paris se succédaient sans relâche; elles témoignaient de l'intention de l'empereur de ne pas reculer, elles faisaient en quelque sorte de M. Benedetti l'arbitre de la paix et de la guerre. Il se trouvait en face d'un adversaire dangereux, prêt à se

faire une arme de ses paroles. Un mot irréfléchi, un mouvement indigné, il n'en eût pas fallu davantage pour provoquer une rupture. Il sut se contenir et réserver à son gouvernement le temps de réfléchir et d'asseoir ses déterminations. M. Benedetti n'avait pas sollicité l'ambassade de Berlin; ses amis la lui avaient imposée, et l'empereur l'y avait maintenu après Nikolsbourg. Il était dans sa destinée de représenter et de défendre une politique qui fatalement devait aboutir à des catastrophes. Peut-être a-t-il manqué parfois d'initiative, mais toujours il a su interpréter les instructions de son gouvernement de la façon la plus éclairée, la plus vigilante et la plus scrupuleuse. Il est des agens dont le renom est souvent imméritè ; il en est dont les services restent ignorés ; il en est qui sont victimes du devoir.

M. Benedetti revit le président du conseil le lendemain, à dix heures du matin, au moment où il sortait du ministère des affaires étrangères pour se rendre au parlement.

Le temps pressait ; c'est en arpentant la Wilhelmstrasse qu'ils échangèrent de rapides et de fiévreuses explications.

« Je vais déclarer à la chambre, dit M. de Bismarck, que des négociations sont ouvertes à La Haye, qu'un traité peut être signé d'un instant à l'autre ; mais je ne pourrai affirmer que le fait est accompli sans m'exposer à être démenti par le gouvernement hollandais. M'autorisez-vous à ajouter que l'ambassadeur de France a été chargé de m'en instruire? Si vous m'y autorisez, je me trouverai, je ne saurais vous le dissimuler, en face d'une manifestation de la dernière gravité, et demain peut-être la direction des événemens m'aura échappé des mains. »

M. Benedetti refusa d'assumer une pareille responsabilité. Il dit, en tempérant la portée de ses instructions, que des lettres étaient échangées entre le roi des Pays-Bas et l'empereur, que ces lettres impliquaient sans doute des engagemens réciproques sur lesquels il était difficile de revenir et que, dès lors, la cession du Luxembourg à la France pouvait, à la rigueur, être considérée comme un fait consommé, bien qu'il n'eût pas encore été procédé à la signature d'un acte conventionnel. Il n'en dit pas davantage, laissant au président du conseil le soin de faire de ces indications tel usage qu'il jugerait convenable.

« Ce que vous venez de me dire, répliqua M. de Bismarck, ne me suffit pas. Il faut que pour le moins vous me permettiez d'ajouter à ma déclaration qu'elle m'a été notifiée par l'ambassadeur de France. »

M. Benedetti s'y refusa catégoriquement. La manœuvre du ministre prussien s'était révélée ; il cherchait à dégager sa respon-

sabilité personnelle et à nous acculer dans une impasse sans autre issue que le recul ou la guerre.

En rentrant au palais de l'ambassade, M. Benedetti trouva une dépêche qui heureusement cette fois s'était attardée en route. Expédiée de Paris dans la nuit, elle n'était arrivée à Berlin qu'à onze heures du matin. Voici ce que télégraphiait M. de Moustier :

« M. de Tornaco (le président du gouvernement luxembourgeois) est mandé à La Haye pour signer l'acte de cession. Les dispositions du roi et des ministres sont excellentes. Le traité sera signé dans la journée. »

Si la dépêche, au lieu de faire escale en route, était arrivée une heure plus tôt, l'ambassadeur aurait dû accentuer ses réponses assez pour permettre au président du conseil d'affirmer qu'à l'heure où il parlait, le Luxembourg était cédé à la France, et le lendemain sans doute les calculs du parti militaire se seraient réalisés, en s'appuyant sur le *veto* enthousiaste du parlement. La guerre n'avait tenu cette fois qu'à un fil, il est permis de le dire sans jouer sur les mots.

IX. — L'INTERPELLATION DE M. DE BENNIGSEN.

A l'heure même (1) où l'empereur ouvrait, par une belle journée de printemps, l'exposition universelle et, dans un langage élevé, parlait de l'union des peuples et de la communauté de leurs intérêts, la France était l'objet, au sein du parlement du Nord, des manifestations les plus haineuses. M. de Bennigsen, un Hanovrien opportuniste, qui de l'interpellation s'est fait une spécialité, demandait au gouvernement avec une émotion concertée ce qu'il y avait de vrai dans les bruits de cession du Luxembourg à la France. Il s'indignait de ce qu'un prince de race allemande, oubliant les souvenirs glorieux de sa maison, dont un membre, Adolphe de Nassau, avait même porté la couronne impériale, pût trafiquer d'un pays dont la population était allemande d'origine et de sympathies, pour le livrer aux convoitises françaises. Il demandait si l'on abandonnerait une forteresse construite en vue de la défense de l'Allemagne avec les indemnités imposées à la France en 1814 et en 1815. Il disait qu'il importait de prouver que, lorsqu'il s'agissait de défendre le territoire allemand, il n'existait plus de partis, et d'appuyer de la manière la plus décidée la politique vigoureuse que le

(1) On dit que, quelques instans avant l'ouverture de l'exposition, l'empereur avait reçu du Mexique des dépêches laissant pressentir la fin tragique de l'empereur Maximilien. Dans la soirée, il recevait les nouvelles les plus alarmantes de Berlin. C'était une journée fatidique.

président du conseil avait suivie jusque-là. Il fallait que le Reichstag ne laissât subsister aucun doute sur la volonté du peuple allemand de ne pas reculer devant la guerre si l'on persistait à vouloir arracher à l'Allemagne une province frontière comme aux époques néfastes de son histoire. Ce serait une tache impossible à laver. M. de Bennigsen rappelait le mot du roi : que de son consentement, jamais un village ne serait arraché au sol allemand, et il ajoutait que, si le roi devait faire appel au patriotisme germanique, il trouverait autour de lui, vis-à-vis de l'étranger, une nation unie et résolue.

Le parti libéral, en entendant son chef de file le prendre de si haut avec la France au sortir de ses conciliabules avec le président du conseil, se livrait à un enthousiasme tumultueux; il trépignait, il délirait. Il avait à racheter ses péchés, à faire oublier son opposition factieuse à l'époque du conflit parlementaire, à se faire pardonner les outrages dont il avait abreuvé le roi et son ministre lorsqu'ils préparaient la conquête. Il manifestait le patriotisme du lendemain, celui que le succès inspire aux âmes étroites et changeantes.

M. de Bennigsen avait bien rempli son rôle. Il rendait à M. de Bismarck la réplique facile par des exagérations qui ne pouvaient que rehausser la modération de son langage. Il lui avait facilité le moyen d'abriter sa responsabilité personnelle derrière un *Non possumus* parlementaire. Sa réponse fut courte et mesurée. Il ne se souciait pas d'admettre dans l'intimité de la communauté fédérale des populations peu sympathiques et un souverain dont les intérêts pouvaient se trouver en contradiction avec ceux de la Confédération du Nord. S'il était permis à une assemblée délibérante de donner libre cours à l'expression de ses sentimens patriotiques, le langage et les traditions de la diplomatie faisaient un devoir au gouvernement de respecter les convenances internationales, et de ne pas blesser les susceptibilités d'un voisin *égal* en puissance avec lequel, tant qu'il ne porterait pas atteinte à l'honneur national, il importait d'entretenir d'amicales relations.

Le gouvernement du roi savait que des négociations étaient pendantes à La Haye, qu'il était question de signer un traité de cession, mais il ne lui était pas permis d'affirmer qu'il fût signé ni quand il le serait. Le roi grand-duc avait cru devoir demander conseil au roi par l'entremise du comte Perponcher, mais sa majesté lui avait répondu qu'elle lui laissait la responsabilité de ses actes et qu'avant de se prononcer, elle aurait à consulter les signataires du traité de 1839, à s'entendre avec ses confédérés et à compter avec l'opinion publique, dont le parlement était l'organe autorisé.

La réponse du ministre ne compromettait rien, elle ménageait notre dignité, elle était dans son ensemble modérée. Les politiques se servent des passions, mais ils ne les subissent pas.

M. de Bismarck prévoyait la guerre, mais il ne se souciait pas de la provoquer. Il réservait ce soin à la France. Il savait, par les dépêches de son ambassadeur à Paris, que l'empereur était exaspéré, que sa patience était mise à la plus rude épreuve et qu'après tant de mécomptes, sa dignité ne lui permettait pas de reculer. La Prusse jouait à coup sûr, elle devait gagner, quelles que fussent les éventualités. Si l'empereur relevait le gant, la France désarmée était perdue. S'il reculait, il était atteint dans son prestige, il se reconnaissait impuissant à la face de l'Europe, les destinées de l'Allemagne s'accomplissaient sans coup férir; la prépondérance européenne lui était acquise. La modération était de l'habileté; elle ne devait pas faire défaut, pour le moment du moins, au premier ministre du roi Guillaume.

Il avait donné satisfaction aux passions nationales, il lui restait à en atténuer l'effet, non pas en Allemagne, mais à Paris. Le comte de Goltz reçut l'ordre de voir l'empereur, de lui remettre la réponse du roi à l'invitation qu'il lui avait adressée pour l'exposition universelle. Il devait lui exposer l'état des choses à Berlin, protester des bonnes dispositions du ministre, dire qu'il ne méconnaissait pas ses engagemens et qu'il espérait qu'après l'ajournement du parlement, les passions une fois calmées, rien ne s'opposerait à ce qu'on reprît les négociations.

L'homme et le politique sont parfois en lutte. Les explications que M. de Goltz était chargé de donner à l'empereur semblaient témoigner d'une conscience troublée et quelque peu repentante.

L'empereur était indigné. Son parti était pris. Fort de son bon droit, il était résolu à ne pas reculer. Il songeait à la guerre. Il conférait avec le général Trochu, élaborait des plans avec le général Lebœuf, qui restait en permanence aux Tuileries. Le maréchal Niel, qui avait pris tardivement la direction du ministère de la guerre, s'efforçait de regagner le temps si tristement perdu par le maréchal Randon depuis le mois d'août. Il hâtait la fabrication des fusils Chassepot, achetait des chevaux et reconstituait le matériel engouffré au Mexique. L'armée d'Afrique recevait l'ordre de se concentrer sur Bône et Alger; les divisions du Midi devaient se porter vers la ligne de Lyon; la guerre se préparait, elle paraissait inévitable. M. de Moustier la prévoyait dans les dépêches qu'il adressait à M. Benedetti. Les renseignemens qu'il recevait lui prouvaient qu'elle était préméditée en Allemagne.

Voici ce qu'on lui écrivait de Francfort:

« Tout semble indiquer que le parti militaire l'emporte dans les conseils du roi Guillaume. Il n'attendrait qu'un prétexte diplomatique pour nous surprendre, nous accabler par le nombre et nous enlever au dehors, dès le début, notre prestige moral par la profanation de notre sol. Il se flatte qu'une invasion réveillerait à l'intérieur d'accablans souvenirs et permettrait aux agens allemands à Paris, mêlés aux ouvriers des faubourgs, de réaliser l'œuvre que méditeraient les partis hostiles. Toutes les mesures seraient prises, ayant été étudiées et préparées de longue main pour pouvoir ébranler au premier signal télégraphique une armée de près de six cent mille hommes. Dirigée contre l'ennemi traditionnel, animée du souffle patriotique et surexcitée par les appétitions qui se sont manifestées dans la dernière guerre, elle aurait, on le croit du moins, une supériorité incontestable sur l'armée française, prise au dépourvu avec un armement mixte, incomplet et des cadres désorganisés. Le mouvement serait d'ailleurs si habilement combiné, car l'attaque se produirait sur deux points à la fois, que la question serait résolue avant que notre flotte fût en état de pénétrer dans la Baltique pour y frapper les coups qu'on appréhende de ce côté et avant que nos alliances projetées à Copenhague et à Stockholm eussent le temps de se conclure.

« Il est permis de se demander si, pour déjouer ces combinaisons il ne serait pas habile de pousser la modération jusque dans ses limites les plus extrêmes et s'il ne conviendrait pas, en s'appuyant sur la grande pensée qui a présidé à l'exposition universelle et sur le jugement des puissances, de rester impassible devant des excitations calculées. Ce serait isoler la Prusse moralement et la mettre en rébellion contre le sentiment de l'Europe. Personne ne s'y méprendrait. Il n'est pas un homme sensé à l'étranger qui interprétât une pareille résolution solennellement émise dans le sens d'une faiblesse. Ce serait rejeter M. de Bismarck dans ses embarras intérieurs et lui enlever le moyen sur lequel il spécule pour unifier l'Allemagne, aujourd'hui encore si divisée. Le gouvernement de l'empereur prouverait en tout cas qu'un grand pays comme la France choisit son heure et qu'il n'expose pas les forces dont il est le gardien aux convenances d'un homme d'état téméraire. »

M. de Moustier ne s'était pas endormi. Dès les premières alertes, il avait pressenti les dispositions des puissances signataires du traité de 1839. Il avait recueilli à Londres et à Vienne des assurances de nature à le satisfaire.

Ni lord Stanley, ni le comte de Beust ne voyaient d'inconvénient à la cession du Luxembourg; ils croyaient qu'un dédommagement nous était dû, et pour nous l'assurer, ils n'hésitaient pas à nous offrir

leur concours diplomatique. La Russie seule donnait à réfléchir au ministre des affaires étrangères. L'attitude de sa diplomatie manquait de netteté, elle était contradictoire. M. de Budberg tenait « un langage encourageant; » il faisait bon marché « du territoire sacré de la Germanie; » il blâmait les procédés de la Prusse et laissait entendre « qu'on n'était pas content d'elle à Pétersbourg. » Mais à Berlin, M. d'Oubril se montrait réservé avec notre ambassadeur, il évitait de s'épancher avec lui; il suivait d'un œil insouciant la transformation qui s'opérait en Allemagne; il restait insensible aux violences que subissaient les princes allemands unis à sa cour par les liens d'une étroite parenté. Quant au prince Gortchakof, il parlait de l'Allemagne le moins possible; il ne s'intéressait qu'aux affaires orientales. L'Orient était pour lui le pivot de la politique européenne. Il rehaussait sa tendresse pour les Candiotes et son mépris pour les Turcs par des citations de Corneille et de Voltaire. Il avait la passion de nos classiques, il les possédait à en remontrer à la diplomatie française. Mais le Luxembourg n'avait pas le don de stimuler sa verve littéraire. Lorsqu'il en parlait, il songeait à la Crimée et à la Pologne. Le caractère et le tempérament des hommes d'état varient à l'infini. Il en est de vaniteux, on n'en connaît guère de modestes. Il en est de craintifs, d'irréfléchis et de téméraires, de chimériques et de réalistes : le prince Gortchakof était rancuneux. Il avait introduit dans la politique un élément dangereux : le ressentiment. C'est par ressentiment qu'il avait laissé écraser l'Autriche en 1866. C'est par ressentiment qu'en 1870, il assista impassible au démembrement de la France, et c'est avec des arrière-pensées ambitieuses inspirées par la rancune, qu'au début de l'affaire du Luxembourg, dans sa phase la plus aiguë, il se tenait dans une attitude équivoque et marchandait au gouvernement de l'empereur le concours résolu que lui donnaient l'Autriche et l'Angleterre.

L'empereur, d'habitude si facile à convaincre et à ramener, résistait aux instances pacifiques de ses entours. Les souverains personnifient la dignité et l'honneur de leur pays, et c'étaient la dignité et l'honneur de la France qui étaient en question. L'empereur n'admettait pas qu'il pût transiger. Les journaux officieux reflétaient sa pensée. « On n'ignore pas à Berlin, disaient-ils, que la France considère toute intervention de la Prusse dans la question du Luxembourg, comme contraire au droit international. Nous ne craignons pas de nous avancer trop en disant qu'à aucun prix la France n'admettra l'ingérence du cabinet de Berlin dans une affaire qui est de la compétence du roi de Hollande. On voit que ce n'est pas seulement la cession du Luxembourg qui est en jeu, mais une question d'indépendance intéressant tous les gouvernemens

et sur laquelle il n'y a pas de transaction possible si les susceptibilités passionnées de l'Allemagne ne s'effacent pas. »

C'est en se plaçant à ce point de vue que M. de Moustier, après l'entretien de M. de Goltz avec l'empereur, mettait le gouvernement néerlandais en demeure de sanctionner contractuellement les arrangemens intervenus entre les deux souverains.

« Nous persistons, télégraphiait-il le 3 avril à M. Baudin, à considérer le roi comme personnellement engagé. Nous ne le compromettrons pas, mais il faut qu'il ne fasse aucune nouvelle démarche, comme celle qui a eu un si fâcheux résultat et dont M. de Bismarck se plaint amèrement. Il faut aussi que l'on ne permette pas que le prince Henri provoque dans le grand-duché des contre-manifestations; cela est de la plus haute importance. »

M. de Zuylen était ébranlé; il se sentait moralement engagé, il savait que déjà une partie du prix de cession était réglée. D'ailleurs les nouvelles qu'il avait reçues le matin même de M. de Bylandt étaient plus tranquillisantes; la tourmente parlementaire paraissait conjurée, M. de Bismarck avait répondu en termes courtois à sa note du 31 mars. Le président du conseil s'était plu à reconnaître qu'il n'existait aucune solidarité entre le gouvernement hollandais et le Luxembourg; il ne s'était pas prévalu de la manifestation du Reichstag pour s'opposer à la cession. M. de Zuylen connaissait aussi la démarche que le comte de Goltz venait de faire auprès de l'empereur; il allait céder aux instances de M. Baudin lorsque le comte Perponcher s'annonça. Il venait déclarer que le cabinet de Berlin, en face du soulèvement de l'opinion publique allemande, se verrait forcé de considérer la cession du Luxembourg à la France comme un cas de guerre. « Le roi des Pays-Bas, disait-il, a la liberté de ses actes, mais il en a aussi la responsabilité, et s'il a vu jusqu'à présent dans la transaction qu'il poursuivait une garantie pour la paix générale, il est de mon devoir de le détromper. Mon gouvernement lui déconseille de la manière la plus formelle d'abandonner le Luxembourg à la France. »

M. de Zuylen se trouvait en face d'une sommation péremptoire; il ne pouvait hésiter. Il répondit qu'il prendrait les ordres du roi. « Quant à la décision du gouvernement hollandais, disait-il, elle ne saurait être douteuse devant l'éventualité menaçante d'une guerre européenne. » Le cabinet de La Haye jouait de malheur. Il croyait, par la cession du Luxembourg, sauver la paix et se débarrasser d'une solidarité compromettante. Il croyait la France et la Prusse en parfait accord, et il se trouvait subitement placé entre l'enclume et le marteau, l'empereur le sommant d'exécuter ses engagemens et M. de Bismarck lui intimant l'ordre de ne pas les

exécuter. Il était ramené aux plus mauvais jours de son histoire, à l'époque où Louis XIV, au sortir de la guerre d'Espagne, convoitant sa marine et son commerce, se préparait à envahir son territoire et adressait à Jean de Witt d'outrageantes sommations.

Il ne pouvait se faire d'illusions; déjà des forces imposantes se concentraient sur ses frontières, et les états-majors prussiens ne semblaient attendre qu'un prétexte pour se jeter sur les lignes de la Meuse. « Tout porte à croire que la grande attaque, écrivait-on de Francfort à M. de Moustier, sera dirigée sur nos frontières du Nord; c'est là que serait notre partie la plus vulnérable, et c'est sur ces frontières si rapprochées de Paris qu'on entendrait, en violant la neutralité belge, frapper les coups les plus décisifs. Dans ces combinaisons déjà en voie secrète d'exécution, le Luxembourg, dont la garnison va être sensiblement augmentée, servirait de point d'appui à l'aile gauche de l'armée. Les lignes de chemins de fer parallèles qui aboutissent à la Hollande et à la Belgique permettraient de jeter rapidement des forces énormes sur le théâtre de la guerre. S'emparer des Pays-Bas et couper, dès la première heure, toute communication entre l'armée française et l'armée hollandaise, telle serait la pensée de l'état-major prussien, si j'en crois les renseignemens d'un officier supérieur autrichien. Il les appuie sur quantité d'indices qui ne peuvent échapper à l'œil exercé d'un militaire et sur des conversations qu'il a eu l'occasion d'échanger avec des officiers prussiens (1). »

M. Baudin revint à la charge; ce fut en vain. Il eut beau rappeler les engagemens du roi, sa lettre à l'empereur, et mettre le cabinet néerlandais en demeure de choisir entre la France et la Prusse, sa parole, si écoutée autrefois, resta sans effet. Le gouvernement hollandais avait pris son parti irrévocablement, M. de Zuylen refusait de signer, prétendant que sa majesté avait subordonné ses engagemens avec l'empereur à l'adhésion de la Prusse et se retranchait derrière la sommation du cabinet de Berlin. Il disait aussi, pour colorer son recul, qu'un traité d'alliance était superflu et inopportun, que la communauté d'intérêts entre la France et la Hollande était trop étroite pour nous permettre le moindre doute sur l'attitude que prendrait le cabinet de La Haye en cas de guerre.

(1) La confiance de l'empereur dans les dispositions de la Prusse était si absolue au début de la négociation, que le commandant Stoffel fut autorisé à venir à Paris pour prendre auprès de sa personne le service d'officier d'ordonnance. C'est en face d'une situation que je tenais pour périlleuse et en l'absence de tout attaché militaire en Allemagne pendant l'année 1867, que j'engageais une active et volumineuse correspondance avec le ministre de la guerre par l'intermédiaire du département des affaires étrangères.

Le Luxembourg nous était refusé, l'alliance hollandaise nous échappait : nous étions échec et mat.

Il fallait songer à la retraite et sortir, sans y laisser notre honneur, de l'impasse où nous étions acculés. M. de Moustier ne devait pas faillir à cette tâche.

La France serait-elle en état de subir la guerre, et quels seraient ses alliés ? Conviendrait-il mieux de se renfermer dans une position expectante, d'éviter toute communication officielle avec le cabinet de Berlin, de renoncer provisoirement au grand-duché et de s'en remettre aux puissances signataires pour décider de l'évacuation du Luxembourg ? Telles étaient les graves questions qui s'imposaient aux méditations du gouvernement de l'empereur.

La parole était avant tout au ministre de la guerre. Sa réponse ne pouvait être douteuse, notre impuissance était manifeste. L'armée avait périclité entre les mains du maréchal Randon. Il n'avait rien vu pendant son long ministère de la transformation militaire qui, depuis 1860, s'opérait en Prusse. Il avait laissé la guerre s'engager à nos portes sans représenter à l'empereur que, si les événemens devaient forcer la France à intervenir pour sauvegarder ses intérêts, il n'aurait pas d'armée à mettre au service de sa politique. Il avait écrémé nos cadres, vidé nos arsenaux, épuisé nos crédits militaires pour satisfaire aux dévorantes exigences du Mexique. Aucune de nos places fortes n'était en état de défense ; nous n'avions ni effectifs, ni chevaux, ni munitions, ni matériel ; nous étions littéralement à la merci d'un coup de main. Tout était à créer et à refaire en face de la Prusse victorieuse, hautaine, menaçante.

Le maréchal Niel était un cœur patriotique et une vive intelligence. Il ne recula pas devant la tâche que l'empereur lui imposait tardivement. Il devait comme M. de Moustier succomber à la peine (1). Il affirmait le succès sans y croire, il tenait à relever le moral de l'armée. A l'entendre, au jour des rencontres, la victoire ne serait pas incertaine. Il avait la verve gasconne, tempérée par la réflexion et le sang-froid. Il disait aux généraux découragés en face des provocations prussiennes : « Graissez vos bottes, messieurs, nous allons entrer en campagne. » C'était son expression favorite. Mais, dans l'intimité, en présence de ses aides de camp, il ne cachait pas ses tristesses. Il leur disait que jamais il ne donnerait à l'empereur le conseil de faire la guerre sans alliés et qu'il se ferait couper en quatre plutôt que de lui permettre de la provoquer.

On se sent soulagé devant de tels caractères ; ils vous font oublier

(1) Sa mort causa en Allemagne un véritable soulagement. On comprit que la France venait de perdre le seul homme capable de hâter et de mener à bonne fin la réorganisation de son armée.

l'ineptie, le servilisme et la trahison. Ils relèvent le courage, car ils permettent d'espérer que la France, qui a eu à son service tant de capitaines et de politiques, retrouvera un jour des généraux et des diplomates dignes de ses destinées.

L'empereur était ulcéré des procédés de la Prusse. Le roi et son premier ministre oubliaient les services qu'il leur avait rendus en toutes circonstances. Ils méconnaissaient leurs engagemens, ils repoussaient son alliance. Ils lui refusaient, après s'être agrandis démesurément, une compensation insignifiante qui devait lui permettre de recouvrer son prestige et de réconcilier son pays avec les événemens de 1866. Il dut se soumettre cependant aux instances de ses ministres qui, tous, reculaient devant la guerre; mais il ne se résigna qu'à son corps défendant et avec l'espoir de se relever avant peu d'une aussi humiliante défaite. Il pressait le maréchal Niel de redoubler d'efforts pour lui reconstituer une puissante armée, et M. de Moustier d'user de tous les stratagèmes de la diplomatie pour maintenir les choses en état pendant quelques semaines. Il avait sacrifié à de faux dieux, il l'expiait cruellement.

A la date du 1er avril, la question du Luxembourg n'existait pas pour les chancelleries. Tout s'était passé sous le manteau de la cheminée, en pourparlers secrets entre M. de Bismarck et M. Benedetti, entre l'empereur, M. de Moustier et le comte de Goltz. Elle n'avait été, entre le cabinet des Tuileries et celui de Berlin, l'objet d'aucun échange de notes ou de dépêches; mais après les manifestations retentissantes du parlement du Nord, elle prenait du jour au lendemain le caractère d'une question européenne. La France et la Prusse allaient, se mesurant des yeux, s'expliquer et prendre position. M. de Moustier et M. de Bismarck adressèrent des dépêches circulaires à leurs agens; elles étaient les premières pièces du procès; elles exposaient à des points de vue différens les motifs, sinon les origines et les causes premières, du conflit qui éclatait subitement à l'occasion des négociations secrètes engagées entre l'empereur et le roi des Pays-Bas.

M. de Bismarck répondait un jour au parlement, qui réclamait un *blue book*, que les livres bleus, rouges ou jaunes ne contenaient en général que des documens insignifians, revus et corrigés, et que, pour sa part, il n'en publierait jamais. « Les seules dépêches vraiment intéressantes, disait-il, sont celles que les gouvernemens communiquent d'eux-mêmes aux journaux dans certains momens critiques; elles méritent d'être lues attentivement, disait-il, car elles révèlent de sérieuses complications et préparent souvent l'opinion publique à la guerre. »

La circulaire de M. de Bismarck était ce qu'on appelle en langage

diplomatique une dépêche d'alarme; elle préparait l'Allemagne et l'Europe à la guerre. M. de Bismarck mettait l'empereur personnellement en cause, ce qui était peu courtois, et ce qui l'était moins encore, il le montrait entraîné inconsciemment à des résolutions inquiétantes pour la paix par les partis hostiles qui tramaient sa chute, et même par ses entours, qui méconnaissaient ses intérêts dynastiques. Il tenait à séparer le souverain du pays; c'était une tactique, la même dont il devait se servir en 1870, mais en sens inverse, alors qu'il montrait dans les proclamations du roi l'empereur plus belliqueux que la France.

M. de Bismarck, comme de raison, exaltait les sentimens pacifiques et inoffensifs de la Prusse; il se refusait à croire que l'empereur voulût porter atteinte au sentiment national de l'Allemagne, dont il ne pouvait ignorer l'intensité, pour le plaisir de s'annexer un petit pays sans importance territoriale ou stratégique. Il espérait qu'il ne compromettrait pas les fruits de sa sagesse passée, qu'il renoncerait au système d'agression et de convoitise du premier empire, dont on retrouvait les tendances dans une lettre récente du comte de Chambord et dans les discours de M. Thiers.

La dépêche était irritante au dernier chef. Il n'est pas d'usage de faire intervenir un souverain dans un document de chancellerie, de lui tracer une ligne de conduite, d'affecter pour ses intérêts dynastiques une sollicitude déplacée, de lui dénoncer ses amis et de prêter à ses adversaires des projets subversifs et antipatriotiques. Frédéric II avait peu de scrupules, il jouait et raillait volontiers ses adversaires, mais il n'avait pas les traditions poméraniennes; il avait l'ironie légère, il s'inspirait de l'esprit de Voltaire.

La dépêche prussienne ajouta une blessure nouvelle à tant d'autres; on n'en était plus à les compter, mais elle arrivait trop tard, déjà on était décidé à *ne céder à aucune provocation*. « La blessure reçue ici, il ne faut pas le dissimuler, écrivait M. de Moustier à la date du 6 avril, est profonde, et la confiance dans les intentions de M. de Bismarck d'autant plus justement ébranlée qu'on arrive difficilement à s'expliquer autrement sa conduite que par un piège tendu à notre bonne foi. Nous avons été bien près de la guerre; des inspirations plus modérées ont heureusement prévalu. Beaucoup de personnes croient fermement que la Prusse a eu l'intention de nous y provoquer et nous y provoquera encore. On peut opposer cependant à cette opinion bien des faits et des raisonnemens. Bien peu croient que M. de Bismarck soit sincère quand il veut nous faire entendre, comme le comte de Goltz l'a essayé vis-à-vis de l'empereur et de moi, qu'après le départ du Reichstag les choses tourneront à notre satisfaction. Je m'arrangerai dans tous les cas pour laisser la porte ouverte à toutes les bonnes inspirations du cabinet de Berlin

sans spéculer sur cette chance; *mais si M. de Bismarck a cherché une occasion préméditée de conflit, il ne la trouvera pas.* »

Tout en laissant une porte ouverte aux bonnes inspirations du cabinet de Berlin, M. de Moustier procédait à une évolution diplomatique. Il opérait un mouvement de retraite et déplaçait la question en se retranchant sur un terrain inexpugnable. Il maintenait les engagemens contractés par le roi des Pays-Bas, mais il laissait le traité de cession en suspens (1). Il s'adressait aux puissances signataires du traité de 1839, non pas pour les rendre juges de l'abandon du Luxembourg à la France, mais pour les mettre en demeure de se prononcer sur la légitimité des titres qu'invoquait la Prusse au droit de garnison. Il renversait la situation; il forçait le gouvernement prussien, lié par les protestations du parlement contre l'évacuation de la place, à comparaître devant un tribunal européen pour s'y expliquer et défendre ses droits. Nous avions perdu la première manche, il s'agissait de ne pas perdre la seconde. Il fallait se couvrir, ne donner aucune prise à M. de Bismarck et ne lui fournir aucun prétexte. Les explications avec M. de Goltz n'étaient pas à craindre. Il les redoutait, il se dérobait; son ministre s'était chargé de trahir son secret. Il ne cherchait qu'à dégager sa responsabilité de l'insuccès des négociations et à la rejeter sur M. Benedetti. Il le représentait comme un obstacle à l'intimité des deux gouvernemens, et lorsque M. de Moustier lui démontrait, pièces en mains, combien ces insinuations étaient injustes et déplacées, il jouait la stupéfaction et disait que M. de Bismarck était pour lui une énigme, qu'il ne s'expliquait pas la persistance qu'on mettait à Berlin, malgré ce qu'il écrivait, à prétendre que M. Benedetti poussait à la guerre.

M. de Moustier jouait serré, il s'était retranché sur la défensive, il était décidé à ne céder à aucune provocation. Mais il ne pouvait répondre de Berlin. Il appréhendait une querelle d'Allemand. Il savait qu'un ambassadeur, quelle que soit la mansuétude de son caractère, ne peut tolérer certains procédés ni certaines paroles sans les relever. Il ne voyait pas sans crainte les rapports avec le président du conseil et notre représentant s'aigrir de plus en plus. Ils en étaient aux récriminations, ils échangeaient des billets où perçaient d'amers ressentimens (2).

(1) Dépêche de M. de Moustier à M. Baudin, 5 avril. — « Nous considérons toujours le roi des Pays-Bas comme lié envers nous par ses engagemens dont nous seuls pouvons le relever. Nous maintenons la situation sans la forcer et sans vouloir créer au roi des embarras nouveaux. »

(2) M. Benedetti, informé par un de ses secrétaires que des officiers avaient annoncé au club la mobilisation du 7e et du 8e corps d'armée, avait demandé des explications au président du conseil. M. de Bismarck l'avait mis en demeure de lui fournir le nom

M. Benedetti représentait aux yeux de M. de Bismarck un passé incommode ; il était un reproche vivant. Il rappelait à un chancelier superbe et glorieux les promesses et les engagemens d'un ministre modeste et solliciteur ; sa présence mettait le politique en opposition avec les droits imprescriptibles de la morale. Un éclat était imminent. Il eût singulièrement aggravé les choses. M. de Moustier sut le conjurer en prescrivant à M. Benedetti de s'effacer, d'éviter toute rencontre avec le président du conseil, de n'échanger avec lui aucune communication officielle et surtout de se refuser à toute discussion sur la question du Luxembourg. La diplomatie française se mettait volontairement en quarantaine.

M. de Bismarck opérait de son côté une évolution caractérisée, mais en sens contraire. A trois jours de distance, il faisait litière des assurances tranquillisantes qu'il avait fait parvenir à l'empereur par le comte de Goltz. Il n'avait eu qu'un accès de modération, un retour fugitif de conscience. Les passions s'échauffant au lieu de se calmer, il se rejetait résolûment dans le mouvement pour en conserver la direction et ne pas être débordé. Tout le monde voulait la guerre, le parlement et les généraux. M. de Moltke, seul, était écouté. « Nous sommes prêts, disait-il, et la France ne l'est pas. » On tenait l'occasion, il fallait la saisir et s'épargner d'éternels regrets. La campagne serait courte et glorieuse ; on prendrait du même coup l'Alsace et les lignes de la Meuse. Déjà les attachés militaires à Paris faisaient rafle de nos cartes et les expédiaient par ballots à l'état-major-général par l'entremise de banquiers prussiens. Ils savaient ce qui se disait et se faisait au ministère de la guerre. Ils étaient liés avec les officiers attachés à une ambassade pour laquelle il n'était malheureusement pas de secret. M. de Goltz avait à sa disposition tous les moyens d'information, il avait accès partout ; ce qu'il n'apprenait pas lui-même dans les salons, où le plus souvent se divulguent par vanité avec une déplorable insouciance les choses les plus secrètes, lui revenait par quelques-uns de ces personnages interlopes qui s'insinuent dans nos maisons, sont aux écoutes

de ces officiers : c'était lui demander de jouer le rôle de délateur, il s'y refusa catégoriquement. Voici les billets qu'ils échangèrent à ce sujet : « Monsieur l'ambassadeur, le bruit dont fait mention votre billet d'aujourd'hui est aussi peu fondé que celui dont vous m'avez fait l'honneur de m'entretenir dans votre billet de dimanche. Je regrette d'ailleurs, monsieur l'ambassadeur, que vous n'ayez pas encore eu la bonté de me dire sur quoi se basaient les renseignemens que M. de Ring avait fournis et qui avaient donné lieu à votre interpellation précitée. »

« Monsieur le président, je n'ai pas besoin de vous faire remarquer dans quel sentiment j'ai eu recours, en cette circonstance, à votre obligeance et à votre autorité, ni de vous rappeler que je vous ai désigné la réunion où ces rumeurs avaient été recueillies. J'aime à croire que vous voudrez bien me dispenser de vous fournir de plus amples renseignemens qui pourraient donner lieu à des mesures de rigueur. »

dans nos cercles, s'infiltrent dans notre presse, s'ingèrent dans nos débats et clabaudent contre notre diplomatie. On les tolère à Paris, on les recherche même, partout ailleurs on les reconduit à la frontière.

A aucun moment de son histoire, la France n'avait couru de si grands dangers. En 1870, elle eut du moins une armée de près de trois cent mille hommes à mettre en ligne. Elle avait un fusil supérieur au fusil à aiguille; le matériel était en partie reconstitué, des forts détachés avaient été élevés à Metz; on avait, tant bien que mal, combiné le mouvement et le transport des troupes. Mais, au mois d'avril 1867, nos portes étaient grandes ouvertes à l'invasion, et peut-être les officiers prussiens n'exagéraient-ils pas quand ils disaient tout haut qu'avant quinze jours ils seraient à Paris. » J'en suis réduit, me disait alors le général Ducrot, à fermer les portes de la citadelle de Strasbourg, sous prétexte de réparations aux ponts-levis, mais en réalité pour me mettre à l'abri d'un coup de main. » La guerre était imminente, et il n'y avait pas un canon sur les remparts, toutes les batteries étaient démontées; les pièces et les affuts étaient entassés pêle-mêle à l'arsenal, il n'y avait ni munitions, ni approvisionnemens; il aurait fallu plusieurs mois pour mettre la place en état de défense. L'événement devait prouver en 1870 que le péril que nous avions couru en 1867 n'avait pas servi d'enseignement (1).

L'empereur, après avoir poursuivi et déserté successivement toutes les alliances, se trouvait isolé à l'heure la plus difficile de son règne. Sa santé donnait à réfléchir; l'avenir de sa dynastie apparaissait précaire, et on ne se lie pas volontiers avec un gouvernement sans lendemain, discuté et défaillant. D'ailleurs ce n'est pas sous le coup des événemens que se contractent les alliances, si elles n'ont pas été préparées de longue main et si elles ne reposent pas sur une conformité d'intérêts. Mais l'empereur pouvait du moins compter sur l'assistance diplomatique de l'Autriche et du gouvernement anglais. Déjà elle lui était assurée. Il était certain que l'action sympathique de la reine Victoria, si fidèle au culte du passé, et de lord Clarendon, l'ami de sa maison, ne lui ferait pas défaut. Il avait lord Cowley sous la main, et son ambassadeur à Londres, le prince de La Tour-d'Auvergne, avait su, par le charme de sa personne et la grâce légèrement caustique de son esprit, gagner l'amitié et la confiance du ministre des affaires étrangères, lord Stanley, aujourd'hui lord Derby. C'était beaucoup d'avoir l'appui moral de la reine Victoria et de son cabinet à opposer aux provocations de la Prusse, car s'il est une puissance au monde qu'elle tienne en sérieuse

(1) *La Politique française en* 1866. Voyez la *Revue* du 1er octobre 1878.

considération et avec laquelle elle ne se brouillera jamais à la légère, c'est la Grande-Bretagne. Elle redoute son obstination, elle connaît ses ressources, son influence sur l'opinion publique du continent, elle la sait capable, malgré d'apparens effacemens, de fomenter de redoutables coalitions.

L'Autriche, en intervenant, ne s'inspirait pas, comme le gouvernement anglais, de l'affection des deux souverains, ni des souvenirs d'une alliance glorieuse. L'empereur n'avait aucun titre, ni à ses sympathies, ni à sa reconnaissance; il ne lui avait jamais fait que du mal; il avait médité, poursuivi et consommé ses désastres. Il était permis au gouvernement autrichien de savourer le plaisir des dieux : il n'avait qu'à se croiser les bras. Mais c'était sacrifier l'avenir au passé; il s'affaiblissait en laissant affaiblir la France, il se livrait à la Prusse et perdait sa dernière chance de relèvement.

L'empereur François-Joseph, dans sa détresse, avait appelé dans ses conseils un ministre à la fois étranger et protestant. Sa capacité n'était discutée par personne; on avait dit de lui qu'il était un géant dans un entresol; c'était le comte de Beust, l'ancien ministre dirigeant du roi de Saxe, qui, dans un jour d'orgueil, n'avait pas craint de dire qu'il fallait effacer de l'histoire d'Allemagne « l'épisode de Frédéric II. » Il était actif, remuant même, c'est du moins ce qu'on lui reprochait dans la vieille Allemagne. Il troublait inconsidérément le sommeil de la diète; il y soulevait toutes les questions, il mettait aux prises l'orgueil autrichien avec la vanité prussienne. Il se souvenait de la maxime de Louis XI : « diviser pour régner. » Son rêve était la triade, le groupe des petits royaumes *majorisant* la Prusse ou l'Autriche, en passant de l'une à l'autre. Telle était sa politique; mais s'il voulait la fin, il reculait devant les moyens. Il manquait à ce système de bascule un facteur indispensable, l'appui de l'étranger. Il le reconnut trop tard lorsque, après Sadowa, il courut à Vichy demander l'assistance d'un souverain impotent.

Le comte de Beust avait la passion de la dépêche, il maniait la plume avec élégance et dextérité, il se mirait dans sa prose au point d'adresser, au nom de la Saxe, des notes comminatoires à l'Angleterre. Il avait, comme le prince Gortchakof, l'amour de nos poètes, mais il était de l'école romantique; aux imprécations de Camille et aux fureurs d'Achille il préférait la *Ballade à la lune*. Tant qu'il s'était trouvé renfermé dans une petite cour, ses qualités apparaissaient comme des défauts. Mais le cadre s'étant élargi, tout s'harmonisait et se proportionnait subitement. Ses grandes aptitudes avaient trouvé leur emploi : son activité et sa merveilleuse intelligence s'appliquaient à la régénération d'un grand état en décomposition. Il trouvait, dès la première heure, la formule que l'empereur François-Joseph cherchait en vain. Réconci-

lier avant tout la Hongrie avec l'empire, serait-ce au prix des plus grands sacrifices, pour en faire un élément d'ordre et de force; satisfaire par des institutions libérales les provinces allemandes, qui formeront toujours la base fondamentale de la monarchie, à moins que l'Autriche ne disparaisse; neutraliser l'élément tchèque par des concessions habilement ménagées à l'élément polonais; reconstituer l'administration, lui imprimer une direction énergique et vigilante; rénover le crédit en mettant de l'ordre dans les finances, tel était le programme que le comte de Beust traçait à son souverain d'adoption et qu'il se mettait en devoir d'appliquer aussitôt. On n'ignorait pas à Berlin les conceptions de M. de Beust, on les admirait même, mais on les tenait pour chimériques; on s'apitoyait sur son sort; on estimait qu'il succomberait à la tâche et qu'il serait écrasé par le rocher de Sisyphe.

Une plume magistrale, ou plutôt une de ces griffes qui laissent dans l'histoire des traces indélébiles, se plaisait à tirer son horoscope, il était désespérant.

« L'horoscope de M. de Beust est facile à tirer, disait le mystérieux devin. Il est et restera pour l'empereur François-Joseph, de langage et de manières, un étranger; il essaiera en vain de faire entrer dans une série systématique de compartimens le développement historique de cet amalgame de nationalités qui s'appelle l'Autriche. Incroyable mélange de naïveté et de confiance en soi-même, il espère y arriver. Je ne l'en blâme pas : un homme d'état qui ne croit pas en lui-même est perdu d'avance. Mais à mon sens, il ne réalisera jamais ses plans. Déjà sa politique hongroise a infligé à son souverain une quantité d'humiliations.... M. de Beust est à plaindre; c'est un homme d'état de grand talent, il eût fait un excellent ministre prussien. Mais il s'est condamné lui-même au destin de martyr des fautes de ses prédécesseurs et de ses propres erreurs. Qu'il se console, ce n'est pas lui qui a créé la situation actuelle. Il enlèvera quelques pelletées de terre de la montagne d'infortunes et d'iniquités qui pèsent sur l'Autriche; mais la montagne restera debout jusqu'au jour où une éruption sociale la fera sauter. Je ne le verrai peut-être pas, mais c'est ainsi qu'elle s'écroulera, et ses débris raconteront à la postérité qu'il fut une fois, en Autriche, un ministre du nom de Beust, qui voulut transporter les montagnes. »

X. — L'ATTITUDE DE M. DE BISMARCK.

L'inquiétude avait gagné toute l'Europe : les chambres étaient réunies à Berlin, à Paris, à Londres et à La Haye, des interpellations étaient imminentes. Déjà le Reichstag avait parlé; il l'avait fait sans mesure, avec passion; il avait inauguré l'ouverture de l'expo-

sition universelle à sa façon, par un cri de guerre. De tous les ministres forcés de s'expliquer, M. de Moustier était sans contredit le plus embarrassé. Il est des négociations qui ne supportent pas le grand jour, et jamais un gouvernement ne poussera l'abnégation et l'amour de la vérité jusqu'à avouer ses erreurs et ses déceptions. D'ailleurs, à l'heure où il était interpellé, le gouvernement impérial était tout aussi perplexe que les chambres sur l'issue de la crise. Il souhaitait et poursuivait la paix, mais il n'en était plus le maître. Il pouvait à son insu, d'un instant à l'autre, être surpris par la guerre. Les interpellations dans les momens critiques, lorsqu'une parole inconsidérée peut compromettre la paix, sont presque toujours une faute et parfois un crime. L'interpellation du mois de juillet 1870 a été funeste à la France, elle a affolé le gouvernement impérial, elle l'a précipité dans la guerre.

M. de Moustier évita le corps législatif. Il lut au sénat une déclaration calculée, incolore ; il lui apprenait ce que tout le monde savait, et il lui cachait ce que tout le monde voulait savoir. Il ne tenait pas à soulever des manifestations patriotiques ni à mettre les chambres françaises au diapason des chambres prussiennes. La circonspection lui était imposée ; le parti militaire, à Berlin, avait l'oreille dressée ; il n'attendait qu'un mot pour renverser la dernière et faible digue que M. de Bismarck opposait à ses ardeurs belliqueuses. Pour M. de Zuylen, la tâche était moins difficile ; il avait, il est vrai, engagé son pays, par crainte de l'Allemagne, dans une aventure périlleuse, mais il avait su virer de bord en temps opportun ; l'aventure avait tourné à son profit. La Prusse avait soldé sa défection à l'alliance française, par une renonciation, en bonne et due forme, à toutes les prétentions de la Confédération du Nord sur le Limbourg. Ce n'était pas un succès, c'était un résultat.

Le cabinet anglais ne fut pas moins sobre d'explications ; il aurait pu parler en toute liberté, car il n'était, à aucun titre, engagé dans le conflit ; mais il ne se souciait pas d'envenimer le débat et de compromettre par un langage trop indiscret le maintien de la paix, dont il était l'ami résolu. Mais il montrait, tout en approuvant la transformation de l'Allemagne, qu'il penchait plutôt vers la France que vers la Prusse, et il trouvait que le Luxembourg était une compensation territoriale bien minime en face des agrandissemens énormes que le roi Guillaume venait de réaliser.

C'est derrière les coulisses que se poursuivait le drame, en passant par mille péripéties tour à tour pacifiques ou menaçantes. La manœuvre de M. de Moustier avait troublé le jeu de la Prusse. Il devenait chaque jour plus évident que le cabinet des Tuileries ne prêterait pas le flanc, qu'il ne donnerait prise à aucune controverse,

qu'il resterait impassible devant les provocations et que, fort de l'appui moral de l'Autriche et de l'Angleterre, il ne se laisserait pas entraîner au rôle de provocateur.

« J'engage nos ambassadeurs, écrivait M. de Moustier, à faire ressortir notre modération, à sonder l'étendue des préoccupations que la perspective d'une guerre européenne pourrait laisser à chacune des puissances et à chercher dans quelle mesure elles inclineraient à penser qu'il importe de ne pas laisser la France froissée et mécontente. »

M. de Bismarck, après avoir en vain tenté de résister à l'action des généraux s'appuyant sur l'opinion publique, avait renoncé à la lutte, et il allait, sans craindre la guerre, employer sa volonté à faire échouer les négociations que nous poursuivions avec les grandes puissances. La sommation qu'il avait adressée à la Hollande, la renonciation au Limbourg, concédée au cabinet de La Haye en échange de sa soumission, la continuation précipitée des armemens, l'émission d'un emprunt, le langage de plus en plus irritant de la presse, tout autorisait à croire que la Prusse ne négligerait aucun effort pour empêcher l'ouverture d'une négociation générale et qu'en tout cas elle se refuserait à y participer.

« Nous nous trouvons en présence d'une situation, écrivait M. Benedetti, qui nous oblige, avant d'aller plus loin, à nous rendre un compte exact non-seulement des dispositions que les cabinets de Londres, de Vienne et de Pétersbourg apporteront dans la phase diplomatique, mais bien aussi de celles dont ils s'inspireront si nous devions recourir à l'emploi de la force. Nous devons nous mettre en mesure de ne laisser aucun doute dans leur esprit comme dans celui du cabinet de Berlin sur notre ferme résolution de triompher des obstacles que nous pourrions rencontrer. Il faut qu'on sache que nous sommes prêts à toutes les éventualités et que nous ne subirons pas un nouveau mécompte. Le succès, s'il peut être obtenu pacifiquement, est à ce prix. La Prusse reculera-t-elle? Le roi, à l'âge où il est arrivé, osera-t-il se jeter dans de nouvelles aventures? M. de Bismarck ne songera-t-il pas à la dernière heure au péril qui menace son œuvre? Je ne saurais exprimer d'opinion. M. de Bismarck et le roi étaient, l'année dernière, les seuls Prussiens voulant la guerre contre l'Autriche; ils pourraient se trouver seuls cette fois à vouloir la paix avec la France. Resteront-ils fidèles à leurs convictions si nous persistons à revendiquer le Luxembourg? Je ne saurais le prévoir. M. de Bismarck n'a pas osé les affirmer devant le Reichstag et il ne craint plus de prendre une attitude belliqueuse. Et cependant il m'a ouvertement attribué, dans son dernier entretien, l'intention de provoquer une rupture entre les deux pays. J'ai relevé vivement ce propos, lui répondant que je n'avais à m'expli-

quer ni de ma conduite ni de mes intentions, mais que j'étais surpris d'entendre tenir un pareil langage par lui, qui s'était si souvent plaint de la persistance de mes démarches pour hâter la conclusion d'une alliance. » La diplomatie a aussi ses martyrs.

Pendant que M. de Moustier et M. Benedetti échangeaient leurs idées et passaient en revue les moyens les plus efficaces pour sortir avec les honneurs de la guerre d'une situation compromise, le comte de Beust entrait en lice. C'était sa première campagne diplomatique, c'était la première fois qu'il parlait au nom d'une grande puissance dans l'intérêt d'une cause précieuse, celle de la paix. Il se multipliait et mettait ses ambassadeurs sur les dents; il s'efforçait de galvaniser le prince Gortchakof, il se concertait avec lord Stanley, il faisait entendre à M. de Bismarck, qui en avait grand besoin, le langage de la modération. Ses combinaisons étaient multiples; il n'y mettait pas d'amour-propre d'auteur, il les modifiait suivant les chances qu'elles avaient d'être agréées. Mais il avait eu grand soin, avant de rien entreprendre, de bien définir la situation de l'Autriche. Il avait déclaré qu'elle resterait neutre et qu'elle ne prendrait conseil, dans le cours des événemens, que de ses intérêts propres. Ce n'était pas ce qu'on attendait à Paris, et encore moins à Berlin. Le gouvernement prussien s'imaginait que l'Autriche, battue, oubliant qu'elle avait été expulsée violemment de l'Allemagne, se rappellerait les liens du passé, et le gouvernement impérial se flattait qu'elle céderait à ses ressentimens et qu'elle chercherait à reprendre la situation dont elle avait été dépossédée. M. de Beust devait détromper à la fois le cabinet de Berlin et la cour des Tuileries.

« Vos derniers télégrammes, écrivait-il au prince de Metternich, à la date du 8 avril, dépeignent une situation des plus critiques. On serait alarmé à Paris de bruits d'alliance entre Vienne et Berlin, et vous me prévenez que l'empereur Napoléon pourrait bien faire une tentative pour se rapprocher de l'Autriche. Rien dans notre attitude ne justifie ce désir ni ces inquiétudes. Le gouvernement impérial ne s'est engagé d'aucun côté, il conservera sa liberté d'action et d'appréciation. Il est vrai que de Berlin et de Munich on nous a fait quelques avances. Nous y avons répondu poliment et évasivement. Vous verrez par la dépêche que j'ai adressée au comte de Trauttmansdorf que mon langage ne compromet en rien la pleine liberté que j'entends me réserver. » C'était une fin de non-recevoir que nous adressait M. de Beust; elle coupait court aux ouvertures dont le prince de Metternich et le duc de Gramont s'étaient rendus les interprètes auprès du gouvernement autrichien. Mais, en nous refusant l'alliance, M. de Beust nous délivrait du moins d'un gros souci;

il nous rassurait sur l'issue des efforts que la cour de Berlin et la cour de Munich tentaient simultanément à Vienne.

A Berlin, M. de Beust tenait un autre langage. Il appelait avec une édifiante sollicitude l'attention du gouvernement prussien sur le danger de provoquer un aussi grand pays que la France ; il le priait de ne pas perdre de vue ses inépuisables ressources et surtout sa supériorité maritime, qui, disait-il ironiquement, condamnerait la Prusse à de puissantes diversions sur ses côtes et l'empêcherait de couvrir le midi de l'Allemagne. Il parlait avec affectation de la prospérité renaissante de l'Autriche; il apprenait à M. de Bismarck, qui, on peut l'admettre, ne s'en réjouissait guère, que la question hongroise était résolue et que toutes les difficultés intérieures s'aplanissaient insensiblement. « Si nous voulions exercer une politique de représailles, disait-il d'un ton railleur, nous attiserions le feu, au lieu de nous appliquer à l'éteindre; mais, en conseillant à la Prusse de se montrer accommodante, nous prouvons que nous sommes à l'abri de pareilles suggestions. M. de Bismarck préférerait sans doute à nos bons offices une alliance étroite. Mais il a l'esprit assez libre pour reconnaître qu'il nous devrait un prix proportionné à notre assistance et que nous ne sommes pas en situation de le stipuler. Ce serait à lui de nous l'offrir. Il nous en coûterait, fierté à part, d'élever aucune prétention qui serait de nature à amoindrir la grande situation que, depuis le traité de Prague, la Prusse a prise en Allemagne. »

C'était dire en termes voilés, mais transparens : Il vous plaît d'invoquer une solidarité que vous avez détruite; mais avant tout, rendez à l'Autriche la situation qu'elle occupait jadis dans la Confédération germanique, et elle ne faillira pas à ses devoirs de confédéré. C'était dire aussi : Vous guettez les gens pour les abattre et les dépouiller, et vous vous imaginez, dès qu'il y va de votre intérêt, qu'il suffit d'un appel sentimental pour leur faire oublier qu'ils ont été battus et dépouillés.

Cette réponse, où l'ironie se mêlait à l'amertume, ne devait pas empêcher M. de Bismarck de parler de l'Autriche devant le parlement avec une sympathie déférente et d'y provoquer une manifestation enthousiaste. Il faisait ainsi d'une pierre trois coups ; il inquiétait la France, il rassurait les partisans de l'Autriche en Allemagne, et il encourageait les partisans de l'Allemagne en Autriche. C'était sa réplique à la réponse railleuse de M. de Beust.

On en revenait toujours à la même question : que veut M. de Bismarck ? Il semblait qu'il fût l'absolu dispensateur de la paix et de la guerre. C'était trop augurer de sa volonté et surfaire son influence. Ses dispositions variaient suivant les circonstances ; elles

étaient alternativement pacifiques ou belliqueuses. Il comptait avec les généraux et le parlement, mais il comptait aussi avec l'Europe. Il n'avait pas de parti-pris ; il réfléchissait sur son échiquier, il méditait toutes les combinaisons, attendant le jeu de son adversaire pour faire avancer ou reculer ses pions. Sa responsabilité, sa gloire, étaient engagées. Il n'entendait pas les compromettre témérairement. Son audace était prudente. Il tâtait avant tout le pouls de l'Allemagne, et s'assurait si sa presse, qu'il avait déchaînée contre la France, accélérait ses pulsations patriotiques. Il se demandait si les cours méridionales répondraient à son appel, et si, en cas de revers, elles ne lui feraient pas défection. Elles manifestaient des hésitations, elles exprimaient des craintes, elles invoquaient leur désorganisation militaire (1), l'opposition des chambres, elles soulevaient le *casus belli* prévu par les traités d'alliance, elles craignaient d'être exposées aux premiers coups et réclamaient des garanties. Elles élevaient aussi des doutes sur la neutralité de l'Autriche, elles appréhendaient bien à tort les démonstrations militaires de l'Italie du côté des Alpes. Les journaux prussiens n'en disaient pas moins que tout le monde ferait son devoir ; ils ne doutaient pas de l'assistance résolue de l'Allemagne entière. C'était leur métier d'insulter la France et d'exalter les vertus germaniques. M. de Bismarck savait à quoi s'en tenir ; sa police le renseignait sur les dispositions des populations annexées ; elles lui étaient foncièrement hostiles. Il lui revenait que déjà s'organisait une légion hanovrienne et qu'autour de son drapeau viendraient se grouper tous les violentés d'Allemagne (2). Le sentiment de l'Europe lui était contraire, l'opinion publique de tous les pays, protestait contre les exigences de sa politique. Les perplexités étaient permises. L'imprévu, qui joue un si grand rôle dans les événemens, pouvait renverser les calculs les mieux faits. Mais la situation se transformait du tout au tout si l'empereur, dont les susceptibilités

(1) Lettre de M. Benedetti, 16 avril. — « M. de Montgelas aurait reçu l'ordre de ne pas laisser ignorer au président du conseil que la Bavière ne saurait dans un court délai se mettre en mesure de prêter à la Prusse un concours armé. Il a fait remarquer que l'organisation militaire des états du midi n'était pas encore définitivement arrêtée et que les mesures qu'elle comporte mettraient à la charge des populations des dépenses nouvelles, qu'elles ne sont pas en état de supporter après les sacrifices que leur a imposés la dernière guerre et les contributions stipulées par les traités de paix.»

(2) Un envoyé du roi George, le comte Meding, était venu à Paris porteur d'une protestation contre la Prusse, revêtue de milliers de signatures, recueillies non-seulement en Hanovre, mais dans tous les états annexés. Il désirait la remettre à l'empereur et sollicitait le concours du gouvernement français pour l'organisation d'une légion militaire. M. de Moustier refusa de se prêter aux vœux du roi George. Il ne voulait à aucun prix fournir un prétexte à la Prusse. Il n'entendait retourner les haines particularistes de l'Allemagne contre elle que le jour où toutes les chances de la paix seraient irrévocablement perdues.

étaient si peu ménagées et qui se mettait à couvert derrière les puissances, venait à fournir des prétextes, et de résigné devenait provocateur. Tout se justifiait alors ; la Prusse subissait la guerre ; l'opinion publique de l'Europe se retournait, l'Allemagne était attaquée, le *casus belli* était flagrant, les cours du Midi n'avaient plus d'excuses. M. de Bismarck attendait, il restait impénétrable et demeurait inaccessible au corps diplomatique.

M. Benedetti l'évitait ; ils ne recherchaient ni l'un ni l'autre l'occasion de se rencontrer. L'ambassadeur se bornait à rendre compte à son gouvernement des appréciations de la presse, ce qui n'avait rien de réjouissant, et des idées qu'il échangeait avec ses collègues. Sa réserve était remarquée, elle donnait à gloser. On en concluait qu'il était animé de sentimens hostiles et que ses ressentimens le portaient à pousser son gouvernement à la guerre. Du reste, le mot d'ordre était donné ; on répétait en chœur dans les salons, dans les clubs, et même dans les entours du roi, comme s'il s'agissait d'une consigne, que la France voulait la guerre, que le Luxembourg n'était qu'un prétexte, que, loin d'être une garantie pour la paix, le sacrifice du grand-duché ne contribuerait qu'à aiguiser ses convoitises en affaiblissant l'Allemagne.

Aussi demandait-on à ouvrir les hostilités sans plus de retard, dans des conditions exceptionnelles, avant que la France fût armée, avec deux neutralités assurées, celles de l'Autriche et de l'Italie, et l'alliance russe, qui interviendrait au besoin, en cas de revers. « Aujourd'hui, disait le général de Moltke, nous avons pour nous cinquante chances ; d'ici à un an, nous n'en aurons plus que vingt-cinq. »

Il est certain qu'en France les armemens étaient poussés avec une activité fiévreuse, mais personne ne pouvait s'y méprendre ; la défense seule les commandait. La presse prussienne en dénaturait sciemment le caractère, elle s'en autorisait pour pousser à un conflit et démontrer à l'Allemagne qu'elle en serait réduite à devoir, d'un jour à l'autre, se défendre contre une agression préméditée. La situation était des plus tendues ; on était à la merci des événemens, lorsque j'appris que le baron Charles Mayer de Rothschild, avec lequel j'entretenais de fréquentes et d'amicales relations, était revenu de Berlin. Il était intéressant de connaître ses impressions. Le baron Karl Mayer, comme on l'appelait, était un cosmopolite. Sans passions, il n'avait que des intérêts. Le succès l'avait attiré vers la Prusse. Il s'était fait nommer par l'ancienne ville libre membre du Reichstag ; sa présence donnait au parlement du Nord, assemblée de professeurs, de fonctionnaires et de hobereaux, l'éclat des millions. Il était « la grande attraction ; » on le montrait du doigt, sa vue éveillait des convoitises. On le fêtait à la cour,

on le choyait dans le monde officiel, on tenait à faire sa conquête, on espérait que son patriotisme naissant lui ferait transporter le siège de sa maison à Berlin. Le nom célèbre des Rothschild manquait à la gloire de la capitale de la Prusse. Mais il s'était promis, par superstition, disait-on, de ne jamais déserter le berceau de sa famille et de sa fortune. Son existence était sévère, laborieuse; elle était assombrie par le souci de ses richesses. Il restait fidèle aux habitudes de ses pères; son bureau ne dénotait rien moins que l'opulence, il protestait par la modestie et la vétusté de son mobilier contre le faste impertinent des nouveaux parvenus de la finance.

Il me tardait d'être renseigné. Tout était obscurité, incertitude, on passait d'heure en heure de l'espoir au découragement. L'argent est clairvoyant. Le baron Karl avait la finesse de sa race et la perspicacité de sa maison. Il avait vu les choses de près, il pouvait me donner la note, me révéler peut-être bien des pensées secrètes. Voici ce que j'écrivais à M. de Moustier, au sortir de mon entretien.

« 17 avril.

« Le baron de Rothschild est revenu ce matin de Berlin; j'ai eu avec lui un long entretien. Il m'a fallu quelques efforts pour le rendre intéressant, car, encore sous le charme de l'accueil dont il avait été l'objet, il reprenait sans cesse le récit de ses audiences et de ses invitations royales. Il avait vu M. de Bismarck la veille de son départ; il l'avait laissé agité et nerveux. Sa santé était ébranlée; il n'avait pas semblé à M. de Rothschild qu'il eût entièrement perdu l'espoir d'une solution pacifique, mais il ne cachait pas que, pour l'honneur militaire de la Prusse, l'évacuation de la place paraissait impossible. L'éventualité d'une grande guerre incalculable dans ses conséquences ne l'effrayait pas, car il disait n'avoir autorisé, ni par ses actes, ni par ses paroles, les exigences de la France. D'après M. de Rothschild, le premier ministre aurait des heures de perplexité, qui tantôt le porteraient à ne plus vouloir différer la réalisation de ses projets ambitieux et tantôt le feraient hésiter devant l'immense responsabilité qu'il est à la veille d'assumer. C'est dans ces momens qu'il se rappellerait les engagemens qu'il a pu contracter envers l'empereur, c'est alors aussi qu'il essaierait de réagir, jusqu'à offrir sa démission, contre les tendances qui dominent dans le cabinet militaire du roi. Ce seraient ces hésitations qui expliqueraient le langage contradictoire de la presse semi-officielle, tantôt rassurant, tantôt comminatoire.

« Quant aux alliances, M. de Rothschild n'a pu émettre que des suppositions. Il dit que les rapports entre Berlin et Pétersbourg n'ont jamais été plus intimes. Il présume que l'attitude de la Rus-

sie, qui paraît être pour le moment celle de la neutralité, prendrait son véritable caractère si la guerre venait à éclater. S'appuyant sur la Roumanie, entièrement sous sa dépendance, par l'influence qu'y exerce la cour de Prusse, la Russie tiendrait l'Autriche en échec et marcherait résolûment vers le but traditionnel de ses ambitions.

« Il est d'autres impressions que M. de Rothschild a rapportées de son séjour à Berlin; elles cadrent malheureusement avec les appréciations que je n'ai cessé d'émettre. D'après lui, l'armée prussienne n'aurait jamais été dans un état plus admirable, animée d'un sentiment plus vif de sa force et de son invincibilité. Son armement et son approvisionnement seraient au grand complet. Les coffres-forts de l'état regorgeraient d'argent; on aurait des fusils, des canons, des chevaux à revendre, selon l'expression du général de Roon, c'est-à-dire de quoi en fournir à tout le midi de l'Allemagne.

« On dit à Berlin que nous manquerons d'hommes, exercés bien entendu, que tous nos préparatifs se ressentiront de la hâte avec laquelle ils auront été exécutés. On ne douterait pas de l'assistance la plus patriotique de l'Allemagne et l'on serait certain, tout en reconnaissant les grandes qualités qui distinguent notre armée, son élasticité et son intelligence, que le succès infaillible serait du côté de la Prusse. Votre excellence reconnaîtra toute la gravité de ces confidences. Je les lui transmets sans retard, car elles viennent d'un homme intelligent qui sait en général voir les choses sous leur véritable jour, avec la perspicacité qui a toujours caractérisé sa famille. J'ai eu soin d'ailleurs, dès le début de cette lettre, de ne pas vous cacher que j'avais retrouvé M. de Rothschild, qui a le culte des têtes couronnées, sous le charme des attentions dont il a été l'objet à la cour de Prusse. »

Tout en Allemagne, vers le milieu d'avril, sentait la poudre. Les officiers, si circonspects d'habitude, ne cachaient plus que leurs régimens étaient *kriegsbereit* (prêts à marcher) et qu'ils n'attendaient plus qu'un signal pour s'ébranler. On disait que les portes de Rastadt allaient s'ouvrir à une division prussienne, que la garnison de Mayence, déjà forte de vingt mille hommes, serait doublée, que toutes les places, le long du Rhin, étaient approvisionnées et munitionnées, que les chemins de fer étaient requis pour le transport des troupes, que les généraux commandans avaient reçu leurs dernières instructions sous pli cacheté. On annonçait aussi que des plénipotentiaires militaires allaient partir pour le Midi et sommeraient les gouvernemens de procéder sans plus de retard à l'exécution des traités d'alliance. On parlait enfin de l'arrivée du général de Moltke à Mayence et de celle du prince royal à Darmstadt. Les journaux inspirés donnaient à ces rumeurs de véhémens commentaires; il

engageaient la dignité du gouvernement en disant que jamais les régimens prussiens ne sortiraient de Luxembourg ; ils outrageaient l'empereur, ils terrorisaient les souverains et les ministres hésitans, ils signalaient à la vindicte publique ceux qu'ils suspectaient d'avoir des sympathies pour la France.

Il est des émotions réservées aux diplomates à la veille d'une guerre, au milieu de populations hostiles. Les cris et les imprécations haineuses qui éclatent autour d'eux s'adressent à leur pays ; les régimens et les canons qu'ils voient défiler se portent à leurs frontières ; leurs relations, leurs amitiés se relâchent et parfois se brisent ; des regards sombres et courroucés s'attachent sur eux, ils ne représentent plus que l'ennemi. Leurs anxiétés sont poignantes ils ont conscience du danger, ils se demandent s'ils ont rempli leur devoir, si leur clairvoyance n'a pas été en défaut, s'ils n'ont rien à se reprocher ; ils voient leur patrie envahie, ils pressentent que bientôt ils n'auront plus de foyer natal. C'est dans l'une de ces heures où l'on ne sait à quoi se prendre qu'on m'annonça la visite d'un officier supérieur prussien. C'était le colonel de Cohenhausen, je puis bien citer son nom, car le sentiment qui inspirait sa démarche est de ceux qui honorent. Il avait été dans le temps l'hôte de l'empereur et son collaborateur lorsqu'il travaillait à la *Vie de César*. Il avait gardé de la bienveillance de son accueil un touchant souvenir. Il venait, avant de partir pour Coblentz où l'appelait son service, me supplier d'ouvrir les yeux à mon souverain et de le sauver d'une perte qu'il disait certaine.

Il ignorait la pensée stratégique de l'état-major-général, il ne se doutait pas qu'il s'agissait d'une conspiration militaire, il n'était pas du complot, mais il avait foi dans la supériorité de l'armée prussienne. Il croyait, comme tout le monde, que la guerre entrait dans les desseins de la France que, depuis 1866, elle la poursuivait sans relâche ; il était convaincu que l'empereur, sans s'en douter, était victime d'un piège, que les partis hostiles, en excitant les passions nationales, n'avaient en vue que la perte de sa dynastie. Il me suppliait en termes émus, et comme s'il avait à cœur de s'acquitter d'une dette de reconnaissance, de l'éclairer et de ne pas lui cacher que, s'il jetait le gant à l'Allemagne, il s'engagerait dans une lutte inégale qui lui serait mortelle.

Le colonel de Cohenhausen était un savant, il avait étudié les *Commentaires de César*, mais il n'avait pas lu la Correspondance de Frédéric II.

G. Rothan.

LE CHRISTIANISME

CENT CINQUANTE ANS APRÈS JÉSUS [1]

I.

Dans l'espace de temps qui s'est écoulé de la mort d'Auguste à la mort de Marc Aurèle, une religion nouvelle s'est produite dans le monde ; elle s'appelle le christianisme. L'essence de cette religion consiste à croire qu'une grande manifestation céleste s'est faite en la personne de Jésus de Nazareth, être divin qui, après une vie toute surnaturelle, a été mis à mort par les Juifs, ses compatriotes, et est ressuscité le troisième jour. Ainsi, vainqueur de la mort, il attend, à la droite de Dieu, son père, l'heure propice pour reparaître dans les nues, présider à la résurrection générale, dont la sienne n'a été que le prélude, et inaugurer, sur une terre purifiée, le royaume de Dieu, c'est-à-dire le règne des saints ressuscités. En attendant, la réunion des fidèles, l'église, représente une espèce de cité des saints actuellement vivans, toujours gouvernée par Jésus. Il était reçu, en effet, que Jésus avait délégué ses pouvoirs à des apôtres, lesquels établirent les évêques et toute la hiérarchie ecclésiastique. L'église renouvelle sa communion avec Jésus au moyen de la fraction du pain et du mystère de la coupe, rite établi par Jésus lui-même, et en vertu duquel Jésus devient momentanément, mais réellement, présent au milieu des siens. Comme consolation, dans

(1) Les pages qui suivent sont extraites d'un volume intitulé *Marc Aurèle*, qui paraîtra prochainement à la librairie Calmann Lévy, et qui clora la série des importans travaux de M. Renan sur les *Origines du christianisme*.

leur attente, au milieu des persécutions d'un monde pervers, les fidèles ont les dons surnaturels de l'esprit de Dieu, cet esprit qui anima autrefois les prophètes et qui n'est pas éteint. Ils ont surtout la lecture des livres révélés par l'esprit, c'est-à-dire la Bible, les Évangiles, les Lettres des apôtres, et ceux des écrits des nouveaux prophètes que l'église a adoptés pour la lecture dans les réunions publiques. La vie des fidèles doit être une vie de prière, d'ascétisme, de renoncement, de séparation du monde, puisque le monde actuel est gouverné par le prince du mal, Satan, et que l'idolâtrie n'est autre chose que le culte des démons.

Une telle religion apparaît tout d'abord comme étant sortie du judaïsme. Le messianisme juif en est le berceau. Le premier titre de Jésus, titre devenu inséparable de son nom, est *Christos*, traduction grecque du mot hébreu *Mesih*. Le grand livre sacré du culte nouveau, c'est la Bible juive; ses fêtes, au moins quant au nom, sont les fêtes juives; son prophétisme est la continuation du prophétisme juif. Mais la séparation entre la mère et l'enfant s'est faite complètement. Vers 180, les juifs et les chrétiens, en général, se détestent; la religion nouvelle tend à oublier de plus en plus son origine et ce qu'elle doit au peuple hébreu. Le christianisme est envisagé par la plupart de ses adhérens comme une religion entièrement nouvelle, sans lien avec ce qui a précédé.

Si nous comparons maintenant le christianisme, tel qu'il existait vers l'an 180, au christianisme du IVe et du Ve siècle, au christianisme du moyen âge, au christianisme de nos jours, nous trouvons qu'en réalité il s'est augmenté de très peu de chose dans les siècles qui ont suivi. En 180, le Nouveau-Testament est clos; il ne s'y ajoutera plus un seul livre nouveau. Lentement, les Épîtres de Paul ont conquis leur place à la suite des Évangiles, dans le code sacré et dans la liturgie. Quant aux dogmes, rien n'est fixé; mais le germe de tout existe; presque aucune idée n'apparaîtra qui ne puisse faire valoir des autorités du Ier et du IIe siècle. Il y a du trop, il y a des contradictions; le travail théologique consistera bien plus à émonder, à écarter des superfluités qu'à inventer du nouveau. L'église laissera tomber une foule de choses mal commencées, elle sortira de bien des impasses. Elle a encore deux cœurs, pour ainsi dire; elle a plusieurs têtes; ces anomalies cesseront, mais aucun dogme vraiment original ne se formera plus.

La Trinité des docteurs de l'an 180, par exemple, est indécise. Logos, Paraclet, Saint-Esprit, Christ, Fils, sont des mots employés confusément pour désigner l'entité divine incarnée en Jésus. Les trois personnes ne sont pas comptées, numérotées, si l'on peut s'exprimer de la sorte; mais le Père, le Fils, l'Esprit, sont bien déjà

désignés pour les trois termes qu'il faudra maintenir distincts, sans diviser pourtant l'indivisible Jéhovah. Le Fils grandira immensément. Cette espèce de vicaire que le monothéisme, à partir d'une certaine époque, s'est plu à donner à l'Être suprême offusquera singulièrement le Père. Les bizarres formules de Nicée établiront des égalités contre nature; le Christ, seule personne active de la Trinité, se chargera de toute l'œuvre de la création et de la providence, deviendra Dieu lui-même. Mais l'épître aux Colossiens n'est qu'à un pas d'une telle doctrine; pour arriver à ces exagérations, il n'a fallu qu'un peu de logique. Marie, mère de Jésus, est elle-même destinée à grandir colossalement; elle deviendra en fait une personne de la Trinité. Déjà les gnostiques ont deviné cet avenir et inauguré un culte appelé à une importance démesurée.

Le dogme de la divinité de Jésus-Christ existe complètement; seulement, on n'est pas d'accord sur les formules qui servent à l'exprimer; la christologie du judéo-chrétien de Syrie et celle de l'auteur d'*Hermas* ou des *Reconnaissances* diffèrent considérablement; le travail de la théologie sera de choisir, non de créer. Le millénarisme des premiers chrétiens devenait de plus en plus antipathique aux Hellènes qui embrassaient le christianisme. La philosophie grecque exerçait une sorte de poussée violente pour substituer son dogme de l'immortalité de l'âme aux vieilles idées juives (ou si l'on veut persanes) de résurrection et de paradis sur terre. Les deux formules pourtant coexistaient encore. Irénée dépasse tous les millénaristes en matérialisme grossier, quand déjà, depuis cinquante ans, le quatrième évangile, si purement spiritualiste, proclame que le royaume de Dieu commence ici-bas, qu'on le porte en soi-même. Caïus, Clément d'Alexandrie, Origène, Denys d'Alexandrie, vont bientôt condamner le rêve des premiers chrétiens et envelopper l'Apocalyse dans leur antipathie. Mais il est trop tard pour supprimer quelque chose d'important. Le christianisme subordonnera l'apparition du Christ dans les nues et la résurrection des corps à l'immortalité de l'âme; si bien que le vieux dogme primitif du christianisme sera presque oublié et relégué, comme une pièce de théâtre démodée, aux arrière-plans d'un jugement dernier qui n'a plus beaucoup de sens, puisque le sort de chacun est fixé au moment de sa mort. Beaucoup admettent que les peines des damnés ne finiront pas, et que ces peines seront un condiment de la joie des justes; d'autres croient qu'elles finiront ou seront mitigées.

Dans la théorie de la constitution de l'église, l'idée que la succession apostolique est la base du pouvoir de l'évêque, lequel est ainsi envisagé non comme un délégué de la communauté, mais comme le continuateur des apôtres et le dépositaire de leur autorité, prend

de plus en plus le dessus. Cependant plusieurs chrétiens s'en tiennent encore à la conception beaucoup plus simple de l'*Ecclesia* de Matthieu, où tous les membres sont égaux. — Dans la fixation des livres canoniques, l'accord règne sur les grands textes fondamentaux; mais une liste exacte des écrits de la Bible nouvelle n'existe pas, et les bords, si l'on peut s'exprimer ainsi, de cette nouvelle littérature sacrée sont tout à fait indécis.

La doctrine chrétienne est donc déjà un tout si compact, que rien d'essentiel ne s'y joindra plus et qu'aucun retranchement considérable ne sera plus possible. Jusqu'à Mahomet, et même après lui, il y aura en Syrie des judéo-chrétiens, des elkasaïtes, des ébionites. Outre ces *minim* ou nazaréens de Syrie, que les érudits d'entre les pères furent seuls à connaître, et qui continuaient encore au IVe siècle de maudire saint Paul en leur synagogue et de traiter les chrétiens ordinaires de faux juifs, l'Orient n'a jamais cessé de compter des familles chrétiennes observant le sabbat et pratiquant la circoncision. Les chrétiens de Salt et de Kérak paraissent être, de nos jours, des espèces d'ébionites. Les Abyssins sont de vrais judéo-chrétiens, pratiquant tous les préceptes juifs, souvent avec plus de rigueur que les juifs eux-mêmes. Le Coran et l'islamisme ne sont qu'un prolongement de cette vieille forme du christianisme, dont l'essence était la croyance en la réapparition du Christ, le docétisme, la suppression de la croix. D'un autre côté, en plein XIXe siècle, les sectes communistes et apocalyptiques de l'Amérique font du millénarisme et d'un prochain jugement dernier la base de leur croyance, comme aux premiers jours de la première génération chrétienne.

Ainsi, dans cette église chrétienne de la fin du IIe siècle, tout a déjà été dit. Pas une opinion, pas une direction d'idées, pas une fable qui n'ait eu son défenseur. L'arianisme était en germe dans les opinions des monarchiens, des artémonites, de Praxéas, de Théodote de Byzance, et ceux-ci faisaient remarquer, avec raison, que leur croyance avait été celle de la majorité de l'Église de Rome jusqu'au pape Zéphyrin (vers l'an 200). Ce qui manque en cet âge de liberté sans frein, c'est ce qu'apporteront plus tard les conciles et les docteurs : savoir, la discipline, la règle, l'élimination des contradictoires. Jésus est déjà Dieu, et cependant plusieurs répugnent à l'appeler de ce nom. La séparation d'avec le judaïsme est accomplie, et pourtant beaucoup de chrétiens pratiquent encore tout le judaïsme. Le dimanche a remplacé le samedi, ce qui n'empêche pas que certains fidèles observent le sabbat. La pâque chrétienne est distinguée de la pâque juive; et cependant des églises entières suivent toujours l'ancien usage. Dans la cène, la plupart se servent

de pain ordinaire; plusieurs, néanmoins, surtout en Asie-Mineure, n'emploient que l'azyme. La Bible et les écrits du Nouveau-Testament sont la base de l'enseignement ecclésiastique, et, en même temps, une foule d'autres livres sont adoptés par les uns, rejetés par les autres. Les quatre Évangiles sont fixés, et pourtant beaucoup d'autres textes évangéliques circulent et obtiennent faveur. La plupart des fidèles, loin d'être des ennemis de l'empire romain, n'attendent que le jour de la réconciliation et admettent déjà la pensée d'un empire chrétien; d'autres continuent à vomir contre la capitale du monde païen les plus sombres prédictions apocalyptiques. Une orthodoxie est formée et sert déjà de pierre de touche pour écarter l'hérésie; mais, si l'on veut abuser de cette raison d'autorité, les docteurs les plus chrétiens se raillent hautement de ce qu'ils appelleront « la pluralité de l'erreur. » La primauté de l'église de Rome commence à se dessiner; mais ceux-là mêmes qui subissent cette primauté protesteraient si on leur disait que l'évêque de Rome doit un jour aspirer au titre de souverain de l'église universelle. En somme, les différences qui séparent de nos jours le catholique le plus orthodoxe et le protestant le plus libéral sont peu de chose auprès des dissentimens qui existaient alors entre deux chrétiens qui n'en restaient pas moins en parfaite communion l'un avec l'autre.

Voilà ce qui fait l'intérêt sans égal de cette période créatrice. Habitués à n'étudier que les périodes réfléchies de l'histoire, presque tous ceux qui, en France, ont émis des vues sur les origines du christianisme n'ont considéré que le IIIe et le IVe siècle, les siècles des hommes célèbres et des conciles œcuméniques, des symboles et des règles de foi. Clément d'Alexandrie et Origène, le concile de Nicée et saint Athanase, voilà, pour eux, les sommets et les hautes figures. Nous ne nions l'importance d'aucune époque de l'histoire; mais ce ne sont pas là des origines. Le christianisme était entièrement fait avant Origène et le concile de Nicée. Et qui l'a fait? Une multitude de grands anonymes, des groupes inconsciens, des écrivains sans nom ou pseudonymes. L'auteur inconnu des épîtres censées de Paul à Tite et à Timothée a plus contribué que n'importe quel concile à la constitution de la discipline ecclésiastique. Les auteurs obscurs des Évangiles ont apparemment plus d'importance réelle que leurs commentateurs les plus célèbres. Et Jésus? On avouera, j'espère, qu'il y a eu quelque cause pour laquelle ses disciples l'aimèrent jusqu'au point de le croire ressuscité et de voir en lui l'accomplissement de l'idéal messianique, l'être surhumain destiné à présider au renouvellement complet du ciel et de la terre.

Le fait, en pareille matière, est le signe du droit; le succès est le grand critérium. En religion et en morale, l'invention n'est rien; les maximes du sermon sur la montagne sont vieilles comme le monde; personne n'en a la propriété littéraire. L'essentiel est de réaliser ces maximes, de les donner pour base à une société. Voilà pourquoi, chez le fondateur religieux, le charme personnel est chose capitale. Le chef-d'œuvre de Jésus a été de s'être fait aimer d'une vingtaine de personnes, ou plutôt d'avoir fait aimer l'idée en lui, jusqu'à un point qui triompha de la mort. Il en fut de même pour les apôtres et pour la seconde et la troisième génération chrétiennes. Les fondateurs sont toujours obscurs; mais, aux yeux du philosophe, la gloire de ces innomés est la gloire véritable. Ce ne furent pas de grands hommes, ces humbles contemporains de Trajan et d'Antonin, qui ont décidé de la foi du monde. Comparés à eux, les personnages célèbres de l'Église du IIIe et du IVe siècle font bien meilleure figure. Et pourtant ces derniers ont bâti sur le fondement que les premiers ont posé. Clément d'Alexandrie, Origène, ne sont que des demi-chrétiens. Ce sont des gnostiques, des hellénistes, des spiritualistes, ayant honte de l'Apocalypse et du règne terrestre du Christ, plaçant l'essence du christianisme dans la spéculation métaphysique, non dans l'application des mérites de Jésus ou dans la révélation biblique. Origène avoue que, si la loi de Moïse devait être entendue au sens propre, elle serait inférieure aux lois des Romains, des Athéniens, des Spartiates. Saint Paul eût presque dénié le titre de chrétien à un Clément d'Alexandrie, sauvant le monde par une *gnosis* où ne joue presque aucun rôle le sang de Jésus-Christ.

La même réflexion peut être appliquée aux écrits que nous ont laissés ces âges antiques. Ils sont plats, simples, grossiers, naïfs, analogues aux lettres sans orthographe que s'écrivent de nos jours les sectaires communistes les plus dédaignés. Jacques, Jude, rappellent Cabet ou Babick, tel fanatique de 1848 ou de 1871, convaincu, mais ne sachant pas sa langue, exprimant à bâtons rompus, d'une façon touchante, sa naïve aspiration à la conscience. Et pourtant, ce sont ces bégaiemens de gens du peuple qui sont devenus le seconde Bible du genre humain. Le tapissier Paul écrivait le grec aussi mal que Babick le français. Le rhéteur, dominé par la considération littéraire, pour qui la littérature française commence à Villon; l'historien doctrinaire, qui n'estime que les développemens réfléchis, et pour qui la constitution française commence aux prétendues Constitutions de saint Louis, ne peuvent comprendre ces apparentes bizarreries.

L'âge des origines, c'est le chaos, mais un chaos plein de vie;

c'est la glaire féconde où un être se prépare à exister, monstre encore, mais doué d'un principe d'unité, d'un type assez fort pour écarter les impossibilités, pour se donner les organes essentiels. Que sont tous les efforts des siècles consciens si on les compare aux tendances spontanées de l'âge embryonnaire, âge mystérieux où l'être en train de se faire se retranche un appendice inutile, se crée un système nerveux, se pousse un membre? C'est à ces momens-là que l'Esprit de Dieu couve son œuvre et que le groupe qui travaille pour l'humanité peut vraiment dire :

Est Deus in nobis, agitante calescimus illo.

II.

L'histoire d'une religion n'est pas l'histoire d'une théologie. Les subtilités sans valeur qu'on décore de ce nom sont le parasite qui dévore les religions bien plutôt qu'elles n'en sont l'âme. Jésus n'eut pas de théologie; il eut le sentiment le plus vif qu'on ait eu des choses divines et de la communion filiale de l'homme avec Dieu. Aussi n'institua-t-il pas de culte proprement dit, en dehors de celui qu'il trouva déjà établi par le judaïsme. La « fraction du pain, » accompagnée d'actions de grâces, ou *eucharistie*, fut le seul rite un peu symbolique qu'il adopta, et encore Jésus ne fit-il que lui donner de l'importance et se l'approprier; car la *beraka* (bénédiction), avant de rompre le pain, a toujours été un usage juif. Quoi qu'il en soit, ce mystère du pain et du vin, considérés comme étant le corps et le sang de Jésus, si bien que ceux qui en mangent ou en boivent participent de Jésus, devint l'élément générateur de tout un culte. L'*ecclesia* ou l'assemblée en fut la base. Jamais le christianisme ne sortit de là. L'*ecclesia*, ayant pour objet central la communion ou eucharistie, devint la *messe*; or la messe a toujours réduit le reste du culte chrétien au rang d'accessoire et de pratique secondaire.

On était loin, vers le temps de Marc Aurèle, de la réunion chrétienne primitive, pendant laquelle deux ou trois prophètes, souvent des femmes, tombaient en extase, parlant en même temps et se demandant les uns aux autres, après l'accès, quelles merveilles ils avaient dites. Cela ne se voyait plus que chez les montanistes. Dans l'immense majorité de l'église, les anciens et l'évêque président l'assemblée, règlent les lectures, parlent seuls. Les femmes sont assises à part, silencieuses et voilées. L'ordre règne partout, grâce à un nombre considérable d'employés secondaires, ayant des fonctions distinctes. Peu à peu, le siège de l'*épiscopos* et les sièges des

presbyteri constituent un hémicycle central, un chœur. L'eucharistie exige une table, devant laquelle le célébrant prononce les prières et les paroles mystérieuses. Bientôt on établit un ambon pour les lectures et les sermons, puis un cancel de séparation entre le *presbyterium* et le reste de la salle. Deux réminiscences dominent tout cet enfantement de l'architecture chrétienne : d'abord un vague souvenir du temple de Jérusalem, dont une partie était accessible aux seuls prêtres ; puis une préoccupation de la grande liturgie céleste par laquelle débute l'Apocalypse. L'influence de ce livre sur la liturgie fut de premier ordre. On voulut faire sur terre ce que les vingt-quatre vieillards et les chantres zoomorphes font devant le trône de Dieu. Le service de l'église fut ainsi calqué sur celui du ciel. L'usage de l'encens vint sans doute de la même inspiration. Les lampes et les cierges étaient surtout employés dans les funérailles.

Le grand acte liturgique du dimanche était un chef-d'œuvre de mysticité et d'entente des sentimens populaires. C'était bien déjà la messe, mais la messe complète, non la messe aplatie, si j'ose le dire, écrasée comme de nos jours ; c'était la messe vivante dans toutes ses parties, chaque partie conservant la signification primitive qu'elle devait plus tard si étrangement perdre. Ce mélange habilement composé de psaumes, de cantiques, de prières, de lectures, de professions de foi, ce dialogue sacré entre l'évêque et le peuple, préparaient les âmes à penser et à sentir en commun. L'homélie de l'évêque, la lecture de la correspondance des évêques étrangers et des églises persécutées, donnaient la vie et l'actualité à la pacifique réunion. Puis venait la préface solennelle du mystère, annonce pleine de gravité, rappel des âmes au recueillement ; puis le mystère lui-même, un canon secret, des prières plus saintes encore que celles qui ont précédé ; puis l'acte de fraternité suprême, la participation au même pain, à la même coupe. Une sorte de silence solennel plane sur l'église en ce moment. Puis, quand le mystère est fini, la vie renaît, les chants recommencent, les actions de grâces se multiplient ; une longue prière embrasse tous les ordres de l'église, toutes les situations de l'humanité, tous les pouvoirs établis. Puis le président, après avoir échangé avec les fidèles de pieux souhaits, congédie l'assemblée par la formule ordinaire dans les audiences judiciaires, et les frères se séparent pleins d'édification pour plusieurs jours.

Cette réunion du dimanche était en quelque sorte le nœud de toute la vie chrétienne. Ce pain sacré était le lien universel de l'église de Jésus. On l'envoyait aux absens à domicile, aux confesseurs en prison et d'une église à l'autre, surtout vers le temps de Pâques ;

on le donnait aux enfans; c'était le grand signe de la communion et de la fraternité. L'agape, ou repas du soir en commun, non distingué d'abord de la cène, s'en séparait de plus en plus et dégénérait en abus. La cène, au contraire, devenait essentiellement un office du matin. La distribution du pain et du vin se faisait par les anciens et par les diacres. Les fidèles les recevaient debout. Dans certains pays, surtout en Afrique, on croyait, à cause de la prière : « Donne-nous aujourd'hui notre pain quotidien, » devoir communier tous les jours. On emportait, pour cela, le dimanche, un morceau de pain bénit, que l'on mangeait chez soi en famille, après la prière du matin.

On se plut, à l'imitation des mystères, à entourer cet acte suprême d'un profond secret. Des précautions étaient prises pour que les initiés seuls fussent présens dans l'église au moment où il se célébrait. Ce fut presque l'unique faute que commit l'église naissante; on crut, parce qu'elle recherchait l'ombre, qu'elle en avait besoin, et cela, joint à bien d'autres indices, fournit des apparences à l'accusation de magie. Le baiser sacré était aussi une grande source d'édification et de dangers. Les sages docteurs recommandaient de ne pas le redoubler si l'on y sentait du plaisir, de ne pas s'y prendre à deux fois, de ne pas ouvrir les lèvres. On ne tarda pas, du reste, à supprimer le danger en introduisant dans l'église la séparation des deux sexes.

L'église n'avait rien du temple, car on maintenait comme un principe absolu que Dieu n'a pas besoin de temple, que son vrai temple, c'est le cœur de l'homme juste. Elle n'avait sûrement aucune architecture qui la fît reconnaître; c'était cependant déjà un édifice à part; on l'appelait « la maison du Seigneur, » et les sentimens les plus tendres de la piété chrétienne commençaient à s'y attacher. Les réunions de nuit, justement parce qu'elles étaient interdites par la loi, avaient un grand charme pour l'imagination. Au fond, quoique le vrai chrétien eût les temples en aversion, l'église aspirait secrètement à devenir temple; elle le devint tout à fait au moyen âge; la chapelle et l'église de nos jours sont bien plus près de ressembler aux temples anciens qu'aux églises.

Une idée bientôt répandue contribua beaucoup à cette transformation; on se figura que l'eucharistie était un sacrifice, puisqu'elle était le mémorial du sacrifice suprême accompli par Jésus. Cette imagination remplissait une lacune que la religion nouvelle semblait offrir aux yeux des gens superficiels, je veux dire le manque de sacrifices. De la sorte, la table eucharistique devint un autel, et il fut question d'offrandes, d'oblations. Ces oblations, c'étaient les espèces mêmes du pain et du vin que les fidèles aisés apportaient,

pour n'être pas à la charge de l'église et pour que le reste appartînt aux pauvres et aux servans du culte. On voit combien une telle doctrine pouvait devenir féconde en malentendus. Le moyen âge, qui abusa si fort de la messe, en y exagérant l'idée de sacrifice, devait arriver à de bien grandes étrangetés. De transformations en transformations, on en vint à la messe basse, où un homme, dans un petit réduit, avec un enfant qui tient la place du peuple, préside une assemblée à lui seul, dialogue sans cesse avec des gens qui ne sont pas là, apostrophe des auditeurs absens, s'adresse l'offrande à lui-même, se donne le baiser de paix à lui seul.

Le sabbat, à la fin du IIe siècle, est à peu près supprimé chez les chrétiens. Y tenir paraît un signe de judaïsme, un mauvais signe. Les premières générations chrétiennes célébraient le samedi et le dimanche, l'un en souvenir de la création, l'autre en souvenir de la résurrection; puis tout se concentra sur le dimanche. Ce n'est pas qu'on envisageât précisément ce second jour comme un jour de repos; le sabbat était abrogé, non transféré; mais les solennités du dimanche et surtout l'idée que ce jour devait être tout entier à la joie (il était défendu d'y jeûner, d'y prier à genoux), ramenèrent l'abstention du travail servile. C'est bien plus tard qu'on en vint à croire que le précepte du sabbat s'appliquait au dimanche. Les premières règles à cet égard ne concernent que les esclaves, à qui, par une pensée miséricordieuse, on veut assurer des jours fériés. Le jeudi et le vendredi, *dies stationum*, furent consacrés au jeûne, aux génuflexions et au souvenir de la Passion. Les fêtes annuelles étaient les deux fêtes juives, Pâques et la Pentecôte, avec les transpositions que l'on sait. Quant à la fête des Palmes, elle fut à demi supprimée. L'usage d'agiter des rameaux, en criant *hosanna!* fut rattaché tant bien que mal au dimanche avant Pâques, en souvenir d'une circonstance de la dernière semaine de Jésus. Le jour anniversaire de la Passion était consacré au jeûne; ce jour-là, on s'abstenait du saint baiser.

Le culte des martyrs prenait déjà une place si considérable que les païens et les juifs en faisaient une objection, soutenant que les chrétiens révéraient plus les martyrs que le Christ lui-même. On les ensevelissait en vue de la résurrection, et on y mettait des raffinemens de luxe qui contrastaient avec la simplicité des mœurs chrétiennes; on adorait presque leurs os. A l'anniversaire de leur mort, on se rendait à leur tombeau; on lisait le récit de leur martyre; on célébrait le mystère eucharistique en souvenir d'eux. C'était l'extension de la commémoration des défunts, pieuse coutume qui tenait une grande place dans la vie chrétienne. Peu s'en fallait qu'on ne dît déjà la messe pour les morts. Le jour de leur anniversaire,

on faisait l'offrande pour eux, comme s'ils vivaient encore; on mêlait leur nom aux prières qui précédaient la consécration; on mangeait le pain en communion avec eux. Le culte des saints, par lequel le paganisme se refit sa place dans l'église, les prières pour les morts, source des plus grands abus du moyen âge, tenaient ainsi à ce qu'il y eût dans le christianisme primitif de plus élevé et de plus pur.

Le chant ecclésiastique exista de très bonne heure et fut une des expressions de la conscience chrétienne. Il s'appliquait à des hymnes dont la composition était libre et dont nous avons un spécimen dans l'hymne à Christ de Clément d'Alexandrie. Le rythme était court et léger; c'était celui des chansons du temps, de celles, par exemple, que l'on prêtait à Anacréon. Il n'avait rien de commun, en tout cas, avec le récitatif des Psaumes. On en peut retrouver quelque écho dans la liturgie pascale de nos églises, qui a particulièrement conservé son air archaïque, dans le *Victimæ paschali*, dans l'*O filii et filiæ* et l'*Alleluia* judéo-chrétien. Le *carmen antelucanum* dont parle Pline, ou l'office *in galli cantu*, se retrouve probablement dans l'*Hymnum dicat turba fratrum*, surtout dans la strophe suivante, dont le son argentin nous redit presque l'air sur lequel elle était chantée :

Galli cantus, galli plausus
Proximum sentit diem,
Et ante lucem nuntiemus
Christum regem seculo.

Le baptême avait complètement remplacé la circoncision, dont il ne fut, à l'origine, chez les juifs, que le préliminaire. Il était administré par une triple immersion, dans une pièce à part, près de l'église; puis l'illuminé était introduit dans la réunion des fidèles. Le baptême était suivi de l'imposition des mains, rite juif de l'ordination du rabbinat. C'était ce qu'on appelait le baptême de l'esprit; sans lui, le baptême de l'eau était incomplet. Le baptême n'était qu'une rupture avec le passé; c'était par l'imposition des mains qu'on devenait réellement chrétien. Il s'y joignait des onctions d'huile, origine de ce qu'on appelle maintenant la confirmation, et une sorte de profession de foi par demandes et par réponses. Tout cela constituait le sceau définitif, la *sphragis*. L'idée sacramentelle, l'*ex opere operato*, le sacrement conçu comme une sorte d'opération magique, devenait ainsi une des bases de la théologie chrétienne. Au IIIe siècle, une espèce de noviciat au baptême, le catéchuménat, s'établit; le fidèle n'arrive au seuil de l'église qu'après avoir traversé des ordres successifs d'initiation. Le baptême des

enfans commence à paraître vers la fin du IIe siècle. Il trouvera jusqu'au IVe siècle des adversaires décidés.

La pénitence était déjà réglée à Rome vers le temps du faux Hermas. Cette institution, qui supposait une société si fortement organisée, prit des développemens surprenans. C'est merveille qu'elle n'ait pas fait éclater l'église naissante. Si quelque chose prouve combien l'église était aimée et l'intensité de joie qu'on y trouvait, c'est de voir à quelles rudes épreuves on se soumettait pour y rentrer et regagner parmi les saints la place qu'on avait perdue. La confession ou l'aveu de la faute, déjà pratiquée par les juifs, était la première condition de la pénitence chrétienne.

Jamais, on le voit, le matériel d'un culte ne fut plus simple. Les vases de la cène ne devinrent sacrés que lentement. Les soucoupes de verre qui y servaient furent les premières l'objet d'une certaine attention. L'adoration de la croix était un respect plutôt qu'un culte; la symbolique restait d'une extrême simplicité. La palme, la colombe avec le rameau, le poisson, l'ΙΧΘΥΣ, l'ancre, le phénix, l'ΑΩ, le T désignant la croix, et peut-être déjà le *chrisimon* ☧ pour désigner le Christ; telles étaient presque les seules images allégoriques reçues. La croix elle-même n'était jamais représentée ni dans les églises ni dans les maisons; au contraire, le signe de la croix, fait en portant la main au front, était fréquemment répété; mais il se peut que cet usage fût particulier aux montanistes.

Le culte du cœur, en revanche, était le plus développé qui fut jamais. Quoique la liberté des charismes primitifs eût déjà été bien réduite par l'épiscopat, les dons spirituels, les miracles, l'inspiration directe continuaient dans l'église et en faisaient la vie. Irénée voit en ces facultés surnaturelles la marque même de l'église de Jésus. Les martyrs de Lyon y participent encore. Tertullien se croit entouré de miracles perpétuels. Ce n'est pas seulement chez les montanistes que l'on attribuait le caractère surhumain aux actes les plus simples. La théopneustie et la thaumaturgie, dans l'église entière, étaient à l'état permanent. On ne parlait que de femmes spirites qui faisaient des réponses et semblaient des lyres résonnant sous un coup d'archet divin. La *soror* dont Tertullien nous a gardé le souvenir émerveille l'église par ses visions. Comme les illuminées de Corinthe du temps de saint Paul, elle mêle ses révélations aux solennités de l'église; elle lit dans les cœurs; elle indique des remèdes; elle voit les âmes corporellement comme des petits êtres de forme humaine, aériens, brillans, tendres et transparens. Des enfans extatiques passaient aussi pour les interprètes que se choisissait parfois le Verbe divin.

La médecine surnaturelle était le premier de ces dons, que l'on

considérait comme des héritages de Jésus. L'huile sainte en était l'instrument. Les païens étaient fréquemment guéris par l'huile des chrétiens. Quant à l'art de chasser les démons, tout le monde reconnaissait que les exorcistes chrétiens avaient une grande supériorité; de toutes parts, on leur amenait des possédés pour qu'ils les délivrassent, absolument comme la chose a lieu encore aujourd'hui en Orient. Il arrivait même que des gens qui n'étaient pas chrétiens exorcisaient par le nom de Jésus. Quelques chrétiens s'en indignaient; mais la plupart s'en réjouissaient, voyant là un hommage à la vérité. On ne s'arrêtait pas en si beau chemin. Comme les faux dieux n'étaient que des démons, le pouvoir de chasser les démons impliquait le pouvoir de démasquer les faux dieux. L'exorciste encourait ainsi l'accusation de magie, qui rejaillissait sur l'église tout entière.

L'orthodoxie vit le danger de ces dons spirituels, restes d'une puissante ébullition primitive, que l'église devait discipliner, sous peine de n'être pas. Les docteurs et les évêques sensés y étaient opposés; car ces merveilles, qui ravissaient l'absurde Tertullien et auxquelles saint Cyprien attache encore tant d'importance, donnaient lieu à de mauvais bruits, et il s'y mêlait des bizarreries individuelles dont l'orthodoxie se défiait. Loin de les encourager, l'église frappa les charismes de suspicion, et, au IIIe siècle, sans disparaître, ils devinrent de plus en plus rares. Ce ne furent plus que des faveurs exceptionnelles, dont les présomptueux seuls se crurent honorés. L'extase fut condamnée. L'évêque devient dépositaire des charismes, ou plutôt aux charismes succède le sacrement, lequel est administré par le clergé, tandis que le charisme est une chose individuelle, une affaire entre l'homme et Dieu. Les synodes héritèrent de la révélation permanente. Les premiers synodes furent tenus en Asie-Mineure contre les prophètes phrygiens; transporté à l'église, le principe de l'inspiration par l'esprit devenait un principe d'ordre et d'autorité.

Le clergé était déjà un corps bien distinct du peuple. Une grande église complète, à côté de l'évêque et des anciens, avait un certain nombre de diacres et d'aides-diacres attachés à l'évêque et exécuteurs de ses ordres. Elle possédait, en outre, une série de petits fonctionnaires, anagnostes ou lecteurs, exorcistes, portiers, psaltes ou chantres, acolytes, qui servaient au ministère de l'autel, remplissaient les coupes d'eau et de vin, portaient l'eucharistie aux malades. Les pauvres et les veuves nourris par l'église et qui y demeuraient plus ou moins étaient considérés comme gens d'église et inscrits sur ses matricules (*matricularii*). Ils remplissaient les plus bas offices, comme de balayer, plus tard de sonner les cloches,

et vivaient avec les clercs du surplus des offrandes de pain et de vin. Pour les ordres élevés du clergé, le célibat tendait de plus en plus à s'établir ; au moins les secondes noces étaient interdites. Les montanistes arrivèrent vite à prétendre que les sacremens administrés par un prêtre marié étaient nuls. La castration ne fut jamais qu'un excès de zèle bientôt condamné. Les sœurs compagnes des apôtres, dont l'existence était établie par des textes notoires, se retrouvent dans ces sous-introduites, sorte de diaconesses servantes, qui furent l'origine du concubinat avoué des clercs au moyen âge. Les rigoristes demandaient qu'elles fussent voilées, pour prévenir les sentimens trop tendres que pouvait faire naître chez les frères leur ministère de charité.

Les sépultures deviennent, dès la fin du IIe siècle, une annexe de l'église et l'objet d'une diaconie ecclésiastique. Le mode de sépulture chrétienne fut toujours celui des juifs, l'inhumation consistant à déposer le corps enveloppé du suaire dans un sarcophage, en forme d'auge, surmonté souvent d'un *arcosolium*. La crémation inspira toujours aux fidèles une grande répugnance. Les mithriastes et les autres sectes orientales partageaient les mêmes idées et pratiquaient à Rome ce qu'on peut appeler le mode syrien de sépulture. La croyance grecque à l'immortalité de l'âme conduisait à l'incinération ; la croyance orientale en la résurrection amena l'enterrement. Beaucoup d'indices portent à chercher les plus anciennes sépultures chrétiennes de Rome vers saint Sébastien, sur la voie Appienne. Là se trouvent les cimetières juifs et mithriaques. On croyait que les corps les apôtres Pierre et Paul avaient séjourné en cet endroit, et c'était pour cela qu'on l'appelait *Catatumbas*, « aux Tombes. »

Vers le temps de Marc Aurèle, un changement grave se produisit. La question qui préoccupe les grandes villes modernes se posa impérieusement. Autant le système de la crémation ménageait l'espace consacré aux morts, autant l'inhumation à la façon juive, chrétienne, mithriaque immobilisait de surface. Il fallait être assez riche pour s'acheter, de son vivant, un *loculus* dans le terrain le plus cher du monde, à la porte de Rome. Quand de grandes masses de population d'une certaine aisance voulurent être enterrées de la sorte, il fallut descendre sous terre. On creusa d'abord à une certaine profondeur pour trouver des couches de sable suffisamment consistantes ; là, on se mit à percer horizontalement, quelquefois sur plusieurs étages, ces labyrinthes de galeries dans les parois verticales desquelles on ouvrit les *loculi*. Les juifs, les sabaziens, les mithriastes, les chrétiens, adoptèrent simultanément ce genre de sépulture, qui convenait bien à l'esprit congréganiste et au goût du mystère qui les distinguaient. Mais, les chrétiens ayant continué ce genre de

sépulture pendant tout le IIIe, le IVe et une partie du Ve siècle, l'ensemble des catacombes des environs de Rome est, pour sa presque totalité, un travail chrétien. Des nécessités analogues à celles qui firent creuser autour de Rome ces vastes hypogées en produisirent également à Naples, à Milan, à Syracuse et à Alexandrie.

Dès les premières années du IIIe siècle, nous voyons le pape Zéphyrin confier à son diacre Calliste le soin de ces grands dépôts mortuaires. C'est ce qu'on appelait des cimetières ou « dortoirs; » car on se figurait que les morts y dormaient en attendant le jour de la résurrection. Plusieurs martyrs y furent enterrés. Dès lors, le respect qui s'attachait aux corps des martyrs s'appliqua aux lieux mêmes où ils étaient déposés. Les catacombes furent bientôt des lieux saints. L'organisation du service des sépultures est complète sous Alexandre Sévère. Vers le temps de Fabien et de Corneille, ce service est une des préoccupations de la piété romaine. Une femme dévouée nommée Lucine dépense autour des tombes saintes sa fortune et son activité. Reposer auprès des martyrs, *ad sanctos, ad martyres*, fut une faveur. On vint annuellement célébrer les mystères sur ces tombeaux sacrés. De là des *cubicula* ou chambres sépulcrales, qui, agrandies, devinrent des églises souterraines où l'on se réunit en temps de persécution. Au dehors, on ajouta quelquefois des *scholæ*, servant de *triclinium* pour les agapes. Des assemblées dans de telles conditions avaient l'avantage qu'on pouvait les prendre pour funéraires, ce qui les mettait sous la protection des lois. Le cimetière, qu'il fût souterrain ou en plein air, devint ainsi un lieu essentiellement ecclésiastique. Le *fossor*, en quelques églises, fut un clerc de second ordre, comme l'anagnoste et le portier. L'autorité romaine, qui portait dans les questions de sépulture une grande tolérance, intervenait très rarement en ces souterrains: elle admettait, sauf aux momens de fureur persécutrice, que la propriété des *areæ* consacrés appartenait à la communauté, c'est-à-dire à l'évêque. L'entrée des cimetières était du reste presque toujours masquée à l'extérieur par quelque sépulture de famille, dont le droit était hors de contestation.

Ainsi le principe des sépultures par confrérie l'emporta tout à fait au IIIe siècle. Chaque secte se bâtit son couloir souterrain et s'y enferma. La séparation des morts devint de droit commun. On fut classé par religion dans le tombeau; demeurer après sa mort avec ses confrères devint un besoin. Jusque-là la sépulture avait été une affaire individuelle ou de famille; maintenant elle devient une affaire religieuse, collective; elle suppose une communauté d'opinions sur les choses divines. Ce n'est pas une des moindres difficultés que le christianisme léguera à l'avenir.

Par son origine première, le christianisme était aussi contraire aux développemens des arts plastiques que l'a été l'islam. Si le christianisme fût resté juif, l'architecture seule s'y fût développée, ainsi que cela est arrivé chez les musulmans; l'église eût été, comme la mosquée, une grandiose maison de prière, voilà tout. Mais les religions sont ce que les font les races qui les adoptent. Transporté chez des peuples amis de l'art, le christianisme devint une religion aussi artistique qu'il l'eût été peu s'il fût resté entre les mains des judéo-chrétiens. Aussi sont-ce des hérétiques qui fondent l'art chrétien. Les gnostiques entrèrent dans cette voie avec une audace qui scandalisa les vrais croyans. Il était trop tôt encore; tout ce qui rappelait l'idolâtrie était suspect. Les peintres qui se convertissaient étaient mal vus comme ayant servi à détourner vers de creuses figures les hommages dus au Créateur. Les images de Dieu et du Christ, j'entends les images isolées qui eussent pu sembler des idoles, excitaient l'appréhension, et les carpocratiens, qui avaient des bustes de Jésus et leur adressaient des honneurs païens, étaient tenus pour des mécréans. On observait à la lettre, au moins dans les églises, les préceptes mosaïques contre les représentations figurées. L'idée de la laideur de Jésus, subversive d'un art chrétien, était généralement répandue. Il y avait des portraits peints de Jésus, de saint Pierre, de saint Paul; mais on voyait à cet usage des inconvéniens. Le fait de la statue de l'hémorroïsse paraît à Eusèbe avoir besoin d'excuse; cette excuse, c'est que la femme qui témoigna ainsi sa reconnaissance au Christ agit par un reste d'habitude païenne et par une confusion d'idées pardonnable. Ailleurs Eusèbe repousse comme tout à fait profane le désir d'avoir des portraits de Jésus.

Les *arcosolia* des tombeaux appelaient quelques peintures. On les fit d'abord purement décoratives, dénuées de toute signification religieuse : vignes, rinceaux de feuillage, vases, fruits, oiseaux. Puis on y mêla des symboles chrétiens; puis on y peignit quelques scènes simples empruntées à la Bible et auxquelles on trouvait une saveur toute particulière en l'état de persécution où l'on était : Jonas sous sa cucurbite ou Daniel dans la fosse aux lions, Noé et sa colombe, Psyché, Moïse tirant l'eau du rocher, Orphée charmant les bêtes avec sa lyre, et surtout le Bon Pasteur, où l'on n'avait guère qu'à copier un des types les plus répandus de l'art païen. Les sujets historiques de l'Ancien et du Nouveau-Testament n'apparaissent qu'à des époques plus récentes. La table, les pains sacrés, les poissons mystiques, des scènes de pêche, le symbolisme de la cène sont, au contraire, représentés dès le IIIe siècle.

Toute cette petite peinture d'ornement, exclue encore des

églises et qu'on ne tolérait que parce qu'elle tirait peu à conséquence, n'a rien d'original. C'est bien à tort qu'on a vu dans ces essais timides le principe d'un art nouveau. L'expression y est faible ; l'idée chrétienne tout à fait absente ; la physionomie générale indécise. Le dessin n'est pas mauvais ; on sent des artistes qui ont reçu une assez bonne éducation d'atelier ; l'exécution est bien supérieure, en tout cas, à celle qu'on trouve dans la vraie peinture chrétienne, qui naît plus tard. Mais quelle différence dans l'expression ! Chez les artistes du VIIe, du VIIIe siècle, on sent un puissant effort pour introduire dans les scènes représentées un sentiment nouveau ; les moyens matériels leur manquent tout à fait. Les artistes des catacombes, au contraire, sont des peintres du genre pompéien, convertis pour des motifs parfaitement étrangers à l'art, et qui appliquent leur savoir-faire à ce que comportent les lieux austères qu'ils décorent.

L'histoire évangélique ne fut traitée par les premiers peintres chrétiens que partiellement et tardivement. C'est ici surtout que l'origine gnostique de ces images se voit avec évidence. La vie de Jésus que présentent les anciennes peintures chrétiennes est exactement celle que se figuraient les gnostiques et les docètes, c'est-à-dire que la Passion n'y figure pas. Du prétoire à la résurrection, tous les détails sont supprimés, le Christ, dans cet ordre d'idées, n'ayant pas pu souffrir en réalité. On se débarrassait ainsi de l'ignominie de la croix, grand scandale pour les païens. A cette époque, ce sont les païens qui montrent par dérision le dieu des chrétiens comme crucifié ; les chrétiens se défendent presque d'un dogme aussi compromettant. En représentant un crucifix, on eût craint de provoquer les blasphèmes des ennemis et de paraître abonder dans leur sens.

L'art chrétien était né hérétique ; il en garda longtemps la trace ; l'iconographie chrétienne se dégagea lentement des préjugés au milieu desquels elle était née. Elle n'en sortit que pour subir la domination des apocryphes, eux-mêmes plus ou moins nés sous une influence gnostique. De là une situation longtemps fausse. Jusqu'en plein moyen âge, des conciles, des docteurs autorisés condamnent l'art ; l'art, de son côté, même rangé à l'orthodoxie, se permet d'étranges licences. Ses sujets favoris sont empruntés, pour la plupart, à des livres condamnés, si bien que les représentations forcent les portes de l'église, quand le livre qui les explique en est depuis longtemps expulsé. En Occident, au XIIe siècle, l'art s'émancipe tout à fait ; mais il n'en est pas de même dans le christianisme oriental. L'église grecque et les églises orientales ne triomphent jamais complètement de cette antipathie pour les images qui

est portée à son comble dans le judaïsme et l'islamisme. Elles condamnent la ronde bosse et se renferment dans une imagerie hiératique d'où l'art sérieux aura beaucoup de peine à sortir.

On ne voit pas que, dans la vie privée, les chrétiens se fissent scrupule de se servir des produits de l'industrie ordinaire qui ne portaient aucune représentation choquante pour eux. Bientôt, cependant, il y eut des fabricans chrétiens, qui, même sur les objets usuels, remplacèrent les anciens ornemens par des images appropriées au goût de la secte (bon pasteur, colombe, poisson, navire, lyre, ancre). Une orfèvrerie, une verrerie sacrée se formèrent, en particulier, pour les besoins de la cène. Les lampes ordinaires portaient presque toutes des emblèmes païens : il y eut bientôt dans le commerce des lampes au type du bon pasteur, qui probablement sortaient des mêmes officines que les lampes au type de Bacchus ou de Sérapis. Les sarcophages sculptés, représentant des scènes sacrées, apparaissent vers la fin du IIIe siècle. Comme les peintures chrétiennes, ils ne s'écartent guère, sauf pour le sujet, des habitudes de l'art païen du même temps.

III.

Les mœurs des chrétiens étaient la meilleure prédication du christianisme. Un mot les résumait : la piété. C'était la vie de bonnes petites gens, sans préjugés mondains, mais d'une parfaite honnêteté. L'attente messianique s'affaiblissant tous les jours, on passait de la morale un peu tendue qui convenait à un état de crise à la morale stable d'un monde assis. Le mariage revêtait un haut caractère religieux. On n'eut pas besoin d'abolir la polygamie : les mœurs juives, sinon la loi juive, l'avaient à peu près supprimée en fait. Le harem ne fut, à vrai dire, chez les anciens juifs, qu'un abus exceptionnel, un privilège de la royauté. Les prophètes s'y montrèrent toujours hostiles; les pratiques de Salomon et de ses imitateurs furent un objet de blâme et de scandale. Dans les premiers siècles de notre ère, les cas de polygamie devaient être très rares chez les Juifs ; ni les chrétiens ni les païens ne leur en font le reproche. Par la double influence du mariage romain et du mariage juif, naquit ainsi cette haute idée de la famille qui est encore de nos jours la base de la civilisation européenne, si bien qu'elle est devenue comme une partie essentielle du droit naturel. Il faut reconnaître cependant que, sur ce point, l'influence romaine a été supérieure à l'influence juive, puisque c'est seulement par l'influence des codes modernes, tirés du droit romain, que la polygamie a disparu chez les juifs.

L'influence romaine ou, si l'on veut, aryenne, est aussi plus sensible que l'influence juive dans la défaveur qui frappait les secondes noces. On les envisageait comme un adultère convenablement déguisé. Dans la question du divorce, où certaines écoles juives avaient porté un relâchement blâmable, on ne se montrait pas moins rigoriste. Le mariage ne pouvait être rompu que par l'adultère de la femme. « Ne pas séparer ce que Dieu a uni » devint la base du droit chrétien.

Enfin l'église se mettait en pleine contradiction avec le judaïsme, par le fait de considérer le célibat, la virginité, comme un état préférable au mariage. Ici le christianisme, précédé du reste en cela par les thérapeutes, se rapprochait, sans s'en douter, des idées qui, chez les anciens peuples aryens, présentent la vierge comme un être sacré. La synagogue a toujours tenu le mariage pour obligatoire ; à ses yeux, le célibataire est coupable d'homicide ; il n'est pas de la race d'Adam, car l'homme n'est complet que quand il est uni à la femme ; le mariage ne doit pas être différé au delà de dix-huit ans. On ne faisait d'exception que pour celui qui se livre à l'étude de la Loi et qui craint que la nécessité de subvenir aux besoin d'une famille ne le détourne du travail. « Que ceux qui ne sont pas comme moi absorbés par la Loi peuplent la terre, » disait Rabbi ben Azaï.

Les sectes chrétiennes qui restèrent rapprochées du judaïsme conseillèrent, comme la synagogue, les mariages précoces, et même voulurent que les pasteurs eussent l'œil ouvert sur les vieillards, qu'il importait de soustraire au danger de l'adultère. Tout d'abord, cependant, le christianisme versa dans le sens de Ben Azaï. Jésus, quoique ayant vécu plus de trente ans, ne s'était pas marié. L'attente d'une fin prochaine du monde rendait inutile le souci de la génération, et l'idée s'établit qu'on n'est parfait chrétien que par la virginité. « Les patriarches eurent raison de veiller à la multiplication de leur postérité ; le monde alors était jeune ; maintenant, au contraire, toutes choses déclinent et tendent vers leur fin (1). » Les sectes gnostiques et manichéennes n'étaient que conséquentes en interdisant le mariage et en blâmant l'acte générateur. L'église orthodoxe, toujours moyenne, évita cet excès ; mais la continence, même la chasteté dans le mariage, furent recommandées ; une honte excessive s'attacha à l'exécution des volontés de la nature ; la femme prit une horreur folle du mariage ; la timidité choquante de l'église en tout ce qui touche aux relations légitimes des deux sexes provoquera un jour plus d'une raillerie fondée.

(1) Tert., *Ad ux.*, I, 5 ; le même, *de Exhort. Castit.*, 5-6 ; Eusèbe, *Demonstr. évang.*, I, 9.

Par suite du même courant d'idées, l'état de viduité était envisagé comme sacré; les veuves constituaient un ordre ecclésiastique. La femme doit être toujours subordonnée; quand elle n'a plus son mari pour lui obéir, elle sert l'église. La modestie des dames chrétiennes répondait à ces sévères principes, et, dans plusieurs communautés, elles ne devaient sortir que voilées. Il ne tint qu'à peu de chose que l'usage du voile recouvrant toute la figure, à la façon de l'Orient, ne devînt universel pour les femmes jeunes ou non mariées. Les montanistes regardèrent cet usage comme obligatoire; s'il ne prévalut pas, ce fut par suite de l'opposition que provoquèrent les excès des sectaires phrygiens ou africains, et surtout par l'influence des pays grecs et latins, qui n'avaient pas besoin, pour fonder une vraie réforme des mœurs, de ce hideux signe de débilité physique et morale.

La parure, du moins, fut tout à fait interdite. La beauté est une tentation de Satan; pourquoi ajouter à la tentation? L'usage des bijoux, du fard, de la teinture des cheveux, des vêtemens transparens fut une offense à la pudeur. Les faux cheveux sont un péché plus grave encore; ils égarent la bénédiction du prêtre, qui, tombant sur des cheveux morts, détachés d'une autre tête, ne sait où se poser. Les arrangemens même les plus modestes de la chevelure furent tenus pour dangereux; saint Jérôme, partant de là, considère les cheveux des femmes comme un simple nid à vermine et recommande de les couper.

Le défaut du christianisme apparaît bien ici. Il est trop uniquement moral; la beauté, chez lui, est tout à fait sacrifiée. Or, aux yeux d'une philosophie complète, la beauté, loin d'être un avantage superficiel, un danger, un inconvénient, est un don de Dieu, comme la vertu. Elle vaut la vertu; la femme belle exprime aussi bien une face du but divin, une des fins de Dieu, que l'homme de génie ou la femme vertueuse. Elle le sent, et de là sa fierté. Elle sent instinctivement le trésor infini qu'elle porte en son corps; elle sait bien que, sans esprit, sans talent, sans grande vertu, elle compte entre les premières manifestations de Dieu. Et pourquoi lui interdire de mettre en valeur le don qui lui a été fait, de sertir le diamant qui lui est échu? La femme, en se parant, accomplit un devoir; elle pratique un art, art exquis, en un sens le plus charmant des arts. Ne nous laissons pas égarer par le sourire que certains mots provoquent chez les gens frivoles. On décerne la palme du génie à l'artiste grec qui a su résoudre le plus délicat des problèmes, orner le corps humain, c'est-à-dire orner la perfection même, et l'on ne veut voir qu'une affaire de chiffons dans l'essai de collaborer à la plus belle œuvre de Dieu, à la beauté de la femme! La toilette de la femme, avec tous ses raffinemens, est du grand art à sa manière.

Les siècles et les pays qui savent y réussir sont les grands siècles, les grands pays, et le christianisme montra, par l'exclusion dont il frappa ce genre de recherches, que l'idéal social qu'il concevait ne deviendrait le cadre d'une société complète que bien plus tard, quand la révolte des gens du monde aurait brisé le joug étroit imposé primitivement à la secte par un piétisme exalté.

C'était, à vrai dire, tout ce qui peut s'appeler luxe et vie mondaine qui se voyait frappé d'interdiction. Les spectacles étaient tenus pour abominables, non-seulement les spectacles sanglans de l'amphithéâtre, que tous les honnêtes gens détestaient, mais encore les spectacles plus innocens, les scurrilités. Tout théâtre, par cela seul que des hommes et des femmes s'y rassemblent pour voir et pour être vus, est un lieu dangereux. L'horreur pour les thermes, les gymnases, les bains, les xystes, n'était pas moindre, à cause des nudités qui s'y produisaient. Le christianisme héritait en cela d'un sentiment juif. Ces lieux publics étaient fuis par les juifs, à cause de la circoncision, qui les y exposait à toute sorte de désagrémens. Si les jeux, les concours, qui faisaient pour un jour d'un mortel l'égal des dieux et dont les inscriptions conservaient le souvenir, tombent tout à fait au IIIe siècle, c'est le christianisme qui en est la cause. Le vide se faisait autour de ces institutions antiques; on les taxait de vanité. On avait raison; mais la vie humaine est finie quand on a trop bien réussi à prouver à l'homme que tout est vanité.

La sobriété des chrétiens égalait leur modestie. Les prescriptions relatives aux viandes étaient presque toutes supprimées; le principe : « Tout est pur pour les purs » avait prévalu. Beaucoup cependant s'imposaient l'abstinence des choses ayant eu vie. Les jeûnes étaient fréquens et provoquaient chez plusieurs cet état de débilité nerveuse qui fait verser d'abondantes larmes. La facilité à pleurer fut considérée comme une faveur céleste, le don des larmes. Les chrétiens pleuraient sans cesse; une sorte de tristesse douce était leur état habituel. Dans les églises, la mansuétude, la pitié, l'amour se peignaient sur leur figure. Les rigoristes se plaignaient que souvent, au sortir du lieu saint, cette attitude recueillie fît place à la dissipation; mais, en général, on reconnaissait les chrétiens rien qu'à leur air. Ils avaient en quelque sorte des figures à part, de bonnes figures, empreintes d'un calme n'excluant pas le sourire d'un aimable contentement. Cela faisait un contraste sensible avec l'allure dégagée des païens, qui devait souvent manquer de distinction et de retenue. Dans l'Afrique montaniste, certaines pratiques, en particulier celle de faire à tout propos le signe de la croix sur le front, décelaient encore plus vite les disciples de Jésus.

Le chrétien était donc, par essence, un être à part, voué à une

profession même extérieure de vertu, un ascète enfin. Si la vie monastique n'apparaît que vers la fin du IIIe siècle, c'est que, jusque-là, l'église est un vrai monastère, une cité idéale où se pratique la vie parfaite. Quand le siècle entrera en masse dans l'église, quand le concile de Gangres, en 325, aura déclaré que les maximes de l'évangile sur la pauvreté, sur le renoncement à la famille, sur la virginité, ne sont pas à l'adresse des simples fidèles, les parfaits se créeront des lieux à part, où la vie évangélique, trop haute pour le commun des hommes, puisse être pratiquée sans atténuation. Le martyre avait offert, jusque-là, le moyen de mettre en pratique les préceptes les plus exagérés du Christ, en particulier sur le mépris des affections du sang : le monastère va suppléer au martyre, pour que les conseils de Jésus soient pratiqués quelque part. L'exemple de l'Égypte, où la vie monastique avait toujours existé, put contribuer à ce résultat ; mais le monachisme était dans l'essence même du christianisme. Dès que l'église s'ouvrit à tous, il était inévitable qu'il se formât de petites églises pour ceux qui prétendaient vivre comme Jésus et les apôtres de Jérusalem avaient vécu.

Une grosse lutte s'indiquait pour l'avenir. La piété chrétienne et l'honneur mondain seront deux antagonistes qui se livreront de rudes combats. Le réveil de l'esprit mondain sera le réveil de l'incrédulité. L'honneur se révoltera et soutiendra qu'il vaut bien cette morale qui permet d'être un saint sans être toujours un galant homme. Il y aura des voix de sirènes pour réhabiliter toutes les choses exquises que l'église a déclarées profanes au premier chef. On reste toujours un peu ce qu'on a été d'abord. L'église, association de saintes gens, gardera ce caractère, malgré toutes ses transformations. Le mondain sera son pire ennemi. Voltaire montrera que ces frivolités diaboliques, si sévèrement exclues d'une société piétiste, sont à leur manière bonnes et nécessaires. Le père Canaye essaiera bien de montrer que rien n'est plus galant que le christianisme et qu'on n'est pas plus gentilhomme qu'un jésuite. Il ne convaincra pas d'Hocquincourt. En tout cas, les gens d'esprit seront inconvertissables. On n'amènera jamais Ninon de Lenclos, Saint-Évremond, Voltaire, Mérimée à être de la même religion que Tertullien, Clément d'Alexandrie et le bon Hermas.

ERNEST RENAN.

LE

ROMAN D'ÉDUCATION NATIONALE

EN ALLEMAGNE

M. GUSTAVE FREYTAG

Die Brüder vom deutschen Hause. — Marcus Kœnig. — Die Geschwister. — Aus einer kleinen Stadt, von G. Freytag; Leipzig, 1880.

Goethe, dans ses entretiens avec Eckermann, se plaint du peu de vivacité et d'originalité des mœurs allemandes : aussi a-t-il placé Wilhelm Meister au milieu d'une troupe de comédiens nomades pour laisser plus de liberté pittoresque, de variété et d'imprévu à ses aventures. Il ajoutait, à propos des romans de Walter Scott : « On voit en les lisant ce qu'est l'histoire anglaise et quelles ressources elle offre à un poète de mérite. Notre histoire allemande en cinq volumes est au contraire d'une pauvreté véritable. » Le roman historique présente en effet plus de difficultés en Allemagne qu'en d'autres pays. « La France, disait Voltaire, est la première des monarchies et l'Allemagne la première des anarchies. » On ne rencontre pas en Allemagne cette unité de notre histoire, qui se développe comme une épopée en plusieurs chants et où se retrouvent l'ordonnance et la logique de l'esprit français : elle n'offre pas, comme l'Angleterre, de grandes et tragiques archives nationales, où poètes et historiens ont abondamment puisé : longtemps morcelée, disputée, sans unité, sans littérature, l'Allemagne ne possède qu'une confusion de chroniques locales, où l'on démêle avec difficulté le sentiment de la commune patrie et qui donnent peu d'essor à la fantaisie du romancier.

Cette difficulté n'a pas découragé l'un des écrivains les plus populaires de l'Allemagne, M. Gustave Freytag (1). Il a entrepris d'écrire une série de romans historiques où l'imitation de Walter Scott est sensible, mais dans un esprit plus systématique. Le souci de l'auteur allemand est moins de raconter de poétiques légendes, de retracer des mœurs pittoresques, de distraire et d'amuser le lecteur profane que d'accomplir une œuvre toute de politique et de patriotisme. Ce cycle de romans, sous le titre général des *Ancêtres*, est destiné à l'éducation du sentiment national. — M. Freytag s'est demandé si l'unité allemande, enfin conquise, n'était pas le dernier terme d'une lente évolution, la dernière étape d'une longue marche dont les historiens n'ont pas toujours su démêler les sinuosités et le but caché. Les événemens lointains s'éclairent à ses yeux d'une lumière inattendue quand il les regarde du point où l'Allemagne est arrivée maintenant. Il poursuivra dans le passé la trace de cette grande idée d'unité ; il en montrera la formation et le développement parfois insensible, jamais interrompu, à travers des fictions et des épisodes qui frappent l'imagination et se gravent dans le souvenir. Chacun de ces récits retrace une des crises de l'histoire d'Allemagne, un des âges de transition et d'acheminement vers le futur empire, croisades, réforme, guerre de trente ans, organisation de l'armée prussienne au XVIIIe siècle, guerre de délivrance, et finalement révolution de 1848.

M. Albert Réville a exposé aux lecteurs de la *Revue* (2) le sujet des premiers romans de cette série, alors inachevée. En terminant son étude, il se demandait « s'il ne serait pas à désirer qu'en France aussi le roman se mît au service de l'histoire de la patrie pour la populariser et la rendre chère aux enfans de notre vieille Gaule, » et il recommandait aux romanciers français de suivre l'exemple de M. Freytag. M. Réville ignorait-il que M. Freytag s'est inspiré non-seulement de Walter Scott, mais d'Eugène Suë, auquel il a emprunté l'idée première et la contexture de ses romans ? L'ouvrage qui a servi de modèle aux *Ancêtres*, publié de 1849 à 1856, est une de ces œuvres éphémères de polémique de parti qui jaunissent dans les cabinets de lecture et ne survivent guère aux circonstances qui les ont fait naître. Les Allemands seuls lisent encore *les Mystères du peuple*, *Histoire d'une famille de prolétaires à travers les âges*, par Eugène Suë, représentant du peuple, et s'avisent d'imiter, sinon l'esprit, du moins la méthode de ce genre

(1) Le plus lu des romans de M. Freytag, *Doit et Avoir*, a eu vingt-cinq éditions. Il a été traduit en français. Voyez, dans la *Revue* du 1er mars 1857, l'étude de M. Saint-René Taillandier sur le *Roman de la vie domestique en Allemagne*.

(2) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1874.

démodé. — Le romancier français imagine une famille dont il suit les destinées de siècle en siècle. Un certain M. Lebrenn, marchand de toile établi rue Saint-Denis vers 1848, à l'enseigne de *l'Épée de Brennus*, descend en droite ligne du célèbre chef gaulois; il possède les archives de sa race et les communique à ses enfans en leur disant : « Ces manuscrits racontent l'histoire de notre famille plébéienne depuis plus de deux mille ans... Aussi cette histoire pourrait-elle s'appeler l'histoire du peuple, de ses vicissitudes, de ses coutumes, de ses mœurs, de ses douleurs, parfois même de ses crimes... Mais, grâce à Dieu, dans notre famille, les mauvaises actions ont été rares, tandis que nombreux ont été les traits d'héroïsme et de patriotisme de nos aïeux, Gaulois et Gauloises, pendant leur longue lutte contre la conquête des Romains et des Francs. » Comme dans le roman d'Eugène Suë, c'est l'histoire d'une famille plébéienne du IVe siècle de notre ère jusqu'à la révolution de 1848 qui forme le sujet des *Ancêtres*. De même, le fondateur de cette famille est un chef barbare, un Vandale, et son dernier descendant, au lieu de vendre de la toile et d'élever des barricades, comme M. Lebrenn, fonde à Berlin un journal d'opposition libérale. Chez les deux auteurs, même souci de mettre en scène des bourgeois, des petites gens, même aversion de l'aristocratie féodale et du clergé ultramontain. Mais l'auteur des *Mystères du peuple* excite les haines civiles et pousse aux représailles de classe : son livre était condamné en 1857 en France comme immoral et séditieux: il avait été brûlé en 1851 à Erfurt par la main du bourreau. Dans ces sortes de Mystères de l'histoire d'Allemagne, M. Freytag s'est plutôt efforcé d'écrire un livre patriotique tout pénétré de la haine de l'étranger, tout animé du sentiment de l'unité nationale; et par sa dédicace, il l'a mis sous le patronage de la princesse héréditaire de Prusse, future impératrice d'Allemagne.

Nous ne reviendrons pas sur les premiers récits de la série des *Ancêtres*, après l'exposé si intéressant et si complet qu'en a donné M. Réville. Dans le premier et peut-être le meilleur de ces romans, *Ingo*, dont l'action se passe au IVe siècle de notre ère, M. Freytag s'est attaché à faire ressortir la profonde antipathie de race qui se révèle dès le premier contact, dès le premier choc, entre l'élément romain et l'élément germain. Son héros, le chef vandale Ingo, se signale par ses exploits contre les légions romaines. — Le second récit, *Ingraban*, commencé en 724, au temps où Grégoire II était pape et Charles Martel maître du grand empire franc, nous fait assister à la prise de possession de la Germanie primitive par le christianisme avec l'apôtre saint Boniface. — Dans *le Nid des roitelets*, « l'intention de l'auteur est de mettre en relief le conflit grandissant, à mesure que l'Allemagne se forme et se civilise, entre

l'esprit de Rome et le vieil esprit germain de la famille. » M. Freytag va maintenant suivre l'évolution de la conscience confuse de la patrie allemande en Palestine, puis sur les bords de la Vistule, sur les bords du Rhin, en Saxe, en Silésie et enfin à Berlin, Il nous reste à l'accompagner dans cette longue pérégrination.

I.

Les Chevaliers de l'ordre teutonique, tel est le titre du roman chevaleresque, dont l'action se passe au XIIIe siècle. M. Freytag s'est étudié à peindre l'Allemagne au temps des croisades, cédant à l'entraînement général des nations chrétiennes pour la délivrance du saint sépulcre, mais déjà se signalant par un esprit de résistance à l'hégémonie du pape. Elle tend à faire bande à part dans le catholicisme. L'ordre teutonique, rival de l'ordre des templiers, jettera les premiers fondemens du royaume de Prusse. — Ivo, le principal personnage de cette histoire, est un Ivanhoe allemand. M. Freytag a mis dans le nom même une vague ressemblance avec le héros de Walter Scott. Descendant du chef vandale Ingo, Ivo, habite en Thuringe Ingersleben, fief héréditaire qui relève nominalement du landgrave d'Erfurt. La Thuringe est le berceau poétique et symbolique de la famille des Ancêtres : c'est là, au cœur du pays, au foyer même des souvenirs historiques et des légendes les plus chères de l'Allemagne, que la plupart de ces romans s'ouvrent et se dénouent. Un chevalier sans peur et sans tache, une sainte du moyen âge, un moine inquisiteur, un paysan libre et frondeur, une duchesse et une villageoise amoureuses, voilà les personnages du drame. Le chevalier *Ivo* se distingue de ses voisins et de ses rivaux par son esprit de justice; il ne pille ni ne vole, il a horreur du brigandage. Il est jeune, beau, bien fait, brave, adroit à tous les exercices du corps, excellent cavalier, vainqueur dans les tournois, tendre, galant pour les dames, et de plus poète, chantre d'amour, *minnesinger,* bien qu'il sache à peine lire; bref, le troubadour accompli, avec une pointe de l'esprit humanitaire de notre temps, transposé en 1226.

On ne sera pas étonné d'apprendre qu'avec tant de rares qualités, Ivo soit secrètement aimé de trois femmes à la fois, de l'illustre et hautaine comtesse Hedwige de Hohenstaufen, propre nièce de l'empereur Frédéric II, d'une petite paysanne nommée Friderun, fille d'un juge de village, son amie d'enfance, enfin de la délicieuse comtesse Else, femme du landgrave de Thuringe Louis IV. Celle-ci éprouve pour le jeune chevalier un sentiment pur et voilé, tant elle a l'âme chaste et modeste; car Else n'est autre que cette princesse de Thuringe plus connue sous le nom de sainte Élisabeth de Hon-

grie. L'auteur groupe ainsi autour de son héros trois figures représentant les différentes classes de femmes à cette époque : la dame de sang noble, la fille du peuple et la sainte, la fleur du cloître. — Près de cette douce et mélancolique Else, on entrevoit son confesseur authentique, maître Conrad de Marbourg, arbitre délégué du pape en matière de foi, prêtre de mauvaise mine qui la suit comme une ombre, surveille le moindre geste, épie la moindre parole. Nous avons rencontré dans bien des romans ce personnage abstrait, ce traître de mélodrame, cet abominable dominateur des consciences, qui cache sous des dehors de pieuse humilité l'ambition dévorante du pouvoir pour le pouvoir, exerce sa tyrannie occulte sur une âme timorée et la jette au fond d'un couvent, parce qu'il désespère de la posséder lui-même et pour ne la point céder à l'empire d'un autre.

A côté de ce représentant de Rome, M. Freytag a imaginé un représentant de l'esprit allemand, un précurseur de Jean Huss, de Luther, de Lessing, et du docteur Strauss, en 1226 ! C'est un simple paysan, juge dans son village; il apprend à lire afin de déchiffrer un manuscrit sanglant que lui a légué un mystérieux étranger et qui contient la traduction en allemand de l'évangile selon saint Marc. Dans la cervelle de ce rustre éclate le premier germe de l'esprit de réforme, lors de l'hostilité du pape et de l'empereur et des premiers excès des prêtres. Cet exégète villageois sert à prouver que les révolutions de l'histoire se préparent de longue main, naissent dans des coins ignorés, en des années obscures, se propagent dans l'ombre et n'aboutissent qu'après plusieurs siècles.

Cependant les ordres mendians se répandent en Allemagne et prêchent la sixième croisade (1226-1229). Ivo, gentilhomme très pieux, professe, comme la plupart des Allemands de son temps, un culte chevaleresque pour la vierge Marie. La mère du Christ a été, comme le dit l'irrévérencieux Heine, la *dame de comptoir* qui servait à attirer les grossiers Germains dans les églises. Ils la préféraient à tous les saints. Ils se la représentaient comme une Walkyrie suave planant au-dessus des champs de bataille. « J'en sais plus d'un, dit Ivo, qui se sont voués d'esprit et de cœur à la reine du ciel ; elle ne protège pas seulement les petits enfans, mais elle s'incline pleine de clémence vers les guerriers, elle les enlève du champ de bataille et les transporte là-haut dans le palais de l'éternelle félicité. » Malgré ses sentimens de piété, Ivo ne se soucie pourtant pas de se joindre à la croisade, et ce qui l'en détourne, c'est le récit des crimes que commettent les croisés en terre sainte. En vain fait-on briller à ses yeux des visions de fortune s'il s'enrôle sous la bannière de la Vierge, ses scrupules ne sont pas désarmés, et son désin-

téressement ne se laisse pas corrompre. Seul, le grand-maître de l'ordre teutonique, Hermann de Salza, lui parle de la gloire de l'entreprise qui doit rejaillir sur toute l'Allemagne. Le nom de la grande patrie, invoqué pour la première fois, trouble profondément le jeune chevalier. Dans sa perplexité, il va consulter sa noble dame, sainte Élisabeth, laquelle consulte son confesseur. Poussée par maître Conrad, Else conseille à Ivo de partir, et il part. — Ainsi, d'après M. Freytag, se trouve vérifiée dans le passé cette parole de M. de Bismarck « que l'église mène les hommes par les femmes et les femmes par le confessionnal. » N'est-ce pas peut-être abuser des privilèges du romancier que d'attribuer les croisades, non plus à une foi naïve et chevaleresque, au point d'honneur, à l'esprit de conquête et d'aventure, mais à l'influence des dames catholiques et de leurs directeurs?

Il est vrai qu'alors l'enthousiasme pour la terre-sainte commençait à se refroidir. L'empereur Frédéric II, bien plus que le pape, entraîne les Allemands en Palestine. Pape et empereur sont en guerre ouverte, et le Hohenstaufen s'écrie dans une inspiration prophétique : « Moi et ma race nous délivrerons le monde de la tyrannie du vieillard qui trône entre les sept collines et qui s'est érigé en souverain maître, disposant de la majesté des lois et du sort des peuples (1). »

A peine débarqué à Saint-Jean-d'Acre, Ivo trouve la ville pleine de voleurs et de filles de joie. Rien ne rappelle le but religieux de l'entreprise. Hospitaliers, templiers songent bien plus à leurs querelles, à leurs intérêts privés qu'à défaire les Sarrasins. Les chevaliers teutoniques se distinguent au contraire par leur courage et leur abnégation. Ivo, entraîné dans un guet-apens par les templiers, ses ennemis, est laissé pour mort. Il est recueilli par les Ismaéliens ou Assassins, qui se montrent beaucoup plus humains que les templiers, pour la plupart de race latine. Les Assassins procurent à leur prisonnier toutes les distractions imaginables : des chevaux fringans et jusqu'à « des jeunes filles brunes, légèrement vêtues, qui, au son de la flûte arabe, dansent en cercle avec grâce. » Mais le souvenir de ses chères femmes de Thuringe protège le cœur du chaste Allemand contre les séductions des houris. Le Vieux de la montagne, « au front sillonné de rides et au regard d'aigle, » rend la liberté au chrétien captif en lui offrant une bourse pleine d'or. Toujours discret, notre chevalier ne prend que la somme nécessaire à son voyage.

De retour en Thuringe, Ivo se trouve, comme Ivanhoe, dépouillé

(1) Le célèbre auteur de l'*Histoire des papes*, M. de Ranke, dans la dernière édition de son ouvrage, présente la guerre de 1870-71 comme la victoire de l'Allemagne sur la papauté; Leipzig, 1874, 6e éd., p. 207.

de son héritage; ses voisins s'en sont emparés; il fait le siège de son propre château, qui devient la proie des flammes, et ne sauve du désastre qu'une tour à demi ruinée. C'est dans cette misérable demeure, où il était à se morfondre, que vint un jour le visiter et le surprendre la belle Hedwige. Elle aimait toujours Ivo et voulait lui offrir sa fortune et sa main; il n'avait, lui, pas même un escabeau en son logis. Pour causer plus à l'aise, la dame fit apporter des tapis et des coussins. Ivo d'abord garda une modestie fière, car son cœur appartenait à Friderun, son amie d'enfance, accourue en Palestine pour le secourir lorsqu'il était prisonnier. La duchesse cherchait à l'éblouir par la promesse de la faveur impériale. Ce fut en vain : il préférait l'indépendance d'un hobereau à toutes les dignités de la cour. Mais elle sut émouvoir l'amour-propre du chevalier en lui rappelant ses tournois, ses prouesses et quelques souvenirs de lui conservés comme de précieuses reliques. Touché, séduit, Ivo serre Hedwige dans ses bras et couvre ses lèvres de baisers enflammés. Tout à coup, au dehors retentissent des cris de détresse. Ivo frémit; il connaît cette voix chère qui appelle et supplie, il s'élance... Mais Hedwige a saisi sa harpe : celui qu'elle aime n'est-il pas poète ? Elle chante en s'accompagnant les poésies d'Ivo; son chant ne peut couvrir les cris déchirans qui implorent. Ivo, éperdu, s'arrache enfin, tandis que l'amante délaissée brise sa harpe dans un mouvement de colère et s'affaisse sur le tapis, à demi suffoquée d'humiliation et de désespoir.

Le preux chevalier eut bientôt rejoint la villageoise Friderun et son père, le paysan hérétique, celui-là même qui possédait la traduction en langue vulgaire de l'évangile selon saint Marc. Le moine Dorso traînait le père et la fille au bûcher, lorsqu'Ivo, secondé par les chevaliers teutoniques, qui se trouvèrent là fort à propos, délivra ces deux victimes de la cruauté romaine. Ivo épousa Friderun, et cela finit comme au temps où les rois épousaient des bergères. Hedwige retourna à la cour de Frédéric II, son oncle, où la foule des prétendans la consola de sa déconvenue. Cependant l'empereur, réconcilié avec le pape, organisait une croisade non plus en terre-sainte, mais contre la Prusse païenne. Il confiait aux chevaliers teutoniques et au grand-maître Hermann de Salza la mission de la diriger. Ivo prit part à cette conquête, il émigra avec les autres pèlerins sur les bords de la Vistule, à Thorn, où nous retrouverons ses descendans établis trois siècles plus tard sous le nom moderne de Kœnig.

Bien que ce roman ne soit pas un des meilleurs de la série, que l'action en soit languissante, que les caractères manquent d'originalité et de relief, il intéresse par cela même que le procédé de

l'auteur s'y découvre nettement. L'intrigue romanesque fait presque entièrement défaut, le tableau historique n'est pas d'une scrupuleuse impartialité. L'auteur nous montre, par exemple, le farouche Conrad exerçant sur sainte Élisabeth, sa pénitente résignée, tous les mauvais traitemens que peut suggérer une malignité de prêtre vraiment diabolique et se livrant sur elle à la pratique aussi indécente qu'équivoque de la flagellation. Si l'on en croit la chronique, maître Conrad de Marbourg s'efforçait, au contraire, de modérer le zèle d'austérité qui poussait parfois la sainte aux plus singuliers excès.

A vrai dire, ce n'est point ici un roman historique, c'est plutôt de la philosophie de l'histoire en action : éveil de l'idée nationale en Allemagne, premières velléités de réforme et d'indépendance du joug ultramontain, point de départ de la civilisation de la Prusse, toutes idées abstraites, accrochées à des épisodes historiques et expliquées par des incidens et des personnages de pure fantaisie. Ces sortes d'ouvrages exigeraient un long commentaire.

Le succès de ce roman, qui comptait en 1880 jusqu'à six éditions, fait assurément honneur à l'esprit sérieux, studieux et appliqué des Allemands. En France, nous ne sommes pas habitués à mettre tant d'efforts dans nos plaisirs, ou du moins nous ne comprenons pas le plaisir de la même manière. Un repos, un délassement, une impression vive, une émotion passagère, des traits d'observation juste ou ironique, quelque chose de facile, de net et de vrai, voilà ce que nous demandons aux œuvres d'imagination, tandis que les Allemands semblent n'estimer les plaisirs littéraires qu'autant qu'ils leur coûtent ou qu'ils leur rapportent. Plus M. Freytag se met en frais d'érudition dans le choix de ses sujets, moins il se préoccupe de la vraisemblance et de la variété de ses personnages, ou plutôt c'est le même personnage que nous retrouverons dans les romans qui suivent, le même être abstrait exprimant les mêmes idées nobles, l'Allemand idéal à toutes les époques et dans toutes les situations, plein de délicatesse et de générosité, possédé de l'esprit de progrès, promoteur de la civilisation germanique, national libéral, apôtre du *Culturkampf*, vertus héréditaires qui se transmettent intactes, de génération en génération, dans la diversité des temps et des circonstances.

II.

Le roman suivant, qui a pour titre *Marcus Kœnig*, exige quelques mots de préambule. Si l'on veut se rendre compte de cette période très importante pour l'histoire d'Allemagne à laquelle M. Freytag fait allusion à la fin de son dernier roman, c'est-à-

dire la conquête de la Prusse par les chevaliers de l'ordre teutonique aux XIIIe et XIVe siècles, on relira les belles études de M. Lavisse, publiées ici même (1). Qu'il nous suffise de rappeler que l'ordre teutonique, sous le grand-maître Hermann de Salza, « le plus habile politique du XIIIe siècle, » commença cette conquête qui fut un long et terrible massacre, fonda des évêchés, bâtit des villes, Culm, Thorn, Kœnigsberg. La ville de Thorn est la principale scène des événemens que nous allons raconter. Importante par sa situation sur la Vistule, à la frontière des pays allemands et des pays slaves, elle a été, au XVIe et au XVIIe siècle, le théâtre de luttes religieuses et nationales très ardentes, une sorte de Genève du Nord, disputée entre la Prusse et la Pologne, entre les catholiques et les protestans, entre les Allemands et les Slaves. En 1519, au moment où commence le nouveau récit de M. Freytag, l'ordre teutonique est devenu vassal de la Pologne, la ville de Thorn est sous la domination du roi Sigismond. Elle est divisée en deux partis de Capulets polonais et de Montaigus allemands; ceux-ci mettent tout leur espoir dans le grand-maître de l'ordre, Albert de Brandebourg, et ont pour chef Marcus Kœnig, riche négociant.

Ce Kœnig a un fils unique, George, jeune homme plein de droiture, mais turbulent, impétueux, tout de premier mouvement et qui se compromet en mainte occasion. Un jour de carnaval, il se prend de querelle avec un Polonais, bouscule un moine, si bien que son père l'enferme dans sa maison et lui rappelle, en guise de semonce, les exploits de ses ancêtres, chevaliers et apôtres, lui ouvre les armoires secrètes et lui montre ici l'armure, le manteau blanc et la croix noire de Ludolf Kœnig, seigneur de Weitzau, grand-maître de l'ordre teutonique; là, le costume de pénitent et la chemise ensanglantée d'un autre Kœnig, victime des guerres civiles, exécuté à Thorn par les Polonais, et qui n'est pas encore vengé. Le bonhomme Kœnig compte sur la benoîte Vierge et Monsieur saint Jean, son patron, pour l'aider à satisfaire sa haine de race contre les bourreaux de son aïeul. Aussi inscrit-il sur son grand livre de prières les pieuses corporations auxquelles il appartient, les milliers de *Pater Noster* et d'*Ave Maria* récités, ses bonnes œuvres, ses pénitences. « Mais, hélas! soupirait-il, nous ne savons jamais le cas que font les saints de nos œuvres, et nous sommes bien obligés de nous en rapporter aux prêtres... Je suis devenu vieux, je n'ai épargné ni prières, ni jeûnes, ni sacrifices, et les saints n'ont pas entendu mon désir terrestre... » Le vœu de Marcus Kœnig n'est autre que de voir cesser à Thorn la domination

(1) *Récits de l'histoire de Prusse*, par M. Ernest Lavisse, dans la *Revue* du 15 mars, du 15 avril et du 15 mai 1879.

polonaise et flotter sur la citadelle le drapeau de l'ordre teutonique. Il est en relations secrètes avec Albert de Brandebourg, pour lequel il amasse de l'or dans ses coffres.

George Kœnig ignore la politique et les menées de son père : il a d'ailleurs un autre martel en tête, car il est amoureux de la fille de Fabricius, son maître de latin; les regards de cette jolie personne le touchent plus que les succès de l'ordre teutonique. Il lui donne des sérénades, il la régale de bière, de jambon et de massepain, chante avec elle des *lieder* dans la forêt; bref, il cherche à prévenir ses moindres désirs, jusqu'à faire venir à grands frais de Dantzig un petit chien d'appartement, qui est l'occasion de quelques scènes assez fades. Le génie comique n'est pas celui de l'Allemagne, comme on peut s'en convaincre par le théâtre, d'où la comédie est absente. Quand M. Freytag veut dérider ses lecteurs, il a certaines petites inventions naïves un peu monotones et dont la plus piquante consiste à présenter ses personnages sous un costume grotesque; c'est ainsi qu'il montrera une femme en colère poursuivant son mari dans le plus simple des appareils de nuit; ailleurs, ce sera un officier surpris au saut du lit, qui tire l'épée et se veut battre en cet équipage. Il ne se peut rien imaginer de plus froid.

Revenons au jeune Kœnig. Une occasion se présente bientôt de donner à la belle Anna (ainsi se nommait la fille de Fabricius) un témoignage d'amour plus sérieux qu'un petit chien de Dantzig. La réforme fait à Thorn de rapides progrès. L'insolence des moines, leur débauche, leur hypocrisie, leur cupidité révoltent le sens honnête et droit de la population allemande. Quand les évêques, convoqués par le roi Sigismond, viennent dans la ville, ils amènent avec eux leurs sérails de « femmes peintes, » au grand scandale des bourgeois qui les hébergent. Ce mécontentement s'exprime par une opposition théologique. Les écrits d'Érasme et de Luther commencent à se répandre : l'échoppe du libraire Hannus est de plus en plus fréquentée ; aussi les moines le considèrent d'un mauvais œil. « Tout ce qui s'imprime est sottise, » s'écrie le père Gregorius. Les boutiquiers sur le pas de leurs portes discutent la Bible et les prophètes. Un frère prêcheur vient-il à passer, on rit, on le montre au doigt, on hausse les épaules. Notre connaissance, le professeur de latin Fabricius, se signale par son ardeur contre les congrégations et raisonne sur la théologie en langue vulgaire; sa fille Anna adopte avec enthousiasme les idées nouvelles. Bientôt les hostilités s'envenimment entre catholiques et réformateurs; la rivalité des races prend la couleur religieuse, et un beau jour le libraire Hannus, principal agent de propagande, est pillé par le parti polonais. Le clergé organise un grand auto-da-fé de tous les livres sai-

sis, devant la porte de la cathédrale. Luther y sera brûlé en effigie. La cérémonie se passa au milieu d'un grand concours de peuple. A la vue de ses livres qui flambaient, Fabricius ne put contenir son indignation. Appréhendé au collet par les Polonais, il fut délivré par ses élèves dans une échauffourée où George Kœnig se trouvait au premier rang. Celui-ci, ayant blessé grièvement un de ses adversaires, va être jugé, et la race des Kœnig est menacée de s'éteindre. Si invincible est l'orgueil allemand du vieux Marcus Kœnig qu'il refuse de demander à genoux au roi Sigismond de Pologne la grâce de son unique fils. Il a recours à l'intercession de la benoîte Vierge, « reine de Prusse, » à saint Jean et à saint Jacques de Compostelle. Avec l'aide d'un serviteur dévoué, George cependant parvint à s'évader. Caché à bord d'un bateau qui descendait la Vistule, il y retrouva le magister et sa fille, ce qui le consola de sa mésaventure.

Nos fugitifs n'étaient pas au bout de leurs peines. Le navire aborda dans un petit port occupé par un parti de lansquenets, qui s'en emparèrent et se partagèrent le butin et les prisonniers. Séparée de son père, Anna Fabricius fut conduite avec George Kœnig au quartier-général. Afin de sauver sa propre vie et l'honneur de sa compagne, notre héros est obligé de s'enrôler parmi ces aventuriers à moitié brigands, et d'épouser la chaste jeune fille devant le drapeau de la compagnie, au son du tambour, formalité de mariage élémentaire seule reconnue par les gens de cette sorte. — Il faut prévoir ici la lutte de l'amour et du devoir, les scrupules de la jeune captive, qui en l'absence de son père et de toute cérémonie religieuse, ne saurait se considérer comme sérieusement mariée même avec celui qu'elle aime, malgré les encouragemens du tambour.

Mais George Kœnig avait pris son rôle fort au sérieux. « Il entraîna dans la tour qui lui était assignée comme demeure la nouvelle épousée défaillante, et lorsqu'il baisa son pâle visage, elle recula effrayée devant le feu de son regard; se laissant tomber à ses pieds et joignant les mains, elle s'écria : « C'est pour moi que vous avez fui votre patrie, c'est pour moi que vous êtes précipité dans la misère et l'infortune, c'est pour me sauver que vous vous êtes associé à ces hommes affreux : je vous appartiens, le sort m'a livrée à vous, corps et âme, vous pouvez faire de moi ce qu'il vous plaira. »

« Il s'arrêta, saisi, voyant l'angoisse de son regard, et lui relevant la tête avec douceur : « Anna, dit-il, j'espérais vous être cher. » — Elle répondit d'une voix éteinte : « Si vous ne voulez pas que je meure, épargnez-moi. »

« Alors il détourna la tête pour cacher la douleur que lui causait ce refus. Mais il ne put se contenir, la tempête intérieure qui l'agitait souleva sa poitrine, et il poussa un long gémissement. Anna

gisait immobile aux pieds de George, dont les larmes brûlantes tombaient sur elle goutte à goutte. Longtemps ils restèrent ainsi.

« George fut le premier à reprendre courage. Il toucha légèrement le bras de la jeune fille : « Relevez-vous, chère et pure Anna, je ne puis supporter la vue de votre douleur. Là, au-dessus, à l'étage supérieur sera votre appartement. Si misérable qu'il soit, du moins vous y reposerez en sécurité. Une échelle y conduit ; si vous la retirez, personne n'y pourra pénétrer. Quant à moi, qu'il me soit permis de demeurer ici, je veux être votre fidèle gardien. »

Anna saisit l'échelle de salut et monte, pendant que George, mélancolique, contemplait le ciel gris à travers les barreaux de la fenêtre. Quand il se retourna, la femme et l'échelle avaient disparu. Il alla rejoindre ses rudes compagnons et leur raconta que sa femme s'était trouvée subitement fort souffrante ; ceux-ci se moquèrent de lui, l'accablèrent de grossières plaisanteries et finirent par l'enivrer. Tout trébuchant, il rentra au milieu de la nuit dans sa tour et tomba sur sa couche, accablé par un sommeil de plomb. « Tout était silencieux et l'on n'entendait que la lourde respiration du dormeur. C'est alors que par la trappe entr'ouverte un rayon lumineux glissa jusqu'au fond de la chambre. Une femme anxieuse descendit, s'approcha du lit, redressa soigneusement la tête de l'homme endormi, et étendit sur lui une chaude couverture ; longtemps elle resta assise à terre ; sans bouger, la tête inclinée. Ainsi se passa pour ces pauvres enfans la nuit des noces. »

Les jours, les semaines, les mois s'écoulèrent, et Anna ne donnait d'autre preuve de tendresse à George que son zèle de bonne et industrieuse ménagère. Elle était devenue la femme forte selon l'idéal allemand, occupée à soigner les enfans du pays, à moraliser les lansquenets par la lecture de l'évangile. M. Freytag nous la peint faisant la soupe à son mari, la versant, l'agitant patiemment avec une cuiller pour la faire refroidir ; elle raccommode les vêtemens, s'ingénie pour se procurer un fourneau, un chat, un tonneau de vin, exerce enfin toutes les vertus domestiques. Ces descriptions familières réjouissent le cœur des mères de famille en Allemagne, et contribuent au succès de ces romans. On ne saurait trop admirer la patience et la conscience d'un écrivain de la valeur de M. Freytag, consacrant dix pages à ces menus détails de *la Cuisinière bourgeoise*, au milieu de cette grande épopée historique et philosophique.

Suivent des scènes de passion très vive. Malgré l'intimité forcée des deux jeunes gens, la pudeur de la fille de Fabricius demeurait inflexible, et l'échelle était rigoureusement tirée dès que la nuit tombait. Un amant moins neuf se serait peut-être avisé que cette retraite de chaque soir pouvait bien n'être qu'une fuite derrière les saules. Mais le naïf lansquenet ne connaissait pas les

classiques, il se résignait et restait fort abattu. Un soir de printemps, après avoir servi le dîner, selon sa coutume, Anna s'enfuit si rapidement que George ne fit qu'entrevoir le bout de sa robe dépassant par la trappe entr'ouverte. Il s'assit au coin de l'âtre et se mit à rêver tristement dans l'obscurité grandissante du crépuscule. Il était découragé et bientôt il se jeta sur son lit, le visage tourné vers la muraille, la tête cachée entre ses mains. « Alors une ombre légère glissa le long de l'échelle et s'inclina vers le lit. Le jeune homme se sentit entouré de deux bras caressans, une chaude haleine effleura sa joue, et il entendit ces mots supplians : « Je viens vers toi que j'aime plus que tout au monde : garde ta femme près de toi... » Et dans le silence profond on entendit éclater au dehors, comme un chant de triomphe, le chant du rossignol.

L'amour longtemps captif prend enfin sa revanche ; et c'est la sévère Anna qui raconte ses combats dans des confidences brûlantes à son trop respectueux amant. Par une singulière interversion des rôles, c'est elle qui caresse les boucles de cheveux du nouvel époux, lui tresse des couronnes de feuilles vertes, et couvre sa bouche de baisers. C'est le triomphe de la nature et de la passion sur les consécrations religieuses et le formalisme officiel.

Sur ces entrefaites la guerre éclate entre Albert de Brandebourg, grand maître de l'ordre teutonique, et le roi Sigismond. Les lansquenets soutiennent la cause allemande dans un combat où notre héros a la main coupée. Pour comble d'infortune, son père refuse de reconnaître son mariage. Il faut toute l'influence de Luther, que M. Freytag met en scène à la fin, et ses discours d'une savante casuistique, pour faire accepter au vieillard obstiné la mésalliance de son fils. Une fois engagé dans la voie des concessions, Marcus Kœnig ne s'arrête plus ; il abjure le catholicisme, à la suite d'un voyage à Rome, où il a vu de trop près les coulisses et l'envers du décor sur le grand théâtre du Vatican.

Il a plus de peine à sacrifier ses rancunes contre Albert de Brandebourg, qu'il accuse de s'être parjuré en cédant Thorn et le pays de la Vistule au roi Sigismond par un traité qui peut être considéré comme la première assise du futur royaume de Prusse, placé à l'origine sous la suzeraineté de la Pologne. L'avènement de la réforme, la conversion au protestantisme d'Albert de Brandebourg préparent la décadence des chevaliers teutoniques. « Ils sont condamnés à périr quand la réforme s'attaque à la vieille foi du moyen âge et proscrit le culte de la Vierge, dont ils ont été les serviteurs armés. Le grand-maître lui-même se fait sectateur de Luther et transforme en duché, pour lui et ses descendans, la terre conquise sur les Prussiens en l'honneur de Dieu et de sa mère ; mais, par un singulier retour de fortune, cette usurpation inaugure un avenir plus brillant que le

passé, car cet usurpateur est un Hohenzollern, dont l'héritage passera bientôt à ses cousins de Brandebourg; ceux-ci transforment le bonnet ducal de Prusse en couronne royale et y joindront la couronne impériale (1). » Les lignes de M. Lavisse que nous venons de citer donnent le sens clair et la portée des événemens historiques auxquels M. Freytag fait allusion à la fin de son récit. — Le précédent roman se terminait vers 1230, au commencement de la conquête de la Prusse sur les païens indigènes, entreprise par les chevaliers de l'ordre teutonique : celui-ci s'achève en 1525, lors de la décadence de l'ordre, au moment de la sécularisation et de l'érection en duché protestant de cette même Prusse jadis vouée à la Vierge. L'auteur résume l'inspiration de ce livre dans une prophétie qu'il prête à Luther, promettant un glorieux avenir à l'Allemagne protestante et menaçant la Pologne de ruine si elle reste catholique.

Tout le volume est animé de la plus vive antipathie contre les Slaves, *l'ennemi héréditaire* du Nord. Né en Silésie, sur la marge des pays polonais, M. Freytag a conçu un violent mépris pour cette nation. Déjà, dans le premier et le plus célèbre de ses romans, *Doit et Avoir*, il opposait la culture allemande à la barbarie slave, il mettait en relief les incapacités politiques et économiques des Polonais, comparées à la supériorité universelle des Allemands. Le partage de la Pologne n'est donc qu'une conséquence de cette loi de nature qui soumet les races secondaires à la domination des races plus intelligentes et plus fortes. Ici la force, c'est le droit.

Le roman suivant, intitulé *les Frères Kœnig*, est composé de deux récits, dont le premier nous transporte des bords de la Vistule sur les bords du Rhin, un siècle plus tard. Il commence à la fin de la guerre de trente ans, en 1647, une année avant la conclusion du traité de Westphalie. Cette fois, Allemands et Français sont aux prises. L'Allemagne n'est qu'un champ de ruines, où errent à l'aventure des régimens débandés. Ils ne savent quel maître suivre. Quelques chefs tiennent pour la France, mais le soldat est Allemand de cœur et ne veut plus servir sous Turenne et les officiers français (Descartes, par exemple), *fats prétentieux, avec des gestes de singes, faux, vantards et orgueilleux, qui ne comprennent pas la langue et affectent de mépriser les mœurs du pays*. C'est ainsi que certains Allemands aiment à se représenter les Français, croyant sans doute s'enrichir de toutes les qualités qu'ils nous refusent. Cependant un immense besoin de paix se manifeste partout, et il n'est pas jusqu'au reître harassé qui ne songe à déposer sa longue rapière et qui ne rêve la vie civile. La fureur des haines reli-

(1) Ernest Lavisse, *Récits de l'histoire de Prusse*, *Revue* du 15 mars 1879.

gieuses s'est pour un temps apaisée; on est las des guerres de confession; on veut vivre et jouir de la vie. Le clergé protestant lui-même s'est relâché de sa règle austère, il recherche la faveur des princes et il exploite leur crédulité; l'ignorance et la misère favorisent l'esprit de superstition; on croit aux sortilèges, on leur attribue tous les fléaux, on brûle et persécute les prétendus sorciers. En revanche, le scepticisme gagne les gens éclairés, ils commencent à réfléchir sur les maux qu'engendrent les guerres de religion : « On a si longtemps discuté, maudit, anathématisé des croyances différentes, que la malédiction et la haine ont pénétré dans l'âme du peuple; les hommes ont cherché à se nuire les uns aux autres, à se détruire pour des questions de foi, et le pays est devenu une sorte de solitude. Il est effrayant de voir quelle figure grimaçante a prise la doctrine de l'amour. » Ces réflexions conduisent au découragement et au doute.

Nous nous bornons à indiquer l'intention principale de ce roman, qui est de faire ressortir l'incohérence, l'anarchie et l'incertitude de l'Allemagne vers le milieu du XVIIe siècle. Cette confusion se retrouve dans l'intrigue et les épisodes du récit, qui ne se distingue ni par la nouveauté de l'invention, ni par l'intérêt des caractères. Est-il besoin de dire que le héros, Bernard Kœnig, capitaine d'une compagnie de reîtres, est le digne descendant du lansquenet George Kœnig? Noble, courageux et désintéressé comme son ancêtre, il transmet fidèlement ces qualités de race à son fils unique et meurt, frappé par le dernier coup de feu de la guerre de trente ans; mais l'enfant est sauvé.

L'odyssée des deux petits-fils de Bernard Kœnig remplit la seconde partie du roman. L'un, ministre du culte réformé, nous ramène à Thorn, au XVIIIe siècle. L'arrogante persécution que les jésuites et leurs amis les Polonais exercent dans cette ville contre les Allemands protestans justifie la prédiction de Luther et le partage de la Pologne. — L'autre frère est soldat en Saxe et en Prusse. Il fournit au romancier un prétexte à exposer, dans de petits tableaux l'organisation de l'armée prussienne sous Frédéric-Guillaume Ier, cette armée qui sera un jour le point de réunion de toutes les énergies latentes, de tous les élémens dispersés de l'Allemagne. L'esprit de discipline et de subordination renaît sous la main de fer du roi de Prusse. Avec quels traits adoucis, émoussés, l'auteur peint ce régime de galère de l'armée prussienne, et ce roi bigot, féroce jusque dans la plaisanterie, d'une avarice sordide, toujours prêt à bâtonner les gens ou à les envoyer à la potence! A mesure que les périodes choisies par M. Freytag se rapprochent de nous, le parti-pris devient plus frappant. Ajoutons que, parmi ces grands souvenirs historiques, les héros du roman font assez piètre

figure, et leurs aventures deviennent d'une insignifiance presque choquante à côté des graves intérêts d'état. A ceux qui sont préoccupés de l'influence des jésuites et des conséquences des conflits religieux, il n'importe guère que Mlle Dœrchen de Borsdorf, fiancée du ministre protestant, offre à ce dernier un cœur brodé de *vergissmeinnicht*, rempli de lavande pour parfumer ses vêtemens, et se rappeler ainsi à son souvenir, toutes les fois qu'il change de linge. Le roman finit par un imbroglio, où l'esprit un peu forcé ne supplée pas à la gaîté absente; le meilleur éloge qu'on en puisse faire est de le comparer au dénoûment d'un vaudeville de Scribe.

III.

L'entreprise gigantesque et laborieuse de M. Freytag touche à sa fin. Il nous a conduits à travers les périodes plus ou moins obscures et enchevêtrées, où s'est préparé et lentement élaboré le sentiment national des Allemands. Avec le royaume de Prusse et l'armée prussienne au XVIIIe siècle, s'est formé le centre d'attraction autour duquel se grouperont de plus en plus étroitement les forces de l'Allemagne. Par son esprit militaire et le succès de ses armes, la Prusse est ainsi d'avance désignée pour le commandement. Mais après la mort de Frédéric II, l'armée semble avoir perdu l'esprit qui l'animait; elle tombe dans la routine, l'automatisme, le chauvinisme et la vantardise; son prestige est détruit à Iéna, et il nous reste à voir comment, après la ruine apparente de l'œuvre du grand Frédéric et la défaite du militarisme en 1806, l'Allemagne dut son relèvement à l'enthousiasme de tout un peuple uni pour la première fois contre l'étranger.

C'est dans le petit miroir d'un tableau de genre que M. Freytag, fidèle à sa méthode, s'efforce de reproduire en raccourci l'image de ces temps troublés; nous ne voyons en scène aucun grand personnage, ni roi, ni généraux, ni empereur : Napoléon ne fait que traverser en chaise de poste la *petite ville*, qui sert de titre à ce dernier roman. Les grands orages déchaînés au loin vont pourtant troubler le calme profond de ce coin perdu de la Silésie. M. Freytag imagine quelles devaient être alors les émotions naïves des paysans, bourgeois, employés, artisans, de ceux, en un mot, que l'histoire ignore, les déterminations que leur suggérait le cours des tragiques événemens dont ils recevaient le lointain écho, et l'enthousiasme qui les enflamma, quand sonna enfin l'heure de la revanche, et qu'il s'agit d'arracher à l'ennemi les provinces occupées, de venger l'honneur national.

Un Kœnig, petit-fils d'Auguste Kœnig, tué en 1745, à la bataille de Kesseldorf, va nous initier aux impressions des Allemands ver-

tueux, intelligens et patriotes au commencement du XIXe siècle. Ce Kœnig est venu se fixer dans la province de Silésie, dont son ancêtre fut un des obscurs conquérans. Le roman débute en 1805, par un tableau assez vivant des mœurs locales. Dès les premières pages, on se rend compte du rôle important de la brasserie, petit forum allemand où chaque classe discute les affaires publiques, selon ses lumières ou ses passions. Chacun se donne de l'importance et tient son rang : il y a la table des officiers nobles, celle des fonctionnaires et celle du tiers-état. L'arrogance des hobereaux s'y étale impudemment. Ils se vantent, au bruit des brocs à bière, de mettre en fuite Napoléon et toute sa « clique républicaine » avec un seul régiment de hussards prussiens. Dans leur coin, les bourgeois froissés, les petits commerçans cachent à peine leur sympathie pour la révolution : l'un d'eux porte même en breloque une guillotine. Ils déblatèrent contre l'insolence des hobereaux et les abus de l'ancien régime. Il est aisé de prévoir que le docteur Kœnig va parler à la brasserie en avocat des idées libérales et du droit moderne ; aussi passe-t-il aux yeux des aristocrates pour un républicain, un sans-culotte. Ce descendant du chef vandale Ingo a changé la lance et l'épée de son père contre le scalpel et le bistouri ; il s'est voué à l'étude des simples, il purge l'humanité souffrante. Toutes les hérédités héroïques accumulées sur sa tête ont subi la loi d'évolution et se traduisent par le dévoûment à la science. Désintéressé près des riches, généreux envers les pauvres, doutant de ses propres lumières, ayant peu de confiance en ses remèdes, bourrelé d'inquiétude chaque fois qu'il délivre une ordonnance, le docteur Kœnig est un médecin comme il ne s'en voit guère : il a cependant une faiblesse commune à beaucoup d'autres hommes, qui est d'être amoureux.

Un jour qu'il visitait à la campagne la femme d'un pasteur allemand, il vit entrer la fille de la maison qui venait, toute rougissante, lui offrir, selon la mode du pays, du café au lait sous la tonnelle. Il la suivit au jardin, et là, dans un bosquet, comme ils devisaient ensemble, elle lui raconta les joies ingénues de sa jeunesse tranquille, tandis que, commodément assis, il fumait une pipe « dont les petits nuages bleus tournoyaient sous la feuillée verte et s'allaient perdre dans les rayons du soleil. » — A quelque temps de là, il recevait une caisse du presbytère, contenant un bouquet de fleurs nouvelles, et un souvenir plus substantiel, « chef-d'œuvre savoureux de la cuisine et de l'industrie domestiques. » En d'autres termes, la jeune personne envoyait au docteur Kœnig des saucisses de sa façon : « Il mit d'abord les fleurs dans un verre... sous un rayon de lune, resta longtemps à la fenêtre et leva les yeux vers la nuit étoilée. Mais à la fin, il se souvint avec plaisir du ambon et de la saucisse, » et lorsqu'il s'attabla près de la petite

fenêtre baignée dans la clarté pâle de la lune, tout attendri, il s'écriait : « O Henriette ! »

Le docteur ne tarda pas à reprendre le chemin du presbytère. Il revit la fille du pasteur, qui lui offrit un trèfle à quatre feuilles : « Prenez-le, dit-elle, cela vous portera bonheur. » Lui, sous le charme, prit la feuille de sa main; transporté par la joyeuse innocence de son être, et le chaud regard qu'elle lui adressait d'un air suppliant, il s'inclina vers elle et la baisa légèrement sur les lèvres. Elle, immobile, ferma un instant les yeux, puis le regarda de nouveau avec tendresse, rougissant un peu. Aucun des deux ne parlait... » C'est bien là l'ingénue Allemande, avec son innocence un peu molle, son laisser-aller de blonde lymphatique. Combien différentes les fières jeunes filles de Walter Scott, parfois si audacieuses d'allures, mais d'une si chaste réserve en tout ce qui touche aux faiblesses du cœur !

Pendant que le docteur Kœnig se perd dans des rêves agréables, la guerre éclate. Le départ des soldats trouble la paix et le repos de la petite ville. Bientôt arrivent les mauvaises nouvelles : « Les Français sont vainqueurs, l'armée prisonnière est obligée de capituler, le roi s'est réfugié jusqu'aux extrémités de son royaume, l'ennemi entre à Berlin. Puis les soldats reviennent, isolés ou par petits groupes, prisonniers de guerre échappés; ils rentrent sans armes, déguenillés, affamés, maudissant leurs officiers. » L'arrivée des Français est imminente, chacun de cacher son argent, ses objets précieux; enfin, par une sombre journée de décembre, le premier cavalier ennemi, le pistolet au poing, occupe la ville presque sans résistance; Cruauté des vainqueurs, villages saccagés, exactions, espionnage, délation, enlèvement des citoyens paisibles, on croit lire un chapitre de la guerre de 1870. M. Freytag nous semble substituer sa propre fantaisie à la vérité historique lorsqu'il nous parle de *la politesse rampante des généraux de Napoléon Ier*, qui n'étaient ni très polis, ni surtout rampans. Le temps n'était plus aux généraux de cour.

Témoin de toutes les horreurs de l'occupation, le docteur avait la consolation de penser que la femme qu'il aimait se trouvait du moins à l'abri du danger dans son presbytère ignoré. A ce moment même, le village était occupé, la maison du pasteur envahie, et la fraîche beauté de la demoiselle l'exposait au plus grand des périls. Elle se défendait contre un soldat brutal, quand survint fort à point un officier français qui fit à coups de sabre lâcher prise à l'agresseur; mais enflammé lui-même d'une passion subite à la vue de tant de charmes éplorés, il mit au doigt d'Henriette un anneau de fiançailles, sans que la pauvre fille, dans son

trouble et sa reconnaissance, songeât à l'en empêcher. En ces temps épiques, amour et guerre, tout marchait au pas de charge. Le capitaine, qui s'appelait Dessalle, appelé à de nouveaux exploits, sur d'autres champs de bataille, promit de revenir bientôt chercher sa fiancée. Grâce à la protection de l'officier français, le presbytère fut désormais respecté, et le pasteur, soumis aux décrets de la Providence, lorsqu'il y trouvait son intérêt, se résigna doucement à voir sa fille épouser un ennemi de la patrie. Mais quel ne fut pas le désespoir du docteur Kœnig lorsqu'il apprit ce qui s'était passé et qu'il vit sa chère Henriette avec le fatal anneau des fiançailles à son doigt! Elle ne lui avait jamais paru plus belle; ses formes, plus développées, étaient plus imposantes, sa voix plus pénétrante et d'un timbre plus profond.

Cependant le capitaine courait l'Europe à la suite de l'empereur et gagnait des grades... Il était devenu colonel. Le récit de son aventure arriva jusqu'au maître, qui, préoccupé, comme chacun peut le croire, des aventures galantes de ses officiers, l'interpella un jour pendant une revue en lui disant : « Colonel, quand me présenterez-vous la générale Dessalle? » Le hasard de la guerre ramène notre colonel dans la petite ville; il tombe malade à l'auberge, demande un médecin, et, cruelle ironie du sort, c'est le docteur Kœnig qui est appelé à sauver son rival : conflit cornélien entre la jalousie et le devoir professionnel. La vertueuse fiancée, sans aucun souci des dangers de l'épidémie, fait transporter le malade au presbytère, espérant peut-être payer ainsi sa dette de reconnaissance. Tout malade qu'il est, le colonel ne tarde pas à soupçonner l'amour du docteur, et avant de partir pour la campagne de Russie qui vient de s'ouvrir, il donne cours à sa jalousie; les deux rivaux se lancent un mutuel défi en style noble et se proposent de vider leur querelle privée au jour où la patrie n'aura plus besoin d'eux.

Simple volontaire dans une compagnie de marche, en 1813, le docteur a l'heureuse fortune de se trouver face à face avec l'officier français dans une escarmouche. Il fond sur lui comme la foudre; cheval et cavalier roulent dans la poussière. Après quelques incidens très compliqués, le colonel Dessalle, accablé par la magnanimité de son rival, lui abandonne généreusement ses droits de fiancé, à la grande satisfaction de la belle Henriette, qui, toujours hésitante, s'aperçoit au dénoûment qu'elle n'a pas cessé d'aimer son premier amoureux. Ils s'épousent, et l'on apprend, ô merveille! que le colonel prétendu français, n'est autre qu'un frère longtemps disparu du docteur, un Kœnig véritable et authentique. Ainsi s'explique l'indécision d'Henriette et sa placidité entre les deux prétendans : ce qu'elle aimait en chacun d'eux, sous des traits différens, c'était l'in-

comparable type des Kœnig. — La métamorphose du Français Dessalle en Allemand est surprenante, mais logique. Sans cela, l'héroïne aurait paru aimer un Welche, ce qui eût été l'abomination de la désolation.

On se ferait une idée imparfaite du mérite de M. Freytag, si l'on ne tenait compte que de l'intrigue romanesque, à la fois un peu fade, invraisemblable et compliquée. Ce qui relève la faiblesse de l'invention, ce sont les petits épisodes entrelacés en arabesques autour de l'action principale, les menus détails de mœurs ingénieusement tracés et qui rappellent de loin la naïveté séduisante et apprêtée d'Erckmann-Chatrian, tels que l'enrôlement des volontaires allemands dans les églises protestantes en 1813, ou encore le récit de la guerre de partisans que le comte Gœtzen organisa dans le comté de Glatz contre les Français.

Nous trouvons exprimée dans ce roman une théorie chère à l'auteur, et qui l'a inspiré dans toute son œuvre, sur le rôle joué par les petites gens dans l'histoire. Contrairement à beaucoup d'historiens et à certains romanciers, M. Disraeli par exemple, pour qui la politique n'est que l'œuvre personnelle de quelques audacieux parvenus à force d'habileté de cour, d'intrigue de salon ou de place publique, M. Freytag donne le rôle principal aux humbles, aux simples, aux ignorés de l'histoire. A propos des *Mystères du peuple*, Eugène Suë écrivait : « Jusqu'ici, sauf quelques éminens et modernes historiens, on avait toujours écrit l'histoire de nos rois, de leurs cours, de leurs amours adultères, de leurs batailles, mais jamais notre histoire à nous autres bourgeois et prolétaires; on nous la voilait au contraire, afin que nous ne puissions y puiser ni mâles enseignemens, ni foi, ni espérance ardente à un avenir meilleur, par la connaissance et la conscience du passé. » Ce passage pourrait servir d'épigraphe au roman de M. Freytag. Il considère en effet l'histoire, non comme l'œuvre des grands hommes, mais comme la résultante de causes infiniment complexes et comme l'ouvrage des artisans les plus obscurs. Ce qu'on appelle l'esprit général d'une époque, germe ici et là dans plus d'une tête, couve dans la foule anonyme jusqu'à ce qu'apparaisse l'homme de génie, qui donne aux aspirations populaires une formule vivante, une organisation définitive. Mais les grands hommes ne disposent pas en maîtres de cette force mystérieuse, changeante, insaisissable, qui décide des destinées des peuples et qu'on appelle l'opinion. S'ils lui prêtent parfois une voix retentissante, s'ils la dirigent même en une certaine mesure, ils en ont d'abord reçu l'impulsion. Bien avant M. Freytag et en meilleurs termes qu'Eugène Suë, Voltaire avait dit dans *l'Ingénu* : « L'histoire n'est que le tableau des crimes et des malheurs; la foule des hommes innocens et paisibles disparaît toujours sur ces

vastes théâtres; les personnages ne sont que des ambitieux pervers. » Or c'est à cette foule des hommes innocens et paisibles que M. Freytag attribue tout l'honneur des grandes entreprises et des vastes réformes, en un mot, le salut des états. C'est à eux, ouvriers du relèvement de la Prusse, défenseurs héroïques de l'indépendance, vrais fondateurs de l'unité nationale, qu'il adresse cette éloquente apostrophe : « Réjouissez-vous et dansez, maître Beblow, et vous aussi, cultivateur Krause, car c'est vous et cent mille de vos semblables qui avez battu l'ennemi dévastateur et qui avez relevé la patrie de son abaissement. — Sa meilleure force, la nation, dans ses heures de défaite et de relèvement, l'a trouvée près de vous, petites gens, et non près de ceux qui vous gouvernaient et qui ne se sont montrés ni assez forts ni assez fiers; ceux qui l'ont sauvée, ce ne sont pas non plus les nobles et les raffinés d'esprit, sceptiques ou flottans dans leurs idées et qui, la paix faite, ne savent plus où commence ni où finit la patrie. C'est parmi vous, hommes obscurs et sans gloire, qu'à ce moment-là s'était réfugiée la meilleure force du peuple; c'est votre patriotisme naïf, ce sont les bras de vos fils que vous envoyiez sur les champs de bataille, c'est votre travail de chaque jour à l'atelier et dans la ferme, dont vous avez sacrifié la meilleure part à l'état, gardant pour vous à peine le nécessaire, voilà ce qui, avant tout, a sauvé notre patrie. Et quand les générations de l'avenir étudieront l'histoire de ce temps, elles sauront que tout ce qu'il y a eu de sain et de grand s'est trouvé surtout en abondance dans les étroites maisons des petites villes et dans les chaumières des villages où vous avez vécu. »

IV.

S'il est vrai que le dernier récit de cette longue série des *Ancêtres* soit une autobiographie où l'auteur se serait peint lui-même sous les traits du dernier des Kœnig, fils de médecin comme lui, journaliste et critique comme lui, né comme lui en Silésie, en 1816, toute cette vaste épopée pourrait être très justement intitulée *Mes Ancêtres*. M. Freytag nous aurait ainsi fourni en six volumes les divers élémens et ingrédiens qui, filtrés à travers les âges, ont abouti à l'éclosion d'un esprit d'élite, penseur subtil, et romancier favori de l'Allemagne.

« La paix dure depuis dix ans; la jeune génération, qui joue en ce moment sur la place aux billes ou à la morue, est née depuis la guerre de délivrance, et lorsque les parens réunis sur le marché racontent leurs aventures de guerre, cela semble aux enfans un récit tout aussi fantastique que la légende du Petit Poucet, qui se glissait sous les jambes de l'ogre... Pour les pères aussi, cette époque

tient déjà de la légende; tel d'entre eux a si souvent raconté certaines histoires à son avantage, qu'il finit par y croire lui-même... Lorsqu'ils parlent de ces grands souvenirs, les habitans de la ville pensent avec vénération au roi, qui, à travers tant d'épreuves et de souffrances, a supporté de si lourdes années de combat. Ils se réjouissent au souvenir du vieux Blücher et du mal qu'il a fait aux Français. Mais de leurs propres souffrances et de leurs privations, ils n'en parlent guère. »

Dans la foule des enfans folâtres jouent le fils et la fille du docteur Kœnig. L'honnête ménage a tout le bonheur que la vertu mérite. Ils s'aiment comme aux premiers jours de leurs fiançailles. Si le docteur rentre le soir fatigué au logis, sa femme court au-devant de lui, l'aide à ôter son manteau de fourrure, lui sert un frugal repas et l'écoute dévotement souffler dans sa flûte. Elle-même l'accompagne sur la guitare, tandis que la lune dessine sur le plancher sombre le croisillon de la fenêtre; et quand, au jour de sa fête, le bon docteur attendri et les yeux humides lui baise la main, toute confuse de cette galanterie inaccoutumée, elle rougit, et tout le jour suivant elle contemple sur sa main la place où le baiser s'est posé. « Son mari aurait pu lui baiser la main tous les jours, car cette petite main était bénie. Tout ce qu'elle touchait au logis réussissait, la pâtisserie, qu'elle entreprenait par amour de son seigneur et maître; les fleurs qu'elle plantait dans le petit jardin potager, les servantes qu'elle dressait au service,.. » et surtout les enfans.

Le jeune Victor Kœnig soutiendra l'honneur du nom, il a hérité des généreux instincts de la race : il a l'âme noble, l'imagination impétueuse, et, dès son plus jeune âge, ce descendant des croisés et des chevaliers teutoniques se signale par un esprit d'indépendance précoce et par les sentimens les plus démocratiques. Conduit en visite chez les hobereaux du voisinage, il ne voulait parler qu'aux gens de service, tant il avait en aversion l'arrogance de la noblesse. A l'université, ses opinions s'accentuèrent. Il fut élu chef d'une corporation d'étudians libéraux, celle des vandales, et échangea des coups de rapière avec le chef de la corporation de la noblesse, nommé Henner. Comme Victor Kœnig, cet Henner est le descendant d'une famille que nous avons rencontrée dans les romans précédens parallèlement à l'autre famille, mais en progression inverse. Partie d'un rang subalterne, presque dans la domesticité d'Ivo, elle s'élève peu à peu, se perpétue dans les habitudes féodales, finit par prendre rang dans la noblesse de Prusse et regarde de haut la famille rivale. Les Kœnig, au contraire, par une évolution opposée, sacrifiant les avantages de caste à leurs convictions, à leur patriotisme, se sont enfoncés toujours plus avant dans le tiers-état. M. Frey-

tag nous a montré les deux familles, c'est-à-dire les deux principes souvent aux prises : aussi le duel de l'étudiant Henner et de Victor Kœnig, vers 1835, est en quelque sorte un phénomène héréditaire. On devine que c'est le *Junker*, autrement dit l'ancien régime, qui reçoit les horions. La rivalité n'en est que plus ardente entre les deux jeunes gens.

Ayant pris ses degrés de *privat-docent*, Victor Kœnig vint s'établir à Berlin et, comme tout écrivain allemand, il débuta dans les lettres en publiant un livre sur l'esthétique qui le mit à la mode et le fit rechercher « dans les cercles de la résidence, où l'on prenait le thé en devisant sur les arts et sur la littérature. » Sa réputation grandissait, il était question au ministère de le nommer professeur, ce qui est en Allemagne la marque officielle de tout écrivain de talent. Sans vocation pédagogique, il se sentait entraîné vers la critique de théâtre : à cet âge, le goût de la comédie n'est souvent que le goût d'une comédienne. Force nous est d'avouer que le *privat-docent* était amoureux d'une artiste célèbre, nommée Tina, à laquelle il exposait ses théories sur le Beau, la déclamation et l'art d'aimer. Tina, protégée d'ailleurs par un prince autrichien jaloux et millionnaire, décourageait son jeune ami en lui représentant que mieux valait s'en tenir au frugal régime de l'esthétique. Un soir pourtant qu'elle l'aperçut dans une loge en compagnie d'une personne jeune et jolie, son zèle de moraliste en fut ébranlé ; la jalousie lui inspira ce raisonnement : que, si le jeune homme devait être heureux, il était préférable qu'il le fût par elle et non par une autre. Le lendemain, quand il vint s'exercer avec elle à la déclamation et qu'ils commencèrent la grande scène de Roméo et Juliette, ils se sentirent l'un et l'autre troublés, transportés. Le châle vint à glisser et découvrit l'épaule de Juliette, qui jeta les bras autour du cou de Roméo et soupira d'une voix étouffée : « Voici mon épaule, tu peux la baiser. » Lui d'obéir, mais elle se dégagea de son étreinte, jeta un manteau de pourpre sur son col nu et, étendant le bras, d'un geste de tendresse entraînante : « Va, cher, dit-elle, ce soir, je t'attendrai ! »

Le *privat-docent* sortit radieux, rêvant des félicités promises, sans aucun souci des chastes traditions de sa race ni des ancêtres paisiblement endormis dans la poussière de leur vertu immaculée. Et nous aurions eu le déplaisir de voir succomber comme un simple bachelier, à la première tentation, le dernier rejeton de tant de héros sans tache si la révolution de 1848 n'avait éclaté tout à propos. Le soir même de ce jour, notre ami Kœnig, le cœur battant, volait au rendez-vous ; il se heurta brusquement à une barricade : son innocence l'avait échappé belle. Disons à sa louange qu'il supporta cette déconvenue avec grandeur

d'âme. Réveillé de son rêve amoureux, plein d'enthousiasme pour les intérêts sociaux ou antisociaux au nom desquels grondait l'émeute, il ramasse un fusil et va d'un premier mouvement se ranger parmi les insurgés. Mais bientôt, à leur langage, il s'aperçoit que les chefs sont étrangers, les uns Français, les autres Polonais : ce n'est donc pas la cause de la patrie allemande qu'ils soutiennent, mais celle du bouleversement de la société et de la révolution cosmopolite. Victor brise son arme avant d'en avoir fait usage et se réfugie dans un cabaret voisin. Bientôt la troupe arrive et s'empare de lui. On va le fusiller lorsque intervient son ancien rival de l'université, le *Junker* Henner, qui le sauve d'une mort certaine. Le champion de la bourgeoisie et le fils des nobles se jettent dans les bras l'un de l'autre. Henner épouse la sœur de Kœnig, Kœnig épouse la sœur d'Henner et convertit son beau-frère aux idées libérales. Ainsi s'éteint, dans un sentiment magnanime, la haine séculaire des Henner et des Kœnig, les classes s'unissent, les antiques préjugés s'écroulent. Ce ne sont pas seulement deux hommes qui se réconcilient; dans l'esprit de l'auteur, ce dénoûment a une tout autre portée, sociale et humanitaire, ce sont deux principes, deux abstractions qui s'embrassent.

Défenseurs de la même cause, les deux beaux-frères fondent en commun un journal politique destiné à propager les idées libérales, combattre la réaction, obtenir l'abolition de la censure et la liberté de la presse. « Je renonce, dit Victor Kœnig, à toute autre occupation littéraire, à mes belles débauches dans le pays des songes. La seule question qui m'importe et à laquelle je veuille chercher une réponse, c'est de savoir comment sauver notre chère Prusse. Mon père était plus heureux, il n'avait pas à choisir entre plusieurs routes. » En 1813, on n'était pas embarrassé de savoir où était l'ennemi. Victor Kœnig, dans la pensée de M. Freytag, personnifie l'Allemagne : cette Allemagne dilettante, éprise d'art, de littérature et de poésie, doit se vouer désormais aux luttes arides d'une politique pratique et réaliste; c'est l'avis du dernier des Kœnig, ce fut aussi celui de M. Freytag, qui, de simple littérateur qu'il était en 1848, s'improvisa journaliste libéral et réformateur. Selon lui, en effet, le dévoûment à la cause populaire et nationale et d'abord la lutte pour la liberté de penser, c'est-à-dire de combattre, sont au XIXe siècle la dernière incarnation de l'esprit chevaleresque. Jadis, dans la fraîcheur et la pureté d'un christianisme juvénile, Ivo, l'ancêtre, partait pour la délivrance du saint sépulcre ; maintenant le dernier rejeton de la race consacre les énergies de son âme à l'affranchissement des classes; les chevauchées héroïques, les coups d'estoc et de taille ont fait place, de nos jours, à l'âpre discussion des intérêts sociaux, à la défense,

par la plume et par la parole, des droits politiques. Après l'âge de fer, l'âge du papier et de l'imprimerie; après la civilisation religieuse, la civilisation scientifique et industrielle; après les croisades, la réforme et le rationalisme : tel est le dernier mot du progrès et le dénoûment de ce roman de l'évolution.

Il est à remarquer que M. Freytag ne fait aucune allusion à la guerre de 1870 dans son dernier récit, soit que les événemens lui parussent trop récens et trop présens pour se prêter à la fiction, soit que, tout en partageant l'orgueil et l'enthousiasme de l'armée victorieuse, il ne lui plaise pas de considérer le militarisme exclusif comme le dernier terme auquel doivent aboutir les souffrances et les efforts de tant de générations, et de voir dans le casque à pointe le couronnement de l'édifice impérial. La thèse qui ressort de cet ouvrage est au contraire que l'unité allemande conquise par les armes, protégée par les armes doit se maintenir et se fortifier par la libre discussion des gouvernemens modernes.

Le fond même et l'inspiration de l'œuvre de M. Freytag, c'est l'idée de patrie, en dehors et au-dessus de l'esprit de parti. Le patriotisme moderne des Allemands a cela de particulier qu'il est essentiellement factice, qu'il n'est pas inné, qu'il a besoin d'être appris, expliqué, réchauffé. Un Allemand le distingue et le définit comme il suit : « Ce nouveau patriotisme n'avait pas la simplicité du patriotisme français ou grec, qui considère toutes les autres nations comme des barbares; ni l'humble et sentimentale tendresse du patriotisme italien, attaché à la patrie rachetée, comme une mère à son enfant sauvé de la mort, mais encore délicat et souffreteux. Il n'avait pas la robuste vigueur du patriotisme des anciens Romains et des vieux Anglais, qui ignorait simplement l'existence légale de ceux qui n'étaient ni citoyens romains, ni sujets anglais. Le nouveau patriotisme allemand, qu'il ne faut pas confondre avec le vieux patriotisme prussien, n'était pas et n'est pas *naïf*. Il est conscient, il est voulu; il a une teinte de pédantisme, parce qu'il est l'œuvre de savans et de littérateurs. Il est né d'un sentiment du manque de patriotisme qui régnait auparavant et contre lequel il était nécessaire de réagir (1). » On ne saurait mieux expliquer pourquoi on est si préoccupé en Allemagne d'enseigner le patriotisme, non-seulement à l'école, en même temps que l'alphabet et la Bible, mais encore au moyen des œuvres d'imagination. La mise en scène romanesque, l'appareil historique, les scènes d'amour les plus délectables servent d'amorce et d'ornement au but le plus sérieux et le plus méthodique.

Ce point de vue, exclusivement national et patriotique, explique à la fois le succès des *Ancêtres* en Allemagne et le peu d'intérêt

(1) K. Hillebrand, *Lectures on german Thought;* London, 1880, p. 287.

qu'y trouve l'étranger. Si nous les lisons avec curiosité, c'est moins pour le mérite intrinsèque du livre qu'afin de mieux connaître le tour d'esprit des Allemands, de mieux suivre la trace de leurs préoccupations jusque dans un genre réputé frivole. Tout l'ouvrage est si rempli d'intentions et d'abstractions qu'il ne reste rien pour l'art désintéressé.

Ce n'est pas que M. Freytag ne soit un écrivain soigneux, scrupuleux de la forme. Il a le style clair, coloré, minutieux; à défaut de la vivacité du dialogue, et à côté de trop longs discours, on rencontre certaines page d'une candeur fine et d'une bonhomie cordiale, qui, par l'exécution soignée, rappellent les bons peintres de genre, un Knaus, un Menzel. C'est là que le talent de l'auteur se déploie dans toute sa grâce et dans toute sa liberté. Et pourtant, transposée dans notre langue française si impatiente de toute lenteur, si vive et si alerte, cette prose allemande marche d'un pas pesant.

Le genre du roman historique et politique adopté par M. Freytag est, sinon faux, du moins un genre de transition : justement abandonné en France et en Angleterre, il n'est plus guère cultivé qu'en Allemagne. En cela les Allemands retardent de trente années. Ils négligent trop, encore aujourd'hui, le roman psychologique, l'étude des sentimens et des caractères. Non-seulement M. Freytag s'est peu préoccupé de ranimer les *Ancêtres* dans la vérité et la rudesse des mœurs et des coutumes, mais il ne s'est même pas soucié de prendre des êtres vivans pour modèles, des êtres ondoyans et divers, agités par le conflit des désirs et des appétits qui se combinent, se contrarient à l'infini et varient d'un homme à l'autre autant que diffèrent les traits du visage. Ses personnages sont une incarnation de thèses préconçues et de passions abstraites, des figures symboliques agissant toujours d'après certaines règles invariables, accessibles à certains mobiles historiques et dont la forme est toujours la même, des mannequins qui ne se distinguent les uns des autres que par le costume, raidis dans la même attitude, mus par l'unique ressort du patriotisme, figés dans l'expression du caractère allemand idéal, — sincérité, droiture, chasteté, courage, abnégation, — des êtres doués de toute perfection et qui n'ont qu'un défaut, celui de ne pas vivre et de trop prouver la bonté, la justice et la noblesse de la cause nationale que soutient l'auteur. On pourrait dire des romans mieux encore que de l'histoire : *Scribitur ad narrandum, non ad probandum.*

J. Bourdeau.

UN MÉCÈNE ITALIEN

AU XVE SIÈCLE

LES LETTRES ET LES ARTS A ROME PENDANT LE RÈGNE DE SIXTE IV.

L'histoire de la renaissance à la cour de Rome n'a cessé, depuis près d'un siècle, de tenter les érudits. Italiens et étrangers, catholiques et protestans, amis et ennemis, Roscoe et Rio, M. Voigt et M. Burckhardt, M. de Reumont et M. Gregorovius, ont, avec une insistance particulière, cherché à résoudre un problème qui semble se renouveler d'âge en âge. Leurs efforts n'ont pas besoin de justification. Alors même que les noms de la plupart des savans ou des artistes appelés à Rome pendant le xve et le xvie siècle ne s'imposeraient pas à l'attention de l'historien, il se sentirait attiré par je ne sais quelle contradiction entre les aspirations intimes des papes qui les ont protégés et entre leur mission officielle. Dans leur généreuse imprévoyance, ces gardiens nés de l'orthodoxie ont, en poussant au culte de l'antiquité païenne, provoqué un conflit qui pouvait devenir bien dangereux pour leur cause ; fascinés par la beauté de la forme, ils n'ont pas voulu voir les irrégularités du fond. Les Nicolas V, les Sixte IV, les Léon X croyaient sincèrement fortifier l'église en enrôlant sous sa bannière les héritiers des Grecs et des Romains. Ils ne se doutaient pas que c'était préparer de leurs propres mains la ruine de la tradition théologique du moyen âge. La glorieuse émancipation intellectuelle de la renaissance est en grande partie

leur œuvre. Il n'en est que plus piquant d'analyser leurs efforts, de définir leur rôle, de toucher du doigt des illusions, si honorables pour eux, si funestes au pouvoir dont ils étaient investis.

Comme s'ils avaient tenu à justifier ces marques de confiance, les champions des idées nouvelles, ou plutôt les champions des idées anciennes, si heureusement rajeunies, se sont, de leur côté, de plus en plus renfermés dans le domaine de l'abstraction. A l'origine, il leur était parfois arrivé de laisser un libre cours à leur humeur belliqueuse; le Pogge et Philelphe avaient attaqué avec vivacité les ordres mendians, en protestant d'ailleurs de leur respect pour les dogmes; un autre humaniste célèbre, Laurent Valla, avait même poussé l'audace jusqu'à nier l'authenticité de la donation de Constantin, exploit qui ne l'empêcha pas de devenir secrétaire apostolique. Mais les mœurs avaient bien changé depuis lors. Amis du repos et du bien-être, absorbés par l'étude du monde antique, les humanistes renoncèrent bien vite à affaiblir l'autorité de l'église. Quelque opinion paradoxale leur avait-elle échappé, ils s'empressaient de se rétracter; il n'y avait point de gent plus accommodante. Vers la fin du xve siècle, on vit même l'un des plus éminens travailler de toutes ses forces à la réconciliation de la philosophie platonicienne avec les enseignemens du christianisme. N'importe! il était difficile de calculer la portée de la révolution dont ils s'étaient faits les promoteurs, et le moment devait venir où ils n'auraient plus la force de conjurer les esprits qu'ils avaient déchaînés.

Avant tout hommes de leur temps, en parfaite communauté de croyances et d'aspirations avec leurs contemporains, les papes, — je parle de ceux de la première renaissance, — cédèrent sans scrupule à l'entraînement général. Dans l'Italie du xve siècle, le culte des choses de l'esprit n'était pas seulement un besoin intime, c'était encore un moyen de domination. Les Médicis l'avaient bien compris quand ils résolurent de fonder sur les lettres et les arts la grandeur politique de leur maison. Venise et d'autres villes encore comptaient des citoyens aussi riches qu'eux; mais faute d'avoir groupé autour d'eux les forces vives de leur nation et légitimé leur richesse par la distinction de leur goût, ces obscurs millionnaires n'ont pas réussi à émerger de la foule. D'autre part, que de crimes n'a-t-on pas pardonnés à des tyrans exécrables, pour peu qu'ils eussent encouragé quelque savant illustre et laissé derrière eux quelque monument somptueux! Ce siècle avait l'esprit tourné aux grandes choses. La vue de la civilisation antique qui, après une éclipse dix fois séculaire, brillait de nouveau d'un si vif éclat, contribua singulièrement à dilater les cœurs, à enflammer les imaginations. Vivre ainsi à travers les âges, transmettre son nom aux générations les plus reculées, soit par les vers du poète, soit par le ciseau du statuaire, quelle tentation pour

une époque ouverte à tous les sentimens généreux ! A défaut d'une église ou d'un palais proclamant la magnificence de son fondateur, tous, jusqu'à d'humbles bourgeois, voulaient du moins laisser un monument funéraire qui perpétuât la mémoire de leurs vertus ou de leurs richesses. Les plus austères n'échappaient pas à ces préoccupations mondaines. Il y a bien de l'orgueil encore dans l'apparente humilité de ce cardinal qui déclare que, s'il désire une sépulture honorable, c'est par respect pour le rang qu'il a occupé et nullement par sollicitude pour sa misérable dépouille terrestre; qui, tout en protestant de son indignité, compose lui-même son épitaphe en beaux hexamètres, et demande à être enterré à Saint-Pierre, à côté du pape Pie II. Combien peu eurent le courage de mépriser sincèrement ces suggestions de la vanité! A Rome, pour l'époque dont nous nous occupons, l'histoire ne cite guère qu'un nom, celui du cardinal Latino Orsini. Ce prélat modèle défendit que l'on marquât, ne fût-ce que par une épitaphe, l'endroit où il serait enseveli.

Inspiré par ce *Triomphe de la Renommée*, que Pétrarque a chanté en si beaux vers, le xve siècle ne se contenta pas de s'adresser à la postérité, il voulut remonter dans le passé le plus loin possible. Plus de famille qui ne cherchât à se rattacher à quelque tribu de l'ancienne Rome, plus de ville qui ne se découvrît un fondateur parmi les héros de l'antiquité. Qu'étaient les poudreux parchemins du moyen âge quand on pouvait espérer de trouver ses lettres de noblesse tracées sur le marbre en beaux caractères lapidaires? Le souvenir des grands hommes devient un véritable culte. Tout à coup les Florentins, comme s'ils ne comptaient pas parmi leurs concitoyens vivans assez de génies impérissables, éprouvent le besoin d'élever dans leur cathédrale un monument à Giotto, mort depuis cent cinquante ans. Mantoue et Côme tiennent à honorer par des statues les écrivains qui les ont illustrées dans l'antiquité, Virgile, les deux Pline. Padoue montre avec orgueil les ossemens de Tite-Live, et le roi Alphonse de Naples considère comme un bonheur sans prix de recevoir, à titre de relique, un bras de l'historien.

Dans son beau livre sur la renaissance, Jacques Burckhardt a montré avec quelle habileté les humanistes exploitèrent ces aspirations, qu'ils avaient contribué à provoquer. Ils s'érigèrent en dispensateurs de la gloire, promirent une louange éternelle, menacèrent d'une flétrissure indélébile. Pendant plus d'un demi-siècle on vit l'un des plus fameux d'entre eux battre monnaie en exploitant la vanité des potentats de l'Europe entière, sans qu'une voix s'élevât pour protester contre ce trafic honteux. L'impartialité de ce précurseur de l'Arétin, — nous avons nommé François Philelphe, —

et celle de tant d'autres de ses confrères, peut être suspectée ; mais sa sincérité est hors de cause : il croyait naïvement que les noms de ses protecteurs passeraient à la postérité avec les vers dans lesquels il les avait enchâssés.

Les artistes, de leur côté, s'efforçaient d'assouvir la soif d'immortalité dont leurs contemporains étaient possédés : un buste, un portrait peint ne suffisaient plus : on imagina d'introduire les hommes du XVe siècle parmi les acteurs des scènes de l'histoire biblique ou de l'histoire romaine. Dans la chapelle du Carmine, les Médicis prirent place parmi les témoins des miracles de saint Pierre et de saint Paul, — anachronisme bien excusable ; — au Campo Santo de Pise, ils servirent de modèles pour les figures des patriarches. Il faut remarquer qu'ici encore ce furent les champions de la renaissance qui, s'inspirant des traditions antiques, donnèrent à leurs héros les traits de contemporains célèbres. Les représentans des pieuses traditions du moyen âge, les fra Angelico et les Pérugin, auraient considéré comme une profanation d'introduire des vivans dans les compositions sacrées. L'antiquité pouvait mettre d'autres ressources encore au service des courtisans modernes : les inscriptions, que l'on commençait à rechercher avec ardeur, fournissaient les modèles les plus parfaits du style lapidaire. D'autre part, l'art du médailleur, retrouvé par le Pisanello, permit de répandre partout l'image des amateurs honorés de l'amitié d'un artiste. La glyptique et la gravure en monnaies firent le reste. Pour rivaliser avec les anciens, les souverains n'eurent plus qu'à se faire élever des statues de leur vivant, pratique que le moyen âge avait réprouvée comme un acte d'idolâtrie. Borso d'Este, le pape Paul II, et bien d'autres encore, ne s'en firent pas faute. En un mot, de quelque côté qu'on tournât les regards, l'empire des novateurs était solidement établi. L'opinion publique se faisait par eux ; ils représentaient le progrès sous toutes ses formes.

I.

Dans ces circonstances, ce fut avec une indicible appréhension que l'Italie vit monter sur le trône pontifical le chef de l'un de ces ordres mendians, ennemis nés de la renaissance. François della Rovere, — c'est le nom que Sixte IV portait avant son exaltation, — n'avait certainement eu que peu d'occasions de s'occuper de belles-lettres ou de beaux-arts ; le rôle de mécène était celui auquel il paraissait le moins apte. Fils d'un pêcheur pauvre et ignorant, sa jeunesse souffreteuse s'était passée au milieu d'hallucinations de toute sorte, ardemment exploitées par les siens. Il n'était pas encore au monde que déjà sa mère crut voir en songe saint François d'Assise

et saint Antoine de Padoue, qui lui ordonnaient de faire de son fils un franciscain. La maigreur du nouveau-né fut considérée comme l'indice de hautes vertus. Lui-même prit plaisir, longtemps après, à rappeler, dans les fresques de l'hospice de Santo-Spirito, les présages qui avaient marqué ses premiers ans. *Infans, attenuato corpore... non obscuro castitatis omine,* tel était l'incription tracée au-dessous du tableau où on le voyait étendu à terre, n'ayant qu'un souffle de vie. Ce corps si débile recélait cependant un esprit fortement trempé, une énergie indomptable, mêlée d'emportemens fougueux. Entré chez les franciscains l'enfant se fit promptement remarquer par la vivacité de son intelligence. Ses progrès furent si rapides qu'au bout de peu d'années, il comptait parmi les orateurs les plus éloquens, les écrivains les plus savans de l'ordre. Entendons-nous bien : c'était une science qui n'avait rien de profane, et les discussions dans lesquelles le futur pape déployait ses talens oratoires ne sortaient à coup sûr pas du domaine de la théologie ou de la philosophie scolastique. Les titres seuls de ses écrits autorisent une telle appréciation : l'un traitait *de Sanguine Christi*, l'autre *de Futuris Contingentibus*. François della Rovere écrivit également sur la puissance de Dieu, sur la conception de la Vierge, et préparait un grand ouvrage sur la concordance de saint Thomas d'Aquin et de Duns Scot, lorsque la mort de Paul II l'arracha à ses études. Il est fort douteux que le moine franciscain ait semé dans ses compositions ces fleurs de rhétorique, ces élégances si chères à ses rivaux les humanistes. En effet, on ne voit pas, dans ses biographies, qu'il ait cherché, comme deux autres de ses confrères en saint François, Bernardin de Sienne et Albert de Sarteano, à fortifier son éloquence par l'étude des modèles classiques, et au besoin à demander des leçons à quelque champion de l'antiquité. Vis-à-vis de l'art, il eût été plus difficile encore au frère François de se régler sur les brillans prélats qui remplissaient alors la cour romaine. Il était si pauvre, quand Paul II le nomma cardinal, en 1467, qu'il dut recourir à la libéralité de ses collègues pour réparer l'habitation contiguë à la basilique de Saint-Pierre-ès-Liens, son titre cardinalice.

Il est difficile, dans une étude sur les papes de la renaissance, de séparer entièrement le Mécène du chef de la chrétienté et du souverain de l'état pontifical. Le nouveau pape, — et à cet égard on est tenté de souscrire au jugement porté sur lui par M. Gregorovius, qui le déclare «abominable en tant que prêtre, » — était avant tout possédé du besoin de domination. Ses passions, longtemps contenues dans le couvent, débordèrent avec une violence qui effraya l'Europe entière. De mémoire d'homme on n'avait pas vu une volonté aussi énergique, éclatant dans les plus petites comme dans les plus grandes

choses. Incapable de discuter, de négocier, il brise tout ce qui lui résiste. L'anathème en matière de religion, la guerre en matière de politique, tels sont ses seuls argumens. Un des chefs de la maison Colonna, le fameux protonotaire, tarde-t-il à se rendre à son appel, il le fait mettre à la torture et décapiter. Les della Valle violent-ils ses ordres, il fait démolir de fond en comble leurs palais. La conjuration des Pazzi prouva qu'il ne reculait même pas devant l'assassinat pour triompher de ses adversaires. Et encore si ces entreprises avaient eu pour but la consolidation du pouvoir temporel, comme celles de son neveu Jules II! Mais il n'avait en vue que l'agrandissement de sa famille, et, sacrifiant l'avenir au présent, il suscitait d'un cœur léger les plus graves embarras à ceux qui prendraient en mains, après lui, le gouvernail de l'église. On oublie trop que, s'il s'occupa d'affaiblir l'autorité des barons romains, ce fut surtout pour leur substituer d'autres titulaires, qui n'auraient pas tardé, comme eux, à se retourner contre le pouvoir dont ils émanaient. Son neveu, Girolamo Riario, pour lequel il rêvait un état indépendant, serait certainement devenu pour ses successeurs un adversaire aussi redoutable que l'avaient été pour lui ou pour ses prédécesseurs les Orsini et les Colonna. Sixte ne sut donc ni assurer à ses sujets la tranquillité matérielle que leur avait donnée son prédécesseur Paul II, ni, comme l'avaient fait Pie II et Calixte III, les armer pour quelque grande cause, telle que la croisade contre les Turcs. Aucun principe politique supérieur ne semble avoir présidé à ses guerres. Mais, cette réserve faite, il faut avouer qu'il eût été difficile de diriger les opérations avec plus de vigueur, d'apporter dans ces entreprises, la plupart injustes, une opiniâtreté plus grande. C'est que l'énergie remplaçait chez Sixte l'élévation des vues; et cette énergie de son côté n'était que la résultante d'une ambition qui dut paraître effrénée, même à une époque si riche en parvenus fameux.

L'énergie dont Sixte a fait preuve dans ses entreprises militaires, nous la retrouvons dans son administration civile : il y révèle des qualités hors ligne. Sans doute, ce sont toujours les mêmes vues personnelles, c'est, dans le choix des moyens d'exécution, la même absence de scrupules. Mais l'intérêt du pape se confondant ici souvent avec celui de l'état pontifical, et surtout de la ville de Rome, les résultats obtenus ne pouvaient manquer d'être remarquables. A cet égard, ses contemporains Paolo dello Mastro et Infessura ont été injustes : ils n'ont vu en lui que le tyran, non l'organisateur. Personne ne savait comme Sixte assurer l'exécution de ses ordres; il prévoit tout, règle tout (ses bulles sont des chefs-d'œuvre de précision), se rend compte de tout par lui-même. En cas de lenteur ou de désobéissance, les armes spirituelles ne lui suffisant pas, il n'hésite pas à frapper de la prison, de la confiscation, de la peine

capitale. C'était bien là, malheureusement, la main de fer qu'il fallait pour gouverner les Romains. Sixte IV le comprit cent années avant son illustre homonyme, Sixte V, franciscain comme lui et non moins implacable.

Quels encouragemens les représentans des idées nouvelles étaient-ils en droit d'espérer de la part d'un souverain qui remettait en honneur les plus odieuses maximes du moyen âge? Quelle place les jouissances intellectuelles pouvaient-elles trouver dans cet esprit rongé par une ambition exécrable? L'anxiété fut vive, mais elle ne fut pas longue. Sixte n'eût-il pas possédé l'intelligence si vive qui le distinguait, il lui eût été difficile, pour ne pas dire impossible, de se désintéresser d'une cause pour laquelle les autres princes italiens se passionnaient à un si haut degré, de se soustraire à des influences auxquelles l'Europe entière commençait à sacrifier. Parmi les papes de la renaissance, deux seulement ont eu la prétention de remonter le courant, et ce n'étaient pas des Italiens: l'un, Calixte III Borgia, avait pour patrie l'Espagne; l'autre, Adrien VI, les Flandres. Ces barbares, ces iconoclastes, régnèrent heureusement assez peu pour ne pas voir éclater les haines qui s'étaient amassées contre eux. Plus soucieux des intérêts de sa gloire, Sixte résolut de se placer à la tête du mouvement; il mit au service de la cause nouvelle ses rares facultés d'organisateur, se posa, lui un des plus insignes fauteurs du népotisme, en protecteur désintéressé des lettres et des arts, construisit, à côté de la chapelle Sixtine, la bibliothèque du Vatican, imprima la plus vive impulsion à l'université romaine, et, par ses grands travaux d'édilité, fit de sa capitale la première ville moderne. La passion de la gloire a été sans contredit le point de départ de cet éblouissant programme. La tentation était très grande, pour un homme arrivé vieux au pouvoir souverain et privé de descendance, de s'occuper lui-même de perpétuer son souvenir par de splendides fondations. Mais il n'est pas moins certain aussi que l'ancien général des franciscains finit par se passionner ardemment pour son œuvre. On ferait injure aux grands ambitieux de la renaissance, à ces organisations si riches et si ondoyantes, en les croyant uniquement guidés par des calculs égoïstes. A l'exception peut-être de César Borgia, ils se sont tous épris de l'amour le plus vif pour ces fondations scientifiques et littéraires qui, aux yeux de la critique moderne, paraissent avant tout des moyens de propagande. Chez Cosme de Médicis et chez ses descendans, chez les d'Este, les Gonzague, les Malatesta, les Sforza, chez Alexandre VI même, le diplomate est toujours doublé d'un amateur délicat, enthousiaste.

Le nouveau pape participait de ces grâces d'état. On le croit tout entier à la politique, et voilà qu'il montre vis-à-vis des belles

choses la plus grande liberté d'esprit. A l'entendre causer avec Philelphe, à le voir s'extasier devant les fresques de la chapelle Sixtine, on ne se douterait pas que l'on a devant soi le fondateur de la dynastie des della Rovere, Sixte le Terrible. Il ne se passait guère de semaine, nous dit un de ses contemporains, sans qu'il allât visiter, porté dans une litière suspendue entre deux chevaux, les églises qui lui devaient leur restauration, Sainte-Marie du Peuple, Sainte-Marie de la Paix, ou les rues et les places nouvelles. A Ostie et à Porto, pendant une de ses excursions, il se délecte à la vue des ruines antiques et écoute avec intérêt les discussions archéologiques auxquelles elles donnent lieu dans son entourage. Un peu plus d'amour pour la nature, et l'on croirait voir revivre Pie II, qui a dépeint avec tant de charme les paysages des environs de Rome. Lorsque, une trentaine d'années plus tard, Jules II, dans les intervalles de ses emportemens, visitait Michel-Ange dans la Sixtine et que le vieillard devant lequel tremblait l'Europe gravissait tout essouflé les échafaudages qui cachaient les peintures du plafond, il ne faisait peut-être que se souvenir de l'exemple de son oncle. Est-ce à dire que Sixte ait eu des vues originales sur la mission de la science et de l'art, qu'il ait élaboré à son usage une esthétique nettement définie? Le théologien qui avait écrit le traité *de Sanguine Christi* était-il capable de distinguer entre la philosophie de Platon et celle d'Aristote, entre le style de Cicéron et celui de Quintilien? Savait-il seulement apprécier les différences qui séparaient l'art antique de l'art du moyen âge, l'école florentine de l'école ombrienne? Je vais plus loin; savait-il se rendre compte de la valeur relative d'un Ghirlandajo, le créateur des admirables fresques de Santa-Maria-Novella, et d'un Cosimo Roselli, l'auteur de tant de compositions insipides? Questions indiscrètes, inquiétantes, auxquelles nous allons essayer de répondre.

II.

Au milieu des graves préoccupations qui absorbèrent Sixte au sortir du conclave, une de ses premières pensées fut pour les lettres. Il avait été élu le 9 août 1471; dès le 17 décembre suivant, nous le voyons occupé de la reconstruction de la Bibliothèque Vaticane. Il est juste que nous tenions compte d'une préférence si nettement accusée et que nous examinions d'abord son attitude vis-à-vis du monde des savans.

A l'époque de la renaissance, Rome offrait aux représentans de la science des ressources bien autrement considérables qu'on ne

serait tenté de le croire. Peu importait l'ignorance, la barbarie de l'élément romain proprement dit, aristocratie militaire, bourgeoisie, bas clergé; la cour, ou plutôt la curie, société artificielle recrutée dans toutes les parties de l'Europe, faisait la loi et formait comme un état dans l'état. Nulle part érudits ou littérateurs ne trouvaient un emploi plus brillant, on peut presque dire plus normal, de leur savoir ou de leur talent. Leur fortune n'y dépendait pas du caprice d'un prince plus ou moins ami des lettres : ils entraient comme rouages essentiels dans une organisation qui dominait le monde. Se distinguaient-ils par la vivacité ou l'élégance de leur plume, ils avaient leur place marquée parmi les secrétaires apostoliques, dans cette phalange qui compta à l'époque de la renaissance tant de libres esprits : Coluccio Salutato, le Pogge, Léonard Bruni, Antoine Loschi, Flavio Biondo, Maffeo Vegio, Jean Aurispa, Giannozzo Manetti, Pietro Candido Decembrio, Æneas Sylvius Piccolomini, Laurent Valla, George de Trébizonde, Léonard Dati, Mathieu Palmieri, Bembo, Sadolet. Brillaient-ils par leur éloquence, ils étaient tour à tour appelés à remplir les fonctions d'ambassadeur ou à prendre part aux joutes oratoires, qui, grâce aux exigences du cérémonial pontifical, se renouvelaient presque chaque semaine. L'éloquence, c'était bien le genre de mérite que les humanistes se flattaient de posséder au suprême degré, celui que leurs contemporains admiraient chez eux avec le plus de docilité. Ces virtuoses de la parole s'essayaient sans embarras dans les matières les plus diverses : discours de bienvenue, sermons, oraisons funèbres. Enterrait-on un prélat, c'était à eux qu'incombait la tâche, rémunérée en belles espèces sonnantes, de louer le défunt du haut de la chaire; c'étaient eux encore qui, aux grandes fêtes, pour peu qu'ils eussent un semblant de tonsure, prêchaient dans la chapelle du pape. Se sentaient-ils au contraire de la vocation pour une existence plus contemplative, l'université romaine, la bibliothèque du Vatican, sans parler des innombrables bénéfices qui étaient à la nomination du pape, leur offraient un asile assuré; ils y trouvaient l'*otium cum dignitate*, que l'étude des anciens leur avait rendu si cher. Il serait difficile de décider qui a le plus gagné à cet échange de bons offices, les protecteurs ou les protégés. Était-ce donc si peu, pour les chefs de l'église, que d'avoir à leur disposition des hommes également prêts à rédiger une consultation politique, à prendre quelque puissant souverain dans les filets de leur éloquence, à appeler la chrétienté à la croisade, à lancer une invective contre un antipape?

Au moment de l'avènement de Sixte IV, tout semblait favoriser l'ambition du nouveau pape, brûlant de ravir à Florence la primauté littéraire dont elle se montrait si fière. Grâce aux efforts de ses

prédécesseurs, grâce aussi à l'attraction exercée par la Ville éternelle sur tant d'esprits amoureux de l'antiquité, la colonie d'érudits groupés autour de la papauté comptait un grand nombre de personnages éminens. Il fallait avant tout la compléter, l'organiser; Sixte n'y manqua pas. Trois Grecs célèbres représentaient la littérature et la philosophie helléniques : le cardinal Bessarion, qui mourut d'ailleurs bientôt après; Théodoro Gaza, de Salonique, et George de Trébizonde. Une chaire ne tarda pas à être offerte à un de leurs compatriotes, Jean Argyropoulos, de Constantinople. C'était une victoire remportée sur les Médicis, au service desquels Argyropoulos avait été longtemps attaché. Le nouveau venu obtint un vif succès; il eut la gloire de compter parmi ses élèves un des plus célèbres humanistes de l'Allemagne, Jean Reuchlin, qui longtemps après parlait encore avec respect des conférences d'Argyropoulos sur Thucydide. Un littérateur florentin de mérite, Barthélemy Fontius, obtint également une chaire à l'université de Rome. Mais Sixte avait des visées plus hautes; il rêvait la conquête du prince de la philosophie néo-platonicienne, du savant illustre dont les écrits jetaient alors un éclat incomparable sur Florence. C'eût été du coup ériger Rome en capitale intellectuelle de l'Italie. De nombreux cardinaux appuyèrent ses démarches; elles restèrent sans résultat. Marsile Ficin avait trop d'obligations aux Médicis pour se séparer d'eux. Mais il tint à montrer, en cette occasion, qu'on pouvait être à la fois philosophe profond et plat courtisan. On se demande, en lisant sa réponse, qui des deux est le plus digne de pitié, de l'écrivain qui pousse si loin l'adulation ou du mécène qui accepte des éloges si outrés. Nous traduisons aussi littéralement que possible les effusions lyriques du néo-platonicien florentin : « Tous les peuples de la chrétienté s'écrieront : Quel est donc celui auquel les élémens obéissent si facilement, devant lequel les astres s'inclinent? C'est certainement le vicaire légitime du Christ très clément, qui, en possession des clés de son maître, vient, à l'époque fixée, de fermer les portes des temples de Janus et de Pluton. Sixte, ce sublime phénix de la théologie, maître souverain de la forteresse élevée par Pallas, y rend des oracles divins. Chantons un cantique nouveau en l'honneur de Sixte. »

L'enseignement donné par Philelphe, le plus célèbre des humanistes appelés par Sixte à son université, ne fut pas aussi fécond que l'aurait été celui d'un Marsile Ficin, mais il jeta pour le moins autant d'éclat. A la fois poète et philologue, historien et philosophe, maniant avec une égale facilité le grec et le latin, François Philelphe avait, pendant un demi-siècle, étonné l'Italie par la variété de ses connaissances, par l'élégance de son style, mais aussi par une

vanité et une violence dépassant toutes les bornes. Je me trompe; il y avait chez lui un défaut encore plus grand, c'était la cupidité; il précède et annonce l'Arétin, joignant, comme lui, une effronterie sans nom à un incontestable talent, et mettant à contribution les souverains de l'Europe entière, depuis le bon roi René jusqu'à Mahomet II, auquel il demanda la liberté de sa belle-mère et de ses belles-sœurs et qui, par une condescendance surprenante chez le farouche conquérant de Constantinople, fit droit à sa requête sans vouloir accepter de rançon. Le système d'exploitation inventé par Philelphe admettait, tout comme celui de l'Arétin, les artifices les plus divers, la menace aussi bien que la flatterie. Philelphe n'était pas moins éclectique en matière de rémunération; il acceptait avec un égal empressement l'argent, les vêtemens, les comestibles. Tantôt il sollicite, sous forme de prêt, cinquante ducats destinés à compléter la dot de sa fille, tantôt il presse un grand seigneur, qui lui a envoyé du drap écarlate pour un manteau, de lui donner aussi des fourrures pour le doubler; il craindrait, lui écrit-il, de l'offenser en les demandant à un autre. Ses requêtes restent-elles sans réponse, il éclate en reproches, puis, après une nouvelle mise en demeure, il dirige contre les récalcitrans les traits les plus acérés.

La connaissance du grec, tel avait été le point de départ de la fortune de Philelphe. Que ne faisait-on dans ce temps pour l'amour du grec! De même que ses compatriotes Guarino de Vérone et Jean Aurispa, Philelphe n'avait pas hésité à s'embarquer pour Constantinople, afin d'y puiser à la source même les élémens de cette langue mystérieuse dont tant d'humanistes italiens, à commencer par Pétrarque, avaient été réduits à admirer de confiance les chefs-d'œuvre. Il y fit des progrès rapides et gagna l'amitié d'un savant riche et célèbre, Jean Chrysoloras, qui lui donna sa fille en mariage. Sa réputation l'avait précédé dans sa patrie. Aussi lorsqu'il revint, au bout de quelques années, portant la barbe à la mode grecque, accompagné de sa belle et jeune épouse, vêtue du costume national, et suivi de caisses contenant des manuscrits, plusieurs universités italiennes se disputèrent-elles le brillant représentant de l'hellénisme. Il opta pour Florence. Son enseignement y obtint un succès éclatant et marqua véritablement une ère nouvelle. Les maîtres les plus éminens, et parmi eux deux futurs papes, Nicolas V et Pie II, s'assirent au pied de sa chaire. Mais Philelphe avait une trop haute opinion de lui-même pour que la naïve expression de sa supériorité n'indisposât pas à la longue ses auditeurs, dont plusieurs, il l'oubliait, étaient ses pairs. Désertion de ses cours naguère si suivis, insinuations malveillantes, critiques plus ou moins acerbes, tels furent les premiers symptômes du mécontentement général. La lutte

prit rapidement des proportions épiques. Le Pogge lança contre Philelphe ses immortelles *Invectives*; Philelphe riposta pas ses satires, dont les hexamètres, artistement ciselés, faisaient des blessures non moins cruelles. Jetons un voile sur ces turpitudes. Le monde littéraire n'a plus assisté depuis lors à un débat aussi scandaleux. La politique se mit de la partie. Lors de la conjuration des Albizzi, qui réussirent, pour un moment du moins, a enlever le pouvoir aux Médicis, Philelphe demanda hautement la tête du principal vaincu, Cosme, le père de la patrie, l'allié de ses ennemis. Un humaniste osant se poser en adversaire d'un chef d'état, n'était-ce pas un signe des temps? Cosme fit-il réellement à Philelphe l'honneur de soudoyer un spadassin chargé de l'assassiner? On l'a répété si souvent qu'il faut bien le croire. Ce qui est certain, c'est que, après le retour des Médicis, Philelphe se réfugia auprès des Siennois, les ennemis héréditaires des Florentins, et occupa pendant plusieurs années une des chaires de leur université. Plus tard, brûlant de se signaler sur un plus vaste théâtre, il obtint d'être appelé à Milan. Sans s'intéresser aux lettres, le dernier des Visconti, un des tyrans les plus odieux du xve siècle, n'était pas indifférent au lustre qu'elles pouvaient jeter sur son règne. Philelphe était célèbre; il n'en fallut pas davantage pour lui gagner la bienveillance du prince lombard. Milan devint désormais pour lui comme une seconde patrie. Il ne négligeait pas pour cela les autres souverains de la péninsule; son voyage à Rome et à Naples fut une longue suite d'ovations. Le pape Nicolas V, apprenant son passage dans sa capitale, donna l'ordre de l'amener immédiatement devant lui, l'accabla de caresses, et de son propre mouvement lui fit don de 500 ducats d'or. A Naples, le roi Alphonse le créa chevalier et le couronna poète. L'avènement de Pie II, si célèbre parmi les humanistes sous le nom d'Æneas Sylvius Piccolomini, fit tressaillir d'allégresse les savans de l'Italie entière et surtout Philelphe, qui, à Florence, avait compté le nouveau pape parmi ses auditeurs. Les illusions ne furent pas de longue durée. Pie II connaissait trop bien la vanité et la cupidité de ses confrères pour leur prodiguer ses faveurs. Il se contenta de décerner à son ancien professeur le titre de muse attique : *attica musa*, et de lui accorder une pension de 200 ducats, qui ne fut d'ailleurs payée que pendant un an. Il faut lire dans le recueil épistolaire de Philelphe ses remercîmens enthousiastes, auxquels succédèrent bientôt des doléances sur le retard apporté au règlement de la pension. Les doléances étant restées sans effet, l'humaniste éclata en menaces; celles-ci, à leur tour, n'ayant pas produit le résultat espéré, il se livra contre le pape aux invectives les plus grossières. Lorsque Pie II mourut, après un ponti-

ficat de quatre ans, Philelphe, comme un autre Démosthène, poussa des cris d'allégresse et remercia publiquement le ciel d'avoir délivré la chrétienté d'un tyran si odieux. L'indignation fut grande à la cour de Rome. Le collège des cardinaux écrivit au duc de Milan pour réclamer un châtiment exemplaire, et l'humaniste fut conduit en prison comme un vulgaire malfaiteur.

Averti par l'exemple de son prédécesseur, Paul II se garda bien de s'aliéner un si fougueux satirique. Mais il ne commit pas la faute de l'appeler à Rome, sachant à combien d'ennuis l'exposerait sa présence. Philelphe cependant avait toutes sortes de raisons pour souhaiter un changement de position. Les Sforza avaient succédé aux Visconti, et ils lui faisaient attendre ses appointemens pendant des années entières. A un moment donné, il se vit réduit à mettre en gage ses habits à la banque des Médicis. Aussi salua-t-il avec enthousiasme la nouvelle de l'avènement de Sixte IV. A peine couronné, celui-ci reçut, outre une longue épître, deux élégies de cinquante vers chacune, l'une en grec, l'autre en latin, dans lesquelles Philelphe l'exhortait à la croisade contre les Turcs. Le pape semble avoir été sensible à ces témoignages de sympathie ; il répondit par un bref rédigé dans les termes les plus flatteurs et exprima le désir de voir Philelphe se fixer auprès de lui. Ce n'était peut-être là qu'une simple formule de politesse ; mais Philelphe avait tout intérêt à prendre l'invitation au sérieux. A partir de ce moment, il n'y eut plus de prélat influent qu'il n'assiégeât de ses sollicitations.

Le pape, cependant, était absorbé par de plus graves soucis, et les négociations traînèrent en longueur. Plusieurs fois, découragé, l'humaniste se tourna vers d'autres villes. Oubliant que dans sa jeunesse il avait prodigué les injures les plus odieuses à Cosme de Médicis, il pria humblement son petit-fils, Laurent le Magnifique, de lui procurer une chaire à l'université de Pise. Ici encore ses démarches restèrent sans résultat. En désespoir de cause, il résolut, pour triompher de l'indifférence du pape, d'employer une tactique qui lui avait plus d'une fois réussi : l'adulation ayant été impuissante, il recourt d'abord aux plaintes, puis aux insinuations, enfin aux menaces. Rien de plus curieux que cette gradation ; on peut la suivre dans les lettres adressées aux différens protecteurs que l'humaniste comptait à la cour pontificale. Au mois de septembre 1473, il écrit au cardinal Ammanati : « J'espérais que le sort des savans s'améliorerait sous Sixte IV, homme versé dans l'étude de la philosophie, et qui possède les connaissances les plus distinguées. Ce n'est pas en effet de ceux qui n'ont ni science, ni talent qu'il faut attendre quelque chose. Mais nous en sommes réduits, je le vois bien, à souhaiter que Paul II ressuscite ; avec lui il n'était

pas nécessaire de mentir. Je me contiens, pour ne pas écrire de nouveau des satires. » Au mois de mai de l'année suivante, autre lettre au cardinal de Novare : « Vous me demandez ce que je fais; j'ai recommencé à composer des satires. Chez vous, on me l'affirme, les Muses, pour retrouver un asile, sont condamnées à attendre le retour du saint et savant pape Nicolas V. Ne sait-on pas, en effet, que nul n'aime ce qu'il ne connaît point? » Quelques semaines plus tard, l'attaque se dessine. Philelphe insiste d'abord sur les services rendus par Nicolas V, qui fit traduire tant d'ouvrages grecs. « Si ses successeurs, ajoute-t-il, avaient suivi son exemple, notre siècle pourrait rivaliser avec l'antiquité. Mais Sixte IV, tout entier à la théologie et à la philosophie, méprise les autres facultés, ou plutôt les ignore. Pour comble de malheur, il partage contre le Mammon les préjugés des frères mineurs, et craint d'y toucher. De peur d'être accusé de prodigalité, il affecte la parcimonie. » Une lettre adressée au cardinal de Mantoue contient des épigrammes encore plus mordantes : « Que Sixte imite le Christ en tout, sauf dans son amour de la pauvreté; qu'il admette un mode de rémunération différent de celui auquel nous pouvons prétendre dans l'autre monde. » L'orage grondait sur la tête du pape, il allait éclater. Sixte ouvrit les yeux à temps et accorda aux menaces ce qu'il avait refusé aux prières.

Quelles que fussent la vanité et l'avidité de Philelphe, la générosité du pape dépassa son attente : il lui accorda un traitement de 600 ducats, auxquels vinrent s'ajouter dans la suite 200 ducats pour une charge de secrétaire apostolique, soit au total, au cours actuel de l'argent, une quarantaine de mille francs par an. L'humaniste porta aux nues la magnificence de celui dont il avait, quelques semaines auparavant, si aigrement raillé la lésinerie, et ne négligea rien pour faire honneur à son mécène. De tout temps, il avait mené le train d'un grand seigneur plutôt que celui d'un savant. A son retour de Constantinople, alors qu'il n'était encore qu'un simple débutant, sa maison se composait déjà de deux domestiques et de quatre servantes. Plus tard, à l'époque même où il se plaignait le plus amèrement de sa détresse, il avait six chevaux dans son écurie. Il n'eut garde, aux approches de la vieillesse, de modifier ses habitudes : nous en avons la preuve dans la lettre par laquelle il donna carte blanche à un de ses amis pour lui louer, à Rome, une maison commode et agréable. « Jamais, ajoute-t-il, l'avarice n'a trouvé place dans mon cœur; aujourd'hui j'en suis arrivé à ne plus la connaître, même de nom. »

A des besoins aussi développés correspondait une rare puissance de travail. Quel professeur moderne ne déclarerait pas irréalisable

le programme que Philelphe s'était imposé à Florence et qu'il mit sans doute aussi en pratique à Rome? Tous les jours quatre conférences ordinaires (sur les *Tusculanes* et sur une des productions oratoires de Cicéron, sur la première *Décade* de Tite-Live et sur l'*Iliade*); puis les conférences extraordinaires, qui comprenaient, outre l'explication des comédies de Térence, de certaines lettres de Cicéron, de la *Politique* de Xénophon et de la *Guerre du Péloponèse* de Thucydide, l'enseignement de la philosophie et des exercices pratiques. Si l'on ajoute à ce travail régulier, obligatoire, les innombrables productions poétiques et historiques de Philelphe, sa correspondance avec les savans de l'Europe entière, on se demande si les jours n'avaient pas alors plus de vingt-quatre heures.

L'accueil que le pape fit à Philelphe était de nature à augmenter encore la reconnaissance et l'enthousiasme du nouveau citoyen de Rome. Sixte ne souffrit pas qu'il s'agenouillât devant lui, ni même qu'il se découvrît: il le prit par la main et répondit à son discours dans les termes les plus flatteurs. Il lui assigna en outre une place des plus honorables dans les cérémonies pontificales : l'humaniste eut rang immédiatement après les ambassadeurs des puissances étrangères. Pour qui connaît le rôle que les questions d'étiquette et de préséance jouaient à la cour de Rome, il est facile de juger de l'émotion du monde officiel. C'était une révolution opérée en faveur de la littérature.

Les premières lettres de Philelphe forment une suite de dithyrambes en l'honneur du pape, de la papauté, de Rome, des Romains. Une surtout, parmi celles qui ont été publiées par Rosmini, mérite une mention particulière : c'est celle où Philelphe célèbre la liberté qui règne dans la Ville éternelle : *incredibilis quædam hic libertas est*. Est-ce là une de ces hyperboles qui coûtaient si peu aux humanistes, ou bien Philelphe a-t-il, par exception, exprimé une idée vraie? Une étude impartiale des faits prouve que le voisinage de la cour pontificale constituait réellement une sorte de garantie pour tous ceux qui tenaient une plume. On n'avait pas à y redouter le zèle maladroit, l'ignorance prétentieuse des tribunaux ecclésiastiques de la province, toujours à l'affût des hérésies, et si prompts à allumer le bûcher pour le moindre écart de parole ou de pensée. A l'époque même où s'organisait à Arras une persécution tristement célèbre, les humanistes agitaient librement dans la capitale du monde catholique des questions bien autrement dangereuses pour la foi. Il y a toujours avantage à se trouver en présence d'hommes d'esprit. Sixte en était un : il le prouva bien lorsqu'on lui rapporta que certain prédicateur l'avait attaqué en chaire avec la dernière violence. Ceux qui connaissaient son caractère s'attendaient à le voir éclater : il ne

fit que rire de cette preuve d'audace, que le coupable, quelques années plus tard, sous Alexandre VI, eût payée de sa tête.

Comme tant d'autres de ses compatriotes, Philelphe était un enthousiaste doublé d'un sceptique. On ne le vit que trop lorsque, dans l'excès de sa reconnaissance, il dédia à son bienfaiteur la traduction d'un ouvrage grec relatif à de prétendues fonctions religieuses que le Christ aurait exercées chez les Juifs : *de Sacerdotio Domini Nostri Jesu Christi apud Judæos.* Il avait, disait-il dans la lettre dédicatoire, profité des conférences qu'il faisait en ce moment pour entreprendre cette traduction. Mensonge insigne : le travail remontait à trente ans : il avait été dédié, en 1445, au béat Albert de Sarteano. Mais comme Philelphe ne l'avait jamais publié, il trouva ingénieux d'en tirer de nouveau parti pour obliger un protecteur. C'était payer sa dette sans bourse délier. La fourberie fut-elle découverte? Toujours est-il que l'humaniste ne tarda pas à être payé en même monnaie. Nous touchons à un des épisodes les plus caractéristiques de la vie littéraire du xve siècle. Philelphe avait pris possession de sa chaire dans les premiers jours de l'année 1475. Dès le mois de décembre suivant, la guerre avait éclaté entre lui et le trésorier pontifical, Miliaduce Cicada, qu'il traite de vil usurier, *turpissimus fœnerator*, et compare à Charybde engloutissant tout sans rien rendre. Le crime de Cicada était probablement de ne lui avoir pas payé assez vite ses appointemens. En 1476, nouvelles plaintes, plus vives : Cicada est un homme souillé de tous les crimes ; Philelphe le déclare dans une lettre qu'il charge un de ses amis de remettre au pape, en présence de tous les cardinaux. En 1477, la rage de Philelphe est arrivée à son paroxysme; il dévoile à Sixte les méfaits de son trésorier, qu'il appelle menteur, coquin, et pis encore. « L'impie Miliaduce, dit-il, se gorge des trésors de l'église ; il s'abandonne aux excès les plus honteux ; il a corrompu la curie, etc. » Mais tous ces crimes n'étaient rien en comparaison de celui dont il s'était rendu coupable envers lui, Philelphe. Le pape avait donné ordre de verser à son professeur favori 200 ducats, qu'on lui devait ; Cicada ne lui en remit que la moitié, et encore étaient-ils tellement rognés qu'à Milan il fallut les céder avec une perte de 16 pour 100.

Le trésorier pontifical était-il si coupable en effet? Plus que n'importe quel pape, Sixte avait à compter avec les difficultés pécuniaires. Ses constructions civiles et militaires, la constitution de patrimoines pour les membres de sa famille, ses guerres, absorbaient des sommes énormes. De temps en temps aussi, le pape cédait à un caprice coûteux : vers la fin de sa vie, par exemple, il dépensa 110,000 ducats, — environ 6 millions de

francs, — pour l'acquisition d'une tiare. Il eut beau pressurer ses sujets, créer et vendre des emplois nouveaux, à chaque instant ses coffres étaient vides. Il recourait alors à un moyen héroïque, bien connu des princes de la renaissance : il mettait son argenterie, ses joyaux en gage, tout comme Philelphe mettait en gage ses habits. Est-il surprenant que, eu égard à des besoins si grands, il cherchât surtout à développer chez les savans et les artistes les vertus qui leur faisaient le plus défaut : la patience, le désintéressement? Vingt anecdotes nous prouvent combien il mettait de restrictions à ses libéralités, fidèle d'ailleurs aux habitudes des mécènes de son temps, dont la magnificence était si souvent doublée de lésinerie. N'est-ce pas lui qui fit à un confrère de Philelphe, à un professeur de l'université romaine, cette réponse mémorable : « Il est vrai que je vous ai assigné un traitement, mais je ne vous en ai pas garanti le paiement? » Ce fut lui aussi qui reçut de Théodore Gaza une leçon à laquelle les humanistes de l'Italie entière applaudirent : le savant grec lui ayant dédié la traduction d'un ouvrage d'Aristote, traduction à laquelle il avait travaillé de longues années, Sixte crut le récompenser dignement en lui faisant don de 50 ducats. Le Grec prit l'argent et le jeta dans le Tibre. Philelphe était d'humeur plus vindicative. Il déclara au pape qu'il eût à choisir entre lui et entre Miliaduce. Le trésorier ayant conservé son poste, le professeur quitta le sien et revint se fixer à Milan.

On s'est trop habitué à juger les humanistes d'après Philelphe. Certes, l'outrecuidance jointe à la servilité, la cupidité mêlée d'emportemens sans pareils, étaient des défauts communs à un grand nombre d'entre eux. Nous sommes tout prêt aussi à reconnaître qu'en remettant en honneur certaines idées surannées, ils ont introduit dans la société de leur temps un élément débilitant. Mais de quel droit généraliser ces accusations et condamner en bloc, comme l'a fait M. Voigt, dont l'acerbe critique n'épargne personne (1), un mouvement qui, à tant d'égards, a régénéré notre civilisation? Que d'exemples honorables ne pouvons-nous opposer à celui d'un Philelphe! Coluccio Salutato, Victorin de Feltre, Niccolo Niccoli, Giannozzo Manetti, Guarino de Vérone, Fabio Calvo de Ravenne, et bien d'autres encore, ont été de vrais sages, qui ont puisé, dans leur passion de l'antiquité, le culte de la vertu, le mépris des richesses, — épicuriens dans leurs études, stoïciens par leurs mœurs. On ne saurait trop insister sur l'influence bienfaisante provoquée

(1) Hâtons-nous d'ajouter que ce reproche est le seul que l'on puisse adresser à son très savant ouvrage, *die Wiederbelebung des classischen Alterthums*, dont la seconde édition vient de paraître; Berlin, 1880-1881.

par la lecture des philosophes, des poètes, des historiens de l'antiquité : l'amour de la liberté, le patriotisme, tous les sentimens généreux acquierent, avec une intensité plus grande, une plus haute portée. Quoi de plus touchant que ce trait si heureusement mis en lumière par M. Burckhardt? Un jour que le célèbre humaniste florentin Niccolo Niccoli passait devant le palais du podestat, il aperçut un jeune homme d'une figure si avenante qu'il lui prit fantaisie de causer un instant avec lui. Lui ayant demandé de qui il était fils, le jeune homme répondit : « De messer Andrea de' Pazzi. » A une nouvelle question sur ses occupations, le jeune homme fit cette réponse : « Je m'occupe de m'amuser : *Attendo a darmi buon tempo.* » Le vieux philologue éclata en reproches : « Avec une figure comme la tienne, tu devrais avoir honte de ne pas connaître l'antiquité latine, ce serait pour toi le plus bel ornement. Sans elle tu n'arriveras à rien ; tout ton mérite disparaîtra avec la fleur de ta jeunesse. » Ces paroles frappèrent le jeune homme, qui reconnut la justesse des observations de Niccoli; il s'excusa en disant qu'il ne demandait pas mieux que de s'instruire, pourvu qu'il trouvât un bon professeur. « Je me charge de ce soin, » répondit son interlocuteur, et il lui amena en effet un savant très versé dans la connaissance du grec et du latin. Piero de' Pazzi se mit alors à étudier jour et nuit; il apprit par cœur, dans ses courses de Florence à la villa de Trebbio, toute l'*Énéide* et un grand nombre de discours contenus dans Tite-Live, devint un ami des savans et un homme d'état remarquable.

A Rome, du temps même de Sixte IV et de Philelphe, un professeur de l'université, un savant considérable, représentait sans ostentation les traditions de noblesse et de vertu, legs de l'antiquité classique. Issu d'une des plus illustres familles du royaume de Naples, les Sanseverino, princes de Palerme, il n'avait pas hésité à renier ses parens, voulant tout devoir à la science, et à changer son nom patronymique contre celui de Pomponius Lætus, sous lequel il a passé à la postérité. Il entreprit, tout jeune, un voyage en Sicile pour y visiter les localités décrites par Virgile; puis il parcourut l'Europe orientale, regardant à la fois les hommes et les choses, la nature et les monumens. Plus tard, fixé à Rome, il suivit les cours de Laurent Valla, qu'il eut l'honneur de remplacer. L'antiquité ne tarda pas à régner en souveraine dans son esprit ; il l'étudia à la fois en historien, en philologue et en épigraphiste. Il fondait en larmes à la lecture d'un passage éloquent ou à la vue d'une belle ruine. A cette admiration sans réserve pour le passé s'alliaient le mépris de l'argent, la haine de l'envie et de la médisance, l'indépendance des opinions. Pomponius Lætus n'était cependant pas

indifférent à la gloire; il le prouva en sollicitant de Sixte IV l'autorisation de se rendre, au cœur de l'hiver, en Allemagne, pour y recevoir, des mains de l'empereur Frédéric III, la couronne de poète. Les contemporains de Pomponius Lætus nous ont tracé le tableau le plus attachant de cette existence presque patriarcale. Ils nous le montrent partageant ses loisirs entre sa maison du Quirinal et sa villa, — une villa bien modeste, véritable « vigne, » comme disent les Romains, — située sur l'Esquilin. Tantôt il s'occupait de l'élève des canards, tantôt il s'appliquait à cultiver son champ d'après les préceptes de Caton, de Varron et de Columelle. La pêche, la chasse aux oiseaux, la lecture de ses poètes favoris, sous de frais ombrages, alternaient avec ces graves soucis agronomiques. Pendant la période scolaire, on voyait tous les matins un petit homme, aux yeux vifs, à l'accoutrement bizarre, se mettre en route pour l'université, dès l'aube, ou même plus tôt encore; il était si matinal qu'il lui fallait emporter une lanterne pour se guider dans les ténèbres. Mais quelle que fût l'exactitude de Pomponius Lætus, ses élèves montraient encore plus d'empressement que lui. Quand il arrivait, la salle était comble. Malheur aux retardataires! il n'y avait plus de place pour eux. Aussi le professeur mêlait-il à l'explication des auteurs anciens des plaintes contre les Romains modernes, si peu soucieux d'installer leur université dans un palais digne d'elle.

Ces réminiscences, ces aspirations trouvèrent leur expression dans l'Académie semi-littéraire, semi-archéologique, qui eut pour berceau le Quirinal. Pomponius l'organisa sur le modèle des anciens collèges de prêtres et n'hésita pas à se proclamer grand pontife : *Pontifex maximus*. Les autres académiciens, prenant exemple sur lui, adoptèrent des noms qui certes ne figuraient pas au calendrier : Callimachus Experiens, Asclépiade, etc., On poussa l'esprit d'imitation jusqu'à remettre en honneur (c'est parodier qu'il faudrait dire) certaines pratiques du culte païen. C'était faire trop bon marché de scrupules avec lesquels la renaissance eut plus d'une fois à compter. Quoique des cardinaux aussi pieux qu'éclairés, Bessarion par exemple, se portassent garans de l'orthodoxie des membres de l'Académie, le pape Paul II crut à un complot et ordonna une enquête. Elle fut sévère. Plusieurs académiciens furent emprisonnés et même mis à la torture. Le château Saint-Ange, pour nous servir de l'expression de l'un d'eux, retentit de gémissemens comme le taureau de Phalaris. A l'époque où nous nous plaçons, l'Académie du Quirinal, réhabilitée, et même officiellement consacrée par privilège impérial, avait, aux applaudissemens de l'Europe, repris ses travaux. Fidèle aux qratiques de son fondateur, elle mêlait les plaisirs de l'esprit à

des divertissemens d'un ordre moins relevé. Chaque année, le jour anniversaire de Rome, lors de ces fameuses « feste Palilie », (21 avril), que la Ville éternelle célèbre aujourd'hui encore avec une sorte de respect religieux, Pomponius conviait ses amis, ses élèves à un festin : c'était à qui improviserait avec le plus d'éclat en prose ou en vers.

Ces fêtes, moitié gastronomiques, moitié littéraires, devinrent une des distractions favorites du monde romain. En 1482, l'ambassadeur de Venise offrit aux humanistes fixés sur les bords du Tibre un festin remarquable par la profusion et la délicatesse des mets, et plus encore par l'esprit et l'érudition dont les convives firent preuve. Plus tard un Luxembourgeois, attaché à la cour pontificale, Jean Goritz, acquit une réputation européenne par ses dîners de la Sainte-Anne; il y réunissait tout ce que Rome comptait d'hommes éminens dans les sciences et dans les lettres. Ce fut chaque fois un déluge de vers ou de discours, tous, naturellement, écrits dans la langue officielle du temps, le latin. Quelques-uns de ces morceaux sont parvenus jusqu'à nous : telle invitation, rédigée par un haut fonctionnaire ecclésiastique, respire une grâce, un enjouement qui n'ont rien à envier à Horace. « Amis, écrit l'un d'eux, en distiques d'une latinité excellente, apportez la gaîté, le sel, les bons mots : la journée de demain doit être consacrée tout entière au plaisir. Et puisque la mort veille à notre porte, buvons, pour que ce long voyage ne nous surprenne pas à jeun. » Sous Léon X, la sévère étiquette dut elle-même plier devant ces innovations, qui n'avaient pas tardé à constituer un véritable besoin. L'héritier des Médicis ne comprenait pas un repas qui ne fût accompagné de la récitation de quelque pièce classique, ou d'improvisations tour à tour spirituelles et érudites. Se doutait-il qu'il devait ces hautes jouissances à l'initiative du pauvre Pomponius Lætus? Rome a contracté une autre dette encore envers l'ardent champion de la tradition classsique. Ce fut Pomponius qui remit en honneur les représentations théâtrales et substitua aux mystères du moyen âge les répertoires de Plaute et de Térence.

Pomponius Lætus mourut comme il avait vécu, laissant à un de ses élèves sa maisonnette du Quirinal, son champ, ses quelques meubles et ses livres. Son dernier vœu ne fut pas exaucé : il avait souhaité d'être enterré dans un sarcophage antique, placé sur la voie Appienne; mais on jugea plus convenable de lui donner pour sépulture l'église San-Salvatore in Lauro. Ses funérailles n'eurent d'ailleurs rien à envier à celles du plus puissant monarque. Sur l'ordre du pape, — c'était Alexandre VI qui régnait alors, — quarante évêques et d'innombrables fonctionnaires de la cour apostolique

assistèrent à la cérémonie. Tous les ambassadeurs étrangers tinrent à honneur d'accompagner à sa demeure dernière ce Romain digne de l'ancienne Rome.

Avec Platina, le bibliothécaire de Sixte IV, nous abordons un autre ordre d'idées. C'était, comme Pomponius, un humaniste élevé dans la plus pure tradition de la renaissance : la volonté de son protecteur fit de lui le biographe des papes. Singulière tâche pour un savant, ne vivant en esprit qu'avec les Grecs et les Romains, que d'être forcé de descendre à l'étude de l'histoire ecclésiastique, de consacrer sa plume à la glorification d'un Siricius, d'un Hormisdas, d'un Theophilactus et autres personnages au nom peu euphonique! Cette obligation a cependant produit un résultat intéressant. Platina a pris son rôle au sérieux, et il a su donner à son recueil la fermeté et la précision qui font trop souvent défaut dans les écrits si déclamatoires des humanistes de profession. Il a non moins heureusement évité un autre écueil : l'introduction de réminiscences païennes dans un sujet essentiellement chrétien. Sachons-lui gré de cette preuve de tact : il se distingue par là de plus d'un prélat célèbre, par exemple d'Æneas Sylvius Piccolomini, qui, déjà évêque de Sienne, s'oubliait jusqu'à montrer « les élus buvant le nectar dans l'Olympe, » ou du cardinal Bessarion, qui félicitait Gémiste Pléthon « de s'être envolé vers les cieux dans un séjour d'innocence où il pouvait danser, en compagnie des esprits célestes, la mystique danse de Bacchus. » Quoique les *Vies des papes* se lisent aujourd'hui encore avec fruit et agrément, Platina s'est conquis des droits bien plus sérieux à la reconnaissance de la postérité par des travaux d'un ordre purement administratif. Il eut l'honneur de présider à l'une des entreprises les plus propres à illustrer le règne de son protecteur, la réorganisation de la bibliothèque du Vatican. Le lecteur nous saura gré de lui donner quelques détails, jusqu'ici inconnus, sur cette œuvre si considérable.

La bibliothèque de Sixte IV était avant tout, les inventaires rédigés par Platina en font foi, une bibliothèque ecclésiastique. La théologie, la philosophie, et la littérature patristiques y occupent la place d'honneur. Sur un ensemble de 2,546 volumes, on remarque 26 volumes de saint Jean Chrysostome, 28 de saint Ambroise, 27 de Guillaume Durand, 31 de saint Grégoire, 41 de droit canon, 51 de conciles, 51 de saint Thomas, 57 de saint Jérôme, 57 de l'Ancien et du Nouveau Testament, 81 de saint Augustin, 98 de gloses sur la Bible, 190 d'écrivains grecs célèbres et 116 d'écrivains grecs obscurs ayant traité de matières religieuses. Les classiques ne viennent qu'en second lieu : je signalerai parmi eux 14 volumes des œuvres de Sénèque. La poésie latine est représentée par 53 volumes; la poé-

sie et la grammaire grecques par 70 ; l'histoire latine par 125 ; l'histoire grecque par 59. On compte enfin 49 volumes d'astrologues grecs ; 19 d'astrologues et géomètres latins, 103 de philosophes latins, 94 de philosophes grecs ; 55 volumes de médecine écrits en latin et 14 écrits en grec. A cette époque, où le latin était la seule langue digne d'un homme instruit, il ne faut pas nous étonner de ne rencontrer que de loin en loin un ouvrage écrit en langue vulgaire, dans cette langue que Dante avait illustrée depuis plus d'un siècle et demi. Il serait difficile, je crois, de découvrir dans la bibliothèque de Sixte IV un exemplaire de *la Divine Comédie*. Quant à Pétrarque, c'est surtout, j'allais dire uniquement, par ses écrits latins qu'il y est représenté.

Le personnel attaché à la bibliothèque était peu nombreux ; il comprenait, outre Platina, trois employés, indifféremment qualifiés de « scriptores, » de « librarii, » ou de « custodes, » et un relieur. En sa qualité de bibliothécaire en chef, Platina recevait 120 ducats par an, soit environ 6,000 francs, au pouvoir actuel de l'argent ; il était en outre logé. Quant à ses quatre subordonnés, ils n'avaient droit chacun qu'à 12 ducats par an ; l'un d'eux, Demetrius de Lucques, était cependant un savant d'un grand mérite et qui arriva plus tard à la célébrité. Telle était la pénurie dans laquelle se trouvaient ces pauvres gens qu'à un certain moment leur chef signala au pape l'état lamentable de l'un d'eux, qui, disait-il, était à moitié nu et grelottait de froid : *semi-nudus et algens*. Sixte se montra généreux ; il accorda les 10 ducats nécessaires à l'achat d'un vêtement.

Sixte profita-t-il, pour développer sa collection, des ressources offertes par la merveilleuse invention qui vint si singulièrement en aide à la renaissance, l'imprimerie ? Tous ses contemporains, on le sait, ne l'accueillirent pas avec une égale faveur. Le duc Frédéric d'Urbin aurait eu honte, dit son biographe, le libraire Vespasiano, qui lui avait vendu tant de beaux manuscrits, de posséder un livre imprimé. Les envoyés du cardinal Bessarion partageaient ce préjugé : lorsqu'ils virent chez Constantin Lascaris un volume fraîchement sorti des presses, ils se moquèrent de l'invention faite dans une ville allemande, chez les barbares. Pour un grand seigneur, rien n'était en effet plus facile que de se passer d'un procédé dont les avantages devaient surtout être appréciés de la masse du public. Avec de l'argent, on pouvait à cette époque improviser des bibliothèques dont la formation exigerait aujourd'hui de longues années. Cosme de Médicis le prouva bien à ses contemporains. En employant quarante-cinq copistes, il réussit, dans l'espace de vingt-deux mois, à se procurer deux cents ouvrages nouveaux. Quelle est l'imprimerie moderne capable d'un pareil tour de force ?

Si nous en jugeons par le concours prêté aux typographes de Rome par les bibliothécaires de la Vaticane, G.-A. de Bussi, évêque d'Aleria, et après lui Platina, Sixte IV n'a pas dû exclure de sa bibliothèque, d'une manière systématique, les productions de la typographie. Cet art, introduit dans la Ville éternelle vers 1465 par trois Allemands, Conrad Schweinheim, Arnold Pannartz et Ulrick Hahn, y avait pris un rapide développement. Dans l'espace de peu d'années, on avait vu se succéder les principaux ouvrages de Cicéron, de saint Augustin, de saint Jérôme, de saint Cyprien, de saint Léon le Grand, de saint Thomas d'Aquin, de César, de Tite-Live, de Virgile, d'Ovide, de Lucain, de Silius Italicus, de Pline l'Ancien, de Quintilien, de Suétone, d'Aulu-Gelle, de Strabon, de Bessarion (*la Défense de Platon*), de Denys d'Halicarnasse, la Bible, etc. Ce mélange de noms appartenant les uns à l'antiquité sacrée, d'autres à l'antiquité profane, d'autres encore au xve siècle, montre quelle était dans le monde romain la variété des goûts, la multiplicité des études. Cependant, là comme dans la bibliothèque du Vatican, l'élément théologique l'emportait visiblement : tandis que les éditions d'auteurs classiques étaient tirées en moyenne à deux cent soixante-quinze exemplaires, au maximum à cinq cent cinquante, le tirage s'élevait pour *la Cité de Dieu* à huit cent vingt-cinq, pour les *Épîtres* de saint Jérôme même à onze cents exemplaires. Ces détails nous sont fournis par la supplique très curieuse que les imprimeurs adressèrent à Sixte peu de temps après son avènement. Ils y exposent leur pénurie, montrent leur maison ployant sous le poids des volumes, mais dépourvue des choses les plus nécessaires à la vie, et sollicitent des subsides que le pape ne semble pas s'être empressé de leur accorder. Sixte n'en bénéficia pas moins d'une entreprise qui contribua beaucoup à illustrer son règne : en 1474, paraissait à Rome, par les soins du poète romain Nicolas Valle, la première traduction d'Homère. Les poésies de Pétrarque, *l'Italia illustrata* et la *Roma instaurata* de Flavio Biondo, virent également le jour vers cette époque (1).

Grâce à des savans de la valeur de Philelphe, de Pomponius Lætus, de Platina, auxquels il faut ajouter, pour l'époque qui nous occupe, les historiens Gaspard de Vérone, Mathieu Palmieri, de Pise, le philosophe Domitien Calderini, les poètes Porcellio, de Naples, Aurèle Brandolini, de Florence le mathématicien Lucas Pacioli, auquel sa liaison avec Léonard de Vinci a valu l'immortalité, Rome devint rapidement un des principaux foyers intellectuels de l'Europe. C'est de son université que sortirent Alde Manuce, un des

(1) Voyez au sujet de ces éditions romaines du xve siècle la *Storia della città di Roma* de M. Gregorovius, t. VII, p. 617 et suiv.

princes de l'hellénisme, et Jérôme Balbi, qui eut l'honneur d'être appelé à l'Université de Paris. Les étrangers, les *oltremontani*, eux-mêmes se pressaient dans cette nouvelle Athènes. Le savant historien de la ville de Rome, M. Gregorovius, a cherché, avec une prédilection facile à comprendre, quels étaient du temps de Sixte, ceux de ses compatriotes qui furent mêlés à ce mouvement scientifique si remarquable. Citons d'abord l'astronome Jean Müller, de Kœnigsberg en Franconie, qui, après un premier séjour fait à Rome auprès de Bessarion et marqué par une polémique violente avec George de Trébizonde, revint, sur l'invitation de Sixte IV, pour corriger le calendrier, mais mourut au bout d'un an. Jean Wessel, de Groningue, qui s'était rendu en Italie pour apprendre le grec, semble avoir également séjourné quelque temps dans la Ville éternelle; il s'y trouvait au moment de l'avènement de Sixte, avec lequel il était lié. Aux offres de service du nouveau pape il répondit en le priant d'exercer son ministère en vrai pasteur et en lui demandant pour toute faveur de lui faire don d'une Bible en grec et en hébreu, conservée à la Vaticane. Le Nurembergeois Laurent Behaim passa la plus grande partie de son existence à Rome, où il remplissait les fonctions de *maestro di casa* du cardinal Borgia, le futur Alexandre VI; il y forma une collection d'inscriptions qui se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque de Munich, parmi les papiers de son compatriote Schedel. Peut-être celui-ci, l'ami de Durer, a-t-il également visité Rome à cette époque. On sait du moins qu'il fréquenta, de 1463 à 1466, les cours de l'Université de Padoue et qu'il ne retourna à Nuremberg qu'en 1480. Nous avons un renseignement plus précis sur les pérégrinations de Conrad Peutinger, que sa publication de la carte des routes du bas-empire devait rendre si célèbre; il nous apprend lui-même qu'il reçut à Rome les leçons de Pomponius Lætus. Si nous rappelons, à côté de ces noms, celui de Reuchlin, que nous avons déjà rencontré parmi les élèves d'Argyropoulos, le lecteur ne fera pas difficulté de reconnaître que Rome était devenue une arène internationale. Sixte s'applaudit sans doute de ce succès; il aurait dû s'en effrayer. De composition moins facile que leurs confrères italiens, les humanistes allemands n'entendaient pas s'arrêter à la limite qui sépare la science de la foi. Si Reuchlin, par de certains côtés, est encore un champion de la renaissance, par d'autres il est aussi un des précurseurs de la réformation.

III.

En Italie, et à Rome plus que partout ailleurs, pendant le XVe siècle, le rôle d'un Mécène était double, vis-à-vis de l'art

comme vis-à-vis de la littérature : d'un côté, sauver ou mettre au jour les monumens de l'antiquité classique; de l'autre, favoriser l'éclosion de chefs-d'œuvre nouveaux. On sait avec quel enthousiasme, en ce qui concerne les sciences et les lettres, les souverains de la renaissance se sont dévoués à la première de ces tâches : les bibliothèques de Naples, de Rome, d'Urbin, de Florence, de Pavie et de tant d'autres capitales rendront à tout jamais témoignage de leurs efforts. Mais on a le regret de constater qu'ils n'ont pas rempli leur mission avec la même ardeur vis-à-vis de cette autre face, non moins brillante, de la civilisation antique, les monumens de l'art. Proclamons-le bien vite : le caprice individuel n'a été pour rien dans cette différence d'attitude; ils obéissaient à un préjugé général. Aussi bien que l'art, l'archéologie était en retard sur la littérature. En dehors de quelques initiateurs généreux, Niccolo Niccoli, le Pogge, Cyriaque, d'Ancône, la plupart des humanistes n'éprouvaient qu'indifférence pour les vestiges de l'architecture ou de la sculpture romaines; les textes étaient tout à leurs yeux; ils ne daignaient consulter les marbres, les médailles, les gemmes qu'autant qu'ils leur fournissaient un renseignement historique, et encore ne tardèrent-ils pas à trouver que c'était chercher bien loin, acheter bien cher des informations souvent précaires. La place que ces investigations occupent dans les écrits du xve siècle diminue de génération en génération. Ce sera l'honneur des Médicis d'avoir compris que le musée doit être le complément de la bibliothèque, et d'avoir assigné une place aux marbres à côté des manuscrits. Poussés, d'un côté, par des savans tels que ceux dont nous avons tout à l'heure prononcé le nom, de l'autre par des artistes tels que Donatello et Brunellesco, ils ont formé une collection d'antiques qui ne tarda pas à devenir la première de l'Italie et qui jeta un éclat incomparable sur leur palais de la Via Larga, véritable école de la renaissance florentine.

A Rome, pendant tout le xve siècle, ces deux tendances paraissent inconciliables. Un pape se distingue-t-il par son amour pour la littérature antique, on peut affirmer d'avance qu'il négligera les monumens; s'attache-t-il, au contraire aux monumens, c'est que la littérature n'a pas d'attraits pour lui. Paul II notamment fit des efforts surhumains pour fonder dans son palais de Saint-Marc un musée d'antiques sans rival, tandis que l'accroissement de la bibliothèque du Vatican fut le moindre de ses soucis. Éblouis par les inscriptions pompeuses dans lesquelles Sixte IV, si familiarisé avec les secrets de la mise en scène, célébrait jusqu'à la moindre de ses fondations, quelques historiens modernes ont cru voir en lui le champion, le restaurateur de Rome antique. Ils igno-

raient qu'avant lui, Paul II s'était occupé avec une vive sollicitude de plusieurs des monumens les plus précieux de sa capitale, les arcs de triomphe, les colosses du Quirinal, la statue équestre de Marc Aurèle. Nous pouvons ajouter que Sixte, en fondant le musée du Capitole, ne fit également que suivre la voie inaugurée par son prédécesseur. Les huit ou dix statues exposées par son ordre étaient bien peu de chose en comparaison des trésors réunis par ce dernier. Mais l'habile della Rovere ouvrit sa collection au public, tandis que Paul II garda la sienne pour lui et pour quelques intimes. Si nous mentionnons encore le bref par lequel Sixte défendit l'exportation des marbres antiques, nous aurons épuisé la liste des mesures de conservation à porter à son actif. Il préludait par cet acte antilibéral à la longue série de règlemens prohibitifs, par lesquels l'Italie et la Grèce, seules parmi les nations civilisées, ont cherché à s'assurer la possession exclusive des œuvres d'art nées sur leur sol.

Examinons maintenant le revers de la médaille. Quelle indifférence pour l'antiquité, toutes les fois que la vanité du pape n'est pas directement en jeu! Il ouvre le musée du Capitole, mais disperse celui du palais de Saint-Marc; il achève la restauration de la statue de Marc Aurèle, mais démolit une demi-douzaine de temples ou d'arcs de triomphe; il défend l'exportation des marbres, mais autorise ses architectes à chercher dans les ruines les matériaux nécessaires aux constructions nouvelles. Ces accusations demandent à être appuyées de preuves. Et tout d'abord, en ce qui concerne le musée de Saint-Marc, des documens nouvellement découverts forcent de reconnaître que la responsabilité de Sixte est excessivement grave. Il donna ou vendit à Laurent le Magnifique, outre des bustes d'Auguste et d'Agrippa, une grande partie des camées ou intailles réunis par Paul II: nous retrouvons notamment, dans l'inventaire de l'amateur florentin, la fameuse calcédoine représentant l'Enlèvement du palladium. Passe encore d'avoir sacrifié d'un cœur si léger l'héritage artistique de Paul II: entre les mains de Laurent de Médicis, ces trésors devaient être en sûreté, et l'Italie n'en serait pas privée. Mais comment justifier la conduite de Sixte vis-à-vis des ruines vénérables qui couvraient sa capitale! Ses victimes sont innombrables, et le long martyrologe de Rome antique enregistre son règne comme un des plus néfastes. Dès le 17 décembre 1471, un bref autorisait les architectes de la bibliothèque Vaticane à faire partout des fouilles (*effodere*) pour se procurer les pierres nécessaires. Le bref ne dit pas où ces carrières devront être établies, mais il est facile de suppléer à son silence. Les entrepreneurs se seront bien gardés de faire venir à grands frais les travertins de Tivoli et les marbres de

Carrare, lorsque Rome même leur offrait tant de superbes blocs, qu'il ne s'agissait que de retirer des fondations des édifices antiques. On ne tarda pas à s'attaquer aux édifices encore debout : le Colisée fournit les matériaux nécessaires à la construction du pont Sixte; le pont d'Horatius Coclès ceux qui étaient nécessaires à la fabrication des boulets de canon. Le temple d'Hercule, sur le forum boarium, l'arc de triomphe situé près du palais Sciarra Colonna, furent rasés au niveau du sol, et qui sait quel chef-d'œuvre antique disparut pour faire place aux bastions de la Porte du Peuple?

Les crimes commis par Sixte contre Rome antique ne pouvaient se racheter que par les services rendus à Rome moderne. A cet égard, hâtons-nous de le proclamer, son œuvre est prodigieuse; on reste saisi d'admiration devant l'immensité de ses efforts. Et encore n'est-ce pas à Rome seule que profite cette activité, j'allais dire cette fièvre; toutes les villes de l'état pontifical et jusqu'à des cités lointaines, Savone, Avignon, se couvrent par ses soins ou par ceux des siens de monumens splendides; partout il s'efforce de légitimer sa fortune par le luxe de ses fondations et d'assurer à son nom une durée éternelle.

Sans doute, l'œuvre de Sixte n'offre pas la distinction, l'élévation qui caractérisent celle de Nicolas V, d'impérissable mémoire. Il n'a pas eu, comme celui-ci, l'honneur de concevoir la réédification de Saint-Pierre, ni même, comme Paul II, celui d'avoir poursuivi ce travail gigantesque. Ce qui le distingue, c'est son esprit éminemment pratique. Il a eu la sagesse de n'aborder que des entreprises dont la réalisation ne dépassait pas les forces d'un homme, et le bonheur de régner assez longtemps pour les mener à fin. Les travaux d'édilité l'intéressent autant que les hautes créations architecturales. Il ne lui suffit pas d'avoir élevé la chapelle Sixtine, Sainte-Marie du Peuple, Sainte-Marie de la Paix, l'hospice du Saint-Esprit, d'avoir restauré et embelli vingt basiliques, il met autant d'amour-propre à reconstruire le pont du Janicule, à rétablir les aqueducs de la fontaine Trevi, à paver les rues boueuses, à ouvrir de nouvelles avenues. Grâce à lui, de grandes artères régulières remplacent ce dédale de ruelles dont certains quartiers de Rome nous offrent aujourd'hui encore le pittoresque, mais désolant tableau; une rue relie directement le pont Saint-Ange au Vatican; d'autres sillonnent le champ de Mars. Les efforts de ses successeurs aidant, Rome, la ville irrégulière par excellence, ne tarde pas à posséder d'immenses voies de communication dont l'alignement ne laisse rien à désirer : le Corso, la via Giulia, Ripetta, la Longara.

Dans ces entreprises, on est en droit de l'affirmer, Sixte fit preuve de plus d'ardeur que de critique, de plus de magnificence que de

goût. Si l'ensemble de son œuvre force l'admiration, que de réserves à faire quand on en examine les détails! Peu lui importait que ses architectes fussent des hommes supérieurs; l'essentiel à ses yeux était qu'ils allassent vite. Aucun des maîtres qu'il appela auprès de lui ne brilla au premier rang. Baccio Pontelli, auquel le père de l'histoire de l'art, Vasari, a attribué la presque totalité des constructions élevées sous ce pontificat, ne fut employé, en réalité, qu'en qualité d'ingénieur militaire; Giuliano da San Gallo, encore moins bien partagé, fut tenu à l'écart. Quant aux autres architectes, dont les registres conservés dans les archives romaines viennent de révéler les noms, c'étaient des artistes laborieux et intelligens, mais dénués d'originalité et sans puissance créatrice. Si, après avoir passé en revue les chefs-d'œuvre dont s'enorgueillissaient dès lors plusieurs villes italiennes, la chapelle des Pazzi et le palais Ruccellaï à Florence, le temple de Saint-François à Rimini, le palais ducal d'Urbin, on examine les églises et les palais élevés par Sixte IV, on ne peut se défendre d'un certain sentiment de commisération. Que nous sommes loin de l'ampleur et de la pureté qui distinguent les monumens dus aux Brunellesco, aux Alberti, aux Luciano da Laurana! Combien les lourds piliers octogones des Saints-Apôtres, combien les façades si maigres et si pauvres de Sainte-Marie du Peuple et de Saint-Augustin, combien les formes hybrides de la chapelle Sixtine ne le cèdent-elles pas à ces libres et fortes interprétations de l'antiquité! Leurs auteurs, les Meo del Caprina, les Giacomo da Pietrasanta, les Giovannino de' Dolci, noms qui, après un oubli de quatre siècles, paraissent de nouveau à la lumière, se sont contentés d'appliquer les découvertes de leurs prédécesseurs, renonçant à pousser plus loin dans la voie que ceux-ci ont ouverte. Gardons-nous bien d'ailleurs d'accuser l'insuffisance de leur talent; ils obéissaient, à leur insu, à une loi de l'histoire : après chaque effort, après chaque pas fait en avant, — et quel pas gigantesque Brunelleschi et Léon-Baptiste Alberti n'ont-ils pas fait faire à leur art! — ce n'est pas trop du travail de toute une génération pour consolider les conquêtes des initiateurs, pour les faire passer dans le sang et la chair de la nation. Aux puissantes conceptions synthétiques succède le travail des vulgarisateurs, qui s'estiment trop heureux quand ils ont réussi à perfectionner quelque détail. Il faut respecter ces intermédiaires sans lesquels l'humanité, qui ne va pas vite, perdrait bientôt de vue les hommes de génie avec leurs rapides évolutions.

Telle a été la tâche qu'ont remplie à Rome, sous le pape dont nous écrivons l'histoire, les quatre ou cinq architectes modestes dont nous venons de prononcer le nom. Ils refoulent de plus en plus

le gothique, qui n'avait d'ailleurs jamais jeté de racines profondes sur les bords du Tibre, la vue des sains et robustes monumens de l'antique Rome ayant suffi, à ce qu'il semble, pour préserver les Romains de ces inventions, si contraires au génie de leur race. Aux flèches élancées, avec leurs riches dentelles de pierre, ils opposent la coupole, simple et imposante, dont Brunellesco leur a laissé l'impérissable modèle. On voit s'élever les premiers dômes, aux Saints-Apôtres, à Sainte-Marie du Peuple, à Saint-Augustin, imitations encore bien timides du colosse de Santa Maria del Fiore. Leurs efforts n'auront pas été stériles; par leurs soins, le terrain sera préparé pour de nouveaux progrès. Tout à l'heure, quand Bramante, après avoir interrogé une fois de plus ces ruines romaines, muettes pour tant d'autres, en aura tiré la plus haute formule du beau, il trouvera sur le trône pontifical un mécène fier d'attacher son nom à ce suprême essor de l'art de bâtir.

L'esthétique d'un côté, la gloriole de l'autre, n'eurent pas seules part au remaniement de la topographie de Rome. La politique y fut pour beaucoup aussi, nous le savons par les contemporains. En 1475, lors de son voyage à Rome, le roi de Naples, Ferdinand, un des diplomates les plus rusés de ce siècle qui en compta tant, conseilla au pape de faire élargir les rues et de faire disparaître les tourelles, balcons, loges et autres avances qui favorisaient si singulièrement les insurrections. « Vous n'êtes pas maître de Rome, lui dit-il, aussi longtemps que de simples femmes pourront, par des projectiles lancés du haut de ces constructions, mettre en fuite vos meilleurs soldats. »

Nous croyons sans peine que ces considérations, absolument étrangères à l'art, déterminèrent dans une large mesure les innombrables travaux de voirie entrepris par Sixte. Tel était l'empire que la raison d'état exerçait sur l'esprit du pape qu'il n'hésitait pas, lorsqu'il le croyait nécessaire, à détruire ce qu'il avait si laborieusement édifié, et à couvrir de ruines des quartiers dont la magnificence faisait, un instant auparavant, son orgueil. Lors des troubles qui signalèrent la fin de son règne, il fit jeter bas les splendides palais des della Valle, malgré les supplications du sacré-collège. L'indignation provoquée par cet acte de vandalisme fut si grand, que le cardinal Piccolomini, voisin des della Valle, quitta sur-le-champ Rome, ne pouvant supporter un pareil spectacle.

Pour triompher, dans le domaine de la sculpture et de la peinture, la renaissance éprouva, surtout à Rome, des difficultés avec lesquelles les architectes n'avaient guère eu à compter. Pendant le xve siècle, ces deux arts ne purent, au point de vue du style, s'y inspirer qu'indirectement des modèles antiques. Quant aux sujets mêmes

empruntés à l'antiquité, ils leur demeurèrent absolument interdits. Les papes étaient de trop bons latinistes pour ne pas se rappeler certains vers dans lesquels le poète nous montre l'âme plus frappée des images que l'œil lui transmet que des sons qui lui sont renvoyés par l'oreille. Passe encore pour des créations éphémères, un décor de théâtre, l'ornementation d'un char de carnaval; elles disparaissent sans laisser de traces. Mais comment exposer en permanence, aux yeux des pèlerins accourus de toutes les parties de l'Europe, des souvenirs de l'antiquité classique, ou, ce qui revenait au même pour les âmes pieuses, de l'antiquité païenne? La tentative eût été trop audacieuse. Sixte même, quoiqu'il ne connût guère le scrupule, recula.

Le contraste (on serait tenté de dire la contradiction) est frappant. On proscrit chez les artistes les tendances que l'on favorise chez les humanistes. D'un côté, l'invasion du monde païen, avec ses dieux, ses pompes, ses scandales; de l'autre, une rigueur qui touche à l'ascétisme. D'un côté, d'innombrables traductions de poèmes grecs et latins, des ouvrages historiques et philologiques consacrés à la glorification du monde gréco-romain, des épopées composées en l'honneur de l'Olympe; de l'autre, un art tout au service de l'église et qui cherche ses héros parmi les prophètes, les apôtres, les martyrs. On a beau objecter que la ferveur a diminué, que les scènes deviennent de plus en plus profanes; on a beau découvrir, de loin en loin, un détail de costume, un ornement copié sur quelque bas-relief antique; l'ensemble de la production artiste n'en tranche pas moins sur la production littéraire contemporaine; et c'est uniquement à la glorification de la religion que les maîtres éminens recrutés par les souverains pontifes consacrent leur ciseau ou leur pinceau. Quelle différence, à ce point de vue, entre Florence et Rome! Ici, toute une école condamnée à se mouvoir dans le champ étroit des représentations religieuses; là, un horizon ouvert à toutes les fantaisies : la beauté de Vénus, le courage d'Hercule, la vertu de Lucrèce, les hauts faits des ancêtres; ce sont là autant de thèmes recommandés à la brillante phalange d'artistes groupés autour des Médicis.

Les sujets profanes, même choisis en dehors de l'antiquité, sont rares à Rome pendant la période dont nous nous occupons. Dans leurs relations politiques, les papes, — à commencer par Sixte, toujours en guerre avec ses voisins, — n'oublient jamais qu'ils sont des souverains temporels. Dans leurs rapports avec les artistes, ils ne se souviennent, par un excès de scrupule, que de leur mission apostolique. La fiction est-elle donc plus compromettante que la réalité? Est-il plus criminel de faire éterniser par la peinture le sou-

venir d'une victoire que de prendre les armes et de forcer l'ennemi à combattre? Les Florentins n'éprouvaient pas tant d'hésitations à appeler l'art au secours des passions politiques. Ils le prouvèrent bien à Sixte lors de la conjuration des Pazzi, où Julien de Médicis tomba sous les coups des émissaires du trop vindicatif pontife : non contens de pendre l'un des complices, l'archevêque de Pise, ils le firent peindre par Botticelli sur les murs du Palais-Vieux; il fallut que le pape lui-même intervînt pour faire effacer cette peinture ignominieuse.

Cette pudeur en matière d'art dura à la cour de Rome jusqu'aux premières années du XVIe siècle. En dehors des *Mystères d'Osiris et d'Isis*, qu'Alexandre VI, par une inspiration bizarre, fit peindre dans l'appartement Borgia, à côté de légendes tirées du martyrologe, il serait difficile de citer une statue, une fresque, un tableau (les portraits naturellement exceptés), qui n'ait pas pour objet immédiat la glorification de la religion. Alors même que Jules II et Léon X demandèrent à Raphaël de célébrer leurs victoires, ils reculèrent devant la représentation trop directe des faits : c'est sous des allusions plus ou moins transparentes que l'artiste dut cacher l'*Expulsion des Français d'Italie* (*Héliodore chassé du temple*), la *Délivrance de Léon X*, la *Bataille d'Ostie*, etc.

L'énumération des sculptures et des peintures commandées pendant le règne de Sixte IV permettra de vérifier cette loi jusque dans ses moindres détails. A la Sixtine, le pape fait peindre d'un côté l'Histoire de Moïse, de l'autre celle du Christ; dans la chapelle de la Conception, à Saint-Pierre, le sujet indiqué à l'artiste chargé de la décoration, le Pérugin, est le Couronnement de la Vierge. Verrocchio exécute pour la même basilique les statues en argent des Apôtres. Les fresques de l'hospice de Santo Spirito témoignent de préoccupations non moins exclusives. Le récit des miracles qui signalèrent l'enfance du futur pape y occupe plusieurs compartimens. Parmi les actes du pontificat de Sixte, le peintre célèbre tout d'abord la fondation de l'hospice, puis la restauration des églises romaines. L'accueil fait aux différens souverains qui visitèrent les *limina apostolorum*, la canonisation de saint Bonaventure, la confirmation des privilèges des ordres mendians, forment le sujet d'autres tableaux. Une composition rappelle la victoire remportée sur les infidèles par le cardinal Olivier Caraffa. C'est la seule, pour ce règne si troublé, qui contienne une allusion aux exploits militaires de Sixte; et encore est-elle consacrée à un souvenir de la croisade, de la guerre sainte. En un mot, si l'on jugeait Sixte d'après l'ensemble de ces fresques, qui sont au nombre de trente-neuf, on croirait que jamais pape n'a exercé plus saintement son ministère évangélique. Les fresques de

la bibliothèque du Vatican rentrent elles-mêmes dans la catégorie des sujets sacrés. La célèbre composition de Melozzo da Forli, la nomination de Platina au poste de bibliothécaire, nous montre le pape dans l'exercice du pouvoir pontifical; on sait, en effet, que, dès l'époque carlovingienne, un bibliothécaire faisait partie du personnel de l'église. A plus forte raison avons-nous le droit de compter parmi les compositions religieuses les portraits des docteurs qui ornaient autrefois la bibliothèque.

Tel est cependant le privilège de la Ville éternelle que Sixte, tout en favorisant les tendances religieuses, a beaucoup fait, à son insu, pour hâter les progrès de la renaissance. En appelant auprès de lui les chefs de l'école florentine, il les mit en présence des splendides restes de l'antiquité, qui occupaient alors encore une si grande place sur les bords du Tibre, et leur révéla tout un monde nouveau. Dans leur patrie, ils n'avaient eu que l'occasion d'étudier les statues, les pierres gravées, les médailles. Ici ils virent se dresser devant eux les merveilles de l'architecture romaine : le Colisée, le Panthéon, les arcs de triomphe, les thermes. Si les Ghirlandajo, les Botticelli, les Filippino Lippi, les Verrocchio enrichirent la Ville éternelle de quelques chefs-d'œuvre nouveaux, que d'enseignement ne tirèrent-ils pas de cette mine inépuisable! De retour dans leur patrie, ils purent réaliser ces progrès qui aboutirent, peu d'années après, aux triomphes de Léonard, de Michel-Ange et de Raphaël.

Si, dans le choix de ses architectes, Sixte n'a pas fait preuve de cette sûreté de coup d'œil à laquelle on était en droit de s'attendre, en revanche, lorsqu'il s'agit de désigner les sculpteurs et les peintres qui auront l'honneur de travailler pour lui, on ne peut que le féliciter de son discernement. Disons tout de suite que ces sculpteurs ne furent pas nombreux; l'histoire ne cite parmi eux que deux noms; il est vrai que ce sont ceux de maîtres, Verrocchio et Pollaiuolo. Quant aux peintres qu'il appela à lui, ils forment légion, et la plupart d'entre eux comptent parmi les premiers que l'Italie possédait alors. A l'exception de Mantegna, retenu à la cour des Gonzague, et de Benozzo Gozzoli, absorbé par la décoration du Campo Santo de Pise, il serait difficile de citer un homme supérieur que Sixte n'ait pas encouragé. Peu lui importaient leurs tendances; il suffisait pour que, réalistes ou idéalistes, ils eussent droit à sa faveur, qu'ils se distinguassent de la foule par quelque qualité transcendante. Il n'y a certes pas peu de mérite à avoir discerné, au milieu de tant d'artistes distingués, des talens supérieurs tels que Melozzo da Forli, le Pérugin, Pinturicchio, Domenico Ghirlandajo, Botticelli, Filippino Lippi, Signorelli. Quant à leurs collaborateurs, Cosimo Rosselli, Piero di Cosimo, fra Diamante, Antonazzo, si la postérité les a jugés

avec une certaine sévérité, ils jouissaient auprès de leurs contemporains d'une grande réputation, qui justifie la confiance dont le pape les honora.

Vis-à-vis des ouvrages eux-mêmes, Sixte ne fit pas preuve, tout nous autorise à l'affirmer, d'un discernement aussi grand. Vasari nous raconte, au sujet de la décoration de la chapelle Sixtine, une anecdote bien caractéristique. A la suite d'un concours ouvert entre les maîtres attachés à cette entreprise gigantesque, le pape décerna le prix au plus obscur d'entre eux, à Cosimo Roselli, parce que ses peintures étaient les plus riches, c'est-à-dire les plus chargées d'or et d'azur. L'examen des fresques de la Sixtine nous révèle, à la charge du pape, une autre erreur tout aussi grave. Désirant, dans ce vaste cycle narratif, multiplier le plus possible les faits (et partant les enseignemens), il induisit les artistes à violer la loi de l'unité d'action et à accumuler dans le même cadre jusqu'à trois ou quatre scènes distinctes. C'est ainsi que, dans l'une des compositions, on voit : à droite, Moïse tuant l'Égyptien ; au centre, Moïse et les Filles de Jethro ; à gauche, Moïse chassant les pasteurs de Madian. Dans une autre, le Christ est représenté quatre fois dans quatre actes différens de son ministère. Et encore si ces épisodes étaient séparés, ne fût-ce que par un pilastre ou des baguettes dorées, comme chez les primitifs ! Mais les ordres du pape étaient probablement formels, car pas un des collaborateurs, sauf Cosimo Roselli, dans son *Passage de la mer Rouge*, n'a osé rompre avec ces erremens déplorables. Le sujet principal disparaît au milieu d'épisodes secondaires; là où l'on cherche une idée unique, savamment rythmée, on se trouve en présence de détails surabondans et confus ; la composition devient inintelligible parce qu'elle veut trop dire. Le Pérugin, qui l'aurait cru? a le mieux su triompher de ces difficultés : sur les trois scènes qu'il était chargé de représenter dans un des compartimens, il en a relégué deux au fond, laissant l'autre, la *Remise des clés*, se développer librement sur le premier plan.

Telle était chez Sixte la fièvre d'organisation qu'il voulut réglementer non-seulement l'art, mais encore les artistes. Il ordonna aux peintres fixés à Rome de se réunir, d'élaborer des statuts, de former une corporation. Une trentaine de maîtres répondirent à son appel, et il prit sous sa protection l'institution naissante qui devint si célèbre dans la suite sous le titre d'Académie de Saint-Luc.

Mais, pour jouir de sa bienveillance, il fallait que les membres de la corporation restassent ses sujets dévoués, bien plus, respectueux; sinon leur qualité d'artistes ne les protégeait pas contre les emportemens de l'inexorable Sixte. L'un d'entre eux, Antonio di Giuliano, en fit la triste expérience. Lors du siège de Cavi, dont la prise tenait

fort à cœur au pape, il composa un panorama dont l'exactitude remplit d'admiration Rome entière. On y voyait, tente par tente, le camp des assiégeans; on reconnaissait jusqu'aux différens corps de troupes. Sixte entendit parler de ce chef-d'œuvre et ordonna qu'on le lui apportât. Honneur périlleux pour le pauvre artiste! Plus clairvoyant ou plus irascible que les autres, le souverain pontife remarqua un détail quelque peu libre qui leur avait échappé ou dont ils n'avaient fait que rire; il crut y découvrir un trait dirigé contre son neveu, le comte Hieronimo Riario, et sa colère fut sans bornes. Ordre d'arrêter le coupable, de lui administrer dix coups de corde, de mettre à sac sa maison et finalement de le pendre. Sur les remontrances de son entourage, il consentit à lui faire grâce de la vie, mais à condition qu'il sortirait, dans le délai de quatre jours, des terres de l'église.

IV.

Une famille nombreuse et brillante assistait Sixte dans sa grande œuvre de réorganisation et de propagande. Étant donnée l'organisation de l'état pontifical, le népotisme, — du moins renfermé dans de certaines limites, — constituait un véritable moyen de gouvernement. La politique même conseillait de réserver aux parens du souverain pontife le rôle brillant et facile de dispensateurs de ses largesses, de surintendans de ses bâtimens, d'organisateurs des réjouissances publiques. A eux de conquérir au pape régnant, par leur magnificence, les sympathies populaires. Dépassaient-ils la mesure dans ces fonctions d'un caractère essentiellement laïque, — et cela leur arriva plus d'une fois, — le peuple romain, directement intéressé à leurs prodigalités, se gardait bien de protester, et dans tous les cas la dignité du chef de la chrétienté n'en recevait nulle atteinte. Leur clientèle augmentait en raison de la richesse des palais qu'ils élevaient, en raison de l'éclat de leurs fêtes. Vis-à-vis des provinces de cet empire sans limites, les parens du pape avaient à remplir une mission analogue. La plupart d'entre eux possédaient de nombreux bénéfices, non-seulement en Italie, mais encore en Espagne, en France, en Allemagne; parfois même ils étaient titulaires d'évêchés ou d'archevêchés qui ne reçurent jamais leur visite (un des neveux de Sixte IV administrait jusqu'à seize diocèses). Pouvaient-ils se dispenser de donner quelque marque d'intérêt à des ouailles qui acceptaient si facilement leur lointain patronage, et cet intérêt, pouvaient-ils le témoigner mieux que par la fondation de monumens destinés à perpétuer le souvenir de leur munificence? C'est ainsi

que Montefiasco et Lorette, Turin et Avignon, et bien d'autres villes encore, furent redevables de constructions importantes aux della Rovere, aux Basso et aux Riario ; il serait facile de multiplier ces exemples. On sait que plus tard, sous Léon X, la *Transfiguration*, de Raphaël, et la *Résurrection de Lazare*, de Sébastien del Piombo, durent leur origine à des obligations de même nature. Le cardinal de Médicis, mis en possession du riche archevêché de Narbonne, ne crut pouvoir se dispenser d'envoyer un souvenir aux fidèles de son diocèse, et commanda à leur intention ces deux chefs-d'œuvre de la peinture.

Sixte comprit à merveille le secours qu'il pourrait tirer du népotisme, et sa famille, nous nous plaisons à lui rendre cette justice, le seconda avec un rare empressement. Quelle exubérance de vitalité et d'énergie chez ses innombrables neveux, le ban et arrière-ban des della Rovere, des Riario et des Basso, appelés par un coup de fortune inespéré au partage des trésors de l'église ! Jamais, depuis le moyen âge, Rome n'avait vu gent plus avide d'honneurs, de pouvoir, d'argent, ni aussi, il faut l'ajouter, plus capable de soutenir son nouveau rôle. Jamais pape, non plus, ne s'était passionné au même point pour la grandeur de sa maison. Excessif en tout, cet homme sans aïeux, dont la vie s'était passée au milieu de privations de toute sorte, rêva des trônes pour les siens. Il ouvrit cette période de luttes dynastiques où la papauté faillit sombrer. Alexandre VI put s'autoriser de son exemple, lorsqu'il s'efforça de créer un royaume pour son fils. César Borgia ne fit que continuer à son profit l'œuvre de Girolamo Riario.

Une affluence d'étrangers illustres, telle que Rome n'en avait plus vu depuis l'antiquité, favorisa, pendant le pontificat de Sixte, le développement de ce luxe, de cette magnificence dont le pape et ses neveux s'étaient faits les promoteurs. Il serait difficile d'imaginer une société plus brillante, une vie plus riche et plus variée. Ce ne sont qu'entrées solennelles d'ambassadeurs et de souverains, fêtes religieuses, militaires et civiles, divertissemens de toute sorte. Festins dignes de l'ancienne Rome par la recherche et la profusion des mets, chasses épiques, mascarades, tournois, canonisations, représentations théâtrales, inauguration de monumens, joutes littéraires, il n'est spectacle dont les Romains, si avides de ce genre de plaisirs, ne puissent se rassasier. Dans l'espace de douze ans, la Ville éternelle voit tour à tour défiler, outre les ambassadeurs de toutes les cours européennes, outre des prélats venus des quatre coins du monde, tout ce que l'Italie comptait de personnages marquans : Laurent le Magnifique, Éléonore d'Aragon, le roi Ferdinand de Naples, le duc d'Urbin, le duc de Calabre et tant d'autres. L'Eu-

rope septentrionale est représentée par des visiteurs ou des pèlerins tels que le comte Éverard de Wurtemberg, le duc Ernest de Saxe, dont la suite brillante, vêtue de velours noir, fit l'admiration des Romains, le roi Chrétien de Danemark; l'Europe orientale par les reines de Bosnie et de Chypre, les despotes du Péloponèse et de l'Épire. Le tsar lui-même envoya une ambassade auprès du chef des catholiques.

Raffinemens introduits dans l'étiquette, inscription, au budget de la chambre apostolique, de dépenses que l'on ne s'attendrait guère à y trouver, telles que l'organisation des fêtes du Carnaval, médailles et poésies commémoratives, rien ne fut négligé pour consacrer les droits, si longtemps méconnus, de ce que le prédécesseur de Sixte, Paul II, appelait : *Hilaritas publica*. Le deuil du moyen âge a pris fin; au siècle nouveau, si pressé de jouir, il faut l'éclatante manifestation de ses aspirations et de ses conquêtes. Que les moralistes, qui ont jugé si sévèrement la pompe mondaine déployée par Léon X, tiennent compte de ces précédens ! En étudiant l'attitude des papes du xve siècle, ils seront plus disposés à l'indulgence pour l'héritier des Médicis.

Le cardinal de Saint-Sixte, Pierre Riario, donna le signal des réjouissances. Les fêtes célébrées en l'honneur de la fiancée du duc de Ferrare, Éléonore d'Aragon, fille du roi de Naples, lorsque cette princesse traversa Rome, en 1473, pour se rendre dans sa nouvelle résidence, comptent parmi les plus somptueuses dont l'histoire ait gardé le souvenir. Sans doute, les calculs politiques n'étaient pas étrangers à ces prodigalités, mais le besoin de luxe y tenait une place encore plus large.

Reçue par les deux tout-puissans neveux du pape, les cardinaux de Sainte-Sixte et de Saint-Pierre ès-Liens, la princesse fut conduite en grande pompe au palais des Saints-Apôtres, où on lui avait préparé des appartemens dignes d'elle. Sur la place, couverte des plus riches tentures, s'ouvraient trois salles décorées à l'antique, avec des colonnes ornées de fleurs et de feuillage, et une frise formée des armes du pape, du cardinal de Saint-Sixte, du roi de Naples, du duc de Milan et du duc de Ferrare; les murs disparaissaient derrière des tapisseries de haute lisse d'un prix inestimable, le sol sous des tapis non moins somptueux; on aurait cru, ajoute naïvement le chroniqueur milanais Corio, auquel nous empruntons ces détails, que saint Pierre était descendu des cieux sur la terre. Des meubles précieux se détachaient sur ce fond éblouissant; ici une crédence ployant sous le poids de vases en or ou en argent; ailleurs un lit de velours cramoisi, aux franges d'or, une table de cyprès d'un seul morceau, puis des banquettes, des fauteuils tendus

de satin agrémenté de broderies. On remarquait surtout un enfant vivant, que l'on avait fait dorer et qui, placé près d'une fontaine, dans le costume le plus primitif, jouait le rôle d'ange. A la suite de ce triple vestibule s'étendaient quatorze salles, toutes splendidement ornées.

Le chroniqueur s'étend avec complaisance sur le festin offert à la princesse. Quoique les convives ne fussent qu'au nombre de sept à la première table et de trois à la seconde, on leur servit plus de cinquante plats, dont plusieurs étaient de dimensions colossales, par exemple ceux qui contenaient un cerf ou un ours entier, ou encore deux esturgeons. Pour former ce menu, dont la variété faisait honneur à l'imagination du cardinal et de son maître d'hôtel, on avait mis à contribution tous les règnes de la nature. Certaines associations de mets feraient certainement faire la grimace aux gourmets d'aujourd'hui. Aussi bien l'ordonnateur semble-t-il avoir voulu séduire les yeux plutôt que le palais; c'est ainsi qu'il poussa la recherche jusqu'à faire dorer le pain. Les tendances de l'époque se révélaient principalement dans la composition des pièces montées, dont plusieurs étaient de véritables monumens. On y voyait Atalante et Hippomène, Persée délivrant Andromède, Cérès sur un char traîné par des tigres, Orphée jouant de la lyre au milieu de paons, le Triomphe de Vénus, les Exploits d'Hercule. A un certain moment, on servit même une montagne dont sortit un personnage qui récita des vers. Les souvenirs classiques éclataient jusque dans l'art culinaire; on se serait cru revenu au temps de Trimalcion. Ici comme là on prisait, pour employer l'expression d'un contemporain, non-seulement les festins où l'on faisait bonne chère (*gulæ servientes*), mais encore ceux qui consacraient les droits de l'esprit (*cultis et castis animis satisfacientes*).

Nous n'en avons pas fini avec les prouesses du cardinal de Saint-Sixte. Le service était digne du menu : une crédence à douze gradins supportait d'innombrables vases en or ou en argent, ornés de pierres précieuses; la maison du cardinal était si bien montée que l'on n'eut d'ailleurs pas besoin d'y toucher. Le sénéchal, pendant la durée du repas, changea quatre fois de costume. Après chaque service, on le vit reparaître portant de nouveaux colliers en or, en perles ou en pierres précieuses. Il est fâcheux que le chroniqueur, pour satisfaire de tout point notre curiosité, ne nous ait pas appris combien de temps dura ce festin épique.

Les festins alternaient avec des représentations théâtrales, dont l'histoire sainte et la mythologie fournissaient tour à tour le thème. Lors des fêtes données en l'honneur d'Éléonore d'Aragon, on débuta par le Mystère de la chaste Suzanne et on termina par celui de saint

Jean-Baptiste : ces deux pièces encadraient un spectacle plus profane, ayant pour sujet les Noces de Pirithoüs. Au premier acte, on vit paraître huit héros et autant d'héroïnes : Hercule et Déjanire, Jason et Médée, Thésée et Phèdre, etc., qui charmèrent les spectateurs par leurs chants et leurs danses. Surviennent les Lapithes, qui cherchent à enlever les danseuses. Une lutte s'engage : Hercule et ses amis font des prodiges de valeur et finissent par mettre en fuite les agresseurs. A ce spectacle succédèrent l'Histoire de Bacchus et d'Ariane et celle de ce Juif qui brûla le corps du Christ. Ne nous étonnons pas de ce mélange d'élémens sacrés et profanes. N'était-ce pas le temps où Laurent le Magnifique composait à la fois, avec un incontestable talent, son Triomphe de Bacchus et d'Ariane et son Mystère de saint Jean et de saint Paul? Dans ce dernier, le poète florentin n'hésitait pas à mettre en scène les personnages les plus divers : un ange, sainte Agnès et ses parens, Constantin et sainte Constance, Gallicanus, saint Basile, des astrologues, la vierge Marie ordonnant au martyr saint Mercurius de tuer Julien l'Apostat, qui expirait en poussant le cri : « O Galiléen, tu l'emportes! »

Les mystères restèrent d'ailleurs longtemps encore en possession de la faveur publique. A Rome, chaque année, le vendredi saint, la confrérie du Gonfalone, dont faisaient partie des artistes distingués, entre autres le peintre Antonazzo, représentait au Colisée, rendu pour un instant à sa destination primitive, les différens épisodes de la Passion.

Le palais pontifical lui-même finit par servir d'asile à des représentations. En 1484, lors du carnaval, on y joua, sous les yeux de Sixte, qui jugea toutefois prudent de ne pas prendre place au milieu des spectateurs, l'Histoire de Constantin le Grand. Un familier du pape, né et élevé à Constantinople, mais d'origine génoise, s'acquitta avec tant de succès du rôle principal qu'il reçut le surnom de Constantin et s'honora de le porter sa vie durant. (Un exploit de même nature valut plus tard au bibliothécaire de Jules II et de Léon X, à Thomas Inghirami, le surnom de Phèdre.) Dans la suite, un des neveux du pape, le cardinal Raphaël Riario, prit sous sa protection particulière ces essais auxquels le théâtre italien a dû sa renaissance. Vers la même époque, le clergé florentin s'engagea dans une voie parallèle. En 1476, les clercs de Santa Maria del Fiore représentèrent, sous la direction de leur maître, ser Piero Domizio, des comédies latines. Laurent le Magnifique honora de sa présence la représentation qui eut lieu dans l'église de Tous-les-Saints (Ognissanti).

Sixte et les siens ne triomphèrent pas cependant de toutes les objections, de toutes les résistances. Il y eut des réfractaires jusque

parmi les princes de l'église. Au milieu du déchaînement général du luxe, l'austérité ne cessa de compter ses représentans. L'un des plus opiniâtres d'entre eux fut l'évêque de Pavie, le cardinal Ammanati, le favori de Pie II. De temps en temps, on le voyait paraître à la cour pontificale, toujours morose, toujours plein d'ardeur pour la croisade (c'était là, hélas! le moindre des soucis de Sixte), et n'épargnant ses réprimandes ni à ses collègues ni au souverain pontife. Ce *laudator temporis acti* se piquait de littérature. Il croyait exceller dans le style épistolaire. Mais la poésie n'était pas son fait; il le déclare en propres termes à son ami Campano, un des plus fameux versificateurs du temps : « Je ne suis pas hostile à la poésie : les sibylles, les prophètes, ainsi que des hommes célèbres dans l'église se sont exprimés en vers. Mais je ne saurais admettre les idées légères ou impures qu'elle comporte trop souvent. »

Ces moralistes maussades continuèrent de former autour de la papauté un parti qui n'était pas sans force. Ils se maintinrent même à la cour si joyeuse de Léon X. Ennemis jurés de la renaissance, ils ne cessaient de se voiler la face, de gémir sur la dépravation du siècle, de prêcher la pénitence et la contrition, de se répandre en prédictions sinistres. On les tolérait, ne fût-ce qu'à cause du contraste, sans se douter qu'ils deviendraient un jour les instrumens les plus puissans de la contre-réforme, et qu'ils réussiraient à bannir de nouveau la sérénité, la saine et féconde gaîté que la renaissance avait rendues au monde.

EUGÈNE MÜNTZ.

LES ESSAIS

D'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE

A L'OPÉRA

La *Revue* devant publier prochainement une étude scientifique étendue de l'exposition actuelle, je ne veux rien dire aujourd'hui des nombreuses et importantes questions que l'électricité impose à notre attention. Je ne veux que rendre un compte sommaire, et au seul point de vue de l'effet pratique, des essais d'éclairage qui ont été faits récemment à l'Opéra. Au moment où le congrès des électriciens allait se séparer, le ministre des postes et l'administration de l'Opéra invitèrent à une représentation de gala les savans qui avaient assisté aux séances : ce n'était pas seulement un acte de courtoisie pour les remercier de leur concours, c'était encore et surtout pour qu'ils pussent apprécier les conséquences pratiques des principes qu'ils avaient si laborieusement discutés. La soirée eut lieu avec un grand luxe, avec un grand succès, et l'on y vit fraternellement mêlés tous les savans du monde. Elle fut suivie à quelques jours d'intervalle d'une autre séance plus simple, ou un très grand nombre d'invités purent se promener à travers la salle éclairée à l'électricité : c'est de cette soirée que je rendrai particulièrement compte.

Au dehors, rien n'annonçait aux arrivans les splendeurs de l'intérieur; c'était toujours la même façade noire se découpant en silhouette, avec la seule addition dans le haut de deux cordons allumés au gaz, deux lignes minces et maigres d'une lumière insuffisante et terne, derniers et inutiles efforts d'un système d'éclairage qui a cessé de tenir le premier rang. Il faut regretter qu'on n'ait point songé à lancer sur la façade de M. Garnier un peu de lumière électrique; elle en aurait montré la belle ordonnance, elle en aurait fait dans la nuit un point de vue brillant et répandu sur le sol d'alentour une suffisante clarté. C'est la même obscurité dans le vestibule; mais à peine en a-t-on franchi les limites et pénétré dans la salle du grand escalier que l'impression change et que l'on se sent tout à coup plongé dans une atmosphère si éclatante qu'il faut y habituer l'œil comme si l'on pénétrait dans un espace éclairé par le soleil.

Cette première impression passée, il convient d'examiner, d'observer, de se recueillir, afin de mieux apprécier l'effet. L'ancien éclairage au gaz est allumé comme de coutume; on y a seulement ajouté trente-huit lampes du système Brush. Elles sont assez mal distribuées, très grossièrement installées, sans aucune prétention à l'élégance, sans aucun souci de l'ornementation, ce qui ne laisse pas que de jurer un peu dans un lieu si précieusement étudié et si luxueusement fréquenté. Mais il faut se rappeler que c'est un simple essai, laisser à cet intrus le soin de se civiliser, donner à ce paysan du Danube le temps d'apprendre les belles manières, et ne porter notre attention que sur la lumière elle-même, qui seule est en cause, et sur l'effet qu'elle produit. Il faut avouer qu'elle est incomparable et qu'il est bien inattendu.

En France plus encore qu'ailleurs, nous avons le culte de l'habitude, l'horreur du changement, et la résistance au progrès. Nous commençons par critiquer quand il faudrait encourager. Il n'est point de reproches qu'on n'ait adressés à la lumière électrique. Le plus grave est que sa teinte est blafarde et pour ainsi dire lugubre. Or l'éclairage de cette salle montre combien cette assertion est peu fondée : les marbres de l'escalier, les albâtres des balcons, les bronzes et les dorures nous paraissent avoir l'éclat et la couleur qu'ils prennent au soleil et, ce qui nous intéresse encore davantage, le ton des visages prend une coloration chaude et une vivacité d'éclat qu'aucun autre éclairage n'a jamais données. A la vérité, si la beauté naturelle est rehaussée, les artifices de réparation de « l'irréparable outrage des ans » sont dévoilés avec une indiscrétion terrible. On ne doit pas trop s'en plaindre. Il faut accorder aussi que toutes les toilettes ne s'accommodent pas également de l'électricité,

qu'elle accuse souvent des incompatibilités de couleurs, mais cela tient uniquement à ce que les étoffes sont choisies au gaz et combinées pour l'éclairage au gaz ; ce ne sera qu'une habitude à changer.

On adresse à l'éclairage électrique le reproche plus grave encore d'altérer la rétine et les humeurs de l'œil et de conduire rapidement à une cécité inévitable. L'usage a fait justice de ces craintes exagérées. Introduite depuis plusieurs années dans des ateliers, dans des magasins, employée dans la plupart des laboratoires, multipliée hors de toute nécessité à l'exposition, l'électricité n'a donné lieu à aucune plainte et n'a pas produit un seul accident. On pouvait le prévoir en se rappelant que, malgré tout son éclat, elle reste encore singulièrement inférieure au soleil. Mais il ne faut pas la regarder directement; dans ce cas seulement, elle peut devenir dangereuse et elle partage cet inconvénient avec toutes les autres lumières, même les bougies et les lampes. Un grand industriel me racontait qu'ayant introduit des régulateurs électriques dans un atelier occupé par un grand nombre de femmes, elles se plaignirent tout d'abord unanimement parce que, ne pouvant s'empêcher de les regarder, elles en subissaient l'influence exagérée. Au bout de quinze jours, la curiosité étant satisfaite et l'habitude prise, les plaintes cessèrent et les avantages d'un éclairage plus riche commençaient à se faire sentir, lorsqu'on se décida à revenir à l'ancien éclairage au gaz. Cette fois, les ouvrières redemandèrent l'électricité avec l'unanimité qu'elles avaient mise à la critiquer.

L'ancien éclairage de l'escalier de l'Opéra comprend environ six cent trente becs de gaz disséminés du haut en bas, les uns dans des candélabres à feu nu, les autres dans des globes dépolis. C'est une très grande somme de lumière et cependant elle semble disparaître et s'effacer devant l'incomparable puissance de l'éclairage électrique. Cela n'a rien qui doive nous étonner. Chaque lampe électrique en effet vaut à elle seule, au bas mot, cent becs de gaz, d'où il suit que trente-huit lampes ont développé dans la salle une lumière égale à celle de trois mille huit cents becs, par conséquent six fois plus grande que l'ancienne. Ainsi le gaz n'intervient que pour un sixième dans l'illumination totale, il n'est pas étonnant qu'il y paraisse si pâle.

Il n'y est pas seulement pâle, il y est terne et d'une couleur jaune tellement prononcée qu'on n'en peut croire ses yeux et qu'on hésite à le reconnaître : le contraste produit toujours ces effets. Tout ce qui est supérieur efface ou enlaidit ce qu'on avait d'abord admiré. En toute chose, c'est la comparaison qui classe. Les bougies ont pâli devant le gaz; à son tour le gaz cède à la lumière électrique : c'est la loi du progrès.

Nous résumerons plus tard les impressions que nous venons de décrire; il importe avant tout de continuer la visite et de pénétrer dans la salle. La scène est vide; le rideau est levé sur un décor du *Tribut de Zamora*; il n'y a personne à l'orchestre, point de musique; il n'y a que de la lumière, une profusion de lumière, chaude et claire, du plus beau ton et d'un éclat merveilleux. Cette salle immense, jusqu'alors triste et sombre comme un tombeau, maintenant rajeunie et tout ensoleillée, se laisse voir pour la première fois dans tous ses détails et dans toute sa richesse. Le public, qui ne voit que les effets et à qui l'on cache, — à l'Opéra plus qu'ailleurs, — les procédés d'exécution, ne se doute pas des difficultés, des complications que doit surmonter un architecte pour éclairer un aussi vaste espace.

Pour obéir aux traditions, aux nécessités de l'ornementation, aussi bien que pour éviter des tentatives malheureuses, M. Garnier mit dans la salle un lustre unique; il le fit énorme : 6 mètres de large, 5 mètres de haut, presque la hauteur de deux étages; c'est une charpente de fer et de bronze pesant 6,000 kilogrammes, poids si énorme qu'il fallut, pour l'accrocher, construire dans les combles un véritable pont à arcades de fer. Quand on veut l'allumer, on le soulève au-dessus du plafond par le moyen de cabestans énormes et de câbles aussi gros que ceux de la marine, puis on le redescend à sa place à travers une trappe qui se referme derrière lui. Il porte six cent cinquante becs et consomme par soirée 120 mètres cubes de gaz qui lui arrivent par un tuyau flexible. Que l'on songe à cette construction, à cette machinerie, au prix qu'elle a coûté, à ce fleuve de gaz, pour ce résultat si péniblement atteint de six cent cinquante becs que l'on pourrait remplacer et dépasser par une demi-douzaine de régulateurs!

Sur la scène, les choses sont plus graves et plus difficiles encore. On sait que l'espace est divisé à diverses profondeurs, par des plans parallèles laissant entre eux ce qu'on nomme des rues. C'est là que se fixent les portans, et que l'on descend des toiles toujours prêtes, suspendues et serrées l'une contre l'autre dans les hauteurs. Tous ces intervalles sont éclairés à leur sommet par des rampes de 20 mètres de longueur contenant chacune 130 becs. Ce sont les herses, il y en a neuf, ce qui fait monter à 1,170 le nombre des foyers disponibles dispersés dans ces espaces inconnus du public, et si rapprochés de toiles, de planchers de bois à claire-voie, de cordes, de tuyaux, d'engins de toute sorte, de combustibles de toute nature, qu'on se demande par quel miracle le feu n'y prend point à chaque moment, et qu'on frémit à la pensée de ces incendies, dont on connaît la redoutable gravité.

Cela ne suffit point encore : il faut une rampe. Placée entre la salle et la scène, habilement dissimulée au spectateur, mais lançant obliquement vers les artistes sa lumière et le feu de soixante lampes alignées, la rampe est enfermée dans un coffre vitré, le gaz y brûle de haut en bas entraîné par une ventilation énergique, afin de préserver les jupes de la flamme et de diminuer, s'il se peut, son énorme chaleur ; elle est placée dans un corridor long et étroit qui s'échauffe jusqu'à 50 degrés, jusqu'à devenir inhabitable : séjour mortel où personne ne résiste longtemps. C'est là qu'est accumulée toute sa machinerie, là qu'arrive le gaz par le conduit unique et énorme qui doit tout alimenter, c'est de là qu'il part pour se distribuer par des robinets proportionnés, pour se rendre au lustre, à la rampe, aux herses. C'est là que se tient le gazier; comme le musicien à son pupitre, il a sa partition étalée sous ses yeux, qui lui commande à des momens précis, suivant les besoins de la mise en scène, d'augmenter, de modérer, d'éteindre ou de colorer la lumière dans chacune des parties de ce vaste ensemble.

Telle est la redoutable et complexe organisation de l'éclairage dans les théâtres. Déjà difficile dans les petits, elle s'exagère tellement avec les dimensions qu'elle touche à des impossibilités quand il s'agit de l'Opéra, quand il faut avec un lustre unique, dans un vaisseau aussi vaste qu'une cathédrale, verser une lumière égale et suffisante sur des milliers de spectateurs. On comprend aisément que l'architecte ait échoué dans cette tâche, car il faut le reconnaître, et M. Garnier le sait mieux que personne, il a échoué : la lumière manque ! Ce n'est pas sa faute, c'est celle du gaz, dont la puissance ne suffit pas, et auquel on a bien été forcé de demander plus qu'il ne pouvait donner. M. Garnier l'avait prévu, il avait fait son possible pour y suppléer; il avait ménagé tout en haut, sous le plafond, une couronne d'ouvertures circulaires, en harmonie avec la décoration générale, fermées du côté de la salle par des verres dépolis, bombés, taillés à facettes, et il avait disposé par derrière des becs de gaz avec réflecteurs. Il en attendait merveilles, mais l'effet en fut à peu près nul, et l'on avait cessé de s'en servir. On vient d'utiliser ces ouvertures en y plaçant des bougies Jablochkof; c'est la seule addition que l'on ait faite, elle est très heureuse, elle a suffi pour transformer la salle.

L'art de l'éclairage est compliqué; il n'est pas souvent compris. Il ne s'agit point d'aveugler le spectateur en lui mettant devant les yeux des lumières éblouissantes et insupportables; il faut, au contraire, les lui cacher et ne leur donner d'autre rôle que d'illuminer les objets qu'il faut regarder. A l'Opéra, il faut verser cette lumière obliquement, du haut en bas, sur les colonnes, sur l'or des balcons,

la faire entrer dans chaque loge, où elle s'éteint dans les tentures foncées qui sont les fonds du tableau, mais où elle s'arrête tout d'abord sur les élégances mondaines qu'elle est chargée de faire valoir et qui apportent à l'Opéra autant d'attraits que les séductions du spectacle. Or c'est là justement ce qu'on a réussi à faire par l'addition des lumières électriques, à peu de frais, sans modification de l'édifice, sans aucune suppression, en profitant d'un travail déjà préparé, en ajoutant la seule chose qui manquât : la vie et la lumière.

Un résultat qui n'était ni attendu ni cherché s'est trouvé acquis par surcroît. Les savans considèrent la lumière électrique comme la plus parfaite parce qu'elle est celle qui se rapproche le plus du soleil, qu'elle est blanche, qu'elle contient tous les rayons visibles, en un mot parce qu'elle est complète. Ils nous apprennent, au contraire, et ils viennent de nous en donner la preuve incontestable, que la lumière des flammes est entachée d'un irrémédiable défaut, celui d'être dépourvue de bleu et de violet, de contenir un excès de jaune et d'altérer tous les tons. Ils soutiennent que ceux qui la préfèrent obéissent à un préjugé dont l'usage fera justice. Les artistes, les architectes, et beaucoup de gens du monde raisonnent autrement. Ils ne s'inquiètent point de savoir si la lumière électrique est complète ou non; ils la jugent avec leurs impressions; ils disent qu'elle est *froide*; par opposition, ils affirment que celle du gaz est *chaude* et ils la préfèrent; ils demandent, non pas qu'on reproduise l'éclairage du jour, mais qu'on tienne compte d'un besoin des yeux, *de la couleur*. Il est inutile de discuter. Partant de points de vue et d'idées différens, savans et artistes ne se mettront point d'accord, au moins présentement; mais il faut reconnaître que les artistes ont le droit d'exiger la lumière qui leur convient sans que les savans aient celui de leur imposer celle qu'ils préfèrent. Or il s'est trouvé que l'expérience récemment faite dans la salle de l'Opéra donne une égale satisfaction aux deux opinions. La lumière froide des bougies Jablochkof s'est trouvée réchauffée par les rayons orangés du lustre; l'électricité a donné l'éclat, le gaz s'est chargé de la couleur, et la combinaison s'est faite en proportions si heureuses que rien ne semble y manquer, qu'on en doit féliciter M. Garnier et le supplier de rendre définitif un essai qui a si bien réussi. Le public l'y encouragera, au besoin l'y contraindra.

On doit donc conserver le lustre; mais il faut de toute nécessité remplacer par des lampes électriques la rampe actuelle, et l'on supprimera d'un seul coup toutes ses complications, tous ses dangers et surtout l'insupportable échauffement dont elle est cause. On aura cinquante fois moins de chaleur pour la même somme de lumière;

on enlèvera cette boîte où elle est enfermée, la ventilation ne sera plus nécessaire; on choisira des lampes fermées qui n'offrent aucune prise au feu; elles pourront s'éteindre, se rallumer, se modérer ou s'exagérer à volonté; on les multipliera sans rencontrer de limites et l'on sera étonné de la simplicité du système et des retards qu'on aura apportés à son adoption.

Après avoir parcouru l'escalier et la salle, chacun s'attendait à trouver les mêmes éclats de lumière dans le foyer. On fut tout surpris de n'y voir aucun changement. Pourtant il y avait là aussi de l'électricité, mais employée autrement : il convient de donner à ce sujet quelques éclaircissemens.

Les lampes de la salle et de l'escalier sont entretenues par le passage de l'électricité entre les pointes voisines de deux charbons. Ce passage se révèle par une flamme courbe qu'on nomme l'arc électrique, dont la température atteint et dépasse 2,000 degrés, qui échauffe les pointes de charbon au point de leur donner un éclat comparable à celui du soleil et de développer une quantité de lumière tout à fait blanche, comprise entre trente et mille huit cents carcels. Dans beaucoup de cas, cette lumière est excessive, et l'on cherchait depuis longtemps à la diviser en foyers beaucoup plus petits, plus appropriés aux usages de la vie ordinaire. On apprit tout à coup, il y a une année à peine, que ce problème venait d'être résolu en Amérique, qu'une autre forme de lumière électrique nous arrivait avec le téléphone et le phonographe. Tout d'abord elle effraya la Bourse, puis elle fut niée, et finalement elle vient de se produire avec succès, non sans un peu d'engoûment, à l'exposition. C'est la lumière par incandescence d'Edison, de Swan, de Maxim; c'est celle qu'on vient de placer au foyer de l'Opéra. Elle est très simple : on savait depuis longtemps qu'en traversant les corps conducteurs, l'électricité les échauffe d'autant plus qu'ils offrent plus de résistance à son passage, de sorte qu'en les rendant de plus en plus minces, ils deviennent de plus en plus lumineux. Si ce sont des métaux, ils finissent par fondre; si c'est du charbon, il résiste, il atteint et dépasse l'éclat des flammes de gaz. C'est un physicien russe, Lodyguine, qui, le premier, en fit la remarque et en proposa l'emploi, et pour empêcher le charbon de se consumer dans l'air, il l'enferma dans le vide, où il devait durer indéfiniment. En principe, la lampe par incandescence était trouvée; mais, dans la pratique, l'inventeur se heurta à des difficultés qu'il ne put surmonter. Les charbons se désagrégeaient et tombaient en poussière. On raconte qu'Edison ne connaissait ni cette idée première ni ces essais, qu'il employa d'abord des fils de platine dont il chercha à retarder la fusion sans y réussir, qu'alors seulement il songea au charbon,

repassant ainsi par une série de tentatives que d'autres avaient inutilement essayées et qu'il finit par mener à bien. Il s'appliqua à façonner des fils de charbon avec des fibres végétales qu'il fit chercher dans toutes les contrées du monde; il s'arrêta aux parties extérieures du bambou de Chine; il en détacha des filamens allongés dont le diamètre n'atteint pas un millimètre, il les carbonisa par un procédé dont il garde le secret, ce qui est son droit, et les ayant recourbés en fer à cheval, il les enferma dans des ampoules de verre dont l'air est ensuite extrait par des machines pneumatiques perfectionnées. Ces fils de charbon, si fins, si réguliers, sont une véritable merveille de soins, de délicatesse, de solidité et de bon marché. Traversés par le courant électrique, ils s'illuminent et peuvent durer plus de cinq cents heures. A la longue, ils finissent par se rompre; on jette alors l'instrument pour le remplacer par un autre. Comme il coûte moins de 2 francs, cette substitution n'est point onéreuse. Tel est l appareil qui, avec ceux de Swan et de Maxim, a été placé dans les lustres du foyer.

Tout a été disposé pour comparer l'ancien éclairage au nouveau. On a conservé le gaz dans quelques-uns des lustres, on l'a remplacé par l'électricité dans d'autres; sur l'un d'eux enfin on a superposé les deux sortes de lampes, et voici quel a été le résultat: la lumière par incandescence est absolument fixe, tout à fait silencieuse. Étant enfermée dans une ampoule, elle ne dégage ni fumée ni gaz délétères, ni rien qui puisse altérer les peintures ou les étoffes; elle développe moins de chaleur que le gaz; on peut la diminuer ou l'exagérer à volonté par les variations du courant. Mais, à côté de ces avantages dont on ne peut pas méconnaître la valeur, elle est jaune, elle n'a ni plus ni moins d'intensité qu'un bec de gaz, elle en a la couleur orangée; l'effet général n'est point changé, le foyer n'est pas devenu plus lumineux, les peintures de Baudry n'en sont pas plus visibles; on n'a rien perdu, mais on n'a rien gagné, si ce n'est une diminution de chaleur et l'inaltérabilité assurée pour l'avenir aux peintures. Il faut avouer que c'est beaucoup, mais on doit reconnaître que ce n'est pas assez. La question n'est point de faire autant, le progrès exige qu'on fasse davantage, et qu'on jette dans cette belle architecture les profusions de lumière que nous avons rencontrées dans la salle et dans l'escalier; c'est alors seulement qu'il sera possible d'admirer de nouveau les belles peintures qu'un emploi inconsidéré du gaz a recouvertes d'une couche de charbon et a rendues invisibles, s'il ne les a détruites à jamais. La place de la lumière par incandescence n'est point là; elle est sur la scène, dans les herses, où elle supprimerait à tout jamais les dangers d'incendie.

En quittant ce foyer qui ne m'avait pas satisfait, je redescendis lentement l'escalier d'honneur qui me frappa de nouveau par le contraste et où je me sentis réchauffé par l'abondante clarté. Je récapitulai la complication de l'ancien système, la multiplicité de ses organes, la faiblesse de ses effets, ce qu'il avait exigé de constructions, ce qu'il avait multiplié de travaux inutiles, combien il avait embarrassé les architectes, combien il avait englouti de dépenses. Je me représentai, d'autre part, la puissance, la simplicité des appareils électriques, la facilité de les approprier à nos besoins, ce qu'ils apporteraient de satisfactions au luxe, à l'élégance, à la sécurité publique, et, chemin faisant, je me retrouvai dans la nuit des rues avoisinantes, d'autant plus profonde et plus triste qu'elle succédait à un plus grand éclat. En face de luminaires qui parvenaient à peine à la diminuer, je ne pus m'empêcher de subir sans l'avoir provoquée une conviction inéluctable. Nous sommes arrêtés par un système qui a fait son temps, à l'aurore d'un progrès indéniable; il faut renoncer à ce qui ne suffit plus et développer les promesses de l'avenir, donner bénévolement à l'électricité la place qu'elle prend d'autorité et que nulle coalition, nulle résistance ne peut l'empêcher de garder désormais.

J. Jamin.

UN

VOYAGE MALHEUREUX

DANS LES OASIS DE LA TRIPOLITAINE

Il n'y a dans ce monde qu'heur et malheur ; cela est vrai en Europe plus vrai encore en Afrique. L'accident gouverne en souverain brutal et jaloux les vastes contrées que se partagent l'Arabe, le Berbère et le noir. Il y dispose de toutes les destinées, grandes ou petites, et personne ne peut se soustraire à ses féroces fantaisies. Tous les voyageurs qui ont tenté d'explorer quelque province inconnue d'un continent, où l'inconnu est plus redoutable qu'ailleurs, ont dû compter avec ces hasards incalculables qui déconcertent les précautions les plus sagement combinées, les mesures les mieux prises, les plans les mieux conçus et les mieux ourdis. Si le bonheur, comme le disait Mazarin, est la première qualité de l'homme d'état, quiconque voyage en Afrique est tenu aussi de posséder ce genre de mérite, et le premier de ses devoirs est d'être heureux. Combien de martyrs de la science ou de la curiosité ont déjà arrosé de leur sang les plateaux où prospère l'alfa, les mystérieux pays d'où nous viennent l'ivoire et les plumes d'autruche, les solitudes sablonneuses où le Touareg ne connaît d'autre maître que le simoun ! Ceux qui réussissent à en revenir sans avoir fait ce qu'ils voulaient faire, sans avoir vu ce qu'ils voulaient voir, ne sont pas trop à plaindre. Ils en sont quittes pour publier le récit de leurs mésaventures, qui est toujours intéressant et toujours instructif.

La société de géographie qui s'est formée en Allemagne pour l'exploration de l'Afrique équatoriale avait conçu, en 1878, le projet de faire reconnaître le cours supérieur du Congo et les territoires adjacens, et elle avait confié cette laborieuse mission à M. Gerhard Rohlfs. Pour des raisons qui lui parurent bonnes, cet éminent voyageur, qui a depuis longtemps conquis ses chevrons, se résolut à gagner l'équateur par le nord, en traversant la Tripolitaine et le désert libyque. Cet itinéraire devait lui permettre de déposer en passant aux pieds du sultan d'Ouaday les présens que lui destinait sa majesté l'empereur d'Allemagne, à savoir : des armes de prix, un gigantesque glaive richement damasquiné, deux burnous de velours violet et rouge, un magnifique parasol de soie verte, doublé de satin blanc, dont le manche mesurait deux mètres de hauteur et qui était enrichi d'arabesques et de franges d'or. Hélas! ces splendides présens, auxquels M. Rohlfs avait ajouté un harmonium portatif et une belle horloge à musique de Genève, n'ont pu parvenir à leur destination, et il a été impossible à l'intrépide voyageur d'atteindre le cours supérieur du Congo; à peine a-t-il pu dépasser le 25e degré de latitude nord. On ne saurait s'en prendre à lui, il s'est heurté contre d'invincibles résistances, et nous devons lui être reconnaissans d'avoir publié la relation de son voyage manqué, qui par la piquante simplicité du ton, par l'agréable et spirituelle candeur du récit, fait penser quelquefois à l'immortelle narration de la retraite des Dix mille (1). Comme les Dix mille, à travers bien des dangers, M. Rohlfs a pu revoir la mer, qui lui a été plus complaisante que les sables et que les Arabes; mais il ne pouvait se vanter d'être sorti de son aventure bagues sauves. Il ne rapportait que de tristes débris de ses collections, de ses papiers, de son journal, de ses vocabulaires, sans compter qu'il avait eu la douleur de voir déshonorer par de misérables Suyas l'admirable et impérial parasol vert, dont ils s'étaient partagé sans vergogne les franges d'or.

Personne n'était plus propre que M. Rohlfs à mener à bonne fin la périlleuse entreprise dont la société africaine lui avait remis la conduite. L'Afrique du Nord n'avait plus de secrets pour lui. Il avait parcouru plus d'une fois la Tripolitaine, bravé le meurtrier simoun, traversé dans tous les sens le désert, qui ne lui a jamais fait peur. Il estime que l'air tonique et chargé d'ozone qu'on y respire est l'ami de l'homme, que le climat du Sahara est en définitive le plus sain du monde, à la condition d'avoir une coiffure qui protège les yeux, d'emporter une provision d'habits chauds pour résister aux rigueurs des nuits, de renoncer à porter des bas, de chausser des pantoufles arabes et de manger beaucoup d'ognons. Depuis longtemps aussi, il avait pra-

(1) *Kufra*, Reise von Tripolis nach der Oase Kufra, von Gerhard Rohlfs; Leipzig, Brockhaus, 1881, 1 vol. in-8°.

tiqué le chameau, à qui il rend justice, tout en lui reprochant son excessive gravité et en se plaignant de ne l'avoir jamais vu rire, même dans sa plus tendre jeunesse. Il eut seulement la désagréable surprise de découvrir qu'à Tripoli, ces précieux vaisseaux du désert avaient considérablement renchéri, qu'on n'en pouvait plus avoir à moins de 380 francs la pièce, et il remarque à ce propos que tout renchérit non-seulement en Europe, mais en Afrique, si bien que, dans le pays des Haussa, un bon bœuf qui se payait, il y a quelques années, 1 ou 2 thalers en coûte aujourd'hui 4 ou 5, mystère qui mérite d'être recommandé aux méditations des économistes.

Ce qu'il faut craindre en Afrique, c'est moins la résistance des choses que les objections et la perfidie des hommes. De ce côté encore, M. Rohlfs n'avait plus rien à apprendre. Il connaissait de vieille date les pachas turcs, leur fausse bonhomie, leurs courtoisies équivoques, leurs promesses fallacieuses, l'indolence et l'inertie de leur bon vouloir, leurs artificieuses réticences, et il savait « que le plus éclairé d'entre eux cache au fond de sa poitrine une chambre secrète, pleine de haine pour le chrétien. » Il avait étudié les langues qu'on parle dans les oasis, il avait jeté la sonde dans les profondeurs ténébreuses du cœur arabe et de l'âme berbère. Au surplus, il est homme de ressources et de précautions. En 1865, le sultan Abdul-Aziz lui avait conféré un titre très honorifique, et on ne le connaissait plus en Turquie que sous le nom de Mustapha-Bey. En 1878, il obtint d'Abdul-Hamid un firman par lequel Sa Hautesse le recommandait à la bienveillance et aux égards de tous ses fonctionnaires comme de tous ses sujets.

Le firman était en bonne forme. M. Rohlfs s'était assuré que le papier avait été écorné à l'un de ses coins, c'est une formalité qui porte bonheur, et il l'avait examiné avec une scrupuleuse attention sans y découvrir nulle part un de ces mystérieux griffonnages, familiers aux Osmanlis et qui signifient : « Je vous enjoins expressément de procurer à Mustapha Bey des chameaux, des vivres, des guides et tout le reste; mais ayez bien soin de faire tout le contraire de ce que je vous dis. » Si régulier que fût le firman, il n'a pu avoir raison des Suyas et de la haine qu'ils ont vouée aux chrétiens. « Le fanatisme religieux, qui n'est pas moins dangereux que le climat homicide de certaines régions, nous dit M. Rohlfs, et qui a fait tant de victimes parmi les voyageurs allemands, anglais ou français, ne règne que chez les Sémites monothéistes, chez les peuples mahométans et aussi chez les Abyssins chrétiens. En Afrique, la limite du fanatisme ne s'étend que jusqu'au 5e degré de latitude nord. » Quand un noir polythéiste vous tue, c'est que vos intentions lui sont suspectes ou qu'il en veut à votre bourse; le mahométan africain en veut quelquefois à votre bourse, mais c'est toujours avec un fer sacré qu'il vous assassine. M. Rohlfs le

savait, et à la fermeté d'âme il s'était promis de joindre les dissimulations utiles et l'angélique patience. Il accorde « que la colère est quelquefois très saine; » mais il affirme qu'en Afrique plus qu'ailleurs, il importe de ne se fâcher jamais qu'à propos. Il ne s'est fâché qu'à propos, il a été patient comme un ange, et il n'a pu arriver chez le sultan d'Ouaday, Mahomet lui a barré le passage. Pendant qu'il préparait son expédition, il avait reçu de tous les pays de l'Europe plus de six cents lettres, dont les signataires demandaient à partir avec lui. Dans le nombre il y avait cinquante musiciens, et l'un d'eux, natif de Kaiserslautern, s'offrait à lui racoler un orchestre complet, « attendu que le meilleur moyen d'attendrir le cœur féroce d'un roi nègre est de lui jouer un morceau de musique. » Peut-être la musique attendrit elle le cœur d'un roi nègre et de ses fétiches; mais le fanatisme des Suyas, enrôlés dans la sainte confrérie des Snussis, n'est pas à la discrétion d'une ouverture d'opéra, et quoique M. Rohlfs se fût muni d'un harmonium, la pensée ne lui est pas venue de leur jouer un morceau. On n'apprivoise pas si aisément l'orgueil farouche de Mahomet.

Ce fut le 18 décembre 1878 que M. Rohlfs quitta Tripoli avec ses compagnons de route, ses chameaux et ses serviteurs indigènes, dans l'intention de gagner au travers du désert libyque cet archipel d'oasis qu'on appelle Kufra, lequel est situé entre le 26e et le 24e degrés de latitude nord. La petite caravane chemina quelque temps sans encombre, on semblait lui vouloir du bien, on lui faisait bon visage. Mais quand elle eut atteint l'oasis d'Audjila, aussi distante de Tripoli que Trieste peut l'être de Hambourg, tout changea subitement de face, et les voyageurs se sentirent en pays ennemi. Ce fut encore pis à Djalo, où les gamins de l'endroit les assaillirent à coups de pierres, en les traitant « de porcs incroyans, de païens. » M. Rohlfs avait amené avec lui son petit chien, aimable bête qui savait plus d'une gentillesse et plus d'un tour. Il avait l'habitude de se dresser sur ses pattes de derrière; il fut soupçonné de vouloir tourner en dérision les prières d'un bon musulman, on décida sa mort, on l'empoisonna. M. Rohlfs et ses compagnons ne rencontraient plus que des visages hostiles; ils s'adressèrent aux autorités, ils n'essuyèrent que rebuffades, affronts et mépris. Impossible de se procurer des guides. Dans toutes les contrées du monde on en a besoin, à plus forte raison lorsqu'il s'agit de traverser les pays de la soif et de connaître les chemins qui conduisent aux puits. Il fallut dévorer son chagrin, se résoudre à rétrograder, à regagner les bords de la Méditerranée, pour s'en aller chercher de l'aide à Bengazi par une marche de plus de huit jours.

Les Arabes qui habitent l'archipel d'oasis de Kufra appartiennent à la tribu des Suyas. M. Rohlfs eut la bonne chance d'en rencontrer quelques-uns à Bengazi, où ils étaient venus pour leurs affaires, car ils ont autant

de goût pour les affaires que de foi au paradis de Mahomet. Après d'interminables négociations, ils s'engagèrent à servir de guides à l'expédition et à la conduire en sûreté à Kufra; corps et biens, ils répondaient de tout. Le traité fut approuvé, sanctionné, contresigné par le vali turc de la Cyrénaïque, qui se flattait d'y trouver quelque chose à grappiller et qui, par surcroît de précautions, en homme qui connaît son monde, fit jeter au cachot trois Suyas à titre d'otages. Le 5 juillet 1879, on put se remettre en route, et bientôt on atteignit, on dépassa Djalo. De l'oasis de Buttifal à celle de Taiserbo il faut compter près de 400 kilomètres. La caravane, forte de cent chameaux, franchit cette horrible solitude en cent et quelques heures; hommes et bêtes restèrent quatre nuits sans dormir. Enfin on arriva à Kufra, et le 5 août on s'installait dans l'oasis de Kebabo; mais dix jours plus tard on était prisonnier des Suyas. Le cheik Mohammed Bu-Guetin, le plus dévot de tous les fourbes, qui avait été partie au contrat signé à Bengazi et qui, le long de la route, avait prodigué ses caresses à M. Rohlfs, était très versé dans les cas de conscience; il avait décidé que c'était œuvre pie que d'égorger quelques chrétiens en s'appliquant leur argent. Aux menaces succédèrent les extorsions, et bientôt le jour du massacre fut fixé. Par grand bonheur, il se trouva qu'un autre cheik, beaucoup plus honnête que Bu-Guetin, avertit M. Rohlfs et ses amis et leur offrit un asile. Quelques heures avant l'exécution du complot, ils parvinrent à s'évader. Les assassins, furieux d'avoir été prévenus, se consolèrent en pillant, en saccageant tout ce qui tomba sous leur main. Les coffres furent brisés à grands coups de marteaux; boussoles, lunettes, thermomètres, baromètres anéroïdes, tout fut mis en pièces comme l'harmonium. Les provisions furent dispersées à tous les vents, les papiers furent lacérés, on se disputa les espèces que les fugitifs n'avaient pu emporter, et le parasol vert fut dépouillé de ses plus beaux ornemens.

M. Rohlfs avait trouvé un refuge auprès de l'honnête cheik Krim-el-Rba; mais il n'y était guère en sûreté. L'affreux Bu-Guetin et son complice Sidi-Agil pressaient le cheik de leur livrer ses hôtes, morts ou vifs. Chaque jour, c'étaient de nouveaux assauts. On tenait à cet effet des conseils privés et des assemblées plénières. Les Arabes en général, les Suyas en particulier, sont dans l'occasion de grands parleurs. Ils joignent la rhétorique à l'action, et entre deux coups de main, ils aiment à prononcer des discours qui durent au moins une heure d'horloge et qui prouvent qu'ils ont beaucoup de vocation pour l'éloquence parlementaire. « Sidi-Agil, nous dit M. Rohlfs, était l'assistant de Bu-Guetin, le cheik Krim était le mien. J'avais pris place d'un côté, lui de l'autre, à deux cents pas de distance. A tour de rôle nous demeurions assis ou nous nous relevions en bondissant. A droite et à gauche, se

pressaient des centaines d'auditeurs. Ce tournoi oratoire dura deux jours entiers sans qu'on arrivât à aucune décision. »

Cependant le bruit se répandit qu'un *Khouan* très considéré de la confrérie des Snussis, laquelle exerce une domination incontestée dans les oasis de Kufra, arriverait sous peu de Djaradub, où réside le général de la congrégation, et qu'il apportait l'ordre exprès de respecter la vie des voyageurs, de leur témoigner beaucoup d'égards. Cette nouvelle opéra un changement soudain dans les esprits; les voleurs commencèrent à craindre qu'on ne les obligeât à rendre gorge. « Un Arabe, un Turc, un mahométan, assure M. Rohlfs, aime mieux demeurer enfermé au pain et à l'eau pendant un an dans le trou le plus affreux que de restituer dix thalers ; il n'y a que les coups de bâton qui puissent l'y décider. » Toutefois, Bu-Guetin et Sidi-Agil offrirent de restituer une notable partie de leur butin, pourvu qu'on leur donnât quittance pour le reste et qu'on leur signât un papier attestant que ces galans hommes n'avaient eu que de parfaits procédés à l'égard de M. Rohlfs. Cette proposition donna lieu encore à de longs pourparlers, jusqu'à ce qu'on vit apparaître Sidi-el-Hussein, l'ambassadeur annoncé. Ce saint personnage, plein d'onction, fit tout rentrer dans le devoir; il distribua aux chiens de chrétiens les dattes les plus savoureuses de son jardin, accompagnées de toutes les consolations que peut procurer la rhétorique. Mais quand on a perdu du même coup ses provisions, ses armes, ses baromètres, ses thermomètres, toutes ses espérances et qu'il faut renoncer à se rendre chez le sultan d'Ouaday, sous peine de lui présenter un parasol imprésentable, la rhétorique ne console guère. Trop heureux fut-on d'obtenir une escorte pour regagner Bengazi, où on arriva le 25 octobre 1879. On avait la vie sauve, mais le cœur se gonflait d'amertume en pensant au triste avortement d'une expédition dont la société africaine attendait les plus beaux résultats.

Quand un homme tel que M. Rohlfs ne réussit pas dans ses entreprises, ses échecs même sont utiles à la science. Le récit qu'il nous fait de son malheur et des défaites de sa volonté est aussi instructif pour qui aime à s'instruire que glorieux à son courage. M. Rohlfs n'a pu atteindre les bords du Congo, mais il a séjourné à Kufra. Alors que ses jours étaient en danger et qu'il s'occupait de disputer sa tête au fanatisme sanguinaire des Suyas, il ne laissait pas d'avoir les yeux tout grands ouverts. Ce prisonnier condamné à mort persistait à regarder autour de lui et à graver dans sa mémoire tout ce qu'il voyait. Après l'amour, dont on vante les miracles, il n'est pas de passion plus miraculeuse que la curiosité du savant qui continue à prendre des notes quand le fusil d'un Arabe est braqué sur lui. La géographie, la botanique, la zoologie trouvèrent à faire leur profit dans la relation de M. Rohlfs; elle n'offre pas moins d'attrait à ceux que les pierres et les plantes intéressent moins que l'animal humain, ses mœurs, ses rai-

sonnemens et ses déraisons. L'illustre voyageur est du petit nombre des hommes qui savent voir et qui savent dire ce qu'ils ont vu. Peut-être trouvera-t-on que son jugement sur les Arabes est fort sévère et que sa fâcheuse aventure avec les Suyas a corrompu son impartialité. Il faut dire cependant que c'est un sujet sur lequel il n'a jamais varié; l'antipathie que lui inspirent les Sémites date de ses premiers voyages et des premières occasions qu'il a eues de mettre leur bonne foi à l'épreuve.

M. Rohlfs reproche à l'Arabe d'être un faux aristocrate, qui possède rarement les vertus de l'homme de race et de haut lignage, et qui en a les préjugés, les travers, l'arrogance, l'insondable orgueil, une indolente paresse dont il fait gloire, l'horreur et le mépris du travail, le goût de la pompe et de la parade. Ce faux aristocrate a des esclaves qui font tout pour lui, et, en dépit des négrophiles, à quelques moyens qu'on recoure pour abolir la traite, il trouvera toujours moyen de s'en procurer, car sans esclaves, la vie lui serait un supplice. Que deviendrait-il si on le condamnait à se servir de ses mains pour labourer la terre et de ses pieds pour marcher? « Un cheik qui n'aurait pas un cheval, un chien courant, un parasol, un faucon et un long fusil surmonté d'une baïonnette rouillée ne serait pas complet aux yeux des gens de sa tribu. Ainsi cheminait fièrement à la tête de notre caravane le cheik des Suyas, vêtu d'un pantalon blanc qui n'avait jamais été lavé et d'une chemise sale. Par-dessus, il endossait un burnous de laine épaisse qu'il recouvrait, dans les grandes occasions, d'un autre burnous d'un rouge ardent, aux passemens d'or. Il allait rarement à pied, le cheik des Suyas, parce que c'était contraire au savoir-vivre; mais sur un coussin de cuir, il portait en croupe son faucon; de sa main gauche il tenait son parasol ouvert. Sur son dos pendait son long fusil, il avait passé à sa ceinture deux pistolets et un poignard, et derrière son cheval trottait son *slugi*. Fumeur passionné, il mendiait sans cesse du tabac pour ses cigarettes, et il devenait un mangeur prodigieux toutes les fois qu'il pouvait se gorger à nos dépens. »

A ses grands airs, à sa jactance, l'Arabe, ce prince ou ce marquis du Sahara, tel que le peint M. Rohlfs, joint tous les calculs, toute l'astuce, toute la coriacité d'un homme d'affaires âpre au gain, dur à la détente, aussi cupide qu'avaricieux. Dès qu'il s'agit d'ajouter quelques paras à sa tirelire, il est capable de toutes les manœuvres, de toutes les duplicités, et le mensonge est tellement devenu sa seconde nature qu'il ment souvent sans profit, par simple amour de l'art. Sur ses vices vient se greffer son fanatisme, qui les consacre, et il se persuade aisément que duper un chrétien est un des moyens les plus sûrs et, sans contredit, les plus commodes de gagner le paradis. M. Rohlfs estime que plus l'Arabe est religieux, plus il importe de se défier de lui. Il ne peut oublier que le perfide Sidi Agil, *khouan* très dévot de la con-

frérie des Snussis, lui escroqua un jour plusieurs centaines de thalers et qu'après lui en avoir restitué une partie, ce roi des drôles, en se retirant, lui fit l'affront de lui envoyer à travers les airs sa bénédiction. De toutes les couleuvres qu'il a dû avaler dans son héroïque odyssée, c'est la seule qu'il n'ait pu digérer; elle lui pèse encore sur le cœur, et il est certain que se laisser bénir par son voleur, en se donnant l'air de sentir tout le prix de cette cérémonie, est une des épreuves les plus cruelles où la patience d'un homme puisse être mise. Auprès de cette disgrâce, qu'est-ce que le simoun et la soif? Et pourtant M. Rohlfs, son livre en fait foi, a rencontré dans plus d'une oasis des figures d'Arabes honnêtes, loyaux, charitables et presque désintéressés. Mais il a peine à leur faire grâce. On n'est pas toujours maître de son humeur, et nous aurions tort de lui en vouloir. Si nous avions eu, nous aussi, le chagrin d'être bénis un jour par le saint escroc Sidi-Agil, peut-être serions-nous aussi injustes que lui.

« Ces Arabes qui ne travaillent pas et qui s'engraissent des sueurs d'autrui, nous dit-il, sont les éternels parasites du monde et de l'histoire... Nous devons reconnaître sans envie, ajoute-t-il, que les Français, qui dans ces derniers temps ont rendu de si grands services à la civilisation sur le pourtour de la Méditerranée, ont bien mérité de tout le genre humain par la conquête de l'Algérie. Mais pourquoi n'ont-ils pas fait un pas de plus et repoussé dans le désert ces intrus asiatiques, ces brigands sémites qui en venaient et qui sont dignes d'y retourner? Une expérience de cinquante années ne suffit-elle pas pour démontrer qu'il est impossible de civiliser une race qui ne veut pas être civilisée?» L'exhortation que M. Rohlfs nous adresse sera goûtée de plus d'un colon algérien; mais nous doutons que le gouvernement français la prenne au sérieux et qu'il se décide à exterminer les Arabes; les violences, les moyens brutaux ne sont que des expédiens et un aveu d'impuissance. Sans contredit, M. Rohlfs n'a pas tort de soutenir que les Arabes sont une race difficilement gouvernable; c'est une raison de plus pour les gouverner avec beaucoup de sagesse et de prévoyance, en comptant pour les réduire sur l'action lente du temps et des mesures opportunes. C'est aussi une raison de ne pas accroître indéfiniment le nombre de nos sujets africains. Où irions-nous si nous écoutions les conseils des annexionnistes à outrance, de ceux qui aiment à faire grand? Les seuls agrandissemens que nous devions désirer sont ceux que commande notre sûreté, car en Algérie notre politique doit être jusqu'à nouvel ordre strictement et énergiquement défensive. Nulle part la vanité des conquêtes ne serait plus périlleuse que sur le sol africain.

Il faut accorder à M. Rohlfs que la religion des Arabes est un aussi grand obstacle à leurs progrès dans la civilisation que leur tempé-

rament, leurs habitudes, leur passion pour la vie nomade. Malheureusement leur fanatisme ne s'explique que trop, et les philosophes les plus rassis ne sauraient leur en faire un crime. Si l'Arabe n'avait pas de zèle pour le service de Mahomet, que pourrait-il aimer hors de lui? A quoi serait-il tenté de se dévouer? A sa patrie? Mais est-il prouvé qu'il en ait une? « Le Guèbre, esclave des Turcs ou des Persans ou du Grand-Mogol, disait Voltaire, peut-il compter pour sa patrie quelques pyrées qu'il élève en secret sur des montagnes? Où fut la patrie d'Attila et de cent héros de ce genre, qui en courant toujours n'étaient jamais hors de leur chemin? Le Banian, l'Arménien, qui passent leur vie à faire le métier de courtiers, peuvent-ils dire : ma chère patrie? Ils n'en ont pas d'autre que leur bourse et leur livre de compte. » On peut se demander également quelle est la patrie de ces Arabes que M. Rohlfs a rencontrés dans les jardins fleuris du désert libyque. On croirait volontiers tout d'abord qu'ils aiment en patriotes leur oasis, aussi grande souvent que le duché de Saxe-Weimar ou que toutes les principautés d'Allemagne réunies, terre bénie où le thermomètre ne tombe jamais au-dessous de zéro, île bienheureuse, perdue dans un océan de sables et de pierres, où à l'ombre des palmiers et des dattiers mûrissent à l'envi le blé, l'orge, le riz, la vigne, l'amande, l'olive, la grenade, la figue, l'abricot, la pêche, les plus savoureuses tomates et les melons d'eau les plus exquis. Mais ce qui gâte beaucoup cette chère patrie, ce sont les lois bizarres qui y règlent la propriété et ce goût du compliqué, de l'arbitraire qui règne partout en Orient. Dans toutes les oasis du Sahara, nous apprend M. Rohlfs, les jardins sont possédés par Pierre et les palmiers qui y croissent appartiennent à Paul, ou au gouvernement, ou au clergé, ou à la commune. Si les sources sont remplacées par des puits, l'un en épuiserait l'eau volontiers pour arroser son froment ou ses choux; l'autre la lui dispute pour irriguer ses dattiers. Les choses se compliquent encore partout où le Berbère cohabite avec l'Arabe. Ce dernier ne peut acquérir la terre, mais il peut posséder les arbres. S'il lui arrive d'épouser la fille d'un riche Berbère, il n'a aucun droit sur le jardin dont elle hérite, mais les palmiers qui s'y trouvent sont à lui. On devine tous les litiges, toutes les difficultés qui naissent incessamment entre ces propriétaires d'arbres, qui n'ont pas le sol, et ces propriétaires du sol, qui n'ont pas les arbres. Les oasis du désert sont de véritables nids à procès. On va devant le juge, et d'habitude le juge mange l'huître, en distribuant les écailles aux plaideurs. Une patrie est un endroit où l'on est chez soi; dans la plus belle oasis du monde, personne ne peut dire : Je suis chez moi.

Si l'oasis n'est pas une patrie pour les habitans de Sokna et d'Audjila, la trouveront-ils à Tripoli? Qu'est-ce pour eux que Tripoli? Une ville où réside un vali aux mains prenantes, toujours besogneux, très amoureux de leur argent, qui donne des places à qui les paie et des coups de bâton

à qui ne paie pas. Quelle affection peuvent-ils avoir pour cette malheureuse province fort négligée, dont on fait peu de cas à Stamboul et dans laquelle le plus souvent on n'envoie pour gouverneur que des intrigans tombés en disgrâce? Pendant le séjour que fit M. Rohlfs dans l'oasis de Djofra, où son firman avait produit une vive impression, il fut assiégé de doléances, de sollicitations et de placets. Les conseillers municipaux venaient le voir de deux jours l'un, le suppliant d'interposer ses bons offices pour qu'on allégeât leurs impôts et leurs charges. Le kaïmakan le conjurait d'obtenir son rappel; il avait pris en horreur un lieu maudit où il mourait de faim. Les soldats du Fezzan lui envoyèrent une députation pour se plaindre que, depuis plus d'une année, ils n'avaient pas touché un para de leur solde; ils attendaient de son obligeance qu'il enjoignît au mutessarif de leur acquitter quelques mois de leur arriéré. « Quelle obstination dans la patience possèdent ces pauvres gens! » s'écrie M. Rohlfs à ce propos. Mais la patience n'est pas de l'amour, il s'en faut bien.

Croira-t-on qu'à défaut de la Tripolitaine, la Turquie soit une patrie pour les bourgeois du désert? Mais d'abord qui peut savoir où commence et où finit la Turquie? C'est le secret de Mahomet. Et puis que représente aux yeux des simples le vaste empire des Osmanlis? Une confusion de races et de nations. Personne n'a la tête moins métaphysique qu'un Arabe; les abstractions ne le touchent guère. Ce qu'il sait, ce qu'il comprend, c'est qu'à Stamboul réside un sultan qui est le kalife, le souverain spirituel, le commandeur de tous les vrais croyans, et c'est par là seulement qu'il est Turc. L'Arabe des oasis a quelque attachement pour l'endroit où il est né, pour les palmiers à l'ombre desquels il a grandi, surtout s'il a le bonheur d'en être devenu le propriétaire; mais sa vraie, sa seule et chère patrie, c'est sa religion, et il est aisé après cela de s'expliquer son fanatisme. Il en va de même des catholiques de la Syrie, qui n'ont pas d'autre patrie non plus que leur catholicisme ni d'autre affection naturelle que pour ceux qui protègent leur foi. « Quand je saurai quel est ton catéchisme, peut-on dire dans tout l'Orient, je saurai quelle est ta politique. » Dans tous ses voyages à travers la Méditerranée, qui se chiffrent par douzaines, M. Rohlfs a toujours été frappé du nombre d'ecclésiastiques, de moines et de religieuses qui s'entassent sur les paquebots français. « Le prêtre et la nonne, nous dit-il, sont de puissans instrumens politiques dans la main du gouvernement français. Au patronage qu'il leur accorde est due toute l'influence que la France exerce en Orient et qu'elle exploite avec art, protégeant au loin les jésuites qu'elle chasse de Paris. Peu importe à cet égard qu'elle soit gouvernée par un roi très chrétien, par un empereur, par un président ou par un communard. En matière de politique étrangère, ce dernier deviendra bien vite un communard très chrétien pour ne pas compromettre le prestige de son pays sur tous les

rivages de la Méditerranée. » En vérité, nous craignons que M. Rohlfs ne fasse beaucoup trop d'honneur à l'intelligence politique de nos intransigeans.

Une grande religion, qui compte des millions de fauteurs et d'adhérens répandus sur la surface de la terre, est au gré de certaines gens une trop vaste patrie; ils n'aiment pas à vivre pêle-mêle avec une multitude d'inconnus, à se sentir perdus dans la foule. Ceux qui préfèrent les petites patries aux grandes trouvent à contenter leurs goûts en se faisant affilier à quelque confrérie religieuse, où les places sont numérotées, où les liens sont plus étroits, où la discipline est plus sévère. On y célèbre des fêtes de famille, on s'y sent l'objet d'une grâce spéciale, on peut se regarder comme un instrument, comme un vase d'élection, qui a des droits tout particuliers aux attentions du ciel et à la déférence des hommes. A mesure que décroissait la puissance des Osmanlis et du khalifat, on a vu se multiplier à l'infini les confréries ou congrégations musulmanes, dont la propagande de plus en plus active étendait partout ses conquêtes; elles pullulent, elles fourmillent à ce point qu'il n'est plus en Afrique, nous dit M. Rohlfs, un seul endroit où l'on n'en trouve au moins une. Toutes ces confréries ont été fondées par quelque marabout, par quelque saint personnage, qui a opéré des miracles et combattu les combats du Seigneur. Un curé de Saint-Eustache disait jadis du Normand Jean de Launoy, critique savant et intrépide qui avait détrompé de l'existence de plusieurs saints : « Je lui fais toujours de profondes révérences de peur qu'il ne m'ôte mon saint Eustache. » Si le mahométisme venait à produire un de Launoy, certains marabouts admirés pour leurs vertus n'auraient qu'à se bien tenir. La confrérie des Snussis, à laquelle M. Rohlfs eut affaire, a été fondée en 1849 ou 1850, par Si Mohammed Snussi, qui, né à Tlemcen, avait fait ses études à Fez et fréquenté l'université célèbre de Karuin. On sait que, dans toute l'Afrique du Nord, ce qui vient du Maroc est plus vénéré encore que ce qui vient de la Mecque. Comme plus d'un saint de toute provenance, Si Mohammed appartenait à la race des habiles ou des renards. Il se rendit à Constantinople, s'insinua dans les bonnes grâces de Sa Hautesse, obtint un firman qui lui octroyait de pleins pouvoirs pour fonder un nouvel ordre, dont il institua le siège principal à Djaradub, dans la glorieuse oasis où Jupiter Ammon rendit autrefois ses oracles. L'ordre a prospéré, il est devenu une puissance, il se mêle de beaucoup de choses qui ne le regardent pas, il intrigue, il conseille, il commande et on obéit. En passant à Malte, M. Rohlfs avait constaté que le clergé y détient le quart du revenu de toutes les terres. En parcourant la Tripolitaine et le désert libyque, il a constaté également que les Snussis, qui ont fait vœu de pauvreté, qui vivent d'aumônes, de charités, de la manne que leur envoie le ciel, sont devenus les maîtres d'Audjila,

qu'ils y ont fait rafle sur plus de la moitié des palmiers et qu'ils en possèdent trois cent mille dans l'archipel de Kufra, où, par surcroît, ils récoltent bon an mal an quelque 100,000 francs à titre de dons plus ou moins volontaires.

Si M. Rohlfs n'aime guère les Arabes, il aime encore moins les Snussis. Il avait visité autrefois l'oasis d'Audjila avant qu'ils s'y fussent installés; il l'a revue, et il se plaint que les Snussis y ont tout gâté. Grâce à eux, les Berbères qui l'habitent sont, il est vrai, beaucoup plus religieux que jadis. Ils n'avaient qu'une grande mosquée et quatre petites, ils en ont treize, et ils ne boivent plus de *labkit* ou de vin de palmier qu'en cachette et par contrebande. Mais, en revanche, ils sont devenus haineux, méfians, impitoyables au chrétien, amateurs de mauvais coups. Ici encore, nous sommes tenté d'admettre que le voyageur allemand a mêlé à des vérités trop certaines un peu d'humeur chagrine et d'exagération morose. Ne pourrait-on pas d'ailleurs lui reprocher d'être un ingrat? Si les méchans Snussis Bu-Guetin et Sidi Agil ont attenté vilainement à sa vie et à sa bourse, n'est-ce pas le bon Snussi Sidi-Hussein qui, après lui avoir donné des dattes de son jardin, lui a procuré l'escorte dont la loyale assistance l'a ramené sain et sauf à Bengazi? C'est une question difficile à résoudre de savoir si, en ce qui touche les mœurs, le grand *revival* dont le mahométisme, qu'on croyait mort, nous offre aujourd'hui le curieux spectacle, est un bien ou un mal. Un grand romancier anglais a dit : « L'idée de devoir, cette discipline de la volonté par laquelle nous sommes amenés à reconnaître quelque chose qui dépasse la pure satisfaction de notre égoïsme, est à la vie morale ce qu'est à la vie animale l'addition d'un grand ganglion. Aucun homme ne peut commencer à se façonner lui-même sur le patron d'une foi ou d'une idée sans s'élever à un ordre supérieur d'expériences. Un principe de subordination, de travail sur ses instincts a été introduit dans sa nature; il n'est plus un simple paquet de nerfs, d'impressions, de désirs et de passions : *a mere bundle of impressions, desires and impulses* (1). » Voilà pourquoi il est permis de se demander si les habitans de Kufra et d'autres lieux circonvoisins ont gagné ou perdu à devenir *Khouans* des Snussis. Mais, au point de vue politique, c'est tout autre chose. Il est indubitable que l'établissement de toutes ces confréries musulmanes, qui couvrent l'Afrique d'un réseau aux mailles serrées, nous cause aujourd'hui de graves difficultés et de cuisans déplaisirs. Nous serons obligés de nous mêler de plus en plus de leurs affaires et de leur prouver par des argumens décisifs que, si sacrée que soit la personne d'un marabout, ses décisions n'ont pas force de loi.

M. Rohlfs, qui est un partisan résolu du *Culturkampf* en Afrique

(1) George Eliot. *Scenes of clerical life.*

comme en Europe, semble disposé à croire que, si toutes les religions positives pouvaient disparaître de ce monde, la tâche des gouvernemens en deviendrait plus facile, et il semble se flatter aussi qu'en dépit des bonzes, des khalifes, des marabouts de tout genre, ce progrès ne tardera pas à s'accomplir, que dans un temps prochain l'école remplacera partout l'église, que le savant remplira l'office du prêtre. Un illustre géographe, qui vivait il y a plus de dix-huit siècles, estimait tout au contraire que la grande masse du genre humain n'aura jamais pour règle que des opinions probables ou improbables et des sentimens, que les fables sont nécessaires au gouvernement des consciences comme des affaires de ce monde. M. Rohlfs devrait considérer au surplus que, si le fanatisme religieux a ses dangers, l'école a les siens en Europe comme en Afrique, qu'une éducation trop raffinée et mal entendue, qui tire les hommes de leur sphère, ne travaille pas à leur bonheur, et que les cultures forcées nous paient rarement de nos peines.

Lui-même nous en fournit une preuve en nous racontant la mélancolique histoire d'un jeune nègre, Henry Noël, qu'en 1865 il avait acheté à Murzuk d'un marchand d'esclaves. Il se fit un plaisir de le ramener à Berlin, où l'empereur d'Allemagne daigna s'intéresser à lui et lui faire donner à ses frais l'éducation la plus soignée. Henry Noël devint un jeune homme accompli; on le fêtait, on le caressait. Mainte Berlinoise se souvient encore de cet Othello qui fréquentait les premières maisons de la résidence et figurait dans tous les bals. Le climat de Berlin ne lui convenant pas, on l'expédia au Caire; on se proposait d'en faire un cavass ou un drogman. Par l'ordre de l'empereur, il rejoignit M. Rohlfs à La Valette pour l'accompagner à Tripoli. Dès leur première entrevue, M. Rohlfs s'avisa que le pauvre Noël n'avait plus sa tête à lui. Quoique la folie soit rare chez les nègres, la monomanie des grandeurs l'avait atteint; roi, enchanteur, dieu ou nouveau prophète, il aspirait à gouverner la terre. Il fallut le renvoyer bien vite en Égypte, et d'Égypte, sa folie devenant dangereuse, on le fit partir pour Ancône, où on l'enferma dans une maison d'aliénés. Voilà de beaux commencemens et une triste fin.

Noirs ou blancs, les Henry Noël sont fort malheureux, ils sont aussi fort incommodes. Un déclassé qui, dans son intraitable orgueil, se prend pour un génie et ne pardonne pas à l'univers de mettre en doute son universelle compétence est un fléau plus pernicieux encore que le plus fanatique des Snussis. Le malheur est qu'on ne peut pas toujours l'enfermer.

G. Valbert.

REVUE DRAMATIQUE

Château-d'Eau : *Malheur aux pauvres!* — Gaîté : *Monte-Cristo.* — Gymnase : *les Premières Armes de Richelieu.* — Comédie-Française : *Britannicus, l'École des maris.* — Odéon : *Marie Touchet, le Dîner de Pierrot.*

J'ai surpris, ces jours derniers, dans un de nos ministères, les doléances d'un brave homme qui n'avait pu, faute d'une pièce, toucher deux trimestres échus de sa pension de retraite. Cette pièce qui lui manquait, c'était un certificat de vie daté de la fin du premier trimestre : il avait négligé de l'apporter, pensant qu'il aurait assez d'un certificat pareil daté de la fin du second. Oh! que nenni! l'administration ne se contente pas de si peu. « Mais, gémissait ce vieillard, si je vivais en juin, c'est apparemment que je n'étais pas mort en janvier. — Rien ne le prouve, » répondait l'employé, de ce ton d'autorité un peu ombrageuse et méfiante, qui sied mieux que tout autre à un sage interprète des règlemens.

Le public est moins rigoureux que MM. les scribes des finances; et puisqu'à cette place j'ai raconté, le 1er juillet de cette année, comment le drame ou du moins le mélodrame avait péri, — par l'abus de l'intrigue et de l'invention saugrenue, par la disette d'observation et la pénurie de style, — peut-être il paraîtra superflu que je renouvelle, le 1er novembre, ce certificat de mort, et vous me dispenserez de redire pour quelles raisons les écrivains qui cherchent fortune sur l'ancien « boulevard du crime » sont réduits sous peine de mécompte à modifier leurs procédés. Nous tiendrons pour acquis, si vous le permettez, que le vieux drame est mort, et, sans récriminer davantage, nous guetterons avec intérêt la venue du drame nouveau. Quel sera celui-ci?

Nous n'en savons rien au juste, sinon qu'il aura sans doute les vertus contraires aux vices de l'ancien. En attendant qu'un écrivain paraisse qui lui communique ces vertus, — c'est-à-dire qui possède son art, mais surtout pour en dédaigner l'artifice, — qui sache animer des hommes, — et aussi les faire parler, — il est naturel que les fournisseurs ordinaires des théâtres essaient de donner le change au public sur sa propre indifférence par des moyens moins rares, et de nous faire, s'il est possible, prendre patience à moins de frais. Puisqu'on se désintéresse de ce drame qui se pouvait appeler une tragédie bourgeoise, comme on s'était dégoûté jadis de la tragédie aristocratique, il est naturel que les auteurs descendent à la tragédie populaire, c'est-à-dire à cette sorte de drame où ne figurent que des plébéiens. La vogue récente de certaine pièce adaptée d'un roman fameux est faite pour les y animer, et c'est un exemplaire de ce genre que j'espérais voir, quand le mois dernier l'un des théâtres où s'abrite l'agonie du drame a fait paraître sur son affiche *Malheur aux pauvres!* de M. Alexis Bouvier.

Les lecteurs de la *Revue* ignorent l'œuvre et peut-être jusqu'au nom de ce romancier, l'un de ceux qui disposent aujourd'hui le plus souverainement du tirage quotidien des journaux à un sou. Je ne saurais dire à combien d'âmes, pour cette faible somme, M. Bouvier dispense chaque matin leurs émotions de la journée. Il a cet avantage sur la plupart de ses confrères, tristement aplatis dans le bas rez-de-chaussée des petites gazettes, qu'il connaît au moins les mœurs d'une certaine classe de ses personnages, de la plus humble justement, à laquelle appartiennent la plupart de ses lecteurs, et qu'il dépeint ces mœurs, en quelques passages de ses feuilletons, avec une brutalité qui ne laisse pas d'être sincère. Donc malgré ce titre, *Malheur aux pauvres!* qui sonne comme un signal ironique de revanche et d'émeute et pourrait s'inscrire sur le drapeau noir levé pour la guerre sociale, il était permis d'attendre de M. Alexis Bouvier une vigoureuse étude de mœurs populaires; — et si quelque délicat murmure qu'il eût fait bon marché de cette attente, je le préviens que j'ai pour le condamner l'autorité de M. Guizot.

M. Guizot! on ne s'attendait guère à voir M. Guizot dans cette affaire. Il est avéré que son faible n'était pas pour la canaille, ni même pour le canaille en fait de littérature ou d'art. Même M. Zola, que je sache, n'a jamais prétendu que la nature eût suscité M. Guizot un demi-siècle avant son ère pour l'annoncer aux nations. Pourtant c'est le chef des censitaires qui va m'excuser ici de témoigner tant d'intérêt pour un genre suspect aux honnêtes gens; — et si quelqu'un s'étonne de découvrir chez ce politique une telle équité de goût, une si parfaite abnégation sur ce qui touche aux belles-lettres, je le prierai seule-

ment de signaler à nos rédacteurs de circulaires officielles ce surprenant exemple de liberté d'esprit.

C'est dans le touchant ouvrage consacré par Mme de Witt à la mémoire de son père que je trouve cette lettre adressée à sa mère, le 5 octobre 1821, après une représentation de *la Gazza ladra :* « La pièce elle-même, écrit M. Guizot, la pièce, toute bête qu'elle est, m'a vivement préoccupé... Les sentimens les plus profonds dans les natures les plus simples, les situations les plus puissantes dans les destinées les plus obscures, il y a là quelque chose de neuf et de singulièrement dramatique. On s'est trompé sur le drame : on l'a pris dans la bourgeoisie, dans cette région moyenne des existences où souvent tout est vulgaire sans que rien soit simple. Des idées et des sentimens naturels dans des esprits sans culture, les combinaisons tragiques de la destinée humaine dans une sphère complètement ignorée, des événemens qui remuent et qui développent tout l'homme dans une nature tout à fait étrangère au monde et qui n'a pas reçu le pâle reflet des classes supérieures, voilà d'où l'on peut tirer quelque chose de très vrai et de profondément saisissant. Une tragédie bourgeoise est presque nécessairement livrée à la puérilité et à l'emphase ; une tragédie populaire pourrait être simple et terrible. »

Le morceau est curieux sous la plume de ce docteur de la bourgeoisie triomphante. Notez d'ailleurs que celui-là, dont plus tard on devait citer, avec tant de colère et de haine, les dures paroles sur « le travail pénible, répugnant et mal rétribué, » qui n'est pour le peuple « qu'un frein nécessaire, » celui-là même achevait ainsi la lettre que je viens de rappeler : « Les lois de la société tombent de haut, et quand elles arrivent dans les classes inférieures, elles y commettent toutes sortes de méprises. De la misère, des nécessités pressantes et partout réprimées, des combinaisons très simples, très nobles, des situations que le cours général des choses traite et bouleverse sans raison, sans pitié, parce que les individus n'attirent jamais d'avance l'attention, enfin toutes les forces de la nature humaine aux prises avec toutes les vicissitudes, toutes les chances de la destinée humaine, un homme de génie trouverait là, j'en suis sûr, les effets les plus neufs et les plus puissans. »

Cet homme de génie est-il né ? S'il l'était, M. Guizot serait mort presque au seuil de la terre promise. D'aucuns peut-être affirmeront que tel est son cas ; mais je doute que *l'Assommoir* eût suffi pour que l'hermite du Val-Richer regardât comme accomplie la prophétie de sa jeunesse. J'ai peine à croire qu'il eût chanté, en apprenant le succès de M. Busnach, un glorieux *Nunc dimittis :* il me semble que l'œuvre ne l'eût pas satisfait de tous points. Les personnages en sont bien, comme il le demandait dans cette lettre, dénués de toute culture,

étrangers au monde, éloignés du reflet des classes supérieures; ils s'agitent, à son gré, dans une destinée obscure; ils sont pressés par la misère, ils ont des aventures les plus ordinaires du monde; mais M. Guizot voulait que tout cela fût à la fois très simple et très noble, et je crains que certaines situations de *l'Assommoir*, pour simples qu'elles soient, n'eussent paru à ce puritain de trop douteuse noblesse.

Aussi bien ce n'est pas des « naturalistes, » quelque sens qu'on attache plaisamment à ce mot, ce n'est pas des « naturalistes » plutôt que d'autres qu'il faut attendre et réclamer la tragédie populaire. Si le « naturalisme » est quelque chose, c'est une méthode et non un parti-pris de préférence pour une catégorie d'objets. L'un des chefs de l'école, et l'un des plus légitimes, sinon des mieux désignés à l'engoûment du public, M. Edmond de Goncourt, a fort bien débrouillé la chose dans la préface de son dernier roman. Il a déclaré, — il avait qualité pour le faire, — que cette méthode ne doit pas servir seulement à « décrire ce qui est bas, ce qui est répugnant, ce qui pue, » mais encore à « définir dans de l'écriture *artiste* ce qui est élevé, ce qui est poli, ce qui sent bon, » à « donner les aspects et les profils des personnes raffinées et des choses riches. » Pourquoi les naturalistes, ou du moins plusieurs d'entre eux, s'adonnent-ils si volontiers à l'étude de « la canaille? » Parce que « la femme et l'homme du peuple, plus rapprochés de la sauvagerie, sont des créatures simples et peu compliquées, » tandis que dans les hautes classes l'originalité de chaque personne est déterminée par des demi-teintes, par des nuances, par des « riens insaisissables. » L'observateur a plus vite fait et plus facilement de décrire des organismes grossiers et primitifs que les produits extrêmes d'une savante culture. Mais M. de Goncourt avertit les « jeunes, » les pupilles du parti que le temps est déjà passé de ces commodes besognes, qu'il est urgent d'éprouver et de justifier la méthode en l'appliquant à de plus précieux objets, que là maintenant gît le succès pour eux « et non plus dans *le canaille littéraire*, épuisé par leurs devanciers. » Prenez garde seulement que M. de Goncourt parle aux faiseurs de romans, non aux auteurs dramatiques. Il n'est pas prouvé que le populaire, sinon « le canaille, » épuisé pour les uns, le soit aussi pour les autres.

En effet, ce genre, annoncé par M. Guizot, demeure intact après même qu'on a semblé en faire abus, — et, je vous prie, à quelle époque? Justement sous cette monarchie bourgeoise dont M. Guizot fut ministre; si bien que ce semblant d'abus le dégoûta peut-être de tout un ordre d'ouvrages qu'il avait appelés de ses vœux. Rappelez-vous *l'Ouvrier, les Deux Serruriers, les Mystères de Paris, le Chiffonnier de Paris* et tous ces *mélos* prétendus humanitaires, dont l'humanitai-

rerie contribua, par l'imprudence ou par la malice des auteurs, à préparer l'atroce malentendu de juin 1848. C'est au moment où ces pièces étaient le plus en vogue qu'un directeur de prison disait à Jules Janin : « A-t-on joué un mauvais drame, je m'en aperçois bien vite au nombre de jeunes détenus qui m'arrivent. » Sous prétexte de nouveauté pittoresque ou de philosophie sentimentale, c'étaient les pires méprises, les plus fâcheux préjugés que les dramaturges du boulevard flattaient dans l'esprit de la foule. Mais considérez un peu la matière de ces ouvrages : vous ne les trouverez pas, comme vous pourriez croire d'après les titres, composés de peuple pur, mais bien d'un méchant alliage de peuple et de bourgeoisie. *Riche et Pauvre* est le nom d'un mélodrame de Souvestre : il conviendrait à presque tous au moins comme sous-titre. Dans tous l'habit infâme coudoie la blouse honnête ; dans aucun l'on ne consent à rester entre blouses. La passion politique, la haine sociale anime l'auteur, non le souci de la nature, non l'intérêt de l'art : il faut mettre en balance, avant de les mettre aux prises, le satisfait et le prolétaire ; il faut prouver que ceci vaut mieux que cela, pour justifier, disons mieux, pour glorifier tout à l'heure ceci qui tuera cela ; l'auteur n'a point d'autre pensée en tête. Dans ses *Mémoires d'un vaudevilliste*, le marquis de Rochefort, l'ancien rédacteur du *Drapeau blanc*, — le père du pamphlétaire qui gouverne aujourd'hui Belleville, — le marquis de Rochefort prend Béranger pour responsable du sang versé en 1830, et il l'apostrophe en ces termes : « Monsieur Béranger, vous deviez bien un dernier dithyrambe à ceux qui se sont fait tuer en bourrant leur fusil avec vos chansons politiques ! » A ce compte, après les journées de juin et sans attendre la commune, que dire de l'auteur des *Deux Serruriers* et du *Chiffonnier de Paris*, — M. Félix Pyat ? Non, non, malgré le mensonge du titre et de quelques costumes, rien de plus éloigné que ces déclamations scéniques du pur drame populaire, et si ce drame paraissait demain, ce serait presque une nouveauté.

Car il est temps de vous le dire, ce drame n'a pas paru ; et le sujet de cette étude, aux yeux de votre serviteur du moins, n'a qu'un défaut : c'est qu'il n'existe pas. La première mesure à prendre, pour le bon ordre littéraire, dans les théâtres où l'on pense que le drame peut renaître, serait l'établissement de deux magasins ou vestiaires distincts : celui des habits et celui des blouses ; le costumier ne laisserait pas sortir un seul habit de ses armoires à moins de tenir toutes les blouses sous clef. L'intrusion d'un habit parmi les blouses est le signe certain d'une pensée qui se moque de la nature, qui gâte et corrompt l'œuvre d'art. Soyez sûr, quand vous voyez un comte s'introduire chez une blanchisseuse dont le mari est à l'hôpital, soyez sûr que ce comte va violer cette blanchisseuse et que ce viol ne sera pas stérile. C'est justement ce qui arrive dans le drame de M. Bouvier. Pour peu que

vous teniez à la vérité des mœurs, vous rabattrez, dès que paraîtra ce comte, de l'intérêt que vous portez à l'ouvrage. Vous ne suivrez que d'un esprit distrait les péripéties de la vengeance que le mari de la blanchisseuse tirera de son insulteur. A peine si vous remarquerez que la pièce est plus clairement ordonnée, mieux conduite et plus vivement que la plupart des pièces tirées, comme celle-ci, de romans-feuilletons; à peine si vous garderez assez d'équité pour applaudir comme elle le mérite Mme Marie-Laure, fort touchante dans le rôle de cette Lucrèce de faubourg; vous serez tout à votre rancune contre ce traître d'auteur qui vous donne appétit de littérature et de vrai drame pour ne vous rien servir que la viande creuse d'un *mélo*, et vous repousserez avec colère ce ragoût d'aventures qui ne saurait tenir lieu de substantielle nouveauté. Nous attendions de M. Bouvier une étude de mœurs populaires, et telle scène de son drame prouve qu'il pouvait nous la donner. Qu'il nous raconte *la Belle et la Bête* plutôt que cette fable déplaisante du comte et de la blanchisseuse; alors nous n'exigerons pas de lui même une parcelle de vérité, et si nous ne prenons à ce récit qu'un plaisir médiocre, cependant nous n'aurons pas le droit de nous plaindre d'une déconvenue.

C'est qu'en dehors de l'étude des caractères et des mœurs, encore un coup, au théâtre, il n'est plus de salut. Qui me citerez-vous, de grâce, mieux doué que Dumas père pour l'invention des aventures et la conduite des intrigues? Et parmi tous ses ouvrages, quel pourrez-vous marquer où se trouve une plus grande richesse, une plus merveilleuse variété d'événemens, que dans ce fabuleux récit des malheurs, des justices et des vengeances du prisonnier Dantès, comte de Monte-Cristo? A chaque page du roman, dans chaque scène du drame éclate ce génie d'imagination que Michelet reconnaissait pour une force de la nature, et qui pouvait se targuer, comme Dantès lui-même, des libéralités de Dieu, « qui n'avait rien à lui refuser. » Eh bien! le mois dernier, les directeurs de la Gaîté nous ont conviés à la reprise de *Monte-Cristo*. Les hommes déjà mûrs se rendaient à ce spectacle comme à une fête commémorative de leur jeunesse encore proche; nous étions, nous leurs cadets, dans une attente animée d'allégresse; le double prestige du nom de l'auteur et du titre charmait par avance le public assemblé. De ce plaisir et de ces émotions que tous se promettaient, faut-il dire qu'à l'épreuve personne n'a rien ressenti? Non, sans doute, et nous reconnaissons que cette mauvaise herbe de l'ennui n'a pas envahi encore l'édifice du grand Dumas. Mais quel genre de plaisir goûtait ce public si favorable, ou du moins si bien averti qu'il devait trouver dans l'ouvrage de quoi s'amuser? Chacun suivait les péripéties du drame comme une série de tours ingénieux; chacun admirait l'aimable prestesse de l'auteur, sa vive bonhomie,

son air de franchise, de belle humeur et de force, son esprit de ressources et son imperturbable aisance ; comment il s'engageait dans un pas difficile, et comment tout d'un coup il s'en tirait. Mais de s'intéresser aux personnages du drame, de croire à leur existence, à leurs joies, à leurs douleurs, d'avoir enfin cette illusion que doit procurer le théâtre, de cela, entendez-vous, il n'était pas question. Et si le public, dans cette soirée, n'a pas eu son compte de plaisir et d'émotions, ce n'est pas, quoi qu'on ait dit, parce que l'ouvrage, tel quel, est incomplet, parce qu'on ne représente à la Gaîté que les deux premiers des quatre drames qui forment la légende scénique de *Monte-Cristo*, et qu'ainsi nous voyons seulement récompenser les bons et non punir les méchans. Non, non, nous n'avons pas toujours au théâtre une idée si présentement exacte de la justice distributive; l'espèce humaine au fond est optimiste, parce qu'elle est débonnaire et parce qu'elle est présomptueuse; elle croit plus solidement au paradis qu'à l'enfer, et quand la famille Morel a reçu le prix de ses bonnes œuvres, nous nous passerions à la rigueur de voir le comte de Morcerf et M. de Villefort obtenir le châtiment de leurs fautes.

Ce qui nous gêne à présent, ce n'est même pas, comme on pourrait croire, le décousu de l'intrigue après les coupures que M. Maquet a faites pour cette reprise, ni l'obscurité de certaines scènes que d'autres éclairaient jadis : ce n'est rien de tout cela, car telle scène se suffit à elle-même, les spectateurs l'acceptent sans trop s'occuper de ce qui la précède ou la suit, et bénévolement ils consentent à interrompre, à reprendre, à morceler, pour ainsi dire, leur amusement ou leur intérêt. Qu'est-ce donc qui fait qu'on n'assiste plus à ces aventures qu'avec ce détachement d'esprit si contraire au plaisir propre du théâtre ? Qu'est-ce qui fait qu'on ne souffre pas, qu'on n'espère pas avec le héros, mais qu'on regarde seulement le drame comme un exercice de l'auteur, et qu'on met seulement à considérer par quel expédient il se tirera d'affaire à peu près la même curiosité qu'à guetter comment le gros M. Dumaine, chargé de représenter Dantès, se substituera dans un sac au maigre M. Talien ? Oui, en vérité, c'est un intérêt de même sorte : on prend à voir évoluer l'imagination considérable et pourtant si leste de Dumas à peu près le même plaisir qu'à voir M. Dumaine manœuvrer sa corpulente personne ; le génie de l'auteur et le visage de l'acteur ont le même air de cordialité copieuse, mais ni l'un ni l'autre ne nous fait croire à la réalité du héros. Et pourquoi, je vous prie, sinon parce que ce héros, comme la plupart des personnages qui l'entourent, n'est qu'un semblant d'homme ballotté par de prodigieux événemens ? Or les événemens ne nous touchent plus guère ; les apparences matérielles de la vie ne savent plus nous tromper : la seule chose, à présent, qui nous importe est la présence de l'homme ; le

seul spectacle qui nous attache est celui d'une âme telle que la nature l'a faite ou que la société l'a modifiée; ce que nous prisons, en fin de compte, ce n'est plus l'invention ou l'arrangement des faits, c'est l'étude féconde des caractères et des mœurs.

Et cela est si vrai que, dans ce drame de *Monte-Cristo*, dans cette forêt d'événemens qui est bien une forêt magique, parmi ces tableaux qu'un enchanteur fait se dérouler devant nos yeux, un seul a charmé pour un moment notre esprit et nous a donné cette illusion, cette hallucination que le reste n'avait pu nous fournir et qui seule, au théâtre, détermine la sympathie. Ce tableau, est-ce l'un de ceux où domine ce merveilleux humain, dont l'abus ne déplaisait pas, il y a quelque cinquante ans, aux lecteurs de *Monte-Cristo?* Nullement; qu'y voit-on? Rien d'extraordinaire. Un misérable aubergiste et sa femme vendent à un marchand de passage un diamant qu'un voyageur leur a donné : à peine ont-ils touché le prix de la vente que cette richesse nouvelle corrompt leur âme mauvaise. La femme, pire que l'homme, est tentée la première, et la contagion de son désir gâte la volonté du mari : si l'on tuait ce marchand, on rentrerait en possession de la pierre, et, du coup, on doublerait cette fortune commençante. Caderousse, l'aubergiste, hésite et s'effraie; mais la terrible Carconte, cette Macbeth de grand chemin, arme son bras et le pousse : le marchand est condamné. Voilà un incident comme chaque jour nous en pouvons lire à la troisième page des journaux; et sûrement ce n'est pas l'invention de cet épisode qui a fait bouillonner le plus le cerveau de Dumas père. Mais c'est là une éclaircie sur la vie intérieure de deux âmes, un bout de chapitre de psychologie en action; et pour grossière que soit cette psychologie, au regard de celle de Shakspeare, elle nous intéresse plus que ce fatras d'aventures où grouille et se démène le reste du drame. Il est vrai que M. Léon Noël, un acteur peu connu, prête à ce rôle de Caderousse, par la précision de son jeu, une valeur littéraire, et que Mme Honorine, sa digne camarade, découpe en un relief terrible la silhouette de la Carconte. Mais vainement M. Dumaine, M. Clément Just et les autres s'efforceraient de serrer ainsi de près leurs personnages : ils ne réussiraient, pour ainsi dire, qu'à faire éclater ces héros en baudruche. S'ils se risquaient une fois à débiter simplement leurs tirades, on s'apercevrait qu'elles sont vides, et, de cette rotondité qui en impose, leurs discours retomberaient à une platitude lamentable. Au contraire, Caderousse et la Carconte, sans gonfler des périodes, émettent des voix humaines : *vox hominem sonat.* Nous sentons sous leurs costumes des êtres vivans comme nous, et voilà pourquoi ce tableau de « l'Auberge du Pont de Gard, » seul entre les douze qui restent de *Monte-Cristo,* garde le pouvoir de nous arracher à nous-mêmes et de nous donner proprement l'illusion dramatique.

Les exemples abondent à l'appui de nos doctrines, même dans ces mois de demi-saison qui sont encore pour les théâtres une quasi morte saison. Le Gymnase vient de reprendre *les Premières Armes de Richelieu*. Pesez-moi, s'il vous plaît, ce qui reste de ce vaudeville : rien ou presque rien. Les gens maussades qui se souviennent d'avoir été gais, ou simplement les gens un peu plus âgés que nous à qui ce léger ouvrage avait plu dans sa nouveauté, accusent Mlle Granier de tout le mal, parce qu'elle ne leur a pas rendu le plaisir que Déjazet leur faisait éprouver. Cette sévérité, à mon avis, est injuste. Mlle Granier, dit-on, n'entend rien au caractère de Richelieu. Mais le caractère du Richelieu de MM. Bayard et Dumanoir n'est nullement le caractère du Richelieu de l'histoire, ni même, si j'ose dire, aucun caractère. Il n'existe pas, en bonne psychologie, cet aimable polisson que les auteurs nous donnent pour le futur bourreau de Mme Michelin. S'il est né quelque part, c'est entre les frontières de cette région que M. Meilhac appelait un jour la Scribie ; et justement, s'il ressemble à quelqu'un par un air de famille, c'est bien moins à « la petite poupée » de Mme la duchesse de Bourgogne qu'au *Petit Duc* de MM. Meilhac et Halévy. Celui-là du moins était un petit duc anonyme, qui ne compromettait par son peu de consistance aucune mémoire historique et ne cherchait pas à s'en faire accroire sur la foi d'un blason. Pour quiconque n'estime que la réalité morale, je doute que Déjazet, avec toute sa finesse, donnât plus de prix au Richelieu des *Premières Armes*, ce Chérubin de pacotille que ne fait Mlle Granier avec sa bonne humeur. Même, si je me figure Déjazet d'après les rapports de ses admirateurs, j'avancerai que Mlle Granier se rapproche plus qu'elle du personnage esquissé ici par l'auteur du *Gamin de Paris;* partant, je la tiendrai quitte de toute chicane et l'applaudirai librement pour sa grâce, pour son esprit, pour sa gentillesse, comme j'applaudis pour sa drôlerie et pour sa verve Mlle Marie Magnier dans le rôle d'une grande dame telle que Louis XIV n'en vit certainement aucune. De ce débat, je ne retiens qu'une chose, c'est que, si Beaumarchais eût écrit *les Premières Armes de Richelieu*, la pièce aurait quelque cent ans et serait plus jeune que celle-ci, qui en a quarante. Beaumarchais n'eût pas mieux machiné que MM. Bayard et Dumanoir la scène où Richelieu montre, d'une part, au chevalier de Matignon la baronne de Bellechasse, d'autre part, au baron la fiancée du chevalier, enfermées chez lui, chacune dans un boudoir. Qu'est-ce donc que la pièce de Beaumarchais aurait eu de plus que celle qui nous occupe ? Oh! mon Dieu ! presque rien : l'observation et le style, c'est-à-dire la vie et l'expression de la vie : je ne connais pas au théâtre d'autre chances de durée.

Savez-vous une intrigue plus naïve, un sujet plus simple et moins fourni d'événemens que celui de *l'École des maris* d'un certain Molière ?

Cependant cette vieille pièce nous a charmés l'autre soir et justement, si je ne me trompe, par les mérites dont je parle. M. Thiron, dans Sganarelle, est délicieux de comique; mais il semble, à relire le rôle, qu'on n'y puisse être autrement. Cette fin de soirée nous a ranimés, après les débuts assez froids, dans le personnage de Britannicus, d'un jeune tragédien, M. Garnier, qui sort du Conservatoire et n'a profité que raisonnablement des leçons de M. Regnier. Mais après Beaumarchais voilà que je cite Molière; et je m'aperçois que c'est à propos de Bayard et de Dumanoir. Fuyons vite le reproche d'écraser sous de si grands noms des contemporains qui ne prétendent qu'à de moindres honneurs. Je ne citerai aucun des maîtres du badinage égrillard pour opprimer par son souvenir M. Bertrand Millanvoye, l'auteur du *Dîner de Pierrot*, représenté à l'Odéon. Le piment de ce hors-d'œuvre, agréablement servi par M. Porel et par Mlle Chartier, n'est pas pour offenser le palais du public, après qu'il a goûté plus de trois cents fois le dernier acte de *Divorçons*. D'ailleurs M. Millanvoye tourne le vers avec esprit, et son style n'est pas leste seulement au mauvais sens du mot. L'auteur de *Marie Touchet*, le petit drame rimé qui accompagne *le Duel de Pierrot* sur l'affiche, est, paraît-il, jeune et poète : je ne voudrais pas le contrister. Je ne dirai rien de sa pièce, à peine un mot de sa préface : car *Marie Touchet* a sa préface comme *Hernani* et *Cromwell*. M. Rivet nous apprend qu'il accepte pour devise cette parole de M. Vacquerie : « Défigurez, mais transfigurez ! » Il voulait transfigurer Charles IX et sa maîtresse; l'intention vaut qu'on lui pardonne de les avoir défigurés. Aussi bien je dois le ménager par gratitude spéciale : il m'a donné l'idée de relire, en rentrant chez moi, *la Saint-Barthélemy* de M. Charles de Rémusat.

LOUIS GANDERAX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 octobre.

Après avoir discuté à perte de vue sur les élections dernières, sur la majorité nouvelle, sur le futur ministère, on en est venu, un peu tardivement peut-être, à s'apercevoir qu'au bout du compte, on ne savait ni ce qu'était réellement cette majorité ni comment pouvait s'opérer une sérieuse reconstitution de pouvoir, et on a fini par où l'on aurait dû commencer : on a pris le parti d'attendre la réunion des chambres pour voir un peu plus clair dans une situation déjà passablement confuse par elle-même et encore plus obscurcie par toutes les polémiques. C'était dans tous les cas un moyen de gagner un peu de temps.

Maintenant elle a eu lieu, cette réunion des chambres, si attendue et si désirée. Depuis trois jours, la session est ouverte; elle a même débuté par une petite échauffourée des radicaux, impatiens de se montrer. La question est de savoir ce que va être sérieusement cette situation parlementaire, ce qui en sortira, quels élémens de reconstitution ministérielle et de gouvernement elle va offrir. Désormais tout se presse. Ah! sans doute il y a déjà un premier acte qui a son importance, ou, si l'on nous passe le mot, il y a un prologue de la pièce qui va être représentée : avant tout, avant la constitution définitive de la chambre, M. Gambetta a exprimé avec une insistance catégorique le désir d'être nommé président provisoire, et, pour son coup d'essai, la chambre nouvelle s'est empressée de répondre au désir de M. Gambetta en lui donnant cette présidence provisoire, réclamée comme une marque de sympathie et de confiance. C'est là, si l'on veut, une « indi-

cation, » ou une « démonstration, » peu importe le mot. C'est un point d'appui que M. Gambetta a voulu se donner avant de se décider à aborder le pouvoir vers lequel il s'achemine par une série de mouvemens stratégiques assez curieux. Malheureusement un vote de confiance de plus, surtout un vote muet, ne change guère les choses, et il n'éclaircit rien jusqu'ici. Il ne dit pas dans quelles conditions M. Gambetta entend prendre ce pouvoir que la force des circonstances lui offre au début d'une législature nouvelle, ce qu'il veut faire de cette majorité à laquelle il demande d'avance des gages, quelle politique il se propose de suivre ou d'imposer. Cette prétendue « démonstration, » organisée comme un préliminaire de la campagne qui s'ouvre, elle n'a peut-être d'autre résultat que de rendre plus sensible ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette position d'un homme sans lequel tout est devenu évidemment impossible aujourd'hui, et qui semble éprouver lui-même le besoin de s'entourer de toute sorte de garanties, de s'assurer des conditions exceptionnelles de pouvoir, comme s'il était en dehors ou au-dessus des règles parlementaires faites pour tout le monde. C'est, si l'on veut, la moralité de ce début de session.

Que M. Gambetta soit un président du conseil désigné par le premier acte de la chambre comme il l'était déjà par tout un ensemble de circonstances, c'est un point acquis assurément; cela est si vrai que, pour le moment du moins, en dehors de M. le président provisoire ou définitif de la chambre, on ne conçoit même pas un ministère ayant une apparence de vie et de force. Ce qui n'est pas moins clair, c'est que M. Gambetta, à mesure qu'il s'approche du pouvoir, semble redoubler d'inquiétude et de précautions. Son attitude même, sa stratégie révèlent les indécisions d'une homme qui se voit poussé vers le ministère et qui, jusqu'à la dernière heure, ne serait peut-être pas fâché d'avoir quelque raison de s'abstenir encore, qui, dans tous les cas, s'il ne peut plus reculer, cherche à réunir sous sa main tous les moyens de succès. Il comprend visiblement qu'il va jouer une grosse partie, une partie périlleuse pour lui-même et pour la cause qu'il prétend servir. Il voudrait mettre tous les avantages dans son jeu. Il cherche les adhésions, il a besoin de manifestations d'une nature particulière. Il lui faut ce qui ne s'est jamais vu, une majorité compacte, disciplinée, fidèle, résolue d'avance à le suivre en tout et partout. Il lui faut un blanc-seing de la chambre pour se décider, un blanc-seing de M. le président de la république pour choisir les collègues qu'il associera à sa fortune ministérielle! La vérité est qu'il craint d'échouer dans cette épreuve à laquelle il ne peut plus guère se dérober. Il a l'instinct des difficultés qui l'attendent et il ne s'aperçoit pas que ces difficultés, qui sont effectivement réelles et nombreuses, tiennent surtout à cette position irrégulière qu'il s'est faite aussi bien qu'à la politique de

confusions et de contradictions qu'il a promenée plus d'une fois dans les banquets sous le nom de politique républicaine.

Le malheur de M. Gambetta est d'avoir fini pas s'accoutumer à n'être point un homme comme un autre, de s'être façonné ce rôle bizarre de prépotence qui peut flatter sa vanité, qui peut être aussi parfois singulièrement compromettant. — « On ne voit que moi, » disait-il presque naïvement l'autre jour dans son dernier voyage en Normandie. On ne voit que lui, en effet, et on n'entend que lui! Le chef du gouvernement reste dans sa modeste obscurité, les ministres ne comptent guère; M. Gambetta a seul les apparences du pouvoir devant le pays. Qu'il aille à Cherbourg ou à Cahors, à Tours, à Caen ou au Havre, c'est toujours le même apparat. Il voyage en personnage public avec un cortège d'ingénieurs, de sénateurs ou de députés, et une suite d'historiographes, recevant les autorités, visitant les établissemens de l'état et les établissemens particuliers, parlant de l'élevage des chevaux et de l'endiguement de la Seine, écoutant les doléances, promettant son intérêt, — au fond bon enfant et débonnaire, pourvu qu'on l'aide à fonder le gouvernement républicain. A la veille même de la session, jusqu'au dernier jour, il était occupé à conquérir la Normandie par un nouveau voyage plus retentissant que tous les autres. Il a bien été un peu embarrassé, il est vrai, entre le Havre et Rouen, les deux grandes cités rivales qui se disputaient ses faveurs, et peut-être n'a-t-il contenté, en définitive, ni Rouen ni le Havre; mais il a conquis Bolbec et Quillebeuf par la séduction de sa parole autant que par la profondeur de ses connaissances nautiques et commerciales. M. le président de la chambre a semé les promesses sur les chemins de la Normandie et il est revenu triomphant après s'être laissé aller, dans une effusion d'éloquence mêlée de fantaisie, jusqu'à représenter la Seine comme « un admirable ruban partant de l'Océan pour aboutir à la capitale de la civilisation humaine. » Ce qu'il y a de curieux, c'est que, dans ces voyages, dans ces dialogues de banquets, dans ces toasts qui se succèdent, M. le président de la république n'est assez habituellement que « l'homme éminent,.. le serviteur de la loi,.. » M. Gambetta est « le grand citoyen,.. le grand agissant, le grand cœur, le grand esprit, le vaillant, le brave...» Voilà qui est parler! Tout cela n'est point sans doute exempt d'un certain ridicule ; le fond des choses n'est pas moins sérieux. Franchement, est-ce avec ces excentricités et ces affectations de prépotence, est-ce en se donnant l'air d'annuler ou de dominer les pouvoirs publics que M. Gambetta imagine se préparer les moyens d'exercer d'un manière régulière, efficace et utile l'action toute constitutionnelle d'un chef de ministère? Est-ce qu'il n'y a pas une disproportion sensible entre toutes ces manifestations et les simples conditions de la vie parlementaire auxquelles il s'agit de se conformer?

S'exposer à fausser par l'abus d'une importance irrégulière les ressorts de l'état dans l'administration intérieure, c'est déjà beaucoup. Ce n'est pas tout cependant; les conséquences de ces confusions, de ces déplacemens de rôles peuvent être bien autrement graves dans les affaires extérieures, et ici s'élève une question délicate qui est restée jusqu'ici assez obscure. M. Gambetta, qui ne fait pas seulement des excursions en Normandie, est allé il y a déjà quelques semaines en Allemagne. Il a voyagé mystérieusement, sous un autre nom, comme les personnages de marque qui veulent se dérober à la curiosité publique; naturellement aussi, comme il arrive dans tous ces voyages, le secret a été bientôt divulgué, et l'autre jour M. le président de la chambre a confié aux bons habitans du Havre qu'il était allé à Brême et à Lubeck, à Hambourg et à Stettin, tout simplement à leur intention, pour étudier sur place les conditions d'établissement de leurs rivaux du Nord. Les habitans du Havre en ont cru ce qu'ils ont voulu. Le fait est que, d'après un autre bruit qui s'est rapidement répandu, M. Gambetta, à la veille d'entrer au pouvoir, aurait profité de l'occasion de son voyage en Allemagne pour se rencontrer avec M. de Bismarck. Le fait a été d'abord démenti, puis il a été de nouveau confirmé avec plus d'insistance, avec des détails précis. Qu'en était-il? Il faut l'avouer, le principal intéressé, M. Gambetta lui-même, dans son discours du Havre, a donné une explication si gauche de son voyage, il a gardé une réserve si visiblement étudiée sur le point essentiel, sur le seul point où il y eût un mot à dire, que le doute est peut-être permis plus que jamais aujourd'hui.

Or c'est ici précisément que s'élèverait la question délicate. Comment M. le président de la chambre aurait-il pris sur lui de rechercher une entrevue avec le prince chancelier? Remarquez bien qu'il ne s'agit nullement de faire d'une susceptibilité invétérée une règle de politique. Ce serait la plus vaine, la plus dangereuse des faiblesses dans l'état de paix qui existe entre la France et l'Allemagne. Sans aucun doute un homme public français peut se rencontrer et même se rencontrer utilement avec M. de Bismarck. Il n'y a dans une rencontre de ce genre rien à désavouer, rien qui ne puisse être profitable à la paix que tout le monde désire, aux intérêts des deux nations. L'entrevue dont on a parlé, dont on parle encore, n'aurait une gravité particulière que par le caractère clandestin qu'elle aurait gardé et par les circonstances dans lesquelles elle se serait réalisée à la veille d'un changement de direction en France. Si elle est vraie, à quel titre M. Gambetta pouvait-il se donner une mission où le pays est intéressé? avait-il l'aveu du gouvernement? Était-ce M. Gambetta allant rendre visite à M. de Bismarck dans son domaine de Poméranie, ou le candidat à la présidence du conseil allant s'entretenir d'affaires

d'état avec le prince chancelier d'Allemagne? Tout cela en vérité ne laisserait pas d'avoir quelque importance et prêterait à plus d'un commentaire. Si l'entrevue n'est pas vraie, M. Gambetta avait un moyen bien simple de dissiper toutes les obscurités. Il n'avait qu'un mot à dire et il pouvait dire ce mot le plus simplement du monde, sans aucune difficulté, de façon à se dégager lui-même sans émouvoir en rien le tout-puissant châtelain de Varzin. C'était une affaire de forme et de langage. La pire des choses, ce qui caractérise justement ces conditions étranges où nous vivons, c'est qu'il y ait un doute, c'est qu'on puisse supposer qu'un homme, si considérable qu'il soit, se croie autorisé par un ascendant particulier à tenter, fût-ce avec les meilleures intentions, une démarche engageant les intérêts du pays. Voilà le point vif et, si l'on nous permet le mot, la moralité de l'incident. C'est ainsi que M. Gambetta, par cette prépotence qu'il affecte, à laquelle il s'est accoutumé, s'expose à se créer des embarras qui peuvent devenir des embarras pour le pays en compliquant nos affaires: c'est ainsi qu'en rendant le pouvoir à peu près impossible pour tout le monde, il ne l'a pas rendu plus aisé pour lui-même: il s'est préparé au contraire cette situation où, pressé de toutes parts, ne pouvant plus reculer, il est tenu de faire plus qu'un autre pour répondre aux impatiences qu'il a provoquées.

La première difficulté pour M. Gambetta est de passer de ce règne commode de l'influence irrégulière à l'action directe et avouée du gouvernement, de se plier aux conditions et aux responsabilités du régime parlementaire, d'être en un mot le chef avoué d'une combinaison ministérielle au lieu d'être l'embarras de toutes les combinaisons. La seconde difficulté pour lui est de dégager de toutes ces idées mal définies, de tous ces projets incohérens de réformes qu'il accumule depuis longtemps dans ses programmes, une politique sérieuse et précise. M. le président de la chambre aura certes de la peine à se tirer de là avec les habitudes qu'il a contractées et les préjugés de parti dont il ne paraît pas disposé à se défaire.

Que la situation telle qu'elle existe au moment où il semble décidé à entrer au pouvoir soit singulièrement compromise et appelle sans plus de retard une politique énergiquement, habilement réparatrice, c'est ce qui frappe tous les yeux. Le mal ne se traduit pas sans doute encore par des désordres, par des agitations matérielles dans le pays; il n'est pas moins réel et moins sensible. Évidemment depuis quelques années, depuis qu'on s'est flatté d'avoir inauguré un système de gouvernement qui, sous prétexte de s'inspirer de l'idéal républicain, ébranle tout, la désorganisation a fait d'étranges progrès. Elle pénètre dans toutes les administrations, où elle dissout les plus simples habitudes de régularité et de discipline; elle se déguise assez fréquem-

ment sous le nom de réformes démocratiques. M. le ministre de l'instruction publique a ses réformes triomphantes. L'autre jour encore, à propos de la fondation d'un nouveau lycée, il s'exaltait sur son œuvre, il accablait de ses dédains les vieilles maisons d'éducation, les « sombres arcades où s'abritait la morne latinité, » et il n'est pas certain qu'avec ses vastes projets il ne prépare à notre enseignement national de dures épreuves. M. le garde des sceaux a, lui aussi, sa réforme de la magistrature, qu'il ne retirait hier du sénat que pour la présenter de nouveau, — et, en attendant, il a fini par créer un état tel que beaucoup de magistrats, dégoûtés, fatigués de suspicions, en viennent à désirer qu'on tranche définitivement, fût-ce contre eux-mêmes, cette question de l'inamovibilité. La désorganisation, elle a surtout envahi les affaires militaires, et le dernier mot du système est cette triste expédition de la Tunisie, où se sont dévoilées à la fois toutes les incohérences, toutes les confusions. Notre armée est toujours prête sans doute à faire son devoir. Elle vient d'entrer à Kairouan ; elle ira là où ses chefs la conduiront. Il n'est pas moins clair, après ces malheureuses affaires d'Afrique, si étrangement dirigées par M. le ministre de la guerre, qu'il y a toute une œuvre militaire à reprendre avec un esprit nouveau. La meilleure preuve que toute cette situation d'aujourd'hui n'est pas bonne, c'est ce sentiment qui se manifeste partout depuis quelque temps, même parmi les républicains les plus décidés. Que demande-t-on de tous les côtés ? Tout le monde sent la nécessité d'un effort énergique pour redresser la direction des affaires; on demande une majorité de gouvernement et un ministère pour conduire cette majorité, — pour gouverner ! C'est le vœu universel, c'est le mot de toutes les conversations, c'est la raison qui pousse M. Gambetta au pouvoir, parce qu'on le croit sans doute fait pour tenter l'œuvre nécessaire. On veut un gouvernement, il faut un gouvernement, c'est aisé à dire ! La question est justement de savoir si, avec la politique qu'il a plus d'une fois exposée, qu'il se prépare probablement à porter au pouvoir, M. Gambetta peut répondre à l'attente universelle. C'est encore un point où M. le président de la chambre, avec ses éternels programmes, s'est créé ces difficultés dont il semble par instans avoir le sentiment, qui paraissent lui donner du souci.

La faiblesse, l'illusion de M. Gambetta et de ses amis, de ceux qu'il associera sans doute à son ministère, c'est en effet de se figurer qu'on peut gouverner comme on veut, avec toutes les idées, qu'il suffit d'avoir une majorité, la force publique et de savoir s'en servir. Ils paraissent se proposer de résoudre un problème bien étrange, celui de faire un gouvernement avec des ardeurs exclusives de parti, des fanatismes de secte, de vieux préjugés d'opposition, des fantaisies d'agitation, en un mot avec tout ce qui est la négation même des gouvernemens, de

tous les gouvernemens, sous la république aussi bien que sous la monarchie. Ils croient se déguiser à eux-mêmes l'irrémédiable impuissance de leur tentative, en disant qu'ils ont le pouvoir pour accomplir des réformes républicaines, démocratiques, — et quelles sont-elles ces réformes par lesquelles doit se signaler le prochain gouvernement?

Premier article du programme : M. Gambetta l'a dit à Tours, il l'a dit à l'Élysée-Montmartre, il faut la revision ; il n'y a plus moyen désormais de se dispenser de la revision. Voilà donc, comme première promesse de stabilité et comme premier gage de tempérance dans le gouvernement, la constitution elle-même mise en doute ! Il se peut que dans le fond M. Gambetta n'ait d'autre idée que de faire inscrire le scrutin de liste dans la constitution : c'est son vœu particulier et peut-être son projet. Il se peut aussi qu'on ne s'en tienne pas là, et le Sénat est déjà en cause. Le sénat est menacé, sinon d'être tout à fait supprimé, du moins d'être modifié dans un des élémens essentiels de son existence, d'être réduit dans ses attributions, et lorsqu'il sera suffisamment corrigé et diminué, ce qu'il y aura de plus simple sera d'en demander la suppression définitive. Qu'a donc fait le sénat ? Il a voté dans sa liberté, à ce qu'il paraît, contre certaines mesures législatives, pour certains ordres du jour suspects : dès qu'il en est ainsi, dès que l'assemblée du Luxembourg a pu se croire indépendante à l'abri de la constitution, la revision est évidemment légitime, nécessaire, — et c'est ce qu'on appelle faire du gouvernement ! Autre article du programme : certes il y a une œuvre immense à reprendre dans les affaires de la guerre, et pour adapter l'organisation aux nécessités diverses qui peuvent s'imposer à la France, et pour fortifier les cadres, et pour réveiller dans tous les rangs l'esprit militaire à demi découragé, et pour faire revivre dans l'administration supérieure de l'armée ce que nous appellerons le sentiment de la loi. Il faut bien savoir, en effet, que de toutes les lois qui ont été votées depuis près de dix ans, il n'en est peut-être pas une qui soit fidèlement exécutée, ni la loi du recrutement, ni la loi des cadres, ni la loi sur les effectifs, et les conditions budgétaires, on vient de le voir dans l'expédition de Tunisie, ne sont pas plus respectées que les autres lois. Il y a donc beaucoup à faire. A quelles réformes s'attache-t-on cependant ? Il s'agit dans les programmes de réduire la durée du service militaire, d'enrôler les séminaristes, de supprimer le volontariat, qui n'est peut-être défectueux que parce qu'il a été mal appliqué. Le résultat ne peut être que d'affaiblir encore le nerf militaire, d'ajouter à une confusion déjà trop douloureuse sans remédier au véritable mal, — et voilà un autre moyen de faire du gouvernement ! Quoi donc encore ! Il y a la réforme de la magistrature par la suppression de l'inamovibilité, qui est toujours dans le programme, bien entendu, et il y aussi plus que jamais la guerre au cléricalisme : c'est là un puissant dérivatif. Dès qu'on est

embarrassé, il suffit de menacer les séminaristes du recrutement ou les biens ecclésiastiques de confiscation; c'est infaillible, et voilà encore un moyen essentiel de gouvernement!

Qu'est-ce à dire cependant? Tout cela, sauf la revision, à laquelle M. Jules Ferry n'a paru se convertir qu'à l'exemple et à la suite de M. Gambetta, tout cela, c'est ce que le dernier ministère a fait ou essayé. M. le ministre de l'instruction publique s'est mis fièrement en campagne pour créer ce qu'il appelle l'enseignement national, l'enseignement démocratique et républicain. M. le ministre de la guerre s'est jeté tête baissée dans l'arbitraire le plus complet pour donner satisfaction aux partisans de la réduction du service militaire. Le cabinet a fait ce qu'il a pu pour détruire l'ancienne magistrature et former une magistrature nouvelle dévouée au gouvernement. Il a fait la guerre aux moines dans leurs couvens et aux emblèmes religieux dans les écoles. Il a fait tout ce qu'on a voulu pour mettre en action, sous toutes les formes, la politique républicaine; il n'a fait que ce qu'on a voulu, et, en fin de compte, où tout cela a-t-il conduit? Justement à cette situation où la confusion et le désarroi sont dans les affaires publiques, où rien ne marche, où tout le monde réclame et appelle un gouvernement. Est-ce en obéissant aux mêmes inspirations et en usant des mêmes procédés, ou en allant plus loin dans la même voie, qu'on pense remédier au mal qui a été déjà fait, recomposer une situation meilleure? Ah! voilà la question! Au fond, on n'est peut-être pas si pressé d'entreprendre tout ce qu'on propose dans les programmes et au besoin on prend des airs capables pour expliquer qu'il faut s'entendre. Chaque article a son correctif. La république doit être progressive, mais elle doit être aussi mesurée et quelque peu conservatrice! Il faut réformer les vieilles lois monarchiques pour les remplacer par les lois démocratiques, mais il faut procéder avec prudence! Il s'agit de séparer le vrai progrès des utopies! Le dernier ministère n'a échoué que parce qu'il n'avait pas une majorité, parce qu'il n'était pas un gouvernement. M. Gambetta entrant au pouvoir, marchant à la tête de la chambre, réglant le pas, le problème est résolu! Ce que fera M. Gambetta, on ne peut le savoir encore. On ne sait ni s'il formera une administration nouvelle ni s'il composera son cabinet avec un certain nombre d'anciens ministres à qui il a rendu déjà le pouvoir impossible. Ce qu'on sait bien, c'est que M. Gambetta se tromperait étrangement s'il se figurait qu'il suffit de donner à sa prépotence un habit ministériel et de porter avec un peu plus d'habileté au gouvernement des idées qui n'ont jamais servi qu'à tout détruire ou à tout empêcher. Son ministère, dans ce cas, ne serait pas une solution, il ne serait qu'une expérience de plus, prélude de bien d'autres expériences.

Deux événemens ou deux incidens ont une certaine importance en Europe aujourd'hui. Ces deux événemens sont les élections qui vien-

nent de s'accomplir en Allemagne et le voyage que le roi d'Italie vient de faire à l'empereur d'Autriche à Vienne.

Les élections allemandes s'achèvent à peine, et si confus qu'en soient encore les résultats, la composition du nouveau Reichstag ne semble pas devoir répondre complètement aux vœux de M. de Bismarck. Les adversaires de la politique du chancelier paraissent avoir obtenu des avantages sensibles surtout dans les villes, où les progressistes, les libéraux dissidens et même les socialistes ont obtenu des succès. Si M. de Bismarck veut une majorité pour l'exécution de ses plans économiques et financiers, il aura besoin de la conquérir, et dès ce moment on peut distinguer que le centre catholique, qui garde toute sa force, qui revient nombreux au Reichstag, est en mesure de traiter avec le chancelier au sujet de la réforme des lois religieuses et du rétablissement définitif des relations de l'empire avec le Vatican. Le chancelier a toujours, il est vrai, la ressource de dissoudre de nouveau le Reichstag si cela lui convient, et il ne cache pas qu'il saura se servir de l'arme qu'il a dans ses mains; mais ce n'est là qu'un expédient peu sûr, et il n'est point impossible que la menace seule suffise à tempérer l'ardeur d'opposition qui pourrait se manifester. Dans tous les cas, si le caractère général des élections dans la plus grande partie de l'Allemagne reste encore incertain, il est une contrée où les résultats ne sont ni douteux ni équivoques : c'est l'Alsace-Lorraine. Là, dans ces malheureuses provinces que la France ne peut oublier et qui n'oublient pas la France, le vote est aussi clair que saisissant. Le système de répression ou de compression inauguré depuis quelques années et poussé à outrance dans ces derniers temps par l'administration du *statthalter*, M. de Manteuffel n'a peut-être pas peu contribué à ce résultat en dissipant toutes les illusions. Toujours est-il que ce qui restait d'autonomisme a disparu et que la « protestation » a triomphé partout, en Alsace comme en Lorraine. En Alsace, la lutte électorale a été particulièrement tranchée sur deux points. A Strasbourg, sous l'inspiration de M. de Manteuffel lui-même, on avait essayé d'opposer à M. Kablé un candidat qu'on avait choisi de façon à séduire les catholiques, le coadjuteur M. Stumpf; la tactique n'a pas réussi. Les catholiques ne se sont pas laissé gagner, quoiqu'on eût mis une certaine habileté à éviter de combattre dans d'autres collèges des candidats ecclésiastiques, M. Simonis, M. Winterer, M. Guerber. A Colmar, on a voulu opposer à M. Charles Grad un Alsacien rallié, conseiller à la cour d'appel, pour lequel l'administration a usé et abusé de tous les moyens de pression dont elle dispose. A Colmar comme à Strasbourg, comme partout en Alsace et en Lorraine, le succès à peine contesté, universel des candidats de la protestation atteste la vivace, la calme et touchante résistance du sentiment populaire. Et voilà le résultat de dix années d'annexion passant sur un pays qui peut donner sa soumission

à l'inexorable loi sans donner ce qu'il a de plus intime et de plus cher! Voilà les difficultés qu'un gouvernement, si grand qu'il soit, se crée par la conquête!

Tandis que l'Allemagne est tout entière à ses combats électoraux et à ces luttes d'opinions qui se déroulent autour de l'imperturbable chancelier, le roi Humbert a donc fait ce voyage en pays autrichien qui a été déjà l'objet de bien des commentaires et sans doute aussi des négociations préliminaires. Le roi Humbert est allé à Vienne accompagné de la reine Marguerite et de deux membres de son cabinet, le président du conseil, M. Depretis, et le ministre des affaires étrangères, M. Mancini. Il a trouvé l'accueil le plus empressé auprès de l'empereur et de la population viennoise. Fêtes, revues, réceptions, galas se sont succédé, et la politique a été évidemment aussi du voyage. Ce n'est pas la première fois, il est vrai, que s'atteste la réconciliation de l'Italie avec l'Autriche. Il y a déjà bien des années que le roi Victor-Emmanuel avait pu aller à Vienne, qu'il avait reçu la visite de l'empereur François-Joseph, et chose plus significative, les deux souverains s'étaient même rencontrés un jour à Venise. Ce qui a fait du voyage du roi Humbert un incident d'une certaine nouveauté et d'un intérêt particulier, c'est qu'il avait été rendu un peu difficile par des imprudences des partis italiens, même quelquefois par des faiblesses de gouvernement depuis quelques années, et qu'il a été facilité au dernier moment par une circonstance suffisamment connue. Le voyage de Vienne a été un dédommagement du petit mécompte de Tunis : soit! Le gouvernement italien n'a pu avoir assurément aucune peine à donner toute satisfaction à l'Autriche au sujet de Trente et de Trieste, à la rassurer de façon à préparer au roi Humbert l'accueil cordial qu'il a reçu. Il n'avait même aucun engagement à prendre : la démarche du roi était un gage suffisant des intentions de son gouvernement. Après cela, ce voyage est-il destiné à prendre le caractère d'un véritable événement politique? déguiserait-il quelque projet d'alliance? On ne voit même pas sur quoi se fonderait cette alliance. L'Italie serait-elle allée chercher une garantie? Il faudrait au moins qu'elle fût menacée, et ce n'est sûrement pas de la France que viendrait la menace. A-t-elle voulu se créer une position plus forte, plus régulière en accédant à cette alliance austro-allemande ostensiblement formée pour le maintien de la paix en Europe? Rien de mieux, et à ce point de vue encore la France n'a point certes à s'émouvoir de voir se multiplier les garanties en faveur d'une paix qu'elle ne songe guère à troubler. Ce n'est donc là qu'un incident de circonstance qui ne change pas notablement la situation générale de l'Europe.

Tout ne se passe pas en visites princières, en démonstrations de circonstance, en réconciliations plus ou moins sincères et en négociations plus ou moins mystérieuses dans les affaires du monde. Il y a des

manifestations publiques, toutes nationales, qui ont d'autant plus de signification et de force qu'elles sont l'expression spontanée d'une libre et virile cordialité, d'une traditionnelle alliance de sentimens et d'intérêts entre deux peuples. Les États-Unis sont tout entiers en ce moment à une de ces manifestations. Ils sortaient à peine de cette crise plus pénible que dangereuse qui s'est prolongée pendant la cruelle agonie du dernier président et qui s'est terminée par la mort de M. Garfield, par l'avènement à la présidence d'un nouveau chef, M. Arthur. Ils sont maintenant dans les fêtes populaires; ils célèbrent depuis quelques jours le centième anniversaire de cette capitulation de Yorktown, qui après cinq ans de guerre décidait au mois d'octobre 1781 la victoire de l'indépendance, où Américains et Français marchaient ensemble conduits par Washington, Lafayette et Rochambeau. C'est, à vrai dire, le centenaire de la naissance d'un grand peuple. Le premier congrès réuni en 1783 avait décidé qu'un monument serait élevé à Yorktown pour consacrer le souvenir de la victoire et de l'alliance française. Ce décret est resté longtemps inexécuté. Ce n'est qu'il y a deux ans que le congrès a voté une somme de 100,000 dollars pour le monument commémoratif de Yorktown, et on a naturellement attendu, pour poser la première pierre du monument, l'anniversaire de la capitulation de Cornwallis devant l'Amérique naissante. Le gouvernement de Washington, fidèle à la pensée du congrès de 1783, a tenu à avoir une représentation officielle de la république française. Le sénat, à son tour, a tenu à ne point oublier la famille de Lafayette et « l'association pour le centenaire de Yorktown, » a voulu étendre l'invitation aux descendans des officiers de notre pays qui ont combattu autrefois pour l'Amérique. Délégués officiels de la France et invités se sont rendus effectivement à ces fêtes du centenaire, où le gouvernement américain d'ailleurs a eu soin d'éviter tout ce qui aurait pu blesser l'Angleterre et même d'autres nationalités. On a poussé la précaution jusqu'à inviter aussi les descendans d'un officier allemand qui avait pris part à la guerre de l'indépendance. En réalité, par la nature des choses, c'est évidemment la France qui a la première place dans la solennité américaine, et ces fêtes, ces réceptions empressées ne font que raviver les souvenirs d'un des plus brillans épisodes de l'ancienne monarchie, d'un temps où la France préludait à sa propre révolution en s'enthousiasmant pour Franklin et pour Washington, en prenant les armes pour l'indépendance d'un peuple.

C'est en effet cette vieille France généreuse et brillante qui a été la première alliée de la jeune Amérique républicaine; c'est elle qui la première, bravant une guerre avec l'Angleterre, reconnaissait l'insurrection, lui envoyait ses sympathies, ses subsides, ses flottes, son armée, et toute cette jeune noblesse enivrée d'ardeur guerrière ou libérale. Lafayette avait à peine vingt ans lorsqu'il partait avant tous,

s'échappant d'une prison pour courir rejoindre sur les côtes d'Espagne un navire qu'il avait chargé d'armes et de munitions pour les « insurgens. » Il était bientôt suivi par le corps de Rochambeau, où il y avait tous ses amis, les plus grands noms de France : Noailles, Viménil, Chastellux, Custine, Lauzun, Castries et les Dillon et les Lameth. Ceux qui ne partaient pas, comme Ségur, se désolaient d'être retenus. A cette prise même de Yorktown, dont on célèbre aujourd'hui l'anniversaire, Lafayette et Viménil conduisant les colonnes d'assaut, emportaient avec éclat les deux redoutes les plus importantes. Chastellux tenait tête à une sortie désespérée des Anglais. Un Saint-Simon blessé gravement combattait jusqu'au bout. Le comte Guillaume de Deux-Ponts était aussi blessé. Ils y étaient tous, et chose curieuse, dans cette brillante mêlée de gentilshommes, se trouvaient déjà comme perdus d'autres hommes bien inconnus encore, destinés à jouer un rôle dans d'autres drames : Alexandre Berthier, celui que Ségur, dans ses vifs *Souvenirs*, appelle le futur « Ephestion d'un nouvel Alexandre, » Mathieu Dumas, depuis membre des assemblées et général sous Napoléon, Miollis, qui devait commander à Rome. Ceux qui représentaient la vieille France et ceux qui allaient être bientôt la France nouvelle, se trouvaient confondus dans ces camps lointains, au-delà des mers, combattant ensemble pour l'indépendance d'une nation. Et voilà pourquoi ce nom de Yorktown, retentissant de si loin, est fait pour réveiller encore d'émouvans souvenirs, d'étranges pensées chez les Français aussi bien que chez les Américains. Il marque une date dans l'histoire.

Un siècle est passé depuis le 19 octobre 1781. Cette nation qui n'était rien a singulièrement grandi. L'Union qui, au début, ne comptait que treize états réunit aujourd'hui dans son faisceau fédératif trente-huit états. Elle avait une population peu nombreuse, elle compte maintenant près de quarante millions d'hommes. Elle s'est étendue de l'Océan-Atlantique à l'Océan-Pacifique à travers le continent américain. Elle est devenue une puissance formidable et elle s'est montrée certes jalouse de son indépendance même vis-à-vis de ceux qui l'ont aidée à naître. Cependant elle n'a jamais été réellement une ennemie pour la France, et toutes les fois que les deux nations sont restées livrées à elles-mêmes, elles ont senti revivre une instinctive affection pour la vieille alliance, de même qu'elles se sentent rapprochées par les plus grands intérêts. Ces fêtes de Yorktown que les Américains viennent de célébrer ont été pour les deux peuples une occasion de se confondre un instant dans les mêmes souvenirs. C'est à la politique des gouvernemens de fortifier, de féconder ces rapports déjà séculaires qui font de la France et des États-Unis des alliés naturels.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE

Le marché de Paris a été profondément troublé depuis quinze jours. Un seul fait a suffi pour amener ce résultat, mais un fait capital : il a été démontré à la spéculation à la hausse, par un exemple éclatant, qu'elle était à la merci des capitaux reporteurs, et que sa position allait devenir intenable, puisqu'elle était exposée à tout moment, et pour un motif quelconque, à ne plus trouver, sur la place, les ressources nécessaires pour la prorogation de ses engagemens.

Il s'en est fallu de peu qu'au moment de la liquidation de la quinzaine, les acheteurs ne se soient trouvés en présence de ce cas de force majeure, l'impossibilité de se faire reporter. Si cette disette de capitaux n'avait pas été purement factice à un certain point de vue, un effondrement de toutes les valeurs de spéculation pouvait être la conséquence de la surprise que cette liquidation du 15 octobre ménageait aux haussiers.

La place était en pleine voie de progression et les acheteurs se flattaient d'obtenir encore une fois des conditions relativement douces pour le transfert au 31 octobre du terme de leurs opérations, lorsque les taux des reports se tendirent tout à coup dans des proportions inouïes. Il ne s'agissait plus de 7 à 8 pour 100, mais de 20, 30, 50, 100 pour 100. On a payé 20 et 30 francs de report sur des titres libérés de 250 et même de 125 francs jouissant de 2 ou 300 francs de prime. Le report de l'Italien s'est élevé à 80 centimes. A Lyon, ce fut pis encore. Il y eut des opérations de report traitées à 50 et 60 fr. par action, et des acheteurs d'Italien durent payer jusqu'à 1 franc, c'est-à-dire 24 pour 100, courtage non compris, pour un titre qui ne rapporte pas net 4 1/2 pour 100 d'intérêt.

La crise, si longtemps prévue, éclatait donc enfin. Mais quels incidens immédiats en avaient déterminé l'explosion? Ces incidens sont de nature très diverse et n'ont nullement une égale importance, bien qu'ils aient contribué à produire le même et déplorable effet. On sait d'abord qu'un versement de 200 millions était exigible le 16 octobre sur l'emprunt nouveau en rente amortissable. Une somme de 200 millions était ainsi enlevée aux disponibilités du marché. Mais le fait n'é-

tait nullement imprévu et devait entrer dans les calculs de la spéculation.

D'autre part, une lutte acharnée était engagée entre les acheteurs et les vendeurs de titres appartenant au groupe de l'Union générale. L'Union s'étant élevée de 2,000 francs à 2,500 francs du 1er au 15 octobre, les vendeurs aux abois, auraient, paraît-il, résolu de bouleverser de fond en comble la place de Paris dans l'espoir que l'Union reculerait de quelques centaines de francs au milieu du désarroi général. On disait encore que, ne pouvant faire baisser l'Union, et perdant aux cours actuels des sommes fabuleuses, quelques vendeurs avaient conçu et exécuté une combinaison machiavélique pour provoquer une débâcle sur toutes les autres valeurs et trouver dans les bénéfices obtenus de la sorte les ressources nécessaires pour le paiement de leurs différences. Quant à la combinaison machiavélique, elle aurait consisté à empêcher un certain nombre de sociétés de crédit d'employer en reports leurs capitaux disponibles au 15 octobre.

L'explication la plus rationnelle et probablement la plus exacte de la cherté extraordinaire des reports ne doit pas être cherchée si loin. C'est la situation même de la place qui a donné lieu à ces exigences exorbitantes de l'argent. L'audace de la spéculation croissait à mesure qu'elle payait plus cher les moyens de soutenir ses opérations. Le moment devait venir où le prêteur lui-même s'effraierait de l'étendue des sacrifices acceptés par l'emprunteur et refuserait net toute prolongation du crédit.

Les intermédiaires ont compris à quel péril l'optimisme outré des acheteurs exposait le marché. Épouvantés de l'énormité des engagemens maintenus à la hausse, alors que le taux du report avait depuis longtemps cessé d'être proportionnel au revenu des titres, plusieurs agens de change ont quelque peu forcé la note et encouragé la grève des capitaux. Il leur fallait une bonne raison pour avertir un certain nombre de leurs clients qu'il y avait urgence à se liquider ou du moins à diminuer les opérations. Or quelle raison meilleure que l'argent introuvable à 20 et 30 pour 100 ?

Dès le lendemain de la liquidation, les réalisations sont donc devenues nécessaires, soit que les acheteurs à terme eussent compris l'avertissement sérieux qui venait de leur être donné, soit que les intermédiaires aient cru devoir commenter l'avertissement par des refus de prolongation de crédits.

L'élévation à 5 pour 100 du taux de l'escompte à la Banque de France ne pouvait que précipiter le mouvement de réaction. La Banque a été amenée à prendre cette mesure, non par une aggravation de la situation monétaire, mais par la nécessité d'opposer une barrière à l'envahissement de son portefeuille commercial par ce qu'on appelle le

papier de circulation. Il était certain que la Banque d'Angleterre ayant déjà porté l'escompte à 5 pour 100, la Banque de France devrait, un peu plus tôt ou un peu plus tard, suivre l'exemple! L'accroissement considérable du portefeuille n'a pas permis de différer plus longtemps l'adoption de la mesure. Le portefeuille dépassait, en effet, lorsque l'escompte a été porté à 5 pour 100, 1 milliard 300 millions; huit jours plus tard, le chiffre de 1 milliard 400 millions était atteint; le montant des avances sur titres, qui n'était il y a un an que de 150 millions, s'élève aujourd'hui à 350 millions.

Il est malheureusement difficile en pratique de distinguer entre le papier commercial et le papier de circulation, entre celui qui représente des transactions régulières et qui porte témoignage d'un redoublement d'activité dans les affaires sérieuses, et celui qui n'a d'autre destination que de fournir à la spéculation le moyen de poursuivre ses excès. La Banque elle-même ne peut pas aisément faire la séparation du bon et du mauvais papier; elle risquerait d'ailleurs, en se montrant trop sévère, de provoquer la crise au lieu de la prévenir, et elle a eu certainement raison d'adopter la seule mesure préventive efficace qui fût à sa disposition, l'élévation de l'escompte.

Ajoutons qu'au point de vue purement monétaire, cette mesure a complètement réussi; les changes se sont immédiatement détendus; l'exportation de l'or est devenue impossible, et l'or a cessé de faire prime.

Un autre résultat heureux de la frayeur inspirée par l'extrême cherté des reports et par le renchérissement de 1 pour 100 dans le taux de l'escompte, est que la spéculation française, qui avait pris des engagemens formidables à la hausse sur les valeurs ottomanes et égyptiennes, a pu se dégager dans une large proportion et repasser au Stock-Exchange une bonne part du fardeau sous lequel elle était menacée de succomber. Les Anglais, qui, depuis deux mois, n'avaient cessé de vendre du Turc, de la Banque ottomane et de l'Unifiée, ont racheté des quantités énormes de ces valeurs depuis la liquidation du 15 octobre, en sorte que le 5 pour 100 consolidé, qui avait baissé de 16 à 14, s'est relevé à 14.75, et que la Banque ottomane, après avoir fléchi de 740 à 670, a pu revenir à 700.

Une rapide énumération fera ressortir l'importance de la réaction qui a frappé, depuis la liquidation du 15 octobre, toutes les valeurs sur lesquelles la spéculation était et reste engagée à la hausse.

Le 3 pour 100 a baissé de 84.85 à 84.40, l'amortissable de 86.15 à 85.50, l'emprunt nouveau de 85.30 à 84.10, le 5 pour 100 de 117.10 à 116.45.

Nous avons indiqué tout à l'heure les oscillations subies par les valeurs turques; l'Égyptienne unifiée a fléchi de 385 à 375, l'Italien de 90 à 88,30, le Florin d'Autriche de 81 1/4 à 80 1/8.

La Banque de France, il y a huit jours, était cotée 6,850, Malgré la hausse de l'escompte et la progression remarquable des bénéfices pendant le second semestre, ce titre a reculé de 500 francs à 6,350; la vente d'un stock assez gros d'actions de la Banque de France par le Crédit lyonnais a déterminé un certain nombre d'acheteurs à lâcher prise.

Les titres de la plupart des institutions de crédit ont payé leur tribut au mouvement de baisse. Le Crédit foncier a perdu 80 francs à 1,680, la Banque de Paris 60 à 1,250, le Crédit lyonnais 65 à 855, la Société générale 60 à 830, le Crédit général français 40 à 810, la Banque franco-égyptienne 90 à 885, la Banque d'escompte 45 à 860, le Mobilier espagnol 85 à 845, le Foncier d'Autriche 40 à 900.

Tout au contraire, l'Union générale, contre laquelle tant de colères se sont déchaînées, a monté de 2,375 à 2,500 francs, et la Banque des pays autrichiens s'est maintenue à 1,200 francs. Les rachats des vendeurs à découvert et l'approche de l'assemblée générale du 5 novembre ont été pour beaucoup dans cette inébranlable fermeté.

La baisse a été de 80 fr. sur le Lyon, de 55 sur le Midi, de 100 fr. sur le Nord, de 35 sur l'Orléans, de 50 sur l'Autrichien et sur le Lombard, de 15 fr. sur le Nord de l'Espagne, de 25 fr. sur le Saragosse.

Les valeurs industrielles ont aussi baissé : le Suez de 85 fr., la Part civile de 60, le Gaz de 70, la Transatlantique de 20, les Voitures de 65, les Omnibus de 70.

Depuis huit jours, il se fait de tous côtés des efforts énergiques pour prévenir le renouvellement, en liquidation de fin octobre, des embarras si graves auxquels s'est heurtée la liquidation du 15. Le sentiment du danger commun a opéré des rapprochemens et assoupi des rivalités. On a compris que, si, le 2 et 3 novembre, la spéculation se voyait refuser le crédit, la crise qui éclaterait ferait des victimes dans tous les camps et compromettrait également les intérêts de tous. On peut donc supposer que les institutions de crédit et les agens de change seront d'accord pour mettre à la disposition de la place la plus grande masse possible de capitaux. A vouloir arrêter instantanément la spéculation, on briserait le marché; tandis qu'en tenant les reports à un taux élevé, mais accessible, on rendra possible un allègement successif des positions et le retour prochain à une situation normale.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

ÉTUDES DIPLOMATIQUES

LA PREMIÈRE LUTTE DE FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE D'APRÈS DES DOCUMENS NOUVEAUX.

I.

VIENNE ET BERLIN AU DÉBUT DES DEUX RÈGNES.

I. A. d'Arneth, *Histoire de Marie-Thérèse*, 10 vol.; Vienne, 1863-1879. — II. G. Droysen, *Histoire de la politique prussienne*, v^e partie. *Frédéric le Grand*, 3 vol.; Leipzig, 1874-1881. — III. *Correspondance politique de Frédéric le Grand*, 6 vol.; Berlin, 1879-1881. — IV. *Correspondances diplomatiques du ministère des affaires étrangères.*

La mode est à la recherche et à la publication des documens inédits tirés des papiers d'état. Voilà plusieurs années déjà que Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg ont ouvert leurs archives à la curiosité des érudits. Nos collections françaises, nos bibliothèques publiques, mieux classées, mieux administrées qu'autrefois, sont devenues aussi plus abordables, et le ministère des affaires étrangères lui-même, naguère fermé à double tour, s'est, depuis cinq ou six ans, fort humanisé. Aussi le nombre est grand de ceux qui profitent de ces facilités nouvelles, et on a quelque peine à trouver place dans les salles de travail, où on s'arrache les manuscrits. Rien de plus naturel que cet empressement, car une fois qu'on y a pris goût, je ne connais pas d'occupation plus attachante, je dirais volontiers plus

entraînante que celle-là. Communiquer directement avec les hommes du passé sans l'intermédiaire obligé d'un historien officiel, les surprendre chez eux, au naturel et au dépourvu, — non pas tels qu'ils se sont posés eux-mêmes pour la postérité dans des mémoires faits après coup, — mais tels qu'ils se révèlent dans des écrits qu'ils ne croyaient pas destinés aux regards du public, quel enseignement et aussi quel amusement inattendus!

Dès qu'on a goûté une fois des correspondances, on ne croit plus, on ne se fie plus qu'à cela en fait de témoignage historique. Tout autre paraît artificiel et suspect; mais, en revanche, pourvu qu'il soit original et authentique, le moindre billet a son prix. Si le correspondant est un personnage inconnu, il y a un véritable intérêt à apprendre de lui ce que pensaient des événemens que nous apercevons dans le lointain ceux qui les ont vus se dérouler devant eux, ceux qui les touchaient pour ainsi dire du doigt, et ce commun des hommes qui fait à chaque moment l'opinion publique. Si les détails racontés sont eux-mêmes insignifians, il est rare qu'ils ne mettent pas au moins sur la voie de quelque trait de mœurs qui fait assister au train journalier de la vie de nos pères. Mais si vous avez le bonheur de tomber sur les autographes d'un homme célèbre, c'est alors que le papier lui-même semble s'animer sous vos yeux. Le caractère de l'écriture vous révèle celui de l'écrivain et vous permet même de suivre les accidens de son humeur : si les traits de sa plume s'altèrent ou se précipitent, vous croyez voir sa main qui tremble d'émotion ou frémit de colère : une rature, sous laquelle s'aperçoit encore une phrase mal effacée, donne le secret d'une pensée cachée ou d'un sentiment contenu. Une indication reste-t-elle imparfaite ou obscure, avec quel empressement on s'efforce de la compléter et de l'éclairer et quel triomphe d'y parvenir! Avec quelle rapidité les heures s'écoulent dans cette poursuite! Le plaisir de la chasse, pour un amateur passionné, n'est rien, j'en suis sûr, auprès de celui-là : ceux qui ne le connaissent pas ignorent une des plus vives jouissances de l'ordre intellectuel.

Puis, après la recherche terminée, vient ce que j'appellerai la contre-épreuve, c'est-à-dire une opération qui consiste à vérifier ce que les renseignemens tirés de sources nouvelles ajoutent, retranchent ou modifient à l'opinion accréditée sur des faits déjà connus. D'ordinaire, il faut bien le dire, cette comparaison cause quelque déception et fait rabattre un peu de l'orgueil de la découverte. On s'aperçoit le plus souvent que les plus précieuses acquisitions changent peu de chose à la face générale des événemens, que les impressions des contemporains, habituellement justes, se sont transmises à la postérité sans trop se dénaturer et, que, si la vérité a été quelquefois obscurcie de nuages, le temps seul a suffi à l'en dégager.

On se convainc, en un mot, qu'en fait de justice historique comme de justice criminelle, il est rare que les rectifications soient nécessaires et surtout les réhabilitations légitimes. Il n'en est pas moins vrai qu'une fois que les faits ont passé au feu de ce creuset nouveau, c'est l'histoire entière qui est à refaire, sauf à être confirmée après revision.

Chose étrange, de toutes les histoires qu'on nous a fait apprendre, celle qui a subi le moins heureusement cette épreuve d'une confrontation avec des documens originaux, celle où l'on trouve le plus d'erreurs à relever, le plus de vérités inconnues ou méconnues à rétablir, c'est celle de l'époque qui nous touche de plus près, dont nous avons tous connu les derniers témoins, et qu'il semble, par conséquent, que nous devrions le plus justement apprécier : c'est l'histoire du XVIIIe siècle. J'ai été amené à constater cette singularité en fouillant les coins inconnus de la diplomatie de Louis XV. A tout moment, j'ai rencontré sur mon chemin et dû signaler aux lecteurs des assertions généralement reçues, docilement transmises d'historien en historien, et qui ne supportent pas le démenti que leur inflige la production des pièces authentiques. Le fait, d'abord surprenant, m'a paru à la réflexion moins inexplicable. Il en faut chercher le motif tout simplement dans la vivacité des controverses qu'a suscitées le mouvement philosophique du dernier siècle, dans l'influence que ce mouvement a exercée même sur les événemens contemporains qui auraient dû en apparence y être le plus étrangers et dans les résultats éclatans et terribles auxquels il a abouti. Aucune impartialité n'a été possible dans un tel conflit d'opinions, d'autant plus que les gens de lettres (parmi lesquels il faut compter les historiens), appelés pour la première fois à jouer un rôle dans la politique, se sont trouvés tous intéressés dans la lutte. Il n'est pas un incident de ce siècle qui en a tant vu et de si singuliers, qui n'ait été exploité par les partis opposés dans un sens ou dans l'autre ; pas un personnage qui n'ait été rangé dans l'un des camps adverses. Personne n'a pu être simple spectateur, ni par conséquent, narrateur fidèle, quand tout le monde était combattant. Je ne dirai pas, comme M. de Maistre, « que l'histoire faite au siècle dernier n'a été qu'une longue conspiration contre la vérité, » mais j'oserai affirmer que nous n'avons pas encore d'histoire proprement dite du XVIIIe siècle ; ce qui porte ce nom n'est qu'une œuvre de l'esprit de parti, lequel se reconnaît toujours à ce trait caractéristique : une crédulité aveugle qui admet les soupçons les moins fondés dès qu'il en peut tirer profit et conteste l'évidence même dès qu'elle le gêne.

Sommes-nous aujourd'hui assez loin de ces impressions premières, sommes-nous de sens assez rassis pour porter enfin sur ces temps dont trois générations nous séparent un jugement moins suspect?

Petits-fils du XVIIIe siècle, savons-nous mieux qu'en dire et qu'en penser que les témoins oculaires ou les héritiers directs? On pourrait en douter, car les passions sont encore bien vives et bien des questions demeurent indécises. En tout cas, dès qu'on se mêle d'en parler, il faut tâcher de voir le plus clair, de penser le plus juste, de commettre le moins d'erreurs et d'être dupes du moins de mensonges possible : c'est à quoi l'étude des originaux peut être utile, et c'est à ce point de vue que me paraissent particulièrement intéressans à consulter les trois ouvrages dont j'ai mentionné le titre en tête de ce travail, et qui sont les produits les plus récens sortis de la chancellerie de Berlin et de celle de Vienne.

Tous trois sont destinés à éclairer la grande période qui occupe le centre du XVIIIe siècle et que remplissent les règnes également prolongés et pareillement illustres de Frédéric II et de Marie-Thérèse. Aucune époque ne méritait mieux d'être approfondie. Je ne connais pas, en effet, beaucoup de spectacles aussi saisissans que l'apparition simultanée sur le théâtre de l'histoire de ce prince libre penseur et de cette pieuse femme montant sur le trône le même jour pour se suivre presque d'aussi près dans la tombe, et pendant quarante ans occupant le monde par une rivalité politique, militaire, diplomatique, philosophique et religieuse, qu'ils ont léguée à leurs descendans, qui a traversé toutes les péripéties de la révolution française et dont notre génération n'est pas bien sûre d'avoir vu le terme. Par quel jeu incompréhensible de la Providence ces deux natures royales, si richement, mais si diversement douées, ont-elles vu leurs destinées liées et enchevêtrées en quelque sorte depuis le premier jour jusqu'au dernier, à ce point que tous les actes de l'une ont réagi sur ceux de l'autre et que, sur les champs de bataille comme dans les conférences diplomatiques, soit qu'il s'agisse de se disputer la Silésie ou de se partager la Pologne, on les rencontre toujours face à face? Ne dirait-on pas la matière toute préparée d'un de ces parallèles académiques à la mode de Plutarque qu'affectionnait naguère notre littérature classique?

Ni le Prussien Droysen ni l'Autrichien d'Arneth ne se livrent à ce jeu un peu puéril de comparaisons et d'antithèses; mais chacun a son héros favori et ses prédilections patriotiques. L'auteur de l'*Histoire de la politique prussienne* a reçu, on le voit, des communications confidentielles destinées à glorifier la mémoire de l'ennemi de Marie-Thérèse. Un respect tendre, loyal et presque filial perce, au contraire, à toutes les pages du monument que M. d'Arneth élève à la mémoire de l'illustre aïeule de ses souverains. Chez l'un comme chez l'autre, on reconnaît l'influence des jalousies dynastiques et nationales; de là, dans le récit des mêmes faits, bien des points de divergence, souvent même des affirmations différentes ou contradic-

toires. Seulement l'un et l'autre sont des écrivains consciencieux qui ont puisé directement aux sources et ne marchent que preuves en main et citations en note. On peut avoir de part et d'autre égale confiance dans les pièces du dossier. La contradiction des plaidoyers n'est plus alors qu'un élément utile pour éclairer la conviction du juge,

Mais le témoignage véridique et irrécusable par excellence, — celui qui est véritablement sans prix, — c'est celui de Frédéric lui-même, dont on vient de nous donner en six volumes magnifiquement imprimés la Correspondance politique dans son intégrité, y compris ses notes de cabinet les plus intimes. Nous avons là Frédéric tout entier, non plus le Frédéric qui s'est peint lui-même dans l'*Histoire de mon temps* avec une franchise apparente qui n'est pas sans art, — non plus le Frédéric transfiguré qu'adulaient à Paris tant de flatteurs gagés, recrutés par lui dans les rangs les plus élevés de la littérature et de la philosophie ; — mais un Frédéric sans fard et sans masque dictant ses ordres à ses serviteurs avec une liberté et souvent un cynisme qui ne permettent pas de douter de sa sincérité. On peut l'en croire, ce Frédéric-là, même et surtout quand il parle de sa personne, car les censeurs les plus sévères auraient cru le calomnier en parlant de lui comme lui-même. Par malheur, ces précieux aveux ne vont pas au-delà des quatre premières années de son règne; mais ce début suffit pour faire juger l'homme et préjuger la suite.

Pourquoi d'ailleurs hésiterais-je à l'avouer? ce sont ces années surtout, ces années de début dont l'étude présente pour nous, à mon sens, un intérêt tout particulier. Cette aurore du grand règne de Frédéric, c'est la naissance de la puissance même qui atteint aujourd'hui sous nos yeux et à nos dépens son plein et colossal développement. Quel Français n'éprouverait une curiosité douloureuse à la regarder dans son berceau? Et ces premières épreuves de Marie-Thérèse, qu'est-ce autre chose que l'ouverture du grand drame dont nous avons vu le dénoûment à Sadowa et l'épilogue à Sedan? Le lieu de la scène est pareil, les personnages qui engagent l'action ou qui y interviennent sont les mêmes ; ils s'appellent, comme hier, Prusse, Autriche et aussi France, car, aux deux époques, dans la lutte de ses voisins d'outre-Rhin, la France s'est trouvée tout de suite directement compromise. Nos diplomates négociaient à Berlin, en 1740, à la veille de l'invasion de la Silésie, comme en 1866 à la veille de l'invasion de la Bohême, et alors, comme il y a quinze ans, nos armées ont suivi de près nos diplomates. Raconter les premières passes d'armes du duel de Frédéric et de Marie-Thérèse, c'est donc, qu'on le veuille ou non, écrire un chapitre de l'histoire de France et presque d'histoire contemporaine.

C'est ce rapprochement si naturel à établir entre des faits passés

et des faits récens dont notre génération est encore si profondément émue, qui m'a suggéré la pensée du travail qu'on va lire. Les derniers événemens ont jeté en quelque sorte en arrière une sombre lumière sur toutes les relations antérieures de l'Autriche, de la France et de la Prusse. J'ai supposé que plus d'un lecteur français en serait frappé comme moi et qu'un résumé succinct des informations nouvelles sorties des chancelleries de Vienne et de Saint-Pétersbourg serait de nature à l'intéresser; à plus forte raison, si j'essayais de compléter et de contrôler ces documens de source étrangère par d'autres tirés de nos propres archives; c'est ce que je me suis proposé de faire. Entre l'Autriche et la Prusse s'accusant ou se confessant tout haut, mais divisées souvent dans le récit ou l'appréciation des mêmes incidens, il m'a semblé curieux de faire intervenir, pour les départager ou les mettre d'accord, un tiers interlocuteur, la France, représentée par ses agens politiques ou militaires dont les divers ministères m'ont permis de consulter les rapports. Cette étude comparée m'a paru pouvoir être utilisée à l'occasion pour l'intelligence de plus d'un événement contemporain. Mais même en laissant de côté (comme un narrateur sincère doit toujours faire) les retours trop intéressés sur nous-mêmes et les applications forcées au temps présent, — et en nous plaçant à un point de vue purement historique, — la situation des agens français pendant cette époque critique du XVIIIe siècle rend leur témoignage particulièrement digne de foi et d'attention. Remarquez que je dis les agens et non les historiens français. Ceux-ci, au contraire, n'ont fait que répéter avec une servilité un peu niaise tous les thèmes dictés par Frédéric, et il n'y a pas plus de profit que d'instruction à attendre d'eux. Mais le gouvernement de Louis XV ayant été tour à tour l'allié et l'ennemi soit de la Prusse, soit de l'Autriche, et ayant porté dans chacune de ses amitiés successives beaucoup d'indécision, de réserve et de méfiance, ses représentans, ministres ou ambassadeurs, ont été en mesure de tout connaître et libres de tout apprécier, hommes et choses, sans trop de passion ni de préjugés. Ils usent habituellement de ce droit avec cette franchise d'allure, cette justesse et cette vivacité de ton qui étaient propres à la conversation de la bonne compagnie dans l'ancien régime. Quand leurs dépêches n'ajouteraient rien à la connaissance des événemens, elles seraient encore souvent une piquante lecture. Cela seul suffira, j'espère, pour qu'on ne me reproche pas les extraits qu'à l'occasion j'en pourrai faire : je compenserai d'ailleurs ce que ces développemens pourraient avoir de trop long en abrégeant l'histoire générale que tout le monde connaît, qu'on peut lire partout, et à laquelle je n'emprunterai que ce qui est rigoureusement nécessaire pour suivre l'enchaînement des faits.

I.

Au 1er janvier 1740, les deux plus grands souverains de l'Allemagne, l'empereur Charles VI et le roi de Prusse Frédéric-Guillaume II, étaient l'un et l'autre dans un état de santé dont le déclin visible annonçait une fin prochaine, mais il s'en fallait bien que leur succession, prête à s'ouvrir, se trouvât dans des conditions analogues.

Le règne, long et d'abord brillant, de Charles VI, se terminait par une suite d'humiliations et de malheurs. Dès son avènement au trône, il avait vu consommer la dissolution définitive de cette puissante agglomération d'états dont l'ensemble, réuni sous la main d'un grand homme, avait menacé un instant l'Europe du retour de la monarchie universelle. L'Espagne s'était détachée pour jamais de l'héritage de Charles-Quint, entraînant avec elle ses vastes dépendances d'outre-mer, et, avec Naples et la Sicile, tout le midi de la péninsule italienne. Au nord de l'Italie, à la vérité, la couronne d'Autriche conservait, sur les deux rives du Pô, des possessions étendues : le Milanais, la Toscane, les duchés de Parme et de Plaisance : mais là même sa domination était menacée soit par les prétentions des princes de la nouvelle dynastie espagnole, soit par l'ambition croissante des ducs de Savoie, maîtres du Piémont, et qui venaient de se faire décorer du titre de roi de Sardaigne. Une guerre malheureuse, soutenue récemment contre la France dans ces plaines mêmes de la Lombardie, n'y avait pas relevé l'honneur des armes impériales. Elles n'avaient pas été plus heureuses à l'autre extrémité de l'Europe, sur les bords du Danube, où les Turcs venaient de se faire restituer, par le traité de Belgrade, la Valachie, la Serbie et toutes les conquêtes du prince Eugène. Ces tristes campagnes avaient épuisé les finances de l'empire et désorganisé son administration.

Mais ce n'était pas là le sujet principal des préoccupations du prince défaillant. Ce qui troublait ses veilles et hâtait les progrès de son mal, c'était l'inquiétude qu'il éprouvait de laisser périr avec lui l'intégrité du patrimoine royal qu'il avait reçu de ses aïeux. Sa race s'éteignait en lui, car il n'avait point d'héritier mâle ; sa fille, une princesse de vingt-trois ans, avait-elle qualité, aurait-elle l'autorité suffisante pour recueillir tout son héritage ? En droit, rien n'était plus susceptible de controverse ; en fait, rien n'était moins vraisemblable. On avait autrefois beaucoup félicité la maison d'Autriche d'avoir acquis ses nombreux domaines, non par la force des armes, mais par le mode beaucoup plus pacifique des alliances princières et des unions conjugales :

Bella gerant alii : tu, felix Austria, nube ;

mais la conséquence de ces extensions, faites sous la forme d'acquisitions de famille et non de conquêtes, et d'après les règles du droit civil plus que d'après celles du droit des gens, c'était que presque toutes les provinces réunies sous le sceptre de la famille de Habsbourg lui étaient arrivées par contrats de mariages, grevées de substitutions de tout genre, de dispositions testamentaires les plus diverses qui épuisaient à peu près toutes les variétés et toutes les complications de la jurisprudence germanique en matière successorale. L'extinction de la ligne masculine donnait ouverture à des prétentions litigieuses de tout genre au profit des agnats ou des cognats de tous les degrés. Vainement Charles VI avait-il cherché à prendre les devans sur ces contestations en réglant lui-même sa succession par un édit auquel il avait donné le nom de *pragmatique sanction*, réservé aux actes législatifs les plus solennels de l'empire; vainement avait-il demandé pour cet édit réglementaire la garantie des principales puissances d'Europe et l'avait-il obtenue au prix de coûteux sacrifices : il n'avait pas grande foi lui-même dans ses efforts, et l'événement prouva qu'il n'avait pas tort. Il voyait déjà, le lendemain de sa mort, tous les princes de sa parenté et de son voisinage arriver, munis d'un parchemin gothique, pour réclamer un lambeau de son empire. La main d'une femme serait-elle assez forte pour rassembler et retenir le faisceau déjà désuni de tant d'états divers, et la couronne impériale, qu'une élection déjà plus de dix fois renouvelée avait rendue comme héréditaire dans la maison d'Autriche, qu'allait-elle devenir quand cette maison n'offrirait plus de tête virile pour la porter?

La jeune monarchie dont le siège était à Berlin, moins riche en souvenirs, moins puissante en apparence, n'avait pas à craindre de pareils déchiremens. Sa rapide extension, devenue telle surtout depuis la réforme, était due à de prudentes négociations et à de hardis faits d'armes et, bien que ces diverses acquisitions, répandues sur le continent germanique, n'eussent pas un caractère d'homogénéité, — bien que par leur étendue et leur dispersion elles présentassent même une ligne de défense assez difficile, — aucune cependant n'était contestée et n'ouvrait la porte à des revendications à craindre. Au centre d'ailleurs de ces possessions, l'ancien patrimoine de la maison de Brandebourg, grossi de la Poméranie, de la Prusse et de la Basse-Lusace, formait un noyau compact où de robustes populations, dévouées à leur souverain, étaient gouvernées par une administration énergique. Puis, par une faveur que la Providence ne fait guère qu'aux dynasties nouvelles, trois souverains venaient de se succéder sur le trône, doués de qualités inégales, mais toutes propres à leur permettre d'assurer, chacun dans son genre et à son heure, soit la solidité, soit l'éclat de leur récente grandeur. Par

des talens diplomatiques ou militaires du premier ordre, Frédéric-Guillaume, surnommé le grand électeur, s'était montré digne de traiter avec Richelieu et Louis XIV, comme de combattre entre Turenne et Condé. De la longue lutte engagée entre les maisons de Bourbon et d'Autriche il avait habilement tiré parti pour assurer son indépendance, tantôt en aidant à diminuer la puissance impériale, tantôt, au contraire, en lui venant en aide après l'avoir affaiblie. Ses successeurs, fort inférieurs à lui à tous égards, furent pourtant aussi bien servis par leurs défauts que lui-même l'avait été par son génie. Son fils, Frédéric Ier, roi de Prusse, n'avait que de la vanité, mais il la mit tout entière à acquérir la dignité royale, qui le plaça hors de pair parmi les innombrables souverains du corps germanique. Quant au monarque suivant, celui dont le règne allait finir, despote brutal et sanguinaire, tyran domestique, plus redouté de ses enfans que de ses sujets, économe jusqu'à l'avarice et prudent jusqu'à la timidité, il avait passé toute sa vie à amasser des deniers qu'il ne dépensait pas, à aligner les rangs et à mesurer la taille de soldats qu'il ne risquait sur aucun champ de bataille. Mais le résultat était qu'il allait laisser à qui de droit, après lui, les deux grands ressorts de toute politique : un trésor bien garni et une armée en bon état.

Si la situation des deux successions ne se ressemblait guère, le contraste était plus grand encore entre les deux personnes royales appelées à les recueillir ; et pas plus l'une que l'autre, il faut le dire, ne ressemblaient aux héritiers présomptifs ordinaires, élevés sur les marches d'un trône avec l'espérance d'y monter.

La fille de Charles VI, l'objet de ses inquiètes prédilections, le frêle et dernier rejeton d'une race de souverains terribles et de chevaliers bardés de fer, l'archiduchesse Marie-Thérèse, était une aimable princesse douée de toutes les grâces et animée de tous les sentimens délicats et affectueux qui font d'une jeune femme, dans quelque rang qu'elle soit placée, le charme de sa famille et la parure de sa société. Sa figure, telle que M. d'Arneth nous la décrit, avait plus de séduction encore que de beauté : ses yeux, d'un bleu un peu sombre, étaient pleins de vivacité et de douceur. Sa chevelure blonde retombait en boucles abondantes. La lèvre inférieure un peu avancée (trait héréditaire de la maison d'Autriche), n'ôtait rien à l'agrément d'un sourire qui laissait voir des dents d'une blancheur éblouissante. Son teint était éclatant. Le tour de son visage décrivait un ovale parfait. Le cou se dégageait avec élégance des épaules tombantes. L'expression de la physionomie révélait la pureté de l'âme.

L'éducation de la princesse avait été soignée sans dépasser pourtant, en aucun genre, la mesure d'instruction commune aux dames

distinguées de la cour. Elle excellait surtout dans les arts d'agrément et chantait même avec tant de perfection et de sentiment que son maître, un compositeur italien distingué, disait que, pour faire sa fortune, elle n'aurait qu'à paraître une fois sur le premier théâtre de Vienne : genre de mérite fort apprécié dans une ville où le sens musical a toujours été très développé. Il ne paraît pas qu'on eût pris autant de peine à cultiver ses connaissances littéraires, si on en juge du moins par l'orthographe très défectueuse de ses lettres écrites tour à tour dans un français un peu germanique et dans un allemand trop francisé. Elle parlait pourtant couramment plusieurs langues et savait du latin, ce qui était nécessaire à une future reine de Hongrie pour n'être pas trop étrangère à la langue officielle de ses sujets. Chrétienne fervente et fille dévouée, elle ne goûtait que les plaisirs simples et les joies de l'intérieur. Sa mère, l'impératrice Élisabeth, qui aimait le bruit et le mouvement, se plaignait que, bien qu'elle lui eût fait apprendre à tirer passablement à la cible, elle n'avait jamais pu lui faire prendre goût à la chasse. Tout en elle, en un mot, semblait fait pour plaire plutôt que pour éblouir. C'était une douce compagnie qui égayait une cour un peu assombrie, comme une fleur délicate qui s'épanouit dans les fissures d'un vieil édifice (1).

Ceux-là seulement qui l'approchaient de très près, ceux surtout qui avaient à l'entretenir à l'occasion de ses droits et de ses intérêts futurs, avaient pu s'apercevoir que, sous cet extérieur de grâce féminine, se cachait le germe de dons et peut-être de passions plus mâles. Quand elle était amenée à parler soit des maux qui accablaient l'empire, soit du rôle qu'elle devait y jouer un jour, sa voix et son regard s'animaient et son langage trahissait une netteté d'intelligence et surtout une fermeté de résolution dignes de l'avenir qui l'attendait. La jeune fille parlait tout d'un coup de manière à étonner de vieux politiques ; elle savait et disait ce qu'elle voulait. C'est ainsi qu'elle n'avait laissé à personne le soin de conduire la négociation très délicate qui avait pour but d'assurer le choix de son époux. Tout prétendant à la main de l'héritière d'Autriche étant par là même un aspirant désigné à l'élection de la couronne impériale, et les concurrens ne faisant pas défaut, la préférence à donner entre eux était une décision de grande importance qui intéressait non-seulement l'Autriche, mais l'Allemagne entière, et où la raison d'état avait droit d'être écoutée encore plus que le sentiment. La princesse, cependant, n'hésita pas, dès le premier jour, à déclarer, avec l'ingénuité d'un cœur innocent, le penchant qu'elle éprouvait pour son jeune cousin, le prince François, héritier du

(1) D'Arneth, *Histoire de Marie-Thérèse*, t. I, p. 10, 13, 86, 355, 356.

duché de Lorraine : inclination d'autant plus naturelle qu'elle avait le plein agrément de l'empereur son père. Mais l'approbation n'était partagée ni par les diplomates ni par les politiques du conseil aulique. Le prince avait le tort d'être, comme le petit peuple qu'il était appelé à gouverner, plus Français qu'Allemand, ce qui, par une singulière coïncidence, excitait contre son élévation possible autant de méfiance en France qu'en Allemagne. Au-delà du Rhin, on lui trouvait trop peu de sang germanique pour ceindre la couronne de Charlemagne. A Versailles, on ne pouvait souffrir de voir annexer à l'empire, par un lien aussi intime, une province comme la Lorraine, enclavée dans les limites de la France et qui tenait la clé de nos frontières. Pour surmonter tant de résistances, le duc de Lorraine dut enfin abandonner, bien à regret, à la France des possessions patrimoniales où sa famille était adorée pour recevoir en échange le grand-duché de Toscane, où il ne devait exercer qu'une domination nominale et passagère.

La princesse présida elle-même à la transaction, mettant autant d'ardeur à défendre son choix que de sagacité à comprendre et de fermeté à résoudre les difficultés politiques qui s'y opposaient. Un diplomate éprouvé, le ministre d'Angleterre, M. Robinson (à qui l'alliance projetée ne plaisait nullement, mais qui se voyait forcé de céder comme les autres), en témoignait son étonnement dans des dépêches confidentielles. « Cette princesse, disait-il, a vraiment l'esprit très élevé : elle raisonne déjà; les malheurs de son père la touchent comme les siens propres,.. et elle est si bien faite pour régner qu'on voit déjà qu'elle ne le regarde que comme l'administrateur des états qui lui appartiennent. Mais si le jour elle montre cette hauteur de sentimens (*that lofty humour*), la nuit elle ne fait que soupirer pour son duc de Lorraine. Si elle dort, c'est pour rêver à lui; si elle veille, c'est pour parler de lui à la dame qui lui tient compagnie. On peut être certain qu'elle ne renoncera jamais ni au gouvernement ni au mari qu'elle croit faits pour elle, pas plus qu'elle ne pardonnerait à celui qui les lui ferait perdre (1). »

Le mariage une fois conclu, la nouvelle grande-duchesse prit à l'égard de l'époux, qui n'était son égal ni pour le rang ni pour l'intelligence, l'attitude de la femme la plus dévouée, la plus soumise et presque la plus humble. « Donnez-moi de vos nouvelles, lui écrivait-elle pendant une courte absence; loin de vous, je ne suis qu'une pauvre chienne. » On en voudrait à M. d'Arneth de produire au jour, même après cent ans écoulés, ces enfantillages de la tendresse conjugale s'il n'y trouvait l'occasion de mettre en

(1) Coxe, *Histoire de la maison d'Autriche*, t. IV, chap. XCI.

lumière le trait qui devait faire l'originalité de cette noble vie : l'union de toutes les vertus domestiques dans leur expression la plus simple, on dirait presque un peu bourgeoise, avec l'élévation toujours royale des pensées et des actes.

A Berlin, ce n'était point sur une faible jeune femme que reposait l'espoir de la dynastie régnante ; c'était sur quatre princes dans la fleur de l'âge, tous élevés dans le métier des armes. La Providence avait béni, par une lignée florissante, l'union des puissantes maisons de Prusse et d'Angleterre. Mais jamais faveur du ciel ne fut moins bien reconnue. Le vieux roi, par des emportemens insensés, la reine par une humeur hautaine et capricieuse, réussissaient à faire de leur intérieur un véritable enfer. Les jeunes princes et les princesses leurs sœurs elles-mêmes, tour à tour épouvantés par des violences ou exténués par des privations matérielles, vivaient devant leurs parens dans un état de terreur qui comprimait leurs plus heureuses facultés ; et, par une application toute nouvelle du droit d'aînesse, celui que ce singulier père poursuivait de ses plus mauvais traitemens, c'était précisément son héritier, le prince Frédéric, qui paraissait pourtant tenir de la nature de brillantes dispositions. Réduit au désespoir par l'excès des humiliations et des souffrances, le jeune homme avait tenté de fuir ; mais, surpris dans cette tentative, enfermé dans une prison d'état comme un vil criminel, contraint d'assister lui-même au supplice de l'ami qui n'avait d'autre tort que d'avoir favorisé son évasion, il avait enfin semblé fléchir sous cet excès d'oppression. Il avait demandé grâce, avouant des fautes qu'il n'avait pas commises et promettant un repentir qu'il ne pouvait éprouver. Depuis lors, il vivait dans une soumission aux moindres volontés paternelles qui dépassait la mesure du respect filial. On l'avait vu, fuyant jusqu'à l'ombre d'une ingérence quelconque dans les affaires de l'état, se réconcilier avec les ministres qui avaient aidé à le persécuter et les traiter même d'amis intimes. Il se résignait à vivre dans un petit manoir d'où il ne sortait que pour prendre part à des manœuvres militaires, qu'il exécutait avec intelligence, mais sans ardeur ; adonné tout entier, le reste du temps, à des goûts spéculatifs que son père pouvait dédaigner, mais qui ne l'offensaient pas. Poésie, musique, littérature, il se livrait à toutes sortes d'études, s'essayant lui-même dans tous les genres, nouant des relations et des correspondances suivies avec tous les savans, tous les artistes, et tous les littérateurs d'Europe. Son admiration juvénile s'adressait même à tous indistinctement avec plus de passion que de choix, aussi bien au pieux Rollin qu'au prédicant luthérien Beausobre ou au pesant métaphysicien Wolf ; et si, entre tous, il distinguait et comblait de caresses l'illustre Voltaire, c'était

sans faire beaucoup de différence entre les œuvres vraiment belles et les plus médiocres de cet homme de génie, et en mettant couramment *la Henriade* au niveau d'Homère.

Une petite société s'était formée autour de lui, dans sa retraite de Rheinsberg (petit château dont il avait transformé le nom en celui plus classique de Remusberg). Tous y menaient, à son exemple, à la fois studieuse et joyeuse vie, associant le culte des muses à des plaisirs discrets. La compagnie était composée de personnes dont le rang et la qualité ne pouvaient donner d'ombrage à la politique la plus soupçonneuse. C'étaient des savans modestes, des officiers d'un grade inférieur. On y causait de tout, même de la politique idéale et abstraite, à la mode d'Aristote et de Platon, des meilleures formes ou des meilleures conditions de gouvernement possibles. La seule chose dont il était interdit de parler, c'était de la politique du jour et surtout de celle du lendemain. « En honneur, écrivait le prince au ministre Grumkow, je puis vous assurer que je vis comme si le roi était immortel, et je veux mourir sur l'heure si je me suis formé un plan pour l'exécuter après sa mort (1). » L'étude, en un mot, l'étude seule semblait absorber toute l'activité d'une intelligence refoulée dans son premier essor par une main despotique et écartée de toute autre voie.

Cette recherche passionnée de la vérité et de l'art était-elle l'expression d'un sentiment bien sincère, ou n'était-ce que la distraction et le déguisement d'une ambition contenue? Le prince ne recherchait-il, en réalité, d'autre conquête que celle de la science et ne se préparait-il à d'autres combats qu'à ceux du raisonnement? C'est sur quoi on discourait autour de lui de façons fort diverses et les connaisseurs étaient partagés. Les gens de lettres, à qui l'amour-propre rend l'illusion facile, tout entiers au charme et à l'orgueil de trouver un collaborateur de si haut parage, célébraient à l'envi le Marc Aurèle ressuscité avec qui la philosophie allait monter sur le trône. Le plus célèbre et le moins crédule, — j'ai nommé Voltaire, — paraît avoir, comme un autre, partagé cet entraînement. Vingt ans après, à la vérité, désenchanté par l'expérience, Voltaire a parlé des premiers jours de cette amitié royale d'un ton leste et dégagé qui ferait croire que, de bonne heure, il s'était mis en garde contre leur séduction. « Le prince héréditaire employait, dit-il dans ses *Mémoires*, ses loisirs à écrire aux gens de lettres de France qui étaient un peu connus dans le monde. Le principal fardeau tomba sur moi. C'étaient des lettres en vers, des traités de métaphysique, d'histoire et de politique. Il me traitait d'homme divin : je le traitais de Salomon,

(1) *OEuvres de Frédéric le Grand*, publiées en 1850, t. XVI, p. 95. — *Correspondance générale* (Lettre à M. de Grumkow, 1732.)

les épithètes ne nous coûtaient guère. On a imprimé quelques-unes de ces fadaises dans le recueil de mes œuvres. »

Mais Voltaire se vante : rien dans sa volumineuse correspondance n'indique qu'il ait, dès lors, trouvé si lourd le fardeau de ses relations avec un futur souverain, ni qu'il ait été si peu sensible à l'échange de douceurs et de complimens qui en était la suite. Bien loin de traiter de fadaises les factums de poésie et de morale qui lui étaient expédiés sous le cachet du prince, quand il ne les admirait pas sans restriction, il les corrigeait sans sourire. Il ne fit pas même d'exception pour une réfutation, devenue fameuse, des doctrines de Machiavel, qu'il se charga de faire imprimer, et où cependant un lecteur moins prévenu aurait reconnu sans peine un simple exercice de collège dépourvu de tout accent de conviction personnelle. Tout porte donc à croire que, de la meilleure foi du monde, Voltaire pensait qu'un prince qui le traitait d'homme divin devait être l'espérance du genre humain.

Mait ceux qui, recevant moins de bonnes paroles, conservaient plus de sang-froid, éprouvaient aussi moins de sécurité; certains indices leur faisaient reconnaître, sous l'apprenti poète ou métaphysicien, un disciple moins désintéressé de la morale et de la vérité pures. Ils remarquaient, non sans alarmes, un ton de conversation généralement sarcastique et sceptique sur tous les sujets, un jugement dénigrant et dédaigneux sur toutes les personnes, et parfois une dureté d'accent et de regard qui évoquait le souvenir sinistre de la ressemblance paternelle. Chacun sentait, en un mot, que le jour où ce prince, si peu fait sur le modèle commun, prendrait le pouvoir en main, serait un jour de surprise; mais personne ne pouvait dire qui serait déçu ou de la philosophie qui espérait en lui, ou de la politique qui s'en défiait.

Naturellement c'était dans les cours étrangères et dans les chancelleries que la question était faite le plus souvent, et qu'on mettait le plus de curiosité à en deviner la réponse. Dans la complication d'intérêts qui s'agitaient en Europe, avec les luttes d'influences dont tout le monde gardait le souvenir et prévoyait le retour, il n'était indifférent à personne de savoir de quel côté se rangerait, un jour de conflit, un jeune souverain qui trouverait sous sa main, dès le premier jour, soixante-dix-mille hommes et un nombre considérable de millions. Aussi était-ce, parmi les ministres étrangers, à qui tâcherait de pénétrer dans sa retraite, chacun muni du genre d'argument auquel on pouvait le croire accessible. On l'avait marié contre son gré, et il vivait éloigné de la princesse royale, affectant de n'user avec elle d'aucun des droits de l'intimité conjugale. Par l'intermédiaire de la reine sa mère, sœur de George II, l'Angleterre lui faisait offrir la main d'une de ses princesses pour le cas où il

songerait à un divorce. L'Autriche, mieux avisée peut-être, essayait de le toucher à un point plus sensible que le cœur. L'ambassadeur de Charles VI lui avait d'abord sauvé la vie en le protégeant contre la colère de son père, qui voulait le mettre en jugement, et en déclarant qu'un prince de maison souveraine ne pouvait être justiciable que de l'empereur. Puis quand il fut pardonné et que la sordide économie du vieux roi le laissait souvent privé du nécessaire, le même envoyé était venu lui offrir de venir en aide à son dénûment par une subvention régulière sur la cassette impériale, proposition qui fut acceptée avec un empressement aussi peu royal que philosophique. Ce moyen de se mettre en grâce paraissant réussir, la Russie, à son tour, voulut en user, mais elle dut y mettre plus de façons. Ce ne fut pas de l'impératrice Anne elle-même, mais de son premier ministre Biren, que les avances furent censées provenir; elles passèrent par les mains du ministre de Saxe à Saint-Pétersbourg, digne seigneur qui avait gagné la confiance du prince pendant son séjour à Berlin en lui enseignant la métaphysique. Les remises d'argent eurent lieu par des voies détournées, après avoir été annoncées, d'après un chiffre convenu, sous forme d'envois de livres d'histoire ou de philosophie.

Quant à la France, ou elle n'avait pas cherché, ou elle n'avait pas trouvé de façons équivalentes de se faire bien voir. Un de ses envoyés, La Chétardie, homme de goût et bon convive, avait bien su se faire admettre, à plus d'une reprise, dans l'intimité du Rheinsberg : mais il n'en était pas de même de son successeur, le marquis de Valori, vieux soldat cachant un mérite véritable sous des manières rustiques, que rendait plus gauches encore son extrême obésité. Frédéric, qui devait plus tard lui rendre plus de justice, l'avait pris en déplaisance et s'amusait à le tourner en ridicule. Aussi quand le pauvre diplomate, assez maladroitement, avait demandé une audience pour lui parler d'affaires, il n'en avait obtenu que cette sèche réponse : « Les commissions dont vous êtes chargé ne peuvent être relatives qu'à la personne du roi, et je ne crois pas qu'il soit séant que je m'en informe. » — Sur quoi l'interlocuteur, un peu déconfit, rendait compte du mauvais succès de sa démarche à son ministre dans des termes qui peignaient assez bien et sa propre ignorance et les incertitudes de l'opinion. « Le prince royal, écrivait-il, donne l'exemple d'une attention continuelle à s'observer sur les démarches les plus simples. A la dissimulation près, son caractère ressemble à celui de son père : ceux qui le connaissent le mieux sont persuadés qu'il faudra faire connaissance avec lui sur nouveaux frais ; il ne sera plus le même homme, mais ils ignorent ce qu'il sera. » Un état d'attente inquiète était ainsi général d'un bout de l'Allemagne et presque de l'Europe

à l'autre : résultat naturel de l'étrange caprice de la fortune qui remettait la destinée de deux grands royaumes à deux choses aussi incertaines que la fermeté d'âme d'une femme et la sincérité d'un philosophe.

Le philosophe fut le premier que la destinée mit à l'épreuve en l'appelant à régner. Le 31 mai 1740, le vieux Frédéric-Guillaume expirait après une longue agonie, et son fils sortait de sa retraite pour lui succéder. Si ce jour-là le prince royal n'avait encore pensé à rien, il est certain que le lendemain le nouveau roi se trouva prêt à tout. Finances, administration, armée, diplomatie, ou il avait tout médité ou tout lui fut révélé d'un coup d'œil. Il n'avait pas régné vingt-quatre heures que tous, anciens conseillers ou nouveaux favoris, savaient déjà à ne pas s'y méprendre qu'ils n'avaient à se prévaloir ni ceux-ci de leurs anciens services politiques, ni ceux-là de leur confidences littéraires, mais tous à servir un maître qui entendait les employer, les uns comme les autres, à des desseins arrêtés dont il gardait le secret. Ce fut un coup de théâtre qui causa plus d'une déception et qu'un écrivain éminent, Macaulay, a cru pouvoir comparer à la fameuse scène de Shakspeare où le prince de Galles, devenu Henri V, congédie ses compagnons de débauche. Cette assimilation manque d'exactitude : Voltaire n'avait rien de Falstaff, les hôtes du Rheinsberg ne ressemblaient pas à une grossière bande de viveurs, et Frédéric ne congédia personne. Ce qui caractérisa, au contraire, sa conduite dans cette prise de possession du pouvoir, c'est que, conservant à peu près toutes les traditions et surtout tous les résultats de la politique paternelle, ne corrigeant que ce qu'ils avaient de violent et d'excentrique, il sut leur imprimer à l'instant le cachet de son originalité propre.

D'une part, il maintenait tous les ministres en activité; non-seulement il ne licenciait pas un soldat, mais il accroissait l'effectif de ses troupes en attachant seulement plus de prix à la valeur et au nombre des hommes qu'à leur taille. Ceux de ses amis qui avaient compté sur des largesses pécuniaires eurent le chagrin d'apprendre que, s'il savait mieux dépenser, il comptait pourtant tout aussi bien que son père et ne tiendrait pas moins serrées que lui les clés du trésor. Mais en même temps rien n'indiqua ni qu'il dît adieu ni seulement qu'il fît trêve à aucune de ses préoccupations de la veille. Soit que, par l'instinct du génie, il devinât l'action nouvelle qu'allaient exercer sur le monde la philosophie et les lettres, soit que, comme tous les hommes destinés à agir sur leurs contemporains, il partageât lui-même leurs passions et leurs tendances, il n'eut garde d'éloigner de lui, même un jour, ces puissances naissantes; loin de là, il sembla prendre soin de les enchaîner plus que jamais à son service, décidé à se faire suivre d'elles partout, même sur le champ

de bataille, pour y trouver, non le délassement de ses loisirs, mais l'instrument de ses desseins. « J'ai d'abord commencé, écrivait-il à Voltaire, par augmenter les forces de l'état de siège de seize bataillons, de six escadrons de hussards et d'un escadron de gardes du corps. J'ai posé le fondement de notre nouvelle académie. » Une armée et une académie mises sur le même pied le même jour pour servir la même politique, c'est Frédéric tout entier (1).

Tel il apparut sur la scène aux spectateurs contemporains, tel il se montre à nous dans les coulisses où les publications récentes nous font pénétrer. Le novice de vingt-huit ans se fait voir dès le premier jour exactement et de tout point semblable à ce que sera plus tard le vieux monarque chargé d'années, de gloire et d'expérience. C'est la même variété d'arts au service de la même unité de vues ; c'est une statue coulée en bronze d'un seul jet. C'est par là que les nouvelles révélations sont curieuses et qu'elles donnent un véritable intérêt à des détails qui pouvaient jusqu'ici paraître insignifians.

Ainsi la *Correspondance politique* s'ouvre par les instructions données aux envoyés chargés de faire part aux diverses cours de l'avènement du nouveau règne. On sait ce que sont d'ordinaire ces missions d'apparat, qui ne consistent guère qu'en un banal échange de complimens. Ici, rien de pareil ; il n'est pas une de ces pièces où l'on ne saisisse l'empreinte d'un génie personnel et comme l'ongle du lion. Celles qui sont adressées aux cabinets de Versailles et de Londres ont en particulier ce caractère. Il est vrai que la situation de ces deux cours, très critique à cette date, donnait à toutes démarches faites auprès d'elles une importance particulière. C'était le moment où, après trente-cinq ans de paix, la France et l'Angleterre allaient reprendre, malgré leurs gouvernemens et sous l'empire de passions populaires irrésistibles, le cours de leur rivalité séculaire. Le ministre anglais Walpole venait à regret, sous la pression de son parlement, de déclarer la guerre à l'Espagne, et le ministre français, le vieux Fleury, de plus mauvaise grâce peut-être encore, se laissait entraîner à prendre part à la lutte, par suite de la solidarité qui unissait les deux trônes de la maison de Bourbon.

Il est curieux de voir avec quelle promptitude de coup d'œil Frédéric prend à l'instant entre les parties adverses une place intermédiaire qui lui permet de mettre son amitié à prix et de la proposer sans détour au plus offrant. Ce rôle de marchandage politique et militaire est celui qu'il jouera toute sa vie dans les querelles européennes, trafiquant de son génie et de ses armes comme un commerçant de ses capitaux, avec cette différence que, pour les com-

(1) Frédéric à Voltaire. *Correspondance générale*, 27 juin 1740.

merçans, les marchés tiennent quand ils sont conclus et que Frédéric, au contraire, n'hésitera jamais à rompre les siens, même après les signatures données, pour peu qu'on lui propose une surenchère avantageuse.

Le choix même des envoyés paraît avoir été calculé par lui à dessein. Tandis qu'à Londres ou plutôt à Hanovre, où le roi George se trouvait en passage, il se fit représenter par un diplomate de vieille roche et un noble de vieille souche, le comte de Truchsess, — pour complimenter Louis XV, au contraire, il désigna un simple officier, le colonel de Camas, fils d'un réfugié de l'édit de Nantes, mais qui était un des amis de sa jeunesse, un membre de sa coterie intime. Bien des gens s'étonnèrent de voir un si petit personnage accrédité auprès d'un si grand roi et un émigré protestant renvoyé dans son ancienne patrie que gouvernait encore un cardinal. A ceux qui témoignèrent cette surprise Frédéric se borna à répondre en raillant que Camas était manchot, tandis que le marquis de Valori, l'envoyé de France, avait perdu trois doigts par suite d'une blessure. « Le roi de France m'a envoyé un ambassadeur qui n'a qu'une main, dit-il, je m'acquitte de ce que je lui dois en lui en envoyant un qui n'a qu'un bras. »

La vérité était que Truchsess était chargé de faire entendre à Londres que l'envoi de Camas au roi de France, — précisément parce qu'il était peu naturel, — était l'indice d'une mission confidentielle au-devant de laquelle l'Angleterre devait se hâter de courir si elle voulait en prévenir l'effet. Camas, de son côté, devait insinuer à Versailles qu'admis de longue date dans l'intimité du nouveau roi, il avait pénétré les desseins ambitieux de sa jeune âme et qu'il fallait les seconder au plus vite si on ne voulait la tourner contre soi.

« Vous ferez, était-il dit à Truchsess, au roi d'Angleterre des assurances d'amitié personnelle à l'infini, et devant les ministres ou les créatures françaises vous affecterez beaucoup de cordialité quand même il y en aurait très peu... Mais vous ferez beaucoup valoir l'envoi de Camas en France. Vous direz *avec un air de jalousie* qu'il possède ma confiance et qu'il ne va pas en France pour enfiler des perles (1). »

Voici d'autre part l'instruction de Camas :

« L'augmentation qui se fera de mes troupes pendant votre séjour à Versailles vous fournira l'occasion de parler de ma façon de penser, vive et impétueuse ; vous pouvez dire qu'il était à craindre que cette augmentation ne produisît un feu qui mît l'incendie dans toute l'Europe, que le caractère des jeunes gens était d'être entreprenant et que les idées d'héroïsme troublaient et avaient troublé

(1) *Politische Correspondenz Friedrichs des Grossen*, t. I, p. 8.

dans le monde les intérêts d'une infinité de peuples. Vous pouvez dire que j'aime la France naturellement, mais que, si on me négligeait à présent, ce serait peut-être pour toujours et sans retour; mais qu'au contraire, si l'on me gagnait, je serais en état de rendre à la monarchie des services plus importans que Gustave-Adolphe ne lui en a jamais rendu. Vous ferez mille civilités au cardinal, vous paierez paroles veloutées de paroles veloutées et les réalités d'autres réalités. Excitez, autant qu'il sera en vous, l'envie qu'ils ont contre l'Angleterre (1). »

Outre sa mission officielle doublée, comme on voit, d'instructions secrètes, Camas avait encore, chemin faisant, une autre tâche à remplir, qui, celle-ci non plus, ne consistait pas sans doute, dans la pensée de Frédéric *à enfiler des perles*. A moitié route, entre Berlin et Paris, il dut se détourner pour frapper à la porte de Voltaire, qui séjournait momentanément à Bruxelles avec sa célèbre amie Mme du Châtelet pour veiller à un procès que la marquise soutenait devant les tribunaux flamands. Le prétexte de ce temps d'arrêt était de faire suspendre la publication commencée de *l'Anti-Machiavel*, que Voltaire avait confiée à un éditeur de La Haye. Je dis le prétexte, car l'éditeur s'étant absolument refusé à se dessaisir d'un manuscrit auquel la nouvelle dignité de l'auteur ajoutait un prix inespéré, Frédéric n'insista pas et ne parut nullement contrarié que ses élucubrations morales fussent appelées à voir le jour. Le vrai but de la visite de Camas, qui fut faite d'ailleurs avec ostentation, était de montrer à toute l'Europe lettrée que le poète couronné saluait la royauté littéraire avant toute autre. Camas le laissa si bien entendre et Voltaire se le laissa si bien dire que, quelques jours après, Frédéric pouvait lui écrire, sans craindre de paraître trop railleur : « Les lettres de Camas ne sont remplies que de Bruxelles. A juger par ses relations, il semble qu'il ait été envoyé à Voltaire et non à Louis. » Aux complimens était joint le cadeau d'un quartaut de vin de Hongrie, et Voltaire, dans ses *Mémoires*, raconte qu'il trouva « ce don liquide, » comme il l'appelle, fort au-dessous de ce qu'il attendait des largesses royales. Nul doute qu'il en eût préféré de plus solides; mais s'il trouva le vin médiocre, quant à la flatterie du moins il la savoura avec avidité.

Derrière Camas, d'ailleurs, Voltaire était averti qu'il allait voir arriver Frédéric lui-même. La même lettre lui faisait savoir que le nouveau roi serait à la fin de l'été sur les bords du Rhin et lui donnait rendez-vous dans la ville de Clèves. Le motif de ce déplacement n'avait rien que de naturel. Le duché de Clèves, bien que détaché du reste des états prussiens, faisait partie par héritage du patrimoine

(1) *Politisches Correspondez Friedrichs des Grossen*, t. I, p. 8.

de la maison de Brandebourg. Les rois de Prusse avaient, de plus, la prétention d'y joindre au même titre les duchés de Berg et de Juliers, à l'extinction de la maison palatine, dont le dernier titulaire, l'électeur régnant, était vieux et sans enfant. Il était donc assez simple que Frédéric vînt recevoir les hommages de ses provinces rhénanes, en même temps que veiller au maintien de ses droits éventuels. Mais outre cet intérêt qui était réel, il n'est pas défendu de penser que l'idée de se rapprocher de cette France, qui était encore le plus grand théâtre politique intellectuel et militaire de l'Europe, ne fût point étrangère à une résolution qui, bien qu'explicable, parut à tout le monde un peu hâtive.

Quand le départ du roi fut connu à Berlin, le bruit se répandit qu'il avait l'intention de pousser jusqu'à Paris. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'arrivé presque en vue de France, la tentation de voir de ses yeux une ville et une armée françaises devint si forte qu'il ne put y résister et qu'il conçut la pensée singulière de pénétrer incognito dans la ville de Strasbourg. Ce fut un incident qui fit grand bruit en son temps, et qui eut, comme nous l'apprendrons plus tard, des conséquences qu'on ne pouvait prévoir et plus graves même qu'on ne l'a su.

En ce temps-là, en effet, l'Europe n'était pas sillonnée de chemins de fer, et les princes de tout rang ne la parcouraient pas à toute heure, comme aujourd'hui, sans grand appareil et sans exciter plus de curiosité que d'attention. L'équipée de Frédéric était donc très étrange pour l'époque et très difficile à tenir secrète; à vrai dire, il n'y prit pas grand'peine. La suite dont il se fit accompagner, composée d'un de ses frères, le prince Guillaume, de deux aides de camp, deux chambellans et huit domestiques, était bien considérable pour un simple gentilhomme silésien, dont le passe-port ne portait que le nom obscur du comte Dufour. Encore ce passe-port fut-il dressé à la dernière heure sur la demande qui en fut faite par le gardien du poste de Kehl et scellé d'un cachet aux armes royales que le roi portait sur lui : circonstance qui n'échappa point aux assistans.

L'entrée de ce petit cortège dans la ville et sa descente à l'hôtel ou, comme on disait alors, au cabaret du *Corbeau*, fit donc sensation, d'autant plus que le personnage singulier qui était en tête demanda sur-le-champ qu'on lui fît grande chère et la meilleure possible, et qu'on allât chercher au café militaire voisin des officiers français qui voulussent bien souper avec lui. L'offre, de la part d'un inconnu, était cavalière, et l'hôtelier qui la porta fut accueilli par les rires des officiers attablés au café. Deux d'entre eux pourtant, capitaines au régiment de Piémont, qui se trouvaient peut-être déjà en pointe de vin, se risquèrent à l'accepter, sans doute avec la pensée de se divertir aux dépens de la cuisine et de la pédanterie tudesques.

A leur grande surprise, ils trouvèrent dans leur hôte mystérieux un jeune seigneur de grande mine, d'un esprit leste et dégagé, parlant français sans accent, vif dans ses propos et prompt à la réplique, faisant avec d'excellens vins raison à leurs santés et chorus à leurs chansons grivoises. Vers la fin du souper seulement, le prétendu comte se permit sur la tenue des troupes françaises quelques plaisanteries qui furent relevées avec vivacité par l'un des convives, et la querelle allait s'aigrir si l'autre, qui avait mieux conservé son sang-froid et se doutait de quelque chose, n'avait fait taire son camarade et rompu à temps l'entretien. Ils se retirèrent à une heure avancée de la nuit en priant les nobles étrangers de leur rendre la politesse et de venir souper avec eux le lendemain à leur café; puis, dès le matin, ils allèrent rendre compte de leur étrange rencontre au gouverneur de la province.

C'était un vieux militaire assez renommé, qui avait commandé en chef et géré une grande ambassade, le second maréchal de Broglie (circonstance qui me procure l'avantage de posséder un récit de cette petite aventure fait sur l'heure et de première main, mais plus fidèle que ceux qui circulèrent dans les gazettes et qu'on trouve dans les mémoires). Le maréchal, jugeant qu'un inconnu qui faisait si grandement les choses, ne pouvait être qu'un prince ou un aventurier, recommanda aux jeunes gens de se tenir en garde et mit lui-même sa police en campagne. Il convient même qu'un instant il eut la pensée de le faire arrêter. Au même moment, le roi, se doutant qu'il ne pourrait pas passer inaperçu, lui envoyait son frère et deux de ses compagnons, toujours sous leurs noms supposés, pour lui offrir ses complimens avec ses excuses de ne pouvoir venir lui-même, à cause d'une indisposition qui ne lui permettait pas de sortir. Le maréchal reçut les visiteurs de bonne grâce, les dévisagea pourtant avec attention et les retint à dîner en leur proposant (c'était jour férié) d'entendre auparavant la messe dans sa chapelle. L'offre parut leur causer plus d'embarras qu'il n'appartenait à des nobles d'une province en grande partie catholique comme la Silésie. Après quelque hésitation, un seul se décida à accompagner le maréchal au service divin. Celui-là avait l'accent italien : c'était, en effet, le Vénitien Algarotti, jeune savant dont Frédéric venait de faire un comte et un chambellan. C'était le seul qui parût à l'aise et qui tînt le dé de la conversation; les autres étaient fort empêchés, semblant (dit le maréchal dans son récit) avoir *fort peu de monde*.

Pendant qu'on disait la messe et qu'on servait le dîner, Frédéric, qui s'ennuyait à l'auberge, avait imaginé pour se distraire de monter sur la plate-forme du clocher de la cathédrale; comme il en descendait, il fut accosté sur le parvis par un bourgeois de la ville lui, se jetant à ses pieds, le supplia en l'appelant *sire* et *votr*

majesté de lui accorder la libération de son neveu. Ce neveu était un grand garçon de 5 pieds 8 pouces qui, voyageant en Allemagne, avait été saisi et enrôlé de force, en raison de sa haute stature, dans les grenadiers de la garde du feu roi Guillaume. Comme Frédéric se débattait en disant à l'homme qu'il était fou et pressait le pas pour lui échapper, celui-ci tira de sa poche et lui fit voir une médaille à son effigie, distribuée à Berlin le jour de son couronnement. Frédéric alors lui mit brusquement la main sur la bouche et lui promit tout ce qu'il voudrait pourvu qu'il gardât le silence. L'autre promit tout et naturellement alla tout conter au cabinet du gouverneur. Il y rencontra deux soldats, déserteurs de l'armée prussienne, qu'on avait mis aux aguets dans le voisinage du *Corbeau* et qui venaient rendre le même témoignage.

Averti de la vérité avant que ses convives l'eussent quitté, le maréchal, au moment de les laisser partir, en prit un à part et le pria de faire savoir au comte Dufour qu'il était reconnu et qu'on était prêt à lui rendre tous les honneurs dus à son rang, s'il le trouvait bon, comme à ne rien dire, si mieux lui convenait. En réponse, le roi lui fit dire qu'il allait venir et demandait à être reçu en particulier.

Comment se passa l'entretien? Frédéric, très ennuyé d'être découvert et un peu confus de s'y être exposé, témoigna-t-il une mauvaise humeur qui embarrassa le maréchal? Le maréchal le reçut-il avec un étalage de politesses et de salutations qui achevèrent de le trahir aux yeux des domestiques? Avait-il mis pour le recevoir tous ses ordres et son habit de cérémonie? Profita-t-il avec peu de tact de la circonstance pour parler de politique et rappeler qu'étant ambassadeur auprès du roi d'Angleterre, il avait rencontré le feu roi de Prusse à Hanovre et signé même avec lui une convention diplomatique? Mit-il la conversation sur le militaire et en prit-il occasion pour rappeler les succès qu'il venait de remporter lui-même en Italie, dans une campagne où la Prusse avait pris parti pour l'Autriche? C'est ce qu'il est difficile de savoir, vu que l'entrevue n'eut d'autres témoins que deux aides de camp de Frédéric. Toujours est-il que le roi sortit, au bout de très peu de temps, plus maussade qu'il n'était entré, saluant sèchement la maréchale, qui insista pour lui être présentée et promettant d'assez mauvaise grâce de revenir souper pour aller ensuite à la comédie.

On lui donna, sur sa demande, un officier pour le conduire à la citadelle. Entre temps, la nouvelle s'était ébruitée, et à la porte de l'hôtel, il trouva une foule assemblée qui lui fit cortège jusqu'aux remparts. Il visita tout, canons, arsenal, fortifications, se fit tout expliquer dans le dernier détail; puis rentré à son auberge, il demanda des chevaux de poste, adressa au maréchal un billet d'excuse très peu poli et partit à la brune avec moins de façon encore

qu'il n'était venu. Le désappointement du maréchal et du public fut d'autant plus grand qu'on avait fait préparer dans la loge principale un siège élevé et un tapis pour le royal visiteur et que la salle était déjà comble bien avant l'heure du spectacle (1).

Arrivé à Wesel, Frédéric tailla sa plume pour envoyer à Voltaire un récit burlesque de son expédition moitié prose et moitié vers, sur le modèle du *Voyage* de Chapelle et de Bachaumont, où il se moquait de tout le monde, un peu de lui-même, beaucoup de la morgue et des grands airs du maréchal, et surtout de la France et des Français. « Là, disait-il, j'ai vu ces Français dont vous avez tant chanté la gloire,

. . . . . .
Ce peuple fou, brutal et galant,
Superbe en sa fortune, en ses malheurs rampant,
D'un bavardage impitoyable
Pour cacher le creux d'un esprit ignorant.
. . . . . .
Léger, indiscret, imprudent.
Non, des vils Français, vous n'êtes pas du nombre;
Vous pensez, ils ne pensent pas. »

Voltaire, en recevant ce beau chef-d'œuvre, ne trouva à redire qu'à la facture des vers, qui effectivement clochait un peu. Quant aux outrages adressés à ses compatriotes, il les prit en bonne part, ne s'apercevant pas qu'il les justifiait en les supportant. Avant même de le connaître, Frédéric avait deviné qu'avec ce grand esprit, comme avec la secte de ses disciples et la tourbe de ses imitateurs,

(1) J'ai suivi, dans le récit de cet incident, le compte-rendu fait par le maréchal lui-même, le lendemain de la visite de Frédéric. Naturellement, si le vieux gouverneur fut coupable de quelque maladresse, ou il n'en eut pas conscience, ou il se garda d'en faire l'aveu, de sorte qu'on ne peut bien comprendre ce qui excita la mauvaise humeur du roi à un degré tel que, quand le maréchal dut, l'année suivante, entrer de nouveau en relation avec lui, pour exécuter des opérations militaires, ce souvenir créa entre eux une véritable difficulté.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les choses ne se passèrent pas comme elles sont racontées dans les récits venus de l'entourage de Frédéric, entre autres dans les souvenirs de Thiebaut (*Vingt Ans de séjour à Berlin*, t. I, p. 151). Suivant Thiebaut, ce fut pendant un dîner auquel Frédéric se laissa convier par le maréchal que la reconnaissance eut lieu, et la maréchale, qui ne fut avertie de rien, se permit des propos qui blessèrent Frédéric sur le compte de la reine sa mère, qu'elle avait connue à Hanovre dans sa jeunesse. Puis, à la fin du repas le maréchal s'oublia jusqu'à se servir du mot de *sire*, ce qui trahit l'incognito.

Même dans ces termes, la cause de l'irritation de Frédéric paraît encore bien futile. Mais rien de tout cela n'est exact. Frédéric ne dîna pas chez le maréchal, et la maréchale ne le vit que quelques instans en cérémonie.

Les *Archives de la Bastille* (t. VII, publié cette année même) contiennent une lettre du maréchal au ministre de la guerre, rendant compte de la visite royale avec des détails conformes à ceux du récit que je possède.

on aurait toujours raison de la fierté nationale en caressant la vanité littéraire. C'est un secret qu'il devait mettre à profit en plus d'une circonstance.

L'entrevue tant attendue eut lieu enfin entre le roi et le poète, à la fin de septembre, dans le château de la Meuse, auprès de Clèves : elle fut aussi tendre, aussi chaude, aussi enthousiaste de part que d'autre. Frédéric, qui était au lit pour un accès de fièvre, se leva tout exprès pour faire accueil à son glorieux hôte. On soupa ensemble et on causa jusqu'à une heure avancée de la nuit de toutes choses, « de l'immortalité de l'âme, du libre arbitre et même des androgynes de Platon, » sinon à fond, comme dit Voltaire, au moins avec un feu roulant d'épigrammes et un choc étincelant de traits d'esprit.

Par occasion, le roi pria Voltaire de lui rendre un léger service : c'était de rédiger pour lui un manifeste à l'adresse de l'évêque de Liège, auquel il réclamait une somme d'un million en rachat d'une seigneurie située dans le domaine de ce prélat, et dont la couronne de Brandebourg se disait suzeraine. C'était une vieille contestation pendante depuis des années devant la diète germanique. Frédéric s'était mis en tête d'exiger son dû, toute affaire cessante, et à l'appui de sa prétention faisait déjà avancer un corps de troupes. Vainement l'empereur Charles VI protestait contre cette manière de brusquer les choses et de se passer de la sentence impériale. A dire le vrai, c'était précisément parce que l'empereur réclamait le droit de rendre la justice que Frédéric avait résolu de se la faire lui-même. Il tenait à montrer que, sur ce point comme en toute chose, il ne voulait dépendre de personne. Je ne sais si cette pensée perçait dans le manifeste de Voltaire, que nous n'avons pas ; mais, à coup sûr, elle n'y était pas exprimée dans des termes aussi clairs, et, pour tout dire, aussi crus que dans une petite note autographe que nous trouvons dans la *Correspondance politique,* ainsi conçue : « J'irai dans le pays de Clèves et je tenterai la voie de la douceur. Si l'on me refuse, je saurai me faire justice. L'empereur est le vieux fantôme d'une idole qui avait du pouvoir autrefois et qui était puissant, mais qui n'est plus rien à présent. C'était un homme robuste, mais le Français et le Turc lui ont donné la v... et il n'est plus rien à présent. » Convaincu par les argumens de Voltaire ou par les grenadiers prussiens, l'évêque de Liège s'exécuta et paya le million.

Mais ces procédés hautains, ce sans-façon diplomatique et militaire, commençaient à donner l'éveil aux politiques de l'Europe. « On considère ici la déclaration, écrivait le marquis de Valori (celle que Voltaire avait rédigée), comme un premier effet de cette présomption dont je vous ai parlé et de l'éloignement à consulter les

gens sages qui savent faire parler les princes avec modération et fermeté (1). » Où tendaient donc ces allures présomptueuses et ces aspirations d'une ambition mal contenue? C'est ce qu'on se demandait avec surprise, car la seule prétention que Frédéric fît connaître, la succession aux duchés de Juliers et de Berg, c'était trop peu de chose pour motiver tant de préparatifs et pour prendre le verbe si haut.

A cette question que chacun allait lui poser, la fortune devait permettre à Frédéric de faire une réponse plus prompte peut-être et plus catégorique que lui-même ne l'avait prévu. Le 26 octobre, l'empereur Charles VI mourait à Vienne presque subitement, et le courrier qui en apporta la nouvelle arriva au Rheinsberg au moment où Frédéric était aux prises avec un accès plus violent que de coutume de sa fièvre intermittente. Les officiers qui la reçurent hésitèrent à pénétrer chez le roi; l'un d'eux cependant s'y décida et lui tendit le message sur le lit où il était couché, sans ajouter un mot. Le roi le lut jusqu'au bout sans proférer lui-même une parole et sans qu'un muscle de son visage trahît la moindre émotion; puis il se leva tout tremblant encore de frisson, en ordonnant qu'on mandât à l'instant de Berlin son ministre d'état Podewils et le feld-maréchal Schwerin.

En les attendant, il reprit sa correspondance et écrivait à Voltaire : « Mon cher Voltaire, l'événement le moins prévu du monde m'empêche cette fois d'ouvrir mon âme avec la vôtre, comme d'ordinaire, et de bavarder comme je le voudrais. L'empereur est mort... Cette mort dérange mes projets pacifiques et je crois qu'il s'agira, au mois de juin, plutôt de poudre à canon, de soldats et de tranchées que d'actrices, de ballets et de théâtres... C'est le moment du changement total de l'ancien système de politique : c'est le rocher détaché qui roule sur la figure des quatre métaux que vit Nabuchodonosor, et qui les détruisit tous... Je vais faire passer ma fièvre, car j'ai besoin de ma machine et il en faut tirer à présent tout le parti possible... Adieu, mon cher Voltaire, ne m'oubliez jamais... Je vous envoie une ode en réponse à celle de Gresset (2). »

Frédéric avait raison, la pierre détachée du vieux roc de l'empire allait voler en éclats à travers l'Europe.

II.

La mort, même quand elle se fait annoncer d'avance, surprend toujours ceux qu'elle frappe. Malgré l'altération visible de la santé

(1) Le marquis de Valori au ministre Amelot, 20 septembre 1740. (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères).

(2) Frédéric à Voltaire, 26 octobre 1740. (*Correspondance générale.*)

de Charles VI, dont une profonde mélancolie était depuis plusieurs années le symptôme, personne ne s'attendait à la rapidité de l'accident qui l'emporta. Un refroidissement pris à la chasse, suivi d'une indigestion causée par un plat de champignons, le mit, en deux jours, dans un état si désespéré, qu'à peine lui resta-t-il le temps suffisant pour bénir ses enfans et recommander son âme à Dieu.

Rien n'était préparé pour un événement que tout le monde aurait dû prévoir. L'empereur laissait bien, on l'a vu, l'intégrité de sa succession à sa fille aînée par un testament revêtu de l'adhésion de toutes les puissances. Mais, outre que quelques-unes de ces adhésions étaient accompagnées de réserves menaçantes, on sait ce que valent, pour les vivans, les engagemens pris envers les morts. Une seule chose eût pu donner à ces dispositions posthumes une sanction effective : c'eût été l'élection du gendre de Charles VI et de l'époux de Marie-Thérèse à la dignité de roi des Romains, élévation qui aurait fait de lui le chef désigné d'avance du saint-empire et le successeur de Charlemagne.

Tel avait bien été, en effet, le désir de l'empereur défunt, et il en avait entretenu sous main, à plusieurs reprises, quelques-uns des princes électeurs; mais il avait tardé jusqu'au dernier jour à leur en faire la proposition publique, attendant toujours que le jeune grand-duc eût fait oublier, par un séjour de quelque durée en Allemagne ou par des services éclatans, la qualité d'étranger qu'on lui reprochait. Il aurait désiré aussi, avant de rien tenter, que l'archiduchesse eût mis au jour un héritier mâle, afin de garantir l'avenir contre le retour des embarras de la succession féminine. Aucune de ces espérances n'était réalisée : l'archiduchesse n'avait que deux filles; le jeune grand-duc, d'un caractère frivole, d'un esprit étroit et de manières hautaines, ne réussissait pas à se faire aimer; dans la dernière guerre contre les Turcs, où il avait commandé un corps d'armée, il n'avait fait preuve d'aucun mérite particulier et partageait l'impopularité commune à tous les généraux compromis dans cette campagne désastreuse.

Ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'est que c'était dans les états héréditaires de la maison d'Autriche, au centre même de son patrimoine, que ce sentiment de défiance était le plus marqué. Vienne, accoutumée depuis des siècles à être la capitale de l'empire, était peu pressée de compromettre cette position prépondérante par une fidélité excessive aux droits contestables d'une jeune femme qu'on connaissait peu, mariée à un étranger qui ne se faisait pas avantageusement connaître. Parmi les nombreux aspirans qui pouvaient prétendre à la succession de Charles VI, s'il en était un qui dût parvenir plus aisément à la couronne impériale que l'époux de Marie-Thérèse, pourquoi ne pas se rallier à celui-là et l'accepter de

bonne grâce plutôt que de s'engager dans des procès ou dans des luttes dont l'issue était douteuse? On désignait en particulier, comme un souverain très acceptable, l'électeur Charles de Bavière, époux d'une archiduchesse (la fille de Joseph Ier), tout aussi bien que François de Lorraine, mais plus Allemand que lui, et qui, déjà possesseur d'un état considérable, l'aurait apporté en dot à ses nouveaux sujets. Le courant du vœu populaire se prononçait en sa faveur, même dans les rues de la capitale. « La princesse n'est pas aimée, écrivait le marquis de Mirepoix, ambassadeur de France, une partie de la haine et de l'éloignement qu'on a pour le grand-duc retombe sur elle. Tous les vœux sont pour l'électeur de Bavière, et je ne doute pas que, si ce prince paraissait, on ne courût en foule au-devant de lui (1). » « On entend, écrivait l'ambassadeur de Venise, le murmure de voix tumultueuses qui disent qu'il ne convient pas à la nation d'être gouvernée par une femme et que l'intérêt commun est de faire choix d'un prince allemand (2). »

Aussi, dans les régions officielles, le trouble et le doute régnaient partout, et tout était perdu si une hésitation eût traversé le cœur de Marie-Thérèse. Mais elle seule ne douta un instant ni de son droit ni d'elle-même. Enceinte de plusieurs mois et tellement ébranlée par la douleur qu'il avait fallu l'éloigner de la chambre du mourant, où elle s'était évanouie plus d'une fois, dès que la Providence eut rendu l'arrêt fatal, elle se redressa en quelque sorte à cet appel. Le jour même, elle fit savoir aux grands fonctionnaires de l'état qu'elle attendait leurs hommages et les reçut assise sous le dais royal. D'une voix forte, bien qu'entrecoupée par la douleur, elle les confirma tous dans leurs emplois, ne leur demandant que de les remplir avec la fidélité qu'ils avaient témoignée à son père; puis elle ordonna qu'à partir de ce moment, tous les actes officiels seraient rendus au nom de la reine de Hongrie et de Bohême, archiduchesse d'Autriche.

Le lendemain, elle réunissait le conseil privé et prenait séance à sa tête, ayant le grand-duc son époux à sa gauche. Ce dut être un étrange spectacle que cette jeune femme, dans tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté, entourée de ses conseillers cassés et chenus, dont le plus jeune, nous dit M. d'Arneth, n'avait pas moins de soixante-dix ans. Et il ne faudrait pas croire que ce fussent de vieux serviteurs, nourris dans le respect et le dévoûment pour la race de leurs maîtres et accourus tout en larmes aux pieds de leur nouvelle souveraine. C'étaient, au contraire, des cœurs desséchés par un usage

(1) Le marquis de Mirepoix à M. Amelot, 22 octobre 1740. (*Correspondance de Vienne*, ministère des affaires étrangères.)

(2) D'Arneth, t. I, p. 170.

égoïste de la fortune, usés par une longue pratique de l'intrigue des cours, et prêts à tourner avec la fortune. Ni chez un diplomate corrompu comme Zinzendorf, ni chez un scribe émérite comme Bartenstein, apprécié seulement par ses roueries de procureur, on n'aurait trouvé le moindre vestige d'un sentiment chevaleresque, et plus d'un, en entrant dans la salle du conseil, dut songer à se ménager une porte de sortie.

La princesse pourtant, par un mélange de grâce et d'autorité, sut d'abord les dominer, puis les séduire, enfin même les échauffer. Les ordres qu'elle leur donna, les résolutions qu'elle fit prendre pour la reconnaissance de son pouvoir, furent exécutés dès le jour même avec une activité qu'on n'avait pas connue de longue date dans la vieille machine impériale, et qui semblait en faire crier les ressorts rouillés. L'ardeur de la reine était contagieuse et se communiquait à tous. Ni elle ni le grand-duc ne se donnaient un instant de repos; ils ne semblaient prendre ni sommeil ni nourriture, inséparables d'ailleurs l'un de l'autre dans l'accomplissement de leur tâche commune : car c'était là le seul point sur lequel elle ne voulût écouter aucun conseil. Accessible à tout le monde et prêtant l'oreille à tous les avis, il n'y avait qu'un sujet sur lequel elle se montrait intraitable : c'était sa résolution de tout partager, droit, devoirs et dignités avec son époux. Elle ne souffrait ni qu'on parût s'écarter de lui, ni qu'on voulût le tenir à l'écart. Nulle part, surtout en public, elle ne se montrait sans lui. « Les ministres, dit le marquis de Mirepoix, ont fait les plus fortes représentations à la reine sur la résolution où elle est de faire manger le grand-duc avec elle en public; mais elle leur a fermé la bouche en disant qu'elle le veut absolument. »

Au surplus, à force de travailler avec son mari et de le faire agir et parler, elle semblait lui communiquer quelque chose de sa bonne grâce. On remarqua bientôt qu'il n'avait jamais été si aimable que depuis sa récente grandeur. On sait avec quelle rapidité tourne l'humeur populaire. En peu de jours, ce fut la mode de porter aux nues le couple royal, et la reconnaissance du nouveau règne fut proclamée partout avec enthousiasme. Nulle réclamation même ne s'éleva lorsque, peu de jours après, la nouvelle reine associa son époux au gouvernement par un acte solennel, en l'élevant à la dignité de corégent, qui ne dut lui conférer cependant ni aucun droit personnel ni surtout aucun titre à sa succession.

Mais ce changement dans le sentiment public n'empêcha point l'électeur de Bavière de rédiger sur-le-champ, contre l'intronisation de la princesse, une protestation en règle que son ministre eut ordre de remettre, avant de quitter Vienne, entre les mains de tous les ambassadeurs. Il n'appuyait pas cette protestation sur les droits de son épouse auxquels il avait expressément renoncé, mais sur ceux de

son aïeule, fille de Ferdinand Ier, nièce de Charles-Quint. Or, du moment qu'une protestation se produisait pour une raison bonne ou mauvaise, il fallait s'attendre que d'autres en trouveraient une d'égale valeur pour en faire autant. On allait donc voir arriver d'abord l'électeur de Saxe, roi de Pologne au nom de sa femme, nièce de Charles VI et la plus âgée des archiduchesses vivantes; puis le roi d'Espagne et le duc de Savoie, héritiers l'un et l'autre par les femmes de Philippe II, qui représentait la branche aînée de la maison d'Autriche. Bien que chacun de ces plaideurs couronnés pût prétendre à la totalité de la succession litigieuse, un intérêt commun pouvait les conduire à s'accommoder entre eux pour la partager. C'était donc la coalition aujourd'hui et demain le démembrement. Pour faire face à cette menaçante perspective, de quelles forces disposait Marie-Thérèse? D'un trésor absolument vide et d'une armée si bien dissoute qu'en certains endroits les compagnies de cavaliers ne comptaient que deux ou trois hommes, n'ayant d'ailleurs pour commandans que des généraux dont les uns étaient en disgrâce et les autres en prison pour avoir mal défendu l'honneur du drapeau. Quel encouragement pour toutes les ambitions en campagne que de n'avoir à courir sus qu'à une femme seule, sans soldats et sans argent!

Et cependant ces menaces du dehors et ce dénûment intérieur n'étaient rien auprès d'incertitudes plus graves encore et plus alarmantes. Un nuage plus obscur planait sur deux points de l'horizon, Versailles et Berlin. C'était de ces deux centres d'action, d'importance d'ailleurs si inégale, que pouvait en effet venir également, soit le salut, soit la ruine. Ni la France ni la Prusse n'avaient, à la vérité, un intérêt direct dans la succession de Charles VI: mais l'une et l'autre pouvaient jeter dans la balance un poids décisif. En Allemagne, rien de sérieux ne pouvait être tenté sans la petite, mais bonne armée de la Prusse. En Europe, aucune coalition redoutable ne pouvait être organisée si la France ne se mettait de la partie. Qu'allait donc faire la Prusse et son jeune roi? qu'allait faire la France et son vieux ministre?

Si les paroles avaient pour les rois la même valeur que pour les simples mortels, et si la foi des traités engageait la bonne foi des gouvernemens, aucun doute, même le plus léger, n'aurait pu s'élever sur les intentions de la France. Le roi de France, en effet, à la suite de la guerre heureuse de 1735, avait donné non-seulement son consentement, mais sa garantie expresse à la *pragmatique* dans des termes tels qu'on semblait avoir pris à tâche d'épuiser tous les modes d'engagement que le vocabulaire diplomatique pouvait fournir et y aller au-devant de toutes les éventualités que l'imagination pouvait prévoir. Après avoir rapporté textuellement les dispositions

faites par Charles VI en faveur de sa descendance, le traité de 1735 disait :

« Étant démontré que la tranquillité publique ne peut subsister longtemps, ni l'équilibre être maintenu en Europe que par la conservation de cet ordre de succession, Sa Majesté Très Chrétienne, mue par le désir ardent de conserver à la fois la tranquillité publique et l'équilibre européen, ainsi que par la *considération des conditions de paix auxquelles Sa Majesté Impériale a consenti principalement pour cette raison,* s'est obligée de la manière la plus forte à défendre cet ordre de succession, et afin qu'il ne puisse naître dans la suite aucun doute sur l'effet de cette sûreté et garantie, Sa Majesté Très Chrétienne s'engage de mettre à exécution cette même sûreté appelée vulgairement garantie toutes les fois qu'il en sera besoin, promettant pour elle et ses héritiers et ses successeurs, de la manière la plus réelle et la plus stable que faire se peut, de défendre de toute sa force, maintenir et garantir contre qui que ce soit, toutes les fois qu'il en sera besoin, cet ordre de succession que Sa Majesté Impériale a déclaré en forme de fidéi-commis perpétuel et indivisible en faveur de sa primogéniture pour tous les héritiers de Sa Majesté Impériale de l'un et de l'autre sexe. C'est pourquoi Sa Majesté Très Chrétienne promet et s'oblige de défendre celui ou celle qui, suivant l'ordre qui vient d'être rapporté, doit succéder aux royaumes, provinces et états que Sa Majesté Impériale possède actuellement et de les y maintenir à perpétuité contre tous ceux quelconques qui tenteraient d'en troubler en aucune manière la possession. »

On le voit, tout était prévu et rien n'était oublié; de cette garantie illimité aucun héritier n'est exclu, aucune parcelle de territoire n'est exceptée. Il semble impossible d'y rien ajouter, et pourtant il y avait quelque chose de plus obligatoire encore que la lettre même de la convention : c'est ce que le traité appelle *la condition de paix à laquelle Sa Majesté Impériale a consenti principalement pour cette raison;* en d'autres termes, c'était la cession de la Lorraine consentie, sinon par le même acte, au moins à la même heure, par le gendre de Charles VI au profit du beau-père de Louis XV, avec retour après sa mort à la couronne de France. Par cette acquisition d'une province longtemps convoitée, la France escomptait en quelque sorte le concours qu'elle promettait et en mettait même déjà le prix en poche. Le marché était complet, et pour n'être pas conclu en termes exprès, il n'en était en conscience comme en honneur que plus respectable. Après un tel gage offert et accepté, comment douter de la parole d'un roi et d'un gentilhomme? En tout cas, qu'il s'en méfiât ou non au fond de l'âme, Charles VI n'avait eu garde d'en rien laisser voir. Ses rapports avec son ancien adversaire étaient

devenus, à partir de ce moment, non-seulement pacifiques, mais affectueux et presque tendres. Il avait accepté avec reconnaissance la médiation de l'ambassadeur de France à Constantinople pour terminer ses démêlés avec les Turcs, et l'intimité mutuelle était même poussée si loin que, le jour de sa mort, on répandit sérieusement à Vienne le bruit qu'il avait désigné Louis XV comme son exécuteur testamentaire.

Si quelqu'un enfin était d'humeur et avait intérêt à veiller à l'accomplissement d'obligations si sacrées, c'était à coup sûr le ministre plus qu'octogénaire à qui le débile Louis XV abandonnait la direction de sa politique. Le traité de 1735 était en effet l'œuvre personnelle du cardinal de Fleury, œuvre glorieuse et à laquelle il devait tenir d'autant plus qu'elle avait établi sur un très grand pied en Europe sa réputation d'habileté et de sagesse. C'était l'apogée de sa longue puissance, et la postérité, qui a gardé de ce politique sénile une si mince opinion, se figure difficilement à quel degré les faveurs persévérantes de la fortune avaient porté son autorité sur ses contemporains.

On n'avait pas vu sans une surprise qui, en se prolongeant, tournait à l'admiration, un vieux prêtre, que ne recommandaient ni le talent ni la naissance, sortir à petit bruit du fond d'une sacristie, monter au faîte du pouvoir à l'âge où d'autres en descendent, s'y maintenir sans défaillance pendant près de vingt années; et dans cet intervalle, à plus de quatre-vingts ans sonnés, engager une grande guerre, en sortir avec honneur, après des succès qui avaient flatté l'orgueil national et en assurant à sa patrie la possession d'une province qui complétait heureusement son territoire. Ce qu'il y avait de factice et de précaire dans ces avantages, ce qui se mêlait de hasard au bien joué, échappait (surtout à distance) aux regards des spectateurs. Loin de Versailles, on ignorait qu'il n'avait fait la guerre qu'à regret et en tremblant, pour céder à des obsessions de cour, et toujours pressé d'en sortir à tout moment et à tout prix. Encore moins savait-on que ces brillantes campagnes avaient plus épuisé qu'illustré la France et portaient une atteinte profonde à sa prospérité intérieure, mal remise des malheurs de Louis XIV et des désordres de la régence. Fleury seul, peut-être, était dans le secret de ces faiblesses et, ne partageant pas l'illusion commune, craignait toujours de la voir dissiper. Précisément parce qu'il avait tiré du caprice de la fortune et de la loterie des combats une chance inespérée, il n'avait nul souci de remettre au jeu. Sa renommée, tardivement acquise, lui semblait, comme sa vieillesse, merveilleusement prolongée, un bien fragile qui ne tenait qu'à un souffle et que la moindre secousse pouvait faire tomber en poussière. Faire durer sa puissance autant que sa vie, les terminer ensemble et en

paix le plus tard possible; en attendant, savourer les hommages qu'on rendait de toutes parts au Nestor de la politique; — recevoir de tous les souverains d'Europe des lettres flatteuses, les écouter les yeux baissés, dans cette attitude de jouissance modeste qu'un prélat mondain sait garder à l'autel devant l'encensoir, — y répondre sur un ton d'humilité, remplir ainsi ses journées sans agiter ses veilles et sans user ses forces, c'était désormais le seul rêve d'une ambition que l'âge avait fatiguée, mais non dégoûtée.

Dans cette disposition d'esprit, c'était bien assez déjà d'être menacé d'une guerre maritime avec l'Angleterre; il n'avait nulle envie d'y joindre la chance de mettre le continent en feu, en rompant un traité que lui-même avait conclu; aussi était-ce avec l'empereur surtout qu'il avait aimé à entretenir jusqu'au dernier jour un commerce de douceurs épistolaires.

« Votre Majesté, écrivait-il le 20 janvier 1740, peut être assurée que le roi observera avec la plus exacte et la plus inviolable fidélité les engagemens qu'il a pris avec elle, et s'il était permis de parler de moi après un nom si respectable, j'ose me flatter que mes intentions pacifiques sont assez connues pour présumer que je suis très éloigné de penser à mettre le feu en Europe. Votre Majesté me comble d'honneur par la bonne opinion qu'elle semble avoir de moi, et je tâcherai certainement toute ma vie de ne point démériter de sentimens si flatteurs pour moi. Ma vive reconnaissance, l'intérêt de la religion et celui du repos m'y engagent aussi bien que le profond dévoûment avec lequel je suis, etc. (1) »

Il semble dès lors qu'il y avait un moyen simple de témoigner cette *droiture* et ce *dévoûment*. C'était de répondre par le retour du courrier à la notification de l'avènement de Marie-Thérèse en lui donnant le double titre royal qui attestait son droit de succession. La reconnaissance était ainsi accomplie sans débat, la *pragmatique* était maintenue et toute l'Europe eût probablement laissé faire sans mot dire. Mais c'est ici qu'on put voir combien il est rare qu'un homme nourri dans une condition modeste sache élever ses sentimens avec sa fortune. Devenu premier ministre et tout-puissant, Fleury, né serviteur, demeurait subalterne. De la domesticité où s'était écoulée les trois quarts de son existence, il gardait un instinct craintif qui lui faisait préférer, en toute occasion, aux résolutions franches les procédés obliques et cauteleux. On sait que c'est un art familier à tous les inférieurs, intendans, commis ou valets, qui parviennent par l'intrigue à dominer leur maître, de garder dans le commandement les formes de l'obéissance et de paraître subir le

(1) Fleury à l'empereur, 26 janvier 1740. (*Correspondance de Vienne*, ministère des affaires étrangères.)

joug qu'ils imposent. Parvenu au rang suprême par la pratique constante de cet artifice, — promu successivement à toutes les dignités, sans jamais les avoir recherchées et en faisant toujours mine de les fuir, — ayant longtemps dirigé, dans l'ombre, la volonté souveraine avant d'en être l'organe public, Fleury gardait l'habitude d'agir en dessous et derrière un masque, alors même que, joignant désormais l'apparence à la réalité du pouvoir, il avait conquis le droit de l'exercer au grand jour, en même temps qu'accepté le devoir d'en porter tout le poids. Prendre tout haut un parti viril, s'exposer ainsi à visage découvert et se désigner lui-même à toutes les critiques, garder toute la charge des conséquences de l'avenir devant le maître et devant la cour, c'était un effort au-dessus de son courage. Au moment d'agir, il hésitait, tournait autour du but au lieu d'y marcher droit, louvoyait avec les obstacles, rusait avec les contradictions, espérant toujours diriger sous main le cours des événemens, de manière à amener une nécessité supérieure qui le contraindrait à faire la chose même qu'il désirait et forcerait la malveillance à s'incliner avec lui et à se taire.

Un homme qui le connaissait bien affirme, dans des mémoires dignes de foi, que ce jeu mesquin, déjà employé par lui dans la guerre précédente, lui avait réussi à souhait. Il était venu à bout de persuader à toute l'Europe qu'il était poussé malgré lui à recourir aux opérations militaires, à tel point que cette considération empêcha l'Angleterre et les autres puissances maritimes de prendre part à la lutte (1). C'est ce souvenir sans doute qui encouragea Fleury à mettre, cette fois encore, en œuvre la même tactique pour un but qui lui convenait encore mieux : celui de conserver la paix.

Il ne pouvait ignorer que le traité de 1735, malgré les avantages qu'en retirait la France, rencontrait plus d'un censeur. Il ne manquait pas de discoureurs politiques qui trouvaient qu'en garantissant la succession féminine de la maison d'Autriche, on renonçait à profiter de sa défaillance pour écraser cette éternelle ennemie de la France. Ce n'étaient pas Richelieu et Mazarin, disaient-ils, qui eussent négligé une telle chance. Puis l'électeur de Bavière avait déjà fait entendre quelques gémissemens sur l'abandon où on le laissait, rappelant les services rendus et les souffrances endurées par son père, le fidèle allié de Louis XIV, et les promesses qui lui avaient été faites de lui en tenir compte à l'occasion. L'échéance venue, Fleury pressentait que tous ces griefs allaient être reproduits avec

(1) Voici les expressions dont le maréchal de Belle-Isle se sert dans ses *Mémoires*. « La guerre que le roi déclara à l'Empereur... est un trait du cardinal Fleury digne des plus grands ministres, car il eut l'habileté de persuader à l'Europe une nécessité forcée de prendre les armes et de contenir par là toutes les puissances maritimes. »

plus de vivacité encore, et au lieu de les prévenir par une décision hardie, il se flatta de les désarmer en usant de patience et en payant tout le monde de bonnes paroles. A l'ambassadeur de Marie-Thérèse, le prince Lichtenstein, qui arrivait tout éperdu pour l'interroger, il répondit que le roi de France était décidé à tenir ses engagemens et que c'était lui faire injure que d'en douter. Mais il ajouta que l'avènement d'une femme et d'un souverain autrichien non revêtu de la dignité impériale étant un fait qui n'avait pas eu lieu depuis des siècles, on ne savait trop quel protocole devait être employé pour lui répondre et qu'on allait faire des recherches pour résoudre cette question d'étiquette. Le lendemain, quand le ministre de Bavière apporta sa protestation, il lui fit dire sous main que, si la *pragmatique* engageait bien la France, en ce qui touchait les propres de la succession de Charles VI, elle n'avait pu rien stipuler à l'égard de la couronne impériale, et que l'électeur restait libre d'y aspirer, comme le roi de seconder sa prétention. Il ajouta même, plus bas encore, que toutes les garanties du monde ne pouvaient rien contre les droits des tiers, qu'il en avait souvent prévenu Charles VI, et que, si l'électeur pouvait établir les siens par des titres irrécusables, on verrait ce qu'il y aurait à faire. Puis, ayant ainsi, sinon contenté, au moins endormi toutes les réclamations, il se reposa à son tour, mit en panne et regarda venir les événemens.

Je ne sais pourquoi on appelle cette manière de faire, gagner du temps; le plus habituellement, c'est en perdre. En tous cas, si la politique expectante peut convenir à quatre-vingt-dix ans, à vingt-huit il est plus rare qu'on s'en accommode. Il n'y eut donc pas lieu d'être surpris si on apprit bientôt qu'à Berlin on était loin d'imiter cette attitude prudemment équivoque, mais qu'au contraire, tout y respirait une activité guerrière dont les effets furent bientôt visibles, bien que le but en restât mystérieux. « Le roi, écrivait Valori, dès le 1er novembre, travaille avec MM. de Podewils et Schverin huit à dix heures par jour; ils dînent ensemble, et personne ne les voit. » Ce travail incessant et solitaire se prolongea pendant une partie du mois, et la conséquence fut un ordre de mobilisation envoyé à tous les corps de troupes, une instruction donnée à tous les officiers de tenir prêts leurs équipages de campagne, et enfin l'établissement de parcs d'artillerie et de dépôts de munitions dans les principales villes frontières. L'organisation de l'armée sur le pied de guerre fut confiée, avec une certaine solennité, au prince d'Anhalt-Dessau, qui était reconnu comme le meilleur des généraux prussiens, mais qui, la veille encore, était en disgrâce et n'était pas sorti de sa retraite depuis le nouveau règne.

On juge de l'impression produite par des mesures qui ne pou-

vaient rester secrètes et qu'on ne cherchait d'ailleurs nullement à dissimuler. En un clin d'œil, ce fut le sujet, en Allemagne comme en Europe, des conversations de tous les politiques de cabinet et de tous les nouvellistes de cabaret. Toutes les imaginations furent en campagne, toutes les suppositions circulèrent, depuis les plus modestes jusqu'aux plus ambitieuses. Suivant les uns, Frédéric n'aspirait pas à moins qu'à mettre lui-même la couronne impériale vacante sur sa tête, et plus d'un protestant souriait déjà à la pensée du saint-empire tombant entre les mains d'un hérétique. Au dire des autres, il s'agissait uniquement de s'emparer de l'héritage contesté du duché de Juliers pour le soustraire aux chances de désordre que les conflits menaçans pouvaient amener. D'autres versions encore affirmaient que Frédéric était déjà en alliance réglée, soit avec le grand-duc, soit avec le Bavarois, pour appuyer les prétentions de l'un ou de l'autre, moyennant qu'on lui en tiendrait compte et que ses services seraient payés, on ne disait pas en quelle monnaie. Un jour les troupes étaient en marche dans la direction du Mecklembourg, le jour suivant c'était vers la Silésie, le troisième vers les bords du Rhin ou vers Nuremberg.

Le langage des envoyés prussiens dans les diverses cours, confus, contradictoire, variait suivant les lieux et les interlocuteurs, et autorisait tous les commentaires. Quant aux diplomates résidant à Berlin, il n'y avait rien à apprendre d'eux ; Valori était consigné à la porte du Rheinsberg, et un brave Saxon, le général Manteuffel, ami personnel de Frédéric, mais qu'on savait en relation avec la cour de Dresde, ayant voulu pousser un peu avant ses investigations, fut poliment prié de quitter Berlin (1).

Fleury, d'abord inattentif, ne tarda pourtant pas à prendre l'éveil. Dans son désir de tout assoupir et de mener les choses en douceur et en longueur, ce bruit d'armes le gênait singulièrement. Pour savoir un peu mieux à quoi s'en tenir, il tâcha d'abord de sonder le comte de Camas, qui venait prendre congé de lui après avoir rempli sa mission extraordinaire, et, afin de le mettre en goût de conversation, il lui laissa entrevoir, sans pourtant trop insister, que, pour peu que l'électeur de Bavière trouvât quelque appui en Allemagne, la France ne serait pas éloignée de le seconder au moins dans sa candidature à l'empire. Camas fut, à ce qu'il paraît, d'une réserve peu encourageante, car en le quittant, Fleury ne put se retenir de dire avec humeur : « On voit bien que cet homme est un réfugié : nous n'avons pas de pires ennemis. »

Il se décida alors à expédier lui-même deux envoyés confidentiels en éclaireurs. L'un était tout naturellement indiqué : c'était le mar

(1) Valori à Amelot, 8 novembre 1740. — *Pol. Cor.*, t. I, p. 87 et 95.

quis de Beauvau, chargé par Louis XV de complimenter à son tour le jeune roi sur son avènement. L'autre ne fut pas moins que Voltaire lui-même, invité dès l'été précédent à venir à Berlin et qui se disposait à s'y rendre, au grand désespoir de la tendre et docte Émilie. En réalité, ce fut le grand écrivain qui vint offrir ses services, par une démarche d'autant plus significative qu'après avoir été longtemps en grâce auprès de Fleury, il était maintenant en délicatesse avec lui. On sait que ce fut la destinée constante de Voltaire, pendant sa longue existence, d'être tour à tour choyé et redouté par Louis XV et tous ses ministres; à la fois gentilhomme de la chambre à Versailles et exilé à Ferney; et lui-même tantôt bravant, tantôt adulant, suivant l'occurrence, les puissans du jour. Ce qui le ramenait presque toujours dans les antichambres ministérielles, après des intervalles de bouderie ou de défaveur, c'était son goût pour les missions confidentielles qui pouvaient lui ménager des tête-à-tête avec les souverains. Dans la circonstance présente, il s'était mis mal avec Fleury, parce qu'après lui avoir promis d'écrire un pamphlet en faveur des jésuites et contre les jansénistes, il n'avait pas tenu parole et avait laissé à moitié l'œuvre déjà commencée de ces *Provinciales* à rebours. Mais la disgrâce lui pesait déjà, et comme il n'était guère admis, en ce temps-là, qu'un Français de distinction pût se rendre sans permission auprès d'un souverain étranger, ce fut à Fleury qu'il adressa sa demande d'autorisation dans une lettre flatteuse. Il s'y plaignait presque tendrement d'avoir été aimé du prélat et de ne l'être plus. En même temps, il lui envoyait un exemplaire de *l'Anti-Machiavel*, qui venait de paraître, sans lui nommer l'auteur, que tout le monde connaissait. De là l'occasion était naturelle pour insinuer qu'il serait heureux de mettre au service du roi l'affection dont l'honorait Frédéric, et afin de lever tous les scrupules professionnels qui pouvaient gêner ses rapports avec un évêque, il trouvait moyen, je ne sais comment, en finissant, de parler de son respect pour la religion et du tort qu'on lui faisait d'en douter (1).

Le rusé vieillard comprit l'offre détournée qui lui était faite et se garda de paraître trop pressé de l'accepter. Il n'y employa pas moins de deux lettres écrites successivement à deux jours d'intervalle, véritables chefs-d'œuvre de ce que les mémoires contemporains, dont j'ai déjà parlé, appellent la *gentillesse* et l'*onction* de son style.

La première le morigénait sur un ton qui rendait les reproches plus flatteurs que des caresses : « Vous me feriez tort, monsieur, disait-il, si vous aviez pu penser que je vous aie jamais voulu le plus léger mal; je n'ai été fâché que de celui que vous vous faisiez à vous-

(1) Cette lettre de Voltaire n'a pas été retrouvée.

même. Je crois vous connaître parfaitement, vous êtes bon et honnête homme... mais vous avez été jeune et peut-être trop longtemps. Vous avez été élevé dans la compagnie de tout ce que le monde peu éclairé regardait comme la meilleure parce que c'étaient de grands seigneurs. Ils vous ont applaudi et avec raison, mais ils vous l'ont donnée en tout et ils allaient trop loin. Ils vous ont gâté de trop bonne heure, et à votre âge cela était naturel. Je me flatte que vous le sentez vous-même et ce qui me fait le plus de plaisir dans votre lettre, c'est ce que vous dites de votre respect pour la religion. C'est un grand mot, et laissez-moi, je vous prie, y donner toute l'étendue que mon amitié pour vous me fait désirer. Dans le grand nombre des devoirs qu'un honnête homme est obligé de remplir, celui qui regarde notre souverain maître et notre créateur pourrait-il être excepté? les païens eux-mêmes ne le pensaient pas. »

Le jour suivant, il reprenait la plume, et, l'évêque faisant trêve aux sermons, le ministre en venait à son fait diplomatique. Voltaire était pleinement approuvé d'aller rendre ses hommages à son héros, et assimilé même, par une comparaison biblique un peu profane dans une telle bouche, à la reine de Saba allant visiter Salomon. Puis, venant à l'envoi de l'*Anti-Machiavel* : « Quel que soit l'auteur de cet ouvrage, ajoutait le cardinal, s'il n'est pas prince, il mérite de l'être; et le peu que j'en ai lu est si sage, si raisonnable et renferme des principes si admirables que celui qui l'a fait serait digne de commander aux hommes pourvu qu'il ait le courage de les mettre en pratique. S'il est né prince, il contracte un engagement bien solennel avec le public... La corruption est si générale, et la bonne foi est si indécemment bannie de tous les cœurs, dans ce malheureux siècle, que si on ne se tenait pas bien ferme dans les motifs supérieurs qui nous obligent à ne point nous en départir, on serait quelquefois tenté d'y manquer dans certaines occasions, mais le roi mon maître fait du moins voir qu'il ne se croit point en droit d'user de cette espèce de représaille, puisque, dans le premier moment de la nouvelle de l'empereur, il assura M. le prince de Lichtenstein qu'il garderait fidèlement tous ses engagemens... Je tombe, sans y penser, dans des réflexions politiques. Je finis en vous assurant que je tâcherai de ne point me rendre indigne de la bonne opinion que Sa Majesté prussienne a de moi. Il a la qualité de prince de trop, car s'il n'était qu'un simple particulier, on se ferait un bonheur de vivre avec lui en société. Je vous porte envie, monsieur, et vous en félicite d'autant plus que vous ne le devez qu'à vos talens et à vos sentimens (1). »

(1) *Correspondance générale de Voltaire*, 14 novembre 1740.

J'imagine que Voltaire en savait déjà assez long sur le caractère de son royal ami pour ne pas le croire très disposé à mettre en pratique la morale puritaine de son œuvre de jeunesse ni même à y être encouragé par la pensée de se conformer à l'exemple que lui donnait Louis XV. Mais il comprit tout de suite à quelle adresse allaient les complimens et les interrogations discrètes qui y étaient jointes. Aussi, à peine arrivé au Rheinsberg, après un voyage assez pénible dont il a raconté lui-même les incidens grotesques, la première chose qu'il fit fut de montrer qu'il ne s'y trompait pas. « J'ai obéi, écrivait-il, aux ordres que Votre Éminence ne m'avait pas donnés. J'ai montré votre lettre au roi de Prusse. »

C'était quelque chose de montrer la lettre, mais l'art véritable eût été d'en obtenir la réponse. Or, c'est ce que Voltaire, avec quelque adresse qu'il s'y prît, ne put jamais tirer du concert de complimens, de fêtes, d'enivremens de toute sorte dans lesquels on le fit vivre pendant une semaine entière. Jamais le Rheinsberg n'avait été si animé, jamais les passe-temps plus variés, les conversations plus brillantes. La coterie des savans et des poètes, les Maupertuis, les Jordan, les Algarotti, s'était mise au complet et sous les armes pour recevoir le génie français, savourant elle-même avec délices les joies de la faveur dans un lieu où elle avait été si longtemps mal vue et suspecte. Les princesses sœurs du roi, malgré leur deuil encore récent, prenaient leur part de ces amusemens avec la liberté que leur donnait la jouissance de ne plus sentir fixé sur elles le sévère regard de la surveillance paternelle. C'était du soir au matin une suite de divertissemens. L'après-dîner était donné à la musique, l'après-souper à la poésie. Frédéric lui-même, suivant l'occasion, jouait de la flûte ou s'escrimait à aligner des rimes plus ou moins heureuses. Mais, en attendant, les préparatifs militaires allaient leur train, toujours aussi actifs, toujours aussi bruyans et toujours aussi énigmatiques (1).

Frédéric d'ailleurs se faisait comme un jeu malin de piquer la curiosité sans la satisfaire. Un jour, en terminant une pièce de vers, il disait : « C'en est fait, le démon de la guerre va m'enlever à celui de la poésie. » Mais il se gardait d'ajouter dans quel sens le génie vainqueur allait l'entraîner. Un autre jour, il écrivait à son ami Algarotti, rappelé à Berlin par un mal dont les plaisanteries royales ne laissent pas ignorer la nature, une lettre que l'Italien, tout fier de la confidence, venait montrer en grand secret au ministre de France. « Vous êtes fait, mon cher Algarotti, y était-il dit, pour être témoin de grands événemens et y prendre part par vos conseils.

(1) *Mémoires de la margrave de Bareith*, t. II, p. 327. — Valori à Amelot, 3 décembre 1740. — Voltaire, *Mémoires*.

Si vous me demandez ce que fait l'Europe, je vous dirai que la Saxe joue aux osselets, que la Pologne mange du bœuf salé et des choux à périr, le grand-duc a la gangrène dans le corps ; il ne saurait se ré[illegible] l'opération qui pourrait le guérir ; la France joue au plus fi[illegible] sa proie ; on tremble en Hollande ; on joue et on danse au[illegible]g et Frédéric... » Ici, Algarotti s'interrompit et replia sa [illegible] disant que la discrétion ne lui permettait pas d'en lire dav[illegible]ge. Aujourd'hui que la lettre est imprimée tout au long, nous savons pourquoi Algarotti fut si réservé. C'est que la lettre ne disait absolument rien des intentions de Frédéric, qui n'y parlait même pas de lui-même. Algarotti en fut quitte pour raconter qu'il avait conseillé au roi de prétendre à la couronne impériale pour arriver à la monarchie universelle ; à quoi le roi avait répondu en souriant : « C'est le conseil qu'Antoine a donné à César (1). »

Tout finit, tout se sépare en ce monde, même les compagnies les plus gaies. La semaine écoulée, Voltaire dut revenir à Berlin, dans le logement qui, par les ordres du cardinal, lui était préparé à l'hôtel de la légation de France. Valori, qui l'y reçut, le trouva assez déconfit. Outre le dépit qu'il éprouvait de compromettre sa réputation naissante de diplomate en revenant les mains vides, il paraissait avoir encore une autre cause de déplaisir qu'il n'expliquait pas. « M. de Voltaire est de retour, écrivait Valori le 29 novembre, et va repartir pour Bruxelles. Le principal objet de son voyage a été les affaires qui regardent l'impression de *l'Anti-Machiavel*... (c'est là apparemment ce que Voltaire voulut qu'on crût). J'ai lieu de croire que le roi et lui se sont séparés peu contens l'un de l'autre ; je crois même que l'intérêt pécuniaire a quelque part à ce mutuel mécontentement. Il pourrait bien y avoir entre eux querelle d'auteur, et l'imprimeur y est pour quelque chose. Joignez-y une rivalité de vers, une trop grande sincérité dans les jugemens qu'en porte M. de Voltaire, parlant au roi même, et vous n'aurez pas de peine à penser qu'ils sont peu faits pour vivre ensemble. Le roi de Prusse court après toutes les gloires, mais rien ne l'arrête autant que l'économie (2). »

Valori, plus fin sous sa grosse et gauche enveloppe qu'il n'en avait l'air, avait deviné juste. Il y avait bien eu à la dernière heure un différend entre le roi et le poète, et le motif en était bien pécuniaire. Seulement les exigences de l'imprimeur n'y étaient pour

(1) Valori à Amelot, 5 et 19 novembre 1740. La lettre de Frédéric à Algarotti a été insérée déjà dans la *Correspondance générale* de Frédéric, elle est conçue dans des termes un peu différens de ceux que Valori emploie en la rapportant.

(2) Valori à Amelot 29 novembre 1740. Dans une dépêche précédente, Valori disait déjà : « Le roi ne goûte pas ses façons trop libres ; il a passé du ton d'adoration au familier, quasi au peu respectueux, en trop peu de temps. »

rien. C'était Voltaire lui-même qui avait élevé l'étrange prétention de réclamer ses frais de route, et de présenter pour cet article une note qui ne montait pas à moins de 1,300 écus. Salomon, qui ne s'attendait pas à payer les visites de la reine de Saba et qui, d'ailleurs avait mieux à faire de son argent, s'était récrié, et, s'adressant à s'exécuter il n'avait pas fallu moins que les supplications de son bibliothécaire favori Jordan. Le paiement fut enfin accordé, mais dans quels termes! Le pauvre Jordan, en les lisant, eut un triste retour sur le cas que font les puissans de la terre des littérateurs qu'ils salarient. — « Ton avare, lui disait le roi, boira la lie de son désir de s'enrichir, il aura ses 1,300 écus. Son apparition de six jours me coûtera par jour 500 livres. C'est bien payer un fou. Jamais bouffon de grand seigneur n'eut de pareils gages (1). »

Quand des journées coûtaient si cher, on ne pouvait songer à les multiplier. Force était donc à Voltaire de repartir sans attendre que le jour fût fait sur la situation qu'il n'avait pas réussi à éclaircir. Il n'en tenait pas moins à faire son rapport à Fleury et même à l'entretenir personnellement. « Il voulait montrer, dit Valori, que s'il n'avait pas été bon Français jusqu'à présent, il était bien converti. » Plus d'une conférence eut donc lieu entre les trois diplomates français pour se mettre d'accord sur le jugement qu'il convenait de porter à Versailles.

Les impressions étaient diverses : le marquis de Beauvau était des plus sombres ; suivant lui, Frédéric détestait la France et ne songeait qu'à lui faire pièce ; ses armemens n'étaient que le premier acte d'une coalition qu'il voulait ourdir entre l'Autriche, l'Angleterre et tous nos ennemis. Beauvau ajoutait (et c'était vrai) qu'à sa connaissance, Camas avait rapporté les plus fâcheuses appréciations sur l'état de l'armée et de l'administration françaises, et qu'on se plaisait au Rheinsberg à ne parler de la France qu'en termes dédaigneux et presque outrageans. Voltaire qui avait bien sur la conscience le péché d'avoir prêté l'oreille à quelques propos de ce genre, n'osait pas contredire. Valori, plus réservé, se bornait à penser qu'on avait affaire à un ambitieux, prêt à se tourner du côté qui lui offrirait le plus d'avantage. « Vous avez raison, dit enfin Voltaire, il tentera je ne sais quelle aventure, et puis s'il échoue, eh bien! il se refera philosophe (2). »

Duc de Broglie.

(1) *Correspondance générale*. Frédéric à Jordan, 28 novembre 1740.
(2) Valori à Amelot, 2 décembre 1740.

GIAN ET HANS

DERNIÈRE PARTIE (1).

V.

Ce petit roman m'intriguait sans beaucoup me tourmenter; je croyais Gian incapable de persévérance. Je me trompais; il se mit à l'œuvre avec furie. Il persista plusieurs mois avec ténacité. Du matin au soir à la bibliothèque, les trois quarts de la nuit à sa table de travail, il brûlait une énorme quantité de bougies. Notre chambre était encombrée de livres, de brochures; on ne savait où s'asseoir ni même où se coucher. Au lieu d'improviser des vers au bord du Neckar, il n'écrivait plus qu'en prose et, qui pis est, en prose allemande. Il dînait à peine et se sauvait avant le dessert; il se ruinait en bouquins. Un des antiquaires de Heidelberg, — on nommait ainsi les libraires au rabais, — m'arrêta un jour et me fit entrer dans sa boutique.

— Votre ami, me dit-il, me doit soixante-dix-huit florins trente-deux kreuzers. Est-il solvable?

Gian, que j'interrogeai à ce sujet, me fit une réponse inquiétante.

— Je n'ai pas d'argent, mais tu en as.

Je réfléchis alors à cette question posée par un philosophe de mon pays : « Quand un ami vous demande de l'argent, voyez lequel des deux vous voulez perdre. » Le plus souvent l'un et l'autre, pensai-je, et je devins rêveur.

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

Cependant Gian écrivait sa thèse et tâchait de m'y intéresser.

— Cette déclinaison du substantif dans le vieux français, me dit-il, et spécialement dans le dialecte picard, est un des phénomènes les plus curieux de l'histoire des langues. Mais j'ai fait une découverte qui sera un événement. Diez affirme qu'il n'y a que trois types de flexion... J'en ai trouvé un quatrième.

Il me disait cela très sérieusement. En même temps, il s'occupait d'opérations financières et vendait sa rente napolitaine, ce qui ne laissait pas d'être compliqué, parce que ces titres étaient nominatifs. Ici encore il se montra fort habile et alla faire à Francfort sa petite besogne sans recourir à l'intermédiaire des banquiers « qui, me dit-il, gagnent trop d'argent en ports de lettres. » Les méridionaux sont aptes à tout quand ils ont une idée en tête, et Gian voulait très réellement épouser Lenchen.

Lenchen, de son côté, flottait de plus en plus dans des idées vagues. Elle m'écrivait ponctuellement tous les dix jours, et je ne montrais pas ses lettres. En voici quelques fragmens :

« Mon meilleur ami, ce que vous me dites de Gian me fait plaisir et peur. Je suis ravie qu'il travaille pour moi, mais je crains de m'être un peu trop engagée. A vrai dire, je suis fort indécise et je voulais gagner du temps. Mon docteur sera-t-il un homme sérieux? Je ne sais que penser; ma pauvre tête va et vient, penche d'un côté, puis se rejette de l'autre. Ce qui augmente mon trouble, c'est la présence du bon Hans. Il n'a point quitté Degerloch depuis votre départ; je le vois beaucoup, et nous causons longuement; c'est vraiment une belle âme...

« ...Vous m'écrivez : « Défiez-vous de Hans. » Ah! mon pauvre Welche, vous êtes bien de votre pays. Vous n'admettez entre une femme et un homme que des relations de salon; il le faut bien, puisque le salon est tout pour vous; vous l'appelez le monde. Relations courtoises, galantes, coupables souvent, légères toujours. La femme, chez vous, ne sert pas à autre chose; on l'élève pour le mariage; entendons-nous : pour le spectacle et la récréation du mariage. Pas de devoir pénible : les enfans, on les met en nourrice, puis en pension. Du reste, on a pour nous beaucoup d'égards; on nous cède un coin de wagon, on ne fume pas à notre nez, on nous méprise avec politesse. Mais les intérêts sérieux de l'intelligence et de la vie se traitent à huis-clos, entre hommes. Les femmes n'entrent pas. Franchement, est-ce bien? Supposez une société où existe entre nous autre chose que ces rapports de galanterie frivole ou criminelle : un échange d'idées, par exemple, ou un travail commun, croyez-vous que cette société ne sera pas plus honnête? La place de la femme est au foyer, dites-vous; je vous comprends; vous entendez par ce beau mot la cuisine. Je ne méprise pas la cuisine; j'en atteste

mes mains rouges qui vous ont tant déplu, Mais si fort qu'on y tienne, on n'y passe pas dix-huit heures par jour. Que ferons-nous du temps qui nous reste? Je vous entends encore : la maternité. Mais toutes ne sont pas mères. Que feront-elles donc, les pauvres femmes sans enfant, les pauvres filles sans mari, pour occuper ce grand vide que laisse le berceau absent? Pourquoi leur refuser des besoins d'esprit, des curiosités élevées, à tout le moins ces « clartés de tout » qu'autorisait votre Molière et le moyen de gagner leur vie, d'en assurer l'indépendance et l'honnêteté? Voilà les pensées qui m'agitent en ce moment; je suis sûre que Gian ne s'en inquiète guère. Il lui suffit d'un rayon de soleil, et son âme est en joie... Ah! l'esprit léger!

« ... Toujours des bonbons; vous savez bien que je n'en use pas. Je suis trop jolie, roucoulez-vous, pour me chausser d'azur. Cela signifie, je pense : Ma chère enfant, vous devenez bas-bleu. Voilà un mot français que je n'ai jamais bien compris; j'imagine qu'il veut dire : une femme qui sait trop. Il nous faut donc, pour vous plaire, un certain degré d'ignorance? Si ce n'est pas du mépris, dites-moi donc ce que c'est. Le bon Hans n'est pas de votre avis : dans son opinion, la femme est et doit être absolument l'égale de l'homme. J'en doute encore un peu, bien que j'aie grande envie de lui donner raison. Je sens, par exemple, en jouant aux échecs avec lui, que je ne serai jamais de sa force. J'en conclus qu'il me manque certaines qualités de calcul, de précision et de prévision. Il me répond qu'on ne peut juger de toutes les femmes d'après moi, que j'ai une tête de linotte... D'ailleurs, à son avis, ce qui nous manque vient uniquement de ce que nous n'avons pas appris. Mieux instruites, nous nous développerons à vue d'œil. Selon lui, notre éducation est détestable et profondément immorale; on ne nous apprend que deux choses : le piano et l'amour. Deux oisivetés, dit-il, et deux énervemens. Tous les musiciens sont des corrupteurs; c'est le piano qui a hébété la société moderne. Les despotes le savent : voilà pourquoi en Italie, en Allemagne, en Russie, ils persécutent le drame et favorisent l'opéra. Quant à l'amour, c'est aussi un phénomène musical, une névrose lyrique attaquant ceux qui ont beaucoup de temps à perdre... Vous voyez qu'il n'est pas dangereux... »

« ... Décidément, le bon Hans est votre bête noire; vous prétendez qu'il *flirte* avec des idées, qu'il attaque l'amour pour se faire aimer. C'est ainsi que les stoïciens obtenaient la gloire en déclamant contre elle. Vous me citez un joli proverbe italien : *Chi disprezza vuol comprare :* Qui déprécie veut acheter. Soyez donc tranquille : Hans est un esprit supérieur, et je n'aime que son esprit. Mais il ne s'agit point de cela. Nous partons demain pour Bonn; nous descendrons le Neckar de Heilbronn à Heidelberg et nous traverserons

la ville à pied pour aller de la rivière à la gare. Je voudrais bien vous voir en passant. Soyez donc au débarcadère à l'arrivée du bateau; nous aurons pour le moins une bonne heure à causer ensemble. Encore un petit caprice : je voudrais bien voir Gian, mais je ne voudrais pas qu'il me vît. Tâchez d'arranger cela. J'aurai mal aux yeux et je porterai un triple voile. »

J'allai donc au débarcadère, où je trouvai d'abord la Chouette et Hans, tous deux très affairés : ce n'était pas un simple voyage, c'était un déménagement, et, bien que les gros bagages fussent partis devant, les émigrans avaient avec eux une cargaison de paquets qui encombraient le bateau. — « Ah! soyez le bienvenu, monsieur Flers, me dit la moutre : vous allez nous aider. » Et l'on me fourra un faisceau de parapluies sous le bras, une couverture sur l'épaule, un sac de nuit dans la main gauche, et une valise dans la main droite. Lenchen m'aborda, non moins chargée que moi : j'eus peine à la reconnaître derrière ses trois voiles et ses lunettes vertes. Chemin faisant, je rencontrai mon *Stiefelfuchs*, l'homme qui cirait mes bottes; je lui jetai tous nos paquets sur les bras en lui intimant l'ordre d'aller nous attendre au chemin de fer. Libres alors, Lenchen et moi, nous avions cinquante minutes devant nous et nous allâmes passer les vingt premières devant l'Université, sur la place que Gian devait traverser en sortant du cours. La conversation entre nous ne fut pas gaie; elle me dit que décidément elle avait renoncé à la musique et à l'amour, qu'elle ne toucherait plus un piano de sa vie et que, si elle voulait voir une dernière fois l'Italien, c'était uniquement pour s'affermir dans sa résolution. Son parti était pris, elle se vouait à l'émancipation de son sexe; elle me débita à ce propos tous les lieux-communs qui couraient alors et qui reparaissent encore aujourd'hui, de loin en loin. Je reconnus dans cet esprit disloqué les ravages de Hans : malheur aux filles qui réfléchissent! Sa robe de voyage ressemblait à une toge de professeur, son chapeau à une toque; ses yeux disparaissaient derrière des verres de couleur, elle me parut hideuse et je fus sur le point de lui tourner le dos. Tout à coup elle s'arrêta : les étudians sortaient de l'Université quelques-uns le nez dans un livre : parmi ceux-ci, le dernier de tous, notre Lucanien. Dès qu'elle le vit, elle se retint à mon bras, et je sentis sa main trembler. Bénie sois-tu, sainte nature! Gian vint droit à nous sans nous voir; il lisait la *Grammaire des langues romanes*. Quand il fut à deux pas de nous, je fis deux mouvemens brusques, mais heureux : j'abattis la grammaire d'une main, de l'autre je relevai les trois voiles et j'enlevai les lunettes vertes. Alors adieu Hans et toutes ses théories, l'égalité des sexes, les curiosités élevées, le saint-simonisme, le phénomène musical, la névrose lyrique, le sacerdoce de la jupe! adieu la gynécocratie! O sainte lâcheté de l'amour! en

un clin d'œil, je ne sais comment, il se trouva que les deux mains de Lenchen étaient appuyées sur les épaules de Gian et les deux bras de Gian croisés sur le dos de Lenchen : tous deux beaux, naïfs, chastes, jeunes ! Sur la place où ils étaient et où les étudians déjà dispersés ne pouvaient les voir, le ciel ouvert leur envoyait en pluie de soleil une bénédiction nuptiale, et la vieille Université, les regardant sans surprise et sans colère, leur chantait, en doux grec de Théocrite : « Enfans, soyez heureux ! »

— Et maintenant, mon amie, dis-je à Lenchen, il s'agit d'aller à la gare !

Elle parut alors s'éveiller en sursaut, rouge comme une fraise, et, rabattant ses trois voiles, se mit à marcher à grands pas devant nous. Gian aurait bien voulu la suivre et causer avec elle ; je l'empêchai d'en rien faire ; ils ne s'étaient pas dit un mot, mais que pouvaient-ils se dire de plus ? Lenchen était confuse, un peu troublée : il valait mieux la laisser à elle-même, sous la poétique impression de cette rencontre ; des paroles n'auraient pu que refroidir ou embarrasser son émotion. J'obtins de Gian qu'il n'allât pas à la gare où, rejoignant la jeune fille, je lui tendis ma main ; elle m'abandonna la sienne ; je serrai un peu, elle ne répondit pas. Les femmes reprennent toujours quelque chose de ce qu'elles ont donné. Mais bah ! la journée avait été bonne.

Lenchen resta quelque temps sans m'écrire, trop occupée peut-être par le travail de sa nouvelle installation ; je croirais plutôt qu'en face de moi, témoin d'une faiblesse qu'elle se reprochait peut-être, elle devait éprouver quelque honte. Sa première lettre, datée de Bonn, ne disait pas un mot de Gian :

« Nous sommes tout à fait installées, et je ne sais si je me trouve bien ou mal ; je n'ai pas encore fait amitié avec les choses. Certes la maison est jolie, assise sur un ancien bastion entre la route de Coblenz et le Rhin : de ma fenêtre on voit le fleuve et les Sept-Montagnes. Mais je ne les connais pas encore et je ne trouve rien à leur dire, elles ne prennent pas garde à moi. A Degerloch, le moindre cerisier savait mon histoire et je savais la sienne ; je l'avais vu tant de fois offrir, selon la saison, ses feuilles aux vermisseaux, ses fleurs aux abeilles, ses fruits aux moineaux du jardin, nous avions tant d'impressions communes, gaies d'abord, un peu tristes après, mais toujours douces, depuis l'enfance où je grimpais à ses branches, jusqu'aux derniers temps où je m'asseyais à son ombre qui avait l'air de me comprendre et de me consoler ! Ici je ne sais à qui dire : « Te souviens-tu ? » Les rues semblent étonnées de me voir, les étudians me regardent avec effronterie, les professeurs avec indifférence, les marchands avec une considération sans cordialité. Ah ! que j'aimais mieux ma grasse et bonne Souabe ! Je ne sais si je

vois mal, mais je trouve ici tout le monde laid, surtout les femmes; ce n'est pas Allemand, c'est Prussien, sec, mince, raide (*steif*). Ce qui m'afflige surtout, c'est que ma mère ne paraît pas contente; ses amies ne sont plus là; les unes mortes, les autres dispersées par la vie, d'autres changées par l'âge; elle les trouve vieilles d'esprit et de cœur. Pauvre femme! elle venait chercher ici sa jeunesse et ne la trouve plus; je crois qu'on a toujours tort de vouloir recommencer la vie. Moi-même, je ne serai donc plus heureuse comme autrefois, même si je retourne à Degerloch? — Quant aux nouvelles connaissances, il n'y faut plus songer; on est très défiant (il me semble au moins) à Bonn. Nous habitons un quartier où, avant de se lier avec vous, les gens veulent savoir beaucoup de choses. Nous vivrions tout à fait seules sans le bon Hans, qui a bien voulu demeurer chez nous et qui me donne des leçons d'histoire naturelle: pour les lui faire trouver moins pénibles, je l'ai prié de me les donner en fumant. Je me sens bien petite auprès de lui; ce qu'il sait me fait peur. Il connaît tous les insectes par leur nom, sans parler des infusoires. Quel homme! Il serait déjà, s'il le voulait, la gloire de l'Allemagne, mais il y tient si peu, qu'il n'écrit rien; d'ailleurs il écrit très difficilement, il a trop à dire. Aimer la science pour la science, voilà sa devise; il ne lui demande ni argent, ni honneur. Apprendre, à son avis, est la seule fonction qui vaille la peine de vivre: tout le reste n'est que mensonge ou illusion. Dieu! qu'il a dû souffrir pour dire de pareilles choses! »

Et pas un mot de Gian. En cherchant bien pourtant, j'aurais pu le trouver, entre les lignes, à l'ombre du cerisier qui comprenait la jeune fille et la consolait... De quoi? Ce portrait même de Hans, portrait arrangé s'il en fut, n'était mis là que pour faire contraste avec la figure insouciante et heureuse de l'Italien. D'ailleurs si cette figure était effacée de son souvenir, pourquoi m'écrivait-elle? Qu'y avait-il entre elle et moi, sinon Gian? — Tu ne m'en dis rien, pensai-je, afin que je t'en parle. Et je ne me trompais pas: que le Rhin soit hollandais, allemand, français ou suisse, la femme est la même partout, pleine de malices percées à jour et de naïvetés incompréhensibles. Pour payer Lenchen de sa monnaie, je lui écrivis une lettre de six pages où je ne lui parlai que la vue du Kaiserstuhl et du cours de Vangerow. Dans sa réponse, elle me demanda en passant si Gian travaillait à sa thèse. Je lui appris que la thèse était finie, et que Gian avant de l'imprimer l'enverrait à Hans, dont il voulait avoir l'opinion. Mais Hans ne daigna pas la donner, toujours parce qu'il écrivait difficilement, ayant trop à dire. Il se contenta de dicter une courte note dans laquelle il décrétait que cette œuvre était de l'écume et du vent. Une centaine de pages tout au plus sur un sujet qui en comportait plus de mille! Cependant il ne

renvoya pas le manuscrit. Gian, tout à fait découragé, voulut se jeter par la fenêtre; le lendemain toutefois, il avait changé d'avis. — « Rien n'est perdu, me dit-il, j'ai un autre sujet de thèse. » Et aussitôt, au courant de la plume, dans ce beau latin que lui avaient appris les Scolopi, sans autre secours qu'un volume ou deux qu'il possédait, il se mit à écrire une étude sur « Giordano Bruno, père de la philosophie allemande. » Ce fut l'ouvrage de quelques jours; six semaines après, il était docteur en philosophie et partait pour Bonn. De Francfort, où il dut s'arrêter pour recueillir ses fonds, il m'adressa une lettre folle de joie. Il ne m'envoya pas une petite somme d'argent qu'il me devait, mais à la place, une magnifique pipe en écume sculptée qui valait deux fois sa dette et que je cassai en vingt morceaux la première fois que je voulus la bourrer de tabac. A partir de ce moment, je le laisse parler, j'ai ses lettres.

« Mon cher, je t'écris au débotté, puisque je te l'ai promis, mais je n'ai rien à te dire encore. Beau voyage que je te décrirais, si j'avais regardé quelque chose: je n'ai rien vu que la couleur du Rhin qui m'a rappelé les épinards de mon pays saupoudrés de farine; sacrilège si tu veux, mais il s'agissait bien du Rhin! Je ne connais d'ici que les portefaix et les passans qui m'ont paru affables, ouverts; la race est belle. Bref, j'ai couru chez Lenchen, elle n'y était pas; je n'ai vu que la Chouette. Suivant ton conseil, j'ai fait la cour à cet oiseau nocturne, je lui ai demandé de me montrer sa maison. Elle en grillait d'envie, tu connais les propriétaires; mon oncle le prêtre, qui a des carrés de légumes, ne vous fait pas grâce d'un artichaut. Pareillement Frau Pfenning, rajeunie de dix ans, m'a conduit partout, sauf dans la chambre de Lenchen, qui était fermée à clé : j'ai inspecté le grenier, la cave, la buanderie, la cuisine, voire le chenil du bon Hans, qui est le caniche de la maison et qui a paru ravi de me revoir. Lenchen, qui doit passer la soirée chez une amie, sera bien fâchée en rentrant de m'avoir manqué. Mais enfin je crois avoir gagné ma belle-mère. »

Lenchen me raconta la chose différemment : « ... Gian est arrivé hier à Bonn sans se faire annoncer : ma mère l'a introduit au salon, puis est venue me demander si je voulais le voir. J'ai répondu non, je veux être forte. Je me souviens toujours, en rougissant, de Heidelberg. Je me suis donc enfermée, et bien m'en a pris; en baissant les yeux, je voyais mon cœur battre. Le pauvre garçon est donc arrivé en trois mois à se faire nommer docteur; je m'en applaudis, puisque j'y suis pour quelque chose et que la vanité, vous le savez bien, n'est pas mon moindre défaut. Il a laissé pour moi son diplôme en parchemin dans un rouleau de velours à mon chiffre, un exemplaire de sa thèse relié en maroquin, de plus une parure en corail qu'il a fait venir d'Italie. J'avais grande envie de refuser ce dernier

cadeau, mais ma bonne mère m'a dit : « Prends toujours. » Ce n'est pas qu'elle aime beaucoup votre ami; hier il a fait tout ce qu'il a pu pour lui être désagréable. D'abord il a voulu inspecter toute la maison, un vendredi! Ce beau rêveur qui vit dans le bleu du ciel n'a pas eu l'air de se douter de sa maladresse. La lessive n'était pas encore entrée, il y avait dans l'escalier du linge qui séchait, nous attendions l'écureuse le lendemain. La cuisine surtout faisait peine à voir; or vous savez, vous qui prenez garde à tout, que la cuisine est l'orgueil des ménagères. En voyant tout cela, sans y faire la moindre attention, Gian éclatait en complimens sur la propreté germanique. Peut-être voulait-il être aimable, comme vous dites, ce qui ne signifie pas chez vous digne d'être aimé. Goethe affirme qu'en allemand, quand on est poli, on fait un mensonge :

Im deutschen lügt man wenn man höflich ist.

Ma mère était furieuse et n'a pas dû le lui cacher. Hans, que votre ami est allé relancer jusque dans son grenier, l'a reçu de fort mauvaise grâce... Cela se renoue mal. »

VI.

Gian et Lenchen continuèrent à m'écrire, lui en italien, elle en allemand. Je coupe des fragmens de leurs lettres, je les traduis en français et je les range en dialogue. C'est le meilleur moyen d'aller vite et de rester dans le vrai.

Gian. — « Je ne comprends rien à Lenchen. Je l'ai vue ce matin pour la première fois depuis mon arrivée à Bonn; la moutre et Hans étaient là. Accueil glacial : on ne me disait rien, on me regardait à peine. La vieille tricotait, le Schloukre parlait tout seul. Qu'est-ce que cela veut dire? Qu'ont-ils à tramer entre eux? Je suis invité à souper chez eux, mais quand? Dimanche. C'est aujourd'hui lundi; faut-il d'ici là que je reste à la porte? Ah! je vais passer une jolie semaine! Ce soir, de rage, j'ai donné un soufflet au garçon du *Lion-Jaune* (c'est mon adresse), après quoi, pris de remords, je lui ai jeté un thaler. Le drôle a ramassé ma pièce et m'a tendu l'autre joue. Il n'y a plus de christianisme en Allemagne que chez les garçons d'auberge. Mais cette réflexion ne me console pas; je suis furieux. »

Lenchen. — « J'ai vu Gian, toujours le même. J'ai dû me tenir à deux mains pour ne pas lui sauter au cou; par bonheur, ma mère et Hans étaient là. Je me sentais si émue que je n'osais lui parler; je fuyais son regard qui me brûlait les yeux. Tenez, je suis aussi folle qu'à Heidelberg et j'ose vous l'écrire. Ah! pauvres nous! (*Ach!*

wir Armen!) Malgré ma mère qui roulait de gros yeux, j'ai dit à Gian de venir souper dimanche. Quand il est parti, elle et Hans m'ont fait une scène; j'ai tenu bon cependant et je leur ai dit en haussant la voix : « Puisque nous acceptons un collier de corail, nous pouvons bien offrir une côtelette. » Ma mère et Hans se sont regardés dans les yeux et n'ont rien répondu... »

Gian. — « Ce souper d'hier a été une vraie fête. Le plat de résistance était un rôti de bœuf aux pommes cuites : la douceur dans la force, — les gens de ce pays mettent une idée partout. Cependant le meilleur plat du repas était le bon Hans. Je me suis un peu moqué de lui, car j'étais de bonne humeur, mais il a fort bien pris la chose. Ce qui me plaît surtout chez les Allemands, c'est qu'ils n'ont aucune susceptibilité. Homme de mérite d'ailleurs et très savant ; il cherche toujours l'atome prototype, et, pour le trouver, il dissèque tout ce qui lui tombe sous la main. A Bonn, depuis son arrivée, il est devenu la terreur de tous ceux qui ont des chiens, des poules, des lapins, ou n'importe quelle autre bête. Il s'organise contre lui une association de philistins qui veut prendre le titre de Société protectrice des animaux ; toutes les vieilles filles en sont à cause de leurs chats, et les vieilles filles, à ce qu'il paraît, sont une puissance. Ces braves gens se proposent de faire fouetter les cochers par les chevaux; quelques-uns s'engagent à ne plus manger de viande, pour épargner les bœufs et les moutons; si on les laissait aller, ce seraient les vaches qui trairaient les bergères. On ordonnera aux servantes, quand elles feront les lits, de respecter les insectes : elles n'y sont déjà que trop portées, surtout dans mon pays. Hans n'en continue pas moins ses expériences et il a raison; son seul tort est d'en parler à table. Lenchen fait semblant de l'écouter avec une extrême déférence, mais elle doit le trouver ignoble et dégoûtant. J'aime pourtant ce pauvre hère et il me le rend ; je n'oublierai jamais que sans lui j'aurais une balafre au visage. Nous autres Italiens, nous sommes toujours reconnaissans des services qu'on nous a rendus. Enfin la soirée a passé comme un éclair; on ne m'a laissé partir qu'à onze heures... »

Lenchen. — « Hélas! mon meilleur ami, ce souper dont j'attendais merveille a tout gâté. D'abord avec le bon Hans, il faut le dire, Gian s'est conduit fort mal : il l'a criblé de quolibets avec une cruauté sans pareille. J'étais sur les dents, sa victime pâlissait, fermait les poings, se mordait les lèvres; j'ai vu le moment où la chose allait mal finir. Pour détourner la tempête, j'ai amené notre savant sur des sujets qui l'intéressent et qui intéressent tout le monde : Gian a fini par se taire, mais il ne voulait pas s'en aller. Ma mère a le sommeil un peu sonore; sans cet avertissement, il serait

encore là. Son départ a été un soulagement pour tout le monde. Ma mère, en se réveillant, s'est écriée : « J'espère qu'il ne reviendra plus... »

Gian. — « Victoire! ma visite de digestion : la Chouette était au marché ; Hans disséquait dans une cave qu'on lui a donnée ; c'est Lenchen qui est venue m'ouvrir, elle m'a conduit dans sa chambre; je suis resté seul avec elle un moment trop court. Ah! quelle fête! une embrasure de fenêtre, le Rhin, le soleil, des paillettes d'or sur l'eau verte, sa main dans ma main... Je lui chantais du Mozart, dans ma langue :

Là ci darem la mano...

« Le fleuve seul nous entendait et riait dans sa gloire. Après quoi, nous avons causé, je l'ai convertie. Trop raisonneuse, regardant toujours derrière ou devant. Derrière, c'est triste : pas de souvenir qui ne soit un regret ; devant, c'est bête ; pas de rêve qui ne soit une chimère. La fleur est à nos pieds, hier elle n'était pas, demain elle sera morte. Il n'y a qu'à se baisser pour la cueillir :

Cogliam d'amor la rosa, amiamo or quando
Esser si puote riamato amando.

« Je l'ai tout à fait convaincue. Je pense que nous pourrons bientôt publier nos bans... »

Lenchen. — « ... Assurément il est naïf, sincère, enthousiaste : un paysage, une musique où l'on met du cœur lui arrachent des cris de joie ; sa parole est une flamme annonçant qu'il fait chaud au dedans de lui. Mais est-ce tout, est-ce assez pour une vie entière? Il me disait hier, dans ma chambre, qu'il a voulu voir à toute force, que, hors l'amour, aucun but au monde n'est digne d'aucun effort. — Et la science? lui ai-je demandé. — La science, il s'en moque ; sa thèse, ses deux thèses lui paraissent absurdes et inutiles ; il ne les a écrites, à ce qu'il dit, que pour me revoir. C'est doux, ces paroles, et quand mes oreilles les ont reçues, j'ai eu comme un frisson de plaisir. Mais après, quand j'y ai songé de sang-froid, j'ai pris peur : cette insouciance m'épouvante. Demain ne l'inquiète pas, l'éternité ne lui dit rien. Le mot même de mariage lui paraît froid ; on dirait qu'il m'a choisie pour l'émotion d'une heure. Ah! que les mœurs latines sont dépravées! Hans en a bien dit vrai : le catholicisme est la pire des religions; beaucoup plus immoral que le paganisme, qui se contentait de régler les passions, il les réprime et en même temps les exalte. Le protestantisme, au contraire, les apaise en les raisonnant. Je me vaincrai, je suis protestante. »

GIAN. — « Je n'ai pas de chance depuis un mois; je n'ai pu revoir ma pauvre Lenchen. Les premiers jours, on m'a dit qu'elle était sortie, on a fini par m'avouer qu'elle est malade. Ce n'est pas dangereux, m'assure-t-on, mais j'ai de vives angoisses. On tient sa porte close et on lui interdit toute conversation. Elle a pour médecin le bon Hans, que je vois tous les jours; c'est lui qui me reçoit; j'ai suivi ton conseil, je lui épargne mes railleries. Le sentiment qu'il m'inspire est une compassion profonde, où entre autant de sympathie que de pitié. Aux disgraciés comme lui nous devons pardonner bien des choses. Le jour où il naquit, toutes les mauvaises fées l'assaillirent. L'une lui dit : « Tu seras laid; » l'autre : « Tu seras gueux; » l'autre : « Tu seras bête; » une dernière, la pire : « Tu seras savant. » Réunis toutes ces misères; est-il étonnant qu'il soit devenu grossier, hargneux, pessimiste? Un seul malheur lui manque, le sens de l'art; s'il l'avait, comme l'eut notre Léopardi, le sublime bossu, il serait un grand désespéré, un amant de la mort. — Nous jouons toujours aux échecs : il me bat à plate couture et triomphe toujours bruyamment, mais cela m'est tout à fait égal. Sa mansarde regarde le Rhin qui, grossi par la pluie et la neige, roule maintenant de la boue; c'est affreux, ces hivers du Nord. Au-dessous de ce grenier est la chambre de Lenchen. Sa respiration m'oppresse, je l'écoute souffrir; quand elle tousse, j'ai mal. C'est alors que je perds mes pions, mes fous, ma dame. — « Sois donc à ton jeu, me dit Hans avec humeur. — C'est que Lenchen vient de tousser. — Bah! bah! reprend-il en ricanant, ce n'est qu'une légère hypertrophie à la muqueuse des bronches... »

LENCHEN. — « Rassurez-vous, mon meilleur ami, je ne suis point malade, je ne suis qu'enrhumée, mais j'ai profité de ce petit malheur pour garder la chambre : c'est le seul moyen de me recueillir et d'avoir la paix. Ma mère ne veut pas que Gian me revoie; s'il revenait malgré elle, il s'exposerait à un mauvais compliment qui amènerait une rupture; mieux vaut donc gagner du temps. Vous le savez, dans notre pays, et surtout dans notre monde, on parle avec une extrême franchise : on ne sait pas montrer de l'amitié à ceux qu'on n'aime pas. Quand vous reprochez aux gens d'humble naissance une certaine rudesse de parole, vous ne vous doutez pas que c'est pour eux le seul moyen de se faire respecter. Leur dignité doit souvent se défendre à coups de cornes. Mon excellente mère ne sait pas garder ses impressions. En arrivant à Bonn, elle est allée voir une de ses amies dont la tante est la plus méchante langue du pays; cette vieille femme a aujourd'hui plus de quatre-vingts ans. Ma mère lui a dit en la retrouvant : « Hé, quoi! vous n'êtes pas encore morte? » Pour le moment, elle en veut à Gian, mais cela ne peut durer éternellement. »

Gian. — « Ce que je fais? Je pense à Lenchen. Et puis? Et puis j'apprends le portugais, excellent délassement quand on a des peines de cœur. C'est d'ailleurs une très jolie langue, de l'espagnol désossé, cela se lit couramment au bout de huit jours. Mon professeur est un homme célèbre et je suis son unique élève; je lui ai proposé de retirer mon inscription ou d'aller prendre ma leçon chez lui. Il m'a refusé net en me disant que c'était son devoir de professer à l'Université : aussi faisons-nous la course, lui et moi, très régulièrement : il monte sur son estrade, je m'assieds au premier banc et il me parle une heure en m'appelant messieurs; nous lisons *les Lusiades*. Hier il m'expliquait un passage exquis, digne de Raphaël, où le poète a peint les déesses de la mer ondulant sur les vagues et repoussant de leurs blanches poitrines la flotte des Portugais. J'ai dessiné sur mon cahier une de ces nageuses divines et je lui ai donné la tête de Lenchen; puis, honteux de la voir nue, je l'ai habillée; ce n'était pas une néréide, c'était Ophélia. Voilà ce que je fais; je n'ai donc pas grand'chose à t'apprendre. Tu me demandes si je ne vois personne à Bonn. Si fait : j'ai vu un poète célèbre, un prince royal et la Commère, plus intéressante que les deux autres; celle-ci, je la vois tous les jours.

« Le poète célèbre, qui te mettrait fort en colère, n'a pas encore pardonné à tes compatriotes d'avoir coupé la tête à Conradin et gagné la bataille d'Iéna; aussi passe-t-il sa vie à vomir contre vous feux et flamme; je n'ai jamais rien vu de plus bizarre que cette neige flambante, ce Mont-Blanc en éruption. On l'appelle ici le *Franzosenfresser*, l'avaleur de Français. Je t'enverrai une caricature où on le représente en train de croquer un zouave; il s'écrie en se léchant les lèvres : *Wie famos schmeckt ein Franzos!* Qu'un Français a donc un fameux goût! Je lui ai demandé s'il avait jamais été amoureux; il m'a répondu en me regardant de travers et en haussant l'épaule. Défions-nous des hommes sans amour. Ceci est pour toi.

Quant au prince royal, il promet beaucoup, comme tous les princes royaux; nous verrons ce qu'il fera sur le trône. Je lui ai présenté le pauvre Hans, qui a grand besoin d'être soutenu. Ils se voient souvent et ont l'air de s'entendre à merveille. Que résultera-t-il de cette intimité? Un révolutionnaire féodal ou un prince anarchiste? L'avenir répondra.

« Moi, je vois la Commère (*die Gevatterin*). Figure-toi une pauvre vieille assise devant une porte de Bonn, sous une tente en guenille et sur un banc vermoulu, les pieds sur une chaufferette, derrière un méchant comptoir, qui offre aux passans des petits pains, de vieilles pommes toutes ridées et ratatinées, des noix maigres, des raisins secs, de malheureux fruits d'hiver. Or il fait un temps de

chien : pluie sur neige, boue froide jusqu'à mi-jambe ; on demande une gelée à grands cris. Eh bien ! la Commère vient là tous les matins depuis quarante à cinquante ans, et on ne l'a jamais entendue se plaindre. Elle a vu Napoléon et les souverains de l'empire ; ils sont tous morts, et la voilà. Cette femme est un grand philosophe ; je lui ai raconté mon histoire, et elle m'a donné du courage. Ah ! mon ami, comme la vie en sait plus long que les livres ! Tu en conviendras, si tu es jamais pris par le cœur. Eh bien ! cette brave femme m'a renseigné sur un point qui t'inquiétait. Tu m'as demandé un jour si par hasard le bon Hans ne voulait pas épouser la Chouette. La Commère, qui sait tout et qui me tutoie, n'en croit rien. « Son idée est ailleurs, me dit-elle. En revenant à Bonn, Frau Pfenning croyait renverser tout le monde : ses bonnes amies d'abord, puis de gros bourgeois qui la méprisaient jadis ; mais de ses bonnes amies, qui avaient vingt ans il y a une quarantaine d'années, il ne reste plus que deux ou trois vieilles filles, et ces deux ou trois vieilles filles lui ont fait froide mine, parce qu'on n'aime pas, dans le pays, ceux qui ont gagné la partie ailleurs ; on les soupçonne toujours d'avoir triché. Sais-tu, compère, pourquoi les femmes se plaignent continuellement ? C'est un peu par bonté d'âme et beaucoup par sagesse ; elles savent que leurs peines font plaisir aux autres et que, si elles s'avisaient d'être heureuses, elles auraient contre elles tout le pays. La Chouette, comme tu l'appelles, n'a pas compris cela ; c'est un oiseau lent et lourd qui ne prend pas sa proie au vol et n'attrape que les chenilles ou les souris qui dorment. Elle a voulu faire la belle et porter haut son aigrette ; on l'a trouvée arrogante et on lui a tourné le dos. Quant aux bourgeois, ou plutôt aux bourgeoises, elles n'ignorent pas que Frau Pfenning a tenu un cabaret à Degerloch. Dieu sait comment elle y a vécu ! disent les moins défiantes. Il n'y a donc plus qu'un monde où elle puisse entrer, celui des savans ; l'ami Hans serait homme à l'y introduire. Voilà pourquoi elle le ménage et je sais qu'une ou deux fois, pour lui et par lui, elle a reçu chez elle des professeurs. En retour, les professeurs ont invité chez eux l'ami Hans, et la bonne femme en a été pour ses frais. Aussi voudrait-elle bien, peut-être, s'attacher à lui de plus près,.. en l'épousant, je ne crois pas : il ne voudrait pas d'elle... mais en lui donnant Lenchen... » — Horreur ! dis-je à la Commère... »

Lenchen. — « C'est vrai que Hans change à vue d'œil. Autrefois, je ne veux pas vous le cacher, il avait des manières un peu primitives ou, comme il disait, naturalistes. Il mangeait les deux coudes sur la table et tenait sa fourchette à poing fermé... Maintenant il porte un costume noir et du linge blanc, ne s'étend plus sur le divan avec des bottes crottées. Hier, nous entrions ensemble au salon ;

il s'est effacé pour me laisser passer la première, il ne m'interrompt plus quand je parle et ne me dit plus, quand je ne suis pas de son avis : « Vous n'y entendez rien. » L'autre jour, il parlait de Gian et de vous en fort mauvais termes : j'ai pris naturellement votre défense ; il a baissé la tête et il s'est tu. Je ne suis plus la petite fille, la petite sotte. En me donnant sa leçon d'histoire naturelle, il a des distractions, regarde ma main, qui est blanche à présent, tourne dans ses doigts une boucle de mes cheveux, ce qui me déplaît, mais je n'ai pas le cœur de le lui dire. Ce matin, il m'a offert un petit bouquet de fleurs de serre ; si ce n'était pas lui, je croirais qu'il vient à moi. Vous avouerai-je qu'il y gagne? Autrefois, il y a deux mois à peine, j'éprouvais pour lui un profond sentiment de vénération. Il me paraissait vieux d'abord, puis si haut au-dessus de moi, debout sur une cime inaccessible! Je ne crois pas qu'une femme puisse bien réellement s'attacher à un homme trop supérieur. Dieu lui-même ne s'est-il pas dit un jour : « On me craint trop, je veux qu'on m'aime. » Alors il se fit homme ; il pleura, souffrit, mourut comme les autres, et il fut aimé...

« Eh bien! non! il n'y gagne pas. Tout à l'heure, pendant que je vous écrivais, Hans est entré tout à coup, plus agité que de coutume ; il s'est promené un grand moment sans me rien dire, puis s'est assis à mes pieds, sur une petite chaise d'enfant, et m'a regardée une minute au moins dans le blanc des yeux : ces minutes sont longues. Je me suis levée alors, assez mal à mon aise ; il m'a retenue en me récitant deux vers d'Uhland :

> C'est toi que j'aimai, toi que j'aime,
> Qu'éternellement j'aimerai.

Je vais vous dire un mot bien français : le succès d'un homme est un peu une affaire d'attitude. Je me tenais debout devant Hans, qui s'était emparé de mes deux mains et les serrait trop fort, ce qui me faisait du mal ; il était sur ma petite chaise, plié en trois, les genoux trop hauts, tout en zigzag et en angles aigus. Il me prit une folle envie de rire. Le rire, vous savez, c'est comme l'éternûment : on le retient tant qu'on peut, et puis... cela part. Cela partit. Hans lâcha mes mains et me lança un regard triste. « Je vous demande pardon, lui dis-je avec douceur. Une idée bouffonne m'a passé par la tête. — Il n'y a pas d'idée bouffonne, me répondit-il gravement : le rire est divin parce qu'il est créateur. Lorsque le dieu suprême rencontre le néant, il se produit un monde ; lorsque l'homme rencontre le néant, il se produit un rire. Le rire est la création de l'homme, comme la création est le rire de Dieu. Le rire contredit la contra-

diction, nie la négation, détruit le rien, affirme le tout, la liberté illimitée, la subjectivité qui se sent comme parfaite. L'homme alors s'élance hors de lui-même et fait un bond dans l'infini; ce bond, c'est le rire... » Autrefois j'aurais trouvé cela profond, aujourd'hui je trouve cela bête. Est-ce ma faute? ou celle de Hans? ou celle de Gian? »

Gian. — « Drôle d'homme! Mais je ne peux croire encore qu'il songe à épouser Lenchen. D'abord il ne m'en a rien dit et il sait mon secret; ce ne serait pas de bonne guerre; puis la loyauté germanique... Que veux-tu? j'y crois. Cependant la malade est toujours en quarantaine, et il ne m'est pas permis de la revoir. D'autre part, Hans se fait beau, fréquente le prince, veut être docteur. Ce qui l'embarrassait, c'était la thèse, il ne sait pas écrire. Je lui dis : — Prends la mienne sur la déclinaison du substantif dans la langue d'oïl. Je sais qu'elle ne vaut rien, mais tu y mettras du tien, et elle sera bonne. — Il s'est fait un peu prier, mais enfin il l'a prise et imprimée sous son nom, telle quelle, à mes frais. Comme il ne veut pas que je lui prête de l'argent, nous avons joué aux échecs les cinquante thalers que coûtait l'impression; il m'a battu, comme de coutume, et ne me doit rien, mais il sera docteur en philosophie. Je suis sûr que tout cela te met en colère et que tu vas dire dire de moi : La bonne dupe! — Tu ne connais pas la sainte naïveté du pauvre Hans. Véritablement, il me fait pitié; tu ne peux comprendre ce que c'est que de se sentir quelque chose et d'avoir les bras liés par les nécessités de la vie. L'infortuné ne possède rien, ne gagne pas un rouge liard. Par bonheur, le prince l'a pris sous sa protection et lui promet une chaire créée pour lui dans l'université de X... Le pauvre garçon passera ainsi du premier coup professeur extraordinaire. Mille fois tant mieux! je lui souhaite tous les bonheurs imaginables, pourvu qu'il me laisse Lenchen. »

Lenchen. — « Hans se *déniimbe* tout à fait : l'homme reste et l'homme n'est pas beau; c'est vrai que ses mâchoires avancent. Puis il fume trop; je l'ai prié de ne plus fumer chez moi. Et puis,.. et puis son esprit même, qui me paraissait si extraordinaire, a mué comme son humeur. N'allez pas me dire au moins que c'est moi qui change : je reconnais toute la science de mon maître, mais a-t-il beaucoup d'idées, et celles qu'il a sont-elles bien à lui? En tout cas, elles tiennent guère. Ne vous ai-je pas dit qu'autrefois il avait en horreur toutes les têtes couronnées, tous les personnages de sang royal? Il me disait un jour : — La science a maintenant une haute mission, c'est d'outiller le régicide. — Il a passé toute une saison à fabriquer de petites bombes qui, lancées dans la voiture d'un souverain, le massacreraient avec toute sa suite; je crois même qu'il a envoyé sa recette à Londres, où un compatriote de Gian en veut à

votre empereur. Eh bien! le même Hans est devenu le meilleur ami d'un prince royal; aussi défend-il aujourd'hui l'ordre social basé, dit-il, sur l'hérédité seule. Il ne dit plus socialisme, il dit communisme; il ne dit plus démocratie, il dit démagogie. Quant au peuple, il ne le trouve que trop heureux : les prolétaires, à ce qu'il prétend, sont des fainéans et des ivrognes travaillant moins que nous et buvant plus que nous. Voyez les cabarets, il y a plus de pauvres que riches. Le peuple est stupide et féroce : il s'agit de museler la brute humaine, sans quoi le monde ne sera bientôt plus qu'une bauge de porcs enragés. Le salut de l'humanité, c'est l'esclavage : on n'a jamais rien fait de grand que dans les pays où cette institution tutélaire a existé. Mme Beecher-Stowe est une pimbêche; si on l'écoute jamais, l'Amérique tombera cassée en deux dans des flots de sang. D'ailleurs toute femme qui écrit est un monstre; ce sexe fatal et subalterne doit filer de la laine et rester à la maison. Ève ne représente qu'une des côtes d'Adam, qui en avait vingt-quatre, et probablement une des moindres, une fausse côte, une côte flottante ou peut-être une côte supplémentaire qui était une superfluité. — Croyez-moi donc, conclut Hans, cessez d'étudier et ne lisez qu'un livre appartenant à la littérature française, en ceci la première du monde; ce livre est intitulé : *la Cuisinière bourgeoise.* C'est la seule lecture utile aux femmes.

« Tout cela me trouble infiniment, je commence à croire que toutes ces idées sont folles. Par bonheur, elles ne changent rien aux habitudes; quand Hans était franchement athée, il se conduisait en puritain; maintenant qu'il va tous les dimanches au prêche, il n'a rien changé à sa vie, et, bien qu'il vante la cuisine française, il se repaît de choucroute et de charcuterie aujourd'hui comme avant. — Moi j'ai l'esprit plus fidèle et je rêve toujours l'émancipation des femmes. Seulement, chez moi comme chez Hans, les idées ne peuvent changer les mœurs : je ne m'insurge qu'en imagination et je suis une petite fille bien sage, qui ne sort pas de chez elle et qui obéit à sa maman. Ne trouvez-vous pas cela bien étrange? Juliette et Desdémone avaient des idées beaucoup plus timides que les miennes; elles ont pourtant épousé l'une Roméo, l'autre Othello malgré leur famille; moi, je ne le ferais jamais. Elles en sont mortes, mais ce n'est pas le mourir qui m'inquiète, c'est seulement la crainte bourgeoise de faire ce qui ne se fait pas. Et pourtant ce qui ne se fait pas serait honnête et bon; il y a près de moi un brave cœur qui souffre. Pauvre Gian! il passe chaque jour devant la maison; je le vois, sans être vue, dans le miroir accroché de côté, près de ma fenêtre. Il a pâli, ses yeux sont souvent rouges : cela me navre et me charme,.. mais je ne veux pas, je ne dois pas... Je l'entends marcher au-dessus de moi dans la chambre de Hans; il est plus malade que moi,

ses pas ont la fièvre. Hier, il s'est mis à plat ventre sur le plancher (Hans venait de sortir) et m'a dit à mi-voix : — M'entends-tu, Lenchen ? — J'ai fait semblant de ne pas l'entendre...

« J'en étais là de ma lettre quand ma mère est entrée comme une bombe et m'a demandé pourquoi je n'épouserais pas le docteur Hans. Car il est docteur depuis hier et va partir pour X.., où on lui promet une place. Je ne m'attendais à rien de pareil, j'en suis encore toute bouleversée... Vous avez raison, toujours raison ; ils s'entendaient depuis longtemps, elle et lui, peut-être depuis le bal de Heidelberg... — Mon Dieu ! me dit ma mère, je sais bien qu'il n'est pas joli, mais, songes-y, le mariage n'est point un tour de valse, et un beau cavalier n'y vaut rien. Dans ce long chemin, on ne danse pas, on marche, en habits de voyage, avec de gros souliers qui chaussent mal, mais qui ne blessent pas. Puis les escarpins s'usent vite. Considère qu'avec Hans tu es sûre de l'avenir : ce n'est pas un freluquet qui mange son blé en herbe ; c'est un homme sérieux, ami du prince royal, déjà docteur, bientôt professeur ; tu seras déjà Mme la doctoresse (*Frau Doctorinn*), bientôt Mme la professeuse (*Frau Professorinn*), sans doute un jour Mme la réelle conseillère privée (*Frau wirklich geheime Rœthinn*)... Quel triomphe pour ta vieille mère !..

« Un moment après, Hans est venu me dire adieu ; je ne suis pas fâchée qu'il s'en aille. En me quittant, il a voulu m'embrasser... j'ai cru qu'il m'enlaçait, j'ai senti un froid autour du corps. Ma mère nous regardait en riant du coin de l'œil... Non, c'est horrible. Tenez, je n'y suis plus, ma tête s'en va. Non, m'appeler Mme Schloukre ! Et encore ce ne serait rien, mais épouser Hans ! »

Gian. — « Mon cher, je suis désespéré. Elle ne m'aime pas, ne m'a jamais aimé une minute. Il y a une heure, je suis monté comme d'habitude au grenier de Hans pour avoir des nouvelles de notre malade. Il n'y était pas. J'ai sonné alors au premier chez Frau Pfenning ; c'est Lenchen qui est venue m'ouvrir. Elle n'a fait qu'entrebâiller la porte. — « Enfin ! m'écriai-je, c'est bien vous... vous allez donc mieux ? — Un peu mieux, me dit-elle d'une voix encore enrouée. — Puis-je entrer ? — Ma mère est sortie. — Adieu alors ! — Adieu ! »

« Je lui ai tendu ma main qu'elle a touchée de la sienne, mais sans plier les doigts, comme elles font toutes quand leur main n'a rien à dire, quand il ne s'est rien passé entre elle et la nôtre, quand ne se passera jamais rien. Après quoi elle m'a fermé la porte au nez... Ah ! je souffre !.. je souffre ! »

Lenchen. — «... Il est venu hier et m'a trouvée seule ; Hans était parti. Je ne l'attendais pas. En le revoyant, je me suis sentie dans un nuage, emportée vers lui, poussée dans ses bras. Il m'a parlé,

je ne sais ce que je lui ai répondu; il m'a tendu la main, je n'ai fait que l'effleurer de la mienne, et mes pieds ne me portaient plus. J'ai dû me retenir à la porte, qui s'est refermée..

Gian. — « Tu me dis que je ne sais rien voir. Que vois-tu toi-même? Es-tu à Bonn pour savoir ce qui s'y passe? As-tu des intelligences dans le pays, dans la maison? Tu n'es informé que par moi, tu sais toute l'histoire, elle est courte et dure : on m'a fermé la porte au nez, voilà tout. Depuis lors, je vis dans un cauchemar, je tourne dans une souricière. Que ferai-je? Un trou dans le Rhin? Ce serait déjà fait si l'eau ne charriait pas; j'attends qu'il dégèle. En attendant, je me plonge dans *les Lusiades* et j'envie la destinée du géant Adamastor. Ah! le bon temps où le malheur pétrifiait et où, pétrifié, l'on vivait encore et l'on voyait Téthys. Mais l'enfer me répugne. Les méridionaux, qui l'ont inventé, l'ont fait de feu, parce qu'ils craignent la chaleur. Moi, je le vois couleur de boue et charriant des glaçons comme le Rhin.

« Parfois je tâche de m'étourdir : j'ai bu l'autre soir douze chopes de bière. Le lendemain, j'étais encore plus triste; la Commère m'a dit que les étudians allaient faire le carnaval à Cologne en blouse bleue, en bonnet de coton et en gants blancs. Je suis parti avec eux et je me suis amusé à leur manière; j'en suis revenu écœuré. J'avais une moitié de moi, la meilleure, dans les nuages, elle s'y est perdue. L'autre moitié, qui ne sait plus que faire toute seule, est restée en bas et tombe en pourriture comme un arbre mort. Et je boude contre moi, je me bats avec un plaisir rageur, je ne veux pas être consolé, je ne tenterai plus l'épreuve. Retourner chez elle? Jamais. »

Lenchen. — « Je ne comprends rien à Gian. Il n'est pas revenu. Lui ai-je trop montré ce que je sentais pour lui? Ah! je le crains, mon trouble m'a perdue. Et vous nous reprochez d'être fières! Toujours la même histoire : si nous faisons un pas vers vous, vous reculez. Cependant ma mère me poursuit de conseils, d'exhortations, de supplications : elle n'a que Hans à la bouche. Elle me le fait prendre en horreur. Et Gian ne vient pas. M'a-t-il oubliée? Mais non; je le vois passer tous les jours devant la maison,.. sauf une fois, et il m'a fort inquiétée. Je l'ai cru malade, et voyez comme il est faux que nous soyons fières! Je suis allée le demander à son hôtel... Ne le lui dites pas au moins! Il était parti pour Cologne. On y dansait, j'en ai été furieuse; mais le lendemain, quand il a repassé le long de la rivière, ma fureur est tombée : il avait l'air de tant souffrir! Deux ou trois fois il a regardé mes rideaux, je le voyais dans le miroir, et il leur a montré le poing. Que lui ai-je fait? Que veut-il que je fasse? A-t-il su quelque chose du mari qu'on veut me donner? Qu'il le dise donc, cette angoisse me tue...

« Je reçois votre lettre, qui me rassure tout à fait. Il m'aime donc toujours, le pauvre garçon : il n'a rien compris à mon accueil et c'est lui qui se croit oublié. Tant mieux! La fierté me revient, voyez si je suis méchante. Ou plutôt non, je suis double : nous le sommes toutes un peu à cause de vous. Il y a une Lenchen qui est folle et qui aime Gian : celle-là pleurait dix heures par jour quand elle se croyait délaissée. La voilà tranquille; voici maintenant l'autre Lenchen qui reprend le dessus : celle-ci est sage et aime sa mère. La première disait : « Gian, reviens. » L'autre dit : « Ne reviens pas; si tu reviens, que ferai-je? Où irons-nous après l'ivresse du revoir? Ai-je le droit de me donner? suis-je mienne? Dois-je quitter ma maison pour te suivre? Et celle qui resterait ici toute seule, que penserait-elle de son enfant? Songe qu'il y a dix-neuf ans que je vis avec elle et que, pendant ces dix-neuf années, elle ne m'a pas quittée des yeux ni du cœur. Tout cela ne peut être effacé d'un coup d'aile. » Vous entendez les deux Lenchen qui se disputent; plaignez-les l'une et l'autre et conseillez-moi. Vous comprenez bien qu'à présent il ne s'agit plus d'hésiter; il y a un grand parti à prendre. Écrivez à Gian; dites-lui... ce que vous croirez...

Gian. — « Ah! grand sournois, c'est ainsi que tu caches ton jeu? On t'écrit depuis je ne sais combien de mois, et tu ne m'en disais rien! En tout cas, merci de la lettre, elle arrive à temps; je crois que j'étais sur le point de faire une sottise. La Commère, qui ne me prend pas au sérieux, m'a conseillé d'acheter du charbon de terre et de chauffer mon poêle à blanc en ayant soin d'en tourner la clé; c'est le meilleur moyen de finir chaudement, car il gèle à pierre fendre. J'estime que tu as parfaitement raison, et je reconnais avec toi ton rare mérite; je trouve seulement singulier que, pour voir si clair à Bonn, il faille se placer à Heidelberg. Quand Hans sera de retour, je le consulterai sur ce phénomène d'optique. Ce que tu me dis de lui me donne fort à penser, mais tu vas beaucoup trop loin, tâchons d'être justes. Tu es un sage qui s'indigne; les sages ne devraient que s'amuser. Il est vrai que Hans a l'air d'être un profiteur : à Heidelberg, il buvait à nos frais, il vit maintenant aux crochets de la Chouette. Nous sommes allés à Tubingue pour voir Uhland, et c'est lui qui l'a vu à Heilbronn. Quand nous avons cherché Lenchen à Degerloch, il l'avait déjà trouvée; je me suis battu pour elle, et il en a eu tout l'honneur. Je lui ai débité une phrase vide de sens sur le système de Hegel; il l'a comprise et en a tiré une théorie scientifique. Il est devenu docteur avec ma thèse, dont il a payé l'impression en me battant aux échecs; je l'ai présenté à un prince royal, qui va créer pour lui une chaire de draconculisme, et grâce à cette chaire, il pourra m'enlever Lenchen. Tout cela est vrai, mais

il ne faut pas s'en fâcher; j'en ris, puisqu'elle m'aime. Dans le fait de Hans je ne saurais voir tant de préméditation. Il a de la chance, voilà tout : les grives lui tombent toutes rôties dans la bouche. Dans la vie comme aux échecs, il trouve des pièces à prendre et il les prend. Tu dis qu'il n'aime rien, tu as tort : il aime la science, qui lui offre en retour une petite chaire conjugale. Qu'ils se marient, la science et lui, que ce mariage prospère, qu'ils fassent beaucoup d'enfans, j'en serai ravi, puisque Lenchen m'aime. Dès demain, à l'heure où la moutre va au marché, j'irai chez elle et je te conterai l'entrevue. Pour le moment, je vais me coucher; je ne fermerai pas l'œil de la nuit, mais je tombe de sommeil...

« Ah ! mon ami, la bonne matinée ! Pour la première fois depuis octobre, j'ai vu du soleil, du vrai soleil : non pas une boule rousse dans la brume, mais une éruption d'or dans le bleu. Nous sommes voisins, tu le sais, en trois sauts je fus chez elle. Mais dans mon impatience, j'étais arrivé trop tôt; ce fut la Chouette qui vint m'ouvrir. Je la saluai sans dire un mot et j'allai tout droit à la chambre de Lenchen. Elle était assise dans l'embrasure de sa fenêtre et regardait le Rhin dans un miroir. Je l'appelai, elle tressaillit, se leva toute pâle, et, comme elle chancelait, je la pris dans mes bras, je l'y ai gardée. Fiançailles radieuses : la chambre toute dorée, toute chaude de lumière, et là-bas la grande eau verte qui murmurait longuement : *Amen.*

« Mais la Chouette, frappée de stupeur à mon entrée, s'était remise, à ce qu'il paraît; elle vint droit à nous (dans ma précipitation, j'avais laissé la porte ouverte) et lança un juron que les mères allemandes interdisent à leurs filles, même dans la haute société : *Tonnrvètre !* (*Donnerwetter !* temps de tonnerre !) La malheureuse ! dans cette gloire nuptiale, elle ne voyait qu'une tempête au ciel. La jeune fille voulut se dégager ; je la retins dans mes bras et lui dis à l'oreille : « Lenchen, m'aimes-tu ? — Oui ! » fit-elle bien bas, si bas que je l'entendis seul. Alors je me tournai vers la Chouette, dont les gros yeux roulaient férocement : « Gracieuse dame, j'ai déjà eu l'honneur de vous adresser une demande sous votre toit de Degerloch. Vous ne m'avez pas répondu, c'est peut-être ma faute, mais je vous ai laissé le temps de la réflexion. Ce que je vous demandai alors, je vous le demande encore aujourd'hui : voulez-vous m'accorder la main de mademoiselle votre fille ? — Non ! » me répondit-elle. Le *non* de la Chouette ne ressemble pas à celui des autres Allemandes; il en est qui vous le disent si doucement qu'on croit entendre : « Je veux bien. » Mais la moutre criait : *Nâäie !* avec un piaulis de poule qu'on étrangle. — « En ce cas, gracieuse dame, repris-je en gardant la main de Lenchen, qui serra

la mienne, je l'épouserai malgré vous. » Là-dessus je fis un profond salut et je gagnai la porte. On dit que la joie fait peur, c'est faux; je me sens homme à ne jamais mourir. »

Lenchen. — « J'ai reçu ce matin un mot de Gian contenant une nouvelle qu'il me prie de vous communiquer. Son oncle le prêtre est mourant et veut le voir; notre ami vient de partir pour l'Italie. Il doit vous avoir raconté ce qui s'est passé avant-hier; j'ai été surprise, mais vaincue, et c'est fort heureux : avec mes scrupules et mes hésitations continuelles, j'aurais prolongé une incertitude très douloureuse pour lui et pour moi. Maintenant je suis décidée, engagée. Vous m'avez reproché plus d'une fois de ne point avoir de volonté; cela peut être. Chez moi, chez nous, la résolution vient lentement, quelquefois elle ne vient pas du tout; l'activité se fatigue, s'épuise en dedans; on ne fait rien à force de se demander : « Que ferai-je? » Cela vous amuse, vous chez qui l'action précède si souvent la réflexion. Je ne sais qui de nous a tort, peut-être les uns et les autres. Ce qu'on peut dire en notre faveur, c'est que, la décision une fois prise, elle tient bon. Nous savons persévérer, nous ne revenons pas en arrière; enfin nous sommes têtues, je le veux bien : ce n'est pas un mal. J'appartiens désormais à Gian, je l'ai dit à ma mère. Or il faut que vous sachiez qu'un de nos amis est prisonnier d'état depuis 1848. C'est aux yeux de ma mère le pire malheur qui puisse arriver, et elle ne le craint pas pour elle-même; de là une façon de parler qui lui est habituelle et qu'elle employa l'autre soir à propos de Gian. « Avant que je te donne à l'Italien, me dit-elle énergiquement, je me laisserai enfermer dans une forteresse. » Je répondis, très calme : « Je m'y laisserais enfermer de grand cœur, si c'était avec lui. »

« Vous le voyez, mon meilleur ami, la guerre est à la maison, et mieux vaut que l'orage ait éclaté; avant cela, le temps était lourd et je respirais à peine. Ma route est tracée, je sais où je vais. Je ne ferai jamais ce que ne veut pas ma mère, mais je ne ferai jamais ce qu'elle veut. Gian et moi nous attendrons, nous sommes jeunes. Son billet m'a été remis par un messager; il me disait : « Je partirai par le second bateau de Mayence; venez me dire adieu, si vous pouvez. » On peut ce qu'on veut; je l'ai embrassé devant tout le monde; nos larmes se mêlaient. Une idée folle lui est venue. Il m'a dit à l'oreille : « Partons ensemble! » J'ai secoué la tête, il n'a pas insisté. S'il eût insisté, j'allais... »

VII.

Je passe maintenant une douzaine de lettres que Gian m'écrivit de Basilicate : les premières surtout sont très belles, très nobles,

mais n'ont que faire dans mon récit. Il n'y est pas question de Lenchen, ce qui prouve que mon ami était sous le coup d'une émotion nouvelle et profonde. Il était arrivé dans son pays assez tôt pour recueillir les dernières paroles de son oncle, et il se trouva que ce prêtre était un galant homme, un peu indifférent en théologie, mais croyant en Dieu et pratiquant le bien. Jusque-là, Gian, qui avait toujours vécu loin de lui, dans les Abruzzes, en Suisse ou en Allemagne, s'était borné à le détester vaguement, comme un maître inconnu; il s'avisa tout à coup qu'une soutane ne couvre pas forcément un coquin, ce qui dérouta toutes ses idées. L'adieu suprême fut touchant, Gian en sortit catholique; trois de ses lettres, écrites coup sur coup, ne roulent que sur les vérités de la religion. Dans la quatrième, un peu éloignée des trois premières, il m'apprit que son oncle lui avait légué cinq mille ducats de revenu (un peu plus de 21,000 francs) en forêts, en champs et en vignes : « Plus que je n'avais, me disait-il, en capital. Et moi qui l'accusais de m'avoir spolié : que nous sommes injustes! Il n'y a de vertu que chez les croyans. » Suivait une profession de foi que je passe. Dans la cinquième lettre, il me demandait des nouvelles de Lenchen; j'en conclus qu'il commençait à se consoler; l'oncle occupait cependant encore trois pages sur quatre. Dans la sixième, l'homélie tournait en idylle : deux pages sur l'oncle, puis des descriptions, des paysages montueux avec des marines au fond; enfin le bonheur de vivre là, toujours avec celle qu'on aime. Les lettres suivantes, un peu affairées : il s'agissait de trouver des fermiers qui ne fussent pas des voleurs. L'oncle disparaissait peu à peu, la religion aussi : ce prêtre-là était bon, mais les autres! Dans la onzième lettre, une effusion lyrique à l'honneur de Lenchen et une pointe de voltairianisme à propos de la carte à payer pour la cérémonie funèbre. Le dernier billet était une dépêche : « Pars demain, passerai Heidelberg. »

Pendant ce temps, Lenchen m'écrivait longuement. Voici quelques bribes de ses épîtres : — « Il est donc si riche? Il ne m'en a pourtant pas dit un mot, bien qu'il m'ait écrit par l'entremise de la Commère, une vieille femme qui lui est fort attachée. Voyez pourtant comme nous sommes! Au temps où je ne voulais pas l'aimer, je tâchais de ne lui trouver que des défauts; maintenant en lui tout me charme. Il n'est pas savant, tant mieux! il n'en est que plus poète. Il est insouciant, il a raison, la vie et le monde ne valent pas la peine qu'on les prenne au sérieux. Il est paresseux, très grand mérite : il n'y a que les paresseux qui trouvent du temps pour la rêverie et l'émotion. S'il était laid, je m'en réjouirais en pensant que je n'aime que son esprit; mais il est beau, je l'admire. Autrefois, je m'étais dit que je n'épouserais qu'un pauvre. Ah! le travail forcé, quelle fête quand c'est le travail à deux! Maintenant,

je bâtis des palais dans les nuages. Mes pensées ne pèsent plus, elles dansent comme des folles, et, quoi que l'avenir m'apporte, je lui dirai : « Merci, tu es bon ! »

« ... J'ai suivi votre conseil, j'ai touché un mot à ma mère de cette fortune tombée du ciel. Depuis plusieurs semaines, le nom qui m'est cher n'avait pas été prononcé entre nous. Ma mère, tout à fait radoucie, me parlait comme autrefois, n'avait pas l'air de me surveiller : c'était la paix ou au moins une trêve : elle m'achetait des chiffons, et je lui pétrissais de mes blanches mains (je dis blanches) de ces petits gâteaux qu'elle aime tant. Je lui ai dit ce matin le plus tranquillement du monde : « J'ai des nouvelles du docteur Gian. » Bien que ce titre de docteur lui plût, son visage se rembrunit ; je n'eus pas l'air d'y prendre garde : — « C'est son ami, M. Flers, qui m'en a donné. » Ce détail la rassura : elle ignore naturellement les bontés de la Commère. — « L'oncle du docteur est mort et lui a légué une fortune considérable. » Ma mère ouvrit de grands yeux et voulut des détails : je lui parlai de vignes, de champs d'oliviers, d'orangers, de sequins jaunes, de tout ce que je sais par vous ; pendant mes descriptions et mes évaluations, ses yeux brasillaient comme la mer à Naples. En ce moment, n'en doutez pas, elle pensait à moi, me voyait dans l'or... Puis, changeant d'expression, elle haussa les épaules : « Tu verras, me dit-elle, qu'il ne reviendra pas à Bonn. — Mais s'il revient? — Il sera bienvenu. » Je sautai au cou de ma mère et je lui dis tout : l'adieu sur le bateau, les lettres écrites et reçues en cachette ; ce secret me pesait ; je m'étais répété souvent : Se cacher, c'est mentir. Elle ne me fit pas de reproche et se contenta de murmurer en soupirant : « La vie est injuste : tout pour les uns, rien pour les autres. Ah! pauvre Hans ! »

« ... Le pauvre Hans est ici depuis trois jours : il a obtenu sa chaire à X... et ira l'occuper en automne ; en attendant, il passe l'été chez nous. C'est définitivement un autre homme, grave et digne, tout de noir habillé, ne fumant plus la pipe, au moins dans la rue ; il se coiffe d'un chapeau de soie et porte des gants, ou du moins un gant pour le public. Maman l'appelle : monsieur le professeur, et ce mot lui revient continuellement à la bouche. Elle lui a dit hier en tirant l'exclamation de ses entrailles : « Quand vous appellerai-je : monsieur le conseiller privé ? » Mais je deviens méchante : elle a de l'ambition pour lui, le grand mal ! En parlant ainsi, c'est à moi qu'elle songeait sans doute, elle croyait que je serais heureuse avec des titres. Quand on aime les abricots, on en offre ou l'on en souhaite à tout le monde, et l'on trouve que ceux qui préfèrent les prunes ont bien mauvais goût. Ma bonne mère a fait tant de bien à Hans qu'elle doit lui être attachée ; je n'ai pas à m'en plaindre

et je sais gré à M. le professeur des efforts qu'il fait pour être aimable : il m'appelle : mademoiselle, ne pousse plus de jurons quand je me mets au piano, ne mange plus toutes les confitures et m'en a laissé aujourd'hui deux cuillerées ; en étendant ses jambes sous la table, il m'a donné un coup de talon sur le pied et m'en a demandé pardon... »

« ... Je crois que j'ai eu tort de me confier à ma mère. Ce matin, j'ai entendu du bruit là-haut ; vous vous rappelez que la chambre de Hans est au-dessus de la mienne. Il y avait deux voix qui criaient ; je ne pouvais distinguer leurs paroles, j'avais trop peur d'écouter, mais, à coup sûr, elles parlaient de moi ; j'ai entendu plus d'une fois le nom de Lenchen. Puis des talons ont battu le plancher, une chaise s'y est brisée. Au repas de midi, ma mère et Hans avaient le visage défait : elle lui offrait à manger d'un ton suppliant ; il refusait tout et a fini par s'en aller ; en se refermant derrière lui avec fracas, la porte a fait trembler les vitres. Ni elle ni lui ne m'a dit un mot, qu'est-ce qu'ils ont? »

Peu de jours après avoir reçu cette lettre, je vis entrer chez moi l'ami Gian, qui passait par Heidelberg en retournant à Bonn : j'avais gardé notre ancienne chambre chez le marchand de fer et de fromage et j'y étudiais les Pandectes. Nous montâmes ensemble au château jusqu'au sommet de la grosse tour ; chemin faisant, nous causions, et je donnais des conseils selon mon habitude : — « Mon ami, disais-je, tu risques d'être mal reçu, non par Lenchen, mais par la Chouette. Cet oiseau de proie a été bel et bien apprivoisé par Schloukre, qui en fait ce qu'il veut. Comment s'y est-il pris? je l'ignore et je ne veux pas le savoir. Il y a des images qui me répugnent. Quoi qu'il en soit, Hans est le maître de la maison : il frappe du pied, casse les chaises, maltraite les portes : il te refuse Lenchen, et il la veut pour lui, c'est clair. Tu as pour toi la fille et de l'argent ; il a pour lui la mère et un titre. Lenchen ne sera pas à lui, toi vivant ; mais elle ne sera pas non plus à toi, sa mère vivante. Il faut donc qu'un de vous deux meure ; jusque-là, rien ne pourra changer la situation. Je te dirais bien : Tue la Chouette, le monde n'en irait pas plus mal. Mais le meurtre étant un crime, sauf à la guerre, tu aurais affaire à la justice ; de plus, tu perdrais Lenchen, qui n'épouserait pas le meurtrier de sa mère : cela ne se fait plus depuis le temps du Cid. La moutre a dit qu'avant de t'accorder Lenchen, elle se ferait enfermer dans une forteresse. Peut-être pourrais-tu obtenir son incarcération, toi qui connais les princes royaux : il suffirait de la faire passer pour républicaine. Mais tu n'es pas assez bourbonien pour jouer ce jeu-là. Donc il faut combattre et prendre au filet l'oiseau qu'on ne peut supprimer. Ne perds donc plus ton temps à nager dans l'azur,

donne la chasse à la Chouette. Elle est vaniteuse, achète un titre : Est-ce que ton prince royal ou le roi de Naples ne pourraient pas, dans un de leurs bons jours, te nommer baron ? A tout le moins, on obtient aisément chez vous la croix de Saint-Grégoire. Je t'avertis de plus que la Chouette est gourmande ; ne te présente chez elle qu'avec une corbeille de sucreries feuilletées ou glacées. Si tu peux y ajouter force charcuterie : andouille, saucisses, saucissons, crépinettes, jambons, boudins, cervelas, salami, mortadelles, langues fourrées, tranches de lard, fromages de cochon, tu n'en seras que mieux venu. De plus, mets ton luxe au vent, garde-toi bien de le cacher dans ta poche. Dernier conseil : traite-moi ce Hans de Turc à More ; ces animaux-là ne veulent pas être ménagés ni caressés. On ne les mène qu'avec la trique. Dès que tu pourras, flanque-le à la porte. J'ai dit. »

Gian, accroupi sur un pan de muraille de sept mètres d'épaisseur, regardait à l'horizon la ligne du Rhin, une brume lumineuse, le sillage phosphorescent d'un gigantesque navire qui aurait disparu dans le Nord. — « Cette eau court à Bonn, me dit-il : combien de temps mettra-t-elle pour arriver sous ses fenêtres ? »

Je l'accompagnai jusqu'au train qui l'emmena et je désespérai de sa fortune. Quinze jours après, je reçus la lettre que voici :

« Mon cher, tu dois me croire enterré ; je me porte cependant le mieux du monde. Si je ne t'ai pas donné signe de vie depuis l'autre jour, c'est que le temps roule et que le bonheur ne s'écrit pas. Merci d'abord de tes conseils : tu m'ennuyais beaucoup quand tu me les as donnés et je mourais d'envie de te jeter en bas du haut de la grosse tour ; mais le trajet est long de Francfort à Mayence ; j'ai réfléchi pour tuer le temps et j'ai fini par te donner raison. Si bien qu'à Mayence même, où j'ai couché, je me suis mis en quête de charcuterie. Juge de ma désillusion : un guide que j'ai pris m'a forcé de regarder un grand pont sur le Rhin, une cathédrale sans façade, une statue de Gutenberg, une tour de Drusus, mais aucun des charcutiers de l'endroit ne connaît le jambon de Mayence. On m'en a offert de toutes les villes d'Allemagne, mais le *Mainzer Wurst* n'existe pas. Tu peux l'écrire en France, où on en vend sans doute. La renommée est une gaillarde qui nous mystifie outrageusement.

« Je n'en suis pas moins allé aux vivres et je me suis présenté à la Chouette avec assez de comestibles pour fatiguer trois portefaix. Nous avons été très bien reçus, mon panier de sucreries et moi, l'un portant l'autre. Frau Pfenning est bien une fille d'Eve pour la gourmandise, et je n'ai pas eu de peine à jouer mon rôle de tentateur. Je crois bien qu'elle m'aurait embrassé si j'avais voulu, mais

je n'ai eu garde. Pendant que la Chouette flairait toutes ces victuailles, je suis entré chez Lenchen et alors...

« Hans, que tu calomnies, est maintenant heureux et se lave les mains; on l'estime beaucoup depuis qu'il a été nommé professeur, et le succès l'a rendu quasi modeste; il s'admire beaucoup moins depuis qu'il n'est plus seul à s'admirer. Il ne dit plus : « Moi, je déclare; » il dit : « Pour ma part, j'estime... » Enfin, c'est le meilleur fils du monde jusqu'à huit heures du soir; il s'attable alors dans un cabaret, où il boit beaucoup de bière; cette potion, qui l'épaissit et l'aigrit, lui donne une hilarité de fossoyeur; il tire de sa poche des ossemens qui lui inspirent les plus folles calembredaines. Tu sais que nous autres Italiens nous n'aimons pas à parler de la mort; le mot même nous répugne et nous l'esquivons par des euphémismes; nous disons par exemple : « la bonne âme de mon père, » ou bien : « Il est passé à meilleure vie, » ou bien : « Il est maintenant parmi les plus nombreux. » Hans, au contraire, comme les corbeaux, s'attache aux cadavres et ne les lâche que lorsqu'il en a fait des squelettes. Hier au soir, il ne m'a parlé que de ma fin possible et m'a fort engagé à faire mon testament. J'ai pris la chose en riant; mais j'y ai pensé toute la nuit; je veux léguer tout mon bien à Lenchen. Je t'envoie mon testament, que tu ouvriras, si je passe avant toi, mais sois tranquille, je n'y songe guère, et je ferai tout mon possible pour t'épargner ce chagrin. »

La lettre qui suivit était de deux écritures différentes.

« ... Gian est charmant, il nous gâte. Chaque jour que Dieu fait, il vient nous prendre en voiture et nous mène aux environs de la ville; c'est décidément un beau pays, et je m'y attacherais si je devais y rester. Mais mon cœur ne s'y installe pas, je ne suis ici qu'en voyage. Je veux vivre comme Mignon où les citronniers fleurissent.

Là-bas, là-bas,
Mon bien-aimé, tous deux n'irons-nous pas?

« Mon cher, je suis entré chez Lenchen au moment où elle t'écrivait; sa mère l'a aussitôt appelée : la moutre n'aime pas que nous soyons ensemble. En attendant qu'elle revienne, je continue sa lettre; quand je ne suis pas avec elle, je ne peux être heureux qu'avec toi. Que ces promenades en voiture n'effraient pas ton avarice : une course en droschke pour trois personnes ne coûte que dix silbergros, vingt-cinq sous. Je fais ces prodigalités pour plaire à la Chouette, qui ne se sent pas d'aise quand elle est tirée par deux chevaux ; elle veut passer par la ville devant la maison de ses anciennes amies et se pavane alors avec des airs!.. il faut que tout le monde

la voie. Puis elle ne cesse de parler, toujours en *platt deutsch*, et je m'évertue à la comprendre; j'y suis parvenu pour te complaire, mais je te réponds que j'avais plus vite appris le portugais. Enfin! c'est mon purgatoire, le paradis est au bout. Hans ne vient pas avec nous, je l'en aime; il prépare son cours et il fait bien. L'autre jour cependant, il a voulu nous suivre au Kreuzberg; c'est une colline couronnée d'une église où l'on fait des pèlerinages; il y a un escalier de marbre qu'on ne gravit qu'à genoux. La Chouette n'est pas entrée dans l'église; elle a préféré rester seule dans la voiture, où on pouvait la voir. Hans ne s'est point soucié de monter au sommet de la tour, d'où l'on commande une vue superbe; il a trouvé plus de plaisir à descendre dans un caveau où l'on montre les momies étonnamment conservées, à ce qu'il paraît, de vingt-cinq moines morts dans l'espace de trois cents ans. Cette fin d'excursion rend assez bien notre situation actuelle : la moutre en voiture disant aux passans : « C'est bien moi! » Hans dans le caveau au milieu des momies; nous deux là-haut, en pleine lumière, entre le Rhin et le ciel. Sur quoi je fourre vite dans ma poche cette épître que j'achèverai chez moi... J'entends Lenchen qui rentre.

« Je ne voulais pas qu'elle lût ce que je disais de sa mère. Cette âme charmante a la vue très fine, mais le sentiment filial est un nuage blanc à travers lequel la Chouette a l'air d'une colombe. Impossible de l'entamer là-dessus : ah! nous sommes encore loin du but. Frau Pfenning me traite avec une certaine aménité; elle s'inflige au moins, pour ne pas m'injurier, un effort laborieux dont je lui tiens compte, mais son sourire fait la grimace et ses yeux, qu'elle ne peut rendre aimables, voudraient me manger. Tous les jours je demande à Lenchen : « Faut-il lui parler? » Tous les jours Lenchen me répond : « Pas encore. » Quant à Hans, il ne m'a pas dit un mot de ses projets et nous risquons de rester toute notre vie à nous regarder tous sans bouger, comme des magots d'étagère. Il faut à toute force que j'aie dès ce soir une explication avec lui...

« Je l'ai eue, cette explication, et je ne me repens pas de l'avoir provoquée. Je sais au moins où nous en sommes, et tu as raison, il faut agir. Hier au soir donc, j'ai couru de cabaret en cabaret pour chercher mon homme; je l'ai trouvé seul devant un *seidel* de bière, enfoncé dans ses méditations. « Mon cher professeur, lui dis-je, nous avons, je pense, des confidences à échanger. — Buvons d'abord, répondit-il avec sa bonhomie la plus cordiale. — Buvons d'abord, si tu veux. — Les canettes vidées (il en avait déjà quatre au moins sur l'estomac), il alluma sa pipe et fut tout oreilles. — Lenchen et moi, repris-je, nous nous aimons... (Il ricana.) Je te prie d'être sérieux; sur ce point je n'entends pas raillerie... (Ses

lèvres se baissèrent en ogive et ses yeux se fermèrent à moitié.) Je te dis donc que Lenchen et moi, nous sommes engagés l'un et l'autre; il ne nous manque plus que le consentement de sa mère, et ce consentement... — Vous ne l'aurez jamais. — Cela dépend de toi. Si je suis bien informé, et je dois l'être, tu as eu toi-même des prétentions sur Lenchen. — Et quand cela serait? — Je ne peux t'empêcher d'aimer; je n'ai aucune autorité sur ce que tu appelles tes viscères. Tu me permettras de croire cependant que ton amour, s'il existe, ne t'empêche pas de dormir. Tu prépares tes cours, tu dissèques des animaux vivans, tu inspectes des moines morts dans un caveau d'église avec une tranquillité imperturbable; quant à Lenchen, elle ne te fait pas perdre beaucoup de temps. — Chacun agit à sa manière. — D'accord, mais ta manière, à toi, n'a pas gagné l'affection de Lenchen. Donc, si tu l'épousais, tu ferais le malheur de sa vie, et tu es trop bon... — Ta, ta, ta, je te vois venir (et il engloutit une sixième canette). Je suis si bon, que je dois te laisser la place et te saluer très bas, par-dessus le marché? Non, mon ami, ce n'est point ainsi que vont les choses. Tu veux que je sois franc, je vais l'être... *Kellner* (garçon)! un tonneau de bière! J'ai une soif à dessécher le Rhin!

« Il but encore et reprit : — Je suis Hans tout court et j'ai été ramassé dans la rue; ce nom de Schlucker que je porte est un surnom injurieux qu'on m'a donné à l'école, je l'ai gardé par orgueil et je le rendrai illustre, entends-tu? Je n'ai eu pour berceau qu'un tas de boue; les enfans de mon hameau me crachaient au visage en me jetant une injure qui flétrissait ma mère inconnue et que cette mère, — je l'ai maudite, — avait méritée. A l'école, je n'ai subi que des avanies; dans mes premières années d'études, les sociétés d'étudians m'ont rejeté parce que je mendiais. J'ai compris, dès lors, que la vie est une lutte, et j'ai lutté pour la vie. J'ai condamné ma bête à toutes les privations, ma tête à toutes les épreuves, je l'ai promenée quinze ans d'université en bibliothèque, je l'ai bourrée de science à la faire éclater, — et cela tout seul, sans appui, sans secours, — personne, jusqu'à l'an dernier, n'a été bon pour moi. Entends-tu bien? personne. Et tu veux que je le sois pour les autres? Ah! les autres, buvons à eux! Buvons à ma mère, buvons à mes camarades d'école, buvons à mes compagnons d'université, buvons aux belles filles d'Allemagne : aucune n'a voulu de moi. J'ai été repoussé de Berlin, chassé de Tubingue! Ah! les autres! ce sont tous des ennemis. La société est une ménagerie de bêtes fauves. Vous les tenez en cage pour qu'elles ne vous dévorent pas; vous les édentez, vous les énervez pour les empêcher de mordre, après quoi vous dites aux foules ébahies : Voyez ces brutes inoffensives; voilà ce que peut la civilisation! Ouvrez leurs cages et laissez-les vivre,

vous les verrez se ruer les unes sur les autres pour s'arracher des lambeaux de chair! Gare aux faibles! ils seront mangés par les forts; honte aux forts! ils seront mangés par les faibles : le mouton par l'homme et l'homme par la puce; voilà le règne animal. Eh bien! on a voulu me manger et je me suis défendu; maintenant j'ai bec et ongles et j'ai faim, je mange!

« Je ne suis pas bien sûr de t'avoir exactement répété toutes ses paroles, j'en ai du moins reproduit le sens et l'accent. Je t'assure qu'en ce moment-là, Hans était beau, d'une beauté violente et féroce; j'ai compris cette rage d'anéantissement que les barbares portent aujourd'hui dans la philosophie, ne pouvant plus l'assouvir dans les invasions. Cela s'appelle ici (le nom est encore tout neuf) le nihilisme. Après cette explosion, Hans rentra dans son calme et poursuivit posément :

« Maintenant, venons à notre affaire. Si je veux Lenchen, c'est ta faute; c'est toi qui me l'as montrée au bal de Heidelberg. Jusque-là, bien que je l'eusse déjà vue, je ne l'avais pas remarquée; je l'ai trouvée plus belle que toutes celles qui m'avaient repoussé. Celle-ci, pensai-je aussitôt, me vengera des autres. Depuis lors, j'ai fait tout ce qu'il fallait pour l'obtenir. Tu as pris les devans comme un lièvre, je t'ai laissé courir et j'ai suivi tout bonnement mon petit chemin de tortue. Tu t'es adressé à la fille, je me suis adressé à la mère; chacun de son côté, chacun pour soi. Mais tu n'as eu qu'à montrer tes yeux bistres et à dire des fadaises; moi, j'ai dû sacrifier mon indépendance, accepter la protection d'un prince royal. Bien plus, ton oncle est mort à point; te voilà riche, et je reste pauvre. Est-ce donc à moi de te ménager? Tu as cent cinquante mille thalers au soleil et tu veux que je te rende des pièces? Mon cher docteur, nous jouons encore une partie d'échecs, et cette fois tu as l'avantage, mais si tu fais une sottise, j'en profiterai. Je ne te permettrai pas de reprendre un coup ni d'aller à dame. J'userai de tous mes moyens, surtout du plus dangereux, la patience. Joue brillant, je jouerai serré. Tu es averti. — Mais Lenchen? dis-je. — Elle ne m'aime pas, c'est convenu : aussi n'est-ce pas pour bien-aimée que je la veux, je l'aurai pour femme. — Tu ne l'auras pas! — Tu te fâches? Peine perdue : un professeur ne se bat plus, c'était bon entre étudians. — Écoute, Hans, je te parle avec le plus grand sérieux. Si tu l'emportes... — Hé bien? — Je te tue. — Ne parle donc pas de tuer, c'est un art que je sais mieux que toi; j'ai appris la médecine et la chirurgie... »

« Ce mot, qui lui parut drôle, provoqua de sa part un long ricanement. Sur quoi il but encore une canette ou deux et se leva en titubant, je dus le reconduire jusqu'à sa porte. Chemin faisant, je ne sais pourquoi, il s'évertuait à chanter à tue-tête en français le

refrain de *la Marseillaise*. Une patrouille de casques pointus voulut l'emmener au corps de garde ; je dis au sous-officier que c'était un professeur, et on le laissa passer. — Conseille-moi, maintenant, que faut-il faire? »

« Votre conseil est excellent, m'écrivit Lenchen quelques jours après. Gian est en course pour préparer l'exécution; Hans, qui paraît sûr de lui et qui prépare son cours, ne sera pas du voyage. Ma mère ne s'est pas fait tirer l'oreille; nous partons demain tous les trois en voiture pour Coblentz et nous reviendrons par le Rhin. Ce voyage sera délicieux ; c'est une idée de vous et je vous en aime. Seulement, il y a un point noir. Ma mère s'est mis une nouvelle idée en tête : elle m'a interrogée ce matin sur la religion de Gian. Je lui ai dit qu'il est catholique, et elle a roulé de gros yeux. Qu'est-ce que cela veut dire? Est-ce qu'elle va devenir luthérienne pour nous tracasser? Elle l'est bien de naissance et moi aussi, mais elle ne pratique plus depuis longtemps. Est-ce Hans qui l'aurait convertie par hasard pour les besoins de la cause? Il ne croit ni à Dieu ni au diable, mais il va au prêche avec une régularité qui me fait peur... »

Voici la dernière lettre que j'aie à citer : elle est écrite en français, en allemand et en italien par deux mains qui se disputaient la plume.

« Mon cher, nous sommes à Coblentz, au *Cheval blanc*, sur la rive droite du Rhin. Un salon commun et deux chambres à coucher, l'une à deux lits pour madame et mademoiselle, l'autre à deux lits également, mais pour monsieur tout seul. Présentement, dix heures du soir, nous venons de souper dans le jardin au clair de lune, et nous sommes tous les trois dans le salon. Madame dort dans un fauteuil. Mademoiselle, appuyée sur mon épaule, lit ce que je t'écris; c'est indiscret, mais agréable. En lisant cette phrase, elle me quitte et va s'asseoir à l'autre bout du salon. Je me lève pour la ramener...

« — Je lui échappe et je prends la plume à sa place. Ce qui est indiscret, ce n'est pas de lire ce qu'il a écrit, c'est d'écrire ce que j'ai lu. Au fait, vous êtes notre meilleur ami, on peut bien tout vous dire. C'est gentil, n'est-ce pas, de passer à causer avec vous la première soirée où nous soyons ensemble et seuls? Je lui rends la plume.

« — Voyage charmant. Frau Pfenning était dans le coupé, nous deux dans l'intérieur avec des voisins peu gênans : un homme tout mince dont la figure paraissait avoir été aplatie par une longue suite de soufflets et une femme toute raide ayant avalé un couteau qui lui faisait mal à la gorge. C'est tout ce que j'ai vu du paysage ; il me semble pourtant avoir aperçu deux ou trois fois le Rhin. Il faisait un temps radieux...

« — Point du tout : il n'a fait que pleuvoir de Godesberg à Andernach. Là seulement le soleil...

« — Trêve de descriptions. Pendant tout le chemin...

« — Cela ne regarde personne... A Coblentz, nous avons retrouvé ma mère qui avait dormi depuis Bonn. Nous sommes partis immédiatement pour l'Ehrenbreitstein, où le roi Dagobert...

« — ... A mis sa culotte à l'envers. Nous ne sommes pas ici pour faire de l'histoire ancienne, entendez-vous, mademoiselle? Nous écrivons à notre ami Jean Flers, qui brûle de savoir où nous en sommes. Cet *Ehrenbreitstein* (la large pierre de l'honneur) est une forteresse. Lenchen me charge de te dire (tu aimes ces détails) qu'on paie, pour la visiter, deux silbergros et demi au deuxième commandant et cinq silbergros au sous-officier qui vous pilote : c'est le tarif. Notre sous-officier était un joli garçon, très instruit, paraît-il et d'une conversation très agréable : Lenchen montait devant lui ; je pense qu'ils parlaient ensemble du roi Dagobert...

— ... « Et de beaucoup d'autres choses encore, s'il vous plaît : du maréchal de Boufflers, de Marceau, des fortifications, des approvisionnemens qui pourraient nourrir une garnison pendant dix années... Mais Gian prétend que cela ne vous intéresse pas...

— « N'ai-je pas raison? Je dis donc que Lenchen marchait devant avec le sous-officier qui lui plaisait fort et avec qui elle s'est promenée longtemps sur la plate-forme, pendant que le Rhin, la Moselle, le pont de bateaux ouvert pour laisser passer une flottille de voiles, la plaine largement déroulée, le soleil couchant qui tombait comme un boulet rouge, donnaient à nos yeux un régal de lumière et de couleur. Puis tout s'éteignit peu à peu... Pendant ce temps, j'avais une conversation très sérieuse avec Frau Pfenning. La voyant bien disposée, j'allai droit au but et, pour la troisième fois, je lui demandai sa fille. Elle me fit des objections théologiques et me questionna (je te demande un peu ce que ça lui fait) sur le culte des images. A quoi je répondis en patois de Hegel que c'était la fusion de l'idéalité et de la matérialité dans une idéo-matérialité supérieure; cette opinion nouvelle parut la troubler infiniment; mais elle ne se tint pas pour battue; elle voulut savoir encore ce que je pensais de la transsubstantiation. « Je n'y pense pas, lui répondis-je. — En ce cas vous n'aurez pas ma fille, » déclara-t-elle avec un geste impératif. Je fus atterré, je l'avoue ; par bonheur, quand l'homme ne sait plus à quel saint se vouer, un dieu inattendu vient à son aide. J'entendis coup sur coup un roulement de tambour et une interjection du sous-officier. Qu'était-il arrivé? Nous avions laissé passer l'heure, la grosse porte venait de tourner sur ses gonds; nous étions enfermés dans la forteresse. Frau Pfenning pâlit tout à coup et trem-

bla longuement, puis fondit en larmes. — « C'est ma faute, s'écria-t-elle, et je vois ici le doigt de Dieu. » J'étais à mille lieues de comprendre quand elle prit ma main et celle de Lenchen et les mit l'une dans l'autre en nous disant : — « Mes pauvres enfans, j'avais juré que je ne vous marierais pas avant d'être enfermée dans une forteresse... Je vous marie donc, puisque Dieu le veut,.. si vous me tirez de là... » Elle parla encore longtemps, mais, Lenchen étant dans mes bras, je n'ai pas entendu la suite.

« Tu ne t'attendais pas à ce dénoûment, ni moi, ni Lenchen, ni ma belle-mère. A partir de ce jour, je ne veux plus compter que sur l'imprévu. Le deuxième commandant, bon diable au fond, nous dit des choses très dures et condamna le sous-officier à quinze jours d'arrêts, après quoi il lui permit de venir souper avec nous au *Cheval blanc*, où l'on boit d'excellent vin de la Moselle... Maman se réveille et demande où nous sommes. Je lui réponds : « Dans le bleu, » et elle se rendort. »

VIII.

Je ne trouvai cette dernière lettre à Heidelberg qu'à mon retour de Bonn, où j'étais allé pour surprendre les deux fiancés. Voyage accidenté, plein d'émotions tragiques. A Kœnigswinter, sur le Rhin, dernière station avant Bonn, quelques touristes montaient sur le bateau à vapeur : ils étaient coiffés de chapeaux à voile et armés de bâtons ferrés, comme s'ils venaient de gravir le Mont-Blanc; ils ne descendaient pourtant que du Drachenfels, une montagne pour rire. Ils apportaient la nouvelle d'un accident arrivé le jour même : il s'agissait de deux fiancés, selon les uns, ou nouveaux mariés selon les autres, mais plus probablement simples fiancés, parce qu'une vieille femme, mère de l'un d'eux, les accompagnait. — « Ils ont pris des ânes et des guides, raconta l'un des touristes, et ils sont partis ce matin pour les Sept-Montagnes. Les guides ne sont pas encore revenus et ont fait dire chez eux que le jeune homme s'est tué en tombant du haut d'une roche. — Mais qu'avez-vous donc? me demanda le voyageur, vous êtes tout pâle... Seraient-ce de vos parens? » Alors cet inconnu, qui avait bon cœur (c'était un Autrichien), me prit à l'écart et m'offrit du vin de Hongrie; aux questions pressantes que je lui fis il ne répondit qu'en s'évadant. On ne lui avait pas dit que le jeune homme fût Italien, que la jeune fille ou la jeune femme fût blonde. — « Rien ne prouve d'ailleurs qu'ils ne fussent pas mariés : c'est la saison des mariages de noce. En pareil cas, on peut emmener sa mère avec soi, pour ne

pas la laisser seule. Je ne pense pas, mon bon monsieur, que ce soient vos amis... »

Il m'avait un peu calmé, l'excellent être, mais la fièvre me reprit dès que j'eus débarqué à Bonn. Au *Lion jaune,* où j'allai demander Gian, on ignorait même qu'il fût absent. Comme il n'avait pas descendu sa clé, on n'était pas monté dans sa chambre, où des hardes, des livres jetés à droite et à gauche, accusaient l'impatience d'un départ précipité. A mon entrée, une souris se sauva sous une commode. Il y avait des billets de banque dans un tiroir ouvert. Sur la table de nuit, un volume, *la Chanson de Roland*, était cornée à la page où la belle Aude, apprenant la mort du paladin, tombe sans vie aux pieds de Charlemagne. C'était la dernière lecture, éclairée par une bougie qui avait brûlé jusqu'au fond du chandelier.

Je sortis de là tout effaré, un fiacre me posa devant la porte de Lenchen, mais j'eus beau heurter, sonner, la maison était sourde; seuls, les volets fermés m'apprirent quelque chose; les deux voyageuses n'étaient pas encore rentrées au logis. Où étaient-elles? Sans doute sur le lieu de l'accident, près du mort. En ce moment même, elles l'habillaient peut-être pour le grand voyage d'où on ne revient pas. Je rentrai dans la ville par une pluie battante; de rares passans allaient et venaient sous des parapluies et ne s'inquiétaient que de la crotte et de l'eau; des étudians chantaient, sortant d'une brasserie; un Beethoven en bronze, perché sur un piédestal et vêtu d'un manteau classique, ne se doutait pas de mon angoisse et me disait : « Regarde-moi! » Dieu! qu'une ville étrangère est dure, quand le cœur souffre! comme on s'y sent amèrement seul! Le hasard me menait où il voulait; je me laissais aller, comme à la dérive, ne sachant où m'enquérir, interrogeant les affiches, les enseignes, hébété par cette fatigue d'esprit que nous donnent l'inquiétude et le désappointement. J'arrivai ainsi devant une vieille femme qui vendait des fruits : « Ne seriez-vous pas la Commère? — Et vous, l'ami du compère Gian? — Comment le savez-vous? — Il m'a montré votre portrait, qu'il a fait lui-même. » Quelqu'un me connaissait donc un peu parmi cette population indifférente. Il suffit d'un mot pareil pour vous remettre d'aplomb. Je pensai aussitôt que l'accident pouvait être arrivé à un autre, que les deux amoureux, par ce temps atroce, avaient dû se mettre à l'abri quelque part, dans un endroit charmant, au bord de la Moselle et du Rhin, et qu'au moment où je frissonnais pour eux, ils échangeaient peut-être des roses. La Commère cependant raviva toutes mes appréhensions. — « Quelque chose a dû arriver, me dit-elle. Il y a quatre ou cinq heures, un paysan qui ressemble à un guide des Sept-Montagnes

a passé en courant devant moi, se dirigeant vers la maison de Frau Pfenning, où le professeur Schloukre était resté seul. Un moment après, il a repassé avec le professeur qui avait le sac au dos et le bâton en main : tous les deux marchaient très vite. Je leur ai crié : « Bon voyage ! » ils ne m'ont rien répondu. »

Je voulus aussitôt, trop tard, courir à Kœnigswinter; le dernier bateau était parti depuis longtemps. Je n'y pus arriver que le lendemain ; la nouvelle était vraie. C'étaient bien un jeune homme très brun, une jeune fille très blonde, une vieille femme à la tête de chouette, qui, la veille, avaient fait l'ascension du Drachenfels. Le jeune homme ne donnait plus signe de vie, les deux femmes étaient près de lui dans le hameau de X., sur la montagne. Un professeur, venu de Bonn, avait constaté le décès, la bière était déjà partie. Je courus au village, où Frau Pfenning me raconta, dans sa langue, ce qui s'était passé. Voici son récit, drôle si l'on veut, mais je n'eus pas le cœur d'en rire.

— Nous sommes venus sur le Rhin en première classe : tous gens comme il faut autour de nous. Ils étaient fiancés, les deux jeunes, et si heureux ! A bord, nous avons mangé des cerises. Bien malgré moi, — mais on n'écoute plus les vieilles femmes, — ils ont voulu descendre à Kœnigswinter, où nous avons pris trois ânes et deux guides. Je n'étais jamais montée sur ces bêtes-là ; j'ai eu, je vous jure, une belle peur. Je me cramponnais des deux mains à la selle ; il fallait, de plus, tenir la bride et mon parasol. Drôle de plaisir ! mais les vieux doivent se sacrifier pour les jeunes. Ils m'ont fait visiter les Sept-Montagnes ; je ne sais pourquoi on dit les Sept montagnes, il y en a plus de sept. Je suais sang et eau, je criais comme une possédée... et ils riaient ! Enfin, nous trouvons un haut, haut rocher au bord du chemin ; au-dessus, une touffe de fleurs bleues. — « Les belles fleurs ! » dit Lenchen. Et voilà mon étourneau de docteur qui saute à bas de son âne et grimpe, je ne sois comment, sur la roche où une chèvre aurait eu peur. Il arrive en haut : Victoire ! Il agite les fleurs en l'air : Triomphe ! Lenchen était pâle comme une morte ; moi, plus effrayée qu'elle et n'osant regarder en haut. Tout à coup, un grand cri : le pied venait de lui manquer, il tombait dans le vide. Quand je rouvris les yeux, il était couché à terre, la tête en sang, Lenchen penchée sur lui et déchirant son mouchoir, son voile, sa belle pèlerine d'été en mousseline, hélas ! pour bander la plaie. Les guides étaient allés chercher de l'eau, les ânes broutaient l'herbe, même le mien. Figurez-vous ma situation. Le docteur ne dit qu'un mot : « Ce n'est rien. » Puis il ferma les yeux et ne les a plus rouverts. Les guides, qui étaient revenus avec de l'eau, prirent le corps et le portèrent où nous

sommes. Pas de médecin dans ce village, il fallut en chercher un à Kœnigswinter et même plus loin; le professeur, appelé par un exprès, est arrivé de Bonn, il n'a pu dire qu'une parole : « C'est fini ! » Ah ! ma pauvre Lenchen! (Ici un flot de larmes.) Elle n'a pas voulu quitter le mort, elle tenait dans sa main la main crispée qui serrait encore les fleurs bleues; enfin elle fit tant, que cette main se détendit. — « Ah ! s'écria-t-elle avec un cri de joie, tu me les donnes enfin : tu n'es pas mort. » Depuis lors c'est son idée fixe. Tout le monde pleurait, même les pauvres paysans, des bûcherons, à qui appartient cette masure, mais Lenchen nous disait tranquillement: « Pourquoi pleurez-vous? Il n'est pas mort. » Elle a passé la nuit entière à son chevet sans fermer l'œil, la pauvre fille ! Moi, couchée sur un lit, tout habillée, je lui tenais compagnie; je me réveillai en sursaut et je l'entendis causer à voix haute dont j'eus grand'peur, pensant que le pauvre garçon était ressuscité. Non que la chose m'eût affligée, loin de là; je l'aimais bien, croyez-moi, mais vous savez, ce qui est contre nature!.. C'était Lenchen qui parlait au mort et lui racontait l'histoire du Rolandseck, où nous venions de passer. Il y avait-là, paraît-il, une jeune fille nommée Hildegonde qui aimait le paladin Roland. On vint dire à Hildegonde que Roland n'était plus, et elle eut la folie de le croire. — « On m'en dit autant de toi, mais je ne le crois pas, murmurait Lenchen. Je ne ferai pas comme Hildegonde, qui alla s'enfermer dans un couvent et qui prononça des vœux éternels; quand Roland revint et qu'il apprit ce grand malheur, il jeta ses armes dans le Rhin et se fit moine. Il fonda l'ermitage de Rolandseck, d'où il pouvait regarder à toute heure le couvent de Frauenwerth, où était sa bien-aimée. Un jour, il vit creuser une fosse; il comprit alors qu'elle était morte et rendit l'âme, les yeux fixés sur le couvent. » Cela dit, Lenchen répéta le même conte en vers; seulement, dans la poésie, au lieu de Roland, il y avait le chevalier Toggenburg. Elle veillait ainsi le mort et lui racontait des histoires pour lui faire passer le temps, se figurant qu'il pouvait l'entendre. Jusqu'alors, sa folie était douce et nous étonnait sans trop nous inquiéter. Mais, ce matin, quand on voulut le mettre dans la bière, elle s'y opposa de toute sa force, en poussant des gémissemens qui faisaient pitié; pour la calmer, on lui donna quelque chose à boire; à présent elle dort profondément. Pendant son sommeil, un fossoyeur a emporté le corps; le professeur Schloukre n'a pas voulu le quitter, car il tenait expressément à lui rendre les derniers devoirs et à jeter sur le cercueil, de sa propre main, en lui disant adieu, une pelletée de terre. Enfin! ajouta-t-elle avec un profond soupir, à quelque chose malheur est bon. Je n'aimais pas beaucoup ce mariage; le pauvre docteur était égaré dans les

erreurs papistes, et sans être bigote, je tiens à la religion où je suis née. Il était entendu que les enfans seraient protestans, mais vous savez que, en cachette, les curés enlèvent les nouveau-nés pour les baptiser; souvent même ils les volent à leurs père et mère pour les enfermer dans des couvens. Dieu sait les horreurs qui s'y commettent! Ça ne fait rien, c'est bien jeune pour mourir. »

Et elle se remit à pleurer. Pendant ce récit (nous étions en plein air, devant la maison des bûcherons) j'étais obsédé par une idée cruelle; j'avais dans ma poche le testament de Gian; je le lui rapportais pensant que son mariage le rendrait inutile. Dans ce testament, il léguait toute sa fortune à Lenchen, qui avait dit: « Lui vivant, je ne serai qu'à lui. » Oui, mais lui mort?.. Elle était dégagée de sa promesse, et qui sait si le temps, l'ennui, l'autorité maternelle, le besoin même de se dévouer ne l'aurait pas jetée un jour ou l'autre dans une nouvelle affection? Je vis alors l'amie de Gian et le bien de Gian dans les mains de Hans. Voilà, pensai-je avec horreur, le dénoûment de cette longue intrigue.

Tout à coup, de la maison, sortit un cri déchirant. Lenchen parut devant la porte.

— Gian! dit-elle à sa mère, où est-il? Au cimetière, n'est-ce pas? Allons! vite... vite...

Et, prenant ma main, elle m'entraîna. Chemin faisant, elle parlait avec une volubilité haletante :

— Vous êtes venu, merci, je vous attendais. Ils me croient folle, ou plutôt non, ils savent que je ne le suis pas, ils mentent. J'ai le visage défait, parce qu'ils m'ont tourmentée; j'ai dormi malgré moi, dans la fièvre; je suis sûre qu'ils m'ont donné de l'opium. Gian n'est pas mort; s'il l'était, moi aussi je serais morte. Je ne l'ai point quitté jusqu'à ce matin. Je le connais mieux que personne, il n'a pas perdu beaucoup de sang, c'est une syncope qui dure; j'en sais qui ont duré plus longtemps; Hans me l'a dit cent fois : il y a bien des vivans qu'on enterre. Lui et le médecin répétaient : « C'est fini. » Qu'est-ce qu'ils en savent? Ils disaient: « Le cœur ne bat plus, » et ils écoutaient avec leur stéthoscope; moi, je l'ai senti battre sous ma main. Lady Russell est restée huit jours couchée sur un lit de parade, sans mouvement, tout le monde la pleurait; le huitième jour, elle s'est réveillée au bruit des cloches. Un archevêque de Cologne revint à lui sur le tombeau de saint Suibert après quinze jours d'immersion dans le Rhin. A Cologne encore, la femme d'un consul avait été enterrée avec une bague de prix; un fossoyeur, pendant la nuit, ouvrit le tombeau pour voler la bague; il fut bien surpris quand il se sentit serrer la main et que la vivante encore dans son suaire et, se cramponnant à lui, sortit du cercueil.

Chez nous, dans le Wurtemberg, en temps de peste (tout le monde sait cette histoire), une jeune fille, Eve Megers, déjà cousue dans un linceul et couchée de minuit à midi dans un lieu froid, sur de la paille, remua tout à coup ; sa tante crut que c'était un esprit et voulut la battre, et l'aurait tuée, si on ne lui eût arraché le bâton des mains. Alors, cette vieille repoussa la pestiférée sur la paille, et, transie de peur, alla s'enfermer dans son poêle. Douze heure après, Eve Megers, qui était restée où on l'avait mise, comme en extase, revint tout à fait à la vie ; elle put se marier avec un layetier, Étienne Sicharding, et survécut à son mari. Chez nous encore, un certain Hans Teurtel, qu'on avait déjà mis dans une bière, se sentit renaître je ne sais combien d'heures après avoir perdu tout sentiment. Il se mit sur son séant et dit à l'enterreur qui allait fermer le coffre : — « Mon ami, prie M. le pasteur de ne pas m'en vouloir si j'ai pris la liberté de ressusciter. » Je rappelai tous ces faits à Hans, qui m'en avait appris plusieurs ; lui et le médecin se détournaient pour cacher un sourire de pitié. Comprenez-vous mon angoisse et cette lutte en face de ce vivant qui nous entendait sans doute, et qu'ils ont tué?.. »

Elle avait raison, elle n'était pas folle. Voici ce qui était arrivé. Au moment de sa chute, le pauvre Gian s'était senti emporté dans un tumulte de vent, de foudre, roulé dans une trombe chargée d'éclairs. La vie lui échappait ; il s'y cramponna de toute sa force et, bientôt exténué, s'évanouit dans un rêve plein de sensations vagues, douces, qui le berçaient. Vint après un sommeil lourd, la vie disparut, la face avait pris la lividité, la sérénité du cadavre. Tout à coup, réveillé, comme enlevé dans une apothéose, il éprouva en un moment toutes les voluptés de la résurrection ; ses idées lui revenaient plus nettes que jamais, plus vives ; le parfum des fleurs bleues qu'il avait cueillies l'enivrait ; la main de Lenchen était sur la sienne ; il entendait le moindre mot chuchoté à vingt pas de lui ; la voix de son amie retentissait comme une fanfare d'archanges ; enfin, bien qu'il ne pût ni remuer le corps, ni pousser un cri, ni entr'ouvrir les yeux, paralysé comme un somnambule en catalepsie, il voyait. Deux yeux bleus caressaient les siens à travers les paupières closes. Frau Pfenning allait et venait, très affairée, poussant des soupirs, quelquefois même des sanglots, mais s'inquiétant aussi de dîner, car enfin il faut qu'on mange tout de même. Elle sortit plusieurs fois, trouva au jardin une salade à cueillir, un peu plus loin un poulailler avec une poule et des œufs, plus loin encore un moulin et de la farine ; elle venait triomphalement annoncer chaque trouvaille, puis, revoyant le corps, se remettait à pleurer. Survint le docteur, puis Hans : ils reconnurent l'un et l'autre tous les signes de la mort ;

ils tourmentèrent le patient de mille façons, lui brûlant le bras pour constater l'absence d'auréole inflammatoire, lui ouvrant la paupière non sans effort pour voir si la pupille dilatée se contractait. A chaque opération, Lenchen se reprenait à gémir. « Calmez-vous, disait Hans, ça ne lui fait pas de mal. — Ça m'en fait bien, à moi, » criait-elle. Et Gian assistait à ces débats, entendait tout sans pouvoir intervenir, immobile, inerte, mais endolori; pétrifié, mais comme les pétrifiés de l'enfer qui sentent et qui souffrent. Hans ramena la couverture sur la face de Gian en murmurant avec philosophie : « Encore un malheureux de moins! » Lenchen ne répondit rien, endormie déjà par le chloral. Vint le curé, qui récita des prières en latin; les bûcherons qui habitaient la masure avaient bon cœur et répétaient souvent : « Pauvre jeune homme! » Mais ils pressaient un peu les choses : c'est toujours triste et pas très sain de garder longtemps les morts. Le fossoyeur consentit à emporter le corps chez lui, en attendant le délai exigé pour l'enterrement. Hans le suivit avec une gibecière qui cliquetait; c'était sa trousse. Gian se sentit soulevé, balancé; une vive impression de froid l'avertit qu'il était en plein air; enfin, après un trajet qui lui parut long, on le descendit dans une cave et on le coucha sur une table. Il ne pouvait plus voir, mais le tact et l'ouïe, fortement excités, vivaient. « Vous n'en direz rien, pour l'amour de Dieu, » chuchota la voix du fossoyeur. La voix de Hans répondit : « J'y risque plus que toi, imbécile! » Puis le bruit d'un instrument qu'on aiguisait, la chaleur d'un corps qui se penchait sur lui, l'odeur de Hans... Gian se souvint alors d'une horrible exclamation poussée plus de vingt fois devant lui : « Oh! disséquer un vivant, quelle fête! » Cette menace suprême et l'horrible douleur d'une première incision décuplèrent ses forces : il ouvrit largement les yeux... Hans recula terrifié, puis revint, se pencha encore, avança plusieurs fois et retira son arme; son visage tourmenté exprima coup sur coup la convoitise, la compassion, l'audace, la frayeur, la férocité, le remords...

Pendant ce temps, Lenchen et moi nous arrivâmes à un cimetière assez éloigné du village et relégué dans un lieu désert. La porte, bien que barricadée en dedans, céda au premier choc : un fossoyeur était en train de creuser une fosse. — En nous voyant venir droit à lui, cet homme se troubla, tomba stupidement à genoux, offrit de restituer le thaler que Hans lui avait donné... pour quoi faire? Lenchen, frémissante, abrégea l'explication. « Où est-il? qu'on nous mène où il est! » criait-elle. Le fossoyeur nous conduisit dans sa maison et nous ouvrit la porte de la cave, puis s'enfuit effaré, comme Judas, mais ne se pendit point et ne rendit pas l'argent.

Quand elle vit Hans penché sur le corps, elle se jeta entre eux, et, prenant dans ses mains la tête de Gian qu'elle couvrit de baisers

et de larmes, elle murmura tendrement : — Je savais bien que tu n'étais pas mort !

— Vous aviez raison, dit Hans avec une parfaite tranquillité. Moi-même, avant l'inhumation j'ai eu quelques doutes. La science peut se tromper ; j'ai fait déposer ici notre ami pour le soumettre à un nouvel examen. Une légère incision lui a rendu la vie...

Gian, encore muet, ne put contredire une explication si plausible. Lenchen et moi, — moi-même ! — nous serrâmes avec effusion les mains du bon Hans, à qui cet acte d'humanité et cette preuve de sagacité firent le plus grand honneur. Le malade ne se rétablit que lentement, malgré la fraîche vigueur de sa vingt-troisième année. Quand il fut en état de rétablir les faits en me racontant les sensations, les émotions que j'ai tâché de rendre, il n'en voulait déjà plus au bon Hans, qui d'ailleurs était parti pour l'université de X...

— Et puis, me dit l'Italien, on peut être meurtrier sans être criminel. On l'est par point d'honneur quand on se bat en duel ou à la guerre ; on l'est par justice quand on condamne les assassins ; on l'est par devoir quand on les exécute ; on l'est parfois par compassion quand on administre trop de chloroforme aux agonisans. Pourquoi ne le serait-on pas par amour de la science ? Hans est peut-être du bois dont on fait les héros. Et puis j'aime Lenchen, et Lenchen m'aime...

Si bien que Hans est devenu professeur ordinaire, réel conseiller privé, membre du Reichstag, officier de la Légion d'honneur (il a collaboré à l'*Histoire de César*) et, grâce à Gian, commandeur de la couronne d'Italie. Il aspire aux fonctions de grand-chancelier après la mort du titulaire actuel ; à cet effet, il est un des chefs inavoués de la campagne antisémitique. Mais voici le châtiment : il a épousé la Chouette, âgée aujourd'hui de quatre-vingt-deux ans, car elle n'est pas morte. Quant à Gian, il vit avec Lenchen en Basilicate, dans une villa somptueuse où ils ne font absolument rien, aussi n'ont-ils pas un seul cheveu blanc ; leur unique chagrin, c'est que leurs quatre fils soient blonds et que leurs trois filles soient brunes. Ils voudraient le contraire, mais on ne peut tout avoir. Moi, je me porte bien ; mes rapports avec Gian ont subi bien des vicissitudes. En 1859, pendant la campagne d'Italie, j'étais son dieu ; après Mentana, je suis tombé dans le cercle des traîtres ; en 1870, il était pour la Prusse. Mais, après nos malheurs, il est venu se battre pour nous avec Garibaldi. Présentement nous sommes brouillés à mort à cause de la Tunisie. Mais je pense que cela pourra s'arranger.

MARC-MONNIER.

MAZEPPA

LA LÉGENDE ET L'HISTOIRE

Si la fortune des vivans est parfois chose bien étrange, la fortune des morts n'est pas moins capricieuse. Ils sont là qui dorment derrière nous, des millions sur des millions, dans le vaste ossuaire de l'histoire; tirez du tas quelques figures extraordinaires qui ont empli le monde de lumière et de bruit; à tout le reste, semble-t-il, à tous les comparses du drame, la part de silence et d'oubli devrait être égale. L'injuste renommée ne le veut pas ainsi. Comme le pêcheur qui regarde la grève à marée basse et avise une coquille dans le sable, le poète, las de son temps, se penche un soir sur les siècles d'où la vie s'est retirée : je ne sais quoi lui désigne une figure entre mille, un nom qui sonne et brille dans le rythme du vers; le poète ramasse ce nom inconnu, l'enchâsse dans l'or et le diamant; voilà le cadavre obscur précipité en pleine gloire, ressuscité pour tous les enfans à venir, qui épèleront le mot magique avec respect. C'est une application de la parole profonde qui surprit tant Nicodème, docteur en Israël, cette nuit où le Maître lui dit : « Il faut renaître une seconde fois pour entrer dans le règne de gloire : l'esprit souffle où il veut. » La poésie est la seconde mère qui reprend les morts dans son sein et les recrée au hasard de sa fantaisie divine.

Ces pensées me venaient naguère en me promenant sous de vieux chênes plantés par Mazeppa. Si l'on eût questionné sur ce nom, dans les premières années de notre siècle, les quarante académiciens, on aurait risqué fort de les prendre au dépourvu, depuis M. de La Harpe jusqu'à M. de Fontanes. Un jour, lord Byron ouvre un volume de Voltaire, y lit douze lignes qui prennent forme et couleur dans son imagination; des vers bientôt célèbres du poète anglais, le nom prédestiné rebondit dans une Orientale d'Hugo, dans un chef-d'œuvre de Pouchkine; les peintres s'en emparent, l'imagerie populaire le répand; depuis cinquante ans, il n'est pas un écolier qui l'ignore : Mazeppa personnifie à lui seul tout un grand pays, l'Ukraine, tout un peuple historique, le peuple kosak. Chaque été, quand je repars pour ces provinces, mes amis ne manquent pas de s'écrier : « Ah! oui, l'Ukraine, le pays de Mazeppa, où les Kozaks parcouraient la steppe, liés sur des chevaux sauvages! » — Par exemple, ô mes amis, il ne faudrait pas vous en demander beaucoup plus long sur l'histoire du cavalier fantastique. Nous n'en voulons connaître que ce que nous a appris lord Byron. Ayant habité un milieu où les souvenirs de l'hetman sont encore tout vivans dans la mémoire du peuple, j'ai eu la curiosité de chercher ce qui restait de la légende à la clarté de l'histoire, ce que le thème poétique a gardé d'intérêt, ramené à la vérité de la prose. J'ai consulté les historiens de la Petite-Russie, MM. Kostomarof, Solovief, Bantiech-Kamenski; de leurs études critiques, le Mazeppa des poèmes sort à peine diminué, grand acteur dans une grande époque, homme de rêves tenaces et de passions ardentes, jetant ses amours au travers de sa politique, entraînant avec lui dans la tombe la dernière épopée du moyen âge oriental. Longtemps avant qu'elle inspirât Byron, cette épopée était chantée sous les trembles, au bord du Dniépre, par les rhapsodes aveugles qui courent les villages d'Ukraine : ces Homères de la steppe se transmettent encore, par tradition orale, tout un cycle de légendes rattachées à la figure de Mazeppa. Le nom d'Homère ne vient pas ici à l'aventure; rien n'est plus semblable au monde de *l'Odyssée* que les héros kosaks; ce sont les mêmes mœurs primitives, les mêmes exploits barbares, les mêmes ruses sauvages; l'astucieux Mazeppa a tous les traits du prudent Ulysse, comme les rhapsodes ukrainiens ont tous les traits de leur grand ancêtre. Et voilà bien l'ironie qui rit derrière tous les efforts de l'homme; on s'appelle Byron, Pouchkine; on sait le grec, on a pâli sur les classiques avant d'écrire ses vers, tout cela pour rester loin de l'éternel modèle, tandis que des mendians qui ignorent son nom retrouvent tout naturellement sa grandeur et sa sincérité.

I.

... Celui qui remplissait alors la place (d'hetman) était un gentilhomme polonais nommé Mazeppa, né dans le palatinat de Podolie; il avait été élevé page de Jean-Casimir et avait pris à sa cour quelque teinture des belles-lettres. Une intrigue qu'il eut dans sa jeunesse avec la femme d'un gentilhomme polonais ayant été découverte, le mari le fit lier tout nu sur un cheval farouche et le laissa aller dans cet état. Le cheval, qui était du pays de l'Ukraine, y retourna et y porta Mazeppa à demi mort de fatigue et faim. Quelques paysans le secoururent, il resta longtemps parmi eux et se signala dans plusieurs courses contre les Tartares. La supériorité de ses lumières lui donna une grande considération parmi les cosaques; sa réputation, s'augmentant de jour en jour, obligea le czar à le faire prince d'Ukraine...

Voilà le récit de Voltaire, d'où est sortie la légende d'Occident : récit légendaire lui-même, car un fait véritable y est présenté sous un jour faux : ainsi travesti, le Kosak Mazeppa n'est guère plus réel que l'Orosmane ou le Lusignan des tragédies. Sur ce texte Byron broda son étincelante fantaisie. Nos pères se rappellent certainement la marche du poème, eux qui ont laissé leurs meilleurs rêves entre les pages de ce grand volume de Furne, où les dessins de Tony Johannot évoquaient les types romantiques de tant d'héroïnes albanaises, vénitiennes et andalouses. Les fils s'en souviennent-ils aussi bien? Ces fleurs de poésie sont déjà fanées; nous avons été à d'autres dieux, et le « chantre de *Childe-Harold* » compte, je crois, bien peu de fidèles dans notre génération. — Après le désastre de Poltava, Charles XII et Mazeppa errent dans les forêts; une nuit, les fugitifs inquiets veillent sous un chêne, près de leurs chevaux entravés; l'hetman panse lui-même sa monture, et le roi suédois complimente ce cavalier sans égal. — « Maudite soit l'école où j'appris à monter à cheval! » répond Mazeppa; et il raconte à Charles l'aventure de sa jeunesse, en se tenant fidèlement au scénario fourni par Voltaire. C'est sur un cheval sauvage, natif d'Ukraine, qu'on a lié le criminel d'amour; la bête affolée repart pour sa patrie, galopant jour et nuit; le récit s'emporte avec elle d'un souffle superbe, il court à travers les forêts, les steppes et les fleuves; l'agonisant voit fuir les mornes paysages, bientôt son regard se voile, la vie le quitte, les corbeaux impatiens le frôlent de leurs ailes; le cheval s'abat épuisé, Mazeppa râle dans la nuit sous ce cadavre, il perd connaissance : une jeune fille kosake le recueille à demi mort et le soigne dans sa cabane. « C'est ainsi que l'insensé

dont la rage voulut raffiner mon supplice m'envoya dans ce désert, garrotté, nu et sanglant, ne se doutant pas que le ciel m'y préparait un trône. » — Mazeppa ne dit pas ce qui lui advint sur ce « trône : » son récit finit sur un trait d'humour byronien : « Le roi dormait déjà depuis une heure. » — Si Charles XII ne s'était pas endormi et si le noble lord avait soupçonné ce qu'on peut appeler la seconde légende de Mazeppa, le poème se fût sans doute enrichi d'un deuxième chant, encore plus dramatique que le premier ; mais celui-là était réservé à Pouchkine. Le poète anglais, manquant d'informations exactes, a dessiné une figure selon son rêve et n'a pu prétendre à faire revivre un caractère historique qui lui était inconnu. Là où le vieux Shakspeare, acharné à créer des âmes, eût fait palpiter un être de chair et de sang, Byron n'a pris qu'un magnifique sujet plastique. — Ceci est encore plus vrai du Mazeppa de Victor Hugo : dans l'orientale consacrée au héros kosak, le personnage n'a que le rôle muet d'un mannequin de féerie, prétexte à décors éblouissans ; éblouissans, mais bien hasardés ; la couleur locale, ce dogme de l'école romantique, est cavalièrement traitée dans cette pièce. Des pédans pourraient demander au grand poète dans quel cauchemar géographique il voyait cette Ukraine, « désert aride » de « sables mouvans, » et « monts noirs liés en longues chaînes, » et les « grands vautours fauves, » et les « troupeaux de fumantes cavales ; » un indiscret pourrait s'étonner de voir le cheval farouche devenu soudain si docile aux exigences de la rime qu'il est « nourri d'herbes marines. » Ne soyons ni pédans ni indiscrets ; le poète nous répondrait avec ces beaux vers de la fin de son ode :

> Il traverse d'un vol, sur tes ailes de flamme,
> Tous les champs du possible et les mondes de l'âme.

Il nous demanderait pourquoi, si les *Orientales* sont fausses, elles chantent encore dans notre mémoire comme la plus délicieuse musique qui ait grisé nos vingt ans ; ou plutôt il ne répondrait rien : comme ce Romain, il monterait au Capitole remercier les dieux de lui avoir donné du génie : nous l'y suivrions tous, et bien nous ferions.

Un poète russe, pleinement maître de son sujet, devait dépasser ses émules d'Occident et fixer à jamais la figure épique de Mazeppa ; dans le chef-d'œuvre de Pouchkine, elle revit avec cette vérité intuitive du grand art, parfois plus vraie que la vérité même de l'histoire, suivant la juste remarque d'Alfred de Vigny. Je voudrais donner une idée de ce poème de *Poltava*, qui reste l'un des meilleurs titres de gloire de son auteur : dans nulle autre de ses œuvres, il n'a obtenu de sa belle langue plus de solidité, d'éclat et de

mouvement; nulle part, il n'a plus savamment épuisé toutes les richesses dramatiques d'un sujet, plus logiquement enchaîné des scènes où rien n'est dérobé à l'action et qui trahissent une secrète arrière-pensée de théâtre; il faudrait bien peu de remaniemens pour que ces tableaux d'histoire vécussent au feu de la rampe. J'en voudrais traduire quelques fragmens, tâche décourageante, car notre prose française ne peut suivre ce mètre rapide, rassemblé sur lui-même, cette langue avare de mots, prodigue d'idées, qui fait penser à du Tacite en vers.

Le poème de *Poltava* prend Mazeppa au déclin de ses jours et à l'apogée de sa gloire. Au début du premier chant, le vieux Kotchoubey, un des grands chefs kosaks, est dans sa terre d'Ukraine; seigneur magnifique et opulent à la façon des rois pasteurs, maître de grands troupeaux et de vastes labours. De tous ses trésors, un seul lui tient au cœur, sa fille Maria.

Elle est fraîche comme une fleur de printemps grandie sous l'ombrage d'un chêne, svelte comme les peupliers sur les collines de Kief. La grâce de ses mouvemens rappelle tour à tour l'élan rapide de la biche, le port du cygne sur les eaux désertes. Sa gorge est blanche comme l'écume du lait; telles que des nuages sur le ciel, des boucles de cheveux assombrissent son front altier ; ses yeux ont l'éclat de l'étoile, ses lèvres le pourpre de la rose.

Mazeppa, tout chargé d'ans et de travaux, a porté au baptême l'enfant de son compagnon d'armes; il l'a vue grandir à la table où l'on festoyait en racontant les anciens combats ; il se prend à l'aimer de l'impitoyable amour qui revient parfois aux vieux cœurs, « forgés au feu des passions. » Kotchoubey s'indigne à la demande de l'hetman; il dit de lui, et presque dans les mêmes termes, ce qu'Hernani disait de don Ruy Gomez :

O l'insensé vieillard, qui, la tête inclinée,
Pour achever sa route et finir sa journée
A besoin d'une femme, et va, spectre glacé,
Prendre une jeune fille !

La jeune fille pense autrement; elle est subjuguée par cette voix qui lui a conté tant d'exploits fameux : la gloire n'est-elle pas une éternelle jeunesse, la force une toute-puissante séduction? Les parens repoussent une union, sacrilège aux yeux de l'église, entre la filleule et le parrain. Une nuit, on entend le sabot d'un cheval fuir dans la steppe... le lendemain, la chambre de Maria est vide. Kotchoubey s'éveille désespéré, déshonoré. Quelle sera sa vengeance contre le ravisseur? Un coup de sabre ne la contenterait pas, il lui

faut mieux, la hache du bourreau. Précisément, Mazeppa conspire en grand secret la révolte contre le tsar; Kotchoubey est l'un de ses rares confidens.

C'était aux jours troublés où la jeune Russie, rassemblant sa force dans la lutte, grandissait avec le génie de Pierre. Il lui fut donné un dur maître dans la science de la gloire; elle reçut du paladin suédois plus d'une leçon imprévue et sanglante. Mais, dans l'épreuve d'une longue disgrâce, subissant les coups de fortune, la Russie se consolidait. Ainsi le pesant marteau, broyant le verre, forge l'acier.

Le roi de Suède marche sur Moscou, et l'hetman lie avec lui de ténébreux complots. Le portrait du vieux conspirateur est superbe, comme ces figures noires de Tintoret qui peuplent les palais vénitiens. Tandis que tout fermente en Ukraine et que la jeunesse agite ses armes pour la liberté, Mazeppa temporise.

La vieillesse va d'un pas prudent, le regard soupçonneux... Elle ne décide pas à la hâte ce qui est possible ou ne l'est pas. Qui sondera le fond d'une mer prise sous les glaces immobiles? Qui descendra dans l'abîme sinistre de cette âme insidieuse? Les pensées, dans cette âme, sont le fruit des passions vaincues; elles gisent profondément ensevelies, et le projet ancien mûrit, solitaire. Mais plus Mazeppa est perfide, le cœur plein de fourbe et de mensonge, plus il affecte des façons dégagées et un naturel ouvert. Avec quel art il sait, sans se livrer, deviner et séduire les cœurs, conduire les esprits, arracher le secret d'autrui! Avec quelle fausse bonhomie le vieillard enjôle à sa table les autres vieux et regrette devant eux les anciens jours! Il célèbre la liberté avec les indépendans, fronde le pouvoir avec les mécontens, verse des larmes avec les furieux et tient aux sots des discours pleins de sens. Ils sont bien peu, sans doute, ceux qui le connaissent tel qu'il est: esprit indomptable, toujours prêt à frapper son ennemi par force ou par traîtrise, n'ayant de sa vie oublié une injure; vieillard hautain, qui porte loin ses visées criminelles, n'a pas de mémoire pour le bienfait, n'a rien de sacré, n'aime rien, méprise la liberté, verse le sang comme l'eau et ne connaît pas de patrie.

Mais la vengeance de Kotchoubey veille, doublée de celle d'une mère inconsolable. Est-ce de Shakspeare ce petit tableau et s'agit-il de quelque lady Macbeth?

Possédée d'une colère de femme, l'épouse impatiente attise la rancune de l'époux. Dans le silence de la nuit, sur leur couche, elle se lève comme une apparition, lui murmurant les paroles de vengeance

et de reproche; elle répand des pleurs, l'encourage, lui arrache des sermens, et le sombre Kotchoubey jure.

Aidé par Iskra, son plus sûr ami, le malheureux père saisit quelques fils du complot; un jeune Kosak, refusé jadis par Maria et toujours épris d'elle, s'offre à porter la dénonciation au tsar. La course du messager, la nuit, à travers la steppe, permet au poète de couper la trame sévère du récit en y introduisant une sorte de ballade, d'allure plus libre, où le vers galope avec le cavalier. Pierre, dans sa confiance aveugle, refuse de croire à la dénonciation et la renvoie à Mazeppa, en l'autorisant à châtier les calomniateurs à son gré. L'hetman frémit du péril qu'il a couru, proteste de sa loyauté auprès du tsar, et décrète le supplice des deux audacieux.

Ici commence le second chant, le morceau le plus achevé peut-être que la langue russe ait encore vu éclore dans la poésie de grand style. — Maria est dans les bras de son maître. Avec des câlineries d'amour, elle le presse de lui confier les pensées noires qui le tourmentent. Mazeppa, vaincu, s'ouvre en partie sur ses projets politiques; puis, en proie à une lutte sourde, il demande brusquement à la jeune femme: « Qui t'est le plus cher, de ton père ou de ton époux? Si l'un de nous deux devait périr et que tu fusses notre juge, qui condamnerais-tu? » Maria s'effraie de ces étranges questions et le supplie de ne pas la torturer; il insiste, impitoyable; sans comprendre, elle lui répond qu'elle est toujours prête à tout sacrifier pour lui. Pendant que se joue ce drame intime,

Tranquille est la nuit d'Ukraine, limpide est le ciel. Les astres brillent. L'air assoupi ne sait pas vaincre sa langueur. A peine tremblent les feuilles des peupliers argentés. Là-haut, la lune sereine rayonne sur Biélo-Tserkof, éclairant le vieux château et les jardins des vaillans hetmans.

Ces vers, d'une forme exquise dans l'original, sont passés en proverbe dans toute la Russie du Sud. Ils peignent admirablement la beauté de ces nuits d'Ukraine, qui m'ont rappelé tant de fois les nuits d'Orient. Mais que vaudraient ici les commentaires? Pour comprendre la poésie de ces mots, il faut avoir vécu dans la steppe, veillé dans son silence vierge, suivi les ombres frissonnantes des peupliers blancs sur les lentes rivières qui vont au Dnièpre. Il y a, dans la vieille byline russe du *Livre bleu*, un mot qui rend bien la solennité de ces belles ténèbres. « Pourquoi la nuit est-elle noire? se demande le roi David : — La nuit est noire des pensées du Seigneur. » Le moine inconnu qui a écrit cela était un grand poète. Les vers de Pouchkine sont plus doux : ils reviendront interrompre l'action du drame, de loin en loin, coupant soudain les scènes de

violence et d'angoisse, comme le grand cadre de nature sereine où se meuvent les fureurs des hommes. Telle, dans les chefs-d'œuvre de la scène lyrique, la mélodie fondamentale erre sur toute la partition, on l'entend chanter en sourdine sur les flûtes de l'orchestre, pendant les éclats de passion du récitatif et des chœurs. — Elle nous a introduit cette fois dans la prison où Kotchoubey attend le supplice, à quelques pas de la chambre où sa fille dort près de Mazeppa. Un séide de l'hetman, le farouche Orlik, vient tourmenter le vieux kosak dans son cachot pour lui faire confesser le lieu où sont cachés ses trésors. — Mes trésors? répond Kotchoubey, j'en avais trois; mon honneur : vous me l'avez pris dans la chambre de torture ; ma fille : Mazeppa me l'a volée ; ma vengeance : et ce trésor-là, je le porte à Dieu. L'émissaire ne se paie pas de cette réponse et appelle le bourreau pour recommencer la question. A ce moment, Mazeppa, aux prises entre sa colère et son amour pour Maria, inquiet du coup qu'il va lui porter, s'échappe d'auprès d'elle et descend dans ses jardins; je traduis sans rien passer : on jugera par ce morceau de la rapidité de l'action.

Tranquille est la nuit d'Ukraine, limpide est le ciel. Les astres brillent, l'air assoupi ne sait pas vaincre sa langueur. A peine tremblent les feuilles des peupliers argentés. Mais d'étranges pensées assombrissent l'âme de Mazeppa. Comme des yeux accusateurs, les étoiles de la nuit le regardent ironiquement; comme des juges, les peupliers rapprochent leurs rangs, secouent lentement leurs têtes et murmurent entre eux; l'ombre de la chaude nuit d'été l'oppresse comme les ténèbres d'un cachot.

Soudain... un faible cri... une sourde plainte, partie de la tour, semble-t-il, vient frapper son oreille. Est-ce une chimère de son imagination, l'appel d'un hibou, le glapissement d'un fauve? Est-ce un gémissement de torturé ou quelque autre son! Le vieillard ne peut maîtriser son trouble : au faible cri dont l'air vibre encore il répond par un autre, — par ce cri dont il assourdissait jadis les champs de bataille, dans l'ivresse du sang, quand avec Zabièly, avec Gamaliëï, avec *lui*... avec ce même Kotchoubey,.. il galopait dans le feu de la mêlée.

La bande pourpre de l'aurore s'étend sur les nuages illuminés. Au loin brillent les vallées, les collines, les moissons, les crêtes des bois et les vagues du fleuve; le bruit joyeux du matin s'élève, l'homme se réveille. — Maria respire doucement, encore enveloppée de sommeil; elle entend au travers d'un vague rêve que quelqu'un s'approche et touche ses pieds. Elle s'éveille, mais aussitôt sa paupière se referme dans un sourire, sous l'éclat du rayon matinal. Maria tend les bras, et, d'une voix tendre, assoupie, elle murmure : « Est-ce toi,

Mazeppa? » Mais c'est une autre voix qui lui répond... O Dieu! elle tressaille, elle regarde... sa mère est devant elle.

LA MÈRE.

Tais-toi, tais-toi, ne nous perds pas. La nuit, je me suis glissée jusqu'ici à la dérobée : je t'apporte mes larmes et une prière. C'est aujourd'hui le supplice. Seule tu peux adoucir les bourreaux. Sauve ton père!

LA FILLE.

Quel père? Quel supplice?

LA MÈRE.

Ignorerais-tu jusqu'à présent?.. Non, tu ne vis pas dans un désert, tu vis dans le château de l'hetman; tu dois connaître sa force redoutable, le châtiment qu'il tire de ses ennemis, la confiance du tsar en lui. Je le vois bien, tu renies ta triste famille pour Mazeppa; je t'éveille en plein sommeil, tandis que s'exécute l'atroce sentence, qu'on lit l'arrêt, qu'on apprête pour ton père la hache (1)... Je le vois, nous sommes étrangères l'une à l'autre... Maria, ma fille, reviens à toi! Cours, tombe à ses pieds, sauve ton père, sois notre ange. Ton regard liera les mains des assassins, pour toi elles laisseront échapper la hache. Presse, exige : l'hetman ne te refusera pas. Pour lui tu as oublié ton honneur, ta famille, ton Dieu...

LA FILLE.

Que m'arrive-t-il? Mon père... Mazeppa... le supplice... ma mère ici, dans ce château, avec une prière... Non, ou je deviens folle, ou c'est un cauchemar.

LA MÈRE.

Non, non, il n'y a ici ni cauchemar ni rêves... Ne sais-tu donc pas que ton père furieux, ne pouvant supporter la honte de sa fille, affamé de vengeance, a dénoncé l'hetman au tsar? Ne sais-tu pas que l'atroce torture l'a fait se démentir, s'accuser de complots et de calomnies honteuses et que, victime de sa loyauté téméraire, il a été livré à son ennemi pour mourir? que devant toute l'armée kosake, — si la droite puissante du Seigneur ne le protège pas, — il doit être aujourd'hui même supplicié? qu'il est là, enfin, dans un cachot de cette tour?

(1) Mérimée observait judicieusement que le latin peut seul reproduire l'ordre et l'énergie de certaines phrases russes. Voici exactement le vers de Pouchkine, avec la gradation savante de ses quatre mots : *Quando parata patri securis.* On voit tomber la hache.

LA FILLE.

Mon Dieu! mon Dieu! Aujourd'hui! mon malheureux père...

Et la jeune fille retombe sur sa couche, comme tombe un cadavre glacé.

Les casques reluisent. Les lances étincellent. Les tambours battent. Les serduques (1) galopent. Les régimens s'alignent sur un front. La foule grossit, les cœurs tremblent. La route, couverte d'un flot de peuple, semble une queue de serpent qui s'agite. Au milieu d'un champ, l'échafaud sinistre; sur la plate-forme se promène et s'égaie le bourreau, attendant impatiemment les victimes; tantôt ses mains blanches soulèvent en jouant la lourde hache, tantôt il plaisante avec la canaille en liesse. Tout se fond dans une grande rumeur, les cris des femmes, les injures, les rires, les chuchotemens. Soudain, une exclamation s'échappe de toutes les bouches; puis tout se tait. On n'entend plus, dans l'effrayant silence, qu'un bruit de pas de chevaux. Entouré de ses gardes et des anciens, l'hetman redouté s'avance au galop de son cheval noir. Là-bas, sur la route de Kief, une charrette vient. Tous les regards se portent vers elle, anxieux. Là, réconcilié avec le ciel, fort de sa foi puissante, est assis l'infortuné Kotchoubey; Iskra est à ses côtés, calme, indifférent, comme un agneau marqué par le sort. La charrette s'est arrêtée. Les voix graves des chantres entonnent la prière, la fumée des cierges tourbillonne; à voix basse, le peuple prie pour le repos de l'âme des malheureux. Les voici, ils viennent, ils montent. Kotchoubey se signe et se couche sur le billot. Ces milliers d'hommes sont muets, comme s'ils étaient dans la tombe. La hache brille en s'abattant, la tête a roulé. « Ha! » fait la multitude. Une seconde tête roule sur la première en clignant les yeux. Le sang rougit l'herbe; le bourreau, content de sa besogne, saisit les deux têtes par les cheveux et, le bras tendu, il les secoue sur le peuple.

Justice est faite. La foule insouciante se disperse, regagnant ses demeures, et déjà chacun s'entretient de l'éternel souci, le travail du jour. Le champ se vide peu à peu. Alors, sur la route encombrée, on voit deux femmes accourir. Harassées, poudreuses, elles se hâtent vers le lieu du supplice et semblent possédées de terreur. « Trop tard! » leur dit quelqu'un en montrant du doigt la prairie. Là, on démolit l'échafaud; un prêtre en chasuble noire lit des prières et deux Kosaks chargent sur une télègue un cercueil de chêne.

Rentré dans sa demeure, Mazeppa s'informe en vain de Maria; en vain il lance des courriers sur toutes les routes; la trace des deux femmes s'est perdue; l'hetman reste seul.

(1) On appelait ainsi une compagnie de gardes que Mazeppa s'était formée. Voir plus loin.

Après le drame privé, le troisième chant nous donne le drame historique, le châtiment du criminel, la victoire du tsar. Mazeppa lève le masque et rejoint le roi Charles XII : Pierre accourt, les armées se joignent. et le récit de la bataille de Poltava se déroule en vers d'un beau souffle épique; malheureusement le thème n'est pas neuf; le choix des détails nous fait souvenir des grands modèles homériques et virgiliens, mais c'est déjà trop qu'on doive se souvenir. Ce point culminant de l'action me plaît moins que ce qui précède. Après la défaite, Charles et Mazeppa fuient dans la steppe, côte à côte, abandonnés. Une nuit, l'hetman passe devant la maison déserte de Kotchoubey et se rappelle une autre course, une autre nuit, celle où il emportait sa fiancée ravie. Ainsi songeant, il s'endort au bord du Dnièpre; une femme s'approche : le tour infiniment habile du récit laisse douter si c'est en rêve ou en réalité. Cette femme, on le devine, c'est Maria; la triste apparition dit des paroles de folie, ne reconnaît pas le proscrit et s'enfuit loin de lui dans les ténèbres. Les deux vaincus disparaissent à leur tour au-delà des frontières de la patrie. — Tel est le squelette de ce poème de *Poltava*, qui ferme le cycle de poésie rattaché au nom de Mazeppa et ouvert jadis par les rhapsodes d'Ukraine. J'ai dit comment ils avaient fixé la légende bien avant nos poètes modernes. Pour des causes que la suite du récit fera comprendre, Mazeppa est durement traité par la complainte populaire; dans ces compositions naïves, il tient le rôle du traître Ganelon dans notre cycle carlovingien. Le héros, le Roland des Kosaks, c'est le vaillant Paléï, toujours en lutte contre l'hetman. Mazeppa s'est emparé de lui par trahison et l'a fait exiler en Sibérie; la chanson petite-russienne va l'y consoler. Écoutez la tristesse du Kosak, aussi simple, aussi grande peut-être que la douleur d'Achille, assis à l'écart près des flots blanchissans.

Paléï en Sibérie.

Le soleil se lève haut, il se couche bas : où languit maintenant le pane Sémion Paléï? Le soleil se lève haut, il se couche bas : où erre le pane Sémion Paléï en Sibérie?..

— Ah! Tchoura, mon fidèle Tchoura! Allons jusqu'à la chapelle, nous prierons Dieu. Je prierai Dieu et je saluerai les saints: j'ai dépéri de chagrin, comme si j'étais déjà un vieux. Comme si j'étais déjà un vieux, je dois prier, pour que le Miséricordieux prenne en pitié mon âme pécheresse.

Tchoura lui jeta sur les épaules un caftan gris : il lui mit dans la main un bâton de sapin. Le pane Sémion Paléï s'en alla prier Dieu... mais il ne pria guère, il s'attrista...

Paléï s'en revint à la maison ; il s'assit sur le perron, et il joua sur sa bandoura : *Misère de vivre en ce monde.* D'autres oublient le salut de leur âme et portent des caftans brodés d'or; lui, il est en Sibérie, comme un chêne dans le taillis, seul, tout seul...

J'ai cité cette byline, qui m'a paru la plus belle de toutes. Celles qui se rapportent directement à Mazeppa ne sont qu'une longue imprécation contre « le traître, le chien, le musulman. » Ce sujet n'est pas nouveau pour les lecteurs de la *Revue :* M. Rambaud l'a touché dans ses études sur le cycle petit-russien; là où a passé cet écrivain si informé des lettres russes, il ne reste rien à glaner. Aussi bien nous nous sommes attardés avec les poètes ; quittons-les pour demander à des témoins plus sévères ce qu'il faut penser de Mazeppa, de sa légende, des deux romans d'amour entre lesquels elle a grandi : les historiens vont nous le dire.

II.

Ils ne sont pas absolument d'accord sur les origines assez obscures de notre héros; la tradition, avec ses variantes habituelles, remplace ici les documens absens. D'après M. Kostomarof, l'historien si autorisé de la Petite-Russie, Ivan Stépanovitch Mazeppa (1) était de petite noblesse, originaire de Volhynie, sur les confins de la Pologne et de l'Ukraine; suivant M. Solovief, il était de famille kosake et reçut personnellement la noblesse du roi de Pologne. Ce qui est certain, c'est qu'il était de race et de religion russes, appartenant par conséquent à cette petite minorité de noblesse dissidente, fort maltraitée par le fanatisme polonais. Vers 1660, le jeune Mazeppa parut à la cour de Varsovie, et le roi Jean-Casimir se l'attacha en qualité de gentilhomme de la chambre. Son extraction petite-russienne et sa foi étrangère lui attirèrent mille avanies de la part des courtisans polonais, hautains et intolérans. La situation d'un schismatique, dans ce foyer d'un catholicisme intraitable, était à peu près celle d'un huguenot à la cour de Henri III. Le caractère violent de Mazeppa ne s'accommodait pas de ces dédains; il se prit de querelle avec un de ses compagnons, tira l'épée dans le palais même de Jean-Casimir; c'était là dans les idées d'alors un crime de lèse-majesté; il dut quitter la cour et se confiner dans sa terre de Volhynie. Non loin de cette terre demeurait un vieux seigneur polonais, le *pane* Falbovsky, marié à une toute jeune femme. Au dire de ses biographes, Ivan Stépanovitch était remarquable-

(1) Je respecte l'orthographe fixée par l'usage en Occident ; mais le nom doit s'écrire avec un seul *p*, Mazepa.

ment beau de sa personne, doué d'un esprit brillant et d'un cœur passionné, maniant avec la même grâce son cheval, son épée et sa parole. Ce qui avait de très grandes chances d'arriver arriva; Mazeppa fut vite et bien reçu chez sa voisine Falbovska. Le mari, mis en éveil par la rumeur de ses gens, usa d'un artifice déjà vieux sans doute dans les romans de ce temps-là; il annonça une absence et s'éloigna. Sur la route, il fut rejoint par un messager qui portait à Mazeppa un billet de sa maîtresse; le pane lut la lettre, où son départ était commenté sans tristesse, la remit au messager, le laissa continuer et attendit le retour de l'homme avec la réponse de Mazeppa; ce dernier écrivait qu'il allait accourir et il ne tarda pas à paraître dans le chemin où Falbovsky le guettait. Le vieux seigneur lui barra le passage en lui montrant le billet accusateur; Mazeppa protesta que ce rendez-vous était le premier qui lui fût assigné; Falbovsky interpella le serviteur fidèle qui lui avait livré le secret : « Serf, combien de fois ce pane a-t-il été chez moi en mon absence? — Autant de fois que j'ai de cheveux sur ma tête, » répondit énergiquement le messager. Qui a vu la luxuriante chevelure d'un paysan russe comprendra toute l'étendue du malheur de Falbovsky. Aussitôt les gens du Polonais se jettent sur le coupable, le dépouillent de ses vêtemens et l'attachent, la tête vers la queue, sur son propre cheval; l'animal, harcelé de coups de fouet et de coups de feu, repart furieux au travers des halliers, déchirant son maître aux cépées de noisetiers et de chênes qui rendent impraticables les forêts de ce pays. Ce fut en cet équipage que le brillant cavalier rentra dans la cour de son habitation, où ses domestiques le délièrent, à demi fou de douleur et de honte. Voilà ce qui reste en réalité de l'étalon sauvage de la légende, franchissant des provinces pour porter sa victime chez les Kosaks d'Ukraine. Exaspéré de cette offensante aventure, Mazeppa ne put se résoudre à demeurer dans le pays qui en avait été témoin; peu de temps après, il prit la route du camp des Zaporogues, et ici encore les versions diffèrent légèrement. Suivant les uns, il s'expatria sans but, sous la seule impulsion du désespoir; d'après M. Solovief, il était envoyé aux Kosaks par le roi Jean-Casimir, qui l'avait chargé de négociations délicates auprès de ces dissidens, alors en pourparlers avec la cour de Varsovie pour un rapprochement. Quoi qu'il en soit, on n'eut plus de nouvelles du négociateur et on l'avait oublié en Pologne, quand on apprit, quelques années plus tard, qu'il occupait la charge considérable d'écrivain-général chez les Kosaks. Pour comprendre la situation nouvelle de Mazeppa et le rôle qu'il va jouer, il faut jeter un coup d'œil sur le peuple singulier qui l'avait adopté.

Le vaste territoire qui forme le bassin du Dnièpre inférieur, de

Tchernigof à Odessa, a eu, durant tout le moyen âge russe, une existence distincte; il garde encore aujourd'hui une physionomie particulière qui frappe le voyageur arrivant de Pologne ou de Russie; l'homme, le sol et la végétation se présentent à lui sous de nouveaux aspects. Une race dont l'origine se perd dans la nuit des âges, le Petit-Russien, occupe presque seule cette région; cette famille slave se distingue du Grand-Russe par un dialecte et des caractères ethnographiques assez tranchés. Le sol est la célèbre *terre noire*, grenier de l'Europe orientale. Au nord du Dnièpre, de superbes moissons roulent à perte de vue leurs vagues dorées sur un ancien lit de mer; de loin en loin, une lisière de bois émerge, comme une terre, à l'horizon de ces lames de blé mouvant. Naguère encore, ces moissons alternaient avec d'immenses forêts de chênes, de pins et de bouleaux, qui diminuent chaque jour sous la hache du bûcheron. De nombreuses rivières se traînent au Dnièpre à travers ce pays plat; leurs eaux, glacées en hiver, lentes et rares en été, grossissent subitement à la fonte des neiges et submergent les champs sous de vastes lacs qui rendent impraticables les communications. Au sud du grand fleuve, la steppe proprement dite commence; les cultures des colons l'entament de plus en plus; il n'y a pas un siècle, la steppe régnait, vierge et vide, du Dnièpre à la mer. Ce mot de steppe, bien que très acclimaté chez nous, y éveille des idées assez fausses, des images de désolation morne. Qu'on me permette de traduire ici une page célèbre de Nicolas Gogol, dans ce poème de *Tarass Boulba*, où il met en scène la vie kosake d'autrefois : Tarass et ses fils se rendent aux campemens du Dnièpre.

La steppe avait saisi les cavaliers dans son étreinte verdoyante. Les hautes herbes, se refermant sur eux, les cachaient, et les pointes des bonnets noirs sillonnaient seules la surface de la prairie. Le soleil rayonnait depuis longtemps dans le ciel pur, inondant la steppe de sa chaude lumière, vivifiante, créatrice. L'âme des Kosaks rejeta d'un coup d'aile tout ce qui lui restait de trouble et de pesanteur; leurs cœurs frissonnèrent comme des oiseaux qui prennent leur vol... Plus ils allaient, plus la steppe était belle. En ce temps-là, tout le sud, tout l'espace qui forme aujourd'hui la Nouvelle-Russie jusqu'à la Mer-Noire était un désert de verdure vierge. La charrue n'avait jamais passé dans cette mer de plantes sauvages : seuls les chevaux qui s'y cachaient comme dans une forêt les avaient foulées. Rien dans la nature ne pouvait être plus admirable ; toute la surface de la terre semblait un océan vert doré, où brillaient des myriades de fleurs variées. Entre les hautes et grêles tiges des herbes s'élançaient des bluets azurés, glauques, lilas. Les genêts d'or les dominaient, haussant leurs têtes pyramidales; les petits

parasols du trèfle blanc scintillaient çà et là. Un épi de blé, apporté Dieu sait d'où, mûrissait dans ce fouillis. Sous le couvert, des perdrix s'ébattaient, tendant le cou. Le sifflement de mille oiseaux remplissait l'espace. Immobile dans le ciel, l'épervier planait, les ailes palpitantes, fouillant de l'œil l'épaisseur du fourré. Les cris d'un vol d'oies sauvages arrivaient de quelque lac lointain, Dieu sait d'où. Une mouette s'enlève des herbes avec un lent battement d'ailes et se baigne voluptueusement dans l'éther; elle se perd dans les hauteurs, ce n'est plus qu'un point noir qui tremble; un brusque crochet de son vol la ramène sous le soleil, éblouissante... Ah! le diable soit de vous, que vous êtes belles, ô steppes!

A qui appartenait cette terre, du xve au xviie siècle? Demandez à qui appartient la mer : au pêcheur, au pirate, à qui a forte voile, audace et bon vent. La steppe du sud, inhabitée, était livrée en vaine pâture, si l'on peut dire, aux incursions des Tatars de Crimée : les limites de leur état variaient de ce côté « avec la longueur de leurs lances. » Plus au nord, l'écume des pays slaves débordait sur cette terre d'asile. Les Russes l'avaient appelée l'Ukraine, le pays-frontière; cette vaste région séparait en effet quatre voisins rivaux, toujours armés en guerre, le Moscovite, le Polonais, le Turc et le Tatar. L'Ukraine devint tout naturellement le refuge d'une société médiocre, les bannis, les révoltés, les misérables de chaque état limitrophe. Ce furent les premiers Kosaks. Ils s'organisèrent, vers la fin du xve siècle, dans une des îles du Dnièpre, au-dessous des rapides appelés *porogui*, d'où leur nom de Zaporogues. La *siètche* ou assemblée générale nommait l'hetman, chef de toute une hiérarchie militaire, colonels, ésaouls, centeniers. Ces francs compagnons vivaient exclusivement de la pêche, de la chasse, du butin fait sur le Turc; leurs *mouettes*, — c'est ainsi qu'ils nommaient leurs longues barques, — écumaient le fleuve et la mer comme des oiseaux de rapine. Au xvie siècle, l'affluence des immigrans changea les conditions primitives de cette société; tandis que le noyau turbulent et guerrier persistait dans les îles zaporogues, interdites aux femmes et aux enfans, les nouveaux arrivans refluaient avec leurs familles sur la rive droite du Dnièpre et colonisaient la terre en remontant vers le nord, vers leur point de départ, où ils se mêlaient aux populations petites-russiennes des districts frontières. L'armée des errans, trop accrue, se fixe, s'attache au sol, revient aux mœurs agricoles; elle reste englobée dans la vieille hiérarchie de la siètche; mais, par la force des choses, cette hiérarchie prend un caractère administratif, sédentaire; le colonel, établi dans un bourg, devient un chef de district, le centenier un chef de canton. En se rapprochant de la Pologne, ces nouveaux

Kosaks retombaient à demi sous son autorité; on les appelait Kosaks *enregistrés*, parce qu'ils acceptaient le contrôle du roi de Pologne sur le registre où ils étaient inscrits avec son aveu; ce roi confirmait l'hetman-général élu par eux, un chef qui disposait de cinquante mille lances et traitait de puissance à puissance avec son suzerain de Varsovie.

Les transformations politiques et sociales de l'institution furent rapides durant ces deux siècles; il est curieux de surprendre à l'œuvre dans cette société kosake, fondée sur l'égalité et la liberté absolues, les lois constantes qui régissent toute société humaine, portant au sommet les couches fortes, repoussant en bas les couches faibles dans la sujétion et la souffrance. Le ramassis d'aventuriers des premiers jours devient une sorte d'ordre militaire, armé contre le Turc, imitation barbare des templiers ou des teutoniques; puis, à l'exemple de ces derniers, une féodalité puissante, possessionnée en terres, où les plus favorisés réduisent les autres en servitude. Au XVIIe siècle, l'égalité chimérique des premiers Zaporogues n'était plus qu'un rêve lointain; les familles d'hetmans et de grands-officiers avaient constitué une aristocratie qui ne différait guère de l'aristocratie polonaise; quant à la liberté, elle était toujours l'idéal des Kosaks, mais, comme le dit fort justement M. Kostomarof, « être libres, pour eux, signifiait avoir des droits que les autres n'ont pas, » conception kosake plus répandue qu'on ne le pense. — D'où provenait la violence du courant d'émigration qui, en quelques années, peupla l'Ukraine libre et reflua sur l'Ukraine polonaise, après s'être retrempé aux franchises kosakes? De la plus dure misère sociale qui ait jamais pesé sur un peuple. La Pologne orientale, qui s'étendait alors jusqu'au-delà de Kief, renfermait une population petite-russienne asservie par des seigneurs polonais; tout séparait le paysan de ses maîtres, la race, la langue, la foi religieuse : la noblesse catholique et féodale traitait ces ilotes en bétail conquis; le Petit-Russien était à la merci d'un seigneur dont aucune loi ne limitait les pouvoirs, dont les besoins étaient insatiables. Pour satisfaire au luxe fou qu'on étalait à Varsovie, les panes devaient épuiser leurs terres; ils avaient trouvé plus fructueux de les affermer aux juifs, et cet intermédiaire impitoyable pressurait le serf avec sa rapacité proverbiale. La persécution religieuse sévissait de pair avec les exactions et se confondait avec elles; le Russe orthodoxe voyait, chose révoltante dans ses idées, le fermier juif auquel il était livré tout vivant taxer jusqu'aux cérémonies du culte, imposer les baptêmes, les mariages, les sépultures. Ce peuple misérable était traqué comme les bêtes de ses forêts; tout ce qui l'entourait lui était ennemi: le seigneur, qui ne lui devait d'autre justice que la torture, le juif qui l'affamait, le soldat des compa-

gnies franches qui mettait à sac sa maison, le jésuite qui le convertissait de force à l'Union. Les témoignages ne sont pas suspects. Un des plus fanatiques zélateurs de ce temps, le père Scarga, avoue que dans aucun pays de l'Europe féodale l'esclavage n'est aussi dur qu'en Petite-Russie. L'historien polonais Starovolsky affirme que le raya chrétien chez le Turc est heureux et libre en comparaison des serfs de la république. « Aucun pacha ne se permettrait contre le dernier paysan ce qu'on voit dans nos villages; nul despote d'Asie n'a tourmenté durant sa vie autant de gens qu'il s'en tourmente chaque année dans notre libre république. »

A tant de maux, un seul remède : fuir au Dnièpre, se faire Kosak. Au XVIe siècle, toute une population se rue sur ce chemin de délivrance; au XVIIe, après le reflux vers le nord que j'ai signalé, les bourgs kosaks sont disséminés sur toute la terre petite-russienne, levain de liberté, exemple contagieux qui sollicite sans cesse les frères opprimés à s'affranchir par les mêmes moyens. Les Kosaks enregistrés épousent la cause de leurs compatriotes, de leurs coreligionnaires; ils sont les cadres naturels de la révolte qui mûrit. Pour éclater, elle n'attend qu'un chef; il se trouve au milieu du siècle : l'hetman Bogdan Chmelnitzky se lève pour venger la foi orthodoxe et libérer la Petite-Russie. Le caractère de la lutte est bien marqué par un fait : le patriarche de Constantinople envoie une épée bénie à l'hetman, tandis que le roi Jean-Casimir reçoit un glaive des mains du légat de Rome. L'épée grecque fut la plus forte. Bogdan jeta sur la Pologne son armée de Kosaks, de serfs, de Tatars auxiliaires; la guerre sociale et religieuse se déroula avec ses horreurs accoutumées; les seigneurs surpris par leurs paysans expirèrent sur les bûchers, écorchés vifs; la colère du peuple s'acharna sur le juif, instrument immédiat de ses souffrances; dès le début de la révolte, cent mille israélites furent massacrés. « Nos persécuteurs étaient rapides commes les aigles du ciel, » gémit un rabbin contemporain. Ces souvenirs historiques, demeurés dans la longue mémoire des chaumières, expliquent assez les récentes représailles qui ont affligé ces mêmes contrées.

C'en était fait de la Pologne si Bogdan Chmelnitzky eût poussé sa fortune : il se contenta d'assurer l'indépendance de l'Ukraine ou plutôt son changement de suzerain. Le 8 janvier 1654, l'hetman convoqua l'assemblée générale des Kosaks et leur tint en substance ce langage : « Nous ne sommes pas assez forts pour subsister sans maître entre tant de grands royaumes; parmi nos voisins, il en est quatre auxquels nous pouvons nous donner : le roi de Pologne, le sultan de Turquie, le khan de Crimée, le tsar de Moscovie; lequel choisissez-vous? » Les Kosaks acclamèrent le tsar, et l'on conclut séance tenante, avec les boïars envoyés par Alexis Michaïlo-

vitch, un traité aux termes duquel l'Ukraine faisait retour à la Russie, toutes ses franchises sauves. Ainsi le lien de sujétion assez lâche qui avait rattaché jusque-là les Kosaks au roi de Pologne se trouva renoué au profit du tsar de Moscou; sous sa suzeraineté, les hetmans, leurs dignitaires et leurs officiers allaient reformer une caste féodale avec les paysans petits-russiens comme tenanciers. Pour ceux-ci, Bogdan n'avait rien stipulé; ils changeaient simplement de maîtres et passaient de l'arbitraire des seigneurs polonais à l'arbitraire des chefs kosaks et bientôt des boïars moscovites : le pauvre moujik pouvait chanter encore la complainte des vieux Kobzars : « Où es-tu, justice, notre mère aux ailes d'aigle? » Tel était le milieu où Mazeppa apportait son génie d'intrigue, son audace et son ambition.

Quand il arriva sur le Dnièpre, un schisme divisait les successeurs de Bogdan; il y avait deux hetmans, l'un sur la rive gauche, fidèle au tsar, l'autre sur la rive droite, rebelle, tour à tour en marché d'alliances avec la Pologne et le Grand-Seigneur. Ce fut l'hetman de la rive droite, Pierre Dorochenko, à qui Mazeppa engagea ses services. Ce Dorochenko était un Kosak de la vieille race, turbulent, insaisissable, changeant sans cesse de joug et ne pouvant en tolérer aucun. Séduit par la fortune à ce moment si brillante de Mahomet IV, il s'était donné aux Turcs et faisait campagne avec eux. Mazeppa apportait à ce personnage des ressources assez rares dans les camps zaporogues; l'ancien gentilhomme du roi Jean-Casimir était relativement instruit, éloquent, délié; il parlait le russe, le polonais et le latin; ces qualités le désignaient pour la charge d'écrivain-général, qui répondait à ce que nous appellerions la chancellerie diplomatique de l'hetman. Dorochenko l'appela à ce poste et l'employa à diverses missions. En l'an 1674, serré de près par les Russes, il envoya Mazeppa à Constantinople pour solliciter du grand-vizir une armée de secours. Un parti de Zaporogues fidèles s'empara de l'ambassadeur et le dirigea avec ses lettres sur Moscou. Mazeppa fut interrogé à l'un de ces *bureaux de question* qui étaient les principaux rouages d'une politique ténébreuse, sans cesse aux aguets des trahisons. Tout autre eût payé cher sa mésaventure en ce pays soupçonneux; Mazeppa trouva moyen de se blanchir; il eut l'art de plaire à ses juges et au tsar Alexis; on le relâcha indemne. Ivan Stépanovitch avait beaucoup appris dans ce voyage forcé; il avait compris que les arbitres futurs de la Petite-Russie étaient là et non, comme le croyait Dorochenko, dans ce lointain Constantinople, où l'on était occupé de la conquête de Vienne et de bien d'autres soucis; il avait étudié le terrain, mesuré les influences, et de ce jour il arrêta le plan d'une politique à laquelle il demeura

fidèle durant trente années. Revenu en Ukraine, il passa chez Samoïlovitch, l'hetman soumis de la rive gauche. L'événement lui donna raison : Dorochenko, abandonné par ses alliés, livré au tsar, alla mourir interné dans le nord de la Russie. On comptait déjà deux anciens hetmans déportés en Sibérie ; ce fait laisse mesurer les progrès de la domination moscovite dans cette Ukraine où Bogdan Chmelnitzky lui avait donné accès. Les serres de l'aigle impériale s'appesantissaient chaque jour davantage sur le pays des Kosaks ; malgré les incessantes réclamations de ceux-ci, des voïévodes russes installaient leur autorité dans les grandes villes. A plusieurs reprises, on envoya Mazeppa négocier à Moscou ; le délégué de l'hetman mettait à profit ces voyages pour cultiver de précieuses amitiés. Sous la régence de la tsarine Sophie, il vit poindre la faveur de Galitzine et capta les bonnes grâces du tout-puissant boïar. Samoïlovitch, obscur fils de prêtre, était miné par les intrigues et les jalousies des colonels ; ses ennemis l'accusèrent d'avoir fait traîtreusement échouer la grande expédition russe contre la Crimée en 1687 ; Galitzine, qui la commandait en personne, revint par l'Ukraine et son orgueil humilié s'en prit à l'hetman ; il provoqua la déposition de Samoïlovitch. Un témoin de cet épisode nous en a laissé le récit, bien caractéristique de la vie kosake.

L'armée est campée sur les bords du Kolomak, non loin de Poltava. Une nuit, tandis que l'hetman écrit dans sa tente un mémoire justificatif, les colonels, d'intelligence avec Galitzine, placent des sentinelles sûres autour de la tente ; à minuit, Kotchoubey, écrivain-général, va demander les ordres du boïar moscovite. Dès l'aube, Samoïlovitch sort et se rend à l'église, aux matines ; les anciens l'attendent à la porte, n'osant pas troubler le service divin. Quand l'hetman reparaît, un colonel le saisit par la main et lui dit brutalement : « Va par un autre chemin ! » Samoïlovitch demande à parler aux généraux russes ; on l'assoit sur une mauvaise charrette, on place son fils, arrêté comme il fuyait hors du camp, sur un vieux cheval sans selle, et on les mène dans cet équipage à la tente de Galitzine. Le généralissime et ses lieutenans prennent place sur un rang de sièges : l'hetman comparaît devant eux, appuyé sur son bâton à pomme d'argent, le visage enveloppé de linges humides, car il souffrait de douleurs de tête. De l'autre côté se groupent ses accusateurs, les anciens et les colonels. Ils prennent tumultueusement la parole et demandent justice au représentant du tsar, chargeant leur hetman de mille méfaits, de tyrannie et de trahison. Le prévenu essaie de répondre : les colonels se jettent sur lui, étouffent sa voix, et les coups allaient suivre les injures, quand Galitzine ordonne d'emmener le coupable avec son fils. Le boïar prononce contre eux une sentence d'exil en Sibérie et la confiscation de leurs

biens; il invite les anciens à convoquer le clergé et tous les Kosaks de marque pour l'élection d'un nouvel hetman. Le surlendemain, les régimens kosaks et les notables s'assemblent autour de la tente qui servait d'église de campagne; après le chant du *Te Deum*, on dépose sur une table les insignes de la dignité d'hetman, l'étendard, la *boulava* ou masse d'armes, le *bountchouk*, sorte d'enseigne de queues de cheval empruntée aux habitudes des janissaires turcs. Galitzine monte sur un banc et déclare aux Kosaks que le tsar les autorise à élire un chef suivant leurs antiques coutumes; un grand silence se fait, puis des voix nombreuses s'élèvent : « Mazeppa! Mazeppa! » Ceux qui ne sont pas dans le secret de l'intrigue prononcent d'autres noms. Le généralissime feint de ne pas entendre, appelle l'élu du peuple, lui remet les insignes du pouvoir et reçoit son serment. C'est ainsi qu'Ivan Stépanovitch fut proclamé hetman le 25 juillet 1687 : il reconnut la protection du boïar moscovite en lui versant aussitôt 10,000 roubles à titre de remercîment.

Le pays dont Mazeppa prenait le gouvernement était miné par les dissensions sociales, par ces éternelles factions de démocrates et d'aristocrates qui travaillent toute société humaine, affrontant les misérables aux satisfaits. En Ukraine, l'inégalité naturelle des conditions se compliquait d'une anomalie peut-être unique dans l'histoire; sans parler des seigneurs et des riches, on y voyait, — on y a vu jusqu'au jour récent de l'émancipation, — deux peuples de même race habitant le même sol et régis par des statuts différens. En franchissant quelques verstes, on passait d'un village serf à un village kosak; par la seule vertu de ce mot magique, le second était affranchi de toutes les charges qui incombaient au premier. Aujourd'hui encore, ces deux catégories de villages ont gardé des physionomies distinctes; dans les *khoutres* kosaks, le cultivateur qui fut toujours libre se reconnaît à plus d'énergie, d'esprit d'entreprise et de confiance en lui-même. A l'époque de Mazeppa, le peuple petit-russien qui venait de verser son sang pour l'indépendance, côte à côte avec les Kosaks, supportait impatiemment la condition privilégiée de ces derniers, et le peuple kosak, à son tour, murmurait contre les empiétemens de ses chefs, regrettait l'égalité des anciens jours. Ces deux plèbes s'unissaient contre les nouveaux seigneurs sortis de leur propre sein. « Nous croyions qu'après Bogdan le peuple chrétien serait libre; mais nous le voyons maintenant, le sort des pauvres gens est pire que sous les maîtres polonais. Autrefois, on n'était assujetti qu'aux anciens panes; aujourd'hui, ceux dont les pères gagnaient le pain à la sueur de leur front nous accablent de corvées. » Ainsi gémissaient les naïfs paysans de l'Ukraine; ils s'étaient imaginé que la place du maître peut rester vide et qu'on gagne à changer les anciens contre les nouveaux. Des séditions éclataient de toutes parts;

les possesseurs de fiefs kosaks les réprimaient impitoyablement et faisaient couper une oreille à tout manant pris en flagrant délit de révolte. Pauvre peuple, si doux, si fin, si maniable, avec ses qualités et ses défauts d'enfant! Pour savoir ce qu'il a souffert, tout le long de l'histoire, il n'est pas besoin de feuilleter les vieux livres; il suffit de passer le soir devant les portes, au temps de la moisson, et d'écouter les chants qui se prolongent bien avant dans la nuit; elle est faite d'un désespoir séculaire, cette gamme douloureuse en ton mineur, qui se traîne éternellement sur la même plainte ou se relève sur un hurlement sauvage comme l'appel des loups. C'est d'ailleurs, à peu de variantes près, la mélopée primitive de toutes les races d'Orient; je l'ai reconnue sans peine pour l'avoir entendue du Nil à l'Oronte, du Danube au Dnièpre. Je sais à Louqsor, dans les ruines du temple, un vieux fellah aveugle qui la module sur sa flûte de roseau, avec une tristesse indicible, comme il sied à la plus ancienne misère attestée par l'histoire; je sais à Stamboul, sur les degrés de la mosquée aux Pigeons, un mendiant d'Anatolie qui la répète sur sa darbouka avec un accent personnel et pénétrant à faire mal; je la retrouve dans les chœurs des moissonneurs d'Ukraine, écho uniforme de la peine commune qui pèse depuis tant de siècles sur toutes ces belles et tristes contrées d'Orient. Qu'on pardonne à mon récit de s'y être laissé distraire; qui de nous n'a parfois suspendu son travail et perdu sa pensée en écoutant sous sa fenêtre le couplet d'un malheureux?

Les prédécesseurs de Mazeppa avaient gouverné selon les circonstances, en flattant le parti démocratique ou en l'écrasant. Le nouvel hetman resta fidèle aux intérêts de l'oligarchie kosake; ses mœurs, ses goûts, son éducation polonaise le portaient de ce côté. Il s'établit à Batourine, résidence habituelle des hetmans, non loin de Tchernigof, à l'orée des grands bois qui couvrent encore cette partie de la Petite-Russie. Le train de vie qu'il y mena rappelait la cour de Varsovie bien plus que le campement des premiers Zaporogues. On voit dans les vieilles demeures d'Ukraine les portraits des ancêtres kosaks de ce temps-là; rien ne les distingue des seigneurs polonais; ils en ont le costume, le riche caftan oriental, le sabre courbe et le bonnet à aigrette; le visage et la tête rase, sauf les longues moustaches, donne à quelques-uns une vague ressemblance avec les Tatars; tous tiennent en main la *boulava*, la masse d'armes à clous d'argent; leurs traits et leurs regards respirent la fierté du commandement. Les titulaires des grandes charges formaient à Batourine une petite cour; Mazeppa avait créé pour son service personnel une compagnie de gardes du corps appelés serduques; d'immenses richesses, patiemment acquises durant son hetmanat, lui permettaient ces façons opulentes. Un luxe brutal régnait

dans les banquets et les fêtes où il réunissait ses compagnons; la grossièreté des mœurs kosakes s'y trahissait souvent, on emportait les convives ivres-morts ; le rusé Mazeppa, plus maître de lui, termina bien des négociations délicates à sa table, avec des adversaires désarmés par l'ivresse.

III.

L'histoire de l'hetman, durant vingt années, se résume dans la poursuite opiniâtre d'un double but : l'asservissement de la Petite-Russie à la caste aristocratique, la consolidation de sa propre autorité sur cette caste. Pour atteindre ce but, Mazeppa garda avec une fidélité inviolable, au moins en apparence, le pacte qui le liait au tsar et à Moscou. Cette soumission était-elle sincère? N'y faut-il voir que la longue patience du prisonnier qui attend son jour? Le poète et quelques historiens ont soupçonné en lui l'âme d'un Brutus, dissimulant ses espérances, flattant son maître vingt ans pour le mieux surprendre à l'heure propice. Le savant théologien Théophane Procopovitch, qui avait connu Mazeppa de fort près, nous a laissé de lui un portrait frappant, poussé au noir : « Dans le fond de son âme, Mazeppa était aussi dévoué aux Polonais qu'il haïssait les Russes ; mais personne ne put jamais le deviner, car il affectait en toute occurrence une soumission absolue, un dévoûment passionné à la Russie. Son esprit clairvoyant observait les actions des hommes, pesait toutes leurs paroles et s'efforçait de pénétrer leurs intentions secrètes. Il poussait la réserve et la dissimulation à un tel point qu'il paraissait souvent ne pas saisir les propos à double sens qu'on tenait devant lui ; quand il voulait percer quelque secret, il feignait la sincérité, l'abandon, et dans ces cas-là il avait le plus souvent recours à la boisson, il simulait l'ivresse; alors il faisait l'éloge de la franchise, la critique des gens artificieux, et, par une pente insensible, il amenait à ses fins ses interlocuteurs échauffés par le vin... Il jouait parfois la maladie et l'épuisement; les médecins ne le quittaient pas d'une minute; il ne pouvait ni marcher ni se lever tant sa faiblesse était extrême; couché sur son lit, couvert d'emplâtres, d'onguens, de ligatures, semblable à un agonisant, il râlait lamentablement... » Ces traits s'appliquent au Mazeppa des dernières années, ils ont été tracés sous l'impression d'horreur ressentie dans l'entourage du tsar après la brusque défection de l'hetman. Qu'il s'agisse de vertus ou de vices, on fait souvent crédit aux personnages historiques de ces longues préméditations, en réalité si rares dans le cœur humain; c'est là de la psychologie idéale, qui tient peu de compte des vertiges et des surprises. Quoi qu'il en soit, là où ses prédécesseurs s'étaient perdus par l'incon-

stance de leurs vues, Mazeppa se montra d'abord un politique de race par la suite des desseins, la résistance aux illusions. Dès que le jeune tsar Pierre eut rompu avec la régente, l'hetman courut à Moscou, devina le futur empereur, gagna ses bonnes grâces, comme il avait fait jadis avec Galitzine, et sut les conserver en toute occasion.

A part quelques grands coups de vaillance, quelques expéditions héroïques contre le Turc ou le Polonais, la chronique de Mazeppa, comme celle de tous les personnages de la vieille Russie, se débat dans une lutte sauvage entre le soupçon et la délation. O l'époque louche et répugnante, sur laquelle la gloire de Pierre ne doit pas nous aveugler! Quand on entre dans le détail de la vie d'alors, quand on respire cet air empesté de terreur et de bassesse, on se demande si jamais l'homme fut plus féroce et plus vil que dans cette société d'inquisiteurs et d'espions. Venise est confiante en comparaison de la Moscou du XVIIe siècle; il faudrait descendre jusqu'à la Rome de Séjan pour retrouver des mœurs analogues. Chaque propos d'intime est redit dans les chambres de question, on le creuse et le retourne pour lui faire vomir un complot de haute trahison. J'ai essayé dans un autre travail de mettre en relief ces âmes cauteleuses, cette conspiration permanente de tous contre tous. C'est chaque jour une intrigue nouvelle servie par des émissaires obscurs, un étudiant, un moine, un juif, qui vont supposer à Moscou des lettres ou des paroles de l'hetman, importuner de leurs révélations les oreilles toujours ouvertes à la chancellerie secrète. Pierre, si avare de sa confiance, l'avait donnée tout entière à Mazeppa; rien ne put le désabuser sur le compte de l'homme qui, seul peut-être avec Menchikof, lui inspirait une sécurité absolue. Chaque fois, le tsar renvoyait généreusement à l'hetman la lettre anonyme ou le dénonciateur avéré; on dressait un gibet à Batourine, on y clouait l'imprudent; d'autres recommençaient le lendemain sans se décourager. De son côté, Mazeppa adressait loyalement à son suzerain les lettres tentatrices que lui faisaient tenir le roi de Pologne et les autres ennemis de la Russie; il recevait en retour de la munificence impériale des domaines nouveaux, des dons en argent. Ses plus grands ennuis lui vinrent de Sémion Paléï, le héros favori des légendes populaires. Ce chef turbulent personnifiait le vieil esprit kosak de révolte et d'aventure; il groupait autour de lui les anciens de la steppe, les vrais fils de la lance, qui n'entendaient rien à la politique nouvelle, aux négociations prudentes et au latin fleuri de l'hetman. En outre, Paléï était le champion de la plèbe opprimée, ce qui lui donnait une force redoutable. Mazeppa guetta longtemps son adversaire, luttant contre lui à armes sournoises; un jour, attiré à Batourine, Paléï roula sous la table du

banquet : on le releva garrotté, on l'expédia sur cette route de Moscou qui finissait en Sibérie. — On a écrit en Russie des volumes sur la vie de l'hetman : je n'y trouve qu'une répétition constante de ces luttes fastidieuses : les lecteurs ne me suivraient pas si je m'y attardais. Pourtant c'est là toute l'histoire de Mazeppa, c'est l'histoire de tant d'autres qui ont marqué dans leur temps, c'est l'histoire. Regardez-la de près, changez les millésimes et les noms, vous la réduirez presque toujours à ces trois mots : arriver, se maintenir, écarter les autres. Cela s'appelle un jeu puéril, quand des enfans s'y livrent sur une poutre ; cela se nomme la politique, la gloire, quand les enfans sont grands et que la poutre est le pouvoir souverain. Les plus forts et les mieux doués de la race humaine se sont de tout temps destinés à ce jeu. Quelle est donc l'inquiétude et la folie de notre âme, qui n'a pas su trouver de meilleur secours contre son grand ennui ? Comme elle doit être lasse après vingt ans de ce jeu stérile ! On continue cependant, on recommence, persuadé que cet ingrat labeur peut seul faire survivre un nom. Voyez la sûreté des prévisions de l'homme : celui qui nous occupe eût plongé dans l'oubli, avec tous ses succès de conduite, si son cœur n'avait pas faibli sur des fautes que les politiques d'alors durent prendre en pitié et qui ont seules mené cette renommée jusqu'à la postérité.

L'écrivain-général Basile Kotchoubey était un Kosak de grands biens et de grande réputation. Sa charge le retenait dans une terre près de Batourine ; il y élevait une fille du nom de Matrèna, dont Pouchkine a fait Maria pour la facilité du rythme. Mazeppa avait servi de parrain à cette enfant, parenté spirituelle qui crée des liens très étroits, prohibitifs du mariage dans l'église orientale ; il se plaisait à voir grandir sa filleule dans la maison de son vieux frère d'armes, à oublier auprès d'elle les soucis des conspirations. L'hetman touchait aux soixante ans ; si quelqu'un semblait préservé contre les folies vulgaires, c'était bien ce vieillard, assagi de bonne heure par la mésaventure éclatante de sa jeunesse, usé par la politique, refroidi par le souci de gouverner les hommes. Suivant la profonde parole du poète, « les pensées dans cette âme étaient le fruit des passions vaincues. » Mais le cœur du roi est dans les mains de la femme, a dit un sage qui s'y connaissait, et le Salomon de l'Ukraine le prouva une fois de plus. Il se prit d'amour pour sa filleule ; elle le paya de retour, séduite par la gloire de l'hetman, par cette éloquence enflammée qu'attestent tous les contemporains et qui persuadait à son gré les femmes et les rois. Les lectrices qui s'étonneraient voudront bien se rappeler que nous sommes presque en Orient, avec les mœurs kosakes ; or, en Turquie, l'idéal amoureux d'une jeune musulmane est rarement un jouvenceau, c'est d'habi-

tude un beau pacha à barbe blanche, vénérable, chargé d'honneurs et de richesses. Les parens de Matrèna repoussèrent avec horreur des projets sacrilèges et persécutèrent leur fille; ils obtinrent le succès ordinaire : la persécution exaspéra les sentimens qu'elle croyait éteindre; Matrèna se rebella, supplia Mazeppa de lui donner asile et se fit enlever par lui. Ici Pouchkine a pris quelques libertés avec l'histoire; les traditions sont d'accord sur ce point que l'hetman respecta la fugitive et la rendit bientôt à son père. Mais les deux amans continuèrent à se voir en particulier; Kotchoubey trahit plus tard leurs petits secrets dans la « chambre de question » et un greffier de justice enregistra cette pastorale pour la postérité. — Les maisons petites-russiennes sont toutes entourées de jardins, clos par des haies de treillis; le tournesol, la fleur de prédilection du paysan russe, emplit ces vergers et masque les palissades de ses hautes couronnes d'or. C'était dans un de ces jardins, contigu à celui des Kotchoubey, que les entrevues avaient lieu; on en convenait à l'avance par l'intermédiaire d'une messagère sûre, la bonne Mélachka; quand la prisonnière espérait trouver ses surveillans en défaut, elle envoyait à l'hetman une boucle de cheveux ou ce collier de corail que les filles d'Ukraine portent au cou (1); c'était le signal du rendez-vous. La nuit venue, elle s'échappait sous les saules jusqu'à la palissade de l'enclos; son amant pratiquait une ouverture dans l'échalier; ils se racontaient leurs peines, hélas! fort incommodément, à travers ce judas improvisé. Quand le manège se découvrait, la pauvre fille était battue, enfermée par sa mère; une tendre correspondance venait alors la consoler. Les lettres de Mazeppa nous ont été gardées; saisies avec tous les papiers de Kotchoubey lors de l'enquête, ces pages de l'idylle ukrainienne se sont fourvoyées entre les feuillets d'un dossier criminel. M. Mordovtzef (2) en a publié quelques-unes, d'un sentiment exalté et délicat, où l'on retrouve les traditions de la chevalerie polonaise. Veut-on voir quelles flammes demeuraient au cœur du vieil hetman? J'hésite à traduire dans une langue plus arrêtée ce langage naïf, fait de petit-russien et de polonais, attendri à chaque mot par les diminutifs, où quelque chose d'enfantin tempère la chaleur de l'expression.

(1) Les paysannes petites-russiennes ont conservé l'un des plus pittoresques costumes de l'empire; la chemisette bouffante, brodée en coton rouge de fleurs ou d'oiseaux fantastiques, la jupe et le tablier courts, en broderies de laine rouges et vertes, tombant au genou; le dimanche, les jeunes filles portent au cou plusieurs rangs de colliers de faux corail et de verroterie; sur la tête, un haut diadème de fleurs des champs, coquelicots, mauves et bluets; deux longues nattes de cheveux tombent librement jusqu'à la ceinture, nouées par des fleurs ou des rubans. Au temps de Matrèna, les filles nobles portaient ce même costume, qui fait valoir l'élégance nerveuse de la race.

(2) Mordovtzeff, *Znaménitia rousskia jenstchini.*

Mon petit cœur, ma fleur de rosier! le cœur me fait mal à l'idée que tu es si près de moi et que je ne puis voir tes yeux, ta petite figure blanche. Par cette lettre je te salue et j'embrasse toute ta petite personne.

... Mon petit cœur! je suis navré de ce que m'a dit notre messagère. Votre Grâce m'en veut de ce que je ne t'ai pas gardée chez moi, de ce que je t'ai renvoyée à tes parens. Mais pense à ce qui fût arrivé! D'abord, tes parens eussent crié partout que j'avais dérobé nuitamment leur fille et que je la gardais comme une concubine. Ensuite, si je t'avais retenue, ni Votre Grâce, ni moi, nous n'eussions pu résister; nous nous serions laissé entraîner à vivre comme des époux, ce qui nous eût attiré les anathèmes de l'église, puisque nous ne pouvons nous appartenir. Qu'eussé-je fait alors? J'aurais souffert pour Votre Grâce, j'aurais dû plus tard subir tes reproches et tes larmes.

... Mon tendre amour! je te prie, je te prie grandement de m'accorder un entretien. Si tu m'aimes, ne m'oublie pas; si tu ne m'aimes plus, ne garde pas de moi un mauvais souvenir. Rappelle-toi tes paroles, tu m'as juré de m'aimer, tu m'as donné en gage ta blanche main. Je te prie encore, je te prie mille fois de me donner le moyen de te voir, ne fût-ce qu'une minute, pour notre bien à tous deux; tu y consentais autrefois! Si tu m'accordes cette entrevue, fais-le-moi connaître en m'envoyant le collier de corail qui pend à ton cou, je t'en supplie!

... Ton doux petit visage et tes promesses me font languir. Je dépêche à Votre Grâce Mélachka, afin qu'elle convienne de tout avec toi. Ne crains pas de t'ouvrir à elle, elle est fidèlement dévouée à Votre Grâce comme à moi. Je te supplie, en baisant tes petits pieds, mon cœur, je te supplie de ne pas différer ta promesse.

... Tu sais que j'aime Votre Grâce jusqu'à la folie de mon cœur, je n'ai encore aimé si fort nul être en ce monde. C'eût été ma joie et mon bonheur si tu avais pu venir vivre avec moi. Ce n'est qu'en considérant quelle eût été la fin de tout ceci que j'ai reculé devant la haine et la méchanceté de tes parens. Je t'en prie, mon amie, ne change pas; tu m'en as engagé tant de fois ta parole et ta main! Moi, tant que je serai vivant, je ne t'oublierai pas.

... Je souffre cruellement de ne pouvoir causer en liberté avec Votre Grâce, de ne pouvoir rien faire pour te consoler dans ta douleur présente. Quoi que Votre Grâce attende de moi, dis-le à la personne que j'envoie. Puisque tes parens maudits te forcent à t'éloigner, va dans un couvent, je saurai alors ce qui me restera à faire pour Votre Grâce. Encore une fois, fais-moi savoir ce que tu veux de moi.

... Quel affreux chagrin de penser que cette mégère ne cesse de torturer Votre Grâce, comme elle l'a fait hier encore! Je ne sais com-

ment avoir raison de cette méchante. Le malheur, c'est que nous ne puissions avoir une heure pour causer de tout cela. Je ne puis, hélas! écrire davantage; mais quoi qu'il advienne de moi, tant que je respirerai, je ne cesserai de t'aimer et de te souhaiter tous les bonheurs; je ne cesserai de haïr tes ennemis et les miens.

... Que Dieu sépare de leur âme ceux qui nous séparent! Je sais bien comment me venger de nos ennemis; mais c'est toi qui me lies les mains.

... Chère Matrèna, j'envoie à Votre Grâce mon salut, et j'y joins ces petits présens, un livre et un bracelet de diamans : je te prie de les accepter de bon cœur et de me garder ton amour inviolable. Dieu nous donne de pouvoir nous réunir dans des temps plus heureux! Je baise tes lèvres de corail, tes blanches petites mains et tous les membres de ta blanche petite personne, mon aimée chérie.

... Mon tendre amour, ma charmante, ma bien-aimée Matrèna! je souhaiterais plutôt la mort qu'un changement dans ton cœur. Souviens-toi seulement de tes paroles, souviens-toi de ton serment, souviens-toi de la main tant de fois donnée : comment tu m'as promis de m'aimer jusqu'à la mort, soit que tu fusses à moi, soit que je dusse te perdre. Souviens-toi d'une phrase de notre tendre entretien, quand tu étais chez moi, dans la grand'chambre : « Par le Dieu qui punit le mensonge, que tu m'aimes ou non, moi je ne cesserai de t'aimer et de te chérir jusqu'au dernier soupir, à la face de nos ennemis : j'en engage ma parole! » — Je te prie instamment, mon cœur, de trouver quelque moyen de nous concerter, afin que je sache ce que je puis faire pour Votre Grâce. Je crains bien de n'avoir plus la patience de pardonner à mes ennemis; oui, je me vengerai; de quelle façon, tu le verras toi-même. Heureuses mes lettres, qui vont passer dans tes mains, plus heureuses que mes pauvres yeux, qui ne peuvent te contempler!

... Je vois que Votre Grâce a tout à fait oublié son ancien amour pour moi. Que ta volonté soit faite! Tu le regretteras plus tard. Souviens-toi seulement de tes paroles, données sous serment au moment où tu sortais de la grand'chambre de pierre, alors que je t'ai offert cette bague de diamans, tout ce que je possédais de plus beau : « Quoi qu'il arrive, jamais mon amour ne changera! »

On dit, on écrit tout cela : la vie passe, efface... Je dois être véridique : Matrèna finit par céder aux obsessions de ses parens, épousa le prétendu de leur choix et fit souche d'enfants en Ukraine. Kotchoubey, profondément atteint dans son orgueil, n'avait pas pardonné; il accusait Mazeppa, suivant les idées du temps, d'avoir égaré la raison de sa fille avec des philtres. Affamé de vengeance, le vieux

Kosak adressa, après tant d'autres, de sourdes dénonciations au tsar. On n'écouta pas ses premiers émissaires ; il parla plus haut, se fit prendre par les voïévodes et comparut à Moscou dans la chambre de torture avec son fidèle Iskra. Kotchoubey avait-il vraiment pénétré les desseins politiques de Mazeppa? Ces desseins étaient-ils déjà arrêtés à ce moment dans le cœur de l'hetman? C'est probable, mais il est difficile de rien affirmer. Les trente-trois chefs d'accusation présentés par le dénonciateur ne constituent pas des charges sérieuses ; ce sont des paroles en l'air échappées à l'hetman, une chanson séditieuse à lui attribuée, de vagues insinuations du roi de Pologne ou de l'intrigante princesse Dolska ; la plupart de ces griefs sont puérils, la haine avait mal conseillé Kotchoubey. D'ailleurs, le vieillard manqua de constance et rétracta toutes ses allégations aux premiers coups de knout. — « Il est si vieux et si cassé, écrit le chancelier Golovkine, qu'à peine si on peut le tourmenter : on risquerait de le voir défaillir prématurément. » Comme par le passé, Pierre écrivit de sa main à Mazeppa pour le rassurer et lui livra les dénonciateurs à discrétion. L'hetman tenait enfin cette vengeance dont la menace grondait vaguement dans ses lettres d'amour; Kotchoubey et Iskra subirent de nouveau la question à Bièlo-Tserkof, en sa présence ; le 14 juillet 1708, leurs têtes tombèrent devant toute l'armée kosake. — On le voit, sauf quelques légers arrangemens de mise en scène, Pouchkine a suivi fidèlement l'histoire : elle lui donnait les deux situations dramatiques de son poème : le père mis à mort par l'amant de sa fille, le juste méconnu périssant de la main du traître qu'il n'a pu démasquer.

Pierre n'allait pas tarder à regretter cruellement son erreur. Quelques semaines après ces faits, Charles XII, qui semblait menacer Moscou, se détourne brusquement et fond sur les provinces du Sud. L'armée suédoise vient camper sur la Desna, à la limite septentrionale de l'Ukraine. Le tsar écrit à Mazeppa de lever ses milices et de venir le joindre en toute hâte. L'hetman répond qu'il « souffre de la podagre » et que d'ailleurs l'état troublé de l'Ukraine ne lui permet pas de s'éloigner sans danger. En réalité, le Kosak souffrait cette crise d'angoisse de l'homme qui a longtemps nourri un rêve dans le secret de son âme et qui entend sonner l'heure de le réaliser. Ce rêve de l'hetman, c'était l'indépendance de l'Ukraine, la plénitude du pouvoir souverain, une couronne peut-être. Il n'attendait qu'une occasion sûre pour trahir, affirmaient ses ennemis ; l'occasion se levait brusquement avant qu'il y fût préparé; il fallait jouer le coup de partie. Le héros du Nord était là, sur la frontière ; il semblait avoir fixé la fortune et nul ne croyait, depuis Narva, que l'armée russe fût en état de se mesurer avec les régi-

mens suédois. Quelle chance meilleure pouvait jamais se présenter? Mazeppa convoqua le conseil des anciens et y parut avec une irrésolution feinte, ou réelle peut-être; il s'agissait de risquer en un jour les fruits d'une patience de vingt ans. L'hetman proposa de se rendre à l'appel du tsar. « N'y vas pas, s'écrièrent les chefs, ou tu te perds et tu nous perds avec l'Ukraine! Députe vers Charles, qui nous attend; toute hésitation serait impardonnable. — C'est ainsi que vous me conseillez! répliqua Mazeppa; allez au diable! J'emmène Orlik, et seul avec lui j'irai rejoindre Sa Majesté impériale; vous tous, vous périrez! » Un instant après, radouci et changeant de ton, il s'adressa amicalement aux anciens : « Enverrons-nous quelqu'un au roi, oui ou non? — Envoie, il n'est que temps. » répétèrent-ils à l'envi. Alors l'hetman rédigea une note en latin et la confia à Orlik, dépêché en ambassade vers Charles. Puis il s'alita, se disant malade, manda l'archevêque de Kief pour recevoir les saintes huiles et fit savoir à Menchikof qu'il se sentait au plus mal. Le généralissime du tsar, campé à quelques journées de distance, accourut à Batourine pour conférer avec son allié; en arrivant au château, il trouva le pont-levis levé; on refusa de le recevoir. Comme Menchikof s'étonnait, il vit venir à lui le colonel Annenkof, résident du tsar auprès de l'hetman. Cet officier lui annonça que Mazeppa avait passé la Desna, allant droit au camp suédois. Ce jour-là, l'obscure et charmante rivière qui dort dans les bois de Tchernigof sous les roseaux et les nénufars eût pu s'appeler le Rubicon.

Les années avaient obscurci le coup d'œil jadis si sagace du vieux politique. Dans le duel contemporain, il n'avait pas su voir que Charles était l'artiste d'un rêve et Pierre l'ouvrier d'une grande œuvre; surtout il n'avait pas compris que le peuple, tiède aux idées politiques, ne s'émeut profondément que pour les idées sociales. L'effervescence était générale en Ukraine à l'approche des Suédois. Mazeppa s'y trompa. Dans ses proclamations véhémentes, il exhorta la Petite-Russie à se lever tout entière pour l'indépendance, à lutter pour les franchises kosakes, menacées par les progrès de l'autocratie moscovite; il ne fut pas entendu. Ce peuple, paysans et simples Kosaks, voulait avant tout la chute du régime aristocratique; il ne voyait plus dans ses chefs nationaux que des ennemis, au même titre que les *panes* polonais jadis. Avec cet instinct historique qui n'a jamais défailli dans le peuple russe, il sentait que le tuteur naturel du pauvre monde contre une oligarchie turbulente et tyrannique, c'était précisément cet autocrate moscovite qu'on lui dénonçait. Les Petits-Russiens se portèrent en masse du côté de Pierre, arrêtant et amenant à ses généraux les émissaires de l'hetman. Mazeppa ne fut suivi que par les colonels et les notables avec

fort peu de troupes ; encore cette petite armée s'égrena-t-elle bien vite. En voyant la tournure que prenaient les choses, les plus avisés firent défection après quelques semaines et revinrent se jeter aux pieds du tsar.

Pierre avait accueilli la nouvelle de la trahison de Mazeppa avec stupeur d'abord, puis avec un de ces accès de colère qui faisaient tout trembler autour de lui. Il marcha sur Batourine, lança ses soldats sur le château et le réduisit en cendres. Les ruines qu'on voit aujourd'hui à cette place sont les restes d'une reconstruction postérieure. Les proclamations du tsar, plus habiles que celles de l'hetman, promirent aux Petits-Russiens fidèles l'émancipation sociale, la déchéance de tous les droits féodaux. En même temps, le clergé s'assemblait dans les églises d'Ukraine pour excommunier le rebelle « qui voulait livrer le peuple chrétien aux infidèles polonais. » Dans la cathédrale de Glouchof, en présence du tsar, l'archevêque de Kief fulmina l'anathème sous le portrait de Mazeppa ; le bourreau descendit cette effigie avec une corde et la hissa sur une potence. Aujourd'hui encore, on peut revoir un vestige de cette scène, dans une cérémonie qui n'est pas sans grandeur. Chaque année, un jour revient où, dans toutes les cathédrales orthodoxes, le peuple russe maudit le nom de Mazeppa. Le premier dimanche de carême, « le dimanche des anathèmes, » l'officiant s'avance vers les fidèles et voue aux malédictions de la sainte Russie tous les grands rebelles du passé, Dmitri l'imposteur, Stenka Razine, Mazeppa, Pougatchef ; après avoir épuisé la kyrielle infâme, il répète trois fois la sentence d'excommunication. Mais la malédiction s'arrête aux portes des églises de Petite-Russie, bâties par Mazeppa sous l'invocation de son patron ; un touchant sentiment de gratitude y fait omettre son nom dans la litanie des réprouvés. — Tandis qu'il prenait ces mesures contre le traître, Pierre rappelait d'exil et réintégrait dans leurs biens les familles des martyrs, Kotchoubey et Iskra ; dans la laure de Kief, où reposent leurs dépouilles, on gravait sur leurs tombes une épitaphe réparatrice. Après avoir frappé l'imagination du peuple par cette mise en scène et fait élire un nouvel hetman, le tsar regagna ses quartiers à Lébédine ; de nombreux suspects du parti de Mazeppa furent mis à mort dans cette petite ville. Les deux armées passèrent l'hiver en présence, les Suédois, appuyés à la Desna, les Russes à cheval sur le Psiol. Ce terrible hiver de 1709 diminua de moitié les troupes de Charles XII. Dans les vastes champs de blé qui dominent la vallée du Psiol, j'ai vu bien souvent la charrue des laboureurs arrêtée par ces tertres funéraires que le peuple russe appelle des *kourganes* ; si l'on défonçait ces buttes, on y trouverait dormant côte à côte les os des Kosaks

suppliciés et des drabans suédois. Les opérations reprirent au printemps, les deux armées se joignirent à Poltava, le 27 juillet. Il serait superflu de rédire les péripéties de cette journée fameuse, la ruine du jeune fou qui voulait recommencer les conquêtes d'Alexandre dans le siècle de Louis XIV et de Pierre Ier. Mazeppa, abandonné par la plupart de ses Kosaks, après d'inutiles prouesses, dut fuir aux côtés de son royal allié. Nous avons vu tout à l'heure comment les poètes se sont rencontrés pour chanter la fuite tragique dans les forêts d'Ukraine, le passage du Dnièpre dans les barques des Zaporogues, l'agonie des vaincus à Bender. Les deux épopées, celle du conquérant scandinave et celle de l'aventurier kosak, devaient finir là misérablement dans la masure d'un pacha turc. Pierre fit offrir à la Porte jusqu'à 300,000 thalers si elle voulait lui livrer l'hetman rebelle; mais celui-ci avait emporté deux tonneaux d'or et pouvait lutter au Séraï. Mazeppa ne fut pas inquiété; l'année suivante, il s'éteignit de vieillesse, de tristesse peut-être, dans le faubourg de Bender. Des chrétiens de Bessarabie portèrent ses restes à Galatz; on les ensevelit dans le monastère de Saint-George, sur la falaise du Danube. Un Kosak ne sait dormir qu'au bord d'un grand fleuve; le Danube est beau; pourtant ce n'est pas le Dnièpre, où passent des filles d'Ukraine couronnées de mauves et de bluets. — Laissons l'épilogue à Pouchkine : il a clos ces récits par une page dont Virgile n'eût pas désavoué la grandeur mélancolique.

Cent ans ont passé; que reste-t-il de ces vaillans, de ces superbes, dominés par leurs passions furieuses ? Leur génération s'est évanouie, avec elle ont disparu les sanglans vestiges de leurs efforts, de leurs victoires, de leurs malheurs. Toi seul, héros de Poltava, tu t'es érigé un monument grandiose, en poliçant l'empire du Nord, en assurant sa fortune militaire. A la place où des moulins aux grandes ailes couvrent, gardiens pacifiques, les remparts abandonnés de Bender, où les bœufs aux cornes aiguës paissent entre les tombes des héros, — on voit le dernier vestige d'une maison ruinée, trois degrés à dem disparus sous la mousse et l'effort des terres : ils parlent seuls du ro suédois; du haut de ces marches, le soldat insensé, entouré de ses serviteurs, brava l'assaut furieux des hordes turques et jeta son épée sous l'enseigne du pacha. En vain le voyageur pensif chercherait là le tombeau de l'hetman; Mazeppa est oublié depuis longtemps; un seul jour chaque année, les cathédrales tremblent à son nom, proféré dans le terrible anathème. Mais la sépulture des deux martyrs s'est conservée, confondue parmi les tombes des saints légendaires; une église l'abrite pieusement. A Dikanka, survit une vieille forêt de chênes, plan-

tés par les deux amis; jusqu'à ce jour elle parle aux petits-neveux des ancêtres suppliciés. Et la fille criminelle?.. La tradition se tait sur elle. Un voile de ténèbres nous cache ses souffrances, sa destinée et son trépas. De loin en loin, quand devant le peuple du village résonne la chanson de l'hetman, quelque chanteur aveugle d'Ukraine parle un instant de la fille pécheresse aux jeunes Kosaks assemblés.

Et le peuple kosak? Il ne survécut guère à son grand hetman en tant que société indépendante; il n'en resta qu'un souvenir historique, des soldats volontaires et braves; la Petite-Russie ne fut bientôt plus qu'une province de l'empire unifié, l'hetmanat qu'un grade militaire et un titre de cour. Il se trouva encore de libres compagnons pour relever le nom et les enseignes des vieux Kosaks; mais la civilisation les repoussa devant elle vers l'Orient; la république des bannis se reforma sur d'autres fleuves, le Don, le Volga et l'Oural. Pour la puissance russe, qui allait commander la Mer-Noire avant un demi-siècle, l'Ukraine n'était plus « le pays-frontière. » La carte positive des empires modernes n'admet pas les terres vagues et les fiefs de paladins. Ce fut l'erreur de Mazeppa, erreur puisée dans son éducation polonaise, de ne pas comprendre les exigences de son temps. Si même la fortune eût tourné à Poltava, s'il lui eût été donné de réaliser son rêve, il n'aurait réussi qu'à ébaucher pour un jour une seconde Pologne, gouvernée et compromise comme l'autre par une oligarchie désordonnée; il se fût écoulé bien peu d'années avant qu'une révolte populaire ou un partage diplomatique emportât le fragile état des Kosaks. L'hetman ne devait pas régner, au sens où il le désirait du moins; la poésie lui réservait à son insu un royaume plus enviable que ceux dont la politique dispose, plus impérissable à coup sûr. L'a-t-il mérité, ce personnage énigmatique, astucieux, cruel et traître, mais brave, généreux, éloquent, passionné? Ne demandez pas le jugement de l'histoire sur cet homme singulier: le peuple le haït, les femmes l'aimèrent, l'église le maudit, les poètes l'absolvent: à moins que le train de ce monde ne change beaucoup, je crains bien que les femmes et les poètes n'aient toujours le dernier mot.

EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ.

LA

GRANDE-GRÈCE

La Grande-Grèce, paysages et histoires, par M. François Lenormant, membre de l'Institut, 2 vol. in-8°; Paris, 1881.

I.

Les voyageurs n'ont pas l'habitude de visiter l'extrémité méridionale de l'Italie. Le plus grand nombre s'arrête à Naples; quelques-uns vont voir Amalfi, Ravello, Salerne et se hasardent jusqu'à Pæstum; mais d'ordinaire, en parcourant le chemin sauvage qui mène de Battipaglia à l'ancienne Posidonie, ils ne peuvent s'empêcher d'éprouver quelques inquiétudes : les paysans à la mine hâve, au teint jaune, qu'ils aperçoivent dans les champs éveillent chez eux le souvenir de la fièvre, et ils rencontrent tant de gendarmes sur la route qu'involontairement ils songent aux voleurs. Ils reviennent donc au plus vite, fort effrayés des dangers qu'ils pouvaient courir, et ne poussent pas leur excursion plus loin. Ni les voleurs, ni la fièvre n'ont arrêté M. François Lenormant. Il s'est mis en règle avec la fièvre en voyageant dans cette saison de l'année où elle n'est guère à craindre; quant aux voleurs, il nous affirme qu'ils n'existent plus que dans les légendes. Le fait est qu'il a parcouru toute la Calabre, cette contrée redoutée des touristes, avec une femme et une jeune fille, sans en entendre parler. De retour de cette promenade, que beaucoup tenaient pour une aventure, il a voulu raconter au public ce qu'il y avait vu. Comme il nous parle d'un pays mal connu, fort peu visité, et qu'il a beaucoup de choses nouvelles à nous en dire, son récit s'est trouvé plus long qu'il n'avait l'intention de le faire : il consacre deux volumes entiers et

compacts à nous décrire seulement cette partie du littoral italien que baigne la mer Ionienne et qui va de Tarente à Squillace. — Les guides les plus consciencieux, les plus détaillés, se contentaient jusqu'ici de deux ou trois pages.

M. François Lenormant possède deux grandes qualités pour être un excellent voyageur : il est curieux et il est savant. Sa curiosité a ce caractère qu'elle s'étend à tout et que, si elle a des préférences, elle n'a pas au moins d'exclusion. Assurément il a surtout cherché dans la Grande-Grèce des souvenirs antiques, mais l'antiquité ne l'occupe pas assez pour le rendre indifférent aux choses d'aujourd'hui. En même temps qu'il recueille les débris du passé, il observe le présent et nous dit ce qu'il en pense. Il prend intérêt et nous intéresse à tout. Dans les villes qu'il traverse, il ne se contente pas de visiter les musées, il ne s'enferme pas dans les bibliothèques; il court les rues, il fait parler les gens du peuple, il écoute les propos qu'ils tiennent et les histoires qu'ils racontent, il note leurs chansons; il entre dans les boutiques et regarde travailler les ouvriers. Surtout il ne manque pas de suivre la foule au marché. « C'est chez moi une habitude, dit-il, que d'aller, quand je suis en voyage, flâner dans le marché aux herbes et dans le marché aux poissons des villes où je passe. C'est un spectacle qui m'amuse toujours et où je n'ai jamais manqué d'apprendre quelque chose sur la nature du pays et les usages de la vie des habitans. » Voilà comment il a pu réunir et nous donner des renseignemens de toute sorte, qui nuisent peut-être à l'unité, mais qui ajoutent singulièrement à l'intérêt de son livre. En le lisant, on sera surpris de voir un érudit de profession connaître tant de choses qui semblent d'abord étrangères à la science, ou plutôt on verra que la science, quand elle a touché à tout, relie aisément le présent au passé et trouve moyen d'expliquer ce qui se faisait autrefois par ce qui se fait aujourd'hui. C'est ainsi qu'en regardant les orfèvres calabrais travailler ces bijoux légers et peu coûteux composés de minces feuilles d'or estampées dont se parent les *contadines* du pays, M. Lenormant, qui se souvient qu'on a trouvé des bijoux semblables dans les tombes grecques, se rend compte de la façon dont les ouvriers antiques s'y prenaient pour les faire. Ce procédé, qu'on appelle *lavoro a sfoglia*, est tout simplement une tradition ancienne qui s'est conservée dans ce coin de l'Italie. A Tarente, il s'empresse d'aller voir les célèbres parcs d'huîtres du *mare piccolo*. La méthode qu'on emploie pour les élever est celle qu'à l'époque de la guerre sociale, un riche Romain, Sergius Orata, emprunta à la ville voisine de Brindes et qu'il implanta dans le lac Lucrin, où elle s'est conservée. De nos jours, Coste est allé l'y chercher pour la naturaliser à

son tour dans le bassin d'Arcachon et à l'île de Ré, où elle a si bien réussi. On élève aussi des moules dans le *mare piccolo*, et elles y sont d'une qualité parfaitement saine et d'un goût exquis. M. Lenormant nous apprend que c'est encore une tradition antique et que « cette culture était pour les Grecs de Cumes une source de richesses si importante qu'ils ont fait de la moule le type le plus habituel de leurs monnaies. » Dans un long trajet de chemin de fer, n'ayant rien de mieux à faire, il cause avec un chanoine de Catanzaro, à côté duquel il est assis. Le chanoine, qui se trouve être un gourmet, lui décrit en grands détails les meilleures recettes pour engraisser et accommoder les *ghiri*, c'est-à-dire les loirs, qui constituent un des mangers les plus délicats de la cuisine calabraise. Ne soyez pas trop étonnés : c'est toujours un reste de l'antiquité. « Ces jolis petits rats des arbres fruitiers, nous dit M. Lenormant, que l'on appelait en latin *glires*, étaient hautement appréciés des gourmands de Rome. Pétrone, Martial et Ammien Marcellin en parlent comme d'un mets très recherché. Il y eut même un temps, quand la république s'efforçait encore de garder la sévérité des vieilles mœurs, où ses lois somptuaires interdisaient de faire paraître des loirs sur les tables, aussi bien que certaines espèces de *frutti di mare*, et que les oiseaux étrangers. Varron donne, pour les engraisser, une recette fort analogue à celle de mon chanoine, et Apicius la manière la plus estimée de les accommoder. Galien dit que ce furent les Grecs italiotes qui, les premiers, inventèrent d'élever et de manger les loirs, et il ajoute que de son temps les meilleurs venaient de la Lucanie et du Brutium. Ç'a donc toujours été une célébrité locale. »

Je dois dire que les digressions de M. Lenormant sont d'ordinaire beaucoup plus graves. Il y en a une surtout que je signale aux politiques, aux économistes, à tous les gens sérieux que préoccupent les questions sociales, qui veulent connaître partout la condition des ouvriers, des paysans, et pénétrer dans ces régions inférieures où les grandes révolutions se préparent. Les laboureurs de la Calabre, comme ceux de la Pouille, ont une façon presque militaire de cultiver les champs qui étonne beaucoup les voyageurs. Dans ces vastes plaines, sous un soleil implacable, on voit quelquefois jusqu'à vingt ou trente charrues marcher en ligne devant elles, ou bien un front de plusieurs centaines d'hommes qui s'avancent en retournant la terre avec la houe. Devant eux, le *fattore*, ou intendant, passe à cheval, surveillant son monde, l'excitant à la besogne et ne ménageant pas les injures à ceux qui faiblissent. Ces ouvriers n'habitent pas les campagnes qu'ils cultivent ; ils viennent des villes voisines à l'époque des semailles et de la moisson. Médiocrement payés, peu vêtus, mal nourris, leur condition est une des plus misérables qu'on puisse imaginer. Le soir, ils n'ont pour reposer que

des hangars mal fermés, où pénètrent librement le froid de la nuit et les exhalaisons humides des marais. Ils s'y entassent, quand la nuit est venue, trempés de sueur, brisés de fatigue, au milieu d'une saleté repoussante. « Nulle part, dit M. Lenormant, bouge plus infect n'abrite des créatures humaines. » On se figure aisément quels ravages fait la *malaria* parmi les malheureux qui n'ont pas d'autre asile. Une des principales raisons qui perpétue ces misères, c'est qu'il n'y a pas de pays au monde où la propriété soit moins partagée. Près de l'ancienne Héraclée, M. Lenormant a traversé le domaine de Policoro, qui a 140 kilomètres carrés, et qui appartient au prince de Gerace. « Vingt-cinq mille têtes de bétail, des buffles en grande partie, paissent dans les prairies marécageuses qui s'étendent du côté de la mer. Pour les parties du domaine qui sont en labour, leur exploitation emploie quatre mille hommes au temps des grands travaux et deux cent cinquante seulement le reste de l'année. » Le propriétaire ne vient jamais visiter son domaine. Il laisse l'autorité à des intendans qui le volent et qui rançonnent les fermiers. Aussi tous les anciens abus, dont les intendans profitent, sont-ils pieusement conservés. Aucune de ces améliorations sérieuses qui demandent la présence du maître n'a jamais été introduite dans la culture des champs. On se sert des procédés qui étaient en usage du temps de Pythagore; la charrue qu'on emploie n'a pas changé depuis l'époque où les Grecs vinrent apprendre aux Œnotriens l'art de cultiver le blé. Rien ne se modifie dans ce malheureux pays, rebelle au progrès. Le mal dont il souffre est celui même que signalait Pline l'ancien, dans cette phrase célèbre : « Ce sont les grands domaines qui ont perdu l'Italie : *Latifundia perdidere Italiam.* » Les mêmes causes, après dix-sept siècles, produisent encore les mêmes effets et elles exigent les mêmes remèdes. M. Lenormant se demande si l'on ne sera pas obligé d'en venir, dans les Calabres, à quelque remaniement de la propriété. C'est ce que voulaient faire les Gracques lorsque, pour créer cette classe de petits propriétaires qui fait la force des états, ils partageaient entre les plébéiens les terres publiques qu'avaient usurpées les nobles. C'est ce qu'on a fait de nos jours en Russie, c'est ce qu'on essaie en ce moment pour l'Irlande; c'est ce que l'Italie elle-même a exécuté avec succès dans la Pouille. Dans tous les cas, il y a quelque chose à faire. « Jusqu'ici, dit M. Lenormant, la révolution italienne est restée exclusivement bourgeoise. Le peuple, surtout celui des campagnes, n'en a connu encore que les charges, l'énorme aggravation des impôts, le fardeau de la conscription, le renchérissement universel des choses, le cours forcé d'un papier-monnaie déprécié. Certes c'est beaucoup que la satisfaction du sentiment national ; mais l'homme n'est pas un pur esprit qui vive uniquement de satisfactions

de ce genre. Appartenir à un grand état qui prétend tenir une place importante dans le monde est un plaisir qui coûte cher. Ce n'est que le strict devoir de cet état de donner à ses paysans, par une active sollicitude pour leurs intérêts, par une meilleure législation, par des réformes légitimes et devenues nécessaires, une compensation aux sacrifices qu'il leur impose. »

Nous voilà bien loin des Grecs et en pleine politique contemporaine; c'est des Grecs pourtant et de l'antiquité que M. Lenormant prétend surtout s'occuper, et le présent lui-même le ramène vite au passé. J'ai dit tout à l'heure qu'en même temps que curieux, il était savant. Il fallait l'être pour pouvoir débrouiller, comme il l'a fait, l'histoire obscure de la Grande-Grèce. Dans les autres pays que visitent les archéologues, leur science trouve des points de repère solides sur lesquels elle peut s'appuyer. En Égypte, à Rome, dans la Grèce, l'antiquité a laissé d'importans débris. Il est rare que les grandes cités aient disparu tout entières, et autour de ce qui reste d'elles, on peut toujours par la pensée reconstruire ce qui n'est plus. Dans la Grande-Grèce, tout s'est perdu, et jamais il n'a été plus juste de dire avec le poète que « les ruines elles-mêmes ont péri. » Ce pays, qui semble fait pour le bonheur et la joie, a quelque droit de se dire le plus malheureux du monde. Si l'on excepte les quelques siècles de paix qu'il doit à la domination romaine, il n'a jamais connu le repos. Toutes les races de la terre semblent s'y être donné rendez-vous pour combattre et piller. Les Grecs de toute famille, les Lucaniens, les Brutiens, les Carthaginois, avec leurs armées de mercenaires, les Romains, les Vandales, les Lombards, les Normands, les Sarrasins, les Allemands, les Espagnols, les Français en ont fait tour à tour un champ de bataille. Pour comble de malheur, la nature y a prodigué tous les fléaux; les pestes y succèdent presque sans interruption aux famines et les tremblemens de terre aux éruptions des volcans (1). On comprend qu'au milieu de tous ces désastres, les villes se renouvelant sans cesse et les ruines anciennes étant à chaque instant recouvertes par des ruines nou-

(1) Pour en donner une idée, il suffit de résumer le tableau que fait M. Lenormant des désastres qui ont atteint Catanzaro depuis le XVIe siècle. En 1562, une peste emporte le tiers des habitans; en 1570, la famine fait de nombreuses victimes et le prix du grain monte à 4 ducats le boisseau; en 1626, un tremblement de terre renverse toutes les églises et fait périr plusieurs centaines d'habitans; en 1638, nouveau tremblement de terre, cette fois un peu moins violent; en 1655, la peste de Naples se propage en Calabre et décime la population de Catanzaro; en 1659 et en 1693, nouveaux tremblemens de terre. Ce dernier, accompagnant une éruption de l'Etna, détruisit quarante villes de fond en comble et fit périr cent mille personnes en Sicile et en Calabre. On doit mentionner aussi le fameux tremblement de terre de 1783 qui, à Catanzaro, ne laissa pas une seule maison debout, et, rien que dans la Calabre, coûta la vie à quatre-vingt mille individus. Voilà, il faut l'avouer, une bien lugubre énumération.

velles, il ne soit presque plus possible de découvrir quelque trace du passé. Il faut donc prévenir les amis de l'antiquité qui voudraient faire une excursion dans la Grande-Grèce à la suite de M. Lenormant qu'ils n'y rencontreront pas précisément tout ce qu'ils souhaiteraient y trouver. De l'antique Tarente il ne reste que le nom : la nouvelle ville n'a pas même gardé un pan de mur de l'ancienne. Héraclée, Sybaris, ont si bien disparu qu'on discute pour savoir où elles étaient situées. L'emplacement de Métaponte n'est connu avec certitude que depuis les fouilles heureuses qu'y a pratiquées le duc de Luynes. Cotrone, qui a remplacé l'antique Crotone, est une ville toute neuve. Du temple célèbre de Junon Lacinienne, qui s'élevait sur un promontoire voisin, nous n'avons plus qu'une colonne, une seule, mais digne de tous nos respects, car il est probable qu'elle a vu passer auprès d'elle Pythagore et Hannibal. Il est vrai, que si les monumens antiques ont presque tous disparu, s'il ne reste rien des grandes cités qui peuplaient autrefois ce beau pays, le pays lui-même existe toujours et, en l'absence d'autres documens, l'aspect des lieux aide beaucoup à comprendre les événemens dont ils ont été le théâtre. M. Lenormant nous dit que, lorsqu'il a relu les récits des anciens auteurs sur l'emplacement des villes dont ils nous parlent, les hommes et les choses du passé se sont ranimés pour lui. C'est ainsi qu'il a pu rendre quelque vie à cette vieille histoire que l'on ne connaît guère et qui mérite pourtant d'être connue.

II.

Le grand intérêt qu'elle a pour nous, c'est qu'elle est un chapitre de celle de la Grèce. Les Grecs, qui avaient beaucoup de peine à subsister sur leur maigre territoire, le quittaient assez volontiers pour aller vivre ailleurs. Il est naturel que l'Italie méridionale les ait d'abord attirés. Ils en étaient si voisins, et les deux contrées ont tant de ressemblance entre elles, qu'ils ne devaient pas s'y trouver trop dépaysés. M. Lenormant fait remarquer que les premiers colons qui débarquèrent sur les côtes du golfe de Tarente ont dû se croire encore chez eux. « L'aspect des lieux, la nature de la végétation, l'intensité de la lumière, tout y rappelle la Grèce. Les eaux du golfe, par les temps de calme, prennent cette teinte laiteuse propre aux mers grecques et que les Hellènes ont si bien exprimée par le mot de *galênê*. L'azur du ciel revêt cette couleur tellement intense qu'elle donne l'impression d'une voûte de saphir solide, d'où est née la conception d'un firmament qui a dominé l'astronomie pendant tant de siècles » Pour y être moins étrangers encore et s'y trouver plus à l'aise, les Grecs imaginèrent que leurs aïeux avaient habité déjà

ces lieux qu'ils venaient occuper. Il ne leur coûtait guère d'ajouter quelques légendes de plus à la multitude de celles qui circulaient depuis des siècles. On amena donc en Italie tous les héros de la guerre de Troie; on raconta que Philoctète, Diomède, Idoménée y avaient été poussés par la tempête et qu'ils y avaient fondé des villes qui existaient encore. Calchas lui-même, sur ses vieux jours, s'était fixé, disait-on, dans une grotte du mont Garganus, où il rendait toujours des oracles (1). Quant à Ulysse, des gens qui s'étaient nourris des beaux récits d'Homère croyaient retrouver son souvenir partout. Ces légendes, qui charmaient l'imagination, avaient de plus l'avantage de rattacher les colons nouveaux à la terre qu'ils devaient habiter. Ces lieux inconnus devenaient aussitôt pour eux un pays ami où ils avaient été précédés par leurs ancêtres, où ils retrouvaient pour ainsi dire des titres de famille et de propriété. On s'y établissait gaîment, sans éprouver ce serrement de cœur que cause la terre étrangère : c'était encore la patrie. Quelques-uns même s'y trouvèrent bientôt si heureux qu'ils ne supportaient plus d'en être éloignés et que, s'il leur fallait revenir en Grèce, ils s'y regardaient comme en exil. Léonidas, de Tarente, un des plus charmans poètes de l'Anthologie, chassé de chez lui par les Romains et forcé de se réfugier dans une ville grecque, faisait écrire sur sa tombe : « Je repose bien loin de la terre italienne, de Tarente, mon pays, et cela m'est plus dur que la mort. »

Aussi voulurent-ils faire en Italie des établissemens plus solides qu'ailleurs. Ils avaient jusque-là fondé plutôt des comptoirs que des colonies. En général, les villes qu'ils bâtissaient n'avaient qu'une étroite banlieue pour territoire. Ils se contentaient d'occuper les côtes et s'éloignaient rarement de la mer. « C'est que la mer était la véritable patrie des Hellènes; ils ne se sentaient réellement forts qu'en y touchant, et ils n'osaient pas se risquer loin d'elle dans l'aventure de conquêtes continentales étendues. Plusieurs siècles devaient s'écouler encore avant que l'hellénisme conçût la pensée d'une entreprise comme celle d'Alexandre. » Ils furent plus audacieux en Italie. Dès le premier jour, ils se jetèrent hardiment dans l'intérieur des terres et ils en firent la conquête. Il est probable qu'ils trouvèrent peu de résistance : les anciens habitans du pays, qui étaient peut-être de leur race, acceptèrent aisément leur domination. C'est seulement plus tard qu'en voulant avancer toujours, ils vinrent se heurter à ces rudes montagnards italiotes qui n'étaient pas disposés à se soumettre. Ils rencontrèrent les Lucaniens et les

(1) La grotte existe toujours au *Monte-Sant'Angelo*, et on la visite toujours avec dévotion. Seulement, depuis le ve siècle de notre ère, l'archange saint Michel a remplacé Calchas dans la vénération des pèlerins.

Samnites, et derrière eux les Romains, qui n'eurent pas beaucoup de peine à devenir leurs maîtres. En attendant, les peuples qui s'étaient soumis à eux, probablement sans combat, furent associés à leur prospérité; le commerce répandit l'aisance dans tout le pays; jamais les champs n'y furent mieux cultivés, la richesse plus générale, la population plus nombreuse. On nous dit que Sybaris parvint à réunir des armées de trois cent mille combattans, et Crotone, sa rivale, ne devait guère avoir moins de soldats, puisqu'elle finit par être victorieuse.

Les Grecs ne se contentèrent pas de soumettre le pays, ils parvinrent à l'assainir : c'est leur plus belle victoire. Ils n'avaient pas eu grand'peine à vaincre les hommes, il leur fut sans doute plus difficile de combattre la nature et de la dompter. M. Lenormant fait remarquer que, dans les légendes qu'on racontait au sujet de la fondation des villes grecques en Italie, il est souvent question d'un démon ou d'un monstre qui dévore les habitans, qui exige d'eux un tribut de victimes humaines jusqu'au jour où quelque héros en triomphe et le tue. Ce démon, c'est la *malaria* qui décima ceux qui, les premiers, s'établirent sur ce sol empesté et essayèrent de le défricher. Ils finirent pourtant par être victorieux, à force de peine, en desséchant les marais, en donnant aux eaux un meilleur régime. Mais le monstre n'était pas mort. Lorsqu'au commencement du moyen âge, le malheur des temps fit négliger les anciens travaux, il reprit possession de son domaine et, depuis ce temps, il y règne en maître. Si l'on veut que ce pays reprenne son ancienne prospérité, il faut recommencer la lutte contre le fléau des anciens âges et le poursuivre sans repos. Dans ces beaux et terribles climats, la nature ne cède à l'homme qu'à la condition qu'il ne se fatigue jamais de la combattre. C'est sans doute ce que voulait exprimer Virgile quand il comparait le travail du laboureur à celui d'un marinier qui remonte avec sa barque un courant rapide. Il faut qu'il rame toujours; pour peu qu'il s'arrête, le fleuve l'emporte et il perd en un moment tout le fruit de sa peine passée.

Au milieu de cette population vaincue, sur ce sol assaini et devenu fertile sans danger, les Grecs élevèrent de grandes cités dont les historiens antiques nous parlent avec la plus vive admiration. Rome aussi a couvert le monde de ses colonies; c'était sa politique d'envoyer ses citoyens pauvres fonder partout des villes qui sont devenues souvent fort importantes. Les colonies romaines ont parfaitement accompli l'œuvre à laquelle on les destinait : elles ont assuré la tranquillité de l'univers et civilisé les nations barbares. C'est un grand service rendu à l'humanité; mais il faut aussi remarquer qu'elles n'ont jamais été que d'assez pâles reflets de la métropole. Elles vivaient de sa vie, les yeux toujours sur elle, attendant le mot

d'ordre et l'impulsion. Elles lisaient ses livres, copiaient ses modes, jouaient ses pièces sur leurs théâtres. Organisées de la même manière, animées du même esprit, elles se ressemblent toutes, et il n'en est presque aucune, dans leur longue durée, qui se soit fait une fortune à part et qui ait pris une physionomie particulière. Tout se confond et se perd dans l'unité du grand empire. Les colonies grecques ont un caractère bien différent. Sans doute elles n'oublient pas du premier coup leur origine; la race et les habitudes se retrouvent dans leurs premières institutions. Suivant qu'elles sont ioniennes ou doriennes de naissance, elles se donnent d'abord une constitution aristocratique ou préfèrent la démocratie. Mais elles ne tardent pas à s'émanciper. Le rameau détaché devient arbre et porte ses fruits. Désormais elles existent par elles-mêmes et se développent en liberté; chacune d'elles suit sa voie, chacune a son histoire. Elles donnent naissance à de grands écrivains, à de grands peintres; elles possèdent des écoles de philosophie, un théâtre, une poésie, un art qui leur appartiennent; race vraiment merveilleuse de souplesse et de fécondité, en qui la vie surabonde, qui se retrouve partout tout entière et peut se transplanter dans tous les pays sans perdre ses dons naturels.

Je ne veux pas refaire, après M. Lenormant, l'histoire des villes de la Grande-Grèce; ceux qui veulent la connaître n'ont qu'à lire son livre; il en a dit à peu près tout ce que nous pouvons en savoir. Cependant il y en a trois, dans le nombre, dont la destinée fut si brillante et qui ont tellement dépassé les autres qu'il est difficile de n'en pas dire un mot : c'est Tarente, Sybaris et Crotone.

Tarente, bâtie par les Doriens de Sparte au fond du golfe qui porte son nom, fut longtemps la plus importante des cités grecques de ce pays. Sa puissance lui vint de son heureuse situation, qui la rendait l'intermédiaire entre la Grèce et l'Italie, et de la sûreté de son port, qui attirait chez elle tous les vaisseaux qui naviguaient sur ses côtes. C'est ainsi qu'elle devint un des entrepôts du commerce de l'ancien monde. Mais elle supporta mal son bonheur. C'est, du reste, une remarque que nous aurons à faire au sujet de toutes les cités de la Grande-Grèce. Leur histoire est à peu près semblable et, après avoir grandi de même, elles ont fini de la même façon. Honnêtes tant qu'elles restent pauvres, actives, industrieuses lorsqu'elles ont leur fortune à faire, la richesse les a toutes gâtées. On s'aperçoit bien, au peu de résistance qu'elles opposent, que la race admirable dont elles sortent ne possède pas cette moralité solide qui maintient un peuple dans le devoir et lui fait vaincre la plus dangereuse de toutes les épreuves, celle de la prospérité. C'est ainsi qu'avec la fortune la corruption s'est bientôt glissée dans les villes grecques et les a mises à la merci d'un maître; mais elle semble

avoir pris dans chacune d'elles un caractère particulier. Quoiqu'elles soient à peu près toutes également corrompues, chacune a son vice préféré qui la distingue des autres. Ce qui a surtout perdu Tarente, c'est son goût effréné pour les jeux scéniques. Les Romains, encore barbares et qui ne connaissaient d'autre divertissement que les courses de chevaux, ne revenaient pas de leur surprise quand ils voyaient les Tarentins passer leur vie au théâtre, y tenir leurs assemblées politiques, et décider de la guerre ou de la paix dans le lieu même où ils applaudissaient leurs comédiens. M. Lenormant pense qu'on peut savoir quel était le genre de pièces qui leur causait un plaisir si vif. Il a remarqué que les vases peints qu'on retrouve dans le pays reproduisent presque toujours les mêmes sujets, et il est tenté de croire que ces sujets sont ceux qu'on représentait d'ordinaire sur le théâtre : ne voyons-nous pas que chez nous les tableaux d'auberge et de cabaret sont très souvent empruntés au roman ou au drame en renom? Si cette conjecture est fondée, on peut croire que les Tarentins aimaient à rire et qu'ils se plaisaient à voir jouer de grosses farces dont les dieux faisaient ordinairement les frais; ils y sont représentés dans les situations les plus équivoques et traités avec une irrévérence qui ne laisse pas d'étonner quand on songe qu'à Tarente, comme ailleurs, la comédie faisait partie du culte. Mais on pensait que les dieux ne se fâchaient pas pour si peu et, suivant le mot de Platon, « qu'ils aimaient la plaisanterie. »

Malheureusement pour Tarente, tandis qu'elle faisait ses délices de ces pièces burlesques et perdait son temps à les écouter, les peuples rudes et pauvres de l'Italie, tentés par ses richesses, attaquaient ses frontières: il lui fallait se défendre. A la rigueur, avec de l'argent, on pouvait lever des mercenaires, mais elle manquait de généraux; on n'en formait plus dans cette ville amollie. Elle se résignait ordinairement à les aller chercher en Grèce. Là, il n'était pas difficile d'en trouver. Dans ce pauvre pays, déchiré de discordes, en proie à des révolutions périodiques, où les villes voisines se faisaient entre elles des guerres perpétuelles, où dans chaque cité les partis se combattaient sans trêve, où le vainqueur d'un jour était vaincu et banni le lendemain, il y avait sur toutes les routes des généraux sans soldats, des chefs de faction dépossédés, des rois disponibles. A la première invitation, ils s'empressaient d'accourir, et comme il se trouvait parmi eux de vaillans officiers et des politiques habiles, ils remportaient souvent la victoire et rétablissaient les affaires de ceux qui les appelaient à leur secours. Le malheur est que des gens pareils sont souvent plus lourds à leurs alliés qu'à leurs ennemis. Non-seulement il se faisaient payer très largement leurs services, mais une fois établis dans le pays et maîtres de la situation, s'ils trouvaient la place bonne, ils ne parlaient plus de la

quitter; après s'être donné beaucoup de mal pour les faire venir, il fallait en prendre encore plus pour les renvoyer.

Parmi ces chercheurs d'aventures qui se mirent à la solde de Tarente se trouve le roi Pyrrhus, qui eut l'honneur de vaincre d'abord les Romains à Héraclée. M. Lenormant, qui a traversé le pays où se livra la bataille, profite de l'occasion pour la décrire, et comme Pyrrhus dut surtout la victoire à ses éléphans, il va au-devant de notre curiosité en nous apprenant ce que nous souhaitons savoir sur la façon dont on employait ces animaux et sur les services qu'ils pouvaient rendre. L'emploi des éléphans dans les armées grecques était nouveau. C'est Alexandre qui, dans son expédition de l'Inde, comprit le parti qu'on pouvait en tirer et en ramena plusieurs centaines que ses généraux se partagèrent après sa mort. Ils figurèrent pour la première fois avec éclat à la bataille d'Ipsus, que le roi de Macédoine Antigone livra à Seleucus Nicanor. Seleucus, qui comptait beaucoup sur eux, en avait réuni un très grand nombre, et les flatteurs d'Antigone, pour le tourner en ridicule, l'appelaient « le grand éléphantarque. » Seleucus leur dut pourtant la victoire, et les quatre cents éléphans qu'il mit en ligne écrasèrent l'armée de son rival.

Pyrrhus, qui assistait à la bataille, avait été très frappé de la fameuse charge des quatre cents éléphans de Seleucus. Aussi voulut-il à toute force en avoir quand il partit pour l'Italie, et quoiqu'il fût léger de fortune et riche seulement d'espérance, il parvint à s'en procurer soixante. C'est sur eux qu'il comptait pour vaincre Rome, et son espoir d'abord ne fut pas trompé. M. Lenormant fait très bien comprendre d'où vient le grand effet que cet animal produisait dans les batailles. « C'est par le choc de sa masse, dit-il, qu'il était surtout redoutable; les Grecs le comprirent vite et en général ils évitèrent de le surcharger de la sorte de tour de bois que les Indiens avaient inventé de placer sur son dos et où montaient trois ou quatre soldats armés d'arcs et de javelots. En revanche, ils s'étudièrent à lui cuirasser la poitrine pour renforcer l'impénétrabilité de sa peau et à allonger ses défenses avec des pointes d'acier aiguisées. Avant d'engager ces animaux, on avait soin de les enivrer avec du vin aromatisé pour augmenter leur élan et les pousser jusqu'à la fureur. Une charge d'éléphans était irrésistible pour une infanterie combattant à la façon des hoplites grecs et formée en ordre profond et compact. La phalange dont ils parvenaient à aborder le front était inévitablement rompue, écrasée sous leurs pieds, et jetée dans un désordre irréparable... Ce sur quoi comptaient le plus ceux qui faisaient usage des éléphans à la guerre, c'était l'effet moral que produisait leur attaque. Il fallait, en effet, des troupes singulièrement aguerries et solides, des cœurs exceptionnellement

trempés pour attendre de pied ferme le choc d'une ligne serrée de ces colosses du règne animal s'avançant d'un trot pesant et régulier comme des montagnes vivantes, avec une force d'impulsion qui semblait irrésistible. Aussi s'efforçait-on d'augmenter leur apparence bizarre et terrible par la façon dont on les caparaçonnait avec des housses rouges et de grands panaches. On leur peignait le front et les oreilles en blanc, en bleu, en rouge, car on avait remarqué que, quand les éléphans entrent en fureur, ils dressent leur trompe et étalent d'une manière effrayante leurs larges oreilles, et on voulut, en revêtant ces parties de couleurs éclatantes, les rendre plus apparentes et en augmenter l'effet. » Les Romains n'en avaient jamais vu avant la guerre de Pyrrhus, et ils ne possédaient pas même dans leur langue un mot pour les désigner. Ils les appelèrent d'abord des bœufs de Lucanie, du pays où ils les avaient pour la première fois rencontrés. A Héraclée, les chevaux prirent peur en face de ces bêtes monstrueuses qu'ils ne connaissaient pas ; les légionnaires eux-mêmes furent effrayés, et Pyrrhus remporta la victoire. Mais ce n'était qu'une surprise, et des gens de cœur comme les Romains devaient bientôt se rassurer. Curius Dentatus, à Bénévent, imagina de placer devant la ligne de bataille un rideau de tirailleurs chargés de harceler et d'effrayer les éléphans. On vit alors ces formidables animaux, que leur état d'ivresse rendait sourds à la voix de leurs conducteurs, rebrousser chemin brusquement, se retourner contre leur propre armée, l'écraser sous leurs pieds et la mettre en déroute. Pyrrhus, à qui ses victoires, qui lui coûtaient si cher, ne donnaient pas beaucoup de confiance, perdit tout à fait courage quand il se vit vaincu, et revint au plus vite en Épire, abandonnant à la colère des Romains les Tarentins, ses malheureux alliés, qui payèrent pour eux-mêmes et pour lui.

Sybaris fut peut-être plus puissante encore que Tarente, mais sa puissance dura très peu. C'était une colonie d'Achéens, qui, à peine établie sur le sol de l'Italie, se trouva assez forte pour envoyer elle-même des colonies autour d'elle. Le secret de ce développement rapide, c'est qu'elle n'avait pas le patriotisme étroit des autres Grecs et leur vanité jalouse, qui leur faisait éloigner d'eux les étrangers. Au contraire, elle les accueillait volontiers et en faisait vite des citoyens. Aussi regorgea-t-elle bientôt d'habitans. Elle avait, nous dit-on, dans ses temps les plus prospères, 9 kilomètres de tour et comptait cent mille citoyens, indépendamment des femmes, des enfans et des esclaves. Elle était alors très active et fort laborieuse : il y eut un moment où les Sybarites se donnaient la peine de travailler ! Ils y étaient bien forcés pour vivre. La plaine au milieu de laquelle s'élevait leur ville était un marécage ; il fallait le dessécher au plus vite ou se résigner à périr de la fièvre. Ils se mirent

résolûment à l'œuvre. Un système ingénieux de canaux écoula vers la mer toutes les eaux de la plaine. Ces canaux étaient navigables et servaient à porter les denrées du pays aux navires, qui les attendaient dans le port. Le territoire assaini était devenu merveilleusement fertile : Varron affirme que le blé y produisait au centuple. On y récoltait aussi du vin et de l'huile d'excellente qualité ; les forêts de la Sila, dans le voisinage, donnaient des bois recherchés pour les constructions navales ; on exportait en grande quantité des laines, des cuirs, de la cire, du miel. Enfin les habitans de ces riches contrées, qui étaient intelligens autant qu'industrieux, eurent l'idée d'accorder l'exemption des droits d'entrée à certaines marchandises précieuses : c'était, comme on dirait aujourd'hui, créer un port franc, et par ce moyen attirer tout le mouvement commercial chez soi. Il ne faut donc pas s'étonner que le commerce et l'agriculture aient donné à ce pays une prospérité incroyable ; mais la prospérité, comme on l'a déjà vu, amena vite avec elle la corruption.

Les Sybarites paraissent avoir été encore plus corrompus que les Tarentins. Ils ont chez nous une fort mauvaise réputation, et leur nom seul est une injure. Il en était de même dans l'antiquité, et « mener la vie de Sybaris » voulait dire vivre dans la mollesse et la débauche. Les griefs que les historiens adressent aux Sybarites sont nombreux et graves. D'abord ils poussaient plus loin que les Asiatiques mêmes le luxe du mobilier et du vêtement. Ils n'admettaient pas qu'un homme qui se respectait pût porter autre chose que des étoffes en laine de Milet, couvertes de broderies somptueuses. Je renvoie au livre de M. Lenormant ceux qui voudraient connaître la description de ce manteau brodé d'or que le Sybarite Alcisthène avait fait exécuter sur commande par les plus fameux métiers de l'Asie pour le porter un jour à la fête de Junon Lacinienne. C'était la merveille du genre. Qu'il suffise de savoir que Denys de Syracuse, l'ayant trouvé plus tard dans le trésor de Crotone, le vendit aux Carthaginois pour une somme qui équivalait au moins à 2 millions de notre monnaie. Les Sybarites étaient aussi de grands buveurs qui avaient inventé des procédés ingénieux pour boire longtemps sans perdre la raison, et surtout des gourmets déterminés. Ils regardaient les festins comme des actes capitaux de la vie de la cité ; aussi avaient-ils pris l'habitude, pour en rehausser la solennité et donner le temps de s'y préparer sérieusement, de faire les invitations un an à l'avance. C'était un concours : ceux qui donnaient les meilleurs dîners recevaient des couronnes d'or comme récompenses nationales. Le même honneur était décerné aux cuisiniers qui s'étaient le plus distingués dans ces grandes occasions. S'ils avaient inventé un plat nouveau, l'état leur accordait le privilège d'exploiter seuls leur découverte pendant un an : c'est le commen-

cement des brevets d'invention (1). On racontait d'eux beaucoup d'autres choses encore, mais il ne m'est pas possible d'épuiser le sujet, et « la vie de Sybaris » allait beaucoup plus loin qu'on ne peut décemment le dire.

On en a tant dit que M. Lenormant s'est demandé s'il n'y avait pas quelque exagération dans ces reproches amoncelés, et il est tenté de croire que les Sybarites n'étaient pas tout à fait aussi coupables qu'on le prétend. Leur malheur est d'être tombés dans les mains des rhéteurs et des moralistes, gens qui ont moins de souci de dire la vérité que de faire de belles phrases. Il fallait à tous ces prédicateurs de vertu des vicieux bien constatés contre lesquels on pût s'emporter impunément; les Sybarites ont payé pour tous. Ils sont devenus pendant des siècles le thème obligé de toutes les déclamations d'école. Quelquefois on leur a prêté des vices imaginaires; le plus souvent on s'est contenté de tourner à mal des actions en elle-même indifférentes et de leur faire un crime de ce qui nous paraît en somme assez innocent. On s'indigne, par exemple, de ce qu'ils allaient à leurs maisons de campagne en voiture au lieu de s'y rendre à pied. Cette action ne semble pas fort coupable aujourd'hui, et M. Lenormant pense que la seule conclusion qu'on peut tirer de ce reproche, c'est qu'ils avaient su établir dans leur territoire de bonnes routes carrossables, ce qui n'était pas habituel chez les Grecs. On les tance aussi très vertement, on les accuse d'être efféminés, parce qu'ils avaient imaginé de protéger leurs rues contre les rayons du soleil en prolongeant des deux côtés les toits de leurs maisons. Ce grief n'est pas plus grave que l'autre, et je crois que ceux qui traversent à midi, dans l'été, les larges boulevards et les vastes places que les architectes de nos jours ont la manie de percer dans les vieilles villes italiennes sous prétexte de les mettre à la mode, seront bien tentés d'absoudre les Sybarites, de les regarder comme des gens de bon sens, qui comprenaient ce qui convient aux villes où le soleil fait rage. Il n'y a pas de raison non plus de leur en vouloir beaucoup d'avoir relégué les métiers bruyans dans les faubourgs. Je leur pardonne même, je l'avoue, la défense qu'ils faisaient de garder dans les maisons des coqs qui réveillent au milieu de la nuit ceux qui veulent dormir; ce sont là des règlemens de bonne police qu'on observe partout aujourd'hui. M. Lenormant explique aussi d'une façon fort ingénieuse un proverbe qui

(1) Un de ces mets, inventés par les Sybarites, a passé chez les Romains et y a joui d'une grande renommée parmi les gourmets de l'empire. C'est ce qu'on appelait le *garum*, sorte d'assaisonnement ou de sauce, composé de laitances de maquereaux confites à la saumure, puis délayées dans du vin doux et de l'huile. M. Lenormant pense que ce condiment devait ressembler à l'*anchovy's sauce* si apprécié des Anglais. Horace aimait beaucoup le *garum*.

avait cours chez eux et dont les gens vertueux des autres pays affectaient de paraître fort scandalisés. « Si vous voulez vivre longtemps et vous bien porter, disaient les Sybarites, ne voyez jamais le lever ni le coucher du soleil. » Est-ce un précepte de mollesse, comme on le prétend, et veut-on dire qu'il faut donner la plus grande partie du jour au sommeil? M. Lenormant n'y voit qu'un aphorisme d'hygiène fort sage, et il recommande à tous ceux qui s'arrêteront sur l'emplacement de Sybaris de le méditer et de le suivre. Dans ces pays dangereux, ce sont les brouillards du matin, c'est le serein du soir qui donnent surtout la fièvre. Le meilleur moyen de l'éviter, c'est de rester chez soi quand le soleil se couche et quand il se lève. Peut-être entre-t-il un peu de bienveillance dans cette explication; mais d'ordinaire on traite si sévèrement les Sybarites, on cherche de tous les côtés, on prend de toutes mains tant de prétextes pour les accuser qu'on peut bien leur être indulgent une fois sans crime.

Sybaris ne tomba pas sous les coups de Rome, comme Tarente. C'est dans une lutte fraternelle qu'elle périt. Les Grecs avaient apporté dans leur nouvelle patrie leurs défauts comme leurs qualités. Parmi ces défauts, il n'y en avait pas de plus grave que cet esprit de rivalité et de jalousie, ces haines de voisinage, ces querelles de famille qui les ont toujours divisés et qui ont fini par les perdre. Dans la Grèce nouvelle, comme dans l'ancienne, les cités passaient leur temps et usaient leurs forces à se chicaner, à se combattre. Elles se détestaient plus entre elles qu'elles ne haïssaient leurs ennemis naturels. Leurs luttes intestines avaient ce caractère particulier d'acharnement qui distingue les inimitiés des frères, et quand une d'elles était victorieuse, elle traitait plus durement sa rivale vaincue que ne l'aurait fait l'étranger. Les Romains avaient de cruelles injures à venger contre Tarente, cependant ils la laissèrent vivre, et, grâce à leur générosité, elle existe encore. Après la défaite de Sybaris, les habitans de Crotone voulurent qu'il n'en restât pas même un souvenir. Ils commencèrent par raser les murailles et renverser les monumens, puis ils détournèrent le cours du fleuve Crathis et le firent couler sur la cité détruite. Le fleuve fit si bien son office qu'on cherche aujourd'hui la place où s'élevait la grande ville. M. Lenormant, qui croit l'avoir trouvée et qui la désigne avec beaucoup de précision, demande que sur cet emplacement on entreprenne des fouilles et affirme qu'elles seront fécondes. Je lui laisse la parole; je veux citer ce passage de son livre où respire tant d'enthousiasme et d'espérance : on ne saurait donner trop de publicité à ces nobles exhortations. Qui sait? elles tenteront peut-être les gouvernemens ou les particuliers, s'il en reste, qui sont décidés à se mettre en frais pour l'antiquité.

« Nous sommes certains, dit-il, de l'endroit où la magnifique et noble Sybaris dort, depuis vingt-quatre siècles, sous l'herbe luxuriante des prairies, couverte de l'épais linceul d'alluvions qui n'en laisse plus apparaître au jour un seul vestige. Malgré cette absence de toute ruine extérieure, c'est à coup sûr qu'on peut y ouvrir le sol pour la chercher. Elle est là, sur cet emplacement si bien délimité, et ne peut être nulle part ailleurs. Seulement les fouilles y demanderaient des frais énormes. Il s'agit en effet d'aller chercher le sol antique sous 5 ou 6 mètres au moins de limon, bien au-dessous du niveau actuel du sol, dans un terrain où l'on rencontre l'eau à 1m,75 de profondeur. Aucun travail n'y est donc possible sans installer des pompes à vapeur fonctionnant constamment pour épuiser les tranchées. Mais aussi quels merveilleux résultats attendent celui qui aura le courage d'entreprendre cette tâche herculéenne! Quelles que soient les sommes à dépenser, on peut tenir pour assuré qu'on n'aura pas à les regretter. De tous les lieux dont l'exploration archéologique reste encore à faire, celui où elle donnera les résultats les plus sûrs et les plus capitaux, je n'hésite pas à le dire, est Sybaris. La destruction de cette ville a été si brusque qu'elle peut se comparer à celle des villes ensevelies par le Vésuve dans son éruption de l'an 79. La haine des Crotoniates a renversé les édifices de la cité proscrite, mais cette destruction même ainsi opérée en a mis les débris à couvert des ravages ordinaires du temps. La précaution prise par les destructeurs pour faire disparaître promptement les ruines qu'ils avaient faites sous le limon apporté par le fleuve a été aussi conservatrice que la pluie de cendres du volcan de la Campanie. Elles ont échappé par là à ce lent anéantissement qui attend toutes les ruines que l'on peut exploiter en guise de carrières. C'est un véritable Pompéi du VIIIe au VIe siècle avant l'ère chrétienne qui est enfoui sous la maremme où serpente lentement le Crati. Et c'est même trop peu de dire un Pompéi, car il ne s'agit plus seulement là d'une petite ville de troisième ou quatrième ordre, mais bien de la plus grande et plus riche cité de l'époque. Une civilisation tout entière, encore imparfaitement connue, sortira de ces ruines. Ce sera une véritable résurrection qui la prendra au point même où elle avait atteint son plus haut degré de développement, et cela sans aucun mélange des âges postérieurs. Le sol de Sybaris, sous la pioche de ses excavateurs, rendra le tableau complet de la culture grecque dans les siècles où précisément elle commença à avoir conscience d'elle-même et à prendre une physionomie propre. Peut-il y avoir quelque chose de plus intéressant pour l'histoire? Songeons que les temples de Pæstum sont un des types les plus justement admirés de l'architecture grecque dans ce qu'elle a de plus curieux et de plus grandiose. Or ces temples ne sont

que ceux d'une ville secondaire, colonie de Sybaris, et le plus beau de tous a été élevé dans le temps où Posidonie en dépendait et devait en recevoir ses artistes. Que doivent donc être ceux de la métropole? Il y a certainement, sous les couches d'alluvion qui recouvrent Sybaris, des temples aussi gigantesques que ceux de Sélinonte, qui gisent renversés, mais sans qu'aucun débris ait pu en être distrait. Voilà ce que des fouilles poursuivies sur une grande échelle dans la vallée du Crati restitueront au jour, ce qui viendra récompenser les efforts et les dépenses de ceux qui les entreprendront! »

La dernière des villes grecques de l'Italie dont je veux dire un mot est Crotone, la rivale heureuse de Sybaris. Quoiqu'elle ait été puissante et glorieuse, le souvenir de Pythagore est à peu près le seul qu'elle nous rappelle aujourd'hui. Pythagore est resté pour nous un des plus grands noms de l'antiquité; par malheur, ce n'est guère qu'un nom. D'ordinaire, ces grands personnages du passé nous sont inconnus parce qu'on ne nous a pas assez parlé d'eux; ce qui fait au contraire qu'il est difficile de connaître celui-ci, c'est qu'on en a trop parlé. Sa gloire survécut à la catastrophe qui dispersa son école; dans les siècles qui suivirent, elle alla toujours en grandissant. Comme on connaissait peu sa vie, on lui fit, selon l'usage, une existence imaginaire qu'on embellit de toutes sortes de récits merveilleux. Quand le paganisme fut menacé par une religion nouvelle, il comprit qu'il ne pouvait se défendre qu'en imitant un peu sa rivale; il lui fallait aussi des saints qu'il pût proposer à la vénération de ses fidèles. Par malheur, il n'en avait guère, et, pour s'en procurer quelques-uns, il dut les emprunter aux sciences, à la philosophie, à l'histoire : c'étaient des sages auxquels on prêta quelques aventures miraculeuses pour en faire des saints. Pythagore était parfaitement propre à jouer ce rôle. On savait que sa philosophie avait un caractère religieux très prononcé; il croyait à un Dieu unique et trouvait moyen d'accommoder cette croyance avec le culte des mille divinités du polythéisme; il était très préoccupé des destinées de l'âme après la vie; il pratiquait une morale pure, élevée, austère; il avait exercé un grand pouvoir sur les hommes et les avait dominés par l'ascendant de la vertu. C'était un homme enfin dont l'ancien monde pouvait être fier et qui faisait bonne figure même en face de la religion nouvelle. On n'eut pas beaucoup à faire pour qu'il devînt un personnage tout à fait extraordinaire, un bon démon, un héros, un envoyé des dieux, une incarnation d'Apollon. Les prodiges qu'on lui prête ressemblent beaucoup à ceux dont les saints de l'église chrétienne sont gratifiés dans leur légende : il apaise les flots, il calme les vents, il détourne la grêle, il guérit les malades, il annonce l'avenir, il lit dans la pensée de ses

ennemis et dévoile leurs projets coupables. Comme saint Paul, il est mordu par une vipère sans en éprouver aucun mal; comme saint François d'Assise, il apaise et convertit par sa parole un ours furieux; comme saint François Xavier, il prêche en même temps dans deux pays que la mer sépare. Sa vie, écrite par Jamblique et d'autres platoniciens, devient tout à fait un supplément à la Légende dorée.

Qu'y a-t-il donc de vrai dans ce qu'on nous conte de lui? Est-il possible de dégager de ce fonds merveilleux la physionomie réelle de Pythagore? M. Lenormant l'a essayé après beaucoup d'autres, mais il est clair que, dans des recherches si incertaines, on ne peut jamais arriver tout à fait à se satisfaire. Ce qu'il y a de plus surprenant dans Pythagore, ce qui fait l'originalité de sa vie et de son œuvre, c'est qu'il soit sorti des spéculations pures où ses prédécesseurs s'enfermaient volontiers pour essayer de mener les hommes, et qu'il ait passé de la direction d'une école au gouvernement d'un état. Zeller fait remarquer qu'il y avait quelque temps déjà, quand Pythagore parut, que la philosophie grecque faisait effort pour devenir pratique (1), que les poètes gnomiques, qui sont des philosophes à leur manière, donnaient des préceptes pour la vie ordinaire, que non contens d'enseigner à l'homme son devoir, comme simple particulier, ils touchaient aux affaires publiques, qu'ils recommandaient aux citoyens la justice, la modération, le respect des magistrats, l'obéissance aux lois, vertus que ne pratiquaient guère les républiques de ce temps. C'est évidemment de cette tendance que sortit l'école de Pythagore. On ne sait pas au juste les raisons qui l'engagèrent à quitter la Grèce propre et à s'établir à Crotone. Ce n'était certes pas la vertu des habitans, car on nous dit qu'à ce moment Crotone était presque aussi corrompue que Tarente et que Sybaris. Elle ne résista pas pourtant à la parole du sage. On raconte que les Crotoniates l'écoutèrent avec faveur et se montrèrent disposés à se convertir. Mais voici en quoi consista surtout la nouveauté de son entreprise et ce qui en fit le grand succès: pour que sa réforme fût solide et que l'effet de sa parole pût durer, il eut la pensée de réunir dans une vie commune ceux qu'il avait ramenés à la vertu. Il pensait qu'on se soutient, qu'on se contient l'un par l'autre, quand on vit plus rapproché; il voulait aussi que son association fût une sorte de règle et de prédication vivante qui enseignât aux profanes leur devoir par l'exemple. C'est ainsi que naquit l'institut pythagorique, dont les anciens nous ont parlé avec une

(1) Voyez la *Philosophie des Grecs* de M. Éd. Zeller, dont M. Boutroux a traduit le premier volume. Le dessein de Zeller est de prouver que Pythagore n'a rien emprunté à l'étranger et que son œuvre, dans son caractère et ses origines, est toute grecque. M. Lenormant est moins affirmatif, et il me semble qu'il a raison.

si vive admiration. On n'y était reçu qu'après de longues épreuves, on y vivait ensemble dans la pratique des mêmes études et l'exercice des mêmes vertus; les associés portaient le même costume, ils étaient assujettis à des abstinences rigoureuses, ils faisaient vœu d'obéir. La parole du maître ne devait pas être discutée, et toute opposition cessait devant ce mot : « Il l'a dit. » Voilà le premier couvent qui ait été fondé en Italie, six siècles avant le Christ, et il y obtint d'abord un très grand succès. En face de Sybaris, où régnaient tous les vices, Crotone donna l'exemple de toutes les vertus. Tandis que leurs voisins ne pouvaient pas supporter la vue d'un laboureur qui cultivait son champ et craignaient de prendre une courbature rien qu'en regardant un ouvrier travailler, les Crotoniates se remirent à la gymnastique, à la palestre, et ces exercices rendirent à leur race toute sa vigueur. Nulle part les athlètes n'ont été plus nombreux qu'à Crotone, et elle a donné naissance au célèbre Milon, qui fut un disciple dévoué de Pythagore.

Les mœurs publiques corrigées, l'institut étendit son influence sur la politique. M. Lenormant croit qu'en apparence les pythagoriciens ne changèrent pas l'ancienne constitution de la ville; ils laissèrent subsister le sénat, composé de mille citoyens, qui était censé gouverner la cité; seulement, à côté du sénat, une réunion de trois cents adeptes, la fleur de la secte, qu'on appelait le *synédrion*, menait les affaires; sans avoir de titre officiel, ils possédaient réellement la puissance. Le gouvernement fut ainsi concentré dans les mains de quelques personnes. Il est probable que Pythagore, comme tous les philosophes grecs, avait peu de goût pour la démocratie et qu'il aimait mieux Sparte qu'Athènes. Il installa donc à Crotone un régime tout à fait aristocratique. Mais ce régime ne dura que quelques années. La violence faite aux instincts et aux habitudes de ce peuple était trop forte; son amour pour les plaisirs, sa passion d'indépendance et d'égalité devaient bientôt se réveiller. A la suite d'une révolution, le parti populaire reprit le pouvoir et il se vengea par des cruautés inouïes de toute l'impatience que lui avaient causée ces prêcheurs de vertus. Les pythagoriciens furent poursuivis dans les rues, brûlés dans leurs conventicules, et l'on chassa du pays tous ceux qui parvinrent à échapper aux premières fureurs du peuple. Crotone, rendue à la démocratie, ne tarda pas à retomber dans ses anciennes mœurs, et quand vint l'heure des dangers, elle ne trouva plus assez de force pour résister aux Romains.

III.

On vient de voir à quel point l'histoire des villes de l'Italie méridionale se rattache à celle des Grecs; il serait aisé de montrer qu'elle

intéresse presque autant Rome que la Grèce. Les Romains, comme on sait, sont un peuple formé de l'union de plusieurs peuples. Autour de ce petit noyau latin qui fut le centre et le cœur du vaste empire, que de races différentes sont venues successivement se grouper! Quoique la grande cité qui est née de cette fusion ait su se faire une physionomie originale et qu'elle ne ressemble tout à fait à aucune autre, on distingue pourtant en elle, quand on regarde bien, les qualités qu'elle tient de ses divers ancêtres. La science a essayé de dire ce qu'elle a pris des Sabins, ce qu'elle doit aux Étrusques. Les Grecs aussi ont fourni leur part au mélange, et il est facile de voir qu'ils ont largement contribué à la formation de l'esprit romain. Personne ne le conteste : on a seulement prétendu que, dans les premières années, la Grèce n'avait pénétré à Rome que par l'intermédiaire des Étrusques; c'est une erreur : elle y entra directement et sans avoir besoin de prendre ce chemin détourné. Ce furent, on n'en peut pas douter, ces marins de la Grande-Grèce qui, avec leurs marchandises, répandirent dans la ville naissante leurs usages, leurs opinions, leurs idées. Il n'est pas vrai sans doute, comme le prétendaient quelques vieux annalistes, que Numa ait étudié à Crotone, sous la direction de Pythagore, et qu'il en ait rapporté ses règlemens et ses lois; mais il est sûr que Rome s'est mise de très bonne heure à l'école des Grecs, et que ces marchands audacieux qui débarquaient dans tous les havres de l'Italie furent ses premiers maîtres. Nous savons aujourd'hui d'une manière certaine qu'elle a pris l'alphabet dont elle s'est toujours servi aux Grecs de Cumes; elle a dû leur emprunter beaucoup d'autres choses. C'est d'eux qu'elle tient toutes ces légendes qui ont si profondément modifié sa vieille religion; c'est de là qu'a coulé ce que Cicéron appelle « non pas un petit ruisseau, mais un fleuve d'idées et de connaissances » qui a fécondé l'Italie. On peut donc dire qu'aussi loin qu'on remonte dans ces temps reculés, on trouve les Grecs italiotes entretenant avec les Romains des rapports assidus et les initiant à leur civilisation. S'il en est ainsi, il faut bien se résoudre à faire entrer l'histoire de la Grande-Grèce dans celle de Rome.

A partir des guerres puniques, les villes grecques de l'Italie sont soumises aux Romains: dès lors elles n'ont plus d'histoire: elles s'effacent et disparaissent dans la grande unité. La lumière se concentre sur la capitale de l'empire et il n'en tombe plus sur les provinces que quelques pâles rayons. On aimerait pourtant à savoir jusqu'à quel point la Grande-Grèce, qui avait exercé tant d'influence sur Rome, a subi la sienne à son tour, ce qu'elle a conservé de son ancienne patrie et ce qu'elle a pris à ses nouveaux maîtres, si elle s'est tout à fait *latinisée*, ou si elle est toujours restée

grecque au fond. Cette question, intéressante par elle-même, le devient encore plus parce qu'elle sert à résoudre un problème d'histoire assez important, dont il faut que nous disions un mot.

On sait que les armées de Justinien, conduites par de grands généraux, Bélisaire et Narsès, arrachèrent pour quelque temps l'Italie aux barbares, et que même après qu'elles eurent perdu la plus grande partie de leurs conquêtes, elles gardèrent les pays du Midi et s'y établirent pour plusieurs siècles. A ce moment, la Grande-Grèce redevient ce qu'elle était mille ans auparavant; elle se détourne de Rome et reprend l'habitude de regarder du côté de l'Orient; elle se remet à parler son ancienne langue, elle fournit, comme autrefois, à la littérature grecque des historiens, des poètes, des écrivains distingués. Pour expliquer ce qui semble un réveil de l'hellénisme dans ces contrées, il s'est formé une théorie qui paraît d'abord très séduisante, et que Niebuhr a autorisée en l'adoptant. On a tort, dit-on, de prétendre que la Calabre est redevenue grecque sous les Byzantins: elle n'avait jamais cessé de l'être. Depuis le VIIIe siècle avant notre ère que les vaisseaux achéens ou doriens abordèrent sur ces rivages, on y a toujours parlé grec. La domination romaine a glissé sur elle sans l'entamer; entre l'époque de Pythagore ou d'Archytas et celle des exarques et des catapans il n'y a pas eu d'interruption; ce qu'on regarde comme un réveil de l'hellénisme au moyen âge est tout simplement la suite naturelle d'une civilisation antérieure. « Cet hellénisme a donc vécu pendant vingt siècles d'une vie entièrement indépendante, sans rien emprunter au monde byzantin; il possède ainsi une antiquité et une noblesse qui le rendent bien supérieur à celui de la Grèce, dégénérée par la longue et déprimante domination d'un césarisme bâtard. »

Il est naturel que les savans du pays aient adopté très volontiers et qu'ils défendent avec passion un système qui flatte singulièrement leur orgueil national. Par malheur, il ne soutient pas l'examen, et l'histoire lui est tout à fait contraire. C'est ce que prouve M. Lenormant dans une des parties les plus intéressantes et les plus nouvelles de son ouvrage. Il montre que, sous la domination romaine, le pays était devenu tout à fait romain. On y parlait latin quelques années avant l'arrivée de Bélisaire, lorsque Cassiodore vint se fixer dans la ville de Scylacium (aujourd'hui Squillace) pour y finir ses jours. Le monastère qu'il y fonda était établi sur le modèle de ceux de saint Benoît; les églises de la contrée suivaient le rit romain, les évêques étaient soumis à celui de Rome. La Grèce ne semblait être dans le pays qu'un souvenir effacé. Quelque temps après, tout est changé. La ville a pris un nom grec, elle s'appelle Skyllax; les églises relèvent du patriarche de Constantinople; à la place du monastère de Cassiodore, qui est détruit, on en a bâti un autre, qui est dédié à

saint Grégoire le Thaumaturge, un saint tout à fait oriental, et qui suit la règle de saint Basile. Ainsi un grand changement s'est produit d'une époque à l'autre, et nous voyons, pour ainsi dire, la Grèce qui revient prendre possession des pays qu'elle avait perdus. Il est donc vrai de prétendre que la Calabre, qui était romaine sous les Romains, est redevenue grecque au commencement du moyen âge; et M. Lenormant ajoute, ce qui complète sa démonstration, qu'elle l'est redevenue peu à peu. Il nous fait suivre pas à pas les progrès de l'hellénisme chez elle. C'est seulement au xe siècle que l'œuvre fut achevée; il ne reste plus alors dans ces contrées aucune trace de la domination de Rome, et l'Italie du Midi est tout à fait grecque de cœur, comme de mœurs et de langue (1).

Mais ici un doute se présente à l'esprit : si les faits se sont passés comme on vient de le dire, n'est-on pas forcé de modifier les idées qu'on a d'ordinaire sur l'empire byzantin? Peut-on croire qu'un empire qui est parvenu à reconquérir un pays où Rome avait mis sa main puissante et à y effacer cette empreinte qui partout ailleurs est éternelle, fût vraiment aussi faible, aussi usé qu'on le suppose, et ne faut-il pas admettre qu'il possédait une force de propagande, de vitalité, d'assimilation qui rappelle l'hellénisme des temps classiques? M. Lenormant ne recule pas devant cette conséquence; il soutient que rien n'a été plus mal jugé des Occidentaux que l'empire grec de Constantinople. « Par une fortune bizarre, dit-il, deux ordres de préjugés aussi aveugles l'un que l'autre se sont trouvés d'accord pour le travestir : les préjugés catholiques exagérés, vivant sur de vieilles rancunes et des malentendus qui remontent aux croisades, et ne pouvant pas admettre la puissance de vie spirituelle et civilisatrice qu'a su conserver, au travers de toutes ses vicissitudes, une église séparée de l'unité romaine; les préjugés philosophiques du XVIIIe siècle, incapables de comprendre un empire chrétien avant tout, et presque ecclésiastique, où les grandes questions de théologie agitaient profondément les esprits, où les évêques et les moines ont toujours tenu un rang prépondérant. » C'est ainsi qu'on était arrivé à regarder l'empire byzantin comme le dernier terme de l'affaissement moral et de l'imbécillité sénile.

Aujourd'hui, grâce aux travaux des érudits hellènes, de Paparrigopoulos, de Zambellis, de Sathas, on commence à lui rendre plus

(1) Il faut remarquer que la langue qu'on parlait en Italie au moyen âge et qui nous est conservée dans les diplomes et les coutumes de ce temps, celle dont on se sert encore à Bova, dans la Calabre, et dans certains villages de la terre d'Otrante n'est pas la langue d'Hérodote et de Platon; c'est celle du bas-empire, quelque chose qui ressemble au romaïque d'aujourd'hui. M. Zambellis l'a prouvé dans un ouvrage publié à Athènes en 1864 et que cite M. Lenormant.

de justice. On s'aperçoit que ce peuple grec du moyen âge qu'on nous représente comme incapable d'un effort viril a eu, dans sa longue existence, des époques incomparables d'énergie guerrière; on lui sait gré d'avoir été pendant neuf cents ans le rempart toujours armé, toujours résistant de l'Europe chrétienne contre les Slaves, les Bulgares et les musulmans; on remarque enfin que, pendant les siècles les plus sombres du moyen âge, Constantinople n'a pas cessé d'être un foyer de civilisation, dont l'éclat a plus d'une fois rayonné sur les contrées occidentales. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris qu'au VIIIe et au IXe siècles, quand les barbares se disputaient l'Europe, il ait eu assez de force pour conquérir à sa langue, à ses mœurs, à sa religion, à son génie l'Italie méridionale et qu'il ait pu l'arracher à l'influence latine.

Je n'irai pourtant pas jusqu'à dire qu'on ait jamais été Romain sur les côtes de la Calabre comme on l'était dans le Latium. Je crois qu'à l'époque même où ce pays subissait sans protester l'influence de Rome, quand il en imitait les usages et en parlait la langue, il n'était pas devenu tout à fait étranger à son ancienne patrie. Le Grec se montrait quelquefois encore sous ce Romain de fraîche date. Certaines qualités, et surtout certains défauts, rappellent en lui son origine. Le poète Stace, un Napolitain, qui aimait Naples avec passion, montre de quelle manière l'esprit des deux peuples pouvait se réunir dans une même personne. Par momens, dans sa *Thébaïde*, il a la vigueur et l'âpreté du génie de Rome, il est raide et violent comme Lucain, et quand il nous décrit Capanée escaladant les murs de Thèbes ou la mort de Tydée, on croirait lire *la Pharsale*. D'autres fois il est élégant, souple, amolli comme le plus habile des alexandrins. La société napolitaine, qu'il nous fait entrevoir dans ses *Silves*, est curieuse aussi à observer : ce sont en général des gens d'esprit qui aiment la nature, les arts, la poésie, qui vivent heureux dans de magnifiques villas, où ils ont rassemblé des statues précieuses, des tableaux de maîtres, où ils font de petits vers maniérés à leurs momens perdus. Surtout ils se tiennent loin des fonctions publiques, où leur naissance et leur fortune semblent les appeler. L'empereur a beau se fâcher et froncer le sourcil, on ne les verra pas venir à Rome pour être questeurs ou édiles et entrer dans le sénat. Ce pays semble inspirer à ceux qui l'habitent le goût des loisirs délicats, l'amour du repos. Naples est toujours pour les Romains la paresseuse Naples, *otiosa Neapolis;* ce que viennent chercher à Baïes, à Pompéi, à Stabies, au bord du Sarnus, près de la mer, tous ces grands seigneurs fatigués, c'est le calme, l'oisiveté, *otia Sarni*. Par malheur, alors comme toujours, l'oisiveté était la mère des vices. Tout ce pays avait une mauvaise réputation auprès des Romains sévères; ils prétendaient qu'il était difficile

de résister aux charmes amollissans du climat, que c'était un séjour malsain pour la vertu, que les hommes y perdaient leur énergie, que les femmes y étaient encore plus exposées et que, « s'il y venait quelquefois des Pénélope, il n'en sortait jamais que des Hélène. » Le romancier Pétrone, voulant placer ses héros, des fripons, des débauchés dans un milieu qui leur convienne, les fait voyager dans la Grande-Grèce; il pense que là les aventures qu'il leur prête, si légères qu'elles soient, ne paraîtront pas invraisemblables. Quand ils approchent de Crotone, un paysan qu'ils rencontrent leur dit : « Mes bons amis, si vous êtes d'honnêtes négocians, fuyez au plus vite; mais si vous appartenez à ce monde plus distingué qui sait mentir et tromper, vous pouvez venir, votre fortune est faite. Songez qu'ici on n'a nul souci des lettres, que l'honneur et la probité n'obtiennent ni récompense ni estime. La population entière est divisée en deux classes, les dupeurs et les dupes. Cette ville où vous allez entrer ressemble tout à fait à une campagne ravagée par la peste, où l'on ne voit que des cadavres qui sont dévorés et des corbeaux qui les dévorent. » Crotone, comme on voit, ne se souvenait plus guère des leçons de Pythagore. Tarente était toujours « la molle Tarente, » et les Sybarites avaient un grand nombre d'héritiers. Évidemment cette corruption de mœurs était un legs du passé : dans ce pays devenu romain, la Grèce avait laissé son empreinte.

De nos jours même, après tant de révolutions, tant d'accidens de toute sorte, ne pourrait-on pas la retrouver? Ne reste-t-il rien de la Grèce dans ces provinces qui ont subi tant de dominations diverses? M. Lenormant s'est posé cette question en divers endroits de son livre et il a tenté de la résoudre. Il fait remarquer d'abord qu'il y a quelque chose que les révolutions ne parviennent pas tout à fait à modifier et qui leur survit : c'est l'aspect extérieur et la configuration du pays lui-même. Dans les endroits où les champs sont restés en culture, la Grande-Grèce doit offrir presque le même aspect qu'au temps où elle était habitée par les Grecs. On retrouverait, en cherchant un peu, les sites où Théocrite a placé la scène de quelques-unes de ses églogues, cette vallée de l'Aisaros où Corydon donnait à ses génisses une belle brassée d'herbe fraîche, et, dans celle du Néaithos, « la place où croissent la bugrane, l'aunée et la mélisse à la bonne odeur. » M. Lenormant n'est même pas éloigné de croire que les pâtres modernes ressemblent assez aux bergers antiques, et il nous fait de cette ressemblance un tableau curieux : « Parfois, dit-il, un troupeau de chèvres noires et sèches se repose à l'abri des broussailles de lentisques qui envahissent le fond des ravins ou bien broute, sur la crête des collines, un gazon ras

et à moitié brûlé. Le pâtre qui les garde a l'air aussi sauvage qu'elles; avec la peau de mouton ou de chèvre jetée sur ses épaules, et sa longue houlette, dont la forme est celle de la crosse de nos évêques, on croirait voir le Lacon ou le Comatas de Théocrite. Dans les vers de ce poète, les bergers des flancs de la Sila ont la même apparence farouche. Debout, au sommet d'une crête, j'en remarque un qui dessine son profil sur l'azur du ciel dans une attitude fière et naturellement noble qui rappelle la sculpture ancienne. Entouré de ses chèvres, il tire d'une sorte de chalumeau grossier des mélodies d'un accent étrange et mélancolique; jouant pour lui-même et absorbé par sa propre musique, il semble ne rien voir autour de lui, et le train passe sans qu'il retourne la tête pour le regarder. » M. Lenormant ne nous dit pas si les femmes de la Grande-Grèce sont aussi belles que du temps où Zeuxis choisit, entre toutes les filles de Crotone, cinq jeunes vierges qui devaient lui servir de modèles pour son tableau d'Hélène, mais il remarque quelque part qu'elles s'en vont portant des fardeaux sur leur tête « avec l'harmonieuse attitude et la fière allure des canéphores antiques. » Les rapprochemens avec l'antiquité grecque reviennent à l'esprit partout dans ce pays qui est resté grec si longtemps et il est difficile de s'y soustraire. Je me souviens qu'un jour je rencontrai, aux environs de Pompéi, sur la route de Nocera, deux paysans presque nus, coiffés de ce chapeau de paille pointu que les sculpteurs anciens placent sur la tête de Mercure. Ils marchaient l'un devant l'autre et tenaient chacun sur l'épaule l'extrémité d'un bâton d'où pendait une cruche pleine d'eau. Je songeai aussitôt à une petite terre cuite dont on trouve plusieurs exemplaires dans les ruines des cités antiques, et qui servait, dit-on, d'enseigne à des marchands. C'étaient les mêmes personnages, les mêmes costumes, les mêmes attitudes: il me sembla voir le bas-relief qui marchait.

Faut-il aller plus loin? Peut-on savoir s'il reste quelque chose qui rappelle la Grèce, non-seulement dans certains usages des habitans, mais dans leur esprit et leur caractère? Ce malheureux pays a été visité par tant de peuples étrangers, le sang et la race y sont si mêlés qu'il est peut-être téméraire de vouloir remonter si haut. Je me suis pourtant demandé plus d'une fois s'il ne tenait pas des Grecs cet esprit de particularisme étroit, ces jalousies et ces haines de clocher qui le divisent encore. On a vu combien les villes grecques se détestaient entre elles et avec quelle cruauté elles se traitaient les unes les autres, quand elles étaient victorieuses. Sybaris rasa la ville ionienne de Siris et en massacra les habitans, elle fut à son tour impitoyablement détruite par les Crotoniates. De même, au moyen âge, les gens de Tursi, une petite ville de la Calabre, ayant

pris Anglona, leur voisine, y mirent si bien le feu qu'il ne resta plus une seule maison debout, à l'exception de l'église. Aujourd'hui encore on dit que divers quartiers de Tarente ne peuvent pas se souffrir, et que les ouvriers de la rue centrale échangent volontiers des injures et des coups avec les pêcheurs de la *strada Garibaldi*. Mais les Grecs n'ont probablement rien à faire en ceci. Ce particularisme est un vieux défaut de l'Italie entière qui disparaît lentement depuis qu'elle ne forme plus qu'un royaume. On est plus tenté de retrouver quelque influence grecque dans ce goût que les gens de l'Italie méridionale ont toujours témoigné pour la philosophie. Cette contrée où fleurirent Pythagore et Archytas est la patrie de saint Thomas d'Aquin, de Giordano Bruno, de Campanella, de Vico. M. Taine, en 1864, fut frappé de voir le nombre des étudians qui se pressaient à une exposition de *la Phénoménologie* de Hegel, et avec quelle aisance ils paraissaient se jouer au milieu de ces abstractions obscures. « On peut se demander, ajoutait-il, si l'aliment qu'ils prennent est bien choisi et si des esprits nouveaux peuvent s'assimiler une pareille nourriture ; c'est de la viande mal cuite et lourde ; ils s'en repaissent avec un appétit de jeune homme, comme les scolastiques du XIIe siècle ont dévoré Aristote, malgré la disproportion, avec danger de mal digérer ou même d'étrangler. Un étranger fort instruit, qui vit ici depuis dix ans, me répond qu'ils comprennent naturellement les raisonnemens les plus difficiles et toutes les dissertations allemandes. » Il se pourrait bien aussi qu'il y eût quelque héritage du passé dans le caractère qu'a pris la dévotion chez les Italiens du Midi. Les Grecs de ces contrées étaient fort dévots et nous savons que les mystères avaient chez eux une grande importance, surtout ceux de Bacchus. Les gens d'aujourd'hui le sont bien plus encore et d'une façon qui nous paraît très singulière. Il faut lire la description que fait M. Lenormant des églises de Tarente et de Catanzaro. Il montre les murs des chapelles en renom tapissés d'*ex-voto* de cire qui représentent la partie du corps dont on a obtenu la guérison. « Passe encore lorsqu'il s'agit seulement de têtes, de bras, de jambes, ou même de rachis plus ou moins tordus, le tout de grandeur de nature ; cela n'est que bizarre. Mais que dire de ces exhibitions de poitrines de femmes avec les seins coloriés au naturel ? » Ce qu'on peut en dire, c'est que l'usage est fort ancien. On a trouvé, près d'un temple de Capoue, des dépôts où ces reproductions des divers membres du corps humain, toutes de grandeur naturelle, se comptaient par milliers. Si les *ex-voto* dont on couvre les murailles paraissent fort étranges, les statues qu'on place sur les autels sont encore plus extraordinaires. On voit là des images d'un réalisme incroyable, ornées de bijoux, affublées d'étoffes

précieuses, peintes au naturel. « La Vierge triomphante est en robe de bal de satin blanc et bleu, décolletée, coiffée en cheveux et couverte de pierreries fausses, en diadème, en collier, en broche, en pendans d'oreilles, en bracelets. La Vierge de douleurs est vêtue de moire antique noire, les cheveux épars sur les épaules, tenant à la main un mouchoir garni de dentelles qu'elle porte à ses yeux avec l'attitude d'une prima-donna d'opéra qui chante une romance de désespoir. » Ne peut-on pas soupçonner que cette dévotion matérialiste n'est qu'une tradition des temps païens?

Quand on a lu l'ouvrage de M. Lenormant, non-seulement on connaît le passé et le présent de la Grande-Grèce, mais on peut en préjuger l'avenir. Ce malheureux pays, à ce qu'il lui semble, est appelé à des destinées meilleures. Il abonde en richesses naturelles qui n'ont pas été exploitées depuis des siècles ; il possède une population sobre, énergique, laborieuse; surtout il est admirablement situé pour prendre une part importante au commerce de la Méditerranée. Quelques indices, relevés avec soin par M. Lenormant, semblent indiquer qu'il s'y prépare et qu'il cherche à se remettre dans les conditions qui lui ont été si favorables autrefois. Du temps des Grecs, les villes importantes étaient placées près du rivage; c'est de là que leur vint la fortune. La plaine assainie, cultivée, donnait aux habitans d'admirables récoltes et la mer leur permettait de les échanger avec les produits des autres peuples. La vie s'est déplacée au moyen âge. La mer alors, c'était le danger : les pirates musulmans arrivaient à l'improviste, et avant qu'on songeât à leur résister, ils pillaient les maisons, enlevaient les hommes et les femmes, qu'ils allaient vendre sur les marchés d'esclaves. Pour leur échapper, on quitta la plaine, qui redevint un désert malsain, et l'on se réfugia sur les montagnes voisines. Là, du haut du nid d'aigle où l'on s'était retiré, derrière de bonnes murailles solidement fermées, on pouvait guetter de loin une voile ennemie et se mettre en défense. Un mouvement contraire est en train de s'accomplir aujourd'hui, et c'est le chemin de fer des Calabres qui en a fourni l'occasion. De Tarente à Reggio, il court presque toujours le long du rivage, ramenant l'agitation et la vie à ces terres désertes. Autour de la gare, quelque temps isolée, des maisons se sont peu à peu groupées; leur nombre augmente tous les jours ; les villes commencent à descendre de leurs hauteurs pour s'établir de nouveau dans les plaines et se rapprocher de la mer : la mer sera pour elles le chemin de la fortune, comme elle l'était du temps des Grecs.

GASTON BOISSIER.

L'ART DE LA NATURE

ET LA

FINALITÉ ESTHÉTIQUE

SELON LE SPIRITUALISME CONTEMPORAIN

I. Félix Ravaisson, *Rapport sur la philosophie en France au* XIXe *siècle.* — *De l'Habitude.* — *Essai sur la Métaphysique d'Aristote.* — II. Jules Lachelier, *du Fondement de l'induction.* — *De Natura syllogismi.* — III. E. Boutroux, *de la Contingence des lois de la nature.* — IV. Paul Janet, *les Causes finales.*

Il est une école qui ramène au beau le vrai et le bien. C'est dans l'esthétique et dans l'art qu'elle cherche les premiers principes de la science comme de la conduite; les lois de la logique et de la morale ne sont pour elle que l'abstraction du beau, qui est la seule réalité. L'induction, sur laquelle repose toute connaissance de la nature, est pour cette école une sorte de poésie cherchant à pénétrer le sens de l'univers; la science est une esthétique éprise d'harmonie et de beauté. Savoir, c'est créer comme la nature crée, dessiner comme elle dessine, peindre comme elle peint, chanter comme elle chante, penser comme elle pense; et le bien consiste à vouloir comme elle veut. L'interprétation d'une œuvre d'art inspirée doit être aussi une inspiration, et de même qu'en une certaine mesure il faut devenir Homère pour bien comprendre Homère, il faut devenir la nature pour la saisir par la pensée et pour la suivre par la volonté : *sequere naturam.* Cachée derrière ses voiles, Isis invite ses enfans à deviner, à reproduire ses traits, et, pour cela, à regarder au plus profond d'eux-mêmes : chez celui qui aura conçu, réalisé l'image la plus ressemblante, elle reconnaîtra son vrai fils, et quel sera-t-il ? Celui qui l'aura représentée la plus belle.

Telle est la thèse que, sous des formes diverses, soutiennent les moralistes esthéticiens.

Rien n'est beau que le vrai, dit un vers respecté,
Et moi je lui réponds, sans crainte d'un blasphème :
Rien n'est vrai que le beau, rien n'est vrai sans beauté (1).

Un métaphysicien profond de notre époque, qui, d'accord avec le poète, voit dans la beauté non-seulement le signe de la moralité, mais celui de la vérité même et surtout de la vérité philosophique, s'est efforcé de montrer dans l'esthétique le fond caché de la science comme de la morale. S'inspirant à la fois d'Aristote, de Leibniz, de Kant et de Schelling, M. Ravaisson arrive à cette conclusion que « la beauté, et principalement la plus divine et la plus parfaite, contient le secret du monde (2). » Que de choses qui, pour le savant, s'expliquent, comme le croyait Leibniz, par des principes d'ordre, de symétrie, d'harmonie, et conséquemment de beauté! On a pu créer une géométrie supérieure en cherchant dans la symétrie la dernière raison des théorèmes et en ramenant les propriétés scientifiques des figures aux exigences d'un dessin esthétique; la géométrie est une peinture réduite à ses linéamens primitifs, et l'espace dans lequel le géomètre combine ses constructions est comme la toile sur laquelle l'artiste agence ses figures idéales. « A voir, dit quelque part M. Ravaisson, les découvertes récentes d'une géométrie sublime, qui nous montre dans la variété des formes dont l'étendue est susceptible des métamorphoses de la forme la plus simple, et pour principe unique de ces métamorphoses une loi typique en quelque sorte et primordiale d'harmonie et de beauté, je ne sais s'il ne se trouvera point que la dernière et radicale raison de toute mathématique, qui se confond avec l'activité créatrice, est ici et comme partout le bien et le beau. » Les propriétés des nombres, qui ravissaient Pythagore, sont aussi des lois de symétrie, dont Fermat découvrit, comme on sait, quelques-unes parmi les plus importantes. Dans les phénomènes de la cristallisation et dans ceux de l'organisation, bien des choses paraissent également s'expliquer par des corrélations de symétrie. Enfin, dans l'histoire naturelle, vouloir comprendre les organes par leur seule utilité, c'est, selon le spiritualisme, prêter à la nature des vues purement utilitaires; c'est oublier que, le plus souvent, elle semble chercher le beau pour le beau et faire de l'art pour l'art. A plus forte raison, la morale ne saurait-elle être purement utilitaire sans aller contre cette nature même que le naturalisme veut suivre. Les partisans de la finalité esthétique sont ainsi amenés à voir, non pas seulement dans la volonté et la moralité humaine, mais même dans la nature, la recherche spontanée ou réfléchie la réalisation plus ou moins inten-

(1) A. de Musset, *Après une lecture.*
(2) *La Philosophie en France*, p. 232.

tionnelle de certains types ou idées directrices, c'est-à-dire de certaines formes constantes qui se reproduisent dans les êtres et déterminent leur espèce. Ce sont ces types qui, quand ils sont atteints, nous donnent le sentiment du beau. C'est sur ces types que se règlent non-seulement l'esthétique et la morale, mais même la logique et la mécanique; les causes efficientes finissent ainsi par se subordonner, selon la pensée de Leibniz, aux causes finales, et même par s'y réduire. Le monde entier, dit M. Ravaisson, est l'œuvre d'une « beauté absolue qui n'est la *cause* des choses que par *l'amour* qu'elle met en elles, » et qui conséquemment n'est « efficiente » que parce qu'elle est « finale. »

De même, selon M. Lachelier, qui a combiné les idées de Leibniz avec celles de Kant, non-seulement nous ne pouvons pas agir, mais nous ne pouvons pas même penser, raisonner, induire, sans affirmer *a priori* la finalité universelle et conséquemment l'universel empire de la beauté. « Ne craignons pas de dire qu'une vérité qui ne serait pas belle ne serait qu'un jeu logique de notre esprit, et que la seule vérité solide et digne de ce nom, c'est la beauté (1). »

(1) *Du Fondement de l'induction*, p. 92, 95, 98. Même doctrine dans la thèse de M. E. Boutroux sur la *Contingence des lois de la nature*. Rejetant l'universalité du mécanisme et des causes efficientes, encore admise par M. Lachelier conformément au kantisme, M. Boutroux tend à remplacer toutes les lois en apparence *nécessaires* par la *contingence*, qui elle-même a sa raison dans la *finalité*. « Selon cette doctrine, conclut l'auteur, les principes supérieurs des choses seraient encore des lois, mais des lois morales et *esthétiques*, expressions plus ou moins immédiates de la perfection de Dieu, préexistant aux phénomènes et supposant des agens doués de spontanéité. » (P. 192.)

Dans son livre sur *les Causes finales*, qui parvient en ce moment à sa seconde édition, M. Janet, sans aller aussi loin que les philosophes qui précèdent et sans insister autant sur l'esthétique, n'en admet pas moins, lui aussi, une finalité universelle et un art universel, qui supposent un éternel artiste. La vraie cause finale, selon M. Janet, doit se définir « un effet prévu et qui n'aurait pas pu avoir lieu sans cette prévision. » Ou du moins, si l'effet n'est pas prévu formellement, « il est prédéterminé et, en raison de cette prédétermination, il est conditionné et commande la série des phénomènes dont il est en apparence la résultante. » (*Causes finales*, page 2.) M. Janet donne pour exemple de prévision obscure ou de prédétermination « la *tendance* de toute matière organisée à se coordonner conformément à l'idée d'un tout vivant. » (Pages 7-8.) — « Il y a, conclut-il, une sorte de géométrie des êtres vivans, indépendante de la mécanique, et qui ne semble pas avoir pour but un résultat utile. La symétrie, par exemple, est certainement un des besoins de la nature vivante... La finalité de *plan* chez les êtres vivans a paru si importante à un naturaliste célèbre, M. Agassiz, qu'il a cru que la preuve de l'existence de Dieu devait être cherchée beaucoup plutôt dans le plan des animaux que dans l'adaptation des organes : c'est, à notre avis, une grande exagération; néanmoins il est certain que la création d'un type (même abstraction faite de toute adaptation) est inséparable de l'idée de plan et de but, et suppose par conséquent l'intelligence. La même loi qui nous a fait reconnaître la finalité dans toute composition régulière nous impose de la reconnaître dans le beau. La nature n'est pas plus artiste par hasard qu'elle n'est géomètre par hasard. » (*Ibid.*, 248-249.)

Les hautes et importantes doctrines que nous venons de résumer renferment deux thèses inséparables qui se prêtent un mutuel appui, l'une sur l'esthétique de la nature, l'autre sur l'esthétique des mœurs. Nous n'examinerons aujourd'hui que la première, qui est d'ailleurs la prémisse nécessaire de la seconde. Cherchons donc ce qu'il y a d'intentionnel et d'objectif, aux yeux d'une science rigoureuse, dans cette beauté que l'art de la nature semble poursuivre et nous inviter à poursuivre nous-mêmes par nos actions.

I.

Les partisans de la finalité esthétique essaient d'abord de la montrer partout dans le monde; mais la science moderne, comme nous le verrons, les oblige bientôt à la resserrer en un plus étroit espace. La voyant chassée d'un domaine, ils la replacent aussitôt dans un autre : la finalité en vue du beau et du bien recule successivement de la physique à la métaphysique, où on s'efforce de lui trouver un dernier retranchement. L'argumentation que nous avons à examiner parcourt ainsi trois degrés divers. En premier lieu, selon les partisans des causes finales, le mécanisme n'explique pas tout dans la nature au point de vue physique; en second lieu, il n'explique pas tout au point de vue métaphysique; en troisième lieu, il a besoin lui-même d'être expliqué par des considérations d'ordre ou de beauté, et ses lois, d'une nécessité en apparence brutale, trouvent dans l'esthétique leur dernière et radicale raison. Tels sont, dans leur ordre le plus systématique, les divers centres de perspective auxquels nous devons nous placer tour à tour pour voir si cette nouvelle dialectique, plus heureuse que celle de Platon, nous amènera enfin devant « la beauté suprême, » dernier terme de la science et de la morale. C'est, en effet, à l'idée de Dieu que les nouveaux platoniciens et péripatéticiens suspendent la nature et l'humanité; leur philosophie entière n'est qu'un développement de la preuve antique, et, comme dit Kant, « vénérable, » par les causes finales, en opposition à l'esprit contemporain qui fait de la perfection le terme idéal des choses et non leur principe. C'est dire que nous sommes en présence des problèmes les plus fondamentaux et les plus importans de la philosophie, qui sont aussi les plus difficiles et les plus abstraits.

Examinons d'abord s'il est vrai que, même au point de vue purement physique, le mécanisme ne puisse expliquer l'art de la nature et si la science moderne nous révèle de plus en plus, surtout dans les êtres vivans, l'empire de la finalité. M. Ravaisson, quand il publia, il y a treize ans, son admirable *Rapport sur la philosophie en France au* XIXe *siècle*, croyait voir les savans et les philosophes de notre époque

« graviter » pour ainsi dire, sans toujours s'en rendre compte, vers la doctrine des Aristote et des Leibniz, c'est-à-dire vers une doctrine de finalité et de beauté universelle. Auguste Comte, du moins dans la dernière période de sa vie, avait admis que « le supérieur explique l'inférieur. » Littré, tout en se séparant d'Auguste Comte devenu mystique, plaçait parmi les « propriétés » de la matière celle de « s'accommoder à des fins. » Claude Bernard admettait des « idées directrices et organisatrices. » M. Taine, à son tour, disait que la conservation du type est un fait dominateur « qui commande tous les autres. » C'étaient là, pour M. Ravaisson, autant de témoignages qui, joints à d'autres du même genre, lui semblèrent l'indice d'une sorte de conversion des sciences vers la métaphysique des causes finales, fond de sa propre philosophie. — Mais, à voir depuis une douzaine d'années le progrès constant des doctrines contraires, il ne paraît pas qu'on puisse espérer un prochain retour à la tradition d'Aristote et de Leibniz. Les images ou expressions finalistes empruntées par certains savans au langage vulgaire, et dont se prévaut M. Ravaisson, ne suffisent pas pour constituer une adhésion, même implicite, aux causes finales, pas plus que le « fluide positif et le fluide négatif » des électriciens, simples formules artificielles, n'impliquent l'existence de causes occultes, pas plus que « l'attraction universelle » de Newton n'implique un réel attrait des planètes pour le soleil. C'est le fond des doctrines scientifiques, et non leur forme, qu'il faut considérer. Or, la science moderne tend de plus en plus à remplacer la finalité par le mécanisme.

La finalité, en effet, telle que semble la révéler l'art de la nature, peut être de deux sortes : elle a en vue ou l'utile ou le beau. L'objet principal de cette étude est la finalité en vue du beau, non celle qui a pour but l'utile; malgré cela, la première ne se comprend pas sans la seconde. Nous devons donc dire d'abord quelques mots de l'utilité que la nature semble poursuivre.

Le mot d'utilité est ambigu : il peut désigner une utilité intentionnelle, un avantage qui n'existe que parce qu'on l'a pris pour but; il peut aussi désigner une utilité non prévue, simple résultante mécanique du jeu de forces indépendantes. Dans ce second cas, ce n'est pas l'idée du but qui a produit la disposition des parties, mais chaque partie, agissant pour elle-même et comme si elle était seule, a contribué sans le savoir à la production d'un ensemble qui n'avait pas été prévu : l'adaptation de chaque partie à ses conditions d'équilibre propre suffit pour produire l'équilibre général. De même, dans les êtres vivans, la science moderne explique de plus en plus le concert de l'ensemble par l'action et la réaction des parties, dont chacune agit pour soi, tire tout à soi, ne sent et ne veut primitivement que soi. L'égoïsme de chaque cellule produit le *con-*

sensus de l'organisme, comme, dans un lac, le mouvement particulier de chaque goutte d'eau vers le centre de la terre produit le niveau général de la surface. La finalité en vue de l'utile fait donc place à ce que Cuvier appelait déjà, avec Lamarck, le principe des « conditions d'existence; » et qu'est-ce que ce principe, sinon une des mille formules dans lesquelles peut se traduire, comme en des équations algébriques successives, le principe de l'universelle causalité ou du pur déterminisme? Point d'effet possible sans les conditions qui le rendent possible et que, par une sorte de mirage, nous convertissons en moyens prévus.

Si les naturalistes contemporains parlent encore du *but* d'un organe et de l'harmonie qui relie les organes entre eux selon le type de l'espèce, ils n'entendent plus par là rien de mystérieux, rien d'analogue à la cause finale proprement dite, rien de prévu ou de prédéterminé dans une intelligence quelconque : il s'agit simplement de corrélation mécanique entre les organes. Supposez un cadre mobile dont les baguettes, attachées deux à deux, peuvent cependant pivoter sur leur attache : si vous inclinez un des côtés, les autres s'inclinent nécessairement et forment un losange au lieu d'un carré; le parallélisme n'en subsiste pas moins entre les côtés, et si deux des angles s'élargissent, les deux autres, comme par une utile compensation, diminuent d'autant : la figure demeure donc harmonique dans toutes ses variations. De même pour les organes : ils varient *en fonction* les uns des autres; leur réciprocité et leur utilité mutuelles résultent d'une mutuelle nécessité qui les lie l'un à l'autre mécaniquement, comme la hauteur du mercure dans un baromètre est liée à la hauteur de la colonne atmosphérique. Si donc il y a dans les organes un caractère d'*utilité* ou mieux de *nécessité* par rapport à la vie même, c'est parce qu'ils sont des conditions d'existence; mais cette utilité qu'offre un organe, et qui le met en harmonie avec le tout, n'est réellement aux yeux des savans qu'une « propriété » du même ordre que les autres, puisqu'elle consiste simplement dans un rapport de cause à effet, géométriquement réductible au parallélogramme des forces. Ce n'est pas, selon l'expression inexacte et malheureuse de Littré, la propriété de s'adapter « à des fins, » mais c'est simplement celle de s'adapter à des causes, c'est-à-dire de subir l'action fatale du milieu. Si l'objection de M. Ravaisson est valable contre la première expression, elle tombe devant la seconde. Supposons qu'en présence d'une multitude d'arbres abattus par l'ouragan un enfant s'étonne de voir les plus gros rester seuls debout; lui expliquera-t-on ce fait par les intentions du vent ou par celles des arbres? On se contentera de lui dire que les troncs les plus larges ont résisté parce qu'ils étaient les plus forts; de même, dans la lutte des êtres animés pour la vie, ceux qui ont

résisté sont ceux qui avaient les organes les mieux adaptés à cette lutte même. M. Ravaisson ne parle point de Darwin ni de sa grandiose conception du monde; il eût été intéressant d'examiner si elle n'est pas un moyen d'exclure définitivement toute finalité des sciences physiques et naturelles.

On nous objectera que la finalité en vue de l'utile n'est pas la seule, que les nécessités de l'existence ne paraissent pas tout expliquer dans la nature, qu'il y a des régularités, des symétries, des proportions, des beautés qui non-seulement ne semblent pas du *nécessaire*, mais paraissent du *superflu*. Nous répondrons que ce superflu cache, au contraire, les nécessités les plus profondes et les plus primordiales. De même que nous avons vu la science moderne réduire l'apparente finalité de la nature en vue de l'utile au principe de Cuvier sur la corrélation des organes, c'est-à-dire sur les « conditions d'existence, » de même nous allons voir l'apparente finalité de la nature en vue du beau s'expliquer par le principe de Geoffroy Saint-Hilaire sur les symétries anatomiques. La gloire ultérieure de Darwin a peut-être trop fait oublier l'influence de Geoffroy Saint-Hilaire sur le développement présent des sciences naturelles. On sait que ce dernier reprochait à Cuvier de n'avoir considéré dans les organes que leur utilité pour les fonctions de la vie, conséquemment leurs formes et leurs usages, et d'avoir ainsi conservé dans la science une apparence de finalité. De la considération des *fonctions* de l'être, qui est encore superficielle, il faut passer à celle de ses *matériaux*, qui est bien plus profonde. Les organes, disait Geoffroy Saint-Hilaire, ne sont pas seulement des *instrumens* utiles ou nécessaires à la vie, ils sont avant tout des *pièces* ou parties matérielles d'un mécanisme anatomique, qui s'engrènent comme les roues d'une machine et ne peuvent pas plus se déplacer ou se transposer que ces roues. En d'autres termes, l'être vivant, végétal ou animal, a nécessairement une structure anatomique dans laquelle les diverses parties ont une situation déterminée et constante, quel que soit d'ailleurs leur usage. De là, pourrait-on ajouter, ces figures géométriques régulières et ces proportions esthétiques qui ravissent l'artiste ou le philosophe. Par exemple, qui ne sait que dans tous les animaux vertébrés l'extrémité antérieure a un dessin uniforme et se compose de quatre parties dont les situations réciproques sont toujours les mêmes, toujours *connexes* géométriquement et mécaniquement? Ce sont l'épaule, le bras, l'avant-bras, et un dernier tronçon qui peut prendre des formes très diverses. Chez certains animaux, il forme la main, chez d'autres la griffe, chez d'autres l'aile, chez d'autres la nageoire, etc. « Un organe peut être transformé, atrophié, anéanti même, jamais transposé. » Un organe a beau par-

fois devenir inutile, comme les vestiges de pattes chez le boa, d'épaule chez l'orvet, de doigts et d'ongles chez certains oiseaux, cet organe reste toujours à sa place symétrique, tant il est vrai que l'utilité ultérieure des parties n'est pas tout et qu'il faut considérer d'abord leur place mécaniquement nécessaire et fixe dans la structure générale de l'être. C'est alors, souvent, que l'inutile prend l'apparence d'une recherche du beau. Émerson remarque, dans un de ses essais, que ce que la nature a jadis créé afin de pourvoir à un besoin devient ensuite un ornement; il cite en exemple la structure d'un coquillage de mer ; les organes qui, à une certaine période de sa croissance, ont été la bouche, se trouvent à une autre période rejetés en arrière et deviennent des nœuds ou des épines dont le coquillage est paré. M. Spencer, généralisant cette remarque, montre que l'utile devient beau quand il a cessé d'être utile (1). Cette beauté n'est donc au fond que du nécessaire devenu superflu.

La loi en quelque sorte utilitaire de Cuvier sur la corrélation des fonctions, — encore invoquée journellement par la philosophie classique, quoiqu'elle ne témoigne rien en faveur des causes finales, — est une loi dérivée et secondaire; les fonctions résultent surtout du *milieu* auquel les organes ont dû s'approprier : ainsi, le vol de l'oiseau tient à l'air, la natation du poisson à l'eau. La loi de Geoffroy Saint-Hilaire sur la connexion des parties est primitive et plus essentielle. Esthétique en apparence, elle est en réalité toute mécanique. C'est qu'en définitive elle tient à la génération même des organes et des êtres, qui proviennent les uns des autres et se sont transmis l'un à l'autre leur structure. Tous les organes du végétal ne sont que la feuille transformée ; dans l'animal vertébré, le cerveau n'est qu'une vertèbre accrue et dominante. Un même mécanisme général se retrouve au fond de tous les êtres vivans, et l'espèce, avec son idéal distinct et prétendu spécifique de perfection ou de beauté, conséquemment sa cause finale, n'est plus aux yeux des naturalistes de notre époque qu'une résultante plus ou moins provisoire, causée par la division des fonctions entre les organes ou par l'appropriation mécanique des organes aux divers milieux. A cette théorie se rattachent les doctrines de Darwin sur l'origine et la transformation des espèces, qui réduisent plus évidemment encore à un jeu des lois mécaniques les variations en apparence esthétiques de l'art naturel, ou ce que le spiritualisme appelle les « plans » de l'art divin (2). Si donc il est vrai de dire que la nature n'est pas utilitaire *partout*, au moins d'une manière *directe*, c'est précisément parce

(1) *Essais de morale et d'esthétique*, trad. Burdeau, p. 53.

(2) « L'unité de *plan*, dit par exemple M. Janet, est aussi conforme à l'idée d'une sagesse primordiale que l'utilité des organes. » (*Les Causes finales*, p. 634.)

qu'aux yeux de la science moderne elle ne révèle pas une intelligence organisatrice, et que ses lois fondamentales sont des lois mécaniques, conséquemment mathématiques, conséquemment aussi symétriques et régulières. Quand un des philosophes distingués de l'Angleterre, M. Murphy, insiste, à l'exemple de nos esthéticiens français, sur les corrélations d'organes où la symétrie semble dominer l'utilité, il oublie que cette belle symétrie trahit la rigidité même des lois mécaniques, qui aboutissent à des relations constantes entre toutes choses, y compris les pièces des mécanismes vivans. Si ce n'est pas en vue de « l'utilité » que la poitrine de l'homme, comme celle de la femme, présente deux mamelles, c'est encore bien moins en vue de la « beauté. » La présence commune des mamelles chez l'homme et la femme indique simplement la communauté du tronc d'où sont sorties les ramifications des sexes. D'autre part, si les mamelles se sont oblitérées chez l'homme, c'est encore un effet purement mécanique produit par l'absence d'usage : tout organe non exercé s'atrophie nécessairement. La beauté est donc ici un simple résultat de l'équilibration anatomique, loin d'être un principe. Pareillement, quand M. Ravaisson voit une intention d'artiste, presque une intention morale, dans la haute géométrie et dans la beauté de ses formes primordiales, nous craignons qu'il ne confonde l'effet avec la cause, la conséquence avec le principe. La beauté est encore ici un résultat de la nécessité même et une expression du déterminisme mathématique. On peut sans doute arriver à démontrer ou à deviner des théorèmes par des raisons d'esthétique, c'est-à-dire, au fond, de régularité et de simplicité, mais c'est là une sorte de démonstration renversée dans laquelle on remonte de la conséquence au principe au lieu d'aller du principe à la conséquence. De même, il est parfois suggestif en histoire naturelle de supposer une fin et de remonter aux moyens, parce que la nécessité même des besoins chez l'être vivant oblige l'organisme à se conformer et à se conduire *comme si* une intelligence se proposait pour but ses conditions de conservation; ce qui revient au fond à dire que l'animal doit être fait de manière à subsister par l'excellente raison qu'il subsiste. Ces idées toutes subjectives d'utilité prévue ou de beauté voulue sont alors des fils conducteurs et comme des artifices de logique, par lesquels nous renversons l'ordre des choses pour le remonter en sens inverse. En même temps nous humanisons la nature en substituant le subjectif à l'objectif par une sorte d'anthropomorphisme scientifique, dont le vrai savant n'est pas plus dupe qu'il ne l'est de l'avantage provisoire des classifications artificielles.

Les objections de M. Ravaisson, de M. Janet et des autres philosophes spiritualistes à la théorie qui explique le dessin harmonieux

des organismes par une simple évolution mécanique peuvent se réduire à quatre principales. En premier lieu, disent-ils, le caractère indéterminé du hasard, ce grand ouvrier de l'évolution et de la sélection naturelle, est incompatible avec la forme définie et le dessin déterminé des êtres. « Les figures de la nature, quelles qu'elles soient, dit M. Janet, ont des contours précis et distincts : le jeu des élémens peut-il avoir dessiné la figure humaine ? » M. Janet oublie que le hasard, entendu scientifiquement, loin d'être l'indétermination, est au contraire le déterminisme absolu, car il se ramène à la nécessité mécanique : rien au fond n'est indifférent ni fortuit, puisque tout est nécessaire. Les vagues que le « hasard » brise sur les rochers ne décrivent-elles pas des fusées dont « les contours sont précis et distincts? » — Mais, dira-t-on, la complexité de la figure humaine est tout autre que celle des fusées de la mer. — Ceci nous amène à la seconde objection, qui consiste à dire que la complexité du dessin chez les êtres vivans est inconciliable avec la simplicité et la pauvreté des coups du hasard. C'est l'objection classique des lettres de l'alphabet qui, jetées sur le sol, ne sauraient composer *l'Iliade* et *l'Odyssée*. Ce vieux paralogisme consiste à supprimer les intermédiaires, à oublier que la nature agit par voie d'évolution et non par coups de dés. Le mécanisme de la nature a effectivement suffi pour produire *l'Iliade*, mais par l'intermédiaire des cerveaux humains, et ceux-ci par l'intermédiaire des animaux, des végétaux, des minéraux. De même pour la figure humaine, œuvre de l'évolution séculaire d'une série de sélections sans nombre qui ont assuré la survivance des formes les mieux adaptées au milieu. — Encore faut-il, dit M. Janet (et c'est sa troisième objection), que les organes utiles et capables de résistance préexistent : « La sélection n'a donc rien créé et ce n'est point elle qui est la cause véritable, car il fallait déjà que les organes existassent pour que la sélection les appropriât au milieu. » Ils existaient en effet, pourrait-on répondre, puisque ce sont les anciens organes qui reçoivent des appropriations nouvelles, les nageoires qui deviennent peu à peu pattes ou ailes, l'article antérieur du système articulé qui devient tête et organe directeur, etc. De plus, ces appropriations se font peu à peu et non du jour au lendemain, comme M. Janet semble le croire. L'argument que nous examinons consiste à supposer que tout sort tout d'un coup du néant ou du chaos complet, tandis qu'en réalité ce sont les formes déjà produites qui servent de matière aux formes nouvelles, et celles-ci à d'autres. Le dessin va se compliquant : les lois fondamentales sont les mêmes.

Enfin la quatrième objection, commune à M. Ravaisson et à M. Janet, c'est que « tout dessin suppose un dessinateur, que tout dessin est en même temps un *dessein, disegno.* » — Rien n'est plus

contestable que cette façon humaine de concevoir les forces de la nature; la science entière la dément. Il n'y a ni *dessein* ni *dessinateur*, dans les arabesques que trace le sable fin sur les plaques vibrantes, au contact de l'archet qui les fait frémir : chaque grain de sable bondit, retombe, prend sa place et entre dans la composition d'une figure régulière qu'il ignore, que la plaque ignore, que l'archet ignore, que personne n'a d'avance dessinée. Donnez un nouveau coup d'archet qui change les relations mécaniques des ondes vibratoires et la place des « nœuds; » aussitôt chaque personnage, je veux dire chaque grain de sable, entre dans une autre figure de danse et concourt sans le vouloir à former pour les yeux un nouveau petit monde. Ce monde est l'image du grand. Tout vibre sous l'archet de la Nécessité et tout se dispose en figures changeantes, dont les astres, les animaux, les hommes sont les nœuds passagers, les centres, soit pour des millions de siècles, pour quelques années, soit pour un jour.

Pas plus au dedans qu'au-dessus de la nature, les formes et dessins des choses n'autorisent à admettre, comme ressort du mouvement, un principe réel de beauté, une perfection réelle et immanente qui « meut les choses par l'amour qu'elle leur inspire. » M. Ravaisson relève fort bien les métaphores cause-finalières échappées à M. Littré, à M. Taine ou aux philosophes anglais; mais il se sert lui-même, dans ses raisonnemens, en faveur d'une fin intérieure à la nature, d'un terme dont il avait pourtant montré l'ambiguïté et le vide, le terme de *perfection*. Il y a une perfection simplement mécanique ou dynamique, qui consiste dans l'appropriation d'un être au milieu, dans l'équilibre des forces et des conditions d'existence; M. Ravaisson la confond avec la perfection intellectuelle, esthétique, morale ou même théologique, et finit par prendre un simple résultat pour un principe ou un but. Cette confusion nous semble frappante dans sa réponse à Auguste Comte. « Considérer, ainsi que l'avait proposé Auguste Comte, le phénomène supérieur comme la raison du phénomène inférieur, précisément parce qu'il présente la perfection de ce dont celui-ci n'a que le commencement, c'est nécessairement, quoique peut-être sans s'en rendre compte, sous-entendre dans la *perfection* une *action efficace*. » Non, Auguste Comte a voulu dire seulement que l'étude de l'être achevé, complet, adapté à ses conditions d'existence et parfait en ce sens tout naturel, rend plus facilement saisissables pour le naturaliste les phases antérieures de l'évolution vitale. M. Ravaisson n'a pas pour cela le droit d'attribuer à la perfection et à la beauté une « action efficace; » il faut dire seulement que l'être mieux constitué est plus capable de vivre et conséquemment vit, engendre, se propage à travers les siècles : les conditions de la perfection sont ainsi des condi-

tions mécaniquement nécessaires d'équilibre et de persistance; par cela même, les êtres vivans tendent à prendre cet équilibre, indépendamment de toute cause finale, immanente ou transcendante, comme la balance qui oscille tend à l'immobilité de ses plateaux, comme la marée qui monte tend à son plein accoutumé. De même, si M. Taine a dit que la conservation du type est, dans les êtres animés, le « fait dominateur duquel dépendent tous les autres, » on ne peut pas immédiatement, avec M. Ravaisson, en tirer cette conséquence : « Concevoir que la *perfection, en cette qualité même*, commande, nécessite, évidemment c'est concevoir qu'elle produit le désir et par le désir le mouvement. » M. Taine aurait tort d'accepter une telle conclusion : car ce n'est pas en tant que perfection ni comme cause *finale* que l'équilibre du type commande tout le reste, c'est comme condition mécanique ou purement *efficiente* de la génération, de la persistance dans la vie et conséquemment dans la jouissance de la vie. Ce n'est point là une raison pour placer dans les cellules d'un oiseau le désir immanent de réaliser le type de l'oiseau, c'est-à-dire de former un corps à vertèbres symétriques, muni de poumons pour respirer, d'ailes pour voler, etc. Ce n'est point non plus une raison pour attribuer à l'étoile de mer, par exemple, une tendance obscure à réaliser une figure esthétique, ni pour prêter aux gouttes d'eau qui tombent des parois d'une grotte une tendance à former des stalactites aux formes élégantes. Supposez une contrée envahie tout à coup par l'ennemi et les hommes se reployant en toute hâte vers la ville voisine où ils trouveront un abri; un spectateur pourra voir d'en haut de longues files d'hommes qui, sous l'impulsion d'une même crainte, se dirigent de toutes parts vers un même centre et forment comme des rayons réguliers; sera-ce une raison pour attribuer à chacun des fugitifs le désir de réaliser une figure de géométrie régulière et parfaite comme une étoile à plusieurs rayons? Le besoin intérieur de conservation individuelle chez chacun, et la communauté des conditions d'existence extérieure chez tous seront plus que suffisans pour expliquer la convergence des directions, sans aucune intervention de l'esthétique ou de la morale.

Nous ne saurions donc admettre que M. Ravaisson, — ou d'autres éminens philosophes, tels que MM. Renouvier, Vacherot ou Janet, — ait le moins du monde réfuté les positivistes et les naturalistes, Auguste Comte, M. Taine, M. Herbert Spencer, par ses éloquentes considérations sur l'esthétique universelle. Autre est le matérialisme brut et abstrait, système insoutenable que M. Ravaisson définit comme « ramenant la pensée à la vie, la vie au mouvement, le mouvement même à un changement de relations de corps bruts et tout passifs, » autre est le naturalisme contemporain qui ramène tout à la persis-

tance de la force motrice, laquelle, vue du dedans, peut être une force sentante ; ce naturalisme dynamiste n'admet nullement pour cela une finalité intentionnelle, esthétique, morale. Dans les atomes d'Épicure placez par hypothèse une sensibilité sourde, vous n'aurez pas pour cela un épicurisme finaliste, car ce sera le sentiment agréable et immédiat de l'être qui sera primitif, et la *tendance* à l'équilibre final avec l'extérieur ne sera que dérivée. La science contemporaine, loin de réserver une place dans son domaine à la finalité en vue du beau, tend donc plus que jamais à la rejeter dans une sphère toute différente, celle de la métaphysique, et à n'admettre en son propre sein que les lois du plus inflexible mécanisme.

II.

Il y aurait peut-être un moyen de sauver, au moins dans le domaine de la métaphysique, la finalité en vue du beau et du bien : ce serait de la faire reconnaître dans les *principes* et les *lois* primordiales du mouvement, c'est-à-dire dans les fondemens mêmes du mécanisme et du dynamisme universel. Telle fut l'ambition de Leibniz et telle est aussi celle de M. Ravaisson, qui a reproduit les preuves données par Leibniz même. L'artifice de ces preuves consiste à établir d'abord que, tout fût-il explicable mécaniquement dans la nature, les lois de la mécanique ne pourraient elles-mêmes s'expliquer que par des principes *métaphysiques*, connus ou inconnus, dont la physique seule ne peut rendre compte. Ceci posé, on s'empresse ensuite de conclure que les principes du mouvement, étant *métaphysiques*, sont par cela même *esthétiques* et *moraux*.

Entre ces deux assertions il y a pourtant une énorme distance. Examinons les preuves leibniziennes, qui sont aussi dans le fond aristotéliques, et voyons si elles nous permettront de franchir l'intervalle. Pour cela, il faudrait montrer : 1° sous le mouvement la tendance ; 2° sous la tendance le désir ; 3° sous le désir l'amour, et enfin sous l'amour l'action réelle du beau ou du bien. C'est, en effet, ce que M. Ravaisson essaie de faire avec Aristote et Leibniz.

La première preuve invoquée par les spiritualistes consiste à dire que le mouvement, considéré comme un simple changement de relations dans l'étendue, ne saurait se comprendre sans la tendance ; car qu'est-ce qui fait la différence entre un corps en repos au point A et un corps en mouvement qui se trouve au même point A ? C'est qu'il y a dans le second une *tendance* à passer du point A au point B, laquelle n'existe pas dans le premier. — Tel est l'argument reproduit à plusieurs reprises par MM. Ravaisson et Lachelier, comme par Leibniz (1). On pourrait, sur ce premier point, discuter longuement.

(1) On le retrouve également dans *les Causes finales* de M. Janet.

Ne sommes-nous pas dupes d'abstractions mathématiques quand nous supposons les corps en repos? quand nous isolons ainsi un corps de l'ensemble de tous les corps composant l'univers, conséquemment de l'ensemble des lois qui déterminent la place occupée par chaque corps dans chaque point de l'espace, etc.? La vraie différence entre un corps en mouvement et un corps en repos, c'est que le premeir est seul réel et que l'autre est abstrait. Mais laissons les objections de ce genre et acceptons, à titre d'hypothèse plausible, la présence dans les corps d'un je ne sais quoi d'analogue à notre sentiment d'effort, de tension, de *tendance*. C'est là un mode de représentation commode, et le métaphysicien peut, jusqu'à un certain point, supposer qu'il existe dans la nature quelque chose d'analogue à l'effort humain; mais comment ériger une pure hypothèse en un *principe* de métaphysique, surtout en un principe de mécanique? Cette hypothèse, quoi qu'en dise Leibniz, n'éclaire aucunement la mécanique ou la physique; en tant que telle, elle serait plutôt propre à l'obscurcir. De plus, une fois admise la supposition d'une *activité* quelconque inhérente aux êtres, il reste toujours à examiner si on peut passer de là à la finalité *esthétique* et morale.

C'est pour rendre plus facile ce passage que les disciples d'Aristote et de Leibniz, après avoir expliqué le mouvement par la tendance, font un second pas et expliquent la tendance elle-même par le *désir*. — Nouvelle hypothèse, nouvel anthropomorphisme introduit dans la métaphysique de la nature. Soit; supposons encore qu'il y a en toutes choses du désir, ce qui est en effet la seule façon *humaine* de se représenter les opérations secrètes des choses. La question est toujours de savoir si on aura pour cela le droit de ramener le désir même à la finalité esthétique et morale. — Où il y a désir, nous dit-on, il y a un bien désiré, et ce bien, en tant qu'intelligible pour l'intelligence qui le contemple, est *beau*; voilà donc la cause finale d'Aristote et, qui plus est, la cause exemplaire ou idéale de Platon. C'est là, répondrons-nous, aller bien vite. D'abord, il aurait fallu démontrer que la tendance présuppose réellement un bien désiré au lieu d'être elle-même le principe du bien. Cette démonstration n'a pas été faite. Le désir ou besoin peut avoir son origine dans une souffrance, et cette souffrance, produite par la simple pression du milieu, n'implique aucune idée, même obscure, d'un bien intelligible ou d'une beauté quelconque. De plus, nous ne savons toujours point en quoi consiste ce bien, au cas où il existerait; or c'est là, pour la métaphysique comme pour la morale, le problème essentiel. Leibniz et ses continuateurs s'empressent de répondre que l'objet du désir est nécessairement la *perfection*, l'*absolu*, le bien suprême, la « beauté suprême; » ont-ils donc démontré que ce bien n'est pas

simplement le plaisir? En admettant que l'univers, avec tous les êtres qui le composent, ait une morale, est-il certain que cette morale soit celle des platoniciens, ou des péripatéticiens, ou des stoïciens, ou des chrétiens, et même des mystiques? Le paralogisme de ceux qui soutiennent les causes finales ou, ce qui revient au même, les causes exemplaires de Platon, nous paraît consister dans la confusion perpétuelle du *besoin* sensible avec l'*intention* intellectuelle ou volontaire. Ils croient réfuter le mécanisme universel en montrant qu'un ensemble de molécules inertes et « passives, » par exemple de petits cailloux insécables, ne saurait suffire à expliquer l'univers, et que, pour ne pas tout « réduire à l'inertie et à la torpeur, » il faut placer en tout, à quelque degré, l'activité et la vie. — Assurément, peut-on répondre, et il y faut peut-être placer encore la sensation; allons même jusqu'à supposer chez tout être des besoins, ne fût-ce que le besoin de persévérer dans l'existence; on n'a pas pour cela le droit d'ajouter que tout être a des *intentions* esthétiques ou morales. Il y a dans un tel raisonnement une solution de continuité. Encore bien moins peut-on dire que tout être soit le produit d'une intention qui lui serait supérieure, d'une *pensée* poursuivant une *fin* proprement dite, telle que la réalisation du beau et du bien. En un mot, l'universel besoin n'est point la finalité universelle, mais plutôt la face intérieure et psychologique de la nécessité universelle, ἀνάγκη.

Nous ne saurions donc trouver suffisamment établies les conclusions de Leibniz, auxquelles M. Ravaisson se rallie. « La source du mécanisme, dit Leibniz, est la *force* primitive; autrement dit, les lois du mouvement, selon lesquelles naissent de cette force les forces dérivées ou impétuosités, découlent de la perception du *bien* ou du *mal*, ou de ce qui *convient* le mieux; les causes efficientes dépendent ainsi des causes finales. » On voit comment Leibniz passe tout d'un coup de la force primitive, toujours persistante dans le monde en même quantité, et des forces dérivées qui en sont la transformation, à la *perception* du bien ou du mal. De plus, nous venons de le montrer, ce *bien* perçu ou plutôt senti peut n'être que le plaisir attaché au sentiment même de l'existence et soumis aux variations du milieu; dès lors, Leibniz n'a plus le droit de l'identifier aussitôt, comme il le fait, avec ce qui *convient le mieux*; à moins qu'il n'entende par *convenable* non pas le beau ou le bien moral, le καθῆκον et le *decorum* des anciens, mais simplement l'appropriation aux conditions d'existence et la satisfaction primitivement aveugle de la sensibilité. Tout le raisonnement des leibniziens roule donc sur l'ambiguité des termes et même sur une pétition de principe : car on invoque l'universelle tendance au plaisir pour prouver que le plaisir n'est pas l'unique fondement de la méta-

physique et de la morale; on suppose donc dans la nature le désir d'une perfection esthétique et morale qui est précisément la chose à démontrer.

De même, pour passer au troisième argument des leibniziens, l'universalité du désir et du besoin chez les êtres sentans, ou même chez ceux que nous nommons à tort inertes, peut-elle s'identifier avec « l'amour, » au sens le plus élevé de ce mot? A-t-on le droit de dire, avec Aristote, que si tout être désire, c'est que la beauté suprême est « cause de tout par l'amour qu'elle inspire? » A-t-on le droit d'ajouter encore que cet amour inspiré aux choses est précisément ce qui les rend *libres* par la spontanéité qu'il implique? — Nobles doctrines, à coup sûr, mais qui devraient être présentées pour ce qu'elles sont, je veux dire pour des hypothèses aussi hasardeuses que séduisantes, non pour des « principes » implicitement admis par les naturalistes et les mécaniciens eux-mêmes. Tout ce que permet d'induire une méthode métaphysique moins hardie, c'est que les lois universelles sont probablement identiques aux lois biologiques, non aux lois esthétiques et morales. Mais ces lois biologiques elles mêmes ne semblent être primitivement que la mécanique des besoins et des plaisirs intérieurs, exprimés par les mouvemens extérieurs.

Ainsi les « *principes* métaphysiques » du mouvement, fussent-ils la tendance, le besoin, le désir même, ne sont pas pour cela « l'amour du beau et du bien. »

On nous dira peut-être : — Soit, les *principes*, ou sources premières du mouvement, encore incertaines pour le métaphysicien, ne suffisent pas à démontrer les causes finales : mais il n'en est plus de même quand on passe à la considération des *lois* primordiales du mouvement. Ces lois, que la mécanique suppose dans tous ses théorèmes parce qu'elles marquent les directions essentielles de tout mouvement, précisent ce que la notion de tendance avait encore d'indéterminé : elles nous révèlent un désir effectif du *beau*, un amour du *bien*, conséquemment une « action efficace » de la cause finale dans la nature. C'est ce qui faisait dire à Leibniz que les lois mêmes de la mécanique sont des lois *contingentes*, de *convenance*, de *sagesse*. « Par la seule considération des causes efficientes ou de matière, dit Leibniz en des pages que M. Ravaisson aime à citer (1), on ne saurait rendre raison de ces lois des mouvemens découvertes de notre temps, et dont une partie a été découverte par moi-même. Car j'ai trouvé qu'il y faut recourir aux causes finales, et que ces lois ne dépendent pas du principe de la nécessité, mais du principe de la

(1) Voir aussi M. Janet, *les Causes finales*, page 647 et suiv.

convenance comme du choix de la sagesse (1). » — Voilà effectivement ce que Leibniz affirme en maint endroit et sous mainte forme; mais, de preuve, il n'en donne nulle part. En premier lieu, il se contente d'identifier, par un nouvel abus des termes, ce qui est *logique* (et dont le contraire est impossible) avec ce qui est *sage*, ce qui est rationnel en soi avec ce qui est raisonné en vue d'une fin, sous le prétexte que ce qui est logique est intelligible, que ce qui est raisonné l'est aussi, et que l'intelligible doit être l'œuvre d'une intelligence. C'est toujours là confondre la *nécessité*, dont l'intelligence même n'est peut-être que le reflet final et la conscience, avec le *choix* d'une intelligence primitive. En second lieu, Leibniz se plaît à confondre ce qui est rationnel avec ce qui est *beau*. A l'en croire, le parallélogramme même des forces, cette loi fondamentale de la mécanique, entraîne dans ses applications des effets qui ne sont pas seulement *nécessaires*, mais *beaux*, et qui ainsi témoignent d'un choix. Il espère, en quelque sorte, prouver l'existence de Dieu par le parallélogramme des forces, comme Maupertuis espérait la prouver par le principe de la moindre action. Voici la preuve : — « Un mouvement dans les deux côtés du triangle rectangle compose, dit-il, un mouvement dans l'hypoténuse, mais il ne s'en suit pas qu'un globe mû dans l'hypoténuse doit faire l'effet de deux globes de sa grandeur mus dans les deux côtés ; cependant cela se trouve véritable... Ce qui est *beau* ; mais on ne voit point qu'il soit absolument *nécessaire*... Il n'y a rien de si *convenable* que cet événement, et Dieu a *choisi* des lois qui le produisent ; mais on n'y voit aucune *nécessité* géométrique (2). » — La mécanique actuelle ne serait pas embarrassée pour expliquer par l'analyse mathématique ce qui paraissait surprenant à Leibniz. De même, Lagrange et Laplace ont ramené aux lois essentielles du mouvement le principe tout leibnizien de la moindre action, où on avait aussi voulu chercher une preuve de finalité. Si le rayon réfracté suit la ligne de la plus faible résistance, nous ne pouvons plus voir là une intention merveilleuse ni du rayon lui-même ni de son auteur : la ligne de la plus faible résistance est en réalité la seule ligne *possible* et *non contradictoire*, la seule où il y ait réellement un passage pour l'onde lumineuse : c'est donc encore une preuve de nécessité absolue et non de finalité. Tout s'explique en dernière analyse par la loi générale de la persistance de la force, que Leibniz, d'ailleurs, a été lui-même un des premiers à établir.

Mais précisément les leibniziens veulent faire de cette loi même, qui aboutit à la théorie moderne de l'équivalence des forces, une

(1) *Principes de la nature et de la grâce*, 11.
(2) *Théodicée*. part. III, 347.

nouvelle preuve de finalité esthétique, d'art et de convenance. La tentative est digne d'intérêt et nous amène vraiment au cœur de ces hautes questions. On sait que Descartes admettait la conservation de la même quantité de *mouvement* dans l'univers; Leibniz corrige le principe cartésien. « On pourrait, dit-il, établir une autre loi de la nature, que je tiens pour la plus universelle et la plus inviolable, savoir qu'il y a toujours *équation entre la cause pleine et l'effet entier*. Elle ne dit pas seulement que les effets sont proportionnels aux causes, mais de plus que chaque effet entier est *équivalent à la cause*. Et quoique cet axiome soit tout à fait *métaphysique*, il ne laisse pas d'être des plus utiles qu'on puisse employer en physique, et il donne le moyen de réduire les forces à un calcul de géométrie (1). » Leibniz ne s'aperçoit pas que son principe d'équivalence est simplement le principe de causalité, qui, s'il est « métaphysique, » n'est pas pour cela esthétique ou moral. La persistance, l'équivalence des forces, l'équation des effets aux causes, sont précisément la négation de toute création effective dans le monde et, au fond, de toute action créatrice comme de toute liberté. Leibniz, pour démontrer sa loi, s'applique à faire voir que, dans l'hypothèse où la force ne serait pas persistante, il y aurait des choses « tirées de rien, ce qui serait une absurdité manifeste. » — Assurément; mais Leibniz travaille ainsi contre lui-même, car l'axiome *Nihil ex nihilo* est la formule du déterminisme et du mécanisme universel, non de la contingence et de la convenance. De même, pour la formule : *In nihilum nil posse reverti*, autre conséquence du principe de causalité et d'équivalence des forces (2).

(1) Dutens, III, p. 196, 197.

(2) Comme M. Ravaisson, M. Janet accepte la doctrine de Leibniz sur la prétendue contingence et sur la prétendue finalité des lois du mouvement. « Ces lois ne contiennent, dit M. Janet, aucune nécessité *a priori*; le contraire n'en implique pas contradiction. Nulle contradiction en effet à ce que la *force s'épuise en se manifestant* : on ne voit pas pourquoi une cause se retrouve toujours après l'effet tout aussi *entière* qu'au commencement; on ne voit pas non plus pourquoi la nature agit *par degrés* et non par soubresauts. » (*Les Causes finales*, p. 661.) M. Janet ne nous semble pas avoir bien compris en quoi consiste le principe de la persistance de la force ou l'équation entre l'effet et la cause. Une cause ne se retrouve pas « tout entière » après l'effet; si par exemple je communique du mouvement, j'en perds autant que j'en communique. Leibniz a précisément montré que, s'il en était autrement, « quelque chose viendrait à rien, » deviendrait rien, ce qui contredit l'axiome de causalité et même au fond l'axiome d'identité. La « contingence » apparente n'est donc ici qu'un effet de notre ignorance; quelqu'un qui ignorerait les théorèmes antérieurs de la géométrie pourrait trouver « très beau » et tout à fait « contingent » ce fait que la perpendiculaire abaissée du sommet d'un triangle isocèle partage la base en deux moitiés précisément égales; le contraire est pourtant impossible, étant contradictoire. De même pour « la loi de continuité, » que M. Janet croit contingente : comment passer d'un point à un autre dans l'espace et dans le temps, d'un « degré » à un autre dans la quantité, sans passer par les points ou degrés intermédiaires? Un soubresaut est mathématiquement absurde.

Leibniz a beau s'extasier devant ces « égalités ou conservations *merveilleuses* de force qui marquent non-seulement la *constance*, mais la *perfection* de l'auteur ; » on songe involontairement ici, malgré le génie de Leibniz, à ce qu'un autre penseur encore plus profond appelait notre *étonnement stupide* en face de prétendues finalités qui s'expliquent par la nécessité la plus brutale. Et, en effet, en quoi le monde est-il plus beau et surtout plus moral parce qu'on n'y peut rien créer, rien produire de vraiment nouveau, parce que la force gagnée par l'un est nécessairement perdue par l'autre, parce que la vie de celui-ci est la mort de celui-là, parce que le monde, en un mot, se dévore incessamment lui-même? Rien ne vient de rien, est-ce là une merveille si digne d'admiration? Ce qui serait merveilleux, beau, et surtout bon dans certaines occasions, ce serait que quelque chose vînt de rien. Une personne que j'aime roule dans un précipice et meurt sous mes yeux sans que je puisse créer un atome de force qui permette à mon bras de la sauver : est-ce le moment de tomber à genoux devant la « perfection « et la « bonté » du suprême artiste? En moi-même, je ne puis davantage créer la moindre force vraiment nouvelle, dont j'aurais besoin à un moment donné pour triompher de tel ou tel penchant inférieur : est-ce là encore une perfection morale, une preuve de liberté, ou n'est-ce pas plutôt une preuve de nécessité? Qu'y a-t-il donc de *beau* à ce que la nature soit au fond radicalement stérile et obligée de se répéter sans cesse? Depuis combien de milliards de siècles toutes ces étoiles qui nous paraissent si belles tournent-elles dans le même cercle avec une uniformité plus machinale encore que celle de l'animal à son manège? *Eadem sunt omnia semper*. Partout la même matière avec sa pauvreté d'élémens, partout les mêmes substances et les mêmes combinaisons chimiques, le même combat aveugle de molécules, la même tempête éternelle où tourbillonnent les formes de la matière, peut-être aussi les mêmes plaisirs toujours avortés et les mêmes souffrances toujours renaissantes. Les cieux ne racontent qu'impuissance et monotonie.

Aussi n'est-il pas incompréhensible que quelques philosophes ou savans aient rêvé d'atteindre, sinon l'essence même des choses, du moins leur loi fondamentale. Peut-être n'y a-t-il pas dans la nature, au moins sous tous les rapports, cette infinité qui émerveillait les Pascal et les Leibniz. Si elle existe dans la quantité (espace, temps et nombre), peut-être n'existe-t-elle pas dans la qualité. Il y a seulement une soixantaine de corps simples en apparence que la science décomposera sans doute un jour. Qui sait si un moment ne viendra pas où nous connaîtrons le vrai et unique élément simple?

Il nous resterait encore, sans doute, bien des choses à connaître, et l'expérience serait toujours nécessaire pour le détail des faits, mais

tout rentrerait de plus en plus dans les théorèmes de la mécanique. Nous ne connaissons pas non plus aujourd'hui tous les mouvemens réels qui s'accomplissent dans le monde; mais il est permis de croire que, dès à présent, nous possédons la loi de tous ces mouvemens et que tous relèvent de notre science mécanique. Il suffit donc aujourd'hui que l'expérience nous apprenne qu'en fait tels mouvemens ont eu lieu : la science peut aussitôt appliquer ses théorèmes à ces mouvemens avec plus ou moins d'exactitude.

Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est que toutes les sciences tendent à prendre la forme et à employer les méthodes des sciences rationnelles et constructives, qui sont les sciences de la nécessité. On reconnaît le degré de progrès qu'a fait une science au degré même de sa constitution mécanique et mathématique. C'est ce que comprirent eux-mêmes les Descartes et les Leibniz, qui voyaient dans la vraie science une « mathématique universelle, » une « mécanique universelle; » mais Leibniz se flattait vainement de retrouver la contingence et la finalité, sinon dans la science même, du moins dans ses principes et dans ses lois primordiales. A ce point de vue comme aux autres, les harmonies qui existent dans la nature ne sont que des harmonies mécaniques, non des œuvres d'esthétique ou de volonté intentionnelle comme celles d'un artiste humain, et le métaphysicien n'en peut rien conclure sans une pétition de principe sur les causes finales et la beauté éternelle. Le pressentiment de ces harmonies peut sans doute être utile au génie pour deviner la nature; mais c'est parce que les harmonies et leur beauté, étant au fond de la logique, se ramènent à une combinaison de lois ou de causes; on peut donc deviner la cause d'après les effets, et c'est une divination purement logique ou mathématique. Il ne faut pas confondre pour cela un simple résultat avec un but. Quand on parle des intentions de la nature, en métaphysique comme en physique, c'est toujours par pure métaphore, comme si on parlait du plan et des intentions esthétiques qui président à la formation d'un cristal, comme si on imaginait, selon le mot de Tyndall, des ouvriers invisibles occupés à le construire et pareils aux esclaves qui élevèrent les Pyramides.

III.

M. Lachelier, poussant avec rigueur à l'extrême la doctrine de la finalité esthétique, a entrepris de la démontrer *a priori* et non plus *a posteriori*. Pour cela, il essaie de prouver que le principe des causes finales ou du beau est aussi nécessaire à la pensée que le principe des causes efficientes, qu'il est une forme essentielle de notre entendement sans laquelle il n'y a plus de raisonnement possible, ni

induction, ni syllogisme. Au fond, c'est la doctrine à laquelle tendait déjà Leibniz. Ce dernier, en effet, argumentait contre le mécanisme abstrait de Descartes, soutient d'abord que, s'il y avait dans les corps qu'une masse étendue et dans le mouvement qu'un changement de place, et si tout devait se déduire de ces définitions seules par nécessité *géométrique*, « il faudrait admettre quantité de règles tout à fait contraires à la formation d'un *système* ; » or il entend par système une simultanéité d'élémens harmoniques, une variété ramenée à l'unité sous une loi simple. De même, selon M. Lachelier, la conception des lois de la nature est fondée sur deux principes distincts : « l'un en vertu duquel les phénomènes forment des *séries*, dans lesquelles l'existence du précédent détermine celle du suivant ; l'autre en vertu duquel ces séries forment à leur tour des *systèmes*, dans lesquels *l'idée* du tout détermine l'existence des parties. Or un phénomène qui en détermine un autre en le précédant est ce qu'on a appelé de tout temps une cause efficiente, et *un tout qui produit l'existence de ses propres parties* est, suivant Kant, la véritable définition de la cause finale : on pourrait donc dire en un mot que la possibilité de l'induction repose sur le double principe des causes efficientes et des causes finales (1). » D'autre part, un ensemble de choses ou système, où diverses séries viennent converger, est *beau* par cela même qu'il est harmonieux : la vérité scientifique est donc au fond beauté esthétique. Et c'est ce que Leibnitz, lui aussi, avait soutenu, en montrant que la *perception* des formes et des mouvemens est une réduction de la variété à une unité harmonique dans notre pensée, que la science est la conscience de cette harmonie, et que, par conséquent, ses principes sont beauté et convenance, non pas seulement nécessité géométrique ou logique.

Ce dernier retranchement où la finalité esthétique se réfugie, — l'idée même d'ordre, de système, de loi scientifique, — est-il un abri aussi sûr que le croit M. Lachelier? — Toute l'argumentation de ce profond métaphysicien, dans son œuvre importante sur *l'Induction*, se ramène à deux points principaux : 1° il existe des systèmes de mouvemens, donc il y a des causes finales ; 2° ces systèmes sont stables, donc il y a des causes finales. — Examinons d'abord le premier argument. Selon M. Lachelier, tout ordre, tout *système* de mouvemens concordans est déjà une finalité ; en effet, il y a alors réciprocité entre le tout et les parties, et les parties ne se comprennent pas sans le tout : or, selon Kant, un tout qui détermine l'existence de ses propres parties est une cause finale ; donc un système de mouvemens implique une cause finale. — Cet argument nous semble renfermer une pétition de principe. Il y a deux façons possibles et très

(1) *Du Fondement de l'induction*, p. 16.

différentes dont un tout peut déterminer l'existence, ou plutôt le mouvement et l'ordre de ses parties : l'une est la simple voie des causes efficientes, l'autre est celle des causes finales. Dans le premier cas, il y a seulement action et réaction mutuelles de toutes les parties, comme dans un mécanisme ; il y a par conséquent déterminisme universel, et qui dit déterminisme universel dit bien détermination de chaque chose par la totalité des autres, conséquemment *systématisation*, ordre inflexible. Dans le second cas, au contraire, ce n'est plus vraiment le tout, mais l'idée du tout qui détermine l'existence des parties et des phénomènes particuliers. Or, si on relit le passage de M. Lachelier que nous venons de citer, on y verra la seconde formule, qui implique finalité, se substituer sans aucune démonstration à la première, qui implique seulement causalité ; raisonner de cette manière et conclure de la réciprocité d'action mécanique dans le tout à l'action intellectuelle de l'*idée* du tout, c'est évidemment supposer ce qui est en question (1). La causalité universelle suffit à produire la réciprocité universelle des parties dans le tout, la détermination de chaque partie par *toutes* les autres, sans que l'idée du tout ait besoin d'être posée en principe. L'unité dans la variété, l'ordre dans la grandeur, avec l'harmonie qui en dérive et qui est le premier caractère du beau, tout cela peut donc s'expliquer par le principe même du déterminisme universel, si bien mis en lumière par M. Lachelier dans la première partie de son livre. Tout phénomène a sa raison dans des lois, les lois moins générales dans des lois plus générales, et ainsi de suite jusqu'à l'unité ; d'où il suit que tout se tient et se détermine réciproquement dans l'univers. Les choses particulières ne sont donc que des complications de lois simples et d'élémens simples. Donc la logique et le mécanisme suffisent à produire non pas seulement des *séries* isolées, mais des systèmes liés de mouvemens.

— Mais, ajoute M. Lachelier (et c'est là son second argument), ce qui est merveilleux dans la nature n'est pas seulement l'existence des systèmes de mouvemens, c'est surtout la *stabilité* de ces systèmes, qui ramène toujours des mêmes combinaisons de mouvemens ; le *même*, l'*identique*, le *semblable*, conséquemment le régulier, voilà ce qui exige des causes finales. Le principe du déterminisme et du mécanisme, à lui seul, nous apprend bien que les mêmes phénomènes se reproduiront *si* les mêmes conditions se reproduisent ; mais, quand nous induisons, nous allons plus loin : nous comptons *qu'en fait* les mêmes conditions se trouveront réalisées. En d'autres termes, nous affirmons la stabilité de l'ordre dans la nature ; et nous affirmons non pas seulement la constance des *moyens* mécaniques qui ont

(1) *Du Fondement de l'induction*, p. 16.

pour résultats les formes des objets, mais celle des *résultats* mêmes. Or, pour que la liaison des choses « puisse être considérée comme *constante,* il ne suffit pas évidemment que le mouvement continue à obéir aux mêmes lois : car le rôle de ces lois se borne à *subordonner* chaque mouvement à un précédent et ne s'étend pas jusqu'à *coordonner* entre elles plusieurs séries de mouvemens... La loi des causes finales est donc un élément, et même l'élément caractéristique, du principe de l'induction (1). » — Telle est l'idée essentielle sur laquelle repose toute la thèse de M. Lachelier. A vrai dire, nous craignons que cette idée, quelque spécieuse qu'elle paraisse, ne soit en réalité ruineuse. La loi des causes efficientes, ou, si l'on préfère, celle de raison suffisante, est assez pour expliquer la persistance, l'identité, l'uniformité. En effet, par cela même que rien ne se produit ou ne s'anéantit sans une raison ou sans une cause, il suffit que quelque chose soit et nous soit donné dans l'expérience pour que nous attendions *a priori* la persistance et l'identité de cette chose. Supposer sans raison que ce qui est va cesser d'être, c'est supposer sans raison l'intervention de quelque nouvelle cause destructrice ou plutôt modificatrice ; donc le fait, une fois existant, subsiste pour nous tant que nous ne sommes pas autorisés à faire intervenir une autre cause qui le modifie. Nous croyons tellement à la persistance que, même sous le changement, nous la cherchons encore, en cherchant dans ce qui était déjà implicitement la cause de ce qui se manifeste explicitement. La persistance de la force et la persistance du mouvement sont donc des déductions ou plutôt des traductions diverses du principe de causalité. Ce qui est difficile à expliquer et ce qui nous étonne, ce n'est pas la persistance et l'identité, c'est le changement, que nous essayons pour cela même de subordonner à l'identité en l'expliquant par quelque cause.

Quant à l'induction, que M. Lachelier veut fonder sur les causes finales et l'esthétique, elle se réduit à l'attente des mêmes effets nécessaires en l'absence de causes modificatrices à nous connues ; attente à la fois mécanique et rationnelle, fondée sur l'identité des raisons. Un mouvement a lieu, donc il a une raison d'être, puisqu'il est ; d'autre part, il n'a aucune raison à moi connue de ne pas être ; donc je m'attends à ce qu'il continue d'être jusqu'à ce que l'expérience vienne m'apprendre l'intervention d'une cause nouvelle. Tout mouvement dans une direction suppose, au point de vue mécanique, un excédent de force chez le mobile par rapport aux résistances extérieures ; cet excédent, ne pouvant s'anéantir, est cause d'un nouveau mouvement dans la même direction. De là les théorèmes

(1) Page 78.

fondamentaux de la mécanique. De là en particulier la loi générale qui préside à la direction des mouvemens et leur fait suivre la ligne de la moindre résistance, seule ligne qui, répétons-le, soit possible en réalité, puisque c'est la seule dans laquelle la force du mobile se trouve en excès sur les résistances, comme la balle qui glisse entre les parois du fusil. L'induction, au point de vue du mécanisme cérébral, n'est elle-même que la persistance d'un mouvement commencé dans le cerveau selon la ligne de la plus faible résistance. En effet, par cela même que j'ai conçu une première fois un fait, par exemple la flamme et la brûlure, il s'est établi dans mon cerveau un courant nerveux qui a suivi une certaine ligne; cette ligne déjà frayée se trouve plus facile; c'est donc par là que les courans nerveux tendent à se diriger; donc, par cela même que j'ai conçu une chose une première fois, il m'est plus facile de la concevoir une seconde, plus facile de la concevoir continuée que de la concevoir supprimée. Cette tendance est la face mécanique du phénomène psychologique appelé attente. En un mot, mouvement continué au dehors, mouvement continué dans le cerveau, tendance, attente, persistance des raisons, identité, induction, c'est une seule et même chose. Après avoir dit qu'un objet est, nous éprouvons une résistance invincible à dire qu'en même temps il n'est pas, parce que le courant nerveux qui a lieu dans une direction n'a pas lieu en même temps dans une direction contraire : de là l'axiome d'identité ; et nous éprouvons une résistance à dire que la chose qui est cesse d'être, parce que cette assertion suppose un nouveau courant et une nouvelle ligne tracée dans le cerveau, autrement dit une nouvelle cause; de là l'axiome de causalité et l'induction, qui se ramènent physiologiquement à la loi des mouvemens réflexes, comme nous essaierons de le montrer ailleurs. Quant aux causes finales et à l'esthétique, elles n'ont jusqu'ici rien à voir dans ce mécanisme à la fois matériel et intellectuel.

M. Lachelier insistera peut-être en disant : — Vous montrez bien que la série de mouvemens commencée tend à se prolonger hors de nous et dans notre cerveau, que cette prolongation entraîne une certaine constance et autorise une certaine induction du passé à l'avenir; mais des séries qui se *prolongent* ne forment pas encore des *systèmes* véritables, comme ceux que l'induction scientifique admet dans le monde. — Nous ferons à cette objection une réponse radicale, en contestant cette distinction des *séries* et des *systèmes* sur laquelle M. Lachelier a construit tout son édifice. Une série est déjà un système dans lequel on considère un mouvement isolé et les différens points qu'il occupe. De plus, il suffit de supposer plusieurs mouvemens coexistans pour avoir un *système* proprement dit, un mouvement composé ou combiné qui offrira

un ordre régulier ou harmonique. M. Lachelier raisonne comme si un mouvement pouvait être seul ou était effectivement seul dans la nature; en réalité, il y a simultanéité d'objets en mouvement, puisque tout mouvement a lieu dans un milieu et y engendre des mouvemens simultanés en tous sens. Or cela suffit pour produire tous les prodiges de formes harmonieuses qui étonnent les esthéticiens. En effet, par cela même qu'il y a simultanéité de mouvemens, il y a des résistances mutuelles, et par cela même qu'il y a des résistances mutuelles, il y a des résultantes qui affectent des formes régulières. M. Spencer a parfaitement démontré, selon nous, et c'est aussi l'avis de Tyndall, que tout mouvement qui rencontre un milieu résistant devient rythmique, c'est-à-dire ondulant et curviligne; tout mouvement réel est rythmique, parce que le mouvement abstrait est le seul qu'on puisse supposer isolé et sans milieu résistant. Le monde est comme un vaisseau qui vogue sur une mer ondoyante en se balançant avec les vagues; ses voiles ondulent, ses mâts frémissent, sous un vent soumis lui-même à un rythme analogue. Alors naissent toutes les figures géométriques; leurs harmonies proviennent des résistances réciproques et conséquemment l'accord naît du désaccord même. Telle encore la mêlée d'une bataille, contemplée du haut d'une montagne, pourrait sembler un concert de mouvemens fait pour charmer les yeux par ses lignes plus ou moins régulières. Approchez et vous retrouverez la lutte pour la vie, la mort et l'écrasement des faibles, le cri de détresse des vaincus, le cri de triomphe des vainqueurs. M. Lachelier s'accorde avec M. Ravaisson pour croire que la beauté « est le dernier mot des choses. » — « Sous les désordres, dit M. Ravaisson, et les antagonismes qui agitent cette surface où se passent les phénomènes, au fond, dans l'essentielle et éternelle vérité, tout est ordre, amour et harmonie. » Nous craignons plutôt que ce ne soit l'esthétique qui se joue à la surface des choses, même des choses dont l'horrible fait le fond. Deux monstres qui luttent et s'entre-dévorent sous les eaux produisent un tourbillon qui, à la surface et dans le lointain, se propage en belles ondes symétriques, pendant que Bernardin de Saint-Pierre, à la vue de ces courbes gracieuses, admire les harmonies de la nature et la bonté du Créateur.

Si le mécanisme suffit à expliquer et les *séries* et les *systèmes*, et les systèmes *réguliers* de mouvemens, nous ne saurions admettre le tableau tracé par M. Lachelier de la dissolution réservée à un monde qui, par hypothèse, serait soumis aux lois exclusives du mécanisme ou des causes efficientes, en un mot au monde naturalistes. Cette peinture du chaos mécanique, sous ses apparences de rigueur, nous semble une de ces fictions que l'imagination conçoit quand elle travaille sur le possible et le contingent, abstraction

faite de la réalité. « D'abord, dit M. Lachelier, rien n'assurerait la conservation des corps bruts, » qui sont un assemblage de corps plus petits, « car il n'y a *aucune raison*, à ne considérer que les lois générales du mouvement, pour que ces petits corps continuent à se grouper *dans le même ordre*, plutôt que de former des combinaisons nouvelles, ou même *de n'en plus former aucune*. » — Nous venons de voir au contraire que, par cela seul qu'une combinaison s'est produite, elle tend à persister ou à ne disparaître que par degrés, selon la loi de continuité et par l'intervention de causes nouvelles. Quant à croire que des corps animés de mouvemens simultanés puissent cesser de *former des combinaisons*, ce serait croire que des mouvemens selon les côtés du parallélogramme pourraient cesser de composer un mouvement selon la diagonale, si un artiste suprême ne se proposait pas de réaliser cette figure agréable à l'œil. « L'existence même des petits corps, continue M. Lachelier, serait à nos yeux aussi précaire que celle des grands; car ils ont sans doute des parties, puisqu'ils sont étendus, et la cohésion de ces parties ne peut s'expliquer que par un *concours* de mouvemens qui les poussent incessamment les uns vers les autres; ils ne sont donc à leur tour que des *systèmes* de mouvemens, que les lois mécaniques sont par elles-mêmes *indifférentes* à conserver ou à détruire. » Nous venons de voir encore que cette *indifférence* est contradictoire : le déterminisme des causes forme au contraire un réseau tellement serré qu'il n'admet de mouvemens *nouveaux* et de différences que selon le dessin préexistant de ses mailles. Quant au *concours* des mouvemens atomiques, il est une résultante inévitable des résistances et des luttes dont nous parlions tout à l'heure : c'est la forme ordonnée d'un désordre esthétique fondamental.

Enfin, ce que M. Lachelier nous dépeint comme le résultat le plus « monstrueux » d'un mécanisme non régi par la finalité, c'est l'impossibilité de subsister où seraient, selon lui, toutes les *espèces*, principalement les espèces *vivantes*. « Si le mécanisme seul régissait le monde, dit-il, nous n'aurions aucune raison de croire à la permanence des espèces vivantes. Nous pourrions supposer *indifféremment*, ou que chaque génération donnera naissance à une espèce nouvelle, ou qu'il ne naîtra plus que des monstres, ou que la vie disparaîtra entièrement de la terre. » — Outre que les espèces ne sont pas d'une permanence absolue, on peut remarquer de nouveau combien est inadmissible la supposition d'une *indifférence* mécanique qui existerait dans les conditions productrices des espèces actuellement vivantes; s'imaginer que les brebis vont engendrer des loups, les oiseaux des poissons, s'il n'y a pas un éternel artiste « qui veille, pour ainsi dire, au maintien des espèces, » est aussi contradictoire

que de croire qu'une pierre abandonnée en l'air va tout d'un coup s'élever au lieu de tomber vers son centre de gravitation, qu'une balance va pencher soudainement du côté du poids le plus faible, ou, d'une manière générale, qu'un mouvement déterminé dans une direction déterminée va s'arrêter sans cause déterminée. M. Lachelier, qui a admis le déterminisme mécanique comme une loi nécessaire de la pensée, nous semble donc se contredire en représentant le même déterminisme comme un *indéterminisme* d'où pourraient sortir au hasard toutes les formes. « Le monde d'Épicure, dit-il, avant la rencontre des atomes, ne nous offre qu'une faible idée du degré de *dissolution* où l'univers, en vertu de son propre *mécanisme*, pourrait être réduit *d'un instant à l'autre* ; on se représente encore des cubes ou des sphères tombant dans le vide, mais on ne se représente pas cette sorte de poussière infinitésimale, sans figure, sans couleur, sans propriété appréciable par une sensation quelconque. Une telle hypothèse nous paraît monstrueuse, et nous sommes persuadés que, lors même que telle ou telle loi particulière viendrait à se démentir, il subsisterait toujours une certaine *harmonie* entre les élémens de l'univers ; mais d'où le saurions-nous, si nous n'admettions pas *a priori* que cette harmonie est, en quelque sorte, *l'intérêt suprême* de la nature, et que les *causes* dont elle semble le résultat nécessaire ne sont que des *moyens* sagement concertés pour l'atteindre (1) ?» Les causes mécaniques sont plus que suffisantes, répondrons-nous, pour empêcher la réduction du monde en une poussière infinitésimale, ou même pour faire sortir le monde de cette poussière. Laplace n'a-t-il pas montré qu'une nébuleuse immense, sorte de poussière cosmique, formera nécessairement un système analogue à notre système stellaire? Conformément aux idées de Laplace, MM. Spencer et Darwin ont fait voir comment se produit dans la nature un triage mécanique qui aboutit à des formes régulières. C'est ce qu'on appelle la loi de ségrégation et de sélection. Lorsque vous placez au hasard dans un van des corps de poids différens, comme les grains de blé et les pailles, on démontre mathématiquement que les corps les plus légers s'envoleront et se disperseront au loin, que les corps moins légers iront tomber un peu plus près et se rassembler en amas plus ou moins serrés, enfin que les corps les plus lourds, ayant un surplus de force sur la résistance de l'air, demeureront réunis au fond du van. Il est inutile de supposer ici un plan de distribution et de ségrégation concerté d'avance. Au lieu d'être un éternel artiste, la nature n'est qu'un éternel vanneur qui, agitant toutes choses en tous les sens, produit mécaniquement l'assemblage et le concours des choses homogènes, la séparation et

(1) Page 80.

l'éloignement des choses hétérogènes. C'est la même opération mécanique qui, au souffle d'automne, sépare les feuilles mortes des feuilles encore résistantes et les rassemble en monceaux divers, de diverses nuances, selon la diversité de leur poids et de leur résistance. En un mot, toute force *uniforme*, par exemple le vent, qui agit sur des effets *différemment* résistans, non-seulement les sépare mais, après les avoir séparés, les rassemble en groupes définis et homogènes. Que sur les couches supérieures d'une atmosphère humide viennent à tomber les rayons de la lumière solaire, qui n'est qu'un composé hétérogène d'ondulations de diverses amplitudes, aussitôt ces différentes ondulations se séparent et se distribuent en faisceaux de même couleur, qui viennent s'épanouir en arc-en-ciel; il n'y a pourtant ni géomètre pour tracer cet arc parfait, ni peintre pour le colorer de nuances disposées dans un ordre fixe, ni magicien complaisant pour se proposer de charmer nos regards par le spectacle d'Iris; on en peut dire autant de toutes les formes régulières. Rien de plus régulier et de plus mécaniquement nécessaire, et en même temps rien de plus gracieux que la ligne spirale décrite par un corps qui subit la résistance d'un milieu; par exemple, une bulle qui s'élève rapidement dans l'eau y décrit une spirale, et de même un corps de moyenne densité qui y tombe. Il y a des spirales dans les nébuleuses comme il y a des spirales de feuilles autour de la tige d'une plante; les êtres animés affectent souvent une disposition analogue; or les géomètres ont démontré que c'est alors la ligne de la moindre résistance. Les formes organiques elles-mêmes sont le résultat fatal du mouvement selon cette ligne, qui est au fond la ligne de l'unique possibilité. Nous n'avons donc aucune raison pour croire qu'il y ait une géométrie ou une esthétique innées aux êtres vivans. La permanence relative et la variation également relative des espèces s'expliquent par la même loi de ségrégation et de sélection. Huxley compare justement l'action de la nature, telle que Darwin nous la montre, à l'action d'un crible qui, laissant passer les corps trop petits et retenant les corps plus gros, opère ainsi un triage tout mécanique.

En résumé, la pensée n'a point besoin, ni pour subsister, ni pour s'expliquer le monde et son ordre stable, de compléter le principe de causalité par celui de finalité universelle : le premier est complet à lui seul et adéquat au « système » des mouvemens de l'univers. Il entraîne, en effet, ce corollaire que les mêmes raisons ou causes déterminent les mêmes effets, puisque la différence serait sans cause; or, en vertu de ce corollaire, il est inévitable que des effets semblables et des formes semblables se reproduisent dans l'univers, puisqu'il y a en toutes choses du *même*, du *semblable*, de l'*analogue*. Aussi Aristote avait-il raison de répondre à Platon que, pour

expliquer les types et les espèces dans la nature, il est inutile de recourir à des idées ou modèles de beauté imités par la nature comme par un artiste. *Le semblable engendre naturellement le semblable*. La génération n'est qu'une division de l'être qui engendre et d'où se détache une portion de lui-même nécessairement analogue à lui-même. L'*idéal* d'une espèce vivante n'est que l'expression abstraite et logique de ses conditions d'existence; la prétendue *idée directrice* de Claude Bernard, invoquée par M. Lachelier, est encore une formule détournée de la causalité et de la nécessité. Quant à la « cause finale » des péripatéticiens, qui meut le monde par sa beauté, elle n'est pas mieux justifiée que la cause exemplaire de Platon, dont elle n'est que la reproduction déguisée. C'est par la logique même du mécanisme que le semblable vient du semblable, dont il est le prolongement. Ainsi, au fond, régularité, c'est nécessité, c'est le contraire de la finalité, et surtout de la finalité libre.

IV.

Ce que nous avons dit sur l'apparence intentionnelle et sur le fond tout mécanique des harmonies de la nature, nous montre la conclusion à laquelle il faut s'arrêter sur l'objectivité du beau. Supprimons la sensibilité et la pensée, que restera-t-il de beau dans l'univers? Où est le beau en soi rêvé par Platon? Où est la beauté suprême et divine dont la nature, selon Aristote, est amoureuse? Elle se réduit pour la science moderne à la nécessité mathématique.

Sans doute Aristote avait raison, comme M. Ravaisson le remarque, de nier que « les mathématiques n'eussent absolument rien de commun avec l'idée du bien et du beau. » L'ordre, la proportion, la symétrie, ajoutait-il, « ne sont-ce pas de très grandes formes de beauté? » Mais, nous l'avons vu, si on a le droit de dire que la symétrie mathématique est un principe de beauté, de bien, de plaisir chez les êtres sentans, une fois qu'ils existent, on n'a pas le droit de dire inversement que la beauté et le bien même soient le principe de la symétrie mathématique. Les métaphysiciens de la beauté confondent encore ici l'effet avec la cause. Pourquoi la symétrie nous semble-t-elle belle et bonne? C'est qu'elle est la forme nécessaire du mécanisme géométrique, et que l'appropriation de notre sensibilité comme de notre intelligence à l'univers devait nous faire un plaisir intellectuel et un besoin intellectuel de tout ce qui est rythmé, coordonné, régulier comme le milieu en dehors duquel nous ne saurions vivre. On l'a vu, c'est une loi du mécanisme même qui veut que les voies déjà ouvertes et frayées soient

plus faciles à suivre, que le ruisseau coule plus facilement dans un lit déjà creusé, sur une pente qui est une aide et non un obstacle ; or, c'est aussi une loi du mécanisme sensible qui veut que l'activité déployée avec moins d'obstacles produise plus de plaisir. Si donc le ruisseau était sensible, il trouverait plus agréable, meilleur et plus beau un lit régulièrement creusé selon une pente également régulière; il se plairait aux formes géométriques qui lui permettent de couler le plus mollement vers le fleuve et vers la mer. Tels aussi nous sommes. Les formes de la géométrie et de la mécanique, qui se ramènent à la loi de la moindre dépense, c'est-à-dire à la conservation de la force, se sont si souvent imprimées dans notre cerveau qu'elles y ont creusé des lits tout préparés pour les recevoir : nous les percevons sans effort, conséquemment avec plaisir; nous les suivons aussi avec la même facilité et le même charme, comme une pente pour notre activité; de là vient que nous les trouvons belles, que nous les trouvons bonnes. Chaque être préfère ce qui est le moins éloigné de ses conditions d'existence, ce qui lui demande le moins d'effort.

L'amour esthétique de la ligne droite et de la ligne courbe est au fond l'amour de la conservation : ce sont en effet, comme on sait, les lignes qui permettent la plus grande conservation de force et la moindre dépense; ce sont des lignes économiques. Et qu'est-ce que la vie, sinon une force à conserver? Qu'est-ce que le plaisir, sinon le sentiment de la vie? La beauté géométrique n'est donc au fond que l'utilité pour la force et pour la vie : elle est la plus radicale et la plus profonde des utilités ou, pour mieux dire, des nécessités. La quantité de force est invariable, nous l'avons vu, parce qu'il n'y a point d'effet sans cause; ce que l'un gagne, l'autre le perd; donc les lignes qui permettent la plus grande exertion de force avec la moindre perte seront à la fois les plus nécessaires, les plus utiles, les plus belles et les meilleures. « Dans la physique, dit M. Ravaisson, les lois les plus importantes sont sorties de l'usage de ces hypothèses plus ou moins avouées : que tout se fait, autant que possible, par les voies les plus courtes, par les moyens les plus simples; qu'il se dépense le moins possible de force et se produit toujours le maximum d'effet; toutes variantes d'une règle générale de sagesse. » — Oui, de sagesse au service de la paresse, qui elle-même est au service de la jouissance, de la vie, de la force, conséquemment de la nécessité. Traduisez la géométrie mécanique dans le langage de la sensibilité, vous remplacerez la ligne de la moindre résistance par la ligne de la moindre peine, le maximum d'effet par le maximum de plaisir, le plus court chemin d'un point à un autre par le plus agréable chemin, la simplicité des voies par leur facilité, la

symétrie par l'équilibre le plus commode, le parallélogramme des forces par le parallélogramme des désirs, la résultante en diagonale par la moyenne des intérêts, l'ordre par la plus grande coexistence de satisfactions possibles, l'harmonie par la mutualité des services et conséquemment des jouissances. En un mot, la beauté des formes mathématiques est un symbole du bonheur. De là vient que nous répandons sur les dessins de l'éternelle géométrie un reflet de notre sensibilité et de notre activité, qui change les formules de la nécessité en formules du bonheur et de l'amour. Ce n'est donc pas la beauté, encore moins « la plus parfaite et la plus divine, » qui paraît être le vrai secret du monde; c'est plutôt, semble-t-il, le besoin de persévérer dans l'être et dans ce sentiment intime de l'être qui est la joie.

Allons plus loin et demandons-nous si la prétendue perfection des formes, principalement des formes géométriques, n'est pas au fond une réelle imperfection, quand on la considère indépendamment du plaisir qu'elle nous procure. La simplicité, la pureté, l'exactitude, la régularité des formes géométriques viennent en réalité de ce qu'elles sont abstraites, c'est-à-dire incomplètes. L'insuffisance de notre vue nous fait apercevoir dans la nature des lignes *sensiblement* droites, des cercles sensiblement ronds, comme celui de la pleine lune ou du soleil, des surfaces sensiblement planes, comme celle de la mer qui, vue de près, paraît sillonnée et, vue de loin, s'aplanit. Toute vue incomplète des choses est une *simplification* et une *généralisation* de ces choses, où l'accident particulier disparaît; c'est une sorte d'abstraction naturelle. En même temps, c'est un perfectionnement géométrique : les lignes se redressent, les courbes plus ou moins brisées s'adoucissent, les surfaces s'aplanissent, les solides prennent des formes plus simples et plus régulières. Le perfectionnement géométrique est donc en réalité un appauvrissement du réel, une réduction à l'esquisse, au squelette, à la silhoutte élémentaire.

La perfection des formes mathématiques, résultant de l'élimination des propriétés relativement accidentelles, est, comme on l'a fort bien dit, un caractère négatif et non positif; car élimination, c'est négation. « Une droite n'est autre chose que la trajectoire d'un mobile qui va d'un point vers un autre et vers cet autre *seulement;* l'équilibre n'est que l'état où se trouve un corps lorsque la résultante des forces qui le sollicitent est nulle... Est-il donc si évident que les figures géométriques soient supérieures à la réalité (1)? » On ne saurait mieux dire; mais le raisonnement de M. Boutroux

(1) Boutroux, *la Contingence des lois de la nature*, p. 55.

n'est-il pas, contre son intention, le renversement de toute sa doctrine sur la finalité esthétique et l'art de la nature, doctrine analogue à celle de MM. Ravaisson et Lachelier? Si les perfections formelles ne sont en réalité que des imperfections agréables pour nous, au lieu d'y voir le résultat d'une puissance poursuivant le beau, il y faut voir plutôt des impuissances, des forces contre-balancées et mutuellement réduites à l'équilibre, en un mot des nécessités. Nous en revenons alors à dire que, si la pureté et la régularité des formes mathématiques nous plaisent, bien qu'elles soient des qualités négatives, c'est uniquement parce qu'elles simplifient le travail de notre pensée ou de nos yeux pour les embrasser, et ce besoin de simplification tient lui-même à notre impuissance.

A force de se façonner aux conditions de l'existence universelle et à celles de notre propre existence, notre cerveau finit par prendre les empreintes qu'il reçoit pour des idées qui auraient guidé un artiste. Bien plus, comme rien ne peut entrer en lui que selon les voies qui y ont été ouvertes et selon les lignes déjà tracées de sa structure, il finit par retrouver sa structure propre en toutes choses et par s'imaginer que la nature prévoit comme il prévoit, comprend comme il comprend, aime le beau comme il l'aime, poursuit l'idéal qu'il poursuit. Les partisans de la finalité esthétique, déçus par cette illusion instinctive, ressemblent à quelqu'un qui, regardant à travers un kaléidoscope et s'émerveillant de la régularité toujours symétrique des figures, prendrait les jeux du hasard et de la nécessité pour les jeux de l'art et de l'amour. Quoi de merveilleux, pourtant, à ce que toutes les images soient symétriques et forment, par exemple, des étoiles à plusieurs rayons, si l'instrument contient des miroirs qui se renvoient la lumière sous des angles déterminés? Quoi de merveilleux aussi à ce que tout dans la nature nous paraisse régulier et ordonné, si nos miroirs intellectuels sont en une relation constante avec les choses mêmes? Enfin, comment ne serions-nous pas tentés de prendre les harmonies des choses avec notre intelligence et avec notre sensibilité pour des fins prévues et voulues, quoiqu'elles ne soient que les résultats nécessaires des actions de l'univers sur nous et de notre accommodation à l'univers? Ainsi, à l'extrémité de l'instrument intérieur qui reflète régulièrement les formes mouvantes des choses, nous croyons apercevoir, comme une vision sublime, « le ciel des idées. » A vrai dire, il n'existe que dans notre pensée, et c'est en nous seulement, puis, par notre intermédiaire, autour de nous, qu'il peut se réaliser.

ALFRED FOUILLÉE.

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES

L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG

V[1].

L'ATTITUDE DES PUISSANCES. — LA MISSION DU COMTE DE TAUFFKIRCHEN. LE COMTE DE BISMARCK ET SES DÉTRACTEURS.

X. — L'ATTITUDE DES PUISSANCES.

La diplomatie ne restait pas inactive. A Paris, sa tâche était aisée; la modération l'avait emporté dans les conseils de l'empereur sur les sentimens indignés. Mais, à Berlin, les passions étaient loin de se calmer; les colères froides sont les plus intraitables. Il s'agissait de trouver une formule qui permît de concilier la dignité de la France avec les susceptibilités militaires de la Prusse. Le gouvernement impérial se montrait sage et d'humeur accommodante. Il n'exigeait plus du roi des Pays-Bas l'exécution immédiate de ses engagemens, il se contentait de maintenir ses droits sans les affirmer publiquement, il laissait la cession en suspens et se bornait à réclamer l'évacuation.

Le gouvernement prussien, au contraire, non-seulement contestait la cession, mais il fondait son droit de garnison sur les traités de 1815 et 1856, et déclarait que ses troupes ne sortiraient pas de

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre, du 1er octobre, du 15 octobre et du 1er novembre.

la citadelle. Le roi Guillaume avait dit au roi grand-duc, dans son télégramme du 28 mars, qu'avant de se prononcer, il aurait à consulter les puissances signataires de 1839. M. de Bismarck, devant le parlement, avait aggravé cette déclaration en ajoutant de son chef à cette réserve deux conditions de plus : il faisait dépendre la cession et l'évacuation de l'avis de ses confédérés, et du sentiment allemand, dont le Reichstag, disait-il, était l'organe autorisé. Il pouvait donc, à sa guise, faire avorter les efforts de la diplomatie, il lui suffisait de peser sur les cours allemandes et d'exciter les passions nationales. Il avait de plus la Russie dans son jeu ; elle pouvait, par son inertie, entraver les efforts que tentaient l'Autriche et l'Angleterre.

Le prince Gortchakof, qu'on a appelé un ministre du XVIIIe siècle égaré dans la politique de l'électricité, se complaisait, au commencement de 1867, dans le rôle des Célimènes. Il ne décourageait personne. Il agréait à la fois les déclarations de la Prusse et celles de la France. Toutefois, il marquait des préférences ; il affirmait, il exagérait même son intimité avec Berlin (1), mais il laissait entendre à Paris, par M. de Budberg, qu'en politique il n'est pas de liens indissolubles, et qu'en matière d'alliance, le succès est en général au plus offrant. En affectant pour la Prusse des tendresses particulières, il attisait nos jalousies, il excitait nos craintes et stimulait nos appétits. C'est ce qu'on a appelé un jour, en termes un peu risqués, la politique des cantharides. Il essaya d'y revenir plus tard après les fâcheuses expériences du congrès de Berlin ; il espérait qu'en affectant pour la France une sollicitude passionnée, il inquiéterait la Prusse et la ramènerait à ses premières amours. M. de Bismarck était volage ; déjà son inconstance l'avait poussé vers l'Autriche.

Mais, au mois de mars 1867, le prince Gortchakof était courtisé à la fois par le prince de Reuss et le baron de Talleyrand. C'était le prince de Reuss qui tenait la corde. Il était à Saint-Pétersbourg, comme il l'avait été en d'autres temps à Paris, le diplomate chéri de la cour. Sa situation était privilégiée. Il voyait l'empereur dans l'intimité, il était admis aux petits soupers de la princesse Dolgorouki. Il puisait ses renseignemens aux sources les plus intimes et les plus autorisées. On ne lui laissait rien ignorer de ce qui se disait et se faisait à Paris. C'est par lui que le comte de Bismarck avait appris que nos négociations avec le gouvernement hollandais étaient ouvertes. Ce fut lui aussi qui, à notre grand déplaisir, étonna la cour de Russie en lui apprenant, dès le 3 avril, que le Luxembourg nous était refusé à La Haye, à l'heure même où M. de Talleyrand

(1) Lettre du baron de Talleyrand. « Le vice-chancelier veut à tout prix bien vivre avec Berlin ; il s'applique en toute occasion à faire croire à une intimité plus grande que ne l'admet la légation du roi Guillaume à Pétersbourg. »

venait d'annoncer au prince Gortchakof, en vertu de ses instructions, que tout était conclu et que la France ne reculerait pas.

On raconte qu'un ministre des affaires étrangères, jaloux de ses prérogatives, en entendant à un bal de la cour sa souveraine s'expliquer librement sur les événemens du jour avec le chargé d'affaires d'un gouvernement allié, se permit de lui faire observer à voix basse, dans les termes les plus respectueux, le danger de s'engager dans des entretiens politiques avec des agens étrangers. La souveraine, dont ni le cœur ni l'esprit élevé ne soupçonnaient le mal, se retourna vivement vers le diplomate qui s'était effacé et lui dit à brûle-pourpoint : « Est-il vrai que vous rapportez toutes mes paroles à votre cour? »

L'envoyé perdit contenance, il ne trouva pas de réponse; le ministre intervint et répondit pour lui : « Un diplomate n'aurait pas de la situation de Votre Majesté une idée assez haute, et il manquerait à tous ses devoirs envers son gouvernement s'il ne lui rapportait pas fidèlement tout ce qu'elle daigne lui dire. »

Je ne sais si le prince de Reuss a joué un rôle dans cette aventure, mais toujours est-il qu'à la cour de Russie on s'exprimait devant lui avec une entière liberté sur les événemens du jour et que son gouvernement savait par le menu ce qui se disait entre Paris et Saint-Pétersbourg.

M. de Moustier joignait à une grande circonspection beaucoup de méfiance. Il prétendait qu'il s'était formé à la diplomatie en traitant avec les paysans franc-comtois, qui, disait-il, ne se livraient pas aisément. Il écoutait volontiers M. de Budberg se plaindre des tendances et des procédés de la Prusse; il était ravi d'apprendre qu'à Pétersbourg on n'était pas toujours satisfait de Berlin, mais il ne lui convenait pas, tant qu'il traitait avec M. de Bismarck, de médire d'un futur allié. Il répondait Turquie quand l'ambassadeur lui parlait Allemagne. C'est à Constantinople, en intervenant en faveur des chrétiens, dont le vice-chancelier parlait avec componction, qu'il espérait se raccorder avec la Russie et jeter les bases d'une entente. Mais lorsqu'il s'aperçut qu'à Berlin, on cherchait plutôt à se dégager qu'à se lier, il jugea qu'il était temps de pressentir le prince Gortchakof et de l'amener adroitement à nous laisser lire dans les replis de son cœur.

« Nous comprenons, écrivait-il à la date du 8 février au baron de Talleyrand, que le prince Gortchakof nous demande des confidences; mais ne pourrait-il pas nous aider un peu à les faire en nous disant quels sont au juste ses engagemens et quelles objections les combinaisons qui pourraient se produire soulèveraient de sa part? Tâchez de le faire causer à fond. La situation de l'Allemagne est-elle de nature à le rapprocher de la France et doit-elle être envisagée de

même par les deux puissances? Budberg, sans y être provoqué, l'affirme. La Prusse s'est empressée de nous faire savoir qu'elle adhérait à la proposition que nous avions faite à Pétersbourg au sujet de la Turquie, et elle nous a déclaré qu'en toutes circonstances elle réglerait son pas sur le nôtre en Orient. Elle nous fait beaucoup valoir cet empressement et cette condescendance; mais certains symptômes nous permettent de supposer qu'elle a surtout le désir d'être agréable à la Russie. Il y a évidemment intimité entre Berlin et Pétersbourg; on parle même d'un accord formé. Je ne pose pas ces questions en prévision d'une situation tendue, moins encore d'un conflit entre la Prusse et nous. Notre désir est d'entretenir avec elle les meilleurs rapports, et si, pour maintenir un juste équilibre, il s'agissait d'un agrandissement, cet agrandissement ne s'effectuerait dans aucun cas au détriment du territoire allemand. Tâchez d'amener le prince Gortchakof à une confession générale; si elle est franche, la nôtre le sera aussi. »

Le baron de Talleyrand essaya de confesser le prince Gortchakof; il le fit en le prenant par son faible. Il lui parla de la Turquie et de la nécessité de la pousser dans la voie des réformes morales et matérielles, il s'attendrit sur le sort des Grecs et des Bulgares, il s'attaqua aussi à sa vertu en éveillant ses convoitises. Il parla du continent, de la situation de l'Allemagne depuis les derniers événemens et de remaniemens éventuels. Mais, dans de certains momens, dès qu'on parlait Allemagne et remaniemens, le vice-chancelier ne comprenait plus ou faisait semblant de ne pas comprendre (1). Son entendement était capricieux.

« Eh quoi! s'écriait-il, vous me demandez ce que je pense de projets qui ne sont pas arrêtés dans votre pensée, vous me demandez de procéder par voie de suppositions? Franchement, c'est vouloir renverser les rôles. Ce n'est pas à moi qu'il appartient d'entrer dans le domaine des hypothèses; je risquerais de vous inspirer des idées ou des projets que peut-être vous n'avez pas conçus. Vous me dites que vos rapports avec la Prusse sont bons, et comme vous entendez respecter le territoire allemand, que vous n'avez rien à demander ni à l'Italie ni à la Suisse, vous m'autorisez à croire que c'est à l'Ibérie que vous songez. »

M. de Talleyrand était au pied du mur. Le vice-chancelier avait passé tous nos voisins en revue, il n'en avait oublié qu'un seul, et c'était précisément celui qui nous intéressait particulièrement. L'am-

(1) Lettre du baron de Talleyrand. « Le moindre symptôme d'un rapprochement entre Paris et Berlin éveille ici des inquiétudes et des jalousies. Le prince Gortchakof se défend mal de ces sentimens dès que je fais sonner un peu haut nos bons rapports avec la cour de Prusse; il a toujours dans ces momens un mot piquant à l'adresse de M. de Bismarck ou sur le crédit de M. de Goltz aux Tuileries. »

bassadeur se refusait à le nommer, mais il parla du Luxembourg et de ses environs. « Ah! si ce n'est que cela, interrompit avec candeur le ministre, que ne vous expliquez-vous! Voyons, ajouta-t-il, dites-moi ce que vous désirez, je vous répondrai amicalement et, si je le puis, affirmativement; sinon laissons tomber l'entretien. »

Le baron de Talleyrand laissa tomber l'entretien; ce fut le ministre qui le reprit. Il révéla les passions qui couvaient au fond de son cœur. « Il y a des changemens en Europe, dit-il, que nous regarderions avec calme; mais il en est que nous ne laisserions pas s'accomplir, celui de l'annexion à l'Autriche des provinces slaves de l'empire ottoman. Nous ne demandons rien pour nous, mais *jamais* nous n'accorderons rien à l'Autriche de ce côté. »

Le prince Gortchakof croyait du reste aussi peu que M. de Bismarck au relèvement de l'Autriche. Son ambassadeur à Vienne le mettait en joie; il lui envoyait sur l'état des choses les plus sinistres appréciations. Aussi disait-il à qui voulait l'entendre « que la Turquie et l'Autriche étaient deux vieilles maisons accotées qui craquaient et ne se soutenaient que l'une par l'autre. »

En somme, la démarche de M. de Moustier n'avait rien produit. Le prince Gortchakof avait interverti les rôles; de confesseurs il nous avait faits pénitens.

Do ut des, telle était la maxime du vice-chancelier, et ce qu'il désirait, la France ne pouvait pas le lui donner. Il entendait être relevé du traité de Paris, qu'il appelait sa tunique de Nessus. C'était son idée fixe, le terrain sur lequel déjà il s'était concerté avec la Prusse. M. de Bismarck connaissait sa corde sensible, il l'avait fait vibrer lorsqu'au sortir de Nikolsbourg, il envoyait le général de Manteuffel à Pétersbourg.

Tels étaient les rapports entre la France et la Russie au moment où surgissait au parlement du Nord la question du Luxembourg.

Le prince Gortchakof avait « flirté » avec le cabinet des Tuileries; il s'était plu à reconnaître sa correction sympathique dans les affaires orientales; il avait approuvé, dans un entretien récent avec M. de Talleyrand, « le langage encourageant » que M. de Budberg tenait à M. de Moustier. Nous étions mal engagés dans une aventure périlleuse; l'occasion s'offrait à lui de se souvenir des efforts généreux de l'empereur Napoléon au congrès de Paris pour ménager l'amour-propre de la Russie et la relever de ses défaites. Il n'avait qu'un mot énergique à dire à Berlin, qu'à s'associer à l'Autriche et à l'Angleterre pour conjurer le danger dont nous étions menacés. Il ne répondit à nos sollicitations que par des fins de non-recevoir, où l'ironie se mêlait au ressentiment. Il déplorait que la question du Luxembourg eût été soulevée, l'irritation de l'Allemagne lui faisait prévoir une explosion; il se garderait bien de souffler le feu, mai

il éviterait de donner des conseils à Berlin, ils seraient intempestifs et inefficaces. Il n'admettait pas que nos difficultés intérieures, que l'ambassadeur attribuait au mécontentement laissé par les événemens de 1866, pussent servir d'argumens en diplomatie; mais en revanche il se préoccupait de l'existence politique et de l'œuvre de M. de Bismarck : il craignait qu'elles ne fussent en péril. D'ailleurs il lui était difficile de contester un traité invoqué par la Prusse, dont la Russie était cosignataire. « Pourquoi, disait-il en faisant une allusion peu déguisée au traité de Paris, deux poids et deux mesures? pourquoi maintenir certains traités et en abroger d'autres? Il serait bien plus simple de déclarer que les anciens traités n'existent plus; je serai le premier à m'en réjouir... Il est regrettable, ajoutait-il en récriminant, qu'après Sadowa votre souverain ait refusé de se joindre à l'empereur Alexandre; on aurait pu empêcher les annexions que vous déplorez tardivement. Mais, au lieu de vous y opposer, vous les avez consacrées par la circulaire La Valette, et c'est six mois après avoir donné quittance à M. de Bismarck que vous revenez sur votre approbation. Vous me permettrez de dire que la contradiction est flagrante et que le but que vous poursuivez ne mérite pas l'effort que vous y consacrez. » Ces réflexions étaient justes sans doute, mais elles étaient inopportunes et peu généreuses. Le vice-chancelier en aggravait encore l'amertume en annonçant au baron de Talleyrand qu'il ne pouvait plus être question du voyage de l'empereur Alexandre à Paris tant que notre différend avec la Prusse ne serait pas aplani. Il tenait le succès de l'exposition pour compromis; il laissait entendre que nous n'échapperions pas à la guerre.

Le prince Gortchakof se dégageait de la solidarité européenne; il ne proclamait pas ouvertement la politique de la main libre, mais de fait il la pratiquait.

La politique anglaise s'inspirait d'un tout autre esprit; elle se désintéressait des affaires du continent, mais elle ne marchandait pas son assistance à ceux qui s'efforçaient d'éviter une conflagration générale. Aussi lord Stanley, convaincu de notre modération, nous offrait-il ses bons offices en même temps qu'il résistait aux instances de l'ambassadeur de Prusse, qui cherchait à paralyser ses démarches et lui demandait de s'employer à La Haye pour amener le roi des Pays-Bas à se délier de ses engagemens. Il nous soumettait différentes combinaisons, susceptibles d'être agréées par une conférence européenne. Il nous proposait soit de céder le Luxembourg à la Belgique après le démantèlement de la place, soit de le laisser à la Hollande avec l'engagement de ne le céder à aucune autre puissance. Il proposait aussi de raser la citadelle et de consulter les populations pour savoir à qui elles désiraient appartenir.

Les solutions ne manquaient pas, il s'en produisait de tous les côtés;

le difficile était de les faire accepter à la Prusse, toujours hargneuse et menaçante. M. de Beust avait la sienne; elle consistait à rattacher le Luxembourg à la Belgique, qui, en échange de cet accroissement, cédait le duché de Bouillon, Philippeville et Marienbourg à la France. Toutes ces propositions étaient présentées successivement à tous les cabinets intéressés; elles se croisaient, soulevaient des objections et amenaient en face d'un danger pressant des pertes de temps considérables. Le gouvernement impérial les avait toutes examinées et pesées; l'idée de consulter les populations luxembourgeoises souriait à l'empereur, mais il reculait devant le démantèlement : il craignait un froissement considérable de l'opinion en France s'il acquérait le grand-duché ainsi décapité. La cession à la Hollande rendait la position du grand-duché précaire; elle ne le garantissait que médiocrement contre les secrètes convoitises de la Prusse, et cependant c'était la combinaison qui, dans le conseil des ministres, avait soulevé le moins d'objections : elle avait l'avantage de respecter l'œuvre de Vauban.

M. de Moustier, personnellement, inclinait vers l'idée suggérée par M. de Beust : l'annexion du Luxembourg à la Belgique; il croyait qu'on pourrait s'en faire un mérite aux yeux de l'Angleterre et en tirer des avantages, ne fût-ce qu'une union douanière. « Que la Belgique s'annexe le Luxembourg, me disait un diplomate étranger peu scrupuleux, et la France s'annexera le tout. » Mais, au fond, ces offres de remaniement de frontières répugnaient au gouvernement impérial; le Luxembourg lui échappant, l'évacuation de la forteresse lui suffisait. « Je refuse, disait l'empereur au prince de Metternich, je ne veux pas qu'on dise que c'est l'esprit d'agrandissement qui m'inspire. » D'ailleurs le roi Léopold, qui a hérité de la sagesse de son père, ne se souciait pas d'un cadeau qu'il tenait pour dangereux. Il craignait que la France ne se souvînt un jour, lorsqu'elle serait en mesure de se souvenir, que la Belgique, dans une heure difficile, lui avait soufflé une province déjà acquise. Il se rappelait la fable de *l'Huître et les Plaideurs*, mais il en tirait une moralité bien différente de celle de La Fontaine. Peut-être aussi savait-il, — par sa diplomatie toujours des mieux renseignées, — que la proposition suggérée par le comte de Beust déplaisait à la cour de Prusse, bien qu'ostensiblement elle l'eût accueillie sans objections. Les mobiles sont souvent multiples et parfois contradictoires, rien n'est plus délicat que de les scruter et de les préciser. Le gouvernement belge ne paraissait pas aussi prévoyant que son roi, car le comte de Guitaut, notre ministre à Bruxelles, écrivait alors : « Il est certain que la réunion du Luxembourg à la Belgique comblerait les vœux de M. Rogier. Il voudrait rendre la France favorable à ce

projet. » Il est vrai que le gouvernement belge rêvait une donation à titre gratuit; il lui répugnait de payer le grand-duché par une cession de territoire.

Un instant, on put réellement croire que la proposition autrichienne entrait dans les convenances de M. de Bismarck. M. de Metternich affirmait qu'il aurait dit à M. de Wimpfen « que l'idée était heureuse et qu'il en savait gré à M. de Beust (1). » Mais le comte de Bernsdorf, qui à Londres jouait les Cassandre, donnait aussitôt un démenti à M. de Wimpfen. D'après lui, le propos prêté à son ministre n'était qu'une fable; il affirmait, au contraire, que jamais la Prusse n'évacuerait le Luxembourg (2). L'atmosphère de Berlin était décidément pernicieuse pour la diplomatie étrangère; elle y perdait ses facultés les plus précieuses, l'ouïe et la mémoire.

M. de Moustier était énervé, épuisé par tant d'efforts stériles. S'arrêter à des propositions, les discuter et les accepter pour les voir échouer, telle était sa tâche. Il ne pouvait que se compromettre à ces jeux fallacieux de la diplomatie. « Je redoute, télégraphiait-il au prince de La Tour d'Auvergne, à la date du 15 avril, que toutes ces propositions diverses qui se croisent n'amènent des complications. Aussi, en ce qui nous concerne, la question se résume-t-elle dans les termes suivans: « Le roi des Pays-Bas nous a fait une promesse de cession du Luxembourg. Nous ne pourrions y renoncer, dans l'intérêt de la paix de l'Europe, que si les puissances obtenaient de la Prusse l'évacuation de la forteresse. »

L'empereur, de son côté, faisait venir lord Cowley et le priait de réclamer, non plus les bons offices, mais la médiation de l'Angleterre. La France s'abritait de plus en plus derrière les puissances, elle les constituait arbitres de la paix et de la guerre.

M. de Moustier recommandait en même temps à M. Benedetti d'être plus circonspect que jamais et d'éviter toute démarche auprès de M. de Bismarck. « Nous devons, disait-il, garder une attitude expectante et aussi dilatoire que possible. Vous avez bien compris notre pensée, *qui est de ne céder à aucune provocation, quelle qu'elle soit,* et de rendre impossible au roi et au parti militaire qui le domine de trouver le prétexte de guerre qu'il semble vouloir chercher. »

La réserve de l'ambassadeur de France ne pouvait laisser M. de Bismarck insensible. Il s'en plaignait à M. de Goltz et disait qu'il voyait, dans cette attitude d'isolement à son égard, un caractère fâcheux de préméditation.

(1) Dépêche du comte de Wimpfen, 12 avril : « J'ai pu me convaincre que le comte de Bismarck y voyait un moyen de conciliation; l'idée lui a paru heureuse, il nous en sait gré. »

(2) Dépêche du comte Apponyi : « D'après une dépêche que le comte de Bernsdorf a communiquée à lord Stanley, la Prusse refuse décidément d'évacuer le Luxembourg. »

Le moment était critique. M. de Moustier crut devoir tenter un dernier effort à Pétersbourg. L'ambassadeur de Russie l'y encourageait, mais à sa façon, en lui demandant s'il ne croyait pas le moment venu d'aller de l'avant en Turquie : « Ce n'est pas l'Orient qui me préoccupe en ce moment, répondait M. de Moustier, c'est l'Occident. — Et cependant, ajoutait M. de Budberg, ce serait vous rendre un fier service que d'essayer de faire sortir du Luxembourg les Prussiens, qui n'ont pas la moindre envie de s'en aller. » M. de Moustier ne repoussait pas cette avance. « Essayez, » disait-il, mais il ne comptait en réalité que sur l'intervention de l'Angleterre et de l'Autriche.

On trouvait, à Paris, que le baron de Talleyrand n'apportait pas dans l'accomplissement de sa mission l'ardeur voulue, tant l'attitude du cabinet russe paraissait étrange après toutes les protestations qu'on avait échangées avec lui. On lui reprochait d'avoir négligé de remettre personnellement au tsar une lettre de l'empereur Napoléon au sujet de l'exposition universelle ; on s'était flatté qu'une audience nous vaudrait de précieuses assurances. « Pétersbourg, lui écrivait M. de Moustier, est un point bien important pour nous ; aucune précaution, aucune investigation, aucune explication ne saurait être superflue. Les rapports de la Russie avec la Prusse, dont chaque jour témoigne davantage l'existence, sont pour nous un sujet naturel de préoccupations. Il serait bien intéressant de remonter à leur origine, de les suivre dans leur développement et de mesurer leur portée. Le prince Gortchakof, en nous proposant de nous entendre sur la question d'Orient, nous a promis une attitude franchement sympathique pour nos intérêts en Occident. Cela s'accorde peu avec l'attitude apparente du cabinet de Pétersbourg dans ces derniers jours. Il semble plus près de donner raison à la Prusse qu'à nous, et cela avant même de connaître exactement de quoi il s'agit. »

M. de Talleyrand ne méritait pas ces observations. Il avait agi avec tact et mesure. Il connaissait son terrain ; il se voyait l'objet d'une froide réserve, tandis qu'on mettait de l'affectation à conférer avec le prince de Reuss ; il savait que l'impression de l'empereur Alexandre était mauvaise, qu'il nous blâmait en termes peu mesurés, et il ne se souciait pas d'exposer son gouvernement à des réponses désobligeantes.

On ne se rendait pas compte à Paris, où les portes des Tuileries étaient toujours grandes ouvertes, de la situation que le caractère de l'empereur et les traditions de la politique russe faisaient au corps diplomatique accrédité à Pétersbourg. L'empereur Alexandre, aimable et courtois quand on le voyait, ce qui était rare, vivait retiré, et aucun de ses familiers ne pouvait prétendre au rang de confident. Ce que savait le comte Schouwalof, le prince Gortchakof

l'ignorait; il en était de même du comte Adlerberg et du prince Gagarine. De là une méfiance inouïe entre tous ceux qui approchaient le souverain. La discrétion, le silence, étaient les conditions premières de la faveur. L'empereur tenait chacun à distance et ne permettait à aucune influence de se produire. Autour des diplomates étrangers, le cordon sanitaire était rigoureusement tendu; il était enguirlandé, mais solide. On ne leur refusait ni prévenances ni égards; on les hantait volontiers, mais jamais la familiarité n'engendrait la confiance. Dans ces conditions, il était difficile au baron de Talleyrand, bien qu'il eût de l'esprit de sa race, d'exercer grande action sur les décisions de la cour de Pétersbourg ni d'être renseigné exactement sur ses tendances secrètes. Il n'avait d'autre guide que son instinct, d'autre pierre de touche que son tact. « Nous sommes réduits, mes collègues et moi, écrivait-il, à faire de la pauvre diplomatie, car systématiquement la tâche nous est rendue ici plus difficile que partout ailleurs. A moins d'un hasard, nous devons la plupart du temps nous borner à observer la marche des événemens et à les commenter de notre mieux. C'est un rôle, ajoutait-il finement, dont la modestie m'a pesé plus d'une fois.»

M. de Bismarck avait introduit à Berlin à peu près le même système de réserve et de mystère. Il tenait, lui aussi, le corps diplomatique à distance. Il n'était accessible qu'à son heure, lorsqu'il avait intérêt à parler, et à ce moment, il n'éprouvait le besoin de s'expliquer avec personne. Il faisait ses comptes, qui ne se soldaient pas comme il l'espérait peut-être. Il avait pu croire que, sous le danger de la guerre, l'opposition en France se retournerait violemment contre l'empereur, et il voyait l'empereur soutenu par l'opinion publique, qui semblait se rallier autour de lui. Ses états-majors avaient spéculé sur notre désorganisation militaire, et il s'était trouvé un véritable homme de guerre qui s'appliquait avec une énergie indomptable à organiser la défense. Les partis hostiles se remuaient, au contraire, en Allemagne; une nouvelle guerre semblait répugner aux classes moyennes. Le Sud manifestait hautement son mauvais vouloir; les gouvernemens, harcelés de toutes parts, réclamaient des garanties et ne cessaient d'exprimer des craintes au sujet de l'attitude éventuelle du cabinet de Vienne. L'Autriche était la grosse préoccupation; elle avait encore de nombreux partisans en Allemagne; elle en avait même en Prusse et jusque dans les entours du roi. Les journaux officieux la choyaient; ils faisaient appel à la confraternité du passé, ils invoquaient aussi les souvenirs glorieux de la sainte-alliance. Leur langage était édifiant; il semblait, à les entendre, que l'Autriche présidait toujours la Confédération germanique, que la Prusse n'avait ni prémédité ni poursuivi sa ruine et qu'aucun de ses anciens confédérés ne l'avait trahie. La

Bavière mettait un soin particulier à protester de ses sympathies et de son dévoûment. Sa conscience était inquiète; elle avait manqué à ses engagemens en 1866. Au lieu de cent mille hommes, elle n'en avait fourni tardivement que quarante-cinq mille. Les états-majors autrichiens lui reprochaient aussi d'avoir sacrifié la défense commune à des considérations équivoques. Elle pouvait craindre qu'on ne s'en souvînt à Vienne. La sécurité de ses frontières était en question ; elle risquait de se trouver entre une démonstration militaire autrichienne et une invasion française. Si la guerre éclatait, la Prusse ne songerait-elle pas avant tout à la défense de son propre territoire? Attaquant au nord et forcée de défendre ses côtes, serait-elle en état de couvrir le Midi si la France devait prendre l'offensive sur le Rhin supérieur? N'en serait-on pas réduit à livrer le pays à l'invasion et à se rejeter avec le peu de forces dont on disposait dans les forteresses d'Ulm et de Rastadt? Ces craintes s'imposaient à Carlsruhe, à Stuttgart aussi bien qu'à Munich. La France avait encore du prestige, et il n'était pas dit que la Prusse remportât des victoires foudroyantes et décisives. Les affirmations de la diplomatie prussienne, les appels passionnés de la presse inspirée et les démonstrations patriotiques des assemblées populaires ne suffisaient pas pour dissiper les inquiétudes qui rongeaient les cours méridionales.

XI. — LA MISSION DU COMTE DE TAUFFKIRCHEN.

Le prince de Hohenlohe, qui est aujourd'hui le représentant considéré de l'empereur d'Allemagne à Paris, était alors président du conseil du roi de Bavière. Il avait à se préoccuper avant tout des intérêts et de la sécurité de son pays; il ne pouvait, quelle que fût l'intensité de son patriotisme allemand, les subordonner aux convenances de la politique prussienne. Il lui importait d'obtenir du cabinet de Vienne la certitude qu'il ne séparerait pas sa cause de celle de l'Allemagne. Le prince de Hohenlohe avait sous la main, dans son cabinet, un homme dévoué, un ancien magistrat, le comte de Tauffkirchen; il l'improvisa envoyé extraordinaire. M. de Tauffkirchen, au lieu de se rendre directement à Vienne, prit le chemin des écoliers : il passa par Berlin. Il devait prendre langue avec M. de Bismarck et régler sa montre sur la sienne.

Le ministre prussien avait déjà fait maintes avances au gouvernement autrichien, publiquement devant le parlement du Nord, et secrètement par les voies de la diplomatie.

Mais les manifestations du Reichstag étaient restées sans écho à Vienne et l'offre d'une alliance n'y avait provoqué que des réflexions ironiques : « Une alliance, avait dit M. de Beust, prévoit la défaite et la victoire; je sais ce qui m'attend en cas de défaite, mais que

m'offrirez-vous en cas de succès? Sans doute un exemplaire richement relié du traité de Prague. » L'épigramme était vive, elle laissait l'envoyé prussien décontenancé. L'envoyé bavarois espérait être plus heureux; les diplomates improvisés ne doutent de rien. Leur confiance est parfois à la hauteur de leur inexpérience.

D'après M. de Tauffkirchen, la France était la brebis galeuse, elle troublait l'Europe, et le seul moyen de la contenir était de la mettre en face d'une solide alliance. La Russie le comprenait ainsi, elle était prête à s'unir à l'Allemagne et à l'Autriche.

Joignant la menace aux instances, l'envoyé bavarois donnait à entendre que, si le cabinet de Vienne laissait échapper l'occasion, les cabinets de Berlin et de Pétersbourg, qui déjà s'étaient concertés sur des questions intéressant la monarchie autrichienne, pourraient bien développer leur entente dans un sens qui ne répondrait ni à ses désirs ni à ses intérêts.

Précisant l'objet de sa mission, M. de Tauffkirchen formulait un traité d'alliance offensive et défensive, garantissant à l'Autriche toutes ses possessions allemandes et temporairement toutes ses possessions non allemandes; il lui assurait, en outre, une série d'avantages politiques, industriels et commerciaux. Il ajoutait que le temps pressait et que les souverains dont il était le mandataire étaient convaincus que l'empereur François-Joseph n'hésiterait pas à revenir à sa politique traditionnelle. M. de Tauffkirchen se déclarait muni de pleins pouvoirs suffisans pour conclure immédiatement; il disait qu'il les avait dans sa poche et que, dans vingt-quatre heures, l'Europe pourrait apprendre avec joie que la paix était désormais assurée et garantie.

La réponse de M. de Beust fut nette, concise et résolue. Il fit comprendre à M. de Tauffkirchen que, si la morale politique différait de la morale privée, il était cependant des actes qu'on ne pouvait se permettre à la face de l'Europe sans se déshonorer. « Il y a à peine dix mois, disait-il, que l'empereur Napoléon a arrêté la Prusse aux portes de Vienne et sauvé, par sa médiation, l'intégrité du territoire autrichien, et l'on vient aujourd'hui nous demander de nous liguer contre la France! Jamais l'empereur François-Joseph ne souscrira à pareille monstruosité, et il ne comprendra pas qu'on ait songé à lui en faire la demande. »

L'envoyé bavarois ne demanda pas son reste. Il renonça à l'audience qu'il avait sollicitée pour remettre à l'empereur François-Joseph une lettre de son souverain; elle n'était plus de circonstance, il la remporta à Munich. Il fallait la guerre de 1870 et un autre ministre que M. le comte de Beust pour réaliser le rêve de la diplomatie bavaroise.

L'insuccès du comte de Tauffkirchen eut un vif retentissement

en Allemagne, il ne passa pas inaperçu en Russie. La politique française put en constater aussitôt l'effet, à Berlin comme à Pétersbourg.

On reparlait simultanément du voyage des deux souverains à Paris. L'empereur Alexandre faisait savoir à M. de Talleyrand qu'il y songeait toujours, et le prince de Hohenzollern disait à Baden à un chambellan de l'empereur Napoléon que le roi Guillaume n'avait pas renoncé à l'idée de visiter l'exposition universelle. Le thermomètre avait subi une brusque oscillation ; il marquait le dégel à Berlin et la chaleur à Saint-Pétersbourg. Le comte de Bismarck ne rejetait plus d'une manière absolue l'idée d'une conférence, et le prince Gortchakof redevenait expansif. Il reprenait son langage imagé ; il assurait que sa foi n'était engagée d'aucun côté, qu'il avait su résister aux instances du prince de Reuss, qui le pressait de se prononcer ; qu'en un mot, ses sentimens sur la question du Luxembourg étaient immaculés, que nous nous trouvions vis-à-vis d'une feuille de papier absolument blanche. Il reconnaissait, en écoutant la lecture des communications que M. de Talleyrand était chargé de lui faire, qu'il était difficile de témoigner des sentimens plus pacifiques en termes plus courtois, et que, s'il ne craignait qu'un compliment du vice-chancelier à M. de Moustier ne fût déplacé, il le chargerait de le lui transmettre. « Quel dommage, disait-il, que je ne me trouve pas avec M. de Moustier à Constantinople ! nous réglerions les affaires d'Orient en moins de quinze jours. » — « Mon unique ambition est de voir de près le plus grand homme d'état de l'Europe, » écrivait Frédéric II au cardinal de Fleury, lorsqu'il méditait l'invasion de la Silésie.

La glace était rompue ; le prince Gortchakof sortait de son étrange torpeur, la lumière se faisait dans son esprit. Il reconnaissait après trois semaines de méditations que le droit de garnison qu'invoquait la Prusse était décidément contestable ; il se plaisait à constater et à admirer la modération de la France. Il annonçait que l'empereur Alexandre allait s'entremettre activement, que déjà il avait adressé des lettres instantes à son oncle, et il se flattait que M. de Bismarck, malgré sa nervosité, finirait par se soumettre aux conseils de la raison. Mais le prince Gortchakof entendait ne se mettre à la remorque de personne, travailler à l'œuvre de la paix pour son compte, il se réservait la peine et l'honneur. Il entendait surtout ne pas marcher sur les brisées de M. de Beust ; il lui abandonnait, disait-il, toujours enclin à laisser percer ses rancunes, le soin et la satisfaction de faire accepter à Berlin les projets dont son ambassadeur le comte de Reverdera ne cessait de l'entretenir. Que s'était-il passé pour opérer un revirement si chaleureux, si inespéré ? Avait-on appris à la cour de Saint-Pétersbourg que la situation s'était déten-

due à Berlin, que l'intervention résolue de l'Angleterre et l'obstination de l'Autriche avaient ébranlé les résolutions belliqueuses du roi? Savait-on qu'il serait plus disposé à céder aux conseils de la Russie qu'à la pression des autres puissances? Toujours est-il que sans transition le cabinet de Saint-Pétersbourg sortait du silence qui nous avait si péniblement affectés et se mettait en mesure d'enfoncer des portes qui déjà n'étaient plus hermétiquement fermées. Mais, fidèle à sa maxime : *Do ut des*, il nous demandait en échange du service qu'il allait nous rendre à Berlin, de donner à l'opinion russe « le spectacle d'une intime entente à Constantinople. »

L'empereur ne s'était pas adressé en vain à l'Angleterre. Le gouvernement anglais, malgré les doctrines de Manchester qui prévalaient à ce moment, ne pouvait rester indifférent à un choc de l'Allemagne et de la France, dont le contre-coup jetterait la perturbation dans ses intérêts économiques et financiers. Qui d'ailleurs pouvait prévoir les vicissitudes et les emportemens de la guerre? Elle laisserait peut-être la France maîtresse de la Belgique, la Prusse maîtresse de la Hollande et la Russie maîtresse de l'Orient. Aussi, lord Stanley et ses collègues, contrairement aux traditions de la politique anglaise, demandèrent-ils à la reine Victoria, après de franches explications sur la Belgique échangées avec le cabinet des Tuileries, de sortir de son deuil pour se faire, auprès du roi de Prusse, l'invocatrice résolue de la paix. « Je sais ce qui s'est passé, disait la reine au prince de La Tour d'Auvergne. M. de Bismarck, bien qu'il le nie aujourd'hui, vous a lui-même encouragés à réclamer le Luxembourg; je sais aussi que l'empereur se borne à demander l'évacuation de la forteresse et j'ai dit au roi Guillaume nettement toute ma pensée à cet égard. » La reine était convaincue que, si toutes les puissances s'entendaient pour dire énergiquement à M. de Bismarck qu'il avait tort, il céderait. Elle se rappelait le langage qu'on tenait à Berlin, à la veille de la guerre d'Allemagne, et elle s'inquiétait de voir le ministre prussien parler toujours des préparatifs militaires qui se faisaient en France. « Cela donne à penser, disait-elle, et permet de suspecter les intentions de la Prusse. »

Lord Stanley envoyait à Berlin, par un courrier extraordinaire, en même temps que la lettre de la reine, de pressantes instructions à son ambassadeur. Elles devaient enlever au gouvernement prussien toute illusion sur les sympathies éventuelles de l'Angleterre; elles l'invitaient à déférer aux vœux de l'Europe; elles rendaient M. de Bismarck en quelque sorte responsable d'un conflit; elles établissaient que les prétentions de la Prusse n'étaient pas plus fondées en droit que justifiées par les circonstances.

Mais lorsque lord Augustus Loftus se présenta au ministère des affaires étrangères pour s'acquitter des ordres de son gouvernement,

grande fut sa surprise; il apprenait que M. de Bismarck avait subitement disparu. On présumait qu'il était parti pour la campagne, on ignorait le chemin qu'il avait pris; il n'avait laissé à son substitut, M. de Thile, ni instructions, ni adresse. Toute action diplomatique était forcément suspendue. Que signifiait ce brusque et mystérieux départ dans une heure aussi décisive? Était-il motivé par la santé du ministre? était-il l'indice d'un dissentiment grave avec le souverain? M. de Bismarck, prévenu par le comte de Bernsdorf, tenait-il à éviter les communications anglaises? ou bien, avant de prendre une suprême résolution, avait-il jugé indispensable de se soustraire aux passions qui s'agitaient autour de lui, et voulait-il décider de la paix et de la guerre dans le silence et dans le recueillement? Toutes les conjectures étaient autorisées. Les uns prétendaient qu'il s'était dirigé sur Paris pour conférer secrètement avec l'empereur Napoléon, d'autres au contraire affirmaient qu'il se concertait, sur les confins de la Pologne, avec le prince Gortchakof.

M. de Bismarck n'était ni en France ni en Pologne; il s'était retiré en Poméranie, soucieux de sa santé, surtout de sa popularité. Il tenait à laisser au roi le mérite comme la responsabilité des concessions que l'attitude des puissances et les hésitations de l'Allemagne méridionale imposaient de plus en plus au gouvernement prussien. Il voulait avoir l'air de subir les négociations plutôt que de les conseiller. Il reparaissait du reste à Berlin le 25, au soir, après une éclipse de cinq jours. Il assistait le lendemain, chez le prince royal, en même temps que M. Benedetti, à un concert donné à l'occasion du mariage du comte de Flandres et de la princesse de Hohenzollern. Ils s'observèrent de loin, sans chercher à se rapprocher. En s'abordant, ils n'auraient pu que récriminer. Le ministre reprochait en effet tout haut à l'ambassadeur d'avoir méconnu sa pensée, travesti ses paroles, et l'ambassadeur, plus courtois, regrettait, sans le cacher, les défaillances de mémoire du président du conseil. M. Benedetti était du reste, ce soir-là, l'objet des prévenances de la cour; le prince royal, le prince Frédéric Charles et le duc de Cobourg protestaient à l'envi des sentimens concilians de la Prusse. Le roi, toujours affable et chevaleresque, paraissait dégagé de toute arrière-pensée inquiétante, et la reine Augusta, avec sa grâce idéale, s'appliquait, en redoublant d'aménité, à panser des blessures qu'elle savait saignantes.

Le roi Léopold était le lion de la fête. Il était radieux; l'union de la maison de Brabant avec la maison de Hohenzollern comblait ses vœux; elle assurait le salut de la Belgique et la sécurité de son trône. Il tranquillisait l'ambassadeur de France sur l'issue du conflit; c'était l'agneau s'efforçant de calmer les appréhensions du loup.

L'ambassadeur d'Angleterre seul était sombre et agité. Il avait en poche depuis cinq jours des instructions pressantes que la fugue de M. de Bismarck avait laissées en souffrance. Il attendait avec une impatience nerveuse pour s'en acquitter que le roi voulût bien lui adresser la parole. Lord Loftus avait la ténacité britannique; il était loyal, rond d'allures, mais il n'avait pas la main légère; il ne glissait pas, il appuyait. Il ne connaissait que les instructions de son gouvernement; il les faisait sonner très haut, il ne les oubliait dans aucune circonstance de la vie. La politique l'obsédait; il en parlait partout et toujours. Il harcelait ses collègues de questions et si, malgré cela, il n'était pas le diplomate le mieux renseigné, du moins il se flattait de l'être. Le roi, qui évitait toujours avec le plus grand soin de causer politique, ne put cette fois échapper à l'entretien. A la première parole insignifiante qu'il lui adressa, lord Loftus lui représenta que son gouvernement désirait une solution pacifique et qu'il n'accepterait pas une conférence si la Prusse ne consentait au préalable à évacuer la forteresse. Il ajouta en réponse à une observation de sa majesté, qui disait que son gouvernement avait à tenir compte de l'état de l'opinion publique en Allemagne, qu'il fallait prendre en considération l'opinion européenne de préférence à l'opinion allemande. L'ambassadeur de France suivait le colloque du regard; il voyait lord Loftus parler avec une vivacité solennelle et la figure du roi trahir l'impatience. « J'observais le roi, écrivait-il; il m'était facile de constater que Sa Majesté n'accueillait pas avec faveur les observations de l'ambassadeur. Lord Loftus, ajoutait-il, n'en est pas moins convaincu que ses paroles laisseront une salutaire impression. » La certitude d'être soutenu quand même par un gouvernement qui sait ce qu'il veut a toujours été la force de la diplomatie anglaise.

Le lendemain, M. d'Oubril venait à son tour, mais en ami de la maison, s'acquitter de ses instructions. Ce n'étaient pas des remontrances, mais des conseils, qu'il apportait à M. de Bismarck, tout préparé d'ailleurs à la communication qu'il était chargé de faire. Déjà le président du conseil avait admis que, si la proposition de se présenter dans une conférence lui était faite, il lui serait difficile de la décliner. Mais il ne s'était pas prononcé sur le droit de garnison; il avait indiqué, au contraire, en se livrant à des déclamations contre un parti-pris de la France de faire la guerre à l'Allemagne, que la Prusse n'était pas disposée à évacuer le Luxembourg. Le discours que le roi avait prononcé, le 17 avril, à la fermeture du parlement du Nord, n'était guère plus rassurant. Il avait dit, en faisant allusion au Luxembourg, que l'heure était venue pour la patrie allemande de faire respecter par sa puissance ses droits et sa dignité. Du moment que sur une question aussi simple le gouver-

nement prussien mettait en avant son droit et sa dignité, il était clair qu'il n'entendait se prêter à aucune transaction.

Mais, depuis le 17 avril, on avait perdu bien des illusions. L'intervention des puissances s'était accentuée ; les passions nationales avaient mis la sourdine à leurs bruyans éclats, la France n'avait fourni aucun prétexte, et la mission de M. de Tauffkirchen avait échoué. Se refuser à toute concession, c'était braver le sentiment de l'Europe, c'était assumer toute la responsabilité des événemens.

Aussi le président du conseil, malgré le discours royal et malgré ses déclarations et celles de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, qui, le 25 encore, opposait un démenti à ceux qui prétendaient que le cabinet de Berlin, moyennant certaines conditions, consentirait à retirer sa garnison, donnait-il, le 26, à M. d'Oubril le consentement de la Prusse à l'ouverture de négociations collectives à Londres sur la base de la neutralité du Luxembourg, placée sous la garantie européenne, ce qui impliquait évidemment l'évacuation.

C'était un résultat important, et le mérite en revenait au cabinet de Pétersbourg. Le prince Gortchakof recueillait, en intervenant à l'heure psychologique, le bénéfice des efforts que l'Autriche et l'Angleterre tentaient infructueusement depuis plusieurs semaines. Quelques jours après, M. de Bismarck se rencontrait à un dîner donné par le ministre de Russie, à l'occasion de la fête de l'empereur, avec l'ambassadeur de France. Il le rechercha à différentes reprises, et, au dessert, au moment où M. d'Oubril portait un toast au succès de la conférence, il avança ostensiblement son verre pour rencontrer celui de M. Benedetti. La quarantaine était levée. En sortant de table, le chancelier attira l'ambassadeur dans une embrasure de fenêtre. Il se félicita, avec la cordialité qu'il sait déployer lorsqu'elle convient à ses desseins, du revirement qui s'opérait dans les esprits. « On a fait ici, disait-il, et l'on voudrait faire encore bien des bêtises ! » C'était un aveu et une justification. Il reconnaissait qu'à Berlin, on avait voulu faire la guerre, qu'on la poursuivait toujours, en même temps qu'il s'attribuait le mérite de la conjurer. Il se justifiait ainsi, au détriment du parti militaire, cet être impersonnel qui semblait tenir en échec, et la sagesse du roi, et l'action de son gouvernement. Les récriminations n'étaient plus de saison, M. Benedetti se contenta de prendre acte de l'aveu : il n'essaya pas de prolonger un entretien qui ne laissait pas d'être gênant sous les regards curieux et attentifs de tous les membres du corps diplomatique, prêts à s'emparer de quelques paroles saisies au vol pour en faire le thème de volumineuses dépêches.

XII. — LE COMTE DE BISMARCK ET SES DÉTRACTEURS.

La situation commençait à se détendre; le cabinet de Berlin, après trois semaines de mutisme, prêtait l'oreille aux suggestions de la diplomatie; mais, fort de sa supériorité militaire, il se repliait en bon ordre, il discutait, débattait et marchandait avec humeur les concessions qu'on lui demandait. S'il ne repoussait plus l'idée de l'évacuation, il refusait à lord Stanley d'en faire la base des délibérations; d'après lui, le retrait de la garnison ne devait être que la conséquence de l'entente des puissances.

La presse officieuse ne tenait aucun compte de l'évolution que le gouvernement opérait insensiblement. Elle affectait d'ignorer les pourparlers engagés et les concessions que déjà les puissances médiatrices avaient obtenues du cabinet de Berlin. Elle démontrait que la situation était plus grave qu'on ne le soupçonnait. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* prétendait qu'il n'y avait pas lieu de négocier ni de s'arrêter à des propositions que la Prusse n'avait pas provoquées. Elle soutenait que, dans aucun cas, la Prusse ne rappellerait ses troupes; elle croyait de son devoir de mettre le sentiment du public en garde contre les dépêches qui affirmaient qu'on était à la veille de s'entendre.

La Réforme prévoyait la guerre; elle trouvait que le moyen le plus simple d'éteindre la soif inextinguible de conquêtes qui dévorait la France était de la réduire au rang d'une puissance inoffensive, en lui enlevant l'Alsace et la Lorraine et en s'annexant la Hollande. Quant à la *Gazette de la Croix,* l'organe du parti militaire, elle soulevait une question nouvelle, celle des armemens. Elle affirmait que la France se préparait à la guerre offensive, qu'elle armait outre mesure, tandis que la Prusse ne remuait ni un homme ni un canon. Elle répétait ce qu'écrivait M. de Goltz, que l'affaire du Luxembourg n'était qu'un prétexte, que la France cherchait dans la guerre un dérivatif à ses difficultés intérieures et que, si la Prusse évacuait le Luxembourg, on lui demanderait Mayence.

La diplomatie accréditée à Berlin était déroutée; elle connaissait la savante organisation de la presse prussienne. Elle savait combien elle était disciplinée, à quelles sources elle s'inspirait, elle ne comprenait plus rien à ce double langage, promettant la paix et soufflant la guerre. Elle interpellait le président du conseil. M. d'Oubril y mettait une ardeur particulière; il tenait à regagner le temps perdu et à nous prouver combien la conversion tardive du prince Gortchakof était sincère. Il appelait l'attention du premier ministre sur le retentissement fâcheux que les violences de la presse prussienne avaient en Allemagne et en France, et il lui faisait remarquer

combien elles rendaient difficile la tâche des puissances médiatrices. M. de Bismarck déclinait toute responsabilité; il prétendait avec humeur n'exercer aucune action sur les journaux. Déjà il oubliait la profession de foi que récemment il avait faite à l'envoyé autrichien avec un réel accent de sincérité. « Il faut donner à la France, avait-il dit à M. de Wimpfen, de justes satisfactions, lui faire un pont d'or si elle veut vivre en paix avec la Prusse. » Il avait ajouté que c'était sa politique et qu'il cherchait à la faire prévaloir, dût-il y perdre sa popularité. On était dérouté, et on l'est encore, en face de tant de contradictions. On se demandait quel but poursuivait le premier ministre. Il semblait que plus ses journaux affirmeraient hautement la résolution de la Prusse de ne pas évacuer le Luxembourg, plus l'humiliation serait grande le jour où elle serait condamnée à retirer ses troupes. Au lieu de se faire un mérite envers la France de la bonne grâce de sa concession, on eût dit qu'il se préparait, de gaîté de cœur, un grave échec moral en laissant sa presse démuselée prêcher la guerre et se moquer des puissances signataires. Espérait-il par ces contradictions énerver et diviser la diplomatie européenne? Comptait-il sur l'imprévu, sur un faux mouvement de la France, sur une témérité du gouvernement impérial? Voulait-il impressionner la conférence de Londres par les manifestations du sentiment germanique et n'entendait-il y comparaître que la main sur la garde de son épée? Battu en brèche à la cour par d'ardentes inimitiés, en était-il réduit à marcher à la remorque du parti national et du parti militaire, qui, grisés tous deux, réclamaient la guerre sans souci de l'intervention européenne?

M. de Bismarck n'était pas alors, comme il l'est devenu depuis, un ministre incontesté. Son œuvre était incomprise, elle apparaissait compliquée, précaire, périlleuse. On exaltait, à la cour de Prusse, les combinaisons stratégiques des généraux au détriment de ses combinaisons diplomatiques. On l'accusait de modérantisme; on rappelait qu'au quartier-général victorieux de Nikolsbourg, il avait, méconnaissant la supériorité prussienne, laissé échapper la Saxe, subi la ligne du Slesvig et celle du Mein. On insinuait qu'au mois de juillet 1866, M. de Goltz, mieux inspiré, avait obtenu de l'empereur, sans grand effort, le décuple de ce que son ministre lui avait prescrit de demander. On le proclamait un détestable administrateur; on prétendait que sa constitution fédérale n'était pas née viable, qu'il sacrifiait la Prusse à l'Allemagne révolutionnaire. On disait que le jeu téméraire de sa politique conduirait tôt ou tard à des catastrophes, qu'elle ne pourrait plus, à moins d'abdiquer, s'arrêter en chemin, que, l'immobilité lui étant mortelle, elle poursuivrait implacablement sa route fatale, au détriment de la prospérité et de toutes les libertés, fût-ce sur des monceaux de

cadavres, à travers un fleuve de sang. On s'attaquait à son omnipotence ministérielle, à ses nerfs orageux; on cherchait, mais en vain, à exciter les susceptibilités de son souverain; on faisait allusion au temps où le nom du roi était sans cesse sur ses lèvres. On opposait à sa soumission déférente d'alors son absolutisme hautain d'aujourd'hui. On montrait sa personnalité envahissante, absorbant tout en Prusse et dans la Confédération du Nord, n'admettant plus de contradictions, tenant sous sa coupe ou brisant ministres et ambassadeurs. On allait jusqu'à évoquer perfidement le souvenir d'illustres rebelles; on murmurait le nom de Wallenstein. *Ego et rex meus*, telle était l'orgueilleuse devise qu'on lui prêtait. Ses détracteurs étaient nombreux, implacables; il s'en trouvait jusque dans les rangs de sa diplomatie, qui, astucieux, entreprenans, tout en servant leur pays avec ardeur, ne perdaient aucune occasion pour le contre-carrer, le discréditer dans l'espoir de le perdre. Ils ne connaissaient guère le roi. Ils oubliaient que celui-ci subordonnait tout, jusqu'à son amour-propre, à la raison d'état, que s'il avait le cœur chaud, il avait la tête froide, et que s'il écoutait toujours le dernier venu, ce dernier venu était toujours le comte de Bismarck.

De tous les compétiteurs du premier ministre, le comte de Goltz était sans contredit le plus dangereux. Il avait à la cour de puissans auxiliaires, et le souverain ne pouvait oublier que, grâce à son habileté, il avait pu jeter toute son armée sur l'Autriche, en pleine sécurité du côté de la France, qu'en un tour de main, tandis qu'on négociait laborieusement à Nikolsbourg, son zèle et son astuce avaient su arracher à l'empereur, par surprise, tout le Hanovre, toute la Hesse électorale, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort. Aussi l'ambassadeur, avec l'orgueil des services rendus, ne craignait pas dans ses rapports au roi de combattre les instructions de son ministre et de prendre parfois à Paris le contre-pied de sa politique. Il n'avait pas dans l'origine, tant s'en faut, combattu la cession du Luxembourg; il avait insisté, au contraire, sur la nécessité de donner une satisfaction à la France, et de la réconcilier avec les agrandissemens de la Prusse. Mais, quand il vit M. de Bismarck mal engagé, compromis dans une négociation scabreuse, en lutte avec les répugnances du roi et l'opposition des généraux, loin de lui faciliter la tâche, il s'appliqua à le contre-carrer. Il se flattait qu'acculé dans un fâcheux dilemme qui le condamnait ou à manquer aux engagemens qu'il avait contractés avec la cour des Tuileries, ou à porter atteinte à l'amour-propre prussien surexcité, il ne lui resterait d'autre parti à prendre que de se démettre. En nous prêtant des arrière-pensées agressives et en fournissant aux généraux, par de perfides rapports, de « puissans argumens » pour entraver la cession du Luxembourg, le comte de Goltz s'inspirait moins encore de son

mauvais vouloir pour la France que du désir de compromettre M. de Bismarck dans l'esprit du roi, de le mettre aux prises avec le parti militaire et en lutte avec le sentiment national.

En 1866, la rivalité de deux de nos ministres, M. Drouyn de Lhuys et le marquis de La Valette, eut pour nos destinées d'irréparables conséquences; en 1867, ce fut l'antagonisme du comte de Bismarck et du comte de Goltz qui, pour une part, — la sincérité du ministre prussien étant admise, — se jeta à la traverse de la réconciliation que la cession du Luxembourg devait sceller entre la France et la Prusse. Il était dit qu'une malchance décidée présiderait dorénavant à toutes les combinaisons de la politique impériale. La fortune l'avait délaissée.

C'est au moment où les passions étaient le plus violemment déchaînées contre la France que M. Garnier-Pagès apparut à Berlin suivi de M. Herold et de M. Duclerc. L'éventualité d'un conflit avec la Prusse avait divisé le parti libéral français. Les uns pensaient que, pour éviter la guerre, le moyen le plus sûr était de la préparer et de ne pas reculer devant d'injustes prétentions : c'étaient les patriotes. Les autres croyaient à la fraternité des peuples, à l'efficacité des manifestes pacifiques : c'étaient les ligueurs de la paix. Il en était aussi qui ne s'inspiraient que de la haine du gouvernement impérial, prenaient le contre-pied de tous ses actes, l'accusant d'être pacifique lorsqu'il était belliqueux et belliqueux lorsqu'il était pacifique. Ils n'avaient qu'une visée, ils n'aspiraient qu'à le renverser, fût-ce sur les décombres de la France : c'étaient les révolutionnaires. M. Garnier-Pagès était un humanitaire; il se présentait à Berlin, au nom de la ligue de la paix dont il se disait l'envoyé. Il arrivait avec une ignorance absolue de l'état des esprits. Il se figurait que l'Allemagne était mûre pour la liberté, qu'elle la préférait à la grandeur et que le parlement du Nord n'hésiterait pas à faire acte révolutionnaire plutôt que de se prêter à la guerre. Il ne se doutait point du peu de cas que faisait le gouvernement prussien de manifestations dont il n'était pas l'inspirateur. Il comptait organiser des *meetings*; il croyait à la puissance et à la contagion irrésistible de sa parole. Toutes les portes lui restèrent fermées. Le parti libéral lui tourna le dos, il embarrassa les progressistes qui le fêtèrent, mais clandestinement. Pour les radicaux allemands, la solidarité des peuples n'était autre chose que la domination universelle de la Prusse. La démarche de M. Garnier-Pagès fut méconnue, elle était inopportune et impolitique, elle n'eut aucun retentissement en Allemagne ; la presse ne s'en occupa que pour la persifler et en tirer des conclusions humiliantes pour notre amour-propre, et quant à M. de Bismarck, toujours ironique, il affecta de l'ignorer.

G. Rothan.

MŒURS FINANCIÈRES

DE LA FRANCE

LES NOUVELLES SOCIÉTÉS FONCIÈRES.

De tous les changemens qui se sont opérés dans les mœurs financières de notre pays, le plus grand, le plus inattendu à coup sûr, est, non pas peut-être encore l'indifférence, mais au moins le refroidissement de la passion publique pour la possession de la terre. Il est permis d'affirmer, sans qu'il soit besoin d'accumuler les preuves historiques ou les exposés statistiques, que pendant plusieurs siècles, le désir de participer à la propriété territoriale n'a cessé d'enfanter tous les mouvemens politiques et les crises sociales qui, du gouvernement féodal à la forme démocratique actuelle, ont successivement modifié notre régime intérieur. Or, dans ces dernières années, il est non moins évident que le torrent n'a plus la même rapidité et que le morcellement du sol, conséquence inévitable de nos lois de succession, n'est plus poursuivi avec la même furie. Si, par exemple, le produit des droits perçus pour les mutations de propriété devient tel que, par leur fréquence, il fait presque absorber en renouvellemens périodiques la valeur totale de la propriété individuelle par la communauté ou l'état, — cette revendication extrême du socialisme, — ce n'est point à la volonté persévérante d'acquérir à tout prix une parcelle de la terre où vivent ses habitans qu'on est en droit de l'attribuer, mais au partage des héritages spécialement.

Certes, nous sommes loin de prétendre que, dans beaucoup

de nos départemens encore, l'ouvrier des champs ne souhaite pas de posséder la terre qu'il cultive, de même que l'ouvrier des fabriques la maison qu'il habite ; dans certaines contrées, et malheureusement à notre avis dans le moins grand nombre, partout où le petit propriétaire peut, sur un étroit espace, subsister aisément avec sa famille, là où le travail de ses bras seuls lui donne un produit suffisant, le prix de la terre augmente encore en capital et en revenu, et l'ardeur de l'acquérir ne s'est point ralentie. Les départemens du Nord-Ouest en fournissent le plus éclatant exemple. En Normandie, en Bretagne, l'élevage du bétail, la vente du lait, du beurre, de la viande, de l'herbe, des pommes, du cidre, du bois procurent de si faciles bénéfices qu'il n'est besoin pour ainsi dire que de l'assistance passive de l'homme aux progrès successifs des saisons : le travail manuel n'est ni excessif ni intermittent. S'il se plaint d'années variables, plus ou moins abondantes, le cultivateur n'a point à redouter des chômages ruineux ou de véritables disettes, et, la demande des matières alimentaires qu'il récolte croissant sans cesse, il recherche avec la même impatience qu'autrefois l'occasion d'acquérir ce sol privilégié où l'existence lui est si douce. On n'en saurait dire autant des contrées où le prix de la main-d'œuvre s'est tellement accru par la nécessité d'enrôler des ouvriers de passage, que l'emploi des machines doit s'y substituer à bref délai au travail manuel, non plus que des localités encore plus malheureuses où des fléaux importés du dehors ont anéanti les productions locales et détourné, momentanément il faut l'espérer, les capitaux et les hommes. Au centre et au midi de la France, la valeur de la terre a réellement diminué. La grande culture, devenue plus onéreuse, n'est plus recherchée par cette classe de fermiers riches et habiles qui formaient une corporation toute-puissante ; la petite culture est impraticable ; on entend dire partout que les baux ont baissé, et que nombre de propriétaires sont forcés de cultiver à perte les fermes abandonnées. Le phylloxera a tué la vigne dans beaucoup de contrées où la substitution de cette nouvelle culture aux anciennes avait brusquement élevé la fortune des habitans à un chiffre inouï que l'apparition de l'insecte apporté d'Amérique a fait ensuite disparaître non moins rapidement. Les mûriers, les oliviers ont été frappés comme la vigne, et aucune appropriation plus fructueuse n'a été donnée aux champs dévastés. Aussi le métayage dans notre Midi, le fermage au Centre, ont-ils vu décroître avec leurs bénéfices le nombre des exploiteurs et des acquéreurs de la terre.

A ces causes incontestables de la tiédeur actuelle avec laquelle est recherchée la propriété foncière, il faut enfin ajouter l'entrain qui pousse toutes les classes de la population non pas vers les

villes en général, mais vers les grandes villes, centres de consommation plus abondante et de jouissances matérielles plus vives. Les relevés officiels de l'administration, les études des économistes ont donné sur le peu de progrès de la population française en général, et sur ses déplacemens, les renseignemens les plus explicites. Aujourd'hui c'est donc une vérité acquise que, si en d'autres pays l'ouvrier s'expatrie et émigre, chez nous il fuit les champs en même temps que le capital s'en détourne.

I.

Quels autres désirs ont remplacé l'ancienne passion dominante? A quelles satisfactions l'activité générale s'empresse-t-elle de courir? Quels biens le travail de chacun s'efforce-t-il de conquérir aujourd'hui?

Il n'est douteux pour personne que le goût de la propriété mobilière s'est développé dans une énorme proportion depuis que les titres qui la représentent ont été multipliés comme l'on sait. Tout ce mouvement industriel et commercial, fruit des découvertes scientifiques de notre siècle, a eu pour symbole et signe extérieur des titres transmissibles de main en main, constitutifs d'une propriété non moins sérieuse que la propriété immobilière, procurant des revenus faciles à percevoir et dans bien des cas moins précaires et moins variables que la rente même de la terre. A ces avantages très réels ajoutons le besoin de plus en plus vif et sans cesse aiguisé de la consommation sous toutes ses formes, on peut même aller jusqu'à dire le droit pour chacun de se faire une plus large place au banquet de la vie, et nous nous expliquerons sans peine comment la fortune privée se compose principalement aujourd'hui des valeurs mobilières, avec lesquelles on peut payer presque comptant les objets dont l'envie se fait sentir, et qui gonflent ce que, dans un langage accepté universellement, on appelle le portefeuille de chacun. Pas n'est besoin, pour en déterminer le nombre, d'établir de longs inventaires. Nous traitions ici même, il y a quatre ans, la question de la constitution de la compagnie des agens de change à Paris et nous faisions ressortir alors l'importance des transactions opérées au parquet; mais les progrès que nous entrevoyions ont dépassé toutes les limites prévues. Que l'on mette, en effet, auprès de la cote de la Bourse de 1877 la cote officielle d'aujourd'hui et que l'on compare : celle-ci a doublé d'étendue. Que l'on énumère à la suite des valeurs négociées par les agens de change celles dont le *marché libre* se fait l'intermédiaire, la progression apparaîtra encore plus grande. Le nombre des sociétés qui, sous diverses dénominations, font l'office de maisons de banque, n'était, sur la cote officielle de la Bourse de Paris avant 1870, que de neuf seulement : en 1876, il

s'est élevé à 16; aujourd'hui, en 1881, il atteint le chiffre de 58 sociétés françaises, auxquelles il faut en ajouter 13 qui, sous des noms étrangers, n'emploient que notre propre capital. Pour toutes celles qui se négocient sur le marché libre, il serait difficile d'en relever la quantité; on peut se renseigner à ce sujet dans les journaux financiers, dont le nombre croît tous les jours, et à côté desquels et par lesquels se fonde invariablement une maison de commissions et de courtages.

Enfin, outre les sociétés par actions cotées ou non sur le marché officiel et le marché libre de Paris, qui s'occupent de dépôts, de reports, d'opérations au comptant ou à terme, on doit mentionner les créations semblables récemment faites dans les plus grandes villes de province, dont les bourses locales cotent les cours. Que si l'on veut aller jusqu'aux extrémités du monde de la spéculation, il faut même ne pas oublier la corporation des changeurs, qui pullule partout, quelquefois même au grand préjudice de ses cliens.

Nous avons à diverses reprises exposé l'organisation de plusieurs des établissemens financiers grâce auxquels les moyens de crédit ont été de plus en plus mis à la disposition du public, par l'usage des chèques, des bons à vue ou à terme, des comptes-courans, etc. Au nombre de leurs opérations, ils comprennent tous l'achat et la vente des valeurs de Bourse : en comparant leurs comptes-rendus actuels avec ceux d'il y a quelques années, on verrait les progrès obtenus. Nous ne voulons désigner nominalement aucune de ces sociétés, mais, dans l'une des plus importantes, là où les opérations de Bourse au comptant se chiffraient par une somme de 9 millions chaque semaine, il faudrait aujourd'hui en inscrire plus de 25, soit près d'un milliard et demi de francs par année pour l'achat et la vente de titres. Sans pousser plus loin cette comparaison, il suffit de faire appel à l'expérience de chacun pour mettre hors de contestation le progrès incessant de la richesse mobilière en France, attesté par l'accroissement parallèle des titres qui la représentent.

Faut-il se féliciter sans réserve de ce changement de mœurs? Une telle question soulèverait bien des controverses. La possession individuelle du sol entraîne avec elle de telles conséquences morales et politiques qu'on la regarde comme la base la plus solide des sociétés humaines, et il n'y aurait intérêt à en reprendre la défense que si, dans la situation actuelle, un péril sérieux semblait la menacer. Mais il n'en est pas ainsi, fort heureusement, et si les avantages de la propriété mobilière frappent davantage les yeux, c'est qu'ils sont plus nouveaux et qu'ils ouvrent de plus larges perspectives à l'amour assurément permis du bien-être.

La propriété mobilière, on ne saurait assez le redire, est née des découvertes de la science moderne et d'un effort de l'industrie

humaine comparable aux plus grands dont l'histoire fasse mention. Notre siècle, dont tous les travaux peuvent ne pas mériter la même louange, laissera, en ce qui touche les œuvres de la science proprement dite, un renom qu'aucun autre ne semble devoir surpasser. Certes, dans le domaine du beau, le XIXe siècle n'a pas été stérile, et notre patriotisme est intéressé à l'affirmer; mais son caractère particulier, ses titres à une gloire incontestée, résident spécialement dans les découvertes scientifiques appliquées à la conquête du bien matériel et à la possession de ce monde fini où vit l'homme et sur lequel sa puissance s'exerce avec une supériorité de plus en plus assurée. Or ces feuilles volantes, ces carrés de papier qu'on nomme les titres de notre fortune mobilière demeurent le symbole des découvertes de la science qui a donné naissance à tant d'entreprises : on leur doit à cet égard considération et respect.

La richesse mobilière, en outre, fruit du progrès du travail matériel, constitue le plus actif instrument avec lequel ce travail doit se développer encore, puisque c'est à l'aide de la transmission des valeurs mobilières que se constitue principalement le crédit par-dessus tout et plus que le capital même nécessaire à l'extension de l'industrie et du commerce.

Entre la possession de titres transmissibles de la main à la main, presque sans frais, dont l'achat et la vente ne coûtent que des droits minimes, sur lesquels on emprunte sans formalités judiciaires ni délais, et la propriété de terres ou de maisons dont il faut constater l'origine, rechercher les titres constitutifs, avec des délais interminables de purge d'hypothèques, quelle différence pour la multiplicité, le bon marché et l'utilité des transactions! Si la propriété immobilière offre des garanties de sécurité plus grandes; si elle n'est pas exposée à se perdre, à disparaître par le moindre accident, en retour, elle se prête à moins d'emplois profitables; elle exige aussi des soins plus absorbans et présente des vicissitudes et des aléas dangereux. C'est pour y échapper que la plupart des capitalistes renoncent à la propriété immobilière ou n'y consacrent qu'une part relativement minime de leur fortune, se bornant dans les villes comme dans les campagnes à posséder les immeubles qu'ils occupent, en y cherchant les jouissances du luxe, les agrémens de la résidence, non les bénéfices de l'exploitation.

De ce délaissement de la propriété immobilière par les petits capitaux en raison de la difficulté de la mise en valeur, par les moyennes fortunes qu'attire la fixité des rentes mobilières et par les grandes pour des motifs de convenances personnelles, il serait néanmoins téméraire de prédire une révolution complète dans les mœurs de notre pays; mais, soit dans ses procédés de culture, soit dans son mode de se constituer, la propriété foncière devra se prê-

ter à des modifications sérieuses; il s'en est déjà produit, et c'est sur l'une des plus récentes et des plus significatives que nous voulons arrêter l'attention du lecteur.

II.

Substituer entièrement la propriété collective immobilière à la propriété individuelle est depuis longtemps le rêve des penseurs ou des sectaires qui, sous prétexte de progrès, ne tendent à rien moins qu'à ramener les sociétés modernes aux âges barbares où la propriété n'existait d'aucune façon. Introduire au contraire sous une nouvelle forme cette propriété collective à côté de celle qui sert de base à l'édifice social, sans en diminuer la solidité, n'a été le fait que de rares esprits dont l'initiative a, depuis un demi-siècle à peine, produit dans les affaires industrielles les plus féconds résultats. Au premier rang nous rappellerons les noms de MM. Émile et Isaac Pereire. C'est à eux qu'est due la création à Paris de la Société immobilière, qui peut être signalée comme le point de départ d'opérations nouvelles et de l'application directe à la propriété du sol et des immeubles d'un procédé déjà expérimenté pour d'autres objets. Sans doute, toute société par actions, quand elle était par exemple créée pour l'exploitation d'usines, de mines, de chemins de fer, se composait de propriétaires non-seulement indivis, mais collectifs et innomés; en réalité, il s'agissait plutôt d'une industrie à exercer en commun que de la possession d'un terrain quelconque et d'un immeuble proprement dit. La Société immobilière, fondée avant la grande exposition de 1855, dans l'intention de construire des maisons et tout d'abord le Grand-Hôtel du boulevard des Capucines qu'on voulait ouvrir aux étrangers à l'instar des hôtels américains, offrit le premier exemple significatif de l'association d'actionnaires en vue de l'acquisition du sol et de l'exploitation d'immeubles bâtis. Ces mêmes titres d'actions et d'obligations que toutes les entreprises de travaux publics, dans lesquelles MM. Pereire avaient joué un si grand rôle, venaient de populariser à ce point qu'on doit leur attribuer la constitution propre de la richesse mobilière, étaient ainsi utilisés au profit d'une propriété immobilière réelle et durable. Nous n'avons point l'intention de refaire l'histoire de la Société immobilière et des phases diverses qui ont abouti à une ruine complète : l'insuccès final dont elle fut victime n'a été le fait ni de son principe, ni même de sa gestion, mais seulement des circonstances politiques et de l'extension de ses opérations à Marseille, commencées en vue d'un programme à réaliser qui fut brusquement changé contre la volonté des administrateurs de la société. Cette première tentative ayant échoué, d'autres

du même genre, comme l'ouverture de la rue Impériale à Lyon, n'ayant donné que des résultats insignifians, il fallut le vif mouvement d'affaires produit après 1872 et les nécessités de la construction à Paris pour voir se produire les efforts tout récens que nous voulons décrire.

Sous l'empire, sous l'administration de M. le baron Haussmann, l'ouverture des grands boulevards et des nouvelles rues, l'élargissement et l'assainissement des anciens quartiers avaient donné un essor immense à l'industrie du bâtiment ; il n'est pas téméraire d'affirmer que, dans les dernières années, les travaux n'ont pas été moins importans et cela dans la zone même où avait opéré la Société immobilière, conjointement avec MM. Pereire, propriétaires, comme elle, de vastes terrains. C'est à la suite du boulevard Malesherbes, près du parc Monceau, dans la plaine qui s'étend au-delà du faubourg du Roule, que les constructions se sont d'abord élevées ; puis les limites se sont élargies, le mouvement s'est étendu jusqu'à Chaillot et Passy, et l'avenue des Champs-Élysées forme aujourd'hui la ligne médiane d'un énorme chantier de bâtisses qui, après avoir atteint la rive droite de la Seine, l'a franchie et, sur la rive gauche, se répand du côté des Invalides et du champ de Mars. Sur bien d'autres points, l'essor n'a pas été moins vif, et il suffirait de citer au centre l'ouverture de l'avenue de l'Opéra, du boulevard Saint-Germain, le nivellement de la Butte-des-Moulins, etc., pour prouver que le temps actuel n'est point inférieur au régime précédent. Or, c'est précisément pour accomplir une grande partie de l'œuvre présente que des essais heureux de propriété collective ont été tentés, et c'est sur ce point qu'il est bon d'entrer dans quelques détails techniques.

Les nouvelles constructions se distinguent surtout par leur importance, leur luxe, et les fortes dépenses qu'elles nécessitent. Paris, après nos désastres, après le départ momentané des étrangers et des habitans les plus aisés, a vu revenir bientôt et en plus grand nombre que jamais cette population riche, prodigue, qui veut des demeures somptueuses et les paie sans marchander. Pour les construire, la bourse des petits propriétaires n'était pas suffisamment garnie. Dans les nouveaux quartiers où l'air et l'espace pouvaient s'obtenir largement, on a d'abord recherché les terrains les plus proches, qu'on a payés à des prix assez bas, 200 francs le mètre par exemple, dans le voisinage du parc Monceau : on y a construit des hôtels et des maisons de premier ordre avec des dépenses variant de 800 francs à 1,000 francs le mètre. Mais le terrain n'a pas tardé à croître en valeur à mesure que la demande dépassait l'offre ; les derniers mètres vendus place Malesherbes au-delà de l'ancien boulevard extérieur ont dépassé 500 francs le mètre : dans la plaine, ils valent encore plus de 300 francs. Sur les bords de la Seine, à l'ex-

trémité des avenues qui partent de l'Arc-de-Triomphe, on ne trouve plus que de petites parcelles; entre Chaillot et Passy, s'il existe toujours de grandes propriétés, on se refuse à les morceler : dans le quartier Marbeuf, qu'une nouvelle opération tentée par la Société des immeubles de Paris va transformer entièrement, ce sont les prix du faubourg Saint-Honoré qui sont visés.

Pour rendre sensible cet accroissement de valeur de la propriété immobilière à Paris, il est bon de rappeler que, lorsque la Société immobilière s'est fondée au capital de 24 millions, elle acquit d'abord rue de Rivoli des terrains qui, mis en adjudication par la ville, n'avaient point trouvé d'acquéreurs, qu'elle en a payé sur le boulevard des Capucines à 825 francs seulement le mètre, et qu'elle a pu réunir à 175 francs le mètre près de 3 hectares 1/2 sur le boulevard Malesherbes. Si de la place Saint-Augustin au boulevard de Courcelles le moindre emplacement était libre, combien vaudrait-il aujourd'hui? Quant à la rue de Rivoli et au boulevard des Capucines, la valeur du terrain a certainement triplé.

Le prix de la construction a suivi une progression semblable. La préfecture de la Seine détermine chaque année le tarif des prix qui doivent être appliqués dans le règlement de tous les travaux : c'est ce qu'on appelle la série des prix de la ville; or elle a été élevée trois fois depuis quelques années et dépasse de plus de 50 pour 100 le tarif antérieur à 1870. Il a fallu à cet égard suivre l'augmentation du prix des matériaux de construction et surtout le renchérissement de la main-d'œuvre. Tous les corps de métier ont obtenu, soit par un accommodement amiable, soit par le moyen infaillible des grèves, une augmentation de salaires portés à un grand tiers en sus. La grève des ouvriers charpentiers, qui tiennent le premier rang parmi les corps de métiers, va peut-être encore fournir un bien regrettable exemple de ces aspirations irrésistibles à une hausse sans cesse croissante du prix des journées. Comme les grèves éclatent toujours pendant que les constructions sont en cours et que les entrepreneurs ne peuvent, en vertu d'une jurisprudence constante, les invoquer à titre de cas de force majeure pour justifier un retard dans l'exécution ou en faire un article de dépense imprévue, force leur est la plupart du temps de se soumettre et de subir les exigences des ouvriers.

Sans traiter incidemment la question de la hausse des salaires, intimement liée à la hausse du prix des objets de consommation, il suffit de la mentionner, ainsi que le renchérissement des matériaux de construction, pour justifier l'accroissement de dépenses que nécessitent les nouvelles propriétés bâties. A Paris, le mètre construit ne saurait descendre au-dessous de 1,200 francs pour des maisons d'habitation relativement modestes; quant aux autres, il atteint de 1,500 à 1,800 francs. Pas n'est besoin qu'un immeuble

s'étende sur une grande surface pour valoir plus d'un million. Sans être élevée sur des terrains à 2,500 francs le mètre, comme il vient d'en être vendu sur l'emplacement de l'ancien hôtel des postes ou à 2,000 francs en moyenne, comme dans la nouvelle avenue de l'Opéra, une construction qui coûte 1,500 francs environ le mètre sur un terrain payé de 800 à 1,000 francs le mètre ne peut appartenir qu'à une petite classe de propriétaires. Or, au moment où le besoin de constructions luxueuses se faisait sentir, les sociétés d'assurance sur la vie, dont on regrettait récemment encore que le nombre fût si réduit en France, se sont tout d'un coup multipliées et agrandies, et ont recherché les placemens les plus solides pour des sommes très importantes. Le rendement des rentes sur l'état et des obligations de nos chemins de fer, seul mode d'emplois mobiliers autorisé par les statuts de ces sociétés, devenant de moins en moins rémunérateur à mesure que le prix d'achat s'en élevait en proportion de la demande dont elles étaient l'objet, et, au contraire, le taux des loyers ne cessant de s'accroître par suite de l'augmentation de la population parisienne, toutes les compagnies d'assurance ont tenu à placer en acquisition d'immeubles les réserves qui servent de gage à leurs contrats; faute d'en trouver, elles en ont construit, et c'est ainsi qu'à l'heure actuelle les seules compagnies d'assurance sur la vie possèdent pour 173,500,000 francs de maisons à Paris.

A côté d'elles se sont formés des groupes d'entrepreneurs qui, à l'imitation de certaines spéculations tentées sous le dernier empire, mais sur une plus vaste échelle, ont poursuivi le même travail en vue, il est vrai, de résultats différens. Par une entente habile, des entrepreneurs de maçonnerie, de charpente, de menuiserie, de peinture, etc. se sont associés, sous la direction d'architectes expérimentés, pour acheter des terrains, y élever des maisons en y travaillant chacun selon leur spécialité, afin de les louer d'abord et de les vendre ensuite avec partage proportionnel de profit ou de perte. Ces associations temporaires d'hommes déjà possesseurs de ressources importantes ont trouvé dans les nouveaux établissemens de crédit un tout-puissant concours. Le nombre toujours croissant des sociétés financières, l'augmentation des dépôts qui leur sont confiés, ont permis de prêter temporairement à ces groupes d'entrepreneurs et à un intérêt élevé des sommes considérables qui avaient pour gage non-seulement le profit très rémunérateur à obtenir par la vente des immeubles construits, mais la valeur des terrains en tout ou partie, et les premiers débours faits par les constructeurs eux-mêmes sous forme de matériaux et de salaires aux ouvriers payés de leurs propres deniers. Nulle combinaison, en ces derniers temps, n'a plus servi à faciliter la construction des immeubles à Paris, à en élever le prix et le rendement, à développer un

mouvement d'affaires considérable. De la capitale, l'exemple a déjà été suivi dans plusieurs grandes villes; les localités recherchées pour leur situation privilégiée ou leur caractère spécial, comme les bords de la mer et les stations de bains, en voient chaque jour surgir d'heureuses imitations; il ne manquera pas de s'en produire d'autres, et la combinaison des groupes de constructeurs absorbera encore bien des millions de francs; mais de tous les modes nouveaux de constituer la propriété immobilière, celui qui promet les résultats les plus considérables est la création des nouvelles sociétés foncières, qui datent à peine de deux ou trois ans.

La première fondée, la Rente foncière, est, pour ainsi dire, un démembrement de l'ancienne Société immobilière, dont la dissolution avait été prononcée en 1872 et dont la société de Crédit mobilier renouvelée elle-même restait le principal créancier. Une combinaison naturelle vint à l'aide des deux établissemens et facilita la liquidation du débiteur; ce fut la formation d'un groupe nouveau, patronné par le Crédit mobilier, qui racheta à la Compagnie immobilière les plus importans des immeubles qu'elle possédait encore, entre autres le Grand Hôtel du boulevard des Capucines. La Rente foncière fondée au capital de 40 millions et présidée par M. le baron Haussmann, a conclu immédiatement avec le Crédit foncier un traité très avantageux en vertu duquel la moitié des immeubles possédés par elle pourrait à concurrence de 50 pour 100 de leur valeur devenir le gage de prêts consentis à un intérêt inférieur à 5 pour 100, jusqu'à une limite de 200 millions de francs.

La Société des immeubles de Paris, presque contemporaine de la Rente foncière, a pris naissance sous le patronage de la Banque hypothécaire de France, rivale du Crédit foncier. Il va sans dire que les sociétés dont le but est l'acquisition d'immeubles ont besoin sans cesse de capitaux pour pouvoir se développer; quelle qu'en soit l'importance, le capital social ne peut leur suffire, elles ne progressent qu'en empruntant : si donc elles trouvent à émettre des obligations dont l'intérêt et l'amortissement restent inférieurs au revenu des immeubles achetés ou construits, aucun mode d'emprunt n'est préférable. A défaut d'émission d'obligations, si un établissement ami leur procure à des conditions modérées l'argent nécessaire, le résultat sera le même et le bénéfice certain. La Banque hypothécaire a joué auprès de la Société des Immeubles parisiens, comme le Crédit foncier auprès de la Rente foncière, le rôle de prêteur utile et bienveillant.

C'est avec des conditions de succès peut-être encore plus certaines que viennent d'être créées la Foncière lyonnaise et la Foncière de France et d'Algérie, au même capital que la Société des immeubles, soit 100 millions de francs chacune. Le conseil d'administration de la Foncière lyonnaise est présidé par M. Henry Germain,

député de l'Ain, dont l'autorité en matière financière est grande, que la chambre des députés a nommé pendant plusieurs années vice-président de la commission du budget et dont l'élévation à la présidence de cette même commission serait assurément ratifiée par l'opinion publique. La Foncière lyonnaise a été constituée par le Crédit lyonnais dont M. Henry Germain a été aussi le principal fondateur et qui, depuis le moment où nous en avons parlé ici en même temps que des principaux établissemens financiers siégeant à Paris, a pris un développement considérable. Le chiffre des bilans mensuels du Crédit lyonnais dépasse 800 millions : avant peu il atteindra 1 milliard ; pour qui a pu apprécier la sévérité de ses directeurs en ce qui concerne les avances à faire et les emplois de fonds, pour qui sait la prudence avec laquelle ils évitent l'immobilisation des placemens, ou constituent des réserves et amortissent chaque année les dépenses extraordinaires, ce chiffre de 1 milliard qui aurait paru il y a quelques années invraisemblable, ne sera que le point de départ de progrès encore plus significatifs. Le concours du Crédit lyonnais ouvre donc à la Foncière lyonnaise un vaste champ d'activité. Si des occasions pressantes s'offraient à celle-ci pour acheter dans de bonnes conditions des immeubles que ses ressources immédiates ne lui permettraient peut-être pas de payer assez promptement, elle trouverait dans le Crédit lyonnais un prêteur bien pourvu de capitaux et tout disposé à consentir des prêts sérieusement gagés. Sans aborder l'analyse des opérations de la Foncière lyonnaise, quelques faits récens permettent d'en prévoir le succès : c'est ainsi qu'elle a dû procéder à une fructueuse émission d'obligations garanties par son capital social et porter au double ce capital lui-même. Par une entente avec le Crédit foncier analogue à celle qui avait eu lieu pour la Rente foncière, elle s'est aussi procuré de larges ressources à un taux d'intérêt inférieur au revenu qu'elle tire de ses immeubles déjà construits, en même temps que, par des reventes de terrains à des entrepreneurs, cliens du Crédit lyonnais, elle a réalisé des bénéfices dont profiteront les exercices futurs. Enfin la Foncière lyonnaise vient de contribuer elle-même à la création de la Foncière de France et d'Algérie, qui aurait pu devenir pour elle une rivale redoutable, mais qui, par l'accord conclu sous l'influence de M. Germain, président du Crédit lyonnais, et de M. Christofle, gouverneur du Crédit foncier, ajoutera un élément de succès de plus à ceux qui ont été énumérés ci-dessus.

Comme le constate le rapport lu, le 11 août dernier, par M. Sauret, son président, à l'assemblée générale des actionnaires de la Foncière de France et d'Algérie, cette œuvre nouvelle du Crédit foncier ne constitue pas le moindre des services qu'il a rendus et doit rendre à la propriété immobilière. On se rappelle les vicissi-

tudes par lesquelles a passé depuis son origine la société fondée par décret du 28 mars 1852 sous le nom de Banque foncière de Paris, devenue bientôt le Crédit foncier de France et dotée par l'état d'une subvention de 10 millions, avec un véritable privilège pour tous les départemens où des sociétés foncières n'existaient pas auparavant. Le privilège n'a pas été conservé, mais l'état n'a pas abandonné son action tutélaire, puisqu'il nomme encore le gouverneur et les sous-gouverneurs de la société et qu'il lui a maintenu la faculté d'émettre des obligations à lots. En 1854, en 1857, de grandes modifications avaient été apportées au régime intérieur du Crédit foncier; en 1859, la mesure qui détachait du Comptoir d'escompte, auquel il appartenait depuis 1848, le Sous-Comptoir des entrepreneurs pour le placer sous l'égide du Crédit foncier, marquait un pas en avant; la création de la Foncière de France et d'Algérie est plus significative encore. Pour consentir des prêts à long ou court terme sur des propriétés, il importe qu'elles soient en rapport; sur des maisons, il faut les construire, et le Sous-Comptoir des entrepreneurs a favorisé la construction des maisons qui sont devenues le gage des emprunts au Crédit foncier. Mais, pour construire, il faut posséder le terrain nécessaire, l'acquérir, le distribuer : ce sera l'objet de la Foncière de France et d'Algérie; elle achètera pour bâtir, louer ou vendre, passant chaque jour d'une opération à une autre et fournissant sans cesse ample matière à de nouveaux emprunts hypothécaires. Avec un champ d'entreprises aussi étendu, qui comprend toute la France et l'Algérie, avec la faculté non-seulement de mettre en valeur les terrains propres à bâtir, mais d'entreprendre des exploitations agricoles et industrielles, quel rôle peut jouer une société forte de tout l'appui du Crédit foncier et qui, loin de s'isoler et d'agir seule, prend au contraire pour coopérateurs le Crédit lyonnais et la Foncière lyonnaise! Toutes les opérations projetées par elle devront, en effet, d'après un traité devenu définitif, être proposées à l'acceptation de ces deux derniers établissemens et, en cas d'adhésion, seront exécutées en commun. On ne saurait trop louer l'esprit de modération et de prudence qui a dicté cette résolution. Puisse-t-il inspirer tous ceux qui président aux destinées de nos grands établissemens de crédit! Dans un temps où les affaires si nombreuses laissent place à chacun, où tant de besoins restent à satisfaire, où le public n'a même pas encore conscience des exigences qu'il ne manquera pas de formuler, ce ne serait que par un heureux et facile accord entre les sociétés financières qu'il serait possible de répondre à toutes les demandes et de mettre à la disposition du travail en général ce magnifique instrument qui s'appelle le crédit.

Une disposition particulière des statuts de la Société foncière de France et d'Algérie lui permet aussi d'aborder une série de vastes

opérations qui semble manquer à ses émules. Elle se propose, en effet, non-seulement de traiter de l'ouverture des rues dans les villes, mais aussi de soumissionner de grands travaux publics. L'ancienne Société immobilière avait eu la même ambition ; à Paris, elle avait achevé la rue de Rivoli ; à Marseille, elle avait construit la rue Impériale. Percer des boulevards, créer des quartiers rentre bien dans le cadre d'une société foncière, mais c'est peut-être le dépasser que de terrasser des routes, creuser des canaux ou construire des chemins de fer ; en tout cas, ces entreprises multiples peuvent fournir matière à de grands développemens.

La Foncière de France et d'Algérie clôt jusqu'à présent la série des nouvelles sociétés foncières. Nous ne voulons pas dire qu'elle est destinée à réussir mieux que ses aînées, ni qu'elle comblera toutes les lacunes, et qu'après elle la mobilisation de la propriété foncière sera complète : nous avons tenu seulement à bien préciser son caractère et à montrer qu'il s'adapte aux nouvelles mœurs de notre temps. Le succès de chaque entreprise dépend avant tout de ceux qui la dirigent et, tout en reconnaissant que les sociétés foncières nouvelles réunissent à cet égard les meilleures conditions, nous nous attachons surtout à faire ressortir, avec leur objet, le sentiment public qu'elles expriment en quelque sorte. Ce sentiment manifeste est celui qui inspire à chacun l'envie de participer à la propriété commune sous la forme préférée aujourd'hui, la forme mobilière ; or faire du sol, des constructions qu'il supporte et des revenus qu'il procure, des titres en papier qu'on plie et dépose dans un portefeuille, qu'on se passe de la main à la main, semble le dernier mot du progrès ; c'est, en tout cas, à notre époque, le fait saillant et universel ; il n'y a qu'à le constater en l'expliquant.

III.

On vient de voir le Crédit foncier jouant un rôle actif dans la création des sociétés nouvelles dont l'utilité a été démontrée ; les avantages directs ou indirects qu'il est appelé lui-même à en recueillir ne peuvent faire l'objet du moindre doute et valent bien qu'on s'y arrête.

Quoique fondé depuis près de trente ans, quoique reconstitué à plusieurs reprises, le Crédit foncier ne semble pas avoir joué en France le rôle auquel il était destiné, et cela en dépit des efforts de tous les habiles gouverneurs placés successivement à sa tête. Sans aucun doute ses opérations se sont largement accrues, la masse des prêts qu'il a consentie est énorme ; grâce surtout au mode d'obligations à lots, dont le privilège lui est demeuré à l'encontre de toutes les sociétés financières libres, il a pu recueillir un nombre toujours croissant de capitaux. Ses emprunts anciens et nouveaux,

— et le succès récent des obligations communales à 4 0/0 vient encore de l'attester, — ont été contractés à un taux tellement rémunérateur pour lui-même, qu'il a pu, par une mesure des plus hardies et des plus heureuses, abaisser tout d'un coup l'intérêt que lui payaient ses débiteurs, à la seule condition pour ceux-ci de ne se libérer désormais qu'en numéraire, et non plus en restituant au Crédit foncier ses propres obligations, lorsqu'ils veulent anticiper sur leurs versemens futurs ou éteindre leur dette par avance. Le Crédit foncier, qui ne prête jamais avec son capital de garantie, mais qui n'est qu'un simple intermédiaire entre les obligataires, ses propres créanciers, et des emprunteurs opérant un amortissement annuel, n'avait pu dans l'origine refuser à ces derniers le droit de lui rapporter pour anticiper leur libération les propres titres qui avaient fourni matière à leurs emprunts. Or, après 1870, les obligations foncières étant tombées au-dessous du pair, une spéculation intelligente les recueillit, les restitua au Crédit foncier, et en éteignant d'anciennes dettes gagna toute la différence qui existait entre le prix d'acquisition des obligations à la Bourse et le pair. Le Crédit foncier, pour se défendre contre le retour de pareilles opérations qui réduisaient le nombre de ses prêts et diminuaient ainsi le chiffre de ses bénéfices annuels, a profité de la première occasion offerte et prescrit le paiement en numéraire en échange d'une diminution d'intérêt.

Le Crédit foncier ne prête pas seulementsur hypothèque aux propriétaires d'immeubles, mais aux communes sur des annuités inscrites dans leurs budgets, et d'autre part, il émet des obligations foncières et communales dont le chiffre doit correspondre à celui de ses prêts, tout en gardant une certaine proportion avec son capital social. Au 31 juillet 1881, le total des prêts hypothécaires s'est élevé à 1,059,005,000 francs contre 1,006,066,000 francs d'obligations foncières et celui des prêts communaux à 655,692,000 fr. contre 596,000,000 francs d'obligations communales, ensemble 1,714,697,000 francs de prêts contre 1,602,066,000 francs d'emprunts en obligations. A la date du 31 décembre 1880, l'ensemble des prêts montait à 1,572,521,000 francs contre 1,426,364,000 fr., capital produit, d'obligations en circulation. L'exercice actuel n'étant pas encore fermé et une nouvelle émission d'obligations restant en cours, il est mieux de comparer les chiffres de la précédente année avec ceux de l'année 1872, par exemple. Au 31 décembre 1872, l'ensemble des prêts ne dépassait pas 1,376,485,000 francs et le capital produit par l'émission des obligations foncières et communales atteignait 1,314,274,000 francs. De 1872 à 1880, on le voit, la différence n'est pas très grande, et on comprend aisément que les directeurs du Crédit foncier se soient préoccupés de donner plus d'extension à leurs opérations. L'année 1881 promet

des résultats meilleurs, puisqu'à la fin du mois d'août dernier, les nouveaux prêts hypothécaires consentis depuis le mois de janvier s'élevaient à 148 millions et demi contre 118 millions seulement dans la même période de 1880. Il n'est pas sans intérêt de faire ressortir, dans ces chiffres mêmes, tout le profit que le Crédit foncier a retiré du mode d'émission d'obligations à lots, dont ses adversaires lui contestent l'usage légal et qu'il vient de remplacer tout récemment pour ses prêts communaux par des obligations à 4 pour 100 d'intérêt : dans le total des émissions de 1872, les obligations foncières à lots figuraient pour 265,137,000 francs, contre 626,788,000 francs d'obligations sans lots, et les obligations communales à lots pour 55,621,000 francs contre 387,974,000 francs d'obligations sans lots. En 1880, la proportion est tout autre; dans le total des obligations foncières on ne trouve plus que 25,817,000 francs d'obligations sans lots contre 940,427,000 francs d'obligations à lots, et dans le total des obligations communales, 46,619,000 francs d'obligations sans lots contre 519,905,000 francs d'obligations à lots. De tels changemens méritaient bien d'être notés.

Nonobstant l'importance des sommes ci-dessus, peut-on dire que le Crédit foncier compte parmi ses cliens la véritable propriété immobilière, pour l'avantage de laquelle il semblait avoir été créé? Assurément non. Les prêts aux communes, si profitables qu'ils soient aux populations rurales, ne s'adressent point aux propriétaires eux-mêmes : les prêts hypothécaires sont encore aujourd'hui spécialement consentis sur des immeubles urbains, et Paris en absorbe la plus grosse part. Il en était de même, il y a plus de vingt ans, lorsque la loi du 28 juillet 1860 constituait, au capital de 20 millions, le Crédit agricole à côté du Crédit foncier. On sait quelle fut la destinée de cette société annexe, qui devait, au bénéfice de la propriété rurale, remplir le rôle que jouait, au bénéfice de la propriété urbaine, le Sous-Comptoir des entrepreneurs. Faute d'emplois agricoles proprement dits, le Crédit agricole dut recourir à des placemens qui non-seulement compromirent sa propre fortune, mais parurent atteindre celle du Crédit foncier lui-même. Grâce au dévoûment des gouverneurs alors en exercice et au relèvement des finances égyptiennes, œuvre simultanée de la France et de l'Angleterre, le Crédit foncier n'eut point à souffrir d'une crise heureusement conjurée; il y trouva même les élémens d'une énorme réserve qui lui permettra d'augmenter son capital social, comme il demande à y être autorisé, afin d'offrir une nouvelle garantie à ses émissions d'obligations. Le Crédit agricole ayant disparu, c'est par d'autres créations parallèles que le gouverneur actuel s'est efforcé d'agrandir la sphère d'action du Crédit foncier. On lui doit, entre autres,

la constitution du Crédit foncier algérien, de la Société foncière de France et d'Algérie et les accords conclus avec les sociétés foncières dont il vient d'être question.

Nous ne saurions, en signalant les efforts tentés récemment pour venir en aide à la propriété foncière, passer sous silence la fondation de la Banque hypothécaire due à l'initiative de M. le baron de Soubeyran, avec le concours de six grands établissemens de crédit. La haute expérience de l'ancien sous-gouverneur du Crédit foncier, l'aide puissante qu'il apportait au nouvel établissement en sa qualité de fondateur de la Banque d'escompte, la participation des sociétés parisiennes les plus riches, promettaient à la Banque hypothécaire un prompt développement; la faveur publique s'attacha donc à ses débuts, et comme aucun privilège n'existe en matière de prêt foncier, le bruit courut même qu'on allait, dans les principale villes de France, ouvrir des établissemens semblables. Il n'en a rien été cependant. Comment, en effet, procurer à ces sociétés les capitaux qu'elles doivent prêter sur hypothèques avec de longs délais d'amortissement? Ce ne peut être que par l'émission d'obligations à long terme. Mais comment obtenir du public le placement de ces obligations à des conditions telles qu'il reste entre l'intérêt qui leur est attribué et l'intérêt à recevoir des débiteurs hypothécaires une marge suffisante pour laisser des bénéfices à l'établissement intermédiaire? Devant ce problème, les plus audacieux ont dû reculer, et la Banque hypothécaire elle-même ne semble pas encore l'avoir résolu à son entière satisfaction, puisqu'elle a changé plusieurs fois le type des obligations qu'elle offre au public. Quoi qu'il en soit, la création de la Banque hypothécaire a produit tout d'abord ce résultat pour les propriétaires emprunteurs de faire baisser le taux de l'intérêt, et c'est pour lutter contre son nouveau rival que le Crédit foncier a été amené à prendre la mesure dont il a été parlé plus haut; mais est-il possible de la maintenir dans l'avenir? On se demande si une entente ne s'établira pas entre les deux sociétés pour relever les taux d'annuités au chiffre primitivement établi; on va même jusqu'à agiter sérieusement la question de l'absorption de la Banque hypothécaire par le Crédit foncier.

Nous n'avons pas de préférence marquée pour l'une ou l'autre de ces solutions. La seconde, plus conforme aux précédens, à nos habitudes, paraît plus simple et plus efficace: il est aisé de concevoir une organisation embrassant toute la surface du pays, n'agissant que là où les affaires se présentent, concentrant les renseignemens et les ressources; les relations étroites qui existeraient entre un Crédit foncier privilégié et la Banque de France elle-même par la similitude de leurs statuts donneraient à chacun des forces nouvelles, et par la fusion avec la Banque hypothécaire d'abord et la conces-

sion d'un monopole ensuite, le Crédit foncier actuel pourrait réaliser les espérances qui avaient salué son origine.

Mais, d'autre part, la concurrence présente des avantages sérieux, et c'est ainsi que la Banque hypothécaire prête sur les immeubles en plus forte proportion que le Crédit foncier, limité à 50 pour 100 de la valeur hypothéquée; de plus, on ne saurait trop regretter que l'esprit d'initiative individuelle et locale ne parvienne pas à s'acclimater chez nous pour y produire tout ce dont il est capable. Nos grandes villes, si riches, si industrieuses, pourvues d'instrumens dont elles ignorent elles-mêmes la puissance, arriveront sous peu à compter sur leurs propres forces plus que sur celles de la capitale, sans lesquelles aujourd'hui encore elles n'osent rien créer. De ce mouvement communal naîtront des associations locales mieux surveillées, plus instruites des besoins particuliers et par cela même plus fécondes. Dans ces derniers temps, plusieurs exemples d'initiative locale ont été donnés à Lyon, à Saint-Étienne, à Marseille, à Bordeaux, etc.

Quant au point de vue particulier du crédit hypothécaire et foncier, qu'il soit distribué par une ou plusieurs sociétés, ce qui importe, c'est d'établir un mode régulier et paisible, uniforme s'il se peut, pour l'émission des obligations et les conditions des prêts. La rivalité et la lutte auraient bientôt fait de rendre toute opération plus difficile et de priver la propriété urbaine elle-même des ressources qui ne lui ont pas manqué jusqu'à présent. Pour la propriété rurale, la question qui vient d'être soulevée ne présente pas malheureusement un grand intérêt, car on ne saurait trop le redire, le crédit lui manque presque totalement.

La législation anglaise, sous prétexte de favoriser l'assainissement et l'amélioration du sol, mais en réalité pour permettre au propriétaire d'accroître la production foncière par toute entreprise utile, telle que drainages, engrais, etc., autorise des prêts faits directement par le trésor public ou à l'aide de capitaux fournis par des particuliers. Ces prêts, remboursables en vingt-deux ans, sont passibles d'un intérêt de 6 1/2 pour 100. Tout capitaliste désireux de prêter à la propriété foncière déclare la somme dont il dispose, et la Banque de l'Échiquier la distribue avec ses propres capitaux et en opère le recouvrement. C'est donc à elle seule que le prêteur et l'emprunteur ont affaire, et, comme en cas de non-paiement la procédure d'aliénation est des plus simples, que des fonctionnaires spéciaux sont chargés de veiller à l'exécution des engagemens pris, on peut affirmer qu'en Angleterre le crédit de la terre, quant à la possession et à l'exploitation même du sol, est pleinement assuré. En France, en dehors de l'ancien mode de l'hypothèque, de plus en plus en défaveur, le cultivateur n'a guère d'autre ressource pour

étendre son exploitation que l'usure, et c'est au moyen de billets à longue échéance renouvelés à des prix exorbitans, avec des commissions exagérées, qu'il obtient l'argent mis en épargne par des voisins plus heureux ou plus avares. C'est seulement lorsque la propriété change de mains ou quand les familles se divisent qu'apparaît l'emprunt hypothécaire, mode de liquidation ruineux et en tout cas stérile quant à la mise en valeur de la terre et à l'accroissement de ses produits.

Sans doute la multiplicité des établissemens de crédit, l'expérience de plus en plus répandue des facilités que procure l'escompte, la valeur attachée dans les moindres localités aux titres mobiliers permettront au crédit personnel de s'affirmer, et il ne sera pas plus difficile aux agriculteurs français d'obtenir des avances gagées par leur solvabilité propre qu'aux ouvriers écossais de faire négocier leurs bons par les banques populaires d'Écosse. Il y a bien des progrès à faire à cet égard, et nos grandes sociétés financières qui établissent dans nos départemens de si nombreuses succursales ne savent pas encore elles-mêmes jusqu'à quelles profondeurs peut pénétrer leur action : elles ignorent ce que l'épargne locale accumule dans les plus humbles centres de population, et ce que renferment les bas de laine cachés au fond des coffres qui font l'admiration des amateurs de vieux meubles.

Jusqu'ici le billet du propriétaire voisin, souvent impayé à l'échéance et dont les intérêts sont si mal servis, a été dans nos villages l'unique mode de placement. Il n'est pas téméraire de penser que les obligations foncières y pénétreront de plus en plus avec toutes les autres valeurs mobilières, et le crédit de la propriété foncière y gagnera beaucoup. Pour activer la marche en avant, il serait urgent de rendre les formalités légales pour l'établissement, la mainlevée et la purge des hypothèques plus aisées et surtout d'amoindrir à la fois les frais de mutation de la propriété immobilière, et la charge de l'impôt foncier. Déjà, sous la monarchie constitutionnelle, ces questions étaient à l'ordre du jour : depuis près d'un demi-siècle, elles n'ont pas fait un pas vers la solution. Nulle réforme n'aurait cependant plus d'influence pour améliorer le sort des masses, mais, quoiqu'elle soit l'objet des préoccupations des esprits les plus sages dans tous les partis, — l'honorable président du sénat s'est publiquement prononcé à cet égard, — comme l'abaissement des droits de mutation et de l'impôt foncier ne figure pas au premier rang des revendications révolutionnaires, il est à craindre que bien du temps ne s'écoule encore avant que, devenue plus facilement transmissible, la propriété foncière se prête mieux aux transformations que nécessite sa situation présente, telles, par exemple,

que l'exploitation commune à l'aide de machines louées ou possédées indivisément, ou la reconstitution de la grande propriété sous la forme de l'association (1).

IV.

Ce changement dans les mœurs financières de la France, dont nous venons de reproduire quelques traits, n'est lui-même que la conséquence d'un fait général dont tous les peuples subissent l'influence exclusive, à savoir l'augmentation chez nous, comme partout ailleurs, de la consommation sous ses formes multiples. La politique des états en subit l'ascendant, puisque c'est surtout au bénéfice de la démocratie que la consommation se développe, et qu'aucun gouvernement ne néglige de faire à la démocratie une plus large part dans le maniement des affaires publiques. La science s'inspire de ce besoin irrésistible puisqu'elle s'applique de préférence aux satisfactions matérielles des hommes et accroît si démesurément leur pouvoir sur la nature inanimée. Quelle statistique curieuse à dresser que celle où s'énumèreraient, même sur le point le plus limité de notre territoire, les objets de toute nature consommés aujourd'hui, en les comparant avec leur quotité d'il y a vingt ans seulement, sous le rapport du vêtement, de la nourriture et de l'habitation ! Il n'est pas une heure de notre vie, une occupation de notre temps, qui ne témoigne de ces progrès, dont tout cœur bien placé ne saurait trop se réjouir. C'est là où le sentiment de l'égalité, si vif en France, trouve à s'affirmer, et il serait impossible à l'observateur le plus pessimiste de méconnaître combien le sort de nos populations s'est à cet égard amélioré. Dans quelque lieu que l'on s'arrête, ne trouve-t-on pas la même élégance de vêtemens, le même soin de la coiffure chez les femmes, et les hommes, bien plus lents à se métamorphoser, ne portent-ils pas tous, dans nos campagnes, les mêmes habits que les hommes dans les villes ? distingue-t-on sous ce rapport l'ouvrier du chef et le serviteur du maître ? L'antique alimentation des paysans, où la viande, le vin, le pain de froment faisaient presque toujours défaut, n'est-elle pas aujourd'hui la ressource de rares villages éloignés de toute communication et ne tend-elle pas à faire place partout à une nourriture plus saine et plus abondante (2) ?

(1) Le ministère de l'agriculture vient d'arrêter les termes d'un projet de loi préparé par une commission spéciale, qui peut être d'une grande utilité pour l'exploitation du sol. La loi permettrait aux fermiers d'emprunter en donnant pour gages leurs récoltes et leur matériel, gages exclusivement réservés jusqu'ici aux propriétaires. Ceux-ci ne seraient plus nantis que pour deux ans et demi seulement de ces valeurs dont le total s'élève à plus de 4 milliards. Un acte serait dressé au profit du prêteur, et les récoltes ne pourraient être livrées aux tiers qu'après mainlevée.

(2) D'un travail fait récemment par les soins du ministère de l'agriculture et du

C'est pour répondre au progrès de la consommation que la production a doublé ses efforts et cherché les meilleurs instrumens de travail, parmi lesquels le crédit joue un rôle prépondérant. Consommer plus et mieux à l'aide de gains plus considérables, voilà ce qui fait le fond de toutes les aspirations, des opinions mêmes de nos compatriotes : pour consommer plus, il a fallu produire davantage, plus vite, et avec plus de bénéfices, et c'est ainsi que l'industrie et le commerce ont opéré les prodiges dont nous avons été témoins en ces dernières années. Veut-on aller plus loin et pénétrer au fond de nos préoccupations politiques? D'où vient ce besoin de la paix intérieure et extérieure que chacun expose en termes de plus en plus affirmatifs, que les programmes électoraux répètent tous avec la même foi, sinon de ce raisonnement intime que, s'il faut produire sans cesse pour consommer davantage, seule la tranquillité au dedans, la paix au dehors, permettent de produire et donnent ainsi le pouvoir de consommer? Quant à tous ceux qu'effraient notre production hâtive et ses développemens précipités, qui voient en conséquence avec souci les titres de tant de sociétés financières et industrielles emportés dans une hausse vertigineuse, on peut leur faire observer que la base de cet échafaudage est solide, qu'une marge bien grande reste encore ouverte aux bénéfices à venir, puisque tout repose sur le progrès de la consommation et qu'elle est bien loin d'avoir dit son dernier mot. En notre pays qui ne marche certes pas au dernier rang dans la voie du progrès matériel, est-ce qu'il n'y a pas encore bien des efforts à faire pour donner à chacun la part de bien-être auquel il aspire?

Ces vérités banales ne laissent donc pas que d'ouvrir à l'esprit des perspectives rassurantes, et nous ne saurions trop les répéter pour justifier nos propres espérances et nos études. Si le monde politique reste le théâtre de luttes dont on ne peut approuver les vio-

commerce, il résulte que l'accroissement seul de la consommation a déterminé, depuis un demi-siècle, les augmentations de dépenses suivantes :

De 20 pour 100 quant aux alimens végétaux, céréales, farineux, légumes; de près de 40 pour 100 quant à l'alimentation animale, viande, lait, œufs, poisson, etc.; de 85 pour 100 quant aux boissons indigènes, vin, bière, cidre, spiritueux; de 20 pour 100 quant aux denrées diverses, sel, sucre, thé, huile, soit 50 pour 100 pour l'ensemble de la nourriture.

Que si l'on suppose une consommation égale, en ne s'attachant qu'aux variations de prix, l'alimentation végétale coûte 50 pour 100 de plus, les produits fournis par le règne animal et les boissons indigènes 87 pour 100 de plus; en ce qui concerne les autres denrées, il y a au contraire diminution de 37 pour 100.

En tenant compte à la fois de l'augmentation de la consommation et de celle des prix, on arrive à cette conclusion que la nourriture du Français représentait sous la restauration une valeur de 90 à 93 francs par tête, de 195 francs à la fin du second empire et que la valeur actuelle est de 205 francs.

lences; si des droits sacrés sont violés par ceux mêmes qui en d'autres temps les avaient réclamés avec le plus de véhémence; enfin, sous le rapport de la liberté vraie et du respect de la conscience individuelle, si nous sommes en voie de reculer en-deçà de ce que le régime de 1830 nous avait réellement donné, on ne saurait rien reprocher au temps actuel en ce qui concerne l'essor de l'activité humaine dans la sphère du travail et de l'industrie. Là, au contraire, tout est motif à louange et à satisfaction sérieuse. Oui, au point de vue politique, les diverses classes de la société obéissent plus à des prétentions individuelles qu'à des opinions; dans l'ardeur des polémiques, dans les luttes électorales, on découvre surtout la recherche de la clientèle et du gain. Mais sur le terrain propre des affaires, on ne rencontre pas les mêmes contradictions et l'on n'y redoute aucune hypocrisie; chacun sait et dit ce qu'il veut, et nul ne se pare de fausses vertus. Ce n'est pas assurément par une philanthropie plus ou moins sincère qu'on se livre à un travail incessant; mais aussi ce n'est pas en excitant des passions mauvaises et en présentant d'audacieux mensonges comme les vérités de l'avenir qu'on obtient le succès: le seul moyen au contraire de l'assurer est de ne pratiquer que le vrai et de ne produire que le bon, — bon et vrai dans des sphères secondaires, dira-t-on, mais qui cependant, en satisfaisant aux besoins matériels de l'homme, développent aussi son intelligence et concourent largement aux progrès de la civilisation. Tous ceux donc qui, sur le terrain des affaires proprement dites, poursuivent leur propre fortune, peuvent l'avouer sans remords, puisqu'ils ne la devront qu'à leur honnêteté et à leur aptitude, et qu'ils modifieront à l'avantage du public le précepte morose donné par le fabuliste, en recherchant

Leur bien premièrement et puis le *bien* d'autrui.

Nous avons à plusieurs reprises fait ressortir les heureux résultats des opérations financières et industrielles et, par conséquent, les mérites de leurs auteurs; nous avons dû même, jusque sur le terrain de la spéculation proprement dite, et dans les transactions de la Bourse et du marché libre, reconnaître que la délicatesse la plus scrupuleuse présidait au règlement des affaires, puisqu'elles se traitent le plus souvent sur simple parole donnée; nous ne saurions donc nous empêcher, en constatant à nouveau les progrès du travail matériel, de payer un juste tribut d'éloges aux hommes qui, en France, y consacrent leurs soins et leurs lumières, et nous croyons pouvoir appeler la sympathie publique sur leurs noms.

BAILLEUX DE MARISY.

REVUE LITTÉRAIRE

LA CASUISTIQUE DANS LE ROMAN.

I. *Récits andalous,* par don Juan Valera; Paris, 1879, Calmann Lévy. — II. *Le Commandeur Mendoza,* par don Juan Valera; Paris, 1881, Ghio.

L'homme d'esprit, — diplomate, conseiller d'état, député, sénateur, un peu ministre même, académicien, traducteur, journaliste, critique, poète et enfin romancier, — dont nous venons d'écrire le nom, n'est pas un inconnu pour les lecteurs de la *Revue.* Certainement, ils se souviennent, ou, si par hasard ils l'avaient oublié, ce nous serait un devoir, avant tout de leur rappeler qu'il y a quelques années (1) un de nos collaborateurs, Louis-Lande, qui depuis, en des circonstances mystérieuses, a payé de sa vie l'intérêt d'ardente curiosité qu'il portait aux choses d'Espagne, leur avait présenté l'auteur de *Pepita Jiménès.* Ce récit de mœurs était le début de don Juan Valera dans le roman, d'autant plus digne d'être signalé que les romans de mœurs ne passent pas pour nombreux en Espagne et que, parmi leur petit nombre, quand on en a distingué cinq ou six qui méritent l'honneur de franchir les monts, il semble que ce soit déjà beaucoup. Les réputations littéraires ne s'élèvent plus sur ce fondement dans la patrie de Cervantes. Il y aurait même lieu d'examiner, à ce propos, pourquoi, depuis

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1875.

tantôt une centaine d'années, et tandis que toutes les variétés du roman pullulent en Angleterre, en France, en Russie même, il est des pays, au contraire, — l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne plus particulièrement, — où le genre, en dépit du talent et de la bonne volonté de quelques-uns, n'a tracé que de maigres racines et ne paraît décidément pas vouloir s'acclimater. Nous avons vingt occasions de retrouver l'Allemagne et l'Italie. Ici, la grandiloquence naturelle à la langue espagnole a peut-être exercé quelque influence. Et lorsque, par exemple, dès les premières pages, on tombe sur une description de ce goût déclamatoire : — « La mélancolie de cette vallée n'est pas la mélancolie profonde et glaciale que l'on respire dans les bois d'Écosse, mais une mélancolie qu'illuminent les rayons furtifs de ce resplendissant soleil de Grenade, toujours brillant, dans le ciel dépouillé, du feu dont le regard s'allume dans l'ardeur de la passion, ou encore, semblable au sourire de la volupté sur les lèvres de la bacchante, mélancolie au sein de laquelle les amers souvenirs du désenchantement s'endorment sous les ailes diaprées de mille riantes espérances (1), » — on peut au moins se prendre à douter que ce magnifique et retentissant vocabulaire daigne descendre à l'expression de ces sentimens moyens, de ces détails familiers, de ces menues descriptions qui sont pourtant l'âme même du roman de mœurs. Hâtons-nous de dire que ce passage n'est pas emprunté de don Juan Valera. Mais plutôt, l'originalité de l'auteur de *Pepita Jiménès* et des *Illusions de don Faustino* serait une simplicité savante, autant du moins qu'il nous soit permis d'en juger au travers, non pas même d'une traduction, mais d'une adaptation.

L'opinion commune, je le sais, des auteurs que l'on adapte, et des romanciers particulièrement, c'est qu'à les traiter de la sorte, on les mutile. Ils estiment que l'adaptateur, pour délicatement qu'il opère, leur fait tort du meilleur d'eux-mêmes. On a remarqué que, toutes les fois que l'on proposait à un romancier de retoucher quelque chose à son œuvre, c'était justement le plus bel endroit qu'on lui demandait de gâter. Tant il est vrai que la critique est aveugle ! A plus forte raison, si l'adaptateur s'avise de retrancher toute une scène, pouvez-vous être sûr, non-seulement qu'au gré de l'auteur c'était infailliblement la meilleure, mais encore qu'elle était la scène capitale, je veux dire la scène où s'acheminait, comme vers un but marqué, tout ce qui la précède, et d'où conséquemment tout ce qui la suit découlait, comme de sa source. L'adaptateur, presque toujours, a raison : quelquefois, cependant, l'auteur n'a pas tout à fait tort. Je ne doute pas qu'ici, par exemple, en allégeant son original d'un surcroît de détails, l'adaptateur des *Illusions de don Faustino* n'ait rendu service à don Juan Valera.

(1) *Maria*, por Rafael Gago; Madrid, 1881.

Deux volumes, à ce qu'on nous apprend, et chargés de métaphysique, pour conter les malheurs en amour de l'héritier ruiné d'une noble famille, il nous semble que ce devait être un peu beaucoup. Tandis que, dans l'adaptation, le récit, réduit aux bornes d'environ deux cents pages, — quoiqu'il y ait quelques mailles rompues du tissu de l'intrigue et quoique les événemens y aillent un peu à la débandade, — marche au moins d'une allure vive et d'un air de bonne humeur alerte. Nous n'en dirons pas tout à fait autant du *Commandeur Mendoza*, plus récemment traduit par M. Albert Savine. Si c'est fidèle, et nous n'avons aucune raison d'en douter, c'est bien long, et ce n'est si long certainement que parce que c'est trop fidèle.

Ce qui n'empêche pas qu'après avoir loué de son infidélité même l'adaptateur des *Illusions de don Faustino*, nous allons louer maintenant le traducteur du *Commandeur Mendoza* de sa fidélité. On n'est pas, je pense, plus accommodant. C'est qu'il faut distinguer parmi les œuvres d'un écrivain, et surtout d'un poète ou d'un romancier, les œuvres qui sont vraiment significatives et celles qui ne le sont pas. Il y a des romans de facture qui font très agréablement passer une heure ou deux, voisins d'une espèce de perfection commune et banale de leur genre, mais qui pourraient être au surplus signés de tout le monde. On les lit donc, on en conserve plus ou moins longtemps le souvenir, on finit toujours par les oublier. Manquer de défauts, c'est manquer d'originalité. Il y en a d'autres au contraire qui sont mal faits, si l'on veut, où l'on trouve, sans y chercher malice, à reprendre et blâmer autant ou plus qu'à louer, mais qui n'en sont pas moins marqués au signe de l'originalité personnelle et qui portent profondément empreinte la griffe de quelqu'un. Il serait facile ici, sous prétexte de donner des exemples, de saisir obliquement l'occasion de louer tel de nos romanciers français contemporains aux dépens de tel autre. Contentons-nous de notre auteur espagnol. *Les Illusions de don Faustino* sont un roman de la première espèce; mais un roman de la seconde, c'est *le Commandeur Mendoza*. Poussons la déduction jusqu'au bout. S'il ne s'agit que de faire une lecture et de vous procurer une distraction sans fatigue, ne prenez pas *le Commandeur Mendoza*, lisez *les Illusions de don Faustino*. Vous y trouverez de la bonne humeur, — ce qui, par parenthèse, ne se rencontre plus que trop rarement dans le roman français, — un ou deux grains de satire, de très curieux détails de mœurs, de spirituelles esquisses de la vie de province en Espagne, deux ou trois études enfin de coquettes, un peu minces peut-être de psychologie, indiquées plutôt que creusées, mais intéressantes et surtout bien vivantes. D'ailleurs, le livre une fois fermé, vous ne serez pas autrement inquiet de savoir quel est l'homme qui se cache derrière l'auteur, et vous pourrez passer à une autre lecture. Mais, au contraire, si, comme j'ose l'es-

pérer, vous estimez qu'il n'y a pas, qu'il ne doit pas y avoir de vrai plaisir de l'esprit sans un peu d'instruction qui s'y mêle; si vous croyez qu'un romancier peut donner à penser; si vous êtes curieux enfin de connaître don Juan Valera, mais de le connaître par ce qu'il y a dans son œuvre de personnel et d'original, alors vous lirez *le Commandeur Mendoza*. Vous y apprendrez du nouveau : ce que c'est que la casuistique, l'usage que le romancier peut en faire, ce que vaut enfin comme instrument d'analyse psychologique cette science tant décriée. Je ne voudrais pas généraliser trop hardiment, mais pourtant, en relevant dans la préface du traducteur ce qu'il nous dit d'un roman de Pedro de Alarcon, — *el Escandalo*, — comme en nous remémorant aussi des renseignemens glanés un peu de toutes parts, je suis tenté de croire qu'il y a là, dans cet emploi de la casuistique, en même temps qu'un trait qui caractérise la manière de don Juan Valera, un trait qui pourrait bien caractériser aussi le roman espagnol contemporain. Ce qui se conçoit. L'Espagne a trop longtemps été la terre d'élection des casuistes et de la casuistique pour que l'on ne s'en aperçoive pas encore aujourd'hui, de loin en loin, et jusque dans l'œuvre de ses romanciers. Car il y a toujours, heureusement, parmi chaque génération d'hommes, quelques représentans de toutes les générations qui l'ont précédée dans l'histoire. C'est ce qui fait la variété de l'art, le plaisir de la conversation, et la consolation de la vie.

On ne saurait dire si le mot de *casuistique* nous est devenu, depuis *les Provinciales*, plus ridicule ou plus odieux. Seulement, la casuistique, au vrai, n'est rien ou presque rien de ce qu'il nous plaît d'entendre sous le mot. On la définit, d'ordinaire, par une simplification quelque peu perfide, comme une composition scandaleuse entre le devoir et l'intérêt. Votre devoir est d'agir d'une façon prévue par la morale; votre intérêt est d'agir d'une façon contradictoire suggérée par la circonstance: la casuistique serait l'art de trouver un biais qui tranquillisât la conscience sur l'accomplissement du devoir en donnant à l'intérêt toute liberté de courir à son assouvissement. Mais ce n'est pas là la casuistique : ce n'en est que la corruption. La vraie casuistique est l'approfondissement et la codification des motifs qui doivent régler la conduite dans les cas, si nombreux et si difficiles, où le devoir se trouve en conflit, non du tout avec l'intérêt, mais avec le devoir lui-même. Je ne sais comment agir parce que, dans l'enchevêtrement des circonstances données, de quelque manière que j'agisse, il me paraît que je vais transgresser une obligation formelle ; voilà le cas de conscience : mais il doit y avoir un principe de distinction et des raisons de subordonner, dans l'espèce, la transgression de l'une de ces obligations à l'exécution de l'autre; quel est ce principe, et comment l'appliquer? voilà toute la casuistique. Ceux-là seuls en peuvent contester les titres

qui, par une grâce toute personnelle d'insensibilité morale, n'ont jamais douté d'eux-mêmes, ni jamais senti, sous la leçon de l'expérience, que la vie de ce monde ne laissait pas d'être parfois une chose assez compliquée. J'en prendrai précisément pour exemple la question que s'est posée l'auteur du *Commandeur Mendoza*.

Un brave gentilhomme, don Fadrique Lopez de Mendoza, retiré du service, est venu se fixer, pour y achever paisiblement ses jours, dans son village natal de Villabermeja. Les souvenirs de sa vie d'aventures, les longues conversations avec ces compagnons d'enfance, la société du père Jacinto, dominicain, son ancien précepteur ou plutôt maître d'école, suffisent à remplir son existence, agréablement. Quand il est fatigué de vivre au village, il va passer quelques jours à la ville voisine, chez don José, son frère, où le babillage, les caresses, les cheveux blonds et les yeux bleus de doña Lucia, sa nièce, égaient ce fonds de misanthropie qu'un philosophe, — et le commandeur est un philosophe, — ne manque guère à rapporter de ses lointains voyages. L'enfant, un jour, lui confie un gros secret. Doña Clara, l'une de ses amies, aime don Carlos et elle en est aimée; par malheur, les parens ne veulent pas entendre parler de don Carlos, ou plutôt ne savent rien de l'amour qu'il a pour leur fille; ils la destinent à don Casimiro de Solis, vieillard insignifiant, cacochyme, laid, ni riche, ni pauvre, et de plus leur cousin. C'est ici le problème. Si doña Blanca de Roldan, qui est une bonne mère, veut pourtant marier sa fille à don Casimiro, c'est que sa fille n'est pas la fille de don Valentin de Roldan. Doña Clara est née d'un adultère. La malheureuse mère, dévorée depuis vingt ans par un remords inexpiable de l'unique faute qu'elle ait commise, a, dans la solitude, imaginé ce bizarre, cruel, et odieux moyen de réparation. Car, don Casimiro de Solis serait l'héritier naturel de don Valentin de Roldan, si doña Clara n'existait pas; mais si l'on marie la jeune fille à don Casimiro, cette fortune, que sa mère ne veut pas qu'elle vole, ne retournerait-elle pas, sans bruit, et sans scandale, où elle devait légitimement aller? Le lecteur voudra bien n'accuser que nous de l'apparence mélodramatique de ces combinaisons. Elles n'ont rien que de naturel dans le roman de l'auteur espagnol. Analyser, comme on dit, un roman, c'est, presque toujours, trahir le romancier. Il faut mettre devant ce qui est derrière, détruire l'ordonnance de l'œuvre, abréger, resserrer, écourter, mutiler, si bien que ce procédé qu'on croirait le plus fidèle, est au contraire le plus trompeur, et c'est pourquoi nous y répugnons. Il y a des occasions pourtant où l'on n'en peut guère employer un autre. C'en était une ici.

Je demande maintenant aux ennemis jurés de la casuistique s'il s'agit d'un conflit entre le devoir et l'intérêt, ou d'un conflit entre un devoir et un autre devoir. Quel est le devoir d'une femme que les cir-

constances ont placée dans le cas de doña Blanca de Roldan? Devra-t-elle après vingt ans déclarer elle-même sa faute à son mari? Pourquoi? dans l'intérêt de qui? sous l'obligation de quel devoir? Car enfin, ce sont des lois d'ordre public, et non pas le caprice individuel, qui règlent la transmission des héritages. Supposons que don Valentin de Roldan, ayant reçu les aveux de sa femme, veuille ôter sa fortune à doña Clara; l'événement n'ira pas sans scandale. Il faudra qu'il réclame, en quelque sorte, la reconnaissance publique de son déshonneur? Il faudra, d'autre part, que doña Clara perde le respect de sa mère? Si c'est un devoir que d'expier sa faute, et si la confession de la faute est le commencement de l'expiation, est-ce un devoir aussi que de faire supporter à ce mari trop confiant l'extrême conséquence du crime? en est-ce un encore que d'en faire peser la responsabilité sur l'enfant innocente? en est-ce un enfin que de rompre, entre ce père qui croit être père et cette fille qui croit être sa fille, les liens que le temps, l'habitude, l'affection ont noués? Et pas n'est question de dire : « Il fallait... » ou « il eût fallu... » Sans doute, il eût fallu ne pas commettre la faute, et il fallait, l'ayant commise, en provoquer soi-même le châtiment, ou se l'infliger; mais ces maximes austères, qui sont belles dans les livres, ne sont bonnes aussi que dans le domaine de la spéculation métaphysique. En fait, quinze ou vingt ans sont passés depuis lors : les situations sont ce qu'elles sont : peu importe ce qu'elles auraient pu être, puisqu'elles ne le sont pas. Nous ne pouvons pas détacher de la chaîne de notre existence les jours que nous avons vécus. Chacun de nous, en chaque temps, est bien obligé d'accepter, de prendre, de subir la vie telle qu'il se l'est à lui-même arrangée. Ce n'est pas à vingt ans en arrière de l'heure qui sonne qu'on peut aller chercher les élémens de la résolution prochaine. Ce qui est fait est fait. Le tout est de suspendre ou de détourner les conséquences que l'on est encore à temps de détourner ou de suspendre. Et dans le cas que nous propose ici le romancier, je ne crois pas que celui-là fût un misérable sophiste, encore moins un corrupteur de la morale, qui trouverait le moyen, en ménageant, je ne dis pas les intérêts, je dis les droits de tous, de trancher les difficultés et de nous montrer où est le devoir.

On dira peut-être qu'après tout de telles situations sont rares? Je vous demande pardon : mais elles sont très communes. Si vous voulez considérer d'un peu près ce que, dans le langage du monde, on appelle des situations *fausses*, vous verrez aisément que toutes, ou presque toutes, elles aboutissent tôt ou tard à des conflits de ce genre. C'est même la définition d'une situation fausse : une situation où l'on se trouve presque à chaque instant sous la nécessité de transgresser ou de négliger un devoir pour en remplir un autre. Mais, après tout, qu'est-il besoin de supposer des situations fausses? Vous ne voulez

pas d'exemples dramatiques ou romanesques? J'en invoquerai donc des plus vulgaires. Vous avez de lourdes dettes et une famille nombreuse à soutenir : que ce soient des dettes contractées par vous ou à vous léguées par les circonstances, il n'importe : je vous défie bien de ne pas chercher une *composition* entre le devoir de payer ces dettes et le devoir de nourrir votre famille, tous deux également clairs, stricts et catégoriques. Superposez maintenant quelques autres devoirs à ceux-ci : comme le devoir de courir au foyer de l'épidémie si vous êtes médecin, le devoir d'aller prendre la fièvre jaune à la Martinique ou la dysenterie en Cochinchine si vous êtes marin, le devoir d'aller vous faire casser quelque part la tête, si vous êtes militaire : vous conviendrez qu'il peut résulter, à un moment donné, de cet entre-croisement d'obligations, qui ne s'ajoutent pas seulement, mais qui se contrarient les unes les autres, de douloureuses complications, et que pour les dénouer ce n'est pas trop d'une sensibilité morale très délicate, soutenue d'un jugement droit, et d'une expérience étendue de la vie. J'avoue que je voudrais un peu plus de cette casuistique dans un roman français et je ne crois pas qu'aucun lecteur s'en plaignît.

Il est vrai qu'il nous faudrait commencer par perdre de certaines habitudes qui nous sont invétérées. Le romancier espagnol a posé son problème, et nous venons d'essayer de montrer la difficulté de la situation. Mais, Français que nous sommes, je veux dire admirateurs des beautés rectilignes de la logique bien plus que des finesses et des délicatesses de la psychologie, nous aurions promptement résolu le cas de conscience de doña Blanca de Roldan d'une façon simple, élégante et hardie, — en le niant. « Car, auraient dit les uns, de quoi s'embarrasse-t-elle? Vous venez vous-même de le dire; ce qui est fait est fait; cette femme est folle; si elle se repent, qu'elle se punisse; ou, si le courage lui manque, eh bien! qu'elle étouffe ses remords! » Et les autres : « Il est impossible qu'une femme qui a trompé son mari n'ait pas pris, depuis vingt ans, son parti de l'avoir trompé; ses remords ne sont qu'une grimace; et sa dévotion, bien loin de la relever à nos yeux, est justement ce qui l'achève; nous aimons qu'on soit ce qu'on est. » Ceux-ci sont les pharisiens; les premiers étaient les sceptiques. Et l'auteur espagnol leur répond : Vous vous trompez; cette femme était avant sa faute non-seulement une dévote, mais une sainte, et depuis sa faute, précisément parce que c'était une sainte, c'est une créature qui souffre et qui ne cessera de souffrir qu'en cessant de vivre. Bien plus, elle souffrait jusque dans sa faute. « Une seule femme au monde m'a vraiment aimé, dit son complice, d'un amour ardent et coupable. Je l'aimai aussi, — pour mon malheur! car elle avait une humeur de tous les diables. Nous nous adorions, et l'histoire de nos amours ne fut qu'une succession de querelles quotidiennes... Elle avait été une sainte,

on continuait à la croire telle, car nous étions extrêmement prudens. Au fond de sa conscience troublée, dans le plus profond de son cœur, orgueilleux et fanatique à la fois, elle était honteuse d'avoir humilié devant moi sa fierté, d'avoir cédé à mes désirs : elle était épouvantée et pleine d'horreur d'avoir quitté pour moi le bon chemin, d'avoir, pour moi, offensé son Dieu et violé ses devoirs. *Tout cela, peut-être sans bien s'en rendre compte, elle voulait me le faire payer, car elle me jugeait très coupable.* Ce que j'ai eu à subir d'elle n'a pas de nom. » N'est-il pas vrai que la plupart de nos romanciers, rencontrant une telle femme et la mettant en scène, ils n'eussent pu se tenir de railler eux-mêmes ce mélange de dévotion et d'amour et de nous donner à douter, chacun selon sa philosophie particulière, de la sincérité de cette dévotion ou de l'ardeur de cet amour ? Mais ils eussent eu tort. Nous voulons trop simplifier. La nature humaine est plus riche en contrastes que nous ne le croyons. Il y a là deux sentimens en lutte, également sincères, également irrésistibles, également forts, dont aucun ne peut parvenir à triompher de l'autre, qui déchirent le cœur où ils se combattent ; et, — nous espérons que le lecteur partagera notre opinion, — d'avoir suivi pendant tout un roman ce caractère si complexe, comme aussi, nous le montrant à vingt ans de distance du crime, d'avoir si exactement mesuré l'étendue des ravages accomplis par le remords dans cette âme naturellement fière, orgueilleuse, insolente même, ce n'est pas un mince mérite à l'auteur du *Commandeur Mendoza.*

Si ce caractère est espagnol, je n'en sais rien, je ne veux pas le savoir. On abuse aujourd'hui de ce semblant d'explication. On dit : Ce caractère est bien espagnol, et cette façon de voir est bien anglaise ; j'en connais qui ne sont pour ainsi dire pas sortis de leur village et qui déclarent hardiment : Voici des mœurs furieusement chinoises et voilà des paysages prodigieusement sénégalais. On ne s'aperçoit pas que c'est s'arrêter à la surface des choses et proclamer modestement que ce que l'on n'a pas pu réduire à ses élémens *doit* être irréductible. Mais moi, qui ne connais ni le Sénégal ni la Chine, j'aime mieux croire que ce caractère, tout espagnol qu'il soit, ne laisse pas d'être humain, et c'est ici que la casuistique devient de la psychologie.

Il y a des natures grossières, qui n'ont que faire des distinctions de la casuistique; elles obéissent à l'impulsion de la machine; elles vont, naïvement sans hésitation comme sans remords, où leurs désirs les poussent; elles suivent ce qu'on a nommé d'un mot honnête leur tempérament, et convaincues de l'infaillibilité de leurs sens, elles ne s'imaginent pas qu'on puisse être coupable ou répréhensible seulement, dès que l'on cède à la nature. N'essayez pas de le leur faire entendre : elles auraient beau le vouloir qu'elles ne vous comprendraient pas.

Les Manon Lescaut et les Emma Bovary sont de cette famille. On dit d'un mot qu'elles manquent de sens moral. Cependant il y a, d'autre part, des âmes délicates, qui ne sont pas plus que les autres à l'abri de la tentation, ou même de la faute, dont « les désirs peuvent courir plus vite que leur honneur » et dont « les passions peuvent être plus ardentes que leur foi (1), » mais qui ne se parent point de leur faute et qui ne s'enorgueillissent pas d'avoir cédé à la tentation. C'est précisément pour elles que l'on a inventé la casuistique. Elles en sont la cause occasionnelle, comme eût dit Malebranche, et Leibniz pourrait ajouter qu'elles en sont la raison suffisante. Il ne s'agit pas d'endormir dans la sécurité d'une fausse paix le remords de leur conscience; il s'agit de les empêcher de réparer une faute par une autre faute et d'aggraver le mal en essayant de l'expier. Car c'est communément ce qu'elles font dès qu'elles sont livrées à leur seule inspiration. C'est ce que fait doña Blanca, quand elle veut sacrifier sa propre fille à l'ardeur dont elle brûle d'effacer à jamais les conséquences d'un premier crime. Elle cherche, en mariant sa fille à l'héritier naturel de la fortune des Roldan, un apaisement qu'elle ne trouvera pas, et, tout entière à la pensée de la réparation, elle ne voit pas, elle ne sent pas qu'en travaillant ainsi de ses mains au malheur de sa fille elle ajoute le crime de la mère au crime de l'épouse. Mais remarquez bien qu'il n'y a pas plus *égoïsme* ici, dans l'erreur de cette mère aveuglée, qu'il n'y avait *hypocrisie* tout à l'heure dans le fait de l'épouse recouvrant d'un impénétrable orgueil le secret de sa faute. Où il y a dessein de réparer sa faute, et de quelque principe que ce dessein procède, que ce soit du besoin d'étouffer le remords, ou de compenser le préjudice, ou de payer la faute, on peut se tromper sur les moyens, mais il n'y a pas *égoïsme*. Tout de même, il n'y a pas *hypocrisie* là où l'éternel secret dans lequel on ensevelit la faute et la perpétuité de l'humiliation intérieure empêchent le coupable de retourner à sa faute et lui servent de défense toujours active contre l'assaut de la tentation. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous empêcher d'éprouver pour une telle femme, comme tous ceux qui l'entourent, une sympathie profonde, parce qu'elle souffre et parce que le principe de sa souffrance est justement la beauté morale de sa nature. Elle a trompé son mari, c'est vrai; elle a fait le supplice de son amant, c'est vrai; elle va faire le malheur de sa fille, c'est encore vrai. Mais pourtant nous ne pouvons guère nous défendre de la plaindre et d'avoir pour elle une compassion où il se mêle presque autant d'estime que de pitié. C'est qu'éclairés par la lumière de la casuistique, nous avons vu dans cette âme, et

(1) . . . . my desires
Run not before mine honour, nor my lusts
Burn hotter than my faith.
(*Le Conte d'Hiver*, IV, III.)

que, l'erreur d'un seul mais irréparable moment exceptée, nous n'y avons rien trouvé que de généreux et de noble.

Le lecteur a deviné peut-être que l'amant de doña Blanca n'était autre que don Fadrique de Mendoza. C'est lui le vrai père de doña Clara. Autre cas de conscience encore : il veut sauver son enfant du mariage dont on la menace, et qui niera que ce soit un devoir pour lui ? Mais d'épargner l'honneur de la mère en même temps que l'affection de l'enfant pour cette mère, qui niera que c'en soit un autre ? Et de ne pas permettre que sa fille, à lui, soit l'héritière illégitime de la fortune des Roldan, n'accorderez-vous pas que c'en soit un troisième ? Ici encore est-ce entre le devoir et l'intérêt que le conflit s'élève, ou si c'est entre le devoir et le devoir ? Je ne pense pas qu'il y ait deux réponses. Don Fadrique s'avise, pour sortir d'embarras, d'un curieux expédient. Sa fortune par hasard est à peu près égale à la fortune des Roldan. S'il pouvait, de manière ou d'autre, la faire passer aux mains de don Casimiro, l'époux qu'on destine à l'enfant ? Si doña Blanca, de son côté, consentait à cette espèce de substitution d'expiation ? Si l'on pouvait enfin atteindre ce résultat sans compromettre l'honneur de la mère, sans troubler la sécurité du mari, sans effleurer le respect de l'enfant pour sa mère, enfin, — car il faut tout calculer, — sans effaroucher la fierté de don Casimiro ? C'est ce que don Fadrique essaie de faire. Mais il est évident que ce n'est pas là une solution. Car, si sa fortune lui permet de tenter cette voie de conciliation, c'est hasard, c'est rencontre, c'est concours inattendu de circonstances particulières. La réparation que poursuit doña Blanca ne peut pas dépendre, en bonne et saine morale, du chiffre plus ou moins élevé de réaux que possède présentement son amant d'autrefois. Elle le fait entendre au père Jacinto, qui s'est chargé de la négociation ; elle le dit à don Fadrique lui-même, qui s'est introduit chez elle presque par surprise, et dans une fort belle scène, dont je détache les imprécations finales, qui jetteront une lumière plus vive sur ce cas psychologique si curieux et si bien déduit : « Il n'est pas de moyen de séduction, il n'est pas de mensonge ni de tromperie, lui dit-elle, en lui rappelant le passé, seigneur don Fadrique, il n'est pas de flatteries ou de douces paroles, de sermens de me donner toute votre âme, que vous n'ayez employés pour vaincre mes refus. Et j'en vins jusqu'à désirer de me perdre pour vous sauver. Oui, j'en vins à rêver qu'au prix de ma chute, gagnant votre âme, je l'enlèverais à l'impiété où elle était plongée. Et j'eus cette folle illusion de croire que, si je tombais avec vous dans le péché, je vous relèverais pour vous entraîner avec moi dans la purification et dans la pénitence... J'étais aveugle... Vous ne cherchiez que la satisfaction d'un caprice et vous ne vouliez de moi qu'un triomphe d'amour-propre... Vous aviez cru qu'une fois vainqueur de mes refus, j'oublierais tout pour vous... Vous vous imaginiez que j'allais tuer en moi tout remords,

toute honte, tout souvenir du devoir... Vous vous trompiez. Vous étiez maître de mon âme; mais, comme dans un pays généreux et fier où le conquérant ne possède que le sol où son pied pose, vous ne me possédiez que quand je m'oubliais moi-même. En tout autre temps, je me levais contre vous, j'essayais d'expier ma faute par la pénitence, et je luttais pour reconquérir ma liberté... Vous qui ne cherchiez que joie et plaisir, vous vous êtes fatigué de lutter. Ainsi je fus délivrée de mon horrible esclavage. Dieu soit loué qui l'a voulu ainsi! » La citation est un peu longue : je la crois caractéristique. Prenez un peu la peine, en effet, d'y démêler les nuances. Il n'y a pas à douter de la sincérité du sentiment. La chose est difficile à dire en français. Nous sommes toujours un peu Gaulois. N'est-il pas clair cependant que l'amour adultère de cette femme n'a pas altéré, ni seulement entamé, l'intégrité de sa dévotion; et si la passion, par surprise, a été pour une fois la plus forte, ne sentons-nous pas qu'elle dit vrai quand elle reconnaît dans cette dévotion même, non pas certes la justification, ni l'excuse, mais l'explication de sa chute. C'est bizarre, mais c'est ainsi. Et j'en reviens toujours à ce point : nos romanciers, en général, ne savent pas assez ou ne veulent pas voir combien la nature humaine est complexe, et, pour mille raisons que ce n'est pas le temps d'énumérer, l'*amas de contradictions* et l'*incompréhensible énigme* que nous sommes.

On pense bien maintenant que la situation de don Fadrique et de doña Blanca, comme aussi la situation de tous les personnages dont le sort est lié à la résolution qu'ils prendront, ne peut se dénouer que par la mort de don Fadrique ou de doña Blanca. C'est doña Blanca que le romancier a sacrifiée. Vainement don Fadrique a trouvé le moyen de faire passer sa fortune à don Casimiro : nous savons que doña Blanca ne peut pas accepter ce sacrifice comme une suffisante expiation de son crime. Il faut que ce soit la mort qui vienne la délier du serment qu'elle s'est fait et, en fléchissant la dureté de son orgueil, réconcilier son repentir d'épouse avec son devoir de mère. Doña Clara épousera don Carlos et don Fadrique fera lui-même une fin en épousant doña Lucia, sa nièce. Voilà bien des mariages au dénoûment d'un roman un peu triste. Encore n'ai-je pas compté celui de don Casimiro de Solis avec Nicolasa Gorico. Visiblement, de la part du romancier, il y a quelque négligence dans ce dénoûment ou, si l'on aime mieux, quelque désir de bien finir et de prendre congé du lecteur sur d'agréables impressions.

Aussi bien ne faudrait-il pas croire que, dans ce roman même, il manque d'esprit ou de gaîté. Les amours de Nicolasa, par exemple, la jeune coquette de village, et de son Tomasuelo, le fils du maître forgeron, sont contées avec autant de bonne humeur que de juste observation. L'auteur des *Illusions de don Faustino*, mais surtout de *Pepita*

Jimenès, excelle à peindre justement ces beautés de campagne, moitié dames, moitié villageoises, et quelques traits lui suffisent pour en graver le souvenir dans les mémoires. Une ironie légère qui ne blesse pas, une manière de dire alerte et dégagée, la plaisanterie d'un homme d'esprit qui raille volontiers les menus ridicules de ses personnages, sans cesser pour cela de les aimer et de s'intéresser à eux, si ce ne sont pas tout à fait les qualités d'un romancier de race, — au moins dans *Pepita Jimenès* et dans *les Illusions de don Faustino*, — ce sont les qualités d'un conteur aimable et facile qui se délasse d'occupations, je ne veux pas dire plus graves, ce qu'à Dieu ne plaise, mais réputées plus sérieuses, telles que de traduire de l'allemand ou de siéger aux cortès, en se jouant dans le récit de mœurs. On se sent comme conduit par un guide dont la culture d'esprit serait infiniment plus étendue que celle de ses personnages, l'expérience infiniment plus diverse, la portée d'intelligence enfin de beaucoup supérieure à son œuvre, et le roman sans doute en est moins roman, si je puis dire, mais l'homme n'en est que prisé davantage. *Le Commandeur Mendoza*, toutefois, est bien, dans tout le sens du mot, un véritable roman. Nous avons essayé de le montrer. Et comme roman par conséquent, les défauts qu'on y pourrait noter, quelques longueurs, de la subtilité, de la déclamation parfois, on en a vu des traits, — et le tout aggravé par la traduction un peu lourde, n'empêchent pas que ce soit, parmi les œuvres de don Juan Valera, l'œuvre significative. Il est vrai qu'il nous resterait à savoir ce que c'est qu'une *Doña Luz*, dont le traducteur du *Commandeur Mendoza* semble nous promettre, au nom d'un mystérieux inconnu, la traduction prochaine.

Quant à la question que nous avons cru pouvoir effleurer à l'occasion de ce roman, comme il importe que nul ne s'y méprenne, il ne sera peut-être pas mauvais d'ajouter que l'auteur n'est nullement ce qu'on appelle un *romancier catholique*, mais un très libre esprit, quoique très respectueux de la liberté des autres, probablement parce qu'il tient à la sienne. On pourrait prétendre, au surplus, non-seulement qu'un peu de casuistique ne saurait nuire au romancier, ni même à l'auteur dramatique, mais encore que la casuistique est l'âme même de l'art de représenter les passions. Voyez plutôt le roman anglais, depuis les romans de Richardson jusqu'à ceux de George Eliot, et repassez dans votre souvenir le répertoire du Théâtre-Français depuis *le Cid*, qui est un cas de conscience, et jusqu'à *Daniel Rochat*, qui est un autre cas de conscience. Ce qui est malheureusement vrai, c'est que la casuistique n'est à l'usage, comme nous l'avons fait observer, que des âmes délicates, et depuis quelques années, on paraît mieux aimer à peindre des natures grossières.

F. Brunetière.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 novembre.

Elles sont donc venues, ces explications si universellement désirées, qui devaient tout à la fois régler les comptes du passé, offrir à une majorité l'occasion de se révéler et préparer une reconstitution de gouvernement dans des conditions nouvelles? On les appelait depuis longtemps, et ce n'était pas sans raison, pour éclaircir les doutes, les confusions, les équivoques, les incohérences qui obscurcissaient et embarrassaient une situation, pour avoir, en un mot, un peu de lumière, et sur ces inextricables affaires de Tunisie, et sur la politique générale du pays.

Elles sont venues : pendant trois ou quatre jours la discussion s'est prolongée, les orateurs se sont succédé, tous les griefs se sont produits, toutes les justifications ont été présentées. Le chef du cabinet, M. Jules Ferry, s'est multiplié, et on pourrait dire qu'il a seul porté au nom du gouvernement le poids de la discussion, si M. le ministre de la guerre n'avait tenu, lui aussi, à intervenir comme pour montrer jusqu'au bout son insuffisance et faire son testament. De leur côté, des députés républicains, M. Naquet, M. Clémenceau, M. Le Faure, se sont chargés de mener l'assaut contre le ministère, d'instruire le procès de cette entreprise tunisienne. Les uns et les autres sont arrivés avec une ample provision de documens qu'ils ont versés à flots sur la tribune. Dire que de ces explications minutieuses et contradictoires une véritable lumière a jailli, qu'on a été plus éclairé après qu'on ne l'était avant, ce serait de la naïveté ou de la complicité. Le fait est qu'on s'est perdu dans les détails, que la chose la plus essentielle a manqué, l'art de resserrer et de simplifier une question en l'élevant, et que, par une suite naturelle d'un débat mal engagé, tout a fini par

une confusion nouvelle, par une dernière équivoque. Qu'est-il arrivé, en effet? A peine la discussion a-t-elle paru épuisée, les motions de tout genre ont éclaté à la fois : proposition d'enquête, ordre du jour pur et simple, ordres du jour de toutes les nuances accentuant ou mitigeant le blâme, donnant un bill d'indemnité, ou faisant des réserves. Deux heures durant, cette majorité nouvelle représentée comme si impatiente de se produire, de se manifester par quelque acte viril et décisif, cette majorité n'a plus su où elle en était, de quel côté elle devait se tourner. Heureusement, on est allé chercher M. Gambetta, et M. Gambetta est arrivé à propos pour tirer la majorité d'affaire en lui proposant une banalité destinée à sauver le parlement d'un « aveu d'impuissance. » Prétendre effectivement, pour rester dans les termes de l'ordre du jour de M. Gambetta, que la France était résolue à exécuter prudemment et intégralement le traité qui a constitué son protectorat à Tunis, c'était ne rien dire ; c'était s'abstenir de porter un jugement sur le passé, sur la manière dont le traité du Bardo a été exécuté jusqu'ici, et éviter de s'engager pour l'avenir. Ce que signifie réellement cet ordre du jour, celui qui l'a proposé le sait peut-être; ceux qui l'ont voté ne le savent pas à coup sûr, de sorte que ces explications qui devaient tout éclaircir n'ont en définitive rien expliqué et rien résolu; elle n'ont servi qu'à permettre à un ministère expirant de se retirer sans avoir été ni approuvé, ni blâmé, pour laisser la place libre à un pouvoir nouveau, au chef de cabinet sur qui tout le monde avait les yeux. La question même qui s'agitait a disparu en quelque sorte dans la question ministérielle. Voilà ce qu'il y a de plus clair dans cette discussion et dans ce vote sur une des plus sérieuses affaires du pays.

Non sans doute, il faut l'avouer, ces explications tant attendues et après tout devenues nécessaires n'ont pas été un brillant début pour une assemblée qui, du premier coup, en commençant sa carrière, a donné la mesure de son inexpérience et de ses faiblesses. Elles n'ont pas été non plus une fin brillante pour un ministère qui, après avoir eu la dangereuse fortune d'engager la France dans une grave entreprise, s'est trouvé réduit, pour couvrir sa retraite, à justifier bien des choses obscures, à expliquer bien des choses inexplicables, à rendre compte d'une série d'actes militaires, financiers qui ont ému l'opinion, qui devaient l'émouvoir et qui, en définitive, restent douteux. Il faut bien s'entendre : il y a deux points sur lesquels il n'y a pas à insister. Qu'on se plaise sans cesse à répéter que la situation de la Tunisie ne pouvait laisser la France indifférente, que notre pays, par ses traditions, par une juste préoccupation de sécurité, était intéressé à maintenir son ascendant à Tunis, que notre gouvernement a été conduit par les circonstances à donner à cet ascendant la forme d'un protectorat, soit, ce n'est pas là la difficulté. Ceux-là mêmes qui ont pu croire que l'in-

fluence française aurait pu se manifester utilement, comme elle s'est manifestée plus d'une fois dans le passé, par d'autres moyens et sous d'autres formes, ceux-là mêmes ne mettent pas en doute la nécessité de maintenir ce qui a été fait; ils ne demandent pas qu'on désavoue la signature de la France inscrite sur un traité, et c'est précisément pour cela que l'ordre du jour proposé avec tant d'apparat par M. Gambetta n'est qu'une banalité affirmant ce que personne ne conteste, déguisant à peine un acte d'ostentation personnelle. D'un autre côté, il y a eu, il y a toujours dans un tel débat un amas d'élémens subalternes, rumeurs, accusations avilissantes, soupçons injurieux, insinuations qui ne peuvent qu'obscurcir, altérer ou diminuer le caractère d'une affaire d'intérêt public et qui n'ont point de place dans une discussion sérieuse; mais si la nécessité de sauvegarder l'influence française à Tunis n'est nullement contestée, si les diffamations, les bruits déshonorans n'ont que faire dans un débat sérieux, la question essentielle, la question de politique, de conduite reste entière. Le chef du dernier cabinet, M. Jules Ferry, a eu beau déployer son éloquence, se complaire dans le sentiment imperturbable de son habileté et prodiguer à ses coopérateurs, se prodiguer à lui-même tous les témoignages possibles de satisfaction, il n'a pas réussi à prouver qu'on ne s'était pas engagé à la légère dans cette affaire tunisienne; il n'a pas pu effacer cette impression que, depuis le commencement jusqu'à la fin, on avait incessamment placé les chambres en face d'actes accomplis et irrévocables; il n'a pas détruit cette série de faits, la désorganisation de l'armée par M. le ministre de la guerre, la contradiction et l'imprévoyance dans l'envoi, dans la composition des forces expéditionnaires, la subordination des opérations militaires à des calculs de parti, à des intérêts parlementaires ou électoraux, l'irrégularité des procédés financiers. Il a voulu trop prouver, trop triompher, et dans ces deux discours parfois habiles, nous ne le méconnaissons pas, le plus souvent spécieux ou prétentieux, par lesquels il s'est défendu, ce qu'il y a peut-être de plus curieux et de plus imprévu, c'est la manière même dont il entend justifier ou expliquer certains faits, certaines libertés que le ministère a prises avec les droits du parlement, avec les règles traditionnelles de l'administration. Pour un ministre de la république, il a des principes hardis!

On a dit quelquefois que le dernier président du conseil avait l'ambition d'être un des représentans de la politique modérée, de passer pour un homme de gouvernement, et il a lui-même du reste avoué cette ambition. Il n'a pas toujours prouvé par ses actes, il est vrai, qu'il avait une idée bien nette du rôle auquel il prétend. Il met du moins un zèle chaleureux à revendiquer dans son langage et pour la circonstance les prérogatives du gouvernement. — Vient-on lui demander des comptes? Désire-t-on savoir pourquoi le ministère a engagé

une affaire des plus sérieuses en laissant ignorer aux chambres ce qu'il méditait ou en n'avouant ses projets que par degrés? M. le président du conseil a une réponse toute prête, la réponse de l'homme de gouvernement : il fait avec autorité la leçon aux radicaux! « Il y a des momens dans les affaires délicates et surtout dans les affaires extérieures, dit-il, où le silence est chose patriotique. » Un instant après il reprend : « Votre patriotisme devrait vous imposer le silence. » Puis enfin il répète plus que jamais, non sans une certaine naïveté : « Il y a des choses qu'on ne peut faire en politique étrangère qu'à la condition de ne pas les crier sur les toits. Et il faudra bien, si la France républicaine veut avoir une politique extérieure, que le silence patriotique qui, vous le savez tous, fut gardé par tout le monde dans la chambre à ce moment-là, — au moment où s'engageait l'expédition, — soit la règle dans tous les cas analogues... » Fort bien! Voilà à peu près des idées que pourraient accepter ceux qui ont pour règle d'allier au libéralisme le respect des habitudes et des traditions de gouvernement; mais pour parler le langage que le chef du dernier cabinet parlait l'autre jour en s'adressant à ses adversaires, qu'aurait dit M. Jules Ferry lui-même si, dans d'autres circonstances on lui avait fait cette observation, si on lui avait dit qu'il fallait savoir se taire patriotiquement et ne rien demander? Il se serait probablement révolté contre cette tyrannie, contre ce système de réticences de nature à abuser le pays, à égarer la représentation nationale. Aujourd'hui, il est au gouvernement, et ce droit du silence qu'il aurait refusé à d'autres, même peut-être sous la monarchie constitutionnelle représentée par des ministres responsables, il le revendique pour lui. Il en vient à reconnaître qu'il y a des nécessités invariables de gouvernement sous la république comme sous la monarchie. Soit! Malheureusement, M. Jules Ferry est un converti de récente date; il a les excès ou les ardeurs du néophyte, et il est bien certain que de simples libéraux, sans être des radicaux, ne prendraient pas aussi aisément leur parti du « silence patriotique, » qu'ils ne feraient pas aussi bon marché des droits du parlement, qu'ils auraient notamment de la peine à admettre la possibilité de puiser discrétionnairement dans le budget pour subvenir à toutes les entreprises. Car enfin il faut en venir là. Quand on fait la guerre sans la déclarer, il ne faut pas moins la payer, et quand on a évité de demander des crédits suffisans pour ne pas se départir du « silence patriotique, » il faut bien prendre l'argent là où il est.

Oh! assurément sur ce point encore M. Jules Ferry a des théories toutes prêtes pour pallier ou pour expliquer ce que le ministère a fait, et ce n'est pas la partie la moins curieuse de ses discours. Le chef du dernier cabinet a une série d'euphémismes pour caractériser les opérations financières auxquelles il a fallu recourir pour suffire à tout avec les premiers crédits extraordinaires, qui n'étaient que de 17 millions

Tantôt il appelle les crédits primitifs une simple « provision qui n'avait rien de limitatif ; » tantôt il donne au vote des chambres la portée d'un « blanc-seing. » C'est un langage aussi nouveau que l'acte lui-même. M. Jules Ferry serait bien embarrassé de dire ce que c'est, en matière de budget, qu'une provision qui n'a rien de limitatif, en quoi consiste un blanc-seing financier, à moins que ce ne soit la dictature, qui a tous les droits, même celui de disposer de toutes les ressources de l'état. Sous tous ces mots, en y ajoutant un autre euphémisme, celui d'imputation provisoire sur le budget, se déguise une opération qui, dégagée de toutes les subtilités, est vraiment des plus élémentaires. Des virémens, non certes on n'a pas fait des virémens. Voici ce qu'on a fait : on a pris dans les divers chapitres du budget ordinaire de quoi suffire aux dépenses de l'expédition de Tunisie en ayant soin d'attribuer à la solde ce qu'on prenait dans le chapitre de la solde, aux vivres ce qu'on prenait dans le chapitre des vivres, et ainsi de suite : moyennant quoi tout a paru régulier, il n'y a pas eu virement d'un chapitre à un autre chapitre ! Tout est irrégulier, au contraire : il y a toujours changement dans la destination d'un crédit, affectation d'un crédit ordinaire à des dépenses extraordinaires et c'est en cela que consiste l'irrégularité ! Sait-on où l'on irait avec ces subterfuges ? On entrerait dans une voie où tout serait possible, car enfin il n'est pas de cas où un gouvernement ne pût prendre, au moins provisoirement, dans le budget ordinaire pour suffire à toutes les entreprises. Le chef du dernier cabinet s'indignait l'autre jour que l'on rappelât le Mexique à propos de l'expédition tunisienne, et malheureusement cependant il y a plus d'une ressemblance. Plus d'une fois, en entendant M. Jules Ferry, on aurait cru entendre les ministres de l'empire. — Comment l'affaire du Mexique s'engageait-elle d'abord ? Pour la défense des intérêts de nos nationaux. Comment se développait-elle ? Par une série de surprises qui conduisaient à des faits accomplis. Lorsqu'on contestait la grandeur de l'entreprise mexicaine, les représentans de l'empire répondaient comme M. Ferry a répondu l'autre jour : « Ce ne sont point des choses de l'heure et du moment, ce sont des choses et des œuvres d'avenir. » Et cet argument des ministres impériaux reprochant aux orateurs de l'opposition de fournir des armes aux Mexicains de Juarez, il s'est reproduit l'autre jour. M. Ferry a dit, lui aussi, à ses adversaires. « Ces dispositions, — contre l'expédition de Tunisie, — sont connues, escomptées. Croyez bien que ce monde arabe est au courant de tout ce qui se dit. » Faut-il donc recommencer toujours ? Faut-il, pour une entreprise qui a une bien autre importance pour nous, qui ne peut être abandonnée, renouveler les mêmes fautes, les mêmes procédés, et pour couvrir ces fautes et ces procédés invoquer des théories qui seraient la diminution des droits d'une nation libre ? Ce serait un étrange exemple de politique républicaine que

le dernier cabinet laisserait en se retirant devant le pouvoir nouveau qui n'attendait que ces récens débats pour entrer en scène.

Et maintenant, en effet, dans cette succession d'expériences ministérielles qui, depuis trois ou quatre ans, forment la vie de la république, c'est le tour du ministère décisif, prédit, annoncé et appelé comme le ministère nécessaire. La place est libre. Le dernier cabinet, après s'être expliqué devant la chambre des députés, qui ne l'a ni congédié ni retenu, s'est définitivement éclipsé. L'homme du jour, M. Gambetta, a été immédiatement appelé par M. le président de la république et il a reçu tout pouvoir pour constituer une administration selon ses idées, selon ses vœux, pour choisir ses collègues, pour se faire lui-même président du conseil avec un portefeuille ou sans portefeuille. C'est un ordre nouveau qui commence; c'est peut-être aussi une aventure! Là est la question. Tout dépend évidemment de la composition du cabinet, du programme qu'on se propose de suivre; mais c'est ici justement que la situation se complique.

Tant que le pouvoir n'est qu'une éventualité entrevue à distance, à l'horizon, dans une perspective encore indécise, tout est pour le mieux: on se laisse porter par le courant, par la popularité, par les flatteries. Le jour où il faut décidément dire ce qu'on veut, mettre la main à l'œuvre, la question change de face. Il s'agit d'aborder les points épineux, de choisir les hommes, de concilier des incompatibilités, de prévoir des antagonismes. de satisfaire des ambitions; il s'agit de mettre au monde ce phénomène qu'on a longtemps appelé ou laissé appeler avec complaisance « un grand ministère, » — et il faut bien que cela ne soit pas aussi aisé qu'on l'avait dit, il faut bien que le dénoûment ne fût pas tout préparé comme on l'aurait cru, puisque la crise d'aujourd'hui ressemble ni plus ni moins à toutes les crises, puisque l'enfantement est assez laborieux. Voici déjà quelques jours que M. Gambetta a passés à délibérer, à négocier, à tâtonner, allant d'une combinaison à une autre combinaison. Tantôt, à ce qu'il paraît, il aurait voulu réunir au gouvernement quelques-uns des membres du dernier cabinet, et même des anciens cabinets; tantôt il est revenu à l'idée de former un ministère entièrement nouveau qui ne serait, en définitive, qu'une réunion de collaborateurs apprentis, de sous-secrétaires d'état agissant sous sa direction unique et exclusive. Ah! M. Gambetta commence peut-être à s'apercevoir que c'était bien plus commode d'être une grande influence au Palais-Bourbon, de dominer le gouvernement sans subir tous les jours les ennuis du gouvernement, d'avoir dans les cabinets successifs des représentans, des ministres qui vivaient par lui ou tombaient devant sa volonté. A l'heure qu'il est, c'est lui qui est le personnage dans l'embarras, le pouvoir à qui on demande compte de ses actions et de ses promesses, de ce qu'il fera ou de ce qu'il ne fera pas. Il faut qu'il se décide, et les difficultés qu'il éprouve ne lais-

sent pas d'être un premier signe des contradictions de son esprit, des embarras bien autrement graves qu'il se prépare lui-même, selon toute apparence, dans le gouvernement et dans le parlement.

Ce qui est certain, c'est que, si le résultat définitif n'est plus forcément désormais que l'affaire de quelques heures, il y a déjà des indices qui laisseraient prévoir que ce ministère nouveau, fait plus que jamais sous une inspiration de parti, pourrait bien ouvrir pour le pays une ère laborieuse, agitée, et singulièrement dangereuse. Ainsi il n'est point douteux qu'au premier moment, M. Gambetta a eu la pensée d'offrir le ministère des finances à M. Léon Say, et il n'est point douteux non plus que l'accord a été impossible, que M. le président du sénat, en financier expérimenté et éclairé, a refusé d'entrer dans un cabinet arrivant aux affaires avec l'idée de soulever les problèmes les plus graves, notamment celui du rachat des chemins de fer. Il est également admis qu'un instant, M. de Freycinet, qui est tombé l'an dernier devant l'influence de M. Gambetta, a dû entrer dans le cabinet, aux affaires étrangères, et qu'il aurait cessé depuis de figurer parmi les ministres éventuels pour rester fidèle à ses opinions. Si M. Jules Ferry, par accident, a dû rester d'abord au ministère de l'instruction publique, il a été bientôt écarté. D'élimination en élimination, M. Gambetta se trouverait par conséquent ramené dans ses choix à des hommes qui sont prêts à tout accepter de lui ou dont il accepterait lui-même les idées. Les comparses ne manquent pas pour compléter la combinaison. Quant au programme, il découlerait naturellement de l'ordre d'idées dans lequel M. Gambetta a conçu ses choix. Si c'est le dernier mot, l'expérience ne va pas laisser d'être décisive.

Voilà donc, pour commencer, la revision constitutionnelle mise plus que jamais à l'ordre du jour, les institutions ébranlées, livrées à l'ardeur des controverses passionnées, le sénat mis en doute, menacé d'être dépouillé de ses droits, de son autorité en attendant d'être plus ou moins sommairement supprimé. Non content de livrer la constitution elle-même aux passions de parti, M. Gambetta se propose, bien entendu, de poursuivre avec plus de violence que jamais la guerre religieuse, et s'il a M. Paul Bert comme collaborateur à l'instruction publique, on peut s'attendre à voir l'esprit de secte dans ce qu'il a de plus étroit, de plus vulgairement fanatique, tenter un violent effort sur l'enseignement national. Ce n'est pas tout : on ne se bornerait pas à toucher aux institutions, à l'enseignement, à l'église, à la magistrature, qui n'est pas naturellement oubliée, — il y a un autre projet qui ne tendrait à rien moins qu'à une révolution des plus graves dans l'ordre économique et financier. On se proposerait, entre autres choses, sans parler de l'exécution des grands travaux publics, d'entreprendre le rachat des chemins de fer, au risque de charger l'état de 10 milliards de dette, de créer une véritable perturbation

financière et de lancer la France dans la plus ruineuse des aventures. Il est certain qu'avec tout cela le programme est complet. Ébranler les institutions, provoquer les croyances religieuses, menacer la magistrature et l'enseignement sous prétexte de réformes, troubler tous les intérêts engagés dans les chemins de fer, c'est ce qui s'appelle bien commencer et se donner la tâche d'un « grand ministère. » Il faut bien faire quelque chose pour ses amis, dira M. Gambetta; on ne peut avoir qu'à ce prix une majorité. Aura-t-il, comme il le croit, une majorité pour suivre cette politique, pour soutenir le ministère qu'il paraît disposé jusqu'ici à offrir au parlement et au pays? C'est ce qui est fort douteux; mais ce qui est clair dès aujourd'hui, c'est que, si M. Gambetta veut aller jusqu'au bout des projets qu'on lui prête, il peut s'attendre à des luttes où il trouvera bientôt devant lui la France elle-même.

Le monde d'aujourd'hui marche laborieusement à travers tous ces incidens qui s'appellent des élections, des crises ministérielles, des évolutions d'alliances, des entrevues princières et qui ressemblent parfois à des énigmes, qui peuvent prendre du moins un tour assez imprévu. Quel est décidément le caractère général, quelles seront les conséquences des élections qui viennent de s'accomplir en Allemagne pour le renouvellement du Reichstag? Que va faire ce parlement élu d'hier et appelé à se réunir à courte échéance, d'ici à trois ou quatre jours? Évidemment, sans parler de l'Alsace-Lorraine, qui reste une région à part dans l'empire et où les résultats du scrutin sont aussi nets que possible, les élections récentes de l'Allemagne ont dans leur ensemble une assez sérieuse signification. Elles révèlent, au milieu d'une certaine confusion si l'on veut, des déplacemens d'opinion, des antagonismes, des velléités de résistance et d'opposition qui peuvent préparer au gouvernement, au chancelier qui représente le gouvernement, de singulières difficultés parlementaires.

On a beau être un tout-puissant, un rabroueur de parlement, il faut s'entendre avec quelqu'un, il faut avoir un point d'appui, et c'est là justement la difficulté dans le nouveau Reichstag. En réalité, dans cette chaude bataille qui vient de se livrer, les opinions moyennes, avec lesquelles il est toujours plus facile de nouer alliance, sont les plus maltraitées. Les vieux-conservateurs et les conservateurs-libéraux, qui forment un bataillon toujours à la disposition de M. de Bismarck, reviennent moins nombreux qu'ils ne l'étaient dans le dernier parlement. Les nationaux-libéraux qui, sous l'inspiration et la direction de M. de Bennigsen, sont restés fidèles au chancelier, ont essuyé une véritable défaite; ils sortent de la lutte singulièrement diminués. En revanche, les nationaux-libéraux dissidens, qui marchent avec M. de Forckenbeck, M. Lasker, qui ont fait acte d'opposition, se sont fortifiés; ils ont gagné un certain nombre de sièges. Les progressistes et, à leur tête M. Richter, ont obtenu

des avantages encore plus marqués. Les démocrates, les socialistes, à leur tour, ont eu quelques victoires et viennent de conquérir quelques nouveaux sièges dans le dernier ballottage. Enfin le groupe le plus compact, qui n'a pas beaucoup gagné numériquement, il est vrai, mais qui n'a rien perdu et qui garde toute sa force, c'est le centre catholique, habilement conduit par M. Windthorst. Le centre est toujours le plus gros bataillon, il compte plus de 100 membres, 110 membres à peu près, marchant d'un même pas : de sorte qu'au lendemain de ces élections, dans cette mêlée ou cette confusion de partis, M. de Bismarck peut se trouver réellement assez embarrassé. Il a même été atteint personnellement dans son fils, qui n'a pas pu se faire élire à Mulhausen, et, chose plus bizarre, M. de Moltke, malgré le prestige de sa glorieuse vieillesse, n'a pas moins échoué à Essen. L'aventure est assurément étrange et un peu imprévue.

Est-ce à dire que ces jeux de scrutin puissent avoir en Allemagne toute la portée qu'ils auraient dans un pays comme l'Angleterre, et que M. de Bismarck, dans un moment d'ennui superbe ou d'irritation, ait songé à se retirer devant cette manifestation d'opinion? On l'a dit, sous le coup des élections on a exhumé ce fantôme de la démission de M. de Bismarck, et ce ne serait pas la première fois que le chancelier aurait menacé d'abdiquer. Il a répété assez souvent qu'il se sentait excédé des embarras qu'on lui créait; mais il n'y a pas longtemps encore, il disait aussi « qu'un brave cheval devait mourir sous le harnais, » qu'on n'aurait pas raison de lui. Il n'a jamais caché qu'il cherchait sa force dans la confiance de l'empereur, et cette confiance n'est pas près de lui manquer. Il sait bien qu'il n'est pas un ministre soumis aux variations de la fortune parlementaire, qu'après avoir été le principal ouvrier de l'unité de l'empire, il en reste le gardien, comme M. de Moltke, en dépit des votes d'Essen, est destiné sans doute à rester jusqu'à sa dernière heure le major-général de l'armée allemande. Cette opposition qu'il rencontre d'ailleurs n'atteint pas en lui le représentant de l'empire, le chef de la diplomatie allemande ; elle n'atteint qu'une partie de sa politique intérieure, et il en sera quitte pour déployer une fois de plus ses talens stratégiques dans l'intérêt de ses projets économiques, de son monopole du tabac, de ses assurances ouvrières, de son socialisme d'état. Ce ne sera pas à la vérité très facile, même pour un chancelier d'Allemagne; mais il est bien de force à se tirer d'affaire. La question pour lui est de savoir comment il arrivera à se faire une majorité telle quelle, dont il ne lui est pas possible après tout de se passer. Avec ceux qui seraient disposés à le suivre en tout et partout, il n'aurait qu'une minorité qui ne le conduirait à rien si ce n'est à des défaites de tous les jours. Il ne peut pas se tourner de nouveau vers les libéraux avancés, aller jusqu'aux progressistes : les progressistes ont le privilège d'exciter particulièrement ses irritations; il les

appelait hier encore les plus grands ennemis de l'empire ; il quitte le parlement quand M. Richter prend la parole. La vue des progressistes lui rend le séjour de Berlin insupportable. Il n'a donc pour le moment d'autre tactique possible ou d'autre ressource que de rechercher l'alliance du centre catholique. Seulement il y a deux difficultés qui compliquent le problème. D'un côté, les hommes du centre, et à leur tête M. Windthorst, sentent assez les avantages de leur position pour faire leurs conditions, pour ne point donner leur appui sans avoir notamment des garanties complètes de pacification religieuse. D'un autre côté, ce système de guerre religieuse qui s'est appelé le *Culturkampf*, auquel il s'agit aujourd'hui de mettre un terme, est une affaire, non pas allemande, mais toute prussienne, et c'est à la Prusse de s'exécuter, de payer par une rétractation plus ou moins complète des lois de mai les frais de la réconciliation.

C'est là le nœud de la situation parlementaire. M. de Bismarck, depuis quelque temps déjà, s'est visiblement avancé dans cette direction, vers cette réconciliation. Il a donné des gages évidens, et par ce qu'il a fait pour le rétablissement des relations avec le Vatican, et par la nomination des évêques, par les facilités accordées à la réorganisation du culte catholique. Qu'il ne soit pas disposé à subir toutes les conditions, à « aller à Canossa » jusqu'au bout, pour ainsi parler, c'est possible ; il est parfaitement homme à s'arrêter brusquement si on prétendait lui faire une loi trop dure. Il n'est pas moins clair qu'il est pour le moment engagé dans cette voie, et ce qui fait supposer qu'il ne s'y est point engagé à la légère, c'est que, dans le fond, ses combinaisons parlementaires répondent à une certaine situation générale, c'est que ces nécessités intérieures, auxquelles il paraît obéir, se rattachent peut-être à un autre ordre de nécessités supérieures et plus universelles. En réalité, M. de Bismarck est aujourd'hui dans une phase conservatrice ou réactionnaire, peu importe le mot. Lorsque l'empereur Guillaume et le tsar Alexandre III se sont donné rendez-vous cet automne à Dantzig, ils ne se sont sûrement pas rencontrés pour se concerter sur les moyens de sauvegarder les intérêts libéraux dans les deux empires. Les rapports d'intimité que M. de Bismarck a réussi à renouer, qu'il se plaît à entretenir avec l'Autriche, sont d'un ordre tout conservateur. Si les trois puissances du Nord, malgré tout ce qui les divise, semblent, depuis quelque temps, assez disposées à se rapprocher, évidemment, c'est dans la pensée de se tenir en garde contre des perturbations nouvelles ; elles sont d'accord sur certains points, et ce n'est pas l'accession de l'Italie au système des cours de Vienne et de Berlin qui peut changer la nature d'une alliance formée pour maintenir la paix en Europe, on peut le croire, fondée aussi sur des nécessités de préservation, de défense commune contre des éventualités ou des dangers révolutionnaires. Quand donc M. de Bismarck, dans ses

combinaisons parlementaires, s'éloigne des libéraux et se rapproche des conservateurs, des catholiques du centre, il ne fait qu'obéir à la logique de la situation qu'il a prise ; il suit pour ainsi dire le courant de ses préoccupations. Il ne s'enchaîne sûrement pas à un système ; il prétend s'en servir pour en tirer tout le parti possible dans l'intérêt de ses projets, en se réservant la faculté de toutes les évolutions utiles. Ce qui est certain, c'est qu'après avoir engagé toute sa politique dans un sens, comme il l'a fait, il ne pourrait plus facilement peut-être modifier d'un jour à l'autre sa stratégie, et les prochains débats du Reichstag, du parlement prussien, qui suivra de près, vont avoir cela de curieux qu'ils laisseront sans doute entrevoir avec plus de précision les idées de M. de Bismarck ; ils permettront de mieux distinguer comment le chancelier entend se tirer de cette crise du moment, quelle direction il se propose de donner aux affaires intérieures et extérieures de l'Allemagne.

Qu'en est-il, d'un autre côté, cependant, de ce voyage que le roi Humbert vient de faire à Vienne et qu'il n'a pas poussé jusqu'à Berlin, sous prétexte que ce serait inutile ou qu'une telle démarche pourrait être mal interprétée ? Sans nul doute le roi Humbert, avant de partir pour Vienne, était bien assuré d'être reçu avec une parfaite courtoisie à la cour de l'empereur François-Joseph ; il a trouvé de plus, à ce qu'il paraît, l'accueil le plus gracieux dans la population viennoise. La ville et la cour ont été d'accord pour fêter sa présence, pour lui rendre agréable son passage dans la capitale autrichienne. L'entrevue des souverains a même offert cette particularité que, pour la première fois, le roi et la reine d'Italie se sont rencontrés avec l'impératrice d'Autriche, qui est une sœur de l'ancienne reine de Naples, et qui s'était dérobée à l'éclat des visites échangées il y a quelques années entre l'empereur et le roi Victor-Emmanuel. Cette fois, tout s'est passé pour le mieux. Le roi Humbert n'a pu donc être que satisfait ; ses ministres, M. Depretis et M. Mancini, ont été aussi satisfaits que lui, et le ministre des affaires étrangères, M. Mancini, a même trouvé l'occasion d'épancher son contentement dans une conversation avec un journaliste de Vienne en déclarant que tous les partis en Italie, sauf une fraction minime, approuvent une politique de complet accord avec l'Autriche et l'Allemagne pour « assurer la paix universelle. » Les Italiens, à leur tour, se sont réjouis de l'accueil fait à leur roi et ils se sont hâtés de célébrer un événement auquel leur imagination attribuait déjà peut-être une importance et des conséquences un peu démesurées ; mais au moment où les Italiens s'applaudissaient du voyage royal à Vienne comme d'un coup de maître de leur diplomatie, voici un incident malencontreux qui a failli tout gâter, un incident où le télégraphe, qui n'en fait jamais d'autres, a eu son rôle. Le chef de section aux affaires étrangères de Vienne, M. de Kallay, qui dirige la diplomatie

autrichienne depuis la mort du baron Haymerlé, aurait déclaré, dit-on, devant la délégation hongroise, que ce voyage du roi Humbert était dû exclusivement à l'initiative italienne et qu'il était incompétent pour en expliquer les motifs. M. de Kallay aurait ajouté que, dans sa situation intérieure et extérieure, l'Italie avait dû principalement considérer son propre intérêt, que pour l'Autriche elle « n'avait rien à demander à l'Italie et rien à craindre d'elle. » Chose tout aussi significative ! le comte Andrassy lui-même aurait approuvé et confirmé les paroles de M. de Kallay en disant à son tour, qu'après tout les *irrédentistes* étaient plus dangereux pour la monarchie italienne que pour l'Autriche. C'était singulier au lendemain de la visite de Vienne, et fait pour tempérer les illusions italiennes. Heureusement le télégraphe s'est chargé de se rectifier lui-même en transmettant une autre version des discours de M. de Kallay et du comte Andrassy. Les paroles ont été revues, corrigées et atténuées ; la pensée elle-même n'a peut-être pas beaucoup changé, parce qu'en définitive elle est assez conforme à la réalité des choses, et ce qui reste vrai ou très vraisemblable, c'est que, s'il y a eu un échange de courtoisies sincères entre les souverains à Vienne, le voyage du roi Humbert n'a pu conduire à aucun acte sérieux et précis.

Au fond, que se sont proposé les Italiens par une démarche qui n'aurait eu rien que de naturel et de simple dans d'autres circonstances et qui a pu paraître un peu affectée aujourd'hui? S'ils ne veulent que concourir au maintien de la paix universelle, selon le mot de M. Mancini, c'est à coup sûr le meilleur des sentimens : ils n'ont qu'à joindre leurs efforts à ceux de toutes les puissances qui, indistinctement, incontestablement aujourd'hui, désirent la paix, et une démonstration d'apparat était peut-être inutile. S'ils se sont promis quelque appui pour des dessiens moins avoués, comme le laisseraient croire parfois leurs projets d'armemens, ils pourraient être les dupes d'une illusion; ils ne trouveraient probablement dans l'alliance austro-allemande qu'un appui tout défensif, une garantie contre des agressions qui ne les menacent d'aucun côté, et ce qu'il y a de plus grave, c'est que, pour se mettre en garde contre des menaces extérieures qui n'existent pas, ils seraient obligés de commencer par aliéner jusqu'à un certain degré, sur certains points, leur politique intérieure. Ce serait du reste curieux et édifiant de voir l'évolution conservatrice italienne conduite par un ministère de la gauche ! A parler franchement, l'erreur des Italiens est de mettre parfois trop de raffinemens dans leurs combinaisons et de ne pas voir que, dans une situation où ils n'ont rien à craindre, la meilleure politique pour eux est de s'occuper de leurs affaires, du développement moral, économique de cette patrie italienne qui a besoin de leurs efforts, de leur sagesse, bien plus que d'alliances mystérieuses.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE

Depuis quinze jours, les rentes ont beaucoup monté et les valeurs ont beaucoup baissé. C'est un spectacle auquel nous n'avions pas assisté depuis bien longtemps. Il était convenu que nos fonds publics ne méritaient plus d'attirer l'attention des spéculateurs, la cherté des reports ayant anéanti toutes chances de bénéfices, tandis que chaque valeur ayant son groupe particulier, son syndicat spécial, les acheteurs trouvaient dans la progression continue des cours une large compensation aux sacrifices que leur imposaient à chaque liquidation les exigences croissantes du capital.

Le 15 octobre dernier, les reports ayant atteint des taux extravagans, la hausse des valeurs a été arrêtée. On a reculé avec brusquerie; les pessimistes prononçaient déjà le mot de *krach;* la bourse de Paris allait donc avoir sa crise, comme Vienne et New-York avaient eu leurs catastrophes en 1873! Il n'y a pas eu de *krach* à la façon viennoise, parce qu'il n'y en pouvait pas avoir. Les créations autrichiennes et berlinoises de cette époque ne reposaient que sur le vide, et le jour de la débâcle tout s'est écroulé; tandis que s'il est juste de dire des sept huitièmes des sociétés par actions dont les titres sont cotés à Paris, que leur valeur réelle est inférieure à leur valeur nominale, il est tout aussi certain qu'elles représentent quelque chose de substantiel et supporteraient pour la plupart le choc de l'adversité. Ajoutons qu'à Vienne, comme à Berlin, la spéculation n'était pas appuyée par des capitaux, et que pendant de longs mois avant le *krach,* on avait pris l'habitude de payer des reports de 50, 100 et 150 pour 100.

Nous n'en sommes pas à ce point, et tout fait espérer que nous n'y arriverons pas. Nos créations sont plus solides, les capitaux surabondent et les intermédiaires se montrent prudens. Dans de telles conditions, la baisse est possible, mais la chute soudaine du marché n'est pas à craindre. Nous avons vu la baisse commencer aussitôt que la disproportion est devenue trop éclatante entre les prix des reports et le revenu des valeurs. Les agens de change n'ont pas hésité à recourir à d'énergiques mesures; ils ont invité certains de leurs cliens à restreindre leurs engagemens; ils en ont liquidé d'office quelques autres. Il paraît même qu'on a été jusqu'à mettre en quelque sorte à l'index elle ou telle valeur trop en vue. Pendant une quinzaine de jours, il n'a été question que du déblaiement de la place opéré d'une façon

plus ou moins judicieuse, et l'on pouvait espérer que la liquidation de fin octobre s'effectuerait dans des conditions telles que toute inquiétude fût dissipée.

A la surprise générale, les prix des reports ont été presque aussi élevés les 2 et 3 novembre qu'ils l'avaient été pour les valeurs le 16 octobre. Bien plus, alors que l'on supposait les rentes à l'abri de toute surprise, à raison de la longue immobilité de leurs cours, on a vu le report atteindre 70 centimes sur le 3 pour 100.

La spéculation à la hausse cette fois a passé outre, et c'est par un mouvement général de progression qu'elle a traduit son impression sur les incidens auxquels venait de donner lieu la liquidation des rentes et des valeurs. Il lui a paru que la tension des reports avait eu quelque chose de factice, au moins sur les fonds publics, et, tout en tenant compte du sérieux avertissement qui venait de lui être donné pour la seconde fois, elle a refusé de se montrer effrayée. Deux jours après la fin de la liquidation, elle avait pris son parti et adopté une nouvelle ligne de conduite. Cette campagne de hausse, que la situation de la place ne permettait plus d'entreprendre sur les valeurs, il fallait l'engager sur les rentes en s'emparant du prétexte que fournissait tout à point la politique.

De là le double mouvement de la quinzaine écoulée, l'avance considérable du 5 pour 100 et du 3 pour 100, et le recul de presque toutes les valeurs. Les rentes ont avancé de près de 2 francs; il est vrai que de cette plus-value il convient de déduire le prix moyen du report. Il faut ajouter que les capitaux de placement ont eu peu de part dans ce revirement soudain opéré en faveur des rentes: les négociations au comptant ne sont pas devenues plus actives et les cours sur ce marché spécial sont restés constamment plus éloignés de ceux du terme que ne le comporte l'écart normal du report.

Les motifs qui ont déterminé la spéculation à se porter sur les rentes sont surtout d'ordre politique. Mais il est probable que l'intervention de la haute banque, dont on a beaucoup parlé, ne se fût pas produite si la situation générale du marché monétaire eût été aussi menaçante qu'il y a un mois. Il s'est manifesté de ce côté une amélioration incontestable et il semble que tout danger de voir la question de l'or troubler de nouveau les places de Londres et de Paris avant la fin de l'année soit désormais écartée. L'or rentre dans les caisses des deux banques d'Angleterre et de France, et il ne s'exporte plus de ce métal en quantité importante aux États-Unis. L'élévation du taux de l'escompte à 5 pour 100 a produit à cet égard son plein effet. La réapparition des consolidés au-dessus du pair n'a pas nui non plus à notre 3 pour 100, dont l'établissement rapide aux environs du cours de 90 francs, au cas où la conversion du 5 pour 100 serait décidée, ne fait doute pour personne.

Depuis la fixation des cours de compensation, le 3 novembre, les valeurs ont été entraînées plus ou moins vivement par un courant de réaction. La Banque de France a perdu 250 francs, l'Union générale 200, la Banque des Pays autrichiens 85, le Nord et le Lyon 50, la Banque des Pays hongrois 45, les Chemins étrangers, autrichiens, lombards, Nord de l'Espagne, Saragosse, de 25 à 35 francs, la plupart des titres des établissemens de crédit de 10 à 25 francs.

L'action de la Banque de France a vu se produire des réalisations, dès que le cours de 6,500 a été dépassé. Les employés de cet établissement ont été autorisés à remplacer par des titres de rente les actions de la Banque qu'ils avaient déposées comme cautionnement. Cette mesure a pu faire arriver quelques centaines de titres sur le marché, mais la réaction est due à des causes plus sérieuses. Il est évident que la Banque de France donne à tous ses services une extension considérable, que jamais son portefeuille n'avait atteint un chiffre aussi élevé, que ses bénéfices s'accroissent dans une étonnante proportion; mais il ne faut pas oublier que l'action de la Banque était, il n'y a pas encore longtemps, à 3,500 francs et qu'au-dessus de 6,000 francs, un certain déclassement des titres est devenu inévitable.

Les valeurs du groupe de l'Union générale ont payé à la baisse le plus fort tribut. Les acheteurs ne paraîtront cependant pas trop à plaindre, si l'on songe que l'Union générale avait monté de 2,000 à 2,600 francs en quinze jours et que la Banque impériale avait passé sans s'arrêter de 1,100 à 1,300 francs. De plus, l'assemblée de l'Union générale a eu lieu le 5 novembre, et, comme toujours, le fait accompli a été suivi de réalisations. L'heureux président du conseil de l'Union générale a promis beaucoup à ses actionnaires pour l'avenir; mais comme il avait non-seulement tenu, mais notablement dépassé ses promesses de l'an passé, l'assurance de son langage a produit une bonne impression. Les résolutions adoptées par l'assemblée vont transformer complètement la situation de la société en fortifiant dans une large mesure ses moyens d'action. Avec les réserves accumulées, les bénéfices de l'exercice 1881, et un prélèvement sur la prime des actions nouvelles, on va libérer des 375 francs restant à verser les 200,000 actions anciennes. On émet 100,000 actions nouvelles au prix de 850 fr., deux titres anciens donnant droit de souscription pour un titre nouveau. Lorsque l'opération sera terminée, le 25 novembre, la société disposera d'un capital effectif de 150 millions et d'une réserve de 20 millions environ.

La Banque d'escompte a tenu également une assemblée extraordinaire pendant cette quinzaine. Nous avons dit qu'il était question de l'absorption par cet établissement de trois autres sociétés de crédit. Le président du conseil de la Banque d'escompte a demandé et obtenu

l'assentiment des actionnaires pour l'exécution de ces projets. Il compte que la fusion assurera à la Banque d'escompte 25 millions de bénéfice, à l'aide desquels un versement de 125 francs sur les actions serait opéré sans que les actionnaires eussent rien à payer. Les actions, après ce versement, seraient mises au porteur.

La constitution du nouveau ministère a remis sur le tapis la question du rachat des chemins de fer. Aussitôt le Lyon a fléchi de 1,800 à 1,750 et le Nord de 2,175 à 2,125. Les craintes auxquelles la spéculation s'est ainsi abandonnée paraissent absolument chimériques. Les plus fougueux partisans du système du rachat ne vont pas pour l'instant au-delà de l'acquisition par l'état du réseau de la compagnie d'Orléans.

La réaction très vive qui a frappé les chemins étrangers s'explique suffisamment par les tendances générales du marché; de plus, les augmentations de recettes ne sont plus aussi soutenues qu'il y a quelques mois. Les résultats de l'exercice 1881 peuvent causer certaines désillusions.

Sur les valeurs industrielles la baisse a rencontré une résistance sérieuse. Malgré l'intérêt qu'a excité l'exposition d'électricité et le succès réel qu'ont obtenu les divers modes d'éclairage électrique par l'incandescence, les actions du Gaz se sont remarquablement bien tenues et ne s'éloignent que peu du cours de 1,700 francs.

Le Suez a encore progressé de 10 francs, tandis que la Part civile a gagné 50 francs et la Part de fondateur 85 francs. Le paiement d'un a-compte sur le dividende a été annoncé; le montant des recettes réalisés permet de croire que le dividende total pour 1881 pourra atteindre 65 francs.

On s'est peu occupé de l'Italien depuis le commencement du mois, bien que la formalité gênante de la présentation des titres pour le paiement des coupons vienne d'être supprimée. Les valeurs turques ont largement baissé. La spéculation à la hausse s'est liquidée à Londres et à Paris sur la nouvelle que l'arrangement définitif élaboré à Constantinople ne donnerait pas plus de 1 pour 100 d'intérêt et de 1/2 ou même 1/4 d'amortissement sur le prix d'émission des différens emprunts, soit, par exemple, environ 60 centimes d'intérêt annuel sur les titres de la dette générale, et de 3 à 4 francs sur les divers types des obligations 6 pour 100. Il ne s'agirait là, il est vrai, que d'un minimum; mais des porteurs de 5 pour 100 turc s'étaient imaginé que la Porte pourrait donner au moins 1 franc d'intérêt au lieu de 5. Ils ont vendu sur ce simple calcul que du nouveau Turc à 12 francs, rapportant 60 centimes, ne constituerait encore qu'un placement à 5 pour 100.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

ÉTUDES DIPLOMATIQUES

LA PREMIÈRE LUTTE DE FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE D'APRÈS DES DOCUMENS NOUVEAUX.

II [1].

INVASION DE LA SILÉSIE. — INTERVENTION DE LA FRANCE.

Quand tout était ainsi en rumeur à Berlin, il semble que c'est à Vienne surtout que l'émotion aurait dû être la plus vive. Mais, chose singulière, de tous les centres politiques d'Europe, Vienne fut au contraire celui où on prit souci le plus tard des dispositions belliqueuses de Frédéric. Ce ne fut pas la faute du résident autrichien à Berlin, Demerath, qui avait donné l'éveil dès le premier jour. Mais la jeune reine répondait à ces sinistres pronostics par un sourire incrédule. Douée d'un courage et d'un génie qui devançaient les années, Marie-Thérèse gardait encore quelque chose de la confiance ingénue et des honnêtes illusions de son âge. N'ayant encore fait la cruelle épreuve ni de la perversité humaine, ni de la sécheresse égoïste des politiques, elle croyait au bien, à l'honneur, à tous les nobles sentimens qu'elle portait elle-même gravés dans son cœur.

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

Elle ne voulait douter ni de l'amitié dont Fleury lui envoyait de mielleuses protestations, ni de la reconnaissance d'un prince dont son père avait sauvé les jours. Le grand-duc, de son côté, qui avait connu Frédéric dans sa jeunesse, comptait sur son amitié. Frédéric, de plus, avait confirmé les deux époux dans cette bonne opinion en leur reconnaissant sans difficulté la qualité royale, et en engageant par son exemple le roi de Pologne à en faire autant. C'était une résolution captieuse dont on devait comprendre le but plus tard, mais qui, à la première heure, causa tant de joie à Vienne, que le grand-duc disait au ministre de Prusse : « Vraiment le roi se conduit envers la reine et moi comme un père, et jamais nous ne pourrons nous acquitter des obligations que nous lui avons. » Persuadée qu'elle avait trouvé dans ce bon voisin un cœur capable de s'intéresser au plus cher objet de ses pensées, la reine poussa même la naïveté jusqu'à lui demander sa voix et son appui pour le grand-duc dans le collège électoral, en lui promettant en récompense une éternelle affection. Quant à ses vieux conseillers, s'ils ne partageaient pas cet aveuglement de la tendresse conjugale, leur inertie et leur paresse s'en accommodaient. Quand on parlait de l'humeur remuante du roi de Prusse : « N'ayez souci, disaient-ils, en secouant les épaules, il sera comme son père, qui a toute sa vie armé son fusil et ne l'a jamais déchargé. » Le vieux Bartenstein, seul, était plus sombre. « On ne sait, disait-il, ce que c'est que ce jeune homme, et j'en avais bien prévenu feu l'empereur, quand il voulait absolument écrire à son père pour lui sauver la vie (1). »

Vers le milieu de novembre pourtant, l'horizon s'assombrit de manière à frapper les yeux les moins clairvoyans. D'une part, une concentration de troupes menaçante s'opérait sur la frontière de Silésie, où les possessions de l'Autriche confinaient à celles de la Prusse. Puis, l'attitude du ministre de Prusse à Vienne, le conseiller de Borcke, d'abord très bienveillante, changeait à vue d'œil, d'une manière significative. Il ne parlait plus que sur un ton de jérémiades compatissantes de l'état désespéré de la maison d'Autriche en butte, disait-il, à trop d'inimitiés pour pouvoir leur faire tête à elle seule. Il lui faudrait des alliés, ajoutait-il, mais on n'a pas d'alliés si on ne sait pas les payer ce qu'ils valent, car personne en ce monde ne donne rien pour rien. La phrase de la lettre de Frédéric à Algarotti que j'ai citée, où il était dit que le grand-duc avait la gangrène et ne pouvait guérir que par une opération douloureuse, circulait et don-

(1) D'Arneth, t. I, p. 110, 372. — Droysen, t. I, p. 172. — Raumer, *Beiträge zur neuen Geschichte*, t. II, p. 102 et suiv.

nait lieu à des commentaires. Gangrène était une métaphore assez claire qui se comprenait d'elle-même. Mais l'opération, quelle était-elle et quel chirurgien s'offrait à la faire? Il fallut se décider à tirer au clair ce que signifiaient ces offres conditionnelles, que personne n'avait sollicitées, faites au prix de sacrifices indéterminés. La mission d'aller s'en s'expliquer à Berlin fut confiée à un vieil Italien de grande expérience, le marquis de Botta d'Adorno.

Botta était un compatriote de Machiavel, dont il avait compris, peut-être pratiqué plus d'une fois dans sa vie, les maximes, bien qu'il n'eût pas employé sa jeunesse à les réfuter. Il ne fut pas plus tôt de l'autre côté de la frontière, que la vue des préparatifs militaires opérés de toutes parts ne lui laissa aucun doute. Tout était prêt pour une marche agressive dont la Silésie était l'objet désigné. Il arriva à Berlin tout ému et jetant feu et flammes. Une audience qu'il obtint aussitôt ne le rassura ni ne l'éclaira. Frédéric semblait attendre de lui quelque proposition au lieu de lui en faire et ne le mit sur la voie d'aucune ouverture. Et, comme pour amener la conversation sur le sujet des armemens, Botta insistait sur le mauvais état où il avait trouvé les routes, défoncées par des convois de troupes dans la saison d'automne : « Je n'y vois pas grand inconvénient, reprit le roi avec indifférence, excepté de faire arriver les voyageurs un peu crottés. » Vers la fin de l'entretien cependant, il consentit à dire que son ministre à Vienne était chargé de faire connaître à la reine ses intentions, et qu'afin de compléter ces explications, il allait dépêcher à Marie-Thérèse son maréchal de la cour, le comte de Gotter. « Que la reine réfléchisse bien, ajouta-t-il, sur mes communications, elle verra combien mes projets sont raisonnables et mes intentions pures. Assurez-la de mon dévoûment. »

Botta sortit plus irrité, plus effrayé que jamais. Mais ce qu'il y eut de plus piquant pour lui, c'est que personne ne voulait croire ni à sa colère, ni à son effroi. Du moment qu'on avait annoncé sa venue, le bruit s'était répandu comme une fusée, dans Berlin, qu'il apportait un traité d'alliance stipulant le consentement de Frédéric à l'élection du grand-duc, moyennant la cession de tout ou partie de la Silésie. Ce fut bientôt une conviction générale que tous les indices semblaient confirmer. Cet ambassadeur qui arrivait sans avoir rien à dire et sortait d'une audience où il prétendait n'avoir rien appris : cet autre envoyé qui allait partir avec des paroles d'amitié et de dévoûment, mais par le même chemin que des troupes sur le pied de guerre, comment expliquer cet imbroglio autrement que par une partie liée dont on voulait dissimuler la preuve jusqu'à la dernière heure? Les dénégations, les imprécations même de Botta n'y fai-

saient œuvre. Les fins connaisseurs le félicitaient de cacher si bien un jeu dont ils ne voulaient pourtant pas êtres dupes. Et quand Botta affirmait que l'Autriche résisterait à toute invasion de ses provinces : « Bon! disait-on, ce sera encore un jeu. Vous voulez qu'on vous prenne la Silésie et ne céder qu'à la force, afin qu'on ne dise pas que c'est vous-même qui renoncez à la *Pragmatique*. »

Ajoutez qu'autour de Frédéric d'habiles réticences accréditaient ce bruit par la manière même de le démentir. Valori seul doutait encore, « car enfin, disait-il, assez sensément, s'ils sont d'accord, pourquoi tant de bruit et de soldats? » Mais il n'en tenait pas moins sa cour au courant de l'opinion commune. « M. de Botta est arrivé, écrivait-il, le 3 décembre, éprouvant ou jouant la surprise des préparatifs qu'il a trouvés en Silésie : il nie tout accord entre le grand-duc et le roi. » Et le 6 : « M. de Botta a eu une entrevue avec le roi qui l'a assuré de son dévoûment à la reine de Hongrie. Il est tout confondu : que signifie tout cela? » Enfin le 10 : « M. de Botta témoigne toute sa colère; s'il joue la comédie, il s'en acquitte à merveille (1). » Mais le soir de ce même 10 décembre, Frédéric mandait lui-même Botta et, lui annonçant qu'il allait prendre en personne le commandement de ses troupes, il lui révélait le plan mystérieux qui tenait depuis six semaines toutes les imaginations en suspens.

On sait quel était ce plan : ce n'était pas moins que l'exigence formelle de la cession de la Silésie, signifiée à Marie-Thérèse et accompagnée au même moment de la prise de possession à main armée de cette province, sans déclaration de guerre et même sans avertissement préalable. Tous les documens contemporains attestent le scandale et l'indignation universels que ce dessein perfide, éclatant comme une bombe sur l'Europe étonnée, causa à tout ce qui conservait le moindre souci de moralité et d'honneur. Le temps, le succès et la gloire ont depuis lors produit leur effet ordinaire, et l'écho de ce cri de la conscience publique n'arrivait plus que très affaibli à la postérité. Il s'était même trouvé, en dehors de l'Allemagne, dans ces derniers temps, des historiens sérieux, comme le célèbre Anglais Carlyle, pour entreprendre la justification de ce coup de force. On dirait que les archivistes de Berlin ont pris à tâche de raviver l'impression qui s'effaçait. Ce sont eux en tout cas qui nous ont dévoilé par leurs révélations nouvelles à quel point le caractère déjà suffisamment odieux de l'entreprise avait été aggravé, dès le premier jour, par l'astuce et l'hypocrisie qui présidèrent à son élaboration clandestine.

Tout d'abord il ressort du rapprochement des dates des divers

(1) Valori à Amelot, 3, 6, 10 décembre 1740.

documens publiés à Berlin que ce fut le jour même où lui fut annoncée la mort de Charles VI, que Frédéric avait fait connaître à ses conseillers le dessein arrêté de dépouiller la fille de son bienfaiteur. Pourquoi il avait jeté son dévolu sur la Silésie plutôt que sur toute autre partie du patrimoine de Marie-Thérèse, c'est ce qui s'explique tout simplement par ce motif que cette province, étant contiguë à ses propres états, y ajoutait un complément tout à fait à sa convenance, et se prêtait plus facilement à une mainmise imprévue et subreptice. Quant aux droits qu'il pouvait alléguer pour justifier cette annexion inattendue, on me permettra de ne pas m'en occuper pour plusieurs raisons. La première, c'est que ce côté de la question, comme on le verra, n'a jamais préoccupé Frédéric; la seconde, c'est que, ces droits eussent-ils existé, ils étaient périmés depuis de longues années par l'effet de cette loi tutélaire de la prescription que les anciens jurisconsultes ont si bien nommée la patronne du genre humain. Fût-il vrai, comme M. Droysen s'efforce encore de l'établir à grand renfort de textes juridiques et diplomatiques, que quelques-uns des duchés de la Silésie avaient appartenu autrefois aux électeurs de Brandebourg, et n'avaient été cédés par eux que contre l'échange d'une autre principauté qui fut promise, mais non livrée : qu'importe? Le plus récent de ces faits, vrais ou faux, remontait à 1660; depuis lors l'Autriche et la Prusse avaient vécu en paix pendant quatre-vingts ans, signé plus d'un traité d'alliance, et combattaient en commun, la veille encore, dans la dernière guerre. S'il est permis, après un si long oubli, de raviver des prétentions éteintes, quel prince, quel particulier même, — Macaulay le fait remarquer avec raison, — pourrait dormir en sécurité? Soyons aussi francs que Frédéric lui-même, tenons-nous-en à l'aveu qu'il fit à Voltaire et que Voltaire, par pudeur, l'empêcha de livrer tout haut à la postérité. Convenons qu'il n'avait d'autre droit à invoquer que celui qu'il tenait de ses *troupes prêtes à agir* et de son *épargne bien garnie;* ajoutons, si l'on veut, pour être complet : de la faiblesse et du malheur de Marie-Thérèse (1).

Quoi qu'il en soit, l'ordre fut signifié aux deux ministres Podewils et Schwerin d'avoir à préparer les moyens d'exécution d'un dessein dont on ne leur donna ni la permission, ni le loisir de discuter la convenance. Obéissant à la consigne, ils se mirent à l'œuvre, ou, comme ils le dirent dans un langage aussi noble et aussi élevé que leurs sentimens, *à mâcher et à digérer* cette affaire. Si la

(1) Voltaire, on le sait, raconte dans ses *Mémoires* que, Frédéric lui ayant confié le manuscrit de l'*Histoire de mon temps,* il lui fit effacer cette phrase : « Des troupes toujours prêtes à agir, mon épargne bien garnie, et la vivacité de mon caractère, c'étaient là les raisons que j'avais de faire la guerre à Marie-Thérèse. »

digestion fut laborieuse, elle ne fut pas longue, car dès le 29 octobre, ils remettaient au roi un mémoire raisonné, présentant, pour arriver au but, deux plans à suivre au choix, ou plutôt à défaut l'un de l'autre.

Voici quel était le mécanisme de ce programme à double fond. Il y avait, disaient sentencieusement les commissaires, deux routes principales à suivre. La première, la plus sûre, celle qui exposait le moins *aux revers et inconvéniens auxquels sont sujettes les grandes acquisitions*, consisterait à obtenir de bonne grâce la cession désirée de la cour de Vienne, en lui promettant en échange le concours actif de la Prusse pour la préserver de tous les périls qui la menaçaient, lui conserver la couronne impériale, et la défendre *contra quoscumque*. Et comme il était à prévoir que, même à ce prix, la reine trouverait encore difficile de se résigner à perdre *un morceau d'aussi grande importance que la Silésie, le meilleur véhicule* pour l'y déterminer serait de lui lâcher *une couple de millions* pour subvenir à ses besoins les plus pressans. Si la cour de Vienne avait le bon sens d'accueillir ces ouvertures bienveillantes avec toute la reconnaissance convenable, le moment serait venu alors de faire agréer ce projet aux puissances maritimes, à la Russie, à tous ceux que pouvaient inquiéter les souvenirs de l'ambition de Louis XIV, et de leur faire valoir le service que le roi rendait à la cause commune de l'équilibre européen, en tirant d'un péril certain la seule puissance qui pût tenir tête à la maison de Bourbon.

Que faire cependant, si la cour de Vienne avait *l'obstination* et la *bigoterie* de ne pas apprécier suffisamment le service qu'on voulait lui rendre? — Alors il faudrait bien en venir à une autre voie, moins solide et *plus rabatteuse*; ce serait de se retourner hardiment et de tendre la main à tous les ennemis de Marie-Thérèse, Saxe, Bavière, y compris la France, qui pouvait trouver son compte à ôter la couronne impériale aux descendans de Charles-Quint. On leur représenterait la conquête de la Silésie comme le premier acte d'une puissante diversion faite dans le Nord pour leurs intérêts. Bien entendu qu'il ne serait plus question alors de l'équilibre européen à protéger contre la France, mais des libertés germaniques à défendre contre l'Autriche. Enfin, il y aurait bien un troisième moyen qui serait la perfection : ce serait, dans le cas où une tierce puissance, la Saxe ou la Bavière, par exemple, prendrait l'initiative de faire entrer des troupes en Silésie, d'y entrer soi-même pour la défendre et de finir par la garder. Mais il n'était pas raisonnable d'espérer une chance si favorable (1).

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 74 et suiv.

A ce beau mémoire, assez semblable, pour le style comme pour les idées, à celui de l'usurier de Molière jugulant un mineur dans l'embarras, le roi, pleinement satisfait du zèle de ses serviteurs, ne fit qu'un seul amendement. Le mémoire parlait de négociations à entamer avec la cour de Vienne; le roi trouvait plus expéditif de commencer par mettre la main sur la province en question, sauf à négocier ensuite. « Il lui convenait mieux, dit M. Droysen (qui l'approuve fort) de faire comme dit le proverbe espagnol, prendre d'abord et demander après. »

Ce procédé, plus familier aux brigands qu'aux diplomates, pouvant effrayer les esprits faibles, Frédéric le proposa d'abord sous forme dubitative. « Je vous donne, disait-il à Podewils, un problème à résoudre. Quand on est dans l'avantage, faut-il s'en prévaloir ou non? Je suis prêt avec mes troupes en tout : si je ne m'en prévaux pas, je tiens entre mes mains un bien dont je méconnais l'usage ; si je m'en prévaux, on dira que j'ai l'habileté de me servir de la supériorité que j'ai sur mes voisins (1). » Podewils ne comprenant pas ou feignant de ne pas comprendre, force fut bien de s'expliquer plus clairement dans une note autographe terminée par ces mots : « Je conclus qu'il faut, avant l'hiver, s'emparer de la Silésie, et négocier l'hiver... En agissant autrement, nous nous mettons hors de nos avantages (2). »

Il faut rendre justice au prudent ministre; l'idée de recourir aux armes dès le premier jour et de mettre un si gros enjeu du premier coup à la loterie l'épouvanta, et, la peur éveillant ses scrupules, les droits de la couronne de Brandebourg sur la Silésie cessèrent de lui paraître aussi clairs. Il fit remarquer, *avec un profond respect, à Sa Majesté* que, quelque bien fondées que fussent les prétentions de sa maison, *il y avait pourtant des traités solennels que la maison d'Autriche réclamerait*. Le roi lui renvoya sur-le-champ son humble remontrance avec cette simple note à la marge : « L'article de droit est l'affaire des ministres et c'est la vôtre. Il est temps d'y travailler,.. car les ordres aux troupes sont donnés (3). » Et là-dessus, Podewils d'écrire avec une certaine tristesse à son collègue : « L'ardeur du roi ne fait que croître au lieu de se relâcher. Après avoir dit tout ce que je pense,.. il ne nous reste plus que le mérite de l'obéissance. Si au moins il survenait du dehors quelque prétexte pour justifier la marche en avant! Mais non. Ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est qu'on ne nous fait de Vienne aucune proposition. On y est muet comme un poisson. Le roi de Pologne

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 86.
(2) *Ibid.*, t. I, p. 84.
(3) *Ibid.*

non plus ne veut pas bouger avant la Bavière. Plût au cie qu'ils fissent un mouvement (1) ! »

Quand on veut détrousser un voyageur sur une grande route, l'essentiel est que personne ne s'en doute. Si l'on peut même passer pour un ami cheminant dans sa compagnie, le succès du coup est plus assuré. Le mystère convenait donc avant tout au plan de Frédéric, et quelque chose même de plus que le mystère, l'équivoque. Il fallait non-seulement que le but et le moment de l'exécution restassent inconnus jusqu'à l'heure décisive, mais que le jour où les troupes paraîtraient sur la frontière, on pût croire qu'elles venaient du consentement et sur l'appel des souverains légitimes de la province envahie. De cette sorte, aucune mesure défensive ne serait prise, et les populations elles-mêmes, pensant avoir affaire à des alliés, n'auraient pas l'idée de la résistance.

Dans cet honnête dessein, tout fut mis en œuvre pour entretenir l'illusion jusqu'à la dernière heure. Ainsi s'explique d'abord tout naturellement cette reconnaissance empressée de la royauté de Marie-Thérèse qui toucha jusqu'aux larmes l'innocence de la nouvelle reine et qui n'était destinée qu'à l'endormir dans une fausse sécurité. Au même moment, en effet, le ministre de Prusse à Vienne recevait communication de tous les détails de l'invasion projetée, avec ordre de *feindre de l'ignorer entièrement* et de démentir tous les bruits qui pourraient circuler. Puis la *Correspondance politique* nous fait connaître une série de dépêches adressées aux agens prussiens dans les diverses cours ; toutes pleines de protestations d'amitié pour la maison impériale et sur un ton particulièrement vif, là où l'Autriche, étant bien vue, pouvait être bien informée. A Versailles seulement, le langage prescrit prend une teinte un peu différente, et quelques allusions discrètes y sont faites, comme pour tâter le terrain, à l'intérêt qu'aurait l'Allemagne à se délivrer de la prépotence autrichienne. C'était nécessaire pour tenir la porte ouverte à tout événement et rester en quelque sorte à cheval sur les deux conduites opposées. On peut remarquer cependant que, soit que l'intérêt de cajoler l'Autriche l'emportât sur toute autre pensée dans cette première phase de l'opération, soit que, comme le soupçonnait le marquis de Beauvau, la haine de la France fût chez Frédéric un sentiment irrésistible dont il ne pouvait contenir l'expression, les appréciations sur les ministres de Louis XV sont toujours amères, dédaigneuses, presque outrageantes, alors même que l'instruction donnée est de les ménager en vue de l'éventualité d'une alliance possible.

On saisit toutes ces nuances au vif et au naturel dans une note

(1) Droysen, t. I, p. 348.

d'un caractère tellement intime qu'on s'étonne un peu de la franchise courageuse qui l'a mise au jour. C'était un papier sur deux colonnes, portant d'un côté les questions du ministre Podewils et de l'autre les réponses de Frédéric. Le ministre demande sous quel jour les intentions du roi doivent être présentées à Saint-Pétersbourg, à La Haye et à Londres. Le roi répond : « A chaque cour d'une façon différente : à Londres, il faut dire que, sachant sûrement que le duc de Lorraine veut conclure avec la France, je m'approche de Vienne pour les forcer en quelque sorte à se mettre du parti des marins et de la religion (les puissances maritimes et protestantes). A La Haye, il faut assurer qu'on ne veut point troubler le repos de l'Europe, que Frédéric-Guillaume a servi l'empereur Léopold et qu'il en a été récompensé d'ingratitude et que je me dédommage d'avance et servirai après. A Hanovre, à Mayence, il faut parler du cœur patriote qu'il faut (*sic*), et que je veux soutenir l'empire et protéger les débuts d'une maison faible. » « Mais, répond le ministre, en faisant part en gros au ministère français des motifs de Votre Majesté, ne doit-on pas leur laisser entrevoir à mots couverts que cette entreprise pourrait tourner au plus grand avantage de la France? » Réponse : « Bon, il faut faire patte de velours à ces b... (1). »

C'est là ce que M. Droysen appelle une grande combinaison politique et où il voit le germe d'où devait sortir un jour la patrie allemande. Avant Frédéric, nous dit l'historien prussien, on était ou Autrichien, ou Français, jamais Allemand. Frédéric est le premier qui ait su avoir une politique à lui, indépendante et vraiment nationale. « Si l'Allemagne eût existé alors, s'écrie-t-il avec enthousiasme, elle eût compris que Frédéric servait sa cause. » On pourrait faire observer que cette liberté d'esprit d'un prince allemand, cherchant son point d'appui indifféremment au dedans ou au dehors de la patrie commune, suivant qu'il y trouve son intérêt personnel, paraît plutôt le contraire du patriotisme. Mais, en fait de sentiment national, chacun l'entend comme il lui convient, et en ce genre comme en tout autre, il ne faut pas disputer des goûts. Où l'on serait plus tenté encore de contredire M. Droysen, c'est quand il ajoute, avec tout le sérieux germanique, que la conduite de Frédéric fut l'application rigoureuse des doctrines morales et puritaines telles qu'il les avait professées dans *l'Anti-Machiavel*. Mais ici encore il faut s'arrêter, parce que le différend, touchant à la morale, porterait sur des points plus graves encore.

Quoi qu'il en soit, morale ou non, et peut-être parce qu'elle ne l'était guère, la machine fut assez bien montée pour faire naître et durer l'erreur d'optique dont, comme on l'a vu, tout le public euro-

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 28 et 29.

péen et allemand fut un instant dupe. On dirait même que, dans son entretien décisif avec Botta, Frédéric fit encore quelque effort pour maintenir le malentendu, car, après lui avoir révélé son dessein : « J'entre en Silésie, lui dit-il sur un ton patelin, mais comprenez bien que c'est en bon ami (*come buon amico*), moins pour faire valoir quelques droits que je puis avoir, que pour défendre les droits héréditaires de la reine contre tous ses ennemis, notamment la Saxe et la Bavière, qui sont prêtes à l'attaquer. Je veux mettre la couronne impériale sur la tête du grand-duc. » L'Italien, avisé, eut assez d'empire sur lui-même pour garder son sang-froid. Il laissa dire le roi, puis avec un sourire narquois sur les lèvres : « Je ne me trompais donc pas, répondit-il, quand je croyais Votre Majesté pleine de dispositions affectueuses pour la reine ma souveraine, quoique plus d'une personne à Vienne, je dois l'avouer, pense que cette opinion était de ma part un acte de confiance véritablement héroïque (*puro eroismo*); mais je ferai remarquer à Votre Majesté que ni la Saxe, ni la Bavière ne font mine de nous attaquer, et quand elles y songeraient, si Votre Majesté veut seulement rester spectatrice, ma souveraine est de force à se défendre, d'autant plus que ces deux puissances auraient de la peine à s'accorder ensemble. » Le roi voulant encore renouveler des protestations doucereuses, Botta finit par perdre patience, et élevant le ton : « Vos troupes sont belles, sire, dit-il, mais les nôtres ont senti la poudre. — Si les miennes sont belles, reprit le roi, elles sont bonnes aussi, et vous vous en apercevrez. » Et rompant brusquement l'entretien, il se leva (1).

La date de la conversation avait été combinée de manière que le courrier qui en porterait la nouvelle ne parvînt à Vienne que peu d'heures avant le nouvel envoyé de Frédéric. L'avance fut suffisante cependant pour que, lorsque le comte de Gotter arriva, il trouvât déjà la nouvelle ébruitée, la ville en rumeur, la stupeur et l'indignation partout au comble, et nulle part plus que dans les cercles diplomatiques. On n'y parlait que de l'attentat du roi de Prusse. « Si pareille chose s'accomplit, disait le ministre d'Angleterre, le roi sera excommunié de la société des gouvernemens. » Quant à la jeune reine, on la connaissait déjà assez pour savoir que son âme ne pouvait être ni égarée par la surprise, ni ébranlée par la menace. Averti de l'accueil qui l'attendait, Gotter prit le ton très haut et se posa tout de suite, comme le proconsul romain, portant la guerre ou la paix dans les plis de sa toge. Sans passer par l'intermédiaire ordinaire des ministres ou des chambellans, il demanda directement audience au grand-duc.

Dès les premières paroles : « J'apporte, dit-il, dans une main le

(1) D'Arneth, t. I, p. 75. — Droysen, t. I, p. 164.

salut de la maison d'Autriche, et dans l'autre pour Votre Majesté la couronne impériale. Les trésors du roi mon maître sont au service de la reine, il lui apporte aussi le concours de ses alliés, l'Angleterre, la Hollande et la Russie. En récompense de telles offres et en dédommagement du péril qu'elles lui font courir, il demande toute la Silésie, mais rien de moins. La résolution du roi est inébranlable : il veut, il peut s'emparer de la Silésie, et si elle ne lui est pas offerte de bonne grâce, ces mêmes troupes et ces mêmes trésors seront donnés à la Saxe et à la Bavière, qui les sollicitent. » Rien n'était plus faux, puisque ni Saxe ni Bavière n'avait encore fait l'ombre d'une proposition. Mais peut-être Gotter était-il dupe lui-même des mensonges de son maître. La réponse du grand-duc fut calme et fière. « La reine, dit-il, n'a ni le droit ni le pouvoir de céder une parcelle du territoire qu'elle n'a reçu qu'à la condition de le maintenir indivisible. Elle n'est point réduite à ce point de désespoir de se jeter dans les bras d'un prince qui entre en ennemi dans ses états, et quelque mal que le roi de Prusse puisse lui faire, nous avons encore l'espérance qu'il s'en fera plus à lui-même. — S'il en est ainsi, reprit Gotter, je n'ai rien à faire ici et je puis m'en retourner. » Le grand-duc reprit la parole pour lui demander catégoriquement, par oui ou par non, si les troupes prussiennes étaient déjà à l'heure qu'il est sur le sol de la Silésie. « Elles doivent y être, répondit l'envoyé. — Retournez donc auprès de votre maître et dites-lui que, tant qu'il laissera un homme sur le territoire de la province, nous périrons plutôt que de traiter avec lui. Mais s'il peut encore s'arrêter, ou s'il veut reculer, nous voulons bien négocier avec lui à Berlin. Botta a déjà des instructions dans ce sens,.. et quant à moi, ni pour la couronne impériale, ni pour le monde entier, je ne sacrifierai ni un seul des droits de la reine ni un pouce de son domaine légitime et héréditaire. »

Gotter, intimidé par cette attitude, baissa un peu le ton. « Il n'est pas sérieux, reprit-il, de demander au roi de reculer dans une entreprise déjà si avancée. — Quand une entreprise est manifestement injuste, continua le grand-duc, il est plus honorable aux yeux du monde d'y renoncer que de s'y obstiner. Mais si le roi a besoin d'un motif pour retirer ses troupes, il peut dire qu'il avait eu pour but, en les faisant avancer, de défendre la reine contre les attaques de la Bavière et qu'il a reconnu que ce secours n'était pas nécessaire. » Devant cette ouverture qui, en réalité, n'en était pas une, mais qui avait l'avantage d'éviter un éclat immédiat, Gotter réfléchit un instant, puis comme s'il accordait une grâce qu'on ne lui demandait pas, il consentit à écrire à Frédéric et à attendre sa réponse (1).

(1) D'Arneth, t. I, p. 75 et suiv.

Le langage du grand-duc avait été si net, si ferme, si peu conforme à son caractère indécis, que tout le monde comprit par qui les termes en avaient été dictés. Il avait parlé comme si la reine eût été présente, et effectivement, dans un des entretiens qui suivirent, la reine se tenait si près de la porte qu'à un moment donné, trouvant qu'il était temps d'en finir, elle appela son mari et l'emmena avec elle dans l'intérieur de ses appartemens. Gotter, qui naturellement aurait dû insister pour la voir, n'osa même pas le demander, de crainte, écrivait-il à Podewils, de consommer tout à fait la rupture, en réalité pour éviter l'odieux d'une scène de violence avec une femme. Le murmure improbateur qui s'élevait de toutes parts autour de lui le troublait malgré son audace apparente. « Tout est ici en rumeur, écrivait-il; on sonne le tocsin, on appelle au feu... Je me félicite de n'avoir pas poussé trop fort à la roue. Le roi est un prince éclairé, qui saura, j'espère, trouver un moyen de sortir de cette affaire avec honneur. » Il était plus explicite avec l'ambassadeur d'Angleterre. « Vous ne connaissez pas mon maître, lui disait-il. Vous ne savez pas à quel point il est obstiné et présomptueux. C'est un étrange mélange d'ambition et d'avarice (1). » Puis, pour se tirer lui-même d'embarras, il sortit de Vienne sous prétexte qu'en attendant la réponse à ses dépêches, il allait faire une cure dans une station thermale du voisinage. La saison (on était en plein hiver) n'était pourtant guère favorable à ce genre de traitement (2).

Gotter ne pouvait guère se faire l'illusion qu'il fût temps encore de ramener son maître à des conseils de modération. Il n'avait dit que trop vrai en affirmant que les troupes prussiennes étaient déjà sur le territoire de Silésie. C'était le 20 qu'il était reçu par le grand-duc et, dès le 16, Frédéric avait quitté Berlin pour aller prendre le commandement de ses troupes. Il est probable que l'attitude de Botta lui avait appris qu'il n'avait point de faiblesse à attendre de la cour de Vienne, car, dans les derniers jours qui précédèrent son départ, il se décida enfin à mander le marquis de Valori, à qui il n'avait pas adressé la parole depuis six semaines.

Valori arriva, très perplexe, se demandant toujours si le bruit d'armes qui continuait à retentir de toutes parts était une réalité ou un jeu. Le premier entretien fut trop vague pour le tirer de peine. Le roi, loin de s'expliquer lui-même, cherchait à le faire parler. « J'attends toujours, dit-il, ce que pense M. le cardinal et ce que le roi votre maître est disposé à faire pour moi... » Puis il se répandit en louanges sur le cardinal, et comme Valori laissait

(1) Droysen, t. I, p. 178.
(2) *Ibid.*, t. I, p. 180. — D'Arneth, t. I, p. 127. — Raumer, t. II, p. 21.

voir sans doute par quelque moue significative qu'à sa connaissance on n'avait pas toujours parlé sur ce ton au Rheinsberg : « Ah! dit-il, il ne faut pas prendre garde à ces petites plaisanteries qui m'échappent, c'est le langage de mon caractère; j'en suis fâché; mais essentiellement je le dispute à tout le monde pour une véritable estime et même une vénération pour un aussi grand homme doué de tant de qualités singulières. Ma foi, monsieur, c'est le plus grand homme que la France ait eu jusqu'à présent. » « Quant à l'armement, ajoute Valori (transmettant sans délai le compliment au cardinal lui-même), il me dit que je devais être tranquille, que cela ne dérangeait en rien les vues que nous pourrions avoir, que je serais un des premiers informé de ses raisons et des motifs qu'il croyait être bien fondés, et que le r i ne devait en prendre aucun ombrage. » Tout cela était si peu clair qu'e : terminant, Valori disait encore : « J'incline à croire qu'il s'entend avec le grand-duc et que Votre Éminence en est prévenue (1). »

La seconde conversation fut plus significative. Frédéric demanda nettement si l'intention de la France, comme son intérêt, n'étaient pas d'enlever la couronne impériale à la maison d'Autriche et de la donner à l'électeur de Bavière, et, dans ce cas, si le roi ne serait pas heureux de son alliance? Notez qu'à la même heure on offrait en son nom la même couronne au grand-duc.

« Je répondis, dit Valori, qu'il m'était impossible de rien conjecturer des sentimens de Son Éminence, mais que je me croyais suffisamment autorisé à l'assurer que le roi répondrait avec plaisir aux démarches qu'il voudrait faire pour se lier avec lui, et sur ce qu'il ajouta qu'il avait plusieurs projets qui étaient tous très convenables aux intérêts de la France, je lui demandai s'il voulait me faire la grâce de m'en communiquer un et que je le ferais partir par courrier. — Il dit qu'il fallait savoir avant ce que pensait M. le cardinal, que je pouvais lui mander qu'il avait envoyé le comte Truchess en Angleterre, mais que dès qu'il aurait des sûretés de traiter avec Sa Majesté, il le ferait revenir. — Je lui dis ensuite que le bruit était public à Vienne qu'il avait pris des engagemens avec le grand-duc et qu'il l'avait même assuré de trois voix pour la dignité impériale. — Il me répondit qu'il s'en fallait de beaucoup, *que sa voix était encore à louer*, mais que, s'il ne trouvait pas jour à s'allier avec le roi, il chercherait des amis pour seconder ses vues, que pour lui, il lui serait assez indifférent qui fût empereur, et qu'à cet égard il ne se conduirait que relativement à ses intérêts ou à ceux de ses alliés, mais qu'il me répétait encore que son amitié n'était

(1) Valori au cardinal, 10 décembre 1740. (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères.)

pas à mépriser, qu'il était en état de seconder toutes les espèces de vues que le roi pouvait avoir, que son agrandissement ne pouvait porter aucun ombrage, et que, par la position où il était, il devenait son allié naturel dans le Nord,.. qu'enfin nous avions ensemble de bonnes choses à faire.

« Je lui dis qu'il avait pas lieu de douter que l'intention du roi ne fût de se prêter à tout ce qui pouvait contribuer à resserrer ces liens d'amitié qui étaient déjà entre eux. — « Tout cela, mon ami (me dit-il), sont des discours que nous nous sommes tenus jusqu'à présent ; nous ne pouvions rien faire qui vaille jusqu'à ce moment : voici le temps venu que je sache si M. le cardinal veut de moi... Si l'on veut m'avoir, la chose ne traînera pas longtemps, et je vous donnerai mes idées ; je voudrais aussi qu'il me fît part des siennes. Je vous avertis que je suis pressé et que je voudrais savoir à quoi m'en tenir. Personne n'est plus que moi en état de faire le bien de la maison de Bavière et de seconder les vues que le roi votre maître pourrait avoir de le faire empereur et cela sans le compromettre. Après nous être chamaillés quelque temps, il pourra s'élever comme le modérateur. On négociera et il prononcera comme nous sommes convenus. Convenez que je lui fais jouer un personnage qui convient également à sa grandeur et à son goût. Soyez sûr, continua-t-il, mon cher ami, que c'est un abus de croire que tout ceci doive se passer sans quelque coup d'épée. C'est aux jeunes gens à entrer les premiers en danse. Après tout, qu'est-ce que cela vous fait si je m'agrandis de ce côté-ci, et ne devez-vous pas être bien aise que je fasse mes affaires à ce prix? Si le roi réfléchit, il verra que je ne suis pas un allié à mépriser. » Puis il laissa entendre que le meilleur parti à prendre serait d'unir les deux couronnes par une alliance défensive, dans laquelle on tâcherait de faire entrer les puissances du Nord, comme la Suède et le Danemarck (1).

Valori sortit plus troublé que jamais doutant toujours de la sincérité de son interlocuteur, et très effrayé de la pensée de lui donner par un traité défensif une caution éventuelle contre les conséquences de son aventure. Rencontrant sur son chemin le ministre Podewils, il essaya de le faire parler en feignant de savoir ce qu'il soupçonnait. « Mon cher ministre, lui dit-il en lui serrant la main affectueusement, vous ne le savez pas, mais je suis informé que le roi votre maître est en correspondance avec le grand-duc et qu'ils s'entendent. » Podewils ne manqua pas de communiquer sur-le-champ à Frédéric cette prétendue confidence. « Bah! répond le roi dans une note confidentielle, cajolez-le comme vous pourrez et faites-lui espérer que je ne séparerai jamais mon intérêt de celui

(1) Valori à Amelot, 12 décembre 1740.

de la France. » Puis, au marquis de Beauvau, qui venait prendre avant son départ une audience de congé, il dit tout haut avec affectation, de manière à être entendu et répété : « Je vais jouer une grande partie : si les as me viennent, nous partagerons. » Le soir, il y eut bal masqué au palais; Frédéric y parut en domino, sans masque, prit part avec gaîté à tous les divertissemens, causa assez longuement, dans une embrasure de fenêtre, avec le ministre d'Angleterre, puis, au moment où on se séparait, il dit aux officiers qui l'entouraient : « Graissez vos bottes, nous partons (1). »

Deux jours après, la frontière était franchie, et il écrivait de son quartier-général placé à Schleidnitz, premier poste de la Silésie : « Mon cher Podewils, j'ai passé le Rubicon, enseignes déployées et tambour battant; mes troupes sont pleines de bonne volonté, les officiers d'ambition, nos généraux affamés de gloire : tout ira selon nos souhaits; mon cœur me présage tous les biens du monde, enfin un certain instinct, dont la cause nous est inconnue, me prédit du bonheur ou de la fortune. Je ne paraîtrai pas à Berlin sans m'être rendu digne du sang dont je suis issu et des braves soldats que j'ai l'honneur de commander. Adieu, je vous recommande à la garde de Dieu (2). »

Pendant que Frédéric marchait sur la capitale de la Silésie, par la grande route de Vienne, un courrier prenait celle de France, emportant les lettres de Valori et de Beauvau au cardinal. Les deux envoyés ne parlaient pas de même. Beauvau, toujours convaincu du mauvais vouloir et même de la haine de Frédéric, croyait à la nécessité d'une action immédiate de la part de la France. Il fallait, suivant lui, ou se jeter sur l'Autriche de concert avec la Bavière et la Prusse, afin d'avoir sa part des dépouilles, ou lui venir en aide en faisant payer son appui. Mais, de toute manière, il fallait agir, sans quoi le prince téméraire profiterait d'un premier succès pour se réconcilier avec Marie-Thérèse, et on aurait ensuite les deux jeunes souverains à la fois sur les bras : « Je crains toujours, disait-il, que Votre Éminence ne soit pas assez persuadée combien le roi de Prusse est un souverain dangereux. Sa conduite ressemble plus à un roman qu'à l'histoire; mais le roman peut avoir les suites les plus funestes. » Valori était plus réservé; dans sa pensée, il convenait d'attendre et de laisser Frédéric mettre le feu à l'Allemagne sans s'en mêler, du moins ouvertement. Cette conduite, assurait-il, nous fera rechercher de tout le monde sans donner de jalousie à personne.

Tel était, en effet, le problème : s'associer ou s'opposer à une

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 148. — Voltaire, *Mémoires*. — Frédéric, *Histoire de mon temps*.

(2) *Pol. Corr.*, *ibid.*

ambition sans scrupule, ou bien encore rester l'arme au bras pour apparaître à son heure sur la scène troublée : tels étaient les trois partis entre lesquels la politique française devait choisir. Par un singulier jeu de la Providence, c'était à un vieillard déjà un pied dans la tombe qu'était remise une décision, la plus grave peut-être que jamais ministre de France ait eu à prendre et dont il a fallu plus d'un siècle pour que notre génération ait vu se dérouler la dernière conséquence.

II.

Une anecdote rapportée dans tous les mémoires du temps a le mérite de peindre au naturel la situation d'esprit dans laquelle les événemens qui se précipitaient en Allemagne trouvèrent Louis XV, ses ministres et sa cour. Comme on s'entretenait à Versailles de la mort de Charles VI et de ses conséquences, le roi, d'abord silencieux, finit par laisser tomber d'un air de langueur qui lui était habituel cette parole indifférente : « Nous n'avons qu'une chose à faire, c'est de rester sur le mont Pagnotte. » A quoi l'un des assistans, le marquis de Souvré, répliqua vivement : « Votre Majesté y aura froid, car ses ancêtres n'y ont pas bâti. » Le mot de Louis XV est carac téristique par sa trivialité même. On y reconnaît ce prince tout entier, avec cette justesse de coup d'œil et ce sens pratique dont la nature l'avait doué, qualités précieuses dont la France ne profita jamais, parce que, pour être dignes d'un roi, il leur manqua toujours d'être relevées par un souffle de générosité et soutenues par un ressort énergique de volonté. La réplique du courtisan est plus significative encore, car elle fait comprendre en deux mots dans quelle voie funeste une tradition mal comprise, devenue l'objet d'un faux point d'honneur, allait égarer la politique de la France.

En examinant, en effet, les résolutions diverses que le gouvernement de Louis XV pouvait prendre dans la crise où il se trouvait jeté avec toute l'Europe, on en trouve deux qui, différentes sans être opposées ni tout à fait inconciliables, pouvaient l'une et l'autre être honnêtement adoptées : l'une peut-être plus conforme aux exigences délicates du point d'honneur, l'autre mieux appropriée aux légitimes suggestions de l'intérêt national. Le roi de France pouvait s'empresser, non-seulement de confirmer la reconnaissance, mais de promettre par avance et de préparer l'exécution des engagemens qu'il avait pris par le traité de 1735 envers l'ordre de succession réglé par la *pragmatique*. C'eût été devancer l'appel de Marie-Thérèse par un élan chevaleresque qui n'est, j'en conviens, ni habituel ni même obligatoire entre souverains. Il pouvait aussi, sans être

infidèle à aucune de ses promesses, éviter de s'expliquer sur les moyens de les remplir jusqu'au jour où la nécessité aurait réduit la fille de Charles VI à invoquer le secours de ses alliés. Ce jour-là, personne ne pouvait trouver mauvais qu'avant de se mettre en frais et en campagne, il stipulât en faveur de ses peuples une compensation proportionnée aux sacrifices qu'il leur aurait imposés ou aux périls qu'il leur aurait fait courir pour la défense de la cause impériale.

L'occasion, on l'a vu, n'aurait pas tardé : la brusque invasion de la Silésie mettait la bonne foi d'un des garans de la *pragmatique* dans un contraste avantageux avec la perfidie de l'autre, et comme rien n'est tout à fait gratuit en politique, on pouvait assez raisonnablement demander à l'Autriche de payer la loyauté d'un fidèle ami d'un prix que la comparaison seule aurait fait paraître modéré. Une telle ligne de conduite eût été d'ailleurs la suite naturelle de celle qui avait été sagement suivie par les conventions de 1735. En permettant à Marie-Thérèse de choisir l'époux de ses préférences, Fleury, en 1735, avait obtenu avec la cession de la Lorraine l'avantage d'assurer la continuité de notre territoire du côté de l'est jusqu'à la forte barrière des Vosges. En favorisant, en 1740, l'élévation de cet époux bien-aimé à la dignité impériale, le même Fleury pouvait se proposer d'obtenir quelque concession analogue, quelque démembrement des Pays-Bas ou du Luxembourg, qui aurait reculé notre frontière septentrionale en la rapprochant du Rhin. La suite fera voir que Marie-Thérèse aurait consenti sans trop de peine à un sacrifice, même assez étendu, de cette nature. Et de fait, à un agresseur insolent comme Frédéric, qui visait au cœur même de son empire, comment n'aurait-elle pas préféré un honnête allié qui ne lui aurait demandé pour courir à son aide que l'abandon éventuel d'un lambeau détaché de ses possessions lointaines? Mais ce lambeau, sans prix pour elle, serait venu compléter heureusement la défense et l'unité de notre sol national.

C'étaient là sans doute les chances qu'entrevoyait Louis XV et qu'il conseillait d'attendre, aidé d'ailleurs dans ses prévisions et dans sa patience par son inertie naturelle. La perspective devenait convenir mieux encore à son vieux ministre, qui avait naturellement, comme je l'ai dit, le goût de la politique expectante et l'avait même déjà poussé jusqu'à l'excès regrettable de favoriser par ses indécisions les espérances de la Bavière et l'audace de la Prusse. Le moins qu'il pût se proposer, c'était de tirer adroitement parti d'une situation qu'il avait contribué à créer. Caresser d'abord, puis mettre à profit les affections et la fierté blessée d'une jeune femme, c'était un jeu qui paraissait fait tout exprès pour un octogénaire rendu

lui-même par les glaces de l'âge insensible aux passions du cœur, mais qui n'avait que mieux appris par là même à en faire jouer tous les ressorts.

La France avait donc le choix entre un acte de désintéressement un peu idéal et un calcul d'une honnêteté moyenne et suffisante. Hors de là, il ne lui restait plus qu'un parti à prendre : c'était de violer tous ses engagemens, sans provocation comme sans prétexte, et de se jeter tête baissée dans les hasards d'une agression continentale, à la veille d'une guerre maritime déjà presque allumée, le tout pour l'honneur d'un prétendant sans troupes comme l'électeur de Bavière et en compagnie d'un allié sans foi comme l'envahisseur de la Silésie. Cette conduite avait la singulière fortune de réunir tous les torts à tous les périls et le comble de l'imprudence à l'excès de la déloyauté. Ce fut pourtant ce troisième parti qu'après réflexion la politique française embrassa.

La cause principale et la seule excuse de cette erreur coupable dont les conséquences durent encore, ce fut l'influence exercée par le souvenir de la longue lutte qui était engagée depuis des siècles entre les maisons de France et d'Autriche. L'abaissement de la maison d'Autriche était le but politique poursuivi depuis François Ier jusqu'à Louis XIV par tous les souverains dignes de la France et tous les ministres qui avaient bien mérité de leurs maîtres. Les plus illustres capitaines avaient payé de leur sang sur les champs de bataille l'exécution persévérante de ce grand dessein. Richelieu, Mazarin, Condé, Turenne et Villars demeuraient grands dans la mémoire de leurs compatriotes par les coups qu'ils avaient portés à la prépondérance impériale. Rompre avec une tradition dans laquelle étaient nourris, dont demeuraient, pour ainsi dire, imprégnés tous ceux qui portaient la parole ou les armes au nom de la France, depuis l'ambassadeur jusqu'au moindre agent diplomatique, depuis le général à la tête de son armée jusqu'au plus humble ingénieur fortifiant une citadelle, en tout temps c'eût été une tentative difficile à faire admettre et même comprendre. Mais le jour où une chance imprévue permettait de porter à l'ennemi héréditaire un coup qui pouvait l'écraser, lui tendre la main, au contraire, et le relever, c'était, semblait-il, pour le roi de France résister à l'appel de la Providence et offenser les mânes de ses ancêtres.

Ainsi raisonnaient même des sages : ils n'avaient qu'un tort, c'était de ne pas réfléchir que précisément parce que cette politique avait rempli deux siècles de travaux et de gloire, ayant atteint son but, elle avait fait son temps. Le plus grand hommage, au contraire, que Louis XV pût rendre à ses prédécesseurs, c'était de reconnaître (comme doit le faire aujourd'hui l'histoire) qu'ils avaient conduit les revendications de la France contre l'Autriche à ce point où, l'œuvre

étant consommée, il n'était ni nécessaire, ni même prudent de vouloir la pousser plus avant. Un regard jeté en arrière suffisait pour montrer que, tout étant fait dans cette voie, rien n'était plus à faire. Que de terrain gagné, en effet, de François Ier à Louis XV! que d'espace parcouru! que de grandeur acquise! quel éternel sujet d'honneur pour la maison royale à qui a été dû ce progrès sans pareil! et quelle reconnaissance doit garder encore la postérité qui conserve, même après nos malheurs, les débris mutilés de cet héritage! Au début du XVIe siècle, Charles-Quint était empereur d'Allemagne, roi d'Espagne, maître de l'Italie et des Pays-Bas : un coup de baguette magique venait de le rendre possesseur, au-delà des mers, de trésors qui semblaient inépuisables et de contrées sans limites. C'était l'empire du monde qu'il avait fallu arracher au nouveau César. Une seule nation, la France, j'ai presque dit une seule famille, avait pris en main la cause de l'indépendance de tous les peuples et elle avait suffi à la tâche. Cent ans après, grâce à la France et à ses souverains, le fantôme de la monarchie universelle avait disparu, mais une réalité menaçante subsistait encore : la maison d'Autriche, affaiblie et divisée, sans être détruite, partagée en deux branches qui tenaient toujours au même tronc, enserrait encore la France au nord, à l'est et au sud, par une étreinte redoutable. Entre la Flandre, l'Alsace, la Franche-Comté, la Navarre et la Méditerranée sillonnée par ses escadres, elle avait partout une entrée facile sur notre sol par des frontières ou des côtes ouvertes ou dégarnies. C'est alors que Richelieu jeta hardiment les armées françaises dans tous les hasards de la guerre de Trente ans ; et depuis cette heure une série de victoires était venue détacher une à une toutes les mailles de ce réseau de fer. Rocroi, Senef et Fleurus avaient amené les cessions successives de Cambrai, de Besançon et de Strasbourg. L'orgueil de Louis XIV, sévèrement puni par les malheurs de sa vieillesse, avait un instant compromis ce résultat, mais sans le détruire, et, en définitive, après des traverses, juste châtiment de quelques fautes, la fortune nous était revenue et Denain avait affermi sur la tête d'un Bourbon les couronnes d'Espagne et de Sicile.

L'horizon s'était aussi dégagé de toutes parts, et Louis XV, à Versailles, respirait pleinement à l'aise. S'il eût été vraiment digne de recueillir les fruits de cette politique à longue vue, il se fût borné à en jouir ou du moins, en travaillant à la compléter, il se fût gardé de la compromettre. Il eût reconnu dans le traité de 1735 l'attestation éclatante du changement opéré entre les forces relatives des deux royautés rivales. Loin de repousser les recommandations paternelles de Charles VI, invoquant, sur son lit de mort, la garantie française comme le suprême espoir de sa race, il les eût accueillies comme un hommage, avec une fierté bienveillante. Et, de fait,

Louis XIV lui-même, dans toute sa superbe, quel rêve plus orgueilleux aurait-il pu former que de voir la petite nièce de Charles-Quint devenue la pupille de son petit-fils, réclamant pour toute faveur le maintien de l'équilibre établi par les traités de Westphalie et d'Utrecht, ces deux œuvres diplomatiques dont l'une avait inauguré et l'autre couronné son règne?

Envisagée de ce point de vue, la *pragmatique sanction*, qui garantissait le *statu quo* territorial de l'Europe, loin de détruire ou d'ébranler les résultats de notre politique séculaire, en était la confirmation, presque la consécration définitive. Cette vérité ne fut pas appréciée, peut-être pas même aperçue, dans les conseils de Louis XV. En tous cas, elle n'y fut pas présentée avec l'autorité qu'un jugement éclairé par la suite des faits peut aujourd'hui lui reconnaître. Il y eut bien un débat entre Fleury et ses collègues, mais il ne s'éleva pas à ces hauteurs. Fleury, tenant avant tout à rester en paix et à laisser courir les événemens, fit valoir de mesquines considérations d'économie : la détresse du trésor accrue par les rigueurs de la saison dans les dernières années, la désorganisation de l'armée, mal remise des pertes de la dernière guerre, la fatigue et l'épuisement général du pays. Le ministre des affaires étrangères, Amelot, et Maurepas, ministre de la marine, partisans d'une politique plus active, répondirent à ces raisons par d'autres aussi pauvres, — tirées de traditions qu'ils ne comprenaient pas et de précédens sans application, — telles qu'en peuvent trouver des esprits courts qui ne savent pas sortir d'une ornière. On ne sait qui l'eût emporté, et de l'inertie ou de la routine, ces deux forces également aveugles, laquelle aurait prévalu si une action plus vive et pour ainsi parler plus jeune ne fût venue à la traverse.

En tout temps, et dans les affaires publiques comme dans la vie privé, la jeunesse se plaît, on le sait, à déjouer les calculs de l'expérience. C'est une force assez mal réglée dont les vieux politiques, qu'elle dérange, ont le tort de ne jamais tenir assez de compte. Même dans nos foules démocratiques, les instincts, les désirs de chaque génération nouvelle viennent presque périodiquement troubler le corps social et opèrent comme un levain qui fait fermenter toute la masse. Mais c'était bien autre chose dans le cercle étroit de Versailles. Là, dans ces quelques pieds carrés où se décidait la destinée d'un grand peuple, toute action se multipliait au centuple par elle-même. Là vivait, parlait et remuait tout le long du jour une jeune noblesse, ardente et désœuvrée, se mêlant de tout, précisément parce qu'elle n'avait rien à faire, l'esprit d'autant plus prompt à la critique qu'il était plus léger de réflexions et plus vide de connaissances, et entre les petits levers et les petits couchers, les messes et les chasses royales, les voyages de cour, les parties de

plaisir ou de dévotion, ayant mille occasions d'approcher de l'oreille du maître. Le regard sévère de Louis XIV l'aurait contenue, la nonchalance de Louis XV lui donnait carrière; rien ne modérait plus sa fougue et sa loquacité intempérante. Actes et paroles des ministres, elle citait tout à son tribunal. Le murmure de ces voix confuses et tranchantes formait autour des gens en place ou en crédit un bourdonnement qui aurait fait perdre le sens aux cerveaux les plus rassis. Or, dès le premier jour, la jeunesse de la cour fut passionnée pour courir sus à l'Autriche défaillante, et, de crainte de manquer une si bonne occasion de guerroyer, réclama à grands cris une entrée en hostilité immédiate.

Ce n'était pas seulement, chez ces nouveaux preux, ce goût d'aventures, cet attrait de la renommée naturels à tout ce qui porte l'épée pour la première fois. Ce fut un entraînement d'autant plus vif que la dernière guerre, bien qu'honorable pour la France, n'avait que médiocrement satisfait tous les héros en espérance. Par une particularité qu'expliquait assez l'âge du premier ministre, tous les commandemens dans cette campagne avaient été réservés à des généraux sur le retour, formés à l'école du dernier règne. Le plus illustre, Villars, était même mort de vieillesse sous le harnais, enviant le sort de son camarade Berwick, qu'un boulet emportait à la même heure, mais qui avait lui-même plus de soixante ans. Noailles, Broglie, Coigny, qui les avaient remplacés, n'étaient guère moins avancés dans la vie. Ils n'étaient jeunes qu'aux yeux de Fleury, qui les avait vus naître et grandir et à qui (j'ai vu cette illusion chez d'illustres vieillards) tout ce qui n'avait pas cinquante ans paraissait imberbe. Rien d'étonnant qu'une nouvelle race militaire se fût élevée derrière ces vétérans, qui brûlait de paraître en scène à son tour et de conquérir, dans une guerre qui fût son œuvre, une gloire qui lui fût propre, et elle se montrait d'autant plus impatiente de descendre dans l'arène qu'elle espérait, cette fois, arracher le roi à sa torpeur et l'entraîner avec elle sur le chemin de la victoire.

Il était temps, disait-on, car dans cette atmosphère frondeuse, on ne s'était pas fait faute de remarquer tout bas que le roi, dans la fleur de l'âge, n'avait pas paru pressé jusque-là d'imiter ses aïeux en prenant part lui-même aux opérations militaires, ni pour les commander comme Henri IV, ni pour en partager les périls comme Louis XIII, ni même pour les surveiller de loin comme Louis XIV. Ce n'était pas sur le bord d'un fleuve traversé par ses armées, c'était au fond de Versailles, loin de l'écho des combats, qu'il s'était laissé attacher par sa grandeur sans trahir même l'apparence d'un regret. Comme aucun soupçon ne s'élevait sur la bravoure d'un Bourbon, on attribuait cette réserve peu naturelle aux habitudes

étroites de son éducation, au soin, j'ai presque dit au culte, pour sa personne royale que lui avaient inspiré d'abord des précepteurs très obséquieux, puis la digne compagne à qui un mariage inégal l'avait uni au sortir de l'enfance. La vertueuse Marie Leczinska, éblouie de sa grandeur inespérée, n'osant presque lever les yeux sur son époux, le considérant comme un dieu qu'aucun trouble ne devait atteindre, craignant à tout moment de le perdre et de tout perdre avec lui, le gardait, par instinct, comme à vue dans son intérieur. Élevée loin du rang suprême, où aurait-elle pris, d'ailleurs, pensait-on, pour les comprendre et s'y associer, les nobles inspirations qui conviennent à la royauté ?

Aussi les gens de cour (et le nombre en était grand) qui se piquaient d'être plus susceptibles sur le point d'honneur que scrupuleux sur la morale, constataient-ils avec plaisir que l'influence de la reine, très grande dans les premières années de son mariage, s'était affaiblie par degrés et venait enfin de complètement s'effacer. Une disproportion d'âge, chaque jour plus sensible, le déclin prématuré des agrémens plus que médiocres dont la pauvre princesse était douée, avaient peu à peu éloigné le roi d'une intimité conjugale dont le régime avait toujours été un peu sévère. Dès que ce refroidissement fut visible, la nouvelle en fut accueillie avec joie par tout un peuple de serviteurs toujours prêts à voir dans les vices des grands une mine de fortune à exploiter. Grandes dames de mœurs faciles, jeunes seigneurs passés maîtres dans l'art des plaisirs délicats, ce fut à qui s'empressa de présenter aux yeux du prince tous les attraits qui pouvaient émouvoir ses sens. Une véritable conspiration fut ourdie pour l'écarter de ses devoirs domestiques, et tous les mémoires du temps affirment, sans avoir été contredits, que le vieux cardinal y entra, au moins par connivence, soit, qu'en tuteur prudent, il craignît d'importuner son pupille par trop de sévérité, soit qu'il soupçonnât toujours Marie Leczinska de regretter son prédécesseur, le duc de Bourbon, à qui elle avait dû le trône. Le cœur du roi fut ainsi comme une place assiégée de toutes parts, et qui, livrée de l'intérieur, se rendit bientôt sans trop de résistance. La cour et la ville ne tardèrent pas à apprendre que Louis XV avait les faiblesses de Henri IV, ce qui parut aux connaisseurs autant de fait pour imiter son courage et prétendre à son génie. N'y avait-il pas de tout temps, sur les rapports nécessaires de la galanterie et de la valeur, une opinion courante dans le monde comme dans les lettres, un code de ces maximes que Boileau a si bien nommées des *lieux-communs de morale lubrique* et qui défrayaient aussi bien les chansons à boire sur le Vert galant que les fadeurs d'opéra sur les amours de Mars et de Vénus? Molière lui-même n'avait-il pas dit :

Et je ne conçois pas que, sans être amoureux,
Un jeune prince soit et grand et généreux?

Bien des gens même de nos jours rediraient encore des couplets sur cet air si la mode de chanter n'était passée. Mais tout le monde chantait à Versailles, et nous avons pu connaître de vieilles dames de l'ancienne cour, ayant mené une vie irréprochable et la finissant toute en Dieu, qui avaient pourtant la mémoire encore garnie de ces refrains joyeux et guerriers et qui parlaient des écarts de la vaillante jeunesse de leur temps avec quelque chose de plus que de l'indulgence. Bref, dès que le roi était émancipé de son mérage et de son confesseur, il fut entendu que rien ne l'empêcherait plus de courir à la gloire.

Il ne s'agissait que de l'y pousser; et c'est de quoi se chargèrent volontiers les influences dont la séduction l'ayant initié au goût des plaisirs paraissait propre à lui inspirer aussi l'ardeur des combats. Deux femmes présidaient ensemble au cercle des nouvelles intimités royales : c'étaient deux sœurs, filles d'une maison très noble, mais un peu déchue, celle de Nesle; l'une, Mme de Mailly, la première que le roi eût honorée publiquement de sa faveur; l'autre, Mme de Vintimille, moins belle, mais plus piquante que son aînée et qu'on accusait assez généralement de vouloir la supplanter. Les deux dames vivaient pourtant dans une intimité sans nuage. Elles entrèrent avec passion dans les plans de campagne qui montaient autour d'elles toutes les jeunes têtes. Une tradition poétique et romanesque les autorisait à se faire d'avance une part dans les exploits futurs du souverain. N'était-ce pas Agnès qui avait éveillé Charles VII de son sommeil et sauvé la France de sa ruine? Gabrielle n'avait-elle pas reçu les tendres adieux du vainqueur de Coutras? Comment oublier aussi La Vallière et Montespan, majestueusement promenées dans les plaines de Flandre en vue des citadelles assiégées ou soumises, puis ramenées le lendemain en reines dans les fêtes de la victoire,

Dansant avecque lui sous des berceaux de fleurs,
Et du Rhin subjugué couronnant les vainqueurs!

Pourquoi ces jours brillans ne pourraient-ils pas renaître? Le nouveau Louis était-il moins brave, moins beau que son aïeul? était-il moins fait pour vaincre et pour être aimé? Que lui manquerait-il pour enflammer tous les cœurs quand ses traits, d'une régularité encore un peu froide, seraient animés par les feux de la gloire et de l'amour?

On parlait déjà ainsi quand on apprit que le nouveau roi de Prusse,

de deux ans seulement plus jeune que celui de France, se jetait, à peine couronné, dans une mêlée guerrière sans dire, peut-être même sans savoir pourquoi. L'entraînement des souvenirs, aidé de l'émulation d'un tel exemple, parut alors tout à fait irrésistible. Seulement personne ne pensa que le cardinal pût s'y associer. Entre le vieux pédagogue, qui, tout le long du jour, tenait encore le roi en tutelle, et les nouveaux conseillers, dont les jeunes visages l'attendaient le soir dans des cabinets particuliers, il y avait, semblait-il, incompatibilité d'humeur encore plus que d'âge et de profession. Comment, d'ailleurs, eût-on proposé sans sourire à un vieillard, presque à un cadavre, de tenter une grande aventure? Il fut donc arrêté, dans tous les conciliabules guerriers, que l'heure de la retraite avait sonné pour une domination sénile qui n'avait que trop duré, et si la vieillesse était sourde à la voix des événemens, on se chargeait de le lui faire entendre. Un mot courut à Versailles, un de ces mots par lesquels le public français excelle à peindre une situation et à achever un homme, et que tout le monde répète parce que chacun croit l'avoir inventé : « C'était un cardinal, dit-on, qui avait frappé à mort la maison d'Autriche, un autre cardinal, si on le laissait faire, allait la ressusciter. » Quant au successeur à trouver, le roi, ajoutait-on, n'avait que l'embarras du choix. Voulait-il un homme de cabinet, un politique éprouvé et rompu aux affaires? Il n'avait qu'à rappeler de l'exil le marquis de Chauvelin, naguère encore chargé par Fleury lui-même du ministère des affaires étrangères et que son jaloux collègue n'avait éloigné que pour ne pas partager avec lui l'honneur des dernières négociations. Préférait-il un homme d'action autant que de conseil, propre à faire un général en chef aussi bien qu'un premier ministre et à exécuter de grands desseins après les avoir conçus? Un nom était sur toutes les lèvres : c'était celui de Charles-Louis Fouquet, comte de Belle-Isle.

Celui-là, pour devenir l'idole de la jeunesse, n'était pourtant pas bien jeune lui-même. Né en 1684, il n'avait pas moins de cinquante-six ans. Mais la disgrâce, en retardant sa fortune, lui avait conservé dans cette maturité de la vie qui touche au déclin le charme de l'espérance et le prestige de l'inconnu. Il y avait dans son existence comme dans sa personne je ne sais quoi d'aventureux qui tranchait avec la monotonie des habitudes de Versailles. A distance même, et pour l'histoire, sa physionomie est presque la seule qui se détache sur le fond uniforme de la société politique d'alors. L'originalité est en général ce qu'on cherche en vain dans cette société brisée par le pouvoir absolu. Telle que la main pesante de Louis XIV avait fait la France, quiconque prétendait à s'y élever savait d'avance à quel moule il devait assujettir son caractère et quelle voie devait suivre sa destinée. On appartenait par la naissance soit à une noblesse

brave et frivole qui achetait de bonne heure ses grades à l'armée et dans l'intervalle, entre deux campagnes, briguait des charges de cour, soit à une haute bourgeoisie, habituellement sortie de la robe, maîtresse de tous les emplois civils et qui avait sa place marquée dans les conseils. Une fois entré dans l'une ou l'autre carrière, on la parcourait d'étape en étape sans autre accident qu'un caprice de faveur ou un coup de feu reçu sur le champ de bataille. L'adversité avait jeté Belle-Isle en dehors de ces chemins battus. Son père, on le sait, était le troisième fils du célèbre Fouquet, le seul qui eût laissé une postérité. Sa mère était une fille de la noble maison de Lévis. Malgré cette illustre alliance, toute la famille de Fouquet ayant partagé la disgrâce de son auteur, c'était dans l'obscurité, presque dans la misère, que le jeune héritier de cette race proscrite avait vu le jour. Le souvenir de sa grandeur déchue avait de bonne heure allumé et irrité son ambition précoce. Tandis que tout lui rappelait que son aïeul avait disposé de la fortune de l'état, inquiété l'orgueil du roi et intéressé toute la France à sa ruine après l'avoir menacée de la guerre civile, devant lui la carrière était fermée, même à l'espérance. L'entrée de l'armée, où l'appelait son penchant naturel, lui était interdite, le roi ayant à plusieurs reprises rayé son nom d'une liste de présentation.

Lorsque enfin les instances de ses parens maternels lui eurent obtenu un poste inférieur, ce fut l'épée à la main qu'il dut conquérir tous ses grades. Il ne fallut pas moins qu'une blessure presque mortelle, reçue à Lille, pour le faire brigadier : « Furieux pas, dit Saint-Simon, pour le point dont il était parti. » Même après cet exploit, à peine s'il était admis à la cour, et Mme de Maintenon, qui le protégeait sous main, refusa toujours de le recevoir. La mort de Louis XIV lui rouvrit Versailles; mais, pour y reprendre son rang, toute la souplesse, toute l'audace, toutes les ressources d'esprit d'un parvenu lui furent nécessaires. Il se fit protégé de l'indigne Dubois afin de grandir et monter avec lui. « Il passa, dit encore Saint-Simon, par toutes les portes, les cochères aussi bien que les carrées et les rondes. » Ainsi se formait en lui un mélange de qualités différentes où l'on reconnaissait l'empreinte de ses diverses origines. Hardi comme un chevalier, courtisan accompli et faisant son chemin auprès des femmes par des manières noblement insinuantes, il était en même temps travailleur et écrivain infatigable comme un homme de bureau, et l'on pouvait même surprendre en lui quelques traits héréditaires du financier. D'heureuses spéculations l'avaient fait passer en peu d'années de la misère à l'opulence : la plus habile fut l'échange qu'il sut obtenir de son marquisat de Belle-Isle (seul débris de la fortune paternelle) contre les comtés de Gisors et de Vernon. Il eut l'art de persuader au

conseil de régence que l'acquisition de Belle-Isle-en-Mer importait à la sûreté des côtes de Bretagne, et d'obtenir ainsi, en place de cette pauvre seigneurie perdue au fond de l'Océan, qui lui rapportait à peine quelques milliers d'écus, de riches domaines, situés dans les plaines les plus grasses de Normandie et qui n'étaient jamais sortis jusque-là de la mouvance de la couronne. Il fut moins heureux dans des transactions d'une nature plus douteuse qu'il essaya sur les fournitures de l'armée, de concert avec le secrétaire d'état Le Blanc et le trésorier de la guerre La Jonchère. Surpris au milieu de l'opération par la mort subite du régent et par la ruine de ses associés, une rancune de Mme de Prie le fit jeter à la Bastille comme accusé de concussion. Mais tant de monde, et surtout tant de grandes dames, s'intéressèrent en sa faveur qu'il fallut se hâter de le relâcher. Bref, en véritable Fouquet, il connaissait le prix de l'argent en fait de galanterie comme de politique, joignait l'art de l'acquérir au talent de le bien dispenser, et quand il tenait grande maison dans son château de Bizy, exerçant sur les bords de la Seine des droits seigneuriaux qui n'avaient jusque-là appartenu qu'au roi, recevant chaque jour les nouvelles de la cour par des billets tracés d'une main féminine, il était bien l'héritier de l'hôte magnifique de Vaux et du surintendant *qui n'avait jamais trouvé de cruelles*.

Dans le cas présent, les mémoires du temps racontent qu'il avait fait passer deux cent mille francs à Mme de Vintimille pour que son nom fût discrètement prononcé à l'oreille du roi. Bien que l'anecdote soit rapportée en propres termes par l'un de ses meilleurs amis, le président Hénault, je doute que Belle-Isle, qui était bon calculateur, ait fait cette dépense superflue. Dès qu'il s'agissait de combattre en Allemagne, il était désigné d'avance sans avoir même besoin de faire penser à lui. Tout le monde savait que, placé auprès de Berwick dans la dernière campagne et appelé après la mort du maréchal à commander une division de l'armée du Rhin, il avait formé le plan d'une campagne hardiment agressive qui devait être poussée jusqu'en Saxe et même en Bohême, et qu'il en sollicitait le commandement lorsque la paix avait mis fin aux opérations militaires. Depuis lors, il se tenait prêt pour reprendre, au premier signal, son dessein interrompu, et, afin d'en mieux préparer l'exécution, il s'était fait donner le gouvernement de Metz, alors, hélas! la tête d'une des lignes défensives de la France contre l'Allemagne et l'un des points de départ naturels de toute attaque. De là, il surveillait tout ce qui se passait sur les deux rives du Rhin et entretenait des relations avec les petits souverains qui se partageaient cette contrée. Ses rapports étaient intimes aussi avec l'électeur de Bavière, dont il se disait un peu parent par sa femme, Mlle de Béthune, des-

cendante, comme la maison régnante à Munich, d'un des souverains électifs de la Pologne. A ce titre, il correspondait régulièrement avec l'électeur et avait reçu la confidence de ses chagrins quand la *Pragmatique* fut sanctionnée par l'adhésion de la France, et dès le lendemain de la mort de Charles VI, c'est à Bizy que s'adressait le futur prétendant pour se faire recommander à Versailles.

Rien de plus naturel que Belle-Isle fût appelé à représenter la politique qu'il n'avait cessé de prêcher. Mais ce qui fixait surtout sur lui tous les regards, c'est que le grand dessein qu'il avait formé, l'opinion populaire le croyait seul capable de l'accomplir. Le ton de confiance qui respirait dans son langage fascinait une génération déjà un peu affaissée et qui aimait qu'on l'encourageât à ne pas douter d'elle-même. Il avait d'ailleurs ce qui plaît toujours aux peuples, le goût et l'instinct de la grandeur. Il cherchait le grand en toutes choses pour l'éclat autant que pour la réalité, mais pour la France autant que pour lui-même; mêlant toujours à son ambition privée ce qu'on appelait, dans la langue patriotique d'alors, la passion de la gloire du roi. L'expérience seule devait apprendre si son génie pouvait atteindre aussi haut que tendait sa pensée, et si l'ardeur même de son âme ne recélait pas (comme on l'a dit) plus de feu que de force. Mais en attendant l'épreuve, si l'on devait combattre, tout ce qui voulait briller et vaincre désirait que ce fût sous ses ordres.

III.

Fleury, voyant grossir l'orage, avait deux partis à prendre qui, l'un et l'autre, auraient sauvé l'honneur de son nom : il pouvait indifféremment y céder ou y faire tête. Si la résistance lui paraissait commandée par l'intérêt public, son ascendant sur son ancien élève était bien encore assez grand pour qu'une parole nettement prononcée, et d'accord au fond avec la pensée royale, eût dissipé le bruit qui se faisait autour de lui. S'il jugeait l'entraînement irrésistible, il pouvait quitter la place et laisser à d'autres le soin de conduire une campagne que (l'eût-il approuvée) il ne pouvait raisonnablement espérer de mener à fin. A quatre-vingt-douze ans, il était bien temps pour un homme d'état de se décharger du poids des affaires, et pour un prêtre de songer à son salut.

Mais l'âge, qui accroît la faiblesse, ne désintéresse pas l'égoïsme. Fleury ne trouva en lui-même le courage, ni de la résistance, ni du sacrifice, et n'eut pas même le mérite de céder de bonne grâce. Comme c'est l'ordinaire des esprits faibles, en se laissant forcer la main, il ne s'exécuta qu'à demi. Les ennemis de l'Autriche demandaient à la fois qu'on démembrât ses états héréditaires et qu'on lui

enlevât la couronne impériale. Fleury crut qu'il pourrait s'associer à l'une de ces entreprises en ne favorisant qu'indirectement l'autre, et reconnaître d'une main Marie-Thérèse, comme reine de Hongrie et de Bohême, tout en tendant l'autre à l'électeur de Bavière pour l'élever à l'empire. Si, ensuite, comme c'était probable, le nouvel élu se querellait avec son compétiteur de la veille et accroissait ainsi le désordre général déjà causé par la prise d'armes du roi de Prusse, ce serait un ordre de faits nouveau, dans lequel la France serait à temps de voir quelle part il lui conviendrait de prendre. Il crut mettre le comble à l'habileté de cette combinaison savante, en confiant le soin de la mener à bien à Belle-Isle lui-même, nommé ambassadeur auprès de la diète de Francfort. C'était ouvrir une carrière à l'activité de ce génie remuant, sans donner au roi la pensée de changer de main, à Versailles, la direction de la politique. Le calcul semblait parfait : de deux concessions réclamées, Fleury, accordant l'une, espérait en être quitte à moitié prix, et de deux successeurs désignés, il faisait affaire avec l'un pour mieux assurer l'éloignement de l'autre. Mais tout le monde n'avait pas sa prudence et son âge, et il avait compté sans Belle-Isle et sans Frédéric.

Quoi qu'il en soit, dès les premiers jours de décembre, Belle-Isle fut mandé de Bizy, où il demeurait depuis plusieurs semaines, spectateur des événemens, dans une attente un peu fiévreuse. Il accourut, plus au fait qu'il ne voulait le paraître d'une confidence qui ne répondait qu'à la moitié de ses espérances, et il entra dans le cabinet du cardinal presque au même moment où arrivait, de Berlin, la nouvelle de la marche en avant de l'armée prussienne, et la proposition d'alliance défensive, transmise par Valori et Beauvau.

Le vieux ministre était abattu et soucieux : cette mise en demeure, plus brusque qu'il n'avait prévu, dérangeait déjà un peu ses combinaisons. — « Il était aisé de voir, dit Belle-Isle lui-même (dans ses *Mémoires* encore inédits), l'embarras où il était. Il était vraiment chagrin d'un événement qui le mettait dans la nécessité d'exécuter un projet médité depuis cent ans par ses prédécesseurs, et qu'ils eussent saisi avec autant d'empressement qu'il mettait de répugnance à en profiter. » Sur ce ton plaintif et câlin qui lui était l'une de ses séductions habituelles, il commença ses doléances. « Mon premier mouvement, lui dit-il sans détour, était de ne rien faire, et je voulais que le roi fût simple spectateur de la scène qui va s'ouvrir en Allemagne. Sa Majesté possède aujourd'hui la Lorraine. Elle ne veut point étendre ses frontières, et il ne convient point du tout à l'état du royaume d'avoir une guerre qui peut être longue. Je n'ai point cessé de réfléchir depuis : j'ai discuté très amplement la matière avec les ministres seuls, et quelquefois avec eux en présence de Sa Majesté. Ils n'ont point pensé comme moi, mais sur leurs

raisons, il a été unanimement décidé que nous ne devions jamais souffrir que la couronne impériale restât dans la maison d'Autriche, en la laissant donner au grand-duc, parce qu'en effet ce prince, en faisant revivre cette maison, y ajouterait sa haine et sa volonté déterminée d'entrer en Lorraine... Mais, quoique cette résolution soit prise, je n'en suis que plus embarrassé... » Partant de là, il s'étendit sur le danger de l'entreprise, et principalement de toute liaison avec le roi de Prusse. « Quel caractère! disait-il. Ce qu'il fait en Silésie ne peut se défendre : rien ne le justifie. Quelle confiance avoir en un tel homme! Il me comble d'avances et de flatteries, ajoutait-il, mais ces fausses caresses ne font que me mettre en garde. Et les engagemens de la *pragmatique!* quel motif peut-on donner pour s'y soustraire! » Puis tout en gémissant, le rusé vieillard conjura Belle-Isle (comme un service personnel) de lui venir en aide en allant défendre à Francfort une politique si mal définie. Il ajouta que le roi lui donnait une marque suprême de confiance en ne lui adjoignant pas de second plénipotentiaire. C'était, en effet, contraire à l'usage suivi avec les grands seigneurs qu'on chargeait d'une mission d'éclat, et qu'on avait habituellement la précaution de faire suivre d'un homme de métier pour suppléer à leur inexpérience (1).

(1) Les *Mémoires* de Belle-Isle, encore inédits, forment cinq volumes in-4°, déposés à la Bibliothèque nationale. Ils ne contiennent en général qu'un extrait raisonné de la correspondance du maréchal, soit avec le ministère des affaires étrangères, soit avec le ministère de la guerre, et on y trouve peu de faits qui ne soient relatés déjà dans ces divers recueils. Il n'y a que dans les intervalles assez courts pendant lesquels le maréchal quitte, soit l'armée, soit son poste diplomatique pour revenir à Versailles, qu'on peut trouver des renseignemens qui ne soient pas déjà dans les correspondances. Les premières pages, dans lesquelles il raconte le début de ses relations avec le cardinal Fleury, sont presque les seules, à ce point de vue, qui aient un véritable intérêt. En les résumant ici, j'ai dû m'abstenir de reproduire quelques assertions trop visiblement en contradiction avec la réalité des faits.

Ainsi, le maréchal affirme que sa première conversation avec le cardinal eut lieu le 19 novembre 1740, et fut suivie d'une seconde à quelques jours d'intervalle, dans le commencement de décembre, et dans chacun de ces entretiens Fleury lui parle de l'agression du roi de Prusse en Silésie, des offres d'alliance que ce prince lui fait et de la réponse qu'il y a déjà faite lui-même. Or, l'invasion de Frédéric en Silésie n'a eu lieuq u'au milieu de décembre, et personne ne s'en doutait encore le 19 novembre. La proposition d'alliance faite à Valori est du 10 décembre et n'a pu être connue à Versailles avant le milieu du mois. Il n'y a été répondu que le 5 janvier 1741. Fleury parle également de lettres flatteuses qu'il a reçues du roi de Prusse; or, dans la collection des lettres de Frédéric, la première qui ait été adressée au cardinal relativement à l'invasion de la Silésie est du 5 janvier.

Il est évident que Belle-Isle, en écrivant de mémoire longtemps après, a confondu les dates. Peut-être aussi a-t-il arrangé la suite des faits de manière à se justifier du reproche d'avoir été le premier inspirateur d'une entreprise qui n'avait pas répondu aux espérances du pays. Tout, son récit en effet, paraît avoir pour but d'établir que l'expédition était décidée et les affaires engagées, quand il en eut connaissance, et qu'il n'a fait que donner les conseils nécessaires pour en assurer l'exécution.

Belle-Isle, flatté de l'offre, très décidé à ne pas la laisser échapper, n'en fut pas moins inquiet, presque révolté du ton d'indécision douloureuse qui respirait dans les paroles du cardinal. Loin de se laisser ébranler, il répondit sur le ton que sait prendre la volonté quand elle veut s'imposer à la faiblesse. Il traita dédaigneusement de scrupules chimériques le respect des engagemens de la *pragmatique*. Le roi, dit-il, n'avait pu ni porter atteinte à des droits qui n'étaient pas les siens, ni manquer à la parole tant de fois donnée à un fidèle ami et parent comme l'électeur de Bavière. Il eut plus aisément raison encore du projet si légèrement formé par le cardinal d'appuyer une des prétentions de l'électeur, sans le soutenir dans l'autre, la seule au fond qui fût réelle et pratique. La dignité impériale (il n'eut pas de peine à le démontrer) ne donnant aucun pouvoir effectif, ne pouvait être recherchée pour elle-même. Elle accroissait le prestige d'un souverain puissant comme l'archiduc d'Autriche; elle ne serait qu'un vain ornement sur la tête d'un roitelet moins puissant que plus d'un de ses vassaux. Un empereur, sous peine d'être ridicule, devait être souverain pour tout de bon, avec des états et une armée proportionnée à son rang. A quoi servirait, d'ailleurs, ajouta-t-il, de rester neutre et de regarder faire? Vienne et Munich en voudraient également au roi, et ses ennemis, voyant qu'il n'est servi que par des ministres indignes de ses ancêtres, s'éloigneront de lui pour se rapprocher de ses adversaires. Le roi de Prusse, laissé seul, s'accommoderait à nos dépens. — Vous dissipez mes scrupules, dit assez plaisamment le cardinal; mais que faire ? Vous ne me proposez pourtant pas d'envoyer tout de suite une armée en Allemagne? — Je ne vois guère d'autre moyen de s'y prendre, reprit Belle-Isle, et si l'on m'en croyait, l'augmentation des troupes serait déjà décidée. De l'humeur dont je vois qu'est le roi de Prusse, je ne crois pas qu'il se contente de promesses qui ne seraient pas accompagnées de moyens d'exécution (1). »

Le cardinal, qui demandait grâce, mit timidement en avant l'idée qu'on pouvait se contenter, au moins en commençant, de donner à l'électeur un subside pour mettre ses troupes sur le pied de guerre. Mais l'ardent Belle-Isle ne lui laissa pas longtemps cette consola-

(1) Il faut signaler ici une nouvelle inexactitude des *Mémoires*. Belle-Isle suppose que le roi de Prusse, dès ce moment, demandait pour gage de l'alliance projetée, l'envoi de troupes françaises en Allemagne. C'est encore une erreur chronologique, la première proposition transmise par Valori ne contenant aucune demande de ce genre. Au contraire, Frédéric y flattait le goût pacifique du cardinal en lui faisant entrevoir l'espérance de n'intervenir que comme modérateur dans la lutte engagée. Ce ne fut que plus tard, et après le premier pas obtenu, que Frédéric, on va le voir, exigea le second.

tion. « Je ne pus, dit-il, retenir ma vivacité, et ce fut peut-être avec imprudence, mais avec la plus grande force, que je lui reprochai de ne faire rien qu'à demi... J'ajoutai tout ce dont la matière était susceptible et sans aucun ménagement. Peut-être dans ce moment le cardinal se repentit-il de m'avoir chargé de la besogne ; cependant il ne me montra pas d'aigreur. Il me dit d'aller voir M. Amelot et qu'il était nécessaire que je traitasse avec lui tous les détails qui concernaient mon ambassade. »

Belle-Isle n'avait garde de laisser refroidir le fer, qu'il ne trouvait déjà pas assez chaud. Il passa la nuit à noter sur un agenda tous les points nécessaires à un plan de campagne en règle, armemens, subsistances, fournitures et équipemens de toute nature. C'était la guerre avec son formidable appareil. Revenu le lendemain chez Fleury, il lui donna sans pitié lecture de son élucubration nocturne. A chacun des articles de cette écrasante énumération, le pauvre ministre, épouvanté, poussait un cri de douleur. Mais, à chacune de ces exclamations, Belle-Isle répondait par ce refrain dédaigneux : « Aimez-vous mieux ne rien faire? alors, observez la *pragmatique* et congédiez le roi de Prusse. » Et le cardinal baissait la tête avec un soupir, d'un air résigné.

« La quantité de détails, dit Belle-Isle, dans lesquels il voyait qu'il fallait entrer, l'étonna, et si j'ai quelque reproche à me faire, c'est en voyant alors combien un projet de cette élévation et de cette étendue était au-dessus de son génie et de son caractère, de m'être chargé de l'exécuter et de ne pas prévoir que ce que j'obtiendrais pour ainsi dire par force et par ma présence demeurerait sans exécution ou ne le serait qu'en partie et toujours faiblement et après coup, comme l'expérience me l'a appris. Mais l'objet était si essentiel et si pressant, et intéressait si fort la gloire du roi et l'intérêt de l'état, que je crus devoir passer par-dessus ces considérations qui m'étaient personnelles, voyant que de tous les inconvéniens le pire était de ne rien faire. »

Pressé aussi entre deux impatiences également impérieuses, Frédéric qui attendait une réponse et Belle-Isle qui la dictait, le cardinal se laissa faire et l'offre prussienne fut acceptée; mais, comme pour marquer la concession qu'on lui arrachait d'un cachet qui lui fût propre, il se donna le singulier plaisir de rédiger lui-même une note devant servir de thème à la conversation de Valori et où il s'amusait à répondre trait pour trait, et presque saillie pour saillie, à tout ce que le roi de Prusse lui avait fait dire. C'est une sorte de procès-verbal dressé sur deux colonnes : propos du roi de Prusse d'un côté, réponses du cardinal de l'autre. On y voit deux chefs d'état, aussi différens de génie qu'inégaux, faire assaut de bel esprit et jouer au plus fin.

Ainsi Frédéric avait dit : « M. le cardinal veut-il de moi? Voici le temps qu'il faut que je le sache. » Le cardinal répond : « Oui, oui, et tout à l'heure. » — « Ma voix à la diète est encore à louer. » Réponse : « Le roi la retient et donne pour arrhes l'invitation que Sa Majesté fait de procéder à un traité d'alliance. » — « Quand nous nous serons chamaillés un peu, l'Autriche et moi, avait encore dit Frédéric, M. le cardinal interviendra comme modérateur. N'est-ce pas là un personnage de son goût? » Réponse : « M. le cardinal convient de son goût pour le personnage que le roi de Prusse lui réserve, mais il faut que Sa Majesté convienne de son côté que, pour que M. le cardinal puisse remplir ce personnage dignement, Son Éminence doit avoir eu à prononcer un jugement qui ne laisse ni l'esprit ni le cœur de toute l'Europe et de l'Allemagne envenimés contre la France. »

Le dialogue se termine par cet échange de répliques piquantes. Frédéric : « C'est un abus de croire que tout ceci se passera sans coup d'épée. » Le cardinal : « Le ministre du roi convient que ce serait difficile. » Frédéric : « C'est donc aux jeunes gens à entrer les premiers en danse. » Le cardinal : « Cela est vrai; mais comme le bal est principalement pour eux, il faut qu'après avoir pris une satisfaction convenable, ils ne laissent pas les autres finir la fête et exposés aux murmures de ceux qui ont à payer les violons (1). »

La crainte assez naturelle et, comme on verra, trop bien fondée d'être laissé seul *dans la danse* et d'avoir en définitive *à payer les violons* se fait jour sous une forme plus polie dans la lettre officielle par laquelle le ministre Amelot transmit à Berlin l'adhésion au projet d'alliance : « Sa Majesté, disait le ministre, souhaite très sincèrement, pour l'intérêt du prince, que son entreprise réussisse et, pour sa réputation, qu'il se hâte de la justifier. Des cours plus soupçonneuses que la nôtre hésiteraient à s'expliquer... L'envoi d'une personne aussi considérable que le comte de Gotter à Vienne semblerait indiquer une double négociation. On dit publiquement dans cette cour que ce ministre a offert au grand-duc d'entrer dans toutes ses vues sans exception s'il voulait reconnaître le droit du roi son maître sur la Silésie. Mais Sa Majesté n'ajoute aucune foi à ces bruits : elle a une confiance entière dans le roi de Prusse, et elle lui en donne une preuve certaine en lui offrant dès à présent de s'allier à lui (2). »

Suivait un projet d'alliance rédigé en plusieurs articles, par lequel

(1) Cette pièce se trouve dans la Correspondance officielle de Prusse, sans date, mais entre le 15 décembre 1740 et le 1er janvier suivant.

(2) Amelot à Valori, 5 janvier 1741. (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères.)

les deux souverains s'engageaient à unir leurs conseils et à agir dans l'union la plus intime pour porter au trône impérial le prince qui serait le plus propre à maintenir les libertés et prérogatives des princes de l'empire. En suite de quoi Sa Majesté Très Chrétienne ne s'opposerait pas à ce que le roi de Prusse usât *des droits qu'il pouvait avoir* sur tout ou partie de la Silésie, mais à condition que, de son côté, *le roi ne mettrait aucun obstacle à une juste satisfaction de la maison de Bavière sur les droits qu'elle pourrait avoir aussi sur les états autrichiens.*

D'envoi de troupes et d'intervention armée, il n'était pas encore question. Bien que la conséquence fût évidente, et par suite la promesse implicite, Fleury hésitait à l'articuler. Chaque mot, en vérité, semblait lui être arraché de la bouche. C'est ainsi qu'au même moment, répondant à l'électeur de Bavière, qui criait misère et insistait pour obtenir tout de suite quelques subsides, il ne craignit pas d'excuser la parcimonie d'un premier envoi en alléguant que, par suite de deux mauvaises récoltes qui avaient exigé des distributions d'aumônes extraordinaires, le trésor français en était réduit aux expédiens. « C'est une confession que je fais à Votre Altesse Sérénissime, ajoutait-il en le suppliant pour l'honneur du roi de la garder secrète. Le roi ne saurait lui donner une plus grande marque de confiance qu'un tel aveu (1). »

Si, par ces réserves embarrassées et ces subterfuges sans dignité, Fleury espérait encore éviter un engagement définitif et se ménager une porte de retraite, il se trompait grandement et n'avait pas compris à quel génie il avait affaire. Par le seul fait que la politique française se laissait entraîner, je ne dis pas à prendre un parti, mais seulement à exprimer un vœu dans les affaires d'Allemagne, elle assurait à Frédéric un avantage que l'audace calculée du jeune ambitieux avait peut-être prévu et dont, en tout cas, il n'était pas homme à user à moitié. La veille, il n'était encore qu'un aventurier au ban de toute la société diplomatique. La seule apparition de la France sur le territoire germanique lui offrait un rôle important, peut-être décisif, à jouer dans un grand conflit européen.

Il fallait bien s'attendre, en effet, que la prétention de la France à disposer de la couronne impériale pour un de ses clients ne laisserait personne indifférent en Europe. Cette tentative, qui n'allait à rien moins qu'à modifier à son profit toutes les conditions d'équilibre reconnues par le traité de Westphalie et rétablies par le traité d'Utrecht, devait réveiller partout contre elle les rivalités que la

(1) Fleury à l'électeur de Bavière, 17 décembre 1741. (*Correspondance de Bavière*, ministère des affaires étrangères.)

politique jusque-là caressante et timorée de Fleury n'avait que momentanément endormies. L'Angleterre, en particulier, ne pouvait laisser de sang-froid découronner cette maison d'Autriche, sa plus fidèle alliée dans des luttes encore récentes. Les compatriotes de Marlborough ne pouvaient rester insensibles au sort des héritiers du prince Eugène, et l'intervention britannique était d'autant plus aisée à prévoir qu'au même moment, comme je l'ai dit, les relations, sinon des deux cabinets, au moins des deux peuples anglais et français, et surtout des deux marines, s'aigrissaient d'heure en heure. La guerre, déclarée avec l'Espagne, menaçait à tout instant de s'étendre à la France, et déjà, dans les parages lointains de l'Océan, des croisières échangeaient par mégarde ou par anticipation des coups de canon. Pour soutenir cette lutte ou pour la prévenir, l'intérêt évident de l'Angleterre lui commandait de saisir l'occasion qui lui était imprudemment offerte et d'ameuter contre l'ambition française toutes les puissances militaires et morales de l'Allemagne. C'était le cas de reformer cette coalition de forces et de haines sous laquelle avait fléchi un instant l'orgueil de Louis XIV; et puisque le petit-fils prétendait, lui aussi, à la prépondérance, l'heure allait venir d'organiser contre lui la même résistance que contre son aïeul.

Mais pour réaliser un tel dessein, un préliminaire était indispensable; c'était de réconcilier la Prusse et l'Autriche, afin de les unir dans l'effort commun. La paix à rétablir entre Frédéric et Marie-Thérèse devenait par là, du fait même de la France, un intérêt britannique de premier ordre et presque une affaire de salut européen. Frédéric pouvait désormais compter qu'il aurait à Vienne, dans l'ambassadeur d'Angleterre, un agent presque aussi ardent que le sien propre pour lui faire obtenir les concessions qu'il demandait et pour faire cesser à tout prix le trouble intérieur du corps germanique. Ainsi sa politique à double face recevait le prix, non de sa loyauté assurément, mais de sa perfide adresse. Et c'était précisément l'acte d'agression dont toute l'Europe s'était indignée qui allait le faire courtiser à l'envi par ceux-là mêmes qui au premier moment avaient crié le plus haut au scandale : car ses soixante mille hommes campés au cœur de la Silésie devenaient la carte maîtresse que chacun voudrait mettre dans son jeu ou retirer de celui de son adversaire. De Versailles, on lui laissait espérer un concours militaire pour achever sa conquête; de Londres, on allait mettre une médiation à son service pour lui en assurer la confirmation gracieuse. Tenir l'oreille ouverte aux deux négociations, aussi bien la belliqueuse que la pacifique, les laisser courir en enchérissant l'une sur l'autre, puis se décider le plus tard possible pour celle qui offrirait le plus grand avantage au meilleur marché : ce fut la résolution qu'il

pris à l'instant, que les contemporains soupçonnèrent, mais que les correspondances nouvelles nous révèlent avec une naïveté dont il faut vraiment leur savoir gré.

Tout le plan, en effet, est déroulé sans détour dans les lettres écrites par Frédéric lui-même pendant les premiers mois de 1741. Ces lettres sont datées des divers points de la Silésie, où il transportait d'un jour à l'autre son quartier-général : car la soumission de la province s'opérait pidlement, les forces autrichiennes surprises en nombre trop faible pour essayer la résistance s'étant retirées dans quelques places fortes, et la capitale, Breslau, ayant capitulé sans combat sous la seule condition que l'armée prussienne n'y entrerait pas et qu'elle resterait administrée par ses magistrats municipaux. La lutte décisive était ainsi ajournée jusqu'à ce que la saison permît aux troupes impériales, grossies par des renforts et remises en état, de tenter un retour offensif. Frédéric avait donc quelques semaines devant lui pour faire jouer tous les ressorts de sa diplomatie ; il n'en laissa pas perdre une minute.

Averti des dispositions qui régnaient à Versailles, il écrivit lui-même à Fleury : « Mon cher cardinal, je suis pénétré de toutes les assurances d'amitié que vous me faites et j'y répondrai toujours avec la même sincérité... Il ne dépend que de vous de rendre éternels les liens qui nous uniront en favorisant la justice de mes prétentions sur la Silésie. Si je ne vous ai pas fait d'abord part de mes desseins, c'était par oubli plus que par toute autre raison : tout le monde n'a pas l'esprit aussi libre dans le travail que vous l'avez, et il n'est guère permis qu'au cardinal Fleury de penser et de pourvoir à tout. » Et chargeant lui-même Valori d'expédier sa lettre, il ajoutait : « Je ne demande pas mieux que de m'unir étroitement à Sa Majesté Très Chrétienne, dont les intérêts me seront toujours chers, et je me flatte qu'elle n'aura pas moins d'égards pour les miens (1). »

Mais, de la même main et sans doute de la même plume, il n'était pas plus embarrassé pour écrire au roi d'Angleterre : « Monsieur mon frère, je suis charmé de voir que je ne me suis pas trompé dans la confiance que j'ai mise dans Votre Majesté... N'ayant eu alliance avec personne, je n'ai pu m'ouvrir avec personne ; mais voyant les bonnes intentions de Votre Majesté, je la regarde comme étant déjà mon alliée et comme ne devant à l'avenir avoir rien de caché ni de secret pour Elle... Bien loin de vouloir troubler l'Europe, je ne prétends rien, sinon qu'on ait égard à la justice de mes

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 170-171. Frédéric au cardinal Fleury et à Valori, 5 janvier 1741.

droits incontestables... Je fais un fond infini sur l'amitié de Votre Majesté et sur les intérêts communs des princes protestans qui demandent qu'on soutienne ceux qui sont opprimés pour la religion. Le gouvernement tyrannique sous lequel les Silésiens ont gémi est affreux, et la barbarie des catholiques envers eux est inexprimable. Si ces protestans me perdent, il n'y a plus de ressource pour eux... Si Votre Majesté veut s'attacher un allié fidèle et d'une fermeté inviolable, c'est le moment : nos intérêts, notre religion, notre sang est le même, et il serait triste de nous voir agir d'une façon contraire les uns aux autres; il serait encore plus fâcheux de m'obliger à concourir aux grands desseins de la France, ce que je n'ai cependant l'intention de faire que si l'on m'y force (1). »

Puis enfin, parlant à cœur ouvert à son ministre Podewils, il lui explique sans le moindre embarras la double alternative qu'il tient à se ménager. « J'ai toujours regardé, dit-il le 14 janvier (cinq jours après la lettre à Fleury), la liaison avec la France comme un pis-aller. Aussi il faut tout mettre en œuvre pour nous procurer par la médiation de la Russie et de l'Angleterre la possession d'une bonne partie de la Silésie... Mais au cas que ces deux cours, au lieu de s'y prêter, voulussent s'aviser de prendre hautement le parti de Vienne,.. il n'y aura pas d'autre ressource que de se jeter dans les bras de la France et de forcer pour ainsi dire le destin. » Et, suivant que le jour s'éclaircit ou s'assombrit sur un point ou sur l'autre de l'horizon diplomatique, le ministre reçoit tour à tour deux instructions contradictoires qu'il fera accorder comme il pourra : « Le parti qu'il faudra prendre sera de nous accommoder avec la France et d'ajuster nos flûtes avec les siennes, car l'Angleterre ne voudra jamais nous aider. » Ou bien : « Amusez la France autant qu'il sera possible, jusqu'à ce que nous voyions un peu clair s'il y aura moyen de venir à notre but par l'assistance d'une médiation (2). »

Pressé de la sorte à intervenir, le gouvernement anglais se décida à se mettre en avant, non pas encore tout à fait en offrant sa médiation, mais en suggérant par l'intermédiaire de son ministre à Vienne, M. Robinson, un accommodement qui paraissait de nature à satisfaire les convoitises d'une partie en ménageant les susceptibilités de l'autre. L'arrangement eût consisté à faire offrir par Frédéric à Marie-Thérèse un prêt de deux millions d'écus destinés à subvenir aux premières nécessités de l'empire, et dont la remise d'une partie de la Silésie entre les mains de la Prusse eût été le gage hypothé-

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 185-186. Frédéric au roi d'Angleterre, 30 janvier 1741.
(2) *Pol. Corr.*, t. I, p. 172, 179, 181. Frédéric à Podewils, 5, 11 et 20 janvier 1741.

caire. Bien entendu, d'ailleurs, que l'hypothèque ne serait jamais levée, le remboursement du prêt ne devant jamais être ni effectué ni demandé. De la sorte, l'indivisibilité du patrimoine autrichien était maintenue en principe, la *pragmatique* respectée, au moins en apparence, et on ne créait pas un précédent fâcheux dont pussent se prévaloir d'autres prétendans à l'héritage.

Pendant que cette proposition était mise en délibération à Vienne, Frédéric, ayant établi ses troupes dans leurs quartiers d'hiver, dut pourtant retourner, dans les premiers jours de février, passer quelques instans à Berlin. Valori l'y attendait, son projet d'alliance en poche, très impatienté de tout retard. On avait même eu grand'-peine à l'empêcher d'aller de sa personne relancer le roi dans son camp. Frédéric, qui eût peut-être préféré éviter l'entretien quelques jours de plus, ne manqua pourtant pas d'en profiter pour faire faire un pas en avant à la France, ce qui, avec le délai nécessaire pour recevoir de nouvelles instructions, était encore une manière de gagner du temps.

Aussi, dès que Valori fut admis en sa présence, la surprise de l'envoyé fut-elle grande de ne plus entendre parler de ce rôle de *modérateur pacifique* qui devait si bien convenir au caractère ecclésiastique du cardinal et de voir traiter, au contraire, le projet défensif qu'il apportait comme un papier sans valeur, plus compromettant qu'utile pour les intérêts prussiens. — « Mais, monsieur, dit Frédéric, après avoir jeté les yeux sur le document, quel avantage tirerai-je de cela? Je ne vois pas le secours que le roi votre maître me donnera au cas que je sois attaqué par les puissances qui m'environnent et qui, au seul nom de la France, sont prêtes, non-seulement contre elle, mais contre ses alliés. Car, ne vous y trompez pas, la seule chose que l'électeur de Bavière a contre lui dans l'esprit de tous les princes d'Allemagne, ce sont ses liaisons avec la France. Je ne demande pas mieux que de me lier avec le roi votre maître, mais il faut qu'il soit écrit quelle espèce de secours il me donnera. Le roi mettra-t-il l'électeur de Bavière en état de soutenir ses prétentions autrement que par des écritures? Si les électeurs de Cologne et palatin sont attaqués par le Hanovre, leur donnera-t-on un corps de trente mille hommes pour y résister? Et quelle diversion le roi veut-il faire? Favorisera-t-il par ses troupes les desseins de l'Espagne (en Italie)? Sans toutes ces mesures, bien prises et bien calculées, ne dois-je pas chercher à me tourner d'un autre côté et tâcher de trouver mes avantages? Le roi veut-il me garantir la possession de la Basse-Silésie, Breslau compris? »

Et comme Valori, trouvant à peine un moment pour placer un mot au milieu de cette série d'interrogations, faisait pourtant remar-

quer que ces paroles étaient sur un air bien différent de celles qu'il avait entendues la première fois : « Oh! monsieur, reprit le prince, tout est bien changé; le Danemarck nous manque, le parti anglais prévaut actuellement dans cette cour. En un mot, si, comme je le crois, l'intérêt de la France est d'abaisser la maison d'Autriche, elle n'a qu'un parti à prendre, c'est celui que je viens d'indiquer. » Et, en parlant, il laissait le projet sur la table, comme s'il ne se souciait pas de le garder. Valori, piqué, fit le geste de le remettre dans sa poche. « Laissez-le-moi, reprit le roi, c'est un papier de conséquence; il faut l'examiner (1). »

Les entretiens des jours suivans furent à peu près sur le même ton, bien qu'entremêlés à certains momens d'effusions de confiance dont la bonhomie apparente ne dissimulait pas suffisamment le calcul. Aussi, comme Valori, qui se défendait de son mieux, lui faisait observer avec quelque insistance que, pour demander un appui ostensible en Silésie, il fallait cependant qu'il commençât par appuyer lui-même ses prétentions de quelques titres que le roi d'ailleurs serait prêt à examiner : « Mais, monsieur, reprit Frédéric, mes titres sont bons et très bons, et si je n'ai pas tout dit, c'est que, m'attendant à une réplique de Vienne, j'ai réservé les meilleurs argumens pour les derniers. » — « Je lui demandai, écrit Valori, si ses argumens n'étaient pas trente pièces de vingt-quatre et quinze mortiers qui étaient en dehors de son arsenal et tout prêts à partir. Il se mit à rire et me dit : « En effet que ceux-là devaient persuader au-delà des autres. » Une autre fois : « Voyons, monsieur, s'écrie-t-il, comme si un trait de lumière le traversait, convenons d'un traité : donnons la Bohême à l'électeur de Bavière, c'est un si brave prince et si attaché à la maison de France!.. Et puis, dites-moi vous-même en honnête homme ce que vous augurez des intentions de votre gouvernement. Ne sait-il pas que je suis son allié naturel en Allemagne (2)? » Enfin, Valori lui ayant exprimé de la part de Belle-Isle le désir de s'entendre avec lui avant de se rendre à la diète : « Mais qu'il vienne; outre le plaisir que j'aurai de le connaître, il y aura quelque chose de piquant à voir un général français dans une armée de Prussiens au milieu de la Silésie (3). »

On conçoit sans peine qu'en transmettant à Belle-Isle lui-même cette invitation goguenarde, le diplomate, tout étourdi et ne sachant que croire d'une pensée fuyante qui semblait ainsi tour à tour et se

(1) Valori à Amelot (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères), 31 janvier, 4 février 1741.

(2) Valori à Amelot, 4, 11, 18 février 1741. (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères.)

(3) *Ibid.*, 11 février 1741.

cacher et se trahir, ajoutât ces tristes réflexions : « Le roi de Prusse ne répond pas comme il faut : son sentiment est de se retourner d'un autre côté, de manière à n'être pas la dupe d'un prince qui entame des négociations partout et croit opérer des merveilles en ne concluant nulle part... Comme je parle tout haut avec vous, monsieur, je ne craindrai pas de vous dire que légèreté, présomption, orgueil, sont la base de ce caractère, et vous me plaindrez un peu d'avoir à me gouverner au travers de tout cela (1). »

Mais il était trop tard, et Belle-Isle, aussi bien que Fleury, engagés l'un et l'autre dans l'engrenage, n'avaient plus liberté d'en sortir. Par retour de courrier, Valori reçut l'ordre d'en passer par tout ce que voulait Frédéric : promesse de soutenir l'électeur de Bavière *autrement que par des écritures*, garantie de la Basse-Silésie, tout fut accordé sans difficulté. — « Quand le roi, disait la dépêche ministérielle non sans quelque mélancolie, a proposé un traité d'alliance, il en a compris la conséquence. » — La seule condition demandée et d'ailleurs déjà offerte et acceptée d'avance était la renonciation aux droits de la Prusse sur les duchés de Juliers et de Berg, stipulation absolument nécessaire pour obtenir à la diète la voix de l'électeur palatin. Enfin ces concessions, déjà si compromettantes, étaient faites avec si peu de confiance et d'entrain que Valori recevait l'ordre de n'en pas laisser la trace écrite entre les mains d'un prince qui pourrait avec fondement être soupçonné d'en faire mauvais usage (2).

Rien n'était plus propre à faire sentir à Frédéric toute sa force et le besoin qu'on avait de lui, et il était douteux même que tant de faiblesse atteignît son but. Je ne sais, en effet, ce qui serait advenu si, au même moment, l'envoyé anglais eût pu annoncer, de son côté, que la proposition médiatrice était acceptée par l'Autriche. Le joueur le plus déterminé hésite à doubler sa mise quand on lui offre de mettre en poche, sans nouveau risque, le montant doublé de son premier enjeu. Mais, — faut-il dire par bonheur ou par malheur? — rien de pareil n'eut lieu. Car, tandis que Versailles se montrait si complaisant, Vienne fut inflexible. Pas plus sous forme détournée qu'à ciel ouvert, ni par voie d'emprunt plus que de vente, l'idée d'aliéner un pouce du territoire autrichien ne fut admise seulement à l'honneur d'une discussion. « On n'avait jamais offert, fut-il dédaigneusement répondu, de l'argent à ceux qui n'en demandent pas. » Le ministre anglais qui, sans s'être mis directement en

(1) Valori à Amelot (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères), 7 février 1741.

(2) Amelot à Valori, *ibid.*, 21 22 février 1741.

avant, se tenait dans la coulisse et à la porte de toutes les conférences, en faisant connaître, non sans un peu d'impatience, cette résolution inébranlable, ajoutait qu'on aurait pu espérer mieux, parce que des traces d'ébranlement étaient visibles et chez le chancelier Zinzendorf et même chez le grand-duc, à qui souriait assez l'idée d'une coalition contre la France. Mais il n'ignorait pas d'où partait la résistance et que tout échouait encore devant la fermeté d'un grand cœur : c'était la reine qui arrêtait sur toutes les lèvres l'aveu de faiblesse prêt à s'échapper.

Il y avait même dans la forme du refus quelque chose d'ironique, d'impolitiquement blessant, parfois de ces traits acérés et plus perçans que forts, comme ceux qui partent de la main d'une femme offensée. Ainsi le même Robinson raconte que, pendant qu'on négociait à Vienne, la reine de Hongrie faisait dire à Berlin, par l'intermédiaire de l'archevêque de Mayence, qu'elle était prête à tout oublier, pourvu qu'on lui demandât pardon, et Bartenstein, celui des conseillers qui avait ouvertement sa confidence, allait répétant que vouloir remettre le roi de Prusse dans la bonne voie sans commencer par le châtier, c'était vouloir blanchir un Maure (1).

Pendant quelque temps, on put croire que cette fermeté venait d'illusion encore plus que de courage et tenait à une confiance aveugle et un peu puérile dans le secours de la France, et, en effet, le vieux Bartenstein, auteur du traité de 1735 et négociateur de toutes les garanties de la *pragmatique*, avait de la peine à croire à la destruction de son œuvre. « Il est Français jusqu'à la folie, » écrivait Robinson impatienté. Peu à peu cependant, le bruit de la nomination de Belle-Isle et de l'entraînement de l'opinion courante à Versailles arrivant par tous les échos, il fallut se rendre à l'évidence. Dès le 10 janvier, le chargé d'affaires d'Autriche à Paris, Wasner, écrivait que, pressant Fleury de faire enfin adresser par Louis XV à la reine la réponse qu'une difficulté d'étiquette retardait encore, il n'avait obtenu de lui que des détours évasifs, entrecoupés de soupirs : « Si vous saviez, monsieur, combien je suis accablé, avait dit le cardinal, et quelle est ma situation, vous me plaindriez. *Je suis*, comme dit l'Écriture, *in medio pravæ et perversæ nationis.* » La réponse arriva pourtant, et même avec le titre royal en suscription, ce qui causa au premier moment beaucoup de joie. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que cette politesse ne signifiait absolument rien, puisque la politique de Fleury consistait précisément à ne pas se mêler, en apparence, du litige élevé sur la succession

(1) Raumer, *Beiträge zur neuen Geschichte*, t. II, p. 105 et suiv. — D'Arneth, t. I, p. 128 et 131.

autrichienne, en réservant toute l'intervention et toute l'hostilité de la France pour l'action à exercer dans la diète électorale.

Justement inquiète, la princesse se décida à mettre elle-même le cardinal en demeure de s'expliquer, tout en le prenant par son faible, c'est-à-dire en lui adressant des lettres pleines d'effusion et presque de tendresse, comme une fille pouvait en écrire à son père ou une âme fidèle à son directeur spirituel, et dont quelques lignes étaient toujours tracées de sa propre main. On voit alors s'engager entre le vieux prêtre et la jeune femme un dialogue courtois, presque doucereux, l'une mettant en œuvre, pour arracher une parole qui pût relever ses espérances ou finir ses incertitudes, toutes les caresses de l'art féminin, et l'autre, pour éviter de se découvrir ou de s'engager, se retranchant derrière toutes les finesses du langage sacerdotal et diplomatique. La reine fait vibrer toutes les cordes, elle parle tour à tour de l'horreur inspirée par la perfidie de Frédéric, de l'honneur du roi engagé par la garantie de la *pragmatique* et la cession de la Lorraine. Elle supplie au nom de l'amour conjugal et du bien de l'église, intéressée à l'union des deux grandes puissances catholiques et au maintien de la couronne impériale dans la famille apostolique par excellence. Le cardinal tient prête à tout une réponse qui ne dit rien : « Les projets du roi de Prusse, dit-il, sans doute répréhensibles, étaient pourtant connus avant d'être exécutés, et comme la reine n'avait pris aucune précaution pour s'y opposer, on avait dû supposer qu'elle les voyait sans inquiétude. Depuis lors, des puissances amies offrent leur médiation, et il faut en attendre l'effet. »

« Je sens, ajoute-t-il, dans toute leur étendue, le prix des bontés de Votre Majesté... Je lui souhaite toutes les prospérités qu'elle mérite par les grandes et aimables qualités que tous ceux qui ont le bonheur de l'approcher reconnaissent et admirent le plus dans sa royale personne. Je comprends les raisons essentielles qui font désirer à Votre Majesté la couronne impériale pour le sérénissime grand-duc son cher époux. Mais, outre que le roi n'a aucun droit de suffrage pour concourir à l'élection qui doit se faire d'un empereur, Votre Majesté me permettra de lui représenter que les affaires de l'Allemagne sont si embrouillées qu'il paraît bien difficile, pour ne pas dire impossible, de prévoir avec quelque certitude l'intérêt que chaque puissance devra y prendre. Votre Majesté a de puissans amis à la diète, mais ils ne sont pas également des nôtres et ne nous veulent pas beaucoup de bien. Nous avons plus à nous garantir du mal qu'à chercher ce qui nous conviendrait le mieux, et Votre Majesté est trop équitable pour trouver mauvais que nous travaillions à nous garantir!.. »

Mêmes équivoques par rapport à la *pragmatique*. Le roi est

fidèle à ses promesses, mais comment aurait-il pu sacrifier le droit d'autrui? Quant à l'échange de la Lorraine contre la Toscane, il s'est traité directement entre le grand-duc et l'empereur défunt : « Il est aisé de penser, dit enfin galamment le cardinal, que le prince votre cher époux a eu beaucoup de peine à céder le patrimoine de ses pères. Mais, quoi qu'il en soit, il en est bien récompensé par le bonheur de posséder Votre Majesté (1). »

A moins d'être sourd, il fallait comprendre. Aussi, sans cesser de solliciter l'éclaircissement de réponses dont l'ambiguïté seule était significative, la reine au même moment se mettait en devoir de soulever partout en Europe l'indignation contre son perfide adversaire. Elle adressait lettres sur lettres, protestations sur protestations à toutes les cours garantes de la *pragmatique*, à tous les représentans des princes allemands siégeant à la diète de Ratisbonne, à tous les présidens des cercles militaires ou judiciaires de l'empire. Bien qu'écrites dans les formes ordinaires de la chancellerie aulique, ces pièces sont presque toutes marquées d'un caractère original; un souffle généreux y circule et en brise par intervalle (si on peut ainsi parler) le moule pédantesque. On sent que la princesse y a mis la main elle-même, et la langue latine (qu'elle parlait, on le sait, familièrement) ne gêne pas la vive expression de ses sentimens personnels. — « C'est sous le manteau, dit-elle, des assurances les plus amicales qu'ont été cachées les demandes les plus hostiles. Le passé n'avait rien vu, l'avenir ne verra rien de pareil. Un envoyé autrichien était encore à Berlin, quand, à la faveur même de cette apparence pacifique, le roi de Prusse a envahi un sol étranger et troublé le repos d'une province amie. On peut juger par là quel sort menace tous les princes si une telle conduite n'est pas châtiée par leur effort commun. Il ne s'agit donc pas de l'Autriche seule, il s'agit de tout l'empire, de toute l'Europe. C'est l'affaire de tous les princes chrétiens de ne pas laisser briser impunément les liens les plus sacrés de la société humaine... Tous doivent s'unir avec la reine et lui fournir les moyens d'éloigner d'eux un tel danger. Quant à elle, elle opposera sans crainte à l'ennemi commun toutes les forces que Dieu lui a confiées, et de ce service rendu au bien général, elle ne demandera d'autre récompense que la réparation du dommage que ses états ont souffert et ce qui sera nécessaire pour les garantir dans l'avenir contre de pareilles atteintes (2). »

Ces démarches énergiques et partout répétées, où tant de courage

(1) D'Arneth, t. I, p. 389, Marie-Thérèse à Fleury. — Fleury à Marie-Thérèse, 26 février, 26 mars, 10 avril 1741. (*Correspondance de Vienne*, ministère des affaires étrangères).

(2) D'Arneth, t. II, p. 153-154.

s'opposait à tant d'injustice, ne laissaient pas la conscience publique s'endormir. Au contraire, il semble que le moment où la politique des cabinets hésitait ou fléchissait fût celui où l'opinion populaire, dont les mouvemens étaient beaucoup plus lents et l'intelligence beaucoup moins rapide que de nos jours et qui s'était laissé tromper d'abord par les manèges équivoques de Frédéric, commença à comprendre et à s'émouvoir. A Londres, à La Haye, partout où on jouissait de la liberté de parler et d'écrire, des pamphlets passionnés circulaient à la défense de l'innocence persécutée et de la liberté de l'Europe compromise. Les mêmes sentimens se faisaient jour à la tribune anglaise, où le ministre Walpole, dont le crédit était en déclin, était vivement pressé par l'opposition parlementaire d'offrir à Marie-Thérèse un secours plus efficace que celui de ses bons offices. En Silésie, les populations rurales, qui portaient à la maison d'Autriche un dévoûment héréditaire, remises de leur premier étonnement, souffrant d'ailleurs des maux inséparables d'une invasion, se remuaient dans l'ombre et s'organisaient en bandes armées, inquiétant les derrières de l'armée prussienne. Dans les diètes tumultueuses de Pologne, la noblesse catholique s'indignait tout haut de voir à ses portes une province fidèle tomber entre les mains d'un prince protestant, et on pouvait prévoir qu'une forte pression allait s'exercer sur le faible Auguste III, poussant ainsi à la fois Dresde et Varsovie à une levée de boucliers en faveur de l'Autriche. Le danger devint tout à fait sérieux lorsque dans les derniers jours de février une révolution de palais, dont la suite expliquera suffisamment la nature et la portée, menaça de faire prévaloir les mêmes influences à Saint-Pétersbourg. Frédéric put craindre alors de se voir pris à revers et enveloppé par une coalition ennemie avant d'avoir eu le temps de mener à fin aucune des deux alliances dont il avait artificieusement retardé la conclusion et marchandé le concours : « La boîte de Pandore est ouverte, s'écriait le pauvre Podewils avec désespoir ; tous les maux en sortent à la fois. »

Sans se faire illusion sur la gravité du péril, Frédéric n'eut garde pourtant de laisser paraître un instant d'alarme. Faisant au contraire tête à l'orage, il ne négligea rien pour séduire de nouveau l'opinion qui s'éclairait. Il revint précipitamment à l'armée, entra de sa personne à Breslau, y tint des audiences solennelles, écoutant les plaintes des habitans et y répondant par des complimens, donnant des fêtes où étaient invitées les dames de la bourgeoisie sans distinction de culte, absolument comme eût pu faire un souverain légitime dans sa capitale. Il fit venir de Berlin, pour prendre part à ces cérémonies, ses familiers les moins militaires, les savans, les

lettrés de son intimité, comme son bibliothécaire Jordan et le mathématicien Maupertuis; il les plaisantait même sans pitié sur l'inquiétude que leur causait le bruit des armes, inaccoutumé pour leurs oreilles. Des correspondances très bien organisées informaient aussitôt l'Europe, et surtout Paris, qu'un accueil enthousiaste lui était fait partout. Voltaire (qui recevait de première main tous les détails) ne manquait pas de les répandre en les habillant à sa façon de ce tour de piquante et agréable poésie qui se gravait dans toutes les mémoires. — « Dites-nous, demandait-il au chambellan Kayserling, dans une lettre en vers qui n'était pas assurément à l'adresse d'un seul lecteur,

Aimable adjudant d'un grand roi,
Et du Dieu de la poésie,
Sur mon héros instruisez-moi.
Que fait-il dans la Silésie?
Il fait tout : il se fait aimer.
. . . . . .
Sitôt que Frédéric parut
Dans la Silésie étonnée,
Vers lui, tout un peuple accourut
En bénissant sa destinée.
Il prit les filles par la main,
Il càressa le citadin,
Il flatta la sottise altière
De celui qui, dans sa chaumière,
Se dit issu de Witikind.
Aux huguenots il fit accroire
Qu'il était bon luthérien.
Au papiste, à l'ignatien,
Il dit qu'un jour il pourrait bien
Lui faire en secret quelque bien,
Et croire même au purgatoire.
Il dit, et chaque citoyen
A sa santé s'en alla boire.
Ils criaient tous à haute voix :
« Vivons et buvons sous ses lois (1). »

Et comme cette idylle courait chance d'être démentie par certains incidens meurtriers dont étaient chaque jour victimes les partis prussiens qui s'aventuraient isolément à travers les montagnes, et dans lesquels Frédéric lui-même faillit plusieurs fois se trouver pris, il fut entendu que les paysans qu'on trouvait armés pour la défense du sol national étaient des espions et des spadassins soudoyés par l'Autriche. Frédéric prétendit même sérieusement qu'un d'entre

(1) *Correspondance de Voltaire.* — Voltaire à Frédéric, 28 janvier 1741.

eux, arrêté et interrogé, avouait avoir prêté serment de l'assassiner entre les mains du grand-duc en personne et en présence du conseil aulique. Personne n'ajouta la moindre foi à cette ridicule calomnie, mais le prétexte fut suffisant pour exercer une terreur salutaire en châtiant du dernier supplice tous ceux qui tenteraient même l'ombre d'une résistance. Enfin pour montrer qu'il ne craignait personne, il fit arrêter dans son palais et retenir en prison l'archevêque de Breslau, le cardinal Zinzendorf, frère du ministre principal de Marie Thérèse, qu'il accusait d'être resté en intelligence avec ses anciens maîtres (1).

Il parlait pourtant de ces attaques avec moins de dédain dans ses lettres confidentielles. Celle-ci, écrite à cette date même à Podewils, respire une exaltation que le sentiment seul d'un danger pressant pouvait faire naître. « *Cara anima mia, non disperar*... Vainquons ces difficultés et nous triompherons. Il n'y a point de lauriers pour les paresseux, la gloire les donne aux plus laborieux et aux plus intrépides. Par parenthèse, j'ai échappé deux fois aux desseins des hussards d'Autriche. Si malheur m'arrivait d'être pris vif, je vous ordonne absolument, et vous m'en répondrez sur votre tête, qu'en mon absence vous ne respecterez point mes ordres, que vous servirez de conseil à mon frère et que l'état ne fera aucune action indigne pour ma liberté. Au contraire, en ce cas, je veux et j'ordonne qu'on agisse plus vivement que jamais. Je ne suis roi que lorsque je suis libre. Si l'on me tue, je veux qu'on brûle mon corps à la romaine et que l'on m'enterre de même dans une urne à Rheinsberg. Knobelsdorf doit en ce cas me faire un monument comme celui d'Horace à Tusculum (2). »

A ces précautions héroïques en était jointe une autre moins sinistre, destinée à pourvoir à une éventualité moins funeste. Le ministre de France recevait l'avis qu'il était autorisé à venir au camp informer le roi des dernières intentions de sa cour. Décidément, il fallait choisir, et le moment de recourir au *pis-aller* paraissait venu (3).

Valori ne se le fit pas répéter deux fois, et, arrivé tout courant au quartier-général de Schweinitz, il y trouva pour le coup toutes les portes ouvertes. Il n'eut pas plus tôt expliqué les offres nouvelles qu'il était autorisé à faire, que Frédéric, le laissant à peine achever, se jeta ou peu s'en faut dans ses bras : « Mais avec quelle bonne grâce, s'écria-t-il, le roi se prête à me faire plaisir ! Il peut compter

(1) Droysen, t. I, p. 216-217. — D'Arneth, t. I, p. 155, 384, 385.
(2) *Pol. Cor.*, t. I, p. 202, 203. Frédéric à Podewils, 4 et 5 mars 1741.
(3) *Ibid.*, p. 203. Frédéric à Valori, 11 mars 1741.

qu'il aura en moi un allié reconnaissant. Les Anglais ont eu des alliés, mais c'est toujours avec leur éternel refrain sur l'ambition de la France et son envie de dominer l'Europe, et qui, je vous prie, le veut plus qu'eux, et avec plus de hauteur?.. Au moins peut-on dire que, si c'est le dessein de la France, elle s'y achemine avec des façons qui ne sont pas rebutantes. » Puis, passant tout de suite au plan d'exécution : « Du moment, dit-il, que je sais les intentions du roi en faveur de l'électeur de Bavière, il n'y a qu'à prendre une carte et à tracer avec un crayon ce qui doit lui convenir, et je réponds quasi sur ma tête qu'il l'aura. » Mais, tout en se montrant disposé à aller vite en besogne, il n'en insistait pas moins sur la nécessité de garder quelque temps encore l'alliance secrète pour se donner le temps de faire ses préparatifs. Valori entra dans sa pensée, qui pouvait aussi convenir aux allures méticuleuses du cardinal et offrit (c'est son expression), de *jouer la comédie* et de quitter le camp avec l'air renfrogné d'un homme mécontent qui n'a rien pu obtenir de ce qu'il venait chercher. « Ah! faites cela, s'écria avec transport Frédéric, et tâchez que cela revienne à Brackel (le ministre de Russie). »

Puis, pour mieux cacher le jeu, il garda Valori à dîner, et pendant tout le repas, le cribla de railleries piquantes sur l'état de la France et le caractère de ses habitans. Le Français, assez mal à l'aise, trouvait par momens que la plaisanterie allait un peu loin. Il se borna pourtant à répondre avec déférence qu'il ne pouvait comprendre d'où venait au prince tant d'éloignement pour une nation qui ne parlait de lui qu'avec admiration. En se levant de table, Frédéric lui tendit la main. « Sans rancune, n'est-ce pas, dit-il, monsieur le marquis? » — Valori s'inclina, et, rentrant pour faire sa dépêche, il poussa la précaution jusqu'à mettre en chiffres toute la partie confidentielle de l'entretien, tandis qu'il écrivait au clair, d'un ton sérieux, le récit de la petite comédie où il croyait précisément avoir été seul à jouer un rôle (1).

C'était bien une comédie, en effet, mais en avait-il eu tout le secret? Qui peut le savoir? Frédéric le savait-il lui-même? Et qui voulait-il tromper encore, lorsque huit jours plus tard, à peine Valori parti et après lui avoir répété à plusieurs reprises que l'*affaire était faite* et qu'il n'avait plus *aucun changement* à demander, il écrivait à son ministre à Londres : « Travaillez de toutes vos forces pour détacher le roi de la Grande-Bretagne de la cabale... et pour l'attacher véritablement à nos intérêts, qui ne sauraient être con-

(1) Valori à Amelot, 18 mars 1741. — (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères.)

traires aux siens... Vous pouvez protester que, jusqu'ici, j'ai encore les mains libres, n'ayant conclu aucune alliance avec la France, nonobstant les avantages qu'elle m'offre... ainsi qu'il dépend du roi de s'unir avec moi pour notre bien réciproque et pour celui de l'Allemagne et de la religion protestante. J'attends une réponse claire et décisive (1). »

Quoi qu'il en soit, plus ou moins sincère, ou même plus ou moins suspecte, l'adhésion de Frédéric aux propositions de la France suffit pour mettre en mouvement Belle-Isle, qui n'attendait que ce signal de départ. Tout en l'attendant d'ailleurs, lui, pas plus que Frédéric n'avait perdu son temps. Jamais personne, de mémoire de ministre ou de général, n'avait déployé tant d'activité et d'ardeur. Il ne sortait du ministère des affaires étrangères que pour passer aux bureaux de la guerre, dressant le matin des instructions diplomatiques et l'après-midi des plans de campagne, et tenant, la nuit comme le jour, tout un monde d'employés sur pied. Dès le premier moment, il avait formé le dessein de mener à la fois les deux opérations, la diplomatique et la militaire, de conduire de front négociations et combats; et la dignité de maréchal, qui lui fut accordée en même temps que son ambassade, attestait qu'il avait fait accepter par Fleury cette double prétention. C'est que Fleury, débordé autant que désolé, étourdi par cette activité bruyante, s'en remettait désormais à lui les yeux fermés, comme un navigateur qui a perdu son point en mer lâche son gouvernail et s'abandonne à la Providence. Quant au public, soit de Versailles, soit de Paris, aussi bien celui des cafés que celui des salons, prenant, comme c'est assez l'ordinaire, l'audace pour le génie, il était littéralement sous le charme : « Toute la France devenue Belle-Isle, dit un mémoire manuscrit du temps, ne doutait de rien, » et un penseur caustique dont la bienveillance n'était pas le défaut, le marquis d'Argenson, attestait cet entraînement dans son journal solitaire, sans trop s'en défendre lui-même. — « On a admiré depuis peu, dit-il, combien le crédit de M. de Belle-Isle s'est accru à la cour. Cela vient de ce qu'il a pris un système pour l'Allemagne... Il a des matériaux de tous côtés et l'esprit fort. Il mange peu, dort peu et pense beaucoup, qualités rares pour la France. D'un mot qu'il dit, il en impose à notre petit peuple de ministres (2). »

Et de fait, sans partager un enthousiasme que l'événement a trompé, on ne peut refuser certain hommage, sinon d'admiration (le mot serait trop fort), au moins d'étonnement, à l'esprit entrepre-

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 214, Frédéric à Truchsess, 24 mars 1741.
(2) Journal de d'Argenson, t. III, p. 146.

nant qui se jetait ainsi tête baissée dans une si grosse aventure, sans autre appui qu'un souffle de faveur populaire et un consentement arraché à un gouvernement débile. La hardiesse du dessein prête quelque mérite au fait seul de l'avoir conçu et au succès, à la vérité stérile et passager, qui l'a un instant couronné.

Depuis la rivalité de François Ier et de Charles-Quint, la couronne impériale n'étant plus élective que de nom, l'idée de l'arracher à la maison d'Autriche renversait toutes les traditions des chancelleries et tous les fondemens du droit public européen. Pour mener à fin une telle révolution, on ne pouvait se flatter qu'il suffît de peser sur le choix du collège électoral, diminutif d'assemblée, aussi dépourvu d'esprit de corps que d'initiative, et dont la majorité, composée de souverains très faibles, était hors d'état de regarder en face un péril quelconque. Il fallait s'être rendu maître de tous les ressorts et changer tous les pivots de la machine du saint-empire, la plus compliquée qui fut jamais, dont la dignité suprême elle-même n'était que la tête chancelante et très mal ajustée sur le corps. De plus, en descendant dans cette arène confuse, l'ambassadeur de la France devait se préparer à s'y rencontrer face à face avec les représentans de toutes les cours d'Europe : les uns accrédités comme lui auprès de la diète électorale; les autres exerçant sur les principaux centres politiques d'Allemagne une influence prépondérante. Il fallait être prêt à faire tête à leur opposition ou savoir désarmer leurs rivalités en conciliant leurs intérêts. Enfin, la plupart des comptes diplomatiques se réglant en ce monde par la force, si l'on voulait frapper l'Autriche au cœur, il fallait se préparer à l'aller chercher, sur les bords de l'Elbe ou du Danube, à des profondeurs où le drapeau français n'avait jamais pénétré.

Telles étaient les mille faces du problème que Belle-Isle se proposait de résoudre à lui tout seul. En parcourant sa volumineuse correspondance, qui remplit des rayons entiers aux archives de la guerre et des affaires étrangères, presque toute autographe et reconnaissable à un trait nerveux et précipité, on voit qu'il n'en est aucune qu'il n'eût envisagée et étudiée. Un instant d'examen donné à sa suite aux diverses parties de cette vaste tâche est indispensable pour en bien saisir la complexité et l'étendue.

Duc de Broglie.

LE

COUSIN NOËL

PREMIÈRE PARTIE.

I.

A voir Noël de Guistel, on eût difficilement soupçonné que, depuis un mois à peine, il avait quitté la soutane. Vingt-quatre ans, grand, bien découplé, les traits réguliers, l'œil bleu et limpide, le teint d'une fille. Ses cheveux châtains recouvraient à demi la tonsure qui se dessinait encore dans leur masse un peu ébouriffée; une fine barbe naissante, soyeuse, légèrement frisottée, estompait même déjà sa lèvre et ses joues.

Bien qu'il pût passer pour un assez beau garçon, ce n'était point un de ces êtres qui surprennent, un de ces héros bâtis pour les aventures singulières et qui semblent réclamer comme un droit quelque fortune extraordinaire. Un physionomiste n'eût trouvé sur ce front uni, dans ce visage reposé et serein, nulle révélation d'aptitudes supérieures, mais il eût reconnu d'emblée tous les indices d'une nature sincère, strictement honnête, simple et positive, généreuse et bonne sans effort.

Le logis paternel, situé dans une petite rue de cette sombre

et charbonneuse ville d'Hazebrouck, n'avait certes rien pour égayer les idées. C'était, au fond d'une cour humide et froide, un vieil hôtel d'un seul étage aux immenses croisées garnies de carreaux verdâtres, d'aspect morne, avec un air de vétusté, d'abandon. Comme beaucoup d'antiques familles dépossédées par la révolution et qui, croyant toujours à des retours de fortune et de faveur, ont achevé de dévorer leur patrimoine dans l'attente, les Guistel avaient vu décroître peu à peu leur fragile opulence. Vivant fort retirés en cette demeure délabrée, servis par une unique domestique, les maîtres actuels avaient circonscrit leurs pénates à un coin d'aile mieux conservée que le reste et où ils avaient réuni les meubles les moins usés.

L'éducation de Noël s'était ressentie de cette ruine. Surveillé d'une façon étroite, entre son père excellent, mais morose, et sa mère, créature passive, il avait à peine connu les gaîtés de l'enfance. Tous deux également dévots, les parens avaient rêvé de le faire prêtre. Son caractère, ses goûts semblant devoir confirmer cet espoir, l'âge sonné d'entrer au collège, il avait été confié aux pères de Saint-Bertin. Puis, son baccalauréat passé, toujours docile, il était parti pour le séminaire.

A l'heure où commence cette histoire, un événement grave venait de fondre sur lui. Les premières années d'initiation s'étaient écoulées tranquilles et heureuses dans l'observance de la règle. Il allait être appelé au sous-diaconat quand, tout à coup, un effroi bizarre l'avait saisi. Était-il digne de ce ministère sacré auquel il allait vouer son existence? Avait-il vraiment la vocation?.. Le doute! ce mot terrible, qui bouleverse tant de jeunes et loyales consciences, l'assaillit soudainement. D'abord, ce ne fut qu'une vague pensée, une sorte de crainte confuse. Il s'en ouvrit à son directeur, qui rassura cet excès de zèle. Réconforté, il s'appliqua à recouvrer sa quiétude. — Mais il en est de certains éveils de l'âme comme de l'étincelle qui tombe sur une mine : elle embrase, incendie tout. Noël avait beau se défendre, ces troubles de son esprit timoré grandissaient en raison des combats qu'il leur livrait. Plus il employait d'énergique volonté à étouffer ses scrupules, plus ils se dressaient nombreux, précis, implacables. Il n'avait rien des exaltations qu'il enviait chez quelques-uns de ses condisciples, rien de cette foi enthousiaste, de ces ravissemens qu'il entendait parfois dépeindre, de ces extases qui transportent les fervens. Sa prière n'avait ni ardeur, ni flamme. N'était-ce point là de l'indifférence? Pris d'épouvante, il s'interrogeait, fouillant jusqu'au plus profond de son être. L'influence de sa famille, le milieu où il avait été élevé, le dénûment de son avenir, et la difficulté d'une position à se créer, tout cela n'avait-il pas un peu

influencé son choix, déterminé sa résolution? Il n'osait se répondre à lui-même. — Cependant le temps s'écoulait. Il comptait les jours qui le séparaient de l'engagement suprême, et ses terreurs croissaient; d'affreux fantômes, de terribles visions peuplaient ses longues insomnies. Cette lutte finit par le briser. Un matin, désespéré, affolé, il avait été se jeter aux pieds du supérieur, et, lui confessant tout, se remettre en ses mains. Après avoir calmé et encouragé le pauvre lévite, le supérieur, ami des Guistel, avait sagement exigé qu'il attendît une année pour recevoir les ordres et lui avait commandé de passer cette année dans le monde, parmi les siens. Obligé de se soumettre, le séminariste était donc rentré à Hazebrouck. Le coup avait été cruel pour les parens atteints dans leur plus cher espoir. Pourtant, quoi qu'il en fût, rien encore n'était brisé. Leur fils subissait simplement une épreuve, au sortir de laquelle il comptait bien recouvrer la paix intérieure et regagner le saint bercail.

Les choses en étaient là quand, un beau jour, la sœur de M. de Guistel était tombée chez son frère. Mme de Berghem, la marraine de Noël, apprenant l'ajournement des vœux de son filleul, et, en femme de tête et de sens, approuvant fort ce parti, avait fait décider qu'il viendrait passer deux ou trois mois dans son château.

C'est à ce projet arrêté, qui n'était point sans effaroucher son âme hésitante, que, par une après-midi d'avril, Noël réfléchissait, accoudé à la fenêtre de sa chambre de garçon. Dans ce brouillard tiède d'un jour de dégel, il regardait la dernière neige couler des toits goutte à goutte et former de petites mares entre les pavés de la cour. Autour de lui, les cheminées des fabriques s'élevaient sur un ciel couleur de plomb, qui s'embrasait, par instans, de reflets d'incendie. Un murmure sourd d'enclumes, de métiers, de machines à vapeur remplissait l'air, immense bourdonnement de ruche active. Le tableau n'était point fait pour égayer sa songerie. Il souriait pourtant de ce vague sourire qui trahit les idées encore confuses. Mais était-ce bien la neige qui fondait, et ce grand mur noir, et cette cour boueuse, que ses yeux contemplaient?

La jeunesse est une fée merveilleuse qui transforme à son gré l'horizon; ses rêves l'emportent haut dans ce pays enchanté de l'espérance, où tout s'éclaire et se colore d'un rayon magique. — Le séminariste pensait à son voyage prochain. Cloîtré dès son enfance, il adorait la campagne, les prés où paissent les vaches rousses, les champs couverts d'épis, les granges pleines de blé, et la ferme, le tic-tac du moulin, la plaine où courent les lièvres. Visions charmantes et radieuses qu'il avait gardées du temps de ses escapades d'écolier au château de sa marraine. Des souvenirs d'autrefois le berçaient. Il reprenait les courses à travers les pâtures, et les haltes

délicieuses à l'ombre des saules tordus, trempant le bout de leurs branches dans le ruisseau. Planant sur tous ces rappels, une image plus troublante l'obsédait.

A Berghem, il y avait aussi deux cousines : Técla et Valérie. — C'était tout cela qu'il voyait par-delà le grand mur noir.

II.

Le matin du départ pour Berghem s'était levé, bleu, clair, ensoleillé, un de ces matins de mai éclatans qui semblent donner des ailes. En dépit de son humeur placide de Flamand, Noël pourtant se défendait mal d'une certaine agitation. Quelque peu de crainte se mêlait à sa joie, comme une appréhension qu'il ne savait trop se définir. Cependant il fit gaîment sa petite malle de garçon, n'oubliant pas d'y glisser ses livres de piété, son *Vade-mecum*, et son formulaire de *la Perfection chrétienne*.

Dans le train monotone de la maison d'Hazebrouck, ce voyage était une grosse affaire. M. et Mme de Guistel, plus émus que leur fils, trahissaient de vives préoccupations. Le père adressa gravement à Noël un dernier conseil :

— Mon cher enfant, c'est vraiment maintenant que vous allez tenter sur vous-même l'épreuve décisive. Je vous en prie, ne vous laissez influencer ni par ce désir que vous nous connaissez, ni par ce que vous pourriez considérer comme un engagement contracté déjà envers vous. Rien n'est fait, vous le savez. Laissez donc agir votre conscience. Observez, réfléchissez. Il ne faudrait pas plus tard que vous eussiez un regret.

Les parens le conduisirent à la gare et ne le quittèrent que quand le train se mit en marche.

D'Hazebrouck à Morbecque, le trajet est de trois heures environ. Noël avait le temps de songer. Il songea. Depuis sept ans, époque de son entrée chez les pères, il n'était point retourné chez sa marraine et, du fond de ses idées de séminariste, une sorte de trouble le poursuivait. Ses cousines étaient maintenant de grandes filles que, sans doute, il ne reconnaîtrait plus. Técla avait vingt ans, Valérie dix-sept et demi. En interrogeant sa mémoire, tout ce qu'il revoyait d'elles, c'étaient les deux épaisses nattes brunes de Técla, qui lui tombaient plus bas que la taille, et la profusion de boucles blondes de Valérie, qui s'envolaient au vent. Pour essayer de distraire une vague inquiétude, il se rappelait encore la cornette flamande de Félicité, la vieille bonne qui faisait si bien la tarte, et Wilmar, le domestique qui le hissait sur la Rousse, et la Rousse

elle-même, cette tranquille bête pour laquelle il dérobait chaque matin un morceau de sucre. — D'autres réflexions plus graves traversaient ces réminiscences enfantines.

Le cœur lui battait fort quand le train s'arrêta à Morbecque. Il était seul à descendre. Comme il atteignait la sortie, un paysan d'une cinquantaine d'années, vêtu d'une blouse bleue et coiffé d'une casquette, s'élança vers lui.

— Wilmar!.. dit-il.

— Oui, monsieur Noël, c'est moi! un peu changé, hé non? Et vous?.. On ne vous reconnaîtra jamais là-bas... Depuis sept ans!.. Vous n'avez pas perdu votre temps, dà! Vous voilà devenu un monsieur.

— Tout le monde se porte bien à Berghem?

— Tout le monde. Ah! vous allez trouver nos demoiselles joliment grandies aussi.

Le jeune homme ne put se défendre de rougir.

La Rousse attendait paisiblement, attelée au cabriolet.

— Elle va donc toujours? demanda Noël.

— Toujours, répondit Wilmar. Encore un peu plus doucement, par exemple, et elle ne voit plus guère que d'un œil, ajouta-t-il avec un bon rire.

La malle chargée, ils s'installèrent côte à côte.

— Voulez-vous les rênes, monsieur Noël?

— Donne.

Et, aspirant l'air à pleins poumons, Noël cingla légèrement les flancs de la bête.

— Oh! dit Wilmar, ménagez-la tout de même. On la gâte un brin chez nous, vous savez?

L'aspect du paysage, d'une tonalité grise, est d'une uniformité mélancolique sous ce ciel brumeux du Nord où la bise souffle si âpre, où l'hiver est si long. La plaine, toujours la plaine : champs de betteraves, de colzas, de fèves. Peu d'arbres; des rangées de saules au pâle feuillage bordent les fossés; par places, des mares d'eau croupie à demi recouvertes de roseaux. Mais viennent les beaux jours, comme par magie, tout se pare, s'anime, s'égaie. Là, plus qu'ailleurs, le soleil est l'enchanteur. De tous côtés, liserons et volubilis pendent, s'enchevêtrent, tapissant le bord des routes. Les prés verdoient; pâquerettes et boutons-d'or s'épanouissent, les étendues de trèfle rouge et de sainfoin jaune alternent avec les nappes onduleuses de l'avoine et du blé. — Et les beaux jours étaient venus.

— Qu'il fait bon! dit Noël.

— Oui, fier temps pour les colzas, répliqua Wilmar.

Une heure plus tard, on arrivait au village de Berghem. Un trou

flamand : quelques maisonnettes éparses autour d'une église enclose dans son cimetière. La grande rue traversée, la jument, d'elle-même, prit à droite un chemin bordé de haies d'épine rose ; au bout, une grille ouverte et à moitié démolie. Avec un hennissement de plaisir, la Rousse franchit l'entrée du château.

— Tu sens l'écurie, toi, ma vieille, dit Wilmar.

La bête, en effet, pressant son allure, enfila la large avenue tracée au milieu d'un jardin aux allées bordées de buis à demi flétri, planté pêle-mêle de fleurs, de légumes et de fruits.

Malgré ses deux siècles d'existence, cette habitation d'une très ancienne et très illustre famille n'a certes rien qui soit digne d'éveiller la curiosité d'un archéologue ou d'un amateur de pittoresque. Une bâtisse assez vaste, carrée, uniforme, en pierres autrefois blanches, teintées par le temps d'un gris sale, le toit en briques cramoisies. Nul ornement, pas le moindre feston aux fenêtres. — Sur une terrasse garnie de caisses d'arbustes, Noël aperçut trois femmes assises : une vieille dame et deux jeunes filles. Elles se levèrent vivement. La voiture s'arrêta. Le voyageur mit pied à terre. La vieille dame ouvrit les bras.

— Bonjour, l'enfant! s'écria-t-elle.

Décontenancé devant les jeunes filles, qui le regardaient elles-mêmes avec embarras, il resta interdit.

— Eh bien! c'est Técla et Valérie, dit Mme de Berghem; embrasse-les donc.

Il y eut un instant d'hésitation. Enfin, le cousin fit un effort, et, rouge jusqu'aux oreilles, il s'approcha des cousines qui, l'une après l'autre, tendirent leurs joues.

— Bah! reprit la marraine, vous referez connaissance. Que voulez-vous? on se quitte marmots, on se retrouve monsieur et demoiselles... Au premier abord, on est un peu gêné. C'est toujours comme ça.

A tout ce bruit, une vieille servante, étant sortie de la cuisine, accourut sur la terrasse.

— Félicité! dit Noël.

La servante l'embrassa en s'extasiant :

— Comme vous voilà beau, et grand, et fort!

— Allons, ma fille, interrompit Mme de Berghem, monte le bagage, tandis que Wilmar va dételer et soigner sa bête. Et puis, presse un peu le souper. Ce garçon-là meurt de faim, j'en suis sûre.

— En route! cria Félicité. Técla, attrape la poignée de la malle. Et toi, Valérie, prends le sac et le parapluie.

Les jeunes filles suivirent la servante dans la maison. Noël resta seul avec sa marraine.

— Eh bien! dit-elle, comment les trouves-tu?

— Mais... marraine,.. je n'ai pas eu le temps de regarder.

— Bon! tu te rattraperas. En attendant, assieds-toi là, mon pauvre *fieu*, tu dois être éreinté. Mon cabriolet t'a rudement secoué, hein?

— Non, marraine, pas trop.

Mme Clémence de Berghem, ou plutôt dame Clémence, comme l'appelait son monde, était bien le type de l'antique Flamande, qu'une vie saine, calme, régulière, conserve en dépit de l'âge. Soixante-treize ans, — on lui en eût donné soixante à peine, — le teint frais, le visage uni, presque sans rides. Grande, sèche, un peu raide d'allures, le ton bref et décidé, on devinait à la voir une de ces créatures de trempe solide, d'un caractère ferme et droit, simple, dont toute la vie pourrait se résumer dans un mot : le devoir. Sans grâce, sans nulle trace de beauté, un bon regard vaillant et gai adoucissait sa physionomie aux traits accentués. Vêtue d'une robe de mérinos noir qu'elle portait en toute saison, un bonnet de dentelle sur ses cheveux blancs, roulés en grosses papillotes de chaque côté des tempes, la main hâlée, le pied à l'aise dans de forts souliers de cuir; sa distinction native perçait dans son moindre geste. Rien des élégances de la mondaine, mais une fierté de race. Habituée à voir tout plier sous son commandement, elle jouissait comme d'un apanage légitime d'une considération haute.

L'entretien s'était engagé des plus animés, avec cet intérêt minutieux d'une affection tendre, dame Clémence ayant interrogé Noël sur tout et sur tous :

— Je suis vraiment contente de te posséder un peu, mon garçon, dit-elle, et nos amis se font une fête de te retrouver. Depuis huit jours, on ne parle plus dans le pays que de l'arrivée du cousin Noël, tu comprends?

— L'abbé Vachon et les Cadot vont bien?

— Absolument les mêmes. Ils n'ont pas bougé. Mme Cadot fait sa dentelle et soigne des rhumatismes qu'elle n'a pas fort heureusement; le curé plaisante le docteur, et le docteur rive son clou au curé, comme il dit. Ils viennent toujours dîner le dimanche et faire la partie. Leurs filles sont mariées, l'une à un notaire de Béthune, l'autre à un tanneur d'Aire. Quant à leur fils, le voilà docteur à Lille, rien que ça!

— Et la ferme?

— Ma foi, le père Jean-Marie est à fin de bail. Mais je crois qu'il ne demande qu'à renouveler.

— Un brave homme.

— Tout à fait.

— Les récoltes s'annoncent bien, du reste, me disait Wilmar en chemin.

— Très bien. On est presque sûr des foins. Mais c'est Dieu qui fait le beau et le mauvais temps. A la campagne, vois-tu, tout est à sa volonté.

— Comme partout, marraine, riposta Noël.

L'annonce du souper étant venue interrompre cette causerie :

— Allons! l'abbé, dit la marraine en riant, ton bras. Maintenant que te voilà dans le monde, il faut bien te dresser un peu à la galanterie. — Mais non, grand bêta! le bras gauche.

III.

Donnant de plain-pied sur la terrasse, la salle à manger, avec son plafond à caissons et ses boiseries de chêne presque noir, avait un air de fête. Les housses, enlevées des vieilles chaises en tapisserie de Flandre, laissaient à découvert les groupes galans, les scènes champêtres et bucoliques de quelque Teniers au petit point. Surmontant le bahut, où s'étalaient des faïences curieuses, deux magnifiques gerbes de giroflées dans d'énormes pots de grès d'un bleu cru d'outre-mer; sur la table, recouverte d'une nappe de Hollande, fine et brillante comme de la soie, un souper appétissant, les fruits mêlés aux fleurs, la tarte plantureuse faisant face à la crème, et les carafes pleines de bière couleur de topaze brûlée.

Quand la marraine et le filleul entrèrent, Técla et Valérie mettaient la dernière main au dessert.

— Laissons toutes portes ouvertes, dit la grand'mère, l'air est si doux!

Sept heures sonnaient à l'église du village. On se rangea autour de la table. Técla récita tout haut le *Benedicite;* puis, avec un sentiment de plaisir qui décelait le côté un peu prosaïque de sa bonne nature du Nord, Noël de Guistel s'assit à la droite de sa marraine.

La friandise, en Flandre, n'est point un mince intérêt. L'habileté culinaire de Félicité avait quelque réputation aux alentours, et c'était justice. Sans prendre garde à ménager la poétique des jeunes filles, le cousin dévorait. Dame Clémence, enchantée, lui tenait tête, le félicitant sur ce bel appétit, qui dénotait, disait-elle, une santé robuste et une conscience tranquille.

— Je ne déteste pas, moi, une pointe de gourmandise; sans faire un dieu de son ventre, il est bien permis de le traiter avec une certaine politesse. Et puis, c'est si grand dommage d'avoir affaire à des convives indifférens! C'est peine perdue alors pour une maîtresse de maison de savoir son métier.

Le filleul riait et se laissait servir.

Son appétit de voyageur satisfait, Noël, remis de l'étourdissement de l'arrivée, avait maintenant tout loisir de contempler les cousines. Certes non, il n'eût jamais reconnu les fillettes d'autrefois dans ces demoiselles qui lui imposaient presque à cette heure, et, en dépit de ses ignorances de séminariste, il lui fallait bien convenir qu'elles avaient gagné à ce changement.

L'aînée, Técla de Berghem, était de taille moyenne, mince, élancée, si droite qu'elle paraissait grande. Les plus beaux cheveux du monde, noirs, brillans, partagés en deux épaisses nattes, négligemment enroulées et qui semblaient trop lourdes pour sa tête petite; des sourcils très longs, à peine arqués, tracés comme d'un seul coup de pinceau; de grands yeux sombres, tout en prunelles, largement ombrés; le front d'un dessin pur et hardi; le visage d'un ovale délicieux, quoique le menton fût un peu accusé peut-être. Sa peau lisse et transparente avait ce ton bruni, cette sorte de pâleur ambrée qu'affectionnaient les vieux maîtres italiens. Pour un artiste, elle était superbe, mais au regard ignorant du vulgaire, tant de beauté se voilait, s'effaçait sous quelque chose de rigide, presque de dur. Admirablement pétrie, on eût dit qu'il manquait à la statue cette dernière touche qui harmonise, assouplit les contours, fait saillir les perfections. Técla de Berghem enfin n'avait point le charme, cette séduction véritable de la femme, nulle grâce, pas même celle de la jeunesse; tout en elle, jusqu'au sourire de sa petite bouche, aux coins estompés d'un imperceptible duvet, était froid et grave. Peut-être la simplicité de sa toilette, l'absence complète de coquetterie accentuait-elle cette impression d'austérité qui se dégageait de toute sa personne. — Une robe d'alpaga gris, sans aucune garniture, mal faite par la couturière du village; un col et des manchettes de toile unie; un étroit tablier de soie carmélite noué à la ceinture.

Bien différente était Valérie d'Ecques, la plus blanche, la plus rose, la plus délicieusement potelée des Flamandes : un Rubens juvénile. Sa fraîcheur éclatante était encore celle de l'enfant, dont elle avait gardé les joues rondes trouées de fossettes. Ses cheveux, couleur d'épis naissans, s'épandaient en boucles sur ses épaules, déjà pleines et opulentes; son regard, d'un bleu violet de pervenche, était à la fois doux, candide, un peu mutin, bon, heureux. Quoique de mise fort modeste, elle aussi, sa robe de percale mauve moulait ses jolies formes et tombait en plis onduleux sur ses hanches bien dessinées. Certaines femmes ont le secret d'habiller leurs robes. Le corsage de Valérie, sans pinces ni baleines, était serré à la taille par un ruban. L'encolure s'échancrait légèrement sur la poitrine; une

touffe d'œillets cachait à demi ce creux de neige. — Il était aisé de voir qu'en présence du cousin elle contenait sa gaîté d'oiseau toujours prêt à gazouiller et se faisait sérieuse; mais elle souriait des yeux sans le vouloir, sans le savoir.

Du premier coup, Noël n'aperçut point toutes ces choses. Il subit cette impression d'un contraste absolu entre les cousines. Elles l'effrayaient d'ailleurs à peu près autant l'une que l'autre, et il ne trouvait rien à leur dire. Mais sa marraine était là pour animer la causerie; il avait assez à faire de lui répondre.

— Comment! Valérie, tu ne manges pas ce soir? s'écria soudain la grand'mère; est-ce que c'est Noël qui t'intimide?

La fillette rougit, et, pour dissimuler son embarras, entr'ouvrit ses lèvres pourpres dans un sourire qui montra des dents éblouissantes.

— Nous soupons un peu plus tôt que d'habitude, répondit-elle.

— Bah! pour toi ce n'est pas une excuse.

La confusion de Valérie s'augmenta, et, son regard ayant rencontré celui du cousin, elle baissa vivement les yeux.

Quant à Técla, elle s'acquittait de l'office de chaque jour, comme si sa gravité indifférente n'eût pu être altérée ni atteinte. Ménagère accomplie, elle s'occupait du service avec la ponctualité la plus parfaite.

Au dessert, une bouteille de vieux vin de Bordeaux ayant été apportée par Wilmar avec un religieux respect, le cousin et les cousines trinquèrent à la mode flamande.

Wilmar et Félicité tendirent leurs verres.

— A ta bonne arrivée, Noël! dit la marraine.

Les *Grâces* récitées dévotement par Técla, dame Clémence reprit le bras du filleul pour gagner la terrasse.

Le soir était presque venu. A l'horizon, le soleil commençait à s'engloutir dans un océan de nuages noirs, la plaine se couvrait de larges ombres, on entendait les clochettes des vaches qu'on ramenait aux étables.

— Voilà la belle heure de la campagne, dit la grand'mère, celle du repos pour tous, pour les gens comme pour les bêtes...

Noël entraînait sa marraine par le jardin. Les cousines suivaient enlacées. Par instans, le jeune homme entendait leurs chuchotemens.

— Eh bien! te reconnais-tu? disait de place en place dame Clémence.

Il reconnaissait tout. Pas à pas, il voyait se dresser ses souvenirs d'écolier. Là, derrière la tonnelle pliant sous la vigne et le lierre, que

de fois il s'était tapi dans les parties de cache-cache! Plus loin, la fameuse allée de noisetiers: quel pillage de fruits encore verts! Et le grand saint Fiacre dominant un carré de choux, comme il l'avait souvent prié pour retrouver quelque objet perdu!

— Tu vois, rien n'a bougé, reprit la marraine.

— Non, rien, absolument.

— Ah! mon garçon, c'est qu'ici les années se succèdent et se ressemblent. Sauf le cimetière qui se remplit, ajouta-t-elle avec une légère mélancolie, on pourrait croire que le temps ne marche pas.

La rosée perlait déjà l'herbe des allées.

— Allons, rentrons, reprit dame Clémence. Il se fait tard, et tu dois avoir besoin de repos. Nous aurons bien d'autres jours pour bavarder à l'aise.

Dans le vestibule, Félicité guettait avec les bougeoirs. Noël voulut prendre le sien des mains de la servante, qui s'entêta à l'escorter. Ne fallait-il point qu'elle lui montrât tous ses tiroirs déjà rangés et ses habits accrochés aux portemanteaux du cabinet de toilette?

— Dà, c'est que vous êtes fièrement installé, lui dit-elle, et ça n'a pas traîné encore!

Tous gagnèrent le premier étage. Le cousin Noël allait occuper la chambre d'ami, la chambre verte, à l'aile opposée de celle où étaient situés les appartemens des dames du logis. On l'accompagna jusqu'au seuil.

— Dors bien, mon enfant, dit la grand'mère.

— Bonsoir, marraine, bonsoir, cousines, répliqua le jeune homme, n'osant cette fois embrasser que la vieille dame.

IV.

En dépit de cette quiétude qui s'exhalait de toute sa personne, dans ce milieu paisible qui semblait défier l'infortune, dame Clémence avait eu pourtant sa rude part d'épreuves. Mais c'est le lot des belles et fortes âmes de traverser les tempêtes de la vie sans rien perdre de leur calme, comme si, réfugiées dans un monde plus haut, elles en conservaient l'inaltérable sérénité. A trente ans, elle était veuve avec une fille et un fils particulièrement idolâtré. Cœur excellent et rendant à sa mère toute l'affection qu'elle lui témoignait, Omer de Berghem l'avait pourtant désolée par son mariage. Il avait épousé une Catalane de condition basse et d'allures un peu suspectes. Cependant, le fait accompli, la mère avait pardonné, accueillant les nouveaux époux. Mais, l'entente entre

dame Clémence et sa bru ayant été impossible, une séparation avait eu lieu bientôt. Quelques années plus tard, sa part de l'héritage paternel épuisée, Omer de Berghem était parti pour l'Amérique, confiant à sa mère sa petite Técla, qu'il comptait revenir chercher, l'installation achevée là-bas. Le mari et la femme ayant péri dans un accident, à cinq ans, Técla était restée orpheline.

Faudrait-il donc donner créance à ce proverbe à la fois vieux et éternellement neuf comme le monde : « Quand il entre dans une maison, le malheur laisse toujours une porte ouverte derrière lui ! » Vers la même époque, dame Clémence perdait sa fille Clorie, mariée au brillant officier de cavalerie François d'Ecques. Elle aussi laissait une enfant de trois ans dont la grand'mère se chargea.

Le vieux château vit grandir les cousines. Les enfans ont besoin de visages aimables et caressans qui encouragent l'éclosion de leurs âmes. Dame Clémence sécha ses larmes et rapprit à sourire. Les amis de la maison apportèrent leur concours à l'éducation des fillettes. Cet intérêt charmant qui entourait les orphelines consolait la grand'mère de bien des peines, mais n'influait en rien sur ses idées fermement arrêtées. Mieux que personne, elle connaissait la situation. Complètement ruinés, les parens de Técla avaient même laissé des dettes qu'elle acquittait peu à peu, en économisant sur son revenu. De leur côté, les d'Ecques, obligés à quelque représentation, avaient fort entamé la dot de Clorie de Berghem. Dans son trou flamand, avec ses dix mille livres de rentes, dame Clémence était presque riche ; mais il fallait songer à l'avenir, au partage de son bien. Avant tout, elle voulut que Técla et Valérie fussent, comme elle, des chrétiennes ferventes, des ménagères accomplies, des femmes énergiques et dévouées. Au curé, chargé de leur instruction, elle limita strictement le programme : l'orthographe, les élémens du calcul, quelques notions de géographie et d'histoire. De son chef, l'abbé Vachon, mélomane enragé, avait ajouté la musique. Mme Cadot, la femme du docteur, dentellière émérite, leur enseigna la maille nouée et coupée, tandis que son mari, un herborisateur acharné, leur apprenait quelque peu de botanique, sous prétexte qu'à la campagne il faut savoir se passer de pharmacien et faire sa tisane soi-même. Enfin Félicité leur montra à battre le beurre, à ordonner une lessive, à cuisiner, leur transmettant sa fameuse recette pour la tarte. Bref, tout le monde eut sa part ; elles profitèrent à la fois de toutes les leçons.

Bien qu'elle s'en défendît, au fond, la grand'mère cachait une préférence pour Técla. N'était-elle pas l'enfant de ce fils adoré qu'elle regrettait tant de n'avoir pas su garder à Berghem ? Et puis, avec son angélique douceur, sérieuse, modeste et simple, ignorante

de toute coquetterie, l'aînée des cousines représentait si bien l'idéal de la femme, tranquille, sereine, attentive, cette vierge dont parle l'Écriture, qui toujours veille et s'humilie ! La perspective d'une séparation, possible un jour, effrayait dame Clémence ; le sacrifice lui semblait au-dessus de ses forces.

Cependant, depuis son voyage à Hazebrouck, elle caressait une vague idée. Si, par hasard, son filleul ne restait point dans les ordres!.. Et l'imagination de la marraine bâtissait tout un plan d'avenir. Mais elle gardait pour elle seule ces rêves confus, tout en s'y abandonnant avec délices.

V.

Quand le cousin Noël s'éveilla le lendemain, le soleil pénétrait déjà à travers les rideaux, emplissant la chambre d'une éblouissante clarté d'or. Des gazouillemens d'oiseaux lui arrivaient comme une chanson de printemps. Il sauta à bas du lit et courut à la fenêtre. Le vieux jardin avait des grâces de renouveau : les arbustes d'un vert tendre, violettes, primevères et pensées fraîchement épanouies. Des vapeurs lilas, mélangées de rose, traînaient sur la plaine; au loin, les chaumes du village se teignaient de roux. — Il s'arracha à cette contemplation, s'habilla, fit sa prière et descendit.

La marraine et les cousines attendaient déjà dans la salle à manger.

— Comment as-tu dormi ? demanda dame Clémence en embrassant son filleul.

— Comme autrefois, marraine, quand je m'étais roulé toute une journée sur les meules.

Les jeunes filles vinrent à lui la main tendue.

— Notre maison est presque aussi tranquille que le séminaire, n'est-ce pas? dit Valérie avec une pointe de malice.

— Oui, répondit-il.

— Seulement, reprit-elle, on a le droit d'y bavarder tant qu'on veut.

— Et Dieu sait si tu en uses, toi! riposta la grand'mère.

Técla versa le café au lait. Félicité apporta des *alites* chaudes.

— Elle pense à tout, cette bonne Félicité, dit Noël.

— C'est mon métier, dà ! répliqua la Flamande.

Cependant, en dépit de ces façons si accueillantes, le séminariste n'arrivait pas à secouer ses timidités. Froid et cérémonieux avec ses cousines, évitant presque de les regarder, rougissant à toute

parole qu'elles lui adressaient, il se sentait devant elles comme sur le pied de défensive, un peu hérissé au fond de lui.

Le déjeuner s'étant prolongé, quand on se leva de table, l'heure de la messe était passée.

— Bah! pour une fois! le bon Dieu nous excusera, dit en riant la grand'mère.

On partit pour montrer au cousin les recoins du domaine.

L'ordre, la tenue, la propreté minutieuse des dépendances, trahissaient une vigilance sans cesse en éveil, l'œil toujours ouvert et partout présent de la maîtresse de maison. Active et s'occupant sérieusement de ses affaires, dame Clémence, en effet, ne chômait pas. Le soin de la basse-cour et de la laiterie du château revenait aux *demoiselles*, lesquelles, fières et jalouses de leur administration, se réservaient toute la besogne, n'acceptant que Wilmar pour le gros ouvrage. Elles s'empressèrent d'exhiber leurs élèves superbes et de toutes races: *campines* flamandes, coqs d'Inde à la queue panachée balayant le sol, pintades élégantes comme des oiseaux de volière; toute cette gent volatile les connaissait et caquetait à l'envi comme pour leur faire fête. Puis, ce fut au tour de la vache favorite, Catherine, à la robe marron tachée de blanc. Couchée sur une litière bien fournie, à l'entrée des jeunes filles, elle se leva et tendit son mufle intelligent pour quêter une caresse. Valérie raconta que Catherine était une laitière incomparable qui donnait régulièrement ses douze litres de lait par jour. Par exemple, avec son air de sainte-nitouche, la plus capricieuse bête et la plus entêtée qu'il y eût au monde. Impossible de la laisser traire par des mains étrangères. — Les cousines barattaient une fois la semaine pour la table de la grand'mère et fabriquaient de délicieux fromages que le cousin goûterait bientôt.

En quittant la vacherie, Noël ne put guère se dispenser de formuler son compliment.

— C'est que j'ai fait d'elles des femmes, répliqua la marraine, tu verras ça.

Pour gagner la ferme, on traversa les pâtures à l'herbe haute et drue. De place en place, des pommiers dont les fleurs rosées se détachaient à la moindre brise. Les cousines en avaient leurs chapeaux couverts.

— La jolie pluie! dit Noël, et qui promet!

— Oui, riposta dame Clémence, si quelque gelée tardive ne survient pas, nous aurons beaucoup de fruits cette année.

Les gens de la ferme eurent quelque peine à reconnaître le cousin Noël. Le père Jean-Marie, assez embarrassé, le salua de sa casquette. Ses fils restèrent tout interdits en face de leur ancien camarade devenu un *monsieur*. Du premier mot, le jeune homme mit

tout le monde à l'aise. Il félicita Jean-Marie sur sa bonne mine, complimenta la fermière, tutoya les gars, caressa le gros chien-loup, gardeur de moutons. On causa du passé, on rit au souvenir de quelques fredaines, de ces bonnes farces d'écolier qu'on semble revivre rien qu'en les racontant. Il fallut goûter la bière, visiter le verger, les étables. Parfois, quand une remarque lui échappait, ou qu'il se laissait aller à demander un renseignement, Noël surprenait un sourire sur les lèvres de Valérie. Sans doute elle se moquait de ses ignorances.

Midi sonnait comme on rentrait au château. L'abbé Vachon, M. et Mme Cadot, ayant été conviés pour le dîner, attendaient déjà sur la terrasse. Ils se précipitèrent au-devant du cousin Noël et l'embrassèrent tour à tour, après de chaleureux complimens sur sa bonne mine.

— Il me semble que tu as joliment négligé tes vieux amis, dit le docteur : sept ans sans venir à Berghem !

— Mais vous ne songez donc plus qu'il était au séminaire? riposta le curé.

— Ma foi ! ce n'est pas un souvenir si fameux pour qu'on tienne tant à le rappeler. — Et je compte bien que c'est fini, au moins, tes capucinades?

— Ça, ce n'est pas votre affaire, répliqua le curé.

— Allons, allons, dit dame Clémence mettant fin à l'escarmouche, à table! Félicité nous appelle.

Excellens amis, quoiqu'ils eussent l'habitude invétérée de se contredire, une sorte de façon plaisante de discuter et de se prendre à partie à propos de tout, le curé et le docteur, comme il arrive entre gens qui se pratiquent journellement, se ressemblaient de mine, de façons, d'humeur, portant allègrement leur soixantaine, chauves, le teint fleuri, replets, un double menton et du ventre. Pour achever le parallèle, chacun avait sa manie, poussée au même degré de fanatisme. L'abbé Vachon n'admettait au monde que deux intérêts, deux passions : son ministère et la musique. Véritable pasteur pour ses ouailles, d'un jugement éclairé sous sa grosse bonhomie joviale, doué de cette indulgence des âmes droites qui croient difficilement au mal. Le docteur Cadot, lui, cultivait la botanique et collectionnait les papillons; on lui reprochait, dans ses visites à ses malades, de s'attarder pour courir après quelque lépidoptère, de s'oublier à la recherche d'une herbe ou d'une racine, ce qui n'empêchait pas, d'ailleurs, qu'il ne fût fort goûté de sa clientèle. C'était un de ces bons docteurs *Tant-Mieux* qui pratiquent surtout la médecine d'encouragement.

— Moi, disait-il, je guéris en amusant, je fais oublier le mal.

Naturellement, il abhorrait la musique, quoique, à l'occasion, il prêtât sa basse-taille formidable aux motets du curé. Toujours par système de contradiction, il affectait le scepticisme, sans oser trop le laisser paraître, le curé le menaçant alors de raconter l'histoire.

Il y avait deux ans de cela, un soir, à la tombée du jour, le prêtre traversait son église quand il avait reconnu l'ami Cadot agenouillé devant l'autel de la Vierge. Il s'était approché à pas de loup et, lui mettant la main au collet, étouffant sa voix par respect pour le lieu saint :

— Hein! vous ne nierez pas, cette fois?

— Mais si, mais si...

— Mais non, mais non; si vous insistez, j'appelle le sacristain...

— Hé! c'est ma femme...

— Ça m'est égal.

— Pour l'examen du fils, diable?

— Ne jurez pas. Allons, mon brave, votre fils sera reçu. Le bon Dieu vous écoutera, parce qu'au fond vous l'aimez bien, et moi, je dirai demain ma messe à son intention.

Et, bras dessus, bras dessous, ils étaient sortis de l'église.

Quant à Mme Cadot, ne pouvant tricher sur sa cinquantaine et n'y songeant pas d'ailleurs, avec son visage doux et placide, sous un bonnet de tulle blanc largement ruché autour de ses bandeaux encore noirs, enveloppée d'un gros châle, même en été, c'était la bonne bourgeoise à visées courtes, aimant et choyant les siens, s'occupant volontiers du voisin, très flattée de son intimité avec la châtelaine et pliant bas devant elle.

Le repas fut des plus gais. Dame Clémence était si bonne à ses amis! Félicité avait merveilleusement réussi ses *mastelles*. Le docteur narrait ses historiettes dont il avait un plein sac. Il cultivait aussi le calembour. Enfin, il avait la prétention d'être vrai dans ses récits.

— Moi, d'abord, je ne dis jamais que ce que j'ai vu... vu de mes deux yeux!

— A quelques broderies près, peut-être! riposta le curé.

— Allons, l'abbé, dites tout de suite que j'invente.

— Non, c'est votre imagination qui est une loupe.

On servit le café sur la terrasse. Comme l'abbé Vachon sortait timidement sa pipe :

— Bon, un scandale maintenant! cria le médecin.

— Oh! une fois par hasard, répliqua le prêtre.

— Allez donc, l'abbé, ajouta la grand'mère, c'est grande fête aujourd'hui.

Le bon curé profita joyeusement de la permission. Sa pipe ache-

vée, il en bourra furtivement une seconde. Par miracle, le docteur, occupé à causer avec Noël, n'en vit rien.

L'après-midi s'avançait. On avait fait grand honneur à la *prunelle* de dame Clémence. Le prêtre demanda tout à coup à Noël s'il chantait.

— Gare! voilà la bombe! dit le docteur.

Noël ayant répondu qu'il fredonnait un peu, comme tout le monde, sans tarder il fallut subir l'épreuve. Indifférent au persiflage de son vieil ami, le curé, tout à sa marotte, avait saisi la main du jeune homme et l'entraîna au salon. Les autres suivirent. L'abbé Vachon se mit au piano.

Après un prélude à effet, il attaqua la ritournelle d'un cantique d'Hermann, que Noël connaissait du séminaire. Le cousin avait un timbre rude, mais le mélomane montrait tant d'indulgence ! Il déclara qu'il ferait quelque chose de ce nouvel élève et le força d'essayer sur l'heure un duo avec Técla, qui avait un contralto superbe. Cette fois, la grand'mère eut un sourire d'encouragement. Les deux jeunes gens commencèrent : Técla, un peu intimidée sous son attitude tranquille, Noël, absolument décontenancé, chantant faux et perdant la mesure.

Debout, appuyée au piano, dame Clémence écoutait, ravie. Quand ils eurent achevé :

— Bravo! bravo! dit-elle avec conviction; leurs voix vont admirablement ensemble.

La malicieuse Valérie eut quelque peine à ne pas éclater de rire.

Enfin, les invités se retirèrent. Noël se retrouva seul avec sa marraine et ses cousines. Les trois femmes prirent leur ouvrage. Il monta dans sa chambre pour faire sa méditation de chaque jour.

Le soir, après souper, dame Clémence proposa à son filleul une partie d'écarté.

— Mais je n'entends rien aux cartes, marraine.

— Tant pis! tu apprendras.

Técla prépara la table. Il s'assit en face de sa marraine, ayant de chaque côté ses cousines qui le conseillaient, l'aînée avec son calme grave, la cadette avec son impétuosité d'enfant. La fortune ne sert pas toujours les habiles. Noël gagna.

— Bon ! je vois ce que c'est, s'écria dame Clémence; cette sournoise de Valérie sera venue regarder mon jeu.

— Oh! grand'mère, je n'ai pas bougé, demande à Técla.

— Eh bien ! alors, mon garçon, mes complimens; tu es né coiffé.

VI.

La vie à Berghem avait quelque chose de monacal, une sorte de ponctualité qui tenait presque du règlement. Dès l'aube, tout le monde était debout : à sept heures, on prenait le café au lait ; ensuite on partait pour la messe. — Durant la matinée, chacun vaquait à ses occupations. Le dîner, servi exactement à midi, suivant la coutume flamande, réunissait la famille. Le repas achevé, les cousines gagnaient leur chambre et s'installaient à coudre. A sept heures, on soupait, puis on allait jusqu'à la ferme ou au village, à moins que, les amis survenant, on ne passât la soirée en cercle sur la terrasse. Le dimanche, c'était gala au château ; au sortir de la grand'messe, dame Clémence ramenait le curé et les Cadot. Tous assistaient aux vêpres, après quoi, si le temps le permettait, on faisait quelque promenade. Le soir, il y avait partie de *vingt-et-un* ou de *misti*.

Dans ce train si ordonné et si rempli, le cousin Noël ne demandait qu'à payer son écot. Pour dame Clémence, qui n'avait plus ses jambes de quinze ans et dont la fortune consistait uniquement dans le domaine de Berghem, la tâche était lourde parfois, tout se faisant par son ordre et sous sa direction. Quoique l'habileté du filleul ne répondît point à sa complaisance, la marraine usait volontiers de lui. Au fond, elle nourrissait son projet et creusait tranquillement sa mine. Sans avoir l'air d'y toucher, elle intéressait Noël à ses occupations champêtres, pour lesquelles il marquait un goût très-vif ; elle l'emmenait sur les terres, lui expliquant les procédés de culture, les divers modes d'élevage. Peu à peu le jeune homme s'initiait à toutes ces choses agricoles. Fort, solide, nulle fatigue ne le rebutait. Avec tant de bon vouloir et de courage, au bout de quelques semaines, il arrivait à seconder merveilleusement sa marraine. Bientôt elle se déchargea sur lui de sa correspondance et de ses comptes.

A tous égards, l'accoutumance s'était faite chez Noël. Son embarras, cette sorte d'effroi instinctif que lui inspiraient ses cousines avait cessé. Il s'était comme apprivoisé auprès d'elles. Técla, si sérieuse, si grave, lui semblait une sœur aînée étendant sur tous son indulgence sereine. Le gai regard de Valérie ne le troublait plus. Il riait de ses malicieuses remarques de petite fille, tendant le dos. Elle l'appelait : l'abbé, avec une gentille ironie, l'interrogeant curieusement sur le séminaire, lui faisant raconter son existence de novice.

— Mon Dieu ! disait-elle, quel vilain tableau triste et sombre !

Tout cela, d'ailleurs, n'importait guère au cousin ; sa quiétude ne révélait-elle pas sa force ? En s'examinant de bonne foi, il retrouvait sa résolution ferme, toujours immuable. Il avait la conviction de sortir vainqueur de l'épreuve. La patience ne lui coûtait plus.

Pour se faciliter la besogne, il s'était mis à dévorer quelques livres d'agriculture découverts au fond d'une armoire. La marraine l'avait vivement félicité de ce zèle, et, tout aussitôt, elle avait écrit à un libraire de Lille pour lui demander des traités nouveaux. L'envoi ne se fit pas attendre.

L'après-midi, quand Noël avait quelques heures de loisir, il rentrait s'enfermer chez lui et lisait. Obligé pour gagner sa chambre de passer devant l'appartement des cousines, parfois, la porte en étant grande ouverte, il s'arrêtait et causait un instant. D'ordinaire, Técla et Valérie travaillaient, assises dans l'embrasure d'une croisée, la plaine toute verte devant elles.

Attenantes l'une à l'autre, meublées de même façon, les rideaux des fenêtres et du lit en calicot blanc, sur les murs un papier à fond maïs semé de bluets et de coquelicots, la cheminée disparaissant sous un écran de mousse piquée de reines-marguerites en laines de toutes nuances, les chambres des jeunes filles laissaient pourtant une impression bien différente. Chez Técla, quelque chose d'austère mêlé à un sentiment de poétique rêverie. Au chevet du lit, un grand Christ surmonté de buis; une Vierge, au manteau étoilé, entourée de chapelets, de devises, d'images, une veilleuse brûlant à ses pieds. Dans une petite bibliothèque en noyer, des livres de prière; sur une table, des ouvrages commencés.

La coquetterie de Valérie se révélait dans les moindres détails de son nid de fillette. Une dentelle au crochet rehaussait le calicot blanc des rideaux; sur un guéridon, recouvert d'un tapis de soie Pompadour pris dans une jupe de la grand'mère, quelques menus objets, cadeaux d'anniversaires et de fête; de tous côtés, des fleurs, des feuillages mélangés avec art.

Un jour, comme elles visitaient le linge de la dernière lessive, Valérie appela Noël qui passait.

— Venez donc un instant, cousin, vous allez m'aider à plier ce tas de serviettes.

Le jeune homme entra.

— Allons! asseyez-vous là, en face de moi, sur cette chaise, reprit la fillette.

Il obéit.

— Attention à bien détirer, poursuivit-elle en lui tendant les deux bouts d'un essuie-mains, et sans déchirer, par exemple,

comme l'abbé Vachon, qui, l'autre fois, a mis en pièces une des plus belles nappes de grand'mère, service n° 12, s'il vous plaît.

Noël s'acquittant fort bien de la besogne, elle poursuivit gaîment :

— A propos, où en êtes-vous du *Traité des machines à labour?*

— J'ai dépassé la moitié du livre.

— Mais vous voulez donc devenir un vrai fermier?

Il sourit.

— Décidément, poursuivit-elle, vous aimez la campagne?

— Beaucoup.

— Tiens! tout à fait comme Técla! C'est extraordinaire, savez-vous, comme vos caractères se ressemblent!

Cette remarque naïve fit rougir à la fois Noël et Técla.

— C'est pourtant vrai, reprit Valérie sans s'apercevoir de ce trouble, il y a comme ça des idées, des goûts qui se rencontrent, tandis que d'autres sont complètement opposés. Ainsi, nous deux, par exemple, nous ne serions pas du tout d'accord. Vous aimez la campagne, moi je la déteste, j'adore la ville. Encore je n'ai jamais vu qu'Aire! et grand'mère prétend que c'est un trou! Mais c'est égal! il y a des pavés où les voitures résonnent, ça fait du bruit... La cathédrale est superbe... Il passe des régimens dans les rues, avec de la musique... Et la grand'messe, c'est plaisir de s'habiller au moins... ce n'est pas comme ici... le docteur et l'huissier en chapeaux... ce sont les seuls...

— Que tu es folle!.. interrompit Técla.

— Que veux-tu! ma bonne Técla, tu as de la sagesse pour deux, ce qui fait compensation. Et puis, d'ailleurs, tu ne peux pas me comprendre, toi, pas plus que le cousin Noël, puisqu'encore une fois, l'un et l'autre, vous raffolez de Berghem. Et Dieu sait si c'est gai, Berghem, en hiver surtout, quand les soirées sont longues! longues!..

— Bah! tu t'endors à huit heures.

— Heureusement!

En dépit de cette opposition de leurs caractères et de leurs goûts, l'entente la plus charmante régnait entre les cousines. Técla avait toutes les condescendances d'une aînée, une indulgence, des gâteries presque maternelles. En revanche, Valérie lui témoignait une soumission d'enfant, lui accordant toutes les supériorités, l'écoutant comme un oracle.

— C'est Técla qui a fait ou qui a dit cela, disait-elle à Noël quand il s'agissait de trancher une question.

Et le cousin se soumettait aussitôt.

Nul, d'ailleurs, n'échappait à l'involontaire ascendant de cette

créature angélique et modeste. Les gens la vénéraient comme une sainte. Souvent, la grand'mère était obligée d'intervenir pour s'opposer aux mortifications trop rudes qu'elle s'imposait. Il y avait en elle comme une exaltation, une soif de pénitence ; elle était de celles qui portent le cilice et ont besoin de se macérer.

VII.

Dans cette vie active, au grand air, le séminariste un peu gauche de l'arrivée s'était transformé en un beau garçon aux allures viriles. Son teint s'était hâlé, la tonsure s'était complètement couverte, sa barbe avait achevé de pousser et lui cachait le menton. Avec son chapeau de paille bise, sa jaquette de toile, de grosses guêtres lui montant à mi-jambes, dès l'aube, il courait les champs sur le bidet de la ferme, une branche de coudrier lui servant de houssine. Il était à tout et partout; dame Clémence pouvait s'en reposer entièrement sur lui. — Son caractère avait également subi la métamorphose. Il avait des gaîtés, des éclats de rire, une sorte d'entrain de jeunesse. Quoiqu'il gardât encore avec les cousines certaines façons timides, une gentille familiarité s'était enfin établie. Bref, il était devenu de la maison, et les gens le considéraient comme un maître.

Un samedi soir, après souper, Técla se ressouvint qu'elle avait oublié de porter au curé la nappe d'autel qu'elle s'était chargée de raccommoder pour le dimanche.

— Eh bien ! Noël t'accompagnera au village, dit la grand'mère.

Il se leva pour prendre son chapeau.

— Tu viens avec nous, n'est-ce pas ? demanda Técla à Valérie.

— Non, répondit la fillette ; j'ai une ruche à coudre à ma robe pour demain.

Elle aida sa cousine à s'envelopper.

— Surtout, prenez par la route, dit Valérie à Noël, il y aura moins de rosée pour Técla.

Ils partirent.

Huit heures avaient sonné, mais il faisait jour. Au mois de juin, la nature, dans toute l'exubérance de sa sève, semble se refuser au repos des nuits. La lune, comme un globe de feu pâli, nageait dans le ciel d'un bleu pur, sans un nuage. Une senteur pénétrante imprégnait l'air ; les fleurs du jardin mêlaient leurs parfums aux aromes sauvages du foin frais coupé dans la prairie. Les insectes voletaient avec des bruissemens d'ailes, un coq chantait dans la basse-cour. Silencieux, Noël et Técla traversèrent l'avenue et franchirent la grille. L'animation régnait encore aux champs. Les enfans ramenaient les vaches du communal, les faucheurs liaient

le foin en bottes, d'autres retournaient le trèfle ; des femmes rentraient, une charge d'herbe sur le dos. Et tous s'arrêtaient pour saluer le jeune couple. Técla souriait. Le cousin Noël s'informait, donnant volontiers quelque conseil.

— La belle vie ! cousine, dit-il tout à coup ; travailler, respirer dans cet horizon tout à soi, se sentir aimé, respecté de tous... et cette tranquillité, ce silence, cette quiétude,.. et toutes ces merveilles d'une si généreuse nature,.. n'est-ce pas le bonheur vrai?

— Je le pense comme vous, mais mon jugement à moi ne signifie pas grand'chose.

— Par exemple !

— Je suis une sauvage, comme dit Valérie. J'aime mon cher Berghem et n'ai jamais eu qu'un rêve : celui d'y demeurer. Cette existence campagnarde me convient, et je ne saurais me plier à une autre. Enfin, j'ai besoin autour de moi de visages familiers où je lise l'indulgence et l'affection.

— Comme vous avez raison !

Ils atteignirent le village. Là, les bienvenues recommencèrent. Le samedi est jour de grand nettoyage pour les ménagères flamandes. L'eau ruisselait des seuils. Técla embrassait les enfans qui accouraient à sa rencontre.

Adossé à l'église, le presbytère avait un air presque pimpant, une vigne courant sur les murs, encadrant porte et fenêtres de son feuillage. Les jeunes gens poussèrent la claire-voie et pénétrèrent dans le vestibule. Flore, la servante du curé, frottait ses casseroles dans sa cuisine ouverte.

— A la bonne heure! mamselle Técla, dit-elle en prenant le paquet des mains de la jeune fille; j'étais déjà inquiète.

Et courant ouvrir une porte au fond du couloir:

— Monsieur le curé est au jardin.

L'abbé Vachon, la soutane relevée, arrosait ses légumes.

— Ah! mon Dieu! mes enfans, quelle bonne surprise! s'écria-t-il en posant son arrosoir.

— Je rapporte la nappe de l'autel, monsieur le curé, dit Técla.

— Bon! venez vous reposer sous ma tonnelle, reprit le prêtre en faisant sauter l'épingle qui retenait sa soutane.

Au bout d'un instant de causerie :

— Ah ! dites-moi donc, interrompit le curé, il s'agit de me faire honneur demain à la grand'messe dans votre duo du *Salutaris*. Toi, Noël, tu sais? à la reprise, tu pars toujours avant le temps... Après ça, si nous l'essayions une dernière fois?..

On gagna le petit parloir. Le prêtre s'assit devant son harmonium, et la répétition commença.

Chanteur, pianiste, compositeur, au fond de son village, dans les loisirs que lui laissait le sacerdoce, le curé sacrifiait à sa passion avec rage. Messes, motets, oratorios, cantates, mélodies, ariettes, pots-pourris, les œuvres s'entassaient, emplissant d'énormes casiers. Un rude travail avait été la formation d'une fanfare qui jouait tous les ans à la fête de Sainte-Cécile quelque production nouvelle, et Dieu sait à quelles tribulations la patience et les oreilles de l'artiste étaient soumises! Impossible de communiquer le feu sacré à ces braves paysans qui ne saisissaient guère la différence d'un dièse ou d'un bécarre. Les enfans de l'école ne le dédommageaient pas davantage, estropiant ses pauvres cantiques, massacrant sans pitié les phrases les mieux inspirées.

La leçon marcha bien, du reste. Noël prit garde et se tira bravement de la fameuse reprise. Técla chanta merveilleusement son solo.

— Bon! dit le curé enchanté, c'est fort bien rendu. Cette fois-ci, Noël, tu y es. Mais gare demain!

Sur ces mots, le cousin rappela à la cousine qu'il se faisait tard; tous deux prirent congé.

La nuit était venue, mais la lune versait à profusion des flots de lumière. Il offrit son bras à la jeune fille.

Au village, les portes étaient closes; derrière les vitres, quelque pâle lueur. Par instans, un aboiement de chien. Ils eurent bientôt gagné la route. La campagne était déserte. Nul bruit qu'un chant lointain de rossignol. A un moment, il parut à Noël que le bras de Técla tremblait sous le sien.

— Vous avez froid, cousine? demanda-t-il.

— Non.

— Prenez garde, vous êtes un peu délicate.

Sa capuche s'étant dérangée, il la força à s'arrêter et l'aida à la remettre. Elle se laissait faire, docile, souriante. Quand elle fut bien emmitouflée :

— Maintenant êtes-vous content? demanda-t-elle.

— Oui, me voilà tranquille... Plus qu'une autre, il vous faut vous défendre contre notre froid climat du Nord.

— C'est vrai, répondit-elle avec mélancolie, je ne suis pas seulement une Flamande, moi.

— Mon Dieu! je vous ai causé du chagrin, répliqua vivement Noël; pardonnez-moi d'avoir rappelé de tristes souvenirs.

— Ces tristes souvenirs, reprit-elle d'une voix douce et triste, il n'est pas besoin de me les rappeler pour que j'y songe parfois. Les circonstances qui m'ont faite orpheline sont doublement pénibles. Au fond de mon esprit, il m'est resté cette pensée que, si

mes pauvres parens n'avaient pas quitté Berghem, ils ne seraient point morts... J'étais toute petite, mais j'aimais ma mère fortement, d'une affection étonnante, m'a-t-on dit, chez une enfant. Il me suffisait de la voir, de la regarder, de vivre dans son ombre... Bien des années ont passé déjà et je sens encore ses caresses, ses baisers.

Après un court silence :

— Mais vous, mon cousin, vous avez connu ma mère? ajouta-t-elle.

— Oui.

— Elle était belle, n'est-ce pas?

— Vous lui ressemblez.

Comme un peu confuse, elle hésita. Puis d'un accent ému :

— Je vous en prie, parlez-moi d'elle.

— J'étais si jeune ! répliqua-t-il avec embarras. Je ne sais guère de ma tante de Berghem que ce qu'on en disait autour de moi...

— Oui, on lui reprochait des allures... un peu étranges... Vous pensez bien que ce n'est pas grand'mère qui m'a jamais parlé de ces choses, mais Mme Cadot m'a donné des détails... Et mon père, paraît-il, l'a soutenue, défendue?..

Il se mit alors à raconter longuement ses souvenirs, qu'elle écoutait avec une sorte de recueillement naïf. Ils atteignirent la grille; Técla posa sa main sur le bras de Noël.

— Merci, mon cousin, vous m'avez fait du bien... j'ai si peu l'occasion de parler d'eux !..

Il serra cette petite main dans les siennes.

Dame Clémence et Valérie attendaient sur la terrasse.

— Enfin ! les voilà ! cria la jeune fille.

— Eh ! mon Dieu ! que vous est-il donc arrivé? demanda la grand'-mère.

Técla ne répondit rien. Noël parla de la leçon de chant qui les avait retenus au presbytère.

— Toujours son éternelle marotte, à ce bon curé ! dit dame Clémence. En vérité, à défaut de gens, il ferait musiquer les poules.

— Et Técla qui est toute transie ! ajouta Valérie ; pourvu qu'elle n'ait pas pris mal !

Cette heure d'expansion, où la sérieuse Técla s'était si complètement départie de sa réserve habituelle, avait établi entre le cousin et la cousine une sorte de camaraderie douce : le ton de confidence devait se retrouver naturellement. Dès le lendemain matin, à la façon dont elle le regarda, comme il s'informait de sa santé, Noël comprit qu'il était devenu un ami pour elle. L'après-midi, il la trouva seule sur la terrasse et vint s'asseoir à ses côtés.

Après quelques paroles indifférentes, l'entretien de la veille se renoua. Elle interrogeait et il évoquait minutieusement ses rappels d'enfant. Combien de fois, sur cette terrasse, il les avait vus tous deux, le mari et la femme!.. Elle, une rose rouge dans ses cheveux noirs, enveloppée dans sa mantille, ses grands yeux sombres, la tenue haute et fière... aimable pourtant et rieuse à ses heures... Un soir même, elle avait dansé un pas catalan... Elle était bonne;.. les pauvres du village l'adoraient; elle visitait et soignait les malades.

Quelques jours se passèrent, resserrant cette intimité. A son tour, Noël se laissait aller aux confidences. Il s'ouvrit tout entier, peignit l'état de son âme. Il raconta ces années de bonheur calme où il se sentait appelé au sacerdoce; puis, tout à coup, ses hésitations, ses craintes, ses doutes, ses terreurs. Elle l'écoutait, attentive, songeuse.

— Et maintenant? lui demanda-t-elle.

— Maintenant, répondit-il avec résolution, j'ai recouvré ma tranquillité. Il me semble que je marche dans la voie qui doit me conduire au but sacré. L'apaisement s'est fait dans ma conscience; les scrupules se sont éteints. Je crois être sûr de ma vocation. — Pourtant, ajouta-t-il, je sens bien que je ne me défendrai pas de certains regrets. Le prêtre n'a ni famille ni foyer; il appartient à tous et va où on lui ordonne d'aller... Moi, j'eusse aimé la famille!.. Depuis que je vis ici, à Berghem, j'ai compris ces joies qui m'étaient étrangères.

VIII.

En ce pays de Flandre, si fidèle aux traditions, les *ducasses* se célèbrent encore avec la gaîté cordiale et naïve du bon vieux temps. Ce peuple grave, économe, et laborieux, se dédommage en quelques jours de plaisir d'un hiver long et triste. Une fois l'an, chacun de ces villages, d'aspect si austère et si mélancolique, se pare et s'anime : on y festoie, on y danse, on y rit.

Moulin-le-Comte ouvrait la série. Depuis plus d'une semaine, il n'était question à Berghem que de cette première fête de la saison. Les cousines devaient y étrenner des toilettes neuves; Valérie remarquait en riant qu'il commençait à poindre comme un grain de coquetterie chez Técla. Les amis étant de la partie, naturellement, les avis se partageaient sur les moyens de transport. Le samedi soir, le ciel plein d'étoiles promettant une journée superbe pour le dimanche, il fut décidé qu'on irait en bateau.

Le lendemain, au sortir des vêpres, dame Clémence et sa famille,

les Cadot et l'abbé Vachon, gagnèrent le bord de la rivière, où les attendait Wilmar avec la barque du château, qu'il avait amenée jusqu'au village. Les femmes s'installèrent au fond du canot, Noël et le curé prirent chacun une rame.

— Eh bien! et moi? dit le docteur.

— Vous, vous aurez deux avirons, répliqua le prêtre.

— Bon! double besogne, alors!

— Ça vous apprendra à réclamer.

Les bords de la Lys n'ont rien de pittoresque, mais leur parure d'été est particulièrement fraîche et pimpante. Les talus disparaissent sous un tapis de myosotis entremêlés de *matons*, ces fleurs couleur d'ambre qui éclosent vers la fin de juin et que les jeunes Flamandes vont cueillir en bande pour les garder durant l'année comme un talisman. Des saules aux troncs tordus, aux racines presque découvertes, se reflètent dans l'eau, si transparente qu'on voit nager les poissons à la surface. Par places, des touffes de nénuphars, des bouquets de roseaux aux panaches argentés. Des bandes de canards, mariant leur plumage multicolore, traversent d'une rive à l'autre.

Le trajet fut charmant. La grave Técla prenait sa part de la gaîté de tous. Valérie trouvait sa cousine transformée.

— A la bonne heure! lui dit-elle, tu as vingt ans aujourd'hui, et tu es belle.

On aborda enfin à Moulin-le-Comte. Sur un pré, quelques faiseurs de tours, montreurs de bêtes et de phénomènes, marchands de jouets et de pain d'épices; au milieu le bal.

A l'arrivée des hôtes de Berghem, tous les regards s'étaient tournés vers eux. Les *demoiselles* produisaient grande sensation dans leurs jolies robes de mousseline blanche semée de pois bleus, un bouquet de fleurs des champs à leur large chapeau de paille. La beauté rose et blanche de Valérie était surtout fort admirée. Le maire du village, qui faisait un avant-deux, ceint de son écharpe tricolore, planta là sa partenaire pour venir saluer les châtelaines et leur offrit les chaises réservées aux autorités de l'endroit.

On s'installa. Le docteur et le curé se lancèrent bientôt dans une interminable querelle au sujet de l'importance de la *ducasse* de Moulin-le-Comte et de celle de Berghem. Amandine Cadot passait une revue, n'épargnant ni les remarques, ni les histoires à l'oreille de dame Clémence, fort incrédule à tous racontars. Noël, auprès de ses cousines, regardait les couples des danseurs, tous trois riant de certaines tournures trop rustiques. Au bout d'un instant, Valérie s'écria que les pieds lui brûlaient.

— Ce cousin Noël! il ne songe même pas à me faire danser, ajouta-t-elle.

— Vous faire danser, moi, cousine?

— Eh bien! quoi d'étonnant! ne sommes-nous pas à la *ducasse?* et on ne vient généralement à une *ducasse* que pour danser. — Voyons, poursuivit-elle, il n'y a ici que des paysans... Vous êtes le seul qui puissiez me servir de cavalier. Résignez-vous.

— Mon Dieu! cousine, répliqua gaîment Noël, je ne demanderais qu'à vous être agréable... Mais ce n'est pas ma faute... Hélas! je ne sais pas danser.

— Tiens! comme Técla. Elle prétend ne pouvoir mettre ses pieds l'un devant l'autre.

— C'est si inutile! interrompit Técla en souriant.

— Bon! te voilà du parti du séminariste contre moi.

— Au contraire, répliqua Técla de sa voix douce et grave, je prie Noël de te donner son bras... Je réponds d'avance que tu le dirigeras.

— Oui, c'est ça, riposta la fillette en se levant.

L'orchestre champêtre attaquait justement les premières mesures d'une polka.

— Allons! vite, cousin, s'écria Valérie.

— Mais non, mais non, c'est impossible!

— Si, si, je le veux!.. Puisque je me charge de vous conduire.

Il essaya encore de résister. De force, elle lui prit la main, qu'elle posa autour de sa taille.

— Tenez-moi comme ça, et laissez-vous faire... Rien n'est plus facile, je vous assure.

Et, presque malgré lui, elle l'entraîna.

Ils firent ainsi quelques tours.

Était-ce la chaleur, la foule, ou ce mouvement inaccoutumé qui l'emportait comme dans un tourbillon? Noël se sentait gagner par une sorte de vertige. Quelque chose d'extraordinaire le saisissait tout à coup, quelque chose d'ignoré jusqu'alors qui le remuait jusqu'au fond de lui. C'était un brusque réveil, une révélation soudaine. Pour la première fois de sa vie, tenant dans ses bras un corps de femme, sa chair avait frémi. Ces surprises des sens ont d'autant plus de violence qu'elles sont plus tardives. Éperdu, n'ayant plus conscience, le délire augmentait, et il resserrait son étreinte, allant devant lui, sans savoir, respirant le souffle tiède et court de l'haleine de la jeune fille. L'ivresse était à la fois âpre et délicieuse. Enfin, il fut forcé de s'arrêter. Il défaillait.

— Mon Dieu! cousin, comme vous êtes pâle! dit Valérie.

Leurs regards se rencontrèrent, et elle ne put s'empêcher de tressaillir. Ils restèrent ainsi quelques minutes, silencieux. Peu à peu, Noël se remit. Chancelant encore, il lui offrit son bras pour la reconduire à sa place.

Mais il s'agissait de jouir de toute la fête. Mme Cadot adorait les baraques. Elle entraîna la grand'mère et les cousines vers la belle géante, dont le portrait s'étalait sur une affiche des plus crûment enluminées. Puis, on tira aux macarons.

Pendant ce temps, à l'écart, Noël cherchait à se reprendre, à se reconnaître. Il tendait son front nu à la brise du soir qui commençait à fraîchir, essayant de calmer sa fièvre, incapable pour l'instant de réfléchir, de penser... Cet éveil de volupté lui avait laissé une vive douleur. L'impression était toute matérielle. On eût dit qu'un feu intérieur le dévorait. — L'affaissement succéda bientôt à cette tension de ses nerfs. Il se laissa tomber sur l'herbe, écrasé, anéanti, une torpeur engourdissant ses membres.

Près d'une heure s'était écoulée ainsi, quand l'abbé Vachon surgit soudain.

— Mais que fais-tu donc là? je te cherche de tous côtés, on t'attend pour partir... Est-ce que tu es souffrant?

— Un peu, balbutia Noël.

— Allons! mon garçon, tâche de te lever et prends mon bras. Ta marraine est déjà inquiète.

Un instant plus tard, ils avaient rejoint la compagnie, déjà installée dans la barque. On repartit.

Les berges étaient animées, gaies, bruyantes : des groupes de paysans, les filles aux bras des garçons, tout ce monde s'interpellant, riant, chantant. Effarouchés, les canards s'enfuyaient, les petits bouffant leurs plumes, piaulant après la bande. La nuit approchait; Valérie, la tête appuyée sur l'épaule de Técla, avait fermé les yeux. Sous la pâle clarté du crépuscule, Noël contemplait ce visage ravissant.

Les Cadot et l'abbé Vachon descendirent au village.

— Ah! c'est le tour de Berghem dimanche prochain, dit le docteur. Ma parole! je danse un quadrille avec dame Clémence. D'ici là, Valérie, donne des leçons au cousin Noël, vous nous ferez vis-à-vis.

Sur cette plaisanterie, on se sépara en riant. En moins de dix minutes, on eut atteint le château. Sur la berge, Wilmar et Félicité attendaient les maîtres.

— T'es-tu bien amusée? demanda la servante à Valérie.

— Oui,.. répondit la jeune fille.

— Et le cousin? l'a-t-on fait danser?

— Comme un perdu, ma bonne Félicité, répliqua dame Clémence.

Les deux jeunes gens ne purent se défendre de rougir. Le séminariste comprit qu'il y avait eu là un complot préparé contre lui.

Le souper fut silencieux. Noël, tout étourdi, oubliait de répondre

à sa marraine. Il se sentait vivre comme dans un rêve. On eût dit que sa pensée s'était arrêtée tout à coup et qu'il ne gardait plus qu'une perception vague des choses. Le repas s'acheva vite. Tout le monde était fatigué. A neuf heures, on avait gagné les chambres.

Enfin, il était seul. Il se jeta dans un fauteuil, éprouvant un allégement de pouvoir se recueillir et songer sans contrainte. Dans toutes les émotions violentes, à ces heures de trouble, de désarroi d'âme, le silence, la solitude semblent presque ramener la paix. Une sorte d'accalmie, de détente se produit tout d'abord ; mais, les idées se renouant peu à peu, les sensations se réveillent. — Eh! quoi! était-ce bien lui, Noël, lui, que nulle pensée coupable n'avait jamais effleuré, lui, qui s'était voué au célibat sans une hésitation, sans un regret, c'était lui qu'avait surpris cette fièvre des sens?.. Et sans qu'il pût s'en défendre, à ces souvenirs brûlans, le même vertige le ressaisissait, la même ivresse... Dans ses bras, il sentait encore ce jeune corps souple et charmant; sur sa bouche, il gardait la tiédeur de son souffle ; il la respirait... Soudain il s'arracha à la vision fascinante, appelant à son aide toute son énergie, décidé à se vaincre, à se briser. Il se rappela les pratiques pieuses recommandées au séminaire pour se fortifier contre les attaques du démon... Les plus saints ne sont-ils pas sujets à la tentation? Il évoqua ces exemples célèbres où la victoire avait coûté de si héroïques combats... Combien, près du péril, s'étaient relevés plus forts!.. Il s'agenouilla, essayant de s'absorber dans la prière, forçant ses lèvres à prononcer des actes de foi, de contrition...

La nuit entière se passa dans cette sorte de lutte. Il finit par s'endormir, et revit en songe l'image de Valérie.

IX.

La semaine qui suivit fut pleine d'agitations troublantes. — Ce que Noël éprouvait pour Valérie, il lui eût été impossible de le définir. A sa vue, un frémissement involontaire, une émotion délicieuse et poignante le saisissait et lui donnait des tentations folles. Puis, quand le hasard les laissait seuls un instant, il restait devant elle timide, confus, n'osant lui parler. Cet embarras d'ailleurs était partagé par la fillette. On eût dit que tous deux cachaient un secret qu'ils craignaient également de laisser échapper.

Le jour venu de la *ducasse* de son village, il appartenait à dame Clémence d'en faire les honneurs. Le petit bois du château, pavoisé de banderoles, restait ouvert aux paysans. La châtelaine servait un magnifique goûter de tartes et de *crimbouillie*.

Les jeunes filles avaient remis leurs jolies toilettes de mousseline à pois bleus. Pour la première fois, les gens de Berghem s'avisèrent de remarquer la beauté brune de Técla auprès de l'éclatante fraîcheur de Valérie. L'aînée des cousines semblait aussi depuis peu transfigurée : son fier regard s'était alangui, son sourire avait une expression de ravissement contenu, une lueur de coquetterie transformait l'austérité de toute sa personne. Elle avait appris à donner un tour savant à ses cheveux superbes, et sa taille se dégageait svelte et élégante.

Le bal s'ouvrit après vêpres sur un pré attenant à la ferme. Valérie, quelque envie qu'elle en eût sans doute, ne demanda pas à son cousin de la faire danser. Par bonheur, il est d'officieux amis qui jouent à leur insu le rôle de providence.

— Comment! s'écria tout à coup le docteur Cadot en apercevant la fillette sur sa chaise, tu restes plantée là?.. Eh bien! et la leçon de l'autre jour au séminariste, ça n'a donc pas servi?

A ce rappel, les deux jeunes gens demeurèrent confus. Noël sourit avec embarras. Valérie balbutia quelques paroles d'excuse : il faisait chaud, il y avait beaucoup de monde.

— Ta, ta, ta, reprit le docteur, est-ce qu'à ton âge, quand il s'agit de danser, on s'aperçoit de la chaleur? — Trop de monde! eh bien! tant mieux... Allons donc, Noël, en avant, mon garçon! emmène ta cousine, sans quoi, diantre, je prends ta place. Et c'est Mme Cadot qui ne rirait pas!

Également ravis au fond de cette amicale violence, Noël et Valérie restèrent pourtant quelques secondes hésitans. Il fallut que le docteur les forçât à se lever. Enfin le cousin offrit son bras; bientôt ils s'élancèrent.

Cette fois, il ne se défendit plus. Il s'abandonna tout entier, sans remords, avec délices. Le séminaire était bien loin. Il aimait éperdument et il savourait l'ivresse.

La danse achevée, Noël s'assit auprès de ses cousines. Ils partageaient l'entrain qui régnait autour d'eux, et leur causerie joyeuse attira plus d'une fois l'attention de la grand'mère.

— Bravo! les enfans, disait-elle, amusez-vous. C'est si bon de vous voir rire!

Le soir venu, on rentra au château. Le souper fut des plus animés. La *ducasse* avait merveilleusement réussi; l'amour-propre de dame Clémence pouvait se montrer satisfait. Malgré la fatigue de cette longue après-midi de fête, la veillée se prolongea tard. Valérie et Noël ne tarissaient pas. En se disant bonsoir, ils échangèrent un serrement de main où il mit toute son âme.

Ces huit derniers jours écoulés avaient amené chez Noël une

transformation complète. Sans qu'il s'en rendît compte, troubles, combats, remords s'étaient apaisés peu à peu. Il avait raisonné le fait étrange qui d'abord l'avait tant alarmé, il s'était comme apprivoisé avec cette réalité foudroyante; osant regarder le fantôme en face, il ne s'en effrayait plus. Au contraire, dans la loyauté de sa nature franche et scrupuleuse, remis du premier désordre où l'avait jeté cette surprise de ses sens, il en arrivait à se croire, comme par miracle, sauvé d'un épouvantable danger. S'exagérant le péril, voyant une faute odieuse dans cet affolement inconscient de sa chair, il s'était dit que sans doute la sagesse, l'expérience de son directeur avait prévu, deviné sa faiblesse... Il s'expliquait maintenant cette épreuve d'une année d'attente, cette insistance pour la lui faire passer dans le monde, et ce séjour à Berghem conseillé, ordonné comme une expérience nécessaire... Il avait succombé; c'était fait. Dans ce courant de réflexions, l'idée d'un retour possible ne lui vint même pas. Il se connaissait maintenant. Décidément non, il n'avait pas la vocation; il était indigne du ministère sacré qu'il ambitionnait. Sincère et soumis jusqu'à la fin, il écrivit à son directeur; il mit à nu toute son âme, montrant ses défaillances. Comme les autres fois, la réponse du père supérieur ramena quelque calme dans la conscience timorée du jeune lévite. Sans paraître s'étonner de ces combats prévus, il engageait Noël à réfléchir sérieusement, à juger avec sang-froid, à scruter jusqu'au fond de lui dans toute la simplicité d'un cœur docile aux volontés de Dieu. Il lui conseillait de se défendre également contre de vains scrupules et de ne point se détourner d'une voie qui était la sienne peut-être; ce n'était pas pour une tentation qu'il devait se croire ni perdu ni souillé. Mais aussi, il se pouvait que la vie du monde lui convînt. La sanctification d'ailleurs appartenait également aux deux états; l'important était de choisir sa route et d'y marcher droit. — Bref, après un échange de lettres admirablement sages et prudentes, d'une absolue franchise et de la loyauté la plus pure, il fut décidé que Noël ne serait pas prêtre.

Ainsi relevé de ses engagemens, le cousin fut tout entier à ce sentiment éperdu qui avait pris si brusquement possession de lui. L'amour physique est assez fréquemment le premier éveil de l'amour du cœur. Souvent même, l'un et l'autre se confondent sans qu'on sache trop la part qui revient à chacun.

A la vérité, depuis la fête de Moulin-le-Comte, Valérie n'était plus l'enfant moqueuse et gaie qu'il avait connue. Parfois, un nuage de mélancolie voilait son joli front. A quoi rêvent les jeunes filles? Il est aisé de le deviner... Les âmes naïves sont facilement confiantes. Noël se persuadait que l'amour dégage un magnétisme, que la passion attire la passion. — Il espérait.

X.

Un matin, le cousin, pour aller à la ferme, avait fait un détour par les dépendances. Il savait y trouver Valérie seule, dame Clémence et Técla étant occupées, dans la salle à manger, à trier des fruits pour les confitures.

Sa résolution était prise. Presque sûr du cœur de la bien-aimée, il voulait entendre d'elle la confirmation de son espoir. — Souhait d'amoureux naïf! Il faut une certaine science de la passion pour goûter le plaisir de prolonger cet état charmant où l'aveu éclate en mille choses adorables, d'autant plus exquises qu'elles conservent cette saveur unique du mystère.

Un treillage vert, le long duquel grimpaient des capucines et des volubilis de toutes nuances, fermait la basse-cour. Debout, à l'ombre d'un acacia en fleurs, Valérie, tête nue, son large chapeau de paille accroché à une branche, puisait à pleines mains dans une corbeille et semait l'avoine autour d'elle. De tous côtés, poules et pintades accouraient, avides, pressées, se heurtant, se bousculant; les poussins suivaient, un peu effarés, avec de plaintifs gloussemens. Du colombier, les pigeons s'abattaient à grand bruit d'ailes; les oiseaux, qui chantaient sur les arbres voisins, arrivaient en troupe. Et Valérie jetait sa manne, s'appliquant à faire juste répartition. Elle envoyait à tous, favorisant les faibles. — Soudain, entendant crier le sable de l'allée, elle se retourna. A la vue du cousin Noël, elle devint toute rose. Il s'arrêta.

— Quelle belle matinée, cousine! dit-il.

Son cœur battait. Il s'appuya au treillage, n'osant entrer. Valérie continuait de distribuer ses graines.

— Oh! comme celle-là est gourmande, reprit-il, en montrant une jolie poule noire à huppe grise.

— Oui, mais vous allez juger qu'elle n'est pas sauvage, au moins.

Et, se baissant, elle appela d'une voix douce et caressante. La poule, en effet, vint manger dans sa main.

— Elle vous connaît? poursuivit-il.

— C'est ma favorite.

Noël contemplait sa cousine dans sa grâce un peu embarrassée, ravissante sous cette clarté bleue du matin qui faisait resplendir l'or de ses boucles blondes. Parfois, quelque mèche rebelle tombait sur son front, et elle la renvoyait en arrière d'un geste de tête charmant. Enfin, il s'enhardit, et, s'approchant de la petite porte entr'ouverte, il la poussa.

Valérie achevait de vider sa corbeille.

Autour d'eux, les volatiles, repus, secouaient leurs plumes au soleil. Les oiseaux s'envolaient avec des cris joyeux, se pourchassant dans une partie folle. — Debout l'un près de l'autre, ils feignaient de prendre un vif intérêt à ce tableau champêtre. La vérité, c'est qu'ils étaient profondément émus.

— Ma cousine, dit-il, je voudrais... vous parler,.. vous consulter...

— Me consulter, moi!

— Oui... Il s'agit d'une affaire des plus sérieuses.

Elle s'assit sur la margelle de la fontaine. Noël resta droit à ses côtés, appuyé au tronc de l'acacia.

Il y eut un silence.

— Cousine, si... je ne retournais pas au séminaire?

— Vous songez à ne pas retourner au séminaire? demanda-t-elle toute surprise.

— Que penseriez-vous d'une telle décision?... Quel conseil me donneriez-vous?

— Mais,.. mon cousin,.. répondit-elle avec un grand trouble, il me paraît que tout dépend de votre vocation; vous êtes le seul juge...

— Oui, mais si, enfin, je ne l'avais pas, cette vocation?

— Ah! dit-elle.

— Écoutez-moi, Valérie, dès mon arrivée ici, en me trouvant en famille, dans cet intérieur, mes journées remplies d'occupations qui me plaisent, j'ai soupçonné que la vie du monde avait des joies. Peu à peu, sans m'en apercevoir, je me suis laissé gagner par cette existence du foyer, je m'y suis attaché, sentant au fond que je ferais un sacrifice en y renonçant... et décidé pourtant au renoncement. Mais, depuis quinze jours, il s'est accompli en moi un changement complet. En un instant, mon être tout entier a été bouleversé. Tout d'abord, j'ai été épouvanté; je me suis débattu... Il est des choses contre lesquelles on ne lutte pas... J'ai profondément réfléchi... Aujourd'hui, mon parti est pris... irrévocablement. Il n'y a plus à y revenir...

Il s'arrêta. Valérie tenait ses yeux baissés.

— Oui, j'ai tout rompu... C'est fait. Valérie, poursuivit-il d'une voix ardente, n'avez-vous pas deviné pourquoi ce changement?

A cette question, une si vive rougeur couvrit les joues de la jeune fille, qu'il n'eut point de peine à s'apercevoir qu'elle l'avait compris.

— Eh bien! oui, continua-t-il, je vous aime... et je n'ai plus qu'une ambition maintenant, je ne vois plus au monde qu'un bonheur,.. c'est vous...

— Noël!.. murmura-t-elle.

Il y eut encore entre eux un silence.

— Je sais bien, reprit-il que j'aurais dû d'abord m'adresser à votre grand'mère. Il me semble qu'elle aurait agréé ma demande. Je connais son affection pour moi, et plus d'une fois j'ai cru sentir qu'elle voudrait me conserver près d'elle. Mais c'est de vous que je veux tenir...

Le visage de Valérie s'éclaira d'une lueur soudaine... Presque aussitôt, la parole qu'elle allait prononcer s'arrêta sur ses lèvres.

Noël insista.

— Dites, répondez-moi, reprit-il ému, me permettez-vous d'espérer?

— Non, répliqua-t-elle d'une voix douce et triste; c'est impossible, Noël.

— Impossible! s'écria-t-il, subitement alarmé.

— Oui...

— Mon Dieu! que dites-vous là?

— A moi aussi, Noël, il me semble que grand'mère désirerait vous garder à Berghem. Je l'entends souvent vanter votre caractère. Oui, je crois qu'elle agréerait votre projet... Mais...

— Mais quoi donc? interrompit-il.

— Técla est mon aînée, et, dans les idées de grand'mère, elle doit se marier avant moi. C'est tout simple.

— Certes, c'est une intention bien naturelle. Pourtant les circonstances déroutent souvent les prévisions. Dans son expérience, ma marraine me comprendra.

— Oh! vous ne connaissez pas grand'mère, si vous supposez qu'elle puisse jamais changer d'avis. Elle tient à ses idées et n'en revient jamais...

— Bah!

— Mais certainement, je vous l'assure...

— Enfant! il me suffira de lui parler, de l'éclairer..

— Non, vous n'obtiendrez rien. Puisque vous voulez vous marier, Noël, ajouta-t-elle avec un soupir, il faut épouser Técla.

— Voyons, Valérie, reprit-il en s'asseyant auprès d'elle, je vous en supplie, répondez-moi franchement,.. comme je vous parle... M'aimez-vous un peu?

Le regard qu'elle leva sur lui fut la plus éloquente des réponses.

— Eh bien! reprit-il, fiez-vous à moi,.. laissez-moi faire,.. je me charge de tout arranger... Il me suffit que vous ne me démentiez pas. — Dites, répétez-le, ajouta-t-il d'une voix ravie et frémissante. Bien vrai? je ne rêve pas?.. vous m'aimez... un peu?

— Oui,.. murmura-t-elle confuse, les yeux sur les siens.

Pendant quelques instans, il resta là, auprès d'elle, laissant débor-

der son âme, se dédommageant de ses contraintes. Il lui racontait ses longues méditations, ses adorations silencieuses, ses enivremens secrets, toute cette histoire de son amour. Et elle l'écoutait avec un sourire, heureuse, elle aussi. Sur leurs têtes, l'acacia balançait doucement ses grappes blanches et embaumées. Les fleurs mûres tombaient; Valérie en avait quelques-unes semées dans ses cheveux. Enfin, il fallut se séparer. Il osa presser ses petites mains sur ses lèvres et partit.

Le soir même de cette scène avec la fillette, Noël s'enferma dans sa chambre pour écrire à Hazebrouck. Depuis qu'il avait quitté ses parens, une correspondance régulière les tenait au fait des moindres incidens de sa vie. Ce fut à sa mère qu'il se confia tout entier. La réponse lui arriva le surlendemain. Avant même qu'il eût parlé, Mme de Guistel avait presque deviné. Tandis que le père ne voyait dans les dernières lettres de Noël que des détails plus circonstanciés d'existence, une sorte de compte-rendu des occupations et des plaisirs de Berghem, un certain état d'âme nouveau qu'elle pressentait avait été pour elle un éveil. Elle avait suivi les développemens de cette passion naissante, elle savait qu'il aimait avant qu'il le lui avouât. Elle lui apprit alors cette étonnante nouvelle qui le transporta : tout était déjà concerté avec la grand'mère : cette question d'un mariage était presque entendue, et sa demande allait combler les vœux de sa marraine.

Comme il est dans la vie des jours de tempête, il est aussi des jours de splendide sérénité qui effacent jusqu'au souvenir même de l'orage. Pas un doute n'altérait la félicité de Noël. Sa marraine complice de ce grand complot, aux premiers mots de confidence, il lui paraissait impossible qu'elle ne se rendît pas. Qu'il entrât dans les projets de dame Clémence ce désir bien naturel de marier tout d'abord sa petite-fille aînée de préférence à la cadette, qu'il lui parût même que le caractère sérieux et un peu austère de Técla convînt particulièrement à un séminariste neuf au monde et à la passion, cela importait peu. La bonne grand'mère n'était point forcée d'avoir approfondi la loi des contrastes, d'avoir prévu ce chapitre final du roman. Dans son impressionnabilité d'enfant, Valérie s'exagérait la difficulté d'un revirement. Noël ne s'inquiétait pas pour si peu. N'était-il pas aimé? Cette assurance donne aux amans toutes les confiances et toutes les témérités. Il ne s'agissait plus que de se déclarer.

JACQUES VINCENT.

(La deuxième partie au prochain n°.)

SOUVENIRS LITTÉRAIRES

SEPTIÈME PARTIE (1)

XIII. — AU CAIRE.

Lorsque, Gustave Flaubert et moi, nous débarquâmes en Égypte, le 15 novembre 1849, nous sentîmes que nous entrions dans un autre monde, dans le vieux monde des Pharaons, des Lagides et des khalifes. A travers les âges, Hérodote et Abd'Allatif se donnent la main et peuvent servir de guide au voyageur. La vieille race, — Coptes et fellahs, — vit encore comme elle a vécu jadis, humiliée, exploitée par le conquérant. A l'Égypte il a toujours fallu un maître, l'Hyksos, le Perse, le Macédonien, le Romain; hier l'Arabe, aujourd'hui le Turc, demain l'Anglais. Entre la mer Méditerranée et l'Océan indien, c'est une porte, c'est une route, et c'est un marché; le peuple autochtone n'en a rien su faire et il semble destiné à la servitude, qui ne lui a jamais failli. Le fellah est doux et courbé sur sa glèbe; le Bédouin est rêveur et vagabond; la vue d'un seul arnaute met un village en fuite; la justice, le recouvrement de l'impôt, l'administration, l'armée n'ont qu'un seul instrument: le bâton. Les fils aimés d'Ammon, les dieux Philadelphes, les Thoulonides, les Fatimites, les sultans Mamelucks, les Ottomans ont tous gouverné de la même manière; l'Égyptien semble créé pour obéir, car, quel que soit le dominateur, il obéit.

(1) Voyez la *Revue* du 1er juin, du 1er juillet, du 1er août, du 1er septembre, du 1er octobre et du 1er novembre.

A l'époque où j'arrivais à Alexandrie, le rêve de Mehemet-Ali achevait de s'évanouir. Le vassal qui aurait anéanti l'empire des padischahs, qui serait entré vainqueur à Constantinople et qui aurait substitué sa dynastie à celle d'Othman s'il n'avait été arrêté par la diplomatie européenne, avait voulu rajeunir l'antique Isis. Il avait cherché à opérer la transfusion de la civilisation comme on opère la transfusion du sang. Il avait appelé près de lui des Européens, soldats, ingénieurs, médecins, économistes, comptables, et leur avait livré l'Égypte. Grâce à la tactique introduite dans son armée par d'anciens officiers de l'empire, il fut vainqueur des Turcs et des Wahabis, mais ce fut tout. On éleva quelques manufactures sur les bords du Nil, on pulvérisa les temples en calcaire tendre pour en faire de la chaux, mais on ne modifia pas, on ne put modifier la génération des idées, les façons d'être d'une race mâtinée d'Africains et de Sémites, dont les instincts sont naturellement en opposition avec ceux de la race aryenne. Les efforts de Mehemet-Ali ont échoué; il n'a pu réussir à créer ni instruction ni industrie chez un peuple rebelle à l'industrie et à l'instruction; à force de coups de bâton, il a fait des soldats, mais n'est jamais parvenu à faire un mécanicien. Toutes les races ne sont pas les mêmes, elles n'ont pas des aptitudes semblables; ce qui est possible à tel degré de latitude est impossible sous tel autre; les civilisations se développent selon les climats, et le don de la parole, qui est commun à tous les hommes, n'implique pas l'égalité, ni surtout la similitude des facultés. Les lois de l'atavisme, les fatalités de l'espèce, les conditions géographiques pèsent plus qu'on ne le croit sur les peuples et sur leurs habitudes. Les sultans ont des palais qui semblent construits d'après la description des contes de fées : dans ces palais, ils gardent pour leur usage particulier des appartemens meublés avec le luxe moderne : lits à baldaquins, porcelaines de Sèvres, orfèvrerie d'Angleterre, étoffes de Lyon, rien n'est trop beau, rien n'est trop cher. Sait-on où ils couchent? Dans une chambrette isolée, sur un divan recouvert d'un tapis, entre deux coffres de bois qui contiennent les bijoux les plus précieux, comme faisaient leurs ancêtres lorsqu'ils guidaient la horde du Mouton blanc. Toutes les fois que les hommes d'origine aryenne voudront imposer leurs coutumes aux hommes de race sémite, touranienne ou africaine, ils échoueront. Le grand art des conquérans et des colonisateurs est de tirer parti, en les développant, des aptitudes propres au peuple conquis et non pas de vouloir lui en donner de nouvelles; ceci ressemble à un lieu-commun; soit, mais tous les essais de colonisation et de civilisation importée ont mal réussi, faute de s'être appuyé sur cette vérité si simple qu'elle en est banale. Pour mieux européaniser

l'Égypte et pour payer d'exemple, Mehemet-Ali se revêtait d'une redingote à la propriétaire et se montrait à son peuple, qui détournait la tête et s'indignait de voir un souverain musulman déguisé en giaour; les plus indifférens affectaient de ne porter que la longue robe et le turban pour protester contre des usages qui leur étaient antipathiques.

Mehemet-Ali est resté populaire en Égypte; sa légende est faite, environnée de merveilles et déjà fabuleuse. Est-ce parce qu'il a fait bâtir des hôpitaux, introduit la vaccine, établi une école de médecine et essayé d'organiser une école polytechnique? Non pas; il a détruit des populations entières dans le Hedjaz et au Sennaar; il a massacré les Mamelucks; il s'est révolté contre son maître; il a battu l'armée turque à Konièh et à Nézib; il a été un souverain implacable, et c'est pourquoi sa mémoire est chère à ses peuples. Il était hardi, de résolution prompte, et ses scrupules n'ont point entravé ses projets. Il était né en Macédoine, comme Alexandre le Grand, et le rappelait avec orgueil. Sa dissimulation était profonde, et jamais il n'était plus terrible que lorsqu'il avait été obligé de feindre. On m'a raconté une anecdote qui le peint sous son double caractère, que je crois vraie dans son ensemble, mais dont les détails ont peut-être été exagérés par l'imagination orientale. Peu de temps après la destruction des Mamelucks, le capoudan pacha entra dans le port d'Alexandrie avec une flottille composée de cinq navires. Dans les états soumis à la Sublime-Porte, l'usage était que l'autorité souveraine passât entre les mains du capoudan-pacha aussitôt qu'il arrivait quelque part, vieil usage conservé du temps où les chevaliers de Malte battaient la mer et ravageaient les côtes turques de la Méditerranée. Le capoudan s'appelait Latif-Pacha; il était secrètement porteur d'un firman d'investiture l'instituant gouverneur de l'Égypte et il avait reçu les instructions du grand-vizir, Kosrew-Pacha, qui croyait que Mehemet-Ali était en Arabie. Or Mehemet-Ali n'avait pas encore traversé la Mer-Rouge et il était à Suez. Un homme dévoué monta sur un mahari (dromadaire de course), courut sans relâche, arriva à Suez et prévint son maître. A son tour, Mehemet-Ali sauta sur un dromadaire et à toute vitesse revint vers Alexandrie. Il était seul avec le serviteur qui l'avait averti. Il se rendit à son palais de Ras'Ettin et fit dire à Latif-Pacha qu'il l'attendait pour lui remettre lui-même le gouvernement de l'Égypte. Latif-Pacha vint au palais suffisamment escorté et trouva Mehemet-Ali avec deux ou trois officiers. La comédie fut bien jouée. Mehemet-Ali se précipita au-devant de celui qui croyait déjà être son successeur et baisa le bas de sa robe; il lui dit: « Tu es l'ombre du padischah qui est l'ombre de Dieu, je mets ma barbe dans ta main; ici tout est à toi,

toi seul dois donner des ordres, je suis ton premier esclave. » Le capoudan-pacha parut satisfait et félicita Mehemet-Ali de sa soumission. Il fut convenu que le soir même, dans ce palais de Ras'Ettin, Mehemet-Ali, en présence des fonctionnaires et des officiers égyptiens présens à Alexandrie, ferait abandon de son pouvoir à Latif-Pacha, accompagné de son état-major. Mehemet-Ali fit appeler son chaouch, autrement dit l'arnaute de confiance qui lui servait de bourreau ; il lui dit : « Ce soir tu seras prêt ; on offrira le café ; lorsque je toucherai ma barbe, la tête de l'homme qui recevra sa tasse doit tomber. Tu entends ? » L'homme répondit : « J'ai entendu. » Le soir, à l'heure indiquée, Mehemet-Ali et Latif-Pacha se trouvèrent en présence : l'un et l'autre étaient entourés d'une suite nombreuse. Il y eut assaut de courtoisie et, après les longues formalités du savoir-vivre musulman, Mehemet-Ali fit asseoir Latif-Pacha à l'angle droit du divan, qui est la place d'honneur. Derrière les officiers, le chaouch se tenait attentif. On apporta les tchiboucks et le café. Mehemet-Ali but le premier pour prouver que la « mort n'était pas dans le vase, » puis il prit lui-même une tasse et l'offrit à Latif-Pacha, qui fit quelques objections de politesse et, se confondant en excuses, accepta. Au moment où il saisissait la tasse, Mehemet-Ali porta la main à sa barbe et, d'un seul coup, le capoudan-pacha fut décapité. Mehemet-Ali proposa de bonnes positions dans son armée à l'état-major turc, qui s'empressa de ne pas refuser. Les vaisseaux ne quittèrent plus Alexandrie et donnèrent un exemple que la flotte ottomane imita plus tard, au mois de juillet 1839, lorsqu'elle se donna sans condition au vice-roi d'Égypte. Cette histoire m'a été contée, en Nubie, au village de Derr, par un vieil Anatoliote qui se nommait Ha'san Kachef et qui prétendait avoir été le témoin du meurtre. Je répète l'anecdote après lui, mais je ne la garantis pas.

Mehemet-Ali était mort le 2 août 1849, Ibrahim-Pacha, son fils aîné et son successeur direct, était parti un an auparavant pour le paradis de Mahomet. L'homme à qui était échue la vice-royauté d'Egypte était Abbas-Pacha, petit-fils de Mehemet-Ali. J'ai vu Abbas-Pacha pendant une audience solennelle où un nouveau consul-général de France remettait ses lettres de créance ; j'ai pu contempler ce souverain absolu, indépendant de la Porte, dépendant de l'Europe, et dont la plus chère distraction était de mettre des colliers de diamans au cou de ses chiens. C'était un gros homme ventripotent, blafard, maladroit dans ses gestes, dont les jambes arquées semblaient trembler sous lui et dont la paupière retombait sur un œil vitreux. On s'empressait autour de lui, on se prosternait presque, on baisait le bas de sa tunique. Cette masse de chair était écroulée dans le coin du divan et parfois il s'en échappait un rire

saccadé qui ne déridait même pas le visage tuméfié par la débauche.

L'œuvre tentée par Mehemet-Ali restait incompréhensible à son successeur, qui ne s'en souciait guère et laissait tout dépérir. La plupart des hommes qui avaient apporté à l'Egypte leur force et leur bon vouloir étaient retournés en Europe. Cette colonie de la civilisation, composée surtout de Français, s'était enfuie de dégoût dès le début du règne d'Abbas. Tous n'étaient point partis cependant; quelques-uns, liés par des contrats ou par des habitudes, retenus par la nécessité ou attachés à des travaux commencés, vivaient encore à Alexandrie, au Caire, et je les ai connus. Le plus célèbre d'entre eux était Soliman-Pacha, qui fut l'instructeur de l'armée égyptienne et le véritable vainqueur de Nézib. On a dit de lui que c'était un homme de guerre, il faut le croire, car il avait donné à ses soldats une discipline et une tenue remarquables. C'était un Français nommé Selves ; il était lieutenant en 1815 et fut mis à la demi-solde. L'ennui le prit, il était sans fortune, d'esprit aventureux, et vint en Egypte. Il dressa d'abord une compagnie, puis un bataillon, et enfin un régiment. On fut émerveillé ; on le nomma bey, c'est-à-dire colonel ; c'était le plus haut grade qu'un chrétien pût obtenir ; il avait de l'ambition et des convictions religieuses peu étroites ; il jeta le baptême aux orties, se fit musulman, comme autrefois le marquis de Bonneval, et devint pacha ; je crois même qu'il obtint la dignité de muchir, qui équivaut à celle de maréchal. Il ne manquait pas de finesse, et sous les dehors d'une bonhomie un peu bruyante, cachait une astuce que l'on disait redoutable. D'une amabilité empressée pour ses compatriotes qui traversaient l'Égypte, illeur racontait volontiers les sottises du vice-roi, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir vis-à-vis de celui-ci, — de son maître, — l'attitude aussi plate qu'on pouvait le désirer. Bon homme, du reste, et franchement « troupier, » quand il était en campement ou en tournée militaire; assez froid et presque sur la défensive, lorsqu'il habitait son palais du vieux Caire, près du Nil, au milieu de ses serviteurs, par lesquels il se sentait épié. En subissant les diverses formalités que comportait son changement de religion, il avait sans doute fait quelque réserve *in petto*, car à sa table on buvait plus de vin de Champagne et plus d'eau-de-vie que d'eau pure. Il avait la taille courte, l'épaule large, la face replète et rougeaude, la voix brève, l'œil ironique et le geste vulgaire. C'était un soudard qui dans les grandeurs n'avait point trouvé la savonnette. Il ne cherchait pas ses mots, il disait les premiers venus et les premiers venus étaient souvent si gros qu'ils avaient peine à entrer dans les oreilles. S'il n'avait pas cru devoir renoncer aux boissons fermentées en l'honneur de l'islamisme, il n'avait en revanche point hésité à lui sacrifier la monogamie; il avait un harem dont on disait quelque bien; sous

prétexte que les petits cadeaux entretiennent l'amitié, Mehemet Ali lui avait parfois donné une ou deux Circassiennes. De cela, du reste, Soliman Pacha ne parlait jamais, non plus que de religion. Je ne serais pas certain qu'il fût à l'aise dans sa conscience; c'est un bien vilain mot que celui de renégat, on ne l'a jamais prononcé devant lui, mais il a dû souvent le répéter dans le secret de son âme. Lorsque je le rencontrai pour la première fois à Alexandrie et ensuite au vieux Caire, il était, non pas en disgrâce, mais en défaveur, car Abbas-Pacha n'aimait guère ceux qui avaient servi son aïeul Mehemet-Ali et son oncle Ibrahim. Il vivait assez retiré, ne se montrait guère dans les cérémonies publiques, évitait le contact des étrangers, prenait difficilement son parti de vieillir, regrettait les jours de sa jeunesse, parlait de Napoléon Ier avec dévotion et occupait ses loisirs à jouer au billard.

Dans sa carrière militaire, il avait laissé loin derrière lui un ancien compagnon d'armes qui était venu aussi chercher fortune en Égypte et qui s'appelait Mari. Celui-ci avait-il comme Soliman-Pacha abandonné saint Pierre pour Mahomet? Je l'ignore, mais il était généralement connu sous le nom de Bekir-Bey, qui n'a rien de catholique. C'était un Corse du Fiumorbo, et le rôle qu'il avait joué dans l'armée française était plus bruyant que relevé: il avait été tambour; aussi les mauvais plaisans ne se gênaient guère pour l'appeler Tapin-Bey. En 1849, il était chargé au Caire de la police des étrangers et s'en acquittait avec courtoisie. Il habitait une grande maison sur l'Esbekyeh et y ouvrait un salon où l'hospitalité musulmane se mêlait au sans-façon du soldat parvenu. Il était marié, et sa femme, qui, je crois, était une moraïte, avait dû être d'une beauté extraordinaire; lorsque je la vis déjà âgée et plus ample qu'elle n'aurait voulu, elle était encore belle dans son costume oriental, dont la richesse faisait ressortir sa blancheur mate et la magnificence de ses bras. Elle paraissait colossale à côté de son Bekir-Bey, qui était un tout petit homme à face rondelette et de chétive apparence. L'un et l'autre parlaient un français mélangé d'italien, de grec et d'arabe, dans lequel il était assez difficile de se débrouiller. Cela produisait des incidens comiques dans le salon de Mme Mari, où l'on était admis sans être obligé de montrer son contrat de mariage. Un soir, Bekir-Bey, voyant entrer chez lui un monsieur et une dame qui lui avaient été recommandés, les présenta à la maîtresse de la maison en disant : « M. X. et sa femme de voyage. » Tout le monde rit. Bekir-Bey s'excusa de son mauvais langage et reprit : « J'ai voulu dire : M. X. et sa concubine. » Il n'en fut que cela : M. X. et sa femme de voyage furent bien accueillis. Le petit Bekir, qui faisait de tels pataquès et les renouvelait avec sérénité, était énergique et doué d'un rare esprit d'observation. Il avait accompagné

Ahmet-Pacha dans la dernière expédition égyptienne contre les Wahabis; il avait été nommé gouverneur militaire de Djedda, où il avait séjourné pendant trois ans; il avait utilisé ses loisirs en prenant des notes incorrectes, mais intéressantes, sur ces contrées d'Arabie, fermées au voyageur et encore si peu connues; en outre, il avait été à Aden, avait trouvé moyen d'en relever les fortifications. Il avait, malgré son ignorance, rassemblé des documens qui ne sont pas sans valeur; avec une complaisance dont je lui garde bonne gratitude, il me les confia et m'autorisa à en prendre copie. J'ai pu depuis, en lisant le récit du voyage de Palgrave (1), contrôler les observations recueillies par Bekir-Bey et m'assurer qu'elles sont d'une irréprochable exactitude. Ancien tambour devenu colonel, Bekir-Bey ne détestait pas les grandeurs; comme Bussy-Rabutin, il estimait qu'elles rehaussent l'homme et lui inspirent le respect de soi-même. Lorsque des étrangers dont la politesse outre-passait la mesure le traitaient d'excellence, il avait une façon de glisser son regard futé sous la paupière qui semblait dire : « Cette qualification ne m'est pas due, vous le savez, je le sais aussi; mais continuez, je vous trouve de bonne compagnie. » Du reste, il parlait de ses origines sans forfanterie comme sans humilité. Il me disait : « Ah! quand avec Soliman-Pacha nous exercions les recrues dans le petit désert d'Assouan, où l'on nous avait relégués pour ne pas exciter la colère des ulémas, m'ont-ils crevé assez de peaux d'ânes, ces brutes de fellahs, avant de savoir battre la grenadière convenablement! »

Le visiteur le plus assidu de Mme Mari et le plus empressé auprès d'elle était un homme d'une soixantaine d'années, auquel des bras courts, un visage rosé, une peau luisante donnaient l'apparence d'un vieil enfant bouffi et que l'on nommait Lubbert-Bey. C'était Lubbert, ancien directeur de l'Opéra de Paris, où il monta *Guillaume Tell* et fut remplacé par le docteur Véron, que l'on appelait familièrement le gros Mimi. Il y a loin de l'Académie royale de musique aux bords du Nil, et ce n'est pas, je crois, de son plein gré que Lubbert avait franchi la distance; il y fut aidé par une meute de créanciers qui jappaient après ses chausses. Muni de quelques lettres de recommandation, il arriva en Égypte. Mehemet-Ali, qui avait la prétention de deviner les hommes à première vue, en fit un ministre de l'instruction publique; on en rit beaucoup, même au Caire. Ce n'était qu'une sinécure, heureusement pour le ministère et pour le ministre. Lorsque je connus Lubbert-Bey, il n'était plus grand-maître de l'université égyptienne, il était chambellan ou quelque chose d'analogue, auprès d'Abbas-Pacha; cette fonction lui convenait. Légiti-

(1) William Palgrave, *une Année de voyage dans l'Arabie centrale*, 1862-1863, 2 volumes in-8°; Hachette.

miste exalté à la façon des roturiers, il avait l'horreur de tout ce qui pouvait ressembler à un gouvernement libéral. Un jour que l'on parlait des visées de l'Angleterre sur l'Égypte, Lubbert s'écria : « Ah! grand Dieu! l'Angleterre établirait ici le régime parlementaire! Que deviendrions-nous? Je ne vois que la Russie où je pourrais me réfugier, et encore le climat serait contraire à ma santé! » Une autre fois il me disait : « Je ne puis vivre si je ne me sens commandé! » C'était un pauvre sire, parasite habile, ayant résolu le problème difficile partout, presque insoluble au Caire, de dîner chaque jour en ville, et ne laissant jamais pénétrer dans sa maison, où, disait-on, quelques négresses achetées au bazar des esclaves dansaient pour lui seul des bamboulas qui ne devaient guère lui rappeler les ballets qu'il avait « montés » jadis à l'Opéra. Malgré le ridicule qui s'attachait à sa personne, Lubbert nous attirait, car il possédait un répertoire d'anecdotes inépuisable. C'était la chronique scandaleuse en personne. Directeur de l'Opéra, gentilhomme ordinaire de la chambre, bien en cour, il avait pénétré au profond du monde de la restauration et n'en ignorait ni les aventures ni les mystères. Il avait été le familier des grands viveurs de l'époque, de Talleyrand, de Montrond, d'Alexandre de Girardin; on eût dit qu'il avait soulevé le rideau de toutes les alcôves et fouillé dans tous les tiroirs. Il excellait aux histoires scabreuses, et lorsqu'il les détaillait avec un langage châtié qui n'excluait pas la verve, sa figure poupine s'épanouissait et il ressemblait à un gourmet qui savoure un coulis aux truffes. Je ne lui ai guère entendu raconter que des anecdotes graveleuses et jamais je n'ai surpris un mot grossier sur ses lèvres. Plus tard, en écoutant les brutalités cyniques de Mérimée, je me suis souvenu de Lubbert, et la comparaison n'était point à son désavantage. Un jour que nous causions avec lui de Chateaubriand, qu'il avait connu, nous en arrivâmes, par une transition naturelle, à parler de la vertu bruyamment célébrée de Mme Récamier; il s'écria : « Ne la jugez pas défavorablement, je vous en prie; elle est plus à plaindre qu'à blâmer; c'était un cas de force majeure. » Puis, levant les bras et les yeux vers le ciel avec une expression de désespoir, il ajouta : « Pauvre Juliette, elle en a bien souffert! »

S'il y avait au Caire plus d'un personnage un peu grotesque, comme celui que je viens d'esquisser, il y avait des hommes redoutables qui avaient voulu violer la fortune, auxquels la fortune avait résisté et qui ne lui pardonnaient pas. J'ai fréquenté un de ceux-là; vainement j'ai essayé de panser son âme ulcérée et de calmer les souffrances de son orgueil vraiment satanique; — je ne le nommerai pas, quoiqu'il soit mort; — sa révolte fut indomptable et dura pendant toute sa vie. Il avait fait en France des études pro-

fessionnelles qui pouvaient lui assurer une position de contre-maître dans quelque grande industrie; l'outil lui fit horreur. C'était le temps de la guerre d'indépendance en Grèce; il partit, débarqua à Patras et s'engagea dans le corps des philhellènes. On lui donna pour nourriture une galette peu cuite et du fromage de chèvre. Il trouva la pitance trop maigre, le pays lui parut pauvre; il passa aux Égyptiens, que commandait Ibrahim-Pacha. Il savait l'anglais, apprit rapidement l'arabe, avait un talent de dessinateur hors ligne et sut se rendre utile. Il crut son avenir assuré, voulut écarter tout obstacle de sa route pour viser au plus haut, se fit musulman et adopta le nom d'Edris-Effendi. Lorsque l'intervention française eut chassé les Ottomans de la Morée, Edris-Effendi suivit l'armée d'Ibrahim. Il fut envoyé à Syout pour y remplir je ne sais plus quelle fonction. Il entra en lutte contre le pacha gouverneur de la Haute-Égypte, qui voulut le faire emprisonner. Edris se réclama de sa qualité de Français; le pacha lui répondit : « En te faisant musulman, tu as renoncé au bénéfice de ta nationalité; » et il le condamna à recevoir la bastonnade. Edris, qui était vigoureux, se défendit avec une énergie désespérée; il fut terrassée, maintenu : on frappa sur lui au hasard, il eut un bras brisé et la mâchoire fracassée. De ce moment, son existence en Égypte devint errante. Vivant au jour le jour, faisant des fouilles, dessinant les temples, aidant les ingénieurs, passant des mois entiers sous la tente des Arabes Ababdehs, accompagnant les voyageurs, il subit les alternatives de la misère et du bien-être. Un beau jour, il reparut au Caire avec une somme rondelette et quelques bijoux qu'il vendit; on prétendit, un peu légèrement, qu'il s'était défait, avec opportunité, d'un touriste anglais qu'il escortait dans les ruines de Thèbes. C'était un être farouche, toujours retombé en lui-même; je ne me souviens pas de l'avoir jamais vu rire. Il avait sur le droit de propriété des notions particulières que je pus apprécier par une confidence qu'il me fit, un soir, sur la promenade de l'Esbekyeh. — Je rappellerai qu'en 1849 le chemin de fer de Suez à Alexandrie n'existait pas encore et que le trajet entre les deux villes se faisait par caravane. — Après une longue causerie, au cours de laquelle Edris-Effendi s'était plaint de sa destinée, il me dit : « Je n'ai jamais eu de bonheur; j'ai touché la fortune de la main, et quelle fortune! Un misérable accident m'a ruiné et repoussé dans mes bas-fonds. L'opération était simple et d'un succès assuré. Deux fois par mois la malle des Indes débarque à Alexandrie et est transportée à Suez. Une cinquantaine de chameaux, escortés d'une égale quantité de Barbarins, suffisent au transbordement. Nulle force armée ne les protège, si ce n'est les quatre cawas du consulat anglais. La malle qui vient d'Angleterre contient toujours, non-seulement des lettres et des papiers de commerce, mais

des groups d'or représentant parfois une valeur considérable. Je connais bien le désert de Suez; je réfléchis à mon projet et j'en arrêtai les détails. J'avais relevé la route qui va vers Qôseir; j'en avais fait une carte où j'avais indiqué les puits. Il me fallait des compagnons, car seul je ne pouvais agir. Je m'ouvris sans réserve à X et à Y. — Edris me nomma deux importans personnages de la colonie étrangère. — Ils acceptèrent et nous convînmes de notre mode de procéder. Nous nous embusquions dans le désert; au bruit des clochettes de la caravane, nous nous jetions sur les quatre caouas qui toujours marchent en tête; nous leur brûlions la cervelle avant qu'ils aient eu le temps de se mettre en défense. Nous attachions dos à dos les Barbarins, qui n'étaient pas pour faire reculer trois Européens résolus, nous entravions les chameaux. On éventrait les sacs; on brûlait sur place tout ce qui était banknotes, billets à ordre, lettres de change; on se partageait le métal par portions à peu près égales, puis on se séparait et chacun tirait de son côté, avec le nombre de dromadaires utiles pour emporter le butin. Nous avions au moins vingt-quatre heures devant nous avant que l'on s'aperçût de rien. C'était assez pour gagner au pied. L'un de nous allait vers El-Akabah, l'autre se rendait au Sinaï; quant à moi, j'avais un refuge assuré chez les Arabes Ababdehs; j'aurais pénétré en Abyssinie d'où, hardiment et pour détourner les soupçons, je me serais rendu à Londres après avoir fait des lingots frappés de la marque du Négus, avec les pièces d'or des Indes et de l'Angleterre. Tout était prêt; j'avais un mahari capable de courir cinquante lieues sans reprendre haleine; j'avais tout combiné, tout prévu; mes compagnons étaient des hommes déterminés; nous étions certains de réussir. Savez-vous ce qui nous a fait échouer? C'est à confondre la raison et à faire douter de la Providence! Dans ma maison habitait une femme musulmane, ne pouvant avoir d'enfans, honteuse de sa stérilité et consultant toute sorte de sorciers pour être mère. Dans l'escalier, dans les couloirs, elle semait des noix, car la femme devient féconde si un homme étranger à sa famille les écrase par mégarde. — Un soir, la veille même du jour où nous devions partir, je descendais mon escalier, je marchai sur une des noix, qui ne se brisa pas; mon pied tourna et je tombai. J'avais une entorse, et pendant six semaines je restai étendu sur mon grabat, furieux et maudissant mon sort. La partie était manquée; mes compagnons y renoncèrent et moi aussi; il y a des choses que l'on n'essaie pas deux fois. Dans le *Times,* je lus que la malle des Indes, celle-là même que nous devions attaquer, avait apporté 280,000 livres sterling en or, plus de 7 millions de francs. Je ne m'en suis jamais consolé! » — Edris-Effendi s'était tu; je me taisais aussi, car j'aurais été fort empêché de répondre à sa confession. Nous marchions

silencieusement l'un près de l'autre ; tout à coup il s'appuya contre un arbre, la tête dans ses mains, sanglotant et répétant : « Sept millions ! pour une noix ! » Edris-Effendi est revenu en France ; on a tenté de le mettre dans le chemin où l'on marche droit, et l'on a dû y renoncer. La lecture des *Treize* de Balzac lui avait tourné la tête ; il passait son temps à imaginer des associations mystérieuses dont il serait le chef, associations qui l'enrichiraient et le conduiraient aux situations qu'il avait rêvées ; il est mort à la peine, très âgé, incorrigible et misérable. Les hommes de cette trempe et de cette énergie sont rares ; nulle ambition ne doit leur être interdite, mais leurs efforts sont d'avance frappés de stérilité, car ils dédaignent, comme indignes d'eux, la persévérance, le travail, l'épargne, la probité ; ils ne croient qu'au hasard, qu'à la chance, comme ils disent, et ils n'arrivent à rien, sinon à la déconsidération et quelquefois au crime. Lorsque l'on prend un faux élan pour franchir un fossé, on y tombe, on y reste et souvent on y meurt.

Gustave Flaubert, qui toujours et partout était à la recherche du comique, avait découvert un homme dont il s'était engoué avec la passion que comportait sa nature. Cet homme n'était autre qu'un akim-bachi, médecin-major, Français d'origine, ancien officier de santé, nommé Chamas, et qui, comme tant d'autres, avait été ramassé par Clot-Bey lorsque celui-ci avait organisé, vaille que vaille, le service sanitaire de l'armée égyptienne. Ce Chamas était un pauvre hère, d'une ignorance invraisemblable, incapable de distinguer une fracture d'un rhume de cerveau et célèbre par une aventure qui n'était point à son honneur. Le soir de la bataille de Nézib, lorsque déjà le combat avait cessé, il avisa dans le camp d'Ibrahim-Pacha, auprès des ambulances, un prisonnier turc qui faisait la prière du mogreb (prière faite au coucher du soleil). Chamas s'élança vers lui et lui cria : « Misérable, rends-toi ! » Le Turc le regarda d'un air ahuri, et Chamas lui fendit la tête d'un coup de sabre. Puis il alla raconter ce haut fait à Ibrahim-Pacha, qui, pour toute récompense, lui cassa son tchibouck sur la figure. Qu'avait donc ce Chamas pour plaire à Gustave ? Il faisait des tragédies. Flaubert ne se tenait pas de joie ; il allait chez Chamas, il m'amenait Chamas, il invitait Chamas à dîner : Chamas et lui ne se quittaient plus. Les tragédies étaient un ramassis de situations biscornues, de dialogues insensés, de vers idiots : plus les vers étaien mauvais, plus les situations étaient sottes, plus Flaubert applaudissait, et plus Chamas se rengorgeait ; lui aussi, comme le Dieu e Copernic, il avait enfin trouvé « un contemplateur de ses œuvres. » Il fallut subir une lecture, je m'y résignai : *Abd-el-Kader*, tragédie en cinq actes. C'est l'histoire du traité de la Tafna. Abd-el-Kader harangue ses soldats et leur dit :

Sectateurs du vrai Dieu, ce Bugeaud vous abuse.
Allons, un peu de nerf, armez votre arquebuse!

Bugeaud n'est pas en reste, et, lui aussi, il dit à ses troupes avant le combat :

Louis-Philippe là-bas, sur le trône de France,
Applaudit à vos coups et voit votre vaillance.

Il y a un récit : Abd'Allah, jeune chef arabe, a visité, au galop de son cheval, toutes les tribus du désert, en leur prêchant la guerre sainte; dès qu'il a terminé son appel aux armes, il reprend sa course :

C'est de là, par Allah! qu'Abd'Allah s'en alla.

Après avoir lu ce vers, Chamas s'interrompit pour nous dire : « C'est ce que les anciens appelaient l'harmonie imitative. » Je ne bronchai pas, et Flaubert, levant les bras vers le ciel, s'écria : « C'est énorme! » Un jeune Bédouin, amoureux d'une chrétienne, fille d'un riche « notaire » de Mostaganem, explique « ses tendres feux » à l'objet de son amour, qui en paraît médiocrement touché et peu disposé à aller

Près de ma tente en poils, où ma mère fidèle
Me prépare un couscouss au lait pur de chamelle.

Le Bédouin insiste, mais il a beau dire : « Mahomet nous attend, » la jeune personne, qui a des principes, sait ne pas se laisser vaincre. L'amoureux désespéré se passe son yatagan à travers le corps et, comme la demoiselle, en fille bien élevée, se voile les yeux de la main, il lui dit :

Demeurez, ne vous détournez pas;
De vos regards, du moins, honorez mon trépas!

Cette fois, je n'y tins plus et je m'écriai : « Mais ces deux vers-là ne sont pas de vous; vous les avez empruntés à la tragédie des *Scythes* de Voltaire. » Chamas eut un incomparable sourire et répondit : « C'est vrai, mais ces vers rendaient exactement ma pensée, et j'ai cru devoir me les approprier, car je n'aurais pas mieux dit. » J'eus quelque peine à me débarrasser de ce Chamas, qui, à toute heure du jour, venait nous consulter sur ses plans dramatiques et nous prier de recommander ses pièces au comité de lecture de la Comédie-Française. Il était tenace et ne comprenait que les choses

très claires. Un jour, je lui dis : « Nous nous moquons de vous et vous nous ennuyez. » Flaubert me vitupéra, me dit que je ne comprenais pas la grandeur du comique et fut mécontent.

Quelqu'un se souvient-il d'Aristide de La Tour, qui, il y a plus de quarante ans, partageait avec Loïsa Puget, Masini, P. Henrion, T. Arnaud le privilège de composer des romances dont les âmes sensibles étaient remuées et que l'on soupirait en faisant les yeux blancs? Il était au Caire à la même auberge que nous; parfois, le soir, il grattait sa guitare et nous chantait sur un mode désolé l'histoire de la marguerite, toute petite, qui se cache bien vite dans les épis dorés pour éviter la faux qui brille; lorsque la faux apparaissait, la guitare avait des sanglots dans les cordes. C'était un grand garçon blond, triste, de façons réservées, qui mourait d'ennui au Caire. Il avait connu à Paris un prince de la famille vice-royale; on s'était lié, on s'était juré éternelle amitié; on était parti ensemble pour habiter le même palais sur les bords du Nil et vivre la vie des *Mille et une Nuits*. Quelle fonction devait-il exercer : factotum, intendant, chef d'orchestre, maître des cérémonies, des menus et des fêtes? Je ne sais. Abbas Pacha trouva mauvais qu'un prince se permît d'attacher un Français à sa maison sans en avoir d'abord obtenu l'autorisation; le pauvre troubadour reçut ordre de déguerpir. Il mit sous son bras sa guitare, sa musique et prit gîte à l'auberge en attendant une pension, une indemnité qu'on lui avait promise, et qu'on ne lui donna jamais. Il se décida enfin à quitter l'Égypte, y laissa les rêves qu'il y avait apportés, revint au pays natal et mourut à Paris, où sa mort ne fit pas plus de bruit que ses romances.

C'est cependant au milieu de ce monde étrange, composé d'élémens médiocres, tarés, hostiles les uns aux autres, que je rencontrai, que j'appris à aimer, à vénérer l'homme le plus intelligent que j'aie jamais connu. C'était Charles Lambert-Bey; il n'avait de commun que le nom avec Charles Lambert, qui a publié *Athènes et Baâlbeck* et *l'Immortalité selon le Christ*. Lambert était entré le premier à l'École polytechnique et en était sorti le premier vers 1829 ou 1830; il était ingénieur des mines. Le saint-simonisme l'avait appelé et il s'y était donné sans esprit de retour. Il avait accompagné Enfantin en Égypte lorsque celui-ci, à la tête d'une quarantaine de ses disciples, y vint en 1832 pour opérer le percement de l'isthme de Suez. Lambert, après avoir relevé les terrains à ouvrir, après avoir préparé les profils du barrage du Nil à Batn-el-Agar, à la pointe même du Delta, au confluent des deux branches du fleuve, après avoir longtemps voyagé au Soudan par ordre de Mehemet-Ali, était, lorsque j'entrai en communication avec lui, directeur de l'école polytechnique établie à Boulacq, directeur *in*

partibus, car si l'école avait deux ou trois professeurs, elle n'avait pas d'élève. Jamais, chez aucun homme, je n'ai rencontré un si ample cerveau, une indulgence plus féconde, une telle compréhension des sentimens d'autrui, une clarté d'enseignement plus extraordinaire, une aspiration vers le bien plus constante. Sa parole lucide, imagée et néanmoins précise, jetait des lueurs au fond des problèmes les plus obscurs et, par une étrange contradiction, il ne pouvait écrire ; dès qu'il prenait la plume, l'expression devenait confuse et sa pensée se perdait dans les nuages dont il ne parvenait jamais à la dégager. Les deux ou trois opuscules qu'il a publiés sur des questions philosophiques sont presque incompréhensibles et rappellent l'Apocalypse. Pour lui, le saint-simonisme était une religion, la religion type vers laquelle l'humanité serait fatalement entraînée, et Enfantin, — le Père, — était depuis saint Paul le plus grand apôtre qui eût été donné à la terre. Avec sa barbe déjà grisonnante, ses yeux d'une douceur infinie, son sourire spirituel et bienveillant, son corps vigoureux, quoique d'une taille un peu courte, avec sa passion pour les discussions et les causeries sérieuses, il rappelait les paladins de la scolastique qui allaient offrir à tout venant la bataille dans le champ clos des syllogismes. Pendant mon second séjour au Caire, lorsque je revins de Nubie, je reçus de France des nouvelles qui m'accablèrent. Je ne puis dire de quel secours me fut Lambert, qui écouta mes confidences ; je ne puis dire avec quelle délicatesse, quel art merveilleux, quelle science de l'âme humaine il pansa mes blessures et me rendit le courage en présence d'un malheur dont j'étais la cause indirecte et qu'il m'était impossible de réparer. Je ne fais que noter l'heure de ma rencontre avec lui ; je le retrouverai. Il quitta l'Égypte, il rentra à Paris avant que j'y fusse revenu, et c'est lui qui me mit en relation avec les débris de la famille saint-simonienne encore groupée autour du père Enfantin. Lambert avait promptement remarqué que nous avions l'esprit curieux et que ni Flaubert ni moi nous ne voyagions comme des touristes désœuvrés qui voyagent pour avoir voyagé ; il avait compris que nous ne cherchions qu'à nous instruire et il nous y aida. Il nous recommanda un Arabe nommé Khalil-Effendi, qui avait fait son éducation en France, et qui alors battait les rues du Caire sans trouver à s'occuper. L'histoire de cet homme est instructive et montrera comment on pratiquait la régénération de l'Égypte. Il avait été envoyé à Paris, vers l'âge de douze ans, aux frais du vice-roi ; il avait fait quelques études dans un collège ; il avait ensuite suivi simultanément les cours de l'École polytechnique et les cours de l'École de droit ; puis on l'avait dirigé sur Lyon, où il dut apprendre le commerce et le tissage de la soie. Lorsqu'il revint au Caire, il avait

vingt-six ans, des notions acquises, et des aptitudes qu'il était facile d'utiliser. En ce moment, Mehemet-Ali, qui avait entendu parler de la bibliothèque d'Alexandrie, brûlée par Amr-ben-Alas, sur l'ordre du kalife Omar, avait formé le projet de faire pour l'islamisme ce que les alexandrins avaient fait pour l'antiquité et de réunir à la mosquée d'El-Azar tous les livres qu'il pourrait rassembler. Lorsqu'on lui donna avis que Khalil, arrivant de France, demandait un emploi, il le nomma relieur en chef de la bibliothèque. Or jamais Khalil-Effendi n'avait ébarbé un volume ou manié un polissoir; il refusa la place qui lui était offerte. Mehemet-Ali s'indigna, dit : « Puisqu'il a été en France, il doit savoir relier, » et le fit jeter à la porte. Khalil, mourant de faim, se fit protestant, demanda et obtint le protectorat du consul d'Angleterre, qui lui accordait un petit subside. Cet homme était relativement savant; il possédait toute notion sur les prescriptions de l'islamisme, les usages musulmans et sur les pratiques de la Kabbale, qui sont actuellement si bien mêlées aux rites religieux qu'elles font en quelque sorte partie de la liturgie. Nous fîmes un arrangement avec lui; moyennant trois francs par heure, il devait chaque jour venir passer quatre heures avec nous et répondre à nos questions. Ce fut de l'argent bien gagné et sagement dépensé. C'est moi qui menais l'interrogatoire, car j'avais l'intention d'utiliser les renseignemens fournis par Khalil-Effendi pour faire un livre intitulé : *les Mœurs musulmanes*. La naissance, la circoncision, le mariage, le pèlerinage, les funérailles, le jugement dernier, ces six points qui, en fait, contiennent la vie entière, furent largement traités par Khalil-Effendi ; nous prenions des notes sous sa dictée. Je viens de revoir ce gros cahier ; le volume est fait, il n'y a plus qu'à l'écrire et il est probable qu'il ne sera jamais écrit. Flaubert comptait se servir de ces notions pour le conte oriental qu'il avait en tête. Comme tant d'autres matériaux réunis, le résultat de nos conférences avec Khalil-Effendi est resté stérile; je l'ai souvent regretté; mais je n'ai jamais regretté ces heures de travail dans notre chambre du Caire, d'où l'on découvrait un jardin planté de cassies, de caroubiers et de palmiers; cela valait mieux que le temps perdu à écouter les tragédies du Chamas.

Nous étions arrivés au Caire le 26 novembre 1849, nous y restâmes plus de deux mois; nos heures coulaient vite, car elles étaient occupées, et il y avait d'autres notes à recueillir que celles que nous devions à Khalil-Effendi. Il paraît qu'Ismaïl-Pacha a voulu embellir la ville du Caire, qu'il y a ouvert de larges voies « à l'instar de Paris, » qu'il l'a éclairée au gaz, qu'il y a bâti un théâtre et qu'il a fait de l'Esbekyeh une promenade avec parterres, quinconces et cafés chantans; c'est une mutilation; je suis heureux de ne l'avoir pas vue et de retrouver dans mon souvenir les ruelles où galopaient

les ânes, les bazars abrités par des paillassons à travers lesquels les rayons du soleil passaient comme des flèches d'or, les cafés où l'on s'asseyait pour fumer un narguileh, les fontaines autour desquelles se poussaient les dromadaires, les couloirs obscurs où les fellahims vous sollicitaient d'une voix si douce : *Bakchich, caouadja!* et la place de Roumelieh, où les saltimbanques faisaient rire la foule. L'Égypte était pauvre à l'époque où j'y étais; la guerre d'Amérique n'avait pas encore amené la crise cotonnière qui l'a enrichie, et le percement de l'isthme de Suez n'avait pas augmenté son bien-être. On y vivait à bon compte; pourvu qu'on n'exigeât pas des ortolans truffés, on y trouvait une nourriture presque européenne. Nous n'étions pas difficiles, du reste, et la succulence de notre table était le dernier de nos soucis. Nous ne nous étions pas emprisonnés au Caire, nous allions faire des courses au désert de Belbeys, à la forêt pétrifiée du désert de Suez, sur le mont Mokattam, où je cherchais des cérastes, à Matarieh, où fut le repos en Egypte, à Aïn Schems, qu'Hérodote visita lorsqu'elle s'appelait Héliopolis. Nous fîmes un déplacement d'une semaine dans la région des Pyramides. Lorsque nous arrivâmes devant le sphinx, Flaubert arrêta son cheval et s'écria : « J'ai vu le sphinx qui s'enfuyait du côté de la Libye; il galopait comme un chacal. » Puis, se tournant vers moi, il ajouta : « C'est une phrase de *Saint Antoine.* » Après être resté trois jours au pied des grandes Pyramides, je fis lever le campement et donnai l'ordre de planter la tente à côté des petites Pyramides de Sakkara, à proximité des puits qui ont servi de sépulture aux ibis. Nos hommes partirent en avant, conduisant les chameaux qui portaient notre attirail, et Flaubert et moi, montés sur de bons chevaux, nous poussâmes une pointe dans le désert libyque. Lorsque nous rejoignîmes nos chameliers et notre drogman, nous les trouvâmes fort embarrassés. Partout où ils avaient déblayé le terrain pour établir notre campement, ils avaient dérangé une telle quantité de scorpions qu'ils n'osaient installer notre gîte dans un endroit si mal fréquenté. A notre gauche, vers l'est, en contre-bas de l'espèce de terrasse sablonneuse qui sert de soubassement aux pyramides en briques crues, verdoyait une forêt de palmiers parallèle au Nil; là quelques masures appartenant au village de Mitrahynieh tiennent la place des anciens palais de Memphis. J'y envoyai nos hommes pour dresser la tente et préparer le repas du soir. Avant de descendre vers la plaine, nous voulûmes donner un dernier coup d'œil au désert; une sorte d'éminence s'élevait devant nous, assez semblable, dans d'énormes proportions, à ces talus plantés d'arbres qui entourent les fermes de la côte normande et que le langage du terroir appelle des fossés (1). Tout en gravissant la pente assez raide et

(1) D'où le proverbe : Au bout du fossé la culbute.

dont le sable s'éboulait sous les pieds de mon cheval, je remarqua la forme peu naturelle, la forme factice pour ainsi dire, de cette colline à crête droite et allongée. Je dis à Flaubert : « Veux-tu nous faire une collection de dieux égyptiens? Restons ici et fouillons; ceci n'est pas un mouvement de terrain, c'est un tumulus qui recouvre un palais ou un temple; nous y retrouverons peut-être la lampe d'Aladin ou le bâton des patriarches. » Flaubert me répondit : « Tu as un fonds de facéties inépuisable. » Un an ne s'était pas écoulé que Mariette arrivait près de cette colline, l'éventrait et y découvrait le Sérapéum.

Tout en passant nos journées à voir et nos soirées à noter les impressions recueillies, nous faisions les préparatifs pour notre voyage en Haute-Égypte et en Nubie. Dans ce temps-là, c'était presque une expédition; aujourd'hui, ce n'est qu'une promenade. Récemment, j'ai reçu un prospectus qui m'a édifié sur les facilités que l'Égypte offre aux voyageurs; des bateaux à vapeur remontent le Nil, s'arrêtent là où il est convenable de s'arrêter; à bord, il y a un cicerone qui fournit les explications, un cuisinier qui fournit les repas, un médecin qui fournit les ordonnances; tout est prévu, tout est réglé; à telle heure on déjeune, à telle heure on admire, à telle heure on dîne, à telle heure on dort, le tout au plus juste prix : 80 livres sterling pour aller du Caire à la seconde cataracte, c'est-à-dire 2,000 francs; c'est très bon marché, mais l'initiative individuelle disparaît, et en voyage, c'est surtout ce qu'il faut réserver. Il paraît qu'à Louqsor, il y a un hôtel anglais bâti près des ruines : *furnished apartment;* on y mange des *mock turtle,* on y boit des bouteilles de *pale ale;* j'y ai mangé des œufs durs, j'y ai bu de l'eau claire, et je ne m'en suis pas plus mal trouvé : progrès de la civilisation ou de l'exploitation que j'admire et que je suis bien aise de n'avoir pas rencontrés jadis. Nous achetions des matelas pour nos couchettes, minces galettes rembourrées de coton, une batterie de cuisine, de la poudre, du plomb, des provisions sèches, riz et biscuit, du tabac de Djébéli pour les tchiboucks, du tombéki persan pour les narguilehs, du café de Moka, choisi grain à grain dans les couffes ouvertes à Suez, des zirs, grandes jattes en argile poreuse pour filtrer l'eau, du papier épais et sans colle pour les estampages, des pics, des pioches, des louchets en cas de fouilles à opérer, et enfin un drapeau tricolore qui devait « nous ombrager de ses plis. » Nous avions loué une cange ou dahabieh, grande barque pontée, munie à l'arrière d'un habitacle contenant quatre chambres et montée par douze hommes d'équipage, dont un reis, — capitaine, — et un timonier. On remonte le Nil à la voile; lorsque le vent tombe, les hommes se jettent à l'eau, gagnent la terre à la nage, fixent une cincenelle au mât et

halent le bateau ; quand on est parvenu au point extrême du voyage, — pour nous ce fut Wadi halfa, frontière de la Nubie inférieure et de la Nubie supérieure, — on démonte les antennes, on abat les mâts, on enfonce les tolets dans les bastingages, on arme les avirons et on descend le fleuve en ramant. Dix hommes sont debout, cinq à tribord, cinq à bâbord ; chacun tient en main un aviron de dix-huit pieds de long ; le chef de nage chante sur un mode très lent : *Cheick Mahammed an'nabi* ; tous les matelots reprennent en chœur, et les avirons tombent dans l'eau en même temps. Je me rappelle cet air, je me rappelle le bruit des rames battant le Nil, et il me semble respirer encore le parfum des palmiers en fleurs.

Le 4 février 1850, nous allâmes dîner et coucher au vieux Caire, chez Soliman-Pacha, et le lendemain nous montâmes à bord de notre cange, que nous ne devions plus quitter que le 25 juin. Je ne puis dire le sentiment d'allégement et de joie profonde que j'éprouvai lorsque, nos voiles se déployant comme les ailes d'un immense goëland, nous partîmes au bruit des tambourins que frappaient nos matelots en criant : *Bismillah er-rahman er-rahym* (Au nom de Dieu clément et miséricordieux!) J'étais ainsi au temps de ma jeunesse, et l'action seule du voyage était pour moi une ivresse exquise. Chateaubriand raconte qu'il a vu au Caire quelques soldats français qui étaient restés en Égypte après le départ de notre armée. « L'un d'eux, dit-il, grand jeune homme maigre et pâle, me contait que, quand il se trouvait seul dans les sables sur un chameau, il lui prenait des transports de joie dont il n'était pas maître. » Ce portrait pourrait être le mien. Ma famille, fixée depuis longtemps en France, est originaire d'Espagne, et il est de tradition parmi les miens que nous avons du sang arabe dans les veines. Je n'en serais pas surpris : la sensation délicieuse dont j'ai été pénétré toutes les fois que j'ai vécu sous la tente, que j'ai dormi sur le sable et sous le ciel, que je m'en suis allé dans l'inconnu comme un hadji à la recherche d'une Mecque idéale, n'est peut-être que le bonheur inconscient du retour à la vie des ancêtres. J'étais né voyageur ; si les incidens de mon existence ne m'avaient retenu à Paris vers ma trentième année, il est probable que, libre et seul comme je l'étais, je me serais jeté dans le continent africain et que, moi aussi, j'aurais eu ma folie des sources du Nil. Au seuil de la vieillesse, me retournant pour regarder les jours écoulés, je regrette de n'avoir pas bu au Zambèze, au Niger, au Congo, je jalouse Stanley, et j'envie la mort de Livingstone.

Gustave Flaubert n'avait rien de mon exaltation, il était calme et vivait en lui-même. Le mouvement, l'action, lui étaient antipathiques. Il eût aimé à voyager, s'il eût pu, couché sur un divan et ne bougeant pas, voir les paysages, les ruines et les cités passer

devant lui comme une toile de panorama qui se déroule mécaniquement. Dès les premiers jours de notre arrivée au Caire, j'avais remarqué sa lassitude et son ennui; ce voyage dont le rêve avait été si longtemps choyé et dont la réalisation lui avait semblé impossible ne le satisfaisait pas. Je fus très net; je lui dis : « Si tu veux retourner en France, je te donnerai mon domestique pour t'accompagner. » Il me répondit : « Non; je suis parti, j'irai jusqu'au bout; charge-toi de déterminer les itinéraires; je te suivrai, il m'est indifférent d'aller à droite ou à gauche. » Les temples lui paraissaient toujours les mêmes, les paysages toujours semblables, les mosquées toujours pareilles. Je ne suis pas certain qu'en présence de l'île d'Éléphantine il n'ait regretté les prairies de Sotteville et qu'il n'ait pensé à la Seine en contemplant le Nil. A Philæ, il s'installa dans une des salles du grand temple d'Isis pour lire *Gerfaut*, de Charles de Bernard, qu'il avait acheté au Caire. Le souvenir de sa mère le tirait du côté de Croisset; la déconvenue de sa *Tentation de saint Antoine* l'accablait; bien souvent, le soir, sur notre barque, pendant que l'eau du fleuve clapotait contre les plats bords et que la Croix du Sud éclatait parmi les étoiles, nous avons discuté encore ce livre qui lui tenait tant au cœur; en outre, son futur roman l'occupait; il me disait : « J'en suis obsédé. » Devant les paysages africains il rêvait à des paysages normands. Aux confins de la Nubie inférieure, sur le sommet de Djebel-Aboucir, qui domine la seconde cataracte, pendant que nous regardions le Nil se battre contre les épis de rochers en granit noir, il jeta un cri : « J'ai trouvé! *Eurêka! eurêka!* je l'appellerai Emma Bovary; » et plusieurs fois il répéta, il dégusta le nom de Bovary en prononçant l'*o* très bref. Par un phénomène singulier, les impressions de ce voyage, qu'il semblait dédaigner, lui revinrent toutes à la fois et avec vigueur, lorsqu'il écrivit *Salammbô*. Du reste, Balzac était ainsi, il ne regardait rien et se souvenait de tout.

XIV. — A TRAVERS L'ORIENT.

On a retrouvé chez Théophile Gautier une lettre que je lui écrivais à cette époque; j'en citerai quelques passages qui diront la vie que je menais en Nubie : « Descendant le Nil, en vue de la forteresse d'Ibrym, le 31 mars 1850. — Bonjour, Fortunio! je parie que vous n'avez pas 37 degrés de chaleur à l'ombre; avez-vous beaucoup de brouillard et de vaudevilles? Quand donc ferez-vous vos paquets pour venir flâner dans les pays du soleil? Plus je les vois, plus je les parcours et plus je regrette que vous ne les connaissiez pas; vous êtes de ceux pour qui ils ont été faits, et je crois qu'en ne venant pas les visiter, vous manquez à votre desti-

née et à vos instincts. En outre, ces pays ont besoin d'un livre, et qui pourra le faire si ce n'est vous? Seulement, dépêchez-vous, le temps presse; on démolit les temples pour en faire des fabriques à sucre, que l'on appelle ici des raffinatures, et bientôt, sur la berge du Nil, il y aura plus de pompes à feu que de pylônes. Après avoir remonté le fleuve jusqu'à la seconde cataracte, je le descends jusqu'au Caire, m'arrêtant et séjournant là où je trouve quelque chose à voir; cela durera longtemps, car j'ai une façon de procéder qui n'est pas expéditive; je prends des épreuves photographiques de toute ruine, de tout monument, de tout paysage que je trouve intéressant; je relève le plan de tous les temples, et je fais estampage de tout bas-relief important; ajoutez à cela des notes aussi détaillées que possible et vous comprendrez que je ne puis aller bien vite; cela ne m'importe guère, car la vie que je mène est parfaite. Je ne sais plus si l'Europe existe, s'il y a des journaux, ni si Ledru-Rollin continue à vider les caisses de l'Etat sur les genoux de sa maîtresse qui s'appelait La Martine, comme le croyaient les bons paysans de France. J'ai mieux à faire que de m'occuper de ces fadaises : je me fais raser la tête tous les deux jours, je bois du café, je me baigne matin et soir, je fume des narguilehs, je regarde couler l'eau, verdoyer les palmiers, briller le soleil, miroiter le désert, et je suis l'homme le plus heureux de ce bas monde. Vous souvenez-vous d'avoir vu, au Salon, il y a deux ou trois ans, un petit tableau d'Adrien Guignet, qui représente une *Fuite en Égypte?* C'est, avec les Marilhat, ce que j'ai vu de plus vrai. Ce qui déroute les peintres qui viennent ici, c'est la profondeur des horizons et le fondu extraordinaire des teintes les plus disparates. Le bon Dieu est un grand harmoniste et il s'entend aussi à l'anatomie; les Nubiennes sont en bronze florentin; on ne voit que des *Vénus d'Ille* et pas le moindre Mérimée. L'île d'Éléphantine est à vendre : douze mille francs; je meurs d'envie de l'acheter; j'y vivrais avec des crocodiles, moins farouches que les humains, ainsi qu'eût dit Marmontel, et j'aurais toujours un hamac à vous y offrir sous un palmier. Dans une quinzaine, j'espère être arrivé à Thèbes; j'y chercherai le second pied de la princesse Hermontis, et si je le trouve, je vous l'enverrai. Je viens de passer trois jours à Ibsamboul, qu'il vaudrait mieux nommer Abou Sembil; j'en suis demeuré stupide, comme un héros du vieux Corneille. Flaubert vous envoie ses meilleures tendresses. » Théophile Gautier me répondit : « J'envie bassement votre bonheur; dussé-je être votre domestique et cirer vos bottes, je voudrais être avec vous; j'ai des nostalgies d'Égypte et d'Asie-Mineure, mais au prix où l'on vend les syllabes, je sens bien que je n'irai jamais. » Louis de Cormenin m'écrivait aussi et me parlait politique : « On écume de réaction; on ne fait que des

sottises; on ne veut pas admettre que la république est un terrain où toutes les opinions peuvent se mouvoir; cela ne durera pas, et nous marchons à une dictature. » Après le vote de la loi du 31 mai 1850 qui restreignait le suffrage universel, il m'écrivait : « Au cours de la discussion, Thiers, que l'on écoute comme un oracle, a prononcé un mot qui retombera sur lui; il a dit : « la vile multitude ; » le jour où il se trouvera quelqu'un pour rendre le bulletin de vote à la vile multitude, la vile multitude proclamera celui-là roi, empereur ou Grand Mogol, et la farce sera jouée. Si Louis-Napoléon est ambitieux, et il l'est, on vient de lui mettre le sceptre en mains. Ces gens-là croient tuer la république à leur profit; ce sont des niais qui obéissent à leur passion du moment; la loi du 31 mai chassera ceux qui l'ont imaginée et couronnera le président; quand tu reviendras, il y aura peut-être des aigles à la hampe de nos drapeaux. » Je lisais cela sans y donner attention, car toute politique m'était indifférente, mais plus tard j'ai admiré avec quelle perspicacité Louis avait prévu les événemens. Bouilhet ne nous disait jamais un mot de politique, mais il nous envoyait les chants de *Melœnis*, qu'il était en train de terminer, et cela nous plaisait davantage.

Les voyageurs qui remontèrent le Nil pendant l'hiver de 1850 furent peu nombreux; la vieille Égypte semblait délaissée; à peine rencontrâmes-nous trois ou quatre barques pavoisées aux couleurs d'Angleterre. Un matin cependant, le 29 avril, la veille même du jour où nous devions arriver à Louqsor, en abordant au mouillage d'Erment qui fut Hermontis, et où Desaix avait fortifié le tombeau de Sidi-Abdallah-em-Marabout, j'aperçus une cange qui battait pavillon français. Sur le pont, un grand vieillard et une femme grisonnante vêtue de noir nous faisaient des saluts de la main. Nous nous rendîmes à leur bord et nous fûmes en présence du colonel Langlois, qui venait de séjourner à Thèbes et d'y dessiner les ruines de Karnac. Le colonel Langlois avait alors soixante et un ans, il était à la retraite depuis l'année précédente et il avait mis ses loisirs à profit pour venir en Egypte relever l'emplacement de la bataille des Pyramides, dont il fit le panorama, que chacun a pu admirer. Il était de haute taille, vigoureux malgré sa maigreur, très actif malgré son âge et très doux malgré ses allures militaires. Sa femme, un peu plus jeune que lui, ne le quittait pas; elle l'aidait dans ses travaux avec sollicitude et, comme lui, tirait bon parti de la chambre claire. Le colonel Langlois était et doit rester célèbre, car c'est à lui, plus qu'à nul autre, que l'on doit en France, sinon la création, du moins le perfectionnement des panoramas. C'est lui qui le premier transporta le spectateur au centre même de l'action représentée, modela la peinture avec soin, distribua abondamment

la lumière sur la toile et produisit un effet qui touchait de près à l'illusion. Je me rappelle encore l'émotion dont je fus saisi, lorsqu'étant petit enfant, on me conduisit aux environs du boulevard du Temple dans une vaste rotonde où, je vis pour la première fois un panorama de Langlois, qui était celui de la bataille de Navarin. C'était extraordinaire d'animation, de fougue et d'emportement. Quel tumulte ! mais quel silence ! j'en fus effrayé. Quoi ! la colonne d'eau soulevée par les boulets ne s'affaisse jamais ! la lueur du même canon brille toujours ! le capitaine de vaisseau Milius n'abaisse pas son bras dressé par un geste de commandement ! Cette immobilité me glaçait, car je la trouvais surnaturelle. Cette même impression, je l'ai éprouvée depuis, mais à un degré moins intense, à un degré plus raisonnable devant *la Bataille de la Moscowa*, *l'Incendie de Moscou*, *la Bataille d'Eylau* et devant *la Bataille des Pyramides*. Le colonel Langlois faisait œuvre de magicien et créait la réalité. On dit d'un portrait ressemblant : Il ne lui manque que la parole ; de ses batailles on pourrait dire : Il ne leur manque que le bruit. Il était entré au service en 1807 et avait fait les dernières campagnes de l'empire. Plus que l'art de la guerre, il aimait l'art de la peinture. Il fut l'élève de Girodet, de Gros, d'Horace Vernet, il a peint une infinité de petits tableaux, qui tous représentent des combats auxquels il a assisté. Le musée de Versailles conserve plus d'une de ses toiles ; mais malgré ses qualités, qui sont remarquables, il fût sans doute resté perdu au milieu des artistes de second ordre s'il n'eût élevé le panorama à la hauteur de la grande peinture historique ; c'est là son titre dans l'histoire de l'art moderne, et ce titre est suffisant à sauvegarder son nom.

Il s'en allait alors jusqu'à l'île de Philæ, d'où nous arrivions et, malgré le désir que nous éprouvions à passer une journée près de lui et de sa femme, qui était charmante, nous dûmes repartir, car la chaleur devenait accablante, le temps nous pressait et nous avions bien des choses à voir encore avant de débarquer au Caire. L'occupation ne chômait pas, car nous étions dans la région des temples : les ruines succédaient aux ruines ; les journées avaient beau être longues, elles suffisaient à peine au labeur. La jeunesse est admirable, rien ne l'arrête ; le soir, j'étais tellement épuisé de fatigue que je pouvais à peine gagner mon lit, dont la mollesse n'avait rien d'excessif ; quelques heures de sommeil me remettaient sur pied et j'étais prêt à affronter toutes besognes. Nous voulûmes aller voir la Mer-Rouge et nous baigner dans les flots qui ont englouti le pharaon. Entre Keneh et Qôseir, il y a quatre jours de marche à travers le désert. C'était pendant la seconde moitié du mois de mai ; il faisait chaud, si chaud qu'ayant voulu prendre ma carabine pour tirer sur un vautour et l'ayant saisie par le canon, j'y laissai la peau

de ma main. Ce fut pendant cette petite expédition que se produisit entre Flaubert et moi un incident, — le seul de tout notre voyage, — qui fut pénible; nous restâmes quarante-huit heures sans nous parler. Ce fut à la fois sinistre et comique, car Flaubert, en cette circonstance, obéit à une de ces impulsions irrésistibles qui parfois le dominaient. Du reste, dans le désert, on est susceptible; j'en fournirai la preuve. Nous étions partis de Qôseir avec trois outres d'eau, — d'eau exécrable, — qui devaient subvenir à nos besoins pendant la route; les trois outres étaient imprudemment chargées du même côté, sur le même chameau; de l'autre côté, une partie de notre bagage faisait contrepoids. Le désert est habité par une quantité prodigieuse de rats qui se nourrissent d'animaux morts et qui sont troglodytes. Ils creusent des galeries souterraines où ils se réfugient. Le chameau qui portait notre provision d'eau mit le pied sur une de ces galeries, la croûte de terre s'effondra sous son poids, le malheureux animal se brisa la jambe, tomba et en tombant écrasa les trois outres. Ceci se passait le soir de notre départ, nous avions trois jours de route à faire avant d'arriver au Nil et deux jours et demi avant de toucher Bir-Amber, le seul puits potable que nous puissions rencontrer.

Nous avions reconnu, en venant, que Bir-el-Hammamat (le puits des Pigeons) était tari et que Bir-el-Sed (le puits de l'Obstacle) était oblitéré par un éboulement de rochers. C'était le jeudi 23 mai, vers huit heures du soir; en admettant qu'aucun accident ne nous arrêtât, nous ne pouvions être à Bir-Amber que le dimanche 26, dans la journée; donc un minimum de soixante-dix heures sans boire. — Baste! nous rencontrerons une caravane et nous lui achèterons de l'eau. Nous croisâmes trois caravanes, et nous ne pûmes obtenir une gargoulette pour quelque prix que ce fût. La journée du vendredi ne fut pas trop dure; j'avais brisé une pierre à fusil, j'en avais distribué les fragmens à Flaubert et à nos hommes. Placé sous la langue, ça entretient le jeu des glandes salivaires et ça neutralise un peu la soif. La nuit fut chaude et lourde; le vent du sud soufflait, ce vent maudit que les Arabes d'Égypte appellent *khamsin* (cinquante, Pentecôte) parce qu'il règne presque régulièrement cinquante jours après la Pâque des Coptes, et dont le vrai nom est *simoun* (les poisons). A quatre heures du matin, le samedi, nous étions debout, énervés et mal reposés. En riant, je dis à Flaubert : « Au matin de son exécution, Damiens disait : « La journée sera rude. » J'avais la bouche sèche, les lèvres farineuses; la vermine de mon dromadaire m'avait envahi et me dévorait. Dans notre petite caravane, nul ne parlait, ni Flaubert, ni moi, ni notre drogman, ni nos chameliers, qui ballottaient inertes et affaiblis sur leurs chameaux. Tout à coup, vers huit heures du matin, pendant que nous

passions dans un défilé, — une fournaise, — formé par des rochers en granit rose couverts d'inscriptions, Flaubert me dit : « Te rappelles-tu les glaces au citron que l'on mange chez Tortoni ? » Je fis un signe de tête affirmatif. Il reprit : « La glace au citron est une chose supérieure ; avoue que tu ne serais pas fâché d'avaler une glace au citron. » Assez durement je répondis : « Oui. » — Au bout de cinq minutes : « Ah ! les glaces au citron ! tout autour du verre il y a une buée qui ressemble à une gelée blanche. » Je dis : « Si nous changions de conversation ? » Il riposta : « Ça vaudrait mieux, mais la glace au citron est digne d'être célébrée ; on remplit la cuiller, ça fait comme un petit dôme ; on l'écrase doucement entre la langue et le palais ; ça fond lentement, fraîchement, délicieusement, ça baigne la luette, ça frôle les amygdales, ça descend dans l'œsophage, qui n'en est pas fâché, et ça tombe dans l'estomac, qui crève de rire tant il est content. Entre nous, ça manque de glaces au citron dans le désert de Qôseir. » Je connaissais Gustave, je savais que rien ne le pouvait arrêter lorsqu'il était la proie d'une de ces obsessions morbides et je ne répondis plus dans l'espoir que mon silence le ferait taire. De plus belle, il recommença, et, voyant que je ne disais rien, il se mit à crier : « Glace au citron ! glace au citron ! » Je n'y tins plus ; une pensée terrible me secoua. Je me dis : Je vais le tuer ! Je poussai mon dromadaire jusqu'à le toucher, je lui pris le bras : « Où veux-tu te tenir ? En arrière ou en avant ? » Il me répondit : « J'irai en avant. » J'arrêtai mon dromadaire, et quand notre petite troupe fut à deux cents pas en avant de moi, je repris ma marche. Le soir, je laissai Flaubert au milieu de nos hommes et j'allai préparer mon lit de sable à plus de deux cents mètres du campement. A trois heures du matin, le dimanche, nous partions, toujours aussi éloignés l'un de l'autre et sans avoir échangé un mot. Vers trois heures, les dromadaires allongèrent le pas et donnèrent des signes d'agitation ; l'eau n'était pas loin. A trois heures et demie, nous étions à Bir-Amber et nous avions bu. Flaubert me prit dans ses bras et me dit : « Je te remercie de ne m'avoir pas cassé la tête d'un coup de carabine ; à ta place, je n'aurais pas résisté. »

Notre voyage d'Égypte s'acheva sans encombre, et le vendredi 19 juillet nous débarquions à Beyrouth, où allait commencer notre voyage de terre ferme. La *concha d'oro* est belle à Palerme, le golfe de Naples est splendide, mais Beyrouth est incomparable ; non pas la ville elle-même, qui est pauvrette et sans grandeur, mais la campagne qui l'environne, la forêt de pins parasols, les chemins bordés de nopals, de myrtes, de grenadiers où courent les caméléons, mais la vue de la Méditerranée et l'aspect des cimes boisées du Liban qui dessinent sur le ciel la pureté de leurs lignes. C'est une retraite faite pour les contemplatifs, pour les désenchantés, pour

les blessés de l'existence; il me semble que l'on y peut vivre heureux rien qu'à regarder les montagnes et la mer. Que de fois, dans mes heures douloureuses, j'ai rêvé d'aller me réfugier là et d'entrer dans l'apaisement que donne la contemplation de la nature! J'y serais peut-être mort d'ennui; à l'ardeur avec laquelle les hommes les plus intelligens de la colonie française attendaient le courrier de France et se jetaient sur les journaux, j'aurais pu comprendre que les arbres, les monts, les océans et les fleuves, si imposans qu'ils soient, ne suffisent pas à tous les besoins de l'âme humaine.

En Syrie, en Palestine, les souvenirs historiques ne manquent pas plus qu'en Égypte; l'histoire des Juifs, l'histoire des croisades, se substituent à l'histoire des pharaons, des Ptolémées et des khalifes; l'enceinte des villes maritimes, les forteresses, les églises gothiques, les chapelles abandonnées, les ruines des monastères parlent du temps des Bouillon, des Philippe-Auguste et des Richard, tandis que la nature elle-même est l'énergique commentaire de la Bible. La terre étant sans merci, le peuple qui l'habita fut sans pitié, cela est naturel. Sur Jérusalem, sur les rochers qui la dominent et l'entourent, sur les pays désolés qui vont vers la Mer-Morte, la malédiction de Dieu semble peser encore. Comme autrefois, la discorde est au temple : catholiques, orthodoxes, schismatiques, Latins, Grecs, Abyssins, Coptes, Arméniens sont prêts à tirer le couteau pour se disputer la tombe révérée. Le musulman est là, fort heureusement ; il maintient les frères ennemis, il les protège, à coups de bâton il est vrai, mais il sauve le saint sépulcre, qui, sans lui, disparaîtrait et serait détruit au milieu de la mêlée générale. Toutes ces sectes rivales se haïssent et essaient, par l'ingérence de leurs consuls, de dominer les unes sur les autres. Le Turc écoute les plaintes, ne donne satisfaction à aucune exigence et entretient les divisions qui lui assurent le pouvoir, tandis que le juif va pleurer ses nénies sur les ruines du sanctuaire où l'on prononçait le nom ineffable. Les partis hostiles étaient en trêve à Jérusalem en 1850, et trois ans plus tard cependant, d'une petite chapelle de Bethléem, devait sortir la contestation qui amena la guerre d'Orient, l'expédition de Crimée et la prise de Sébastopol. Le consul de France, qui engagea le conflit, était déjà à Jérusalem, lorsque nous y arrivâmes, le 8 août.

C'était Paul-Émile Botta, hospitalier comme un chef de grande tente, érudit, archéologue perspicace, connaissant les langues de l'Orient, maigre comme un ascète, inquiet, nerveux, fou de musique, mangeur d'opium et charmant. Il avait alors une cinquantaine d'années; la grâce l'avait touché, il se considérait comme le gardien du tombeau de son Dieu; il détestait Voltaire, il détestait

les encyclopédistes; en histoire, il rejetait Guizot, qu était protestant, Michelet, qui était républicain, Augustin Thierry, qui avait été saint-simonien; il n'eût pas blâmé le rétablissement de l'inquisition et n'en était pas moins le plus aimable des hommes. Si emporté, si excessif qu'il fût dans sa conversation, il restait d'une irréprochable courtoisie dans ses relations et était avec ses subordonnés d'une bonté paternelle. Quand les discussions philosophiques ou religieuses l'avaient trop agité, il prenait son violoncelle, jouait une mélodie de Schubert et se trouvait apaisé, comme Saül par la harpe de David. De tous les agens consulaires que j'ai côtoyés pendant mes voyages en Orient, Botta est celui qui m'a laissé le plus sérieux souvenir. Ses gestes anguleux, ses éclats de voix, ses yeux caves et profonds, dont la pupille était à peine dilatée, sa marche saccadée à travers le salon du consulat, sa façon précipitée de rouler son chapelet, ses bonds de fureur lorsqu'il entendait émettre une théorie qui lui déplaisait, son attendrissement subit dès qu'il craignait de vous avoir blessé par un mot trop vif, tout en lui avait une originalité dont il était impossible de n'être pas frappé. Il disait : « Je suis un civilisé revenu à l'état sauvage. » Il avait reçu une forte éducation; son père, médecin, historien et poète, l'avait bien forgé et de bonne heure; il aimait l'archéologie et le prouva lorsque, consul à Mossoul, en 1844, il fit mettre le premier la pioche sur les décombres où dormaient les palais de Korsabad. On peut voir au Louvre, dans le musée assyrien, ce que la science lui doit; si on l'eût écouté, si de misérables questions d'argent n'étaient intervenues, tous les monumens perses et parthiques qui sont aujourd'hui au British Museum appartiendraient à la France. Lorsqu'on lui parlait de ses fouilles aux environs de Ninive, il se dérobait et laissait comprendre que ce sujet lui était pénible. Pendant les quinze jours que nous passâmes à Jérusalem, Botta nous accueillit avec une bonne grâce que je n'ai point oubliée; il entoura de toutes précautions notre excursion à la Mer-Morte et, à Mâr-Sabah, il fit arrêter et condamner au service militaire les hommes d'une tribu qui nous avait tiré quelques coups de fusil lorsque nous passions près d'eux. Protecteur officiel des catholiques d'Orient, il n'avait pas grande estime pour ses protégés : « Ils ne sont bons qu'à faire leur main, me disait-il, ils tirent parti de tout; ils volent ou mendient, selon les circonstances, mais ils prennent le bien d'autrui, qui les attire invinciblement. » Je pus constater bientôt, par une petite aventure personnelle, combien Botta avait raison.

Le 14 septembre, nous avions établi notre campement à Baâlbeck, la tente se dressait près d'un ruisseau, sous un noyer, en face des temples. Nous avions amené avec nous Joseph Brichetti, notre drogman d'Égypte, vieil Italien de la rivière de

Gênes, geignard, madré et en somme assez honnête, car, sauf une paire de pantoufles, une médaille de Syracuse, un Alexandre, un Othon et une montre en or à répétition, il ne vous vola pas grand'chose. Nous l'avions surnommé le Vieux des voyages, et la fièvre le prit à Baâlbeck ; il y eut une rémittence, mais lorsque le 17, nous allâmes camper au pied même du Liban, à Deir-el-Achmar, la fièvre accompagnée de délire et de vomissemens le reprit avec intensité. Gravir le Liban, franchir la région des neiges éternelles avec un homme dans cet état, il n'y fallait pas songer. Je donnai à Flaubert et à Sassetti, mon domestique français, toutes les instructions nécessaires. Ils devaient partir au point du jour, le lendemain matin, avec nos hommes, nos chevaux et le bagage ; ils traverseraient le Liban et iraient m'attendre à Éden, dans la maison des lazaristes ; je les y rejoindrais, le plus tôt possible, après avoir conduit Joseph à Beyrouth, d'où je ramènerais un autre drogman. Le 18, avant cinq heures du matin, nous nous séparâmes. J'eus un serrement de cœur en disant adieu à Flaubert, qui commença à gravir les premières pentes de la montagne à la tête de la petite caravane, pendant que, seul avec Joseph, je prenais la route de la plaine. Le Vieux des voyages me faisait grand'pitié. Je lui donnais du sulfate de quinine, mais je n'avais ni vin, ni confiture, ni beurre pour masquer l'amertume de la drogue. Je la lui versais dans la main ; il y trempait sa langue et faisait la grimace en disant d'une voix lamentable : « Ah ! quo mauvais goût y tient ! » A deux heures, j'arrivais à Zah'lé, j'en repartis à six heures; à minuit, je m'arrêtai à Khan Husseim, où je fis avaler à mon malade une jatte de moût de vin assaisonné de sulfate de quinine, qui l'assomma. Le 19, à cinq heures, je le remis en selle, vacillant et un peu égaré ; à midi, j'entrais à Beyrouth et je le confiais aux soins du docteur Sucquet. Dans la journée, je m'arrangeai avec un autre drogman nommé Abou-Ali et, le 20, à quatre heures du matin, je partais pour rejoindre Flaubert.

Abou-Ali était un Arabe Syrien qui avait conduit des chevaux à Victor-Emmanuel ; il avait séjourné quelque temps à Turin et y avait appris un peu d'italien ; cela me suffisait et nous pouvions nous comprendre. Il avait déterminé notre itinéraire ; le premier jour, coucher à Djabaël, le second à Batrun, le troisième à Éden. C'était trop lent, j'étais pressé. — Si pendant mon absence un accident fût survenu à Flaubert, sa mère eût été en droit de me dire : Pourquoi n'étiez-vous pas là ? Je dis à Abou-Ali : « Sais-tu trotter ? » Il me répondit affirmativement et mentit. — Les Orientaux vont au pas, — à l'amble, le plus souvent, — et au galop, mais au trot jamais. Je montais un vieux cheval arabe qui avait du cœur. Depuis deux mois que nous étions l'un sur l'autre, nous nous connaissions, et

je savais ce que j'en pouvais exiger. — Je le mis au bon trot de route; — à midi, j'étais à Djebaël, où je le laissai reposer; à trois heures, j'en repartais; avant sept heures, j'arrivais à Batrun; j'avais gagné une journée, mais j'avais perdu mon drogman, qui ne me rejoignit qu'à minuit. A trois heures et demie, à la clarté de la lune, je partis; c'était le 21 septembre, un samedi. Abou-Ali suivait cahin caha. Au moment où nous franchissions le lit d'un torrent desséché, bruyant de cailloux et empanaché de lauriers roses, nous rencontrâmes une bande de mulets chargés de neige qui se rendait à Beyrouth. J'arrêtai le chef des muletiers. « As-tu traversé Éden ? — Oui. — Qu'est-ce qu'il y a de nouveau? — Rien; il y a deux étrangers chez les pères noirs (lazaristes), — Comment vont-ils? — Il y en a un qui est malade, il a la fièvre, il va mourir aujourd'hui. — Lequel? le plus grand ou le plus petit? — Je ne sais pas. Que Dieu te conduise! — Que le diable t'emporte! » Mon émotion fut dure : lequel des deux? J'enlevai mon cheval et j'allai aussi vite que la montagne me le permettait. Au bout de trois quarts d'heure, je n'apercevais plus mon drogman. — Pas de route; à peine de-ci, de-là un sentier battu; mais j'avais ma carte et ma boussole, j'étais donc certain de ne pas m'égarer. Je n'avais pas mangé depuis la veille, c'était insignifiant, mais j'avais soif, j'avais très soif; pas un ruisseau, pas une mare. — Vers dix heures du matin, par un soleil vraiment terrible, j'arrivai près d'un village dont toutes les maisons étaient closes; devant une porte, un paysan, un Maronite, se tenait debout. Pour lui parler, j'employai sottement la formule musulmane, et je lui dis : « *Inch'Allah! at moïa:* S'il plaît à Dieu, donne moi de l'eau! » Pour toute réponse, l'homme fit légèrement claquer sa langue et rejeta la tête en arrière. C'était un refus. Je fis effort pour cracher jusqu'à ses pieds et je lui criai la plus mortelle injure qui puisse frapper un Oriental : « *Rouh kelb! il'an datnak!* Va, chien! je maudis ta barbe! » et je continuai ma route. Le village était long et comme abandonné. Cent pas au-delà des dernières maisons, sous d'énormes platanes, des femmes bavardaient et puisaient de l'eau dans un réservoir carré entouré d'un petit mur en ciment. Je criai : « Ohé! les femmes! j'ai soif, donnez-moi de l'eau. » L'une d'elles prit sa cruche, monta sur la margelle, et je bus longuement comme Eliézer au vase de Rebecca. A midi, j'entrais à Éden et devant la porte de la maison des lazaristes, j'apercevais Flaubert. J'étais un peu nerveux, à cette époque; en le voyant, je me mis à sangloter. « Et Sassetti? » Gustave répondit : « Il est perdu! » — J'eus vite fait d'être chez le malade, que l'on avait installé dans la meilleure chambre de la maison. Quelle pitié! le teint jaune, les lèvres noirâtres, les yeux vitreux, l'haleine fétide, les gestes déjà inconsciens, la voix indistincte. On avait fait appeler

un capucin de Béchari, qui passait pour médecin; il avait saigné et purgé deux fois ce malheureux, auquel Flaubert avait administré du sulfate de quinine. Fièvre pernicieuse intermittente de Syrie; on meurt infailliblement pendant le troisième accès. Sassetti avait eu le second la veille; nous avions dix-huit heures devant nous pour entreprendre le grand combat. « Le sulfate de quinine doit produire dans l'organisme l'effet d'un coup de canon. » C'était le mot que Bretonneau m'avait dit à Tours trois ans auparavant et qui me revenait en mémoire. J'introduisis quatre-vingts centigrammes de sulfate de quinine dans un morceau de beurre dont je fis une boulette que le malade avala; au milieu de la nuit, on lui en donna autant; l'effet fut prodigieux. Le pauvre garçon tomba dans un sommeil comateux, qu'il secouait parfois pour dire : « Il y a trop de cloches ! » Il fut presque sourd et complètement abruti pendant une ou deux semaines, mais il fut sauvé, car nous avions coupé la fièvre avant le troisième accès.

Le supérieur de la maison lazariste établie à Tripoli était alors dans la succursale d'Éden; c'était un Espagnol naturalisé Français et nommé Amaya. Sa distinction, sa foi indulgente, sa bonté et son instruction en faisaient un homme de haute valeur. Partout on l'eût remarqué, mais dans les montagnes du Liban, au milieu de prêtres maronites peu scrupuleux et de paysans, on était tenté de l'admirer. Le clergé indigène ne lui plaisait guère; il estimait que les mœurs relâchées, la quémanderie et l'ignorance ne sont pas le fait des serviteurs de Dieu. Lorsqu'on lui parlait des habitans de la montagne, il levait doucement les épaules et répondait : « Ils se croient chrétiens, c'est quelque chose ; mais, en réalité, je les crois idolâtres. Je n'ai jamais pu les empêcher de se réunir, au printemps, sous les cèdres, et de s'y livrer à des pratiques abominables; ils ressemblent aux Juifs qui, malgré les malédictions des prophètes, malgré les châtimens divins, allaient toujours sacrifier sur les hauts lieux. Lorsque je leur refuse l'absolution, leurs prêtres la leur donnent; le lien qui les rattache à notre sainte religion est si faible que je crains sans cesse de le briser; bien souvent je ferme les yeux par prudence et peut-être aussi pour ne pas voir. » Le cheik d'Éden était à sa résidence; des lettres de Beyrouth l'avaient prévenu de notre arrivée; nous allâmes lui faire visite en compagnie de M. Amaya. C'était alors un jeune homme d'une vingtaine d'années; son visage arrondi, orné d'une faible moustache blonde, avait une expression à la fois douce et rusée qui n'était pas sans grâce. Il était très élégant; son manteau en soie, rehaussé de broderies de vermeil, son turban en damas rouge parsemé de losanges d'or lui donnaient quelque chose d'affété et de féminin; pour me servir du langage familier d'aujourd'hui, on eût pu l'appeler « le gommeux » du Liban. Il parlait assez bien le fran-

çais, qu'il avait appris à Antourah, chez les lazaristes. Depuis le jour où il nous a reçus en nous aspergeant d'eau de rose et en brûlant des cassolettes devant nous, il a fait parler de lui et a fort occupé l'Europe de sa personne. C'était le fameux Joseph Karam, qui, dix ans plus tard, en 1860, souleva les Maronites, attaqua les Druzes, ne put venger les massacres de ses coreligionnaires, nécessita l'intervention de la France et finit par être expulsé du pays qu'il avait impudemment appelé aux armes. Il était très déférent pour M. Amaya, dont il baisait les mains avec une humilité toute chrétienne.

Le soir, Flaubert s'établit dans la maison des lazaristes pour veiller Sassetti, et j'allai coucher sous la tente. M. Amaya me dit : « C'est demain dimanche, nous célébrons la messe à sept heures du matin, la population des villages voisins s'y rend avec empressement; je vous demande de vouloir bien y assister, ce sera de bon exemple. » Je répondis que je n'avais aucune objection à entendre la messe, mais que je demandais à être réveillé une heure avant, car j'étais si las et si courbatu que j'étais capable de dormir dix-huit heures de suite. On me promit de m'avertir en temps utile. Je m'étendis, tout vêtu, sur mon petit lit de camp et je ne fus pas long à partir pour le pays des rêves. Je dormais encore lorsque la portière de ma tente fut relevée; j'ouvris les yeux et fus stupéfait. Devant moi, M. Amaya et Flaubert se tenaient debout; à leurs côtés, en attitude suppliante, l'homme qui, la veille, m'avait refusé de l'eau; derrière un jeune homme et une jeune femme qui paraissaient consternés; plus loin, dans la cour qui précède l'église et où ma tente était dressée, une centaine de Maronites. Je me mis sur pied, et à ce moment toute l'assistance poussa un gémissement qui ressemblait à une prière et à une plainte. Je regardai Flaubert, qui écarta les bras et me dit : « C'est énorme! » M. Amaya prit la parole : « Hier, l'homme que voici a refusé de vous donner à boire et vous avez maudit sa barbe; les gens de son village l'ont su et ne veulent pas laisser entrer dans l'église un homme dont la barbe est maudite; il a eu tort, il regrette sa mauvaise action; je vous prie de lui pardonner. » Je répondis : « Non! » — M. Amaya, se tournant vers le paysan, dit en arabe : « Le seigneur maintient l'anathème. » Il y eut un cri de désolation. Le seigneur, c'était moi, et quel seigneur, palsambleu! une veste en lambeaux, une chemise de flanelle plus trouée qu'une écumoire, et des bottes dont il ne restait plus que les éperons. L'homme s'agenouilla devant moi; je le repoussai. M. Amaya m'approuva du regard et reprit : « La fille de ce malheureux devait se marier; son fiancé, que voici, refuse d'épouser la fille d'un homme dont la barbe est maudite. » Le jeune homme

et la jeune fille s'approchèrent de moi et me baisèrent la main. Elle était très jolie, la petite Maronite! Je restai impassible. A voix basse, je dis à M. Amaya : « Vous m'indiquerez par un signe quand il faudra terminer cette bouffonnerie. » Il me répondit : « Cédez lentement. » Je fis une allocution : n'est-ce pas un crime de refuser de l'eau à un voyageur, — que dis-je? — à un chrétien épuisé? M. Amaya traduisait ma harangue ; le Maronite, à genoux, disait en se lamentant : « Je t'ai pris pour un Anglais, pour un hérétique, ami des Druzes. » — On devine mon mouvement oratoire. « Et quand même j'eusse été un hérétique! » Enfin, je fus magnanime : « En considération de cette jeune fille dont je veux assurer le bonheur, je te pardonne, ô homme! Va, ta barbe n'est plus maudite! » Ce fut une explosion de joie, et chacun se félicita. Alors, le Maronite, d'une voix suppliante, me regardant avec des yeux caressans, me dit : « Qui saura dans la montagne que ma barbe n'est plus maudite? Il me faut un signe visible de ton pardon que je puisse montrer à ceux qui se détourneraient de moi. Ma fille va se marier; vois son bonnet, il est parsemé de pièces d'argent et de pièces d'or qui sont sa dot; donne-moi une pièce, une petite pièce d'or du pays des Francs, une toute petite pièce qui me rappellera ta générosité, qui me rappellera ma faute et m'empêchera d'y jamais retomber. » M. Amaya nous avait quitté pour aller revêtir le costume sacerdotal. Un prêtre maronite de Béchari, parlant italien, nous servait d'interprète. Je pris ma bourse. C'était une longue bourse algérienne, sorte de sacoche en filet que l'on fermait d'un nœud. Elle contenait de quoi subvenir aux besoins de deux ou trois jours de route et, — en cas d'événement imprévu, — une réserve composée de cinq pièces d'or de Sardaigne, de 100 francs chacune. J'avais versé l'argent sur mon lit et j'y cherchais à travers les piastres et les paras une livre turque (25 francs) pour en augmenter la dot de la fillette. L'homme prit délicatement une pièce de 100 francs et dit : « Voilà ce qu'il me faut. Ma fille, remercie ce seigneur de sa générosité. » — J'étais un peu abasourdi. Il en prit une seconde : « Celle-ci est pour moi, j'y ferai un trou, je la suspendrai sur mon cœur, et je la conserverai en souvenir de ta miséricorde, » Flaubert s'écria : « Cet animal-là est énorme! » Le prêtre maronite s'approcha, me dit : « Il y a tant de pauvres à Béchari! » et il prit deux livres turques. Je remis en hâte mon argent dans la bourse et la bourse dans ma poche. Tout le monde paraissait satisfait. La cloche sonnait, la messe allait commencer. Lorsque le Maronite sortit de ma tente, je vis son dos et j'y mis un coup de pied. Il se retourna avec un sourire avenant et me dit : « *Mâlech!* ça ne fait rien! » Après les offices, je racontai l'histoire

à M. Amaya, qui, riant ainsi que moi, me répondit : « Ils sont tous comme cela! »

Cinq jours après, nous étions à Beyrouth, où m'attendait une déconvenue qui fut sérieuse. Mon intention, après avoir pris quelque repos à Beyrouth, était de continuer ma route par Antioche, Bagdad, de descendre jusqu'à Bassora, de parcourir la Perse et de gagner Constantinople par l'Arménie et les anciennes colonies grecques des bords de la Mer-Noire. Ce programme était assez ample, et j'étais en mesure de l'exécuter, car il ne pouvait présenter aucun obstacle sérieux. A Jérusalem, j'avais arrêté un drogman qui devait faire route avec nous à partir de Beyrouth, car le Vieux des voyages n'eût été qu'un embarras pour nous en Mésopotamie et en Perse. C'était un Grec, alerte et jeune, nommé Stephano Barri, qui avait vécu à Téhéran, où il avait été attaché en qualité de domestique-interprète à l'ambassade que dirigea le comte de Sartiges; il connaissait bien les langues française, italienne, grecque, turque, arabe, persane, et nous eût été fort utile. Il nous attendait à Beyrouth, lorsque nous y revînmes après notre voyage en Palestine et en Syrie; mais ce n'est point vers le pays des Achéménides qu'il eut à nous accompagner.

Le jour même de notre retour, le consul-général de France, qui était M. de Lesparda, me prit à part et me dit : « Voici une lettre que je suis chargé de vous remettre confidentiellement à l'insu de votre compagnon. » En reconnaissant l'écriture, je devinai le contenu. C'était une lettre de Mme Flaubert; six pages qui peuvent se résumer ainsi : « Au lieu de vous éloigner, rapprochez- vous. Je meurs d'inquiétude à l'idée que Gustave va aller au-delà de l'Euphrate et que je resterai des mois à attendre de ses nouvelles. La Perse m'effraie; qu'est-ce que cela peut vous faire d'être en Perse ou en Italie? Je vous supplie d'avoir pitié de moi. » Le soir, lorsque je fus seul avec Flaubert, je lui dis : « Sais-tu que ta mère m'a écrit? — Oui. — Est-ce toi qui l'as engagée à m'écrire? » Il hésita pendant une seconde et répondit : « Oui. » Ma nuit ne fut pas bonne; j'étais anxieux. Le lendemain, au lever du jour, je fis seller mon cheval et j'allai me promener dans la campagne, me demandant si j'avais le droit d'imposer un tel sacrifice à Gustave et à sa mère, m'étonnant qu'ils n'eussent pas vu avant notre départ les conséquences de notre voyage, et me disant qu'après tout j'avais vingt-huit ans, bien des années devant moi et que je ferais, seul e maître absolu de ma destinée, l'expédition à laquelle j'étais moralement contraint de renoncer. Je pris mon parti, mais j'avoue que ce ne fut pas sans peine. Si j'avais su alors que les circonstances de ma vie seraient telles qu'il me serait impossible de mettre plus tard à exécution le projet que j'abandonnais, aurais-je eu le courage de

faire volte-face et de marcher vers l'occident, tandis que mon désir m'entraînait vers l'est? J'en doute; j'aurais probablement tenté l'aventure ou du moins laissé Flaubert retourner en France. Mon voyage à travers la Mésopotamie et la Perse est enfoui sous le tumulus où dorment tant de rêves qui maintenant ne se réveilleront plus. Par cette déception, j'ai acquis une expérience dont je n'ai pas eu à tirer parti, mais dont d'autres pourront profiter : Que les touristes se promènent en bande, c'est au mieux; mais que les voyageurs voyagent seuls s'ils veulent toucher le but qu'ils se sont proposé.

J'annonçai ma résolution à Flaubert, qui en fut heureux ; il respira comme un homme soulagé d'un poids trop lourd; il me dit : « J'aurais été avec toi en Perse si tu l'avais voulu. » Je le savais bien, et c'est pourquoi je n'avais pas dû hésiter à ne pas l'emmener sur une route qui l'éloignait trop de sa mère. Jamais, du reste, nous n'avons reparlé de cela ensemble, car c'était, je crois, un sujet qui lui était désagréable. Notre nouvel itinéraire fut promptement tracé, et dans la soirée du 1er octobre nous montions à bord du paquebot autrichien le *Stamboul*, qui, le 4, au lever du soleil, jetait l'ancre dans le port de Rhodes. Nous restâmes dix jours dans « l'Ile-qui-Tremble, » transportés en plein moyen âge, trouvan sur les murs l'écusson des chevaliers des « langues » de Provence, de Picardie, de France, et d'Allemagne; partout des fortins, des tourelles, des courtines avec échauguettes et mâchicoulis, citernes et silos pour garder les provisions d'eau et de grains pendant les sièges; chemins couverts, bassins dissimulés derrière les remparts et haut donjon d'où l'on pouvait surveiller les mouvemens de la ribaudaille musulmane. Dans l'intérieur de l'île, des forêts de pins laryx et de gigantesques bruyères en fleurs. De route, il n'y en a pas; quand le paysan veut avoir un champ, il met le feu à un coin de forêt et défriche le terrain noir de cendres; les rivières, qui sont des torrens en hiver, n'avaient point une goutte d'eau; sur le lit de cailloux, il y a des îlots de lauriers roses; la végétation rappelle déjà l'Occident; je n'ai vu qu'un seul palmier, planté comme un panache au sommet de la falaise de Lindo, où Minerve eut un temple, l'ordre une forteresse, et où il n'y a plus qu'une ruine. Les tremblemens de terre ont renversé ce que les Turcs ont laissé debout. Rhodes n'est qu'un amas de décombres au-dessus duquel plane le souvenir de Villiers de l'Isle-Adam.

Un grand caïque muni d'une misaine, d'un foc, et monté par huit matelots, nous transporta en sept heures de Rhodes à Marmariça, où nous prenions pied en Anatolie. Nous avions accueilli à notre bord un vieux Turc de Moglah, qui était venu dans l'île consulter un médecin, — un sorcier? — célèbre. Le pauvre homme souffrait

d'un rhumatisme intercostal et ne respirait que péniblement. Son docteur l'avait traité sans délai; on l'avait étendu sur le dos; sur sa poitrine on avait appliqué une feuille de nopal, large raquette garnie de piquans; sur la feuille on avait posé une planche que l'on avait frappée de trois vigoureux coups de marteau; à chaque coup, on avait dit : « Au nom de Dieu clément et miséricordieux! » Puis on avait enlevé la feuille et on l'avait suspendue au plafond à l'aide d'un fil; lorsque le fil se brisera, le malade sera délivré de son mal. Le bonhomme était enchanté de son traitement et en attendait le plus grand bien. Il n'en faut pas rire : Mme de Sévigné enterrait les plantes qui avaient enveloppé sa jambe malade et croyait qu'elle serait guérie dès que les plantes commenceraient à pourrir. Ce genre de thérapeutique est à peu près le seul que l'on pratique en Orient : attouchemens d'un cheik, versets du Koran placés sur la partie malade, pratiques de la Kabbale, incantations et sortilèges, cela suffit à tous les maux.

De Marmariça à Smyrne, c'est la patrie du pavot rouge, c'est la région de l'opium. Les négocians européens qui s'imaginent recevoir la drogue précieuse à l'état de pureté sont dans l'erreur : jamais produit ne fut plus sophistiqué par les producteurs, par les intermédiaires, par les entreposeurs, par les expéditeurs. 20 kilogrammes d'opium recueillis entre Milassa et Guzhel-Hissar en représentent plus de 100 lorsqu'on les débarque à Trieste ou à Marseille. Les musulmans se mêlent peu de ce commerce, qui est presque exclusivement accaparé par les Grecs, par les Juifs et par des Européens déclassés, dont nous vîmes quelques échantillons sur notre route. L'un d'eux nous disait : « Je suis venu échouer ici, à Birkeh, après avoir dévoré par mes folies une fortune colossale, une fortune de plus de cent cinquante mille livres de rente. » L'homme qui nous parlait ainsi ressemblait à un charbonnier débarbouillé. Flaubert lui dit : « Eh! mon Dieu! comment avez-vous fait pour vous ruiner? » Il poussa un soupir de regret, de remords et répondit en baissant les yeux : « J'avais un cheval de selle et un chien de chasse. » Un autre nous racontait qu'un membre de l'Institut de France lui avait volé une collection d'inscriptions grecques à l'aide desquelles il avait établi sa réputation; un troisième nous expliquait qu'il recherchait les trésors que saint Louis avait enfouis pendant les croisades, — saint Louis en Asie-Mineure! — qu'il ne les avait pas encore découverts, mais qu'il possédait des indications positives et qu'il était certain de les trouver bientôt. Ces rencontres m'étaient désagréables, mais nous ne pouvions guère les éviter, car, lorsque nous arrivions dans une ville, les pachas, les caïmacans nous envoyaient de préférence et par courtoisie loger chez nos compatriotes. Flaubert se divertissait à écouter ces histoires sau-

grenues dont il provoquait le récit. Il conçut l'idée de faire un roman dont la scène se passerait sur les territoires à opium et dont les principaux personnages seraient des Français, des Italiens et des Grecs mentant à qui mieux mieux et se dupant les uns les autres. Il disait : « Ce sera *le Roman comique en Orient;* » il ne l'a jamais ébauché.

Nous avancions sur cette terre d'Anatolie, où je revis le chemin que j'avais déjà parcouru en 1844; je passai sous l'aqueduc « élevé en l'honneur de César Auguste pour les besoins de la ville d'Éphèse ; » j'aperçus les ruines au milieu desquelles j'avais dormi, engourdi par la souffrance; je retrouvai la petite mosquée effondrée, qui est comme une jardinière de plantes sauvages ; je regardai les blocs de pierre arrachés à la frise du temple et couchés sous les herbes; les cigognes, déjà revenues d'Europe, battaient du bec sur le toit des maisons turques. L'automne était arrivé; des nuages couraient dans le ciel, des ondées tombaient, les platanes perdaient leurs feuilles; je me sentais triste, comme si l'on m'eût enlevé au pays natal. Dans mes notes, je retrouve cette impression : « 23 octobre. Le paysage est lourd, les montagnes ont l'air bête : ce matin il a plu et j'ai eu froid. Est-ce donc déjà l'Europe? Qu'il doit faire bon sous les palmiers d'Éléphantine ou dans la salle hypostyle de Karnac! »

Notre dernière étape fut à Cassabah, célèbre par ses melons. Nous en partîmes le matin, à cinq heures, avant que le jour fût levé, avant que le soleil eût précipité les brumes qui rampent sur la plaine, imprudence qu'un vieux voyageur comme moi n'aurait pas dû permettre! Mais des lettres nous attendaient à Smyrne, et nous avions hâte d'y arriver. — Après avoir fait halte et déjeuné à Nymphio, où je devais revenir pour aller examiner dans la montagne le bas-relief assyrien dont parle Hérodote et que les gens du pays appellent : Kara-Bell, l'homme noir, nous reprîmes notre route. La veille, j'avais reçu à la jambe, d'un des chevaux de main, un coup de pied qui me faisait souffrir ; en outre, je me sentais mal à l'aise ; j'avais soif et contre mon habitude, j'avais plusieurs fois demandé à boire ; je n'éprouvais aucun plaisir à fumer ; un petit frisson me passa sur les épaules et j'entendis la fièvre qui sonnait sa cloche dans mes oreilles. C'était la fièvre intermittente quotidienne ; j'eus beau la traiter sans ménagement, elle ne m'en tint pas moins treize jours à Smyrne. Elle me laissait quelque liberté le matin et le soir, mais elle était peu clémente dans la journée et me mettait au lit. Lorsque l'accès avait été violent, j'étais le soir dans un état vague qui n'était pas désagréable, mais qui m'interdisait toute occupation ; je ne pouvais ni lire, ni écrire, et cela m'était odieux, car je n'ai jamais pu supporter l'oisiveté. Flaubert, qui me soignait avec

une bonté sans égale, qui avait pour moi ces attentions féminines que toute souffrance d'autrui développait comme un contraste dans sa forte nature, Flaubert me proposa de me lire à haute voix « un bon livre. » J'acceptai. Il avait découvert un cabinet de lecture dans la ville, il y courut et, quoique je le connusse bien, je restai surpris du roman qu'il avait choisi. — Je le donnerais en cent mille que l'on ne devinerait pas. Triomphalement il rapportait *le Solitaire* du vicomte d'Arlincourt. Le résultat fut tout autre que celui qu'il espérait. Cette lecture détermina un fou rire et le retour de la èvre. J'en revins au sulfate de quinine; c'était moins gai, mais plus efficace.

Nous tournions le dos à la « barbarie » orientale et nous marchions vers la civilisation européenne. Cette civilisation était venue au-devant de nous; nous la trouvâmes installée à Smyrne sous forme d'une troupe de comédiens français qui donnaient des représentations dans un petit théâtre récemment emménagé au milieu de deux ou trois maisons que, tant bien que mal, on avait réunies pour cet objet. — Que pouvaient valoir les acteurs? Je ne m'en souviens guère. Les spécimens de notre littérature dramatique offerts à l'admiration des Smyrniotes étaient de choix: *Indiana et Charlemagne*, *la Seconde Année*, *Passé minuit*. Les belles filles grecques, coiffées du tactikos ruisselant d'or, les bras chargés de bracelets en filigrane, se penchaient au rebord des loges, ouvrant leurs grands yeux, cherchant à comprendre et éclataient de rire quand un spectateur français riait. L'impresario, qui se nommait d'Aigremont, vint nous voir et nous pria de le recommander à l'ambassadeur de France, lorsque nous serions à Constantinople. J'aurais voulu prendre la route de terre par la Troade et par la Bithynie, mais la fièvre m'avait trop fatigué. J'obéis aux conseils des médecins français établis à Smyrne et, le 8 novembre, nous nous embarquâmes à bord de l'*Asia*, du Lloyd autrichien. — Le 12, à sept heures du matin, nous entrions dans la Corne d'or et Stamboul se déroulait devant nous. Mon vieil ami Kosrew-Pacha n'y était plus, il avait été rejoindre les janissaires qu'il avait fait massacrer, mais le Bosphore était toujours admirable, le golfe de Nicomédie brillait sous le soleil, la pointe du Séraï était un bouquet de verdure, les muezzins chantaient l'heure de la prière sur la galerie des minarets; rien n'était changé, tout était beau, et nous avions de quoi occuper nos loisirs.

MAXIME DU CAMP.

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES

L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG

VI [1].

LA CONFÉRENCE DE LONDRES. — L'INCIDENT DES ARMEMENS. LES SOUVERAINS A PARIS.

XIII. LA CONFÉRENCE DE LONDRES.

Les perplexités étaient grandes à Berlin, à la fin d'avril, à en juger par les contradictions qui se manifestaient, à l'intérieur, dans le langage de la presse et du monde officiel et, au dehors, dans celui de la diplomatie. Tandis que M. de Goltz, à Paris, déplorait avec une feinte indignation que M. de Bismarck tolérât les violences de sa presse et disait qu'il ne fallait pas se préoccuper des agissemens du ministre, les intentions du roi étant pacifiques, M. de Bernsdorff, toujours cassant, déclarait à Londres que la Prusse n'évacuerait le Luxembourg dans aucune hypothèse. M. de Thile, interpellé par lord Loftus, avait beau le désavouer et certifier que les propos décourageans qu'il tenait à Londres ne lui étaient aucunement prescrits par ses instructions, il n'en démordait pas.

Le roi seul, vivement impressionné par la lettre de la reine Victoria, paraissait fixé dans ses résolutions. Son attitude ne se démen-

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre, du 1er octobre, du 15 octobre, du 1er novembre et du 15 novembre.

tait plus, elle restait invariablement conciliante ; les rares dépêches d'un caractère pacifique que publiait l'agence Wolff, sortaient de son cabinet. On savait aussi que, dans une audience de congé donnée au ministre de Suisse, il avait exprimé le ferme espoir que la paix ne serait pas troublée. Malheureusement, peu d'heures après, le prince royal disait dans ses salons que la guerre lui paraissait désormais inévitable, et ce propos, reproduit par les journaux, provoquait aussitôt dans toutes les bourses d'Europe une baisse énorme sur les fonds publics. Que fallait-il penser de ces déclarations si radicalement inconciliables, recueillies dans la même journée de la bouche du souverain et de celle de l'héritier du trône ?

Il était évident qu'il se poursuivait dans l'ombre une lutte secrète, pleine de péripéties, entre ceux qui voulaient précipiter le dénoûment et ceux qui inclinaient pour l'ajournement de la guerre. Il en coûtait aux généraux de perdre l'occasion d'en finir avec la France. Ils tentaient de suprêmes efforts pour provoquer la lutte, ils se servaient de nos armemens, dont ils exagéraient le danger, pour entraîner le gouvernement à leur suite. Le roi des Belges, toujours à Berlin, ne cachait pas à M. Benedetti que l'état-major-général suivait nos préparatifs d'un œil inquiet, qu'il les disait plus avancés qu'on ne le supposait et qu'il allait jusqu'à prétendre qu'avant peu nous aurions sept cent mille hommes à mettre en ligne. M. de Bismarck, de son côté, affirmait dans un entretien avec le ministre d'Autriche que nos armemens prenaient un développement tel que la Prusse se verrait obligée de recourir à des mesures défensives. A l'entendre, tandis que la Prusse évitait toute provocation, l'empereur était entraîné à la guerre malgré lui, le Luxembourg n'était qu'un prétexte ; il se plaignait avec animation de nos préparatifs continus et avec amertume du langage de nos journaux officieux. M. de Wimpfen appelait en vain son attention sur les attaques véhémentes que la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et la *Gazette de la Croix* dirigeaient sans relâche contre le gouvernement et même contre la personne de l'empereur ; il ne se laissait pas convaincre. Les violences de la presse prussienne éveillaient dans toute l'Europe de vives inquiétudes. On s'en alarmait particulièrement en Angleterre. Elles étaient d'un fâcheux présage pour lord Stanley. L'affectation avec laquelle M. de Bismarck parlait de nos armemens, comme s'il tenait à justifier sa conduite, lui inspirait de sérieuses appréhensions. Il reconnaissait avec le prince de La Tour-d'Auvergne que le gouvernement français manquerait à tous ses devoirs s'il se laissait prendre au dépourvu par un adversaire armé jusqu'aux dents et prêt à entrer en campagne. Il croyait la reine Augusta et le prince royal animés de sentimens pacifiques, mais impuissans à faire prévaloir les con-

seils de la modération. Ce qui l'inquiétait surtout, c'était l'étrange attitude de la Russie; il disait que le prince Gortchakof ne parlait de l'affaire du Luxembourg que pour y mêler les affaires d'Orient. Toutes les chancelleries étaient convaincues qu'on en était revenu à Berlin à la tactique qui avait si parfaitement réussi en 1866 avec la Saxe et l'Autriche; comme alors, pour ne pas assumer la responsabilité d'une agression préméditée, on affirmait qu'il ne restait plus à la Prusse désarmée et menacée qu'à prendre conseil de l'intérêt de sa sécurité et à recourir à l'offensive plutôt que de se laisser attaquer.

Tous les efforts tentés en faveur de la paix semblaient compromis lorsque la presse officieuse, sur un nouveau mot d'ordre, fit, au moment où l'on s'y attendait le moins, une brusque volte-face. Elle disait que, la France s'étant amendée dans son attitude, il n'y avait plus lieu de désespérer du maintien de la paix. Ce n'était pas l'attitude de la France qui s'était modifiée, c'était la Prusse qui, ébranlée par les remontrances parties à la fois de Londres, de Vienne et même de Saint-Pétersbourg, se soumettait enfin à la pression de l'Europe; le gouvernement impérial n'était sorti ni par un acte, ni par une parole de la position strictement expectante dans laquelle il se cantonnait depuis le 5 avril. Les journaux officieux préparaient l'opinion à l'évolution qui s'opérait dans les conseils du gouvernement. M. de Bismarck venait en effet de déclarer, officiellement cette fois, à M. d'Oubril, qu'il acceptait la conférence et que, sous certaines conditions, il consentirait à l'évacuation du Luxembourg. Il restait à déterminer le mode d'invitation et à arrêter le programme des délibérations.

Tout le monde demandait à être de la conférence. Le Danemark, le Portugal, l'Espagne, la Belgique et l'Italie sollicitaient leur admission, c'étaient les ouvriers de la dernière heure, ils se présentaient après la tourmente. Leurs prétentions étaient peu justifiées, celles du cabinet de Florence surtout n'étaient pas soutenables, au dire même du comte de Bismarck (1). L'Italie n'était qu'une expression géographique à l'époque où s'étaient signés les actes de 1839, et, sauf quelques démarches platoniques tentées à Berlin, elle avait fait la morte tant que la France était en péril. Elle se disait l'amie de tout le monde, elle se dérobait en invoquant à Berlin les souvenirs de 1859, à Paris ceux de 1866. Elle soutenait qu'il lui était difficile de s'engager, soit d'un côté soit de l'autre, car si, avec l'aide de

(1) Lettre de M. Benedetti : — « M. de Bismarck a évité de se prononcer sur l'admission à la conférence de la Belgique et de l'Italie. Il trouve que les considérations invoquées pour justifier la participation de la première de ces puissances ne peuvent aucunement servir de titre à la seconde. »

la France, elle avait commencé sa délivrance, c'était avec le concours de la Prusse qu'elle l'avait achevée (1). Mais ses sympathies, malgré ses assurances officielles, se reportaient plutôt vers la Prusse (2). Déjà le comte Arese et le marquis Pepoli, qui jadis faisaient la navette entre Florence et Paris, pour arracher à l'ami et au parent des concessions que le souverain aurait dû leur refuser, ne passaient plus les Alpes. Le gouvernement italien n'avait plus d'illusions à entretenir aux Tuileries ; il n'avait plus rien à demander. Il secouait une tutelle qui lui pesait, il s'irritait, non sans motifs, des reproches d'ingratitude dont il commençait à être l'objet ; il n'admettait pas que la reconnaissance pût servir d'argument en politique, il se tenait pour dégagé par la cession de Nice et de la Savoie. Il ne consultait plus que ses intérêts personnels, qui, partout, dans la Méditerranée, à Tunis, à Constantinople, en Égypte, en Palestine se trouvaient en opposition avec ceux de la France (3). Si bien qu'au moment où nous étions menacés d'un conflit avec la Prusse, il méditait, sous l'inspiration d'un agent secret de M. de Bismarck, M. Bernardi, que notre diplomatie devait retrouver à Madrid en 1870, l'envahissement des États pontificaux, qui, quelques mois plus tard, aboutissait à Mentana. L'Italie était pour les Tuileries une espèce d'arche sainte ; elle était, on l'a dit un jour, le luxe trompeur de la politique impériale. Mettre son dévoûment et sa fidélité en doute, c'était toucher le souverain dans une de ses fibres les plus vulnérables. Aussi la tâche de notre légation à Florence n'était-elle pas aisée. Nos ministres et nos chargés

(1) Lettre du baron de Malaret, 21 avril 1867. — « J'ai pu constater chez les membres du gouvernement du roi une sympathie que je crois réelle, mais qui est visiblement contenue par le désir de ne pas se compromettre. Tout en reconnaissant la modération de nos prétentions et tout en blâmant l'ambition excessive de la Prusse, on répète volontiers qu'en cas de conflit, les intérêts de l'Italie ne se trouveraient pas directement menacés. Il n'est pas besoin d'une grande clairvoyance, pour comprendre que le gouvernement italien, laissé à ses propres inspirations, ne songe pas à nous témoigner ses sympathies autrement que par des vœux. »

(2) Dépêche de Francfort, 3 mai 1867. — « Le cabinet de Berlin, d'après ce qui me revient de bonne source, aurait tout lieu d'être satisfait du gouvernement italien. Il résulterait, en effet, de la correspondance du comte Usedom, toujours très influent à Florence, que dans ses entretiens intimes avec le baron Ricasoli ainsi qu'avec M. Rattazzi, il aurait pu se convaincre que, par reconnaissance envers la Prusse aussi bien que par intérêt, l'Italie ne sortirait pas, quel que soit le cours des événemens, de la plus stricte neutralité. La cour de Prusse se montrerait fort rassurée par ces déclarations; elle se plaît à les considérer comme un véritable succès pour sa politique. »

(3) Lettre du baron de Malaret, 23 avril : « Garibaldi se proposerait de prendre le commandement d'une expédition qui, organisée à Gênes, irait débarquer sur le littoral romain, tandis qu'à la première nouvelle d'un mouvement insurrectionnel à Rome, des bandes d'émigrés se tiendraient prêtes à franchir la frontière méridionale. Il n'est pas douteux que le parti révolutionnaire ne redouble d'efforts, et qu'il compte profiter des événemens, pour provoquer un conflit avec le gouvernement pontifical, à l'insu ou de connivence avec le gouvernement italien. »

d'affaires étaient partagés entre la crainte de déplaire et le sentiment de leur devoir. Ils savaient d'ailleurs que leurs appréciations revenaient aussitôt aux oreilles de la diplomatie italienne; on lui faisait l'injure de croire, car on ne lui cachait rien, que l'amour qu'elle affectait pour la France allait jusqu'à lui sacrifier les intérêts dont elle avait la défense. L'empereur n'en recevait pas moins de sages avis. On ne lui laissait pas ignorer, au risque de le froisser dans ses illusions, qu'il n'avait rien à attendre de l'Italie et que, loin de nous prêter son assistance, elle spéculait sur les événemens pour violer la convention du 15 septembre et s'emparer de Rome.

L'attitude réservée, pour ne pas dire ambiguë, du cabinet de Florence donnait à réfléchir. L'empereur n'en tirait aucune moralité, sa foi n'en était pas ébranlée, il avait à cœur d'assurer à l'Italie, par sa participation à la conférence de Londres, la consécration de grande puissance et la sanction implicite des faits accomplis dans la péninsule. Il persistait à tenir l'alliance italienne pour certaine dans toutes les éventualités. Il puisait sa confiance dans les lettres qu'il échangeait avec le roi Victor-Emmanuel, dans les affirmations passionnées du prince Napoléon, et dans les protestations incessantes du chevalier Nigra et de M. Vimercati, son secret intermédiaire. Il oubliait que le roi Victor-Emmanuel, tout populaire, tout sincère qu'il pût être, était un souverain constitutionnel, et qu'au jour des épreuves, il aurait, avant de se souvenir de ses promesses écrites ou verbales, à compter avec son ministère et avec son parlement; il le lui avait fait comprendre déjà le 4 juillet, au lendemain de Sadowa; il devait le lui faire sentir plus cruellement encore au mois de juillet 1870.

La conférence serait-elle convoquée par les trois grandes puissances signataires ou par le roi grand-duc? Les avis étaient partagés. La Russie, d'accord avec le cabinet de Berlin, se prononçait pour la convocation collective; l'Angleterre, avec le cabinet de Vienne, préférait en laisser l'initiative au roi des Pays-Bas. Ce fut l'opinion du cabinet anglais qui prévalut. Il était moins aisé d'arrêter le programme. M. de Bismarck ne voulait pas se lier d'avance; il entendait ne paraître à Londres que libre de tout engagement. Il n'admettait pas la prétention de lord Stanley de transformer la conférence en arbitrage et de soumettre à sa discussion un projet de traité tout libellé. L'évacuation, d'après lui, ne devait être que la conséquence et non la base des délibérations; il réclamait, pour assurer la neutralisation du grand-duché, la garantie formelle et individuelle des puissances; il réclamait aussi le démantèlement, pour bien montrer, disait-il, que la forteresse ne saurait plus désormais devenir un sujet de convoitise et de dissentiment entre la France et la Prusse. Il cherchait surtout à circonscrire le programme à la question du Luxembourg, afin de se prémunir contre les arrière-

pensées de M. de Beust. Il craignait, à en juger par les rapports de M. de Wimpfen, que la diplomatie autrichienne ne voulût profiter de l'occasion pour mettre sur le tapis le traité de Prague et lui obtenir une garantie européenne (1). Il se souciait peu de rendre compte du passé et encore moins d'enchaîner l'avenir.

Lord Stanley était un esprit timide, mais net et précis; il lui répugnait d'ouvrir et de présider une conférence dont le succès n'eût pas été en quelque sorte certain. Il se méfiait des arrière-pensées de la diplomatie prussienne; il était convaincu que M. de Bismarck, en prévision d'une guerre avec la France, tenait à engager l'Angleterre et à s'assurer son concours armé pour la défense du Luxembourg. Il disait qu'il n'y consentirait jamais, qu'il n'entendait pas promettre, même collectivement, ce qu'il n'avait pas l'intention de tenir. Il ne niait pas que la neutralisation n'entraînât la garantie, mais il soutenait que cette garantie n'impliquait pas nécessairement des mesures coercitives; il croyait que les actes de 1839, couvrant la neutralité belge, devaient suffire. Il était prêt du reste à accepter toutes les rédactions, sous la réserve toutefois que, dans aucune éventualité, elles n'entraîneraient l'Angleterre à l'obligation de prendre les armes. L'attitude du ministère anglais exaspérait la diplomatie prussienne. M. de Bernsdorff reprochait à lord Stanley sa partialité pour la France, et il donnait à entendre que, s'il persistait à se montrer si mal disposé pour la Prusse, on pourrait bien s'arranger à La Haye sans l'Angleterre; M. de Bismarck, de son côté, tirait des réserves formulées par lord Stanley d'étranges conclusions. Il insinuait à M. de Wimpfen que le gouvernement anglais, loin de se consacrer à la réconciliation de la France et de la Prusse, ne cherchait au contraire qu'à les brouiller. C'était peu vraisemblable, mais c'était jeter la discorde dans le camp des puissances. La presse officieuse reflétait l'irritation que l'obstination du cabinet de Londres causait à Berlin. « La politique des tories est misérable, disait-elle; le langage de lord Stanley est ce qu'on peut imaginer de plus indigne. Nous ne l'oublierons pas, et lorsque la douzième heure aura sonné pour l'Angleterre, nous lui dirons à la manière anglaise que les jeunes lords n'ont qu'à s'organiser en milices pour se défendre. »

L'œuvre si laborieusement poursuivie par les cours médiatrices allait avorter devant les exigences de la Prusse et le refus obstiné de l'Angleterre. On était arrivé au 7 mai, jour fixé pour l'ouverture de la conférence, et à dix heures du matin, au moment où on allait se réunir, M. de Bernsdorff annonçait par un billet au ministre des

(1) Dépêche du comte de Wimpfen, 28 avril : « M. de Bismarck n'envisage pas sans crainte la possibilité que nous évoquions à Londres le traité de Prague. »

affaires étrangères qu'il ne paraîtrait qu'autant qu'il serait donné satisfaction aux demandes de son gouvernement. Le cabinet de Berlin tenait à la garantie anglaise; il en faisait la condition *sine qua non* de sa participation à la conférence; peut-être aussi spéculait-il sur l'obstination de lord Stanley pour recouvrer la liberté de ses mouvemens. Il était réservé au prince Gortchakof d'assurer le succès des négociations, il avait abjuré les pensées amères, il oubliait la Pologne et la Crimée, il songeait à Gastein et à Biarritz. Les hommes d'état ont la vue longue : peut-être le prince Gortchakof entrevoyait-il déjà, derrière la coupole de Sainte-Sophie, le congrès de Berlin et ses désenchantemens. Son ambassadeur à Londres, le baron de Brünnow, était un diplomate de race, vieilli dans les chancelleries; son esprit était inventif, il avait le don des protocoles. Il trouva la formule qui devait concilier les scrupules de lord Stanley avec les exigences du comte de Bismarck. La garantie ne s'exercerait pas individuellement et séparément, mais collectivement, ce qui laissait la porte ouverte aux interprétations. C'était donner une apparente satisfaction au cabinet de Berlin et permettre à lord Stanley de déclarer quelques jours après, en plein parlement, au grand déplaisir de la Prusse, que la garantie qu'il avait donnée au nom de l'Angleterre ne l'engageait pas sérieusement. « Notre garantie, disait-il, ne dépasse pas celle d'une société à responsabilité limitée (*limited*). » C'était le billet de La Châtre.

L'Europe, au moment où ses pensées commençaient à se reporter vers l'exposition universelle, avait eu la sensation frissonnante de la guerre. A l'annonce d'une conférence, ses alarmes s'étaient dissipées bien vite, car elle ignorait les causes secrètes du différend qui depuis un mois tenait tous les intérêts en suspens. Elle avait eu peine à s'expliquer que la possession d'un territoire litigieux de peu d'importance, poursuivie dans les menées d'une étroite et obscure négociation diplomatique, pût devenir la cause d'une conflagration générale sans que la raison publique eût le temps et la force de conjurer le péril. Elle ne se doutait pas que le Luxembourg n'était pour la Prusse qu'un prétexte, le terrain sur lequel elle comptait résoudre à son profit le problème allemand et affirmer par les armes sa prépondérance militaire et politique.

XIV. — L'INCIDENT DES ARMEMENS.

La joie en Europe était générale; on se faisait fête d'aller à Paris. on accourait de tous côtés au rendez-vous pacifique auquel la France avait convié les peuples. Berlin seul résistait à cet entraînement; les merveilles de l'art et de l'industrie le laissaient insensible. Tout le monde était mécontent : les officiers qui rêvaient une cam-

pagne glorieuse, et les spéculateurs qui, sur la foi des journaux inspirés et aussi sur des confidences émanant des personnages les plus hauts placés, s'étaient engagés dans le sens de la baisse pour des sommes énormes. Le parti militaire maudissait la diplomatie qui se jetait à la traverse de ses sinistres espérances; il reprenait, pour réduire à néant les tentatives de conciliation, le thème des armemens. Il voyait avec désespoir diminuer chaque jour les chances d'une guerre de surprise.

Si ses avis avaient prévalu, sans nous laisser le temps de nous reconnaître, deux cent cinquante mille hommes auraient envahi nos frontières dès le lendemain de l'interpellation de M. Bennigsen, avec la rapidité foudroyante qui avait présidé à la campagne de Bohême. Huit ou dix jours plus tard, le gros de l'armée, mobilisé, aurait coupé nos communications avec la Hollande, opéré un grand mouvement tournant sur nos frontières nord-est. On savait nos arsenaux à sec, les chevaux nous manquaient, le résultat ne pouvait être douteux entre deux armées, l'une subissant une guerre défensive improvisée avec des cadres désorganisés et un armement en voie de transformation, et l'autre bien supérieure en nombre, enivrée par de récentes victoires, avec des arsenaux regorgeant d'armes et de munitions et un plan de campagne étudié, combiné de longue date dans ses plus petits détails (1). Rien ne paraissait plus facile alors qu'une guerre d'invasion.

Mais les quatre semaines gagnées par la diplomatie avaient permis au maréchal Niel d'organiser la défense en faisant des prodiges de célérité.

L'armée d'Afrique était prête à s'embarquer; le camp de Châlons s'organisait dans une pensée de concentration avec des régimens tirés des garnisons les plus éloignées; plus de six cent mille chassepots étaient livrés, on attendait des fusils d'Espagne et d'Amérique, des chevaux et des mules étaient importés de tous côtés, et la gendarmerie, provisoirement démontée, devait pourvoir aux besoins les plus urgens de notre artillerie et de notre cavalerie. Les officiers prussiens qui parcouraient nos provinces signalaient l'activité de nos arsenaux et les mouvemens d'hommes et de matériel sur nos chemins de fer. Si ces dénonciations parties de tous les coins de notre territoire et transmises par des agens voyageurs ou sédentaires exaspéraient les généraux prussiens, elles n'en donnaient pas moins à réfléchir au gouvernement. Il voyait disparaître de plus en plus les chances si inégales sur lesquelles il spéculait et chaque jour s'accentuer davantage la pression des puissances. L'occasion était passée. Il ne restait plus à la diplomatie prussienne qu'à

(1) Dépêche de Francfort.

battre en retraite et à clore l'incident qu'elle avait si perfidement soulevé. Mais elle se repliait la menace à la bouche; elle reprenait même l'offensive pour entraver l'impulsion vigoureuse imprimée à nos préparatifs, pour impressionner les plénipotentiaires qui déjà étaient réunis à Londres et arracher à lord Stanley la garantie qu'il refusait obstinément.

Le gouvernement prussien en persistant dans ses récriminations jusqu'à la veille de la clôture de la conférence, dont le succès n'inspirait plus de doutes, semblait vouloir donner à l'Europe un étrange spectacle, celui d'apposer sa signature le même jour sur deux actes contradictoires, l'un consacrant la paix et l'autre ordonnant la mobilisation.

M. de Moustier était indigné de l'obstination calculée qu'on mettait à suspecter nos intentions et à dénaturer nos actes. « Je nie avec la dernière énergie, écrivait-il, que nous soyons à un degré quelconque dans la situation militaire que de faux rapports signalent au gouvernement prussien. Goltz n'hésite pas à le reconnaître hautement. Il y a là une véritable aberration, s'il n'y a pas un odieux calcul d'agression, comme l'an dernier vis-à-vis de l'Autriche. Si le parti militaire prussien devait continuer à compromettre la paix par des accusations systématiques et sans fondement, nous ferons appel à l'équité des cabinets européens, qui ne se méprendront pas sur le véritable état des choses. »

Le ministre prussien haussait les épaules. Ces protestations indignées le touchaient peu; il avait son idée, il n'en démordait pas; il lui convenait d'affecter la crainte, de transformer la France, qu'il savait impuissante, en croquemitaine, de la montrer menaçante, armée jusqu'aux dents. Il ne reculait devant aucun argument pour nous mettre en contradiction avec nos assurances pacifiques. Il en puisait partout, dans les rapports militaires, dans les dépêches politiques. Il nous les opposait en quelque sorte publiquement par des télégrammes expédiés en clair. Il dédaignait l'usage du chiffre, qui permet d'atténuer les réclamations irritantes. Peu lui importait notre amour-propre; il entrait dans ses calculs de nous exaspérer et de nous entraîner aux résolutions que suggère l'indignation. Il devait recourir à un procédé analogue au mois de juillet 1870; il se servit alors, pour nous pousser à bout, d'une agence semi-officielle, l'agence Wolff, pour annoncer, dans une dépêche retentissante, que le roi, insulté par l'ambassadeur de France, avait refusé de le recevoir.

Voici ce que M. de Bismarck télégraphiait en clair au comte de Goltz, de façon à ce que personne n'en ignorât : « Le baron de Werther m'écrit de Vienne que le duc de Gramont reconnaît lui-même, contrairement aux assurances de son gouvernement, que les achats

de chevaux en Hongrie pour le compte de la France ne discontinuent pas. » — « Je sais, ripostait aussitôt M. de Moustier, touché au vif par le procédé, dans une dépêche également non chiffrée adressée à M. Benedetti, que le gouvernement prussien, contrairement aux assurances de M. de Bismarck, poursuit ses mesures militaires de tout genre sur la plus vaste échelle et qu'il fait acheter des chevaux de tous côtés, en Hongrie, en Pologne et même en Irlande. » Le ministre français, à bout de patience, prenait à son tour l'offensive et retournait contre le gouvernement prussien les reproches dont il nous abreuvait. C'était une imprudence ; c'était perdre l'avantage du terrain sur lequel nous nous étions si heureusement retranchés ; c'était se découvrir et prêter le flanc à notre adversaire. M. de Moustier comprit à temps la faute qu'il venait de commettre ; il maîtrisa son indignation, se dégagea et rompit vivement en arrière en proclamant plus haut que jamais, par ses journaux et par sa diplomatie, sans s'arrêter aux clameurs prussiennes, les sentimens pacifiques de la France. Mais il avait beau insérer au *Moniteur* les communiqués les plus tranquillisans et manifester au sein de la conférence les dispositions les plus conciliantes, les agens prussiens n'en continuaient pas moins à faire partout grand tapage de nos préparatifs militaires et à nous prêter les plus noirs desseins. A les entendre, il ne restait plus à l'Allemagne, menacée d'une agression imminente, qu'à pourvoir sans délais à sa légitime défense.

« Il existe en France deux courans, disait M. de Bismarck à M. Benedetti, l'un diplomatique qui offre de sérieuses garanties ; l'autre militaire, qui pousse à la guerre. Les renseignemens envoyés par M. de Bernsdorff, sur les premières séances de la conférence, témoignent assurément des intentions pacifiques du gouvernement de l'empereur, mais les informations recueillies par l'état-major général démontrent que les préparatifs de la France excèdent les besoins de sa défense. » M. de Bismarck énumérait, sans en oublier une seule toutes les mesures prises par le maréchal Niel. C'était l'ouverture anticipée du camp de Châlons et le doublement de son effectif, l'armement de nos places fortes, l'achat de chevaux en Autriche, en Suisse et en Italie, la réunion d'un immense parc d'artillerie et de pontonniers à Metz, l'envoi de chaloupes canonnières à Strasbourg, la convocation des réserves de 1864 et 1865, le maintien sous les drapeaux de la classe de 1860. Il affirmait que la Prusse n'avait encore fait aucun préparatif et qu'elle n'aurait que le 8e corps d'armée à nous opposer, s'il nous plaisait de jeter inopinément cent cinquante mille hommes soit dans le midi de l'Allemagne, soit sur les Provinces Rhénanes. Ces affirmations ne cadraient guère

avec les renseignemens que le gouvernement impérial recevait d'Allemagne. « L'armée est déjà mobilisée secrètement, écrivait-on, des avis affichés dans toutes les communes de la confédération du Nord invitent les hommes de la réserve à se tenir prêts à rejoindre leurs corps au premier appel. Il passe à Francfort, nuit et jour, des trains militaires se dirigeant sur le grand-duché de Bade. Hanovre reçoit une garnison de trente mille hommes ; toutes les places fortes sont ravitaillées et leurs garnisons mises sur le pied de guerre. Les compagnies sanitaires et les bureaux d'ambulances s'organisent silencieusement; tous les corps actifs sont prêts à entrer en campagne, les ordres sont signés à l'avance. »

La France avait donné les gages les plus manifestes de son amour de la paix elle avait résisté à toutes les provocations, elle en avait appelé à l'arbitrage de l'Europe, elle tenait à Londres le langage le plus pacifique, elle n'armait que pour se défendre, et on lui prêtait le dessein d'envahir l'Allemagne! M. Benedetti, en réfutant les assertions des généraux prussiens, prêchait un converti. M. de Bismarck était forcé de reconnaître que leurs alarmes étaient peu justifiées, mais les militaires, disait-il, en affectant de subir leurs exigences, ne tiennent pas compte de l'état politique des choses; il suffit qu'ils voient un danger pour se préoccuper de la défense, et la défense de la Prusse, d'après le général de Moltke, ne pouvait être garantie, au point où en étaient arrivés les armemens de la France, que par la mobilisation d'une partie, sinon de la totalité de son armée.

Le ministre ne cachait pas que l'ambassadeur du roi à Paris se montrait de plus en plus alarmé, sa correspondance faisait voir qu'il avait à cœur de dégager sa responsabilité personnelle. Fidèle à ses habitudes, M. de Goltz nous dénonçait à la vindicte de son gouvernement tandis qu'il rassurait l'empereur et s'indignait au ministère des affaires étrangères « du bruit ridicule » qui se faisait à Berlin au sujet de nos armemens. « Les rapports qui ont si vivement impressionné le gouvernement prussien ont été apportés par un courrier extraordinaire expédié par l'ambassade de Paris, » écrivait M. Benedetti à l'heure même où M. de Goltz disait à M. Rouher, résolûment dévoué à l'œuvre de la paix, qu'il n'avait qu'une pensée, « celle de satisfaire la France et de la réconcilier avec la Prusse. » — Ce n'était plus de la diplomatie (1).

M. de Bismarck exagérait à plaisir; à cette heure, ses menaces de mobilisation n'avaient plus d'autre but que de masquer sa retraite et de sortir honorablement de la conférence. « Il est des situations

(1) « S'il y a à gagner à être honnête, nous le serons, » écrivait un roi philosophe, et il ajoutait en appelant les choses par leur nom : « S'il faut duper, nous serons fripons. » (*Correspondance de Frédéric II.*)

qu ne se reconstituent plus une fois qu'elles sont brisées, écrivait-on de Francfort à la date du 11 mai ; le jour où la Prusse a accepté la conférence, elle est sortie du cercle menaçant dans lequel elle s'est retranchée sans pouvoir y rentrer. Le parti de la guerre, quoi qu'on en dise, est vaincu aujourd'hui; on a rompu avec le patriotisme germanique, et il faudrait des efforts bien vigoureux pour ranimer l'enthousiasme attiédi et retremper les convictions qui déjà se sont familiarisées avec l'idée d'une transaction. » Le 11 mai, on n'en disait pas moins tout haut, dans les cercles diplomatiques de Berlin (1), que le grand conseil se réunirait dans la soirée pour décréter la mobilisation partielle de l'armée. C'était la guerre. Il est vrai que, quelques heures après, on apprenait que le conseil était contremandé. Une dépêche du comte de Bernsdorff était venue à point nommé annoncer que la conférence était arrivée au terme de sa tâche et qu'elle avait signé le traité de neutralisation. Le langage de M. de Bismarck se modifiait subitement, de nouveaux renseignemens l'autorisaient à croire que nos armemens s'étaient ralentis, que les agens chargés de l'achat de chevaux en Hongrie étaient rappelés, et que M. de Goltz, si alarmé naguère, était revenu sur les inquiétudes qu'il manifestait. « Hier encore, écrivait M. Benedetti, on affirmait que nos armemens excédaient les bornes de notre défense, que Goltz sonnait la cloche d'alarme; aujourd'hui que les nouvelles de Londres sont telles qu'on les désire, le président du conseil reconnaît que Goltz rend hommage à la sincérité de nos intentions et que les renseignemens invoqués par les généraux sont démentis par ceux-là mêmes qui les avaient transmis. »

Le mot d'ordre était changé encore une fois ; les visages se déridaient comme par enchantement, le langage redevenait « velouté. » On reparlait de la France avec déférence, on exaltait la haute sagesse de son souverain, on ne se serait pas douté que, la veille encore, il était l'objet d'outrages et de véhémentes récriminations. Tout le monde était pacifique et prétendait l'avoir toujours été. On se vantait d'avoir lutté avec ardeur contre les tendances belliqueuses dont personne ne se souciait plus d'assumer la responsabilité. On ne soutenait plus que le Luxembourg fût terre allemande, ni que sa forteresse fût indispensable à la sécurité de l'Allemagne. On donnait congé aux assemblées populaires, on tempérait l'ardeur des journalistes. Quant au parti militaire, si enclin aux résolutions extrêmes et si peu disposé aux plus légères concessions, il n'en était plus question. On en était à se demander s'il existait en réa-

(1) Lettre de M. Benedetti : « M. de Bismarck a dit au baron de Wimpfen que l'armée serait mobilisée aujourd'hui, si par les résolutions de la conférence et par les déclarations du gouvernement de l'empereur on n'était pas rassuré. »

lité, ou du moins s'il exerçait une influence quelconque dans les conseils du roi. Cette volte-face instantanée témoignait d'une rare discipline; elle montrait que le gouvernement prussien ne disposait pas seulement pour la réalisation de ses desseins d'une armée admirablement organisée, mais qu'il avait aussi au service de sa politique extérieure un sentiment public, dont les manifestations tour à tour belliqueuses ou pacifiques ne s'inspiraient que de ses convenances.

La *Correspondance provinciale*, sans ménager les transitions, exaltait tout à coup la modération de la France; elle rendait témoignage à son attitude à la conférence; elle disait que le gouvernement impérial méritait de plus en plus l'estime et la confiance de l'Europe. Elle annonçait la visite du roi aux Tuileries, elle voyait dans la présence des souverains à Paris, à l'occasion de l'exposition uuiverselle, la consécration de la paix qui venait de triompher à Londres. L'exposition universelle, dont le parlement du Nord avait salué l'ouverture par des cris de guerre, devenait tout à coup le grand événement du jour, le sujet des préoccupations les plus sympathiques. On allait partir pour Paris, non plus en guerre, pour le bombarder, l'affamer et le rançonner, mais pour en admirer les merveilles et y célébrer l'union et la fraternité des peuples.

Pour M. de Bismarck, la campagne si inopinément, si brutalement ouverte contre la France, était close. Personne n'avait lieu ni de triompher ni de se couvrir de cendres. La France renonçait à une conquête prématurément escomptée, et la Prusse sortait d'une forteresse qu'elle disait indispensable à sa défense et qu'elle avait déclaré ne pas vouloir évacuer. A vrai dire, il n'y avait ni vainqueur, ni vaincu. Aussi s'efforçait-on à démêler les arrière-pensées du cabinet de Berlin; on se demandait quel avantage un politique aussi opportuniste que M. de Bismarck avait pu trouver à manquer à ses promesses, à s'aliéner du jour au lendemain et en quelque sorte de gaîté de cœur les sympathies et les complaisances du cabinet des Tuileries. La réponse était aisée; comme toujours, il s'était inspiré des circonstances. Il était sincère lorsqu'à Paris et à Biarritz il nous offrait le Luxembourg comme prix de notre neutralité; il l'était encore à Nikolsbourg, à la fin de juillet et même à Berlin à la fin du mois d'août 1866, lorsque, pour conjurer notre intervention, il nous le proposait à titre de dédommagement pour ses conquêtes. Mais au mois de décembre, après son retour de Varzin, son bon vouloir s'était altéré, ses promesses lui pesaient, il cherchait à les éluder et à nous décourager par les réticences de son langage et l'étrangeté de son attitude; sa sincérité n'était plus qu'intermittente, et vers la fin de mars il devenait évident qu'à la première occasion elle se laisserait déborder et entraîner par les passions nationales.

Cependant si, dès les premières ouvertures faites au cabinet de

La Haye, au lieu de perdre un temps précieux, on avait prescrit à M. Baudin de vaincre, coûte que coûte, les scrupules du roi grand-duc et les hésitations du gouvernement hollandais, la cession eût été, selon toute vraisemblance, un fait accompli avant la réunion du parlement du Nord. Il eût été difficile alors au gouvernement prussien, après l'approbation que, le 9 mars, le roi avait donnée aux déclarations si explicites de son ministre, de ne pas se résigner à l'abandon du grand-duché et à plus forte raison de s'y opposer à main armée. Mais l'heure était passée, lorsque, le 26, le 28 et le 30 mars, M. Benedetti et M. de Bylandt expédiaient dépêches sur dépêches pour demander à leurs gouvernemens de précipiter la conclusion.

Dès l'ouverture du Reichstag, la partie était sérieusement compromise; elle était irrévocablement perdue après les interpellations adressées au chancelier au sujet de l'entrée éventuelle du Luxembourg et du Limbourg dans la Confédération du Nord.

M. de Bismarck se trouvait, par le fait de nos tergiversations, strictement, sinon moralement dégagé de ses promesses; il lui était permis, en ne s'inspirant plus que de l'intérêt allemand, d'équivoquer et d'affirmer que nous avions manqué au programme qu'il nous avait tracé et que nous avions laissé passer les échéances qu'il nous avait fixées. Il pouvait élargir le débat, se mettre à l'unisson des passions militaires et nationales, s'attaquer à nos convoitises et se servir du Luxembourg comme d'un prétexte pour procéder à l'unification de l'Allemagne et asseoir sa prépondérance. Les événemens se seraient précipités à coup sûr au gré du parti militaire si, le 1er avril, à l'heure même où se produisait l'interpellation concertée de M. de Bennigsen, M. de Zuylen, avec ou sans arrière-pensée, n'avait pas soulevé une question de forme pour remettre au lendemain la signature des deux conventions. Sans cet ajournement fortuit ou calculé, la guerre n'eût pas été conjurée.

La politique impériale, si nette, si confiante en elle-même et si résolue à ses débuts, s'était altérée dès que, contestée, elle s'était sentie atteinte dans son prestige; elle était devenue hésitante, mobile, craintive, en même temps qu'imprévoyante et téméraire; elle s'engageait dans les combinaisons les plus hasardeuses avec l'espoir d'y retrouver la fortune sans mesurer les risques, sans se précautionner contre les accidens, et lorsque les occasions qu'elle avait audacieusement provoquées s'offraient à elle, elle manquait de clairvoyance, de décision pour les saisir et les faire tourner à son avantage. Elle aurait pu, depuis la première entrevue de Biarritz, prendre M. de Bismarck cent fois au mot, dans les momens où les sacrifices s'imposaient à ses calculs, où son intérêt lui commandait de nous satisfaire. Elle aurait pu se prémunir contre ses défaillances, tout comme elle s'était prému-

nie contre l'ingratitude de l'Autriche. Ne s'était-elle pas fait garantir la Vénétie par le cabinet de Vienne avant l'ouverture des hostilités? Pourquoi, du même coup, ne pas réclamer du cabinet de Berlin, alors que nous étions encore les arbitres de la paix et de la guerre, en échange de notre neutralité qui lui permettait de jeter toutes ses forces en Bohême, un traité analogue à celui du 12 juin, nous assurant dans toutes les éventualités l'évacuation et la cession du Luxembourg? Le roi Guillaume l'eût signé des deux mains; il suppliait l'empereur, dans les lettres qu'il lui adressait avant de se jeter dans une lutte qui pouvait être fatale à son pays et à sa couronne, « de ne pas laisser aux hasards de la guerre le soin d'en régler les conditions. » Mais l'empereur répondait énigmatiquement « qu'il était difficile de prévoir les résultats du conflit qui allait s'engager et que les deux souverains devaient compter réciproquement sur leur bonne foi et sur le désir de maintenir entre eux, quoi qu'il arrivât, les rapports les plus amicaux et les plus confians (1). » On a peine à s'expliquer tant de sollicitude pour l'intérêt italien et si peu de prévoyance pour l'intérêt français.

Frédéric II, qui, déjà comme prince royal, suivait d'un œil envieux les progrès de notre diplomatie, écrivait en 1739 : « Les Français doivent leurs plus beaux succès à leurs négociations. La véritable fortune de ce royaume, c'est la prévoyance, la pénétration de ses ministres et les bonnes mesures qu'ils prennent (2). »

Les temps étaient bien changés. La pénétration et la prévoyance ne présidaient plus à nos destinées en 1866; notre politique était entre les mains d'un homme d'état enclin à la suffisance, plus systématique qu'avisé. M. Drouyn de Lhuys avait laissé la guerre s'engager en Allemagne avec une superbe quiétude, sans prendre aucune de ces « bonnes mesures, » ni militaires ni diplomatiques, qu'admirait le prince royal de Prusse. Il n'avait pas pesé les chances de la lutte, il s'était mépris sur les forces respectives des puissances belligérantes, il n'avait pas pressenti le vainqueur. S'en tenant aux appréciations de généraux présomptueux, il avait joué les destinées de la France sur une seule carte, le triomphe de l'Autriche; il n'avait spéculé que sur les défaites prussiennes et il s'était flatté que les événemens suivraient le cours que, dans son imagination, il leur avait majestueusement tracé. Il avait dédaigné les acomptes dans la crainte qu'ils ne valussent quittance. Il ne rêvait que le Rhin : c'était son idée dominante; c'est par Mayence et Coblentz qu'il entendait aller à Bruxelles et à Luxembourg.

Ces calculs étaient peu réfléchis; le Luxembourg « était bon à

(1) Brochure du marquis de Gricourt écrite sous l'inspiration de l'empereur en 1871.
(2) Albert Vandal, *la Paix de Belgrade*.

prendre et bon à garder. » La prise de possession du grand-duché dès le lendemain de Sadowa, comme entrée de jeu, à titre d'acompte, loin de préjuger les revendications ultérieures, n'aurait pu que les fortifier si, par le fait des changemens survenus en Allemagne, l'équilibre s'était trouvé rompu à notre détriment. Surpris par une crise redoutable qui, pour être conjurée, eût exigé dans ses conseils une communauté de sentimens et une unité d'action absolues, l'empereur s'était vu, à une de ces heures qui marquent dans les destinées d'un pays, soumis à des influences multiples, rivales, passionnées, les unes s'efforçant de l'entraîner vers l'Autriche, les autres préconisant une entente avec la Prusse. Au lieu d'intervenir et de s'appuyer soit sur le cabinet de Vienne, soit sur le cabinet de Berlin, ou, ce qui eût été plus sage, notre impuissance militaire étant constatée, au lieu de se rallier résolûment à la Russie, qui réclamait un congrès et protestait contre les faits accomplis en Allemagne, il revendiquait le rôle ingrat de médiateur qui le condamnait à donner l'exemple du désintéressement et le forçait d'abdiquer toute revendication personnelle. Il perdait bénévolement le bénéfice des services qu'il avait rendus à la Prusse par son abstention en venant au quartier-général de Nikolsbourg lui marchander pour le compte d'autrui le prix de ses victoires, lui refuser la Saxe, l'objet de ses convoitises, lui défendre de porter atteinte à l'intégrité du territoire autrichien, lui imposer la ligne du Mein et celle du Slesvig. Il se condamnait à attendre la signature des préliminaires de la paix pour lui réclamer la rançon de ses succès et formuler, en invoquant une neutralité périmée, des demandes de compensation. Il rappelait tardivement à un ministre peu scrupuleux ses promesses après lui avoir révélé son impuissance militaire et ses défaillances morales. Mais déjà l'armée prussienne était réorganisée et l'Allemagne « mise en selle, » comme le disait M. de Bismarck, était maîtresse de ses destinées. L'hostilité de la France, loin d'être un obstacle, devenait désormais l'élément principal de sa politique; nos jalousies mal dissimulées, nos revendications inopportunément formulées se trouvaient être pour l'accomplissement de l'œuvre unitaire le stimulant le plus précieux. Tout allait se retourner contre nous. L'interpellation de M. de Bennigsen réveillait et surexcitait les passions germaniques; elle détournait de la Prusse, en un tour de main, les haines et les ressentimens que ses violences toutes récentes avaient laissés dans les cœurs allemands. Elle dégageait M. de Bismarck des engagemens personnels qu'il avait pris avec la France, elle lui permettait de se retrancher derrière un *Non possumus* parlementaire. Le Reichstag, malgré ses répugnances, sacrifiait ses prérogatives au gouvernement prussien pour le fortifier contre les convoitises de l'étranger; il votait une

constitution autoritaire et lui assurait pour une période de sept années un budget militaire écrasant.

Les états du Sud, mis en demeure d'exécuter les traités d'alliance, se voyaient forcés, bien qu'à contre-cœur, sous la pression des assemblées populaires et sur les injonctions de la diplomatie de Berlin, de hâter leurs préparatifs et de précipiter leur fusion militaire avec les armées prussiennes. Les grandes puissances enfin, en permettant au cabinet de Berlin de se présenter à la conférence de Londres au nom de la Confédération du Nord et de parler au nom des intérêts allemands, assuraient à la Prusse la reconnaissance implicite de ses conquêtes en même temps que la sanction anticipée des transformations qu'elle poursuivait en Allemagne.

Tels étaient les profits que M. de Bismarck retirait de l'affaire du Luxembourg. C'était plus qu'il n'en fallait pour lui faire accepter philosophiquement l'arrêt des puissances, les reproches du parti militaire et le consoler du mécontentement du gouvernement impérial ; il pouvait dire avec le compagnon d'Énée : *Dolus, an virtus, quis in hoste requirat?* Mais il ne sortait pas moins de l'aventure diminué, atteint dans son prestige et quelque peu dans son caractère. Les chancelleries européennes étaient stupéfiées, la Prusse déçue ; elle avait mieux auguré de son audace et de son savoir-faire ; elle était exigeante.

« Vous vous targuez, disaient les journaux particularistes, d'être la première nation militaire du monde, vous prétendez que vos victoires ont jeté l'épouvante à Paris et à Pétersbourg, vous dites qu'il ne dépend que de vous d'étendre la main sur les Vosges et sur la Vistule, et à la première sommation, vous abandonnez à la Hollande la province allemande du Limbourg et vous sortez honteusement du Luxembourg. Cessez de vous vanter dorénavant d'avoir relevé la considération de l'Allemagne et consacré sa toute-puissance. »

Il est certain que la Prusse avait subi l'intervention des puissances, comparu devant un arbitrage européen ; que les premiers élans patriotiques du parlement du Nord étaient méconnus et que les déclarations solennelles et réitérées du gouvernement de ne pas sortir du Luxembourg étaient démenties par l'évacuation de la citadelle.

La France, grâce à une évolution diplomatique des mieux inspirées, opérée sous le coup du danger, était sortie avec les honneurs de la guerre de l'impasse où par sa faute elle se trouvait perfidement acculée. La politique impériale avait su garder son sang-froid sans rien sacrifier de sa dignité. Elle avait résisté à toutes les provocations, elle avait interverti les rôles, réduit M. de Bismarck à se soumettre aux décisions des grandes puissances, sous peine

de s'aliéner l'Europe. M. de Moustier, par sa modération, par sa loyauté, avait déjoué de ténébreux desseins. En restant impassible devant des excitations calculées, il avait isolé la Prusse, rejeté son ministre dans ses embarras intérieurs. Il avait montré « que le gouvernement d'un grand pays n'exposait pas les forces dont il était le gardien aux convenances d'un homme d'état téméraire. »

C'était un succès, mais stérile et bien chèrement acheté, un succès à la Pyrrhus, le dernier que la fortune ménageait à l'empereur. Il en était redevable avant tout à l'intervention résolue des puissances; il le devait au sens politique de son ministre des affaires étrangères, à l'activité indomptable de son ministre de la guerre, et peut-être aussi à la vigilance patriotique de sa diplomatie. La France n'eût pas échappé à l'invasion si le sang-froid, la prudence et l'énergie ne s'étaient pas trouvés réunis dans ses conseils pour déchirer une trame diplomatique savamment ourdie et déjouer une conspiration militaire qui, prête à éclater contre nous, n'attendait qu'un prétexte. L'enseignement qui ressortait de cette périlleuse épreuve fut perdu. Les hommes qui succédèrent à M. de Moustier et au maréchal Niel ne surent ni préparer la guerre ni la conjurer. Ils tombèrent dans le piège qu'on avait évité. Au lieu de se retrancher sur la défensive et de laisser à M. de Bismarck, en rébellion avec le sentiment des puissances, la responsabilité de la guerre, ils assumèrent le rôle de provocateurs. Ils n'avaient tiré aucune moralité de l'affaire du Luxembourg; ils n'avaient pas compris que 1867 n'était que le prélude de 1870.

Le 14 mai, le ministre des affaires étrangères communiquait aux chambres le résultat des travaux de la conférence de Londres. La neutralisation du Luxembourg était proclamée et placée sous la garde des puissances contractantes. Le grand-duché restait sous la souveraineté du roi des Pays-Bas, appelé à exercer ses droits dans toute leur plénitude sur la ville comme sur le reste du pays. Le gouvernement prussien s'engageait à évacuer la place après l'échange des ratifications et à retirer sans retard tout le matériel. On ne fixait aucune date pour l'accomplissement de cet engagement, mais il était entendu qu'il serait exécuté loyalement, de bonne foi et aussi promptement que possible. Le roi grand-duc se chargeait de démanteler la place. Les populations n'étaient pas consultées et les liens avec le Zollverein n'étaient pas rompus, ce qui était contraire aux principes et aux intérêts de la France. Le ministre des affaires étrangères n'en disait pas moins que le traité de Londres répondait pleinement aux vues du gouvernement français. « Il fait cesser, disait-il, une situation créée contre nous dans de mauvais jours et

(1) Dépêche de Francfort.

maintenue pendant cinquante ans; il assure à notre frontière du Nord la garantie d'une nouvel état neutre. » Le gouvernement impérial, pour pallier ses fautes et se soustraire aux récriminations, ne reculait devant aucun argument; il n'affirmait que pour se contredire, il condamnait le lendemain ce qu'il défendait la veille. Déjà il oubliait la circulaire La Valette pour revenir à la politique de M. de Talleyrand. Il s'était félicité naguère de la disparition des états secondaires, et aujourd'hui la création d'un petit état neutre sur une de nos frontières lui apparaissait comme un succès. Il avait refusé obstinément le Luxembourg tant que M. de Bismarck le lui offrait sur un plat d'argent, et, découvrant après coup qu'il était une menace pour sa sécurité, il le disputait à la Prusse le jour où elle n'avait plus intérêt à s'en dessaisir. Jamais le scepticisme que la science de gouverner les hommes inspirait au chancelier Oxenstiern n'avait trouvé une plus triste justification.

La communication du gouvernement fut accueillie par un silence glacial. Les partisans de la guerre étaient indignés, ceux de la paix consternés et les officieux réduits au silence. Tandis que la Prusse s'emparait de l'Allemagne, la France sortait des événemens sans un pouce de territoire; la neutralisation du Luxembourg n'était certes pas de nature à nous consoler d'un tel résultat. Personne n'était satisfait, on sentait que la paix qu'on venait de signer n'était qu'une trêve grosse de nouvelles et infaillibles complications, que la situation restait la même avec ses problèmes et ses dangers. L'affaire du Luxembourg laissait derrière elle une profonde irritation : la France avait forcé la Prusse de sortir de sa forteresse, mais la Prusse l'avait empêchée d'y entrer. Il était difficile qu'on l'oubliât à Paris et à Berlin. Les défiances ne devaient plus s'effacer, la question de rivalité et de suprématie était posée entre les deux pays. « La question du Luxembourg est réglée aujourd'hui, écrivait-on de Francfort, à la date du 11 mai. Le dénoûment n'est certes pas tel qu'on le rêvait à Berlin. M. de Bismarck a retiré sans doute de cette rude campagne de réels profits pour sa politique allemande, mais, en découvrant malencontreusement son jeu, il a compromis pour toujours ses rapports avec la France. Nos illusions sont perdues aujourd'hui, il a éveillé nos défiances et nous a forcés de donner à nos armemens une impulsion que rien ne saurait plus ralentir désormais. Il ne retrouvera plus jamais, il est permis de l'admettre, une France sans alliés uniquement préoccupée des œuvres de la paix... Les procédés courtois vont succéder maintenant aux menaces; mais les visites royales et les propos du comte de Bismarck ne sauraient plus nous faire oublier le danger permanent dont nous sommes menacés depuis que le roi Guillaume peut, en vertu de sa réorganisation militaire, avec des approvisionnemens

toujours au grand complet et ses nombreux moyens de transport combinés dans une pensée stratégique, jeter sur nos frontières en neuf jours de temps, montre en main, à l'heure voulue, 250,000 hommes effectifs sans devoir attendre tous les effets de la mobilisation qui, quelques jours après, ajoutera à cette avant-garde formidable pour le moins 600,000 combattans. Ces conclusions, monsieur le ministre, après le succès de la conférence de Londres, pourront paraître chagrines, et cependant, étant mathématiquement vraies, elles s'imposent forcément à notre politique. J'aime mieux, en tout cas, en ce qui me concerne, m'appesantir sur le danger et au besoin l'exagérer que de ne pas m'y arrêter. Mes réflexions sont du reste émises exclusivement au point de vue des forces allemandes sans tenir compte de notre situation militaire, qui m'est inconnue et dont je n'ai pas à me préoccuper dans ma correspondance. »

C'était un *Caveant consules;* il devait se perdre comme tant d'autres cris d'alarmes dans le tourbillon fiévreux, cosmopolite de Paris où tout s'altère, les résolutions vaillantes et l'amour réfléchi du pays.

Déjà l'heure n'était plus aux soucis; l'exposition était ouverte, on on allait s'étourdir.

Nunc est bibendum, nunc pede libero
Pulsanda tellus.

« Dans tout autre pays, disait Frédéric II après la retraite de Prague, la consternation eût été générale, on aurait jeûné à Londres, exposé le sacrement à Rome, coupé des têtes à Vienne; en France, où les petites choses se traitent avec dignité et les grandes avec légèreté, on se contenta de chansonner le maréchal de Belle-Isle. »

XV. — LES SOUVERAINS A PARIS.

Le télégraphe jouait entre Berlin et Saint-Pétersbourg. On concertait et combinait la présence simultanée des deux souverains à Paris. A Berlin, on affirmait ne céder qu'au désir de l'empereur Alexandre; à Saint-Pétersbourg, au contraire, on prétendait ne se soumettre qu'aux instances du roi Guillaume. Le fait en lui-même n'était pas moins déplaisant pour la cour des Tuileries, il avait le caractère d'une démonstration. Le roi Guillaume et l'empereur Alexandre ne consultaient que leurs convenances personnelles, sans tenir compte de celles de l'empereur Napoléon, qui leur offrait l'hospitalité et les avait séparément invités. Ils semblaient mettre de l'affectation à lui notifier à l'avance que toutes les grâces de son accueil comme tous les calculs de sa politique ne parviendraient pas à détendre ou à plus forte raison à rompre les liens, de leur intimité.

Déjà le prince royal présidait, au champ de Mars, à l'installation des canons Krupp, le symbole de l'industrie prussienne, et l'on ignorait encore à Berlin si le président du conseil partirait avec le roi. M. de Bismarck était hésitant. Peut-être appréhendait-il des interpellations délicates et ne se souciait-il pas d'expliquer ce que son attitude avait eu d'inexplicable. Les rapports qui venaient de Paris n'avaient rien d'encourageant. Ils parlaient de manifestations projetées et d'attentats conçus contre la personne du chancelier; ils signalaient les violences de langage de quelques-uns de nos journaux. « Nous espérons bien, disait M. Granier de Cassagnac, que le ministre prussien ne poussera pas l'audace jusqu'à nous affliger de sa présence et jusqu'à braver nos légitimes ressentimens. » La police avait grossi et dramatisé ses renseignemens ; elle s'était mépris sur les dispositions de Paris, personne ne songeait à outrager le chancelier et encore moins à attenter à sa vie. La France est impressionnable, mais elle oublie vite; elle ne connaît ni les basses envies, ni les haines calculées. Elle cède à des entraînemens chevaleresques, elle se complaît dans les illusions jusqu'à oublier les violences et les perfidies de ses adversaires. « Paris, disait *le Moniteur*, oubliera l'adversaire politique pour ne voir en M. de Bismarck que l'hôte de la France. » Le ministre n'en restait pas moins perplexe; l'article de M. Granier de Cassagnac l'avait ému, il ne le cachait pas; peut-être trouvait-il dans son for intérieur que l'indignation du publiciste français était quelque peu motivée. Toujours est-il qu'il pria l'ambassadeur de faire agréer à l'empereur et à l'impératrice ses excuses et l'expression de ses regrets. « J'eusse été heureux et fort honoré de leur faire ma cour, disait-il, mais la multiplicité de mes devoirs et l'état de ma santé, dont je n'ai que trop abusé, me retiennent au rivage. » Il croyait, d'ailleurs, que la population de Paris saurait gré au roi de ne pas l'avoir amené. Il se ravisa toutefois : « Un propos du roi, disait-il le lendemain à M. Benedetti, a changé ma détermination; il s'imagine que j'ai peur, que je vois des assassins partout depuis que j'ai été l'objet d'un attentat. »

Le 4 juin, le roi Guillaume et son premier ministre partaient pour Paris entièrement rassurés par M. de Goltz sur l'accueil de la population et certains d'être reçus à la cour des Tuileries avec le plus vif empressement et la plus démonstrative cordialité.

L'empereur n'était pas vindicatif. « Il n'avait pas de rancune, a dit George Sand, point d'amertume, peu de courroux; il était trop contemplatif pour être passionné (1). » Il ne croyait ni aux pièges

(1) Voici quelques traits, les moins véhémens, du portrait de l'empereur tracé par George Sand et que l'histoire si lente à se fixer a déjà en partie consacré. « Il eut comme homme privé des qualités réelles. J'ai eu occasion de voir en lui un côté vraiment sincère et généreux... Il ne posait pas comme son oncle, il n'avait pas appris à

ni aux chausse-trapes ; il préférait s'en prendre à la fatalité de ses déconvenues, qui n'étaient que trop souvent le résultat de l'imprévoyance. L'épreuve angoissante qu'il venait de traverser aurait dû lui laisser d'amers ressentimens et lui enlever sur les tendances de la politique prussienne ses dernières illusions. Il échappait à l'invasion, et déjà, sans tenir compte d'aucun avertissement, il poursuivait l'idée de renouer avec le cabinet de Berlin. Il se flattait que le roi Guillaume et le président de son conseil, sous le charme de ses attentions, ne demanderaient pas mieux que de reprendre d'anciens entretiens et de se prêter à de nouvelles combinaisons. S'il avait daigné lire et méditer les dépêches les plus récentes de sa diplomatie, il aurait vu dans quels sentimens M. de Bismarck arrivait aux Tuileries et dans quels termes il parlait de la France. « Nous savons, disait-il à M. de Dalwigk, qui craignait que l'entrée des états du Midi dans la Confédération du Nord ne provoquât la guerre, ce que nous aurons à dire à l'Autriche ; quant à la France, nous sommes prêts, nous l'attendons (1). » Ses actes étaient encore plus significatifs ; il signait, quelques instans avant de monter dans le train royal, la convention qui créait un parlement douanier. Les délégués et les députés de la Confédération du Nord et des états du Midi allaient dorénavant siéger dans un même conseil et dans une même assemblée. C'était un nouveau défi jeté à la France. En donnant aux passions germaniques ce gage non équivoque de son audace et de son patriotisme, il était certain de recouvrer la popularité que lui avait coûtée l'abandon du Luxembourg. A l'heure où il apparaissait aux Tuileries avec son roi, le traité de Prague, l'œuvre de notre médiation, était en lambeaux, la ligne du Mein était franchie, économiquement, politiquement et militairement.

« On aimerait assez ignorer les choses si graves que vous mandez, » m'écrivait un de ces officieux, habiles à flairer le vent, qu'on

se draper dans la toge antique et ne cherchait pas à paraître majestueux. Il était sans haine, sans ressentiment et chevaleresque au besoin quand il s'agissait d'oublier une injure personnelle... Santé perdue, vitalité chancelante, inégale, suspendue par momens avec des flux d'expansion et des refoulemens douloureux... Je me suis convaincue qu'il croyait ce qu'il disait. Il se regardait comme unique moyen de salut, comme l'instrument d'une mission inévitable. Il ne se sentait pas l'énergie physique et morale nécessaire, mais il comptait la trouver dans l'arrangement fatal des circonstances ; il adoptait toutes les idées qu'on voulait lui suggérer sous forme d'oracles. Il entreprit de grandes choses qui ne pouvaient aboutir, et il parut devoir mener à bien tout ce qui répondait au sentiment public... Homme à principes erronés, il gouverna une nation qui manquait de principes... Il se crut l'instrument de la Providence, il ne fut que celui du hasard. Il disait : « C'est ma destinée, donc c'est mon devoir. » C'était le fanatisme d'un autre siècle mettant l'aigle dans le nimbe à la place du calice. »

(1) Dépêche de Francfort.

retrouve au service de toutes les causes, sans convictions, envieux, subalternes. C'était le mot de la situation; on avait le sentiment du péril, mais on détournait les yeux, on n'avait plus l'énergie voulue pour l'envisager en face; on vivait au jour le jour, on marchait sans boussole, au hasard des événemens. « A chaque jour sa peine, » disait un ministre sceptique. C'est à cette philosophie de décadence qu'avait abouti la sagesse gouvernementale. Le danger était à peine conjuré que déjà on oubliait les sombres jours que l'on venait de traverser; personne ne se préoccupait plus du Luxembourg ni des agissemens de la Prusse en Allemagne. Les angoisses patriotiques avaient de nouveau disparu. L'heure présente était trop attrayante pour que l'on se souvînt des alarmes de la veille et qu'on songeât aux soucis du lendemain. Paris était en liesse, il ressemblait à un immense caravansérail, où s'entremêlaient toutes les nationalités et se parlaient toutes les langues. Le défilé des souverains allait commencer. La cour et le monde officiel se mettaient en frais pour éblouir leurs hôtes par le faste de leur hospitalité. Leur présence ne répondait-elle pas victorieusement à toutes les attaques? Ne témoignait-elle pas du prestige et de l'autorité que l'empereur exerçait toujours dans le monde? On se refusait à croire que, dans ces voyages de souverains, il n'y avait au fond qu'un prétexte à distractions, que les temps étaient changés, qu'ils n'accouraient plus aux Tuileries, comme au lendemain de la guerre de Crimée, pour rendre hommage à notre puissance, pour solliciter notre appui, pour briguer notre alliance. Le plaisir seul les attirait aujourd'hui; l'empereur Alexandre le manifestait cavalièrement dès son arrivée à la frontière française. Sa première pensée fut, non pas pour l'empereur et l'impératrice, mais pour *la Grande-Duchesse de Gérolstein*, l'opérette à la mode. C'était débuter lestement et provoquer de fâcheux commentaires. On croyait le tsar moins frivole, on se le représentait plus courtois; comme son ministre, il était rancuneux. On rappelait que les rares souverains russes qui l'avaient précédé en France avaient su parler aux imaginations, qu'ils étaient apparus graves et majestueux, soucieux de leur grandeur et de la dignité du pays qui leur offrait l'hospitalité. Ils avaient mis de l'affectation à rechercher nos philosophes et nos savans. On les avait vus à l'Observatoire, à la Sorbonne, à l'Institut. Pierre le Grand avait brigué l'honneur d'être de l'Académie; il s'était recueilli sur le tombeau de Richelieu; il avait applaudi Racine et Corneille. Paul Ier suivait les leçons de Condorcet; il émerveillait les académiciens en leur récitant de mémoire des fragmens de leurs œuvres, et Alexandre Ier s'appliquait, en 1815, à nous faire oublier nos revers en rendant à l'esprit français d'éclatans hommages. Il semblait que, pour le fils de l'empereur Nicolas si superbe dans ses allures, Paris ne fût plus qu'une hôtellerie où les princes venaient

pour quelques jours secouer dans des distractions équivoques les soucis du pouvoir.

Le roi Guillaume du moins se montra courtois et déférent; il séduisit par l'aménité de sa personne et le charme de ses causeries. Sa mâle prestance fut remarquée à la revue de Longchamps, elle contrastait avec celle de l'empereur Alexandre, qui suivait les défilés d'un regard ennuyé et légèrement railleur. Le roi saluait les régimens d'un air martial, paraissait admirer leur tenue, tout en constatant avec satisfaction la faiblesse de leurs effectifs. Il négligea les petits théâtres, évita le café Anglais. Il savait subordonner ses plaisirs et ses rancunes à la raison d'état. Il se contenta d'observer et de préparer l'avenir, tandis que M. de Bismarck nous tâtait le pouls et que le général de Moltke et ses officiers faisaient des promenades stratégiques dans les environs de Paris. Il s'appliqua à rassurer l'empereur sans lui fournir l'occasion de sortir des généralités. Il avait un don précieux pour un souverain : celui de savoir échapper aux questions importunes et de ne rien dire au-delà de ce que comportait l'intérêt de sa politique.

L'empereur Alexandre quitta Paris le 13 juin. L'insulte qu'il essuya au Palais de justice et l'attentat dont il fut l'objet au bois de Boulogne, au retour de la revue de Longchamps, ne lui laissèrent de son séjour en France que d'amers souvenirs. On ne s'en aperçut que trop en 1870.

Le roi Guillaume le suivit de près. Il avait provoqué partout où il avait paru une grande impression. Il laissait sous le charme tous ceux qui l'avaient approché. La cour des Tuileries le vit s'éloigner à regret : il était l'hôte préféré! On échangea à l'heure du départ de chaleureuses protestations (1). On promit de se revoir! L'empereur ne se doutait pas que la main qu'il serrait si affectueusement briserait sa couronne.

G. Rothan.

(1) « Château de Babelsberg, 15 juin 1867, 8 heures 50 soir.

« *A Sa Majesté l'Empereur des Français à Paris.*

« Au moment de rentrer dans mes foyers, je m'empresse de vous remercier de tout mon cœur, Votre Majesté ainsi que l'Impératrice, pour l'accueil plus qu'aimable et amical que j'ai rencontré de la part de Vos Majestés pendant mon séjour à Paris, à jamais mémorable sous tant de rapports.

« C'est en formant les vœux les plus sincères pour le bonheur de Vos Majestés et pour la France que je suis de Votre Majesté le bon frère et ami.

« Guillaume. »

UN CONDOTTIÈRE

AU

XVE SIÈCLE

SIGISMOND MALATESTA

Le grand mouvement de transformation politique de la fin du XIVe siècle, qui mit un terme à l'existence des communes et aboutit à la constitution des monarchies italiennes, est dû en grande partie aux capitaines d'aventure désignés dans l'histoire sous le nom de *condottieri*. N'ayant d'abord pour tout droit que leur audace et pour tout bien que leur épée, ils groupèrent autour d'eux quelques exilés et mercenaires dont ils formèrent des compagnies; s'étant distingués dans les luttes de partis qui divisaient alors le nord et le centre de la péninsule, les cités les appelèrent bientôt pour maintenir la paix à l'intérieur ou les défendre contre les ennemis du dehors, et ils exercèrent le commandement par délégation des communes, sous le titre de *podestats, capitaines du peuple*, ou *conservateurs de la paix*. Mais, dès leur première victoire, la plupart d'entre eux, trahissant les intérêts de ceux qui les avaient appelés, confisquèrent à leur profit les libertés publiques.

Parmi ces aventuriers, les uns devinrent de véritables souverains et fondèrent des dynasties qui ont régné pendant plusieurs siècles sur de vastes territoires; les autres continuèrent à servir ceux qui

les payaient le mieux, comme capitaines à la solde, et tous les états de l'Italie se disputaient leur épée, qu'ils mettaient aux enchères. Les Castracani, les Scaliger, les Sforza, les Montefeltre, les Gonzague et les Malatesta sont les plus illustres parmi ceux qui ont ceint la couronne; les Acuto, les Dal Verme, les Barbiani, Terzo, Carmagnola, Piccinnino, Gattamelata et Colleone, sont les plus fameux parmi ceux qui restèrent de simples capitaines. Souverains ou condottieri, tous ont la même origine; leur génie seul diffère, et surtout les occasions que les circonstances et le temps leur ont offertes.

Tour à tour, suivant l'intérêt du moment, la tradition de leur famille ou celle de la région où ils s'étaient implantés, on vit ces soldats qui venaient d'échanger leur nom de capitaines contre celui de seigneurs, demander au saint-siège et à l'empire la consécration de ce droit usurpé; dès lors ils ajoutèrent à leur titre celui de « vicaires du saint-siège » ou de « vicaires de l'empire. » Si leurs destinées furent brillantes, leurs trônes furent fragiles, et on peut se faire une idée de leur caducité en même temps qu'on aura la preuve de la duplicité de tous ces capitaines, si on assiste à la mort de Jean-Galeas Visconti, le plus grand d'entre eux.

Né condottière, ayant rêvé, vers la fin du XIVe siècle, la reconstitution du royaume lombard, il était devenu souverain de tout le pays depuis les Alpes jusqu'à l'Adriatique, sauf Padoue, Modène, Mantoue et le territoire de la Sérénissime. Dans son armée, la plus grande qu'on eût vue jusqu'alors, il comptait pour capitaines les plus grands noms militaires de son temps : Alberico da Barbiano, le grand-connétable du roi de Naples, Jacopo dal Verme, le vainqueur d'Armagnac, Ugolotto, Biancardo, les deux Porro, Ottobuono Terzo, Galeas de Mantoue, Carlo et Pandolfo Malatesta, Gabrino Fondulo et Facino Cane, l'époux de Beatrice di Tenda. Jamais, depuis Barberousse l'Italie n'avait vu plus grand pouvoir concentré dans la main d'un seul homme. En 1402, aux premiers jours de ce XVe siècle qui devait être l'époque brillante des seigneuries, Jean Galeas meurt : sa succession semble assurée; son fils Giovanni aura le domaine de Milan, Filippo-Maria aura celui de Pavie. Cependant, sa cendre à peine refroidie, toutes les factions qu'il a domptées se relèvent et secouent le joug, et le même jour voit se former des factions nouvelles. Les Rossi, ligués entre eux, arrivent jusque sous les murs de Parme; les guelfes chassent les gibelins de Crémone et les Ugo Cavalcabo s'y font acclamer; les Sacchi entrent à Bellinzona, les Rusconi occupent Côme et les bords du lac, les Soardi s'emparent de Bergame pendant que les Scotti et les Anguissola pénètrent dans Florence. La dissension est partout : à Lodi, on brûle les Vistarini dans leur palais, les Scaliger profitent du trouble pour rentrer dans Vérone; Sienne

et Alessandria revendiquent leur indépendance et chassent les représentans du Milanais. A Brescia, le sang coule dans les rues, et, sur les étaux du marché, on vend de la chair humaine, pendant qu'à Milan, sous les yeux du jeune duc Giovanni-Maria, on égorge l'abbé de Saint-Ambroise. Que font donc ces illustres capitaines auxquels Jean Galeas a confié la conduite de ses troupes? Tous ont trahi, à part ce fidèle Jacopo dal Verme, type d'honneur et de loyauté. Revenus à leurs premiers instincts, ils tiennent la campagne et ils pillent; Facino Cane ravage Parme, Pavie, Plaisance, Crémone et Alessandria; Barbiano passe d'abord au pape, puis se vend aux Florentins; il violente même la veuve de son maître en la contraignant de céder Assise et Bologne au saint-siège. Les deux Porro tiennent la duchesse enfermée dans la forteresse et lui imposent leurs créatures. Pandolfo Malatesta a pris pour lui Monza, demain il sera à Brescia, dont il se déclarera seigneur. Terzo veut pour lui Parme et Reggio; Giorgio Benzoni réclame Créma, et Giovanni da Vignate convoite Lodi; quant à Gabrino Fondulo, il aspire à régner dans Crémone. Seul, intègre et fidèle, dal Verme médite de sauver la monarchie lombarde, et il marche sur Milan, d'où il chasse Facino Cane. Mais tant d'héroïsme deviendra inutile, car l'illustre capitaine ne parviendra pas à protéger le duc contre ses propres entraînemens. Aussi, découragé, dal Verme ira-t-il bientôt mourir en héros en combattant contre les Turcs pour les Vénitiens. C'est un autre condottière, le fameux Carmagnola (qui va mourir torturé par ordre du conseil des Dix), à qui reviendra l'honneur de reconstituer les états de Visconti et de sauver la couronne lombarde.

Cette fragilité des trônes est commune à tous les états fondés par les condottieri; et elle tient à leur origine même. Formés de lambeaux qu'ils ont cousus ensemble à la pointe de l'épée, leurs territoires leur sont arrachés de leur vivant pièce à pièce, ou bien, à leur mort, tout s'effondre, et chacun de leurs officiers se taille un état dans leur domaine, à moins que le saint-siège ne réclame l'exercice d'un pouvoir qu'il n'a fait que déléguer par une investiture.

Entre tous ces petits états, comtés, duchés ou seigneuries, ainsi constitués sous la suzeraineté purement nominale du saint-siège ou celle de César, roi des Romains, l'état de Rimini eut peut-être les destinées les plus tragiques, et la dynastie qui le gouverna est, à coup sûr, la plus turbulente en même temps que la plus singulière et la plus féconde en personnages dignes de fixer la curiosité. A des qualités militaires de premier ordre, la plupart des seigneurs de cette dynastie ont joint le plus chaleureux enthousiasme pour les travaux de l'esprit, et, à l'origine même de la renaissance, on peut dire qu'ils en ont été les artisans actifs. Leur histoire reste attachante comme un roman et mouvementée comme un drame; elle réunit

à cet attrait le charme d'un mystère qui n'a pas encore été entièrement dévoilé, faute de documens positifs, à cause de la dispersion des archives locales par les soldats de César Borgia et ceux du pontife Adrien IV (1527). Le plus grand de cette race, Sigismond, fils de Pandolfe (1417-1468), a légué à la postérité un des plus beaux monumens de l'Italie, le « Temple Malatestien » de Rimini, monument *humaniste*, « le plus beau de la plus belle époque de l'art, » au dire de Nardi, et, selon Perkins, dans son *Histoire de la sculpture toscane*, « l'édifice le plus intéressant de la première renaissance. » Si on considère que ce seigneur de Rimini, qui a tenu en échec Aragon et le Vatican, lutté jusqu'à sa mort contre le duc d'Urbin et conquis la Morée pour les Vénitiens, offre dans son caractère de si singuliers contrastes qu'on peut dire qu'il y a eu en lui du héros, du bandit et du mécène, on comprendra qu'il est une image fidèle de ces époques troublées des premières années du XVe siècle. A ce titre il y avait quelque raison de s'efforcer de suppléer à la dispersion des documens en fouillant la plupart des archives d'Italie pour pouvoir reconstituer cette figure historique et la replacer dans son milieu. A côté de ce portrait, dont la physionomie est singulièrement accentuée, il faudra dessiner aussi celui de sa compagne, Isotta de Rimini, « l'honneur de l'Italie, » que la numismatique, la peinture et la sculpture italiennes ont rendue légendaire. Personne jusqu'ici n'a tenté d'achever l'esquisse qu'en a tracée le célèbre Mazuchelli; il eût fallu pour cela s'appuyer sur des documens de première main, et ils ont été détruits par les bandes de Borgia et de Sassatello, capitaines du saint-siège. Quelques-uns ont échappé par le plus singulier des hasards; ils jettent un jour nouveau sur cette figure d'Isotta, d'abord maîtresse de Sigismond, plus tard sa femme et la régente de Rimini.

Les Malatesta étaient originaires de Penna Billi, dans le Montefeltre (plus tard le duché d'Urbin); le premier dont on ait gardé mémoire était Ugo, dont le petit-fils, Giovanni, avait reçu, dès 1150, le droit de cité à Rimini. Ce Giovanni avait eu un fils du même nom que lui, homme violent et farouche, qui avait reçu de ses contemporains le surnom de *Mala Testa*; il allait le transmettre à toute sa race. Soldat valeureux, ce Giovanni, déjà célèbre en maintes rencontres, avait été appelé à Rimini par le podestat d'alors pour défendre la ville contre les ennemis du dehors; il y avait fondé sa maison et pris pour femme une fille de Pietro degli Onesti; en 1239, ayant occupé à son tour le siège de podestat, il frayait la voie à tous les siens. Le podestat de Rimini laissa deux fils : l'un, Giovanni, épousa la fille du comte de Sogliano, dont il prit le nom en continuant la race des comtes souverains de ce domaine; l'autre fut le fameux Malatesta de Verucchio, ainsi nommé parce qu'il résidait

dans le château de Verucchio, qui lui avait été donné en dot. Ce fut le premier chef guelfe des Romagnes; il devait vivre tout un siècle et devenir le guerrier légendaire des grandes luttes engagées contre les gibelins. Dante allait le stigmatiser en vers ineffaçables. Verucchio eut quatre fils : l'un Giovanni *il Sciancato* (le déhanché) fut le mari de Francesca da Polenta, connue dans l'histoire et immortalisée dans la légende sous le nom de Françoise de Rimini; un autre était Paolo il Bello, l'amant de Françoise et la victime de son propre frère. Le troisième fut le plus célèbre : c'est ce cruel Malatestino del Occhio, le dogue altéré de sang du XVIIe chant de l'Enfer de Dante :

E il Mastin Vecchio, e il nuovo da Verucchio
Che de Montagna fece il mal governo
La dove soglion far de denti succhio.

On voit que cette race des Malatesta inspirait le poète; il est facile de montrer, le poème à la main, quelle est la part de l'histoire et celle de l'imagination dans la conception de l'Alighieri. Dante a une façon superbe de retracer l'état historique des temps qu'il traverse. Si on considère qu'il avait trente ans le jour où le vieux Verucchio fut acclamé seigneur de Rimini, qu'il était ardemment mêlé lui-même à ces luttes dont il devait être la victime expiatoire, et qu'il finit ses jours à Ravenne, chez les Polenta, près du neveu de cette Françoise qu'il avait chantée, on ne pourra s'empêcher de reconnaître que le passage suivant du XVIIe chant de l'Enfer a toute la valeur d'un document historique. Le pécheur, qui, d'une voix gémissante, au milieu des flammes, demande au compagnon de Virgile quel est le sort des Romagnes, est le comte Guido de Montefeltre, qui vient de fonder son pouvoir à Urbino. Dante lui répond : « Ta Romagne n'est et ne fut jamais sans guerre dans le cœur de ses tyrans; mais au moment où j'ai quitté la terre, je n'y ai point laissé de guerre déclarée. Ravenne est ce qu'elle a longtemps été; l'aigle des Polenta s'étend sur la ville et la couvre de ses ailes. La terre qui soutint la longue épreuve et fit un amas sanglant de corps français gémit encore sous les griffes du lion vert, et le *vieux* et le *nouveau* dogue de Verucchio, qui traitèrent si cruellement Montagna, percent toujours de leurs dents la même proie. » Le passage est rigoureusement exact; Cervia et Ravenne étaient en effet aux Polenta, qui portent « partie d'or et d'azur à l'aigle partie de gueules et d'argent. » La terre qui soutint longtemps la dure épreuve, c'est Forli, qui obéissait aux Ordelaffi, dont l'écusson est « coupé d'or, fascé d'or et de sinople de six pièces au lion rampant de sinople. » La lutte où les Français ont péri par centaines, c'est celle soutenue par Martin IV, un Français, né à Montpincé,

qui avait appelé à lui ses compatriotes des bandes françaises pour réduire Ordelaffi. Enfin la même proie que déchirent encore les dents de Malatesta Verucchio le centenaire et celles de son fils « *il Mastin nuovo* » c'est la ville de Rimini, où ils firent périr Montagna dei Parcitade, chef des gibelins (1295). Dante ne raconte donc que ce qu'il a vu; il habitait Forli, où, exilé, il était secrétaire d'un Ordelaffi Scarpetta; quand il quittera la ville, il ira demander asile aux Polenta de Ravenne et il mourra à la cour de Guido en 1321.

Sans nous détourner de notre sujet, nous pouvons rechercher quelle est la part de l'imagination et celle de l'histoire dans le récit épisodique du ve chant de l'Enfer; celui de Paolo et de Francesca.

L'aîné des fils de Verucchio, Giovanni Sciancato, dur, cruel, difforme, d'un caractère atrabilaire provenant de sa complexion maladive, s'était, dès l'âge de vingt ans, fait un nom comme capitaine. On le regardait comme le successeur probable du centenaire à la seigneurie. Il chevauchait nuit et jour à la tête des bandes, et les plus grandes villes des Marches et des Romagnes recherchaient ses services comme podestat ou capitaine du peuple. Un jour, les Polenta de Ravenne, voisins du Verucchio, seigneur de Rimini, appelèrent ce dernier à leur secours pour résister aux factions qui divisaient la ville et menaçaient leur domination. Comme il y avait à Rimini les *Parcitade* et les *Malatesta*, et à Florence les guelfes et les gibelins, à Ravenne, les *Traversari* tenaient la tête de la faction contraire à celle des *Polenta :* Verucchio répondit à l'appel des Polenta en leur envoyant le Sciancato. Giovanni chassa les Traversari, et Françoise de Polenta, fille du seigneur de Ravenne, fut le prix de la victoire et le gage de l'alliance. Giovanni, déjà veuf, épousa Francesca en 1275, et, l'ayant surprise en flagrant délit d'adultère avec Paolo Malatesta son propre frère, il fit du même coup deux victimes.

Là aussi les grandes lignes historiques de la composition de Dante restent exactes. En comparant les interprétations des premiers commentateurs de *la Divine Comédie* qui, plus voisins des contemporains, ont pu le mieux recueillir la tradition, voici comment se seraient déroulés les faits. Le Sciancato, occupé à guerroyer, se serait marié par procuration, et Paolo il Bello, son frère, aurait été envoyé à Ravenne pour épouser la jeune fille et la ramener à son mari. Francesca le voit; elle le prend pour celui auquel elle doit être définitivement liée; on fait la cérémonie des fiançailles. Plus tard, le beau Paolo conduit Françoise en grande pompe à Rimini, et là, en face du Sciancato, abrupt, rude, difforme, et qui réclame ses droits, elle reconnaît son erreur. Boccace, lui aussi, avance qu'on a trompé la jeune fille et caché la difformité de l'époux; la fiancée aurait été amenée de nuit dans

la résidence de Malatesta, et le déhanché ayant franchi le seuil de la chambre nuptiale à la douteuse clarté d'une lampe, c'est à la lumière du jour seulement que Françoise aurait reconnu son erreur. Il est possible qu'il y ait là un effet de mise en scène; mais, quoi qu'il en soit, l'impression première a été profonde; Françoise a aimé son beau-frère à première vue; plus tard, ils succomberont à leur passion, et le jour où « ils ne lurent pas davantage, » le déhanché, averti par un serviteur et venu en toute hâte de Pesaro, où il est podestat, surprend les deux amans, et dans sa fureur, il les immole dans les bras l'un de l'autre.

Ce beau Paolo a failli passer dans l'histoire pour un bellâtre qui ne connaissait que l'art d'aimer. Benvenuto da Imola, un des premiers commentateurs de Dante, l'a perdu de réputation; il a dit de lui qu'il était plus amoureux des divertissemens de la paix que des travaux de la guerre; Françoise, énergique et fière (c'est ainsi que la représente la tradition qui parle par la bouche de Dante), par une conséquence qui ne manque d'analogie dans aucune histoire depuis la création du monde, aurait été séduite par l'allure de son cheval, la blancheur de son teint, et le tour galant de ses cheveux. Paolo avait évidemment ce qui plaît aux femmes, mais si pourtant on cherche sa trace dans les chroniques contemporaines, on en conclura que l'amant de Françoise était certainement une nature de condottière, et que sa beauté, qui avait dû frapper ses contemporains, puisqu'il figure sous le nom de *Paolo il Bello* dans tous les récits du temps, n'était pas son seul privilège. Scipione Ammirato, l'historien des premiers Médicis, nous l'a montré mêlé aux choses du gouvernement et sans cesse occupé à commander les bandes de la république. En 1283, il est *capitaine du peuple* et *conservateur de la paix* à Florence; et ce n'est pas une nature efféminée que ces rudes Florentins du xve siècle seraient allés chercher dans les Romagnes pour lui confier leurs compagnies de mercenaires. Le 1er février de cette même année, Paolo demande son congé et obtient *licenza di andarsene a casa.* Sa résidence habituelle, quand il n'occupe point la *podesteria* ou ne remplit point auprès de quelque état voisin son office de condottière, c'est le *Gattolo* de Rimini, château fortifié qu'on détruira en 1445 pour construire le *Castello Sigismondo*, qui subsiste encore. A Rimini, il retrouve sa belle-sœur Françoise, laissée à la garde du vieux Verucchio pendant que son mari commande à Pesaro comme podestat; le drame va s'accomplir.

Cependant, le beau Paolo est marié, lui aussi, voilà le trait fâcheux de l'histoire et la circonstance qu'on nous avait cachée. Il est né en 1252; à peine nubile, il a épousé Orabile, fille du comte de Chiaggiolo; sa femme lui a donné un fils, Uberto; puis bientôt une fille, Margherita. Françoise, de son côté, touche à la trentaine (elle

s'est mariée en 1275); et de son union avec le Sciancato, elle a eu une fille, Concordia. Voilà la vérité historique. Le meurtre a eu lieu très probablement à Rimini, et presque sûrement en 1285, car, à partir de cette année, on perd la trace de Paolo dans l'histoire, et c'est la date précise de la *podesteria* de Giovanni à Pesaro, ainsi qu'il résulte de l'inscription trouvée en 1856 dans la forteresse de la ville. Or nous savons par le *Tesoro* de Brunetto Latini, le maître de Dante, — qui a défini les droits, les pouvoirs et les conditions de l'office de podestat, — que la charge est annuelle, qu'il faut avoir trente ans pour l'exercer, et que, pendant tout le temps que dure cette magistrature, comme à un capitaine à son bord, il est interdit au podestat de se faire suivre de sa femme et de ses enfans (1).

Dès 1325, une bulle pontificale consacra la possession de Rimini entre les mains des Malatesta. Jusqu'alors véritables capitaines d'aventure au service des divers états, les voilà devenus seigneurs, et l'office de podestat a été le marchepied de leur ambition. Les uns règnent à Pesaro, les autres à Rimini et à Fano. Ceux qui n'ont point à attendre un héritage direct vont se frayer le chemin du pouvoir l'épée à la main, et, dès les premières années du XVe siècle, nous retrouvons parmi les capitaines de Jean Galeas les arrière-petits-fils de Veruchio le centenaire, Carlo Malatesta et Pandolfo, son frère, qui n'attendent que le jour de la mort de Visconti pour prendre la part de ses dépouilles dans cette sanglante curée du royaume lombard. Pandolfo, lui, s'est emparé de Brescia et de Bergame, et il y règne dix-sept ans; Carlo, moins heureux, a réuni des bandes et tient la campagne; il cherche aventure en attendant d'être engagé comme condottière par quelque puissance. S'il chôme et n'est point occupé, malheur aux états qu'il traverse! En 1387, les Florentins lui envoient un *orateur* pour le prier de cesser ses déprédations dans le territoire de Pérouse; il répond sans aigreur à l'ambassadeur de la république : « Quand on a dépensé 30,000 florins à réunir de belles compagnies, il est impossible de ne pas faire quelques *razzias* (*scorrerie*) pour les faire vivre. » C'est un trait des mœurs du temps. Cependant, le moment venu, ces deux puissans aventuriers réclameront l'héritage paternel; leur père Galeotto est mort légitime seigneur de Rimini; tous deux vont y régner tour à tour et ils transmettront le pouvoir à leur fils et à leur neveu : Sigismond Malatesta, fils de Pandolfo, né à Brescia en 1417.

(1) La question de savoir où a eu lieu le meurtre, à Rimini, à Pesaro ou à San Arcangelo, a donné lieu à de vives polémiques en Italie. Mgr Marini, l'ancien préfet des archives du Vatican, tient pour San Arcangelo, et Luigi Tonini, le regretté bibliothécaire de la Gambalunghiana de Rimini, tenait pour Rimini. Nous avons étudié longuement la question et nous nous ralliions aux conclusions de Tonini dans son travail : *Memorie storiche intorno à Francesca da Rimini*, 1870. La découverte de l'inscription de Pesaro constitue un document dont il faut tenir compte.

Sigismond, fils de Pandolphe, est le plus illustre de sa race, il la personnifie tout entière, car il réunit en lui toutes les vertus et tous les vices de ses ancêtres. Avec Urbin, Alessandro Sforza, Alphonse d'Aragon et Piccinnino, il est regardé comme le plus grand homme de guerre de son temps; et, pour l'attaque et la défense des places, dont il sait édifier les fortifications, il n'a pas de rival en Italie. Avec les premiers Médicis, Niccolo Niccoli, Gianozzo Manetti, Aragon, Frédéric de Montefeltre, Nicolas V et Pie II, Burckhart le compte parmi les initiateurs de l'humanisme. Il est peut-être, si on tient compte de l'exiguïté de son territoire, celui de tous ces capitaines qui représente le mieux les tendances d'une époque où, sous la haute culture des premiers temps de la Renaissance, apparaît encore l'homme du moyen âge avec sa rudesse native et sa violence indomptable.

La nature l'avait créé avec des sentimens farouches et une singulière énergie; on le vit à l'âge de treize ans, un jour de rébellion, prendre l'initiative de la résistance, monter à cheval, rallier des soldats et mettre en fuite ceux qui voulaient assaillir son frère aîné. A quinze ans, à Lungarino, il remportait sa première victoire sur le duc d'Urbin. Cette précocité dans le courage et la valeur, il devait la porter dans la passion et dans le crime. Mince, de haute taille, et bien proportionné, d'une fière allure, avec les yeux petits et vifs, le teint légèrement basané et le nez aquilin, toute sa physionomie respirait l'intelligence et l'audace jointes à la ruse. Ses cheveux, qui cachaient le front, suivant la mode du temps, étaient aplatis au sommet, et, toujours comprimés par l'usage du casque, formaient autour de la tête une épaisse couronne. La dignité de son maintien imposait le respect; son éloquence chaleureuse inspirait à ceux qui le suivaient le mépris de la mort; et il avait le don d'entraîner les plus indécis. Ses soldats l'aimaient malgré sa sévérité, parce qu'il était juste et vivait en soldat au milieu de ses troupes, dont il partageait toutes les souffrances. Son courage était d'un héros : il ne connaissait nul obstacle; en vingt circonstances, à la façon des preux, on le vit sortir des rangs pour défier le chef ennemi l'appelant à un combat singulier en face des deux armées. Son corps était de fer; il semblait que le repos ne lui fût jamais nécessaire et qu'il restât insensible aux rigueurs du climat; il buvait l'eau saumâtre, supportait la faim sans se plaindre, et chevauchait nuit et jour sans trêve. Terrible dans sa colère, implacable dans sa haine, il envoyait des cartels au duc d'Urbin, tentait d'empoisonner Sforza, et, à bout de violences et de crimes, acculé dans sa dernière possession, il résolut un jour d'appeler Mahomet II en Italie comme il y avait appelé les Angevins. Cependant, ce bouillant capitaine savait supporter patiemment les contrariétés d'un siège, et pendant qu'on

faisait la brèche ou les travaux de sape et de circonvallation, il traçait des figures d'escarpement et de fortification que Léonard de Vinci a étudiées, et inventait la grenade ou *boîte à balles*, en usage aujourd'hui dans l'artillerie. Les préoccupations d'un mécène ne l'abandonnaient pas au milieu de cette vie d'aventures et de tumulte militaire. Au bas de la lettre qui rend compte à Laurent le Magnifique de la marche des travaux du siège de Crémone, il lui demande si Médicis veut lui céder Pierro della Francesca pour décorer la chapelle de son temple de Rimini; et, devant Sicune, où il presse le comte de Pittigliano enfermé dans Sorano, il décide avec Léon-Battista Alberti et Matteo da Pasti la forme à donner au dôme de San-Francisco.

Magnifique dans l'hospitalité, il aimait les arts, les sciences, la philosophie. Partout où un artiste s'élevait, il cherchait à se l'attacher, et il fallut toute sa turbulence, son insatiable ambition, et l'esprit d'aventure dont il était doué, pour que cette petite cour de Rimini, vers laquelle on tournait les yeux comme vers celles d'Urbin et de Ferrare, n'ait pas jeté un éclat plus vif encore. Le pape Pie II, qui n'était autre qu'Æneas-Sylvius Piccolomini, fut son plus mortel ennemi ; cependant on lit dans cet historien : « Sigismond connaissait toute l'antiquité, était très avancé en philosophie et semblait né pour tout ce qu'il entreprenait. » Burckhardt, dans *la Civilisation de la Renaissance en Italie*, va plus loin encore : « Audace, impiété, talent militaire, culture intellectuelle très raffinée, tant de qualités et de dons se trouvèrent réunis en un seul homme. » Ses proclamations à ses troupes sont dignes de l'antiquité; l'amour le fit poète, et ses *Carmina italica* étaient devenus populaires dans les Romagnes. Dans le domaine des arts, il sut deviner dans Léon-Battista Alberti un précurseur de Léonard et un émule du plus grand des réformateurs de l'architecture, Brunellesco (1). A l'égard des humanistes, des savans et des artistes, il montrait une courtoisie et une aménité qu'on réserve d'ordinaire aux femmes et aux reines. Un jour, il apprend qu'Antonio Campano est entré à Rimini, se rendant auprès de Carlo Forte-Braccio pour lui offrir la biographie de son

(1) Il va sans dire que chacun des faits résumés en traits rapides dans ce portrait que nous traçons de Sigismond est prouvé par les documens. Le fait est extraordinaire de l'appel des Turcs en Italie, que je crois tout à fait nouveau, ressort d'une note secrète de la propre main d'Alessandro Sforza, qu'il transmet à son ambassadeur à Naples : cette note est aux archives d'état de Milan. Le fait de l'invention de la bombe par Sigismond est indéniable; il est admis par Promis dans ses études sur Francesco di Giorgio : *Traité d'architecture militaire*, et Roberto Valturio, dans son *de Re militari*, que Léonard de Vinci a annoté, lui attribue l'invention en ces termes : « Inventum est quoque machinæ hujusce tuum, Sigismunde Pandulphe, qua pilæ æneæ tormentarii pulveris plenæ cum fungi aridi fomite urentis emittuntur. » (Liv. x, p. 267.)

père, le fameux guerrier Andrea Braccio di Montone; il ne connaît point encore l'historien, mais sa renommée est venue jusqu'à lui; il l'envoie chercher dans son humble auberge, l'installe et le traite dans son palais, le comble de présens et le veut reconduire avec une escorte jusqu'au pied des Apennins, le renvoie enfin charmé de son accueil et frappé de la profondeur et de l'étendue de ses connaissances. Florence voulait acheter sa neutralité dans la guerre dont la menaçait le roi d'Aragon; elle lui envoie Gianozzo Manetti, le secrétaire de la république, qui lui communique la traduction des derniers manuscrits reçus de l'Orient, lui parle de la Grèce, de l'antiquité, l'éblouit et le charme par sa connaissance des langues orientales et enfin, lui faisant oublier sa réserve habituelle, part avec sa promesse de garder la neutralité. Nous avons sur le séjour de Sigismond à Rome le récit du Pogge et celui de Bartolommeo Platina, dont il recherchait les entretiens. Pendant ses courts séjours à Florence, il vivait avec les familiers de Careggi et essayait de s'attacher les grands artistes qui vivaient dans l'intimité de Cosme et de Laurent. Il commandait en Morée pour les Vénitiens quand il donna une preuve d'un vrai fanatisme pour les lettres grecques et la philosophie. Forcé d'évacuer les Iles, il fit exhumer les restes d'un philosophe platonicien, Gemistio Byzantino, qui n'est autre que le Pléthon, l'un des hommes les plus admirables du xve siècle, et, sous le prétexte de ne pas laisser sa tombe aux mains des musulmans, il chargea les dépouilles mortelles du philosophe sur sa galère, aborda à Rimini; et là, pour rendre un solennel hommage au divin Platon dans son plus fervent disciple, il leur donna pour asile le Panthéon de ses ancêtres, dictant lui-même à Roberto Valturio l'épitaphe qu'on lit encore sur le sarcophage.

Il semblait que Sigismond respirât l'antiquité par tous les pores; il rédigeait les inscriptions de son temple en langue grecque, et c'est à lui qu'on doit, dans les monumens, la substitution des caractères antiques aux caractères gothiques qu'on employait encore vers 1445. On le vit un jour, devant les commissaires de l'armée florentine qui lui remettaient les étendards dont la république lui confiait la garde comme capitaine-général de ses troupes, invoquer dans une chaude improvisation les vertus de son aïeul « Scipion l'Africain. » C'est à Rimini que César, ayant passé le Rubicon, rallia ses compagnons d'armes et les harangua avant de s'engager dans dans sa marche sur Rome; ce grand souvenir le hantait, il voulut l'immortaliser et éleva dans le forum de la ville un piédestal de forme antique sur lequel il fit graver une inscription commémorative (1). Enfin ce petit seigneur d'un domaine restreint et isolé au

(1) C.CÆSAR.DICT.RVBICONE.SVPERATO.CIVILI.BEL.
COMMILITONES.SVOS.HIC.FORO.AR.ADLOCVT.

bord de l'Adriatique, ce condottiere à la solde, toujours chevauchant par monts et par vaux et qu'on engageait du printemps à l'automne pour guerroyer avec les compagnies qu'il avait formées, devait, entre tous les princes de toutes les nations, rendre aux lettres et aux arts le plus solennel hommage qu'on leur ait peut-être rendu depuis l'antiquité. Comme il avait fait vœu d'élever un temple au Seigneur et résolu d'y réunir les tombes de tous ses ancêtres afin d'en faire le panthéon des Malatesta, il voulut que L.-B. Alberti groupât autour du temple même, sur le bandeau des arcs extérieurs, les sarcophages de tous les savans, les philosophes et les artistes qui avaient vécu à sa cour ; ils formeraient ainsi autour de lui, dans la mort, le brillant cortège qu'ils avaient formé pendant sa vie.

Voilà le héros tel que le représentent les médailles de Pisanello et de Matteo da Pasti. Essayons de peindre l'homme.

Il était plein des plus étranges contrastes, et chez lui la luxure et la violence de caractère allaient jusqu'à la férocité. A la fois ardent et souple, il pouvait dissimuler longtemps pour mieux saisir sa proie ; mais le plus souvent il éclatait comme un furieux et montrait à nu ses sentimens sauvages. En pleine cour de Ferrare, admis très jeune encore (grâce à la victoire qu'il avait remportée à seize ans sur Urbin) à un congrès auguste composé des plus grands souverains de l'Italie, on le vit tirer son épée et appeler à un duel à mort ceux qui étaient d'un avis contraire au sien, comme s'il ne reconnaissait d'autre supériorité que celle de sa force. Le héros cachait un bandit de grand chemin, et l'homme, à un moment donné, devenait une bête féroce. Si l'on en croit le pape Pie II, il faudrait revenir aux temps barbares pour trouver de tels forfaits accumulés sur la tête d'un souverain. Une femme avait su le charmer, à laquelle il sacrifia toutes les autres ; il ne devait reculer ni devant le poison ni devant l'assassinat pour lui appartenir tout entier. Tout d'un coup cependant il oubliait l'empire d'Isotta ; ses sens s'éveillaient avec une sorte de fureur, et la folie s'emparait de son être. Au plus fort de sa passion pour elle, il avait rencontré une Allemande mariée à un seigneur de Borbona, magnifique créature qui avait allumé ses désirs. Il la convoite, il la possédera. Un samedi, le 19 décembre 1448, il va se poster sous les murs d'une villa de Fano, le Camminate ; là doit passer la dame, qui revient de l'église ; elle s'avance entourée de ses gardes, Sigismond attaque l'escorte, la disperse ; la femme tombe, il se précipite sur elle,

En 1560, sous le pouvoir des pontifes, on releva le piédestal renversé et on ajouta l'inscription suivante :

SVGGESTVM.HVNC.VETVSTATE.COLLAPSUM
COSS.ARIMIN.MENS.NOVEMBRIS.ET.DECEMBRIS.MDLX.RESTITUIT

une lutte furieuse s'engage entre la luxure et la pudeur : il la frappe, et, sur ce beau corps inanimé, le monstre assouvit son désir. Un cri d'horreur s'éleva dans toute l'Italie. Le pape envoya des troupes pour s'emparer du seigneur de Rimini; au Vatican, un concile de cardinaux le condamna à mort par contumace, et on le brûla en effigie sur les marches de la basilique de Saint-Pierre (1). Cependant, l'homme qui sort tout sanglant des bras de ce cadavre, par un étrange retour de sa nature, divinise son amante Isotta et lui adresse des poésies pleines de tendresse et de fraîcheur, et cet horrible époux qui, si on en croit le pontife, empoisonna Geneviève d'Este et étrangla Polyxène Sforza, sa seconde femme, a laissé des pastorales dédiées à son Isotta, où il compte les petites fleurs dont l'éclat diapre les vertes prairies.

Sigismond avait l'âme et l'esprit d'un païen, et le pontife l'accusa d'hérésie pour avoir élevé un temple, dédié à saint François, où jamais une seule fois il n'a fait allusion par un symbole, par une statue, par une image, au culte de la Divinité, alors que le nom de sa maîtresse est écrit depuis la base jusqu'au faîte, aux frontons, aux frises, aux balustrades, dans cent vingt bas-reliefs sculptés par des maîtres florentins, où ils évoquent Mars, les planètes, les signes du zodiaque, célèbrent les hauts faits du prince et glorifient la philosophie et les sciences dans un sanctuaire chrétien. Mais cet hérétique, à son lit de mort, recommande à ses enfans d'achever son œuvre; cet époux criminel est un fils pieux qui rassemble les ossemens épars de tous ses ancêtres; et pendant toute sa vie on le voit garder devant ses yeux, dans son cabinet d'études, le crâne de son aïeul, qu'il a fait sculpter en marbre et couvrir d'inscriptions religieuses. Enfin ce rebelle à Dieu et aux hommes, ce criminel tout passion et tout désir, a le cœur d'un amant et les entrailles d'un père, et quand, fatigués de son ambition, indignés de ses crimes et décidés à en finir avec ses perfidies, les princes de l'Italie se liguent contre lui, le traquent comme une bête fauve et l'acculent dans Rimini, on le voit trembler pour son amante et pour ses fils et les recommander au Tout-Puissant.

Celle qui allait devenir sa troisième femme, après avoir allumé en lui une flamme qui ne devait s'éteindre qu'à sa mort, s'appelait Isotta dei Atti; elle appartenait à une famille noble de Rimini et elle y était née vers le même temps que lui. Son père, Francesco degli Atti, s'était enrichi par le commerce; sa mère était morte de bonne heure. Elle habitait un palais près de la rue Santa-Croce, où Sigis-

(1) Voir Clementini, le Berni, la chronique inédite de Nolfi Nolfe, conservée à la bibliothèque de Fano. Voir Ugolini, *Storia dei duchi d'Urbino;* et enfin le réquisitoire prononcé par le fiscal du Vatican au nom de Pie II, dans ses *Commentaires*

mond, qui construisait alors sa résidence de la « Rocca Malatestiana, » était venu s'établir dans la casa Roelli. Dès le premier jour, il subit le charme et rechercha la jeune fille. Nous avons retrouvé à la bibliothèque Vaticane les poésies (encore inédites) qu'il composa pour elle au début de sa passion. Après avoir invoqué les astres et les oiseaux du ciel, il s'adresse aux animaux domestiques et aux bêtes fauves, au roi Salomon, qui, « vaincu par l'amour d'une païenne, adora à genoux les idoles, » à Hercule, « qui fut dompté par Omphale, » à Jacob, « qui soupira sept ans pour Rachel, » à David, « fou d'amour pour Bethsabée, » à Samson, à Priam, à Pâris, à Hélène, à Didon et à Énée, à Narcisse, à Philis, à Léandre, à Jason et à Médée, à tous les amoureux enfin depuis l'antiquité jusqu'à Tristan et Yseult, jusqu'à Laure et Pétrarque. Il demande à tout le cortège des enamourés de venir s'agenouiller aux pieds de celle qu'il aime et de la supplier en grâce de prendre en pitié son cœur souffrant. Il appelle enfin à lui le chœur des anges et des chérubins, et les adjure, dans un concert céleste, de toucher le cœur d'Isotta et de la décider à couronner sa flamme.

Ce sera certainement une révélation pour tous ceux qu'intéresse l'histoire de la sculpture italienne, d'apprendre que tous ces bas-reliefs du temple de Rimini (dont Pie II condamnait les sujets comme entachés de paganisme, et que lui-même, ainsi qu'il le dit dans ses *Commentaires,* croyait arrachés aux temples grecs), ne sont que la traduction de chacune des stances de cette poésie de Sigismond adressée à Isotta. Mazuchelli, le grand numismate italien, s'arrêtait déconcerté devant ces allégories et ces symboles; il sentait l'âme des choses antiques, croyait retrouver là leurs mythes, leurs croyances et la philosophie des Grecs. Barthélemy, l'auteur du *Jeune Anacharsis*, qui prit l'empreinte des caractères qui y sont inscrits pour essayer de pénétrer les origines de ces œuvres, renonça à expliquer l'énigme. Elle devient transparente quand on lit, dans le temple même, chacune des stances traduites en marbre par Matteo de Pasti, médailleur ordinaire de Sigismond et son pensionnaire. La rencontre d'un tel document devient d'un prix inattendu pour celui qui a vécu, pour ainsi dire, dans l'intimité du monument; elle confirme plus que jamais, si on en pouvait douter un instant, cette pensée que l'édifice tout entier est consacré à Isotta et à Sigismond lui-même. Malatesta, vainqueur du roi d'Aragon, couronné par les Florentins aux acclamations de tout un peuple, le *Poliorcetes semper invictus* des légendes de Pisano, n'est plus un mortel au moment où il élève le temple de Rimini; dans les bas-reliefs du tombeau de ses aïeux, porté sur un char triomphal traîné par des captifs, il figure au milieu des dieux de l'Olympe; plus loin, aux plis de la robe d'une des figures allégoriques qui

personnifient les vertus dont il est doué, on lit cette légende : *Jupiter. Apollo. Ariminæus.* L'encens de ses thuriféraires a troublé le cerveau du condottière, il sent qu'il devient un dieu, et le seul immortel est absent de son temple. Non, ce n'est pas le Seigneur qu'on adore ici, c'est Sigismond, c'est Isotta; c'est pour tous deux que brûlent l'encens et la myrrhe.

Dès l'année 1445, Sigismond, âgé de vingt-neuf ans et déjà veuf de Geneviève d'Este, déclare à la face de tous sa passion pour Isotta. Il demande à son médailleur sept représentations de sa maîtresse, et, afin qu'on n'ignore point les liens qui l'unissent à elle, au revers, son pensionnaire Matteo sculpte l'éléphant des Malatesta et il écrit en exergue : *Isottoei. Ariminensi. Forma. Et. Italiæ. Decus.* En même temps, Sigismond demande à ses poètes lauréats et à ses historiens à gages de célébrer celle qui vient de lui donner un fils ; et quatre poètes de cour, Porcellio Pandone, Basinio de Parme, Trebanio et Tobia del Borgo, écrivent les *Isottoei*, poème divisé en cinq livres, toujours empreint du même esprit que les œuvres des artistes, l'esprit de l'antiquité. Le premier chapitre est intitulé : *de Amore Jovis in Isottam;* on y reconnaît Sigismond sous les traits de Jupiter; les quatre autres sont composés d'élégies dans le goût de celles d'Ovide, on y verse l'encens à pleines mains, on épuise les termes de l'adulation et, dans leur délire littéraire, les poètes élèvent Isotta au rang des déesses :

> Denique si dotes pergam numerare puellæ,
> Nulla tibi par est fœmina, nulla dea.

On n'avait jusqu'ici d'autres documens sur la maîtresse de Sigismond que ceux laissés par les poètes et les historiens. Les poètes sont suspects, même lorsqu'ils s'appellent Guarino de Vérone, et Roberto Valturio; voyons les historiens. Garuffi, dans son *Journal des littérateurs d'Italie,* la définit ainsi : *Donna di mirabile prudenza e versatissima nelle scienze.* Julio Cesare Capaccio, dans son *Elogium illustrium mulierum*, est tout aussi flatteur : *Erat hæc prudentia, disciplinarum studiis, sed poeticis præcipue exercitationibus clara.* Elle figure dans les recueils de femmes célèbres et, s'il faut en croire la légende, elle est poète. Lorenzo Legati, en effet, dans le *Museo Caspiano,* et Carlo Pinti, qui a écrit son éloge, l'ont placé dans le chœur d'Apollon :

> Quam prudens, sapiens quam fueris
> Chori Phœbi, culta poetria.

Clementini, qui est le grand classique pour tout ce qui concerne Rimini, attribue l'influence qu'elle exerçait sur Sigismond encore

plus à ses qualités politiques qu'aux « singulières beautés de son corps. » Elle était, dit-il, *de gran governo;* elle en donna d'admirables preuves en exerçant la régence en l'absence de son mari. Une chronique du xve siècle, inédite, conservée à la Bibliothèque de Rimini, la caractérise ainsi : *Erat hæc pulchra aspectu, plurimis dotibus locupleta, fœmina belligera et fortis, et constans in proposito, grata populo et placita oculis principis.* Pour une favorite de prince, ce sont là, il faut l'avouer, des qualités de premier ordre; et, sans épuiser les témoignages contemporains, il n'y a plus à douter de sa supériorité, attestée par Pie II lui-même, qui va cependant brûler son amant en effigie : « Il a aimé éperdument Isotta, et elle en était digne. » Voilà certes un témoignage austère et inattendu. Il n'y a donc pas une note discordante dans ce concert, et du Vatican même est parti naguère, par la bouche d'un familier du dernier pontife, ce jugement historique qui résume tous les témoignages contemporains : « C'était un génie cultivé dans tous les genres d'étude; elle élevait son âme par la contemplation de la philosophie et vivait dans l'intimité constante de l'histoire, trouvant un charme et un bonheur réels dans la poésie; elle était la vertu même et vendit tous ses joyaux pour soutenir son époux dans les guerres qu'il entreprit (1). »

Je ne voudrais pas porter la main sur une idole, mais je crois qu'Isotta, malgré tous ces témoignages, n'était rien moins que belle Il existe d'elle huit médailles, sept de Matteo da Pasti, une de Pisanello (qui est contestée), un buste en marbre du temps au Campo Santo de Pise, un autre buste en bois qui faisait partie de la collection Barker, de Londres, et enfin un bas-relief, aujourd'hui perdu sans doute, mais dont Mazuchelli nous a donné une bonne gravure. Ce dernier document est le plus important de tous, en ce sens qu'il n'a point le caractère héroïque, et, qu'après les médailles, c'est le seul qui porte une inscription avec le nom d'Isotta. Ajoutons qu'il est dû, à n'en pas douter, à un des sculpteurs qui ont collaboré au temple de Rimini et qui a connu personnellement la régente. Je ne cite que pour mémoire la peinture de Pierro della Francesca du National Gallery de Londres; une vague ressemblance dans la coiffure « à l'Isotte, » qui constitue d'ailleurs la mode du temps, et le nom de l'artiste qui fut employé par Sigismond, auquel on l'attribue, ont porté les rédacteurs du catalogue à inscrire sous ce panneau le nom d'Isotta de Rimini, sans qu'on puisse considérer l'attribution comme certaine.

Les monumens sont à la portée de tous dans les collections publi-

(1) *Dizionario di erudizione storica ecclesiastica di san Pietro fino a nostri giorni;* Roma.

ques et privées, on peut les comparer; le buste de Pise accuse une grande créature sèche, aux traits hardis, au nez très proéminent; le cou maigre, osseux, est d'une longueur démesurée, et dans toutes les représentations que nous avons sous les yeux, bronze, toile ou marbre, la distance qui sépare le nez de la lèvre supérieure est tout à fait exagérée.

Puisque nous ne retrouvons ni sur le marbre ni sur le bronze la preuve de ces *bellezze singolari del corpo* qui distinguaient Isotta, ni cette beauté d'aspect dont parle la chronique anonyme de Rimini, il nous faut donc chercher dans l'être moral les causes de l'incroyable influence qu'elle sut exercer sur Sigismond. On a vu combien les témoignages sont nombreux; mais ici encore, après avoir essayé de retrouver les preuves absolues, irréfutables, qui nous permettraient d'asseoir un jugement définitif, nous osons à peine formuler notre conclusion en présence des assertions des contemporains les plus augustes, et, s'il est possible d'*écrire tout bas*, comme on murmure une opinion qui va soulever un orage, nous oserons avancer que cette « prêtresse du culte d'Apollon, » cette favorite de Sigismond, qui « élevait son âme par la contemplation de la philosophie et vivait dans l'intimité constante de l'histoire, » n'était rien moins qu'une femme lettrée, et ne savait probablement pas lire.

On est tenu, quand on avance une opinion contraire à celle des historiens, de donner des preuves irrécusables; je m'en rapporterai sur ce point à la perspicacité des lecteurs et je fournirai celles que j'apporte à l'appui de mon assertion.

Le fait avéré aujourd'hui pour tous les historiens et archivistes, c'est que les archives privées de la maison de Rimini ont été dispersées; on a pu espérer un instant, en lisant l'extrait d'un procès-verbal rédigé en 1527 par des délégués du saint-siège chargés de rechercher patiemment, de maison en maison, à Rimini même, les documens qui avaient échappé aux exactions des habitans et à la fureur des troupes d'Adrien IV, que « deux sacs » portés au Vatican par ordre du pontife Clément VI (et qui devraient y être encore aujourd'hui) pourraient peut-être contenir quelques révélations inattendues sur les personnages de cette cour de Rimini. Autant qu'on peut être sûr de ce que contiennent les mystérieux casiers de la *Secreta*, ces deux sacs, dont l'autorité ecclésiastique la plus élevée affirme nous avoir livré le contenu, ne renfermaient que des papiers administratifs intéressant les rapports avec le saint-siège et des états relatifs aux compagnies engagées pour la défense du pontife, sous les ordres des condottieri de la maison de Rimini. C'est à la bibliothèque Vaticane, dans un recueil manuscrit, que nous avons trouvé le seul document décisif qui pouvait provenir de cette source :

le recueil de poésies intitulé : *Carmina italica Sigismundi Pandulfi*, dont nous avons parlé plus haut. C'est donc aux autres dépôts d'état des diverses régions de l'Italie qu'il fallait demander désormais les communications adressées aux divers souverains par Sigismond et par Isotta de Rimini, régente en sa place. Nous croyons avoir rempli consciencieusement la tâche que nous nous étions imposée, à Florence, à Milan, à Venise, à Naples, à Pérouse, à Pesaro, à Cesena, à Fano, à Forli et autres dépôts nationaux.

Aucune de ces villes ne contient rien qui soit signé d'Isotta ou qui soit même écrit en son nom. Modène, à cause des relations constantes avec la maison d'Este, offre quelques documens qui ont plus ou moins d'intérêt ; mais les communications adressées à Lionel d'Este ou aux princes de sa maison ont le caractère banal des notifications à l'occasion des naissances ou des morts, des lettres de félicitation ou de condoléance, des recommandations et des missives de présentation, et, sans en excepter aucun, tous ces documens écrits par des secrétaires, ne portent même pas la signature d'Isotta. Au temps où elle n'était encore que sa maîtresse et alors que vivait la seconde femme de Sigismond, Polyxène Sforza, il eût été malséant à elle d'écrire, malgré l'autorité que le seigneur de Rimini lui avait déléguée, et nous ne nous attendions point à trouver sa trace avant 1456 ; mais quand Isotta est devenue sa femme, ses relations avec les cours étrangères se bornent à des rapports d'un caractère absolument banal et ces rapports se font toujours par intermédiaires. Cependant, au moment où nous avions renoncé à trouver ce qui avait été le but de nos investigations, nous nous sommes trouvé inopinément, aux archives de Sienne, que nous avions laissées en dehors de notre cercle de recherches, en présence du document suivant :

« Au magnifique seigneur Sigismond Pandolphe de Malatesta, mon très distingué seigneur.

« Monseigneur, j'ai reçu la lettre par laquelle Votre Seigneurie me jure qu'elle m'aime plus que jamais. J'en suis certaine et je veux le croire ; j'en serais plus sûre encore si vous vouliez mettre fin à cette situation qui m'enrage, et si, puisque vous me jurez que vous désirez cette chose-là plus que moi, alors même que vous ne la voudriez pas encore tout à fait, vous la vouliez accomplir pour l'amour de moi et effectuer enfin le véritable mariage le plus vite que Votre Seigneurie le pourra. (*Diate vero spozamento piu presto che vui posette.*) Pour ce qui est du passage où Votre Seigneurie m'écrit que je ne devais pas répondre à sa lettre comme une personne toujours sur ses gardes et pleine de jalousie, il m'est revenu positivement que vous m'avez fait une infidélité avec la fille du

sieur G.., et mue par ces deux passions qui m'animaient, il me semblait que le moins que je pusse me permettre, c'était de manifester mon ressentiment; et c'est pour cela que Votre Seigneurie me dit aussi qu'elle ne m'écrira plus. Quand j'ai lu ce message, je me suis dit qu'il ne me manquerait plus que cela pour que mon mécontentement fût complet. Je prie donc Votre Seigneurie, si elle m'aime autant qu'elle le dit, de ne pas me priver de ses lettres, qui sont la seule compensation que j'aie à son absence. Veuillez avoir pitié de moi, pauvre petite. (*Voliate avere compasione amy poveretta.*) Notre Malatesta va bien, et il a reçu avec une grande joie le petit cheval. Tous nos autres fils et filles se portent bien aussi. Je me recommande mille fois à Votre Seigneurie.

« De Votre Seigneurie la servante,

« YXOTTA ARIMINESSE.

« Le 20 de décembre. »

L'écriture est très personnelle, la signature est de la même main que le corps de la lettre, criblée de fautes d'orthographe, pleine de répétitions, d'incorrections et d'omissions, et elle n'est point datée, mais il nous est facile de suppléer à cette lacune par l'adresse de toutes celles du dossier dirigées « au capitaine-général des troupes de la république de Sienne. » La teneur en est secrète et confidentielle au premier chef, puisqu'il s'agit de plaintes amères au sujet de ce mariage que Sigismond refuse d'accomplir (car il est devenu veuf de Polixène Sforza); enfin, dernière circonstance qui dénote encore un abandon plus intime, Isotta reproche à son amant de l'avoir trompée avec une personne qu'elle ne désigne que par une initiale. Voilà enfin son caractère et sa signature! Nous sommes donc, à n'en pas douter, en face d'un autographe d'Isotta; le seul que nous ayons rencontré après des recherches qui ont duré plusieurs années. Nous faisons la lecture de ce document, presque indéchiffrable, avec l'aide de l'honorable préfet des archives de Sienne, le savant M. Banchi; il partage notre étonnement et notre enthousiasme.

Cette lettre n'est pas isolée, d'autres signées de noms divers y sont jointes, toutes adressées à Sigismond. Voilà un dossier, banal jusqu'ici, impersonnel, intitulé : *Lettres à divers personnages*, qui prend désormais un singulier intérêt, puisque nous constatons après avoir pris connaissance de tous les documens, qu'il y a là des lettres des grands médailleurs de la renaissance, — ce qu'on peut regarder comme *rarissime*, — des lettres de Matteo Nuti, architecte de Fano, suppléant de Léon-Battista Alberti pour l'érection du temple de Rimini, nombre de lettres des chanceliers de Sigismond qui relatent l'état des travaux de la construction du temple de Rimini, où

sont cités les noms des artistes collaborateurs de L. Alberti (noms qui n'ont rien à voir avec ceux cités par Vasari et les rares écrivains qui se sont occupés de San-Francesco de Rimini). Le recueil va changer d'étiquette; il figurera désormais dans les archives de Sienne sous la rubrique : *Lettres Malatestiennes*.

Tout d'abord, pourquoi et comment ces lettres sont-elles à Sienne? Que les archives de la commune de Sienne aient conservé les lettres de celui qu'elle appela au moins une fois à conduire ses troupes contre les ennemis du dehors, il n'y aurait rien là que de fort naturel — (et de cette origine, le dépôt ne contient que des signatures du fameux condottière) ; — mais la présence dans ce même dépôt de correspondances qui lui sont adressées est inexplicable, puisque des lettres d'un caractère purement privé font, d'ordinaire, partie des archives de celui qui les reçoit. Elles devaient se trouver à Rimini et disparaître comme les autres. La raison de cette anomalie est très singulière, et on verra que dans ces investigations, on est quelquefois servi ou déçu par de singuliers hasards. En 1454, la république de Sienne était en guerre avec le comte de Pittigliano; Sigismond Malatesta s'était illustré par ses campagnes contre Sforza et le roi d'Aragon, son épée de condottière était à ceux qui mettaient l'enchère la plus élevée; Sienne lui confia sa défense. A l'automne, il vint mettre le siège devant Sorano; et, aussi perfide que vaillant, Malatesta médita de trahir les Siennois et de s'emparer de leur territoire; les espions de la commune le dénoncèrent; à la faveur de la nuit les gardes de la ville descendirent en plaine et surprirent Sigismond dans son campement; ils allaient s'emparer de sa personne quand, à moitié vêtu, il put sauter sur son cheval et prendre le champ. On séquestra sa tente, ses bagages et sa correspondance, où on devait trouver la preuve de ses perfides projets. Or, en 1454, on décorait l'intérieur du temple de Rimini et L.-B. Alberti préparait l'érection du dôme qui devait couronner l'édifice. Chaque jour on tenait le seigneur au courant de la marche des travaux, et, suivant le cours des événemens, ses correspondans habituels lui adressaient leurs rapports, sa maîtresse lui donnait de ses nouvelles et de celles de ses enfans, ses amis restaient en relation avec lui; les communications de toute nature enfin lui arrivaient de toutes parts, et, naturellement, il gardait les dépêches que lui apportaient les courriers. Cette série, égarée jusqu'alors en quelque casier du dépôt, car elle ne se rattachait point à l'histoire de la ville et ne se composait que de documens privés, M. Banchi l'étudiait pour écrire cet épisode de la guerre contre le comte de Pittigliano dans l'*Archivio storico* de Florence, et nous arrivions à Sienne au moment même où l'honorable directeur la déchiffrait. Chacun de ces noms qui n'avaient aucune signification pour ceux qui ne vivaient point dans l'intimité

des choses de Rimini nous était familier de longue date, et, pour nous, la lecture de cette correspondance était pleine de révélations. Nous étions enfin en face de quelques-uns de ces documens de première main qui, par suite de cet épisode de la vie de Sigismond, peuvent être considérés comme les seuls qui ont échappé aux deux désastres de 1501 et de 1527, qui ont dispersé les archives. Dix ans plus tôt ou dix ans plus tard, la série de ces lettres, dites malatestiennes, n'avait plus pour nos études qu'un intérêt secondaire; mais comme elles étaient datées 1454, — c'est-à-dire l'année même où on décorait le temple de Rimini, — ces mêmes lettres, inutiles pour l'histoire de Sienne, devenaient d'un prix inestimable pour l'histoire de l'art à Rimini. Tout ce qui était obscur pour tout autre que ceux voués à cette étude spéciale des lettres et des arts de la première renaissance à Rimini, était pour nous des lueurs. *Miser Batista* signifiait le grand Léon-Battista Alberti; *Matteo de Bastia* correspondait à Matteo da Pasti, l'élève de Pisanello; *Maestro Pierro*, c'était Pierro della Francesca; *Sagramoro* n'était autre que le fidèle chancelier de Sigismond, son factotum, son secrétaire et son âme damnée, *Maestro Alvise* cachait le nom du charpentier chargé de l'érection du dôme de Rimini, et ce nom de *Maestro Agostino* enfin, cité à propos d'un sarcophage des *Antenati*, dans la chapelle consacrée aux ancêtres de Sigismond, avait toute la portée d'une véritable découverte: car il permettait de fixer, d'une façon définitive, à quelle personnalité était due l'exécution de ces superbes bas-reliefs du *Tombeau des ancêtres*. On a prononcé tour à tour devant ces œuvres les plus grands noms. Il faut simplement les rendre à ce nouveau venu dans l'histoire de l'art, dont Vasari a écrit la biographie sous le nom d'Agostino della Robbia (qui n'a de commun avec cette famille que la particularité d'avoir exécuté à Pérouse des figures de *terra invetriata*), et il faut lui rendre son vrai nom, Agostino di Duccio. M. Adamo Rossi, le bibliothécaire de Pérouse, a tenté de restituer la personnalité de cet artiste supprimée par Vasari; son biographe cherchait sa trace qui lui échappait, pour dix ans de ses travaux; la lacune est comblée désormais; Agostino est à Rimini en 1454, et ses travaux l'y retiendront de longues années.

Mais il est temps de revenir à Isotta. Il était bien naturel qu'on trouvât ses lettres dans ce recueil de la correspondance adressée à Sigismond en décembre 1454; celle que nous venons de citer est malheureusement la seule qui porte sa signature. En voici toutefois une seconde, provenant de la même série, qui présente à un tel point le même caractère d'écriture personnelle, féminine, irrégulière, avec les mêmes fautes d'orthographe, les mêmes habitudes de main et d'abréviation, qu'il faut courir à la signature pour reconnaître qu'elle n'est point d'Isotta. Elle est ainsi conçue :

« Monseigneur, aujourd'hui madonna Isotta m'a fait vous écrire au sujet de la fille du seigneur Galeazzo. Celui-là a bien dit, monseigneur, qui prétend que les jeunes poules font du maigre bouillon. Ces jours-ci nous nous sommes rendus chez cette fille, et en somme elle a tout nié et nous a fait bon visage. Isotta, monseigneur, selon moi, lui a dit tout ce qu'on pouvait lui dire. Tous vos fils et filles se portent bien. Dans le pays où vous êtes, à propos de la prise du château fort, on est en joie et triomphe. Ici nous sommes en mauvaise situation et on dirait que nous naviguons sans boussole, abandonnés au courant. Madame Lucrezia a dû écrire ces jours-ci à Votre Seigneurie; je suppose qu'elle aura eu sa lettre. Elle et tous les autres se recommandent à vous.

« Donnée au jour de XXI de décembre.

« De la V. S. serva D. de M. »

Même date, même écriture; au début de la lettre, ce simple énoncé : « Aujourd'hui, Madame Isotta m'a fait vous écrire au sujet de la fille du seigneur Galeazzo. » — Donc, la personne qui a signé cette seconde lettre a écrit la première, et elle l'a signée du nom d'Isotta sous sa dictée, car le corps de la lettre est de la même main que la signature. Il importe peu de savoir qui est D. de M. (pour moi D. de Malatesta, un parent pauvre, une confidente, un espion ou un serviteur laissé par Sigismond à la garde d'Isotta); mais ce qui est capital, c'est le fait qui ressort de cette circonstance : si madonna était absente, si elle était malade, empêchée, on pourrait admettre que, même en un sujet aussi réservé, elle eût employé un secrétaire; mais, elle ne l'est point, puisque le même jour où elle fait écrire à son amant au sujet de la fille du seigneur Galeazzo, elle se rend avec son secrétaire chez celle-ci et lui *lave la tête* (c'est l'exacte traduction de la pensée exprimée). — Comment éviterai-je donc la conclusion? Elle me semble inéluctable : « L'honneur de l'Italie » *ne savait pas écrire*, et c'est le pendant d'Agnès Sorel (1).

On comprend que je résume à grands traits et que je dois courir au but. Il ne s'agit point d'analyser cette curieuse série des lettres malatestiennes, qui offre maints détails curieux sur les mœurs privées du XVe siècle; il s'agit de restituer autant que possible cette personnalité d'Isotta, et on avouera qu'il est impossible, au début, de trouver une preuve d'une nature plus inattendue. S'il y a quelque chose d'inexplicable dans ces assertions des poètes et des historiens

(1) J'ai communiqué les textes photographiés aux hommes les plus compétens; c'est l'avis de César Cantù, c'est celui de Milanesi, si expert en ces matières; quant à M. Banchi, le préfet des archives de Sienne, c'est lui qui, le premier, a appelé mon attention sur ce fait, et sa conclusion est formelle.

les plus autorisés, il faut se reporter au temps et aux mœurs de l'époque. Les historiens à gages et les poètes ont exagéré du tout au tout, c'est évident: elle n'avait ni haute culture intellectuelle, ni connaissance des sciences et de la philosophie, mais elle devait avoir reçu du ciel des dons naturels remarquables : et elle avait à coup sûr l'instinct des choses de la politique, une prudence innée qui firent d'elles, de 1460 à 1480, une sorte de Catherine de Médicis au très petit pied. Les artistes nous ont dit qu'elle était belle, les poètes ont chanté qu'elle était savante, c'est dans l'ordre. Ce qui est positif, c'est que Sigismond avait trouvé en elle une amie sûre ; plus et mieux qu'une maîtresse pleine d'attraits. Quand on la voit seule à Rimini, où elle exerce la régence, secourir Sigismond engagé dans les plus funestes aventures, conduire des négociations ardues avec Sforza, avec Ferrare, et Alphonse d'Aragon, user de toutes les ressources de son esprit pour détacher celui-ci d'une alliance, lui concilier celui-là, réaliser un emprunt, faire face à une exigence momentanée, engager tous ses joyaux pour lui envoyer cinq cents lances et lui permettre de jouer sur le champ de bataille la dernière partie qui peut le sauver : on comprend l'empire que cette femme, qui se fait si humble, cette *poveretta* qui demande adroitement pitié quand elle va régner en souveraine, sut exercer pendant trente ans sur ce farouche capitaine.

Isotta était souple et ne le heurtait jamais de front; elle se fût brisée contre cette violente nature. Quand, emporté par sa rage de luxure, il se laissait entraîner à quelque horrible forfait, comme celui commis contre la femme du seigneur de Borbona, elle savait se contenir et n'éclatait point en amères récriminations : elle attendait son heure. On comprend qu'elle était une Égérie encore plus qu'une Dalila ; elle avait la tendresse voluptueuse et tranquille d'une femme experte aux choses de la vie, et elle avait compris cette nature ardente et pleine des plus violens contrastes. Elle savait apaiser ses fureurs, le calmer dans sa rage, et le consoler dans ses défaites, alors que, vaincu par Urbin ou par Sforza, humilié par les pontifes, par Venise ou par Aragon, il rentrait impuissant et farouche dans sa Rocca Malatestiana. Non moins habile aux choses du cœur et des sens qu'aux choses de la politique, elle savait temporiser, car elle avait l'expérience de ce terrible caractère : le caprice d'une heure et les fureurs bestiales seraient passagers, tandis que son pouvoir à elle devait durer autant que sa vie. Elle aspirait, en effet, à changer cette inclination en union durable.

Ce fut là sa grande œuvre; Sigismond l'avait connue jeune fille, vers 1440, mais il n'avait point pris cette liaison au sérieux. En 1443, en effet, il faisait baptiser un fils qu'il venait d'avoir de sa maîtresse, la Vannetta dei Toschi de Fano; le pape Nicolas V, la

même année, légitimait l'enfant qui devait devenir un jour Robert le Magnifique, le sauveur de Rome et le vainqueur du duc de Calabre. Sigismond, veuf depuis trois années de Geneviève d'Este, fille du marquis de Ferrare, épousait en deuxièmes noces Polyxène Sforza, la fille du duc de Milan (1443). Le premier mariage lui avait donné l'appui de la maison d'Este; en contractant le second, il voulait s'assurer l'alliance du duc de Milan. Il était entendu que ces liens légitimes n'engageaient que les femmes; dès 1444, Malatesta donnait à son Isotta des preuves publiques de son attachement. Sous les yeux de la Sforza, à sa place dans sa tribune, aux luttes et aux tournois, il ne porte d'autre devise que celle de sa maîtresse, « la Rose d'Isotta, » connue dans la numismatique italienne. Il enlace son chiffre au sien, c'est le signe de son cachet, on le retrouve jusque sur les armures des chevaux de ses compagnies, aux murs des monumens, aux frises des autels, au fronton des églises; et il déclare dès lors publiquement que sa destinée est liée à celle de son amante. En 1446, il fait frapper les médailles qui sont dans toutes les collections; en 1450 enfin, du vivant même de la Sforza, il consacre à Isotta une chapelle dans le temple qu'il fait élever; on y reproduit son image sous les traits de l'archange saint Michel, et tandis qu'on cherche vainement aujourd'hui la simple dalle qui recouvre les restes de ses deux premières femmes, on voit se dresser orgueilleux, au mur de la chapelle, le superbe tombeau d'Isotta porté sur les éléphans de l'écusson des Malatesta et se détachant sur le grand manteau d'hermine couronné du cimier des seigneurs de Rimini, avec cette inscription : D.ISOTT.E.ARIMINEN.I.SACRUM.MIIIIL.

Nous avons vu qu'en 1454 elle pressait son amant, devenu veuf de sa seconde femme, de contracter *le vrai mariage*; en 1457, c'est-à-dire deux années après, au lieu de *Isotta Ariminensis*, ou *Ixotta Acti de Actis* (*dei Atti*), nous lisons dans un acte d'état civil tiré de l'archive des pères ermites de San-Agostino de Rimini, cette qualification nouvelle : *Domina Isotta de Malatestis*. — La fille des Atti a atteint le but de ses espérances : elle n'était que favorite, elle est montée sur le trône de Rimini.

Par un passage de la lettre citée plus haut nous apprenons qu'elle avait donné depuis longtemps des héritiers à Sigismond; elle parle d'abord de son petit Malatesta (il s'appelait Sallustio), elle ajoute plus loin : « Tous nos fils et filles se portent bien. » Sigismond avait profité de la faveur passagère dont il jouissait auprès de Nicolas V à la suite d'une victoire qu'il avait remportée, pour faire légitimer tous ses enfans naturels. La bulle est datée du 30 juin 1450. Or la Sforza était morte le 1er juin de la même année, de sorte que le complaisant pontife avait à peine attendu que les cendres de la seconde femme fussent refroidies pour légitimer les fruits de la

liaison avec Isotta; et si on considère les longs délais que nécessitaient toujours au Vatican l'expédition de ces documens, on en arrivera à conclure que la demande avait été faite du vivant même de Polixène Sforza.

Nous touchons ici à un point grave de la vie de ce condottiere. Tous les historiens l'accusent d'avoir empoisonné Geneviève d'Este, sa première femme, et étranglé la seconde, fille du duc de Milan. L'accusation est formelle : Pie II en fait le chef principal du réquisitoire prononcé en son nom par le fiscal du Vatican, et l'historien Clementini n'hésite pas à spécifier le genre de supplice qui mit fin aux jours de Polixène Sforza ; selon lui, il l'aurait étranglée en lui passant au cou une serviette qu'il serra jusqu'à ce que mort s'ensuivit. *Si disse che morisse con un asciugatoio avvoltole strettamente al collo.* Il est bien certain que le trépas de ses deux épouses, qui disparaissent à la fleur de l'âge, coïncidant avec la demande de légitimation des enfans qu'il avait eus d'Isotta, justifie jusqu'à un certain point la rumeur publique, et on est en droit de se demander si, en vertu de l'axiome célèbre : *Is fecit cui prodest*, Isotta ne fut pour rien dans ces résolutions épouvantables. Nous avons compulsé la correspondance qui s'échangea entre le seigneur de Rimini et le marquis de Ferrare, son beau-père, l'année même du meurtre, ainsi que celle adressée à Sforza quelques mois après la mort de Polyxène ; pas plus à Milan qu'à Ferrare, on ne semble avoir tenu rigueur à Sigismond et, au moment même où Pie II formule nettement l'accusation et exécute la sentence, les deux cours continuent encore leurs bons offices. L'argument a du poids, Nicolo d'Este recherchera même l'alliance de la maison de Rimini pour une autre de ses filles, et on se demande (encore que tout ce que nous savons de Sigismond rende vraisemblable une aussi monstrueuse supposition), si les historiens, et surtout le Vatican, n'ont pas chargé sa mémoire de plus de crimes qu'il n'en a réellement commis. Passerini, en écrivant la notice sur les Malatesta dans la *Généalogie des familles italiennes*, a été déjà frappé de cette circonstance et n'ose pas condamner Sigismond. Quoi qu'il en soit, la mémoire d'Isotta ne reste point chargée de cette accusation, et quand on voit ce même Pie II, quelques années après la mort des deux rivales d'Isotta, rendre un éclatant témoignage à la mémoire de la compagne de Sigismond, il n'y a pas à hésiter, il faut au moins l'absoudre.

La destinée d'Isotta devait être cruelle ; à partir de 1456, elle est presque constamment régente. Sigismond ne cesse de guerroyer, il va du nord au midi, dans le Napolitain, dans les états de l'église, dans la Toscane, dans le Milanais, en Morée, à Raguse, à l'île de Rhodes. Il laisse à sa femme le soin de ses états, dont chaque jour

le Vatican lui enlève un lambeau. On a profité de ses constantes rébellions pour le resserrer dans Rimini, et sa haine contre son voisin, le duc d'Urbin, sera la cause directe de sa perte. Il régnait sur Fano, et son frère Malatesta Novello avait Cesena; Montefeltre lui enlève la première de ces villes, et le saint-siège, à la mort de Novello, réclame la seconde. Il avait eu de sa maîtresse, la Vannetta dei Toschi, un fils, Robert, né en 1440, le seul qui pût revendiquer son trône sur les enfans d'Isotta; celui-ci n'attendait que sa mort pour se déclarer seigneur à l'exclusion des fils que Sigismond avait fait légitimer. Le pontife Paul II suivit la tradition du Vatican et se déclara l'ennemi du seigneur de Rimini. Comme ce dernier était revenu de Morée, affaibli par les fièvres et obligé d'y laisser ses troupes, par conséquent, dans l'impuissance de défendre sa seigneurie contre les efforts du duc d'Urbin, chaque jour lui enlevait une ville ou un château-fort. Le pontife lui envoya le prince de Camerino pour lui proposer de sortir de Rimini menacée et de régner sur un des états de l'église pendant qu'il confierait la défense de la ville à un légat pontifical qui y entrerait à la tête des troupes du saint-siège. A peine le message reçu, Sigismond monte à cheval; il cache un poignard sous son pourpoint et déclare au Broglio (un de ses compagnons d'armes qui nous a laissé une chronique de son temps), qu'il a résolu de poignarder le saint-père. Sept jours durant, il chemine, grelottant la fièvre, sans repos, sans trêve, silencieux et farouche. Un envoyé du pontife le rencontre aux portes de Rome; à première vue, il comprend son exaltation et avertit le saint-père. Le premier jour, celui-ci lui refuse l'audience; le lendemain, comme pour lui faire honneur, il l'entoure des splendeurs d'un cortège pontifical, et Paul II le reçoit entouré de seize cardinaux. Malgré cette imposante assistance, sa main cherche encore son poignard sous sa robe; mais bientôt, se sentant enfermé dans un cercle de fer par les capitaines de l'église qui surveillent ses moindres gestes, il éclate en sanglots, il écume, et se jette aux pieds du pontife en lui rappelant les jours où il menait à la victoire les troupes du Vatican.

Paul II lui laissa Rimini, mais de ces vastes états qui s'étendaient jusque près d'Ancône, il ne lui restait plus que cette seule ville; tous ses châteaux de la plaine et de la montagne étaient aux mains de Montefeltre. Il était devenu pauvre et il lui était interdit de signer un contrat comme condottière avec les princes d'Italie qui étaient en guerre avec l'église; on lui servit une pension comme capitaine des troupes vaticanes. Venise, qui avait déjà pris Ravenne, convoitait sa dernière possession, et son propre fils, qui avait dû prendre du service auprès de Paul II, et qui commandait pour lui à Ponte-Corvo, n'attendait que le moment favorable pour trahir son père,

le saint-siège, et régner à sa place. Sigismond tomba malade à Rieti, où il reçut le médecin chargé par le pontife de venir à son secours; les fièvres qu'il avait contractées en Morée avaient pris un caractère pernicieux : il mourut à cinquante ans, tremblant pour Isotta, à laquelle il laissait le seul état qui constituait son domaine, afin de le transmettre à son fils Salluste.

Placée entre les embûches de Venise, celles du saint-siège, les menaces d'Urbin et les convoitises du fils de Sigismond né d'un autre lit, Isotta ne pouvait que succomber. Elle se sentait perdue et tremblait pour les siens. Le lendemain même de la mort de son mari, Robert Malatesta, qui ne la regardait que comme une marâtre, se présenta au pape et lui demanda l'autorisation de se mettre à la tête des troupes de l'église pour prendre Rimini et livrer la ville à Paul II. Le pape y consentit et l'autorisa même à y conduire ses compagnies; vêtu en paysan il s'introduisit dans la forteresse et, une fois là, il négocia avec Aragon, avec Milan, Florence et même avec Urbin, l'implacable ennemi de son père. Cela fait, il leva le masque, déclarant au pontife « qu'il devait trouver bon qu'il vécût et qu'il mourût dans l'enceinte de la cité où il était né et où reposaient les restes de son père et de ses aïeux. » Paul II forma une nouvelle armée, en donna le commandement à Alessandro Sforza, seigneur de Pesaro, et à Orsini, et on vit le fils de Sigismond, après une éclatante victoire remportée sur ces deux capitaines, forcer le Vatican à capituler. Le saint-siège, en pareil cas, n'avait pas deux politiques; il donna l'investiture à Robert, fils de Sigismond, et celui-ci succéda à son père, de concert avec Isotta.

Une année après, on trouvait le corps de Salluste, l'héritier légitime de Sigismond, dans le puits d'une maison de Rimini, et, après un long récit du meurtre, dont naturellement on rendait responsable un innocent, Robert écrivait au conseil des Dix de la république de Florence les lignes suivantes, où il se dénonce en se défendant d'un crime dont personne encore n'a songé à l'accuser :

« J'ai voulu faire part de ces événemens à Vos Seigneuries, afin d'abord qu'elles fussent bien informées et pour qu'elles comprissent qu'elles ont perdu en Salluste Malatesta un vrai serviteur. Elles auront enfin les preuves de mon innocence et en pourront justifier contre tous ceux qui, bien à tort, voudraient me rendre responsable du crime (1). » Salluste avait vingt-quatre ans; quelques mois après succombait son frère Valerio, et Isotta, qui semblait encore associée au pouvoir, mais qui n'était que la prisonnière de Robert, mourait à petit feu consumée par un poison lent qu'on lui avait versé.

Sixte IV avait succédé à Paul II; il comprit que ce Robert était de

(1) Série *I.— Dieci di Balia* (Archives d'état de Florence).

même race que son père Sigismond et pouvait, à un moment donné, devenir un appui solide pour le Vatican. Après avoir été vaincu par lui une seconde fois au bord du lac de Trasimène, il résolut de se l'attacher par des liens solides en lui donnant le titre de capitaine-général des troupes de l'église, avec une solde permanente et sans service. Une occasion formidable allait décider le Vatican à demander à Robert son secours effectif. En 1480, Alphonse, duc de Calabre, fils aîné de Ferdinand d'Aragon, roi de Naples, vint mettre le siège devant Rome; Sixte IV, pris d'une véritable épouvante, jeta un cri d'alarme et appela son nouveau condottière à son secours.

Robert traversa l'Italie à marches forcées, il prit en passant Castel-Gandolfo, Albano et Castel-Savello; le troisième jour, il marcha droit au duc de Calabre et l'attaqua dans son campement à Nettuno. Au moment où il allait commander l'attaque, il passa ses troupes en revue et remarqua parmi les plus jeunes capitaines de compagnies un cavalier à la fière tournure, qui portait une merveilleuse armure toute damasquinée d'or, tandis qu'on lisait sur son front les signes de l'audace et de la résolution. Il s'approcha de lui et demanda son nom : « Je suis Jacopo, fils du grand Piccinnino ! » répondit le jeune homme. « Eh bien, s'écria Malatesta, voici pour un fils une occasion de venger la mort de son père dans le sang d'Aragon; » et il lui confia l'aile droite avec trois cents lances. A gauche, il appela les exilés de Naples, les *fuorusciti*; il savait qu'il n'y a pas d'ennemis plus redoutables que ceux qu'animent les haines de la guerre civile. Quant à lui, il se réserva le centre et le commandement général. La victoire fut rapide ; Piccinnino fut chargé de poursuivre le duc de Calabre, qui ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Robert Malatesta, surnommé le Magnifique, entra triomphalement dans Rome, qu'il venait de sauver ; un cardinal tenait la bride de son cheval, le sacré collège tout entier marchait derrière lui; il parcourut en vainqueur toute la cité et fut reçu par le souverain pontife au seuil du Vatican. Mais ces Malatesta étaient tous voués à des destins tragiques; Rome retentissait encore des clameurs de la victoire, quand, tout à coup le bruit de la mort de son libérateur se répandit dans la cité. Robert était à l'agonie dans le palais du cardinal Nardini, son parent; le saint père lui porta le viatique, mais il était trop tard, le vainqueur de Nettuno ne put le reconnaître; la mort avait glacé ses lèvres et fermé ses yeux. Le fils de Sigismond disparaissait à l'âge de quarante ans, enseveli dans son triomphe.

Rome était atterrée, on parlait de poison, et les soupçons se portèrent sur le comte Girolamo Riario, neveu du pape, capitaine des troupes pontificales, qui avait vu d'un œil jaloux la victoire de Malatesta. Pendant le combat il avait essayé déjà de le compromettre et s'était tenu en arrière à la garde des étendards. Machiavel, Sanudo

dans ses *Diarii*, et Jacopo da Volterra, se sont faits les échos de cette rumeur populaire, et Filippo Ugolini dans son *Histoire des ducs d'Urbin*, après avoir chargé la mémoire de Robert du meurtre d'Isotta et de celui de ses deux fils, conclut ainsi : « Ce fut une justice de Dieu que celui qui avait empoisonné les siens mourût aussi par le poison. » Sixte IV, en mémoire de la victoire, fit élever l'église Santa Maria della Pace et il voulut qu'on dressât dans les grottes vaticanes un bas-relief commémoratif représentant le capitaine-général de ses troupes, avec cette inscription : *Veni, vidi, vici.*

Robert laissait plusieurs enfans; l'aîné, surnommé par les habitans de Rimini *Pandolfaccio*, fut l'Augustule de la race dont Sigismond avait été l'Auguste; confirmé dans la seigneurie en mémoire des vertus militaires de son père, il devait vendre un jour son domaine aux Vénitiens, et il allait tomber si bas qu'il devait mendier de cour en cour après avoir perdu ses états par sa perfidie et sa duplicité. Toutes ces seigneuries des Marches et des Romagnes étaient destinées à revenir au saint-siège et devaient former « les Légations. » Une première fois, César Borgia envahit Rimini; puis ce fut le tour d'Adrien IV, qui, en juin 1528, y installa son légat. Rimini, qui le croirait? aimait ses seigneurs et ne se soumit qu'à la force; mais ce grand mouvement de transformation allait s'accomplir : le « vicariat du saint-siège » n'était pas une simple formule de protocole, et la cour d'Urbin elle-même, si fidèle aux pontifes, ne devait pas échapper à son destin.

Malatesta da Verucchio, le grand ancêtre, avait reçu l'investiture vers la fin du XIIIe siècle; dès 1280, il ajoutait à son nom : *dux senior et dominus Ariminensis*, et Pandolfaccio, le dernier seigneur, était déclaré déchu après deux cent cinquante années de pouvoir de la dynastie qu'il représentait.

On voit quelle place ont tenue dans l'histoire générale de l'Italie ces capitaines d'aventure, condottieri devenus souverains. Leur importance politique est en disproportion avec l'étendue de leur territoire; ils se sont fait de la guerre une spécialité; c'est par la guerre qu'ils ont vécu, c'est par elle que s'éteignit leur dynastie. On comprend que c'est une tâche utile et pleine d'enseignement que de se proposer de restituer dans sa vérité historique une de ces petites cours des bords de l'Adriatique, car s'il est incontestable que l'Italie a subi pendant deux siècles la suprématie intellectuelle de la Toscane, il faut cependant reconnaître que, dès les premiers jours de la rénovation, il n'y eut jamais ni monopole ni centralisation. Naples avec Aragon, Rome avec les grands papes du XVe siècle, Milan avec Sforza, Urbin avec Montefeltre, et Ferrare avec Este, tout comme Venise avec le sénat et le grand conseil, et cette petite ville de Rimini avec Sigismond Malatesta : tous eurent leur mouvement

propre, leur initiative et leur part incontestable. Dès que la lumière se fait en Italie, elle se répand depuis le nord jusqu'au midi ; — vers 1500, la petite ville de Lecce fut une Athènes, — et il n'y a pas jusqu'aux troubles et aux cruelles dissensions qui ne profitent à la diffusion des connaissances nouvelles. Quand les *fuorusciti* sortent en masse des villes ensanglantées, les plus illustres d'entre eux, poètes errans, bardes attristés, philosophes et jurisconsultes compromis, soldats d'un jour fidèles à leur parti et trahis par la victoire, tous s'en vont de cour en cour, de cité en cité, recevant l'hospitalité partout où ils passent, et ils laissent en échange un sillon lumineux.

Ce sera la gloire de la plupart de ces capitaines d'avoir accueilli à leurs foyers, et les proscrits de l'Orient et les victimes des luttes intestines. Il est évident que, si on veut les peindre au vif, sous les riches brocarts de leurs pourpoints et sous leurs nobles armures, on trouvera des hommes encore abrupts, et les héros des *Trionfi* qui entrent vêtus à l'antique par les brèches des villes prises d'assaut, descendront de leur piédestal. Mais si la douce civilisation n'a pas encore assoupli ces caractères, quelle chaleur généreuse en eux et quel brûlant désir ! Ils ont des gestes antiques et des pensers d'autrefois ; on dirait, en lisant la correspondance de ces capitaines avec les premiers Médicis, que cette antiquité, dont la plupart se sont épris, va recommencer, et, par le fait, l'Italie, l'antique souveraine, va ressaisir le sceptre et la domination du monde au nom de la forme et de l'idée. Quand l'Europe sort à peine des ténèbres, ces farouches capitaines s'avancent tenant d'une main l'épée et de l'autre le vert laurier ; et on est tenté, en face de tant de chaleur et de tant d'enthousiasme, d'oublier leurs forfaits et leurs crimes. Quel que soit l'arrêt définitif de l'histoire, il est certain qu'il y a quelque chose de généreux et de fier dans cette race d'Atrides et qu'un souffle puissant les anime. L'un des plus illustres parmi ces condottieri, au plus beau siècle de l'histoire de l'Italie, a eu la pensée grandiose d'associer à l'immortalité de ses cendres les restes des savans, des poètes et des artistes qui avaient fait de sa cour un foyer de civilisation ; son trône s'est écroulé, sa dynastie est éteinte depuis plus de trois siècles, et cette immortalité que Sigismond Malatesta croyait leur dispenser en donnant un asile à leurs cendres dans son temple de Rimini, c'est, au contraire, le génie de ces « pensionnaires » qui va l'assurer à toute sa race.

CHARLES YRIARTE.

LA

GUERRE DU PACIFIQUE

II[1].

OCCUPATION DE PISAGUA. — BATAILLE DE DOLORES. — COMBAT DE TARAPACA. — CHUTE DES PRÉSIDENS PRADO ET DAZA. — COMBAT DE LOS ANGELES. — BATAILLE DE TACNA.

La fortune avait trahi sur mer l'espoir des défenseurs du Pérou. L'audace qui la séduit, l'intrépidité qui la subjugue, la ténacité qui l'enchaîne, aucune de ces qualités n'avait cependant fait défaut à l'amiral Grau et à ses héroïques compagnons. A toute autre époque, elles leur eussent assuré la victoire ou tout au moins elles eussent maintenu la balance égale et le succès indécis entre les deux puissances rivales. La campagne du *Huascar* reste en effet pour les hommes de mer le type achevé des opérations navales modernes. A Iquique, nous avons vu ce cuirassé, dans son combat avec l'*Esmeralda*, recourir avec succès à la manœuvre de l'éperon et couler son adversaire; plus tard, grâce à sa vitesse et à son excessive mobilité, il se dérobe au *Blanco-Encalada;* à Antofagasta, il engage le combat avec deux navires ennemis et les batteries de la côte, évoluant avec une admirable précision, se maintenant hors de portée des projectiles ennemis, frappant à distance et à coup sûr. Dans sa

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

dernière lutte enfin, il ne faut pas moins, pour le réduire, que le concours de la flotte chilienne tout entière.

C'est à la vitesse de sa marche qu'il a dû de déconcerter longtemps les combinaisons stratégiques de ses adversaires, de frapper, au moment opportun, des coups inattendus, de les inquiéter, de se soustraire à leurs atteintes et de compenser par sa mobilité la disproportion des forces. Arme à la fois offensive et défensive, sa vitesse lui permit de transporter sur les points vulnérables sa puissante artillerie. Déjà la guerre de sécession avait mis en relief l'absolue nécessité pour l'*Alabama* d'unir aux qualités nécessaires à un croiseur la vitesse, la rapidité d'évolution, et une grande puissance d'artillerie. L'amiral Grau sut tirer de ces qualités du *Huascar* tout le parti possible; il sut également employer avec succès l'attaque par l'éperon et fit preuve d'une rare habileté dans le maniement difficile de cet engin de guerre.

En revanche, il convient de signaler à l'attention des hommes spéciaux les avantages que les Chiliens surent tirer de l'emploi des mitrailleuses légères et des canons-revolvers établis dans les hunes, transportables de bâbord à tribord et pouvant suivre dans leur tir les évolutions du navire. A l'aide de cette artillerie, ils balayèrent à maintes reprises le pont du *Huascar*, achevèrent la destruction de sa tourelle et firent pleuvoir sur ses derniers défenseurs une pluie de projectiles qui paralysa leur suprême effort. Le combat de Lissa était resté jusqu'ici le type du combat naval moderne. Celui de Punta-Angamos nous montre dans le Pacifique les progrès accomplis depuis et ceux qui restent à faire. Il exercera une grande influence sur les combinaisons des ingénieurs de constructions navales et sur les opérations des tacticiens.

Vainqueur sur mer et débarrassé de son terrible adversaire, le gouvernement chilien dirigea toute son attention sur les opérations de terre. Le corps d'armée d'Antofagasta fut renforcé et porté à seize mille hommes, sous les ordres du général Erasmo Escala. Bien vêtus, bien équipés, et pourvus de tout le matériel nécessaire, on en détacha dix mille hommes que l'on embarqua sur l'escadre. Marins, officiers et soldats ignoraient le point de débarquement. Seuls, l'amiral commandant l'escadre, le général en chef et le ministre de la guerre, M. R. Sotomayor, qui les accompagnait, savaient que l'on se dirigeait sur Pisagua.

Le port était d'un accès difficile, mais son occupation par l'armée chilienne devait avoir pour résultat de couper en deux les forces de la coalition, dont les unes étaient massées à Iquique, au sud, et les autres à Arica, au nord. Pisagua se trouvait à peu près à égale distance de ces deux points. Le 2 novembre 1879, l'escadre chilienne se présentait par le travers de Pisagua, longeant la côte et

relevant avec soin les obstacles que la nature et ses ennemis pouvaient lui opposer. Ils étaient redoutables, plus redoutables encore que les chefs chiliens ne le supposaient. Deux batteries à fleur d'eau défendaient l'entrée de la rade; en arrière, les collines qui dominaient la ville n'offraient que des pentes escarpées dont les crêtes servaient de retranchemens aux troupes boliviennes; en troisième ligne enfin et, comme les précédentes, parallèle à la mer, la voie ferrée qui relie Pisagua à l'intérieur avait été convertie en abri pour la réserve et protégée par des pièces d'artillerie.

Sans hésiter on décida l'attaque. Les bâtimens de guerre reçurent l'ordre d'ouvrir le feu contre les batteries de terre, pendant que deux forts détachemens chiliens tenteraient de débarquer au nord de la ville pour la prendre à revers. A sept heures du matin, le feu commença. Le *Cochrane* canonnait le port et le fort du sud; le *Covadonga* et le *Magallanes* s'attaquaient au fort du nord, et le *O'Higgins* couvrait de ses projectiles les points où devait s'effectuer le débarquement. En moins d'une heure, l'escadre chilienne réussit à éteindre les batteries ennemies, et les détachemens furent lancés à l'attaque sous un feu de mousqueterie vigoureusement soutenu. Protégées par les rochers, les maisons, la gare du chemin de fer, les wagons, les sacs de charbon et de salpêtre accumulés, les troupes boliviennes tenaient bon et frappaient à découvert leurs ennemis, ballottés par les vagues dans leurs chaloupes et avançant lentement sur une mer soulevée. Encouragés par cette résistance, les artilleurs péruviens reprirent courage et coururent à leurs pièces. Une seule colonne chilienne avait pris pied à terre, mais ses munitions s'épuisaient et les bâtimens de l'escadre ne pouvaient la protéger de leurs feux sans risquer de l'atteindre. A ce moment, la défaite des Chiliens semblait inévitable, quand par une manœuvre hardie, le *O'Higgins*, se portant en avant, couvrit les hauteurs de ses feux et permit à la colonne épuisée de s'abriter sous les rochers que couronnaient ses ennemis et de reprendre haleine. Puis, entraînés par leurs chefs, ne voyant de salut que dans un suprême effort, les Chiliens se lancèrent à l'assaut de ces pentes escarpées et franchirent les parapets, sur lesquels l'escadre, cessant son feu, vit enfin flotter son drapeau.

La lutte avait duré cinq heures. Les pentes étaient couvertes de morts et de blessés. La colonne d'attaque, composée de deux mille hommes, en avait perdu trois cent cinquante. Les Péruviens et les Boliviens comptaient un plus grand nombre de tués, blessés et prisonniers. L'escadre recueillit ces derniers, qui furent transportés à Valparaiso, et ramena des troupes fraîches pour combler les vides faits dans les rangs.

Si les défaites subies par la marine péruvienne ne lui permettaient

plus de contrarier les opérations navales du Chili ni de disputer le passage à ses cuirassés, cependant quelques croiseurs péruviens tenaient encore la mer, et les bâtimens de transport chiliens, lourdement chargés, ne pouvaient gagner le large qu'à la condition d'être convoyés par des navires de guerre. L'*Union*, le *Pilcomayo* et le *Chalaco* croisaient sur les côtes, évitant tout engagement avec des forces supérieures, mais courant sus aux navires isolés. Le contre-amiral Riberos reçut l'ordre de leur donner la chasse et prit le commandement du *Blanco-Encalada*. Le 17 novembre, il partait de Pisagua; le 18, en vue de Mollendo, il relevait à l'horizon trois colonnes de fumée et, forçant de vitesse, reconnaissait les trois vapeurs péruviens. L'incontestable supériorité de marche de l'*Union* ne permettait pas à l'amiral Riberos de la suivre : gagnant le large, elle disparut promptement à l'horizon. Le *Blanco-Encalada* se mit à la poursuite du *Pilcomayo*. Le navire péruvien fuyait à toute vapeur; son adversaire forçait de marche. Pendant cinq heures et sur un parcours de 60 milles, les deux navires luttèrent de vitesse. Le cuirassé chilien gagnait lentement. A deux heures de l'après-midi, il n'était plus qu'à 5 kilomètres du *Pilcomayo*, qui ouvrit le feu. Son tir, bien dirigé, atteignit à plusieurs reprises le *Blanco-Encalada* en plein flanc, mais sur sa solide cuirasse les boulets glissaient sans l'entamer. L'amiral Riberos ne riposta pas. Acharné à la poursuite, il ne cherchait qu'à diminuer la distance qui séparait encore les deux navires. A trois heures, elle était de 4,300 mètres. Ordre fut donné de faire feu, et le premier projectile chilien vint briser le bout du grand mât de l'ennemi et éclata sur son avant, qui prit feu. Le *Pilcomayo* dut s'arrêter. Lancé à toute vapeur, le *Blanco* approchait si rapidement qu'il put diriger une pleine bordée de ses grands canons, de ses petits canons du pont, et des mitrailleuses des hunes. Profondément atteint, le *Pilcomayo* n'essayait plus de résister. L'incendie redoublait d'intensité à bord et, sur l'ordre du commandant Carlos Ferreiro, les matelots péruviens sabordaient leur navire pour l'empêcher de tomber aux mains de l'ennemi. D'un instant à l'autre, le feu pouvait gagner la soute aux poudres. Sans tenir compte du danger, l'amiral Riberos mit sa frégate bord à bord avec le *Pilcomayo* et fit transborder sur le *Blanco* les officiers et les matelots péruviens, puis, à la tête de son équipage, il attaqua l'incendie. Grâce aux puissantes pompes du cuirassé et à l'emploi des haches, on réussit à le dominer; mais le navire coulait bas, l'eau l'envahissait par les valves ouvertes. Les plongeurs de la frégate chilienne réussirent à boucher la voie d'eau, et le *Pilcomayo*, remorqué par son vainqueur, fut ramené à Valparaiso, où, convenablement réparé et remis à flot, il alla grossir

l'effectif de la marine chilienne. Cette nouvelle capture réduisait la flotte péruvienne, en fait de navires de guerre, à la corvette en bois l'*Union* et aux batteries flottantes *Manco-Capac* et *Atahualpa*, mouillées, l'une à Arica, l'autre au Callao, et immobilisées dans ces ports.

Ce n'était plus sur mer que le Pérou et la Bolivie coalisés entendaient soutenir la lutte contre le Chili. Ils reconnaissaient leur infériorité navale, tout en l'estimant temporaire. On achèterait des navires en Europe, question d'argent; on pouvait faire fond sur le courage et l'audace des matelots péruviens; en quelques mois, on remplacerait la flotte détruite; instruit par l'expérience, on armerait des navires de haute marche et l'on disputerait de nouveau au Chili la possession de l'Océan. Mais, sur terre, le Pérou et la Bolivie se tenaient pour supérieurs. Le combat de Pisagua, non-seulement ne préjugeait rien, mais avait, suivant eux, pour résultat de placer les troupes chiliennes entre deux feux. A La Paz comme à Lima, on tenait pour certain que le triomphe était proche.

En effet, si le coup de main hardi tenté par le Chili contre Pisagua avait réussi, cependant on ne pouvait se dissimuler que le corps de débarquement chilien, isolé sur ce point de la côte, pouvait en être débusqué par une attaque bien combinée, et rejeté à la mer. Pisagua se trouvait entre Iquique, fortement occupé par un corps d'armée péruvien, et Arica, où campait l'avant-garde de l'armée bolivienne. Un peu au nord d'Arica, à Tacna, se trouvait le gros des forces boliviennes. Comme ligne de retraite, les Chiliens n'avaient que la mer. D'Iquique, les alliés pouvaient diriger quatorze mille hommes au nord sur Pisagua. D'Arica, on pouvait lancer une colonne à peu près d'égale force et contraindre le corps chilien à mettre bas les armes ou à s'embarquer sur l'escadre, opération difficile en présence d'un ennemi supérieur en forces. Les présidens du Pérou et de la Bolivie se trouvaient à Tacna et Arica ; un conseil de guerre fut convoqué et un plan de campagne arrêté.

On décida que les deux armées, au lieu de marcher directement, l'une du nord et l'autre du sud, sur Pisagua, effectueraient leur jonction à Dolores, situé entre Iquique et Pisagua et se porteraient ensemble à l'attaque de cette ville. Ce plan avait l'inconvénient d'imposer aux troupes parties de Tacna et d'Arica une fatigue inutile. Pour gagner Dolores, il leur fallait contourner Pisagua, qu'elles laissaient sur leur droite, descendre à Dolores, puis, revenant sur leurs pas, remonter au nord pour livrer combat. Dans cette marche, elles s'exposaient à une attaque de flanc, danger bien inutile à courir. Le but des généraux alliés était d'écraser d'un coup, à l'aide de masses considérables, les défenseurs de Pisagua. Le même résultat pouvait être atteint en abordant Pisagua au nord et au sud et en

faisant de l'objectif de leur attaque le point de ralliement de leurs forces, à la condition toutefois de calculer les distances et les étapes avec une rigoureuse exactitude et d'ouvrir simultanément le feu. Leur plan de campagne adopté, les généraux alliés, maîtres de l'intérieur du pays et du télégraphe, transmirent à Iquique et à Arica les ordres nécessaires, mais ils négligèrent d'occuper les postes télégraphiques. A Pisagua, le commandant chilien ne se dissimulait pas les dangers de sa position. Il ignorait les plans de l'ennemi, mais il n'ignorait pas qu'Iquique possédait une nombreuse garnison péruvienne, que le port était suffisamment fortifié pour résister à une attaque par mer, et que d'un moment à l'autre on pouvait acheminer contre lui la presque totalité de l'effectif qui occupait Iquique. Il savait également que les forces boliviennes, massées à Arica et Tacna, pouvaient l'assaillir par le nord et le prendre entre deux feux. L'attaque la plus imminente était celle qui le menaçait du côté d'Iquique. Il se décida à ne pas l'attendre et à marcher droit au sud sur cette ville. Mais avant d'entreprendre cette marche dangereuse et que les terrains sablonneux de Tarapaca devaient rendre très pénible à ses troupes, il détacha une colonne avec ordre d'aller observer au nord les mouvemens de l'ennemi. Habilement et rapidement manœuvrée, cette colonne réussit à surprendre un poste télégraphique et à s'emparer des communications des alliés. On apprit ainsi dans tous ses détails le plan de campagne de leurs armées et leur concentration imminente à Dolores.

Beaucoup plus rapproché d'Iquique que d'Arica, Dolores devait être occupé d'abord par les forces parties d'Iquique. Elles avaient ordre d'y attendre les contingens boliviens, qui les rejoindraient quelques jours plus tard. Au reçu de ces nouvelles, les généraux chiliens modifièrent leurs dispositions et résolurent, gagnant leurs adversaires de vitesse, d'occuper les hauteurs de Dolores, de s'y fortifier, d'aborder vivement la colonne venant d'Iquique, de la rejeter sur cette ville avant que l'arrivée des troupes boliviennes lui assurât une supériorité numérique trop considérable, puis de remonter au nord à la rencontre des Boliviens et de les repousser sur Arica. Le plan était audacieux, mais il s'imposait. Il fallait ou le tenter ou se rembarquer, abandonnant Pisagua et laissant l'ennemi libre d'y effectuer sa jonction.

Sous les ordres du colonel E. Sotomayor, six mille hommes furent dirigés sur Dolores et en couronnèrent les crêtes. L'eau était abondante, avantage précieux dans ces régions. Au pied des hauteurs occupées par les Chiliens passait la voie ferrée qui reliait Pisagua à Dolores; on s'en servit pour amener l'artillerie et le matériel nécessaire. Les travaux, poussés avec une activité fiévreuse, permirent en peu de temps la construction d'une sorte de camp retranché, à

l'abri duquel les forces chiliennes pouvaient soutenir le choc d'un ennemi supérieur en nombre. Suffisantes pour se tenir sur la défensive, ces mesures ne l'étaient guère pour prendre l'offensive et aborder résolûment l'armée péruvienne. Cette dernière avançait à marches forcées. Le 18 novembre, les éclaireurs chiliens signalaient son avant-garde à quelques kilomètres de Dolores. Immédiatement prévenu par le colonel Sotomayor, le général Escala décida de diriger sur Dolores le surplus des forces dont il disposait à Pisagua. Le matériel très insuffisant du chemin de fer ne permettait pas de transporter ces troupes; elles devaient rallier Dolores en forçant les étapes. Par le fait de ces mesures, Pisagua se trouvait virtuellement évacué. La faible garnison qui l'occupait était hors d'état de résister à une attaque sérieuse. Si, à ce moment, les troupes boliviennes, qui s'avançaient par le nord, se portaient sur Pisagua, elles s'en emparaient sans coup férir; l'armée chilienne, campée à Dolores loin de la côte, séparée de l'escadre qui la ravitaillait, se trouvait cernée et contrainte à capituler, faute de vivres et de munitions. Le général Escala ne se dissimulait pas le danger auquel il s'exposait, mais, bien renseigné par ses éclaireurs, il n'ignorait pas que les contingens boliviens avançaient lentement par une route difficile, et il espérait pouvoir regagner Pisagua à temps pour faire face à ce nouvel ennemi.

Le 19 au matin, le général Escala quittait Pisagua à la tête d'une forte division. Le même jour et à la même heure, l'armée péruvienne se déployait en ligne devant les hauteurs de Dolores, et le général Buendia, qui la commandait, convoquait ses principaux officiers en conseil de guerre. Tous furent d'avis que les Chiliens étaient perdus; l'armée péruvienne comptait douze mille combattans, le colonel Sotomayor n'en avait que cinq mille. Toutefois on décida d'attendre au lendemain pour engager la lutte. On tenait pour certain que le général Daza, avec les contingens péruviens, arriverait dans la nuit et que l'armée chilienne, enserrée de tous côtés, se rendrait ou périrait tout entière. On ne soupçonnait même pas dans l'état-major péruvien que le général Escala arrivait à marches forcées.

La résolution adoptée par les chefs de l'armée péruvienne assurait la jonction des forces d'Escala et de Sotomayor. En vingt-quatre heures, la colonne partie le matin de Pisagua devait arriver à Dolores, mais soit ignorance des mouvemens de son chef, soit désir d'attacher son nom à une bataille importante, soit crainte d'être pris à revers par l'avant-garde bolivienne, le colonel Sotomayor décida d'engager le combat sans attendre les renforts que lui amenait Escala. Sûr de ses troupes et confiant dans la force des positions qu'il occupait, il prit toutes ses mesures pour brusquer l'attaque. A trois heures de

l'après-midi, au moment où une colonne péruvienne manœuvrait pour changer de position, une batterie de montagne placée au centre de la ligne chilienne ouvrit le feu sur elle. Contrairement aux ordres de ses chefs, cette dernière riposta par un feu d'artillerie et de mousqueterie, et en peu d'instans l'action devint générale. L'artillerie péruvienne concentra son feu sur les hauteurs, mais les pièces chiliennes, bien servies et mieux pointées, ripostaient avec vigueur. Sur les ordres du général Buendia, on forma une puissante colonne d'attaque. Dissimulée derrière un repli de terrain, elle devait, à un signal donné, franchir rapidement l'espace découvert qui la séparait du pied des hauteurs, là, reprendre haleine et se lancer à l'assaut des mamelons. Ce mouvement s'exécuta avec ensemble. L'artillerie péruvienne redouble de violence, puis brusquement cesse son feu. Les troupes parcourent avec élan l'espace découvert, et momentanément abrités contre les projectiles des Chiliens, se forment en colonnes d'assaut. Rapidement elles gravissent les pentes, accueillies à mi-côte par un feu plongeant qui troue leurs rangs, mais ne ralentit pas leur marche. Déjà elles touchent aux batteries ; encore un effort, et le camp chilien est emporté. A si courte distance, l'artillerie devient impuissante, on lutte corps à corps. A ce moment, le colonel Sotomayor fait avancer sa dernière réserve, les bataillons de Copiapo et de Coquimbo, recrutés parmi les mineurs de ces localités, hommes solides et vigoureux, endurcis aux fatigues, habitués à lutter contre les Indiens, et à ne pas compter leurs ennemis. Sans tirer un coup de feu, ils marchent la baïonnette en avant, rejettent les assaillans sur les pentes qu'ils descendent eux-mêmes emportés par un irrésistible élan et viennent foncer sur les masses profondes de l'armée péruvienne. Trois fois ramenés en arrière, ils reviennent trois fois à l'attaque. Pour les contenir, l'artillerie péruvienne rouvre le feu, mais dans cette mêlée confuse ses projectiles font plus de mal à ses propres troupes qu'aux Chiliens. Assaillis sur leur front par les bataillons de Copiapo et de Coquimbo, qui s'efforcent de s'ouvrir un passage, sur l'arrière par un feu d'artillerie qui les déconcerte, les bataillons péruviens hésitent. Le colonel Sotomayor dirige contre eux un feu nourri et une nouvelle charge à la baïonnette.

Voyant le sort de la journée compromis, le général Buendia ramène à lui son aile droite. Tenue en respect par une batterie de canons Krupp postée sur la hauteur, elle n'avait pu tenter l'assaut de ce côté. Le général péruvien lui donne l'ordre de se porter sur la gauche et de soutenir le choc des bataillons de Copiapo et de Coquimbo. L'arrivée de ces troupes fraîches peut ramener la victoire. Devant ce nouveau danger le colonel Sotomayor n'hésite pas. Dégarnissant les pentes que menaçait l'aile droite de Buendia, il fait

transporter en toute hâte sa batterie Krupp sur le versant menacé et couvre de son feu les colonnes péruviennes qui reculent et que les bataillons de Copiapo et de Coquimbo achèvent d'enfoncer. La déroute est complète. A cinq heures du soir, l'armée péruvienne était en pleine retraite. La retraite s'opérait avec un certain ordre, malgré les feux de l'artillerie chilienne et la poursuite de quelques corps déployés en tirailleurs, quand, à la nuit tombante, survint un phénomène, assez fréquent dans ces déserts et connu sous le nom de *camanchaca,* qui convertit cette retraite en débandade. Un brouillard intense et subit cachait aux fuyards jusqu'à la vue du sol sur lequel ils marchaient. Errantes et perdues dans cette brume, les compagnies se heurtaient les unes aux autres, ignorant la direction qu'elles suivaient, prenant leurs clameurs confuses, le bruit sourd de l'artillerie, le piaffement des chevaux, les mille rumeurs d'une armée en retraite, pour les mouvemens d'un ennemi acharné à leur poursuite. Épuisés de fatigue, sans repos depuis la veille, séparés de leurs approvisionnemens, les soldats fuyaient au hasard, abandonnant leurs blessés, leur artillerie démontée, leurs armes, et un matériel considérable.

A ce moment même, l'avant-garde du général Escala atteignait Dolores après une marche forcée de douze heures. Les renforts qu'il amenait pouvaient achever d'anéantir l'armée péruvienne, mais le général chilien n'osait croire à une victoire aussi complète. Il lui semblait impossible que douze mille hommes d'excellentes troupes eussent été mis en pleine déroute par une division inférieure de plus de moitié. Il ne doutait pas que l'armée péruvienne n'eût été repoussée, mais il la croyait ralliée à peu de distance et se préparant à reprendre l'offensive au point du jour. Résistant donc aux instances du colonel Sotomayor, il se refusa à lancer ses troupes à la poursuite des fuyards. Exténuées d'ailleurs par une marche excessive, elles avaient besoin d'une nuit de repos pour faire face à la lutte que le général Escala prévoyait pour le lendemain. Le lendemain, l'ennemi ne parut pas. Les premiers détachemens envoyés en reconnaissance ramenèrent des fugitifs et des blessés. Par eux l'on apprit l'étendue du désastre de l'armée péruvienne. Le sol jonché d'armes, de fourgons, de munitions, attestait une fuite désordonnée. Nulle part on ne rencontra un détachement en état de résister à une simple reconnaissance. La cavalerie était entièrement dispersée, l'artillerie avait abandonné ses canons. Tout le matériel restait aux mains de l'armée chilienne, à laquelle sa victoire ne coûtait pas plus de 250 hommes.

Que faisait pendant ce temps le général Daza à la tête des contingens boliviens? Parti le 11 novembre d'Arica, au milieu de l'enthousiasme général des habitans, il devait rallier Dolores et y effectuer sa jonction avec le général Buendia le 17. Le 20, jour de la

bataille, il n'était pas encore arrivé. Ni lui ni ses officiers n'avaient prévu les difficultés de la marche dans ces déserts, où l'eau faisait défaut, où les routes tracées manquaient, où les chariots de l'artillerie enfonçaient dans un sable épais dont la poussière alcaline aveuglait les animaux. Le 16 novembre, il se trouvait seulement un peu au sud du fleuve Camarones, à 18 lieues au nord de Dolores, dont le séparait un désert semblable à celui qu'il venait de franchir. Le général Daza calcula qu'il lui serait impossible d'arriver au jour dit. Découragé et rebuté par les difficultés de la route, doutant du succès, il fit halte. Il ne se dissimulait pas que, s'il était battu, c'en était fait de son pouvoir présidentiel. Il savait qu'à La Paz, capitale de la Bolivie, ses compétiteurs et ses ennemis n'attendaient qu'une occasion favorable pour le renverser et mettaient son absence à profit pour conspirer contre lui. D'autre part, il était irrité de la jactance des officiers péruviens qui, au moment de son départ d'Arica, affirmaient bien haut que Buendia suffirait seul à mettre en fuite l'armée chilienne. Entre le pouvoir suprême et le succès de la campagne Daza n'hésita pas. Il donna ordre à son corps d'armée de camper et télégraphia au général Prado, président du Pérou, les difficultés qu'il éprouvait à pousser plus avant.

Resté à Arica, le général Prado partageait toutes les illusions de son état-major. Il ne doutait pas que Buendia, à la tête de 12,000 hommes de bonnes troupes, n'eût facilement raison de 5,000 Chiliens. Se souciant peu de partager avec son collègue bolivien l'éclat d'un triomphé assuré, il lui fit dire qu'il l'approuvait de ne pas s'engager plus avant et que, d'ailleurs, en sa qualité de général en chef, il avait donné l'ordre à Buendia d'attaquer sans attendre l'arrivée de Daza. Il l'invitait donc à laisser reposer ses troupes et à pousser en avant quelques reconnaissances qui l'aviseraient de la retraite des troupes chiliennes, auxquelles il pourrait barrer le passage et dont il achèverait la déroute. Ces instructions s'accordaient trop bien avec les désirs du général Daza pour qu'il hésitât à s'y conformer, mais quand ses troupes comprirent le rôle auquel elles étaient condamnées, le mécontentement le plus vif éclata dans leurs rangs. On alla jusqu'à parler de destituer et de fusiller comme traître à la Bolivie le président accusé hautement de lâcheté. Daza réussit à calmer l'explosion. A la tête de quelques corps de cavalerie légère, il se porta en avant de son campement et, le 20, il entendait à distance le grondement de l'artillerie péruvienne qui ouvrait le feu contre les hauteurs de Dolores. Des blessés lui apprirent la défaite essuyée et, en toute hâte, il se replia avec ses troupes sur Arica.

Les premiers fuyards qui apportèrent à Iquique les nouvelles du combat furent accueillis avec une incrédulité railleuse. D'heure en

heure leur nombre augmentait, leurs récits concordaient. Une dépêche du général Buendia vint confirmer l'étendue du désastre. Il annonçait qu'il se repliait sur Tarapaca, où il espérait rallier les débris de ses colonnes et demandait l'envoi immédiat de toutes les troupes qui occupaient encore Iquique. C'était l'évacuation de la place, mais elle était désormais inévitable. Bloquée par l'escadre chilienne, sur le point d'être prise à revers par l'ennemi victorieux, Iquique ne pouvait résister. Mieux valait encore se rendre à l'appel de Buendia et tenter à Tarapaca une résistance désespérée que capituler sans combat dans une place sans issue. Mornes et farouches les troupes défilèrent en rangs serrés, pendant que les compagnies de débarquement des bâtimens de guerre chiliens prenaient paisiblement possession de la ville abandonnée.

Buendia avait réussi, non sans peine, à gagner Tarapaca, petit bourg de douze cents habitans, situé à 10 lieues environ de Dolores, sur les bords d'une rivière, au fond d'une étroite vallée qui, descendant de la Cordillère, aboutit au désert. Resserrée entre deux chaînes de collines, large tout au plus de 1 kilomètre, la vallée n'avait d'autre issue que sur les plaines de sable qui la séparent de Dolores et dans lesquelles erraient les débris de l'armée péruvienne. Buendia avait avec lui son chef d'état-major, le colonel Belisario Suarez, vaillant soldat, d'une indomptable énergie, doué d'une force de résistance extraordinaire, qui réussit à relever un peu le courage de son chef et le moral des troupes qui l'accompagnaient. Aussitôt arrivé à Tarapaca, il lança des messagers dans toutes les directions pour rallier les fugitifs. Mourans de faim et de soif, ils accoururent à son appel et trouvèrent à Tarapaca de l'eau, des vivres, du repos, et un commencement d'organisation. En quelques jours, plus de deux mille hommes avaient rejoint Tarapaca; le 26 novembre, les colonnes parties d'Iquique arrivaient au camp avec un convoi de vivres et de munitions. Elles y apportaient un esprit nouveau, l'ardent désir d'une revanche, la conviction qu'elles ne pouvaient compter que sur elles-mêmes, que vaincues elles étaient perdues, et la résolution froide de vendre chèrement leur vie. La ligne de retraite dans la direction d'Arica leur serait évidemment barrée par l'armée chilienne; mais il fallait à tout prix forcer le passage. Pour éclairer sa route, le général Buendia expédia une colonne de quinze cents hommes, avec ordre de s'assurer que l'issue de la vallée était libre. Il devait la suivre avec le gros de ses troupes, auquel une nuit de repos était nécessaire encore. Dans l'obscurité, cette colonne côtoya, sans les voir, les avant-gardes chiliennes et fit halte à trois lieues de Tarapaca.

A la suite de la bataille de Dolores, on a vu que le colonel chilien Sotomayor avait vainement insisté auprès du général Escala pour

obtenir qu'une partie des renforts arrivés après le combat fussent lancés à la poursuite des débris de l'armée péruvienne. Ce ne fut que le lendemain que le général Escala autorisa enfin le colonel Sotomayor à quitter Dolores et à entrer en campagne. Renseigné sur la marche de Buendia, Sotomayor occupait l'ouverture de la vallée au moment même où l'avant-garde péruvienne venait de la franchir. Buendia, acculé, privé de la meilleure partie de ses troupes, surpris en outre à l'improviste, allait être obligé d'accepter le combat dans les conditions les plus défavorables. Il semblait perdu ; ses soldats et lui n'avaient plus qu'à lutter en désespérés.

A huit heures du matin, Buendia, rassuré sur le sort de son avant-garde, qui n'avait pas rencontré l'ennemi, se préparait à lever le camp de Tarapaca et à donner l'ordre du départ quand on signala la présence d'une colonne chilienne. Commandée par le lieutenant-colonel Vergara, elle avait gagné dans la nuit les hauteurs qui dominaient Tarapaca au nord. Couronnant ces crêtes, elle se préparait à aborder celles du sud, plus élevées, et à enfermer les Péruviens dans un cercle de feux. Pour gagner les mamelons du sud, la colonne chilienne devait redescendre dans le ravin et gravir les pentes opposées. Deux autres colonnes débouchaient également sur Tarapaca, remontant le cours de la vallée, dont elles fermaient l'issue. Surpris par cette attaque imprévue, Buendia expédia en toute hâte un messager pour transmettre l'ordre à son avant-garde de revenir à marches forcées sur Tarapaca. Escorté du colonel Suarez, il parcourut les rangs de ses troupes pour les encourager à la résistance; leur attitude révélait une résolution froide, la conscience du danger, la hâte d'en venir aux mains et de venger sur l'ennemi les outrages de la fortune. Le premier choc fut terrible. Les bataillons péruviens se ruent sur la colonne chilienne, qui hésite et recule. Les deux autres avancent pour la soutenir, mais leur artillerie ne peut entrer en ligne, on se bat corps à corps; les canons chiliens, pris et repris, sont démontés, les attelages tués. A une heure de l'après-midi, les Péruviens l'emportaient. Une charge de cavalerie chilienne permet à l'infanterie de reprendre haleine; les rangs se reforment, le combat recommence. De part et d'autre, on ne fait pas de prisonniers. Les troupes de Buendia commencent à plier, il donne l'ordre de battre en retraite; mais, à ce moment même, la tête de colonne de son avant-garde débouchait sur le champ de bataille.

A la vue du renfort qui leur arrive, les Péruviens font volte-face et attaquent de nouveau l'ennemi, surpris par cette brusque offensive. Rejetés sur le village, les Chiliens s'embusquent dans les maisons, derrière les haies. Ils sentent que la victoire leur échappe, mais ils combattent avec énergie. Pour avoir raison de leur résistance, les Péruviens incendient les toits de chaume, qui s'écroulent

sur les combattans exténués de fatigue, de faim et de soif. A cinq heures du soir, l'armée péruvienne reste maîtresse du champ de bataille; les colonnes chiliennes battent en retraite, laissant sur le terrain quarante-neuf officiers, plus du tiers de leur effectif, quatre canons et cinquante-six prisonniers seulement. Ce dernier chiffre indique l'acharnement de la lutte: on avait tué de part et d'autre tout ce qui résistait. Épuisés par cette lutte sanglante, les vainqueurs sont hors d'état de poursuivre les vaincus. Buendia, redoutant l'arrivée de nouveaux contingens chiliens, ne laisse à ses hommes que six heures de repos. A onze heures du soir, l'armée péruvienne s'ébranle; les morts, les mourans, les blessés sont abandonnés et les flammes de l'incendie éclairent au loin la marche des deux armées, qui s'enfoncent dans le désert. Tarapaca demeure vide. Le lendemain, un corps d'armée chilien de cinq mille hommes, expédié de Dolores, venait l'occuper, justifiant ainsi les prévisions du général Buendia.

Cette victoire sanglante et si chèrement achetée était due à l'héroïque ténacité des troupes péruviennes. Tour à tour vaincues et victorieuses, elles avaient lutté avec l'énergie du désespoir, mais ce combat, plus acharné que celui de Dolores, ne pouvait avoir les mêmes résultats. S'il sauvait l'honneur, il ne ramenait pas la fortune. La retraite de Buendia n'en fut ni moins pénible ni moins douloureuse. Ses troupes exténuées mirent vingt jours à franchir les 40 lieues qui les séparaient d'Arica. Obligées de longer les pentes abruptes de la Cordillère pour éviter les Chiliens, maîtres de la plaine, cheminant la nuit par un froid intense, campant le jour sans abri, sous un soleil implacable, rencontrant rarement une source où étancher leur soif, réduites à l'eau infecte de mares stagnantes, traversant de loin en loin des hameaux ravagés dont les habitans avaient fui, emportant leurs misérables vivres, ces colonnes atteignirent Arica dans un état déplorable. La moitié était restée en route. Pour se soustraire à d'intolérables souffrances, les uns s'étaient tués; la faim, la soif, la maladie avaient emporté les autres. En dépit du sanglant combat de Tarapaca, le désert d'Atacama, les ports d'Antofagasta, de Cobija, Iquique, Pisagua, 120 lieues de côtes enfin, restaient au pouvoir du Chili.

Immobile à Arica, où le retenait, disait-il, le mauvais état de sa santé, le général Prado, président du Pérou, apprenait coup sur coup la prise de Pisagua, la perte de la bataille de Dolores, l'évacuation d'Iquique, l'inutile victoire de Tarapaca, la retraite des troupes alliées, dont les débris ralliaient Arica en désordre. Sans partager entièrement, au début, la confiance aveugle de ses compatriotes dans leur supériorité militaire, le président du Pérou n'avait ni prévu ni pris les mesures nécessaires pour parer à d'aussi

grands désastres. Dans le trouble où ces nouvelles le jetaient, il accueillait sans réflexion les accusations que son entourage portait hautement contre les troupes boliviennes et le général Buendia. A les en croire, les défaites essuyées étaient dues au défaut de concours des Boliviens, auxquels le général Prado lui-même avait donné ordre de faire halte sur les rives du Camarones et d'y attendre le résultat de la bataille de Dolores. Au général Buendia on reprochait son incapacité et son imprévoyance. Oubliant son héroïque résistance à Tarapaca et sa difficile retraite, le général Prado lui retira son commandement pour le donner à l'amiral Montero, homme remuant et aventureux, compromis dans maintes tentatives de révolution. Buendia ainsi que son état-major fut, en outre, décrété d'accusation et traduit devant un conseil de guerre.

En se refusant à prendre lui-même le commandement de l'armée, en alléguant pour rester à Arica l'état de sa santé, le président du Pérou avait obéi à des considérations personnelles, à la crainte de compromettre son pouvoir, qu'il sentait à la merci d'un insuccès militaire. Il savait, par une expérience chèrement acquise, comment se font et se renversent les présidens au Pérou. Une insurrection l'avait porté au pouvoir, une insurrection pouvait l'en chasser. L'oreille constamment tendue aux bruits qui lui venaient de Lima, il discernait de sourdes rumeurs de mécontentement. Les factions hostiles s'agitaient, elles lui reprochaient hautement son inaction; l'orgueil national, violemment surexcité, lui attribuait toute la responsabilité des événemens, et quelques meneurs audacieux se servaient des revers du pays pour entraîner et soulever les masses.

Parmi eux et au premier rang figurait don Nicolas Pierola, ancien ministre des finances, adversaire acharné du général Prado. Décrété d'accusation en 1872 comme dilapidateur des deniers publics, on l'avait accusé, mais sans preuves, d'avoir été l'un des instigateurs de l'assassinat de Pardo, prédécesseur de Prado au fauteuil présidentiel. Réfugié au Chili, Pierola avait suivi avec attention les événemens qui amenèrent la guerre. Obéissant, disait-il, à son patriotisme, qui ne lui permettait pas d'assister sans y prendre part à une lutte d'où dépendait le sort du Pérou, il était revenu à Lima; son prestige de conspirateur et son audace bien connue l'avaient fait accueillir par les ennemis du président Prado. La populace de Lima voyait en lui un chef résolu, le seul homme capable, disait-on, de vaincre le Chili. Nommé colonel de la garde nationale, il disposait à son gré de cette force militaire, maîtresse de la ville depuis le départ d'une partie de l'armée pour le sud.

Mieux renseigné par ses partisans sur ce qui se passait à Lima qu'il ne l'avait été par ses généraux sur les opérations de l'armée chilienne, Prado se décida à quitter Arica et à revenir à Lima, où sa

présence pouvait peut-être sauver son pouvoir menacé. Quelques amis seuls furent mis dans la confidence de cette résolution ; on ne la sut à Lima qu'en apprenant son débarquement au Callao. Ce brusque retour était fait pour dérouter les plans de ses adversaires s'il eût coïncidé avec la nouvelle d'une victoire, mais le navire qui ramenait Prado apportait aussi des détails sur les revers subis. Un instant déconcertés, les conspirateurs reprirent courage. Pierola d'ailleurs n'était pas homme à se laisser facilement abattre. Avec son expérience des mouvemens insurrectionnels au Pérou, Prado se rendit compte dès les premiers jours de son retour de la gravité de la situation. Accueilli dans la capitale par un morne silence, il voyait s'éloigner de lui ses partisans et faisait vainement appel à la nécessité de s'unir dans un effort suprême pour résister à l'ennemi extérieur. Il alla même jusqu'à faire venir Pierola et lui offrit un portefeuille. Pierola refusa brutalement, avec le dédain d'un homme qui se sent soutenu par l'opinion publique.

Prado se vit perdu. D'une heure à l'autre, l'insurrection triomphante pouvait éclater dans les rues de Lima ; il en serait la première victime. Au point où en étaient les choses, il ne cherchait plus qu'à sauver sa vie. Le 18 décembre, il présida son conseil avec le plus grand calme apparent, expédia les affaires courantes, et annonça qu'il visiterait, dans l'après-midi, les forts du Callao pour s'assurer, par lui-même, de leurs approvisionnemens. En effet, à trois heures, il prenait le train pour Le Callao et deux heures après on lisait sur les murs de Lima la proclamation suivante :

« *Le président constitutionnel de la république à la nation et à l'armée.*

« Concitoyens,

« Les intérêts suprêmes de la patrie me commandent de partir pour l'étranger.

« Je m'éloigne de vous temporairement. Il faut des raisons bien fortes pour que je m'y décide à un moment où ma présence ici peut paraître si nécessaire. Les motifs qui me décident sont en effet très graves et très puissans.

« Respectez ma résolution. J'ai le droit de vous le demander après tous les services que j'ai rendus à l'état.

« Soldats,

« Si nos armées ont subi quelques revers dans les premiers jours

de novembre, le 27 du même mois, elles se sont couvertes de gloire à Tarapaca. Quelles que soient les circonstances, vous imiterez, je le sais, l'exemple que vous ont donné vos frères du Sud.

« Ayez confiance dans votre concitoyen et ami.

« M.-J. Prado. »

Suivait un décret qui remettait le pouvoir suprême aux mains du vice-président.

Prado avait tout préparé pour sa fuite. Il s'embarquait secrètement à bord du *Paita*, vapeur de la compagnie anglaise du Pacifique, à destination de Panama. Il se rendait, disait-il, aux États-Unis et en Europe, pour y acheter des vaisseaux de guerre, des armes et des munitions. De Guayaquil, il adressait à ses amis de Lima une longue lettre pour justifier son départ : « Je reviendrai bientôt, ajoutait-il ; j'assurerai au Pérou une victoire éclatante ou je serai enseveli dans ses flots. »

Le départ de Prado laissait le champ libre à toutes les convoitises ; la colère et l'indignation de la population favorisaient les visées des ambitieux. Le vice-président, général La Puerta, était, disait-on, hors d'état, vu son âge et ses infirmités, de porter le fardeau du pouvoir dans des circonstances aussi critiques. Les partisans de Pierola réclamaient hautement sa nomination comme dictateur. Un dictateur seul pouvait sauver le Pérou. Devait-on confier le commandement de l'armée péruvienne au général Daza, président de la Bolivie, comme le demandaient quelques-uns, et consacrer ainsi l'abaissement du Pérou?

Le gouvernement résistait. Le ministre de la guerre, La Cotera, à la tête de quelques bataillons fidèles, contenait la populace, mais le mécontentement se faisait jour parmi les troupes. Sollicitées par les partisans de Pierola, indignées par la fuite de Prado, elles hésitaient. Dans la soirée du 21 décembre, le mouvement éclata. Un bataillon prit les armes et se déclara pour Pierola. Sommé de rentrer dans le devoir par le général La Cotera, il refusa et occupa militairement sa caserne. La Cotera engagea résolûment le combat. Soutenu par quatre pièces d'artillerie, il attaqua la caserne et était sur le point de l'emporter quand il reçut avis que des bandes d'insurgés menaçaient le palais du gouvernement. Pierola, à la tête de son bataillon, en occupait les issues. La Cotera se porta à sa rencontre, et une lutte acharnée s'engagea sur la place et dans les rues voisines. La discipline des troupes restées fidèles et l'énergie de La Cotera l'emportèrent ; les insurgés perdirent plus de trois cents

hommes, et le combat fut suspendu dans la nuit, mais Pierola n'était pas homme à abandonner la partie. Redoutant qu'une lutte trop prolongée ne décourageât ses adhérens, il quitta brusquement Lima à leur tête, entraînant avec lui la populace soulevée et se porta sur Le Callao, port militaire et faubourg de Lima. Il avait de sérieuses intelligences dans la place; les forts et l'arsenal lui ouvrirent leurs portes. Maître du Callao, il tenait la clé de la capitale, où le gouvernement se maintenait avec peine au milieu de l'irritation publique. Cantonné dans les forts, il pouvait braver les forces de La Cotera, qui ne tenta pas de le suivre.

Lima offrait alors le spectacle d'une ville en pleine révolution. Tout commerce était suspendu. Les rues silencieuses retentissaient par intervalles de violentes clameurs, du pas cadencé des soldats, du roulement de l'artillerie. Des bandes armées menaçaient les principaux édifices, se dispersant devant les troupes pour se reformer plus loin. Sollicité de déposer le pouvoir en faveur de Pierola, le vice-président tenait bon et se refusait à tout compromis. Sur ses ordres, le général La Cotera dut marcher contre Pierola et tenter de le débusquer du Callao. Accueilli dès sa sortie de la ville par un feu de mousqueterie, La Cotera comprit, à l'hésitation de ses troupes, dont le nombre diminuait d'heure en heure, qu'il allait au-devant d'un échec certain. Rentré à Lima, il rendit compte au vice-président de l'impuissance dans laquelle il se trouvait d'exécuter ses ordres. La Puerta donna sa démission, et le 23 décembre au matin, Pierola rentrait triomphant à Lima, salué par les acclamations de la populace comme chef suprême de l'état. Concentrant tous les pouvoirs entre ses mains, il ajouta à ce titre celui de « protecteur de la race indigène, » pour s'assurer le concours des Indiens et du bas peuple, et s'occupa sans retard d'organiser son gouvernement. Les chefs de l'armée du Sud et Montero lui-même, ennemi et rival de Pierola, reconnurent sans difficulté son autorité; ils avaient à se faire pardonner leurs insuccès, et à la distance où elles se trouvaient, leurs troupes épuisées étaient hors d'état de tenter un mouvement insurrectionnel.

Pendant qu'une révolution s'accomplissait à Lima, l'amiral Montero, commandant en chef de l'armée péruvienne, recevait à Arica les bataillons épuisés que le général Buendia ramenait de Tarapaca. Malgré sa glorieuse résistance et son inutile victoire, Buendia apprit en arrivant à Arica qu'il était relevé de son commandement et traduit devant un conseil de guerre. L'amiral Montero ne lui permit même pas de rentrer dans la ville à la tête de ses troupes. Il avait hâte d'affirmer sa suprématie. En vertu du traité d'alliance conclu au début de la guerre entre la Bolivie et le Pérou, le commandement en chef des armées alliées revenait au président de la Bolivie, le

général Prado ayant pris la fuite et Pierola étant retenu à Lima. Mais l'amiral Montero était peu disposé à reconnaître l'autorité suprême du président Daza. Retiré à Tacna, à quelques lieues d'Arica, à la tête des contingens boliviens, le général Daza sentait, lui aussi, que son autorité présidentielle était en péril. A La Paz, capitale de la Bolivie, on signalait des menées insurrectionnelles; on reprochait à Daza son inaction, que l'on qualifiait de lâcheté et de trahison. Les officiers et les soldats péruviens renchérissaient sur ces accusations. Ils reprochaient à Daza de leur avoir laissé porter tout le fardeau de la lutte, de s'être toujours tenu loin du péril et de n'avoir pris aucune part aux combats de Pisagua, de Dolores et de Tarapaca. L'alliance était fortement compromise; Daza, en conflit perpétuel avec son collègue péruvien, avait quitté Arica. Campé à Tacna, sur la route de sa capitale, il n'aspirait qu'à y rentrer pour affermir son autorité menacée, contre-carrer les menées de ses adversaires et éviter le sort de Prado; mais il lui était difficile, dans les conjonctures présentes, de battre complètement en retraite et de donner raison aux accusations de ses alliés et de ses ennemis. Il cherchait un prétexte pour tout concilier.

Un conseil de guerre convoqué à Arica pour arrêter un plan de campagne le lui fournit. Il se rendit à l'appel de l'amiral Montero, et la délibération s'ouvrit le 27 décembre entre les généraux péruviens et boliviens. Le président Daza communiqua son plan. Il proposait de retourner en Bolivie pour recruter et renforcer son armée; puis, suivant la ligne de la Cordillère, il la franchirait au sud pour attaquer par derrière l'armée chilienne, que les troupes péruviennes aborderaient de front. Ce plan impraticable déguisait mal les préoccupations toutes personnelles du président de la Bolivie; aussi fut-il accueilli avec le plus vif mécontentement par les officiers péruviens et par les officiers boliviens eux-mêmes. Ces derniers, exaspérés par les reproches de leurs alliés et leur propre inaction, supportaient avec peine depuis longtemps l'impéritie et la jactance de leur général en chef. Ils savaient qu'à La Paz l'opinion se prononçait de plus en plus contre Daza. Son attitude au conseil de guerre, l'absurdité de son plan de campagne, le rôle honteux auquel ils se trouvaient condamnés si son opinion prévalait, les décida à en finir et à renverser Daza. L'amiral Montero les encourageait sous main. Des avis furent immédiatement transmis au camp de Tacna de la salle même du conseil, où la discussion se prolongea tout le jour; l'amiral Montero, tenu au courant de tout ce qui se préparait, la traînait en longueur, tantôt élevant des objections que Daza s'évertuait à réfuter, tantôt feignant de se rallier à son opinion. A quatre heures, on se séparait sans conclure, mais en apparence sans rup-

ture, et l'amiral Montero accompagnait à la gare le président de la Bolivie quand, au moment de monter dans le train, ce dernier reçut une dépêche qui le frappa de stupeur. On lui annonçait que le camp de Tacna était en pleine insurrection, que ses officiers et ses soldats venaient de proclamer sa déchéance et son remplacement par le colonel Camacho.

Ce que la dépêche ne disait pas, c'est qu'un peloton d'exécution attendait à Tacna l'arrivée du train qui devait ramener le président Daza pour le passer par les armes. Soit qu'il soupçonnât le danger, soit plus vraisemblablement qu'il se fît encore des illusions sur l'importance de son rôle et l'étendue de son pouvoir, il resta à Arica et somma l'amiral Montero de faire immédiatement marcher ses troupes sur Tacna pour punir les révoltés et le réintégrer dans son commandement. Instigateur et complice du mouvement, Montero lui remontra avec le plus grand sang-froid qu'il ne pouvait agir sans les ordres de son gouvernement, ni risquer une bataille entre les deux armées alliées pour l'imposer à ses troupes insurgées et à La Paz révoltée. Abandonné de tous, le président Daza s'embarqua pour l'Angleterre.

A quelques jours d'intervalle, les deux présidents du Pérou et de la Bolivie disparaissaient de la scène politique et du théâtre des opérations militaires. Tout deux avaient, sinon voulu, tout au moins accepté la guerre désastreuse que leur imposait un parti turbulent; tous deux avaient sacrifié au souci de leur popularité, à leur maintien au pouvoir, leurs convictions personnelles et le bien de l'état; tous deux tombaient à la même heure victimes de revers qu'ils n'avaient su ni conjurer ni prévoir.

Le *pronunciamiento* militaire qui renversait Daza et le remplaçait, à la tête de l'armée bolivienne, par le colonel Camacho avait été préparé à La Paz, où la nouvelle fut accueillie non-seulement sans surprise, mais encore avec enthousiasme. Le général Narciso Campero, homme énergique et capable, fut appelé à la présidence. Son accession était vivement désirée de la population. Uni au colonel Camacho par les liens d'une étroite amitié et d'une mutuelle confiance, son premier acte fut de confirmer le choix fait par l'armée bolivienne et d'en donner le commandement à celui dont le coup de main hardi le débarrassait d'un rival et l'amenait au pouvoir. Assuré de n'être pas contre-carré dans ses plans, le colonel Camacho procéda activement à la réorganisation de l'armée bolivienne. Aimé des soldats, il sut s'en faire obéir et ranima leur courage. Campero lui fit parvenir des renforts, du matériel, et en peu de temps l'armée bolivienne fut mise en état d'entrer en campagne. Mais entre Camacho et Montero régnait une sourde hostilité. La jac-

tance, l'agitation brouillonne du commandant péruvien, inquiétaient et mécontentaient son collègue, nominalement sous ses ordres. Aussi Camacho pressait-il le général Campero de venir au plus tôt prendre le commandement en chef de l'armée alliée, auquel lui donnait droit son titre de président de la Bolivie.

De son côté, l'armée chilienne ne restait pas inactive. Une reconnaissance hardie tentée par l'escadre avait eu pour résultat de débarquer sur la côte péruvienne, dans le petit port d'Ilo, un détachement de cinq cent cinquante hommes. Leur chef s'était emparé sans coup férir du port et de la ligne de chemin de fer qui d'Ilo se dirige dans l'intérieur sur Moquega. Les lignes télégraphiques, immédiatement coupées par les Chiliens, ne permirent pas de donner l'alarme à Arica ou à Tacna; le détachement chilien avait amené avec lui des chauffeurs et des mécaniciens. On chargea l'artillerie et les troupes dans les wagons, et le train partit pour Moquega, où il arriva à l'improviste. La garnison péruvienne, surprise, ne tenta même pas de défendre la ville. On s'empara des vivres, du matériel, et l'on revint à Ilo sans perdre un homme et après avoir reconnu la partie du territoire que le commandant chilien se proposait d'envahir.

Son plan était de couper les communications entre La Paz et Lima d'une part et Arica et Tacna de l'autre. Les alliés occupaient ces deux derniers points, situés au sud d'Ilo. Une occupation de la ligne d'Ilo à Moquega enfermait l'armée alliée entre les forces chiliennes maîtresses de Pisagua et le corps d'armée qui, occupant Ilo, fermait la ligne de retraite vers le nord et barrait le chemin aux renforts qu'elle pouvait attendre. Le 25 février 1880, quatorze mille Chiliens occupaient Ilo et Pacocha, port voisin, ainsi que toute la vallée de Moquega. Au reçu de ces nouvelles, l'amiral Montero télégraphia d'Arica au président Pierola que, loin de voir avec appréhension ce mouvement de l'armée chilienne, il ne saurait assez s'en féliciter et que « cette armée trouverait son tombeau dans la vallée de Moquega. » En réalité, il était cerné de tous côtés; mais, d'une part, sa présomption naturelle et son incapacité militaire ne lui permettaient pas d'apprécier sainement la situation, et, de l'autre, il comptait sur les forces dont disposait le colonel Gamarra, fortement cantonné à Moquega et auquel des renforts importans avaient été expédiés à la suite de la reconnaissance faite par les Chiliens quelques semaines avant. Moquega, en effet, était en état de défense. En arrière de la ville se trouvait la gorge de Los Angeles, surnommée les Thermopyles péruviennes.

En 1823, une faible colonne espagnole y avait tenu tête à l'armée indépendante; plus tard, en 1874, don Nicolas Pierola, le dic-

tateur actuel du Pérou, y avait repoussé l'attaque des armées du gouvernement. Cinq cents hommes, disait-on, pouvaient, maîtres de ce défilé, résister à dix mille assaillans. Gamarra s'y était fortifié, et Pierola, à Lima, ainsi que Montero à Arica, considérait sa position comme inexpugnable. Tout l'effort de l'armée chilienne devait, pensait-on, se briser contre cet obstacle, et Montero n'aurait qu'à poursuivre les débris de leurs colonnes et les rejeter à la mer.

Maîtres de Moquega, les Chiliens pouvaient, négligeant le camp retranché de Gamarra, marcher au sud et forcer Montero à livrer une bataille décisive; mais il était imprudent de laisser derrière eux un ennemi fortifié, disposant de forces assez considérables pour les prendre à revers, ou leur fermer la retraite en cas d'insuccès. L'état-major chilien n'abandonnait au hasard que la part inévitable qui lui revient et que nulle prudence humaine ne saurait conjurer. Ses allures méthodiques avaient eu jusqu'ici raison de la bravoure impétueuse et de la fougue de ses adversaires. Il persista dans une tactique à laquelle il devait ses succès. Le général Martinez, commandant le génie, reçut l'ordre d'étudier le terrain et de combiner un plan d'attaque.

Campés sur les hauteurs de Los Angeles, les Péruviens dominaient la gorge étroite et escarpée au fond de laquelle passait la route de Moquega à Torata. Sur leur droite se dressaient des montagnes abruptes réputées inabordables; sur leur gauche les collines n'étaient accessibles que par une marche de flanc de plusieurs kilomètres et par un sentier en zigzags. Était-il possible de risquer l'ascension des montagnes sur la droite? Le bataillon de Copiapo s'offrit à le tenter. Il avait fait ses preuves à Dolores, et les hardis mineurs qui le composaient étaient de longue date rompus à la vie des montagnes et aux rudes marches du désert. Il fut en outre décidé qu'une colonne gagnerait pendant la nuit les hauteurs sur la gauche. Cette marche périlleuse exigeait une grande prudence. La moindre alarme donnée aux Péruviens exposait la colonne à être coupée en deux, rejetée en désordre sur Moquega et paralysait l'attaque tentée par la droite. Le 21 mars, dans la nuit, le mouvement s'effectua et, à la pointe du jour, le bataillon de Copiapo, escaladant les hauteurs, ouvrait le feu contre les retranchemens péruviens. A gauche, la colonne, retardée dans sa marche, n'entrait en ligne que plus tard, mais avec un plein succès. Attaqués sur leurs flancs, abordés de front, les Péruviens furent forcés de lâcher pied. Dans l'après-midi, tout était terminé, et l'armée chilienne occupait les défilés à travers lesquels fuyaient en désordre les soldats de Gamarra.

Cette nouvelle défaite fut accueillie au Pérou par un cri de rage et de colère. On la nia d'abord, puis quand il fallut se rendre à l'é-

vidence, on l'attribua à la lâcheté et à la trahison. On ne pouvait admettre que ce point tenu pour inexpugnable eût pu être enlevé dans un combat de quelques heures; le colonel Gamarra fut arrêté et traduit devant un conseil de guerre. Il n'était coupable que d'avoir partagé l'erreur commune, d'avoir cru ses flancs suffisamment protégés et de n'avoir pas prévu l'escalade hardie qui le plaçait sous le feu plongeant de l'ennemi. Ses troupes et lui s'étaient bravement battus, mais une fois de plus la négligence du commandement et son imprévoyance avaient compromis le succès de la journée. Les armées alliées du Sud étaient définitivement cernées. Maîtres de Moquega et des défilés de Los Angeles, les Chiliens barraient la route aux renforts qu'elles pouvaient attendre du nord. Concentrées à Arica et Tacna, il leur fallait livrer bataille à l'heure et au jour choisis par leurs ennemis, et de cette rencontre décisive dépendait en ce moment le sort de la campagne.

Une concentration des forces alliées s'imposait. Elle s'effectua à Tacna, plus facile à défendre qu'Arica, accessible par mer. Ce rapprochement forcé eut pour résultat d'accentuer la mésintelligence qui existait entre Camacho, commandant de l'armée bolivienne, et l'amiral Montero, chef de l'armée péruvienne. Le traité d'alliance conclu entre la Bolivie et le Pérou stipulait que le commandement en chef appartiendrait à celui des deux présidents sur le territoire duquel on opérerait, mais il n'avait pas prévu le cas où ni l'un ni l'autre ne serait présent. En vertu de son grade supérieur, l'amiral Montero réclamait la direction des opérations. Le colonel Camacho résistait et pressait Campero, président de la Bolivie, de venir se mettre à la tête des troupes. L'impéritie et l'arrogance de Montero l'effrayaient. Impopulaire dans l'armée, ce dernier était encore l'objet de la défiance de ses propres officiers. Quand la fuite de Prado et l'insurrection triomphante avaient porté Pierola à la présidence du Pérou, Montero avait fait acte d'adhésion et de soumission au gouvernement nouveau, mais on n'ignorait, ni dans l'armée, ni à Lima, sa rivalité passée avec Pierola et la haine qu'il portait à son heureux compétiteur. L'état-major péruvien ne doutait pas qu'en cas de succès militaire, Montero, recourant à un *pronunciamiento*, ne cherchât à soulever l'armée, à proclamer la déchéance de Pierola et sa propre dictature. L'arrogance de son attitude et les imprudences de son langage autorisaient tous les soupçons, et, de Lima, le président Pierola surveillait d'un œil jaloux les opérations de son lieutenant.

Les forces alliées réunies à Tacna s'élevaient environ à 10,000 hommes de bonnes troupes, dont 4,000 Boliviens. Un corps de 2,000 hommes occupait Arica. Deux plans de campagne se trouvaient en présence. L'amiral Montero était d'avis de se tenir sur la

défensive, de se fortifier sur les hauteurs de sable qui dominent Tacna et d'y attendre l'attaque de l'armée chilienne. Camacho, au contraire, affirmait que l'on devait marcher à la rencontre des Chiliens, les rejoindre à la sortie du désert, profiter de la fatigue et de l'épuisement causés par plusieurs jours de marche dans un pays aride et désolé pour les obliger à livrer bataille avant d'avoir pu faire reposer les hommes et la cavalerie. La discussion s'envenimait; l'arrivée au camp du président de la Bolivie vint rétablir l'ordre et l'unité d'action. Cédant aux instances de Camacho, son lieutenant et son ami, Campero, comprenant la gravité de la situation, avait brusquement quitté La Paz. Son arrivée fut saluée par les acclamations enthousiastes de l'armée. Elle avait toute confiance dans sa capacité militaire et dans son énergie. Don Campero la méritait. Ancien élève de l'École des mines, à Paris, il avait beaucoup étudié. La droiture et la noblesse de son caractère lui avaient fait de nombreux amis, et les officiers péruviens eux-mêmes, reconnaissant sa supériorité, s'estimaient heureux de l'avoir à leur tête.

L'armée chilienne avançait, surmontant lentement les obstacles que la nature, plus encore que l'ennemi, lui opposait. De Moquega à Tacna il n'existait pas de route tracée; un désert de sables mouvans, accidenté de collines sablonneuses sans la moindre végétation, coupées par d'étroites vallées que traversent de rares cours d'eau débordant dans la saison des pluies, exhalant l'été des miasmes pestilentiels, séparait Moquega de Tacna. A cette époque de l'année, les fièvres intermittentes sévissaient dans cette région. Le transport de l'artillerie présentait des difficultés presque insurmontables. Sur ce sol mouvant les canons enfonçaient jusqu'au moyeu des roues. Il fallait tout amener, l'eau surtout, et l'armée chilienne en traînait avec elle une provision représentant une consommation de 40,000 litres par jour. La fatigue excessive, l'intense chaleur du jour, les froids subits de la nuit encombraient les ambulances de malades parmi lesquels les fièvres faisaient de nombreuses victimes. On les évacuait comme on pouvait sur les hôpitaux de Pisagua et d'Iquique. Sous l'énergique direction du général Baquenado, soutenu par la présence et l'autorité de don Raphaël Sotomayor, ministre de la guerre, qui depuis le début de la campagne présidait à toutes les opérations, l'armée poursuivait obstinément sa marche à travers le désert, les précipices et les fondrières, s'ouvrant un chemin dans le sable et mettant près d'un mois à franchir les 30 lieues qui la séparaient de Tacna. Pendant ce temps, la cavalerie chilienne, poussant d'actives reconnaissances, éclairait la route et refoulait devant elle les avant-postes alliés. Le 10 mai, l'armée chilienne débouchant enfin du désert se trouvait concentrée à Buenavista, à quelques

lieues de Tacna, au nombre de 13,372 combattans, soutenus par 40 canons Krupp servis par 550 artilleurs ; la cavalerie, admirablement montée, comptait 1,200 hommes. En outre, une division de 2,000 hommes occupait sur l'arrière les postes de l'Hospicio et de Pacocha.

Les Chiliens campèrent quelques jours à Buena-Vista pour se remettre de leurs fatigues ; l'eau y était bonne, les fourrages abondans, l'air salubre. On y acheva les derniers préparatifs, et l'état-major arrêta ses plans d'attaque. C'est au milieu de ces travaux qu'une attaque d'apoplexie foudroyante emporta le ministre de la guerre. Épuisé par les fatigues et les soucis de cette marche périlleuse, don Raphaël Sotomayor mourut au moment même où allait se décider le sort de la campagne. Il l'avait préparée de longue main ; grâce à son énergique impulsion, à son inébranlable énergie, l'armée chilienne avait triomphé des difficultés que la nature lui opposait ; concentrée à Buena-Vista, elle allait se mesurer avec l'ennemi et livrer à Tacna une bataille décisive. La mort l'enlevait au moment où il touchait au but de ses efforts.

De son côté, le général Campero ne restait pas inactif. Dès le lendemain de son arrivée au camp de Tacna, le conseil de guerre de l'armée alliée était convoqué. Camacho et Montero exposèrent leurs plans. Comme on pouvait s'y attendre, le général en chef donna son assentiment à celui de Camacho. Il consistait à marcher au-devant de l'armée chilienne, à l'attendre à la sortie du désert, à profiter du désordre que la marche aurait introduit dans ses rangs, de l'épuisement des hommes et des chevaux, et à la rejeter dans les sables où, vaincue, elle succomberait presque tout entière. Ce plan était hardi, mais il offrait des chances sérieuses de succès. Pour qu'il réussît, il fallait amener l'armée alliée à Buena-Vista, l'occuper et s'y fortifier avant l'arrivée des Chiliens et les attaquer au moment où, en vue de Buena-Vista, ils croiraient leurs misères finies. Après une marche de plusieurs jours dans le désert, les hommes et les animaux altérés pressent le pas pour étancher leur soif et se reposer. Une sorte de débandade, que les officiers sont impuissans à prévenir, s'introduit dans les rangs. Chacun se hâte pour gagner au plus tôt l'oasis. Vigoureusement abordée dans ces conditions par des troupes fraîches et reposées, l'armée chilienne pouvait être rejetée en désordre dans les sables, où ses provisions d'eau épuisées ne lui permettraient pas de se maintenir.

Campero donna l'ordre à l'armée alliée de se porter en avant, mais telle avait été l'impéritie du commandement en chef qu'elle ne put avancer au delà d'une journée de marche de Tacna. Tout faisait défaut, les fourgons, les animaux et le matériel. A une lieue et demie

de Tacna, on dut s'arrêter. « Nous étions, dit le général Campero, dans son rapport officiel, dépourvus de tous moyens de transports par suite de la négligence de l'administration. Nous ne pouvions emporter l'eau et les vivres indispensables à la subsistance de l'armée dans un désert où tout faisait défaut. L'artillerie même n'avait pu sortir de Tacna. Il m'était donc démontré que l'armée alliée était condamnée à attendre l'ennemi dans ses positions, sans pouvoir marcher à sa rencontre. » L'armée dut rentrer dans son camp de Tacna, et Campero se prépara à y recevoir l'attaque des Chiliens.

Le terrain était favorable à la défense. Tacna est entourée de collines arides dont le sol mouvant et sablonneux rend l'ascension extrêmement difficile et du sommet desquelles on pouvait défier les charges de la cavalerie chilienne, dont les alliés reconnaissaient la supériorité. Le général Campero choisit, pour y établir son camp, un plateau élevé qui dominait la plaine. « Une fois là, dit-il dans son rapport sur la bataille de Tacna, je me sentis en sûreté, bien convaincu que j'occupais un point stratégique de premier ordre, un plateau couvert par un rebord descendant vers la plaine en forme de glacis. Sur l'arrière, la configuration du terrain était la même. Des deux côtés, nous dominions la plaine. Nos flancs étaient protégés par des replis de terrains qui bornaient le plateau. Notre camp couvrait Tacna, dont il défendait l'occupation. Le seul inconvénient grave de la position choisie était le manque d'eau et de vivres, mais j'y parais en faisant venir à tout prix de Tacna tout ce qui était nécessaire à l'armée, eau, vivres, charbon, etc., et j'attendis l'ennemi. »

Il approchait. Le 22 mai, une forte reconnaissance chilienne s'avançait jusqu'à une portée de canon du camp allié. Le colonel Velasquez, chef de l'état-major chilien, la commandait. Il releva avec un soin minutieux les positions du camp et engagea un simulacre de combat pour constater la portée de tir de l'artillerie péruvienne. Il revint, bien convaincu que les alliés resteraient sur la défensive. Le 25, un mouvement en avant amenait l'armée chilienne à deux lieues de Tacna; ses reconnaissances poussées dans toutes les directions allaient se heurter aux avant-postes péruviens qui se repliaient sur le camp. Le 26 au matin, les colonnes chiliennes se déployaient à la limite extrême du tir relevée par le colonel Velasquez.

Le général Baquedano avait résolu d'attaquer de front. Il comptait sur la supériorité de son artillerie, mais les rebords de sable lui cachaient les lignes et l'artillerie ennemie; ses obus décrivant une courbe allaient éclater sur l'arrière du camp. — « Encore une once d'or de perdue, » disait à chaque coup le général bolivien Perez, faisant allusion au prix auquel revenait la charge des obusiers.

Voyant l'inutilité de sa canonnade, le général Baquenado ordonna de ralentir le feu et se décida à lancer ses troupes à l'assaut. Trois divisions de 2,000 hommes chacune se portèrent en avant; une autre restant en arrière constituait une première réserve, qui devait se diriger sur le point où son concours serait nécessaire; elle était elle-même soutenue par une seconde réserve qui donnerait en dernière ressource.

A midi, les colonnes s'ébranlèrent, et le feu s'ouvrit sur toute la ligne. Telle fut l'impétuosité de l'attaque chilienne que les premières lignes alliées enfoncées se replièrent en désordre et qu'un commencement de panique éclata dans les rangs. Campero ordonna à ses bataillons campés en arrière de faire feu sur les fugitifs. Se mettant à leur tête, il les entraîne en avant, brise l'élan des colonnes chiliennes et les rejette sur le glacis. Deux bataillons chiliens qui les suivaient tentent en vain de rallier les fugitifs; écrasés eux-mêmes par le feu de l'ennemi qui couronne les crêtes, ils plient et lâchent pied. Baquedano voit le danger et fait avancer sa première réserve qui escalade les pentes au pas de charge. La lutte s'engage corps à corps, l'artillerie et les mitrailleuses se rapprochent, échangeant leurs bordées à courte distance. Campero soutient avec vigueur cette nouvelle attaque, on se dispute le terrain pied à pied, mais la ténacité des Chiliens l'emporte lentement. Peu à peu ils refoulent leurs adversaires, qui combattent à découvert et qu'écrasent les batteries Krupp, éteignant le feu de leur artillerie. A deux heures, l'armée alliée faiblit, l'infanterie chilienne s'empare des hauteurs. Baquedano fait avancer sa seconde réserve, dont la vue seule décourage les derniers combattans ralliés autour de Campero. A trois heures, l'armée alliée vaincue se replie sur Tacna. Campero veut y tenter un dernier effort, mais cet effort dépasse les forces de ses troupes. Les Péruviens battent en retraite sous les ordres de Montero et se dirigent sur Puno. Campero, à la tête des débris de l'armée bolivienne, prend la route de La Paz.

La bataille de Tacna coûtait aux alliés 2,800 hommes de leurs meilleures troupes et 2,500 prisonniers, dont un général, dix colonels et nombre d'officiers. Les Chiliens laissaient sur le terrain le quart de leur effectif engagé, soit 2,128 hommes dont 23 officiers tués. Le lendemain, l'armée chilienne victorieuse occupait Tacna. Tout le sud du Pérou depuis Moquega était en son pouvoir. Arica menacé ne pouvait résister à l'attaque combinée de la flotte et de l'armée. Le 7 juin, elle capitulait. Le Chili, vainqueur sur terre et sur mer, allait diriger sur Lima ses bataillons victorieux et chercher cette fois à frapper son ennemi au cœur.

C. DE VARIGNY.

LE

SOCIALISME DE M. DE BISMARCK

ET LE

NOUVEAU REICHSTAG

Si l'Allemagne n'est pas une monarchie parlementaire, le parlement y exerce du moins un droit de *veto* absolu ou suspensif, qui oblige M. de Bismarck à compter sans cesse avec les partis pour obtenir leur concours ou désarmer leur résistance; le succès de sa politique intérieure est à ce prix. Parmi les groupes dont se compose le Reichstag, il en est qui sont disposés à lui accorder avec plus ou moins de bonne grâce tout ce qu'il demande : ce sont les conservateurs prussiens et allemands et ce qu'on appelle le parti de l'empire. Un autre groupe ne demande pas mieux que d'entrer en marché avec lui, mais il se réserve le bénéfice d'inventaire, et, craignant sans cesse d'être dupe, il exige des garanties, des otages et du retour : c'est le parti du centre catholique. Il en est un troisième qui, joignant à la complaisance l'esprit de chicane, commence toujours par dire non et finit par dire oui : ce sont les nationaux-libéraux, que dirige M. de Bennigsen. Il est enfin nombre de députés dont la fierté naturelle dit non jusqu'à la fin et qui peuvent se vanter que ce non, fermement prononcé, est un mur d'airain : ce sont les progressistes et leurs nouveaux amis, les sécessionnistes.

Le parti du progrès et les hommes distingués qui sont à sa tête, M. Virchow, le grand maître en pathologie, le germaniste M. Hänel, M. Schulze-Delitsch, mandataire des associations ouvrières, M. Träger, le poète, M. Eugène Richter, grand disséqueur de budgets, qu'on a surnommé le contre-ministre des finances, sont à proprement parler la bête noire de M. de Bismarck. Ces cols raides ne se prêtent à aucune transaction, ces mains rêches n'ont jamais rien à lui offrir. Jadis un petit prince de Reuss, qui portait au vent, commençait une de ses proclamations par ces mots : « Voilà vingt ans que je suis à cheval sur un principe. » Comme le prince Henri LXVII de Reuss-Lobenstein-Ebersdorf, les progressistes sont à cheval sur leurs principes, et M. de Bismarck a considéré dans tous les temps un principe qui le gênait comme le plus sot des empêchemens ou comme la plus lugubre des plaisanteries. Au surplus, le parti du progrès n'est pas ce qu'on appelle en Allemagne « une opposition en robe de chambre et en pantoufles. » C'est un petit corps d'armée, toujours cuirassé et casqué, le glaive au poing ou la lance en arrêt. Le chancelier prête à ces intrépides combattans les intentions les plus noires; il les accuse de conspirer contre le trône, d'être des républicains mal déguisés. Il avait dit à la veille des dernières élections : « Je regarderai comme de précieux alliés tous ceux qui me prêteront main forte pour terrasser ce parti du progrès, qui, selon moi, met en péril et l'empereur et l'empire. »

Les élections ont trompé les espérances de M. de Bismarck; elles ont été plus favorables aux hommes à principes qu'à ses amis. Le centre catholique a prouvé sa force une fois de plus; il disposera de près de cent voix; mais les libéraux-nationaux ont essuyé en maint endroit de fâcheuses défaites. Les conservateurs et le parti de l'empire ont été maltraités plus cruellement encore; ils ont gagné seize sièges, ils en ont perdu quarante-six, et parmi les victimes du suffrage universel, il faut compter l'un des fils du chancelier, le comte Guillaume de Bismarck, le prince Clovis de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne à Paris, le ministre de l'agriculture Lucius, ainsi que MM. de Varnbühler, de Kardorff, le comte Stolberg, zélés défenseurs de la politique protectionniste, qui sont restés sur le carreau. En revanche, les progressistes et les libéraux avancés, qui font cause commune avec eux, n'ont perdu que douze sièges et ils en ont gagné cinquante. Les chefs du parti qui dit toujours non et qui s'en vante figureront tous dans le nouveau Reichstag, et leur armée s'est notablement accrue.

Les journalistes officieux s'en sont pris de leur déconvenue à la malice de leurs ennemis, à l'or juif, à la crédulité des peuples, à la savante organisation des partis avancés, à leurs promesses fallacieuses, à leurs calomnies impudentes. S'il est vrai, comme le disait un député,

« qu'on ne ment jamais plus que pendant la guerre, après la chasse et à la veille d'une élection, » est-il bien démontré qu'à cet égard les conservateurs soient demeurés en reste avec les libéraux, qu'ils n'aient pas promis, eux aussi, des monts d'or à leurs électeurs? Au lieu d'invoquer les petites et mauvaises raisons, il vaut mieux se rendre à l'évidence. En Allemagne comme en Prusse, toute élection est un vote de confiance ou de défiance envers le chancelier, et on peut affirmer que, si l'Allemagne continue de se fier sans réserve au génie qu'il déploie dans la conduite des affaires étrangères, elle croit un peu moins à son génie de financier et d'administrateur. Elle se sent déroutée par les incohérences de sa conduite, par cette politique d'essais, de tâtonnemens, d'impétueuses saillies suivies de reculs. Elle l'a vu s'attaquer successivement à deux des grandes puissances de ce monde, l'église catholique et les juifs, puis se raviser, offrir la paix au Vatican et désavouer vaguement cette agitation antisémite qu'il avait paru approuver. Elle ne sait plus à quoi s'en tenir; elle se plaint qu'il y a du louche en cette affaire. On exige qu'elle ait la foi du centenier ou du charbonnier; mais l'Allemand ne croit pas de léger. Sa bonhomie, vraie ou fausse, est toujours assaisonnée de sens critique; il a l'habitude de raisonner sa vie, il se rend compte de tout ce qu'il fait. Il pourra se passer quelque temps encore de ministres responsables, mais il désire que ceux qu'on lui donne lui parlent quelquefois à cœur ouvert et à pleine bouche. Les Romains demandaient à leurs césars du pain et des combats de gladiateurs; l'Allemand demande à ses maîtres la vie à bon marché et des explications, car les explications sont nécessaires à ses contentemens. Le mal est que M. de Bismarck n'aime pas à s'expliquer.

Ce n'est pas seulement le mystère de sa conduite qui chagrine les Allemands; les desseins qu'il avoue, et sur lesquels il consent à s'expliquer, leur causent de vagues inquiétudes. On éprouva un certain étonnement quand on le vit tout à coup prendre en main, avec cette ardeur passionnée qu'il porte dans toutes ses entreprises, la cause des classes ouvrières et du petit peuple. On ne s'était jamais douté qu'il s'intéressât si vivement à leur sort ni qu'il y eût en lui un humanitaire, et cette sollicitude charitable dont il donne aujourd'hui tant de preuves semblait s'accorder mal avec son tempérament. Les grands politiques, d'humeur guerroyante et conquérante, ne passent pas pour être ménagers du sang des petits, ni soucieux de leur bonheur, ni sujets à des attendrissemens philanthropiques. Cependant il n'est plus permis d'en douter. M. de Bismarck a déclaré plus d'une fois qu'il avait une médiocre sympathie pour les classes moyennes, pour les banquiers, pour les avocats, « pour tous ces lis qui ne filent ni ne sèment ni ne labourent, et qui ne laissent pas de fleurir. » En revanche,

il fait profession de vouloir beaucoup de bien aux mains calleuses, aux pieds poudreux ou crottés, au prolétaire, à tous les déshérités de la fortune, et depuis quelques années il s'est voué tout entier à ce qu'on appelle en Allemagne « *die Politik des armen Manns*, la politique du pauvre homme. »

M. de Bismarck estime avec raison que les mesures de police et le petit état de siège ne suffisent pas pour tenir en échec la propagande socialiste, qu'il faut encore s'occuper de diminuer les souffrances du pauvre. Sur ce point, en Allemagne comme ailleurs, tout le monde est de son avis; mais, si l'on convient du principe, on ne s'accorde pas sur l'application. Il a commencé par présenter un projet de loi destiné à soumettre tous les ouvriers des fabriques au régime de l'assurance obligatoire contre les accidens; le Reichstag avait introduit dans ce projet des amendemens qu'il a déclarés inacceptables. Il entend que l'état soit l'assureur, que l'état soit le détenteur et le gérant de la caisse, qu'au surplus, l'ouvrier dont le salaire ne dépasse pas 750 marks soit déchargé de tous frais, que les deux tiers de sa prime soient acquittés par son patron et l'autre tiers par le trésor de l'empire. Il se propose aussi de prendre sous sa tutelle tous les invalides du travail, de concentrer dans ses mains les caisses d'assurance contre la maladie, de créer des retraites pour les artisans âgés ou infirmes, de fonder des sociétés coopératives contrôlées et soutenues par l'état. Jusqu'ici il ne s'est occupé que des ouvriers des villes; avant peu, sans doute, il fera leur part à ces ouvriers des campagnes, qui portent le poids du jour. Son socialisme autoritaire et bureaucratique a des promesses pour tous les malheurs et répandra partout l'abondance de ses bienfaits. La maison est assez grande pour que tout le monde s'y loge.

Les dernières élections ont prouvé que le suffrage universel goûtait médiocrement les projets philanthropiques de M. de Bismarck, qu'ils lui étaient suspects. On aurait pu croire que les socialistes lui sauraient gré de ses intentions; ils l'ont contristé par leur ingratitude. Au scrutin de ballottage du 12 novembre, dans deux circonscriptions de la ville de Berlin, les candidats des conservateurs, M. Wagner, l'un des confidens du chancelier, et M. Stöcker, le prédicateur de la cour, le grand ennemi d'Israël et le plus aigre de tous les saints, ont offert à MM. Bebel et Liebknecht de conclure avec eux un traité d'alliance contre le parti du progrès. Ils leur proposaient de se désister en leur faveur, à la seule condition que les socialistes s'engageraient à reconnaître les bienveillantes dispositions du gouvernement à l'égard des ouvriers et à ne pas rejeter sans examen ses projets de réformes. MM. Bebel et Liebknecht ont décliné fièrement cette proposition et ce marché; ils ont répondu qu'il n'y avait rien entre eux et un gouvernement qui prétend concilier les réformes sociales avec les droits de douanes sur les den-

rées nécessaires à la subsistance du peuple et avec l'aggravation des charges militaires.

Comme leurs chefs, les ouvriers ont fait grise mine aux pressantes invitations qu'on leur adressait; ils ne se sont pas laissé prendre à l'amorce. Ils sont prêts à se passionner pour les utopies riantes et savoureuses, pour l'Icarie, pour l'Eldorado, pour les pluies d'or, pour la vie grasse et l'écuelle profonde. Mais ils se sont plaints que, dans les utopies bureaucratiques de M. de Bismarck, il n'était question que de choses tristes et fâcheuses et que sa baguette magique ressemblait trop à une férule. Il les engage à se prémunir contre les futurs contingens, contre les accidens douloureux, contre les infirmités, contre les amertumes et le dénûment d'une vieillesse abandonnée. L'ouvrier qui ne raisonne pas vit au jour le jour, et en vérité le service militaire lui est moins dur que l'obligation de prévoir. Quant aux ouvriers qui raisonnent et qui sont nombreux en Allemagne, ils ont appris du maître d'école que, quand le ciel envoie sur la terre ces rosées fécondantes qui réjouissent les moissons, il ne fait que lui rendre ce qu'il lui a pris. Dans la séance du 4 février 1881, M. Eugène Richter disait au parlement prussien : « Ce qu'on nous propose est admirable; mais où prendra-t-on l'argent? » A quoi M. de Bismarck répondit qu'il faudrait augmenter les impôts indirects, en particulier l'impôt sur les boissons, et comme les métaphores hardies ne lui ont jamais fait peur, il ajouta : « Il faut aussi que le tabac s'ouvre les veines; il n'a pas encore assez saigné. » Qu'ils raisonnent ou qu'ils ne raisonnent pas, les ouvriers se sont dit que pour les mettre à couvert d'accidens incertains, on commencerait par les condamner à des privations trop certaines. Le chancelier leur fait espérer que le jour où ils n'auront plus de bras ni de jambes, il leur donnera un titre de rente de 100 à 200 marks. Mais en attendant, ils paieront plus cher leur bière et leur tabac, et leur bien-être présent leur tient plus au cœur que de lointaines espérances. « Asseyez-vous tout près de moi, chère madame, et laissons la terre tourner, s'écriait le chaudronnier Sly; nous ne serons jamais plus jeunes qu'aujourd'hui. »

Si les ouvriers ont accueilli froidement les propositions de M. de Bismarck, il ne pouvait se flatter de les faire agréer aux économistes, aux libéraux, à tous ceux qui estiment que le gouvernement ne saurait se substituer sans danger à l'initiative, à l'industrie et à la charité privées, que lorsqu'il étend trop ses attributions et sa compétence, il court le risque d'être rendu responsable de tout le mal qui arrive dans le monde, de la cuscute, de la sécheresse et de la grêle. Jadis M. de Bismarck prononçait ce mot juste et profond : « Il n'y a de société bien organisée que quand chacun se charge de balayer devant sa porte. » Avant lui, un très grand Allemand, qui fut ministre du duc de Saxe-

Weimar, avait dit : « Le meilleur gouvernement est celui qui apprend aux gens à se gouverner eux-mêmes. » Aujourd'hui M. de Bismarck veut que le gouvernement balaie pour tout le monde, et c'est à quoi les libéraux ne peuvent entendre. « La société moderne, lisons-nous dans une remarquable et incisive brochure récemment publiée, n'accepte la dictature que comme remède à l'anarchie et ne la supporte que pour un temps, jusqu'à ce qu'elle se sente assez rassurée pour en secouer de nouveau la dégradante tutelle (1). »

Quand la loi sur les assurances ouvrières fut discutée par le précédent Reichstag, un des membres les plus distingués de la députation alsacienne, M. Grad, qui, en matière d'expériences sociales, a joint la pratique à la théorie, proposa que les caisses d'assurances, au lieu d'être gérées par l'état, fussent administrées dans chaque district par les entrepreneurs d'industries, réunis en associations de secours mutuels, et il fit adopter son amendement. C'était détruire toute l'économie du projet de loi présenté par le chancelier et le dépouiller de tout ce qui en fait pour lui la beauté et le charme. Il désire que les ouvriers s'assurent contre les accidens, mais il désire surtout que l'état soit l'assureur, parce qu'à son avis, l'état ne saurait trop accroître sa compétence. N'a-t-il pas déclaré au conseil économique de l'empire qu'il était fâcheux que les communes contribuassent à l'entretien de leurs pauvres, de leur police et de leurs écoles, que c'était l'affaire du gouvernement? Voilà encore une réforme qui s'acclimatera difficilement en Allemagne. Nos voisins de l'est laissent volontiers à un grand homme qui possède la confiance de leur souverain le soin de régler à sa guise les grandes affaires, mais ils entendent se réserver les petites, et un bureaucrate qui prétendrait leur épargner la peine de saler eux-mêmes leur pot-au-feu les dégoûterait à jamais de leur marmite. Grâce à la forte constitution de la commune dans tous les pays d'outre-Rhin, il y a dans le plus royaliste des Allemands un républicain têtu avec lequel M. de Bismarck lui-même doit compter.

Aux économistes, aux libéraux qui ont réprouvé et combattu ses projets socialistes, se sont joints les nombreux Allemands, qui, fidèles sujets de l'empereur Guillaume, ne laissent pas d'attacher beaucoup d'importance aux droits que possèdent encore les états confédérés et tiennent à sauvegarder le peu d'autonomie qui leur reste. Quelques-uns d'entre eux, qui approuvent en principe l'assurance obligatoire, désirent que chaque roi, que chaque grand-duc se charge d'assurer ses sujets. Mais M. de Bismarck disait un jour « qu'il était entré dans le ministère du commerce comme Ulysse parmi les prétendans, afin de restituer la maison à son légitime propriétaire, qui est

(1) *La Revision de la constitution*, par Edmond Schérer; Paris, Librairie nouvelle.

l'empire. » Il arrive souvent que dans les lois qu'il propose l'essentiel est l'accessoire et que l'accessoire est l'essentiel. Le jour où l'empire allemand sera devenu le tuteur du pauvre homme, qui oserait lui refuser les fonds nécessaires pour qu'il puisse s'acquitter de son nouvel emploi et le droit de remplir ses caisses à l'aide de nouveaux impôts ?

M. de Bismarck soupire après le monopole du tabac comme un amant après l'heure du berger; il a pensé vaincre les résistances qu'on opposait à son désir en promettant que le monopole du tabac serait « le patrimoine des déshérités. » L'empire est pauvre et son existence est précaire, l'empire en est réduit à demander au royaume de Wurtemberg comme à la ville de Hambourg et à la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt des contributions matriculaires et les ressources nécessaires à sa subsistance. Sa dignité ne peut être sauvée et son avenir assuré qu'à la condition de posséder des excédens, dont il usera pour distribuer des aumônes, pour secourir les états dans leurs besoins. Tel un millionnaire entouré de parens pauvres, à qui sa charité vient en aide; tel un patron bienfaisant, plein de bonnes œuvres, dont l'orgueil est chatouillé par les soins, par les intrigues, par les empressemens de ses assistés. Quand M. de Bismarck traite ce sujet, son esprit s'exalte, il devient poète, il pindarise. Dans sa pensée, l'empire allemand doit devenir une grande entreprise d'assistance publique, et César ne sera vraiment César que quand il verra les rois, les princes, les grands et les petits-ducs, suivis du cortége de toutes les corporations ouvrières, s'entasser confusément dans son antichambre pour y mendier la sportule. Nous ne doutons pas qu'il ne veuille beaucoup de bien au pauvre homme, mais il faut que le pauvre homme serve à quelque chose et comprenne que sa mission est d'enrichir l'empire; leurs destinées sont étroitement unies, le bonheur de l'un fera la félicité de l'autre, et il se pourrait bien que la politique jouât un grand rôle dans les combinaisons de certains philanthropes.

Luther reçut un jour dans sa cellule la visite d'un moine qui avait l'encolure d'un saint homme, des manières fort engageantes, beaucoup d'onction dans le langage. Il était venu, disait-il, chercher auprès de lui l'éclaircissement de quelques difficultés qui le tourmentaient. Ce moine avait approfondi la dogmatique et l'exégèse. Il savait l'Écriture sur le bout du doigt et citait les pères avec force traits de science. Luther, qui se travaillait l'esprit pour lui répondre, s'avisa tout à coup que les mains de cet habile théologien ressemblaient assez à des griffes d'oiseau, et, saisi d'un frisson, il s'écria : « Ne serais-tu point celui dont il est écrit que la semence de la femme écrasera la tête du serpent? » A ces mots, il lui montra la porte, et le diable se retira aus-

sitôt, grondant quelques paroles et laissant derrière lui une forte odeur de soufre. L'Allemagne a reçu dernièrement une visite non moins étrange. Un humanitaire, dont le visage lui était nouveau, s'est présenté chez elle pour recommander à ses bontés les intérêts et les détresses du pauvre homme. Elle commençait à se laisser toucher par son éloquence lorsqu'elle s'aperçut que lui aussi avait des mains qui ressemblaient à des griffes d'oiseau ou, pour mieux dire, aux fortes serres d'un faucon de haut vol, ardent à la proie. Elle reconnut alors dans ce philanthrope improvisé un grand politique, fécond en ressources, qui s'occupe depuis longtemps de ses affaires et à qui tous les moyens sont bons pour arriver à ses fins cachées.

On assure qu'au lendemain des élections, dans un accès d'humeur, M. de Bismarck a pensé à prendre sa retraite. On l'a dit, mais personne ne l'a cru. On affirme aussi que, se ravisant, il s'est promis de dissoudre avant peu le nouveau Reichstag. Ceci est plus croyable, et peut-être y songe-t-il encore. Toutefois le message impérial dont il a donné lecture le 17 de ce mois était conçu dans les termes les plus pacifiques et les plus rassurans. L'empereur semblait dire : « Sans doute, vous ne nous plaisez guère, mais nous ferons bonne mine à mauvais jeu, et à force de patience, nous réussirons peut-être à triompher de votre mauvais vouloir, au moins en ce qui concerne le vote du budget et l'expédition des affaires courantes. Nous sommes, à la vérité, vous et moi, des conjoints bien mal assortis, mais quand on n'a pas ce qu'on aime, on tâche d'aimer ou de supporter ce qu'on a. » Ce qui a paru plus significatif dans ce message, où le ton d'impériale autorité était agréablement tempéré par une aimable bonhomie et par une bonne grâce patriarcale, c'est que le roi Guillaume y prenait nettement à son compte tout le programme de son ministre, ses projets de loi et son socialisme d'état, tout en ajoutant « qu'il n'osait espérer un succès prochain et que la solution de problèmes si complexes ne pouvait être obtenue dans le court délai d'une session. »

Le message impérial, qui a fait sensation en Europe, paraît avoir été accueilli assez froidement par le Reichstag. On accusait le chancelier d'avoir égoïstement compromis son souverain en le rendant solidaire de ses entreprises hasardeuses. On lui rappelait que, dans les pays constitutionnels, c'est au ministre qu'il incombe de couvrir le monarque, que ce n'est pas au monarque de couvrir le ministre. On lui reprochait d'avoir exploité à son profit le prestige attaché à une glorieuse et auguste vieillesse, devant qui toute l'Allemagne s'incline. Dans certaines assemblées, qui s'occupent d'affaires douteuses, on prend quelquefois la précaution de faire asseoir au fauteuil de la présidence un irréprochable vieillard à cheveux blancs, justement vénéré; les cheveux blancs ne manquent jamais leur effet, ils rendent souvent respectable

ce qui ne l'est guère. Mais, en vérité, les reproches qu'on adressait à M. de Bismarck étaient peu fondés. On oubliait que depuis longtemps déjà le roi Guillaume avait fait acte d'adhésion « à la politique du pauvre homme. » Vers la fin de 1864, une délégation d'ouvriers s'était rendue auprès de lui, sous la conduite d'un artisan de Berlin nommé M. Paul. En congédiant M. Paul, sa majesté lui avait dit : « Je vois qu'à bien des égards, la situation des classes laborieuses est plus triste que je ne le pensais ; mais soyez certain qu'aussitôt que nos relations extérieures nous laisseront quelque loisir, la question ouvrière sera réglée par voie légale. » Aussi l'empereur a-t-il pu dire dans son message avec une parfaite sincérité « qu'il jetterait un regard plus satisfait sur tous les succès dont son gouvernement est redevable à la bénédiction de Dieu s'il pouvait procurer aux malheureux les secours qu'ils sont en droit de réclamer. » Après quoi il a déclaré, avec une sincérité au moins égale, « qu'il serait heureux de pouvoir laisser aux générations futures un empire doté par la réforme des impôts d'abondantes ressources et possédant d'abondans revenus. » Dans le cours de leur longue association, le souverain et le ministre se sont toujours entendus. L'un représentait la conscience et le sentiment, l'autre le calcul et la politique, mais les sentimens s'accordent quelquefois très bien avec les calculs, ils leur donnent plus de consistance, comme la farine sert à lier les sauces.

Sur un autre point encore, l'empereur et son ministre sont arrivés aux mêmes conclusions. Ils semblent avoir reconnu l'un et l'autre que, dans l'état des choses, le seul moyen de faire adopter leur programme et de travailler tout ensemble au bonheur de l'empire et à celui du pauvre homme serait de se concilier la bienveillance du centre catholique. L'empereur se prêterait volontiers à cette combinaison, dans l'intérêt de la conservation sociale et parce qu'après tout rien ne ressemble plus à un conservateur qu'un catholique. M. de Bismarck ne l'agréerait qu'avec répugnance, en faisant de nécessité vertu; mais, à défaut de goût, il ne peut se défendre d'avoir quelque estime pour des gens qui ont su lui résister et qui ont derrière eux de gros bataillons, dont la discipline est exemplaire. Reste à savoir à quel prix les catholiques lui feront acheter leurs bonnes grâces. Des conditions léonines seraient sûrement repoussées ; on ne pourrait y souscrire sans perdre tout prestige et toute popularité.

Le 16 novembre, la veille de l'ouverture de la session, M. de Bismarck donnait un grand dîner. Par raison diplomatique, les ministres prussiens n'y figuraient pas ; M. Lucius avait mis la nappe pour eux. Mais tous les membres du conseil fédéral avaient été priés, et Thyra aussi était là, Thyra le chien de l'empire, *der Reichshund*, le plus célèbre de tous les dogues, qui, possédant les secrets de son maître,

épouse, dit-on, toutes ses passions et happerait de grand cœur M. Richter. Il ne se doutait pas qu'un grand honneur allait lui échoir, que trois jours plus tard il obtiendrait plusieurs voix dans l'élection du président du Reichstag. En sortant de table, entre le café et le cigare, le chancelier se posta dans l'embrasure d'une fenêtre, et tous ses invités firent cercle autour de lui, retenant leur souffle, suspendus à ses lèvres. Il leur déclara en substance qu'il ne songeait point à se retirer, qu'il était toujours prêt à négocier, que s'il se trouvait quelque chef de parti, libéral ou catholique, dont le programme pût être agréé à la fois par l'empereur et par le Reichstag, il créerait volontiers pour lui une place de vice-chancelier avec 60,000 marks d'appointement, et que, cela fait, il ne demanderait pas mieux que de se renfermer dans la politique étrangère et dans le soin de veiller sur la paix extérieure. Quand ses convives prirent congé de lui, le prince dit au ministre de Bavière, M. de Lerchenfeld : « Prévenez votre compatriote, M. de Frankenstein, que j'entamerai prochainement des négociations avec lui. » La vocation de M. le baron de Frankenstein est évidemment de présider, puisqu'il est à la fois président de la chambre des seigneurs en Bavière, président du centre catholique et vice-président du Reichstag. Ce Franconien de haute taille, aux traits un peu durs et d'allure pesante, ne ressemble guère aux hobereaux autoritaires et gourmés du Nord. Il a des opinions libérales, des tendances presque démocratiques, mais son principe très arrêté est « que l'église ne saurait s'abaisser à être le porte-queue d'une bureaucratie subalterne. » Parviendra-t-il à s'entendre avec M. de Bismarck? Il est impossible de le savoir, tant qu'ils n'ont pas conféré. L'entente est désirée au Vatican, on la désire aussi à la cour de Prusse ; mais pour qu'elle s'accomplisse, la modération ne suffit pas, il faut y joindre un peu de modestie, et quoique l'église pratique sans effort l'humilité du cœur, la modestie est la vertu qui lui coûte le plus.

Quoi qu'il en soit, M. de Bismarck n'a plus le choix de ses alliances. La légion des libéraux modérés, qui ne lui marchandaient pas leur concours, et avec l'aide desquels il a longtemps gouverné, n'est plus aujourd'hui qu'une escouade, et quant aux libéraux avancés, que pourrait-il en obtenir? Quand il leur parle des besoins du pauvre homme, ils réclament l'abolition du pouvoir personnel; quand il leur représente les pénuries de l'empire et la nécessité de lui procurer de nouvelles ressources, ils demandent qu'au préalable on leur donne un ministère responsable. Ils se prêteraient tout au plus à voter l'accroissement de l'impôt sur les boissons ; encore ne consentent-ils à imposer la bière que si l'eau-de-vie est imposée, et M. de Bismarck entend ménager l'eau-de-vie et ne s'attaquer qu'à la bière. « Si vous aviez fauché la dixième partie d'un pré, disait-il superbement à M. Lasker

dans la dernière session, vous sauriez que la bière alourdit les bras et les jambes, et vous sauriez aussi quel effet bienfaisant produit sur le pauvre homme un verre d'eau-de-vie pris à propos. » Cette raison peut être bonne, mais il en est une autre meilleure encore pour quiconque n'ignore pas que les conservateurs du Nord de l'Allemagne, les grands propriétaires de la Poméranie et du Mecklembourg tirent le meilleur de leurs profits de la distillation des pommes de terre. Un Alsacien disait un jour à M. Herzog, ministre d'état : « Les Anglais ont fait la guerre à la Chine pour l'obliger à prendre leur opium; les propriétaires mecklembourgeois et poméraniens n'ont eu besoin que d'un article de loi pour nous contraindre à boire leur eau-de-vie, et il ne leur chaut guère que nous en buvions trop. »

Le dogme étant réservé, les catholiques sont en meilleure situation que les libéraux pour passer un accord avec le chancelier. Ils savent qu'aucun pape et aucun concile n'a décidé qu'il fallût préférer la bière à l'eau-de-vie. Ils représentent des provinces où les doctrines protectionnistes sont en faveur, et ils ont voté en sûreté de conscience le nouveau tarif douanier. Ils ne sont pas contraires enprincipe au monopole du tabac, ils ne sont pas opposés non plus à certaines réformes sociales, pourvu qu'on fasse sa part à l'église, et l'institution de corps de métiers soumis au contrôle de l'état ne serait point pour leur déplaire, si l'état était en paix avec eux et leur demandait des conseils. Mais ils exigent avant tout qu'on règle leurs comptes, qu'on leur donne les satisfactions auxquelles ils pensent avoir droit. On cherche à se persuader dans le parti du centre qu'avant peu M. de Frankenstein sera devenu vice-chancelier de l'empire. C'est aller bien vite en affaires. Une seule chose est certaine : M. de Bismarck ne quittera pas son poste. Il disait l'autre jour que depuis qu'il avait vu de misérables fanatiques attenter à la vie de son souverain, il avait fait le serment de ne jamais l'abandonner et de tout lui sacrifier, ses aises, ses convenances et même ses rancunes. Quant au reste, rien ne l'oblige à précipiter ses résolutions. Il ne faut pas oublier que ce n'est pas l'Allemagne, mais la Prusse qui doit se réconcilier avec le Vatican, et que la question religieuse sera traitée non dans le Reichstag, mais dans le parlement prussien, qui ne se réunira peut-être qu'en janvier. D'ici là, le Reichstag votera le budget, et puis l'on verra.

Ce qui ajoute à la fâcheuse bizarrerie de la situation, c'est que M. de Bismarck ne peut obtenir le monopole du tabac que du bon vouloir des catholiques et que les catholiques, fussent-ils résolus à le lui concéder, ne seraient pas certains d'emporter le vote. Le Reichstag étant au complet, la majorité absolue est de 199 voix, et les conservateurs de toute nuance, unis aux catholiques, n'en comptent que 187. Il faut un appoint. Qui le fournira ? Parmi les groupes si divers que renferme

le parlement germanique, il en est un qu'on méprisait autrefois, qu'on courtise aujourd'hui. C'est le groupe des étrangers, des Allemands malgré eux, de tous ceux pour qui l'Allemagne est une maison de correction où on les retient à leur corps défendant; il se compose de deux Danois, de dix-huit Polonais et de quinze Alsaciens-Lorrains protestataires. Dans l'élection présidentielle, ce groupe a fait cause commune avec les catholiques, à qui il avait des obligations, et c'est grâce à ses complaisances que les trois candidats du centre et des conservateurs ont passé. Le premier acte du nouveau président, M. de Levetzow, fut d'inviter l'assemblée à se lever tout entière pour rendre hommage au maréchal de Moltke, qui l'avait précédé au fauteuil par droit d'âge. Les Alsaciens protestataires s'empressèrent aussitôt de quitter la salle des séances; ils ne se souciaient pas d'acclamer l'épée et la conquête. Le parti des étrangers n'a pris aucun engagement, on ne peut compter sur lui. Alsaciens et Polonais ont si peu de goût pour le climat de Berlin, pour l'air qu'on y respire, qu'ils n'y font guère de séjour; ils se hâtent de retourner à leurs affaires, laissant derrière eux deux ou trois vedettes, chargées d'observer les astres, de veiller au grain, de prendre le vent et de les convoquer pour les grandes occasions. Athènes était gouvernée par Thémistocle, Thémistocle par sa femme, sa femme par son enfant. Si les desseins et les succès du chancelier dépendent aujourd'hui de M. Windthorst, il n'est pas impossible que, de son côté, M. Windthorst se trouve quelque jour à la merci d'une vedette alsacienne, et telle occurrence pourrait se présenter où les destinées de l'empire seraient décidées par les ennemis de l'empire, par l'Allemand malgré lui. C'est ce qui fait croire à beaucoup de gens que M. de Bismarck, en dépit de ses dénégations, prendra tôt ou tard le parti de dissoudre le Reichstag et d'affronter les hasards d'un nouveau scrutin.

« Nos dernières élections, nous disait un Allemand, n'ont fait le bonheur de personne. Notre parlement est composé de telle sorte que toutes les combinaisons y sont à la fois possibles et impossibles et que la plus possible n'est pas encore suffisante. Comment sortirons-nous de cette impasse? Personne ne le sait, pas même Thyra. » — Quoi qu'il advienne, d'un bout de l'Europe à l'autre, les empereurs, les rois et les républiques suivront d'un œil attentif les péripéties de cette pièce, le débrouillement de cet imbroglio, car c'est la gloire de M. de Bismarck que désormais rien de ce qui se passe en Allemagne ne peut laisser l'Europe indifférente.

G. VALBERT.

REVUE DRAMATIQUE

Vaudeville : *Odette*, comédie en 4 actes de M. Victorien Sardou. — Ambigu-Comique : *Le Petit Jacques*, drame en 7 tableaux de M. William Busnach.

Ce mois de novembre a été mouillé de larmes. *Le Petit Jacques*, à l'Ambigu, *Odette*, au Vaudeville, ont ému les nerfs du public parisien. Si l'on juge d'un ouvrage d'après les pleurs qu'il fait répandre, il faut convenir que le niveau ou l'étiage d'*Odette* n'est inférieur à celui d'aucune œuvre représentée depuis longtemps, sinon justement à celui du *Petit Jacques*. Voilà, va-t-on penser, de quoi nous confondre : chaque mois, à cette place, nous trompettons la chute d'une dramaturgie condamnée, et l'apparition heureuse de la Jéricho nouvelle; nous faisons savoir au monde que le règne des caractères et du style, au théâtre, est tout proche, et voici que triomphent à la fois MM. William Busnach et Victorien Sardou, ces représentans accrédités du mélodrame et de la pièce d'intrigue; nous sommes de faux prophètes, des imposteurs ou des sots et

Les gens que *nous tuons* se portent assez bien!

Cependant que nos adversaires ne se hâtent pas de railler, et si quelqu'un a mis sa confiance en nous, qu'il se rassure ; qu'il attende au moins, pour nous la retirer, de connaître ces deux pièces autrement que par l'affiche. Du *Petit Jacques* et de son succès nous verrons tout à l'heure ce qu'il faut penser, et si ce nouvel exemple est favorable ou contraire à nos doctrines. Commençons par *Odette* sans faire languir davantage la curiosité du lecteur. *Odette* mérite d'être acclamée, je le

maintiens hardiment contre les ennemis de M. Sardou et quelques-uns de ses amis, non pas tant pour elle-même que pour l'espérance qu'elle donne, *Odette* est le gage d'une conversion que *Divorçons*, dans un autre ordre, annonçait l'an dernier; M. Sardou renonce à l'intrigue, à ses ruses, à ses prestiges : il prétend désormais peindre des caractères.

Vainement de méchans amis nous jurent qu'il n'a rien prétendu faire, encore cette fois, que ce qu'il a fait; vainement ils nous prient de nous extasier, sans raffiner davantage, sur l'habileté de l'auteur qui enferme dans un seul ouvrage, sous la rubrique modeste de comédie en quatre actes, un drame, un vaudeville, un fragment de tragédie et, pour finir, un morceau, mais un fin morceau de mélodrame, de façon que des goûts différens trouvent leur compte dans ce commode assemblage. Nous reconnaissons qu'en effet un pareil résultat suppose une expérience du métier, une dextérité merveilleuse, une adresse bien rare à passer d'un genre à un autre, et que ce spectacle est à souhait pour amuser tour à tour les divers penchans du public et même les plus contraires, pour le prendre et le reprendre et lui donner à propos des intervalles de relâche, pour le faire rire et pleurer avec un égal agrément; nous confessons que, si l'auteur n'a rien voulu que s'acquitter avec munificence d'un engagement pris à date fixe envers un directeur de théâtre, et pour ce faire lui livrer une pièce qui pût agréer à un public cent fois renouvelé, l'auteur a touché le but qu'il visait. Mais nous croyons, nous, dût-il s'en fâcher, qu'il visait au-delà et beaucoup plus haut, et personne, pas même lui, pas même ses pires défenseurs, ne peut nous interdire de prévoir qu'il y atteindra.

Récemment j'avais l'occasion de louer ici la simplicité du sujet de *Divorçons*, et la franchise ou, si j'ose dire, la pureté du scenario. Un mari que sa femme trouve insupportable feint de lui rendre sa liberté : elle le trouve aussitôt charmant; l'amoureux, qui semblait charmant, parvenu au grade de mari, devient insupportable : à la fin, le mari rentre dans son rôle et l'amant sort de la maison. Quoi de plus simple, et quelle malice y a-t-il dans la disposition de cet ouvrage? Quel imbroglio qu'un enfant ne puisse défaire en tirant l'unique fil qui flotte d'un bout à l'autre de cette comédie? Nous voilà dispensés de ces écheveaux faits de trente brins noués ensemble et que les critiques nos prédécesseurs s'évertuaient à dévider. Même nous trouvons que le sujet de *Divorçons* n'est pas nouveau : *Brutus, lâche César*, un vaudeville de Rosier, offrait déjà cette donnée : M. Sardou l'a prise ou plutôt acceptée pour se garder tout entier à l'observation des caractères; et sa pièce, en effet, vaut, selon ses intentions, par le détail d'un dialogue ingénieusement bouffon qui nous fait bien connaître deux créatures humaines.

M. Sardou, cette fois, a pris mieux encore ses sûretés pour n'être

pas distrait des caractères par le souci de l'invention, — j'entends de cette invention qui se borne à la matière du drame : invention des événemens, des situations, de l'intrigue. M. Sardou a supposé une femme, comme la Fiammina ou Mme Caverlet, dont l'indignité fît obstacle au bonheur de son enfant; il a voulu que, tombée jusqu'au tripot d'où sort Fernande, et sur le point de revendiquer sa fille comme Héloïse Paranquet, elle fût touchée comme miss Multon par les ménagemens pieux dont l'époux outragé avait honoré sa mémoire et qu'elle se retirât pour ne pas démentir la légende proposée au respect de l'enfant; qu'elle se retirât, non pas à l'étranger comme miss Multon, ni dans un couvent comme la Fiammina, mais, comme tant d'autres héroïnes, jusque dans la mort. Ainsi de tous ces souvenirs s'est formé un sujet qu'on ne peut souhaiter plus simple : un homme surprend sa femme en flagrant délit d'adultère; il la chasse et garde avec lui son enfant, une fille; quinze ans après, il veut marier cette fille; la famille du fiancé exige que la mère indigne quitte d'abord le nom qu'elle a sali; le père revoit cette femme et lui demande ce sacrifice, elle refuse; la fille paraît, et son charme obtient ce que n'ont obtenu ni les prières ni les menaces. La misérable fait pis et plus que ce qu'on lui demandait : sans s'être fait connaître à sa fille, elle se tue. L'enfant sera l'heureuse bru d'une belle-mère qui s'est réjouie honnêtement du suicide de sa mère : tout est bien qui finit mal.

Voilà dans sa clarté le sujet d'*Odette*. Pour faire plus court encore, on peut le résumer en une ligne : une femme adultère s'immole au bonheur de sa fille. Maintenant si vous cherchez à quelle occasion toutes ces réminiscences se sont cristallisées selon cette forme dans l'esprit de M. Sardou, vous trouverez que, parmi les griefs contre le mariage indissoluble qu'a mis en mouvement le débat sur le divorce, un surtout a frappé M. Sardou, — et il devait le frapper, celui-là, plus qu'un argument tiré de l'intérêt matériel ou du sentiment pur, car il est d'une valeur proprement théâtrale et repose sur des préjugés éminemment scéniques; — nous l'appellerons, si vous voulez, l'argument du nom. Séparés de corps et de biens, les époux ne sont pas « séparés de nom; » ce nom que la femme a sali, la loi continue à la femme le droit de le salir encore; elle lui donne même pour le souiller une liberté nouvelle dont elle la condamne presque à faire usage. C'est ainsi de par la loi, et assurément de sages esprits peuvent trouver cela mauvais; M. Sardou le peut comme un autre, bien qu'il ait, l'an dernier, fait voir en badinant la vanité du divorce. Il juge peut-être que le mieux serait de dissoudre absolument le mariage sans permettre aux époux disjoints de courir à de nouvelles chances de malheur légitime : à ce compte-là, *Odette* ne contredit pas *Divorçons*. Peut-être aussi n'a-t-il pas d'opinion décisive sur la matière; peut-être enfin, et j'inclinerais à le croire, en a-t-il plusieurs : c'est le droit de l'auteur drama-

tique, et même un peu son devoir ; il peut signer de la même plume *Séraphine* et *Daniel Rochat*. De toute question il peut montrer et l'endroit et l'envers, pourvu que l'envers et l'endroit soient également comiques ou pathétiques, selon le genre. M. Sardou n'est ni sénateur, ni député, ni seulement ministre : j'inclinerais à croire que son avis sur la question du divorce est qu'elle est bonne à faire rire une année, à faire pleurer l'année suivante. Aussi bien, dans l'espèce, l'argument dont je parle n'a été que l'occasion du sujet choisi ; au cours de l'ouvrage, il ne garde qu'une valeur d'artifice et qu'il ne faudrait pas examiner à la rigueur. Si quelqu'un s'avisait de regarder d'un peu près quel empêchement met la loi au bonheur de cette jeune fille, il découvrirait sans doute que la réalité de l'obstacle est assez mince. Le risque fâcheux que l'on court à épouser la fille d'une comtesse Odette, c'est qu'un jour éclatent en elle ou l'hérédité du vice ou les effets d'une éducation soit pernicieuse, soit incomplète ; mais ce n'est pas parce que Mme de Clermont-Latour aura pris un nom de guerre pour traîner à l'étranger le reste de sa vie que M. de Méryan sera sûr d'avoir toujours en Bérengère une femme bonne et fidèle. D'ailleurs, sans paradoxe, on peut juger le moment mal pris pour déplorer que la honte de la mère éclabousse le nom de la fille, quand justement la fille elle-même va quitter ce nom pour un autre. Il est vrai que l'homme dont elle va tenir celui-ci exige pour le lui donner que celui qu'elle quitte soit lavé d'abord : singulière exigence, qui réduirait la pauvrette à rester nue entre deux noms ; bizarre naïveté, qui me fait mal augurer du courage et de l'esprit de ce Méryan ! Mieux vaudrait peut-être pour Bérengère que sa mère refusât de se sacrifier à un tel mariage, et qu'ainsi, par force, elle en attendît un autre.

Mais, encore une fois, cet argument du nom, bien qu'il serve à l'affabulation de la pièce, n'est point essentiel à l'ouvrage. *Odette* ne veut pas être et n'est pas une thèse dialoguée, mais un drame de caractère. Trois personnages, le père, la mère, la fille, étant posés dans telle situation, il s'agit de nous faire voir l'âme de chacun des trois, éclairée tant par sa lumière intime que par le reflet des deux autres. Voilà, n'en doutez pas, ce qu'a voulu faire M. Sardou : cherchons s'il a maintenant un peu plus que l'honneur de l'avoir entrepris.

Oui, certes, il a davantage ; quand ce ne serait que pour la merveilleuse manière dont il a d'abord établi la situation de ses héros. Le premier acte, ou plutôt le prologue d'*Odette*, a surpris même les admirateurs les plus décidés de M. Sardou par sa netteté, par sa brièveté, par sa rapidité hardie. Le comte de Clermont-Latour revient de la campagne, à l'improviste, au milieu de la nuit, — en amoureux, pour faire une surprise à sa femme, — non pas, entendez bien, en jaloux, pour la surprendre. Comme il traverse le salon, une porte condamnée s'entr'ouvre ; il saute à la gorge du voleur qui pénètre ainsi chez lui.

Hélas! c'est un larron d'honneur, un de ses familiers, un jeune homme. Ai-je dit que le comte a vingt ans de plus que sa femme et qu'il l'a épousée contre tous les conseils, contre toute raison, malgré le mauvais renom d'une mère qui l'avait mal élevée? Des amis présens arrachent l'amant aux mains du mari et l'éconduisent. Que va faire le comte, déchu de ses illusions? Il appelle une servante; il fait porter sa fille, une enfant de quatre ans, chez son frère, et ce reste de son bonheur ainsi mis en sûreté, il pousse d'une main ferme la porte de la chambre nuptiale. Sur le seuil, il rencontre une forme blanche; quelques paroles balbutiées bas : « Prends garde! tu vas éveiller la gouvernante! » C'est la comtesse Odette qui, dans l'ombre, prend son mari pour son amant. « Misérable! » Elle échappe à l'étreinte, elle recule jusqu'à la muraille avec le cri de détresse de la bête forcée. Mais non! le comte de Clermont-Latour n'est pas de ces hommes qui tuent les femmes. La vie sauve, elle se redresse, la lâche et violente créature, effrontée, ironique, dure, outrageuse : « Vous avez le droit de me tuer. Vous ne me tuez pas : alors, qu'est-ce que nous faisons? — Je vous chasse, répond le comte. — C'est bien; j'emporte ma fille. — Inutile de la chercher; elle n'est plus ici. » Vainement la mère proteste, implore et menace : il lui faut franchir cette porte, qui donne sur la rue, en jetant au père vainqueur une inutile injure.

Tout ce prologue, sauf une scène de valetaille, oiseuse mais courte, et que je néglige, est mené avec une force et une sûreté de main où des cliens de M. Dumas croiraient reconnaître leur patron. Apparemment le drame qui va suivre sera bref et poignant comme *le Supplice d'une femme*. En tout cas, les personnages sont nettement posés : il ne reste qu'à déduire, par toute une série de scènes, l'histoire dramatique de leurs idées, de leurs sentimens, de leurs volontés.

Hélas! depuis longtemps la tradition est rompue de la subtile et solide psychologie des classiques; ce n'est pas en un jour et par l'essai d'un seul homme qu'elle peut se renouer; après la barbarie où, pendant un demi-siècle et davantage, le vaudeville et le mélodrame ont grouillé librement, il faut que nous nous remettions tous tant que nous sommes, et les plus habiles comme les plus novices, à épeler les rudimens de la connaissance de l'âme; au lieu de reprocher à M. Sardou son peu de psychologie, nous devons lui savoir gré de ce peu qu'il montre, cette indigence n'est pas la sienne, mais celle du théâtre contemporain : après avoir posé, de la façon magistrale que nous venons de voir, la donnée de son drame, il n'a trouvé de ce drame que deux scènes; acceptons ces deux scènes pour encourager l'auteur, qui, dans sa prochaine œuvre, nous en donnera trois.

Ces deux scènes, on le devine, sont entre le père et la mère, entre la mère et la fille; étant nécessaires, elles sont naturellement les dernières de l'ouvrage. Du prologue jusque-là, l'auteur a farci l'intervalle,

pour tromper notre appétit, d'un assez gros morceau de dialogue à la bourgeoise, qui figure le deuxième acte, et d'un hachis de vaudeville qui sert d'entrée au troisième : le tout, bien entendu, accommodé avec art et qui ne serait pas désagréable si nous n'attendions mieux ; ce n'est ici pour nous que hors d'œuvre indigeste et viande creuse. Tout ce deuxième acte est inutile et tombe de lui-même quand, de mémoire, on essaie de reconstituer la pièce. Vainement des personnages épisodiques, à qui le talent aimable de M. Berton, la verve de M. Dieudonné, la grâce de Mlle Lody prêtent un semblant d'existence, s'efforcent, après quinze ans, de nous intéresser au récit de ce que nous avons vu dans le prologue. Même nous n'écoutons pas sans malaise les rapports que MM. Berton et Dieudonné, — celui-ci décoré du nom burlesque d'Isidore Béchamel, — font au comte de Clermont-Latour des aventures galantes de sa femme. Le ton de cette conversation, malséante en elle-même, est d'une trivialité qui sent le Béchamel beaucoup plus que le Clermont-Latour, et le langage, ici, paraît, aussi bien que les mœurs, de médiocre bourgeoisie. Quelques « mots » sont amusans ; peu sont imprévus, et peu d'une qualité qui passe l'ordinaire. On voit clairement que ce n'est pas là que l'auteur a porté son effort, et je me garderai, pour moi, de l'en blâmer le moins du monde. Je fais honneur de cette négligence à un discernement très sûr des soins différens que méritaient les différentes portions de son ouvrage ; l'une essentielle et viable et pour laquelle, en conscience, il devait réserver sa peine ; l'autre, inutile et, quoi qu'il fît, caduque, réclamée par la gloutonnerie du public et qu'il devait se hâter d'expédier à peu de frais. Les gens veulent à toute force que le spectacle dure trois heures : il en durera donc quatre, on leur fera bonne mesure : s'il n'y a qu'un homme qui s'aperçoive qu'un tiers au moins de la pièce est tout de remplissage, l'auteur sera celui-là. Et, en effet, s'il n'est pas le seul à juger sévèrement cette partie, du moins fort peu de spectateurs imiteront sa justice ; la plupart seront dupes, et cela suffit bien, du mouvement et du babil de ces formes humaines manœuvrées, et soufflées de la coulisse avec une adresse rare, pour amuser l'intérêt et soutenir la patience jusqu'à la rentrée sur la scène des véritables héros.

Ainsi je ferai bon marché, aussi bien que du second acte, de ce vaudeville haché menu par où commence le troisième. Il est fort amusant, ce vaudeville ; c'est un va-et-vient de caricatures, où se détache au premier plan la silhouette d'un valet représenté par M. Colombey, avec suffisance et malice, et, un peu en arrière, un peu trop peut-être, la charmante figure d'une aventurière qui se nomme à la ville Mlle Réjane. Mais je suis persuadé que M. Sardou ne m'en voudra pas de ne goûter que du bout des dents ce hors-d'œuvre et de garder ma faim pour le plat de résistance : aussi bien ce tripot niçois où nous retrouvons la comtesse Odette, maîtresse de son vingtième amant, qui sera peut-être le

dernier, un chevalier d'industrie nommé Frontenac, c'est la table d'hôte de *Fernande*, transportée de Montmartre à la promenade des Anglais, par un coup de baguette qui n'a pu fatiguer le sorcier. M. Sardou ne demande pas qu'on le félicite de ce tour facile ; assurément, il préfère qu'on épargne les louanges pour une meilleure occasion.

Nous y parvenons enfin à ces deux scènes où se révèle ce désir, récent chez l'auteur, de sacrifier à la science de l'âme. Pour ne plus revenir sur ce qui précède, notons que, si pendant un acte et demi M. Sardou nous a fait attendre la suite de son prologue, du moins il ne nous a pas fatigués, comme sans doute il eût fait jadis, à nous mener par le labyrinthe d'une intrigue décevante : il nous a permis cette fois d'attendre sur place, et c'est de quoi, sans ironie, nous devons à présent le remercier. Pendant cet acte et demi, M. Sardou n'a pas fait de mal; voyons ce qu'il a fait de bien dans l'acte et demi qui suit, je veux dire dans les deux scènes que j'ai signalées déjà, entre le père et la mère, entre la mère et la fille. J'aurai le courage d'avouer que je préfère de beaucoup la première, qui a surpris le public et tendu ses nerfs jusqu'à le faire grincer presque, à la seconde qui les a détendus jusqu'à le faire pleurer; la première a saisi tout le monde et n'a été que peu applaudie, la seconde a été acclamée par des spectateurs heureux de se trouver sensibles. C'est que la première, un peu obscure, témoigne d'un viril effort vers la psychologie dramatique ; la seconde, en fin de compte, n'est qu'un morceau de mélodrame, façonné délicatement. L'une et l'autre devaient, selon la conception de l'auteur, nous faire assister à des crises d'âme ; mais l'exécution de l'une, si imparfaite qu'elle soit, — et de là ce malaise du public, — est originale, et de là ce plaisir que nous y prenons; celle de l'autre est banale et parfaite, voilà pourquoi elle nous plaît moins, et pourquoi, chaque soir, tant de personnes se mouchent bruyamment au Vaudeville.

Odette de Clermont-Latour a passé de son premier amant, un gentilhomme parisien, à un archiduc viennois; puis elle est descendue à un marquis italien, d'où elle est tombée, — Dieu sait après quelles haltes de caprice, mais qui ne comptent pas comme les stations marquées par la fortune, — jusqu'à un aventurier qui se donne pour vicomte français, mais qui n'est en réalité que grec en tous pays. Le nom des Clermont-Latour sert d'enseigne à un tripot : bien des gens qui n'aimeraient pas même à gagner chez le Frontenac perdent volontiers chez la comtesse. Elle sait cela, la malheureuse, et ne s'y résigne pas sans souffrir; mais quoi ! depuis quinze ans, elle est prisonnière de sa faute; elle n'a pensé longtemps qu'à dorer sa chaîne; elle en voit maintenant l'ignominie. Elle est volée, battue par cet homme qui la tient, qu'elle a aimé quinze jours et qui l'exploitera quinze mois; et après celui-là peut-être elle n'en trouvera pas d'autre, même en mettant un cierge, comme l'*Arsène Guillot* de Mérimée, à cette Notre-Dame vers

qui se tourne l'espoir des Madeleines avant leur repentir. Maintenant elle se sent vaincue, et, pour supporter cette vie, elle demande souvent à la morphine l'illusion d'une autre. Alors, quel rêve fait-elle ? Toujours le même, aussi honnête, aussi navrant au réveil : elle n'a jamais trompé le comte, elle vit heureuse entre lui et sa fille déjà grande. Mais cependant elle se connaît : si elle fût restée pure, sans doute elle rêverait les délices de la boue. Elle n'a pas de remords ni de regrets ; elle est désespérée seulement. Aujourd'hui deux coquines lui ont refusé le salut ; ce soir sa couturière lui a refusé le crédit ; et voici maintenant que le Frontenac, à la table de baccara, est pris en flagrant délit de vol. Furieuse, elle le soufflette elle-même avec le paquet de cartes arraché de son gilet. C'est le dernier sursaut de l'orgueil blessé à mort. Demain, dans quelques heures, que faire ? où fuir ? qui la tirera de cette misère et de cette infamie ?

« Moi ! répond le comte, survenu juste à point. Votre pension est doublée, votre vie assurée, honorée, tranquille, à une condition seulement : c'est que vous quitterez la France et que vous changerez de nom. — Jamais. » Et la comtesse Odette explique à son mari de quel prix, inestimable en or, est pour elle ce nom que la loi lui maintient, et qui, seul, à défaut de vertu et même de fortune, à défaut de famille et d'amis, la distingue des filles. Quelle est donc cette délicatesse qui prend le comte, sur le tard, de vouloir que son nom soit respecté des passans ? N'est-ce pas lui qui, un soir, a jeté ce nom dans la rue ? S'est-il soucié du scandale lorsqu'il a chassé sa femme sans répit, avec une sortie de bal posée à peine sur ses vêtemens de nuit, lorsqu'il a par cette phrase arrêté le parent qui proposait d'accompagner ou de mettre en voiture la malheureuse : « Laissez ! madame est de celles qui n'ont plus rien à craindre ! » Et notons qu'ici la comtesse n'a pas tort ; le comte de Clermont-Latour, ce sage et galant homme, a manqué, ce jour-là, de prévoyance et de bon goût. Non que l'auteur, j'imagine, l'ait voulu ainsi et que cette inconséquence soit justement une des marques de sa nature, mais sans doute M. Sardou avait assez, pour cette fois, de s'occuper d'un caractère, et le soin d'un de ses personnages l'a un peu trop distrait des autres. Il a donné sans réserve toute sa pensée à Odette, au détriment du comte et aussi de sa fille, une petite personne moutonnière, représentée facilement par Mlle Legault. M. Dupuis n'a pas trop de l'autorité de son talent, si grand et si simple et si naturellement fort, pour donner au comte de Clermont-Latour un air de consistance. Il est vrai, que, par contre, Mlle Pierson, cette comédienne habile, plus habile chaque année, mais toujours un peu molle et qui manque de génie, ne prête à la comtesse Odette ni l'accent d'une grande dame ni celui d'une grande courtisane, quand le rôle cependant exigerait l'un et l'autre, car

c'est dans ce rôle, — j'y reviens, — tel qu'il est esquissé à la fin de ce troisième acte, que gît l'intérêt littéraire de la pièce de M. Sardou.

Elle devine donc, la révoltée Odette, que, pour prendre après quinze ans un souci nouveau de son nom, le comte a des raisons nouvelles qu'il ne lui dit pas. Elle interroge, il avoue : « Ma fille, — votre fille, — aime, elle est aimée : la famille de son fiancé met cette condition au mariage... — Ma fille? J'ai donc une fille? où est-elle? Je ne la connais pas... Soit! J'ai une fille puisque vous me le dites... Vous lui avez appris à me mépriser, à me haïr... — Non! elle vous croit morte! — Ah! je suis morte pour elle... Eh bien! elle est morte pour moi! » Le comte s'indigne, il s'emporte jusqu'à outrager cette mauvaise mère. « Je ne suis pas une mauvaise mère, » répond-elle... (il va sans dire que le critique cite ici de mémoire et seulement selon le sens du dialogue;) « je ne suis plus mère, voilà tout. Vous avez dédaigné de tuer la femme, mais vous avez tué la mère : vous avez négligé votre droit pour l'outre-passer ensuite. Tant pis si maintenant les conséquences vous gênent! Vous m'avez volé mon enfant; je suis telle que vous m'avez faite! » Et plus le comte insiste, plus humblement il emploie après l'injure la prière, plus il apparaît tendre et prêt à noyer de larmes sa colère pour obtenir de la mère le bonheur de l'enfant, — plus aussi la femme se raidit et se retranche, et savoure le plaisir de se venger de l'époux en faisant souffrir le père. Mais peu à peu, — et c'est là le point délicat où je reconnais un psychologue plus subtil que je n'attendais, peu à peu, de cette vengeance exercée sur le sentiment paternel, l'âme d'Odette se tourne à envier ce sentiment, et cette envie, d'abord vindicative encore, s'achève à la fin en un pur désir : le désir de revoir cette fille qu'il fait si bon aimer. Elle veut la voir, elle la verra. Pourquoi? Peut-être elle l'ignore elle-même. L'instinct ranimé la pousse, plus encore que cet obscur espoir qu'elle n'ose encore s'avouer et que le comte lui révèle : qui sait? Qu'on la mène seulement devant sa fille; elle se nommera, toutes deux mêleront leurs larmes et ce flot lavera le passé : Odette de Clermont-Latour ressaisira d'un coup son enfant, son mari et son état dans le monde... Cette folle entreprise, on ne la lui défend pas, mais on l'en défie. Le comte veut en finir : demain Odette verra sa fille.

Quelques fanfarons de cruauté, comme en forme nécessairement cette littérature contemporaine où se tarit, selon l'expression de Shakspeare, « le lait de l'humaine tendresse, » auraient voulu qu'Odette restât jusqu'au bout exclue de l'amour maternel et qu'elle s'en tînt aux déclarations qu'elle a faites un peu plus haut sur la vanité réelle de ce sentiment acquis. Ils la prennent au mot et professent que, si la voix du sang existe, elle a besoin, pour se faire entendre, d'être développée par l'exercice : leur diagnostic est rapide, et de l'indignité

de la femme, ils concluent sans autre enquête à l'irrémédiable extinction de cette voix. Ces docteurs sans miséricorde soutiennent que Mme de Clermont-Latour, après quinze années de vice, n'est plus mère et qu'elle doit se soucier de sa fille comme de son premier amant; que M. Sardou, pour respecter la vraisemblance et la morale, était tenu de lui faire signer la vente opportune de son nom, c'est-à-dire du dernier vestige et de la dernière espérance de cette maternité perdue qu'elle ne doit pas retrouver. Au contraire, la plupart des spectateurs, nourris des traditions du mélodrame, auraient aimé qu'Odette, au premier bêlement de sa fille, se sentît des entrailles de brebis nourrice; de tout ce qui précède, ils ne retiennent qu'une chose, c'est que la morphine donne à cette femme l'hallucination de l'amour maternel; ils ne comprennent pas qu'à jeun le nom seul de son enfant ne lui produise pas le même effet; ils n'admettent pas qu'une mère ne se retrouve pas mère à toute heure et même sans apprêt; pour eux, Odette doit se sacrifier au premier signe, dès que le bonheur de Bérengère est en jeu. Ce gros de bonnes gens n'est pas plus raisonnable que cette élite de raffinés. Ces contraires mouvemens de l'âme, ces vicissitudes de sentimens, ces retours de passion marquent justement une exacte et sincère imitation de la vie. M. Sardou, ici, quoi qu'en disent les uns, n'a pas flatté la nature; quoi que prétendent les autres, il ne l'a pas calomniée. Il a montré deux états successifs également nécessaires; il a trouvé avec une subtilité singulière un passage vraisemblable du premier au second; il a fait voir des nuances de l'âme plus rares qu'on n'osait l'espérer. Sans doute il est regrettable que d'autres scènes d'analyse n'aient pas préparé le public à l'intelligence de celle-là. Que de précautions ne faut-il pas pour introduire à la scène un peu de vérité morale! Sans doute aussi M. Sardou n'a pas de ce genre l'expérience qu'il a d'un genre moins noble; il lui manque en ces matières l'aisance et la sûreté que donnait aux classiques une forte discipline philosophique et religieuse. Par ces raisons, il semble à la fois que le caractère de l'héroïne soit trop complexe et que les diverses teintes n'en soient pas assez fondues; une demi-obscurité se répand sur l'œuvre, où le public se heurte à des angles qui le blessent. Mais ces critiques mêmes témoignent du courageux effort qu'a fait l'auteur. Prenons cette scène telle quelle; je n'en sais aucune dans son répertoire, j'en sais peu, à vrai dire, dans tout le théâtre contemporain, où se trouve enfermée une plus grande somme de psychologie : c'est assez pour qu'on la retienne, à l'honneur de M. Sardou, comme gage d'œuvres prochaines, plus complètes selon le même esprit, qu'il n'a pas le droit à présent de ne pas nous donner.

Si le comte de Clermont-Latour a jeté à sa femme, pour terminer cette scène et amener la suivante, un défi que d'abord on s'explique

assez mal, c'est que naguère, n'en doutez pas, il a vu *Miss Multon*. Il se rappelle comment, vers la fin de la pièce, quand l'héroïne repentante, Mme de Latour, cachée sous le nom de miss Multon, réclame au foyer de famille sa place occupée par une autre, son mari intervient et s'écrie : « Vous désirez que vos enfans vous appellent du nom de mère, à merveille! Nous les avons élevés dans le respect profond de cette mère qu'ils vont retrouver et qu'ils ne connaissent pas. Avant de la leur rendre, il faudra leur expliquer pourquoi ils l'avaient perdue... Vous en sentez-vous le courage? Alors, faites : les voici! » Et comment ne pas se souvenir du sacrifice humilié de cette mère qui s'incline et dit à ses enfans un éternel adieu : « Non pas éternel, reprend le père : chaque année, mes enfans, on vous conduira en Angleterre auprès de miss Multon, afin que vous acheviez d'apprendre l'anglais. » L'idée est délicate, ingénieuse et touchante ; puisqu'une fois elle avait plu au public, elle pouvait bien lui plaire encore, et je comprends que M. Sardou en ait voulu tirer profit. Mlle Pierson devait jouer cette scène, elle la joue en effet avec un art qui supplée à la sensibilité naturelle; Mlle Legault y trouverait l'emploi de son enfantillage larmoyant; et M. Dupuis, témoin de l'entrevue, réduit au rôle de personnage muet, le remplirait, ce rôle, avec les ressources de sa mimique la plus sobre et la plus variée.

De vrai, aucun mécompte n'a troublé ces calculs : entre onze heures et minuit, chaque soir, on pleure au Vaudeville presque autant qu'à l'Ambigu : or, si j'en crois le poète : « une larme coule, et ne se trompe pas. » Mais le poète a dit aussi : « Vive le mélodrame où Margot a pleuré! » J'imagine qu'il m'est permis de regretter que l'exécution de cette dernière scène soit justement d'un mélodrame. Tous ces détails, j'en demeure d'accord, sont disposés avec adresse et par la main d'un artiste qui travaille finement dans ce genre; mais tous, à l'examen, sont d'une banalité courante, et de ceux qu'on trouvera d'abord si l'on doit improviser sur un pareil thème une charade sentimentale. « Papa m'a dit, madame, que vous étiez des amies de maman. — Dès l'enfance. — Que je vous envie!.. Vous l'avez connue mariée? — Mariée!.. oui. — Est-ce que vous étiez là quand elle est morte? — Non, mon enfant... — Mais vous étiez à son mariage? — J'y étais... » Tout ce quiproquo pathétique n'a pas dû fatiguer beaucoup l'imagination psychologique de l'auteur; et ce n'est pas non plus d'un arrière-magasin bien secret qu'il a tiré les accessoires sur lesquels il nous invite à pleurer. C'est d'abord le petit bonnet que la mère de Bérengère avait brodé pour elle, et, naturellement, le crochet qu'elle commençait quand elle est morte; le carnet de bal ne manque pas, ni la miniature, ni le médaillon à secret qu'Odette ouvre à Bérengère, et dont elle tire en tremblant... quoi? deux mèches de cheveux, — des cheveux de l'enfant et

des cheveux de la mère, — noués comment? avec de la soie bleue... Ah! vous devinez tout! Vous devinez même peut-être que Bérengère touche du piano et qu'elle joue de préférence les airs que sa mère « affectionnait. » — Celui-ci, tenez, « que maman jouait dans le salon de ma grand'mère quand papa est venu demander sa main... Papa a voulu qu'on le jouât à l'église le jour de son mariage, » — de ce mariage où assistait la dame en deuil qui pleure sur ce canapé. Le moyen de ne pas pleurer nous-mêmes! Mais le moyen aussi de ne pas réfléchir tout en pleurant qu'on nous fait pleurer à peu de frais, et de ne pas en vouloir un peu à l'auteur qui réussit à nous toucher par un artifice si peu rare, après qu'il y a tâché par de plus nobles procédés!

La scène tourne à la fin sur ce quiproquo prolongé qui est le pivot usé de tant de méchantes scènes de drame. « Je sais dans cette ville une femme... votre père la connaît comme moi... une femme qui, depuis des années, vit loin de son mari et de son enfant... — Une mauvaise femme alors? — Bien malheureuse!.. — Laissons cette vilaine femme, voulez-vous?.. Parlons encore de maman!.. — Oh! non,.. non!.. Ne parlons plus d'elle... C'est fini... Mais Dieu, juste Dieu!.. de sa bouche... quel châtiment!.. — Vous nous laissez déjà? — Oui, il le faut; je vais quitter Nice. — Je ne vous verrai plus? — Ailleurs, plus tard. » Ce « plus tard, » vous l'entendez! Un moment après, je ne sais quel Théramène, M. Berton ou M. Dieudonné, vient nous raconter que la pauvre Odette a réalisé le roman que son mari avait inventé, selon l'ordre que le récit de sa fille lui a indiqué tout à l'heure; elle a pris une barque, elle s'est fait mener au large, elle s'est laissée couler. Seulement cette fois, on a retrouvé son corps et non plus son voile. M. de Clermont-Latour permet à sa fille d'aller pleurer et prier après du cadavre de la « dame, » comme tant de fois elle a fait sur le cénotaphe élevé dans le parc de Brétigny. On ne dit pas si Bérengère prendra le deuil, ni combien de jours encore sera différé son mariage avec le petit Méryan, un pauvre jeune homme, par parenthèse, qui ne peut que pousser à la fin un : « Ah! » de soulagement en apprenant que les vœux de sa mère sont cruellement comblés.

Bérengère, tout à l'heure, en disant que la « vilaine femme » aurait dû se repentir, nous avait fait prévoir une peine moins sévère. M. Sardou a craint de paraître démodé s'il envoyait Odette au couvent de la Fiammina, ou banal tout au moins s'il l'exilait comme miss Multon; pour être, à l'improviste, plus inhumain qu'il ne fallait, il n'échappe pas, ce me semble, à la banalité. Ainsi se termine, d'une façon déplaisante et peu rare, ce drame que l'affiche annonce pour comédie. Ai-je expliqué pourquoi le public n'en reçoit pas une impression très nette, et comment, malgré cela, il s'y intéresse? Au moins j'espère avoir montré que si j'estime cet ouvrage, c'est surtout comme garant d'œu-

vres déjà proches, et pour des raisons dont quelques-unes ne contribuent peut-être que médiocrement à sa vogue.

Le succès du *Petit Jacques*, sur la scène de l'Ambigu, n'a pas besoin d'être étudié si longuement; aussi bien il n'est pas pour embarrasser nos doctrines. *Le Petit Jacques* fait couler plus de larmes non-seulement « qu'Iphigénie en Aulide immolée, » mais peut-être même que *les Deux Orphelines*, de MM. d'Ennery et Cormon. M. Busnach a tiré ce drame d'un roman de M. Claretie, *Noël Rambert*, qui mériterait d'être plus connu. M. Busnach est un laborieux et habile fabricant de pièces qui fait rire dans un théâtre et pleurer dans un autre; en même temps que *le Petit Jacques*, on donne de lui une bouffonnerie, *la Chambre nuptiale*, au Gymnase, où M. Saint-Germain est délicieux, et cette nouveauté n'est pas indigne d'accompagner sur l'affiche, avec *les Premières Armes de Richelieu, Indiana et Charlemagne*, joué à ravir par Mlle Granier. Deux jours avant *le Petit Jacques*, on avait accueilli froidement, au théâtre du Château-d'Eau, la *San Felice*, de M. Drack, un drame fait avec soin, d'après le roman de Dumas père, mais peut-être un peu confus et surtout assez mal joué : *le Petit Jacques* paraît et ravit tous les suffrages; aussitôt les partisans de ce genre naufragé du mélodrame agitent leurs mouchoirs trempés de larmes en signal de salut. Je constaterai comme eux et sans chagrin ce succès : je les inviterai cependant à rabattre de leur joie. Pourquoi *le Petit Jacques* a-t-il réussi? Parce que M. Busnach, en homme d'expérience et de sens, connaît les « ficelles » du théâtre et les juge : pour les avoir employées souvent, il sait qu'elles sont usées. Il a donc réduit le roman à un mélodrame clair et simple, et moins mélodramatique que le roman lui-même; et enfin, dans cette fable, tel qu'elle est apparue à la lumière de la rampe, les parties que le public a de beaucoup préférées au reste sont les plus éloignées du vieux type de la pièce d'intrigue, les plus uniment pathétiques, les plus naturellement humaines. Personne n'est dupe du manège par lequel l'auteur amène cette rencontre nécessaire, mais moralement presque impossible, de l'accusé innocent et du magistrat coupable ; mais, une fois ces deux hommes en présence, quand ce juge propose à ce père, en échange d'un aveu mensonger, la fortune qui paiera la guérison de son enfant malade; plus tard, dans la nuit qui précède l'exécution annoncée, quand le seul témoin du crime, silencieux jusque-là et partant complice du juge, assiste au rêve de l'enfant somnambule et le voit désigner du doigt la guillotine où va mourir son père : alors, devant celui-là qui doit choisir de sa vie et de son honneur ou de la vie de son enfant, devant celui-ci que le remords tire de sa lâcheté payée, notre âme s'attendrit, s'émeut, et ce n'est plus seulement parce qu'un enfant souffre sur la scène que les larmes nous jaillissent des yeux; ce n'est pas seulement une illusion cruelle qui met nos nerfs en branle : c'est la juste sympathie que doit exciter en

nous le spectacle d'une crise morale; l'une et l'autre de ces deux scènes aurait droit de s'intituler : *une Tempête sous un crâne.* — C'est justement la petite Daubray, la Cosette des *Misérables*, qui joue ce rôle de Jacques en merveilleuse enfant; M. Lacressonnière, dans le rôle du père, a des accents d'une vraisemblance, hélas! trop navrante; M. Courtès, un bon comique, représente le témoin du crime en scrupuleux comédien, et M. Cosset, par son tact, soutient le personnage du juge. Mais croyez bien que, si tous ces acteurs nous paraissent plus touchans qu'à l'ordinaire et plus véritablement dignes de ce titre d'artistes, c'est que cette pièce, avec ses gros mots, contient plus de psychologie que bien des mélodrames en phrases pompeuses, et qu'elle est plus voisine de notre humanité.

La psychologie avec le style, voilà les puissances auxquelles, pour la dernière fois de cette année, je conjure les auteurs dramatiques de sacrifier l'intrigue; et je les menace de répéter ma prière l'an prochain, dans un mois. Les talens ne manquent pas, mais le courage et la constance. N'est-ce pas pitié que des hommes tels que MM. Gondinet et Blum, l'un l'auteur du *Panache*, et l'autre de *Rose Michel*, ajoutent à un premier acte de comédie malicieuse trois tableaux comme les derniers de cette *Soirée parisienne* qui a échoué si tristement, le mois passé, aux Variétés? N'est-ce pas dommage qu'un poète du talent de M. Armand Silvestre se contente de produire pour le théâtre une scène lyrique pleine de beaux vers, mais qui n'est qu'une scène lyrique, — cette *Sapho* que Mlle Rousseil et M. Silvain ont déclamée de leur mieux, l'autre après-midi, à la Gaîté? M. Fourcaud, dans une remarquable étude qu'il vient de publier sur la danse française, avec ce titre : « Figures d'artistes. — Léontine Beaugrand, » et où, par parenthèse, il me paraît injuste au moins pour Mlle Rita Sangalli, M. Fourcaud cite l'opinion de M. Théodore de Banville, qu'un pas dansé doit être « l'image même d'une ode. » A ce compte, il se trouve, dans la *Sapho* de M. Silvestre, des stances qui forment un beau ballet de rimes. Est-ce donc assez et faut-il que des lettrés de ce prix n'abordent la scène qu'en de si rares et fugitives occasions? Voici que les maîtres du théâtre leur font des avances : la conversion d'un chef tel que M. Sardou aux doctrines fondées par le génie classique donne raison à nos espérances et ne peut qu'animer les timides. J'estime que ceux-là doivent se risquer à faire acte d'auteurs dramatiques qui sont des écrivains, et bientôt peut-être un dramaturge n'osera se donner pour tel que s'il est homme de lettres.

LOUIS GANDERAX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 novembre.

Un ministère nous est né, et pour son entrée dans la vie, du premier coup, il a eu un genre de succès qui n'est peut-être pas le plus enviable pour un ministère sérieux : il a eu le succès d'une surprise ! Il a étonné la France autant que l'Europe, la diplomatie et la finance, ceux qui croient tout savoir et ceux qui ne savent rien, les amis et les ennemis. Le politique privilégié entre tous, qui s'est trouvé investi par les circonstances de la mission de former un cabinet, qui a eu tout pouvoir, toute liberté pour préparer sa combinaison, ce politique supérieur a réussi pour un instant à mettre tout le monde d'accord dans un même sentiment à l'égard du bel ouvrage échappé à ses profondes méditations.

Ah ! se sont hâtés de s'écrier quelques amis confondus et un peu abasourdis de l'aventure, il y a erreur, ce n'est pas là le ministère que M. Gambetta avait annoncé, qu'il avait promis ! — Il se peut, en effet, que M. Gambetta ait eu d'abord d'autres vues ou d'autres velléités ; il a paru un moment, si l'on veut, se proposer quelque autre combinaison, et sûrement si, avec la position que les événemens lui ont faite, il s'était étudié à réunir au pouvoir des hommes ayant une valeur, offrant des garanties, il aurait pu résoudre le problème de donner une administration sérieuse et peut-être durable au pays. Il aurait moins surpris le monde, il aurait procédé en politique soucieux d'inspirer quelque confiance par la maturité de ses résolutions. Malheureusement, si M. Gambetta a eu ces idées, il ne les a pas gardées longtemps. Il a cru sans doute que des hommes ayant le sentiment de leur responsabilité pourraient aussi avoir leur opinion et le troubler dans son omnipotence. Il a jugé qu'on pouvait suppléer avantageusement à la qualité par ce qu'on appelle, d'un heureux euphémisme, « l'homogénéité, » et il s'est dit que le meilleur moyen d'avoir un

cabinet homogène, c'était qu'il y eût un chef pensant pour tous ses collègues, commandant un bataillon de collaborateurs dociles. Il a choisi tout simplement, sans compter, sans distinguer, dans son entourage, des hommes de bonne volonté et de soumission. Il a fait des ministres de camaraderie ou de fantaisie, il a même créé de nouveaux ministères pour satisfaire sa clientèle, sans se demander s'il avait le droit de décréter des dépenses permanentes et assez inutiles. Il a complété sa collection de ministres par une collection de sous-secrétaires d'état, — après quoi l'œuvre a été accomplie, la république a eu son gouvernement.

Soit! on n'a pas le grand ministère, on aura peut-être un grand programme, on l'a cru un instant du moins. Malheureusement encore le programme n'a pas été plus brillant que la composition du ministère. La déclaration qui a été lue contient un certain nombre de banalités, d'assurances vagues que le gouvernement le plus insignifiant ne désavouerait pas, — la paix maintenue avec dignité, l'ordre garanti, le progrès mesuré, mais incessant, les réformes démocratiques, les dégrèvemens combinés de façon à alléger les charges sans compromettre les finances, etc. Cette banale déclaration, elle n'a l'air de prendre un peu plus de précision que sur deux points, sur la revision constitutionnelle imaginée pour corriger le sénat, et sur la « stricte » application du régime concordataire dans les rapports de l'état avec l'église. Encore est-il difficile de savoir ce qu'on entend par cette « stricte » application du régime concordataire et par cette réforme constitutionnelle « limitée, » qui doit remettre « l'un des pouvoirs essentiels du pays en harmonie plus complète avec la nature démocratique de notre société. » Le fait est que déclaration et cabinet ont été reçus avec une singulière froideur dans les deux chambres, au Palais-Bourbon aussi bien qu'au Luxembourg; l'un et l'autre ont été une déception autant qu'une surprise, et du grand programme comme du grand ministère, c'est provisoirement tout ce qui reste! C'était bien la peine d'être depuis trois ans l'embarras de tous les ministères, de peser de tout son poids sur la politique, de se réserver ce rôle de prépotence et d'intervention à l'heure décisive, de se faire précéder de tant de fanfares, pour en venir, — à quoi? A la constitution d'un cabinet capable de faire regretter ou absoudre les cabinets qui l'ont précédé. Voilà une étrange manière de marcher « lentement, mais fermement » dans la voie du progrès!

C'est qu'en effet tout semble singulier dans cette aventure de l'avènement d'un ministère. Il faut bien s'entendre : si le cabinet qui vient de naître de la volonté de M. Gambetta a été reçu avec une froideur si peu déguisée, avec une surprise mêlée d'ironie, ce n'est nullement parce qu'il se compose d'hommes jeunes ou peu connus. D'abord ces nouveaux ministres ne sont pas tous si jeunes et si inconnus; ils ont pour la plupart, ce nous semble, dépassé l'âge des illusions, et s'ils

n'ont pas l'expérience nécessaire, ce n'est pas le temps qui leur a manqué pour mûrir. Qu'ils soient jeunes ou vieux, peu importe. Si le cabinet du 14 novembre a été un objet d'étonnement et si, pour son début, il a fait une si triste figure devant le public comme devant le parlement, c'est pour d'autres raisons. On aurait beau s'en défendre, l'impression universelle est que la pensée supérieure a manqué au moment décisif; la confusion et la médiocrité sont restées dans l'œuvre, dans la politique comme dans le choix du personnel, et ce qu'il y a de plus grave peut-être, c'est que M. le président du conseil n'a pas paru se douter de ce qu'il faisait d'extraordinaire en composant son cabinet avec ce sans-façon d'omnipotent. Disons le mot : les derniers incidens ont montré une fois de plus, et d'une manière dangereusement significative, que M. Gambetta, avec sa fougue d'orateur et ses habiletés de tacticien, manque du don le plus essentiel pour un chef politique, de ce don qui s'appelle le discernement. Il peut trouver à l'occasion des mots d'ordre retentissans, il n'a sûrement pas l'esprit de conduite, le jugement et la mesure dans la direction des affaires. Il a le goût de l'influence et de la domination, il n'a certes pas l'art de choisir les hommes pour les fonctions, ou plutôt pour lui tous les hommes se ressemblent et sont bons à tout dès qu'ils sont ses amis. Il les place indifféremment dans un ministère ou dans une ambassade. Cela lui est égal. S'il réussit parfois dans ses choix, et cela peut bien lui arriver, c'est fort heureux : il aurait pu choisir autrement sans y attacher plus d'importance. M. Gambetta ne s'est pas dit assez que, puisqu'il avait le très grand honneur d'être appelé au gouvernement de la France, il devait au pays, il se devait à lui-même d'élever ses pensées à la hauteur de cette mission supérieure, de ne pas se donner l'air de réduire le gouvernement à une affaire de camaraderie ou de coterie. Il ne s'est pas dit qu'il y avait des traditions à respecter, des convenances à observer, que tout le monde, après tout, n'était pas propre à être ministre, que c'était même, si l'on veut, une condition de succès de mettre un certain tact dans la distribution des plus hauts emplois de l'état.

M. le président du conseil s'est sûrement exposé à plus d'une mésaventure ou à plus d'une difficulté, faute de ce discernement nécessaire et de la plus simple prévoyance. Avec un peu plus de réflexion ou un peu moins de facilité, il se serait peut-être dispensé de placer au ministère de la marine un homme qui s'est conduit certainement en brave officier dans la campagne du Mans, mais que sa qualité d'ancien capitaine de vaisseau devenu conseiller d'état ne désignait pas suffisamment à la direction supérieure de la flotte. Le ministre de la marine du choix de M. Gambetta n'y met pas de diplomatie, il entre dans son rôle en conquérant. Du premier coup, il rassemble les amiraux, les officiers-généraux, ses anciens chefs, pour leur signifier qu'ils lui doivent « l'obéissance. » Il leur dit tout simplement : « Ne vous

dissimulez pas que vous avez besoin de gagner ma confiance; je ne la donne jamais légèrement. Les paroles ne sauraient me suffire, il me faut des actes... » Voilà qui est parler! Les vieux amiraux d'autrefois, les Duperré, les Rigault de Genouilly, les Bruat, l'amiral Jauréguiberry, qui n'a pas moins bien servi que M. le capitaine Gougeard, au Mans, tous ces hommes, qui ont été l'honneur de la flotte, auraient eu probablement un langage plus modeste, même avec des subordonnés. M. le ministre de la marine, pour un homme qui prétend que les monologues ne s'excusent que par la concision, parle décidément trop; il fait trop de discours, trop d'ordres du jour. Il pense, il est vrai, être suffisamment à l'abri en invoquant le nom de celui qui l'a choisi, de « l'homme éminent dans lequel la France a mis depuis tant d'années ses plus chères espérances... » *L'homme éminent* n'en est déjà plus peut-être à trouver qu'il aurait mieux fait de laisser M. le capitaine Gougeard au conseil d'état, et, dans tous les cas, s'il n'a pas d'autre secours pour aller jusqu'au bout de la longue carrière que lui promet M. le ministre de la marine, il pourrait bien rester en chemin.

Le discernement a manqué à M. Gambetta dans le choix de son ministre de la marine; il lui a manqué bien plus encore et d'une manière bien autrement grave, dans le choix du ministre de l'instruction publique, parce qu'ici il ne s'agit plus d'un service spécial, il s'agit de la politique même, tout au moins d'une partie essentielle de la politique du cabinet. Il n'y a pas bien longtemps encore que le nouveau chef de l'instruction publique, M. Paul Bert, avouait lui-même, dit-on, qu'il ne pouvait guère être ministre, qu'il était trop engagé par ses opinions sur les affaires religieuses, qu'il se sentait d'ailleurs trop peu maître de sa parole ou de ses passions, et qu'il ne ferait que compromettre M. Gambetta. Si M. Paul Bert pensait ainsi il y a quelques mois lorsqu'il pouvait se croire encore loin du pouvoir, il l'a oublié sans doute, ou il n'a pu résister à la tentation le jour où il a vu la porte du ministère s'ouvrir devant lui. M. Paul Bert est un savant éminent, et sa science n'a rien à faire ici. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'homme politique en lui est aussi peu philosophe, c'est-à-dire aussi peu tolérant que possible, qu'il a toutes les ardeurs et les fanatismes d'un sectaire scientifique avec la verve libre et hardie d'un Bourguignon. M. Paul Bert chargé de diriger, de manier, de pétrir l'enseignement national, de le soumettre à ses expériences, de pousser la politique de M. Jules Ferry à ses dernières limites, c'était déjà beaucoup; c'était assurément assez pour donner à l'administration nouvelle un caractère particulier de gravité. Qu'est-ce donc lorsqu'aujourd'hui, sans aucune raison plausible, par une fantaisie étrange ou par une sorte de bravade, on rend au nouveau ministre de l'instruction publique la direction des cultes? A l'intérieur, où ils avaient été placés depuis quelques années, ils restaient sous l'autorité du nouveau ministre, M. Waldeck-Rousseau, qui

lui, est un des jeunes du cabinet et qui passe pour avoir de l'avenir, qui n'est point apparemment un « clérical, » mais qui dans tous les cas est moins engagé; à l'instruction publique où ils sont maintenant ramenés, ils passent sous la direction d'un ennemi décidé, déclaré, et M. Paul Bert ne s'en cache pas; il ne cherche nullement à dissimuler la portée de son audacieux radicalisme. Il a rempli ses harangues de ses sarcasmes et de ses négations des religions. Il ne fait pas mystère de ses sentimens sur les croyances religieuses, particulièrement sur la foi catholique, et il n'affecte pas quant à lui de distinguer entre le « cléricalisme » et le catholicisme : tout cela ne fait qu'un, c'est une « école d'imbécillité, d'antipatriotisme et d'immoralité! » Dans ces *Discours parlementaires* qu'on recueille aujourd'hui, qui ne manquent certainement pas d'intérêt, il l'a dit tout haut : « Nous ne parlons pas la même langue, nous les fils de la révolution, et d'autre part les représentans, les champions et les défenseurs de l'église catholique. » Que M. Paul Bert, comme orateur parlementaire, comme savant, ait toutes les opinions qu'il voudra, il est libre; mais le jour où il devient un représentant de l'état en matière de culte, n'est-on pas en droit de montrer ce qu'il y a dans cette situation de blessant pour l'église, à qui on donne un ministre ainsi disposé, et de peu digne pour le ministre lui-même qui, avec ces opinions déclarées, accepte la direction d'un grand service public toujours délicat? Si on ne parle pas la même langue, convenez qu'il est difficile de s'entendre pour maintenir la paix des consciences, qui est pourtant aussi un intérêt national.

A la vérité, le nouveau ministre, en recevant récemment les fonctionnaires de la direction des cultes, a essayé d'expliquer comment il comprend son rôle. Il a dit que l'administrateur des cultes ne devait être ni religieux ni antireligieux, qu'il devait exécuter et faire respecter les lois. C'est vrai, si l'on veut; seulement on ne tarde pas à s'apercevoir que, dans la pensée de M. Paul Bert, l'exécution des lois signifie tout simplement qu'on doit revenir le plus promptement possible à un programme qu'il a exposé il y a quelque temps, qu'il n'a pas sûrement abandonné. « Il faut, disait-il, enlever au clergé toute influence sur l'éducation publique; il faut supprimer l'exemption du service militaire pour ses prêtres, rendre à l'état et aux communes les édifices qu'occupent indûment ses évêques et ses séminaires, enlever à ses ministres les préséances orgueilleuses dont ils se parent... Il faudra revenir à la stricte exécution du pacte contracté par le pape lui-même; ne plus payer canonicats ni bourses de séminaires, ramener à l'état d'indemnités gracieuses les traitemens dits obligatoires des desservans, etc. » Le programme est complet et retrouve tout son à-propos.

Ainsi voilà un ministre des cultes qui est dans une étrange position! Il ne tarit pas de sarcasmes sur l'église, sur ses chefs, sur

le curé, qu'il signale à la haine de l'instituteur, et en même temps il est obligé d'être chaque jour en relations avec l'église, de proposer des évêques à l'institution du saint-père, de nommer des curés ou du moins de les « agréer. » Il doit apparemment veiller au recrutement du clergé et en même temps il propose de dépeupler les séminaires en soumettant au service militaire les jeunes gens qui se destinent au sacerdoce ! Il faudrait cependant sortir de ces confusions et avouer ce qu'on veut, ce qu'on poursuit réellement. Veut-on préparer la séparation de l'église et de l'état? Il y aurait plus de franchise à le dire, à accepter dès aujourd'hui les propositions qui ne manquent pas; ce serait à discuter, et si ce système est singulièrement périlleux, il y aurait du moins dans la liberté des deux pouvoirs plus de dignité et pour l'état et pour l'église. Veut-on maintenir le concordat? C'est encore une politique. La question seulement est toujours de savoir ce que signifie cette « stricte application du régime concordataire, » qui a trouvé place dans la déclaration du gouvernement et que M. le ministre des cultes a reprise pour son compte. Si c'est l'application comme l'entend M. Paul Bert, il n'y a pas à s'y tromper, c'est une guerre de destruction sans dignité, par subterfuge et par passion de parti. Si c'est l'exécution simple et vraie du concordat que veut le gouvernement, en sauvegardant dans la mesure légitime les droits du pouvoir civil, soit; mais alors la pire des politiques est de paraître vouloir et ne pas vouloir, de laisser tout redouter, de livrer l'exécution d'une loi de concorde, puisque le mot le dit, à un ennemi qui ne déguise pas ses haines, ses ardeurs agressives, même depuis qu'il est entré au pouvoir. M. le président du conseil ne s'est point aperçu qu'en confiant les cultes à M. Paul Bert, il inaugurait son ministère par un acte qui était ou une étourderie, une faiblesse, pour ne pas refuser une satisfaction orgueilleuse à un ami impatient, ou une espèce de défi, d'ostentation d'animosité. Il n'y a que le choix entre les deux explications, car pour de la prévoyance politique, il n'y en a sûrement pas.

Malheureusement M. Gambetta, dans la campagne où il est engagé, n'en est plus à compter les difficultés qu'il s'est déjà créées par ses fautes, par la légèreté de ses choix comme par ses projets, et s'il y avait un embarras qu'il pouvait éviter, c'était bien assurément cette réforme constitutionnelle dont il a fait le premier article de son programme. Il s'est jeté tête baissée, par impatience, par ressentiment, sur cette revision, à laquelle il ne songeait pas quelques jours avant de la proposer. Comment sortira-t-il de là maintenant? On ne le sait pas encore, il ne le sait pas lui-même, et ce n'est pas vraisemblablement dans cette courte session près de finir qu'il présentera un projet au nom du gouvernement; mais il peut voir déjà toutes les complications, tous les dangers de cette question si complètement imprévue, par la discus-

sion qui s'est élevée dans la chambre des députés au sujet de l'extension possible ou des limites de la réforme constitutionnelle qui se prépare; c'était, si l'on veut, une simple escarmouche avant la bataille; l'escarmouche n'est pas moins significative. M. le président du conseil, combattant l'urgence sur une proposition de revision, s'est empressé de limiter d'avance cette revision, que M. Clémenceau voulait au contraire étendre indéfiniment, en réservant dans tous les cas le droit souverain de l'assemblée nationale qui sera réunie. Le chef du cabinet a cherché des armes ou des raisons dans les précédens, dans les traditions constitutionnelles, dans les considérations d'ordre public et de prévoyance; il a montré le danger qu'il y aurait à mettre en doute l'existence même du sénat, à « ouvrir la porte à toutes les aventures, en ne fixant pas d'avance des points précis. » Rien de mieux! M. le président du conseil est un homme à l'occasion plein de prudence; mais qui donc a ouvert la porte et qui a engagé le débat? Qui a donné avec une certaine autorité le premier signal d'une atteinte à cette constitution dont M. Gambetta se plaît à vanter la solidité au moment même où il l'ébranle? Lorsqu'enfin les deux chambres, par des délibérations séparées, auront voté la revision qu'on va leur proposer et auront fixé les « points précis » dont parle M. le président du conseil, lorsque le congrès sera réuni, qui a le droit d'enfermer une assemblée souveraine dans un ordre du jour inflexible, de lui dire qu'elle n'ira pas au-delà de la limite qu'on aura tracée? M. le président du conseil prétend que l'assemblée ne peut pas et ne doit pas dépasser la limite; M. Clémenceau soutient qu'elle le peut et qu'elle le doit, que rien ne peut l'en empêcher. Entre M. Gambetta et M. Clémenceau qui prononcera? C'est l'inconnu. D'ailleurs, il faut voir les choses dans leur vérité : les réformes constitutionnelles que le gouvernement lui-même semble vouloir proposer, qu'il veut bien appeler partielles, sont assez graves et assez complexes pour conduire à tout. Elles touchent le sénat dans son origine par le mode d'élection, dans une partie de sa constitution par la menace suspendue sur les inamovibles, dans son indépendance et dans ses droits par la diminution projetée de ses attributions. Avec cela on peut aller loin, et les limites sont assez vaines. La carrière est ouverte.

Un esprit habile et libéral, M. Edmond Scherer, qui est lui-même sénateur et sénateur républicain, vient d'écrire sur cette *Revision de la constitution* des pages aussi vives que sensées, où il montre tout ce qu'il y a d'artificiel et de périlleux dans cette question soulevée sans raison, exploitée par les partis, aggravée par l'intervention, par la complicité du gouvernement. A quels signes a-t-on pu reconnaître qu'elle ait un instant préoccupé et passionné l'opinion? Où a-t-on vu l'apparence d'un mouvement spontané, à demi sérieux, du pays autour de cette question? Elle est née d'un artifice de parti, cela n'est pas dou-

teux; elle est passée par les comités, elle a été relevée par un homme puissant dans l'embarras, qui y a trouvé un expédient électoral : c'est toute l'histoire, et ce qu'on dit pour expliquer, pour justifier la revision est précisément ce qui la rend plus suspecte. Quelle est en effet la grande, l'unique raison de cette revision? C'est que le sénat s'est permis quelques votes indépendans. Il a voté contre le scrutin de liste, il a introduit quelques atténuations dans la loi sur l'enseignement laïque. C'est le grand crime! Mais alors, si le sénat n'a pas le droit de voter dans sa liberté sans être menacé, pourquoi deux chambres? Les radicaux sont plus sincères ou plus logiques lorsqu'ils disent : Si le sénat n'accepte pas tout ce que fait l'autre chambre, il est un obstacle: s'il se borne à approuver, à enregistrer, il est inutile. Au fond, dans cette importune affaire de la revision, il y a une question plus grave : c'est toujours la lutte entre les deux républiques, — la république libérale, tolérante, stable, et la république courant à l'anarchie par imprévoyance, par l'esprit de mobilité, par le fanatisme de l'absolu. M. Edmond Scherer se sert d'autres termes : « Il s'agit de savoir si la république de 1875 restera habitable ou deviendra une bousingotière. » Le mot est dur, il n'est pas moins vrai, et c'est ainsi que, par l'inconséquence de ses choix comme par ses complaisances pour les agitations, le nouveau président du conseil se crée une situation difficile, qui n'a certes pas dans tous les cas la grandeur dont il se flattait.

Après cela, nous n'en disconvenons pas, M. Gambetta est un politique de ressource qui, au besoin, peut se contredire avec avantage, et, en même temps qu'il se laisse aller à bien des choix singuliers, il place au ministère de la guerre un homme d'énergie, M. le général Campenon, qui paraît ne pas craindre la responsabilité. Du premier coup, le nouveau ministre de la guerre a ramené à l'état-major-général un des officiers les plus distingués de l'armée, M. de Miribel; il vient de reconstituer le conseil supérieur de la guerre et dans ce conseil il n'a point hésité à placer des hommes comme M. le maréchal Canrobert, M. le général Chanzy, avec le général Gresley, le général de Galliffet et le général de Miribel lui-même. Ces premiers actes, quelques autres encore, sont certainement le signe d'un esprit ferme et indiqueraient l'intention de revenir à de meilleures traditions militaires, de réparer le mal causé par l'administration de M. le général Farre. Tout cela serait au mieux; mais, qu'on ne s'y trompe pas, tout ce qu'on tentera pour remettre de l'ordre dans l'armée, pour raffermir notre état militaire, est nécessairement subordonné à la politique, et M. Gambetta n'aurait rien fait si, en laissant quelque liberté à nos généraux, il prétend d'un autre côté se livrer à toutes ses fantaisies. C'est à M. le président du conseil de se dégager, s'il le peut, de ces contradictions qui ne lui ont pas porté bonheur, qui lui ont attiré les démissions de notre ambassadeur à Berlin, M. de Saint-Vallier, de notre ambassadeur à

Saint-Pétersbourg, M. le général Chanzy. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il ne réussira qu'à ce prix à effacer devant la France et devant l'Europe la mauvaise impression d'une médiocre et dangereuse entrée en scène.

La restauration espagnole date déjà de près de sept ans, et si, à l'origine, elle s'est accomplie sans effort, sans résistance, par une sorte de retour spontané de l'opinion, elle n'a pas moins eu depuis ses épreuves sérieuses. Elle a eu le soulèvement carliste à dompter dans ses provinces du nord, l'insurrection de Cuba à vaincre, l'ordre constitutionnel à réorganiser tout entier, à dégager de la confusion où une crise révolutionnaire de quelques années laissait la Péninsule. Elle a heureusement trouvé dans le jeune roi qui reprenait la couronne sous le nom d'Alphonse XII un prince d'esprit fin, d'une raison prématurée, et dans l'homme qui a été le premier ministre de la royauté renaissante, dans M. Canovas del Castillo, un politique supérieur qui a conduit ses affaires avec autant de résolution que de dextérité. C'est en définitive M. Canovas del Castillo, on ne peut pas lui enlever cet honneur, qui a réussi à pacifier la Péninsule, à rétablir une situation régulière, sans tomber dans la réaction, en restant dans les limites d'un régime constitutionnel et parlementaire. Ce qu'il a voulu reconstituer, ce qu'il a rétabli avec l'appui du prince et le concours des cortès, c'est une monarchie à la fois traditionnelle, nationale par son origine, et libérale par les garanties qu'elle consacre. L'œuvre a été accomplie avec succès, elle est maintenant hors de contestation. Une difficulté restait encore dans un pays où tous ces essais qui se sont succédé pendant quelques années, — la constitution démocratique de 1869, la monarchie élue et étrangère, la république elle-même, — laissaient des partis ou des débris de partis survivant aux événemens qui les avaient produits, gardant encore les souvenirs ou les engagemens d'un récent passé. Il s'agissait, pour la royauté nouvelle, représentée par un jeune souverain, d'achever de réduire à l'impuissance ces vieux restes des partis hostiles en prouvant qu'elle pouvait se prêter à toutes les combinaisons des partis réguliers, qu'elle n'excluait ni les hommes des précédens régimes, ni les idées libérales qu'ils peuvent aspirer à réaliser dans les limites de l'ordre constitutionnel. C'est en somme la très intéressante expérience qui se poursuit depuis quelque temps au-delà des Pyrénées.

Lorsqu'est survenue, au mois de février dernier, la crise qui a déterminé la retraite de M. Canovas del Castillo après six années presque ininterrompues de ministère et a élevé à la présidence du conseil le chef de l'opposition, M. Mateo Sagasta, ce changement n'avait point en réalité d'autre signification ; il représentait une sorte de détente entre les partis, dans la vie constitutionnelle de l'Espagne. On reprochait, avec exagération sans doute, à M. Canovas del Castillo de trop s'obstiner au pouvoir, d'absorber pour ainsi dire la monarchie en paraissant

la dominer; on lui reprochait d'interpréter avec des idées trop exclusives la constitution de 1876, qui est la loi politique de l'Espagne, d'être un gouvernement de combat et de ramener ainsi par degrés le pays à une de ces situations sans issue où les partis exaspérés se laissent aller aux tentations violentes. Le nouveau ministère s'est formé avec l'ambition de représenter une politique plus libérale, de réconcilier autant que possible les partis hostiles, sans cesser d'être très monarchique, de rester fidèle à la constitution de 1876. Par sa composition même, il était comme l'expression vivante de cette idée de fusion toute constitutionnelle, puisqu'il réunissait à côté de M. Sagasta, qui a été ministre sous le roi Amédée, sous la régence du général Serrano, des conservateurs comme le général Martinez Campos, qui a été un des promoteurs de la restauration, qui ne s'est séparé de M. Canovas del Castillo que sur les affaires de Cuba. Assurément, ce ministère, qui a déjà près d'un an d'existence, n'a point échappé à son tour au reproche d'arbitraire qu'ont essuyé plus d'une fois ses prédécesseurs. Il a été accusé, lui aussi, d'avoir abusé de tous les moyens de gouvernement dans les élections dernières, qui lui ont donné une majorité, qui ont paru ratifier ses idées. Il a même fait une chose plus grave : il s'est attribué sans façon une espèce de dictature en continuant depuis le mois de juillet à percevoir les impôts, à disposer des forces de terre et de mer sans autorisation législative, sans avoir un budget légalement voté. Au fond pourtant, on peut dire qu'il n'a point échoué dans ce qu'il considère comme la partie essentielle de sa politique. Par la liberté qu'il a laissée à toutes les opinions, par ses concessions, par ses complaisances, si l'on veut, il a réussi jusqu'à un certain point à amortir les hostilités violentes, à créer des conditions assez nouvelles et surtout à jeter la désorganisation dans les partis extrêmes, pour le moment assez déconcertés. Cette désorganisation croissante, elle est depuis quelques mois un fait sensible dans la situation de l'Espagne. Elle s'était manifestée dans les élections dernières. Elle vient d'être mise plus vivement encore en lumière dans la récente discussion de l'adresse à laquelle se sont livrées les cortès, dans un débat parlementaire aussi brillant qu'instructif, auquel ont pris part tout ce que l'Espagne compte d'orateurs éloquens et de chefs de partis, M. Sagasta, M. Canovas del Castillo, M. Pidal, M. Castelar, M. Martos, M. Moret. On a agité toutes ces questions, depuis celle des rapports de l'Espagne avec la France au sujet des événemens d'Oran jusqu'à celle des rapports avec l'Italie au sujet des troubles de Rome le jour de la translation des cendres de Pie IX au mois de juillet, et en définitive le point essentiel, intéressant, est l'état des partis extrêmes, plus ou moins désorganisés en face de la politique ministérielle.

Le fait est que cet état est singulier, qu'il y a de plus en plus au-delà des Pyrénées une confusion et un déplacement des opinions

révolutionnaires. Cette confusion commençait à être visible lorsque les chefs du radicalisme espagnol se réunissaient cet automne à Biarritz pour se concerter sur un programme, sur le système de conduite à suivre dans les élections. On n'avait pas réussi à s'entendre, et, tandis que M. Ruiz Zorrilla, M. Salmeron, restaient plus que jamais irréconciliables, tandis que M. Pi y Margall, allant plus loin que M. Ruiz Zorrilla, poursuivait son rêve de république fédérale, d'autres républicains, M. Martos, M. Montero Rios, rentraient à Madrid pour former un nouveau groupe, pour se présenter aux élections. M. Martos, l'autre jour, dans le congrès, s'est expliqué en homme qui, sans abandonner ses opinions révolutionnaires, ne serait pas loin de se prêter aux circonstances, de se créer une façon d'opportunisme. M. Castelar, par son éloquence comme par ses idées de démocratie conservatrice, reste toujours à part. Il a déployé toutes les richesses de sa parole pour concilier ses vieilles opinions républicaines et sa bonne intention de ne créer aucun embarras au gouvernement nouveau. C'est l'homme des luttes légales, des propagandes de l'esprit, et il ne déguise pas ses antipathies contre les agitateurs stériles. Ce n'est pas tout : une autre fraction démocratique, qui a mis jusqu'ici son idéal dans la constitution de 1869 et qui compte dans les chambres des représentans distingués, M. Moret y Prendergast, l'amiral Berenger, le marquis de Sardoal, cette fraction tend ouvertement aujourd'hui à se rapprocher du gouvernement. L'alliance a été presque scellée en plein parlement. La politique de ce groupe, dont M. Moret est le plus habile orateur, consisterait en définitive à mettre un peu plus de démocratie dans la monarchie telle qu'elle est, même avec la constitution de 1876. Avant M. Moret, le général Serrano et ses amis, plus ou moins engagés dans les dernières révolutions, avaient fait avec éclat acte d'adhésion à la royauté nouvelle, et le général Serrano personnellement s'était exprimé de façon à ne point laisser de doute sur ses sentimens de loyauté. De sorte que, tout compte fait, dans ce mouvement encore assez confus, le noyau des révolutionnaires irréconciliables semble notablement diminué. Il y a des nuances d'opinion, des manières différentes de comprendre la monarchie constitutionnelle, des dissidences entre conservateurs et libéraux, souvent compliquées peut-être de rivalités personnelles : les hostilités radicales tendent à désarmer. C'est comme un élargissement du cadre constitutionnel, où le souverain reste l'arbitre entre des opinions se disputant la direction des affaires sans mettre en doute la royauté elle-même. Il est certain que le cabinet Sagasta-Martinez Campos, par sa politique, n'est point étranger à cette situation nouvelle, et il a pour lui jusqu'ici l'appui d'une majorité assez nombreuse qui s'est déclarée en sa faveur dans les récentes discussions de l'adresse.

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas quelque ombre à ce tableau et que le

ministère espagnol soit à l'abri de tout danger? Évidemment, il a besoin de beaucoup d'habileté et de décision dans la voie où il s'est engagé. Les opinions monarchiques du président du conseil de Madrid ne sont point douteuses, et M. Sagasta les a professées de nouveau avec autant de netteté que de force dans les derniers débats du congrès. Il a fermement défendu la constitution de 1876, sans déguiser néanmoins l'orgueilleux plaisir qu'il ressentait à trouver des appuis, ne fût-ce que des appuis éventuels, jusque dans les camps libéraux les plus avancés. Il resterait à savoir s'il n'y a pas en tout cela quelque équivoque, si le président du conseil serait en mesure de faire toutes les concessions qu'on lui demandera en échange de ces appuis, et c'est ici que M. Canovas del Castillo reprend l'avantage en montrant que c'est tout simplement la monarchie qui paie les frais des alliances recherchées par le gouvernement. La situation ne laisse pas d'être délicate. Il est bien clair que si M. Sagasta fait un pas de plus vers ses nouveaux amis de la démocratie, la première conséquence est la dislocation d'un cabinet fondé jusqu'ici sur l'alliance du président du conseil et de l'opinion représentée au pouvoir par le général Martinez Campos, M. Alonso Martinez, le marquis de la Vega y Armijo; mais alors, ceux-ci en se retirant rentrent dans l'opposition et sont nécessairement ramenés un jour ou l'autre par leurs affinités conservatrices vers les amis de M. Canovas del Castillo. La lutte se ravive dans des conditions nouvelles. M. Sagasta hésitera vraisemblablement avant d'aller plus loin vers les camps démocratiques et de rompre une alliance qui avait fait la force de son cabinet, qui l'a aidé à suivre la politique qu'il a pratiquée jusqu'ici; il hésitera d'autant plus selon toute apparence que, jusqu'à présent, dans la situation où il est, il a une majorité dans les cortès, et que pour tenter d'autres aventures, il risquerait de n'être suivi ni par la masse entière de cette majorité, ni peut-être par le roi lui-même.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE

La spéculation s'est comportée depuis quinze jours à l'égard du marché des fonds publics comme si la conversion du 5 pour 100 dût être un des premiers actes du cabinet, non pas une conversion savamment préparée, étayée de combinaisons puissantes, comportant à la

fois une diminution de revenu et une augmentation de capital, propre, en un mot, à provoquer la hausse plutôt que la baisse, mais la conversion ramenée à ses termes les plus simples, c'est-à-dire la réduction à 4 1/2 pour 100 de l'intérêt servi actuellement aux détenteurs du 5 pour 100.

Il est difficile de déterminer jusqu'à quel point cette crainte de la conversion a été sincère et si elle n'a pas servi, en partie au moins, à expliquer des ventes auxquelles toute préoccupation conversionniste était étrangère. La haute banque avait acheté, du 1er au 15 novembre, des quantités considérables de 5 pour 100 en vue d'éventualités politiques qui ne se sont pas réalisées. L'opération a été défaite dans la seconde partie du mois, et il en est résulté que le 5 pour 100, qui avait été porté de 115.80 au-dessus de 117 francs pendant les deux premières semaines, a été ramené ensuite de 117 à 115.35. On aurait même bientôt vu sans doute des cours encore plus bas, par suite de l'inquiétude jetée dans les esprits au sujet de la réduction du 5 pour 100 en 4 1/2, si dans une note publiée lundi dernier par un journal du soir ne s'étaient trouvées les lignes suivantes : « On aurait tort de prendre au sérieux les projets, plus ou moins radicaux, que l'on a attribués au début à certains collaborateurs de M. Gambetta. Sans doute le gouvernement ne s'interdit pas, par exemple, de convertir la rente et de racheter les chemins de fer, mais il voit plutôt dans chacune de ces mesures une ressource éventuelle pour des cas extrêmes et vraisemblablement lointains qu'une combinaison actuellement et utilement applicable. »

Le soir même, sur le marché libre, le 5 pour 100 se relevait avec vigueur de 115.35 à 115.90. Mais les acheteurs n'ont pu réussir à tirer de ce démenti infligé aux nouvelles conversionnistes un élément suffisant de reprise, car dès hier le 5 pour 100 était ramené à 115.52. Les rentes 3 pour 100 n'ont pas autant baissé que le 5 pour 100, mais le recul est encore de 60 à 70 centimes sur le 3 pour 100 ancien et sur l'amortissable. Quant à l'emprunt émis en mars 1881, il s'est maintenu à 85. 40, et se trouve coté au-dessus du 3 pour 100 ancien, après être resté si longtemps au-dessous, par suite de la défaveur persistante du public. L'arbitrage entre les deux fonds était tout indiqué, et bon nombre de spéculateurs avaient entrepris de faire disparaître une anomalie qu'aucun motif plausible n'expliquait. Leurs efforts en ce sens ont été favorisés par une décision que le ministre des finances a prise, le 4 novembre, et qui autorise, à partir du 1er décembre prochain, la libération complète des certificats de l'emprunt d'un milliard en 3 pour 100 amortissable, dont le dernier terme arrivait à échéance le 16 janvier prochain.

Cette mesure a rappelé l'attention du public financier sur les disponibilités considérables que détient le trésor à son compte-courant à la

Banque. Comment croire que des besoins d'argent aient poussé le gouvernement à permettre la libération de l'emprunt avant terme, alors qu'il conserve à la Banque un demi-milliard sans emploi? Aussitôt a été mis en circulation le bruit que le ministre des finances emploierait fin novembre en reports sur les rentes une partie de cette somme énorme. La foi en cette intervention des capitaux du gouvernement a rencontré peu de prosélytes, et la partie sage de la spéculation a continué à croire que la place resterait en liquidation livrée à elle-même et ne devait compter, pour se soustraire aux périls dont elle est d'ordinaire menacée à cette époque de l'année, que sur ses propres forces.

La situation du marché monétaire ne s'est pas sensiblement modifiée. L'escompte reste à 5 pour 100 à Londres et à Paris; il s'est effectué pour New-York quelques retraits d'or au moment même où l'éventualité d'un abaissement du taux de l'escompte semblait sur le point de se réaliser. On a redouté aussitôt une reprise en grand du drainage pour les États-Unis; les journaux financiers anglais se sont montrés fort effrayés et ont démontré dans de longs articles l'impossibilité où se trouverait la Banque d'Angleterre de modifier son taux d'escompte au moins jusqu'à la fin de l'année. Ces craintes ont paru ici quelque peu exagérées; en tout cas, on n'a pas appris que New-York eût recommencé à demander de l'or en quantités importantes aux marchés européens.

L'action de la Banque de France a perdu 400 francs sur le cours coté il y a quinze jours. La spéculation a vendu, sur le fait de la nomination d'un nouveau gouverneur, sur la probabilité que le taux de l'escompte ne tardera pas à être diminué, et aussi sur les tendances générales du marché. Il ne faut pas oublier que la hausse a provoqué un déclassement sensible des titres de la Banque et que les acheteurs sont obligés chaque mois de payer un report très élevé.

Le Crédit foncier a reculé jusqu'à 1,700 francs. Malgré l'accroissement constant des prêts fonciers et communaux, on sait que le dividende de 1881 ne pourra pas dépasser 50 francs par action, et une hausse nouvelle ne pourrait être tentée que si le projet d'augmentation du capital était mieux accueilli par le ministre des finances et par le conseil d'état qu'il ne l'a été une première fois.

L'Union générale, échappant à toutes les influences défavorables du milieu ambiant, a été l'objet d'une nouvelle hausse, due au succès de l'émission de ses cent mille actions nouvelles et à l'inébranlable fidélité des actionnaires, et de la clientèle de cet établissement. La Banque des pays autrichiens et la Banque des pays hongrois ont donné lieu par contre à de nombreuses réalisations. Il y a sur la première de ces valeurs des engagemens considérables dont l'allégement se poursuit chaque jour et a ramené le titre de 1,250 à 1,150 francs environ.

La Banque d'escompte est restée très ferme à 860. Les négociations sont définitivement engagées pour l'absorption de plusieurs sociétés de crédit par cet établissement. La Banque de Paris a reculé de quelques francs. La Société générale s'est occupée exclusivement de l'émission des actions nouvelles de Rio-Tinto; la Banque franco-égyptienne de la formation de la Banque nationale du Mexique. Le Crédit de France a essayé de lancer avec une prime de 200 francs les actions de la Banque romaine. Une autre émission importante et sur laquelle nous aurons à revenir, vient aussi d'avoir lieu : celle de la Grande Compagnie d'assurance. On voit que l'industrie de la fabrication des sociétés anonymes n'est pas près de chômer. Il y a donc lieu de croire que les institutions de crédit, qui ont tant besoin de la hausse ou tout au moins du maintien des cours, feront tous leurs efforts pour rendre aussi aisé que possible à la spéculation le passage de novembre à décembre.

Les actions des grandes compagnies de chemins de fer françaises et étrangères ont eu des cours assez agités, mais se retrouvent après quinze jours presque au même niveau; l'amélioration a cependant été sensible sur les Lombards, bien que rien ne justifie le maintien de ce titre au-dessus de 300 francs.

Le Gaz parisien a baissé beaucoup sur la nouvelle que la commission municipale de la voirie allait proposer au conseil de porter devant les tribunaux le débat relatif à la question de l'abaissement du prix du gaz. Le Suez s'est arrêté à 2,550; mais les recettes sont toujours satisfaisantes et les acheteurs croient à la conquête du cours de 3,000.

La dette extérieure d'Espagne a été constamment en hausse. Les projets financiers du ministre Camacho ont été approuvés par la chambre des députés. Le ministre va pouvoir procéder à la conversion de la rente amortissable et négocier avec les porteurs de la dette espagnole pour l'extension de cette conversion à tous les titres de l'état.

L'Italien est resté à peu près sans changement. Il en a été de même des fonds russes, autrichiens, hongrois et égyptiens. La baisse du 5 pour 100 turc a été arrêtée au cours de 13 francs. La conclusion définitive des arrangemens financiers à Constantinople a été encore retardée de quelques jours par la discussion de quelques points de détail. Les grandes lignes du projet sont connues, et les porteurs de titres peuvent calculer approximativement ce qu'ils ont à attendre.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

SOUVENIRS

D'ENFANCE ET DE JEUNESSE

IV[1].

LE SÉMINAIRE D'ISSY.

Le petit séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet n'avait point d'année de philosophie, la philosophie étant, d'après la division des études ecclésiastiques, réservée pour le grand séminaire. Après avoir terminé mes études classiques dans la maison dirigée si brillamment par M. Dupanloup, je passai donc, avec les élèves de ma classe, au grand séminaire, destiné à l'enseignement plus spécialement ecclésiastique. Le grand séminaire du diocèse de Paris, c'est le séminaire de Saint-Sulpice, composé lui-même en quelque sorte de deux maisons, celle de Paris et la succursale d'Issy, où l'on fait les deux années de philosophie. Ces deux séminaires n'en font, à proprement parler, qu'un seul. L'un est la suite de l'autre; tous deux se réunissent en certaines circonstances; la congrégation qui fournit les maîtres est la même. L'institut de Saint-Sulpice a exercé sur moi une telle influence et a si complètement décidé de la direction de ma vie, que je suis obligé d'en esquisser rapidement l'histoire, d'en exposer les principes et l'esprit, pour montrer en quoi

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars, du 1er décembre 1876 et du 1er novembre 1880.

cet esprit est resté la loi la plus profonde de tout mon développement intellectuel et moral.

Saint-Sulpice doit son origine à un homme dont le nom n'est point arrivé à la grande célébrité, car la célébrité va rarement chercher ceux qui ont fait profession de fuir la gloire et dont la qualité dominante a été la modestie. Jean-Jacques Olier, issu d'une famille qui a donné à l'état un grand nombre de serviteurs capables, fut le contemporain et le coopérateur de Vincent de Paul, de Bérulle, d'Adrien de Bourdoise, du père Eudes, de Charles de Gondren, de ces fondateurs de congrégations ayant pour objet la réforme de l'éducation ecclésiastique, qui ont eu un rôle si considérable dans la préparation du XVIIe siècle. Rien n'égale l'abaissement des mœurs cléricales sous Henri IV et dans les commencemens de Louis XIII. Le fanatisme de la Ligue, loin de servir à la règle des mœurs, avait beaucoup contribué au relâchement. On s'était tout permis, parce qu'on avait manié l'escopette et porté le mousquet pour la bonne cause. La verve gauloise du temps de Henri IV était peu favorable à la mysticité. Tout n'était pas mauvais dans la franche gaîté rabelaisienne qui, à cette époque, n'était pas tenue pour incompatible avec l'état ecclésiastique. A beaucoup d'égards, nous préférons la piété amusante et spirituelle de Pierre Le Camus, l'ami de François de Sales, à la tenue raide et guindée qui est devenue plus tard la règle du clergé français et qui a fait de lui une sorte d'armée noire à part du monde et en guerre avec lui. Mais il est certain que, vers 1640, l'éducation du clergé n'était pas au niveau de l'esprit de règle et de mesure qui devenait de plus en plus la loi du siècle. Des côtés les plus divers on appelait la réforme. François de Sales avouait n'avoir pas réussi dans cette tâche. Il disait à Bourdoise : « Après avoir travaillé pendant dix-sept ans à former seulement trois prêtres tels que je les souhaitais pour m'aider à réformer le clergé de mon diocèse, je n'ai réussi qu'à en former un et demi. » Alors apparaissent les hommes d'une piété grave et raisonnable que je nommais tout à l'heure. Par des congrégations d'un type nouveau, distinct des anciennes règles monacales et imité à quelques égards des jésuites, ils créent le séminaire, c'est-à-dire la pépinière soigneusement murée où se forment les jeunes clercs. La transformation fut profonde. De l'école de ces grands maîtres de la vie spirituelle sort ce clergé d'une physionomie si particulière, le plus discipliné, le plus régulier, le plus national, à quelques égards le plus instruit des clergés, qui remplit la seconde moitié du XVIIe siècle, tout le XVIIIe, et dont les derniers représentans ont disparu il y a une quarantaine d'années. Parallèlement à ces efforts d'une piété orthodoxe, se dresse Port-Royal, très supérieur à Saint-Sulpice, à Saint-Lazare, à la Doctrine chrétienne et même à l'Ora-

toire pour la fermeté de la raison et le talent d'écrire, mais à qui manque la plus essentielle des vertus catholiques, la docilité. Port-Royal, comme le protestantisme, eut le dernier des malheurs. Il déplut à la majorité, fut toujours de l'opposition. Quand on a excité l'antipathie de son pays, on est trop souvent amené à prendre son pays en antipathie. Deux fois malheur au persécuté! car, outre la souffrance qui lui est infligée, la persécution l'atteint dans sa personne morale; presque toujours la persécution fausse l'esprit et rétrécit le cœur.

Olier, dans ce groupe de réformateurs catholiques, présente un caractère à part. Sa mysticité est d'un genre qui lui appartient. Son *Catéchisme chrétien pour la vie intérieure*, qu'on ne lit plus guère hors de Saint-Sulpice, est un livre des plus extraordinaires, plein de poésie et de philosophie sombre, flottant sans cesse de Louis de Léon à Spinoza. Olier conçoit comme l'idéal de la vie du chrétien ce qu'il appelle « l'état de mort. »

Qu'est-ce que l'état de mort? C'est un état où le cœur ne peut être ému en son fond, et, quoique le monde lui montre ses beautés, ses honneurs, ses richesses, c'est tout de même comme s'il les offrait à un mort, qui demeure sans mouvement et sans désirs, insensible à tout ce qui se présente... Le mort peut bien être agité au dehors et recevoir quelque mouvement dans son corps; mais cette agitation est extérieure; elle ne procède pas du dedans, qui est sans vie, sans vigueur et sans force. Ainsi une âme qui est morte intérieurement peut bien recevoir des attaques des choses extérieures et être ébranlée au dehors, mais au dedans de soi elle demeure morte et sans mouvement pour tout ce qui se présente.

Ce n'est pas assez dire. Olier imagine comme bien supérieur à l'état de mort l'état de sépulture.

Le mort a encore la figure du monde et de la chair; l'homme mort paraît encore être une partie d'Adam; encore parfois le remue-t-on; il donne encore quelque agrément au monde; mais de l'enseveli on n'en dit plus mot, il n'est plus dans le rang des hommes; il est puant, il est en horreur; il n'a plus rien qui agrée; il est foulé aux pieds dans un cimetière, sans que l'on s'en étonne, tant le monde est convaincu qu'il n'est rien et qu'il n'est plus du nombre des hommes.

Les sombres rêves de Calvin sont presque de l'optimisme pélagien auprès des affreux cauchemars que le péché originel cause à notre pieux contemplatif.

Pourriez-vous encore ajouter quelque chose pour me faire concevoir comment la chair n'est que péché? — Elle est tellement péché qu'elle est toute inclination et mouvement au péché et même à tout péché; en sorte que, si le Saint-Esprit ne retenait notre âme et ne l'assistait des secours de sa grâce, elle serait emportée par les inclinations de la chair, qui tendent toutes au péché.

— Mon Dieu! qu'est-ce donc que la chair? — C'est l'effet du péché, c'est le principe du péché...

— Si cela est, pourquoi ne tombez-vous pas à toute heure dans le péché? — C'est la miséricorde de Dieu qui nous en empêche...

— Je suis donc obligé à Dieu de ce que je ne commets pas tous les péchés du monde? — Oui,.. c'est le sentiment ordinaire des saints, parce que la chair est entraînée par un tel poids vers le péché que Dieu seul peut l'empêcher d'y tomber.

— Mais encore voudriez-vous bien m'en dire quelque chose? — Ce que je puis vous en dire est qu'il n'y a aucune sorte de péché qui puisse se concevoir, il n'y a ni imperfection, ni désordre, il n'y a point d'erreur, ni de déréglement dont la chair ne soit remplie, tellement qu'il n'y a sorte de légèreté, ni de folie, ni de sottise que la chair ne soit capable de commettre à toute heure.

— Eh quoi! je serais fou et je ferais le fou par les rues et par les compagnies sans le secours de Dieu? — C'est peu que cela, qui ne regarde que l'honnêteté civile; mais il faut que vous sachiez que, sans la grâce de Dieu, sans la vertu de son esprit, il n'y a aucune espèce d'impureté, de vilenie, d'infamie, d'ivrognerie, de blasphème, en un mot, il n'y a sorte de péché auquel l'homme ne s'abandonnât.

— La chair est donc bien corrompue? — Vous le voyez.

— Je ne m'étonne plus si vous dites qu'il faut haïr sa chair, que l'on doit avoir horreur de soi-même, et que l'homme, dans son état actuel, doit être maudit, calomnié, persécuté; non, je n'en suis plus surpris. En vérité, il n'y a aucune sorte de maux et de malheurs qui ne doivent tomber sur lui à cause de sa chair. — Vous avez raison; toute la haine, toute la malédiction, la persécution qui tombent sur le démon, doivent tomber sur la chair et sur tous ses mouvemens.

— Il n'y a donc aucune espèce d'injure qu'on ne doive supporter et qu'on ne doive croire vous être bien dues? — Non.

— Les mépris, les injures, les calomnies ne doivent donc point nous troubler? — Non. Il faut faire comme ce saint qui autrefois fut conduit au supplice pour un crime qu'il n'avait point commis et dont il ne voulut pas se justifier, disant en lui-même qu'il l'aurait commis, et de bien plus grands encore, si Dieu ne l'en eût empêché.

— Les hommes, les anges et Dieu même devraient donc nous persécuter sans cesse? — Oui, cela devrait être ainsi.

— Quoi! les pécheurs devraient donc être pauvres et dépouillés de

tout comme les démons ? — Oui, et même les pécheurs devraient être interdits de toutes leurs facultés corporelles et spirituelles et dépouillés de tous les dons de Dieu.

Héros de l'humilité chrétienne, Olier croit bien faire en bafouant la nature humaine, en la traînant dans la boue. Il avait des visions, des faveurs intérieures dont on possède à Saint-Sulpice le cahier autographe, écrit pour son directeur. Il s'interrompt de temps en temps par des réflexions comme celle-ci : « Mon courage est parfois tout abattu en voyant les impertinences que j'écris. Elles me semblent être de grandes pertes de temps pour mon cher directeur, que j'ai crainte d'amuser. Je plains les heures qu'il doit employer à les lire, et il me semble qu'il devrait me faire cesser d'écrire ces niaiseries et ces impertinences tout à fait insupportables. »

Mais chez Olier, comme chez presque tous les mystiques, à côté du rêveur bizarre, il y avait le puissant organisateur. Engagé jeune dans l'état ecclésiastique, il fut nommé par l'influence de sa famille curé de la paroisse de Saint-Sulpice, qui était alors une dépendance de l'abbaye de Saint-Germain des Prés. Sa piété tendre et susceptible s'offusqua d'une foule de choses qui, jusque-là, avaient paru innocentes, par exemple d'un cabaret qui s'était établi dans les charniers de l'église et où les chantres buvaient. Il rêva un clergé à son image : pieux, zélé, attaché à ses fonctions. Beaucoup d'autres saints personnages travaillaient au même but ; mais la façon dont Olier s'y prit fut tout à fait originale. Seul, Adrien de Bourdoise comprit comme lui la réforme ecclésiastique. L'idée vraiment neuve de ces deux fondateurs fut de chercher à procurer l'amélioration du clergé séculier au moyen d'instituts de prêtres mêlés au monde et joignant le ministère des paroisses au soin d'élever les jeunes clercs.

Olier et Bourdoise, en effet, tout en devenant réformateurs et chefs de congrégations, restèrent curés : l'un de Saint-Sulpice, l'autre de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Ce fut la cure qui engendra le séminaire. Ces saints personnages réunirent leurs prêtres en communautés, et ces communautés devinrent des écoles de cléricature, des espèces de pensions où se formèrent à la piété les jeunes gens qui se préparaient à l'état ecclésiastique. Une circonstance rendait de telles créations faciles et sans danger pour l'état, c'est qu'elles n'avaient pas de professorat intérieur. Le professorat théologique était tout entier à la Sorbonne. Les jeunes sulpiciens ou nicolaïtes qui faisaient leur théologie y allaient assister aux leçons. L'enseignement restait ainsi national et commun. La clôture du séminaire n'existait que pour les mœurs et les exercices de piété. C'était l'analogue de ce qu'est aujourd'hui un internat envoyant ses élèves au

lycée. Il n'y avait qu'un seul cours de théologie à Paris : c'était le cours officiel professé à la faculté. Dans l'intérieur du séminaire, tout se bornait à des répétitions, à des conférences. Il est vrai que cela devint assez vite une fiction. J'ai ouï dire aux anciens de Saint-Sulpice qu'au moins vers la fin du XVIIIe siècle, on n'allait guère à la Sorbonne, qu'il était reçu qu'on n'y apprenait pas grand'chose, que la conférence intérieure, en un mot, prit tout à fait le dessus sur la leçon officielle. Une telle organisation rappelait beaucoup, on le voit, le système actuel de l'École normale et de ses relations avec la Sorbonne. Depuis le concordat, l'enseignement du séminaire devint tout intérieur. Napoléon ne pensa pas à relever le monopole de la faculté de théologie. Il eût fallu pour cela demander à la cour de Rome une institution canonique dont il ne se souciait pas. M. Émery, d'ailleurs, se garda de lui en suggérer l'idée. Il n'avait pas conservé un bon souvenir de l'ancien système; il préférait beaucoup garder ses jeunes clercs sous sa main. Les conférences *intra muros* devinrent ainsi des cours. Cependant, comme à Saint-Sulpice rien ne change, les anciennes dénominations restèrent. Le séminaire n'a pas de *professeurs;* tous les membres de la congrégation ont le titre uniforme de *directeur.*

La société fondée par Olier garda jusqu'à la révolution son respectable caractère de modestie et de vertu pratique. En théologie, son rôle fut faible. Elle n'eut pas l'indépendance et la hauteur de Port-Royal. Elle fut plus moliniste qu'il n'était nécessaire de l'être, et n'évita pas ces mesquines vilenies qui sont comme la conséquence des idées arrêtées de l'orthodoxe et le rachat de ses vertus. La mauvaise humeur de Saint-Simon contre ces pieux prêtres a pourtant quelque chose d'injuste. C'étaient, dans la grande armée de l'église, des sous-officiers instructeurs auxquels il eût été injuste de demander la distinction des officiers-généraux. La compagnie, par ses nombreuses maisons en province, eut une influence décisive sur l'éducation du clergé français; elle conquit sur le Canada une sorte de suzeraineté religieuse, qui s'accommoda fort bien de la domination anglaise, conservatrice des anciens droits, et qui dure jusqu'à nos jours.

La révolution n'eut aucun effet sur Saint-Sulpice. Un de ces esprits froids et fermes, comme la société en a toujours possédé dans son sein, le rebâtit exactement sur les mêmes bases. M. Émery, prêtre instruit et gallican modéré, par la confiance absolue qu'il sut inspirer à Napoléon, obtint les autorisations nécessaires. On l'eût fort étonné si on lui eût dit que la demande d'une telle autorisation constituait une basse concession au pouvoir civil et une sorte d'impiété. Tout fut donc rétabli comme avant la révolution; chaque porte tourna dans ses anciens gonds, et, comme d'Olier à la révolution rien

n'avait subi de changement, le XVIIe siècle eut un point dans Paris où il se continua sans la moindre modification.

Saint-Sulpice fut, au milieu d'une société si différente, ce qu'il avait toujours été, modéré, respectueux pour le pouvoir civil, désintéressé des luttes politiques (1). En règle avec la loi, grâce aux sages mesures prises par M. Émery, il ne sut rien de ce qui se passait dans le monde. Après 1830, l'émotion fut un moment assez vive. L'écho des discussions passionnées du temps franchissait parfois les murs de la maison; les discours de M. Mauguin (je ne sais pas bien pourquoi) avaient surtout le privilège d'émouvoir les jeunes. Un jour, l'un de ceux-ci lut au supérieur, M. Duclaux, un fragment de séance qui lui parut d'une violence effrayante. Le vieux prêtre, à demi plongé dans le nirvana, avait à peine écouté. A la fin, se réveillant et serrant la main du jeune homme : « On voit bien, mon ami, lui dit-il, que ces hommes-là ne font pas oraison. » Le mot m'est dernièrement revenu à l'esprit à propos de certains discours. Que de choses expliquées par ce fait que probablement M. Clémenceau ne fait pas oraison !

Ces vieux sages consommés ne s'émouvaient de rien. Le monde était pour eux un orgue de Barbarie qui se répète. Un jour on entendit quelque bruit sur la place Saint-Sulpice : « Allons à la chapelle mourir tous ensemble, » s'écria l'excellent M*, prompt à s'enflammer. — « Je n'en vois pas la nécessité, » répondit M***, plus calme, plus prémuni contre les excès de zèle, et l'on continua de se promener de long en large sous les porches de la cour.

Dans les difficultés religieuses du temps, ces messieurs de Saint-Sulpice gardèrent la même attitude sage et neutre, ne montrant un peu de chaleur que quand l'autorité épiscopale était menacée. Ils reconnurent très vite le venin de M. de Lamennais et le repoussèrent. Le romantisme théologique de Lacordaire et de Montalembert les trouva aussi peu sympathiques. L'ignorance dogmatique et l'extrême faiblesse de cette école en fait de raisonnement les choquaient. Ils virent toujours le danger du journalisme catholique. L'ultramontanisme ne parut d'abord à ces maîtres austères qu'une façon commode d'en appeler à une autorité éloignée, souvent mal informée, d'une autorité rapprochée et plus difficile à tromper. Les anciens qui avaient fait leurs études à la Sorbonne avant la révolution tenaient hautement pour les quatre propositions de 1682. « Monsieur Bossuet, » comme ils disaient, était en tout leur oracle. Un des directeurs les plus respectés, M. Boyer, dans son voyage de Rome, disputa avec Grégoire XVI sur les propositions gallicanes. Il préten-

(1) Mes souvenirs se rapportent aux années 1842-1845. Je pense que depuis rien n'a changé.

dait que le pape ne put rien répondre à ses argumens. Il diminuait, il est vrai, sa victoire en avouant que personne à Rome ne le prit au sérieux et qu'on rit beaucoup au Vatican de *l'uomo antediluviano :* c'était lui que l'entourage du pape appelait ainsi. On eût mieux fait de l'écouter. — Vers 1840, tout cela changea. Les vieux d'avant la révolution étaient morts ; les jeunes passèrent presque tous à la thèse de l'infaillibilité papale; mais il resta toujours une profonde différence entre ces ultramontains de la dernière heure et les hardis contempteurs de la scolastique et de l'église gallicane sortis de l'école de Lamennais. Saint-Sulpice n'a jamais trouvé sûr de faire litière à ce point des règles établies.

On ne saurait nier qu'il ne se mêlât à tout cela une certaine antipathie contre le talent et quelque chose de la routine de scolastiques gênés dans leurs vieilles thèses par d'importuns novateurs. Mais il y avait aussi dans la règle suivie par ces prudens directeurs un tact pratique très sûr. Ils voyaient le danger d'être plus royalistes que le roi et savaient qu'on passe facilement d'un excès à l'autre. Des hommes moins détachés qu'eux de tout amour-propre auraient triomphé le jour où le maître de ces brillans paradoxes, Lamennais, qui les avait presque argués d'hérésie et de froideur pour le saint-siège, devint lui-même hérétique et se mit à traiter l'église de Rome de tombeau des âmes et de mère d'erreurs. Ce qui est vieux doit rester vieux; comme tel, il est respectable; rien de plus choquant que de voir l'homme d'un autre âge dissimuler ses allures et prendre les modes des jeunes gens.

C'est par ce franc aveu des choses que Saint-Sulpice représente en religion quelque chose de tout à fait honnête. A Saint-Sulpice, nulle atténuation des dogmes de l'Écriture n'était admise; les pères, les conciles et les docteurs y paraissaient les sources du christianisme. On n'y prouvait pas la divinité de Jésus-Christ par Mahomet ou par la bataille de Marengo. Ces pantalonnades théologiques, qu'on faisait applaudir à Notre-Dame à force d'aplomb et d'éloquence, n'avaient aucun succès auprès de ces sérieux chrétiens. Ils ne pensaient pas que le dogme eût besoin d'être atténué, déguisé, costumé à la jeune France. Ils manquaient de critique en s'imaginant que le catholicisme des théologiens a été la religion même de Jésus et des apôtres; mais ils n'inventaient pas pour les gens du monde un christianisme revu et adapté à leurs idées. Voilà pourquoi l'étude (dirai-je la réforme?) sérieuse du christianisme viendra bien plutôt de Saint-Sulpice que de directions comme celle de M. Lacordaire ou de M. Gratry, à plus forte raison de M. Dupanloup, où tout est adouci, faussé, émoussé, où l'on ne présente jamais le christianisme tel qu'il résulte du concile de Trente et du concile du Vatican, mais un christianisme désossé en quelque sorte, sans charpente, privé de

de ce qui est son essence. Les conversions opérées par les prédications de cette sorte ne sont bonnes ni pour la religion ni pour l'esprit humain. On croit avoir fait des chrétiens; on a fait des esprits faux, des politiques manqués. Malheur au vague! mieux vaut le faux. « La vérité, comme a très bien dit Bacon, sort plutôt de l'erreur que de la confusion. »

Ainsi, au milieu du pathos prétentieux qui a envahi de nos jours l'apologétique chrétienne, s'est conservée une école de solide doctrine, répudiant l'éclat, abhorrant le succès. La modestie a toujours été le don particulier de la compagnie de Saint-Sulpice. Voilà pourquoi elle ne fait aucun cas de la littérature; elle l'exclut presque, n'en veut pas dans son sein. La règle des sulpiciens est de ne rien publier que sous le voile de l'anonyme et d'écrire toujours du style le plus effacé, le plus éteint. Ils voient à merveille la vanité et les inconvéniens du talent, et ils s'interdisent d'en avoir. Un mot les caractérise, la médiocrité; mais c'est une médiocrité voulue, systématique. Ils font exprès d'être médiocres. « Mariage de la mort et du vide, » disait Michelet de l'alliance des jésuites et des sulpiciens. Sans doute; mais Michelet n'a pas assez vu que ce vide est ici aimé pour lui-même. Il devient alors quelque chose de touchant; on se défend de penser de peur de penser mal. L'erreur littéraire paraît à ces pieux maîtres la plus dangereuse des erreurs, et c'est justement pour cela qu'ils excellent dans la vraie manière d'écrire. Il n'y a plus que Saint-Sulpice où l'on écrive comme à Port-Royal, c'est-à-dire avec cet oubli total de la forme qui est la preuve de la sincérité. Pas un moment, ces maîtres excellens ne songeaient que parmi leurs élèves dût se trouver un écrivain ou un orateur. Le principe qu'ils prêchaient le plus était de ne jamais faire parler de soi et, si l'on a quelque chose à dire, de le dire simplement et comme en se cachant.

Vous en parliez bien à votre aise, chers maîtres, et avec cette complète ignorance du monde qui vous fait tant d'honneur. Mais si vous saviez à quel point le monde encourage peu la modestie, vous verriez combien la littérature aurait de la peine à s'accommoder de vos principes. Que serait-il arrivé si M. de Chateaubriand avait été modeste? Vous aviez raison d'être sévères pour les procédés charlatanesques d'une théologie aux abois, cherchant les applaudissemens par des procédés tout mondains. Mais, hélas! votre théologie à vous, qui est-ce qui en parle? Elle n'a qu'un défaut, c'est qu'elle est morte. Vos principes littéraires ressemblaient à la Rhétorique de Chrysippe, dont Cicéron disait qu'elle était excellente pour apprendre à se taire. Dès qu'on parle ou qu'on écrit, on cherche fatalement le succès. L'essentiel est de n'y faire aucun sacrifice, et c'est là ce que

votre sérieux, votre droiture, votre honnêteté enseignaient dans la perfection.

Sans le vouloir, Saint-Sulpice, où l'on méprise la littérature, est ainsi une excellente école de style, car la règle fondamentale du style est d'avoir uniquement en vue la pensée que l'on veut inculquer, et par conséquent d'avoir une pensée. Cela valait bien mieux que la rhétorique de M. Dupanloup et le gongorisme de l'école néo-catholique. Saint-Sulpice ne se préoccupe que du fond des choses. La théologie y est tout, et, si la direction des études y manque un peu de force, c'est que l'ensemble du catholicisme, surtout du catholicisme français, porte très peu aux grands travaux. Après tout, Saint-Sulpice a eu, de notre temps, comme théologien, M. Carrière, dont l'œuvre immense est, sur quelques points, remarquablement approfondie; comme érudits, M. Gosselin et M. Faillon, à qui l'on doit de si consciencieuses recherches; comme philologues, M. Garnier et surtout M. Le Hir, les seuls maîtres éminens que l'école catholique en France ait produits dans le champ de la critique sacrée.

Mais ce n'est point par là que ces pieux éducateurs veulent être loués. Saint-Sulpice est avant tout une école de vertu. C'est principalement par la vertu que Saint-Sulpice est une chose archaïque, un fossile de deux cents ans. Beaucoup de mes jugemens étonnent les gens du monde, parce qu'ils n'ont pas vu ce que j'ai vu. J'ai vu à Saint-Sulpice l'absolu de la vertu et, associées à des idées étroites, je l'avoue, la perfection de la bonté, de la politesse, de la modestie, de l'abnégation personnelle. Ce qu'il y a de vertu dans Saint-Sulpice suffirait pour gouverner un monde, et cela m'a rendu difficile pour ce que j'ai trouvé ailleurs. Je n'ai trouvé dans le siècle qu'un seul homme qui méritât d'être comparé à ceux-là, c'est M. Damiron. Ceux qui ont connu M. Damiron ont connu un sulpicien. Les autres ne sauront jamais ce que ces vieilles écoles de silence, de sérieux et de respect renferment de trésors pour la conservation du bien dans l'humanité.

Telle était la maison où je passai quatre années au moment le plus décisif de ma vie. Je m'y trouvai comme dans mon élément. Tandis que la plupart de mes condisciples, affaiblis par l'humanisme un peu fade de M. Dupanloup, ne pouvaient mordre à la scolastique, je me pris tout d'abord d'un goût singulier pour cette écorce amère; je m'y passionnai comme un ouistiti sur sa noix. Je revoyais mes premiers maîtres de Basse-Bretagne dans ces graves et bons prêtres, remplis de conviction et de la pensée du bien. Saint-Nicolas-du-Chardonnet et sa superficielle rhétorique n'étaient plus pour moi qu'une parenthèse de valeur douteuse. Je quittais les mots pour les choses. J'allais enfin étudier à fond, analyser dans ses

derniers détails cette foi chrétienne qui plus que jamais me paraissait le centre de toute vérité.

II.

Ainsi que je l'ai déjà dit, les deux années de philosophie qui servent d'introduction à la théologie ne se font pas à Paris; elles se font à la maison de campagne d'Issy, située dans le village de ce nom, un peu au-delà des dernières maisons de Vaugirard. La construction s'étend en longueur au bas d'un vaste parc, et n'a de remarquable qu'un pavillon central qui frappe le connaisseur par la finesse et l'élégance de son style. Ce pavillon fut la résidence suburbaine de Marguerite de Valois, la première femme de Henri IV, depuis 1606 jusqu'à sa mort en 1615. L'intelligente et facile princesse envers qui il ne convient pas d'être plus sévère que ne le fut celui qui eut le droit de l'être le plus, s'y entoura de tous les beaux esprits du temps, et le *Petit Olympe d'Issy* de Michel Bouteroue (1) est le tableau de cette cour, à laquelle ne manqua ni la gaîté ni l'esprit.

Je veux d'un excellent ouvrage,
Dedans un portrait racourcy,
Représenter le païsage
Du petit Olympe d'Issy,
Pourveu que la grande princesse,
La perle et fleur de l'univers,
A qui cest ouvrage s'addresse
Veuille favoriser mes vers.

Que l'ancienne poésie
Ne vante plus en ses écrits
Les lauriers du Daphné d'Asie
Et les beaux jardins de Cypris,
Les promenoirs et le bocage
Du Tempé frais et ombragé,
Qui parut lors qu'un marescage
En la mer se fut deschargé.

Qu'on ne vante plus la Touraine
Pour son air doux et gracieux,
Ny Chenonceaus, qui d'une reyne
Fut le jardin délicieux,
Ny le Tivoly magnifique
Où, d'un artifice nouveau,
Se faict une douce musique
Des accords du vent et de l'eau.

(1) Paris, 1609, in-12.

Issy, de beauté les surpasse
En beaux jardins et prés herbus,
Dignes d'estre au lieu de Parnasse
Le séjour des sœurs de Phébus.
Mainte belle source ondoyante,
Découlant de cent lieux divers,
Maintient sa terre verdoyante
Et ses arbrisseaux toujours verds.

. . . . . .

Un vivier est à l'advenüe
Près la porte de ce verger,
Qui, par une sente cognüe,
En l'estang se va descharger;
Comme on voit les grandes rivières
Se perdre au giron de la mer,
Ainsi ces sources fontenières
En l'estang se vont renfermer.

. . . . . .

Une autre mare plus petite,
Si l'on retourne vers le mont,
Par l'ombre de son boys invite
De passer sur un petit pont,
Pour aller au lieu de délices,
Au plus doux séjour du plaisir,
Des mignardises, des blandices,
Du doux repos et du loysir.

Après la mort de la reine Margot, le casin fut vendu et appartint à diverses familles parisiennes, qui l'habitèrent jusque vers 1655. Olier sanctifia la maison que rien jusque-là n'avait préparée à une destination pieuse, en l'habitant dans les dernières années de sa vie. M. de Bretonvilliers, son successeur, la donna à la compagnie de Saint-Sulpice et en fit la succursale de la maison de Paris. Rien ne fut changé au petit pavillon de la reine; on y ajouta de longues ailes et on retoucha légèrement les peintures. Les Vénus devinrent des vierges; avec les Amours on fit des anges; les emblèmes à devises espagnoles, qui remplissaient les espaces perdus, ne choquaient personne. Une belle pièce ornée de représentations toutes profanes a été badigeonnée il y a une cinquantaine d'années; un lavage suffirait peut-être encore aujourd'hui pour tout retrouver. Quant au parc chanté par Bouteroue, il est resté tout à fait sans modification; des édicules pieux, des statues de sainteté y ont seulement été ajoutés. Une cabane, décorée d'une inscription et de deux bustes, est l'endroit où Bossuet et Fénelon, M. Tronson et M. de Noailles eurent de longues conférences sur le quiétisme et tombèrent d'accord sur les trente-quatre articles de la vie spirituelle, dits articles d'Issy. « Plus loin, au fond d'une allée de grands arbres, près du petit cimetière de la compagnie, se voit une imitation inté-

rieure de la Santa-Casa de Lorette, que la piété sulpicienne a choisie pour son lieu de prédilection et décorée de ces peintures emblématiques qui lui sont chères. Je vois encore la rose mystique, la tour d'ivoire, la porte d'or, devant lesquelles j'ai passé de longues matinées en un demi-sommeil. *Hortus conclusus, fons signatus,* très bien figurés en des espèces de miniatures murales, me donnaient fort à rêver ; mais mon imagination, tout à fait chaste, restait dans une douce note de piété vague. Hélas ! ce beau parc mystique d'Issy, je crois que la guerre et la commune l'ont ravagé. Il a été, après la cathédrale de Tréguier, le second berceau de ma pensée. Je passais des heures sous ces longues allées de charmes, assis sur un banc de pierre et lisant. C'est là que j'ai pris (avec bien des rhumatismes peut-être) un goût extrême de notre nature humide, automnale, du nord de la France. Si, plus tard, j'ai aimé l'Hermon et les flancs brûlés de Galaad, c'est par suite de l'espèce de polarisation qui est la loi de l'amour et qui nous fait rechercher nos contraires. Mon premier idéal est une froide charmille janséniste du XVIIe siècle, en octobre, avec l'impression vive de l'air et l'odeur pénétrante des feuilles tombées. Je ne vois jamais une vieille maison française de Seine-et-Oise ou de Seine-et-Marne, avec son jardin aux palissades taillées, sans que mon imagination me représente les livres austères qu'on a lus jadis sous ces allées. Malheur à qui n'a senti ces mélancolies et ne sait pas combien de soupirs ont dû précéder les joies actuelles de nos cœurs !

Les rapports des directeurs de Saint-Sulpice avec les élèves ont un caractère large et grave. Il n'y a sûrement pas un établissement au monde où l'élève soit plus libre. A Saint-Sulpice de Paris, on pourrait passer trois années sans avoir eu aucune relation sérieuse avec un seul des directeurs. On suppose que le régime de la maison agit par lui-même. Les directeurs mènent exactement la vie des élèves et s'occupent d'eux aussi peu que possible. Si l'on veut travailler, on est admirablement placé pour cela. Si l'on n'a point l'amour du travail, on peut ne rien faire, et il faut avouer qu'un grand nombre usent largement de la permission. Les interrogations, les examens sont presque nuls ; l'émulation n'existe à aucun degré et serait tenue pour un mal. Si l'on considère l'âge des élèves, en moyenne de dix-huit à vingt-quatre ans, on peut trouver qu'une telle réserve est presque exagérée. Elle nuit sûrement aux études. Mais, quand on y a réfléchi, on trouve que ce respect suprême de la liberté, cette façon de traiter comme des hommes faits des jeunes gens déjà consacrés par l'intention du sacerdoce, sont la seule règle convenable à suivre dans la tâche épineuse de former des sujets pour le ministère le plus élevé qu'il y ait d'après les idées chrétiennes. J'estime même, pour ma part, que d'excel-

lentes applications pourraient en être faites aux services de l'instruction publique, et que l'École normale, en particulier, devrait sur certains points s'inspirer de cet esprit.

Le supérieur de la maison d'Issy, quand j'y passai, était M. Gosselin. C'est l'homme le plus poli et le plus aimable que j'aie jamais connu. Sa famille appartenait à cette partie de l'ancienne bourgeoisie qui, sans être affiliée aux jansénistes, partageait l'attachement extrême de ces derniers pour la religion. Sa mère, à laquelle il paraît qu'il ressemblait beaucoup, vivait encore, et il l'entourait de respects touchans. Il aimait à rappeler les premières leçons de politesse qu'elle lui donnait vers 1796. Dans son enfance, il s'était habitué, selon un usage auquel il était dangereux de se soustraire, à dire : « citoyen ». Dès les premiers jours où l'on célébra la messe, après la révolution, sa mère l'y mena. Ils se trouvèrent presque seuls avec le prêtre. « Va offrir à monsieur de lui servir la messe, » lui dit Mme Gosselin. L'enfant s'approcha et balbutia en rougissant : « Citoyen, voulez-vous me permettre de vous servir la messe? — Chut! reprit sa mère, il ne faut jamais dire citoyen à un prêtre. » Il est impossible d'imaginer une plus charmante affabilité, une aménité plus exquise. Il n'avait que le souffle et n'atteignit la vieillesse que par des prodiges de soin et de sobre hygiène. Sa jolie petite figure, maigre et fine, son corps fluet remplissant mal les plis de sa soutane, sa propreté raffinée, fruit d'une éducation datant de l'enfance, le creux de ses tempes se dessinant agréablement sous la petite calotte de soie flottante qu'il portait toujours, formaient un ensemble très distingué.

M. Gosselin était un érudit plutôt qu'un théologien. Sa critique était sûre dans les limites d'une orthodoxie dont il ne discuta jamais sérieusement les titres; sa placidité, absolue. Il a composé une *Histoire littéraire de Fénelon*, qui est un livre fort estimé. Son traité *du Pouvoir du pape sur les souverains au moyen âge* (1) est plein de recherches. C'était le temps où les écrits de Voigt et de Hurter révélaient aux yeux des catholiques la grandeur des pontifes romains du XIe et du XIIe siècle. Cette grandeur n'était pas sans causer plus d'un embarras aux gallicans; car il faut avouer que Grégoire VII et Innocent III ne conformèrent en rien leur conduite aux maximes de 1682. M. Gosselin crut avoir résolu par un principe de droit public, reçu au moyen âge, toutes les difficultés que causent aux théologiens modérés ces histoires grandioses. M. Carrière souriait un peu de son assurance et comparait l'essai aux efforts d'une vieille qui cherche à enfiler son aiguille en la tenant bien fixe entre la lampe et ses lunettes. Un moment, le fil passe si près du trou qu'elle s'écrie :

(1) Première édition, 1839; deuxième édition fort augmentée, 1845.

« M'y voilà! » Hélas! non; il s'en faut de la largeur d'un atome; c'est à recommencer.

Mon inclination et les conseils d'un pieux et savant ecclésiastique breton qui était grand-vicaire de M. de Quélen, M. l'abbé Tresvaux, me firent prendre M. Gosselin pour directeur. J'ai gardé de lui un précieux souvenir. Il n'est pas possible d'imaginer plus de bienveillance, de cordialité, de respect pour la conscience d'un jeune homme. La liberté qu'il me laissa était absolue. Comme il voyait l'honnêteté de ma nature, la pureté de mes mœurs et la droiture de mon esprit, l'idée ne lui vint pas un instant que des doutes s'élèveraient pour moi sur des matières où lui-même n'en avait aucun. Le très grand nombre de jeunes ecclésiastiques qui avaient passé entre ses mains avaient un peu émoussé son diagnostic; il procédait par catégories générales, et je dirai bientôt comment quelqu'un qui n'était pas mon directeur vit dans ma conscience beaucoup plus clair que lui et que moi.

Deux directeurs, M. Gottofrey, l'un des professeurs de philosophie, et M. Pinault, professeur de mathématiques et de physique, étaient en tout le contraste absolu de M. Gosselin. M. Gottofrey, jeune prêtre de vingt-six ou vingt-huit ans, n'était, je crois, qu'à demi de race française. Il avait la ravissante figure rose d'une miss anglaise, de beaux grands yeux, où respirait une candeur triste. C'est le plus extraordinaire exemple que l'on puisse imaginer d'un suicide par orthodoxie mystique. M. Gottofrey eût certainement été, s'il l'avait voulu, un mondain accompli. Je n'ai pas connu d'homme qui eût pu être plus aimé des femmes. Il portait en lui un trésor infini d'amour. Il sentait le don supérieur qui lui avait été départi; puis, avec une sorte de fureur, il s'ingéniait à s'anéantir lui-même. On eût dit qu'il voyait Satan dans les grâces dont Dieu avait été pour lui si prodigue. Un vertige s'emparait de lui; il se prenait de rage en se voyant si charmant; il était comme une cellule de nacre où un petit génie pervers serait toujours occupé à broyer sa perle intérieure. Aux temps héroïques du christianisme, il eût cherché le martyre. A défaut du martyre, il courtisa si bien la mort que cette froide fiancée, la seule qu'il ait aimée, finit par le prendre. Il partit pour le Canada. Le choléra qui sévit à Montréal en 1846 lui offrit une belle occasion de contenter sa soif. Il soigna les cholériques avec frénésie et mourut.

J'ai toujours pensé qu'il y eut en la vie de M. Gottofrey un roman secret, quelque erreur héroïque sur l'amour. Il en attendit trop peut-être; ne le trouvant pas infini, il le brisa comme un faux dieu. Au moins ne fut-il pas de « ceux qui, sachant aimer, n'en ont pas su mourir. » Tantôt je le vois perdu au ciel parmi les troupes d'anges roses d'un paradis du Corrège; tantôt je me figure la femme qu'il

eût pu rendre folle d'amour le flagellant durant toute l'éternité. Ce qu'il y avait d'injuste, c'est qu'il se vengeait des troubles de sa nature inquiète sur la raison, qui peut-être n'y était pour rien. Il pratiquait l'absurdité voulue de Tertullien, se complaisait en la folie de saint Paul. Il était chargé d'un des cours de philosophie; jamais on ne vit plus amère trahison; son dédain pour la science qu'il enseignait perçait à chaque mot; c'était un perpétuel sarcasme, où il développait une sorte de talent âpre. M. Gosselin, qui prenait au sérieux la scolastique, réagissait silencieusement contre ces excès. Mais le fanatisme rend parfois très sagace. M. Gottofrey me remarqua, me suivit; il démêla ce que l'optimisme paterne de M. Gosselin ne savait point voir. Il porta la foudre dans ma conscience, comme je le dirai bientôt, et, d'une main brutale, déchira tous les bandages par lesquels je me dissimulais à moi-même les blessures d'une foi déjà profondément atteinte.

M. Pinault ressemblait beaucoup à M. Littré par sa passion concentrée et par l'originalité de ses allures. Si M. Littré eût reçu une éducation catholique, il eût été un mystique exalté; si M. Pinault avait été élevé en dehors du catholicisme, il eût été révolutionnaire et positiviste. Les natures absolues ont besoin de ces partis tranchés. La physionomie de M. Pinault frappait tout d'abord. Criblé de rhumatismes, il semblait cumuler en sa personne toutes les façons dont un corps peut être contrefait. Sa laideur extrême n'excluait pas de ses traits une singulière vigueur; mais il n'avait pas été élevé comme M. Gosselin; il négligeait la propreté à un degré tout à fait choquant. Dans son cours, son vieux manteau et les manches de sa soutane servaient à essuyer les instrumens et en général à tous les usages du torchon; sa calotte, rembourrée pour préserver son vieux crâne des névralgies, formait autour de sa tête un bourrelet hideux. Avec cela, éloquent, passionné, étrange, parfois ironique, spirituel, incisif. Il avait peu de culture littéraire, mais sa parole était pleine de saillies inattendues. On sentait une puissante individualité, que la foi s'était assujettie, mais que la règle ecclésiastique n'avait pas domptée. C'était un saint; c'était à peine un prêtre; ce n'était pas du tout un sulpicien. Il manquait à la première règle de la compagnie, qui est d'abdiquer tout ce qui peut s'appeler talent, originalité, pour se plier à la discipline d'une commune médiocrité.

M. Pinault avait commencé par être professeur de mathématiques dans l'université. Comment associa-t-il à des études qui, selon nous, excluent la foi au surnaturel, un catholicisme fervent? De la même manière que M. Cauchy fut à la fois un mathématicien de premier ordre et un fidèle des plus dociles; de la même manière que l'Académie des sciences possède encore aujourd'hui dans son sein un grand nombre de croyans. Le christianisme se présente comme un fait historique

surnaturel. C'est par les sciences historiques qu'on peut établir (et, selon moi, d'une manière péremptoire) que ce fait n'a pas été surnaturel et que, même, il n'y a jamais eu de fait surnaturel. Ce n'est point par un raisonnement *a priori* que nous repoussons le miracle; c'est par un raisonnement critique ou historique. Nous prouvons sans peine qu'il n'arrive pas de miracles au XIXe siècle et que les récits d'événemens miraculeux censés avoir eu lieu de nos jours reposent sur l'imposture ou la crédulité. Mais les témoignages qui établissent les prétendus miracles du XVIIIe, du XVIIe, du XVIe siècles, ou bien ceux du moyen âge, sont plus faibles encore, et on en peut dire autant des siècles antérieurs; car plus on s'éloigne, plus la preuve d'un fait surnaturel devient difficile à fournir. Pour bien comprendre cela, il faut avoir l'habitude de la critique des textes et de la méthode historique; or voilà ce que les mathématiques ne donnent en aucune façon. N'a-t-on pas vu, de nos jours, un mathématicien éminent tomber dans des illusions que la familiarité la plus élémentaire avec les sciences historiques lui aurait appris à éviter?

La foi vive de M. Pinault le porta vers le sacerdoce. Il fit peu de théologie; on se contenta pour lui d'un minimum, et on l'appliqua tout d'abord aux cours de sciences, qui, dans le cadre des études ecclésiastiques, sont l'accompagnement nécessaire des deux années de philosophie. A Saint-Sulpice de Paris, avec sa nullité théologique et son ardente imagination mystique, il eût paru étrange. Mais à Issy, en contact avec de tout jeunes gens qui n'avaient pas étudié les textes, il acquit bien vite une influence considérable. Il fut le chef de ceux qu'entraînait une ardente piété, des « mystiques, » comme on les appelait. Il était leur directeur à tous; cela faisait une coterie à part, une sorte d'école d'où les profanes étaient exclus et qui avait ses hauts secrets. Un auxiliaire très puissant de ce parti était le concierge de la maison, celui qu'on appelait le père Hanique. J'étonne toujours les réalistes quand je leur dis que j'ai vu de mes yeux un type que leur connaissance insuffisante du monde humain ne leur a pas permis de trouver sur leur chemin, je veux dire le portier sublime, arrivé aux degrés les plus transcendans de la spéculation. Dans sa pauvre loge de concierge, Hanique avait presque autant d'importance que M. Pinault. Ceux qui visaient à la sainteté le consultaient, l'admiraient. On opposait sa simplicité à la froideur d'âme des savans; on le citait comme un exemple de la gratuité absolue des dons de Dieu.

Tout cela constituait une division profonde dans la maison. Les mystiques vivaient dans un état de tension si extraordinaire que quelques-uns d'entre eux moururent. Cela ne fit qu'augmenter l'exal-

tation des autres. M. Gosselin avait trop de tact pour lever drapeau contre drapeau. Il y avait cependant bel et bien deux partis dans le jeune bataillon de ce Saint-Cyr ecclésiastique, les mystiques recevant la direction intime de M. Pinault et du portier Hanique, les « bons enfans » (c'était ainsi que nous nous appelions avec une modestie d'assez bon goût), recevant la direction plane, simple, droite, et tout bonnement chrétienne de M. Gosselin. Cette division perçait très peu chez les maîtres. Cependant le sage M. Gosselin, opposé à tous les excès, en suspicion contre les singularités et les nouveautés, fronçait le sourcil devant certaines bizarreries. Dans les récréations, il affectait une conversation gaie et presque profane en opposition avec les entretiens toujours exaltés de M. Pinault. Il avait peu d'égards pour le bonhomme Hanique et n'aimait pas qu'on parlât de lui avec admiration. Peut-être voyait-il, au point de vue de la correction hiérarchique, plus d'un inconvénient à ce qu'un concierge fût un trop grand docteur. Quelques livres qui étaient la lecture favorite des mystiques, tels que ceux de Marie d'Agreda, il les condamnait hautement et les interdisait.

Le cours de M. Pinault était la chose du monde la plus singulière. Il ne dissimulait pas son mépris pour les sciences qu'il enseignait et pour l'esprit humain en général. Quelquefois il s'endormait presque en faisant sa classe. Il détournait tout à fait ses adeptes de l'étude. Et pourtant il restait en lui des parties de l'esprit scientifique, qu'il n'avait pu détruire. Par momens, il avait des éclairs surprenans. Quelques leçons qu'il nous fit sur l'histoire naturelle ont été une des bases de ma pensée philosophique. Je lui dois beaucoup; mais l'instinct d'apprendre qui est en moi et qui fera, j'espère, que j'apprendrai jusqu'à l'heure de ma mort, ne me permettait pas d'être de sa bande. Il m'aimait assez, mais ne cherchait pas à m'attirer. Son brûlant esprit d'apostolat s'indignait de mes paisibles allures, de mon goût pour la recherche. Un jour, il me trouva dans une allée du parc, assis sur un banc de pierre; je me rappelle que je lisais le traité de Clarke sur l'*Existence de Dieu*. Selon mon habitude, j'étais enveloppé dans une épaisse houppelande. « Oh! le cher petit trésor, dit-il en s'approchant. Mon Dieu, qu'il est donc joli là, si bien empaqueté! Oh! ne le dérangez pas. Voilà comme il sera toujours... Il étudiera, étudiera sans cesse, mais quand le soin des pauvres âmes le réclamera, il étudiera encore. Bien fourré dans sa houppelande, il dira à ceux qui viendront le trouver : Oh! laissez-moi, laissez-moi. » Il s'aperçut bien que le trait avait porté juste. J'étais troublé, mais non converti. Voyant que je ne répondais rien, il me serra la main. « Ce sera un petit Gosselin, » dit-il avec une nuance légère d'ironie, et il me laissa continuer ma lecture.

Certes, M. Pinault était fort supérieur à M. Gosselin par la force

de sa nature et la hardiesse de ses partis-pris; vrai Diogène, il voyait le creux d'une foule de conventions qui étaient des articles de foi pour mon excellent directeur. Mais il ne m'ébranla pas un moment. J'ai toujours cru à l'esprit humain. M. Gosselin, par sa confiance en la scolastique, m'encourageait dans mon rationalisme. Un autre directeur, M. Manier, l'un des professeurs de philosophie, m'y encourageait plus encore. C'était un parfait honnête homme, dont les opinions se rapprochaient de celles de l'école universitaire modérée, si décriée alors dans le clergé. Il affectionnait la philosophie écossaise et me fit lire Thomas Reid. Il calma beaucoup ma pensée. Son autorité et celle de M. Gosselin m'aidaient à repousser les exagérations de M. Pinault. Ma conscience était tranquille; j'arrivais même à croire que le mépris de la scolastique et de la raison, hautement professé par les mystiques, sentait l'hérésie et justement celle des hérésies que les sulpiciens orthodoxes trouvaient la plus dangereuse, je veux dire le *fidéisme* de M. de Lamennais.

Je m'abandonnai ainsi sans scrupule à mon goût pour l'étude. Ma solitude était absolue. Pendant deux ans, je ne vins pas une seule fois à Paris, quoique les permissions s'accordassent bien facilement. Je ne jouais jamais; je passais les heures de récréation assis, cherchant à me défendre contre le froid par de triples vêtemens. Ces messieurs, plus sages que moi, me faisaient remarquer combien ce régime d'immobilité, à l'âge que j'avais, était préjudiciable à ma santé. Ma croissance était à peine achevée; ma taille se voûtait. Mais ma passion l'emporta. Je m'y livrai avec d'autant plus de sécurité que je la croyais bonne. C'était une sorte de fureur; mais pouvais-je croire que l'ardeur de penser, que je voyais louer dans Malebranche et dans tant d'autres hommes illustres et saints, fût blâmable et dût me mener à un résultat que j'eusse repoussé de toutes mes forces si j'avais pu l'entrevoir?

L'enseignement philosophique du séminaire était la scolastique en latin, non la scolastique du XIIIe siècle, barbare et enfantine, mais ce qu'on peut appeler la scolastique cartésienne, c'est-à-dire ce cartésianisme mitigé qui fut adopté en général pour l'enseignement ecclésiastique, au XVIIIe siècle, et fixé dans les trois volumes connus sous le nom de *Philosophie de Lyon*. Ce nom vient de ce que le livre fit partie d'un cours complet d'études ecclésiastiques rédigé il y a une centaine d'années par l'ordre de M. de Montazet, l'archevêque janséniste de Lyon. La partie théologique de l'ouvrage, entachée d'hérésie, est maintenant oubliée; mais la partie philosophique, empreinte d'un rationalisme fort respectable, était encore vers 1840 la base de l'enseignement philosophique dans les séminaires, au grand scandale de l'école néo-catholique, qui trouvait le livre dangereux et inepte. Les problèmes étaient au moins assez bien posés,

et toute cette dialectique en syllogismes constituait une gymnastique excellente. Je dois la clarté de mon esprit, surtout une certaine habileté dans l'art de diviser (art capital, une des conditions de l'art d'écrire), aux exercices de la scolastique, et surtout à la géométrie, qui est l'application par excellence de la méthode syllogistique. M. Manier mêlait à ces vieilles thèses les analyses psychologiques de l'école écossaise. Il devait à la fréquentation de Thomas Reid une grande aversion pour la métaphysique et une confiance absolue dans le bon sens. *Posuit in visceribus hominis sapientiam* était son texte favori; il ne songeait pas que si, pour trouver le vrai et le bien, l'homme n'a qu'à rentrer dans le plus profond de son cœur, le *Catéchisme* de M. Olier croulait par sa base. La philosophie allemande commençait à être connue; ce que j'en saisissais me fascinait étrangement. M. Manier me faisait remarquer que cette philosophie changeait trop et que, pour la juger, il fallait attendre qu'elle eût achevé son développement. « L'Écosse rassérène, me disait-il, et conduit au christianisme, » et il me montrait ce bon Thomas Reid à la fois philosophe et ministre du saint évangile. Reid fut de la sorte longtemps mon idéal; mon rêve eût été la vie paisible d'un ecclésiastique laborieux, attaché à ses devoirs, dispensé du ministère ordinaire pour ses recherches. La contradiction des travaux philosophiques ainsi entendus avec la foi chrétienne ne m'apparaissait point encore avec le degré de clarté qui bientôt ne devait laisser à mon esprit aucun choix entre l'abandon du christianisme et l'inconséquence la plus inavouable.

Les écrits de la philosophie moderne, en particulier ceux de MM. Cousin et Jouffroy, n'entraient guère au séminaire. On ne parlait pourtant pas d'autre chose, à cause des vives polémiques que ces écrits provoquaient alors de la part du clergé. C'était l'année de la mort de M. Jouffroy. Les belles pages de ce désespéré de la philosophie nous enivraient; je les savais par cœur. Nous nous passionnions pour les débats que souleva la publication de ses œuvres posthumes. En réalité, nous connaissions Cousin, Jouffroy, Pierre Leroux, comme on connaît Valentin et Basilide, je veux dire par ceux qui les ont combattus. La grande bonne foi de la vieille scolastique ne permet pas de clore la démonstration d'une proposition sans l'avoir fait suivre de la rubrique : *Solvuntur objecta.* Là sont exposées avec honnêteté les objections contre la proposition qu'il s'agit d'établir; ces objections sont ensuite résolues, souvent d'une manière qui laisse toute leur force aux idées hétérodoxes qu'on prétend réduire à néant. Ainsi, sous le couvert de réfutations faibles, tout l'ensemble des idées modernes venait à nous. Nous vivions d'ailleurs beaucoup les uns des autres. L'un de nous, qui avait fait sa philosophie dans l'Université, nous récitait M. Cousin;

un autre, qui avait des études historiques assez étendues, nous disait Augustin Thierry; un troisième venait de l'école de MM. de Montalembert et Lacordaire. Il nous plaisait par son imagination; mais la *Philosophie de Lyon* l'irritait; il ne put s'accoutumer au pain bis de la scolastique; il partit.

M. Cousin nous enchantait; cependant Pierre Leroux, par son accent de conviction et le sentiment profond qu'il avait des grands problèmes, nous frappait plus vivement encore; nous ne voyions pas bien l'insuffisance de ses études et la fausseté de son esprit. Mes lectures habituelles étaient Pascal, Malebranche, Euler, Locke, Leibniz, Descartes, Reid, Dugald-Stewart. Comme livres de piété, je lisais surtout les *Sermons* de Bossuet et les *Élévations sur les mystères*. Je connaissais aussi très bien François de Sales, par la continuelle lecture qu'on faisait au séminaire de ses œuvres et surtout du charmant livre que Pierre Le Camus a écrit sur son compte. Quant aux écrits d'une mysticité plus raffinée, tels que Sainte Thérèse, Marie d'Agreda, Ignace de Loyola, M. Olier, je ne les lisais pas. M. Gosselin, comme je l'ai déjà dit, m'en dissuadait. Les Vies des saints, écrites d'une façon trop exaltée, lui déplaisaient également. Fénelon était sa règle et sa limite. Tel saint d'autrefois eût excité chez lui des préventions invincibles, à cause de son peu de souci de la propreté, de sa faible éducation, de son médiocre bon sens.

Le vif entraînement que j'avais pour la philosophie ne m'aveuglait pas sur la certitude de ses résultats. Je perdis de bonne heure toute confiance en cette métaphysique abstraite qui a la prétention d'être une science en dehors des autres sciences et de résoudre à elle seule les plus hauts problèmes de l'humanité. La science positive m'apparut dès lors comme la seule source de vérité. Plus tard, j'éprouvai une sorte d'agacement à voir la réputation exagérée d'Auguste Comte, érigé en grand homme de premier ordre pour avoir dit en mauvais français ce que tous les esprits scientifiques, depuis deux cents ans, ont vu aussi clairement que lui. L'esprit scientifique était le fond de ma nature. M. Pinault eût été mon véritable maître, si, par le plus étrange des travers, il n'eût mis une sorte de rage à dissimuler et à fausser les plus belles parties de son génie. Je le comprenais malgré lui et mieux qu'il n'eût voulu. J'avais reçu de mes premiers maîtres, en Bretagne, une éducation mathématique assez forte. Les mathématiques et l'induction physique ont toujours été les élémens fondamentaux de mon esprit, les seules pierres de ma bâtisse qui n'aient jamais changé de place et qui servent toujours. Ce que M. Pinault m'apprit d'histoire naturelle générale et de physiologie m'initia aux lois de la vie. J'aperçus l'insuffisance de ce qu'on appelle le spiritualisme; les preuves cartésiennes de l'exis-

tence d'une âme distincte du corps me parurent toujours très faibles; dès lors j'étais idéaliste, et non spiritualiste, dans le sens qu'on donne à ce mot. Un éternel *fieri*, une métamorphose sans fin, me semblait la loi du monde. La nature m'apparaissait comme un ensemble où la création particulière n'a point de place, et où, par conséquent, tout se transforme (1). Comment cette conception, déjà assez claire, d'une philosophie positive, ne chassait-elle pas de mon esprit la scolastique et le christianisme? Parce que j'étais jeune, inconséquent et que la critique me manquait. L'exemple de tant de grands esprits, qui avaient vu si profond dans la nature et qui pourtant étaient restés chrétiens, me retenait. Je pensais surtout à Malebranche, qui dit sa messe toute sa vie, en professant sur la providence générale de l'univers des idées peu différentes de celles auxquelles j'arrivais. Les *Entretiens sur la Métaphysique* et les *Méditations chrétiennes* étaient l'objet perpétuel de mes réflexions.

Le goût de l'érudition est inné en moi. M. Gosselin contribua beaucoup à le développer. Il eut la bonté de me prendre pour son lecteur. Tous les jours, à sept heures du matin, j'allais dans sa chambre, et je lui lisais, pendant qu'il se promenait de long en large, toujours vif, animé, tantôt s'arrêtant, tantôt précipitant le pas, m'interrompant fréquemment par des réflexions judicieuses ou piquantes. Je lui lus de la sorte les longues histoires du P. Maimbourg, écrivain maintenant oublié, mais qui fut en son temps estimé de Voltaire, diverses publications de M. Benjamin Guérard, dont la science le frappait beaucoup, quelques ouvrages de M. de Maistre, en particulier sa *Lettre sur l'inquisition espagnole*. Ce dernier opuscule ne lui plut guère. A chaque instant, il me disait en se frottant les mains : « Oh! comme on voit bien, mon cher, que M. de Maistre n'est pas théologien! » Il n'estimait que la théologie et avait un profond mépris pour la littérature. Il perdait peu d'occasions de traiter de fadaises et de futilités les études si estimées des nicolaïtes. M. Dupanloup, dont le premier dogme était que, sans une bonne éducation littéraire, on ne peut être sauvé, lui était peu sympathique. Il évitait en général de prononcer son nom.

Pour moi qui crois que la meilleure manière de former des jeunes gens de talent est de ne jamais leur parler de talent ni de style, mais de les instruire et d'exciter fortement leur esprit sur les questions philosophiques, religieuses, politiques, sociales, scientifiques, historiques, en un mot de procéder par l'enseignement du

(1) Un écrit qui représente mes idées philosophiques de cette époque, mon essai sur l'*Origine du langage*, publié pour la première fois dans la *Liberté de penser* (septembre et décembre 1848), marque bien la manière dont je concevais alors le tableau actuel de la nature vivante comme le résultat et le témoignage d'un développement historique très ancien.

fond des choses, et non par l'enseignement d'une creuse rhétorique, je me trouvais entièrement satisfait de cette nouvelle direction. J'oubliai qu'il existait une littérature moderne. Le bruit qu'il y avait des écrivains dans le siècle arrivait quelquefois jusqu'à nous; mais nous étions si habitués à croire qu'il ne pouvait pas y en avoir de bons depuis la mort de Louis XIV que nous dédaignions *a priori* toutes les productions contemporaines. Le *Télémaque* était le seul livre léger qui fût entre mes mains, et encore dans une édition où ne se trouvait pas l'épisode d'Eucharis, si bien que je n'ai connu que plus tard ces deux ou trois adorables pages. Je ne voyais l'antiquité que par *Télémaque* et *Aristonoüs*. Je m'en réjouis. C'est là que j'ai appris l'art de peindre la nature par des traits moraux. Jusqu'en 1865, je ne me suis figuré l'île de Chio que par ces trois mots de Fénelon, « l'île de Chio, fortunée patrie d'Homère. » Ces trois mots, harmonieux et rythmés, me semblaient une peinture accomplie, et, bien qu'Homère ne soit pas né à Chio, que peut-être il ne soit né nulle part, ils me représentaient mieux la belle (et maintenant si malheureuse) île grecque, que tous les entassemens de petits traits matériels.

J'allais oublier un autre livre qui, avec le *Télémaque*, constitua longtemps pour moi le dernier mot de la littérature. Un jour, M. Gosselin me prit à part et, après un long préambule, me dit qu'il avait pensé pour mes lectures à un livre que certaines personnes trouvaient dangereux, qui l'était peut-être en effet pour quelques-uns, à cause de la vivacité avec laquelle la passion y est exprimée; toutefois il me croyait capable de porter cette lecture. Il s'agissait du *Comte de Valmont*. Beaucoup de personnes demanderont sûrement ce qu'était cet ouvrage pour lequel mon respectable directeur croyait qu'il fallait une préparation spéciale de jugement et de maturité. *Le Comte de Valmont, ou les Égaremens de la raison* est un roman de l'abbé Gérard, où, sous le couvert d'une intrigue des plus innocentes, l'auteur réfute les doctrines du XVIIIe siècle et inculque les principes d'une religion éclairée. Sainte-Beuve, qui connaissait *le Comte de Valmont*, comme il connaissait toute chose, éclatait de rire quand je lui contais cette histoire. Eh bien, oui! *le Comte de Valmont* est un livre assez dangereux. Le christianisme dont on y fait l'apologie n'est que le déisme, la religion du *Télémaque*, un culte qui est la piété *in abstracto*, sans être aucune religion en particulier (1). Tout me confirmait ainsi dans une paix

(1) J'allai dernièrement à la Bibliothèque nationale pour rafraîchir mes souvenirs sur *le Comte de Valmont*. En ayant été détourné, je priai M. Soury de parcourir pour moi l'ouvrage. J'étais curieux d'avoir son impression. Voici ce qu'il me répondit :

« J'ai bien tardé à vous faire connaître mon sentiment sur *le Comte de Valmont, ou les Égaremens de la raison*. C'est qu'il m'a fallu des efforts presque héroïques pour

trompeuse. Je m'imaginais qu'en étant poli comme M. Gosselin et modéré comme M. Manier, j'étais chrétien.

Je ne peux pas dire, en effet, que ma foi chrétienne fût réellement diminuée. Ma foi a été détruite par la critique historique, non par la scolastique ni par la philosophie. L'histoire de la philosophie et l'espèce de scepticisme dont j'étais atteint me retenaient dans le christianisme plutôt qu'elles ne m'en chassaient. Je me répétais souvent ces vers que j'avais lus dans le vieux Brucker :

Percurri, fateor, sectas attentius omnes,
Plurima quæsivi, per singula quæque cucurri,
Nec quidquam inveni melius quam credere Christo.

Une certaine modestie me retenait. Jamais la question capitale de la vérité des dogmes chrétiens, de la Bible, ne se posait pour moi. J'admettais la révélation en un sens général, comme Leibniz, comme Malebranche. Certes ma philosophie du *fieri* était l'hétérodoxie même, mais je ne tirais pas les conséquences. Après tout, mes maîtres étaient contens de moi. M. Pinault ne me troublait guère. Plus mystique que fanatique, il s'occupait peu de ceux qui n'étaient

l'achever. Non que cet ouvrage ne soit honnêtement pensé et assez bien écrit. Mais l'impression de mortel ennui qui se dégage de ces milliers de pages permet à peine d'être équitable pour cette œuvre édifiante de l'excellent abbé Gérard. On lui en veut d'être si ennuyeux. Vraiment, il eût pu l'être moins.

« Comme il arrive souvent, ce qu'il y a de meilleur en ce livre, ce sont les notes, c'est-à-dire une foule d'extraits et de morceaux choisis, tirés des écrivains célèbres des deux derniers siècles, surtout de Rousseau. Toutes ces « preuves, » tous ces argumens apologétiques ruinent malheureusement l'œuvre de fond en comble, l'éloquence et la dialectique de Rousseau, de Diderot, d'Helvétius, de d'Holbach, voire de Voltaire, différant très fort de celle de l'abbé Gérard. Il en est de même des raisons des libertins que réfute le marquis, père du comte de Valmont. Qu'il doit être dangereux de présenter avec tant de force les mauvaises doctrines ! Elles ont une saveur qui rend fades et insipides les meilleures choses. Et ce sont celles-ci, les bonnes doctrines, qui remplissent les six ou sept volumes du *Comte de Valmont !* L'abbé Gérard ne voulait pas qu'on appelât ce livre un roman. De fait, il n'y a ni drame ni action dans ces interminables lettres du marquis, du comte et d'Émilie.

« Le comte de Valmont est un de ces incrédules qu'on doit souvent rencontrer dans le monde. Esprit faible, prétentieux et fat, incapable de penser et de réfléchir par lui-même, d'ailleurs ignorant et sans connaissances d'aucune sorte sur aucun sujet, il oppose à son malheureux père des foules de difficultés contre la morale, la religion, et le christianisme en particulier, comme s'il avait le droit d'avoir une opinion sur des matières dont l'étude demande tant de lumières et consume tant d'années. Ce que ce pauvre garçon a de mieux à faire, c'est d'abjurer son inconduite, et il n'a garde d'y manquer presque à chaque tome.

« Le septième volume de l'édition de cet ouvrage que j'ai sous les yeux est intitulé : *la Théorie du bonheur, ou l'Art de se rendre heureux mis à la portée de tous les hommes, faisant suite au Comte de Valmont*, Paris, Bossange, 1801, 11e édition. C'est un autre livre, quoi qu'en dise l'éditeur, et j'avoue n'avoir pas été séduit par cet art d'être heureux mis ainsi à la portée de tout le monde. »

point dans sa voie. Le coup de pointe me fut porté par M. Gottofrey avec une audace et une justesse qui ne me sont apparues que plus tard. Un moment, cet homme vraiment supérieur arracha les voiles que le prudent M. Gosselin et l'honnête M. Manier avaient disposés autour de ma conscience pour la calmer et l'endormir.

M. Gottofrey me parlait très rarement, mais il m'observait attentivement avec une très grande curiosité. Mes argumentations latines, faites d'un ton ferme et accentué, l'étonnaient, l'inquiétaient. Tantôt j'avais trop raison; tantôt je laissais voir ce que je trouvais de faible dans les raisons données comme valables. Un jour que mes objections avaient été poussées avec vigueur, et que, devant la faiblesse des réponses, quelques sourires s'étaient produits dans la conférence, il interrompit l'argumentation. Le soir, il me prit à part. Il me parla avec éloquence de ce qu'a d'antichrétien la confiance en la raison, de l'injure que le rationalisme fait à la foi. Il s'anima singulièrement, me reprocha mon goût pour l'étude. La recherche,.. à quoi bon? Tout ce qu'il y a d'essentiel est trouvé. Ce n'est point la science qui sauve les âmes. Et, s'exaltant peu à peu, il me dit avec un accent passionné : « Vous n'êtes pas chrétien! »

Je n'ai jamais ressenti d'effroi comme celui que j'éprouvai à ce mot prononcé d'une voix vibrante. En sortant de chez M. Gottofrey, je chancelais; ces mots : « Vous n'êtes pas chrétien! » retentirent toute la nuit à mon oreille comme un coup de tonnerre. Le lendemain, je confiai mon angoisse à M. Gosselin. L'excellent homme me rassura; il ne vit rien, ne voulut rien voir. Il ne me dissimula même pas tout à fait combien il était surpris et mécontent de cette entreprise d'un zèle intempestif sur une conscience dont il était plus que personne responsable. Il tint, j'en suis sûr, l'acte illuminé de M. Gottofrey pour une imprudence, qui ne pouvait être bonne qu'à troubler une vocation naissante. Comme beaucoup de directeurs, M. Gosselin croyait que les doutes sur la foi n'ont de gravité pour les jeunes gens que si l'on s'y arrête, qu'ils disparaissent quand les engagemens sont pris et que la vie est arrêtée. Il me défendit de penser à ce qui venait d'arriver; je le trouvai même ensuite plus affectueux que jamais. Il ne comprit rien à la nature de mon esprit, ne devina pas ses futures évolutions logiques. Seul, M. Gottofrey vit clair. Il avait raison, pleinement raison; je le reconnais maintenant. Il fallait ses lumières transcendantes de martyr et d'ascète pour découvrir ce qui échappait si complètement à ceux qui dirigeaient ma conscience avec tant de droiture, du reste, et de bonté.

Je causai aussi avec M. Manier, qui m'engagea vivement à ne pas faire dépendre ma foi chrétienne d'objections de détail. Sur la question de l'état ecclésiastique, il mettait toujours beaucoup de discré-

tion. Il ne me disait jamais rien qui fût de nature à m'engager ou à me dissuader. C'était là pour lui en quelque sorte une chose secondaire. Pour lui, l'essentiel était le véritable esprit chrétien, inséparable de la vraie philosophie. Prêtre ou professeur de philosophie écossaise dans l'université lui paraissait la même chose. Il me faisait souvent envisager ce qu'une telle carrière a d'honorable, et plus d'une fois il me prononça le nom de l'École normale. Je ne parlai pas de cette ouverture à M. Gosselin; car certainement la seule pensée de quitter le séminaire pour l'École normale lui eût paru une idée de perdition.

Il fut donc décidé qu'après mes deux ans de philosophie, je passerais au séminaire Saint-Sulpice pour faire ma théologie. L'éclair qui avait traversé un moment l'esprit de M. Gottofrey n'eut pas de conséquence. Mais aujourd'hui, à trente-huit ans de distance, je reconnais la haute pénétration dont il fit preuve. Lui seul fut clairvoyant, car c'était tout à fait un saint. Certes, je regrette maintenant que je n'aie point suivi son impulsion. Je serais sorti du séminaire sans avoir fait d'hébreu ni de théologie. La physiologie et les sciences naturelles m'auraient entraîné; or, je peux bien le dire, l'ardeur extrême que ces sciences vitales excitaient dans mon esprit me fait croire que, si je les avais cultivées d'une façon suivie, je fusse arrivé à plusieurs des résultats de Darwin, que j'entrevoyais. J'allai à Saint-Sulpice, j'appris l'allemand et l'hébreu; cela changea tout. Je fus entraîné vers les sciences historiques, petites sciences conjecturales qui se défont sans cesse après s'être faites, et qu'on négligera dans cent ans. On voit poindre, en effet, un âge où l'homme n'attachera plus beaucoup d'intérêt à son passé. Je crains fort que nos écrits de précision de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, destinés à donner quelque exactitude à l'histoire, ne pourrissent avant d'avoir été lus. C'est par la chimie à un bout, par l'astronomie à un autre, c'est surtout par la physiologie générale que nous tenons vraiment le secret de l'être, du monde, de Dieu, comme on voudra l'appeler. Le regret de ma vie est d'avoir choisi pour mes études un genre de recherches qui ne s'imposera jamais et restera toujours à l'état d'intéressantes considérations sur une réalité à jamais disparue. Mais, pour l'exercice et le plaisir de ma pensée, je pris certainement la meilleure part. A Saint-Sulpice, en effet, je fus mis en face de la Bible et des sources du christianisme; je dirai, dans un prochain récit, l'ardeur avec laquelle je m'enfonçai dans cette étude et comment, par une série de déductions critiques qui s'imposèrent à mon esprit, les bases de ma vie, telle que je l'avais comprise jusque-là, furent totalement renversées.

ERNEST RENAN.

LE

COUSIN NOËL

DEUXIÈME PARTIE (1).

XI.

En cette conjoncture, une affaire importante survint à Berghem. Jean-Marie, arrivé à fin de bail, proposait un renouvellement, à condition toutefois que dame Clémence consentirait à réduire presque d'un quart le prix annuel de location, les terres épuisées nécessitant une forte dépense d'engrais. Noël avait assisté à l'entretien. Le fermier parti :

— Eh bien! qu'en penses-tu? demanda la marraine. Moi, j'ai toujours peur de l'inconnu. On sait ce qu'on tient, on ignore ce qu'on aura. Faut-il céder?.. Jean-Marie est un brave homme, qui paie exactement. Après tout, sa réclamation est peut-être juste. Quel est ton avis?

— Mon avis, marraine, c'est qu'il y aurait sans doute un grand avantage à changer la situation.

— Un avantage? qu'entends-tu par là?

— Jean-Marie est un brave homme certainement, mais igno-

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

rant, arriéré, entiché des vieilles routines,.. en un mot, absolument incapable.

— C'est possible; c'est même vrai à la rigueur. Mais, tel qu'il est, trouverons-nous à le remplacer?

— Peut-être.

— Comment cela?

— Vous voulez bien m'accorder, marraine, que j'ai acquis quelque expérience et que, sous votre direction, instruit par mes lectures, je ne me tire pas trop mal de la surveillance que vous m'avez confiée?

— Je te rends toute justice, mon garçon; tu es maintenant très entendu, et je ne demande qu'à me reposer sur toi de la besogne... Mais tout cela ne me donne pas un fermier.

— Qui sait?

— Je ne te comprends pas.

— Écoutez-moi, marraine, reprit Noël résolûment. Berghem ne rapporte pas la moitié de ce qu'il devrait rapporter. Il y aurait un tout autre parti à tirer de votre domaine. De plus, en l'agrandissant, l'exploitation deviendrait merveilleuse. La petite fortune de mes parens, placée en rentes, est presque improdictive. Les terres, ici, sont à bon marché et excellentes, quoi qu'en dise cet ignare de Jean-Marie. Il faut les engraisser... On les engraissera. Nos bestiaux font prime aux foires d'Hazebrouck. Si je pouvais décider mon père à m'abandonner la moitié de son capital, je lui promets six pour cent de son argent, et peut-être mieux encore dans l'avenir. En attendant, laissez-moi diriger la ferme. Je vous réponds que vous n'aurez pas à le regretter.

Dame Clémence le considérait, comme abasourdie.

— Eh bien! et le séminaire? s'écria-t-elle.

Noël baissa la tête.

— Marraine, depuis que je suis à Berghem, j'ai fait beaucoup de réflexions... Je ne songe plus à rentrer au séminaire.

— Allons donc! Et la vocation?

— Je ne l'ai plus.

— Elle s'est envolée comme ça?... En es-tu bien sûr, cette fois?

— J'ai même déjà écrit à mon supérieur pour le consulter. Il m'approuve.

La marraine saisit la main de son filleul, et d'un ton qui n'était pas sans malice :

— Hein! comme j'avais raison, mon cher *fieu!* Je puis bien te l'avouer à présent, j'avais tout prévu... Est-ce que tu as une tournure pour faire un abbé, voyons!.. Mais tu ne t'étais donc jamais regardé?.. Pourtant, si tu avais eu une vocation sincère, je ne t'au-

rais jamais dissuadé... La volonté du bon Dieu dispose de nous. — Alors, tu deviens mon fermier?

— Oui, marraine, et j'aurais même un autre projet si vous vouliez bien m'aider.

— Bah! encore un autre mystère? exclama en riant dame Clémence. Qu'est-ce que ça peut bien être?

Il hésita un moment.

— Je songe aussi à me marier, ajouta-t-il enfin, et... ma mère m'a écrit ce que, sans que j'en sache rien, vous aviez espéré...

— Pardi! c'était bien malin à prévoir! En ce cas, tout est dit. Tope là, mon gendre ; Técla est à toi! Seulement, laisse-moi arranger d'abord les choses avec tes parens sans en rien dire à la fillette.

Puis, d'un ton plus grave :

— Ah! Noël, que je suis heureuse! c'était mon vœu le plus cher!..

Le pauvre filleul resta tout interdit. Il avait laissé achever sa marraine sans oser l'interrompre. Il lui paraissait impossible, presque cruel, de détruire tout d'un coup cette chimère. Valérie avait raison. Il ne s'agissait pas là d'un vague projet, mais d'un rêve longuement caressé, d'une idée profondément ancrée, où la grand'mère avait mis la plus douce consolation de sa vieillesse.

Devant toute difficulté imprévue, on cherche d'abord à gagner du temps. Le jeune homme jugea prudent de se taire, et de réfléchir au meilleur moyen d'aborder sa pleine confidence.

Quelques heures plus tard, dame Clémence faisait savoir à Jean-Marie qu'elle refusait tous arrangemens.

Le soir, au souper de famille, elle avait un entrain joyeux et marquait au cousin comme une tendresse reconnaissante. Elle lui lançait mille allusions ravies. A un moment, elle l'appela en riant « mon fermier. »

A ce mot, les cousines ouvrirent de grands yeux. N'était-ce point là, en effet, une sorte d'annonce officielle de l'important changement survenu? Valérie jeta à Noël un furtif sourire où éclatait son bonheur secret. Elle comprenait qu'il s'était déclaré.

— Comment! s'écria Técla, sortant tout à coup de sa réserve ordinaire, vous... nous restez pour toujours, Noël?

— Ni plus ni moins, répliqua gaîment dame Clémence, et tel est le fruit de nos manigances : mon filleul devient mon associé. Nous avons décidé ça cette après-midi. J'ai envoyé son congé à Jean-Marie... Oh! et puis ce n'est pas tout... Nous avons rêvé des agrandissemens, des embellissemens!.. Maintenant, ajouta-t-elle, je n'aurai plus qu'à me croiser les bras et à me reposer dans mon fauteuil. Je remets tous mes pouvoirs à Noël.

Técla avait écouté, suspendue aux lèvres de sa grand'mère. Quand elle eut achevé, un moment, la jeune fille demeura silencieuse.

On quitta la table. La marraine donnant quelques ordres à Félicité, les cousines et le cousin avaient gagné la terrasse. Soudain Valérie courut au-devant des Cadot, qui survenaient.

— Comment! c'est vrai?.. vous nous restez?.. demanda Técla, seule avec Noël.

— Oui, ma cousine.

— C'est tout à fait décidé?

— Irrévocablement.

Elle eut une minute d'hésitation.

— Grand'mère en est bien heureuse!

— Et moi donc! Vous souvient-il du regret que je vous exprimais, un jour, de quitter ce foyer de famille où je me sentais déjà attaché?

— Oui, murmura-t-elle.

— J'avais le pressentiment, sans doute, de ce qui m'arriverait. Au fond de moi, quelque chose me disait que ma vie devait s'écouler à Berghem. — Et maintenant, ajouta-t-il, c'est fait. M'y voici pour toujours.

— Pour toujours!.. répéta-t-elle.

— Oui... Quel beau rêve, ma cousine!

Elle se tut. Une vive rougeur colorait ses joues. Ses grands yeux, aux larges prunelles, étincelaient. Noël ne pouvait s'y tromper. La froide Técla était en proie à un trouble que son visage, son attitude, tout son être révélait. Cette pensée vint soudain au jeune homme que peut-être elle avait pénétré son secret. Dans sa tendresse presque maternelle pour Valérie, n'était-ce pas tout simple qu'elle eût deviné ce qui se passait entre eux? La fillette même n'avait-elle pas dû se trahir auprès de son aînée?

Les amis les ayant rejoints et dame Clémence, à son tour, se trouvant assise au milieu du cercle, l'événement fut raconté de nouveau. Tous témoignèrent leur plaisir. Noël crut surprendre quelque soupçon malicieux dans le compliment du docteur. L'effet de l'étonnement calmé, il fut longuement question de l'entreprise que le cousin avait en vue, les avis abondèrent en faveur de ce plan de réforme et de l'extension projetée. On ne doutait point du succès.

Cependant, au milieu de sa joie, le filleul était poursuivi par une sorte de remords. Sans retard, il fallait mettre un terme à l'erreur de sa marraine. Mais plus il y songeait, plus il reculait devant l'aveu de la vérité. Comment allait-elle l'accueillir? Et si, détrompée brusquement de son plus cher espoir, elle le repoussait, lui refusant Valérie?.. Alors, pris de peur, il se rejetait sur cette idée que Técla

avait tout découvert. Il se rappelait l'intérêt subit qu'elle lui avait montré, son émotion, la douceur de son regard... Sans doute, elle s'était réjouie de leur bonheur à tous deux... Et dans cette tendresse de sœur, il entrevoyait une protection, un appui, un soutien... Elle avait tant d'influence sur sa grand'mère!..

XII.

Le lendemain, Noël, tout pensif, rentrait vers quatre heures. Il trouva Técla qui tricotait sur la terrasse.

— Vous arrivez de la ferme? lui demanda-t-elle.

— Oui, cousine.

— N'avez-vous point rencontré grand'mère et Valérie?

— Oui, elles vont au village avec Mme Cadot. Vous avez refusé de les accompagner, m'ont-elles dit?

— Moi, je suis Cendrillon, je garde la maison, répondit-elle en souriant.

Comme il s'asseyait sur une chaise auprès d'elle, il fit tomber le peloton de laine qu'elle y avait posé. Il le ramassa et, le gardant entre ses doigts, s'amusa machinalement à le dévider.

— Mais vous allez me faire d'abominables nœuds! s'écria-t-elle.

— Vite, je répare le mal.

Et il se mit à rouler symétriquement la laine.

A la vérité, ce jeu cachait de sérieuses pensées. Ce tête-à-tête imprévu ne servait-il pas son désir secret, et laisserait-il échapper une occasion aussi propice?

— Eh bien! reprit Técla, renouant l'entretien, j'ai beaucoup songé à votre grand projet. Tout ignorante que je suis, il me semble pourtant que ce serait là une excellente affaire pour tous. Je souhaite que mon oncle de Guistel entre dans vos vues.

— Pour l'instant, ma cousine, répliqua Noël avec un soupir, je suis tout entier à une autre préoccupation.

Il lui parut qu'elle tressaillait.

— Une préoccupation grave, poursuivit-il.

Il y eut un silence. Les aiguilles de Técla s'étaient presque arrêtées dans ses doigts. Tout à coup, comme si elle eût voulu encourager les confidences de son cousin :

— Une préoccupation grave? répéta-t-elle.

— Oui,.. je suis très perplexe, Técla, très tourmenté... Je réfléchis, je cherche, et pour me tirer d'embarras, je ne trouve rien,.. rien qu'un moyen, un seul...

— Lequel? demanda-t-elle, légèrement oppressée.

— C'est de me confier à vous.

Técla avait posé son ouvrage sur ses genoux. Elle regarda Noël en face, de ses grands yeux profonds et adoucis.

— Vous avez raison, dit-elle, c'est là une bonne pensée. Puisque vous êtes si tourmenté, ce sera un soulagement déjà que de confier votre peine...

— Comme vous êtes bonne! s'écria-t-il en lui tendant d'un élan ses deux mains.

Elle lui donna les siennes, qu'il retint un instant.

Au moment cependant de tout dire, une sorte de crainte l'étreignait. Pendant quelques minutes, ils restèrent ainsi, les mains unies, se contemplant tous deux.

— Eh bien! non, dit-il enfin, je n'oserai jamais...

Mais avec un adorable mouvement de vaillance :

— Et moi, je veux que vous osiez, reprit-elle. Ne suis-je donc plus votre amie?

— Oh! si; j'ai tant de confiance dans votre cœur, dans votre indulgence, dans votre sagesse...

Il hésitait encore.

— Allons!.. dit-elle avec une grâce persuasive et encourageante.

— Eh bien! Técla, répliqua-t-il d'une voix troublée qu'il essayait vainement d'affermir, c'est de vous seule que j'attends une protection, une aide, un soutien.

Il ramassa tout son courage et s'armant d'une résolution suprême :

— Cousine, continua-t-il, laissant déborder toute son âme, j'aime Valérie...

A ces mots, Técla fit un mouvement presque de stupeur. Après un court silence :

— Ah! dit-elle, vous aimez Valérie?

— Quoi! ne l'aviez-vous pas déjà deviné?

— Non.

— Au fait, il y a si peu de temps que je le sais moi-même, poursuivit-il en riant. C'est à la *ducasse* de Moulin-le-Comte que cela m'est venu soudain... Nous avons dansé tous les deux,.. vous vous rappelez... Ç'a été une surprise, un coup de foudre... Elle est si charmante, Valérie!.. Tout d'abord, j'ai été saisi, effrayé... Puis j'ai réfléchi,.. mes inquiétudes se sont calmées, et je n'ai plus songé qu'à mon bonheur... Est-ce que je pouvais ne pas l'aimer?..

Técla écoutait, ses yeux redevenus sombres. Quand il eut achevé :

— Et elle?.. Valérie? demanda-t-elle.

— Valérie m'aime aussi, s'écria gaîment Noël.

— Elle vous l'a dit?

— Mais oui; l'autre matin, en donnant à manger à ses poules.

— Eh bien! reprit Técla presque durement, vous l'aimez... et elle vous aime... Qu'ai-je affaire, moi, entre vous?

— Ah! voilà la chose. Tout naturellement, comme l'aînée, votre grand'mère songe à vous marier la première. Il s'agirait d'obtenir une dérogation à cette règle très juste,... et j'ai pensé que, si vous nous aidiez vous-même, la cause serait plus facilement gagnée. Valérie prétend que ma marraine est inébranlable dans ses idées, mais vous avez tant d'influence sur elle!.. Certainement, si vous lui parlez, elle se laissera fléchir, j'en suis persuadé...

Técla écoutait toujours, comme effarée, n'arrivant pas à se remettre de l'étonnement d'une telle révélation. Il semblait qu'elle ne pût détacher son regard de Noël et qu'elle comprît à peine tout ce qu'il lui racontait. — Sur une branche de laurier, à leurs côtés, un merle sifflait.

— Allons, cousine, reprit-il, maintenant que vous êtes dans notre secret, c'est à vous que nous abandonnons notre bonheur, c'est sur vous seule que je veux compter.

Elle allait se décider à répondre quand un bruit de voix interrompit l'entretien : c'étaient dame Clémence et Valérie qui revenaient. La fillette accourut sur la terrasse, s'arrêta devant eux. A l'expression de leur visage, elle devina le sujet de la causerie. Soudain, dans un élan de tendresse reconnaissante, elle se jeta au cou de Técla, qui tout aussitôt rentra dans la maison.

XIII.

Au souper, Técla ne parut pas. Elle se fit excuser, alléguant une migraine. La soirée se termina de bonne heure. Après une courte promenade au jardin, dame Clémence, Valérie et le cousin gagnèrent leurs chambres.

Quel serait le résultat de cette confidence? Noël, bercé des plus doux espoirs, s'abandonnait à ses enchantemens, allégé de toute inquiétude. Bien que dans cette conversation brusquement interrompue, il n'eût pas eu le temps d'obtenir une réponse favorable, il ne doutait pas, qu'avertie désormais, Técla n'agît en leur faveur. Certainement, elle allait entreprendre la grand'mère et lui arracher le consentement désiré.

Le lendemain matin, quand il descendit, Técla était dans la salle à manger. Elle lui tendit la main comme de coutume. Il ne devina rien à son attitude, ni à l'expression de son visage. Sans avoir pu lui parler, il s'apprêtait à partir pour la ferme.

— Cousin, j'ai une commission à vous donner, dit Valérie. J'ai promis des poires à Mme Cadot, voulez-vous les lui porter?

Noël ayant suivi la jeune fille au jardin :

— Eh bien? demanda-t-elle avec son avide curiosité d'enfant, y a-t-il du nouveau?

— Oui, j'ai parlé à Técla.

— Et qu'a-t-elle dit?

— Elle a été bonne, comme toujours, et j'espère... Et, à vous, elle ne vous a pas fait quelque confidence?

— Non! hier soir, quand je suis montée, j'ai trouvé fermée la porte de sa chambre qui communique avec la mienne. C'est la première fois que cela arrive!... Elle a refusé de m'ouvrir, figurez-vous... Ce matin, pourtant, elle m'a embrassée, mais pas comme tous les jours. Il m'a semblé que son baiser était forcé. — Qu'est-ce qu'il faut faire?

— Attendre... il n'y a pas d'autre parti.

— Bon! sauvez-vous vite maintenant; grand'mère nous guette de la terrasse. Si elle m'interrogeait, je me trahirais, j'en suis sûre.

A midi, le cousin était de retour pour le dîner. Le repas fut plus silencieux qu'à l'ordinaire. Quelque chose de grave planait dans l'air. La grand'mère était songeuse. Comme on se levait de table, elle arrêta Noël par le bras.

— Mon ami, j'ai à te parler, lui dit-elle.

Le jeune homme ne put se défendre d'une certaine appréhension. Il suivit sa marraine, qui l'entraîna au salon. La porte refermée sur eux, elle s'assit dans un large fauteuil et montrant une chaise à son filleul :

— Mets-toi là, et causons.

Avec ses sourcils froncés, son attitude raide, dame Clémence n'avait rien de rassurant; Noël tremblait de ce qu'il allait entendre; il essaya pourtant de faire bonne contenance.

— Ah! çà, mon garçon, reprit-elle d'un ton de sévérité feinte, il paraît que les plus sages projets sont aussi les plus difficiles à réaliser!.. La jeunesse est une folle qui prend à gauche quand on la pousse à droite... Il suffit qu'on lui montre la voie pour qu'aussitôt elle s'en détourne! Tant pis!

— Marraine!

— Técla m'a tout dit... Il s'en passe de belles avec cette morveuse de Valérie. Mes complimens!.. Comment! je t'appelle ici, j'ai la bonté de prévoir que tu n'as pas peut-être tout ce qu'il faut pour faire un curé, et Dieu sait si j'avais raison!.. Je manigance de te donner Técla,.. ma Técla!.. la perfection!.. Je l'y prépare en cachette,.. et puis, crac!.. tu vas à une *ducasse*. — Mais qu'est-ce que toute cette histoire signifie?

— Mon Dieu! marraine, balbutia Noël interdit, ce n'est pas ma faute...

— Allons donc! ce n'est pas ta faute?

— Non, j'aime Valérie!

— Eh bien! qu'est-ce qui t'a empêché d'aimer Técla?

— J'aime aussi ma cousine Técla,.. mais ce n'est pas la même chose.

— Comment! pas la même chose?

— Non, reprit-il doucement, essayant de se défendre, j'ai pour ma cousine Técla une estime, une admiration profonde,.. de l'amitié,.. et j'ai pour Valérie... autre chose... qu'on ne raisonne pas, qu'on n'explique pas... Je l'aime enfin!

Dame Clémence eut un mouvement d'épaules.

— Assez! fais-moi grâce de toutes ces sottises, interrompit-elle brusquement, je ne suis pas d'humeur à les écouter. — Sais-tu que tu as été joliment avisé l'autre jour, poursuivit-elle d'un ton de léger persiflage, en gardant pour toi ton fameux secret? Car ce n'est pas moi, mon garçon, qui aurais écouté tes billevesées jusqu'à la fin. Au premier mot, je t'arrêtais net, et, sans prendre par quatre chemins, je te priais de t'en retourner d'où tu viens. Si tu crois que je t'aurais mâché ma manière de penser! — Mais Técla a ma promesse... Tu peux te vanter d'avoir eu une fière chance en t'adressant à elle. Je n'ai qu'une parole, elle est donnée : tu épouseras Valérie.

Noël, que cette verte semonce tenait anéanti, se redressa tout à coup, n'osant en croire ses oreilles.

— Eh quoi! marraine! s'écria-t-il, vous consentez?..

— Bon! bon! dit-elle en se levant pour couper court, va à tes affaires maintenant ; c'est assez causé.

Mais le filleul saisit les deux mains de dame Clémence, qu'il baisa avec transport.

— Ma bonne marraine!.. merci! merci!

— Bah! répliqua-t-elle, dissimulant mal son attendrissement, tu ne me dois rien, c'est par force que je cède... Au fond, je ne te pardonne pas de déranger mes projets.

Les amoureux sont cruellement et naïvement égoïstes. Ils estiment très simple que le monde entier se fasse complice de leur passion, que tout et tous s'y plient, s'y sacrifient. Au milieu de son ivresse, Noël trouvait l'intervention de Técla et le consentement de sa marraine si naturels, qu'il en oubliait un peu la reconnaissance. Il lui suffisait que tout fût rose autour de lui; le ciel de son avenir apparaissait radieux, sans un nuage. Il aimait!

Pourtant, le soir même, s'étant trouvé seul un instant avec Técla, il songea à lui adresser quelques paroles de remercîment. En

le voyant approcher, elle fit un mouvement comme pour l'éviter; mais il lui coupa la retraite.

— C'est à vous que je dois tout, cousine, dit-il, et je voudrais vous témoigner ma vive reconnaissance... Soyez sûre que j'en garderai profondément le souvenir, et que mon affection de frère ne se démentira jamais.

— Mais,.. mon cousin, répondit-elle, vous ne m'avez nulle obligation... J'ai fait ce que j'ai cru mon devoir, voilà tout.

Son attitude, son regard, son accent, tout en elle était si contraint que Noël s'imagina deviner l'embarras d'une belle âme, étonnée qu'on la félicitât d'une chose aussi simple que d'avoir aidé au bonheur de sa cousine.

Les Guistel, ravis, eurent bientôt donné leur approbation au mariage. Le père, voulant examiner de près l'affaire proposée par Noël, vint passer deux jours à Berghem. Entièrement conquis à l'idée de son fils, il consentit que les trente mille francs de dot du jeune homme fussent employés à l'achat de terres qui arrondiraient le domaine. Il promit de placer pour son propre compte trente autres mille francs dans l'exploitation nouvelle. De son côté, le colonel d'Ecques ayant confirmé le choix de sa fille, la date de la cérémonie fixée d'un commun accord, il ne resta qu'à faire part de la grande nouvelle au reste de la famille et aux amis. Ce fut un événement. Le bon curé ne pouvait en revenir, tandis que le docteur, pour piquer son vieil ami, assurait que l'aventure était aisée à prévoir.

— Le mariage, vois-tu, dit-il à Noël avec une forte accolade, ça vaut encore mieux que le séminaire, — surtout dans les commencemens, ajouta-t-il à l'oreille du cousin.

La bonne grand'mère, convertie au changement de ses projets, fut bientôt réconciliée avec la joie des fiancés et prit bravement son parti des chères espérances détruites. — C'est l'histoire de la vie, d'ailleurs, de rebâtir sur des ruines... Après tout, dame Clémence gardait son filleul et allait se décharger entièrement sur lui des soins de son administration.

Valérie, abdiquant gaîment son goût pour la ville, voyait maintenant un Éden dans ses champs de betteraves et se montrait très fière de l'initiative de Noël. A la vérité, le fiancé promettait quelques voyages à Hazebrouck, il était même question de visiter Lille et, peut-être, de pousser une pointe jusqu'à Bruxelles. Mais on taisait ces complots d'escapades à la marraine, qui n'eût pas manqué de blâmer des goûts trop mondains.

Cependant, au milieu de leur bonheur, un chagrin troublait les amoureux. Valérie tout entière à Noël, il semblait que Técla, jalouse de cette affection partagée avec un autre, leur en voulût à tous

deux. L'intimité des cousines avait perdu ces effusions, cette confiance d'autrefois. Técla n'était plus la sœur aînée, toujours attentive et caressante, presque mère dans son indulgence excessive. Elle avait maintenant des brusqueries, presque des duretés. La cadette en restait toute surprise et toute peinée. Mais, avec son gentil caractère, elle n'en témoignait qu'une déférence plus absolue, une plus complète soumission.

Un soir, Noël et Valérie se promenaient au jardin. Ils passaient derrière la tonnelle quand ils crurent entendre un bruit de sanglots. La fillette s'approcha et, à travers les interstices de la vigne, aperçut Técla assise sur un banc, la tête dans ses mains. Elle se précipita... Noël la suivit.

— Técla! Técla!.. qu'as-tu? s'écria Valérie.

Técla avait relevé son visage plein de larmes.

— Laisse-moi, va-t'en, répondit-elle, en la repoussant.

— Je t'en supplie, je t'en conjure, reprit Valérie, en se mettant à ses genoux, parle, réponds, que t'ai-je fait?.. Pourquoi m'en veux-tu?.. Écoute, je le sais, tu es jalouse!

A ce mot, un cri sortit de la poitrine de Técla.

— Jalouse! répéta-t-elle d'un ton farouche.

— Oui, jalouse, parce que tu crois que je t'aime moins, que j'aime Noël plus que toi, que tu m'es moins chère enfin, parce qu'il partage mon affection avec toi... Mais je t'assure que tu n'as rien perdu, ma bonne petite sœur,.. je t'assure qu'il y a place dans mon cœur pour vous deux,.. je t'assure que je ne t'ai rien retiré...

Et, pleurant à son tour, Valérie se jeta au cou de sa cousine.

Noël, un peu interdit de cette scène, les laissa et gagna la terrasse. Quelques instans plus tard, il les vit arriver enlacées, souriantes. La paix était faite.

A dater de ce jour, toute hostilité disparut chez Técla. Elle se contenta de garder sa réserve avec le fiancé, mais elle ne repoussa plus les caresses de Valérie.

Le temps s'écoulait vite dans les mille préparatifs de la noce. Les Guistel et le colonel d'Ecques devaient assister à la cérémonie. De nombreuses invitations avaient été envoyées aux alentours. Félicité n'en dormait plus. Técla aidait la grand'mère à bouleverser le château, à disposer l'appartement des nouveaux époux, à confectionner le trousseau de la mariée. Parfois, au milieu de son activité, elle s'arrêtait tout à coup et devenait d'une blancheur de marbre.

— Qu'as-tu donc? disait dame Clémence.

— Rien, grand'mère, un peu d'étourdissement, c'est passé.

La coquette Valérie s'inquiétait surtout de sa toilette. Elle vou-

lait être belle. Elle s'essayait à draper son voile, consultant Noël sur chaque pli, et lui tirant de grandes révérences en faisant la dame.

XIV.

On était à la veille du mariage. Le château avait un air de fête. Au dîner de midi, M. et Mme de Guistel, le colonel d'Ecques, les Cadot et l'abbé Vachon.

Il est de rares bonheurs, si radieux et si sûrs qu'ils répandent autour d'eux une sérénité, une confiance qui semble éloigner toute appréhension d'avenir, comme si les hasards de la vie ne les pouvaient atteindre. Les parens dévoraient des yeux le jeune couple charmant. Les Guistel raffolaient de leur bru; le colonel d'Ecques comprenait qu'il donnait à sa fille un appui solide dans ce beau et brave garçon qu'elle aimait.

Pourtant, au milieu de la joie générale, Técla était très pâle et se sentait mal à l'aise.

— Ce n'est pas étonnant, disait dame Clémence, elle s'est tant occupée ces derniers jours, tout lui a passé par les mains. A peine si elle a eu le temps de se coucher cette nuit.

Le repas achevé, l'abbé Vachon entraîna Noël et les cousines dans un coin de la terrasse. Le bon prêtre était fort affairé. Pour cette circonstance mémorable, il songeait à la parure de sa pauvre église, qui ne pouvait se permettre qu'un seul luxe : celui des fleurs. Des guirlandes de verdure étaient déjà posées tout autour de la nef, mais il manquait quelques bouquets pour garnir l'autel. Le jardin de Berghem ayant été dévalisé, Valérie parla d'aller à la ferme de Victoire qui possédait des roses superbes. Il s'agissait d'une demi-heure en bateau.

— C'est au mieux, dit le curé; en passant, Noël déposera les fleurs chez moi; je les trouverai en rentrant.

Valérie prit le bras de Técla, le cousin suivit. Ils eurent bientôt traversé le petit bois et montèrent en barque. On partit.

Cette équipée ravissait la fillette. Entre son fiancé et Técla, elle babillait, riait, tout enivrée de jeunesse, de bonheur, d'amour. Noël ramait, sans se presser, l'écoutant, comme en extase.

— Vous savez, Noël, dit-elle, je ferai un mensonge demain en vous jurant obéissance?

— C'est entendu, répondit-il, nous intervertissons les rôles.

— A la bonne heure! je veux faire de vous un mari modèle.

— Vous ferez de moi tout ce que vous voudrez, cousine!

— Allons! interrompit Técla brusquement, nous n'avançons pas.

— Bah! nous avons le temps, répliqua Valérie, on est si bien

ici !.. Mon Dieu! que cette rivière est donc jolie! c'est drôle que je m'en aperçoive pour la première fois !

Elle plongeait ses mains dans l'eau et les retirait, s'amusant à secouer les gouttelettes. Enfin ils atteignirent la ferme.

En débarquant, la première chose qu'ils avisèrent fut un rosier, chargé de magnifiques fleurs blanches, qui grimpait le long de la façade. Sur le seuil, une paysanne jouait avec un poupon aux cheveux couleur de lin et frisés comme ceux d'un saint Jean. La jeune fiancée présenta sa requête. La fermière appela son mari, qui appliqua au mur l'échelle de la grange et monta pour dévaliser l'arbuste. Valérie caressait l'enfant, qu'elle avait pris des bras de la mère.

— Quel âge a-t-il, Victoire?

— Six mois bientôt.

— Il vous sourit déjà !

— Oh ! depuis longtemps.

Elle tendit le petit à Noël pour qu'il l'embrassât. Le fermier avait achevé sa cueillette, dont les cousines se chargèrent. On rejoignit la barque.

Durant le retour, Valérie était légèrement rêveuse. Elle regardait la rive, écoutant le doux concert qui s'élevait en son âme. Comme on touchait au village de Berghem, la cloche de l'église se mit à tinter.

— C'est pour nous, Noël, dit-elle tout émue; c'est notre mariage qu'on annonce pour demain.

Le dernier son éteint, le cousin accosta le canot et sauta à terre.

— M'attendez-vous? demanda-t-il.

— Non, répondit la fillette, Técla va prendre une rame et moi l'autre. Vous reviendrez par la route.

Noël s'arrêta pour les contempler. Técla s'était assise dans le canot auprès de Valérie, sur le banc du milieu; chacune tenait un aviron.

Le fiancé eut bientôt atteint le presbytère. Il confia les roses à Flore, la servante du curé, traversa le village, et regagna le château. La grille franchie, il s'engageait dans le petit bois, quand il s'aperçut qu'un mouvement extraordinaire y régnait : des allées et venues, des clameurs... Un instant, il crut qu'on avait organisé quelque ovation... Mais l'illusion ne fut pas longue. Les gens se précipitaient vers la maison comme dans l'épouvante. Le pauvre garçon fut saisi d'une affreuse inquiétude... Il interrogea un paysan qui courait.

— Ah ! Jésus! monsieur Noël ! C'est les demoiselles... Leur bateau a chaviré... On les a rapportées noyées!

Éperdu, il s'élança, et en quelques secondes, arriva sur la terrasse. Il y avait foule. Des femmes pleuraient.

— Où sont-elles? cria-t-il,

On lui montra la porte close de la salle à manger. Elles étaient là,.. on cherchait à les ranimer... Il se précipita au-devant de Félicité qui sortait de la pièce. Elle le repoussa.

— Vous ne pouvez entrer, monsieur Noël !

— Le docteur?

— Il est là, qui leur donne des soins. Técla vient de revenir à elle...

— Et Valérie?

— Pas encore.

Noël tomba sur ses genoux en sanglotant. Que faire? Que pouvait-il, là, forcé d'attendre,.. ne voyant, ne sachant rien?.. A ces heures terribles, Dieu lui-même reste sourd et n'accepte point le sacrifice de notre vie en échange de celle de l'être aimé. Tout à coup, à un nouveau bruit de portes, il se dressa : c'était Técla que l'on transportait dans sa chambre.

— Valérie?.. Valérie?.. cria-t-il en désordre.

— Rien, encore rien ! lui dit brusquement le docteur en le repoussant. Flanque-nous la paix et laisse-moi à mon affaire...

Les minutes passaient, lentes comme des siècles. Des femmes allaient et venaient pour faire chauffer des linges... Par instans, la voix du médecin lançant un ordre bref, énergique. Noël sentait sa raison s'échapper. De temps à autre, il s'approchait de la porte, interrogeait... des sanglots lui parvenaient... Et, désespéré, déchiré d'angoisses, il suppliait qu'on lui répondît, il voulait savoir, prêt à entrer de force, fou... Dans ces transes horribles, au fond, pourtant, il espérait. Il espérait avec sa foi ardente, sa confiance aveugle en la miséricorde divine... Non, un tel malheur était impossible. S'il fallait un miracle, Dieu le ferait...

Une heure mortelle s'écoula.

Enfin, la salle à manger s'ouvrit, dame Clémence parut. — En la voyant, Noël comprit tout : Valérie était morte.

. . . . . .

Técla était hors de danger. On lui tut la vérité. Toute la nuit, on la veilla. Au matin, le docteur, ordonnant un repos absolu, défendit qu'elle se levât. Il semblait qu'elle n'osât interroger sur sa cousine ; une sorte de pressentiment paraissait l'effrayer,.. anxieuse, elle épiait tous les mouvemens, scrutait les regards... Elle se décida pourtant à s'informer. Mais le médecin coupa court à ses questions. Il lui répondit de ne s'occuper que d'elle-même. Elle verrait Valérie plus tard.

— Mais,.. balbutia-t-elle toute tremblante, je n'entends aucun bruit, là, à côté... Elle n'y est donc pas?

— Non, répliqua-t-il, on l'a portée dans l'appartement de dame Clémence.

Elle ouvrit plus grands ses grands yeux, comme pour lire jusqu'au fond de la pensée du docteur.

— Allons! allons! ajouta-t-il, il faut calmer ces nerfs...

Et, sur une prescription nouvelle à Félicité, qui la gardait, de ne point lui permettre de quitter sa chambre, il sortit.

XV.

Ce jour de noce dont on se promettait si grande joie à Berghem fut remplacé par un jour de deuil. Les mêmes apprêts de fête servirent pour les funérailles; les mêmes fleurs qui devaient décorer la maison et l'église pour le mariage, parèrent le cercueil et la tombe.

Sur un lit dressé au salon, la morte était couchée. On l'avait revêtue de sa robe blanche de mariée, sa couronne d'oranger sur ses cheveux blonds encore humides. Son joli visage, d'une pâleur de cire, mais tranquille, presque souriant, elle semblait dormir, un crucifix entre les mains croisées sur la poitrine, des cierges brûlant à son chevet. — Par la fenêtre ouverte sur la terrasse, le soleil dardait ses rayons, des papillons s'ébattaient dans cette lumière d'or, des oiseaux gazouillaient, sautillant sur le fin gravier.

Noël était là, affaissé, n'ayant plus de larmes... A ses côtés, le colonel d'Ecques et les Guistel. L'abbé Vachon disait des prières à voix basse. Félicité sanglotait dans un coin auprès de dame Clémence, qui se soutenait à peine.

Soudain, dans ce silence lugubre, la porte s'ouvrit. Técla parut. Laissée seule un instant, elle s'était habillée, avait parcouru le premier étage; elle était descendue... Déjà elle atteignait le milieu de la salle quand Félicité, l'apercevant, se jeta au-devant d'elle.

— Va-t'en, va-t'en, s'écria la servante.

Mais Técla avait vu les cierges, et le curé qui priait, et Noël, et la famille agenouillée, en pleurs... Elle repoussa Félicité et continua d'avancer. Ses yeux découvrirent enfin la morte. Elle poussa un cri effrayant et tomba raide. On l'emporta évanouie.

Quand elle revint à elle, un affreux délire la saisit. Le docteur s'installa à son chevet, résolu cette fois à ne pas la quitter. Accablée, déchirée de douleurs, la grand'mère appelait tout son courage. Partagée entre ses enfans, elle allait de l'une à l'autre, prodiguant ses soins à la malade, priant auprès de la trépassée. Toutes deux avaient encore besoin d'elle.

Durant l'après-midi, les gens du village défilèrent devant le cadavre, jetant l'eau bénite, cette dernière offrande de la vie à la mort. Le soir vint... Noël et le colonel d'Ecques passèrent la nuit.

Le matin se leva. Dès l'aube, la cloche de l'église tintait. A huit

heures, on vint pour mettre le corps en bière. Ce fut un moment d'angoisse déchirante. Tant que la pauvre dépouille est là, entourée de la famille gémissante, on n'a pas encore tout perdu de l'être aimé. Le père et la grand'mère posèrent leurs lèvres sur le front glacé de leur enfant. Noël dit adieu à sa fiancée. C'était bien fini...

A dix heures, le curé, précédé du porte-croix et des enfans de chœur, arrivait au château. Sur leurs épaules, quatre hommes de la ferme portaient le cercueil enfoui sous les fleurs. Derrière marchaient les enfans de Marie avec leur bannière, puis les petits garçons et les petites filles de l'école, un cierge à la main. A leur suite, les parens et les amis, enfin les paysans en foule accourus des environs. Dame Clémence voulut accompagner sa petite-fille jusqu'au terme du voyage terrestre. A l'église, elle entendit l'office des morts. Au cimetière, elle pria sur la fosse creusée en plein gazon vert et dru, ombragée d'un bouquet de seringas. Noël la ramena.

Le soir, les Guistel retournaient à Hazebrouck, laissant leur fils pleurer au milieu de ses souvenirs, près de sa marraine, menacée d'un autre malheur.

Técla était toujours dans le même état alarmant. Le docteur avait déclaré une méningite. Dame Clémence, dominant sa peine, recouvrait toute son énergie, toute son activité pour soigner cette enfant qui lui restait. Dans son délire, des rêves affreux assaillaient la malade. Sans doute elle se rappelait, elle revivait l'horrible accident. Son visage convulsé marquait l'épouvante, des cris se mêlaient à ses paroles incohérentes. En ces crises, la grand'mère la gardait dans ses bras comme pour la protéger, s'ingéniant à apaiser ces frayeurs, murmurant de douces et encourageantes paroles. Elle arrivait parfois à l'endormir. Alors seulement, quand elle la voyait calmée, assoupie, elle consentait à prendre quelque repos.

Des jours, des nuits se passèrent. — Un matin, Técla s'éveilla après un long sommeil tranquille. Elle regarda vaguement autour d'elle, étonnée, cherchant à se reconnaître, à se retrouver. Tout à coup le souvenir lui revint.

— Valérie! Valérie! cria-t-elle.

Devant cette douleur effrayante, tous s'efforçaient de cacher leurs larmes; Noël lui-même essayait de secouer son abattement. Mais sa présence causait la plus vive émotion à sa cousine. Ses yeux, agrandis encore par la maigreur de ses joues et paraissant plus sombres dans leur éclat fiévreux, se posaient sur lui, durs, presque haineux. — Un matin qu'il était assis au chevet du lit, dame Clémence préparant la tisane dans un coin de la chambre:

— Pourquoi êtes-vous venu à Berghem? murmura Técla d'un ton farouche, nous étions si heureuses!

Cependant la jeunesse triompha, la maladie céda peu à peu. Le docteur autorisa la malade à quitter son lit. Puis ce furent quelques pas en se tenant au canapé : Técla entrait en convalescence.

Il est des deuils qui semblent devoir être éternels. Les semaines s'écoulaient. Le château restait plongé dans sa tristesse lugubre. Dame Clémence avait séché ses larmes, mais sa verte vieillesse s'était courbée du coup. Les peines pèsent plus encore que les années. Pourtant la grand'mère se faisait violence. La guérison de Técla était retardée par de fréquentes et terribles rechutes. Loin de s'apaiser, sa douleur gardait toutes ses exaltations. Les mêmes crises d'effroi la reprenaient sans cesse, le même délire.

— Laissez-moi, criait-elle, je veux mourir !.. Laissez-moi mourir, je le veux.

Il y avait dans cette exaspération de désespoir quelque chose d'extraordinaire, d'inexplicable. Le curé répétait vainement ses exhortations, ses conseils d'obéissance, de soumission à la volonté de Dieu.— Non, non, ce n'est pas vrai, interrompait-elle, non, ce n'est pas Dieu qui l'a voulu !

Et le prêtre ne concevait pas que cette âme autrefois si pieuse accueillît ses exhortations par de pareilles révoltes. Técla ne savait plus prier. Elle refusait toutes consolations, même celles qui viennent du ciel. Cruelle dans ses fougues de souffrance, les supplications de sa grand'mère, pour qu'elle se laissât soigner, ne la touchaient pas. Tout lui faisait horreur.

— C'est une sorte de folie d'épouvante, disait le docteur; le cerveau de la pauvre enfant a reçu un tel choc qu'il en est resté ébranlé. Laissons agir le temps.

La marraine retenue dans la chambre de Técla, Noël pouvait s'abandonner librement à ses regrets. Son chagrin, à lui, était doux, résigné. Ses pleurs coulaient presque sans amertume. Il s'était créé du souvenir comme une sorte de monde mystique où il revivait avec la bien-aimée. Chaque après-midi, il allait au cimetière. Une large dalle, surmontée d'une croix de marbre, marquait la place. Il s'asseyait parmi les dernières fleurs qui paraient la tombe. Il évoquait l'image de Valérie. Pourquoi les vivans ne parleraient-ils pas aux morts? Qui sait ce que leur esprit conserve de nous, et ne faut-il pas espérer que nos liens d'affection subsistent bien au-delà de l'existence terrestre? Comme dans un rêve mystique, Noël entrevoyait un coin du ciel, un trône d'or où brillait sa blanche fiancée. Il redisait ses sermens. C'était une sainte maintenant, mais une sainte chérie qu'il croyait fermement rejoindre un jour. Le paradis lui paraissait la patrie doublement heureuse. Plié à la volonté divine, plein de foi et d'espérance, il en arrivait presque à se consoler : le but était plus loin et plus haut, voilà tout.

XVI.

L'automne était venu, tiède encore, sans bise, teintant de pourpre les buissons. Les crises de Técla diminuaient de violence, les accès étaient moins terribles ; mais, au lieu de s'améliorer, son état empirait de jour en jour. Elle n'avait plus la force de soutenir ces épouvantables luttes. L'affaissement, la torpeur, avaient succédé au délire. Elle restait des heures étendue sans mouvement, ses yeux hagards dans le vide, comme s'ils eussent contemplé quelque vision sinistre. Soudain, de longs frissons la secouaient tout entière ; une plainte rauque sortait de ses lèvres. Elle murmurait le nom de Valérie.

Sa poitrine, déjà délicate, semblait atteinte. Ses quintes de toux étaient accompagnées de crachemens de sang. La première fois qu'elle vit une teinte rouge sur son mouchoir, elle saisit le bras du médecin :

— Je vais mourir, n'est-ce pas ?

— Allons donc! répliqua-t-il avec une émotion qu'il ne put cacher.

— Mais vous voyez bien que c'est mon seul espoir.

La même folie persistait.

Dame Clémence suivait ce dépérissement, assistait à cette lente agonie, comprenant que le terme en était proche peut-être... Et elle refoulait ses larmes, affectait devant sa chère malade un air tranquille, souriait... Parfois, la douleur l'étouffant, elle allait trouver Noël et pleurait auprès de lui.

Le docteur désespérait. Un matin, il crut devoir avertir la grand'mère : la maladie faisait des progrès rapides. La cause en étant toute morale, il fallait éloigner Técla des lieux qui entretenaient ses terreurs et ses désespoirs. Il fallait la distraire, essayer d'un voyage.

— Oui, j'y avais déjà songé, s'écria dame Clémence, mais comment la décider?

Le temps pressait. Le soir, la grand'mère, ayant profité d'un moment de calme de sa petite-fille, aborda timidement la question. Mais, à sa grande surprise, Técla accueillit ce projet de départ avec une joie indicible. On eût dit que cet espoir la ressuscitait.

Pour réaliser ces caprices de changement qui les saisissent tout à coup, les malades montrent de singulières énergies. La science elle-même s'étonne des forces qu'ils paraissent recouvrer comme par miracle. Quelques jours plus tard, Técla commençait à prendre quelque nourriture.

— A la bonne heure ! disait le docteur ravi, tes ailes poussent ; bientôt on te permettra de t'envoler.

Le médecin avait un ami, ancien camarade d'école, qui exerçait

à Antibes. Il lui écrivit pour lui confier sa malade et le charger d'arrêter une maison. L'endroit d'ailleurs convenait à tous égards. La vie n'y est pas chère, la plage bien abritée, le climat doux et égal, peu de monde. Indifférente à ces questions de détails, Técla les entendait débattre devant elle sans s'y mêler. Il lui suffisait de fuir Berghem.

Par prudence, le docteur exigeait que Noël accompagnât sa marraine et sa cousine. Il aurait besoin d'être là pour les guider, les protéger, veiller aux mille soucis de la route; enfin, un accident était possible... Le pauvre garçon avait peine à se résigner. Quitter Berghem, n'était-ce pas abandonner tout ce qui lui restait de Valérie? N'était-ce pas rompre avec ce passé si cher, s'arracher à ce besoin si doux de la pleurer là où elle avait vécu, où sa pauvre dépouille reposait? Il se soumit pourtant.

En apprenant qu'il serait du voyage, Técla eut un mouvement de stupeur, presque d'effroi.

— Lui, dit-elle, il vient avec nous? Non, je ne veux pas...

— Pour moi, Técla, reprit dame Clémence, ce sera une tranquillité, un appui.

— Après tout, que m'importe? répliqua le jeune fille; tu as raison, grand'mère, il vaut mieux que tu ne sois pas seule.

La volonté opère des prodiges. Un matin, Técla, appuyée sur dame Clémence, put descendre au salon. Le docteur déclara qu'on partirait dans trois jours.

L'après-midi, l'abbé Vachon était venu voir la convalescente. La grand'mère faisant les malles, il avait passé avec Técla une grande heure. Comme il quittait sa chambre, il suivit le couloir qui conduisait à l'appartement de Noël. La porte était entr'ouverte. Il la poussa. Le cousin écrivait à une table devant la fenêtre.

— Eh quoi! c'est vous? dit-il.

Le curé, ayant refermé la porte, vint s'asseoir en face du jeune homme.

— Décidément, vous partez dans trois jours? demanda le prêtre.

— Oui, j'écris à mes parens pour leur dire adieu de Berghem; ils ne me répondront maintenant qu'à Antibes.

Le visage de l'abbé Vachon était soucieux. Depuis son entrée, il semblait se recueillir, comme s'il eût hésité à aborder le véritable sujet de l'entretien qu'il était venu chercher. Enfin, se décidant tout à coup :

— Mon ami, je crois que l'heure est arrivée de te parler comme à un homme, de te confier un secret que nul, en dehors de moi, ne soupçonne... Il s'agit de Técla... Tu vas partir avec elle, et tu seras seul là-bas, entre ta marraine et ta cousine... J'ignore ce qui peut survenir, mais il me semble qu'une fois instruit, tu pourras mieux parer aux événemens; tu sauras comment il te convient d'agir.

Noël avait écouté cet exorde étonné, ému déjà à l'annonce d'un mystère, de la responsabilité nouvelle qui allait lui incomber.

— Dis-moi, Noël, reprit l'abbé Vachon, tu n'as jamais eu un doute sur cette maladie bizarre de Técla? Tu n'as jamais cherché quelle pouvait être la cause de cette exaltation, de cette persistance d'un désespoir si extraordinaire qu'il touche à la folie?

— Non. Que voulez-vous dire!

— Mon ami, tu t'es mépris comme tous en attribuant le malheur de la pauvre enfant seulement à ce deuil qui est venu fondre si subitement sur cette maison. Tu ne connais pas la nature de Técla. C'est une âme ardente, passionnée. Sous ses allures graves et froides elle cache un cœur de flamme. Ce n'est pas sa faute. Elle a du sang de sa mère dans les veines, ce sang de Catalane qui brûle et dévore... A ton arrivée ici, tu n'as vu d'elle que sa bonté, que son indulgence, sa tendresse de sœur, et quand tu as résolu d'épouser Valérie, c'est à elle que tu t'es adressé: c'est sur elle que tu as compté pour t'appuyer auprès de dame Clémence...

— Oui, elle a été une sœur pour moi... Oui, c'est elle qui avait décidé ma marraine... je lui aurais dû mon bonheur... Aussi me suis-je résigné à partir pour veiller sur elle comme un frère et aider la pauvre grand'mère dans sa tâche de guérison.

— Eh bien! mon ami, c'est parce que tu pars qu'il faut que je confie à ton cœur, à ta sagesse, à ton dévoûment, un secret d'où dépend peut-être sa vie : Técla t'aime, et elle en meurt.

A ce discours inattendu, Noël eut un sursaut.

— Quoi? Técla?.. Elle m'aime?

— Elle t'aimait quand, par un sacrifice sublime, elle t'aidait à obtenir Valérie. Elle t'aimait quand elle écoutait l'aveu de ton amour pour Valérie... Elle comptait être ta femme, car dame Clémence l'avait bercée de cet espoir. Juge de sa déception!..

Noël restait étonné, stupéfié de cette révélation. Les paroles du curé déchiraient le voile, et, tout à coup, mille ressouvenirs se dressaient. Il se rappelait ces éclairs qui, parfois, traversaient les yeux noirs de sa cousine, ce changement étrange de son humeur, ses brusqueries, ses emportemens, ses violences,.. enfin ses duretés avec Valérie, cette sorte de haine sourde qu'elle leur marquait à tous deux.

— Mon Dieu! mais c'est horrible! murmura-t-il accablé.

— Oui, d'autant plus horrible que, le sacrifice accompli, elle n'a pu guérir... Seul, j'ai été son confident; seul, j'ai vu ses luttes, ses angoisses, ses jalousies... Quelle force il lui a fallu! quelle énergie pour dompter ses révoltes! Deux semaines environ avant le jour fixé pour ton mariage, elle m'est arrivée un soir au presbytère. Elle s'est jetée à mes genoux, tout en larmes, me suppliant de la sau-

ver... Elle était à bout de courage. Elle me suppliait de l'emmener au couvent, de l'arracher à l'abîme qui l'attirait... Je dus tout promettre pour éviter quelque terrible malheur. Ma nièce est supérieure des clarisses à Saint-Omer. Je l'assurai que je me chargerais des démarches nécessaires, qu'elle serait religieuse, qu'elle dévoûrait tout entier à Dieu ce triste cœur brisé par l'amour terrestre... Mais à ce consentement j'avais mis une condition. Je voulais qu'elle attendît que tu fusses marié. Il ne fallait pas qu'un soupçon pût naître sur la cause d'une telle résolution; il ne fallait pas jeter une ombre de deuil sur votre bonheur... J'eus grand'peine à la convaincre. Elle était si lasse, si épuisée! Je tins bon. Ni prières ni pleurs ne me fléchirent. Elle se soumit.

— Pauvre, pauvre Técla! murmura Noël.

— Oui, pauvre Técla! répéta le curé, car elle est de celles qu'on ne console ni ne guérit. Aujourd'hui, mon ami, comme au premier jour, sa passion est la même, aussi tenace, aussi dévorante... et, sans doute, elle la tuera.

Des larmes étaient montées aux yeux de Noël.

— Je comprends maintenant, dit-il, pourquoi l'autre jour elle me reprochait si durement d'être venu ici!.. Oui, pourquoi suis-je venu?.. Elles étaient si tranquilles, si heureuses l'une et l'autre!

— Mon enfant, si je t'ai parlé ainsi, c'est que j'ai pensé que tu te montrerais un homme. Les regrets sont inutiles, le mal est fait. Il reste à le subir. Encore une fois, je t'ai confié ce mystère parce que j'ai cru devoir t'avertir, te mettre en garde contre tout ce qui pourrait aggraver ses souffrances.

— Et ma marraine?

— Elle ne sait rien, heureusement; il faut qu'elle ignore toujours... Epargnons-lui au moins cette dernière douleur.

— Hélas! comme elle aurait raison de m'en vouloir!

— Allons! mon garçon, essuie tes yeux et sois brave. Je ne sais ce que l'avenir nous réserve... Là-bas, si tu as besoin de moi, tu m'appelleras...

XVII.

Le curé avait laissé Noël accablé. L'amour ardent de Técla, ces flammes, ces déchiremens, ces luttes, tout cela le confondait. Pénétrant soudain cet abîme d'amertumes, une immense pitié le saisissait... Tout à son égoïsme d'amant, il n'avait rien soupçonné. Il ne lui avait même pas épargné l'aveu de sa passion pour une autre; il l'avait frappée en plein cœur, considérant seulement qu'elle pouvait le servir. Et elle n'avait pas hésité. Refoulant son désespoir, elle avait plaidé sa cause,.. elle s'était immolée. Il s'accusait de sa

barbarie inconsciente. Hélas! quelle fatalité l'avait amené à Berghem! Quel trouble il avait apporté dans cette maison, si tranquille jusqu'alors!

Le lendemain, Noël trouva sa cousine dans la salle à manger. En l'apercevant, une étrange émotion le surprit. — Il lui tendit la main, et il sentit trembler dans la sienne sa petite main brûlante de fièvre.

— Comment allez-vous ce matin, Técla?

— Enfin! nous partons après-demain, répliqua-t-elle.

— Oui, tout est prêt; dans quatre jours, nous serons à Antibes.

— Quatre jours encore! murmura-t-elle.

Remué jusqu'au fond de l'âme, il regardait son visage maigre et pâle, cette démarche languissante, cette faiblesse, cet affaissement de tout son être. Et la même idée terrifiante le poignait: c'était lui qui l'avait tuée.

Noël l'avait dit : quitter Berghem, c'était pour sa vie perdue un sacrifice bien douloureux, et, par momens, il le trouvait presque au-dessus de son courage. Pourtant, maintenant qu'il savait, n'était-il pas doublement engagé? Son désespoir d'amant se compliquait encore d'une sorte de regret troublant, et il lui semblait même que la chère morte s'unissait à ce repentir d'un mal si involontairement causé. Le souvenir de Técla le hantait. Que faire? Comment la sauver? — Du chaos de ses pensées, une sorte d'inspiration lui surgit. Pourquoi ne se dévoûrait-il pas pour la guérir? Pourquoi n'essaierait-il pas de l'arracher à sa détresse, de la ramener peu à peu à son existence d'autrefois, toute remplie d'occupations graves, mais paisible, sereine? Oui, pourquoi l'amitié entre eux ne remplacerait-elle pas l'amour? L'amitié n'a-t-elle pas aussi ses charmes, ses consolations, ses joies? Et puisque, hélas! l'infortunée Valérie avait emporté toute cause de jalousie, la douleur de la dédaignée n'avait-elle pas perdu sa plus âpre amertume? N'était-il pas presque naturel qu'un lien de fraternelle tendresse les unît, elle, déchue de ses rêves, lui, condamné à un deuil éternel et mettant dans cette compassion, dans cette pitié le reste de son cœur?

Le soir, on causait du départ. Les moindres apprêts en étaient réglés. Le médecin d'Antibes avait répondu au docteur Cadot. Une maisonnette était retenue pour dame Clémence et prête à la recevoir.

— Quand on songe qu'à mon âge, dit la marraine, je n'ai jamais vu la mer!

— Oui, ce doit être beau, dit Noël, la Méditerranée surtout, bleue, tranquille...

— Et le soleil! reprit dame Clémence. Fillette, nous te coucherons sur le sable des après-midi entières,.. et tu te ranimeras vite.

Assise au coin de la cheminée, silencieuse, dolente, Técla paraissait étrangère à la causerie. Ces paroles de sa grand'mère la firent tristement sourire. — A ce moment, Félicité entra, réclamant sa maîtresse pour quelque détail de ménage. Les jeunes gens demeurèrent seuls.

Malgré lui, une invincible timidité le surprenait auprès d'elle. Il la contemplait ses mains croisées sur ses genoux, ses yeux baissés, plongée dans une rêverie douloureuse. Comme elle souffrait! Il lisait clairement dans ce cœur si plein de lui! L'attendrissement clouait ses lèvres. Il ne trouvait rien à lui dire. — Tout à coup, elle sortit de sa torpeur, et d'une voix ferme :

— Noël, je voudrais vous demander une promesse...

— Laquelle, Técla? répondit-il tout troublé.

Elle attacha sur lui son regard brillant de fièvre.

— Une promesse à laquelle vous ne faillirez pas... J'ai compté sur vous pour servir ma dernière volonté.

— Votre dernière volonté, Técla?

— Oui, je pars, mais je ne reviendrai pas.

— Cette idée est une folie...

— Non, non, ce n'est pas une folie, heureusement.

— Je vous en supplie, cousine, il faut chasser ces images sombres. Quand vous serez là-bas, dans ce beau pays du Midi, vous verrez comme la santé renaîtra!..

— Écoutez-moi, interrompit-elle d'un ton décidé. Je ne veux pas être enterrée à Berghem, là, au cimetière,.. auprès...

Elle s'arrêta, prise d'épouvante. Il y eut un silence. Elle fit un effort, et d'une voix brève :

— Le promettez-vous ?

— Encore une fois, Técla, je vous conjure d'abandonner ces affreuses pensées. Si vous saviez combien elles sont cruelles pour ceux qui vous aiment!

A ce mot, elle tressaillit brusquement, et le regardant dans les yeux, comme si elle eût voulu plonger jusqu'au fond de son âme :

— Et qui donc m'aime, moi? dit-elle avec une violence sourde.

Interdit, il hésita. — Mais, balbutia-t-il, votre grand'mère, vos amis... et... moi-même...

— Vous!

— Técla, n'ai-je pas été, ne suis-je pas votre frère?

— Oui, interrompit-elle d'un ton amer, mon frère!.. c'est vrai...

— Eh bien! ne voulez-vous pas me permettre de vous consoler, de prendre un peu ma part de votre chagrin?

— De mon chagrin! reprit-elle comme effrayée, que voulez-vous dire?

— Je veux dire, Técla, que j'ai toujours eu pour vous une estime, une admiration sincère; que notre amitié est pour moi une consolation, une joie, et que je ne réclame qu'un privilège, celui d'aider à votre guérison.

Une émotion violente bouleversait le visage de Técla. Son corsage, qui se soulevait sur sa poitrine, laissait deviner les battemens précipités de son cœur. Noël fit un mouvement pour prendre sa main. Elle la retira vivement.

Leurs regards s'étant rencontrés, ils rougirent tous deux. Il y eut un nouveau silence. Técla avait baissé la tête. Enfin, elle la releva, et retrouvant son ton résolu :

— Noël, vous n'avez pas répondu à ce que je réclame de vous.

— Técla, je vous en prie...

— Encore une fois, finissons, interrompit-elle. Nous partons après demain, un accident peut arriver en route... Que sais-je, peut-être, le moment venu, ne pourrais-je me faire comprendre? Grand'mère croirait à quelque délire... Vous lui direz ce que je vous demande aujourd'hui, avec toute ma connaissance, toute ma volonté. Entendez-vous? je ne veux pas être rapportée à Berghem. Jurez-moi que vous remplirez mon dernier vœu!

Ne fût-ce que pour la calmer, il dut promettre.

— Merci, mon cousin, reprit-elle, éprouvant un soulagement, je compte sur vous. — Quand je serai morte, continua-t-elle d'une voix plus douce, vous tâcherez de consoler grand'mère de votre mieux. Vous la ramènerez ici... Pauvre, pauvre grand'mère!.. De toutes ses affections il ne lui restera plus que des deuils!

Le lendemain, veille du départ, Noël voulut faire sa dernière visite à la tombe de Valérie. Ayant définitivement tout réglé à la ferme, il prit le chemin du village. Le ciel bas, gris de neige, reflétait sa teinte plombée sur la campagne dépouillée et déserte. L'air était vif, piquant; la bise soufflait du nord. Il arriva au cimetière. Ces champs de la mort revêtent sous l'âpreté de l'hiver un aspect doublement navrant et lugubre. Les feuillages et les fleurs de l'été, en cachant à demi le marbre des tombes, semblent dérober quelque chose de leur nudité et de leur froideur glaciale. L'herbe ne recouvrait plus les monticules des sépultures indigentes, de vieilles croix de bois gisaient à demi renversées par le vent, les immortelles des couronnes jonchaient la terre nue. Noël marchait, le cœur serré... Il lui paraissait que Valérie devait souffrir de cette désolation... Comme il approchait, il aperçut une femme agenouillée sur la pierre, le visage caché dans ses mains. Un peu surpris d'abord, il s'arrêta. Quelques minutes s'écoulèrent; la femme ne bougeait pas. Noël se décida à avancer. Quand il fut près :

— Técla! dit-il, quelle imprudence!

Elle découvrit son visage.

— Mon Dieu ! reprit-il en saisissant ses deux mains, mais vous allez vous tuer, il fait un froid horrible...

Les yeux fixes, elle le regardait comme égarée.

— Je vous en supplie, levez-vous, poursuivit-il ; venez, vous ne pouvez rester ici un instant de plus.

— Laissez-moi, dit-elle en se débattant avec une énergie farouche.

De force il la souleva. Elle défaillit presque dans ses bras. Par bonheur, le presbytère était proche. En quelques minutes ils l'atteignirent.

L'abbé Vachon était chez lui. Tandis qu'il allait chercher le docteur, Flore eut bientôt jeté un énorme fagot dans la cheminée de la cuisine, devant laquelle on assit Técla. Quand le médecin arriva, la jeune fille était déjà ranimée. Furieux d'une telle imprudence, il s'emporta contre tous, grondant à la fois le curé, le cousin, la servante et la malade.

La nuit était venue. La flamme ardente du foyer éclairait la pièce. Noël regardait sa cousine immobile, rigide comme une statue, figée dans son indifférence morne.

Elle aussi, elle avait voulu prier sur la tombe. Elle s'était traînée jusqu'au cimetière,.. elle y avait répandu ses pleurs, pleurs de miséricorde sans doute. La mort n'efface-t-elle pas toute rancune? n'éteint-elle pas toute jalousie?

XVIII.

Le lendemain matin, la carriole de la ferme attendait tout attelée sur la terrasse. Les amis et les gens étaient venus dire adieu aux voyageurs. Mme Cadot avait les yeux humides; Félicité pleurait en fermant les derniers paquets. On installa Técla en voiture, la grand'mère et Noël prirent place avec le curé et le médecin, qui faisaient escorte jusqu'à la gare. Wilmar rassembla les guides. La Rousse détala.

Le temps était clair. Le givre jetait sa blanche et brillante parure sur la campagne nue, poudrant de paillettes étincelantes les chaumes des toits et les noirs squelettes des vieux arbres. La malade, plongée dans sa torpeur, se laissait emporter. Par instans, dame Clémence lui adressait quelque question : sa sollicitude s'alarmait du moindre cahot, du froid, de la fatigue... Técla répondait comme dans un rêve, d'une voix monotone et sourde : sa pensée était ailleurs.

Une heure plus tard, on arriva à Morbecque. Le docteur et le curé les accompagnèrent dans la salle d'attente. Enfin, le sifflet de

la locomotive ayant retenti, après une dernière accolade, on se sépara.

— Surtout n'oublie pas que j'accours à ton appel, glissa le prêtre à l'oreille du cousin.

Le train partit.

Bien enveloppée sous les châles et les couvertures, Técla ne tarda pas à s'endormir. On la réveilla à midi pour lui donner une potion, puis elle retomba dans son assoupissement, dont elle ne sortit plus qu'à Paris, où dame Clémence avait décidé de passer la nuit.

La malade avait assez bien supporté cette première journée de route. Le lendemain, en la voyant presque forte, la grand'mère estima qu'on pouvait sans imprudence continuer le chemin. A sept heures quinze du soir, on reprit donc le *rapide* de Marseille.

Le voyage était silencieux, triste, en dépit des efforts de Noël et de sa marraine pour secouer leurs préoccupations. Técla, moins accablée que la veille, regardait ces villes, ces hameaux, ces champs, ces jardins qui défilaient.

En avançant vers le Midi, les brumes s'éclaircissaient, l'air tiédissait. Après Marseille, il parut qu'on entrait dans le printemps : un bon soleil, un ciel bleu, des haies en fleurs. Cette route que le chemin de fer suit de Nice à Antibes est superbe. D'un côté, la mer, d'une teinte de saphir, chatoyante, irisée, profonde et pure; de l'autre, la montagne verte, semée de villas. Des buissons d'orangers, de mimosas, des aloës, des cactus, d'énormes figuiers de Barbarie.

Enfin le train s'arrêta à Antibes. A peine descendus de wagon, les voyageurs virent venir à eux un homme d'allures rondes et aimables qui se nomma aussitôt : le docteur Rémy. Après s'être informé de son collègue de Berghem, il se mit de la façon la plus obligeante aux ordres de dame Clémence et s'offrit à la conduire sur l'heure à l'habitation arrangée pour elle.

En dix minutes, on atteignit la maisonnette. Abritée dans un coin du golfe, petite, proprement meublée, un jardinet, où foisonnaient jasmins et roses, lui donnait un air des plus pimpans. Le docteur avait choisi une jeune Provençale pour le service. Dame Clémence se montra enchantée sur tous les points et remercia chaudement l'intermédiaire de son vieil ami de Berghem. Quelques heures plus tard, l'installation était achevée.

Antibes est un de ces coins privilégiés, si merveilleusement beau, qu'il est impossible de rendre l'impression qu'il produit tout d'abord. Cette côte de Provence, baignée par la Méditerranée bleue et couverte d'une végétation luxuriante, ces montagnes que dominent les cimes neigeuses des Alpes, les roches semées çà et là, les îles qui surgissent des flots, tout ce panorama splendide produisait sur

les Flamands, habitués à des horizons plats et gris, l'effet d'une féerie. Noël ne se lassait pas de s'extasier. Dame Clémence était sous le charme. Seule, Técla persistait dans son indifférence silencieuse.

Les premiers jours, elle ne quitta sa chambre que pour venir s'asseoir dans le jardinet. A l'ombre d'un bouquet de pins parasols, autour d'elle, les orangers fleuris formant comme un berceau, elle restait des heures, les yeux clos, isolée du monde entier. Heureusement, le docteur Rémy était là pour imposer sa volonté. Il exigea qu'on conduisît la malade sur la plage. La grand'mère supplia sa petite-fille, qui se soumit enfin.

Languissante à son bras, une après-midi, Noël l'emmena sur la grève. Après quelques pas, il la fit asseoir sur le sable tiède et fin, tenant ouverte au-dessus de sa tête une large ombrelle. Devant eux, les petites vagues, aux reflets d'argent, accourant du large, pressées, inégales, moutonnantes, déferlaient avec un bruit monotone et doux, bordant d'une écume de neige la courbe des grandes roches qui forment la pointe de l'Estérel. Dans une brume transparente, les îles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat semblaient flotter.

— N'êtes-vous point contente d'être à Antibes, Técla? lui demanda-t-il.

— Il me suffit d'avoir quitté Berghem, répondit-elle avec sa même indifférence.

Le train de vie se régla, uniforme, tranquille. Le docteur présenta sa famille. Sa femme devint vite une amie pour dame Clémence. Des lettres de l'abbé Vachon apportaient des nouvelles fréquentes. On les taisait à Técla; le nom seul de Berghem réveillait ses effrois. Par un accord tacite, le cousin et la grand'mère s'efforçaient de lui voiler le passé; c'était du souvenir surtout qu'il fallait la guérir. Veillant soigneusement sur eux-mêmes, ils tâchaient d'être gais pour dissiper les mélancolies de la chère malade. Malgré son deuil d'amant qu'il gardait comme au premier jour, Noël voulait remplir cette tâche du frère qu'il s'était imposée. A toute heure, Técla le trouvait à son côté, essayant de prévenir ses moindres désirs.

L'habitude fut bientôt prise de passer les après-midi sur la grève. Le cousin avait découvert un coin charmant, délicieux aux heures chaudes. A l'abri d'une haie de cactus hérissés et de figuiers de Barbarie, une anse minuscule à fond de coquillages luisans. Il étalait un châle et faisait asseoir sa cousine. Souvent dame Clémence les accompagnait avec son tricot. Quand ils étaient seuls, la causerie tombait aussitôt : Técla, les yeux vaguement ouverts, absorbée en elle-même. Il respectait cette rêverie sans fin. Soudain, comme si sa présence la gênait, elle le priait de la laisser. Il s'éloignait, mais n'osant l'abandonner dans l'état de faiblesse où il la savait, il s'asseyait à quelques pas. Parfois un bruit de sanglots

lui parvenait. Et il sentait alors son cœur se déchirer... Une pitié immense l'emplissait, affermissant cette résolution de l'arracher à la douleur qui la tuait.

Les objets extérieurs ont sur nos âmes la plus vive influence : nous tenons à la nature par des liens intimes et puissans ; il semble qu'elle nous communique ses rayonnemens comme ses tristesses. En dépit de l'humeur taciturne, de la mélancolie persistante de Técla, dame Clémence renaissait à l'espoir. Il lui paraissait impossible que cette atmosphère, baignée de splendides clartés, où les parfums les plus suaves se mêlaient aux âpres et vivifiantes senteurs des brises marines, ne ranimât pas sa petite-fille. Noël, sans partager cette confiance, poursuivait courageusement son œuvre, y mettait toute sa vie. La charge pourtant était rude souvent. Sa cousine avait gardé avec lui des impatiences, des irritations sourdes. Mais rien ne le rebutait.

Un soir, en la ramenant à la maisonnette, il crut remarquer que son pas était plus sûr. Comme il la félicitait de ce retour de force :

— Tant pis ! dit-elle d'une voix brève.

XIX.

Deux mois s'étaient écoulés depuis l'arrivée à Antibes. Tant d'efforts, de dévoûment recevaient enfin leur récompense. En dépit de son désespoir tenace et de ses étrangetés d'humeur, Técla commençait à aller mieux. Toujours faible et dolente, ce n'était point encore la santé sans doute, mais une sorte de réveil de l'être. Les creux de son visage se remplissaient, sa taille courbée se redressait, ses lèvres se teintaient légèrement de rose. Tandis que dame Clémence, ravie, s'en prenait au climat, à la mer, aux soins du docteur Rémy, à tout ce qui les entourait, seul, le cousin pénétrait le mystère. Il lisait, lui, jusqu'au fond de l'âme de la jeune fille. Il devinait tout. Ce même amour, qui l'avait tuée, la sauvait malgré elle. Il avait accompli cette réparation qu'il s'était imposée : Técla renaissait ; il lui avait insufflé la vie.

Une après-midi, Noël avait décidé sa cousine à visiter la ville. Ils partirent.

L'Antipolis des Grecs n'est plus aujourd'hui qu'une petite cité mal bâtie au pied de la montagne de la Garoupe. Une poignée de maisons grimpant les unes par-dessus les autres : dominant le tout, les deux grosses tours d'une église qui occupe, assure-t-on, l'emplacement d'un ancien temple de Diane d'Éphèse. Le cousin était gai : c'était leur première promenade longue. Ils allaient, sans se presser, elle, appuyée sur son bras, — lui, la soutenant, pour lui épargner la fatigue. Il essayait de l'intéresser à tout. Elle se laissait faire,

regardant, écoutant, interrogeant, souriant presque par instant. Ils s'arrêtèrent sur le port, d'un aspect curieux, à demi couvert d'un môle circulaire coupé d'arceaux et de pilastres. Puis, la porte de la poterne franchie, ils se trouvèrent dans Antibes. Partout une odeur de fleurs; de grands dattiers poussant leurs branches au-dessus des jardinets, agitant leurs palmes sur l'auvent des boutiques. Ils eurent bientôt traversé la ville et ressortirent par la campagne.

Là, un cri d'admiration s'échappa des lèvres de Técla. Devant elle, on eût dit une immense serre en plein épanouissement. Sur les coteaux, des bois d'oliviers, des groupes de pins parasols. Dans la plaine, des champs de violettes de Parme, de géraniums, de lavandes, les palmiers sveltes étalant en éventails leurs feuilles si finement découpées et flexibles, les aloës gigantesques, les touffes sombres des cyprès. Ils s'assirent sous un véritable bosquet d'orangers.

— Vous n'êtes pas trop fatiguée, Técla?.. demanda-t-il avec sollicitude.

— Non, merci.

Déployant le châle de laine qu'il avait emporté, il lui en couvrit les épaules.

— Vous êtes bon! dit-elle.

— Je suis tout simplement égoïste...

— Égoïste!

— Je vous assure que c'est pour moi que je vous soigne...

— Pour vous?

— Oui, si vous saviez, cousine, reprit-il d'un ton pénétré, comme j'ai souffert de vous voir souffrir!.. si vous saviez comme j'ai tremblé et par quelles transes j'ai passé!.. Mais tout cela est loin maintenant, bien loin, n'est-ce pas?..

Un nuage passa sur le front de Técla.

— Non, n'y pensons plus, poursuivit-il avec un geste de la main comme pour chasser les visions funèbres, aujourd'hui, c'est un grand jour... Vous êtes venue jusqu'ici,.. vous avez une mine superbe...

Un pâle sourire entr'ouvrit les lèvres de la malade.

— J'ai un peu chaud, voilà tout, répliqua-t-elle, étouffant un soupir.

— Ne vous défendez pas, je vous en prie; je suis si heureux de vous voir ainsi!

A cet instant, en effet, il était impossible de ne pas être frappé d'une sorte d'éclat qui ranimait son pauvre être affaissé. La marche avait fait monter le sang à ses joues, ses larges prunelles noires brillaient; sous le chapeau, une mèche échappée du chignon traînait en boucle sur l'épaule. Sa beauté d'autrefois lui était revenue avec quelque chose de plus fondu, de plus harmonieux. La souf-

france avait comme affiné sa nature un peu rude, la parant d'une grâce alanguie, d'un charme exquis de faiblesse et de douceur.

L'heure était délicieuse. Le soleil rayait de longues bandes d'or les champs de fleurs, des papillons voletaient dans l'air tiède. Noël avait appuyé son coude sur le gazon ; à demi étendu, il embrassait du regard l'horizon superbe.

— Le beau pays ! dit-il.

— Oui, murmura Técla.

Après un silence, il reprit :

— Ne vous semble-t-il pas comme à moi qu'un rêve nous a transportés dans un autre monde? Après le malheur qui nous a frappés, il me semblait impossible qu'un tel apaisement vînt jamais...

Tout à coup, en se retournant, il aperçut deux larmes sur les joues de sa cousine.

— Vous pleurez ? s'écria-t-il.

Elle cacha sa tête dans ses mains.

Interdit, il s'arrêta. Un trouble le saisissait, quelque chose d'étrange, de profond qui le remuait tout entier. Des minutes s'écoulèrent.

— Técla, dit-il tout ému, vous souffrez donc bien?..

— Oh ! oui ! répondit-elle.

Il n'osa poursuivre et se tut. Au bout d'un instant, elle se leva pour partir.

Le retour fut silencieux, le cousin envahi d'un certain embarras qu'il n'eût trop su se définir à lui-même. Un désarroi régnait dans sa pensée. La route où il s'était si bravement engagé s'enténébrait de plus en plus. Le souvenir de ces flammes dont lui avait parlé le curé se dressait, lui causant un vague effroi.

Dame Clémence accueillit gaîment les jeunes gens. Il fallut lui raconter l'excursion en détail. La bonne grand'mère se montra ravie.

— Nous la recommencerons, dit-elle, au premier jour ; vous m'emmènerez.

Le soir, Técla avait gagné sa chambre. La marraine et le filleul étaient restés dans le jardin à causer. L'entretien roulait sur Berghem, sur les amis, dont les lettres arrivaient régulièrement. Puis, de nouveau, comme il était question de la promenade de l'après-midi, Noël parla des forces de sa cousine, qui n'avait témoigné nulle fatigue durant cette course assez longue.

— Oui, elle va beaucoup mieux, reprit la grand'mère ; incontestablement, son état s'est modifié. J'ai bon espoir que nous la sauverons.

— Certes, je crois que la guérison n'est plus maintenant qu'une affaire de temps. Nous avons encore deux mois devant nous... Au

printemps, marraine, nous emmènerons Técla tout à fait remise...

— Et que ne te devrai-je pas, mon cher enfant! quelle aide tu as été pour moi, quel soutien!.. Comme tu m'as allégé la tâche!

Cette première escapade fut suivie d'autres fugues où dame Clémence se joignit. Tout heureuse de cette résurrection, jour à jour, elle sentait doubler sa reconnaissance pour son filleul et la lui marquait de mille manières. Un soir, rentrant d'une course au Cap, comme entraînée par une de ces illusions de mère qui caressent les chimères les plus folles, elle laissa échapper cet étrange souhait :

— Qui sait? dit-elle, si tu oubliais ton chagrin!.. Malgré moi, parfois, il m'arrive de songer que la douleur n'est pas éternelle,.. que tu es jeune,.. qu'un long avenir te reste... Et je me reprends à ce vieux projet que j'avais rapporté d'Hazebrouck... Ah! mon cher enfant!.. ce serait le seul vœu qu'il me resterait à accomplir...

XX.

Ces paroles de sa marraine avaient jeté Noël dans une surprise profonde. Sur l'instant, il n'avait rien trouvé à répondre. Étourdi, il s'était levé et avait gagné sa chambre.

Il fut quelque temps à revenir de sa stupeur. Avait-il bien entendu? Eh quoi! comment une telle idée avait-elle pu surgir à l'esprit de dame Clémence? Ce projet absurde lui faisait l'effet d'une offense à son deuil, à cet amour qui subsistait si intense au fond de lui... En scrutant son âme, il y retrouvait son même désespoir résigné, mais inconsolable, un de ces désespoirs qui s'identifient avec l'être, deviennent une part de nous. Et à cette heure, ce coup qui l'atteignait si brusquement réveillait ses plus cruels regrets. Trahir ce souvenir adoré!.. Il ne pouvait même en concevoir la pensée. Hélas! désormais tout était bien fini pour lui.

Le lendemain se leva triste et voilé. Une pluie fine mouillait le sable de la grève. Técla garda forcément la maison. Sous prétexte de correspondance, Noël ne parut qu'aux heures des repas. Le soir, après souper, il resta un instant seul avec sa cousine. En dépit de ses efforts, il ne pouvait surmonter son trouble en évoquant l'extraordinaire chimère de sa marraine. Plus que jamais, il s'affermissait dans sa résolution de fidélité éternelle à celle qui n'était plus.

Plusieurs jours se passèrent. En apparence, rien n'était changé au train ordinaire, sauf peut-être une humeur plus soucieuse chez le cousin. Il continuait ses assiduités auprès de Técla, avec quelque gêne, il est vrai, mais qu'il s'appliquait soigneusement à dissimuler.

Cependant, peu à peu, un travail étrange s'opérait dans son jugement. Cette parole d'espoir, qui lui avait paru si insensée tout d'abord, le hantait, l'obsédait. A force d'y songer, il en arrivait

presque à comprendre, à s'expliquer ce propos de mère inquiète de son enfant. Après tout, n'était-ce pas un rêve bien naturel?.. En effet s'il avait pu oublier, de ces deux vies brisées il eût été possible de refaire un bonheur. Sa marraine devait se complaire dans cette illusion douce, s'y abandonner, ainsi qu'elle le disait, comme au seul dessein qui lui restât à former. Et, plein de ces réflexions, excusant maintenant ce souhait qui l'avait profondément outragé, il redoublait de soins pour l'infortunée qui l'aimait d'une passion si éperdue. A qui d'ailleurs dévoûrait-il sa vie, sinon à la sœur de Valérie? Il ne doutait point de réussir en cette œuvre de salut. En le voyant près d'elle, toujours unis comme ils pouvaient l'être, dans un lien fraternel que rien ne saurait briser, Técla se consolerait...

Noël avait enfin pris son parti du sacrifice dont la mémoire de la sainte bien-aimée lui faisait comme un devoir, quand, un matin, il reçut cette lettre de l'abbé Vachon :

« Mon cher enfant,

« Aujourd'hui, comme à la veille de ton départ, je crois qu'il m'appartient d'intervenir, de t'aider de mes conseils, de t'éclairer de nouveau... Ta marraine m'a tout dit de tes attentions incessantes, de tes soins si touchans pour ta cousine... Après la révélation que je t'ai faite, je ne suis point surpris. J'attendais de toi cette pitié. Mais la pauvre grand'mère voit plus loin... Tout est possible. — Dans sa généreuse prévoyance, Dieu nous a permis d'oublier et de nous reprendre... L'autre jour, paraît-il, ta marraine a presque osé te dévoiler un espoir... Ah! Noël, si, dans l'avenir, ton dévoûment t'inspirait quelque pensée de complet sacrifice, si tu songeais jamais à immoler ton deuil, crois bien que ta chère morte elle-même te bénirait... Un lien de tendresse si puissant les unissait l'une à l'autre!.. Tu retrouverais dans l'âme de Técla quelque chose de celle de Valérie... »

Cette lettre lue et relue, Noël resta la tête dans ses mains... Chose étrange! ce rêve fou de sa marraine, qui lui revenait par le curé, ne souleva plus cette fois dans son âme cette révolte, cette même indignation si sincère. Par le seul fait de ce froissement si amer qu'il avait éprouvé d'une aussi bizarre espérance, une sorte d'accoutumance à rejeter cette idée, qui lui avait semblé sacrilège, l'avait pour ainsi dire blasé sur ce qu'elle avait d'outrageant pour son amour. Si vagues que fussent les paroles de l'abbé Vachon sur la possibilité d'un réveil de bonheur, elles le plongeaient tout à coup dans le plus grand désordre de pensées. Eh quoi! un tel dénoûment de ce désastre terrible pouvait-il être entrevu? Le curé

entrait dans les espérances de la grand'mère et arrivait, lui aussi, à partager le vœu d'un pareil miracle. — Mais cette apostasie était-elle donc possible pour que de telles âmes en conçussent l'idée, l'approuvassent... semblant la prévoir comme une conséquence de ce malheur qui les avait tous frappés?

Dérouté dans toutes ses croyances, peu à peu, il se laissait presque gagner à ces influences. Ces conseils si sages avaient raison peut-être : il restait encore un but à sa vie désolée. Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout de la tâche? N'y avait-il pas une sorte de rigueur à refuser ce bonheur qu'il pouvait donner?.. Il se disait qu'il est des unions saintes, graves, austères... Résolu à être le frère de Técla, à se dévouer tout entier à elle, pourquoi ne se résignerait-il pas à devenir son mari?.. Et il lui semblait entendre Valérie l'encourager dans son œuvre de rédemption,.. Valérie qui aimait tant sa cousine!.. Au ciel, où elle était maintenant parmi les anges, elle le bénirait...

Son immolation acceptée, Noël, pris soudain d'une ferveur d'héroïsme et comme s'il eût voulu se fermer tout retour, fut saisi par cette pensée de réaliser au plus tôt le souhait qu'on ne lui montrait que vague et lointain. Pourquoi hésiter, pourquoi attendre?.. Puisqu'il consentait à sauver Técla, ne valait-il pas mieux agir sans retard? N'y aurait-il pas presque lâcheté à reculer l'épreuve? Si quelque rechute allait l'emporter tout à coup ?.. L'âme de Valérie ne lui reprocherait-t-elle pas son égoïsme? Ne l'accuserait-elle pas de cette nouvelle cruauté dont, cette fois, il avait conscience?

Deux jours s'écoulèrent confirmant cet arrêt suprême, l'affirmant dans son sacrifice. Il ne lui restait plus maintenant qu'à préparer Técla à cette étonnante détermination. Il cherchait le moyen d'amener entre eux cette explication difficile, d'aborder la confidence si inattendue. Parfois l'idée lui venait qu'elle était déjà à demi avertie. Au fond, peut-être partageait-elle l'espoir de sa grand'mère.

Une après-midi, le cousin et la cousine étaient sur la grève, dans ce coin solitaire et charmant qu'ils avaient adopté. Enfermés entre la haie de cactus et les parois de la roche, tout leur horizon se bornait à la mer qu'ils avaient devant eux... Noël, timide auprès d'elle, se demandait comment entamer le sujet grave qui le hantait.

Il est des lieux, des heures qui communiquent à l'âme une ineffable paix... Il semble alors qu'un souffle bienfaisant dissipe les lourdes préoccupations. Ils causaient, ou plutôt ils songeaient tout haut. De temps à autre, une voile blanche passait sur les flots bleus.

— Étrange vie, dit-il, que celle des marins : la lutte incessante contre les élémens qui, à toute heure, les menacent,.. nul repos, nulle attache... Ils n'ont une famille que pour sentir la douleur de la quitter...

— Qui sait? répliqua-t-elle, dans ce mouvement, dans ce renouvellement continuel des objets qui les entourent, ceux-là songent moins, peut-être, et peuvent s'étourdir.

— Non, Técla, ce n'est ni le mouvement, ni le renouvellement continuel des objets qui nous entourent qui affaiblissent le souvenir et raniment nos cœurs, c'est le temps seul... Chaque heure qui s'écoule enlève au chagrin quelque chose de son amertume,.. nous nous lassons de souffrir, de désespérer... C'est une loi de nature, c'est une prévoyance de Dieu qui a permis l'oubli...

A ce mot, elle eut un sursaut.

— Oublier! s'écria-t-elle amèrement.

— Pourquoi pas, Técla?.. N'avez-vous pas été malade au point de nous inquiéter? un moment, n'avait-on pas presque désespéré de vous sauver? toute guérison ne semblait-elle pas impossible?.. Et, peu à peu, la résurrection s'est opérée, à votre insu, sans que vous le vouliez... Lentement, jour à jour, les forces sont revenues, votre pauvre être s'est ranimé, vous voilà dans l'épanouissement d'une vie nouvelle. Eh bien! comme le corps, l'âme aussi guérit et ressuscite...

— Hélas! non, c'est impossible, interrompit-elle sourdement.

— Si, reprit-il avec une sorte d'autorité persuasive le temps apaise et console... Le cœur se reprend... L'avenir, qui semblait à jamais fermé, se rouvre tout à coup,.. on sent qu'il est autour de soi des attachemens qui remplacent ceux qu'on a perdus... Le désert s'est peuplé, les ruines se sont recouvertes,.. le printemps succède à l'hiver; il est encore des fleurs, des sourires, des joies...

Il s'arrêta envahi d'une émotion profonde, ses yeux fixés sur le sable; il réfléchissait.

— Técla, reprit-il, il est des choses difficiles à dire et qu'il faut pourtant avoir le courage d'aborder... Depuis longtemps, à vos côtés, plus d'une fois, j'ai songé, qu'un jour... dans mon égoïsme... je vous ai causé une peine.

— A moi, Noël?.. Jamais, dit-elle vivement.

— Hélas! chère Técla, ne niez pas...

— Mais je n'ai rien à avouer...

— Écoutez-moi, poursuivit-il en baissant la voix, comme s'il eût eu peur lui-même de ses paroles, déjà avant de quitter Berghem, je savais...

Un cri l'interrompit.

— Vous saviez?.. Et quoi donc? demanda-t-elle tremblante, épouvantée.

— La veille même de notre départ, l'abbé Vachon est venu me trouver dans ma chambre... Il m'a parlé longtemps... il m'a tout raconté...

— Eh quoi! il vous a dit?..

— Oui, vos souffrances, votre immolation,.. et dès ce jour, Técla, j'ai appris à vous admirer plus encore, à vous mettre plus haut dans mon estime, dans mon affection...

Pâle, oppressée, elle avait courbé la tête. La honte et l'angoisse se lisaient sur son visage. Noël se rapprocha, et d'un accent doux et grave :

— Técla, voulez-vous être ma femme?

A cette question, un frisson la secoua tout entière. Une minute, elle resta saisie, comme paralysée. Puis, elle leva les yeux, et attachant sur lui un regard de douleur :

— Votre femme, moi?.. balbutia-t-elle.

— Pourquoi ne la seriez-vous pas?.. pourquoi n'unirions-nous pas nos deux cœurs brisés par le même chagrin?.. Un même souvenir nous reste, et l'âme de celle que nous avons perdue et qui nous voit...

— Taisez-vous! taisez-vous! dit-elle avec une explosion étrange.

Un instant, il resta interdit. Puis, d'un ton humble et inquiet :

— Ne vous effrayez pas,.. je comprends ce qu'une telle pensée vous inspire de révolte... Mais vous réfléchirez, Técla, vous saurez que ce que je vous offre surtout, c'est l'appui d'un dévoûment éternel...

— Assez, assez, interrompit-elle violemment. Ah!.. vous êtes cruel!.. Qu'ai-je affaire de votre dévoûment? De quel droit venez-vous me l'offrir?.. Quelle demande odieuse osez-vous bien m'adresser?

Cet éclat de colère, de rancune presque sauvage, laissait Noël confondu.

— Écoutez-moi, je vous en conjure, reprit-il, au nom de Valérie, de cette sœur tant aimée!..

Técla devint d'une pâleur livide. Il eut peur. Mais d'un mouvement brusque, elle se leva. Comme il s'apprêtait à la suivre :

— Non, non, restez, dit-elle.

— Técla!..

— Restez, je vous défends de m'accompagner.

Et, presque chancelante, elle s'éloigna.

JACQUES VINCENT.

(La dernière partie au prochain n°.)

LES

FINANCES DE L'ITALIE

I.

LA LÉGISLATION FINANCIÈRE.

La France nous présente le spectacle d'une nation pourvue de tous les élémens de richesse et de prospérité : un sol fertile, des produits recherchés, une industrie avancée, une population laborieuse et naturellement économe, et qui, abusant de ces dons de la Providence, dissipe en dépenses inutiles ou improductives un revenu énorme, engage imprudemment l'avenir par de continuels emprunts et accroît sans cesse le fardeau d'une dette dont le chiffre sans exemple effraie l'imagination. Nous avons eu occasion de montrer, aux États-Unis et en Angleterre, des gouvernemens sans cesse préoccupés de contenir les dépenses nationales dans de justes limites et s'attachant à dégager l'avenir par l'amortissement ou la réduction des dettes contractées dans les jours difficiles. Une leçon non moins instructive nous est donnée par une nation voisine, l'Italie, qui, avec une population moins nombreuse que la nôtre, avec une agriculture arriérée et une industrie encore dans l'enfance, mais avec le légitime orgueil et la résolution bien arrêtée de reconquérir un rang élevé parmi les peuples, a su, par de courageux sacrifices, par sa patience à supporter des charges écrasantes et à force d'ordre et d'économie, combler l'écart énorme qui existait entre les recettes et les dépenses de l'état, mettre fin aux déficits auxquels ses bud-

gets semblaient condamnés pour longtemps, rétablir son crédit et se préparer une situation financière satisfaisante.

C'est cette régénération des finances italiennes, laborieusement poursuivie pendant plus de dix années, que nous voudrions retracer. Nous avons déjà esquissé cette histoire (1); nous essaierons de la compléter à l'aide des documens officiels les plus récens et des renseignemens que nous avons pu recueillir en Italie.

I.

Au premier rang des conditions indispensables pour avoir de bonnes finances, il faut incontestablement placer l'ordre dans les dépenses, la régularité dans les écritures, et le facile exercice d'un contrôle sérieux de la part des représentans du pays. Les finances piémontaises avaient été conduites de tout temps avec sagesse et d'une façon presque paternelle; mais ce budget, tenu soigneusement en équilibre, ne dépassait guère celui de la ville de Paris. Dans l'espace de dix années, des annexions successives ont étendu sur l'Italie entière l'autorité de la maison de Savoie : des guerres et des emprunts onéreux ont fait prendre aux dépenses un accroissement hors de toute proportion avec celui des recettes. En même temps que les cadres qui avaient suffi au petit royaume de Sardaigne devenaient impuissans à administrer l'état démesurément agrandi, la force des événemens et l'urgence des besoins rendaient inapplicables les règles observées jusque-là. En face de l'ennemi et quand le sort de l'Italie était en jeu, on ne pouvait songer à restreindre la liberté d'action du gouvernement : il fallait lui laisser le choix des moyens en même temps que la tâche de se procurer l'argent nécessaire. Pendant cette période, l'histoire financière de l'Italie n'est guère que l'histoire des emprunts contractés sous toutes les formes, même sous celle de l'emprunt forcé; le budget n'était qu'un cadre pour la comptabilité; il ne pouvait être sérieusement discuté, et il se réglait invariablement par une addition à la dette publique. Cette situation n'a changé qu'après 1866, lorsque l'annexion de la Vénétie eut mis fin tout à la fois à la période d'agrandissement et aux efforts extraordinaires que l'Italie s'imposait en vue de conquérir son unité.

Ce ne fut point une tâche aisée que de soumettre à une administration uniforme et d'assujettir à un même système d'impôts des provinces qui avaient formé des états indépendans, ayant un régime

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1881.

fiscal particulier, et dont il fallait bouleverser les habitudes et les traditions. Ce fut l'œuvre de plusieurs années. Il fallut ensuite donner au royaume une organisation financière en rapport avec les conditions nouvelles de son existence et avec les exigences du régime parlementaire. Une loi de comptabilité générale, mûrement élaborée, a mis en harmonie les décisions rendues à diverses reprises par les chambres : elle a déterminé le mode de préparation et de règlement des budgets de façon à assurer le fidèle emploi des deniers publics et à rendre le contrôle du parlement aussi facile qu'efficace. Cette loi, qui est la clé de voûte du système financier de l'Italie, nous paraît avoir entouré la fortune publique de toutes les garanties que la science et l'expérience ont pu suggérer. Par ses dispositions, elle se rapproche des méthodes suivies en Angleterre et en Belgique bien plus que de nos pratiques françaises : quelques mots de comparaison ne seront donc pas inutiles pour en faire saisir l'esprit et en faire apprécier le mérite.

Notre comptabilité générale a joui d'une réputation méritée; les grands financiers de la restauration s'étaient appliqués avec succès à perfectionner l'œuvre déjà fort recommandable que l'empire leur avait léguée. Pendant longtemps, aucun des états de l'Europe n'a possédé un ensemble de règles aussi sages, aussi bien comprises, aussi efficaces à prévenir le détournement des moindres sommes, à subordonner toute perception et tout paiement à des justifications incontestables. Notre comptabilité a conservé ces mérites, bien qu'à force de raffiner sur l'interprétation des textes et de multiplier les précautions et les garanties, elle soit arrivée à une réglementation et à un luxe de formalités plus dignes de la Chine que d'une nation civilisée : quiconque contracte avec le gouvernement français doit désormais faire entrer dans ses calculs les pertes de temps et les frais inutiles qu'il lui faudra subir avant d'arriver à être payé de la créance la mieux justifiée. Les autres nations se sont approprié ce qu'il y avait de bon dans notre organisation, en se gardant du formalisme exagéré dans lequel nos administrations sont tombées. Il y a quelques années, dans un banquet offert à M. Gladstone, un orateur, en portant un toast au chancelier de l'Échiquier, avait fait un grand éloge de la comptabilité française. Dans sa réponse, M. Gladstone déclara qu'autant qu'il en pouvait juger, la comptabilité des deniers publics était arrivée en Angleterre à un égal degré de précision et de rigueur. Il aurait pu revendiquer, et nul ne saurait lui contester l'honneur des réformes introduites dans le système financier de nos voisins; mais en entourant la perception et l'emploi du revenu public des garanties que l'étude lui suggérait, M. Gladstone est demeuré fidèle à l'esprit pratique de nos voisins,

et il n'a jamais perdu de vue que l'état n'a pas plus le droit de prendre aux citoyens leur temps que leur argent.

C'est dans le mode de préparation et de règlement des budgets que les défauts de l'organisation française se révèlent avec le plus d'évidence et produisent leurs conséquences les plus fâcheuses. Le budget de 1883 sera soumis aux chambres dès le commencement de 1882, et, avec les habitudes contractées par les commissions parlementaires, il y aurait inconvénient à différer cette présentation : tous les ministères sont donc occupés depuis plusieurs mois à faire les calculs et à réunir les renseignemens que le ministre des finances devra faire entrer dans son travail d'ensemble. Le budget se prépare ainsi au moins dix-huit mois à l'avance : une préparation aussi prématurée exclut l'exactitude dans les prévisions budgétaires et ne permet de compter que sur des à-peu-près. Comment prévoir, en 1881, qu'en 1882 le printemps sera trop humide ou l'été trop sec? Cependant, ces circonstances climatologiques, en renchérissant les fourrages ou en élevant le prix de la ration, peuvent entraîner en 1883 une différence de plusieurs millions dans les dépenses du ministère de la guerre. Il arrive donc fréquemment qu'au moment où un budget est voté, les calculs d'après lesquels il a été établi ont cessé d'être exacts et que les crédits qu'il accorde ne sont plus suffisans. Il en résulte que, dès les premiers jours d'un exercice, on peut être contraint de recourir à l'ouverture de crédits supplémentaires ou extraordinaires, et il est à peine besoin de faire observer que l'emploi de plus en plus fréquent de ces crédits a pour conséquence de détruire toute l'économie de nos budgets et de condamner les finances françaises à un perpétuel provisoire.

La durée trop longue de l'exercice financier n'engendre pas moins d'inconvéniens que la préparation prématurée du budget. Les crédits votés pour une année demeurent à la disposition des ministres jusqu'au mois de juillet de l'année suivante. Cette latitude a été jugée nécessaire dans l'intérêt de nos possessions d'outre-mer avec lesquelles les communications n'étaient ni promptes, ni faciles; mais la vapeur et le télégraphe permettraient de renoncer aujourd'hui à une faculté dangereuse. Les ministères attendent jusqu'au dernier moment pour épuiser leurs crédits : il faut ensuite réunir les pièces comptables, qui arrivent tardivement; la seconde année est écoulée avant que la cour des comptes soit saisie et puisse commencer ses vérifications. Même en temps ordinaire, ce n'est guère qu'au bout de quatre ans qu'on peut connaître avec certitude quel a été le chiffre exact des dépenses effectuées dans une année et savoir si l'excédent de recettes prévu au moment où le budget de cette année a été voté n'a pas été transformé par l'accumula-

tion des crédits extraordinaires en un déficit notable. Nous disons : en temps ordinaire, parce que nous avons eu occasion de démontrer ici même que, depuis 1870, pas un seul budget n'a été définitivement apuré.

Ce laisser-aller, cette perpétuelle incertitude sur la véritable situation financière du pays, ne pouvaient être de mise chez nos voisins d'Angleterre, habitués à l'exactitude et à la précision, qui veulent qu'on apporte dans la gestion des deniers public les pratiques rigides du commerce et pour qui le bilan de la nation doit être aussi limpide que celui d'une maison de banque. Aussi ne connaissent-ils pas cette fiction que nous appelons l'exercice financier. L'année financière, qui commence maintenant le 1er avril, se clôt rigoureusement, en recettes et en dépenses, le 31 mars suivant. Lorsque le chancelier de l'échiquier, au commencement d'avril, expose à la chambre des communes la situation financière de l'Angleterre, il est en mesure de faire connaître exactement aux représentans du pays le chiffre des recettes et des dépenses effectuées dans les douze mois qui viennent de se terminer et de dire si le résultat définitif de cette année est un déficit ou un excédent de recettes. La plupart des dépenses s'effectuant en vertu des lois antérieurement votées, il n'y a lieu de soumettre, chaque année, au parlement, que les dépenses susceptibles de varier d'une année à l'autre et dont les plus considérables sont celles de l'armée et de la marine. A moins d'événemens extraordinaires, la session des chambres s'ouvre dans la seconde moitié de février, et cela suffit pour que les dépenses essentielles soient votées en temps utile, c'est-à-dire avant le 1er avril. Quant aux recettes, les impôts établis par une loi continuent d'être perçus jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. L'exposé financier du chancelier de l'échiquier a pour objet de soumettre à la chambre les modifications en plus ou en moins qu'il juge à propos d'apporter aux taxes déjà établies et les ressources nouvelles qu'il croit nécessaires de créer. Il est rare que la discussion se prolonge au-delà d'une séance. La chambre des communes accepte les propositions du chancelier de l'échiquier sous la responsabilité du gouvernement et sauf à lui demander compte, l'année suivante, de l'inexactitude de ses calculs; les modifications apportées aux taxes sont appliquées dans les vingt-quatre heures. Si d'autres réformes sont jugées utiles, soit par l'opposition, soit par des députés isolés, elles font l'objet de motions spéciales. Elles sont discutées en dehors du budget et elles revêtent la forme de résolutions applicables l'année suivante, en sorte que l'économie de la loi de finances n'en peut jamais être troublée.

La supériorité, au point de vue pratique, de ce système sur le

système français est facile à apercevoir. Les prévisions anglaises ne précèdent que de trois ou quatre mois au plus la période dans laquelle les dépenses doivent s'effectuer ; elles sont nécessairement plus exactes que si elles étaient en avance de dix-huit mois, et les ministères qui ont des marchés à passer connaissent avec un degré suffisant de précision les prix auxquels il leur sera possible de traiter. Si, cependant, des rectifications deviennent nécessaires, si des besoins imprévus surgissent, le chancelier de l'échiquier soumet au parlement, dans les derniers jours de juillet, des prévisions supplémentaires (*supplementary estimates*) avec la proposition des ressources destinées à subvenir à ce surcroît de dépenses. Enfin, dans l'intervalle de deux sessions, il peut devenir nécessaire d'expédier une escadre ou des troupes pour la protection de quelqu'une des nombreuses possessions britanniques : les ministres de la guerre et de la marine pourvoient à ces dépenses au moyen de viremens opérés dans la limite des crédits qui leur ont été ouverts ; mais ces viremens doivent être autorisés par la trésorerie, c'est-à-dire que le premier ministre en partage la responsabilité avec ses collègues. Lorsque le parlement anglais se sépare, à la fin d'une session, il connaît donc avec exactitude quel a été le résultat en recettes et en dépenses de la dernière année écoulée, et quant à l'année courante, il ne peut avoir d'incertitude que sur un seul point, à savoir si les recettes répondront aux prévisions du chancelier de l'échiquier.

C'est à donner à ses finances le même caractère de précision et de certitude que le gouvernement italien s'est attaché, et il n'a cru pouvoir mieux faire que d'emprunter aux Anglais les traits essentiels de leur méthode.

La loi du 30 décembre 1876, qui a complété la loi du 22 avril 1869 sur la comptabilité générale, prescrit au ministre des finances d'adresser au président de la chambre des députés, pour le 15 septembre, le budget de prévision, c'est-à-dire le budget approximatiif de l'année suivante. Comme la commission des finances est élue par la chambre pour toute la durée de la législature, cette commission peut se saisir immédiatement de l'examen de ce budget, dont la chambre commence la discussion dès qu'elle reprend ses travaux dans les derniers jours d'octobre et qu'elle doit achever de voter avant le 1er janvier. Ce premier budget ne contient que des chiffres provisoires ; mais le ministre des finances est tenu de présenter avant le 15 mars le budget définitif et de soumettre à la chambre un exposé général de la situation financière, portant nécessairement sur les résultats définitifs de l'année qui vient de se terminer. Si, avant la clôture de la session, des circonstances imprévues ou des besoins nouveaux font reconnaître au ministre des finances la

nécessité de modifier ses calculs, il soumet au parlement des modifications (*note di variazioni*), et les chiffres du budget sont rectifiés en conséquence, afin de se rapprocher autant que possible d'une exactitude mathématique. Le trait le plus nouveau et le plus digne d'approbation de ce système est le mode adopté pour faire face aux besoins imprévus qui peuvent se produire dans l'intervalle des sessions, sans mettre le gouvernement dans la nécessité de convoquer les chambres et sans recourir à l'expédient déplorable des crédits extraordinaires. On inscrit au budget, sous le nom de « fonds de réserve, » deux crédits, l'un de 3 millions pour les dépenses obligatoires non prévues, et l'autre de 4 millions pour les dépenses facultatives imprévues. Si donc, dans l'intervalle de deux sessions, une condamnation est prononcée contre le fisc, ou si quelque grande calamité, des inondations, un tremblement de terre, créent soudainement des misères qu'il soit urgent de secourir, les sommes nécessaires sont prélevées sur ces fonds de réserve, dont il ne peut être disposé qu'en vertu d'ordonnances royales rendues en conseil des ministres, c'est-à-dire sous la responsabilité collective du cabinet.

Il est facile de voir que la méthode suivie en Italie pour la préparation du budget ne permet ni les incertitudes ni les graves erreurs qui sont inséparables de la méthode française : les prévisions de dépenses sont faites, en quelque sorte, la veille du jour où les dépenses doivent s'effectuer, et si quelque mécompte vient déranger les calculs ministériels, ces prévisions peuvent toujours être rectifiées en temps utile. Cet avantage, dont tous les financiers apprécieront l'importance, n'est pas le seul. L'exercice budgétaire est strictement limité à la durée de l'année : les dépenses comme les recettes doivent donc être arrêtées au 31 décembre sans qu'il soit possible de rejeter aucun compte sur l'année suivante. Grâce à l'exactitude et à la remarquable diligence que les habiles collaborateurs du ministre des finances actuel, en tête desquels il faut placer le directeur-général des contributions indirectes, M. Ellena, ont su faire entrer dans les habitudes du personnel, il est toujours possible au ministre des finances, lorsqu'il soumet au parlement, dans les premiers jours de mars, le budget définitif de l'année courante, de faire connaître exactement aux représentans du pays comment s'est réglé le budget de l'année qui a pris fin le 31 décembre précédent, comment se présente la situation financière pour le nouvel exercice et quel est le chiffre des recettes effectuées dans les deux premiers mois de l'année. Le règlement définitif des budgets ne subit donc aucun retard : la cour des comptes italienne a terminé sa tâche avant que la nôtre ait pu commencer la sienne, et aucune session ne se termine sans que le parlement

ait approuvé les comptes définitifs de l'année précédente. Ainsi, loin que les Italiens soient dans la nécessité d'attendre huit ou dix ans avant de connaître comment un budget s'est soldé, il leur suffit de quelques mois pour connaître très exactement ce que l'état a reçu et dépensé dans une année.

La spécialité des crédits est assurée par des prescriptions sévères : la loi de comptabilité générale n'autorise ni les viremens d'un chapitre à l'autre, ni les compensations par l'application à une dépense non votée des économies réalisées sur le même chapitre. Ces dispositions ont été renforcées par une résolution de la chambre des députés du mois de juillet 1880. Les ministres reconnaissaient qu'ils ne pouvaient, sans l'autorisation préalable du parlement, excéder, pour aucune des dépenses classées comme facultatives, les crédits qui leur avaient été ouverts; mais ils ne se croyaient pas tenus à la même réserve pour les dépenses d'un caractère obligatoire ; ils se dispensaient de solliciter l'autorisation du parlement par un projet de loi spécial, ils se croyaient suffisamment couverts, soit par le vote du budget définitif, dans lequel ils introduisaient ces dépenses, soit par l'approbation de la loi des comptes, dans laquelle elles étaient portées au chapitre qu'elles concernaient. Le ministre des finances n'a point considéré cette manière de procéder comme conforme à l'esprit de la loi de comptabilité et, par conséquent, comme régulière. Il n'a pas jugé que le caractère obligatoire d'une dépense suffît pour dispenser de l'autorisation législative; ne voulant pas demeurer exposé à voir ses calculs rendus inexacts et l'équilibre du budget compromis par des dépassemens de crédits, il a demandé à la chambre de le protéger contre le défaut de prévoyance ou les omissions de ses collègues. En conséquence, une résolution votée par la chambre a spécifié qu'après le complet épuisement du fonds de réserve pour tout excédent de dépense, quels qu'en soient la nature et l'objet, qu'il s'agisse de dépenses d'ordre et obligatoires, ou de dépenses simplement facultatives, les ministres devront demander, par un projet de loi spécial, l'autorisation préalable du parlement. Loin de chercher à éluder la rigueur des prescriptions budgétaires par des imputations provisoires, par des compensations ou par d'autres expédiens de comptabilité, les ministres italiens vont au-devant du contrôle des chambres. Le ministre des finances, M. Magliani, disait à ce propos dans la séance du 9 avril dernier : « Je crois que le ministre des finances doit avoir pour préoccupation constante d'accroître et de renforcer les garanties tutélaires de l'administration des deniers publics. Je crois qu'il doit toujours souhaiter que le contrôle parlementaire s'étende jusqu'à la limite extrême à laquelle il puisse arriver, parce que cette garantie d'ordre et de respect de

la loi est aussi la base essentielle de la prospérité et de la bonne renommée des finances.

La législation financière italienne nous paraît donc présenter les garanties les mieux comprises et les plus efficaces pour maintenir le bon ordre dans les finances; le contrôle législatif exercé tant par le sénat que par la chambre est d'autant mieux assuré et d'autant plus sérieux qu'il porte sur des chiffres exacts et précis et non sur des évaluations conjecturales et qu'il a lieu en pleine connaissance des faits accomplis. Quant aux réformes financières qui peuvent être jugées nécessaires, quant aux modifications qu'il peut être utile d'apporter à l'assiette de certains impôts, elles font, comme en Angleterre, l'objet de propositions spéciales présentées et discutées en dehors de l'examen du budget, sauf au ministre des finances à tenir compte, dans la préparation des budgets ultérieurs, des votes émis par le parlement. Si des votes législatifs ont pour conséquence des dépenses nouvelles et immédiates, ces dépenses prennent, pour la première année, le nom de dépenses hors budget (*fuori bilancio*), et le parlement est tenu de créer en même temps les ressources nécessaires pour y faire face, de façon que l'équilibre du budget ne puisse être dérangé. L'article 31 de la loi de comptabilité générale est, à cet égard, aussi formel que possible. Il dit expressément : « Toute proposition d'une dépense nouvelle quelconque devra indiquer les moyens d'y pourvoir. »

Toutes ces pratiques sont en parfaite harmonie avec l'esprit du gouvernement représentatif. La supériorité de ce gouvernement sur le gouvernement parlementaire, qui n'en est que la corruption, est que, tout en assurant le contrôle des mandataires du pays, il respecte et consacre l'initiative qui doit appartenir au pouvoir exécutif comme une conséquence nécessaire de la responsabilité. En Italie comme en Angleterre, les finances publiques, œuvre d'étude et de calculs laborieux, sont à l'abri des fantaisies et des improvisations auxquelles se livrent nos commissions du budget, presque exclusivement composées d'hommes incompétens; et si la chambre des députés, sous l'influence de considérations électorales ou d'entraînemens irréfléchis, se laissait aller à des votes de nature à porter atteinte à l'équilibre du budget, le sénat italien serait là, comme on l'a vu en plusieurs occasions, pour remettre les choses en état et faire prévaloir les conseils de la prudence.

Peut-être n'est-il pas inutile d'ajouter quelques explications sur les divers comptes qu'embrasse la loi de finances de chaque année et dont l'apparente complication pourrait embarrasser les lecteurs qui voudraient recourir aux documens originaux.

On inscrit en premier lieu au budget les recettes et les dépenses

ordinaires. Il est à peine besoin de dire qu'on entend par dépenses ordinaires celles qui ont un caractère d'obligation et de permanence et se reproduisent tous les ans. Il est seulement à remarquer que des lois dites d'organisation ont arrêté, pour la distribution des services et le personnel des ministères, des cadres invariables, ont déterminé l'échelle des traitemens, et ont fixé en conséquence des chiffres de dépense dans les limites desquels les ministres sont tenus de se renfermer. Le parlement italien a ainsi prévenu ces perpétuelles créations d'emplois nouveaux et cette mobilité des traitemens qui sont au nombre des plaies du budget français en motivant de continuelles augmentations de crédits. L'examen du budget se trouve simplifié et abrégé par le grand nombre des dépenses dont le chiffre ne peut varier. Au budget ordinaire figurent encore un certain nombre de comptes d'ordre, dits *partite di giro*, inscrits à la fois en recette et en dépense, et dont quelques-uns ne sont pas sans importance. Tels sont, par exemple, les 40 millions de rentes affectés à la garantie du papier-monnaie en circulation et déposés par l'état à la caisse des dépôts et des prêts au compte du syndicat des banques chargées de l'émission de ce papier; le trésor ne se paie point à lui-même les arrérages de ces rentes. Tels sont encore les loyers des bâtimens que le domaine public est censé louer aux diverses administrations de l'état pour l'installation de leurs services; ces loyers ne se paient que par des viremens d'écritures. L'inscription de ces comptes au budget, dont ils grossissent les chiffres, peut sembler dictée par une recherche excessive de la régularité. On doit dire, toutefois, qu'en ce qui concerne les bâtimens domaniaux, la précaution qui en ramène tous les ans sous les yeux du parlement la liste et l'affectation n'est pas inutile, puisqu'elle empêche les administrations de conserver et en quelque sorte de s'approprier des immeubles dont elle peuvent n'avoir plus l'emploi et dont la trace serait bientôt perdue.

A la suite des recettes et des dépenses ordinaires viennent les reliquats des exercices antérieurs (*residui attivi e passivi*). On donne le nom de reliquats actifs aux impôts arriérés, aux paiemen en retard sur les acquisitions de biens domaniaux, aux contribu tions que les provinces, les villes ou les particuliers se sont enga gés à payer pour l'exécution de certains travaux et qui n'ont pas encore été versées, en un mot, à toutes les créances à recouvrer par l'état. Les reliquats passifs comprennent, au contraire, les dépenses votées et non encore acquittées, les subventions promises par l'état et qui peuvent être rendues exigibles par l'accomplissement des conditions prévues au contrat et toutes les créances sur le trésor public. Ce compte des reliquats est le seul élément d'obscurité qui

subsiste dans les finances italiennes. En effet, au temps où les dépenses croissaient beaucoup plus rapidement que les ressources, les ministres des finances inscrivaient soigneusement parmi les reliquats actifs les contributions arriérées, les impôts qui ne rentraient pas, sans jamais faire subir de réduction à ce chapitre dont les chiffres grossissaient d'année en année. Présentés comme une ressource effective, ces reliquats actifs servaient à dissimuler l'étendue des déficits. Ce n'était là qu'un trompe-l'œil, qu'on ne pouvait laisser subsister dès que l'on entreprenait de donner une base sérieuse aux finances italiennes. Le ministre actuel a donc entrepris l'apurement de ce compte et il en a fait disparaître un grand nombre de créances reconnues irrécouvrables; il a pris devant les chambres l'engagement de poursuivre ce travail et de ne laisser subsister au crédit de l'état que les créances dont le recouvrement serait assuré, et déjà il n'a inscrit, de ce chef, dans les deux derniers budgets, que les sommes dont la rentrée pendant le cours de l'exercice était certaine.

Le compte des recettes et des dépenses extraordinaires est l'équivalent de notre ancien compte de liquidation ou de notre budget extraordinaire actuel. Les dépenses ont pour objet la construction de nouvelles lignes de chemin de fer, conformément à un plan d'ensemble voté par le parlement et dont l'exécution a été répartie sur un certain nombre d'exercices, le rachat par paiemens annuels de certaines voies ferrées qu'il a été nécessaire de reprendre au compte de l'état pour en assurer l'exploitation, l'amélioration des voies navigables, l'accroissement du matériel et des approvisionnemens de la guerre, la mise en état de défense de Rome et de quelques points stratégiques, enfin l'accroissement du matériel naval. Toutes ces dépenses ont un caractère transitoire. Celle qui est relative à la construction des voies ferrées est de beaucoup la plus considérable, puisqu'elle figure pour près de 75 pour 100 dans le chiffre total. Il est pourvu aux dépenses de construction des voies ferrées par l'aliénation de rentes perpétuelles dont les arrérages sont inscrits au budget ordinaire, et aux autres dépenses par des ventes de biens nationaux et surtout par l'émission d'obligations à terme qui sont gagées sur les biens ecclésiastiques réunis au domaine public et sont remboursées avec le produit de la vente de ces biens. Le budget extraordinaire de l'Italie a donc sur le nôtre l'avantage de posséder une dotation immobilière d'une importance incontestable et de n'être point exclusivement alimenté par l'emprunt. L'amortissement certain et rapide de certaines catégories de la dette publique compense, et au-delà, les aliénations de rentes perpétuelles qui ont lieu annuellement pour la construction des chemins de fer, et il

permet de prévoir le jour où il sera possible de ne plus emprunter pour les travaux publics.

Ces aliénations de rentes, ces émissions d'obligations à terme, ces ventes de biens nationaux font entrer dans les caisses du trésor des sommes qui ne peuvent être considérées comme des recettes, puisqu'elles résultent, ou d'emprunts qui entraînent des charges nouvelles, ou d'aliénations qui diminuent le domaine public. Il en est de même des bons du trésor, qui sont l'élément principal de la dette flottante. Il faut, cependant, que toutes ces sommes figurent dans la comptabilité. Aussi, toutes les entrées et toutes les sorties de caisse, à quelque titre que ce soit, font-elles l'objet d'un compte spécial, le mouvement des fonds (*movimento dei capitali*) dans lequel viennent se résumer toutes les opérations de trésorerie. Il faut se garder de confondre les chiffres de ce compte, qui est une pure affaire d'écritures, avec les résultats réels du budget. C'est une erreur que les personnes qui ne sont pas familières avec les finances sont sujettes à commettre ; et une des difficultés que rencontre le ministre actuel est de faire comprendre aux membres du parlement que la décroissance des chiffres inscrits en recette au compte du mouvement des fonds est la marque d'un progrès, parce qu'elle indique que l'état a pu faire face à toutes les dépenses qui lui incombent, à l'amortissement de la dette à terme, et à l'exécution des travaux extraordinaires en aliénant une quantité de rentes moins considérable et une moindre portion du domaine public.

Le budget définitif de 1881 a été voté par le parlement italien, au mois de juillet dernier, aux chiffres de 1,434,522,357 francs pour les recettes et de 1,426,711,088 francs pour les dépenses, soit avec un excédent de recettes de 7,810,000 francs. Le ministre des finances avait pris pour bases de ses calculs les recettes réalisées en 1880, mais en maintenant toujours ses évaluations au-dessous de ces résultats, afin de se prémunir contre tout mécompte. Presque toutes les branches du revenu public ont donné des plus-values que les dépenses supplémentaires, votées par les chambres pour les ministères de la guerre et de la marine, ne suffiront pas à absorber. L'excédent des recettes sur les dépenses sera donc plus considérable que le ministre ne l'avait prévu.

Il suffit de décomposer sommairement le budget des recettes pour avoir immédiatement une idée des sacrifices que la nation italienne a été contrainte de s'imposer et sans lesquels il lui eût été impossible de ramener l'ordre dans ses finances. Nous prendrons les chiffres inscrits au budget de 1881, mais en négligeant les sommes inférieures à 1 million. En premier lieu, vient l'impôt foncier, calculé sur la valeur en capital et divisé en deux catégories

distinctes : l'impôt sur les terres (*fundi rustici*) est compté pour 126 millions et l'impôt sur les immeubles bâtis (*fabbricati*) pour 63 millions, soit ensemble 189 millions, c'est-à-dire l'équivalent de ce que l'impôt foncier produit en France. L'impôt sur la richesse mobilière, c'est-à-dire l'impôt du dixième sur les revenus, les rentes, les traitemens, les pensions, etc., est évalué à la somme énorme de 177 millions. Ces trois impôts, qui portent seuls le nom d'impôts directs, entrent pour 367 millions, soit pour un quart, dans le revenu total. La propriété, sous toutes ses formes, est donc bien plus lourdement taxée en Italie qu'elle ne l'est en France. Est-il besoin de faire observer ce qu'il y a tout à la fois d'illusoire et d'injuste dans l'assiette de cet impôt sur le revenu ? Il a atteint les Italiens et les étrangers qui étaient déjà porteurs de rentes, lorsque l'impôt a été établi : ceux-là ne pouvaient se soustraire à son action ; ils ont dû subir ou une réduction de leur revenu, s'ils ont conservé leurs titres, ou une perte correspondante sur le capital, s'ils ont été contraints de s'en défaire. Il n'en a pas été de même de ceux qui, postérieurement à l'établissement de l'impôt, ont traité avec le gouvernement italien pour les emprunts qu'il a contractés sous diverses formes. Les acquéreurs, soit de rentes, soit d'obligations domaniales, soit même de biens ecclésiastiques, ont tous établi leurs calculs sur le revenu net qu'ils avaient à attendre, déduction faite de l'impôt ; et le gouvernement italien a perdu en capital ce qu'il paraissait gagner sous forme de revenu. Il n'est pas douteux que l'emprunt en 5 pour 100, qu'il a négocié cette année, eût été souscrit aux environs du pair, au lieu de l'être un peu au-dessous de 88, si les contractans n'avaient pas eu à tenir compte de l'impôt du dixième. La même observation s'applique à la retenue que le gouvernement opère sur les appointemens des fonctionnaires : cette retenue aura tôt ou tard pour conséquence l'augmentation des traitemens, dont le taux réel ne permet pas de satisfaire aux exigences de la vie matérielle ou n'est pas en rapport avec le service demandé. A l'égard de certaines catégories de contribuables, l'impôt sur la richesse mobilière n'est donc qu'une illusion : à l'égard de certaines autres, il est inique. Tous les établissemens, tous les industriels, tous les commerçans qui ont des employés à rémunérer sont obligés de tenir compte de l'impôt dans les appointemens qu'ils donnent à leur personnel : l'impôt constitue donc pour eux un surcroît de charges, et il produit tous les effets d'une taxe additionnelle sur la production nationale. Quant aux petits rentiers qui vivent du produit de leurs économies et aux anciens serviteurs de l'état qui subsistent de leur pension de retraite, ceux-là ne peuvent en aucune façon se soustraire à l'impôt, et

il pesait sur eux de tout son poids. Aussi le gouvernement a-t-il été déjà contraint d'affranchir de l'impôt sur le revenu une foule de petits contribuables, au nombre de trois ou quatre cent mille, et d'abandonner ainsi un produit de plusieurs millions. L'impôt sur la richesse mobilière a été un expédient imposé par une nécessité urgente : l'expérience a montré qu'il était une erreur économique.

Les taxes dites sur les affaires pèsent à peu près également sur la propriété et sur l'industrie. On désigne sous ce nom les droits d'enregistrement, de timbre, de succession et de mainmorte, d'hypothèques, les taxes sur les sociétés industrielles et commerciales, la taxe sur les produits des transports à grande et petite vitesse. Toutes ces taxes, dont quelques-unes, et la dernière surtout, sont des entraves fâcheuses au développement commercial et industriel du pays, produisent ensemble 164 millions et demi. Il est incontestable que, dans cette catégorie de taxes, il y a lieu d'opérer des suppressions plutôt que des augmentations. Une troisième section du budget des recettes comprend les impôts de consommation qui atteignent l'universalité de la nation. Les douanes, dont le produit n'a cessé de s'accroître depuis que la revision des traités de commerce conclus avec diverses puissances a permis de relever notablement les tarifs, y figurent pour 138 millions, les octrois ou droits de consommation à l'intérieur pour 79 millions, les sels pour 82, les tabacs pour 109, les droits sur la fabrication des spiritueux, des sucres indigènes, etc., pour environ 9 millions. Le produit total est de 462 millions, dont il faut déduire 45 millions pour l'impôt sur la mouture, qui disparaîtra dans trois ans. Ainsi les impôts de consommation proprement dits fournissent près d'un tiers du revenu public. Il est à peine besoin de faire remarquer combien certains de ces impôts doivent peser lourdement sur les classes nécessiteuses. Pour expliquer la diminution qui s'était produite dans les recettes du sel par suite de la mauvaise récolte de l'année 1879, M. Magliani était obligé de confesser à la chambre que les paysans avaient fait servir à la préparation de leurs alimens les sels dénaturés que la régie livre à bas prix pour arroser les fourrages et pour ajouter au pouvoir fertilisant de certains engrais.

Les services publics donnent une recette de 100 millions dans laquelle les postes entrent pour 29 millions, les télégraphes pour 10, le produit des chemins de fer exploités par l'état pour 39, le travail des détenus pour 4 et demi. C'est dans cette catégorie de recettes que le progrès est constant et ne peut donner lieu à aucun regret, puisque les perceptions opérées par l'état ne sont que la rémunération de services rendus. L'extension du réseau télégraphique et

l'amélioration des communications postales ne peuvent manquer d'accroître le revenu public; seulement le ministre des finances, aux prises avec de nombreux besoins, s'est borné à exprimer l'espérance de pouvoir, un jour, affecter des crédits à ces améliorations. Quant aux chemins de fer qui ont été rachetés par l'état, le gouvernement a mis à l'enquête la question de l'exploitation directe ou de l'affermage à des compagnies, et la commission d'enquête s'est unanimement prononcée pour ce dernier système, qui déchargera le ministère des travaux publics d'une tâche qu'il est peu propre à remplir.

La recette brute de la loterie est prévue au budget de 1881 pour 70 millions. Il n'est pas un homme d'état italien qui ne déplore de voir une pareille ressource figurer encore au budget national, lorsque la plupart des états non-seulement y ont renoncé pour leur compte, mais ont frappé la loterie d'interdiction dans toute l'étendue de leur territoire. Néanmoins, le jour est encore éloigné où il sera possible de renoncer à un revenu qui, déduction faite des lots à payer et des frais d'administration, dépasse 22 millions. Il serait, d'ailleurs, à craindre que le trésor ne fît un sacrifice inutile. La loterie est tellement entrée dans les habitudes nationales, elle est devenue pour les classes inférieures de la population un besoin tellement impérieux, que le gouvernement ne peut venir à bout de détruire les loteries clandestines. C'est en vain qu'il a multiplié les bureaux dans les faubourgs des grandes villes et qu'il en a établi jusque dans les plus pauvres villages : ces facilités ne suffisent pas aux gens que l'amour du jeu possède, et nombre d'industriels se créent un revenu en exploitant l'aveugle crédulité et la cupidité des ouvriers et des paysans. Le parlement, par une loi du 19 juillet 1880, a dû armer le ministre des finances de nouveaux pouvoirs pour lui permettre de combattre plus efficacement cette concurrence illicite. Si donc le gouvernement venait à fermer ses bureaux, où tout se passe conformément aux règles de la probité, il serait probablement impossible d'arrêter l'essor des loteries clandestines : la passion du jeu prélèverait le même tribut sur la nation, et des industriels peu scrupuleux se partageraient les bénéfices qui entrent aujourd'hui dans les caisses de l'état. Même en écartant les considérations financières dont le gouvernement italien est obligé de tenir compte, il serait sans doute prématuré de tenter aujourd'hui une réforme dont le succès ne peut être assuré que par le progrès de l'instruction et par le développement du goût et des habitudes de l'épargne.

Le surplus des recettes ordinaires est fourni par le produit du domaine public pour 31 millions, par quelques menues taxes, et par les contributions des provinces et des villes dans certaines dépenses.

Les recettes extraordinaires, pour 1881, destinées surtout à la construction des voies ferrées et à des travaux d'utilité publique, se composent pour 25 millions du produit de la vente de biens nationaux, pour 23 millions du capital de rentes à émettre, et pour le surplus des subventions à recevoir des provinces et des villes. Les comptes pour ordre, qui ne représentent ni une recette effective ni une dépense réelle, s'élèvent à 66 millions et complètent le chiffre total de 1 milliard 434 millions.

Voici comment cette somme a été répartie par la loi du budget entre les dix départemens ministériels :

Ministère du trésor	736,259,235
— des finances	131,525,489
— de grâce et justice	28,244,822
— des affaires étrangères	6,343,761
— de l'instruction publique	28,581,923
— de l'intérieur	58,744,464
— des travaux publics	166,465,912
— de la guerre	214,736,426
— de la marine	46,184,660
— de l'agriculture et du commerce	9,675,291

Le ministère du trésor a dans ses attributions le service de la dette publique, des retraites, de la liste civile et le mouvement des fonds. Le ministère des finances est chargé du recouvrement des impôts. On s'explique malaisément la séparation de ces deux départemens, entre lesquels il existe une inévitable connexité. Du reste, le ministre actuel des finances, M. Magliani, est chargé, depuis plusieurs années, à titre intérimaire, du portefeuille du trésor, et la prolongation de cet intérim permet de présager la réunion définitive, dans les mêmes mains, des deux administrations qui concourent à la préparation des budgets et à la gestion de la fortune publique. Les postes, les télégraphes, et les chemins de fer sont administrés par le département des travaux publics. On remarquera que le ministère du trésor entre pour 726 millions, c'est-à-dire pour un peu plus de moitié, dans le chiffre de la dépense totale. Le service de la dette 5 pour 100 perpétuelle figure dans cette somme pour 343 millions; le service des dettes amortissables ou susceptibles d'atténuation pour 126 millions, les pensions pour 61 millions et l'amortissement pour près de 66 millions. Mais si le ministère du trésor est celui qui prélève la plus grosse part sur le revenu public, c'est aussi le seul sur lequel des économies sérieuses soient à espérer. Les dépenses des autres ministères ne peuvent que s'accroître avec le temps, il est même des ministères dont on doit souhai-

ter de voir grandir les dépenses parce qu'elles auront pour conséquence ou d'ajouter au patrimoine national ou de faciliter et d'accélérer par des améliorations le développement de la richesse générale. Le service de la dette publique est le seul dont il soit à la fois possible et désirable de voir décroître la charge. L'Italie porte un fardeau qui peut paraître léger quand on le compare à celui que nos révolutions et nos folles entreprises nous ont contraint d'assumer; il sera jugé bien lourd par ceux qui tiendront compte de la situation économique de ce pays, de la faiblesse de son industrie et du défaut d'aisance de la majorité de la population.

Le budget des prévisions pour 1882 a été présenté, le 15 septembre dernier, comme le veut la loi. Non-seulement la commission des finances a déjà terminé son examen et déposé son rapport; mais les budgets de plusieurs ministères ont déjà été discutés et votés. C'est là une diligence que notre corps législatif et ses commissions feraient bien d'imiter. Ce budget prévoit 2,163,859,000 francs de recettes et 2,155,363,000 francs de dépenses; ce qui laisse un excédent de recettes de 8,496,000 francs. On sera sans doute frappé de l'écart considérable qui existe entre ces chiffres et ceux du budget de 1881; mais cet écart n'est qu'apparent. L'augmentation de 700 millions que présentent simultanément les recettes et les dépenses est renfermée presque tout entière dans le compte du mouvement des fonds, et elle est transitoire. Elle tient à ce que les écritures de l'exercice 1882 doivent rendre compte des opérations qui se rattachent à trois mesures extrêmement importantes qui ont été votées dans la session de 1881, et qui sont l'abolition du cours forcé du papier-monnaie, le rachat des chemins de fers romains et l'institution d'une caisse spéciale pour le service des pensions. La première de ces opérations a nécessité un emprunt de 650 millions, sur lesquels 44 millions serviront à rembourser un emprunt de pareille somme fait autrefois à la Banque nationale, et le surplus, déduction faite des frais de commission, doit être consacré au retrait des deux tiers du papier-monnaie en circulation. Le rachat des chemins de fer romains exige un capital de 22 millions que le ministre des finances doit également se procurer par une émission de rentes perpétuelles. Le produit de ces deux emprunts doit figurer à la fois en recettes et en dépenses au compte du mouvement des fonds qui se trouve ainsi démesurément grossi, bien qu'il n'y ait, par rapport à 1881, d'autre augmentation de dépense que l'addition au chapitre de la dette publique de la rente nécessaire au service de ces deux emprunts. Le rachat des chemins de fer romains nécessite, en outre, d'autres modifications dans les écritures du budget : il faut, d'une part, supprimer des recettes les redevances que la com-

pagnie avait à payer à l'état et les impôts perçus sur ses titres : de l'autre, il faut retrancher des dépenses, les subventions et les garanties d'intérêt qui lui étaient attribuées, et il faut inscrire aux recettes le produit net du réseau qui va être désormais exploité par les soins et pour le compte du gouvernement. L'institution de la caisse des pensions nécessite la création de 27 millions de rentes perpétuelles à titre de dotation ; les pensions servies figurent pour un même chiffre de 63 millions en recettes et en dépenses ; mais, comme les fonds doivent être fournis par la caisse, la dépense effective incombant au budget se réduira à la part contributive de l'état. Par suite de ces complications d'écritures, il est impossible d'établir aucune comparaison utile entre le budget de 1881 et le budget de 1882, si l'on ne commence par éliminer de celui-ci les élémens transitoires qui ne figurent pas dans les comptes des années antérieures, et qui ne se reproduiront pas dans ceux des années suivantes. Cette élimination faite, on se trouvera en présence des chiffres suivans : Recettes, 1,327,993,000 fr. Dépenses, 1,317,450,000 fr. L'excédent des recettes sur les dépenses serait donc de 10,543,000 fr. ; mais comme le compte du mouvement des fonds présente un déficit de 2 millions, l'excédent définitif des recettes se réduit à 8 millions et demi. Par rapport au budget définitif de 1881, il y aurait sur les recettes une augmentation d'environ 25 millions, fournie pour 7 millions par les impôts sur les affaires, pour 2 millions et demi par le timbre et l'enregistrement, pour 8 millions par les droits de fabrication sur le sucre, les alcools et la bière, pour 3 millions par les chemins de fer. Les postes donneraient un million et demi, les douanes un million. Les produits réalisés en 1880 et dans les premiers six mois de 1881 ont servi de bases à ces évaluations de recettes qui paraissent avoir été calculées avec une grande prudence : des moins-values sont même prévues sur certains produits, par exemple sur la vente des tabacs, afin de prévenir tout mécompte. Ces accroissemens de recettes et les économies qu'il a été possible de réaliser grâce à des dépenses qui ont été réduites ou qui cessent de grever le budget, vont servir à mieux doter les services, et spécialement les travaux publics et la guerre. Ce dernier ministère reçoit pour sa part, tant au titre ordinaire qu'au titre extraordinaire, 20 millions de plus qu'en 1881. On reconnaîtra aisément dans cette application des fonds disponibles les conséquences de l'agitation qu'une partie de la presse italienne a fomentée à l'occasion des affaires de Tunisie et des plaintes que l'opposition a fait entendre au sujet de la prétendue faiblesse des armemens de l'Italie. Le ministère a voulu fermer la bouche à ses adversaires en prenant l'initiative de consacrer à l'armée les ressources nouvelles que lui

procuraient les plus-values des recettes. Pour recevoir un emploi improductif, ces plus-values n'en sont pas moins la preuve du progrès des finances italiennes.

Ce n'est point cependant en se bornant à comparer entre eux les chiffres de plusieurs budgets consécutifs qu'on arrive à se faire une idée exacte de la situation des finances italiennes. Ce sont les élémens permanens des recettes et des dépenses qu'il faut dégager et mettre en regard les uns des autres. Si l'on fait ce travail sur le budget de 1882, on constate aussitôt que les recettes ordinaires, produit régulier des impôts, s'élèvent en chiffres ronds à 1,318,300,000 fr., tandis que les dépenses ordinaires, c'est-à-dire les dépenses obligatoires et les dépenses permanentes, ne montent qu'à 1,236,500,000 fr. Les ressources normales de l'Italie excèdent donc de près de 82 millions l'ensemble de ses charges. Ces 82 millions, qui couvrent plus de la moitié des dépenses classées comme extraordinaires et qui sont transitoires, sont une première dotation pour des travaux publics reproductifs, comme les nouveaux chemins de fer, qui viennent augmenter le domaine utile de l'état, ou comme les travaux de défrichement et d'assainissement qui préparent pour l'avenir de nouvelles matières imposables. Il est regrettable que des préoccupations extérieures, qu'il est impossible de prendre au sérieux, entraînent l'Italie à consacrer à des dépenses militaires d'une utilité douteuse des plus-values qui lui permettraient en quelques années d'alimenter son budget extraordinaire sans recourir à des émissions de rentes dont la continuité est une cause incontestable de dépréciation pour son crédit.

Ne reprochons point trop sévèrement à une nation jeune et jalouse de jouer en Europe un rôle en rapport avec sa grandeur passée, des préoccupations d'amour-propre dont elle accepte allègrement les conséquences financières. Tenons-lui compte des efforts qu'elle a faits et du chemin qu'elle a déjà parcouru. Les détails dans lesquels nous sommes entrés ont dû prouver que l'Italie est en possession d'une législation financière qui entoure la gestion des deniers publics des garanties les plus efficaces et les mieux entendues. L'analyse que nous avons faite des deux derniers budgets montre que les recettes et les dépenses s'équilibrent et que le revenu public est en voie de progrès. Comment l'Italie est-elle arrivée à ce résultat? C'est là l'histoire instructive que nous nous proposons de retracer.

CUCHEVAL-CLARIGNY.

CINQUANTE ANNÉES

D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

MONSIEUR THIERS

V [1].

LA DICTATURE DU 2 DÉCEMBRE. — M. THIERS ET LE SECOND EMPIRE.
LES DÉSASTRES DU POUVOIR ABSOLU.

Révolutions et coups d'état se ressemblent toujours en cela qu'ils naissent également de la force et qu'ils portent en eux-mêmes de mystérieuses fatalités inhérentes à leur origine. Lorsque, le 2 décembre 1851, par une matinée grise et pluvieuse, Paris, à son réveil, apprenait que la constitution avait disparu, que l'assemblée avait « cessé d'exister, » que la police avait nuitamment mis la main sur les chefs les plus illustres du parlement et de l'armée, l'acte dictatorial qui éclatait dans la ville reine, qui allait retentir dans la France entière, causait à vrai dire plus d'anxieuse émotion que de surprise. Il avait été malheureusement préparé depuis trois ans par de tels concours de circonstances et il avait été favorisé depuis quelques mois par de telles confusions de partis qu'il ne pouvait plus avoir rien d'imprévu. Il était dans le pressentiment de ceux

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril, du 15 juin, du 1er décembre 1880 et du 15 avril 1881.

qui l'appelaient par intérêt ou par ambition, et de ceux qui le redoutaient comme une nouvelle et périlleuse aventure. A la veille de la catastrophe, M. Thiers, d'un accent pathétique, s'efforçait encore de ramener les partis au sentiment de la situation en leur montrant qu'il s'agissait « de l'avenir du gouvernement représentatif, » de l'existence « de la dernière assemblée peut-être qui représenterait véritablement la France. » Avant M. Thiers, Berryer, dans un impétueux mouvement d'éloquence, s'était écrié un jour : « Je ne sais pas quels seront vos successeurs, je ne sais pas si vous aurez des successeurs ; ces murs resteront peut-être debout, mais ils seront habités par des législateurs muets. » Seuls, des républicains plus aveugles, plus infatués que les autres, affectaient de répéter qu'on n'oserait, qu'il n'y avait rien à craindre de l'Élysée, et à tout événement ils se croyaient sûrs d'être défendus par ce qu'ils appelaient pompeusement « la sentinelle invisible, — le peuple... » En quelques heures tout était accompli! La « dernière assemblée, » dont parlait M. Thiers, avait vécu. L'ère des « législateurs muets, » prédite par Berryer, était arrivée!.. La « sentinelle » des républicains était restée décidément « invisible, » laissant passer le coup d'état. La masse assistait au dénoûment de cette révolution nouvelle sans s'y mêler, ou du moins ce qu'il y avait de résistance, d'agitation partielle, décousue ou violente à Paris et dans quelques provinces ne servait qu'à hâter la victoire de la force, à lui donner des prétextes de répressions plus terribles, à pousser les populations excédées et dégoûtées vers un scrutin d'où sortait la consécration de la dictature.

L'étiquette républicaine subsistait provisoirement, sans doute ; la réalité, c'était le césarisme envahissant tout, s'inaugurant par l'intimidation et la captation, se donnant à lui-même son gouvernement et ses lois.

Lorsque les partis s'agitent et se font la guerre dans le tumulte d'une révolution, ils ne savent pas toujours ce qu'ils font, ils ne saisissent pas la logique qui se joue souvent de leurs calculs et de leurs efforts. Depuis plus d'une année, les partis, par une étrange et meurtrière émulation, faisaient de cette date de 1852 comme un mystérieux et redoutable rendez-vous. Les uns, les conservateurs, y voyaient l'occasion d'une effroyable crise où la société française pouvait périr ; ils agitaient devant l'imagination publique ébranlée le « spectre rouge. » Les autres, les démagogues ou les républicains, mettaient une sorte de forfanterie à justifier ces terreurs d'opinion par leurs déclamations et par leurs menaces ; ils ne cachaient pas qu'ils comptaient en effet, pour la réalisation de leurs espérances, de leurs desseins révolutionnaires, sur cette échéance des élections, de l'interrègne momentané de tous les pouvoirs. Ni

les uns, ni les autres ne s'apercevaient qu'en tenant sans cesse l'esprit d'une nation fixé sur un écueil immobile et sombre, sur une date fatidique, ils donnaient la tentation de tourner l'écueil, de supprimer la date. C'est ce qui arrivait. Le 2 décembre avait supprimé le menaçant inconnu. L'épée avait crevé l'outre et en avait fait sortir la dictature armée de toutes pièces, libre désormais de se couronner elle-même par les transformations plus complètes de la fin de 1852. La France, après avoir traversé trois ou quatre régimes, revenait par une autre révolution, suivie d'un autre dix-huit brumaire, à un autre 1804; elle se trouvait ramenée à ce second empire qui a duré dix-neuf ans sans se fonder, qui a passé par toutes les phases des gouvernemens d'omnipotence, — ostentations, prospérités décevantes, confusions et épuisemens, — pour finir par de nouveaux désastres, par une catastrophe dépassant la chute de 1815. Telle est l'histoire, avec ses étranges et tragiques retours.

I.

C'est la destinée de M. Thiers d'avoir été, aux grands momens du siècle, dans toutes les situations, associé aux fortunes et aux disgrâces de la France parlementaire. Jeune homme, il avait été un des plus hardis soldats de cette opposition libérale de la restauration qui cherchait dans une révolution dynastique la garantie des droits constitutionnels. Homme fait, il avait représenté avec un éclat grandissant, avec l'autorité d'un chef de ministère ou d'un chef d'opposition, les mêmes idées de gouvernement libre. Arrivé à une plus complète maturité, il venait encore de défendre ces idées contre une révolution nouvelle en même temps qu'il défendait la société française, l'ordre universel; il avait fait la guerre conservatrice avec passion, jusqu'à la réaction si l'on veut, sans séparer un instant dans sa pensée la défense sociale de la défense des institutions libres, du droit des assemblées. Et maintenant il était un des vaincus du coup d'état dictatorial, comme il avait été un des vaincus du coup d'état populaire au 24 février 1848; il se trouvait enveloppé dans le désastre de ce régime parlementaire auquel il restait attaché jusqu'au bout.

Un des premiers, pendant la nuit du 2 décembre, il avait été enlevé dans sa maison et conduit à la prison de Mazas. Il n'y restait pas longtemps, il est vrai; à peine quelques jours étaient-ils passés, M. Thiers sortait de sa prison pour être temporairement « éloigné » de la France. Son lot, dans la distribution des grâces du coup d'état victorieux, était un exil provisoire qu'il partageait avec quelques-uns de ses amis, M. de Rémusat, M. Duvergier de Hauranne, M. Jules de Lasteyrie, avec ceux qui auraient

pu être les généraux du parlement, Changarnier, Bedeau, Lamoricière, Cavaignac. Frappé dans ses idées, dans sa position, traité en *outlaw* après avoir été le chef des conseils de son pays, conduit à la frontière comme un conspirateur ou comme un censeur importun, M. Thiers n'avait plus qu'à attendre à l'étranger la fin de cette crise nouvelle des destinées françaises. Ces mois d'exil, il les passait en Belgique, en Angleterre; il employait ses loisirs forcés à revoir une fois de plus l'Italie, suivant de loin des événemens auxquels il avait cessé d'être mêlé, impatient de retrouver une place, fût-ce la place du plus simple des citoyens, au foyer de la patrie. C'était pour lui comme une transition de la vie militante de tribune et d'action qu'il avait si longtemps menée à la vie de retraite et de silence en face d'un régime qui entreprenait de refouler les instincts libéraux de la France, de refaire une autocratie césarienne avec ses fantaisies, ses ambitions, ses servitudes et ses fatalités.

Au moment où M. Thiers, voyant cesser son exil par un acte de bon plaisir, comme il avait été « éloigné » par le bon plaisir, rentrait en France vers l'automne de 1852, tout avait complètement changé de face. L'empire n'était plus un pressentiment ou une menace comme à ces premiers jours de 1851, où le brillant chef parlementaire le montrait en perspective à une assemblée inquiète, divisée et impuissante. Maintenant il était « fait; » il avait eu en quelques mois le temps de s'établir avec sa constitution, ses lois et ses emblèmes, d'abattre ou de disperser ses ennemis, de créer le silence et la soumission autour de lui, d'organiser sa domination. A cette résurrection impériale plus qu'à demi accomplie par le 2 décembre, définitivement achevée avant la fin de 1852, rien ne manquait, ni les ratifications populaires ni même une certaine faveur de l'Europe, qui, en craignant un peu le réveil des souvenirs guerriers, s'intéressait néanmoins à une si décisive victoire de réaction. Tout réussissait au nouveau césar dompteur des révolutions, couronné sous le titre de Napoléon III, et dans cette carrière qui s'ouvrait pour quelques années, il pouvait, il devait y avoir assurément des jours d'éclat, des apparences de prospérité, ce qu'on peut appeler les bonheurs du règne. Le second empire, avec la popularité d'un nom au prestige encore intact, avait et a eu longtemps la force, les ressources d'un pouvoir illimité dans un pays prompt à toutes les métamorphoses. Sa faiblesse était de se fonder en dehors des classes éclairées et intelligentes de la nation, qu'il offensait dans leurs instincts, qu'il froissait ou qu'il s'aliénait par son mépris du droit, par des actes de froide iniquité, comme la spoliation des princes d'Orléans, par tout un organisme de gouvernement où il n'y avait plus de place pour une parole libre.

Cet empire ainsi renaissant se flattait d'avoir pour lui le peuple, les paysans, les masses : il les avait peut-être jusqu'à un certain point. Il rencontrait presque fatalement, dès le premier jour, une opposition difficile à saisir, répandue un peu partout. Il avait contre lui la France libérale, lettrée, indépendante, qui échappait à son joug et qui, à défaut d'une action devenue impossible, se réfugiait dans la résistance morale ou dans la fronde. A tous ceux qui avaient été dans la vie publique et qui refusaient de se soumettre, l'empire créait particulièrement une situation aussi pénible que difficile. Les uns, pour occuper leur activité ou pour oublier la politique, se rejetaient dans les affaires, dans les entreprises financières. D'autres, généreux esprits repliés en eux-mêmes, dévorant l'humiliation des événemens, éprouvaient cette tristesse découragée que Tocqueville laissait percer en écrivant à son ami M. de Beaumont : « La vue de ce qui se fait et surtout de la manière dont on le juge, froisse tout ce qui se rencontre en moi de fier, d'honnête et de délicat. Je serais bien fâché d'être moins triste... Je suis arrivé à l'âge où je suis à travers des événemens bien différens, mais avec une seule cause, celle de la liberté régulière. Cette cause serait-elle perdue sans ressource? Je le craignais déjà en 1848, je le crains encore plus aujourd'hui : non que je sois convaincu que ce pays soit destiné à ne plus revoir les institutions constitutionnelles; mais les verra-t-il durer, elles ou toutes autres? C'est du sable, et il ne faut pas se demander s'il restera fixe, mais quels vents le remueront. » Tocqueville abdiquait tout rôle public pour se remettre à chercher, en philosophe déçu et agité, comment tant d'espérances libérales de la révolution française s'évanouissaient périodiquement sans pouvoir se réaliser en institutions durables. Il ne voulait plus même garder dans le conseil-général de son département une position qui n'avait, disait-il, que « des agrémens sans trouble, » qui lui donnait dans sa contrée une sorte de gouvernement moral « fondé sur la considération personnelle indépendamment des opinions politiques. » Tocqueville avait l'insurmontable dégoût des choses du temps.

Vaincu du même jour, pour la même cause, M. Thiers, quant à lui, sentait à sa manière, avec la vivacité de sa nature, des événemens qui, après l'avoir exilé de la France, le laissaient exilé des affaires. Évidemment, avec ses opinions, avec son passé, il ne pouvait plus même désirer reparaître pour le moment dans des assemblées sans indépendance, dans un corps législatif où, seul des anciens parlementaires, M. de Montalembert avait consenti à rentrer, — pour en sortir bientôt, pour revenir lui aussi au camp des insoumis. M. Thiers restait ce qu'il pouvait être : un serviteur du pays en disponibilité, un homme supérieur ayant assez d'expérience pour juger avec une impitoyable sagacité la politique du nouveau régime

et assez de liberté d'esprit pour ne pas se laisser envahir par le découragement. Il se créait une retraite studieuse et animée où il vivait librement occupé, se répandant parfois en conversations infinies avec ses amis, s'intéressant aux arts ou à une lecture de Cicéron aussi bien qu'aux affaires du jour, gardant ses relations avec les personnages de l'Europe qui le visitaient en passant à Paris, et, à travers tout, reprenant le récit interrompu des grandes aventures du commencement du siècle. Le travail était pour lui une manière de tromper l'exil, je veux dire cet exil à l'intérieur qu'il subissait avec bien d'autres, — de venger les disgrâces de l'homme public par la popularité de l'historien racontant à la France, à l'Europe le consulat de 1800, l'empire de 1804.

A cette œuvre d'histoire commencée depuis quinze ans, au temps de la monarchie constitutionnelle, ralentie ou coupée par une révolution et maintenant reprise sous un autre empire, M. Thiers portait une ampleur nouvelle d'informations, une expérience croissante des choses et des hommes, un esprit mûri par la vie comme par l'étude. La moitié à peu près de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* avait paru avant les dernières révolutions. Le onzième volume, qui dépasse la paix de Vienne, qui embrasse en même temps les opérations de la guerre d'Espagne, avait vu le jour vers l'automne de 1851, à la veille du 2 décembre. Le douzième volume ne paraissait qu'en 1855. Le reste allait suivre d'année en année, sans plus d'interruption, de telle sorte que cette seconde moitié d'une grande œuvre se rattache par la date de la composition, de la publication, à la nouvelle ère impériale, — et, à vrai dire, c'était là une épreuve où le politique historien, le vaincu du 2 décembre, était attendu peut-être par la malignité. Jusqu'à quel point cet éminent esprit se ressentirait-il dans ses jugemens de la violence des oscillations publiques? Ne se laisserait-il pas aller, par humeur de représaille contre le second empire, à rabaisser les grandeurs du premier? Ne paraîtrait-il pas servir ou flatter le nouveau régime s'il se complaisait trop dans l'évocation des puissans souvenirs du passé napoléonien? M. Thiers, on le voyait bientôt au ton de ses récits, restait ce qu'il était : un historien supérieur aux mobilités des opinions, aussi étranger aux dénigremens vulgaires qu'aux flatteries, doué d'un goût naturel de vérité et d'équité. Il n'avait pas d'ailleurs attendu les événemens pour parler avec indépendance de Napoléon, de l'établissement impérial, des fatalités cachées dans ce prodigieux épanouissement de force et de gloire. Il continuait comme il avait commencé, comme si rien ne s'était passé autour de lui, mettant même peut-être une certaine fierté à ne laisser voir ni plus d'impatience dans sa marche, ni plus d'inflexibilité dans son langage, surtout à l'approche des grandes catastrophes. Il touchait, en effet, dans ce

douzième volume qui ouvrait une série nouvelle, au point culminant de l'empire, à ce moment suprême de 1810, où déjà de toutes parts se décelaient les excès de génie, à ce sommet vertigineux d'où la fortune napoléonienne allait se précipiter au milieu des foudres et des éclairs. M. Thiers, dans la maturité de la vie, abordait cette phase dramatique du plus surprenant des règnes, et comme si, en reprenant sa tâche, il avait senti le besoin de rassembler et de fixer ses idées, il ajoutait à ses nouveaux récits une préface où il parlait avec une dignité simple de lui-même, avec une libre impartialité de l'empire et de l'empereur, avec une vivacité séduisante de ce grand art de l'histoire dont il se faisait une puissance et un dédommagement dans ses loisirs forcés d'homme d'état.

Ces pages rapides, animées, étaient d'un esprit qui avait la passion de son œuvre. M. Thiers s'y dessinait tout entier dans son originalité simple et vive, avec sa curiosité, sa raison, son goût de la lumière et de la vérité, avec sa manière de comprendre et d'interpréter l'histoire. Pour lui, la première des qualités de l'histoire, celle « qui amène bientôt à sa suite toutes les autres, » c'était « l'intelligence, » c'est-à-dire le don de voir distinctement les faits, de démêler le vrai du faux, de saisir le caractère des événemens et des personnages, de comprendre et de faire comprendre comment marchent toutes ces choses, la diplomatie, la guerre, l'administration, comment se meuvent les secrets ressorts d'un état ou d'une société. Par une suite naturelle de cette idée première, la qualité souveraine du style historique, à ses yeux c'était la clarté, et, chemin faisant, il trouvait cette comparaison ingénieuse du langage de l'histoire avec une de ces « glaces sans tain, » merveilles de l'industrie moderne, dont la transparence est telle qu'elles laissent tout voir et qu'on ne les voit pas. Cette « glace sans tain » n'était peut-être qu'une brillante image ; la théorie sur le rôle prépondérant de cette faculté unique ou universelle que l'historien du *Consulat et de l'Empire* appelait « l'intelligence, » pouvait sembler spécieuse et peu précise. A vrai dire, en traçant cette « poétique » et les conditions de l'histoire, M. Thiers puisait surtout en lui-même, dans ses goûts, dans sa nature et les habitudes de son esprit. Il traduisait en système ce qui était chez lui un don personnel, un art spontané et original. Cet art de tout voir et de tout reproduire avec une merveilleuse lucidité, il le pratiquait en maître. M. Thiers faisait de l'histoire à sa manière, dégageant d'un amas de documens et de témoignages scrupuleusement étudiés la vérité la plus simple, conduisant, selon une expression piquante, cent mille faits comme un général expérimenté conduit cent mille hommes, alliant à une inépuisable abondance une vivacité toujours nouvelle, à la science technique la passion qui animait les détails les plus arides. D'une

main souple et sûre, il déroulait ce tissu d'événemens, ces épisodes multiples d'un vaste drame guerrier et politique, — opérations militaires embrassant l'Europe du Niémen au Tage, négociations d'une diplomatie altière, toujours prête à trancher les nœuds par l'épée, péripéties du blocus continental, actes de gouvernement intérieur, combinaisons financières, affaires religieuses. Tout se coordonnait et s'enchaînait au courant d'un récit qui, pour la première fois, faisait revivre dans son ensemble l'époque consulaire et impériale, qui, en définitive, avec l'*Histoire de la Révolution française*, reste le tableau le plus complet, le plus fidèle, le plus puissant de vingt-cinq années de vie nationale.

L'œuvre n'a point sans doute échappé aux contestations ardentes. Plus d'une fois M. Thiers a été accusé de trop se complaire aux spectacles de la force, d'être un esprit sans philosophie et sans critique, de subir la fascination de la fortune napoléonienne, de se montrer à tout propos le théoricien complaisant et léger des faits accomplis, de passer du vaincu au vainqueur, et, selon le mot de Lamartine, de « décerner les justices plutôt sur l'insuccès que sur l'immoralité des actes. » Il est vrai, M. Thiers n'a point l'étrange idée de diminuer ou d'avilir Napoléon en le jugeant; il ne s'est jamais défendu de voir dans celui qu'il appelle « le plus grand des hommes » la France relevée, réorganisée, pacifiée avec elle-même, couverte de gloire avant d'être couverte de deuil. Est-ce à dire qu'il se méprenne sur les fautes et les excès de Napoléon, que la lumière morale soit absente de ses entraînans récits, que tout se réduise à un culte banal des faits accomplis? Lorsque l'historien raconte l'attentat de Vincennes, est-ce qu'on ne voit pas aussitôt le meurtre pesant sur le meurtrier prêt à ceindre le diadème et cette ombre se prolongeant sur le règne? Lorsqu'il montre l'armée de Portugal arrêtée devant les lignes muettes et sombres de Torrès-Vedras ou lorsqu'il conduit l'armée asiatique de la guerre de Russie sur le Niémen, quand il décrit le rapt prémédité de la couronne espagnole et les violences exercées contre le pape, est-ce que les faits simplement exposés ne parlent pas avec la plus saisissante éloquence?

La moralité, elle se manifeste partout dans ces scènes pathétiques ou extraordinaires; elle éclate d'elle-même dans cette armée de l'héroïque Masséna rétrogradant devant Wellington, dans cette armée de Moscou fuyant l'incendie pour périr dans les glaces, dans cette guerre d'Espagne sortant des perfidies de Bayonne, dans ce pape désarmé et puissant encore par sa faiblesse devant les déchaînemens de la force; elle est dans l'essence même du drame, dans cette lutte du génie aux prises avec la nature des choses, acharné à la dompter et vaincu par elle. La moralité enfin, elle est dans cette démonstration perpétuelle, saisissante, des dangers, de l'impuissance du pouvoir

absolu, fût-il le plus glorieux, de la nécessité des garanties qui s'appellent la liberté dans le gouvernement des peuples. Voilà le spectacle incessamment renouvelé par l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, et pour être dans son livre un adorateur des faits accomplis, un serviteur du succès, comme on l'en accusait, l'historien eût été bien peu logique : ses écrits auraient contredit ses actions, puisque par son attitude il restait une protestation vivante contre le succès, contre la résurrection de cet empire dont il déroulait les annales.

Certes, pas plus au moment où il se remettait à sa grande composition que lorsqu'il l'avait commencée, M. Thiers n'obéissait à une inspiration de parti ou de circonstance. La fortune des œuvres de l'esprit est cependant étrange. Au début, M. Thiers avait bien pu, par ses évocations d'un grand passé, aider sans y songer à une restauration impériale, comme Béranger avec ses chansons, comme Victor Hugo lui-même avec ses incantations lyriques, avaient aidé à cet autre retour de l'île d'Elbe ; sans le savoir et sans le vouloir, il avait fait de la politique avec de l'histoire, il avait servi le second empire avant sa naissance. Par un singulier retour maintenant, à dater de 1855, l'*Histoire* de M. Thiers prenait ou semblait prendre un nouveau caractère qui tenait à un changement de perspective, qu'on était peut-être tenté de lui prêter. Elle n'avait pas moins d'impartialité, elle avait une autre signification et un autre rôle dans une situation nouvelle. Quand M. Thiers relevait dans ses récits les grandeurs d'autrefois, ces souvenirs devenaient pesans pour un régime qui n'était après tout que la diminution d'un règne fait pour rester unique. Quand l'historien, sans dissimuler les passions et les égaremens de l'empereur, se plaisait à montrer chez lui et l'activité féconde et la vigilance infatigable et l'esprit d'ordre, même d'équité dans l'administration, et le goût de l'économie dans les finances, et tous les dons supérieurs du chef d'état, ces traits se tournaient comme autant de critiques contre le neveu. Toutes ces pages rendaient plus sensible le contraste ou la différence entre le premier empire et le second. Elles rappelaient aussi, par l'exemple le plus tragique, comment périssent les despotismes, ceux qui ont le génie et à plus forte raison ceux qui n'ont pas le génie. Le cours des choses semblait donner ainsi une couleur nouvelle, une signification imprévue à cette partie de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* paraissant entre 1855 et 1862.

II.

La vérité est que, dans ces nouveaux volumes qui conduisaient Napoléon jusqu'à sa chute, comme dans les premiers qui le conduisaient au faîte des grandeurs, M. Thiers n'avait d'autre pensée que

d'être un historien fidèle dédaignant l'artifice des applications de circonstance et des allusions malignes. Ramené par les événemens à ce qu'il appelait sa « profession première, celle de l'étude assidue et impartiale des choses humaines, » il prenait plaisir à raconter le passé, sans se désintéresser d'ailleurs en aucune façon du présent. Il se partageait entre l'histoire, qu'il traitait avec respect, et la seule politique qui lui fût permise, la politique d'observation. Pendant ces premières années de règne où tout était compression et silence à l'intérieur, où les diversions extérieures commençaient par la guerre d'Orient pour ne plus s'interrompre, M. Thiers restait un spectateur attentif, à l'œil clairvoyant, à la parole souvent d'autant plus libre qu'elle ne dépassait pas le cercle d'une intimité familière. Ce qu'on s'efforçait de cacher pour lui comme pour tout le monde, il le devinait avec sa connaissance pratique des affaires et de la diplomatie; ce qu'il ne pouvait pas dire à une tribune, dans une assemblée parlementaire, il le disait dans des conversations avec ses amis, avec des étrangers comme M. Senior, M. Ellice, dans ces entretiens de tous les jours où il semait les jugements sensés, les aperçus ingénieux, et les boutades. Il suivait sans illusion cette expérience d'un second empire à laquelle était pour le moment attachée la destinée de la France.

Au fond, M. Thiers ne croyait ni au régime qu'il appelait « une monarchie à genoux devant la démocratie, » ni à celui qui représentait le régime sous le nom de Napoléon III. Il savait bien que les crises révolutionnaires ont presque toujours un lendemain redoutable qui est la dictature, qu'une société fatiguée d'agitations, menacée dans ses intérêts, est fatalement conduite à tout accepter ou à tout subir, à se livrer elle-même, au moins momentanément, pour un peu de repos. Il avait vu de trop près et les excès de 1848 et les réactions passionnées de l'opinion et la puissance des souvenirs impériaux sur l'imagination populaire pour s'étonner de ce qui était arrivé; mais il restait convaincu qu'une nation comme la France qui a passé par la liberté régulière doit y revenir un jour ou l'autre, et il était encore plus persuadé que le prince à l'esprit à la fois nuageux et aventureux qui avait été ramené au trône par les circonstances n'était pas fait pour être plus habile ou plus heureux que Napoléon Ier. Assurément il n'était pas assez naïf pour croire qu'un régime ainsi rétabli dans certaines conditions de vie et de force allait disparaître d'une semaine à l'autre avant d'avoir épuisé ce qu'il a appelé depuis la « corne d'abondance » des fautes; il était assez clairvoyant pour démêler à travers les mouvemens des choses les premiers signes de faiblesse, les retours d'opinion. « — Tenez, disait-il un jour à M. Senior vers 1857, tenez, voyez ce que fait le corps législatif, ça pousse; le maître croyait avoir coupé toute liberté

jusqu'à la racine, et c'était vrai; mais les racines n'étaient pas mortes, la terre remue au-dessus d'elles; vous verrez les nouveaux germes pousser. Il pensait avoir rempli sa chambre de muets et d'instrumens dociles, et c'était vrai; mais les traditions de la vie représentative les transforment : les muets commencent à murmurer, et les instrumens à se tourner contre lui.... » Et le brillant causeur signalait avec autant de verve que de bon sens les incohérences, les impossibilités, les transformations inévitables d'un régime sans frein, sans contrôle et sans garanties. Quant à l'empereur lui-même, M. Thiers en parlait en toute liberté, sans ménagement. Parfois, il est vrai, il n'hésitait pas à louer certains actes de celui qu'il appelait « notre maître, » il avouait au besoin que l'empereur « avait fait preuve de modération, ce qui est rare dans la puissance, qu'il savait reculer, ce que ne savait pas faire son oncle. » Il se laissait même aller par instans à croire que Napoléon III, par son indolence naturelle, par un sentiment égoïste d'intérêt bien entendu, pourrait revenir à un gouvernement plus tolérable. « Il aime mieux, disait-il spirituellement, être un despote qu'un roi constitutionnel; mais il aimerait mieux être roi constitutionnel qu'exilé. » Le plus souvent le doute l'emportait chez M. Thiers. Il multipliait les traits pour peindre ce prince « visionnaire, sans scrupules, capricieux et téméraire, » toujours placé entre quelque folie et l'amollissement des plaisirs. Il demeurait persuadé que « le pouvoir de Napoléon III ne durerait pas autant que sa vie, » que tout cela finirait par quelque catastrophe, — et comme on lui demandait un jour ce que, selon lui, l'empereur allait faire, il répondait avec vivacité : « Je ne me risquerai pas à prédire la voie que suivra un être si étrange. Je ne peux voir la route qui le mènera à sa ruine; je sais seulement qu'il se ruinera. *Fata viam invenient!* »

Ce qui préoccupait surtout M. Thiers dans les affaires de l'empire, c'était la direction de la politique extérieure, qu'il suivait toujours avec une attention passionnée, en s'y intéressant comme s'il eût été à l'œuvre. Là, il s'agissait de la grandeur de la France devant l'étranger, et, fût-ce sous un gouvernement qu'il n'aimait pas, M. Thiers ne se laissait guider que par le sentiment profond de l'intérêt national. Avec ses vieux instincts français, il avait certainement approuvé dès le début la guerre d'Orient, la campagne de Crimée, et cette guerre, il l'approuvait pour bien des raisons. D'abord, il ne le cachait pas, il l'avouait bien haut dans cette vive préface du douzième volume de son *Histoire*, il éprouvait un patriotique orgueil à voir « la semence des héros lever encore » sous les murs de Sébastopol. Il voyait aussi dans cette guerre la réalisation d'une de ses plus anciennes idées, l'application d'une politique qu'il avait voulu soutenir dans un autre temps, et cette politique d'équilibre

oriental, de défense européenne, il la voyait se manifester, triompher, comme il l'avait toujours désiré, par l'alliance de la France et de l'Angleterre; c'était pour lui une secrète satisfaction. Il espérait que l'alliance formée pour la guerre survivrait à la guerre, que l'empereur lui-même, par habitude ou par instinct, sinon par raison, maintiendrait l'œuvre de rapprochement entre les deux nations. « *Il* n'est pas loyal, disait M. Thiers, mais *il* sera fidèle. J'espère que l'alliance durera... Nos animosités mutuelles s'éteignent rapidement, elles sont noyées dans le sang versé pour une cause commune. Cette alliance est la seule garantie de l'Europe contre les dangers qui la menacent... La France et l'Angleterre unies peuvent tout;.. si elles se séparent, chacun des deux pays s'apercevra bientôt que le temps est passé de sa plus grande puissance et de sa plus haute grandeur. Le déclin de chacun commencera... On ne doit pas douter de la sincérité de mon affection pour l'alliance anglaise, car je lui ai sacrifié les deux grands objets de ma vie, le pouvoir et la popularité. Je l'ai vue détruite par des hommes que j'aimais et admirais malgré leurs défauts, par Louis-Philippe et par lord Palmerston; je l'ai vue rétablie par un homme que je hais et que je méprise... » M. Thiers, en sachant gré à l'empereur de ce qu'il faisait en Orient, ne le flattait pas. Il aimait l'ouvrage, il n'aimait pas l'auteur; il se défiait surtout du lendemain de cette première campagne. Aux approches des conflits italiens, il avait de la peine à se contenir. Pour lui, entre l'affaire d'Orient et l'affaire d'Italie, il y avait la différence d'une guerre toute politique, utile pour notre influence, limitée dans son caractère et dans ses effets par l'alliance anglaise, et d'une guerre à demi révolutionnaire, qui lui apparaissait comme une déviation de la vraie politique française, comme un défi de l'esprit d'aventure. C'était son opinion.

Dès la première heure, M. Thiers était ardemment opposé à cette guerre, dont il pressentait les suites et qu'il voyait d'ailleurs s'engager dans des conditions qui l'affligeaient. Bien qu'étranger au gouvernement, à tout ce qui était officiel, il avait gardé des rapports personnels avec quelques-uns des serviteurs de l'empire, avec le comte Walewski, ministre des affaires étrangères, avec le maréchal Vaillant, et il n'hésitait pas à profiter de ces rapports pour faire arriver ses impressions, ses opinions jusqu'aux Tuileries. Il passait un jour plusieurs heures à essayer de persuader le comte Walewski, qui, à la vérité, n'était pas le plus difficile à convaincre. Il épuisait tous les moyens. « J'ai fait, disait-il à la veille même des hostilités, j'ai fait le peu dont est capable un homme qui n'est rien dans son pays pour empêcher la guerre. Il n'y avait nul courage à cela, car il n'y avait nul danger; mais il fallait de la persévérance pour continuer une lutte désespérée... Ce que fait notre maître est très dan-

gereux. Il se met dans la situation où son oncle cherchait toujours à placer l'ennemi. Il divise son armée en plusieurs corps qui partent de bases différentes pour se réunir sur un point commun. Si les Autrichiens occupent les premiers le point central, ils peuvent nous battre en détail. » Pour le moment, tout était à l'action, et plus d'une fois, au courant de cette campagne où se dévoilait jusque dans la victoire une certaine désorganisation, M. Thiers avait l'occasion de démêler, avec sa vive sagacité, de signaler dans ses entretiens les faits ou les symptômes inquiétans. Il ne distinguait pas sur l'heure toute la vérité, qui n'a été connue que depuis, il en saisissait assez pour comprendre que, par instans, avec un adversaire plus actif, on aurait été exposé à de vrais désastres. Cette course rapide et victorieuse à travers la Lombardie ne l'éblouissait pas. « Nous avons commis d'énormes fautes, disait-il déjà à cette époque, parce que nos chefs avaient peu l'expérience d'une guerre contre un ennemi européen. L'Afrique nous a donné d'excellens soldats et même d'excellens officiers, peu de généraux... »

Ce n'est pas qu'il ne se laissât toujours charmer par des succès militaires qui illustraient le drapeau et qu'il fût insensible à un des résultats de la guerre d'Italie, à l'acquisition de la Savoie. « La plus cruelle humiliation de 1815, disait-il, a été effacée et une portion au moins de notre frontière naturelle nous a été rendue. Moi-même, un de ceux qui désapprouvent le plus sa politique générale, je lui en suis reconnaissant. » Reconnaissant, il l'était peut-être à sa manière, pour un instant, mais il se disait aussitôt que l'avantage était chèrement payé, que cette annexion n'était qu'une complication de plus. Il perdait le sang-froid devant ces affaires italiennes, qui s'aggravaient sans cesse, et lorsqu'il croyait voir l'empereur bouleverser toute notre politique, sacrifier les traditions et les intérêts français à des idées cosmopolites et chimériques, acheter un peu de sûreté par des concessions dangereuses, il se laissait aller à de véritables colères. « Rien de pareil, disait-il un jour, n'eût été fait par Napoléon : c'était un vrai Français. Aucune passion égoïste, pas même le sentiment dynastique, qui était le sentiment personnel le plus puissant chez lui, ne l'aurait décidé à rien faire qu'il crût nuisible à la France... Cet homme-ci n'a rien de français. Il hait le pape plus qu'il n'aime la France; je doute même qu'il l'aime, sinon comme un instrument. Il s'efforce de la nourrir et d'en prendre soin pour qu'elle soit une esclave vigoureuse. Il est Italien de caractère, Anglais de goûts et d'habitudes... Ses défauts peuvent l'exposer à quelque grand désastre ou, en le faisant rester tranquille, le sauver. » La sortie étonnait un peu l'interlocuteur.

Au milieu de cette vie de conversations libres et de fécondes études, cependant, M. Thiers parfois se sentait pris d'irrésistibles

regrets. Il éprouvait la nostalgie de la vie publique, surtout quand il voyait des événemens comme la guerre de Crimée, à laquelle il aurait voulu concourir d'accord avec l'Angleterre, ou comme la guerre d'Italie, qu'il ne pouvait combattre que par des conseils détournés. Il se plaignait de se voir, « à son âge, avec sa santé, dans la pleine vigueur de l'intelligence, réduit à n'être rien dans un pays dépouillé de sa liberté. » — « N'est-ce donc rien, lui disait-on un jour où on le voyait dans un de ses accès d'impatience, n'est-ce rien d'être un des premiers écrivains de ce pays après avoir été un de ses premiers hommes d'état? — Ah! répondait-il avec l'émotion du combattant retenu loin de l'action, écrire est une pauvre chose après avoir agi. Je donnerais dix histoires réussies pour une heureuse session ou pour une heureuse campagne. La perte du pouvoir, — je ne dis pas de la place, cela n'est rien, — mais de l'influence, la perte des moyens de diriger les destinées de son pays est amère en tous temps ; mais elle est doublement amère aujourd'hui que la France est si sérieusement engagée... » Lorsque M. Thiers exprimait ces regrets avec vivacité, avec abandon, il ne cédait pas au ressentiment vulgaire d'un ambitieux atteint de ce mal que Sainte-Beuve, avec plus de malice que de générosité, décrivait sous le nom de « maladie du pouvoir perdu. » Il n'avait pas l'impatience de rentrer aux affaires dans toutes les conditions, à tout prix. Peut-être, s'il l'eût voulu, n'eût-il tenu qu'à lui de voir une sorte d'appel, d'invitation dans l'hommage imprévu que Napoléon III lui rendait un jour de 1857, en lui donnant publiquement, en plein corps législatif, le titre « d'historien national. » Sans être insensible à des paroles qui après tout pouvaient le flatter, il n'admettait pas même l'idée qu'il pût y avoir pour lui une place, je ne dis pas au pouvoir, mais dans une assemblée, tant que la vie publique resterait dépouillée de sa dignité par la suspension de toutes les garanties qui sont l'honneur aussi bien que la sûreté d'un pays. Il attendait, et si parfois il sentait plus vivement le poids du régime, s'il se plaignait de n'être rien, l'amertume était chez lui sans durée comme sans malfaisante influence.

A vrai dire, M. Thiers a eu toute sa vie deux dons rares qui l'ont défendu des amertumes invétérées et des découragemens stériles. A la passion prompte à s'émouvoir des choses il a toujours allié la liberté de l'esprit pour les comprendre, la supériorité de la raison pour les juger. Il a eu, de plus, ce qui manque souvent aux hommes publics surpris par les événemens et jetés hors de la carrière, la faculté précieuse de ne s'abandonner jamais, de ne se désintéresser de rien, même dans la retraite. Pas un instant, sous l'empire, si étranger qu'il fût au gouvernement, il ne perdait le fil des affaires. Ces guerres de Crimée, d'Italie, qui provoquaient chez lui des

impressions si diverses, également vives, il les suivait heure par heure dans leurs détails militaires, dans leurs conséquences politiques. Il s'intéressait aux modestes travaux du corps législatif tel qu'on l'avait fait, aussi bien qu'aux mouvemens de l'Europe. Au moment où s'annonçait une révolution économique par le traité de commerce avec l'Angleterre, il se rejetait dans les chiffres, dans l'étude des industries avec son ardeur impétueuse pour la protection des intérêts français qu'il croyait compromis. Si difficiles à débrouiller que fussent quelquefois les finances impériales, il scrutait les budgets d'année en année. L'historien restait un homme d'état curieux, informé, et c'est ainsi qu'en se tenant au courant, en suivant autant qu'il le pouvait la marche des affaires, même sous un gouvernement qu'il n'aimait pas, il évitait de s'user ou, si l'on veut, de se rouiller par l'inaction; c'est ainsi qu'il se retrouvait tout prêt, tout armé le jour où l'empire, commençant à fléchir, se voyait conduit à chercher des forces, des garanties nouvelles dans des tentatives de transformations, dans des extensions libérales qui n'étaient que la rançon de ses faux systèmes. Que dis-je? M. Thiers pouvait rentrer alors dans la carrière avec une autorité d'expérience et d'opinion doublée par le spectacle inquiétant des mécomptes que le règne avait accumulés en quelques années.

III.

Tout arrive, tout passe vite en France, et les régimes les plus orgueilleux n'échappent pas au destin qu'ils se sont fait. Assurément, le second empire, devant lequel M. Thiers n'était assez longtemps qu'un observateur libre, cet empire qui a eu sa raison d'être, a eu aussi pendant quelques années sa force et ses prospérités. Il a eu, comme d'autres régimes, ce qu'on peut appeler son mouvement ascendant, dont le plus haut point pourrait être placé après la guerre de Crimée, vers les débuts victorieux de la campagne d'Italie. Jusque-là l'empire, dégagé des violences de son origine, paraît établi avec son omnipotence organisée et ses institutions fonctionnant sans bruit. Il a pour lui, sinon l'élite libérale de la nation, du moins les masses fascinées par le nom et promptement soumises, les intérêts satisfaits, les succès de ses premières entreprises extérieures. Il parle à l'imagination publique par tous ces spectacles de la réunion d'un congrès européen à Paris, de la visite de la reine d'Angleterre, reçue dans l'intimité de Saint-Cloud ou au milieu des pompes de l'Hôtel de Ville par l'héritier du captif de Sainte-Hélène. Il n'a connu encore ni les épreuves sérieuses ni les embarras du règne. Tout lui est facile, et, sauf cet attentat du 14 janvier 1858 qui ressemble à un éclair sinistre, sauf cette scène lugubre d'un

soir d'hiver, jusqu'à la guerre d'Italie, il peut passer pour heureux. Au delà, tout semble changer. Les victoires des armes elles-mêmes perdent de leur prix. Les dehors peuvent rester à demi imposans et tromper encore : la crise a déjà commencé pour ne plus s'interrompre, pour s'aggraver d'année en année, au contraire, en se compliquant de malaises d'opinion, de défaillances ou de contradictions de gouvernement, de mécomptes extérieurs de tout genre, d'incohérences croissantes. Que s'est-il donc passé? La logique fait son œuvre, le despotisme porte ses mauvais fruits, l'institution laisse voir par degrés ses faiblesses : le secret du règne est dévoilé ! L'empire oscille avant de s'affaisser sous le poids de son principe, par la faute de la politique qui le dirige et du caractère de celui-là même qui est le représentant couronné du régime.

Sans doute la dictature avait pu naître en 1852 comme elle était née en 1800, comme naissent les dictatures, d'une crise d'anarchie morale et politique poussée à bout. Par le fait cependant, ce second empire qui apparaissait comme la continuation, comme la reproduction ou la réduction du premier, en différait singulièrement. Fonder le pouvoir le plus illimité à l'issue d'une révolution qui n'avait été qu'un long et sanglant combat, qui avait tout confondu sans avoir encore rien réorganisé, qui laissait tout à faire dans une société épuisée de licence et de violences, c'était possible; c'était peut-être permis au génie, et encore l'expérience a-t-elle prouvé que le génie lui-même n'y suffisait pas, qu'il pouvait être la première victime de la toute-puissance. Prétendre renouer les traditions de 1804, relever tout à coup les institutions consulaires et impériales après un demi-siècle écoulé, c'était confondre les dates et les situations, abroger quarante années d'histoire constitutionnelle. La France de 1852 n'était plus la France de 1800. Elle avait eu le temps de s'imprégner d'esprit libéral pendant trente-quatre ans de régime parlementaire. Elle avait pu tout oublier dans un moment de réaction effarée et se laisser entraîner par le dégoût de l'anarchie, par une irrésistible passion d'ordre jusqu'à accepter ou à subir une dictature de circonstance ; elle avait trop vécu d'air libre, de légalité, d'éloquence parlementaire pour se soumettre sans retour au régime des assemblées muettes et des pouvoirs discrétionnaires, pour ne pas sentir tous ses instincts se réveiller à mesure que l'expérience lui révélerait le prix des garanties, des droits de contrôle qu'elle avait perdus. A vouloir refaire l'omnipotence césarienne dans ces conditions, dans une société momentanément surprise, mais formée pendant de longues années aux mœurs libérales, on s'exposait à se trouver en face de prochains et inévitables réveils d'opinion contre lesquels on n'aurait que la force qui ne résout rien, ou la ruse qui ne fait qu'ajourner les crises, ou la captation par les somptuosités,

par les diversions extérieures. Là où le premier empire avait échoué, le second empire ne pouvait réussir indéfiniment, d'autant que si les souvenirs d'autrefois, le nom, restaient encore pour couvrir le nouveau règne, il n'y avait plus le génie. Napoléon III ne ressemblait pas plus à Napoléon Ier que 1852 ne ressemblait à 1804.

Le chef du second empire avait les superstitions, les tentations et, si l'on veut, les fantaisies de la toute-puissance, sans en avoir les facultés sérieuses. Il n'avait ni le jugement, ni la prévoyance, ni l'initiative, ni surtout l'application aux affaires, cette infatigable application qui faisait que, même dans l'exécution de desseins désavoués par la raison, Napoléon Ier restait l'administrateur le plus éclairé, le plus vigilant et le plus précis. Audacieux et indolent, obstiné dans quelques chimères et flottant dans ses volontés, nourri de l'idée qu'avec son nom il devait accomplir de grandes choses et prenant pour un système de gouvernement ses rêves de taciturne, politique sans sûreté, révolutionnaire par sa diplomatie plus cosmopolite que nationale, Napoléon III était le prince le mieux fait pour s'engager et engager la France dans toutes les aventures, sans avoir la force de les gouverner. S'il avait d'abord paru habile, c'est qu'il était servi par les circonstances et porté pour ainsi dire par les événemens, qui lui créaient une stature factice. En réalité, c'était sur le trône un rêveur par l'esprit, un conspirateur par les procédés. Évidemment, à une certaine heure, au lendemain de la guerre d'Italie, il avait lui-même comme une intuition vague de la crise qui commençait, qui se déguisait encore sous l'apparat du règne. Il ne croyait pas sa fortune épuisée : il semblait impatient et surpris de voir ses calculs trompés par cette guerre qui ne lui avait donné qu'une popularité d'un jour; il se sentait obsédé de ces événemens qu'il avait déchaînés et qui lui échappaient, qui, en lui créant une situation difficile en Europe, avaient aussi leur retentissement en France, dans l'opinion émue et divisée.

Vainement alors, comme pour désintéresser ou capter l'opinion à l'intérieur, il essayait ce qu'on pouvait appeler le coup de théâtre des démonstrations libérales par le décret du 24 novembre 1860, bientôt suivi des sénatus-consultes de février et de décembre 1861, par ces mesures qui rendaient au corps législatif quelques-unes des prérogatives parlementaires les plus vitales, le droit de discuter l'adresse, la liberté et la publicité des débats, un contrôle plus sérieux sur le budget. Au fond, sans qu'on se l'avouât encore, c'était le signe des embarras de l'empire bien plus que de sa puissance et de sa bonne volonté réformatrice. On croyait faire diversion et se dégager par les réformes libérales des fatalités extérieures; on revenait aux entreprises extérieures pour échapper à la pression croissante

des instincts libéraux ravivés, excités par des concessions incomplètes. Tout se confondait dans cette politique obscure, et c'est ainsi que l'empire de Napoléon III était pris par degrés dans un redoutable engrenage. D'un côté, faute d'une idée claire et juste des grands intérêts du monde et de la France, il se laissait entraîner dans une série d'affaires où il cherchait un succès pour garder son ascendant, où il ne trouvait que des mécomptes. Il allait des complications italiennes à la campagne de vœux stériles et d'excitations imprévoyantes pour la Pologne, de la campagne polonaise à la malheureuse négociation danoise, pour se réveiller tout à coup devant l'Allemagne agrandie et ennemie. Il multipliait en même temps ce qu'on appelait les « expéditions lointaines, » s'engageant partout, en Syrie, en Chine, en Cochinchine, — surtout au Mexique, où il trouvait sa guerre d'Espagne. D'un autre côté, après avoir donné lui-même le signal d'une évolution intérieure, d'une sorte de conversion libérale par le décret du 24 novembre 1860, il se montrait à la fois entraîné et embarrassé. Il cédait ou se raidissait selon les circonstances et avait toujours l'air de garder un esprit de retour. L'empire procédait avec le décousu des pouvoirs incertains, tantôt accordant au corps législatif le droit de voter l'adresse, tantôt retirant ce droit et le remplaçant par le droit d'interpellation; un jour créant des ministres sans portefeuille, ce qu'on appelait les « ministres de la parole, » un autre jour instituant un ministre d'état seul chargé de représenter le gouvernement auprès des chambres. Il marchandait sur tout, pour finir par céder partiellement, avec incohérence, souvent dans le trouble où il se sentait rejeté par les déceptions croissantes de sa diplomatie. Il se donnait les désavantages du régime parlementaire sans en avoir la force, jusqu'au jour où tout se trouvait assez engagé et dans la politique extérieure et dans la politique intérieure pour que l'empire lui-même ne pût plus reculer.

C'est devant cet ensemble de choses, au moment où se serrait déjà cet étrange drame, aux élections de 1863, que M. Thiers se décidait à sortir de sa retraite pour reprendre un rôle public et actif. Jusque-là il n'avait été qu'un spectateur; après le décret du 24 novembre 1860 et les sénatus-consultes de 1861, qui rendaient une certaine liberté, une certaine dignité aux débats parlementaires, en laissant entrevoir la possibilité de nouveaux progrès, il se laissait tenter. Il acceptait en toute indépendance une candidature dans le IIe arrondissement de Paris, et la maladroite âpreté que le ministre de l'intérieur, M. de Persigny, mettait à le combattre ne pouvait que relever l'importance de l'élection qui le ramenait, après douze ans d'absence, dans une assemblée où tout était nouveau pour lui, où il reparaissait comme l'expression vivante d'un mouvement

renaissant d'opinion. M. Thiers, d'ailleurs, en rentrant dans cette vie publique un peu élargie, un peu « aérée, » comme on le disait, n'entendait nullement prendre une position d'agitateur, d'adversaire « irréconciliable, » et dès l'ouverture de la session qui suivait les élections de 1863, il saisissait la première occasion de s'expliquer, de se mettre en règle avec la constitution. Il n'hésitait même pas à remercier l'empereur du décret du 24 novembre et à déclarer qu'à partir de ce décret, « l'abstention ne serait plus ni sage, ni digne, ni patriotique. » Il acceptait la légalité telle que la souveraineté nationale l'avait faite, sans rien désavouer de son passé et de ses opinions, de ses liens avec la monarchie qu'il avait servie, de ses luttes sous la république. Qu'était-ce que M. Thiers à ce moment de 1863-1864? C'était un homme indépendant des partis, portant au corps législatif l'autorité de son expérience et de son savoir, le vif sentiment des choses, une ardeur et une fécondité de parole qui, loin de s'affaiblir, semblaient s'être renouvelées dans la retraite; c'était le plus habile des parlementaires rentrant dans la carrière avec la résolution de concourir au « rétablissement des libertés publiques, » de reprendre la discussion des affaires du pays au point où il les trouvait. L'empire avait désormais devant lui un antagoniste redoutable par la modération même de ses opinions, par la hardiesse dans la modération, par la supériorité dans l'art de démêler les fautes, les entraînemens et les contradictions.

Cette campagne nouvelle de quelques années, M. Thiers la suivait en libéral sans doute; il la conduisait encore plus peut-être en homme de gouvernement, familier avec les intérêts de la France et du monde, avec toutes les affaires d'administration et de diplomatie. Il saisissait pour ainsi dire corps à corps le système intérieur, et du premier coup, devant un corps législatif étonné et séduit, il déroulait ce programme des *libertés nécessaires*, qu'il reproduisait dans bien d'autres discours sur les élections, sur les garanties constitutionnelles, sur les *principes de* 1789. Il voyait les fantaisies du pouvoir absolu se déployer dans les travaux de luxe, dans les entreprises inutiles ou dans les aventures coûteuses, et, s'attaquant aux finances, il traçait dans ses lumineux exposés le bilan du régime; il faisait et refaisait le compte des dépenses de l'empire, de ses emprunts, de ses budgets toujours grossissans. Il s'attachait surtout aux affaires extérieures qui, pendant ces années, allaient sans cesse en se compliquant et en s'aggravant, qui le remplissaient d'émotion et de patriotique inquiétude. Dans la série des entreprises militaires ou diplomatiques de l'empire, il faisait, il est vrai, une exception. La guerre d'Orient, il l'avait toujours approuvée dans l'intimité de ses conversations, lorsqu'il n'était pas encore rendu à la vie publique, et même devant le corps législatif, il disait tout haut:

« Pour ma part, je n'ai jamais hésité à rendre hommage au gouvernement impérial pour la guerre de Crimée, car à mes yeux le premier des intérêts est toujours l'intérêt du pays. »

Cette première guerre passée, il ne voyait plus que déviations et confusions; il s'arrêtait! Il résistait de toute la force de sa pensée à la politique qui avait fait la guerre d'Italie. Il résistait bien plus encore à la politique qui permettait le démembrement du Danemark et qui, en livrant ce malheureux petit pays danois, préparait la transformation de l'Allemagne par les armes, une redoutable révolution d'équilibre en Europe. Il résistait aux « expéditions lointaines. » Il luttait pied à pied contre ce qui lui semblait périlleux pour la France, et ici je voudrais serrer de plus près cette grande controverse où s'agitait le destin du pays, où un homme, presque seul parfois, tenait tête à un gouvernement abusé. Je voudrais dégager les points principaux de ces questions qui se succédaient, sans oublier que parmi les causes que M. Thiers combattait, il en est que le libéralisme français a défendues, en me souvenant aussi, selon le mot de Schiller, repris et commenté un jour par M. de Rémusat, qu'il faut respecter les rêves de sa jeunesse et que la meilleure manière de les respecter est de ne point dire qu'ils étaient des rêves.

IV.

Non, sans doute, il n'y avait rien de vulgaire, rien qui ne fût digne de la France, dans la pensée d'aider une indépendance à à naître au-delà des Alpes, de trancher par l'épée le nœud d'une situation devenue assez grave pour qu'il n'y eût plus qu'à choisir entre « l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique » et l'Autriche étendant sa domination directement ou indirectement jusqu'au détroit de Messine. Cette politique ne s'inspirait pas seulement de l'esprit de la révolution française, elle n'avait par elle-même rien que de conforme à une vieille tradition de diplomatie nationale, à cette idée constante d'éloigner la puissance impériale ou autrichienne de notre frontière des Alpes. C'était, dans des conditions plus compliquées, plus difficiles si l'on veut, la continuation ou le complément d'une politique qui a toujours tendu à entourer la France de nationalités nouvelles, d'indépendances amies. Cette question italienne, elle naissait du cours des choses, du mouvement de l'histoire, elle appelait une solution; mais il est bien clair en même temps que, si l'on se décidait à la guerre, la première condition était de savoir ce qu'on voulait, qu'avant de s'engager il fallait avoir la résolution de garder jusqu'au bout la direction des événemens. Il est bien clair qu'on ne devait pas aller verser le sang de cinquante mille hommes et dépen-

ser 50 millions en Lombardie pour se retirer presque aussitôt par une sorte d'abdication devant l'imprévu. Puisque la France prenait les armes pour la cause de l'indépendance italienne, c'était bien le moins qu'elle eût son opinion sur l'organisation de cette indépendance. Elle avait le droit de fixer le caractère et les limites de son action, de dire ce qu'elle acceptait et ce qu'elle ne pouvait permettre. — De même dans les affaires allemandes, qui suivaient de près le mouvement italien, qui en étaient le grand et périlleux prolongement. Si l'Allemagne se sentait agitée de désirs qui n'avaient d'ailleurs rien de nouveau, si elle aspirait à des réformes dans son organisation intérieure, à une certaine concentration de vie nationale, il y avait dans ces vœux, dans ces efforts, une part légitime. La France ne songeait point à troubler ce travail, qu'elle aurait vu plutôt au contraire avec sympathie, comme elle voyait alors tous les mouvemens libéraux ou nationaux parmi les peuples ; mais ici encore, et à plus forte raison, il est évident qu'il y avait des limites tracées par la nature des choses, par les conditions de la société européenne. L'Allemagne, ou, pour mieux dire, la Prusse pouvait avoir ses ambitions, elle n'était pas libre de les satisfaire au mépris de la foi publique et de la paix du monde, en bouleversant à son gré les relations générales. A chaque pas, les prétendus droits qu'elle invoquait rencontraient d'autres droits et d'autres intérêts, le droit de l'Europe, l'intérêt de l'équilibre universel dont la constitution germanique était un des élémens, l'intérêt de la France menacée dans sa sécurité. La France, sans être une ennemie, sans manquer de générosité, avait bien le droit de prendre ses garanties, de faire ses conditions.

Tenir compte de ce qu'il y avait de légitime dans les revendications nationales, dans les mouvemens des peuples, en sachant arrêter à propos l'excès des ambitions ou des chimères, essayer de concilier les droits nouveaux avec le droit ancien dans des transactions successives, c'était une politique, et cette politique, après tout, elle était possible, elle pouvait être efficace à plus d'un moment. Elle était possible après les premières victoires d'Italie, lorsque rien n'était encore compromis, quand bien des Italiens eux-mêmes auraient hésité à risquer ce que la guerre leur assurait pour vouloir tout conquérir d'un seul coup. Elle était possible en 1864-1865, au moment où l'Europe inquiète ne demandait pas mieux que de s'unir pour empêcher la Prusse et l'Autriche d'accabler jusqu'au bout le malheureux Danemark. Elle était possible encore dans l'hiver de 1866, lorsqu'un mot aurait suffi pour faire tomber les armes des mains des deux puissances germaniques près de passer d'une alliance spoliatrice à cette guerre intestine de l'Allemagne dont l'issue en aucun cas ne pouvait être heureuse pour la France. A tous

ces momens, un acte de volonté aurait pu être décisif et aurait du moins prouvé qu'on savait ce qu'on voulait.

Ce qui n'était plus de la politique, ni ancienne, ni nouvelle, c'était d'ouvrir une guerre en Italie pour s'arrêter à mi-chemin, de signer des traités pour les abandonner, de rendre l'unité italienne inévitable par une diplomatie sans fixité, de céder, de céder toujours en paraissant résister, sans avoir le bénéfice de la résistance ou des concessions, et de soulever par surcroît, chemin faisant, le plus immense, le plus redoutable problème religieux. Ce qui n'était pas de la politique, c'était, après avoir si peu réussi en Italie, de recommencer au-delà du Rhin, de livrer le Danemark, en paralysant l'action européenne par je ne sais quelle proposition puérile de consultation populaire dans le Slesvig, puis de souder en quelque sorte l'unité italienne à l'unité germanique, de mettre soi-même la main de l'Italie dans la main de la Prusse pour se trouver aussitôt surpris par le coup de foudre de Sadowa! Ce qui était bien moins encore de la politique, c'était, après avoir épuisé les fautes et les mécomptes, d'essayer de tout couvrir par de vaines théories sur les « nationalités, » sur les « grandes agglomérations, » par cette circulaire du 16 septembre 1866 où l'on disait: « Une puissance irrésistible pousse les peuples à se réunir en grandes agglomérations en faisant disparaître les états secondaires... L'empereur ne croit pas que la grandeur d'un pays dépende de l'affaiblissement des peuples qui l'entourent et ne voit le véritable équilibre que dans les vœux satisfaits des nations de l'Europe. En cela il obéit à des convictions anciennes et aux traditions de sa race. Napoléon Ier avait prévu les changemens qui s'opèrent aujourd'hui sur le continent européen... » Ce qui enfin ne ressemblait plus à rien, c'était, au moment même où l'on avait de si sérieuses affaires, de s'engager sur tous les points à la fois, sans suite, sans prévoyance, par toute sorte d'expéditions lointaines, surtout par la guerre du Mexique, au risque de disséminer, d'épuiser les forces et les ressources de la France.

C'était pourtant ce que faisait l'empire, de sorte que dans ces événemens il y avait des causes qui pouvaient être avouées en elles-mêmes, qui auraient pu être servies avec profit, et il y avait, au lieu d'une politique vraie, cet étrange système qui agitait tout, confondait tout, pour finir par laisser la France isolée, entourée de défiances, entre une circulaire déclarant que tout était bien et la nécessité d'armemens formidables pour faire face à des dangers qu'on s'étudiait à déguiser encore.

Devant ce tragique enchaînement des choses, M. Thiers sentait sa raison se révolter. Peut-être ne faisait-il pas toujours lui-même une part suffisante à la marche du temps, à des nécessités

nouvelles, à des causes qui méritaient d'être défendues ; peut-être se montrait-il parfois trop absolu dans son attachement à ce qu'il appelait la « vieille politique, » dans ses antipathies contre une entreprise comme la guerre d'Italie. Il avait lui aussi, je pense bien, ses illusions ou ses idées préconçues. En revanche, il ne se trompait pas, il restait le plus exact et le plus clairvoyant des juges, lorsqu'il soumettait à une inexorable analyse les procédés, les inconséquences, les témérités incohérentes de l'empire, et dans ces luttes, il avait vraiment un rôle unique.

Membre de l'opposition, il était en dissentiment avec l'opposition sur quelques-unes des questions qui s'agitaient, particulièrement sur la question italienne. Séparé de la majorité du corps législatif par ses idées libérales, il paraissait cependant parfois exprimer les opinions inavouées, les vœux secrets de cette majorité mieux que les ministres eux-mêmes. Dans cette interversion de tous les rôles, il semblait être un interprète supérieur et indépendant des grands intérêts de l'état demandant avec autant d'autorité que de véhémence au gouvernement ce qu'il avait fait, ce qu'il faisait chaque jour des traditions, de l'influence, des relations, de la position de la France parmi les peuples. M. Thiers demandait compte à l'empire de ce qu'il avait fait ou laissé faire en Italie. Ce n'est point sans doute qu'il restât froid pour l'Italie, qu'il méconnût le droit des Italiens à l'indépendance, le droit des Romains et des Napolitains à être bien gouvernés. Seulement il croyait, et c'est là peut-être qu'il se faisait illusion, il croyait que pour l'Italie tous les biens, les biens essentiels du moins devaient venir d'eux-mêmes, par le cours naturel des choses, avec l'aide sympathique et protectrice de l'Europe. Quant à lui, il ne le cachait pas, il avait été toujours opposé à la guerre de 1859, parce qu'il pensait que cette guerre conduirait à une révolution « pas du tout désirable pour la France, à peine désirable pour l'Italie elle-même, » et ce qu'il reprochait au gouvernement, c'était d'avoir fait une campagne sans savoir où il allait, pour laisser ensuite toute liberté à l'imprévu, pour rester le lendemain à la merci des événemens.

Il reprochait à l'empire d'avoir faussé toute notre politique en l'enchaînant à l'Italie, en subordonnant les intérêts français aux intérêts italiens, en s'exposant à affaiblir, à détruire peut-être l'Autriche, en nous enlevant par cela même la plus utile, la plus précieuse des alliées dans les affaires d'Orient et d'Allemagne. Première faute d'imprévoyance diplomatique. — Seconde faute : M. Thiers reprochait à l'empire de s'être laissé entraîner à soulever une de ces questions devant lesquelles les gouvernemens sensés reculent, la question religieuse, la question du pontificat romain, et ici naturellement, il ne s'inspirait pas du dogme, de la foi d'un croyant ; il

parlait en législateur, en homme d'état, en politique persuadé qu'on n'entrait pas impunément en collision avec les croyances religieuses, que le devoir d'un vrai gouvernement était de respecter tous les cultes dans leur principe, « les protestans dans leur principe, qui est le libre examen, les catholiques dans leur principe, qui est l'unité de la foi » représentée par le pontife de Rome.

Vainement on lui objectait qu'on cédait à la force des choses, que le droit des peuples dominait tout, qu'on ne pouvait pas, après avoir délivré l'Italie, l'arrêter indéfiniment sur le chemin de Rome : M. Thiers répliquait avec impétuosité que cette force des choses, on l'avait faite et on la faisait chaque jour, que la France, pour combler les espérances italiennes, s'exposait à prendre, à garder seule devant le monde la responsabilité d'une crise religieuse destinée à « désoler » les catholiques, à violer en eux la liberté de conscience. « Est-il vrai, s'écriait-il, que depuis que nous sommes entrés en Italie tout s'y fasse par la France?.. Est-il vrai que le péril du pape, que son salut ont été jusqu'ici notre ouvrage?.. Est-il vrai, oui ou non, que son sort soit dans nos mains, qu'il dépende absolument de nous? Non-seulement vous le croyez, mais le monde entier le sait et le croit. Nous sommes donc responsables... Eh bien ! si cela est vrai, je dis que vous êtes dans le cas d'une atteinte à la liberté de conscience... » On n'aurait été, selon lui, « plus ou moins excusable » que s'il y avait eu un intérêt pour la grandeur française ou un intérêt pour nos principes à laisser tomber la papauté. — L'intérêt national ! Est-ce que la France, pour sa grandeur, pour son influence dans le monde, n'était pas la première intéressée à garder la vieille clientèle catholique, comme la Russie avait sa clientèle orthodoxe en Orient, comme l'Angleterre a toujours eu sa clientèle protestante? L'intérêt de nos principes! A ceux qui prétendaient que l'église était l'ennemie de nos principes, de la société nouvelle, de la liberté de la pensée humaine, M. Thiers répondait par le tableau de tout ce que la civilisation catholique avait produit de génies, de tout ce qui avait été accompli de réformes depuis un demi-siècle, et il ajoutait d'un ton piquant que le « catholicisme n'avait jamais empêché de penser que ceux qui n'étaient pas faits pour penser. » Je ne fais que dégager l'esprit de ces vives et pressantes démonstrations qui sont devenues de l'histoire; mais le plus grand des griefs, pour M. Thiers, c'était que les affaires d'Italie préparaient les affaires d'Allemagne. « Pour moi, disait-il, l'un de mes griefs les plus grands, c'est que l'unité italienne est destinée à être la mère de l'unité allemande... Ce que vous avez laissé faire en Italie peut être fait partout, et ce n'est pas seulement pour le pape que je réclame, c'est pour tous les petits états de l'Europe... »

Là était le nœud, le redoutable nœud des affaires du temps. Assu-

rément une politique avisée, à demi prévoyante, aurait pu encore arrêter en chemin cette logique dont parlait M. Thiers, et montrer que si elle avait pu aider à l'affranchissement d'une nation au-delà des Alpes, où il y avait une domination étrangère à vaincre, elle n'était pas obligée de souffrir ou d'encourager le même travail en Allemagne, où il n'y avait qu'une question d'ambition, où il existait un ensemble de choses créé, garanti par l'Europe. L'inconséquence n'eût été qu'apparente, puisque les situations différaient complètement. Par malheur, l'empire avait la faiblesse de mettre dans sa diplomatie des idées vagues sur les nationalités, qui ne pouvaient que favoriser toutes les ambitions, tous les déchaînemens, et au fond, il gardait cette illusion équivoque, que, s'il y avait des conflits, il pourrait en tirer quelque avantage. Il laissait courir les événemens en Allemagne comme en Italie, et s'il y a eu un jour, une heure où M. Thiers ait concentré dans un discours le sentiment du Français, la sagacité du politique, l'autorité de l'homme d'état, c'est ce jour du 3 mai 1866 où, parlant en pleine crise européenne, il dévoilait devant le corps législatif ému toute une situation. Il faut se rappeler ce qu'il y avait de dramatique dans les affaires de l'Europe au commencement de 1866. La Prusse, conduite dès lors par M. de Bismarck, entraînant l'Autriche dans la croisade des forts contre le faible, s'était précipitée sur les duchés de l'Elbe, avait accablé le Danemark, puis, se tournant vers son alliée de la veille, s'apprêtait à lui arracher les dépouilles conquises en commun, à lui disputer la suprématie en Allemagne. Une convention, signée avec l'Autriche, à Gastein, dans l'été de 1865, était à peine un répit, laissant à M. de Bismarck le temps de mettre « la poêle sur le feu, » comme il le disait d'un mot familier en passant à Paris vers l'automne. Bientôt entre Berlin et Vienne les défis s'échangeaient ; les armées se préparaient. La Prusse brûlait d'en venir aux mains, d'autant plus qu'à partir d'avril 1866, elle avait avec l'Italie un traité qui divisait les forces de l'Autriche. Un mot, il est vrai, aurait pu encore tout arrêter, et ce mot d'où pouvait-il venir si ce n'est de la France, qui seule, — on le croyait du moins, — était en mesure de mettre sa puissance au service de la paix et du droit?

C'est alors que M. Thiers prenait la parole. Il ne savait pas encore, — il pouvait tout au plus avoir quelque soupçon, — que la France, par une aberration singulière, avait eu la principale part dans l'alliance de l'Italie avec la Prusse, et que, dès lors, elle ne pouvait plus dire le mot décisif et nécessaire; mais il voyait la guerre se préparer de toutes parts, les camps se former. Il décrivait les iniquités de la Prusse à l'égard du Danemark, son esprit d'entreprise en Allemagne, ses desseins de domination qui ne se déguisaient plus, et montrant ce qui arriverait au lendemain d'une victoire prussienne,

cherchant aussi comment on pourrait détourner ce grand conflit, il disait d'un accent prophétique et résolu :

... La Prusse voudrait se servir des idées allemandes pour aboutir à un résultat qu'il est facile de voir, qui est connu... Si la prochaine guerre lui est heureuse, elle s'emparera de quelques-uns des états allemands du Nord; ceux dont elle ne s'emparera pas, elle les placera dans une diète qui sera sous son influence ; puis on admettra l'Autriche comme protégée dans ce nouvel ordre de choses. Et alors s'accomplira un grand phénomène vers lequel on tend depuis un siècle. On verra refaire un nouvel empire germanique, cet empire de Charles-Quint qui résidait autrefois à Vienne, qui résiderait maintenant à Berlin, qui serait bien près de notre frontière, qui la presserait, la serrerait; et, pour compléter l'analogie, cet empire de Charles-Quint, au lieu de s'appuyer comme aux xve et xvie siècles sur l'Espagne, s'appuierait sur l'Italie.

Voilà l'avenir que l'on réserve à la politique européenne et à la politique française en particulier. Voilà ce que vous avez devant vous; voilà ce qui est pour tous un sujet de grandes et profondes inquiétudes. Peut-il nous convenir, je vous le demande, de favoriser, à quelque degré que ce soit, une politique semblable?.. Non, il y a trop de bon sens dans notre pays pour qu'une pareille politique puisse être accueillie, et permettez-moi d'ajouter que, lors même qu'elle vous apporterait un accroissement de territoire quelconque, cette politique n'en deviendrait que plus honteuse, car elle aurait consenti à recevoir un salaire pour la grandeur de la France indignement compromise dans un prochain avenir...

... Vous voyez donc le but auquel on tend, ce but si dangereux auquel vous avez le droit de faire obstacle au nom des Allemands eux-mêmes... Vous avez en outre le droit de résister à cette politique au nom de l'intérêt de la France, car la France est trop considérable dans le monde pour qu'une révolution pareille ne la menace pas gravement. Lorsqu'elle a lutté deux siècles, depuis la grande journée de Marignan, en 1515, jusqu'à celles d'Almanza et de Villaviciosa, en 1707 et 1710, pour séparer en deux la couronne de Charles-Quint en jetant une moitié vers Madrid, une autre moitié vers Vienne, lorsqu'elle a lutté deux siècles pour détruire ce colosse, elle se prêterait à le voir rééditier sous ses yeux! Non, ce serait trahir indignement les intérêts de la France... Elle a le droit de s'opposer à une telle œuvre enfin au nom de l'équilibre européen, qui est l'intérêt de tous, l'intérêt de la société universelle. Aujourd'hui on cherche à jeter du ridicule sur ce mot d'équilibre européen, et je voudrais, si j'en avais le temps et la force, vous montrer tout ce qu'il y a de grand, de profond dans ce mot. Mais sans m'élever à ces hautes considérations, savez-vous ce que c'est

que l'équilibre européen? C'est l'indépendance de l'Europe; c'est le soin constant de toutes les nations, dans les siècles modernes, à veiller les unes sur les autres, à empêcher que l'une d'elles ne prenne des proportions inquiétantes pour l'indépendance commune... Il y a donc contre ce qui se prépare en ce moment dans le centre du continent trois grandes raisons à faire valoir : d'abord l'intérêt de l'Allemagne elle-même, puis l'intérêt de la France, enfin l'intérêt de la société universelle, — car c'est là ce que signifie le mot Europe!

Avant que trois mois fussent passés, la vérité de ces paroles avait éclaté dans le feu des batailles. Sadowa avait fondé la suprématie prussienne. L'Autriche était hors de l'Allemagne. La France, la France de l'empire, trompée dans ses calculs, vaincue autant que l'Autriche elle-même sans avoir combattu, restait en face d'une puissance qu'elle avait contribué à élever par ses connivences, par ses faiblesses, dont elle devait subir les dangereux agrandissemens ou qu'elle devait se préparer à combattre. Tout se trouvait accompli selon le discours du 3 mai, et, lorsque les conséquences de cette guerre de 1866 se dévoilaient par degrés, M. Thiers avait certes bien le droit de remettre le gouvernement en présence de ce qu'il avait fait ou laissé faire, de montrer les dangers d'une situation si brusquement et si étrangement aggravée; il avait le droit de dire à l'empire le mot devenu historique : « Prenez garde,.. vous n'avez plus une faute à commettre!.. » Lorsque, malgré tant de déceptions, malgré les périls devenus évidens, des esprits chimériques ou par trop optimistes se plaisaient encore à triompher de tout ce qui se passait, à célébrer les victoires du « principe des nationalités, » M. Thiers, ne se contenant plus, s'écriait en paroles entre-coupées : « Et l'intérêt de la France? Montrez-nous donc l'intérêt de la France en tout cela!.. Où mettez-vous donc l'histoire de la France? Il faut déchirer notre histoire tout entière... Nous sommes ici tantôt Italiens, tantôt Allemands, nous ne sommes jamais Français!.. — Je vous demande pardon de mon émotion; mais enfin si en Allemagne on était Français, si en Italie on était Français, je comprendrais que nous allussions prendre fait et cause pour les Allemands et les Italiens; mais comme en Allemagne on est Allemand, et comme on est Italien en Italie, il faut en France être Français... »

Lorsqu'enfin, à bout d'expériences, on en venait à chercher les causes premières, la moralité de ces péripéties du règne, M. Thiers n'avait pas de peine à les trouver et à les préciser. Il démontrait, par le spectacle palpitant des faits, ce qu'il y a toujours de dangereux dans ces régimes d'omnipotence sans contrôle, qui peuvent d'une heure à l'autre, par un acte de volonté mystérieuse, changer la politique extérieure ou la politique commerciale d'une nation, ce

qu'il en coûte pour faire oublier la liberté. Il montrait, toutes les fois qu'il en trouvait l'occasion, comment il avait fallu mettre, à la place de la liberté, d'abord les grands travaux, c'est-à-dire les grandes dépenses, — puis une autre politique, « la politique des nationalités » devenue bientôt la politique « des grandes agglomérations, » — et tout cela pour arriver aux plus cruels mécomptes! Qu'en fallait-il conclure? La conclusion se dégageait d'elle-même; M. Thiers mettait tout son art à la faire accepter : c'était la nécessité de rendre au pays le droit et les moyens de s'intéresser, de coopérer librement à ses propres affaires, de rétablir dans l'état les « résistances respectueuses, mais fermes, » les garanties constitutionnelles. « J'ai entendu, poursuivait-il, plusieurs de mes honorables collègues me dire, quand je leur exposais dans des entretiens intimes ma manière de penser : « Mais cette forme de gouvernement que vous croyez la seule salutaire pour la monarchie, nous y marchons... Eh bien! soit, je veux bien admettre que nous y marchons. Laissez-moi ajouter que les efforts que je fais en ce moment tendent tous à ce que nous y marchions plus vite. Il ne faut pas s'attarder sur cette route, car, en s'y attardant, on a rencontré déjà l'expédition du Mexique et les affaires d'Allemagne!.. Je vous en supplie donc, marchons vite dans cette voie, marchons-y dans l'intérêt du pays, du gouvernement, de tout ce que vous aimez, de tout ce que vous honorez, de tout ce que vous respectez le plus profondément. »

V.

Les momens devenaient graves en effet. On pouvait bien encore se parer du dernier lustre d'une exposition fastueuse qui, entre deux crises, attirait à Paris les empereurs et les rois. On pouvait bien se faire illusion, essayer des diversions par des visites intimes à Osborne, auprès de la reine d'Angleterre, ou par une entrevue du souverain français avec l'empereur d'Autriche, à Salzbourg, au lendemain de la mort tragique de l'infortuné Maximilien. Au fond, à partir de 1867, l'empire était en pleine crise, et Napoléon III lui-même, dans un de ses voyages, avouait qu'il y avait des « points noirs à l'horizon. » Les « points noirs, » ils se multipliaient et grossissaient à l'extérieur comme à l'intérieur. La situation était sérieuse surtout par l'incertitude, par le conflit de toutes les politiques dans la confusion. D'un côté, à l'extérieur, l'empire se sentait atteint par les affaires d'Allemagne et avait de la peine à le cacher. Il flottait dans les contradictions, tantôt paraissant se soumettre aux événemens accomplis et faisant ses circulaires sur les « grandes agglomérations, » tantôt proposant une nouvelle loi militaire et chargeant le maréchal Niel de refaire une armée. En ayant l'air ou en affec-

tant de se résigner, il gardait l'arrière-pensée de chercher quelque revanche, ne fût-ce que quelque petit dédommagement d'amour-propre, au risque de s'attirer de nouveaux déboires et de se créer une situation encore plus fausse vis-à-vis de l'Allemagne. Il restait livré au hasard! D'un autre côté, à l'intérieur, depuis le 24 novembre 1860, il était dans une voie qui s'élargissait tous les jours, parfois un peu avec son consentement, plus souvent malgré lui, sous la pression croissante de l'opinion. Il voulait et il ne voulait pas. Il avait de la peine à se dessaisir du principe d'omnipotence inscrit dans sa constitution, surtout à paraître fléchir devant l'esprit parlementaire, et en même temps il sentait plus que jamais dans ses détresses extérieures le besoin de chercher un appui dans le pays, de regagner la confiance de l'opinion. A quoi se déciderait-il? que ferait l'empire? C'était le grand procès obscur et confus qui se débattait devant la France, devant l'Europe.

A la vérité, un moment, au lendemain des vives émotions de l'automne de 1866, l'empire avait paru vouloir faire un pas de plus en avant, et, à travers bien des hésitations, bien des négociations mystérieuses, il s'était décidé pour des concessions nouvelles résumées dans une lettre impériale, dans ce qu'on appelait l'acte du 19 janvier 1867. C'était sans doute un progrès de rétablir, ne fût-ce qu'indirectement, le régime parlementaire par l'envoi de tous les ministres devant les chambres, surtout d'annoncer la substitution du droit commun à l'arbitraire administratif dans les affaires de la presse. Malheureusement cet acte du 19 janvier, loin d'être, selon le langage du temps, un « couronnement de l'édifice, » tirait de son origine même aussi bien que des circonstances un caractère équivoque. Il apparaissait comme l'expression d'une politique décousue et timide : en restituant aux chambres le droit d'interpellation sévèrement réglementé, il leur retirait la discussion de l'adresse. Ce qu'on semblait accorder, on l'atténuait par les interprétations dans l'application. La réforme, encore une fois, restait confuse, indécise, comme tout ce qui émanait d'une pensée qui avait toujours été vague et obscure, qui restait plus que jamais nuageuse. Napoléon III, à cette époque, commençait à se sentir affaissé et comme perdu au milieu des complications qu'il avait amassées autour de lui. Il n'avait jamais été actif; il l'était encore moins désormais. Il agissait en prince ennuyé et embarrassé, déjà atteint par la maladie, tenant par orgueil à son pouvoir et cédant par inertie à des nécessités qu'il croyait ne pas pouvoir éluder. Chose plus grave enfin! cet acte du 19 janvier 1867, à peine promulgué, se compliquait à deux mois de distance de cette médiocre et dangereuse affaire du Luxembourg, qui risquait la paix du monde pour un petit résultat, qui ressemblait à une surprise et envenimait nos rapports

avec l'Allemagne en laissant la France sous le coup d'un échec pénible, d'une humiliation inutile. De sorte que, par une redoutable coïncidence, l'empire donnait des armes contre lui, stimulait l'opinion, étendait les moyens de discussion dans la presse comme dans le parlement, au moment même où il devenait plus vulnérable par une mésaventure nouvelle. On ne réussissait à rien. L'empire ne faisait que s'engager un peu plus dans cette voie où il semblait toujours flotter entre la poursuite des succès extérieurs et les velléités libérales, où il restait livré à une sorte de fatalité qui allait bientôt le conduire jusqu'à réformer sa constitution tout entière sans conviction et jusqu'à faire la guerre sans l'avoir peut-être voulue.

Plus d'une fois, à mesure que tout se compliquait dans cette phase étrange du régime impérial, M. Thiers se sentait ramené au combat, et il y revenait avec l'autorité d'un homme dont les événemens justifiaient la prévoyance. Il y revenait sans se lasser, insistant plus que jamais sur les deux points où la lutte restait le plus vivement engagée, décrivant en traits saisissans tout ce qu'il y avait de menaçant pour l'Europe, pour la France, dans la situation créée par la dernière guerre, dans l'agrandissement soudain d'une puissance pleine d'ambition et de force, qui ne déguisait pas son dessein d'absorber l'Allemagne. Il poussait le cri d'alarme un peu ardemment, j'en conviens, et il ne s'en défendait pas lui-même. Est-ce à dire qu'il voulût exciter les passions nationales, pour entraîner la France dans des conflits où elle pourrait reconquérir son ascendant? Non certes, il ne voulait pas qu'on rouvrît la guerre après coup; il ne proposait pas de réagir contre les événemens accomplis, contre ce qui avait été fait en Allemagne. Il combattait surtout un système qui aurait consisté, pour la France, à entrer en complicité avec les ambitieux, à pratiquer cette politique qu'il qualifiait d'un mot familier : laisser les autres prendre ce qu'ils voudraient et prendre pour soi-même! A ses yeux, un acte d'ambition de la France, — et, en parlant ainsi, il pensait à la Belgique, — un tel acte autoriserait la Prusse à achever ce qu'elle avait commencé, la Russie à reprendre sa marche en Orient : ce serait le signal du ravage du monde! Le rôle que M. Thiers rêvait pour la France eût été de s'organiser pour la résistance, de s'armer pour ne pas laisser les bouleversemens aller plus loin, de rassurer les indépendances survivantes, de « se mettre à la tête des intérêts menacés, » en proclamant elle-même son désintéressement. Il ne croyait point impossible de rallier l'Angleterre, l'Autriche elle-même autour de ce principe qu'il ne fallait plus « ni prendre, ni laisser prendre, » — « et, poursuivait-il, quand vous aurez ensemble l'Angleterre, l'Autriche, la France, les petits états ralliés autour de ce principe conservateur de tous les états existans, vous aurez constitué en

Europe un parti puissant, qui tranquillisera les esprits et qui vous assurera encore quelques beaux jours. Le nombre de ces jours, je ne saurais le dire, car l'avenir est assez obscur pour qu'on ne puisse pas les compter; mais je dis que là, et là seulement, se trouve la bonne politique... » Voilà sa pensée incessante, avouée, importune comme la sagesse qui a eu raison — et qui pourrait encore avoir raison dans ses craintes!

Tous les vœux de M. Thiers dans cette phase nouvelle étaient pour la paix, comme tous ses efforts à l'intérieur tendaient à presser le mouvement libéral, à aiguillonner le gouvernement, à lui montrer qu'il était lui-même intéressé à ne pas s'arrêter, à ne pas laisser le pays dans une incertitude agitée. Il ne désirait ni révolution ni guerre. Il ne parlait nullement le langage d'un factieux, et, en revendiquant ce qu'il appelait toujours les « libertés nécessaires, » il disait nettement : « Si l'on nous accorde ces libertés, notre devoir à tous, je le proclame en honnête homme, notre devoir est de les accepter loyalement, sans arrière-pensée... » Mais en même temps il mettait tout son feu à démontrer qu'il fallait se hâter, qu'il n'y avait plus un moment à perdre, que, si le pays était impatient, il en avait le droit, il ne demandait que son bien, — et, rattachant tout à la situation générale, il poursuivait avec autant de vivacité que de force : « Oh! si la liberté n'était que le droit de critiquer et de blâmer, je dirais au pays : Prenez patience! attendez! Mais dans les circonstances où nous nous trouvons, la liberté est quelque chose de bien plus considérable, de bien plus pressant. Regardez le spectacle du monde aujourd'hui; regardez autour de vous, en Italie, en Allemagne, en Orient; voyez le monde entier : fût-il jamais plus inquiet et plus inquiétant? A qui s'en prendre? Qui l'a fait tel qu'il est?.. Quel parti prendra la France?.. Oui, il faut la paix; il faut que la France n'y renonce que si des entreprises intolérables l'obligent à tirer l'épée, et si ces entreprises justifient la grande résolution de la guerre, qu'elle ait le monde pour témoin, pour allié, pour auxiliaire peut-être... Cette résolution immense, à qui appartient-il de la prendre? A elle ou à d'autres? C'est à elle seule! Dans cette situation, savez-vous ce que signifie la liberté? La liberté signifie ceci, que la France ne s'éveillera pas un matin surprise par l'ordre donné à ses enfans de courir à la frontière pour y verser tout leur sang... » En sorte que la liberté apparaissait dans ces discours comme un droit et comme une garantie contre toutes les aventures.

Redresser la politique extérieure, organiser les forces de la France sans aller au-devant des conflits, réclamer les « libertés nécessaires » sans mettre en question l'institution impériale, c'était le système de M. Thiers, et à un personnage de l'empire qui lui demandait ce qu'il représentait, au nom de quoi il parlait, il avait

le droit de répondre : « Je représente l'instinct national, le bon sens. » C'était le système de M. Thiers, après comme avant l'acte du 19 janvier 1867; c'était encore sa pensée lorsque enfin on se décidait, après bien des tergiversations et des incidens confus, à une sorte de révolution constitutionnelle, lorsqu'on arrivait à ce ministère du 2 janvier 1870, présidé par M. Émile Ollivier, qui se croyait un autre Benjamin Constant chargé de négocier un nouvel acte additionnel. M. Thiers pouvait certes passer pour n'avoir point été étranger à cette transformation; il y avait concouru de sa parole, par son habile et puissante campagne depuis 1863, et maintenant que tout semblait être accordé, qu'on allait avoir une constitution nouvelle avec toutes les garanties parlementaires, il n'hésitait pas à reconnaître qu'un grand pas venait d'être fait. Plus d'une fois il avait encouragé M. Émile Ollivier dans son rôle de négociateur mystérieux auprès de l'empereur, dans son ambition naïvement avouée d'être le sauveur de l'empire par la liberté; il appuyait encore le premier ministère du 2 janvier à son avènement. Il ne laissait pas pourtant d'être inquiet sur le caractère d'une révolution qui s'inaugurait au milieu d'une étrange confusion, qui lui paraissait conduite par des mains bien présomptueuses, et il ne déguisait plus ses inquiétudes le jour où M. Émile Ollivier, comme pour trancher d'un coup les difficultés qu'il rencontrait, tirait du fourreau l'arme césarienne, — le plébiscite!

A parler sans détour, M. Thiers croyait-il au succès de cette expérience, de cette transformation libérale de l'empire? Au fond, il en doutait encore. Il avait de la peine à croire qu'un régime fait par la dictature, pour la dictature, façonné par dix-huit années d'autocratie, pût se plier aux conditions parlementaires. Il craignait qu'un jour ou l'autre l'empire ne trouvât de trop faciles prétextes de réaction dans les agitations révolutionnaires qui commençaient à se produire, ou qu'il ne se laissât aller à chercher dans quelque aventure de guerre un moyen de ressaisir l'omnipotence qui lui échappait. Le ministère de M. Émile Ollivier ne le rassurait que médiocrement. Il doutait toujours; il n'avait pas eu encore le temps de sortir de ses doutes que déjà l'imprévu avait de nouveau éclaté comme un coup de foudre, et dans ces dernières interventions M. Thiers restait sûrement plus que jamais le représentant de cet « instinct national » et de ce « bon sens » dont il parlait, — l'homme de la France!

VI.

Ici tout se presse et le drame a son prologue. On était aux derniers jours de juin 1870. Le ministère Emile Ollivier avait passé

depuis six mois par bien des péripéties; il venait d'avoir sa victoire, sa dangereuse victoire plébiscitaire du 8 mai. Ce triomphant plébiscite, il n'avait pas été sans doute conçu pour la guerre, il n'était pas la guerre ; il avait l'inconvénient de pouvoir la préparer par les infatuations napoléoniennes qu'il réveillait, par les tentations qu'il pouvait donner. Pour le moment, cependant, tout était à la paix. On ne voyait que sérénité à l'horizon, selon le chef du cabinet, au 30 juin, et ce jour-là même, par une sorte d'ostentation pacifique, le ministre de la guerre, le maréchal Lebœuf, consentait à une diminution de dix mille hommes sur le contingent annuel de l'armée. Il se prêtait à une réduction de dix mille hommes, on lui demandait beaucoup plus.

Chose caractéristique! seul peut-être, dans cette discussion dont les circonstances ont fait une scène préliminaire d'une terrible histoire, seul M. Thiers restait ferme dans ses idées, sans céder aux illusions des désarmemens, des diminutions d'effectifs. Il avait eu peu auparavant un entretien avec le maréchal Lebœuf qui était allé lui rendre visite pour le prier, au nom de l'empereur, de défendre le contingent, et il n'avait aucune peine à promettre l'appui qu'on lui demandait, à soutenir ce qu'il considérait comme un intérêt national, ce qu'il mettait au-dessus de toutes les questions de parti, de ministère, même de dynastie. Il était toujours prêt pour cette cause, dût-il se séparer de ses amis de l'opposition qui en revenaient sans cesse à leur chimère de l'armement universel des citoyens pour remplacer les armées permanentes. Ce n'est point assurément qu'il fût animé de passions belliqueuses ou qu'il voulût se prêter à des fantaisies guerrières du gouvernement impérial. Il se prononçait ardemment pour la paix. Il convenait volontiers que pour l'instant tout le monde en Europe, — tout le monde, disait-il spirituellement, « sauf peut-être quelque exception, » — voulait la paix. Il ne supposait pas que le ministère pût avoir la coupable pensée de faire la guerre ; mais il ajoutait que, pour suivre avec fruit et honneur une politique de paix, la première condition était de rester forts, de proportionner notre état militaire à l'état militaire de l'Allemagne nouvelle, et il en disait assez pour laisser entendre que, dans sa pensée, la France était loin d'avoir des forces suffisantes, qu'on n'était pas même sur un « pied de paix » respectable.— « Savez-vous, ajoutait-il d'un accent qui imposait, savez-vous pourquoi, à Sadowa, on a assisté à un spectacle aussi imprévu, car il y avait bien peu de gens qui crussent à la victoire de la Prusse; savez-vous pourquoi? C'est parce que, par des raisons trop longues à développer ici, on n'était pas prêt à Vienne et on l'était à Berlin depuis plusieurs années; c'est parce qu'il y avait un homme pro-

fondément prévoyant qui avait préparé ses forces, et c'est par des raisons de ce genre que les empires grandissent ou périssent... » Il parlait ainsi le 30 juin 1870! Changez les noms, c'est l'histoire qui, à une semaine de distance, allait se rouvrir, se précipiter encore une fois, et qu'on pouvait appeler la fin d'un empire.

Qu'arrivait-il en effet? En quelques jours tout avait changé. La candidature d'un prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne avait éclaté en Europe, presque à l'improviste, — au moins pour l'opinion universelle. La France impériale surprise se laissait emporter, débutait par des déclarations menaçantes, puis engageait fiévreusement avec la Prusse une de ces négociations ou un de ces dialogues qui laissent à peine une place à la conciliation, aux médiations utiles. Un instant, pendant quelques heures, les événemens semblaient s'arrêter par la renonciation du prince de Hohenzollern avec l'approbation du roi Guillaume : ils se déchaînaient presque aussitôt plus violemment devant l'Europe étonnée, déconcertée et impuissante. Du 6 au 15 juillet, le conflit avait eu le temps de naître, de se précipiter, de devenir irréparable, — et alors M. Thiers qui, le 30 juin, parlait pour le ministère, pour le contingent, M. Thiers cette fois se tournait contre une guerre d'irréflexion et d'impatience. Il ne se contredisait pas, il restait fidèle à sa politique. Il avait deux raisons dans son opposition. Si la candidature du prince de Hohenzollern avait été maintenue, il eût hésité ou plutôt il n'eût pas hésité devant un défi prémédité que la France ne pouvait se dispenser de relever; mais la candidature Hohenzollern avait été un instant retirée, la Prusse avait subi une espèce d'échec en se voyant obligée de reculer, et dès lors la guerre n'avait plus d'autre motif qu'une vaine susceptibilité ou quelque détail de forme dans une négociation conduite à coups de télégraphe. C'était trop peu pour son patriotisme prévoyant. — Il avait une autre raison, et c'est ici que son discours du 30 juin reprenait tout son sens. Il restait persuadé qu'on cédait à la plus désastreuse illusion en répétant sans cesse qu'on était prêt. Il avait la conviction que la Prusse seule était prête, que la France ne l'était pas, qu'elle allait commencer la guerre avec des places à peine armées et un matériel ruiné par l'expédition du Mexique, avec des régimens de douze cents hommes, des réserves appelées en désordre et des mobiles sans instruction militaire. Cette raison avait encore plus de puissance que la première. Aussi, le jour où la question était définitivement portée devant le corps législatif, le 15 juillet, M. Thiers tentait-il un effort désespéré.

C'est assurément une des scènes les plus pathétiques de l'histoire du temps. « Je voyais, a dit depuis M. Thiers, un orage prêt à fondre sur nos têtes. J'aurais bravé la foudre, avec la certitude d'être écrasé plutôt que d'assister impassible à la faute qu'on allait

commettre. Je me levai brusquement, je jaillis, si je puis dire, de ma place... » De toutes parts frémissaient autour de lui des passions qu'il appelait « patriotiques, mais bien imprudentes. » Les cris furieux, les interruptions brutales, les outrages ne cessaient de l'assaillir pendant qu'il parlait. Il ne se laissait ni ébranler ni détourner de son but. Il s'efforçait de prouver que l'intérêt national était sauvé, que le reste ne valait pas les malheurs qu'on allait braver. Il luttait avec l'héroïsme du désespoir pour gagner au moins un peu de temps, pour obtenir quelques explications, quelques heures de réflexion, et, tenant tête jusqu'au bout à toutes les violences qui l'arrêtaient à chaque instant, il s'écriait d'une voix brisée par l'émotion : « Voulez-vous qu'on dise, voulez-vous que l'Europe tout entière dise que le fond était accordé et que pour une question de forme, vous vous êtes décidés à verser des torrens de sang?.. Quant à moi, soucieux de ma mémoire, je ne veux pas qu'on puisse dire que j'ai pris la responsabilité d'une guerre fondée sur de tels motifs... Et si vous ne comprenez pas que dans ce moment je remplis un devoir, le plus pénible de ma vie, je vous plains... Oui, quant à moi, je suis tranquille pour ma mémoire, je suis sûr de ce qui lui est réservé pour l'acte auquel je me livre en ce moment; mais pour vous, je suis certain qu'il y aura des jours où vous regretterez votre précipitation... Offensez-moi, insultez-moi, je suis prêt à tout subir pour défendre le sang de mes concitoyens que vous êtes prêts à verser si imprudemment... » Deux ou trois jours auparavant, il avait réuni dans un bureau du Palais-Bourbon quelques-uns des ministres; il leur avait dit que, s'ils ne s'arrêtaient pas, « ils perdaient la dynastie, ce qui ne le regardait pas lui, ce qui était leur affaire à eux seuls, chargés de la défendre, mais qu'ils perdaient aussi la France, ce qui était bien plus grave... » Il n'avait pas été écouté dans cette réunion tout intime, il n'était pas écouté dans le corps législatif. Il avait cette cruelle fortune de voir ses avertissemens méconnus le jour des résolutions suprêmes et d'être trop justifié le lendemain.

A peine la fatale campagne avait-elle commencé en effet, la vérité des paroles de M. Thiers éclatait presque aussitôt. La situation se dévoilait d'un seul coup dans sa tragique gravité, et les premières batailles perdues en Alsace, en Lorraine, avaient cela de caractéristique, de saisissant, qu'elles laissaient voir brusquement ce qu'il y avait d'à peu près irréparable pour la fortune de la France comme pour l'empire. La guerre, ouverte par des désastres, était désormais compromise presque sans retour possible parce qu'elle avait été mal engagée, sans esprit d'ordre et de suite, avec des forces insuffisantes, parce qu'on n'avait plus la liberté et les moyens de se ressaisir devant un formidable ennemi qui avait l'ascendant des pre-

mières victoires, qui était déjà en pleine France. L'empire se sentait frappé à mort, non pas absolument parce qu'il avait éprouvé des revers, mais parce que ces revers semblaient être l'œuvre de son imprévoyance. Il expiait par la perte soudaine de tout prestige et il faisait expier à la France les fautes du règne. Tout se relevait à la fois contre lui, et les souvenirs de son origine, et ses excès d'arbitraire suivis de résipiscences tardives, et ses expéditions inutiles et les meurtrières erreurs de sa diplomatie. Je ne dis pas que dans cette explosion de ressentimens, de passions politiques, il n'y eût une dangereuse complication faite pour compromettre la marche de la guerre elle-même. C'était malheureusement à peu près inévitable. A partir du 7 août, on essayait de se débattre encore, il est vrai : on changeait quelques commandemens, on changeait le ministère, on réunissait en toute hâte le corps législatif, on formait un comité de défense. En réalité, il n'y avait plus de direction militaire, il n'y avait plus de gouvernement, il n'y avait plus d'empire !

Plus d'une fois, pendant ces jours cruels, aux Tuileries, où l'impératrice était restée seule, tandis que l'empereur errait d'un camp à l'autre, on avait cherché de tous côtés quelque appui, et aux approches des dernières extrémités, on avait l'idée de s'adresser à M. Thiers. Un galant homme déjà mourant, ami dévoué et désintéressé de la souveraine, Prosper Mérimée, se chargeait d'aller auprès de M. Thiers pour lui dire qu'*on* n'avait d'autre préoccupation que celle du pays, qu'*on* le savait « bon citoyen ; » on faisait appel à ses conseils, peut-être à son concours. M. Thiers ne pouvait évidemment plus rien dans une situation déjà perdue. Si respectueux qu'il fût pour l'infortune, il ne pouvait oublier que, depuis des années, il luttait de toute la force de sa raison et de sa parole contre un régime qui, selon lui, préparait les malheurs de la France : ces malheurs, il les avait prévus, il avait voulu les détourner, il n'avait pas été écouté, — et maintenant on lui offrait de prendre sa responsabilité dans les désastres ! Que lui demandait-on d'ailleurs ? Des conseils, il n'y avait plus à en donner ; de sa part, ils paraîtraient toujours suspects, et il ne les donnerait pas lui-même « avec tranquillité. » Tout ce qu'avait pu faire M. Thiers, dans ces momens terribles, avait été d'accepter, avec une délégation de la chambre, une place dans le comité de défense. Il s'y était donné tout entier. Il prodiguait ses efforts avec le général Trochu, avec le général de Chabaud-Latour, et cette fois encore inutilement, pour rappeler sous Paris l'armée du maréchal de Mac-Mahon, qui allait s'engouffrer à Sedan. Tous les matins, avant de se rendre au corps législatif, il allait visiter les fortifications, les nouveaux travaux de défense, et en reconnaissant, en constatant ce qu'on faisait pour mettre Paris en état de tenir tête à l'ennemi, il revenait chaque jour consterné de voir tout

ce qui manquait. Pour lui, il ne pouvait plus qu'attendre sans illusion un dénoûment auquel il n'avait pas craint de donner un nom dans sa conversation avec Mérimée : il avait prononcé le mot d'abdication !

Le dénoûment, à la vérité, n'était plus que l'affaire de quelques jours ou de quelques heures. Il aurait fallu pour le conjurer quelque prodigieux retour de fortune sur lequel on ne comptait plus; il suffisait, pour le précipiter, d'une défaite nouvelle. Sedan, en dépassant les prévisions les plus sombres, tranchait la question, et jusqu'au dernier moment, dans les fiévreuses délibérations de ces heures extrêmes, M. Thiers restait ce qu'il était, clairvoyant, désolé, fidèle au pays, sensé. Il restait la raison même au milieu de l'affolement universel. La déchéance que la gauche avait hâte de proposer ne l'étonnait pas; il refusait cependant de signer la proposition : il ne voulait pas frapper des gens à terre! Ce qu'il aurait voulu, c'eût été, avec les hommes de bonne volonté du corps législatif unis à l'opposition, un gouvernement anonyme, impersonnel, prenant en main les affaires de la France, promettant une assemblée souveraine et jusque-là assumant la responsabilité des résolutions courageuses qui pouvaient devenir nécessaires d'un jour à l'autre. L'idée avait été d'abord acceptée dans une réunion intime de quelques membres de l'opposition; elle ne tardait pas à disparaître et elle était emportée, comme tout le reste, dans le torrent du 4 septembre. M. Thiers, quant à lui, sans refuser son adhésion au gouvernement de la défense nationale, qui naissait de la confusion, qui prenait aussitôt le nom de république, se défendait absolument d'entrer dans ce gouvernement. Il pouvait voir dans la révolution un malheur inévitable, il ne voulait pas couvrir de son nom la violation d'une assemblée par la multitude. Il avait été un des vaincus du 2 décembre, il ne voulait pas être un des vainqueurs du 4 septembre. Il n'avait pour le moment aucune impatience de se jeter dans une crise où tout était confusion, où les désastres se précipitaient.

Fata viam invenient! M. Thiers avait dit le mot dans le silence des années prospères de l'empire, quand nul n'entrevoyait encore l'avenir. Il l'avait dit, mais il ne savait pas alors comment ces cruels destins s'accompliraient. Non, M. Thiers ne soupçonnait pas qu'un jour viendrait où il serait réduit à sortir de Paris déjà menacé pour parcourir l'Europe en plénipotentiaire de la France en deuil. Il ne se doutait pas qu'après avoir signalé les fautes sans avoir pu rien empêcher, il serait condamné, lui le patriote nourri de l'orgueil de la France, à signer la paix la plus douloureuse de l'histoire, et enfin qu'après tous les désastres, il devait être choisi entre tous pour être le réparateur, « l'administrateur de l'infortune nationale! »

CH. DE MAZADE.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

ET

LA RÉVOLUTION

V[1].

LES ÉCOLES CENTRALES.

I.

Organisation, budget, population. — Sans être aussi compliquée que celle des écoles primaires, l'organisation des écoles centrales, d'après les données de la loi du 3 brumaire an IV, ne laissait pas de présenter beaucoup de difficultés. Établir une école centrale dans chaque département, y compris les pays annexés, n'eût pas été, même en des temps réguliers, une petite affaire; en 1795, avec la coalition sur les bras, huit cent mille hommes aux frontières, et la dépréciation des assignats, il y avait de grandes chances pour que cette vaste opération échouât.

Le directoire, il faut lui rendre cette justice, n'hésita pas néanmoins et se mit résolûment à l'œuvre. Il fallait avant tout pourvoir à l'installation des nouvelles écoles. Or la caisse était vide. Où trouver les millions nécessaires? On ne pouvait songer à les demander à l'impôt. On les prit, naturellement, sur les biens nationaux. Une loi du 25 messidor an IV mit à la disposition du gouverne-

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril, du 15 juin, du 15 juillet et du 15 septembre.

ment « les maisons connues ci-devant sous le nom de collèges » avec les jardins qui en dépendaient. Il existait un grand nombre de ces maisons dans les départemens; beaucoup étaient en fort bon état; avec quelques appropriations, elles furent vite en état de recevoir leur nouvelle destination. Les écoles centrales, on peut le dire, trouvèrent donc leur berceau tout préparé ; elles n'eurent qu'à s'installer dans les bâtimens des anciens collèges. Là où ces bâtimens furent jugés trop petits ou trop délabrés pour leur être affectés, on les plaça dans d'autres locaux mieux appropriés à leurs besoins : abbayes, couvens, châteaux, bâtimens des ci-devant intendances, les administrations départementales n'eurent que l'embarras du choix. Aux termes de l'article 4 de la loi précitée du 25 messidor an IV, c'étaient elles qui devaient désigner les établissemens les plus convenables, sauf au corps législatif à statuer sur chaque cas particulier. C'est ainsi qu'une loi du 7 thermidor an IV disposa que l'école centrale de l'Oise serait établie dans l'ex-couvent des carmélites de Beauvais. Celle de l'Indre fut placée dans la maison des ci-devant religieuses de Châteauroux ; celle de la Drôme dans le ci-devant couvent des récollets de Montélimart ; celle de la Creuse dans le ci-devant couvent des récollets d'Aubusson ; celle du Mont-Blanc dans le château de Chambéry ; celle de l'Aisne dans les bâtimens de la ci-devant intendance de Soissons ; celle de l'Ariège dans le ci-devant château de Saint-Girons ; celle de la Somme dans la maison des ci-devant prémontrés d'Amiens ; celle de la Seine-Inférieure dans les bâtimens « connus sous le nom d'église des jésuites et de séminaire de Joyeuse. »

Grâce à ce système, l'organisation des écoles centrales put être menée très rapidement ; en moins de deux ans, presque tous nos départemens se virent pourvus, y compris ceux de la Corse et de la Belgique, sans qu'il en eût presque rien coûté à l'état. J'ai sous les yeux un tableau dressé par le chef de la cinquième division du ministère de l'intérieur et présenté au ministre, le 19 messidor an VI. (Arch. nat., F 63007.) Il résulte de ce document qu'à cette date, quatre-vingt-dix-sept écoles centrales, dont neuf des départemens annexés, étaient en exercice (1). Le directoire n'avait pas, on le voit, perdu son temps. Il est vrai qu'il n'avait pas eu de grands efforts de constructions ni d'argent à faire : quelques coups de pioche et de marteau avaient suffi pour mettre les bâtimens existans en état. Toutefois on doit lui savoir gré d'avoir eu l'idée de leur donner cette destination, au lieu de les vendre à vil prix comme

(1) Un autre document du 2 nivôse an VI porte à cent deux le nombre des écoles centrales en exercice ; sur ces cent deux écoles « soixante-six au moins, dit ce document, sont en pleine activité. » (Arch. nat., F 17 1140.) Minute d'un projet de message au conseil des cinq cents préparé dans les bureaux du ministère de l'intérieur.

tant d'autres biens nationaux. Là, du moins, la confiscation produisit un résultat utile.

Il fallait cependant un budget, si faible qu'il fût, aux nouvelles écoles. La loi du 3 brumaire an IV disposait que le salaire annuel et fixe de chaque professeur serait le même que celui des administrateurs de département : soit 3,000 et 2,000 francs, suivant la population. En joignant à cette dépense le chapitre des frais de premier établissement et des frais divers, on dut porter les crédits, pour l'an VI, à 2,496,619 francs (1), se décomposant ainsi :

1° Dépenses de premier établissement et des cours d'instruction provisoirement conservés dans certaines villes où l'organisation des écoles est encore incomplète.	120.219 fr.
2° Écoles centrales du premier ordre (2) au nombre de huit. Traitement des professeurs et dépenses annuelles.	276.000 »
3° Écoles centrales de second ordre au nombre de quatre-vingt-neuf. Traitemens et dépenses annuelles fixes.	2.100.400 »
Total.	2.496.619 fr.

En l'an VII, ces crédits augmentent : ils s'élèvent à 4,808,560 fr. (3), mais en l'an VIII ils s'abaissent à 3,516,480 fr., soit 1,267,289 fr. d'économies, provenant sans doute de la diminution des frais généraux. Dans les années suivantes, cette diminution se maintient : l'installation matérielle des écoles est terminée et le nombre des chaires en exercice n'a pas augmenté. Aussi la dépense continue de se solder par 3 millions de francs environ. Ce chiffre moyen représente assez exactement la somme consacrée par le gouvernement de la république à l'enseignement secondaire, y compris les neuf départemens formés par la Belgique et le Luxembourg. Les anciens collèges touchaient des revenus bien supérieurs à cette somme sur les dîmes et les octrois avant leur suppression ; beaucoup possédaient en outre des biens considérables, qu'ils avaient acquis de leurs propres deniers ou qui leur avaient été légués. En affectant 3 ou 4 millions au service des écoles centrales, le directoire ne faisait donc qu'acquitter une dette de la convention ; il restituait à l'enseignement une partie des revenus qui lui avaient été

(1) Archives nationales, F 63007. Rapport avec état à l'appui, présenté au ministre de l'intérieur le 19 messidor an VI par le chef de la 5e division.

(2) Celles qui étaient placées dans les communes au-dessus de 100,000 habitans.

(3) Archives nationales, F 63007. — Tableau général et comparatif du crédit ouvert pour les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'an VII des écoles centrales, et des crédits à ouvrir pour les dépenses ordinaires de l'an VIII, présenté par le bureau des établissemens d'instruction publique.

enlevés par la révolution. La plupart des écrivains qui ont traité de la matière ont trop négligé ce point de vue ; ils ont fait à la république un mérite d'avoir fondé le budget de l'instruction publique. Nous ne sommes que justes en rappelant de quels élémens se forma ce budget.

Mais ce n'était pas tout de prendre les bâtimens des ci-devant collèges ou des ci-devant abbayes pour les transformer en écoles centrales et de voter les fonds nécessaires à leur entretien. Il fallait peupler ces écoles, et c'est ici que la tâche devenait singulièrement difficile. Les anciens collèges, si incomplet que fût leur enseignement, avaient une clientèle d'élèves et un corps de professeurs tout formés. Les écoles centrales soulevèrent, dès leur apparition, d'extrêmes défiances ; outre l'hostilité de tout ce qui tenait à l'ancien régime, elles eurent à lutter contre des habitudes et des préjugés invétérés. Les familles étaient faites à l'ancienne division des classes et des études ; elles virent avec inquiétude cette division bouleversée, et des matières peu connues, telles que la grammaire générale, prendre la place des anciens cours. Toutes ces nouveautés parurent suspectes et déplurent ; il eût fallu, pour les faire accepter, des programmes très habilement rédigés et de bons maîtres surveillés de très près par une administration vigilante. Tous ces élémens de succès manquèrent aux écoles centrales. A peine organisées, on les livra pour ainsi dire à elles-mêmes, ou, ce qui ne valait guère mieux, au caprice des administrations départementales et à l'ignorance des jurys d'instruction. Le directoire ne sut ni les soumettre à des règlemens communs ni recruter leur personnel enseignant. Ce n'était pas à la vérité chose facile, et la convention, certes, avait légué une bien rude tâche à ses successeurs en bouleversant tout le système d'études en vigueur avant elles, sans se préoccuper de former, au préalable, un corps de professeurs capable de se plier à la nouvelle organisation de l'enseignement.

Quoi qu'il en soit, les écoles centrales ne purent jamais triompher de l'espèce de discrédit qui les frappa dès leur fondation. A part quelques brillantes exceptions, comme Paris, Besançon et Montpellier, on peut dire qu'elles végétèrent. C'est en vain qu'on a prétendu le contraire ; les chiffres sont là ; nous en avons relevé quelques-uns dans les états adressés par les administrations départementales au ministère de l'intérieur (1). Rien de plus instructif et de plus probant que les résultats auxquels on arrive en les additionnant.

Voici, par exemple, le nombre des élèves ayant suivi les cours dans les écoles de Lot-et-Garonne, d'Eure-et-Loir, des Basses-Pyrénées, de

(1) Arch. nat. F 63006, 63009, 63010, 63011. 63013, 63014.

la Haute-Garonne, de la Haute-Loire, de l'Indre, de la Dordogne, du Doubs, du Gard, du Gers, de la Corrèze, de l'Hérault, de l'Aisne, de l'Indre et de Saône-et-Loire (soit 15 écoles centrales, dont deux des plus florissantes, celles de Toulouse et de Besançon).

Dessin	1.327
Mathématiques	429
Langues anciennes	367
Physique et chimie	295
Histoire naturelle	289
Grammaire générale	228
Histoire	160
Législation	117
Belles-lettres	99

Soit par école une moyenne : pour le dessin de 89 élèves ; pour les mathématiques de 28 ; pour les langues anciennes de 24 ; pour l'histoire naturelle de 19 ; pour la grammaire générale de 15 ; pour l'histoire de 10 ; pour la législation de 8, et pour les belles-lettres de 6.

Tel est approximativement le tableau de la population des écoles centrales en 1797 et 1798, c'est-à-dire à l'époque la plus florissante de leur courte existence. Et, qu'on le remarque bien, ces moyennes sont plutôt au-dessus qu'au-dessous de la réalité, grâce au contingent fourni par Toulouse et Besançon qui les rehausse singulièrement. Mais prenons ces chiffres tels quels et considérons leur portée.

Tout d'abord un fait saute aux yeux : la seule classe un peu fréquentée dans les écoles centrales est celle de dessin. Pour six élèves qui suivent le cours de belles-lettres, il y en a quatre-vingt-neuf qui suivent le cours de dessin. Viennent ensuite, mais bien au-dessous, les classes de mathématiques et de langues anciennes (lisez de grammaire, car, nous le montrerons plus loin, on n'enseignait guère dans la plupart des classes dites de langues anciennes que les élémens du latin). Quant à la grammaire générale, à l'histoire, à la législation et aux belles-lettres, ces divers enseignemens sont à peu près nuls. Ils n'existent en réalité qu'à Paris dans les trois écoles centrales des Quatre-Nations (1), du Panthéon (2) et de la rue Saint-Antoine (3).

La philosophie, les lettres, la philologie, le droit, se trouvaient représentés là par tout un groupe d'hommes distingués, dont la

(1) Installée au palais Mazarin.
(2) Depuis collège Henri IV.
(3) Depuis lycée Charlemagne.

réputation et le talent attiraient de nombreux élèves : La Harpe, Fontanes, Ginguené, Rœderer, Cabanis, Laromiguière, Guéroult, Binet, Daunou, Saussure, Cuvier, pour ne citer que les plus connus. Avec de tels maîtres, le succès des écoles centrales de la Seine était certain, et il fut, en effet, très vif (1).

Mais si vif qu'il ait été, il ne prouve rien en faveur des autres. Il serait même difficile d'établir une comparaison tant soit peu fondée entre ces écoles et celles des départemens. Les cours professés par La Harpe, Laromiguière ou Daunou ne ressemblaient que de fort loin à ceux de leurs collègues de province. C'étaient de véritables cours d'enseignement supérieur auxquels se pressait une jeunesse privée par la suppression des collèges et de l'Université de Paris de toute ressource intellectuelle. L'École polytechnique y recrutait ses meilleurs sujets; et plus d'une couronne y fut gagnée par des hommes qui devaient être un jour l'honneur des belles-lettres; M. Naudet, entre autres, figure sur le *palmarès* de l'école du Panthéon (an x) pour le premier prix de composition latine.

Les écoles centrales proprement dites, celles des départemens, n'eurent ni cet éclat, ni cette prospérité. L'exemple de Besançon, souvent invoqué par leurs défenseurs (2), ne prouve qu'une chose, c'est qu'il se rencontra dans le nombre quelques administrations départementales et quelques jurys d'instruction plus actifs et plus vigilans que les autres, qui surent tirer parti d'une loi défectueuse et fonder le crédit de leurs établissemens. L'exception confirme ici la règle et l'on ne peut guère, à moins de parti-pris, s'empêcher de trouver bien médiocres et bien accablans les résultats que nous venons d'indiquer. Si les écoles centrales avaient duré, elles auraient peut-être formé des générations sachant très bien le dessin linéaire; il est au moins douteux qu'elles eussent produit beaucoup de savans et de lettrés.

II.

Des autorités préposées à la surveillance des écoles centrales : administrations départementales et jurys d'instruction. — Après

(1) A l'exception du cours de législation, qui n'était pas plus suivi dans les écoles de Paris que dans celles des départemens. Voir à ce sujet, F 17 2999, une lettre du citoyen Grivel, professeur de législation à l'école centrale des Quatre-Nations, au ministre de l'intérieur, où ce professeur se plaint de n'avoir jamais eu plus de neuf à douze élèves à son cours.

Nous n'avons pu retrouver aucun des états fournis par l'administration départementale de la Seine au ministère de l'intérieur; mais il résulte d'un document émané de cette administration qu'il y avait environ trois cents élèves dans chacune des écoles centrales de la Seine. (Voir Schmidt, *Tableaux de la révolution*, p. 287.)

(2) Lacroix, *Essais sur l'enseignement* (1802); Despois, *le Vandalisme révolutionnaire*.

les élèves, ce qui manqua le plus aux écoles centrales, ce fut une direction. On a souvent reproché à la révolution d'avoir été centralisatrice à l'excès : on pourrait bien plutôt, en matière d'enseignement, lui adresser le reproche contraire. Elle ne sut pas, à proprement parler, créer une administration de l'instruction publique. La convention elle-même n'y réussit pas. Dès le principe, elle avait, on l'a vu, donné des pouvoirs très étendus à son comité d'instruction publique ; plus tard et à diverses reprises, elle lui avait adjoint des commissions spéciales (commission des neuf, des six, exécutive) chargées celle-ci de veiller à l'application des lois, celles-là d'en élaborer de nouvelles. Malheureusement, quels que fussent le zèle de ces commissions et la compétence d'un comité qui comptait au nombre de ses membres des Lakanal et des Daunou, ils manquaient absolument des moyens indispensables à un gouvernement pour diriger la chose publique, et toute leur bonne volonté n'avait pu triompher de l'incurie des autorités locales auxquelles le législateur avait eu l'imprudence de remettre le sort des écoles.

Les cinq représentans envoyés en mission dans les départemens (1) n'avaient pas été plus heureux. Ils étaient surtout demeurés impuissans à recruter le personnel enseignant, qui presque partout faisait défaut. L'un d'eux écrivait à la convention le 22 floréal an III pour se plaindre de la pénurie de maîtres et d'élèves et l'engager « à faire paraître une proclamation invitant tous les hommes capables à se charger des fonctions de professeurs (2). » Ce même représentant, nommé Dupuis, voyait fort justement « dans la trop grande multiplicité des écoles centrales une cause d'insuccès. » « L'esprit public, ajoutait-il, est gâté par les prêtres réfractaires et les déportés. Ces derniers passent de Suisse en France avec facilité, car les paysans leur fournissent un asile ;.. la déportation devrait se faire dans les régions lointaines et non dans la Suisse, qui est contiguë aux départemens que les déportés habitent. » C'était envisager la question à un point de vue singulièrement étroit ; les écoles cen-

(1) Décret du 18 germinal an III :

Lakanal, au nom du comité d'instruction publique, propose, et la convention adopte le décret suivant :

Art. 1er. — Pour assurer la prompte exécution des lois relatives à l'instruction publique, il sera envoyé dans les départemens cinq représentans du peuple nommés par la convention nationale sur la présentation du comité d'instruction publique ;

Art. 2. — Ces représentans seront investis pour l'objet de leurs missions des pouvoirs dont sont revêtus les autres représentans du peuple dans les départemens ;

Art. 3. — Les cinq arrondissemens affectés aux représentans nommés sont déterminés par arrêté du comité d'instruction publique ;

Art. 4. — Les représentans nommés se concerteront avant leur départ avec le comité d'instruction publique et entretiendront avec lui une correspondance suivie pendant la durée de leur mission.

(2) Archives nationales, F 17 1694.

trales avaient bien d'autres ennemis que les prêtres réfractaires et les déportés ; leurs plus dangereux adversaires furent certainement les autorités dont elles relevaient.

Aux termes des lois du 7 ventôse an III et du 3 brumaire an IV, la surveillance des écoles centrales devait être exercée par les administrations départementales et par les jurys d'instruction (1). Or ni les uns ni les autres n'étaient à la hauteur de leur tâche. Issues de l'élection, dans des temps troublés, les assemblées départementales n'avaient ni le tact ni l'expérience professionnelle qu'exigent des fonctions délicates entre toutes. Composées, pour la plupart, d'individualités remuantes et présomptueuses, imbues des doctrines et des préjugés révolutionnaires, avides de popularité, subissant la pression des sociétés populaires et de leurs comités de surveillance, ignorantes surtout, elles étaient absolument impropres à diriger l'instruction publique suivant une méthode et des principes rationnels ; elles ne pouvaient qu'y porter le trouble et la confusion. Leur plus grande, on pourrait dire leur unique préoccupation, était que l'enseignement fût révolutionnaire ; c'est en ce point surtout que s'exerçait leur action et qu'elles intervenaient dans le choix des professeurs. Elles ne s'inquiétaient pas de savoir s'ils étaient capables ; elles ne leur demandaient que de faire preuve de civisme et d'instruire la jeunesse, suivant les préceptes du catéchisme républicain, « dans la haine des prêtres et l'amour de la liberté. » Tout se résumait là pour les administrations départementales ; on en trouve à chaque instant la preuve dans leur volumineuse correspondance.

Les jurys d'instruction, s'ils avaient été choisis avec soin et dirigés par des mains habiles, auraient certainement offert moins d'inconvéniens. Malheureusement, au lieu de confier au comité d'instruction publique, ou mieux encore au ministre de l'intérieur, quand les ministères eurent été rétablis, la nomination des membres de ces jurys, le législateur l'avait remise aux administrations départementales. Leur composition, naturellement, s'en ressentit. Les choix portèrent moins sur la compétence des candidats que sur leurs antécédens politiques. On n'exigea d'eux ni grades ni preuves de capacité d'aucune sorte. On ne leur demanda, comme aux professeurs, que d'être de bons patriotes et d'avoir pour eux l'opinion soi-disant publique. Le seul titre admis fut celui de républicain. C'est ainsi que la convention envoyait aux armées des représentans complètement étrangers au métier militaire, qui s'ingéraient dans le commandement et se mêlaient de conduire les opérations, comme ce Léchelle, qui, pendant la guerre de Vendée,

(1) La loi du 3 brumaire n'avait pas expressément investi les jurys d'instruction de cette attribution, mais ils la tenaient déjà de la loi du 7 ventôse, et, en fait, ils la conservèrent.

voulait forcer Kléber à « marcher à l'ennemi majestueusemen et en ordre. » Les jurys d'instruction n'étaient pas uniquement composés de Léchelles, cependant ils comptaient beaucoup d'ignorans qui suppléaient par une grande présomption à ce qui leur manquait d'expérience professionnelle et qui traitaient volontiers les questions d'enseignement comme les représentans de la convention aux armées traitaient la stratégie.

Il faut voir, en effet, comment ils s'acquittaient de la plus délicate de leurs fonctions, c'est-à-dire des examens. Nous citerons à ce sujet deux pièces curieuses émanées des jurys d'instruction de la Charente et de l'Ain (1) :

DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE.

« Le jury d'instruction publique du département de la Charente chargé d'élire les professeurs pour les écoles centrales de ce département, conformément à la loi du 3 brumaire dernier, jaloux de ne confier ces places importantes qu'à des hommes sages, dignes d'en remplir les fonctions, s'est occupé des divers modes d'examen qu'il pouvait employer pour s'assurer du mérite et du degré de capacité des candidats, écarter l'insuffisance et l'immoralité.

« Il a considéré que, si un concours public semblait par son éclat intéresser davantage les citoyens à un établissement aussi précieux, il avait des inconvéniens majeurs en ce que la nécessité d'un déplacement jointe à l'incertitude du succès pouvait détourner plusieurs habitans de se présenter; que d'ailleurs dans ces sortes de joutes, le vrai savant, le citoyen vertueux et modeste pourrait être humilié par la médiocrité masquée sous une loquacité imposante.

« Le jury s'est donc déterminé, après les plus sérieuses réflexions, à rejeter cette forme d'examens comme pouvant induire en erreur et tromper l'attente publique. Il a préféré un mode adopté dans plusieurs autres départemens qui lui a paru devoir procurer un plus grand nombre de concurrens et donner une mesure plus exacte de l'étendue de leurs connaissances.

« En conséquence, il invite les citoyens instruits dans les sciences, les lettres et les arts qui se dévouent à l'instruction publique de lui adresser sous le couvert de l'administration départementale un programme raisonné sur la manière dont ils se proposent de traiter la partie à laquelle ils se destinent, d'y joindre des certificats authentiques de leurs connaissances acquises, la durée et le nombre de leurs travaux antérieurs, mais principalement de leur moralité.

« Les membres du jury,
« *Signé :* CHANCEL, DESMAZEAUD. »

(1) Archives nationales, F 17 3012 et 3000.

DÉPARTEMENT DE L'AIN.

« Article 1er. — Dans le délai d'un mois de la publication du présent article, les citoyens qui voudront se dévouer à l'enseignement feront parvenir au jury d'instruction publique leurs noms, leur âge et le lieu de leur demeure.

« Art. 2. — Ils feront connaître l'état qu'ils avaient avant la révolution, la profession ou les emplois qu'ils ont exercés depuis; ils indiqueront à quelle partie de l'enseignement ils voudront se livrer, et pour mettre le jury en état d'apprécier leur mérite, ils sont invités à lui faire parvenir des mémoires simples et précis sur les principes et l'utilité des sciences qu'ils voudront enseigner et sur la méthode qu'ils comptent suivre, ou bien encore les notes des ouvrages dont ils seraient les auteurs, ou les extraits de ce qu'ils auraient composé en différens genres, en un mot tout ce qu'ils croiraient capable de mettre le jury à portée de les apprécier...

« Art. 3. — Ils établiront les preuves de leur attachement aux principes de la révolution et à la cause de la liberté. Le jury déclare qu'il ne portera jamais aux chaires nationales des hommes qui se seraient montrés les ennemis de leur pays ou dont le civisme serait équivoque.

« Art. 4. — Les citoyens qui indiqueront au jury des hommes patriotes et capables d'enseigner désigneront en même temps à quel titre ils peuvent mériter une chaire de l'école centrale, la partie de l'enseignement à laquelle ils les croiront les plus propres et les motifs qui portent à croire qu'ils pourront s'y livrer.

« Art. 5. — Dans le cas d'un mérite égal, le jury n'accordera de préférence qu'à des pères de famille, à des victimes de l'oppression et de l'abus du pouvoir, à des hommes qui auraient souffert pour la cause de la liberté ou combattu pour elle. »

Et qu'on ne croie pas que cette façon excentrique de faire passer les examens, par correspondance, fût propre à quelques jurys seulement. Une loi votée le 1er germinal an IV par le conseil des cinq cents en généralisa la coutume. En voici la teneur :

« Les jurys d'instruction établis par la loi du 3 brumaire dernier peuvent élire, malgré leur absence, les sujets que, sur la notoriété publique et les preuves antérieurement faites, ils jugeront en leur âme et conscience être les plus propres à remplir les places de professeurs aux écoles centrales. »

Telle était la procédure (1) suivie par la plupart des jurys d'in-

(1) On devine aisément ce qu'un pareil système devait entraîner d'abus : au témoignage des membres du conseil d'instruction publique institué par François de Neuf-

struction. Les candidats n'étaient pas même tenus à se présenter devant leurs juges; on n'exigeait d'eux aucune preuve publique de capacité. Il suffisait, pour être admis, d'adresser au jury sa demande avec quelques pièces insignifiantes à l'appui, un certificat de civisme et de « connaissances acquises » délivré sans doute par la municipalité, une note sur le cours qu'on se proposait de faire ou sur les travaux dont on était l'auteur; si l'on pouvait ajouter à cela qu'on avait été victime de l'oppression et qu'on avait souffert pour la cause de la liberté, on avait de grandes chances d'être nommé.

Il y fallait pourtant l'approbation des administrations départementales; mais cette approbation, loin de constituer une garantie, n'était qu'une source de difficultés. Il arrivait souvent qu'une administration départementale avait son candidat et refusait d'approuver le choix fait par le jury. Ces sortes de conflits étaient inévitables avec le dualisme établi par la loi du 3 brumaire et, par surcroît, ils étaient sans issue, le législateur ayant omis de désigner l'autorité devant laquelle ils devaient être portés (1). Pour y mettre un terme, il ne fallut pas moins que l'intervention d'une loi du du 14 fructidor an IV, portant que, « lorsqu'une administration départementale refuserait de confirmer le choix d'un professeur nommé par le jury d'instruction, elle ferait passer les motifs de son refus avec l'avis du jury au directoire exécutif, qui prononcerait directement. »

Après les examens, l'objet le plus important dont les jurys d'instruction publique avaient à se préoccuper était la surveillance des écoles. Leur autorité n'allait pas jusqu'au droit de destitution, que la loi du 3 brumaire réservait à l'administration départementale, mais ils pouvaient provoquer par un avis motivé la révocation des professeurs indignes ou négligens. Comment les jurys d'instruction s'acquittaient-ils de cette partie de leurs attributions? On le

château, un tiers à peine des professeurs de langues était en état d'enseigner le grec, et beaucoup n'écrivaient qu'imparfaitement l'orthographe.

Dans une lettre adressée par le professeur de langues anciennes de Lot-et-Garonne à François de Neufchâteau, le 15 prairial an VII, je lis ce qui suit :

« Je ne connais l'état que de deux écoles centrales de la république, celle de Bordeaux, que j'ai observée pendant deux ans, et celle d'Agen, où je me trouve actuellement; mais je puis vous déclarer que, si toutes les autres écoles de la république ressemblent à celles-ci, les études doivent y être dans l'état le plus pitoyable, vu la désertion où se trouvent la plupart des classes. Car à l'exception de celles de dessin et de mathématiques, toutes les autres sont presque sans élèves, et encore celle de mathématiques n'est pas à beaucoup près aussi suivie que celle de dessin.

« J'ai lu dans le prospectus d'une école cette étrange annonce : — « Un tel jour commencera le cours de la grammaire *générale française.* » Arch. nat. F 63012.

(1) La loi du 7 ventôse avait été plus prévoyante. Elle avait constitué le comité d'instruction publique, juge souverain de ces conflits.

devine aisément. Incapables de faire passer des examens sérieux aux candidats professeurs, ils l'étaient également d'inspecter les classes, — et de fait ils n'y mettaient pas les pieds (1). Ils ne résidaient même pas toujours au chef-lieu et ne se réunissaient que rarement, dans des circonstances extraordinaires, dit un rapport adressé par le bureau de l'instruction publique au ministre de l'intérieur, François de Neufchâteau, le 10 nivôse an VII (2).

Ce même ministre attribuait à la négligence et à l'apathie des jurys « la stagnation » des écoles. « Citoyen, écrivait-il à l'administration départementale de l'Eure, il ne m'est rien parvenu jusqu'ici qui indique des cours suivis, des exercices soutenus; je n'ai reçu ni programme d'ouverture, ni annonce de distribution de prix. Vous avez, à la vérité, transmis les noms de quelques professeurs nommés, mais j'ignore s'ils remplissent leurs fonctions et je pourrais douter de l'existence même de votre école (3). » C'est ainsi que le gouvernement était renseigné par les administrations départementales et les jurys d'instruction, ses seuls représentans près des écoles centrales. On conçoit ce qu'une pareille incurie devait couvrir d'abus. Les corps les plus fortement constitués ont besoin d'être stimulés, faute de quoi leur zèle finit par se lasser. A plus forte raison, le corps des professeurs des écoles centrales, recruté sans aucune règle, avait-il besoin d'être surveillé de très près. Le directoire en avait le sentiment; malheureusement, il ne comprit pas que c'était le système lui-même qu'il fallait réformer, et nous le verrons s'épuiser en vains efforts pour galvaniser les autorités préposées à la direction de l'instruction publique. Il

(1) Dans son rapport aux consuls sur la situation de la 14e division militaire (Calvados, Manche et Orne), Fourcroy s'exprime ainsi :

« Le jury de l'école centrale de la Manche est composé de cinq membres, hommes de mérite, mais ils sont séparés dans différentes villes du département et ils communiquent par écrit. »

Dans un autre rapport aux consuls du citoyen Najac, conseiller d'état en mission dans la 19e division militaire (Rhône, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Cantal), je trouve ce passage :

« L'organisation des écoles centrales est incomplète... Il n'y a en général ni régularité dans l'enseignement, ni subordination, ni tenue, et souvent ni conduite de la part des professeurs. Une partie des membres du jury est sans instruction et n'a pas la confiance publique. »

(2) Archives nationales, F 17 3000.

(3) « Depuis près de deux ans, écrit encore le ministre de l'intérieur, le 19 prairial an VI, aux administrateurs du département de l'Indre, je n'ai pas reçu la moindre lettre de l'administration centrale sur la situation de l'instruction publique dans votre département. Il est temps enfin de sortir de cette insouciance funeste et de rompre un silence dont la faute, il est vrai, retombe en partie sur vos prédécesseurs, mais que vous partageriez si, dans le plus bref délai, vous ne me rendiez compte de l'état de votre école centrale. » (F. 63011.)

eût mieux fait de les supprimer ; car, à supposer qu'il fût parvenu à les tirer de leur apathie, il n'aurait jamais triomphé de leur incompétence.

III.

Le personnel enseignant. — On sait maintenant comment se recrutait le personnel enseignant des écoles centrales. Il nous reste à examiner quelle était, au point de vue matériel et moral, sa situation.

Matériellement, il était assez bien traité : à Paris, les professeurs des écoles centrales avaient 3,000 francs sans distinction de chaires ; en province, ils étaient assimilés, sous le rapport des émolumens, aux membres des administrations départementales, ce qui leur donnait 3,000 et 2,000 francs, suivant la population de la ville où ils résidaient.

Ce traitement fixe était déjà fort convenable en un temps où la France n'était pas riche. Le législateur de l'an IV ne l'avait cependant pas jugé suffisant et il y avait ajouté, par une inspiration à la fois très libérale et très judicieuse, un éventuel formé de ce que nous appelons aujourd'hui la rétribution scolaire. Cette rétribution, fixée à 25 francs par tête, était répartie entre les professeurs, indépendamment du nombre d'élèves qui suivaient chaque cours : elle formait une masse commune à tout le personnel enseignant de l'école.

La convention avait donc fait assez largement les choses ; elle avait eu surtout une très heureuse idée en assimilant le traitement des professeurs des écoles centrales à celui des administrateurs de département : rien ne pouvait plus contribuer à relever la condition du corps enseignant. Le directoire se montra plus généreux encore : il accorda le logement aux professeurs. Cette question du logement n'était pas très claire ; la loi du 7 ventôse l'avait tranchée dans un sens favorable aux intérêts du corps enseignant ; mais celle du 3 brumaire an IV avait omis de la régler, en sorte qu'elle était demeurée controversée. Les administrations départementales étaient fort embarrassées ; le gouvernement lui-même ne savait trop à quelle interprétation s'arrêter. La trace de ces préoccupations se retrouve dans beaucoup de pièces et spécialement dans ce projet, émané du ministre de l'intérieur et présenté par lui au directoire dès le 13 germinal an IV (Arch. nat. F [17] 1140) :

« Le directoire exécutif, sur le rapport du ministre de l'intérieur, considérant que la loi du 7 ventôse an III sur l'établissement des écoles centrales avait accordé le logement aux professeurs et que

le silence de la loi du 3 brumaire sur ce point doit être considéré comme une approbation de la première :

« Considérant que le bon ordre exige que les professeurs soient rapprochés le plus possible du lieu où ils doivent donner leurs leçons,

« Arrête :

« Les professeurs des écoles centrales seront logés dans l'enceinte des maisons destinées à ces établissemens. »

Le directoire ne donna pas suite à ce projet d'arrêté, qui lui parut sans doute insuffisant; il préféra saisir le corps législatif d'un projet de loi, qui fut voté le 25 messidor an IV et qui trancha formellement la question. A partir de ce moment, les professeurs des écoles centrales eurent droit au logement dans les maisons affectées à ces établissemens.

Telle était la situation matérielle du corps enseignant : un traitement fixe variant de 3,000 à 2,000 francs, un traitement éventuel et le logement. Il n'y avait pas beaucoup de carrières alors qui fussent plus rétribuées. On pourrait dire avec plus de justesse encore qu'il n'en existait pas qui offrissent plus de garanties. Les professeurs des écoles centrales n'étaient pas précisément inamovibles, mais ils ne pouvaient être destitués qu'après avoir été entendus, et de l'avis du jury d'instruction, par un arrêté de l'administration départementale, confirmé par le directoire. S'ils perdaient leur cause au premier degré de juridiction, ils pouvaient la gagner au second et même au troisième. Ces sages précautions devaient donner une grande sécurité aux membres du corps enseignant; elles étaient surtout de nature à rehausser leur considération, et, sous ce rapport, comme sous celui du traitement, on peut dire que la convention poussait très loin le sentiment des égards qu'un gouvernement éclairé doit aux instituteurs de la jeunesse.

Malheureusement la réalité ne répondait que bien imparfaitement à ces belles promesses, et l'on se tromperait étrangement si l'on jugeait de la situation du corps enseignant pendant la révolution sur ces seules apparences.

La loi du 3 brumaire ne nous montre qu'un des côtés de la médaille. La correspondance administrative nous en dévoile un tout différent. Ces professeurs, si convenablement rétribués sur le papier, nous apparaissent là comme de pauvres diables endettés, mourant de faim, ou vivant d'expédiens, et réduits aux plus dures extrémités. De tous les coins de la France il s'élève un long cri de détresse; les traitemens restent impayés durant des mois entiers et les réclama-

tions affluent au ministère de l'intérieur. Il y en a dans le nombre de navrantes.

« Je vous renouvelle, écrit à Ginguené le commissaire du pouvoir exécutif pour le département de l'Ain, la prière d'accélérer le traitement des professeurs, dont l'état est des plus déplorables, manquant absolument de tout. L'un d'eux ne vit que de pain et d'eau. » Le même commissaire écrit un peu plus tard au ministre de l'intérieur :

« Les professeurs de l'école centrale du département de l'Ain sont en activité depuis trois mois et n'ont pas encore touché le moindre traitement. Ils sont dans la dernière détresse. » (4 germinal an v.)

A ces lettres ni Ginguené ni le ministre ne répondent d'abord. Le commissaire revient alors à la charge :

« Citoyen ministre, écrit-il le 28 germinal, je vous ai écrit le 4 de ce mois pour vous représenter l'état de détresse où se trouvent les professeurs de l'école centrale du département de l'Ain. Ils sont en activité depuis le 1er nivôse et n'ont encore rien touché. La plupart sont des citoyens étrangers qui se sont transportés à Bourg à grands frais; ils n'ont aucun moyen de subsistance; je vous renouvelle la demande la plus instante de les faire payer promptement. »

Un mois se passe encore avant que le ministre réponde. Enfin le 29 floréal, il se décide à donner des instructions au payeur-général du département et à en aviser le commissaire. Mais ces instructions demeurent sans effet, et le 25 messidor une nouvelle réclamation des professeurs arrive au ministère. Ces malheureux exposent qu'il y a plus de sept mois qu'ils exercent et qu'ils n'ont encore touché qu'un faible acompte, à peine suffisant pour les dédommager de leurs frais de route.

Cette fois, le ministre prend sur lui d'ouvrir le crédit nécessaire et de faire délivrer à chaque professeur un mandat à son nom. Vous croyez que tout est fini? Pas encore. Munis de leurs mandats, les professeurs se présentent au payeur-général, qui déclare ne pouvoir y satisfaire avant d'avoir reçu l'autorisation de la trésorerie.

Et qu'on ne croie pas que ces tribulations fussent un accident; ce qui est un accident, une exception, c'est la régularité des paiemens; presque partout ils sont en souffrance et l'on ferait un dossier énorme avec les plaintes des intéressés; il en vient de partout, on les voit se reproduire d'année en année avec une monotonie désespérante; jusqu'en l'an IX, la correspondance en est pleine :

« Citoyen ministre, écrit le 21 germinal an v, le professeur d'histoire naturelle de l'école centrale de Saint-Girons, depuis bientôt sept mois mon traitement m'est dû, ainsi qu'à mes collègues. »

« Citoyen ministre, écrivent le 8 pluviôse an VI, les administrateurs du département de l'Allier, les professeurs de l'école centrale gémissent depuis six mois dans l'attente de leurs justes salaires et les réclament inutilement, puisque les crédits ouverts ne se paient pas. »

« Nous touchons au sixième mois de l'an VI, écrivent les professeurs de l'école centrale de Soissons, et nous n'avons encore rien reçu de notre traitement. »

« Voilà bientôt sept mois que les professeurs de l'école centrale de l'Aisne n'ont reçu aucun traitement, écrit le 25 germinal an VI, le citoyen Levavasseur au président du directoire exécutif; une partie même de celui de l'an V leur est encore due. »

« Citoyen ministre, écrivent les professeurs de l'école centrale, Loir-et-Cher (le 14 brumaire an VI), le besoin et la détresse nous forcent de vous importuner d'une nouvelle pétition. »

« Citoyen ministre, écrivent le 1er nivôse an VI, les professeurs de l'école centrale du Finistère, nous réclamons de vous un acte de justice. Depuis six mias nous n'avons rien touché de notre traitement et on nous fait craindre de plus longs retards. »

« Citoyen ministre, écrivent à Chaptal les professeurs de l'école centrale du Gers, on nous doit trois trimestres arriérés. »

« Depuis vingt et un mois, écrivent ceux de la Gironde, nous n'avons rien touché de notre traitement.

« Parfois l'ironie se mêle à la plainte « Nous finirons cette lettre, citoyen ministre, écrivent les professeurs de l'école centrale des Bouches-du-Rhône, en vous félicitant de faire beaucoup pour l'instruction publique et en vous priant de faire quelque chose pour les professeurs des écoles centrales qui meurent de faim au milieu des utiles projets que vous formez pour l'amélioration de l'espèce humaine. Veuillez bien, citoyen ministre, méditer la ponseré d'Anaxagore à Périclès; à la vérité, il s'en faut beaucoup que nous soyons des Anaxagores et vous valez bien Périclès; mais s'il est doux et agréable de mourir pour son pays, il ne l'est pas également de mourir de faim lorsqu'on travaille pour le public et qu'on ne peut donner une autre direction à ses moyens et à sa volonté. »

Telle est, d'après les papiers du temps, l'exacte vérité sur la condition du corps enseignant dans les écoles centrales. Le tableau est, on le voit, assez sombre, et l'on comprend mieux, devant une telle incurie, les difficultés que les écoles centrales eurent à recruter leur personnel et, « la disette de sujets capables » dont il est question, à tout moment, dans la correspondance des jurys d'instruction. Quelle que fût l'indulgence de ces jurys, quelques efforts qu'ils

fissent pour attirer les candidats, la matière manque et nous les voyons obligés de s'adresser au gouvernement.

« Notre département est dans une pénurie presque absolue de sujets, écrit le jury de la Charente. A peine y trouvons-nous un professeur de mathématiques. Nous vous demandons de nous aider en cette circonstance. » (15 thermidor an IV.)

« Le jury d'instruction d'Alençon n'a pas encore nommé les professeurs de l'école centrale, écrit le 15 vendémiaire an V le commissaire du directoire exécutif; aucun sujet ne s'est présenté. »

Et ainsi de tous. Partout les professeurs manquent, partout le corps enseignant souffre et se plaint. Le directoire a beau rappeler les administrations départementales à l'observation de leurs devoirs, il ne réussit pas même à obtenir d'elles l'envoi régulier des états des sommes à payer aux professeurs, témoin cette circulaire adressée, vers la fin de l'an VI, par le ministre de l'intérieur, aux administrations départementales :

« Citoyens,

« Nous touchons à la fin de l'an VI et presque rien n'est encore fait pour assurer aux professeurs des écoles centrales et aux instituteurs des écoles primaires le salaire modique des travaux de l'enseignement depuis le 1er germinal. L'instruction publique est une dette si sacrée que le retard de son paiement paraît inexcusable.

« Je ne peux voir qu'avec regret l'espèce d'abandon où languissent depuis six mois les instituteurs publics. L'administration vous avait demandé l'envoi des états des sommes payées par acomptes aux professeurs des écoles centrales et du complément à eux dû de leurs traitemens pour l'an V et l'an VI.

Le résultat de la correspondance ne me présente les états de l'an V que pour un très petit nombre de départemens et ceux de l'an VI que pour trente-quatre départemens seulement.

« Cette inexactitude a empêché jusqu'à ce jour l'effet de la loi. Elle a autorisé les réclamations et les plaintes. Il est triste de penser que toutes les mesures et les vues de l'administration générales sont entravées à chaque instant par le défaut des renseignemens et des réponses qu'elle a droit d'attendre de vous. »

C'est de ce ton mélancolique et découragé qu'écrivaient les ministres du directoire aux administrations départementales. On comprend que ces dernières en aient pris à leur aise avec un gouvernement qui ne savait pas donner une forme plus énergique à l'expression de sa volonté et qui n'avait d'ailleurs aucun moyen de l'imposer.

IV.

La division des cours. — La loi du 3 brumaire avait divisé l'enseignement des écoles centrales en trois sections comprenant : la première, un cours de dessin, un cours d'histoire naturelle, un cours de langues anciennes, et « lorsque les administrations départementales le jugeraient convenable et qu'elles en auraient obtenu l'autorisation du corps législatif (1), » un cours de langues vivantes : la seconde, un cours de mathématiques élémentaires et un cours de physique et de chimie expérimentales ; la troisième, un cours d'histoire, un cours de législation, un cours de grammaire générale et un cours de belles-lettres ; soit, en tout, neuf cours au lieu des quatorze que la loi du 5 ventôse avait établis ; la durée normale de ces cours était de six années, car on n'était pas admis dans la première avant l'âge de douze ans, dans la seconde avant quatorze, et dans la troisième avant seize ans révolus.

Telles étaient les grandes lignes du plan « géométral » adopté par la convention après quatre années de tâtonnemens. Que valait ce plan d'études? Quels progrès consacrait-il? Quels en étaient d'autre part les lacunes et les vices? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

Une chose frappe tout d'abord dans cette nouvelle organisation de ce que nous appelons aujourd'hui l'enseignement secondaire : c'est l'importance accordée par le législateur à certaines branches d'études. Au seuil de l'édifice, — encore un mot de Lakanal, — apparaît le dessin, le dessin qui « n'avait été considéré jusque-là que relativement à la peinture, mais qui sous le rapport du perfectionnement des sens accoutume les yeux à saisir fortement les traits de la nature et est pour ainsi dire la géométrie des yeux comme la musique est celle de l'oreille (2). » On retrouve ici manifestement l'influence de Condillac et de l'école sensualiste. En effet, si les idées viennent des sens, il s'ensuit que les études doivent commencer par la connaissance et la reproduction des objets sensibles. Si la vue d'un chêne éveille en nous l'idée de force, la vue d'une hirondelle celle de vitesse et de légèreté, quel meilleur exercice pour des enfans que de leur donner à copier des hirondelles et des chênes? Quoi de mieux, non-seulement pour leur faire l'éducation de l'œil ou de la main, mais encore et surtout pour les mettre

(1) Le corps législatif ajourna toutes les demandes qui lui furent présentées à ce sujet.

(2) Lakanal, *Rapport sur les écoles centrales.*

en état d'exercer leur jugement? Il ne s'agit plus seulement ici de leur enseigner un art ou de leur apprendre un métier, comme dans l'*Émile*. Tout autre et bien autrement philosophique est la pédagogie de Lakanal et de Daunou. Les législateurs de l'an IV avaient la prétention de bâtir sur des fondemens entièrement nouveaux et suivant la méthode rationnelle, celle qui commence par le commencement. C'est pourquoi ils placèrent le dessin dans la première section et c'est aussi pourquoi ils lui firent une si large place.

L'idée n'était pas sans mérite : une autre innovation d'une portée plus générale et plus haute, celle-là, fut l'introduction des sciences mathématiques, physiques et naturelles dans les matières d'enseignement. Dans les anciens collèges, dans ceux des jésuites et des oratoriens, aussi bien que dans ceux de l'Université (1), les études scientifiques se bornaient à quelques notions d'arithmétique et de géométrie. Le latin y régnait en maître, à l'exclusion des autres branches de connaissances, et formait presque à lui seul tout le programme. La convention comprit qu'il fallait agrandir ce cadre déjà beaucoup trop étroit au XVIIe siècle et que le rapide développement des sciences au XVIIIe rendait presque ridicule. La chose nous paraît toute simple aujourd'hui; elle était révolutionnaire au premier chef en 1794. Sans doute il y avait déjà longtemps qu'une réforme générale était attendue. Sans compter les écrits des philosophes et les mémoires des parlementaires, les cahiers des états-généraux avaient préparé le terrain. Le mal était connu, défini, le remède indiqué. Mais où la difficulté commençait, c'était dans l'application. Il faut toujours un certain courage pour rompre avec des traditions et des préjugés invétérés. En matière d'éducation surtout, l'empire de l'habitude est singulièrement puissant; on ne s'y soustrait que par un violent effort de raison dont bien peu d'hommes et surtout de réunions d'hommes sont capables. Considérez ce qu'il a fallu de temps et d'énergie pour arracher de nos jours aux pouvoirs publics certaines réformes scolaires qui répondaient cependant à d'impérieux besoins. Nous ne sommes pas encore aujourd'hui, sous plus d'un rapport, beaucoup plus avancés en pédagogie qu'il y a cent cinquante ou deux cents ans. Ouvrez le *Ratio studiorum* des jésuites et vous y trouverez à chaque instant, suivant un mot piquant de M. Bréal, de vieilles connaissances. On peut juger par là des difficultés que les auteurs de la loi du 3 brumaire eurent à vaincre pour imposer un plan d'études fondé sur le principe de l'égalité des sciences et des lettres. De toutes les « con-

(1) Nous pourrions ajouter : et dans les fameuses petites écoles de Port-Royal. Voir à ce sujet le catalogue de la bibliothèque pédagogique dressé par Adry et reproduit par Sainte-Beuve.

quêtes de 1789, » celle-là, certes, n'était pas la plus facile à faire passer dans la loi. En revanche et fort heureusement, ce fut aussi l'une de celles qui passèrent le plus facilement de la loi dans les mœurs. Car si les écoles centrales ont succombé, ce qu'il y avait de légitime et de fécond dans l'esprit de leur institution leur a survécu. Quand elles disparurent, en 1802, la cause des sciences était gagnée et leur place marquée dans la nouvelle organisation des études.

Mais il ne suffisait pas d'établir en principe l'égalité des deux enseignemens littéraire et scientifique; il fallait disposer les nouveaux cours dans un ordre proportionnel et logique, afin qu'ils formassent un tout harmonieux et complet. Sous ce rapport, la convention, — ou plutôt son comité d'instruction publique, — fut moins heureusement inspirée. Et, tout d'abord, ce fut une faute grave que de substituer aux anciennes classes des collèges des cours indépendans les uns des autres et facultatifs. Qu'il n'y ait pas une connexité rigoureuse entre les divers exercices d'une faculté, qu'on laisse des jeunes gens qui ont déjà fait choix d'une carrière ou d'une direction se cantonner dans telle ou telle partie, on le comprend. Le système a des inconvéniens, qui frappent tous les yeux et qui ont été bien souvent signalés, de nos jours même, comme une des causes de l'affaiblissement des hautes études; néanmoins il offre en même temps certains avantages. Mais qu'on permette à des écoliers de douze à seize ans de se spécialiser, voilà qui ne s'explique guère. Les auteurs de la loi du 3 brumaire étaient des libéraux sincères; on peut douter qu'ils fussent d'habiles pédagogues en les voyant méconnaître à ce point les plus simples règles d'une bonne éducation. Dans leur respect exagéré de la personnalité humaine, égarés par une de ces généreuses utopies qu'ils tenaient de la philosophie du XVIIIe siècle, ils crurent possible de faire du libre arbitre de l'enfant une des bases de leur système; ils ne s'aperçurent pas que leur invention de cours facultatifs n'était qu'une prime d'encouragement offerte à la négligence des parens, comme à la paresse des écoliers. Se figure-t-on le désordre et l'indiscipline qui devaient régner dans ces écoles, où pas une matière n'était obligatoire, où chaque élève avait le droit de choisir et par conséquent de discuter ses professeurs, où, dans la même section, tel cours pouvait compter jusqu'à cent cinquante inscriptions quand tel autre en réunissait à peine une douzaine! Évidemment un tel abus ne pouvait qu'engendrer l'anarchie dans les études et porter un coup funeste à la discipline.

Une seule chose aurait pu la sauvegarder : c'eût été l'établissement auprès de chaque école d'un ou plusieurs pensionnats offrant aux parens les ressources et la sécurité qu'ils trouvaient naguère

dans les collèges. Malheureusement la loi du 3 brumaire était restée muette en ce point; elle n'avait pas disposé, comme on l'a dit par erreur, « qu'à chaque école fût attaché un pensionnat où l'éducation proprement dite des élèves pût être efficacement surveillée (1). » Le directoire essaya de combler cette lacune, il échoua presque partout. Dans beaucoup de départemens, à la vérité, des pensionnats s'ouvrirent, mais au lieu d'être un appui pour les écoles centrales, ces établissemens entrèrent aussitôt en lutte avec elles et leur firent une redoutable concurrence, très peu consentirent à partager leur fortune (2). Ce fut un grand malheur pour les écoles centrales : elles avaient de nombreux et puissans ennemis qui ne manquèrent pas d'exploiter une organisation « où la partie morale de l'éducation était complètement négligée. » Ce régime aurait pu convenir à « des jeunes gens déjà plus avancés en âge; il était dangereux et impossible avec des enfans qui commençaient leurs études (3). »

Si du moins ces défauts avaient été rachetés par une sage et judicieuse ordonnance des objets d'enseignement! Malheureusement, ici comme en beaucoup d'autres matières, le législateur avait su poser les principes, il ignora l'art de les appliquer avec discernement. Certes, c'était un grand progrès que d'admettre les sciences au partage de l'empire exclusif auparavant exercé par les lettres; mais encore y fallait-il un peu de prudence et le sentiment des proportions nécessaires. La convention n'eut pas ce sentiment. Elle crut faire bonne mesure aux lettres. Lakanal, le rapporteur du premier projet de décret sur les écoles centrales, eut même soin d'introduire dans son rapport une éloquente réfutation du fameux sophisme de Jean-Jacques sur la corruption des peuples cultivés. Toutefois il s'en fallut bien que la réalité répondît à ces belles prémisses. L'apologie de Lakanal n'était qu'une précaution oratoire, un artifice de langage. En fait, son projet, dont toutes les grandes lignes furent conservées par Daunou, consacrait manifestement la subordination des lettres aux sciences. Dans l'ancienne organisation des études, les cours duraient huit ans sans interruption. On entrait au collège à onze ou douze ans; on en sortait, comme encore aujourd'hui, à dix-huit ou dix-neuf ans, après avoir fait de véritables classes. La convention ne se contenta pas de substituer des cours aux anciennes classes, ce qui modifiait déjà

(1) Guizot. *Essai sur l'histoire et sur l'état actuel de l'instruction publique en France.*

(2) Voir à ce sujet aux Archives (F. 63009) une très curieuse lettre des professeurs de l'école centrale d'Eure-et-Loir. — Idem, sur le même sujet (F 17 2097), la réponse des professeurs de l'école centrale de Seine-et-Oise à la circulaire du 20 floréal : « L'école centrale, lit-on dans cette pièce, ne connaît aucun pensionnat qui veuille correspondre avec elle. »

(3) Guizot.

du tout au tout le caractère de l'enseignement; elle crut pouvoir diminuer de moitié la durée des études littéraires et, ce qui était plus grave encore, placer un intervalle de deux années entre les études littéraires du premier et celles du second degré, c'est-à-dire entre les langues anciennes et les belles-lettres. Aux termes de la loi du 3 brumaire an IV, la première et la troisième section seulement contenaient des matières littéraires, la seconde était entièrement consacrée aux sciences. En sorte qu'après avoir appris de douze à quatorze ans la syntaxe avec l'histoire naturelle et le dessin, les élèves des écoles centrales se mettaient aux mathématiques et à la chimie pendant un même laps de temps, pour ne reprendre le cours de belles-lettres qu'à seize ans. On se figure aisément combien cette interruption dut être fatale aux humanités. Véritable bifurcation, bien autrement radicale que celle que nous avons vue fonctionner de nos jours, elle fut cause en grande partie de la désertion des divers cours de belles-lettres et de l'abaissement du niveau même de l'enseignement. En effet, de deux choses l'une : ou les jeunes gens qui sortaient de la seconde section la tête pleine de mathématiques, mais ayant oublié le peu de grec et de latin qu'on leur avait appris dans la première, renonçaient à faire leurs humanités, ou bien ils passaient outre, et alors il arrivait que le professeur était obligé de proportionner son enseignement à la faiblesse de son auditoire et par conséquent de le dénaturer. La correspondance des professeurs de belles-lettres est pleine des plus fortes représentations à ce sujet : tous, ou peu s'en faut, se plaignent de l'état d'ignorance de leurs élèves et de la nécessité où ils sont de remonter avec eux jusqu'aux premiers principes.

Cette scission des études grammaticales et littéraires était déjà grave et justifierait à elle seule un jugement sévère. Mais que penser d'un plan d'études où l'histoire et la langue nationale elle-même étaient reléguées dans la dernière section? Passe encore pour l'histoire; en supprimant Auguste et Trajan, le moyen âge et les papes, Henri IV et Louis XIV, il ne devait pas être tout à fait impossible aux professeurs des écoles centrales de remplir en deux ans le vaste programme dont ils étaient surchargés. Mais la langue et la littérature nationale, à quoi pensaient Lakanal et Daunou lorsqu'ils proposèrent, à quoi pensait la convention lorsqu'elle vota l'article qui renvoyait cette branche d'études à la fin des cours? Ce n'était pas précisément le moyen de *révolutionner le ci-devant* français, comme le voulait Grégoire, ni de substituer à la langue de l'esclavage (c'est-à-dire du XVIIe siècle) la langue de la liberté. Talleyrand était plus conséquent lorsqu'il inscrivait dans le programme de ses écoles cantonales un cours de langue française. Lui aussi voulait régénérer le français de Bossuet, qu'il trouvait arriéré; mais du moins

s'y prenait-il à temps. Dans son projet, l'enfant n'était pas plus tôt sorti de l'école primaire qu'on le mettait à l'étude de la langue nationale, sans doute afin d'en finir avec ces odieux patois, « derniers vestiges de la féodalité. » L'idée n'était peut-être pas d'une application très facile : à coup sûr, elle était bien plus dans la logique révolutionnaire que le plan d'études adopté par la convention. Qu'avait en effet reproché tout le XVIIIe siècle aux jésuites? La part essentielle faite au latin et la faiblesse de leur enseignement historique. Et voilà qu'au lieu de réagir contre ces tendances, en plaçant l'histoire et la littérature nationales au seuil même des études, la convention les renvoyait à la fin ! — Singulière anomalie, bizarre contradiction et qui montre bien de quel étonnant mélange d'audace et de timidité étaient faits ces révolutionnaires de 1795 et quels pauvres réformateurs ils furent souvent.

Une autre faute où ils tombèrent et que nous devons mentionner fut d'introduire dans un plan d'études secondaires des matières appartenant à l'enseignement supérieur, telles que la grammaire générale et la législation.

A dire vrai, pour la première de ces sciences, on pouvait invoquer un précédent : celui des petites écoles de Port-Royal et une autorité considérable au XVIIIe siècle, celle du grand Arnauld. — N'était-ce pas à lui qu'on devait la première grammaire générale et raisonnée qui eût paru en France et n'était-ce pas à l'usage de ses jeunes élèves qu'il avait eu l'idée de rédiger cet ouvrage en collaboration avec Lancelot? Pourquoi donc une innovation signée d'un pareil nom eût-elle paru téméraire à la convention? Arnauld d'ailleurs avait eu des imitateurs et des continuateurs, entre autres Condillac, qui, dans son *Cours d'études* pour l'instruction du jeune duc de Parme, n'avait pas craint de faire une large place à l'analyse des principes du langage. Il y avait là d'illustres exemples qui imposèrent à la convention et dont elle subit l'entraînement. Toutefois, avec un peu d'attention, elle eût vite reconnu qu'elle se trompait en donnant autant d'importance à une science aussi stérile et aussi arriérée que l'était la grammaire générale à la fin du XVIIIe siècle. Perdue dans les abstractions, la grammaire générale n'avait guère fait de progrès depuis messieurs de Port-Royal. Elle en était encore à la méthode *a priori*, bornant presque tout son champ d'observation à l'étude du français et des deux grandes littératures classiques, avec une légère addition d'hébreu, et ne soupçonnait même pas la méthode expérimentale. Au lieu d'étudier des faits, elle s'était attardée, soit à de vaines définitions, soit à de subtiles analyses où, depuis le commencement du siècle, elle tournait pour ainsi dire sur elle-même. Bref, une science sans largeur, sans avenir, et, par-dessus tout, sans intérêt pour des enfans,

voilà ce qu'un coup d'œil un peu exercé n'eût pas manqué de saisir et que la convention n'aperçut pas. Elle imagina de remplacer la logique des anciens collèges par l'étude approfondie du discours et par des considérations à perte de vue sur les différentes parties qui le composent. Etait-ce un progrès? Il est permis d'en douter, sans faire tort à Port-Royal.

Ses meilleurs amis conviennent qu'avant Grimm, Humboldt, Bopp et Burnouf, la grammaire générale n'était guère moins hasardée que la physique de Descartes « sans les expériences, et ne pouvait être que provisoire et bien courte comme résultat. » « On ignorait trop de langues, a dit excellemment Sainte-Beuve, trop de familles entières de langues. On construisait avec une simple formule de pensée ce qui présente une quantité de formes et de diversités imprévues dans la nature. Quand on a vu sourdre du sol primitif d'autres langues que le grec et le latin, quand l'Orient, par-delà l'hébreu, s'est révélé et graduellement est apparu comme versant de toute antiquité, sur ses pentes, les trois ou quatre grands fleuves primordiaux de la parole humaine; quand les anciens idiomes celtiques en leurs fragmens brisés se sont découverts et qu'il s'est rencontré même des langues compliquées de peuplades barbares, on a reconnu que c'était à recommencer sur un autre plan; la méthode naturelle des langues a pu naître. »

Sans doute la convention ne pouvait soupçonner cette méthode naturelle, ni prévoir la révolution que la connaissance du sanscrit et du zend devait apporter dans la linguistique. Mais, sans être prophète, il semble qu'elle eût pu se dispenser de faire figurer, dans ses programmes, une science aussi peu définitive que la grammaire générale. Si elle voulait à tout prix emprunter quelque chose à Port-Royal, que ne lui prenait-elle sa *Logique*, à l'exclusion du *baroco* et du *baralipton*, que Sainte-Beuve n'y a pas découverts et qui s'y étalent pourtant tout à leur aise? Cela n'eût pas encore été merveilleux comme couronnement d'études littéraires; car, suivant un mot bien juste et bien piquant de leur historien, messieurs de Port-Royal avaient « le style clair et triste (1) » et leurs ouvrages ne sont pas précisément des modèles de grâce à mettre entre les mains de jeunes gens. Toutefois, à défaut d'un cours complet de philosophie, quelques notions de logique n'eussent pas été déplacées dans l'enseignement des écoles centrales. Ce cours existait déjà dans l'ancienne organisation des études; il fallait le maintenir.

(1) Sainte-Beuve attribue ce défaut aux habitudes de grammaire générale et à l'abus qu'en faisaient les solitaires : « Cette façon de tout traduire en raison, dit-il, si elle sert la philosophie, court risque de frapper dans une langue beaucoup de locutions promptes, indéterminées, qui, bien qu'elles aient leur raison, ne l'ont qu'insensible et secrète et en tirent plus de grâce. »

Une partie des observations qui précèdent pourrait s'appliquer au cours de législation. Le mélange du *supérieur* et du *secondaire* est ici plus manifeste encore. Car, il faut le remarquer, ce n'était pas la législation usuelle et pratique qu'on devait enseigner dans les écoles centrales, comme on l'enseigne aujourd'hui dans les écoles professionnelles, c'était surtout la législation politique. L'objet de cet enseignement, c'était de « populariser les grands principes de la morale républicaine. » Lakanal le confesse dans son rapport. Le morceau mérite d'être cité. « Rapprochez de vous, disait-il, les langues principales de l'univers moderne; ce n'est que par là que la vôtre peut se perfectionner; et vos idées ne s'étendront, ne se rectifieront que par l'importation de toutes les idées étrangères. Dès lors, la poésie, l'éloquence, qui agissent si fortement sur un peuple libre, prendront en France le caractère qu'elles doivent avoir et qu'elles n'ont jamais eu; dès lors, au lieu d'Anacréons, vous aurez des Tyrtées et des Homères; au lieu d'Isocrates, vous aurez des Démosthènes, surtout si par vos institutions les grands principes de la morale républicaine deviennent populaires et si votre législation sublime cesse d'être la science du petit nombre. »

Cette législation sublime était déjà représentée dans l'école primaire par le *Catéchisme républicain* et la récitation des *Droits de l'homme*. Il était juste qu'elle eût dans les écoles centrales ses chaires et son enseignement particuliers. Tout s'enchaîne et se tient dans ce plan « vraiment géométral ». Ayant mis la politique au premier degré, il fallait bien lui faire sa place au second. La convention eût manqué de logique en négligeant ce point; il lui importait plus que tout le reste; du moins elle le crut. Grave erreur : en effet, on l'a vu, le cours de législation fut un de ceux qui réussirent le moins; il occupe l'avant-dernier rang sur le tableau que nous avons dressé. Dès le principe, il fut en butte à d'invincibles méfiances; il fit peur aux familles. Elles y virent, non sans raison, une sorte d'usurpation de leurs droits, quelque chose comme une main-mise de la puissance publique sur le domaine de la conscience et de l'autorité paternelle. Le problème de la liberté d'enseignement et des droits de l'état apparaît déjà là, posé comme il l'est encore de nos jours, entre des prétentions contradictoires et difficilement conciliables; pareillement aussi, il se complique et s'aggrave d'une question religieuse.

Dans l'ancienne organisation des collèges, l'enseignement religieux occupait une place importante; on le considérait comme une partie nécessaire de l'instruction. Celle-ci ne devait pas se contenter de former l'esprit et de faire d'honnêtes gens; il fallait encore et surtout qu'elle contribuât à élever de pieux chrétiens. C'est le but que le préambule du fameux règlement d'Henri IV assignait

aux études. « La félicité des royaumes et des peuples, est-il écrit dans ce préambule, dépend de la bonne éducation de la jeunesse où l'on a pour but de cultiver, de polir par l'étude des sciences l'esprit encore brut des jeunes gens, de les disposer ainsi à remplir dignement les différentes places qui leur sont destinées, sans quoi ils seraient inutiles à la république; enfin de leur apprendre le culte religieux et sincère que Dieu exige d'eux, l'attachement inviolable qu'ils doivent à leurs pères et mères et à leur patrie, le respect et l'obéissance qu'ils sont obligés de rendre aux princes et aux magistrats. »

Ce préambule, reproduit par Rollin dans son *Traité des études*, avait été la loi des universités aux XVIIe et XVIIIe siècles et jusqu'à la révolution, sauf Helvétius, qui voulait déjà remplacer l'enseignement religieux dans les écoles par une espèce de catéchisme moral, toute la pédagogie française en avait, pour ainsi dire, accepté l'héritage et continué la tradition. Rollin, quelque ami qu'il fût de l'histoire et des lettres latines, n'estimait pas que les maximes et les exemples tirés des meilleurs écrits d'un Sénèque ou d'un Marc Aurèle fussent suffisans pour développer dans de jeunes âmes le goût de la vertu. Il croyait trop, en vrai janséniste qu'il était, à la perversité de la nature humaine pour se fier à l'influence moralisatrice des lettres. Il jugeait un peu les anciens à la façon du père Quesnel; il tenait que « la connaissance de Dieu dans les philosophes païens ne produit qu'orgueil et vanité et qu'en dehors de la grâce de Jésus-Christ, il n'y a qu'impureté et qu'indignité (1), » et il ne se contentait pas « d'une probité romaine. » Bref, il voulait un enseignement religieux très fortement organisé, auquel tous les professeurs devaient concourir, indépendamment de l'aumônier, en faisant expliquer à leurs élèves les maximes tirées de l'Écriture sainte. « L'université, disait-il, consent que l'on tire des auteurs païens la délicatesse des expressions et des pensées; ce sont de précieux vases, qu'on a le droit d'enlever aux Égyptiens; mais elle craindrait que, dans ces coupes empoisonnées, on ne présentât aux jeunes gens le vin de l'erreur, si parmi tant de voix profanes dont retentissent continuellement les écoles, celle de Jésus-Christ, l'unique maître des hommes, ne s'y faisait entendre. Elle regarde la lecture de l'Écriture sainte comme un préservatif salutaire et comme un remède efficace pour prévenir et fortifier les jeunes gens au sortir des études contre les fausses maximes d'un siècle corrompu et contre la contagion des mauvais exemples. »

De Rollin à Rousseau, l'écart est grand; rien ne ressemble moins que l'*Émile* à la sombre et chagrine morale de Port-Royal. Rousseau

(1) *Réflexions morales* du père Quesnel.

ne croit pas à la corruption native de l'homme ; il croit, au contraire, à son innocence originelle, et c'est sur elle qu'il fonde tout son système. Cependant il se rapproche de Rollin par ses tendances spiritualistes et par son déisme ardent. Émile n'apprendra pas le catéchisme; on ne lui parlera même pas de Dieu, ni de religion avant seize ou dix-huit ans ; on attendra que « son entendement puisse le concevoir, » mais c'est dans l'intérêt même de la foi que Rousseau retarde ainsi le moment où son élève, placé face à face avec l'idée de la divinité, pourra la saisir, sans le secours de son imagination, par la seule force de son esprit.

Condillac n'attachait pas moins d'importance à l'enseignement religieux ; le *Catéchisme* de l'abbé Fleury, l'*Abrégé de l'Ancien et du Nouveau-Testament* et le *Petit-Carême* de Massillon figurent dans le *Cours d'études* au nombre des livres où le jeune prince de Parme devra se familiariser avec le dogme et l'esprit chrétiens. Ce n'est pas qu'il veuille faire de son élève un dévot « occupé de petites pratiques ; » tout au contraire, il a soin de le mettre en garde contre le danger « de vivre dans une cour comme dans un cloître, » entouré de moines et de prêtres ayant quitté, les uns leurs cellules, les autres le service des autels. Seulement il estimait qu'un prince doit être *pieux, d'une piété éclairée,* afin de protéger l'église, tout en sachant au besoin lui résister. Enfin, il n'est pas jusqu'à Diderot (1) qui ne fasse une part à la religion dans son plan d'une université russe. Que dis-je? il la place au seuil même de son cours d'études, à côté des mathématiques et au nombre des connaissances les plus utiles à l'homme. Tant il est vrai que les esprits les plus aventureux étaient encore éloignés de la conception d'un enseignement exclusivement laïque, comme on dirait aujourd'hui. Diderot n'aimait pas les prêtres assurément ; il en voulait « le moins possible, » et l'un de ses griefs contre l'université, c'était qu'elle en produisait beaucoup trop. Cependant il n'allait pas dans sa haine du gothique jusqu'à la proscription de l'idée et du nom même de Dieu.

La révolution fut plus hardie ; sans déclarer positivement la guerre à Dieu, elle le bannit des écoles et en remplaça le culte par celui de la constitution. C'était substituer une base bien fragile et bien étroite à des fondemens éprouvés. L'évangile avait au moins pour lui sa longue possession d'état ; le nouveau *Credo* manquait au contraire du prestige qui s'attache aux vieilles choses. Il était encore trop frais émoulu et, partant, controversé, il n'imposait pas. De là le peu de succès du cours de législation. Le directoire eut beau faire ; il ne parvint jamais à triompher de l'opposition que rencon-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er novembre 1879, la belle étude de M. Caro sur *Diderot pédagogue.*

tra dès le début cet enseignement d'une morale d'état, indépendante de tout dogme et dont le principal objet était la glorification d'une œuvre tout humaine. Il semble même qu'il n'ait pas soupçonné la cause de ces résistances; car, loin d'exhorter les professeurs des écoles centrales à ne se point écarter des saines doctrines spiritualistes, nous le voyons exercer son action dans un sens bien différent. La lecture de la correspondance administrative est, à cet égard, singulièrement instructive. Là, dans ces papiers confidentiels, dégagée des équivoques et de la réserve officielles, la pensée gouvernementale se précise et prend un relief tout à fait inattendu. Que nous sommes déjà loin de Robespierre et de l'Être suprême! L'immortalité de l'âme, les peines et les récompenses, la vie future, foin de ces vaines croyances et honnis soient les malheureux professeurs qui s'y attardent encore! Il faut voir de quel ton on les rappelle à l'ordre.

« Citoyen, écrit le ministre de l'intérieur à la date du 30 thermidor an VII et sur la proposition du conseil d'instruction publique, je me suis fait remettre sous les yeux votre lettre du 21 vendémiaire dernier avec les cahiers dictés à vos élèves pendant l'an VI... Je vous dirai que je suis très fâché que vous établissiez formellement que, sans l'immortalité de l'âme et les peines et les récompenses dans une vie à venir, les lois naturelles ne seraient pas obligatoires. Elles le seraient et elles le sont de par l'autorité de la nature, qui est telle qu'un homme nuit toujours à *son bonheur réel*, quand il agit contre les vrais principes de la saine morale. D'ailleurs, comme enfin ce dogme d'une vie à venir n'est pas susceptible d'une démonstration rigoureuse, appuyer uniquement sur lui toutes nos obligations, c'est faire reposer toute la morale sur une base incertaine. Je vous exhorte au contraire à faire bien voir aux jeunes gens que leur *bonheur dans ce monde* dépend de l'accomplissement de leurs devoirs et de leur obéissance aux décisions de la raison (1). »

« Citoyen, écrit le même ministre (Quinette) à un professeur de grammaire générale de Pau (2), j'ai reçu votre lettre du 15 fructidor dernier et avec elle les cinq cahiers qui y sont joints. Je les ai communiqués au conseil d'instruction publique. Le conseil a vu cet ouvrage avec beaucoup d'intérêt... Cependant il a donné lieu à quelques réflexions dont je dois vous faire part. Premièrement, le conseil a regretté que vous ayez donné à votre traité d'idéologie la

(1) Archives nationales, F63009. Lettre au sieur Gaudin, professeur de législation à Épinal.

(2) F 17 1141.

forme du *Traité des sensations* de Condillac... Secondement, on croit qu'il serait convenable, pour bien des motifs, de ne pas parler de la prétendue preuve que donne Condillac de l'immortalité de l'âme et de l'incompatibilité de la pensée et de l'étendue dans une même substance, et de ne pas entrer dans les détails des perfections de l'Être suprême. Ce sont choses qui dépassent nos moyens de connaître et qui ne pourront jamais être susceptibles de bonnes démonstrations. Or le caractère de la nouvelle métaphysique est et doit être de ne traiter que les sujets qui sont évidemment à la portée de notre intelligence. »

Ainsi, ce n'était pas seulement le dogme qu'on proscrivait, l'athéisme officiel s'en prenait encore aux idées qui forment le fonds commun de la philosophie spiritualiste et des religions. Singulière aberration de la part d'un gouvernement et qui n'était pas faite, à coup sûr, pour donner beaucoup de vogue aux écoles centrales. Déjà suspectes par leur origine, elles auraient eu besoin de rassurer l'opinion publique par des tendances et une tenue irréprochables. L'étiquette matérialiste acheva de les discréditer.

V.

L'enseignement. — « Nous nous sommes dit : liberté de l'éducation domestique, liberté des établissemens particuliers d'instruction. Nous avons ajouté : liberté des méthodes instructives; car dans l'art de cultiver les facultés de l'homme, il existe un nombre presque infini de détails secrets qui sont inaccessibles à la loi, non-seulement parce que, dans leur extrême délicatesse, ils n'ont point encore, si j'ose ainsi parler, d'expression dans l'idiome du législateur, non-seulement parce que, à l'égard de ces détails, la fidélité ou la négligence des maîtres serait toujours trop peu apparente et qu'il n'est pas bon que la loi prescrive ce dont l'exécution ne pourra pas être surveillée, mais surtout parce qu'il ne faut point consacrer ni déterminer par des décrets des procédés qui, entre les mains de fonctionnaires habiles peuvent s'améliorer par l'expérience de chaque jour. »

C'est en ces termes que Daunou, dans son rapport à la convention, avait marqué le but de la nouvelle pédagogie, et tels étaient les principes, les vues qui avaient présidé, dans le comité d'instruction publique, à l'élaboration du projet de loi sur les écoles centrales, Donc, non content de substituer des cours aux anciennes classes des collèges, on allait donner aux professeurs une entière liberté. Après l'émancipation de l'élève, celle du maître. Point de pro-

grammes; les convenances ou le caprice de chacun tiendront lieu de toute règle. Chacun disposera son cours comme il l'entendra, et chacun enseignera ce qu'il voudra. Point de contrôle efficace ni de surveillance (1) autre que celle des jurys d'instruction qui ne pouvait être qu'illusoire; aucune direction, aucune relation même du corps enseignant avec l'administration centrale. Chaque école est une petite république dans la grande, s'administrant et se gouvernant soi-même et laissant à chacun de ses membres une indépendance absolue. Les administrations départementales elles-mêmes n'interviendront pas dans l'enseignement, si ce n'est en cas de désordre grave et pour frapper de destitution un professeur.

L'audace était grande, et c'était s'exposer à de singuliers mécomptes que de livrer ainsi la direction de l'enseignement aux professeurs eux-mêmes. Un tel abandon n'eût pas laissé d'être imprudent, même en face d'un système éprouvé et vis-à-vis d'un corps ayant ses doctrines et ses traditions; il était rempli de périls et ne pouvait amener que de mauvais résultats, étant données la nouvelle organisation des études et l'insuffisance notoire d'un personnel recruté sans aucune règle. Toute institution qui commence a besoin d'être maintenue sous peine de tomber dans le désordre. Les écoles centrales n'échappèrent pas à cette fatalité. La convention avait cru leur faire un magnifique présent en leur accordant une autonomie complète; en réalité, c'était les vouer à l'incohérence.

En effet, ce qui frappe tout d'abord dans les documens de l'époque, quelle qu'en soit l'origine, c'est l'ensemble avec lequel ils s'accordent à déplorer « le défaut de rapport et de liaison » entre les divers cours des écoles centrales. Chacun pour soi et chacun chez soi, telle semble être la devise adoptée par la grande majorité des professeurs. Personne ne s'inquiète du voisin et ne cherche à lui venir en aide. Aucune vue d'ensemble, aucun concert, aucun ordre d'études arrêté en commun. « Chaque cours est isolé, dit un rapport (2), comme une école spéciale où l'on pourrait arriver de prime abord et sans avoir passé par aucune école particulière. » Ainsi le professeur de langues anciennes ignore le professeur de

(1) On trouve à ce sujet aux Archives, la minute d'un très curieux rapport présenté au directoire exécutif par le ministre de l'intérieur, et qui porte en marge: *ajourné*. Ce rapport conclut à la nécessité de surveiller l'instruction publique au moyen « d'agens probes et éclairés, chargés d'*inspecter* les écoles, de correspondre avec le gouvernement, de lui faire connaître les abus qui pourraient exister et les moyens de les détruire. » Le directoire ne donna malheureusement pas suite à cette idée, l'une des plus pratiques qui se soient fait jour au ministère de l'intérieur à cette époque. Un des premiers soins de Bonaparte sera de la reprendre.

(2) F[17] 3091.

belles-lettres, et réciproquement. Tel fait durer son cours un an, tel autre deux, un troisième six mois. Celui-ci donne seize leçons par décade, celui-là cinq, cet autre huit. Ici l'on explique Virgile à des commençans; ailleurs on fait lire Phèdre à des jeunes gens de seize ans. Certains professeurs de langues anciennes font marcher de front le grec et le latin; d'autres, en plus grand nombre, s'adonnent exclusivement au latin. Souvent même il arrivait qu'un professeur empiétait sur le domaine de ses collègues. C'est ainsi qu'on peut lire dans un rapport adressé au ministre de l'intérieur par le conseil de l'instruction publique (F [17] 1141) :

Le professeur d'histoire naturelle de Versailles divise ainsi son cours : En jetant un coup d'œil sur le grand Tout, il présente à ses élèves des notions élémentaires sur la cosmographie... et cela appartient en propre à la physique. Il descend ensuite à la contemplation de ce qu'il appelle la géologie, c'est-à-dire qu'il s'attarde à mettre sous les yeux de ses auditeurs les recherches faites et les connaissances que l'on a sur la structure, sur l'origine et sur les rapports de tout ce qui existe dans le monde... De ces notions générales, il vient par degrés à l'étude de la composition des corps, c'est-à-dire à leur analyse et à la recherche des principes qui les constituent, et voilà qui appartient en propre à la chimie. »

Ajoutez à cela l'incertitude où sont beaucoup de ces professeurs sur l'objet même de leur cours, ceux d'histoire, de grammaire générale et de législation surtout. Là chacun suit absolument sa fantaisie; ce n'est plus de la diversité, c'est une cacophonie, un bariolage étrange, c'est la confusion des langues. On ne diffère plus seulement de méthodes; on ne s'entend même plus sur les mots. Pour celui-ci, le cours d'histoire n'est qu'un cours de géographie historique; celui-là se borne à la chronologie; un autre, plus ambitieux, fera « l'histoire philosophique des peuples. » Les professeurs de grammaire générale enseignent, les uns la grammaire française, les autres l'idéologie; quelques-uns, dit un rapport, donnent des leçons d'italien et d'anglais (1); ceux de législation enseignent tantôt la jurisprudence et le droit civil, tantôt le droit public et les principes généraux de la législation; presque tous s'étendent longuement sur la constitution.

Veut-on à l'appui de ces affirmations quelques documens? Nous citerons d'abord cet extrait d'un rapport sans date adressé par les bureaux au ministère de l'intérieur (F [17] 1141).

« Les cours des écoles centrales, par les changemens qu'ils ont

(1) Rapport sur une lettre du citoyen Lagé, F [17] 1141.

éprouvés depuis un an, soit en bien, soit en mal, peuvent être considérés sous trois points de vue et partagés en trois classes :

« 1° Les cours qui ont été suivis avec un succès progressif; 2° les cours qui sont restés au même point; 3° ceux qui ont été en dépérissant.

« Les cours qui ont été suivis avec le plus de succès sont ceux de dessin, de mathématiques et d'histoire naturelle. On peut trouver la raison de ce mieux dans la certitude que doivent avoir plus que jamais les élèves qui se livrent à l'étude de ces sciences de parvenir ainsi à une profession libre, à un état indépendant ou à la carrière du génie militaire par l'école polytechnique.

« Les cours restés au même point sont ceux de belles-lettres, de langues anciennes, et de physique et chimie. Les causes probables de ce défaut de progrès sont dans le mauvais choix d'un grand nombre de professeurs de langues anciennes et de belles-lettres et le défaut d'instrumens et de machines dans les cours de physique et de chimie.

« Les cours qui ont été en se détériorant sont ceux d'histoire, de grammaire générale et de législation.

« Plusieurs causes y ont coopéré :

« 1° Le mauvais choix de quelques professeurs;

« 2° Incertitude d'un grand nombre sur l'objet de leurs cours.

En résumé, il existe deux causes fondamentales de la situation déplorable des écoles centrales :

« 1° Le défaut d'ordre et de liaison dans les études qui y sont établies par la loi du 3 brumaire an IV;

« 2° Le défaut d'instruction primaire dans les élèves qui arrivent à ces écoles.

« Tant que ces deux causes existeront, l'instruction publique ne peut prendre aucun essor. »

Dans un autre rapport adressé aux consuls, par le ministre de l'intérieur sans doute, et dont la minute existe également aux archives (F 17 3001), mais qui est malheureusement sans signature, je trouve ce qui suit :

« Dans tout ce qui tient à l'instruction publique, on ressent encore profondément les traces des erreurs révolutionnaires; on a cru qu'on fait des lois et qu'on change les habitudes et les mœurs avec des règlemens; on a rendu la loi du 3 brumaire, et cette loi a créé des écoles, mais elle n'a rien fait pour l'éducation; elle n'a préparé aucun moyen d'instruction, elle n'a donné aucun guide, aucun modérateur, elle n'a assigné aux élèves aucun fruit à retirer de leurs travaux, aux parens aucun dédommagement de la dépense qu'ils font pour leurs enfans. Cette loi, vicieuse dans presque toutes

ses parties, a produit l'effet qu'on devait en attendre, et le tableau que je vais vous tracer, citoyens consuls, extrait fidèlement de la correspondance des préfets et du compte-rendu du conseil d'instruction publique, vous prouvera à quel degré de profondeur a pénétré le mal...

« *Ecoles centrales.* — Cet objet est d'une si haute importance que je crois devoir parcourir rapidement l'état de chacun des cours établis par la loi; je réunirai seulement ceux qui ont entre eux un grand rapport :

« Dessin, histoire naturelle et mathématiques. Ces trois cours sont les plus suivis; ils l'ont toujours été; mais depuis le 1er nivôse jusque aujourd'hui, le nombre des élèves s'est accru, soit parce que le goût de l'étude s'est développé avec la liberté, soit parce que la réquisition étant devenue moins sévère au moyen des remplacemens, tous ceux qui ont eu quelque aptitude ont continué leurs travaux.

« Dans les départemens, le dessin est l'école des artisans; c'est là, il faut le dire, un des plus grands résultats de la révolution. Je ne doute pas que les arts mécaniques n'y gagnent...

« Les mathématiques ont aussi plus d'élèves depuis le 1er nivôse. L'espoir d'arriver à l'École polytechnique et par là de s'affranchir de toute réquisition et d'arriver ensuite à un état honorable et utile est un stimulant pour les enfans et pour leurs parens. Ceci prouve combien il est nécessaire de donner un but à l'étude, si l'on veut en assurer le succès.

« Les cours de physique et de chimie sont moins fréquentés que les précédens, et dans beaucoup d'endroits les écoles manquent des choses nécessaires aux démonstrations; il y a, au reste, une grande infériorité entre ces professeurs et ceux de mathématiques.

« En général, les professeurs de langues anciennes sont peu instruits. Il en est à peine un tiers qui puisse enseigner le grec et il en est plusieurs qui n'écrivent que très imparfaitement l'orthographe... On en peut dire autant des professeurs de belles-lettres.

« La grammaire générale, l'histoire et la législation n'ont jamais été beaucoup suivies parce qu'il est impossible de déterminer la matière de l'enseignement et d'en fixer la forme... Aujourd'hui, ces trois études sont tombées dans le plus absolu discrédit et les écoles sont tout à fait désertes. »

Le défaut d'un programme et d'un règlement général établissant entre les divers cours des écoles centrales une relation et des rapports nécessaires, voilà donc, au dire des contemporains les plus qualifiés (1), la cause principale du peu de succès de ces établisse-

(1) Nous pourrions ajouter à ces témoignages celui du conseil d'instruction publique institué par François de Neufchâteau. Il existe aux Archives un volumineux rapport

mens. Toutefois, ce n'est pas par cette cause unique que s'explique l'échec du plan d'études adopté par la convention; il tient à d'autres circonstances qui ne laissent pas d'avoir leur importance et qui méritent en tout cas d'être notées. Par exemple, il est évident que la faiblesse de l'enseignement primaire dut rendre singulièrement difficile la tâche des professeurs des écoles centrales. Les auteurs de la loi du 3 brumaire s'étaient figuré que l'organisation des deux degrés d'instruction primaire et secondaire pourrait être menée de front par leurs successeurs.

Or, le directoire n'avait pu qu'ébaucher cette partie de la tâche qui lui avait été léguée par la convention. L'argent, les hommes, la confiance des populations, tout lui avait manqué; si bien que les écoles primaires étaient restées désertes et la loi généralement inexécutée. Dans ces conditions, le recrutement des écoles centrales en élèves ne pouvait qu'être d'une qualité fort inférieure. Et, de fait, c'est ce qui arriva. On retrouve ici dans les documens la même unanimité qu'en ce qui concerne le défaut d'ordre et de liaison des études.

« Citoyen ministre, écrivent le 20 frimaire an VII les professeurs de l'école centrale du Gard, toute la France a applaudi au choix honorable et éclairé du conseil que vous vous êtes donné pour réaliser les projets d'amélioration et de perfectionnement que vous avez conçu en faveur de l'éducation nationale... Nous aurions bien voulu vous soumettre les cahiers que nous dictons à nos élèves,.. mais les obstacles nombreux dont on a embarrassé l'organisation de l'école du Gard et la privation totale d'instruction préparatoire dans ces contrées ne nous ont pas permis de donner à nos cours, dès le commencement, le degré d'importance auquel nous espérons les élever ; il a fallu descendre en faveur de nos premiers disciples aux idées les plus élémentaires de chaque science. »

« Les jeunes gens de douze à treize ans qui fréquentent le cours de langues anciennes y arrivent sans instruction préliminaire, sachant à peine lire, écrivent les professeurs de l'école centrale des Ardennes. Chaque rentrée donne des élèves peu ou point préparés; le professeur est obligé de se faire instituteur primaire. »

qui porte la signature des membres de ce conseil (Lagrange, Darcet, Daunou, Garat, Ginguené, Destutt de Tracy, Palissot, Domergue, tous membres de l'Institut) et dont les conclusions sont entièrement conformes aux appréciations qu'on vient de lire. Malheureusement, l'espace nous manque pour les reproduire ici, même en substance, et ce n'est qu'incidemment que nous pouvons invoquer l'autorité de ce premier conseil de l'instruction publique, dont, par parenthèse, aucun des écrivains spéciaux qui se sont occupés de pédagogie ne semble avoir soupçonné l'existence.

« Les obstacles qui s'opposent au succès de notre école, écrivent les professeurs de l'école centrale de Chartres, sont d'abord les écoles primaires, qui ne forment pas d'élèves en état de suivre nos cours. »

Et de tous ainsi. Un tel concert ne pouvait manquer d'appeler l'attention des pouvoirs publics. Aussi voyons-nous, dès le 6 brumaire an VI, la commission d'instruction publique du conseil des cinq cents (1) saisir cette assemblée d'un projet de loi sur les écoles primaires, secondaires et centrales, où se trouve fortement établie la nécessité d'un enseignement intermédiaire.

Après avoir, dans un court préambule, exposé que « de tous les établissements créés par la loi du 3 brumaire an IV, l'Institut national était le seul qui, par les grands talens qu'il renferme ait pu acquérir de la consistance et prendre une marche assurée, tandis que les écoles primaires n'existent qu'en projet, et que les écoles centrales n'ont reçu qu'une demi-existence, sont peu fréquentées, se traînent partout dans un état de langueur et de médiocrité, » Roger Martin s'exprimait ainsi : « Après l'école primaire où le jeune élève doit apprendre à lire, à écrire, chiffrer et les premières notions de la morale, la loi du 3 brumaire le conduit sans secours intermédiaire à l'école centrale. Là, on lui donne d'abord une instruction méthodique sur sa propre langue et sur celles des langues anciennes qui ont le plus de rapport avec les institutions républicaines ; ensuite on lui montre les principes de l'art oratoire et du raisonnement, les élémens des sciences mathématiques, physiques et morales et les matières les plus importantes de la législation française.

« Il paraît, d'après ce premier aperçu qu'il existe une telle disproportion entre l'école primaire et l'école centrale que jamais un élève sortant de l'une ne pourra parvenir à l'autre et en suivre utilement les leçons sans passer par une éducation privée qui, se plaçant entre les deux, rompra le fil de l'instruction publique et dérangera sa marche.

« C'est en grande partie pour parer à cet inconvénient grave, pour combler l'intervalle vide où le jeune homme, dans le système actuel, doit passer plusieurs années dépourvu de tout secours, que votre commission vous propose, sous le nom d'écoles secondaires, un degré d'enseignement tenant le milieu entre l'école primaire et l'école centrale, qui, plus économique et plus utile que ce qui existe en ce moment raccordera ces deux degrés d'instruction et don-

(1) Composé des citoyens Chénier, Mortier du Parc, Bailly, Gomaire, Saint-Aubin, Leclerc, Villars, Bérenger et Roger-Martin.

nera de l'ensemble à des parties aujourd'hui trop isolées dans l'enseignement public. »

Venait ensuite un aperçu des matières d'enseignement dans les écoles projetées.

Le conseil des cinq-cents n'adopta pas ce projet. Peut-être eut-il raison. On n'avait déjà porté que trop de lois sur l'instruction publique : celle de Roger Martin n'eût fait qu'y ajouter une complication. Il eût fallu pour l'appliquer, des ressources, en hommes et en argent, dont le directoire était loin de disposer. D'ailleurs cet enseignement supposait lui-même l'organisation des écoles primaires à peu près achevée; il n'aurait pu rendre de services qu'à cette condition. Mais rien n'empêchait d'établir auprès de chaque école centrale des cours élémentaires, semblables à ceux qui se font aujourd'hui dans nos petits collèges. Les familles auraient trouvé là pour leurs enfans un complément d'instruction primaire qu'elles étaient en l'état obligées de demander aux pensionnats privés. Quant aux études, elles auraient certainement gagné à cette innovation; leur niveau se serait nécessairement élevé le jour où les professeurs n'auraient plus été forcés de se faire eux-mêmes « instituteurs primaires. » Malheureusement le directoire ne pouvait prendre sur lui d'introduire cette réforme dans l'enseignement; il lui fallait le concours du corps législatif, qui répugnait fort à modifier la loi du 3 brumaire. Il n'osa pas le saisir de la question; il n'osa même pas lui demander la création d'une seconde chaire de langues anciennes qui était réclamée de tous côtés, par les professeurs et les jurys d'instruction, par le conseil d'instruction publique, et que les bureaux eux-mêmes appuyaient, témoin ce projet de message qui avait été préparé par eux pour le ministre Letourneux dès le 2 nivôse an VI et qui fut ajourné :

« Citoyens législateurs,

« Le conseil des cinq cents, en passant à l'ordre du jour sur le projet de supprimer une partie des écoles centrales, a rassuré un grand nombre de citoyens. L'expérience a démontré que les écoles centrales telles qu'elles existent aujourd'hui peuvent être très utiles. Mais on ne saurait se dissimuler que l'enseignement des langues anciennes ne peut être que très incomplet dans l'état actuel des écoles centrales. Un seul professeur, obligé de donner en même temps des leçons de latin et de grec, ne peut dans l'espace d'une année conduire les élèves jusqu'à l'intelligence des auteurs les plus difficiles de la première de ces langues. Ces motifs porteront sans doute le corps législatif à ajouter un second professeur de latin

dans l'organisation des écoles centrales. Par ce moyen, le cours élémentaire de langues anciennes pourrait être de deux années...

« On pourrait encore, en attendant que l'organisation des écoles primaires eût atteint le degré de perfection dont elle est susceptible, placer dans les écoles centrales un professeur chargé d'enseigner aux élèves les plus jeunes les élémens de la langue française, du calcul et de la géographie... »

Cette double création d'une chaire de langues anciennes et d'un cours préparatoire, servant de trait d'union entre l'école primaire et l'école centrale, et où auraient été admis des enfans de moins de douze ans, eût rendu le plus grand service aux études. Malheureusement Letourneux ne persévéra pas dans ce projet, ou n'eut pas le temps de le présenter, et ses successeurs n'y revinrent pas. Il en fut de même d'une autre réforme que le caractère de liberté presque illimitée imprimé par le législateur aux écoles centrales rendait en quelque sorte indispensable et que tous les hommes compétens réclamaient aussi : nous voulons parler des examens de passage d'une section dans l'autre. Le directoire recula, on ne sait trop pourquoi, devant une mesure qui, à défaut de programmes et de règlemens généraux, aurait du moins eu le mérite d'astreindre les élèves à quelque assiduité. De très bons esprits considèrent encore ces examens de passage d'une classe à l'autre comme une nécessité. Quelle n'eût pas été leur utilité dans un système dépourvu d'ailleurs de toute sanction! On a beaucoup médit du baccalauréat de nos jours; si les écoles centrales avaient eu le baccalauréat ou quelque chose d'approchant, les études littéraires y auraient peut-être moins langui. On en trouverait aisément la preuve dans ce fait, que les seuls cours un peu suivis furent précisément ceux qui avaient un objet nettement défini, et qui ouvraient l'accès d'une carrière ou d'un métier. La culture désintéressée de l'esprit n'a jamais attiré que le petit nombre et peut-être n'est-il pas mauvais qu'il en soit ainsi. La république des lettres n'a pas intérêt à devenir une démocratie d'un accès trop facile; comme toutes les républiques, elle a besoin de se défendre contre la médiocrité, son plus grand ennemi. Mais encore y faut-il quelque mesure, et nous ne concevons guère aujourd'hui un enseignement secondaire tout spéculatif, sans grades, sans diplômes, en un mot sans rien qui parle à l'amour-propre ou à l'intérêt.

Nous ne concevons pas davantage un enseignement s'adressant à des jeunes gens de douze à dix-huit ans sans livres élémentaires. On sait le rôle important que jouent aujourd'hui ces sortes de publications. A plus forte raison, les changemens apportés par la loi du 3 brumaire dans les anciennes matières d'enseignement et l'absence de tout programme en faisaient pour les écoles centrales une véri-

table nécessité. La convention avait bien, il est vrai, chargé son comité d'instruction publique de « faire composer des livres élémentaires (1) » à l'usage des nouveaux établissemens. Mais elle s'y était prise bien tard, et quand elle mit fin à ses pouvoirs, la tâche était à peine ébauchée. Le conseil des cinq cents eut le tort de ne pas la reprendre, et ce fut seulement en l'an VII, sous l'administration de François de Neufchâteau, qu'on y revint. Le conseil d'instruction publique institué à cette époque fut chargé « d'examiner les livres élémentaires imprimés ou manuscrits et les cahiers des professeurs » et d'arrêter une liste de ceux de ses ouvrages qui lui sembleraient dignes d'être recommandés. Mais il ne paraît point qu'il en ait trouvé beaucoup. Il pensa, — c'est lui qui parle, — « qu'il fallait se servir des attributions qui lui étaient confiées pour empêcher qu'on introduisît dans les écoles cette foule de livres faits avec d'autres livres, ouvrages propres à déformer l'esprit comme le goût et qu'on présentait si souvent à son examen après les avoir faussement revêtus du titre de livres élémentaires. » Et il préféra « pour le moment s'en tenir aux auteurs les plus généralement suivis par les professeurs, c'est-à-dire, pour les langues, Gail et Guéroult; pour l'histoire naturelle, Buffon, Jussieu, Daubenton, Lacépède, Cuvier; pour les mathématiques, Bezout, Bossut, Legendre, Cousin; pour la physique et chimie, Fourcroy, Brisson, Guitton, Haüy; pour la grammaire générale, Condillac, Dumarsais, Duclos, Court de Gébelin, Locke et Harris; pour les belles-lettres, Le Batteux, Blair, Condillac; pour l'histoire, Rollin, Millot, Voltaire; et pour la législation, Hobbes, Montesquieu, Filangieri, Beccaria et Burlamaqui, etc. La liste est imposante, et pour quelques médiocrités, comme Le Batteux ou Millot, qui s'y rencontrent, elle compte de très grands noms et des hommes de premier mérite. Toutefois il n'y avait pas là, surtout pour l'histoire, les belles-lettres, la grammaire générale et la législation, de quoi remplacer de bons manuels. La plupart de ces ouvrages étaient ou trop profonds ou de trop grande dimension pour pouvoir servir de livres de lecture courante à des écoliers. Aussi voit-on partout les professeurs obligés de consacrer le meilleur de leur temps à ces dictées de cahiers, qui sont la ressource des mauvais maîtres et la plaie des études. Il existe aux archives un grand nombre de ces cahiers; quand on les a lus, on comprend mieux le peu de succès de certains cours. C'est sans chaleur, sans mouvement et sans vie; cela se traîne péniblement à travers beaucoup de longueurs et de redites; enfin, et, par-dessus tout, c'est ennuyeux, de

(1) Décret du 7 ventôse an III.

cet ennui qui pèse encore aujourd'hui si lourdement sur nos collèges et « qui en est comme le génie malfaisant (1). »

L'usage de ces dictées n'était pas nouveau; de très bonne heure, il avait pénétré dans l'université par l'enseignement philosophique et s'y était généralisé à tel point que, dès le milieu du XIVe siècle, il avait fallu défendre aux professeurs « d'employer le temps des leçons à faire écrire leurs écoliers. » Cent ans après, le cardinal d'Estouteville enjoignait aux maîtres de ne pas oublier que leur principal devoir était de lire et d'expliquer les anciens philosophes et non d'apporter en classe des cahiers ou traités. Mais l'habitude était prise, et ces prescriptions étaient demeurées lettre morte. Le père Lamy (de l'Oratoire) s'en plaint amèrement dans ses entretiens sur les sciences : « On ne s'est appliqué, dit-il, qu'à de certaines questions pour ainsi dire étrangères, par exemple : Si la logique est une science? quel est son objet? mais on ne traite presque plus rien de ce qu'Aristote a enseigné dans les excellens ouvrages qu'il a faits de la logique. Au lieu de cela, les maîtres donnent en mauvais latin des opinions mal conçues, mal digérées, mal expliquées; on croit que cela attache les écoliers, qui prennent plaisir à avoir des cahiers écrits de leurs mains. Mais, outre la perte de temps qu'ils passent à écrire, les jeunes gens prennent leurs écrits avec tant de négligence qu'ils ne les peuvent lire. On remédierait à ce mal en rétablissant la lecture des bons auteurs imprimés, que les professeurs accompagneraient de leurs observations. »

Il y avait là, cette citation le prouve, une vieille tradition universitaire, et nous ne prétendons certes pas faire un crime aux écoles centrales de l'avoir recueillie. Cela était fatal. La faute en revient tout entière à la convention, qui, en soustrayant l'enseignement et les méthodes à toute espèce de contrôle, avait désarmé d'avance ses successeurs. Toutefois le directoire aurait pu, sur ce point comme en bien d'autres, à ce qu'il semble, exercer une action plus énergique. Nulle part, dans la correspondance, on ne trouve la trace de cette action, au contraire. Le conseil d'instruction publique lui-même était manifestement partisan du système des cahiers. Il se les faisait envoyer, les lisait avec beaucoup d'attention, en rendait compte au ministre et, souvent, les retournait à leur auteur accompagnés de lettres de félicitations. Nous avons lu beaucoup de ces lettres; aucune ne contient d'objection de principe ni d'invitation à réserver un peu du temps énorme que prenaient les dictées soit à l'explication des auteurs, soit à la correction des devoirs écrits. Ces deux exercices ne sont même pas mentionnés; on pourrait croire qu'ils étaient complète-

(1) Bréal.

ment tombés en désuétude. A coup sûr, ils avaient beaucoup perdu de leur importance.

VI.

En somme, une ou deux innovations heureuses : l'ancien cadre élargi, complété par l'adjonction du dessin et des sciences; ces dernières appelées au partage de l'empire exclusif trop longtemps exercé par le latin, et par ainsi l'enseignement désormais plus exactement réglé sur les besoins d'une société démocratique; mais, à côté de ces avantages, une absence totale d'ordre et de liaison dans les études, de discernement dans le choix des matières et de régularité dans les exercices; des cours facultatifs au lieu de classes, ceux de mathématiques et de dessin, seuls, un peu suivis, les autres généralement abandonnés ; l'enseignement de l'histoire réduit à des proportions ridicules et conçu dans l'esprit le plus étroit et le plus mesquin; les études littéraires abordées sans préparation, puis interrompues pendant deux années sans motif; des matières rebutantes ou beaucoup trop ardues pour de jeunes esprits, comme la grammaire générale et la législation, traitées sur le même pied que les connaissances les plus indispensables; en revanche, d'enseignement religieux point, de philosophie pas davantage, la morale spiritualiste elle-même écartée comme gothique; aucune discipline, la liberté partout et pour tous, dans les méthodes et pour les maîtres aussi bien que pour les élèves; ni programme ni règlement général; pour toute surveillance et pour toute direction l'ingérence d'autorités incompétentes et préoccupées d'intérêts exclusivement politiques; un corps de professeurs assez bien rétribué sur le papier, en réalité fort misérable et réduit à vivre d'expédiens, recruté sans aucune règle et n'offrant aux familles aucune garantie de savoir et de moralité, sans considération et sans autorité : tel est, d'après les documens les plus authentiques, l'aspect de la très grande majorité des écoles centrales. Voilà, prise sur le fait, dans la plus réfléchie de ses conceptions, l'œuvre révolutionnaire, l'organisation « géométrale » appelée à remplacer le régime barbare des ci-devant collèges et des ci-devant universités. En vérité, la barbarie valait encore mieux, et ce n'était pas la peine de tout détruire pour en arriver, après dix ans de tâtonnemens et d'efforts, à de si pauvres résultats!

ALBERT DURUY.

ALBERT DÜRER

I. *Albert Dürer et ses dessins*, par M. Charles Ephrussi; Paris, 1881, A. Quantin. — II. *Albert Dürer, sa vie et ses œuvres*, par M. Moriz Thausing, traduit par M. G. Gruyer; Paris, 1878, Firmin Didot.

Les notices sur Albert Dürer ne sont point rares en France. La première qui fasse autorité est celle que Adam Bartsch a placée en tête du septième volume de son *Peintre-Graveur*. Depuis lors, et surtout depuis vingt ans, les commentaires se sont succédé à de courts intervalles ; mais, à part M. Thausing, le savant conservateur de l'Albertine de Vienne, et presque aussi paradoxal que savant, tous les écrivains qui se sont occupés du maître de Nuremberg ont reculé, semble-t-il, devant la tâche que l'analyse complète de son œuvre leur eût imposée. Les uns, comme MM. Em. Galichon, E. Müntz, G. Duplessis, se sont plus particulièrement intéressés au maître-graveur ; d'autres, comme M. Ch. Narrey, se sont arrêtés à certains points de sa biographie. M. Charles Ephrussi, qui nous apporte à son tour le résultat de ses recherches sur Albert Dürer, n'a étudié que ses dessins.

Le sujet, il est vrai, était nouveau, vaste, et important. Les dessins d'Albert Dürer, en effet, ne sont pas seulement, comme ceux de beaucoup de peintres, des études préparatoires pour des gravures ou des tableaux : ce sont le plus souvent des œuvres définitives, traitées avec le même souci de perfection et le même infini scrupule que ses peintures ou ses estampes les plus achevées. Le nombre en est considérable. On l'estimait à trois cents environ. M. Ephrussi l'a porté jusqu'à douze cents, en acceptant seulement ceux qu'aucun doute ne peut effleurer; et son opinion fera désor-

mais autorité. Il ne s'en est pas rapporté aux travaux de ses devanciers, il a tout vu par lui-même; — musées des capitales et des villes secondaires de l'étranger, de Paris, de la province, collections privées, célèbres, ou peu connues, il a tout fouillé, remué, interrogé, contrôlé. Tous les dessins qu'il décrit ont passé par ses mains, depuis les dessins de l'enfance jusqu'aux derniers travaux de la maturité. En limitant ainsi l'objet de son travail, M. Ephrussi n'a pu néanmoins se désintéresser absolument de la biographie de l'artiste. Aussi n'a-t-il rien omis de ce qui pouvait expliquer, commenter, illustrer ces feuillets fragiles. Pour en dégager le sens, il a dû faire quelques incursions dans la vie de Dürer, le suivre dans ses voyages à travers l'Allemagne, l'Italie et dans les Flandres, le chercher au milieu de sa famille, de ses amis, et dans ses rapports avec les princes et les puissans de son temps, multiplier les pièces justificatives, traduire à nouveau tous les textes. Quant aux reproductions d'œuvres de Dürer qui accompagnent ce travail (une centaine dans le texte et plus de trente hors texte), elles ont presque toutes, et sauf quelques portraits, comme ceux d'Albert Dürer lui-même ou de sa femme, l'intérêt de l'inédit. L'auteur a écarté les morceaux tombés depuis longtemps déjà dans le domaine de la curiosité publique, pour mettre en lumière des pièces peu connues, empruntées à des collections privées, moins facilement ouvertes que les collections nationales aux amateurs et surtout aux photographes. Mais ce sont là des pierres isolées qu'il faut reprendre, réunir, classer pour élever le monument définitif que le génie d'Albert Dürer attend encore de nos écrivains d'art. Ce monument, M. Charles Ephrussi doit l'achever. Aux documens déjà publiés nous souhaitons que l'auteur ajoute, dans un ordre méthodique et sans en rien excepter, toutes les lettres de Schrober, de Hartmann, de Mélanchthon, de Pirkheimer, du prince Ulrich de Brunswick, celles de tous les contemporains, où il est question d'Albert Dürer. J'y voudrais voir aussi la traduction de la préface mise par Camerarius en tête de l'édition latine de l'ouvrage d'Albert Dürer sur *les Proportions du corps humain*, préface pleine de documens précieux sur l'illustre artiste. On y joindrait un relevé aussi complet que possible du petit nombre de notes manuscrites, ajoutées par le maître sur ceux de ses dessins qui sont dans les collections publiques et privées, ainsi que les passages de ses différens ouvrages qui expriment des idées générales sur l'art. Enfin tous nos vœux seraient satisfaits si l'*Albert Dürer*, alors complet, de M. Ephrussi contenait un spécimen au moins de chacune des grandes séries qui composent l'œuvre gravé d'Albert Dürer.

I.

C'est du maître lui-même que nous tenons des renseignemens précieux sur ses origines, sa famille, ses premières années, ses débuts dans la vie et dans l'art.

« Moi, Albert Dürer le jeune, j'ai appris par les papiers que j'ai trouvés chez mon père, où il est né, comment il est venu à Nuremberg et comment il est mort saintement. — Que Dieu lui soit miséricordieux! *Amen.*

« Albert Dürer le vieux est né dans le royaume de Hongrie, près de Gyula, à 8 milles au-dessous de Wardein, dans un petit village appelé Eytas, où sa famille élevait des bœufs et des chevaux.

« Mon grand-père se nommait Antony Dürer; jeune encore, il vint habiter Gyula et se mit en apprentissage chez un orfèvre. Il épousa une jeune fille appelée Élisabeth, dont il eut une fille, Catharina, et trois garçons. L'aîné, mon père, est aussi devenu un très honnête et très habile orfèvre...

« Mon père, Albert Dürer, est d'abord venu en Allemagne, puis il a séjourné assez longtemps dans les Pays-Bas, où il vécut dans l'intimité des grands artistes, et définitivement il s'est fixé à Nuremberg, l'an 1454, à la Saint-Louis, le jour même que Philippe Pirkheimer avait choisi pour faire ses noces sur les remparts; on dansa longuement et allègrement sous les grands tilleuls.

« Mon cher père entra chez Jérôme Haller (ou Holper, orfèvre de Nuremberg), qui est devenu depuis mon grand-père; il est resté à son service jusqu'en 1467. Alors il lui demanda la main de sa fille Barbara, une jeune personne jolie et éveillée, à peine âgée de quinze ans. Haller la lui accorda. »

Cette union fut exceptionnellement féconde. Le père d'Albert Dürer tenait lui-même, selon l'usage qui s'est perpétué en Allemagne, un journal des événemens arrivés dans la famille; de 1468 à 1492, il dut inscrire dix-huit naissances. Voici la mention qui nous intéresse.

« — *Item.* L'année 1471, à six heures du soir, un vendredi de la Croix (la semaine de la Pentecôte), le jour de Sainte-Prudence, un autre fils nous arriva. Son parrain, Antoine Koburger, le nomma Albert pour m'être agréable. »

La suite de la *Notice* d'Albert Dürer sur lui-même nous apprend qu'en dépit d'un travail assidu, son père passa sa vie au milieu des plus rudes privations, qu'il eut le courage de supporter honorablement et chrétiennement l'adversité, qu'il fut estimé de tous ceux qui le connurent. Il loue sa patience, sa piété, sa douceur, sa bien-

veillance pour tout le monde, sa reconnaissance envers Dieu malgré sa misère. « Il fuyait les plaisirs, ajoute-t-il, n'aimait pas la société et parlait fort peu. Il nous aimait tous, mais il avait principalement de l'affection pour moi. Voyant que j'étais studieux, il me laissait aller à l'école. Quand je sus lire et écrire, il me fit rester à la maison et m'apprit l'état d'orfèvre. Je travaillai bientôt très convenablement. Cependant mon inclination me portait vers la peinture; je m'en expliquai avec mon père, qui me reçut d'abord fort mal; il regrettait le temps que j'avais perdu à apprendre l'état d'orfèvre; il céda néanmoins à mes instances, et, l'année 1486, le jour de la Saint-André, il me plaça pour trois ans comme apprenti chez un grand peintre, nommé Michel Wolgemut. »

Albert Dürer avait quinze ans alors; contrairement à ce que redoutait son père, bien à tort, la patiente éducation qu'il s'était faite par le dessin, loin de le retarder dans son nouvel art, lui donnait une force première considérable. On conserve encore aujourd'hui à Vienne, à l'Albertine, un portrait à la pointe d'argent, plein de vie, de grâce, et de naïveté; il porte cette inscription écrite par l'artiste lui-même : « J'ai dessiné ceci d'après moi, dans un miroir, en 1484, quand j'étais encore enfant. — Albert Dürer. » Il avait en effet treize ans. Il resta trois années auprès de Wolgemut, peintre célèbre de Nuremberg, qui illustrait la *Chronique de Nuremberg* et l'*Abrégé de la Bible,* sortis des presses d'Antoine Koburger, le parrain d'Albert Dürer. Auprès de son nouveau maître, le jeune artiste prit le goût des formes dites gothiques, qui restèrent jusqu'à la fin de sa vie comme la signature de son talent; il y prit aussi le goût de ces belles gravures en bois, pour lesquelles il devait créer tant de dessins magnifiques; là, certainement, il s'exerça à la pratique de cet art et dut tailler le bois de sa propre main.

A la fin de son apprentissage, il voyagea et resta éloigné de Nuremberg une partie de l'année 1489; en 1490, il partit de nouveau et ne revint qu'en 1494. C'est ici que se rencontre la seule obscurité dans la biographie de l'artiste. Où voyagea-t-il durant ces cinq années? On ne sait. On répète, d'après une *Vie* d'Albert Dürer, publiée en 1791 à Nuremberg, qu'il aurait parcouru l'Allemagne, les Pays-Bas et poussé dès lors jusqu'à Venise. M. Narrey fait remarquer qu'une phrase d'une lettre écrite en 1506, de Venise, semble confirmer cette supposition, au moins pour le voyage en Vénétie (1). Dürer dit expressément en effet : « Ce qui me plaisait il y a onze ans ne

(1) M. Thausing a repris l'hypothèse, mais M. Ephrussi réfute à son tour l'argumentation de M. Thausing, et les raisons qu'il apporte nous paraissent péremptoires.

me plaît plus aujourd'hui, je l'avoue franchement, bien que cela paraisse extraordinaire. » Mais s'agit-il d'une évolution dans ses goûts d'artiste ou d'un changement dans ses sentimens? Est-il question d'une chose ou d'une personne? Fait-il allusion à une œuvre d'art ou à sa femme? Le doute est permis, car ce laps de temps, ces onze années, le reportent exactement à la date de son mariage, date funeste et qu'il dut maudire jusqu'à son dernier jour.

Sur ce point, nulle équivoque; tous les témoignages des contemporains d'Albert Dürer sont unanimes à constater le caractère haïssable de sa femme, qui était d'une grande beauté, honnête, dévote, mais obsédée par la crainte de la pauvreté. M. Thausing a vainement tenté de la réhabiliter. « Elle était d'une piété et d'une honnêteté si intolérantes, dit un contemporain, qu'il aurait mieux valu pour Albert Dürer être le mari d'une coquine avec un caractère aimable que d'avoir à ses trousses une de ces dévotes qui sont d'une humeur si féroce qu'elles nous laissent à peine des momens pour respirer. » Elle était la fille d'un mécanicien de Nuremberg, nommé Hans Frey, s'appelait Agnès, et apportait en dot 200 florins. Sur l'avis de son père, Dürer l'épousa au retour de son grand voyage, en 1494. « Les noces furent faites le lundi de la Sainte-Marguerite de cette même année. » De ce moment, il n'eut plus une seule minute de repos. « J'ai visité sa triste maison, écrit M. Narrey. J'y ai rencontré à chaque pas l'ombre exécrée de sa femme, cette abominable Agnès Frey, si belle, si honnête, si pieuse, si acariâtre, si intolérante, si avare. J'avais le cœur gros en pensant à ce qu'avait dû souffrir ce pauvre homme de génie pendant les longues années qu'il a passées avec ce monstre charmant, qui le tuait à petit feu. » Il ne se plaignait point cependant. C'est à peine lorsqu'il échappe à sa tyrannie, si dans l'année 1506, qu'il passa seul à Venise, on trouve, en feuilletant sa correspondance avec Wilibald Pirkheimer, une ou deux allusions à cette situation douloureuse. Le pénible isolement où, au moral, elle le rejetait lui pèse pourtant : « Je n'ai pas d'autre ami que vous en ce monde, écrit-il... Je voudrais que vous fussiez à Venise auprès de moi... Vous avez pris une maîtresse, prenez garde que ce ne soit un maître!.. Vous n'êtes donc pas devenu plus raisonnable? Vous faites toujours l'aimable, mais y songez-vous donc, mon cher? L'amabilité vous sied comme la civette aux lansquenets. Vous vous habillez de satin et vous vous pavoisez de rubans pour courir les ruelles comme un étourdi; décidément, vous voulez devenir irrésistible et vous croyez que tout est dit lorsque vous êtes parvenu à plaire à quelque femme facile. — Si encore vous étiez un homme comme moi! » Voici qui est encore plus catégorique : « Vous seriez bien ici avec nos violons qui jouent si tendrement qu'ils

en pleurent eux-mêmes. Plût à Dieu que notre maîtresse de calcul pût les entendre! elle s'attendrirait peut-être un peu. Du reste, je suivrai votre conseil, j'apaiserai ma colère et resterai indifférent aux ennuis qu'elle me cause, comme je l'ai toujours fait jusqu'à présent... » Il ne put rester indifférent, quoi qu'il le voulût, et succomba à la tâche. J'ai déjà cité un fragment de lettre; en voici un autre parfaitement net : « Il ne faut imputer le décès de Dürer à personne qu'à sa femme. Elle lui avait si bien rongé le cœur, elle lui avait fait endurer de telles souffrances qu'il semblait en avoir perdu la raison. Elle ne lui permettait jamais d'interrompre son travail, l'éloignait de toutes les sociétés et, par des plaintes continuelles, répétées le jour et la nuit, le tenait rigoureusement enchaîné à l'œuvre, afin qu'il amassât de l'argent pour le lui laisser après sa mort. Elle avait sans cesse la crainte de périr dans la misère, et cette crainte la torture encore maintenant, quoique Dürer lui ait légué près de 6,000 florins. Elle est insatiable. Elle a donc été vraiment la cause de sa mort... »

Écoutez maintenant Wilibald Pirkheimer. Il écrit à un ami, à Tscherte, architecte de l'empereur, à Vienne :

« J'ai positivement perdu dans la personne d'Albert Dürer un des meilleurs amis que j'aie eus de ma vie. Sa mort m'a fait d'autant plus de peine qu'elle s'est produite sous l'influence de causes bien pénibles. En effet, je ne puis l'attribuer, après Dieu, qu'à sa femme, qui lui a causé de si vifs chagrins et l'a tourmenté d'une façon si cruelle, qu'elle l'a poussé vers la tombe et l'a rendu *sec comme de la paille.* Le pauvre homme n'avait plus de courage et ne recherchait plus aucune société. Cette mégère prenait soin de ses intérêts et poussait son mari au travail nuit et jour, afin qu'il lui laissât le plus d'écus possible... Je lui ai souvent reproché ses procédés; je lui ai même prédit ce qui est arrivé. Mais cela ne m'a valu que de l'ingratitude. Du reste, tous ceux qui aimaient le pauvre Albert détestent sa femme, qui le leur rend bien. En somme, c'est elle qui a mis le cher homme en terre. »

Il est triste de le constater, mais dans la vie des grands artistes dont les œuvres nous émeuvent le plus, il y a toujours eu un élément tragique, ou la misère ou quelque grande douleur. Lisez la vie de Rembrandt, de Corrège, de Michel-Ange, de Beethoven, de notre Palissy, dont la biographie a tant de rapports avec celle d'Albert Dürer. Est-ce, et je le crois, que la vie heureuse et sereine est incompatible avec certaines formes d'art profondes, expressives, pénétrantes, celles qui nous remuent et nous troublent, qui vont droit au cœur, parce qu'on y sent un homme soumis comme nous aux fatalités de la vie et plus que nous encore, à raison de la surface

plus grande qu'il offre au destin par son génie même? En Phidias, en Raphaël, en Goethe, en ces vies lumineuses, nulle émotion; nulle émotion non plus dans leur art. Dans le *Faust*, on voit la main railleuse qui tient le fil des marionnettes; dans la *Mélancolie* d'Albert Dürer, d'où procède Faust, on sent frémir et palpiter, abîmée de douleur, en cette autre veille au jardin des Oliviers, l'âme même et la chair d'Albert Dürer.

Je laisse au lecteur le soin de lire dans l'édition de M. Narrey les *Lettres à Wilibald Pirkheimer* et le *Journal du voyage dans les Pays-Bas* (1). Il y trouvera de la grâce, de l'enjouement, de la tristesse aussi, de fines observations sur les hommes et les choses, de précieux détails sur ses relations, mais, ce qui étonne, peu d'observations pittoresques.

Albert Dürer mourut le 6 avril 1528. C'est deux années avant de mourir qu'il adressait aux magistrats de Nuremberg une lettre bien touchante. En dépit de ses travaux considérables, il n'était point sorti des embarras d'argent qui pesèrent sur toute son existence. Et pourtant, comme il le dit lui-même, il passe sa vie *à travailler rudement de ses mains*. « J'ai gagné ma fortune, écrit-il, je veux dire ma pauvreté, qui, Dieu le sait, m'a été bien amère et m'a coûté bien des labeurs, avec les princes, les seigneurs et d'autres personnes du dehors. Je suis le seul de cette ville qui vive de l'étranger. » Chez lui donc, dans son propre pays, il avait rencontré les hostilités qu'engendre toujours le génie. Dans son voyage des Pays-Bas, il n'avait pas été beaucoup plus heureux. Admirablement accueilli par les artistes, comblé de satisfactions d'amour-propre, il avait dans cette excursion augmenté ses dettes, au lieu d'en rapporter le légitime bénéfice qu'il attendait de la vente de ses estampes. « En Flandre, dit-il, dans toutes mes transactions, dans toutes mes ventes et autres affaires, dans mes rapports avec les personnes de haute et de basse condition, j'ai été lésé, spécialement par Madame Marguerite (2), qui ne m'a rien donné pour les présens que je lui ai faits et pour les travaux que j'ai exécutés pour elle. »

La tombe longtemps abandonnée d'Albert Dürer est aujourd'hui l'objet d'un pieux entretien. La ville de Nuremberg a, dans le même esprit, acquis sa maison, où se font les expositions d'objets d'art. Sur la pierre tumulaire du grand artiste, on lit plusieurs inscriptions, entre autres une très simple et très noble, rédigée en latin par W. Pirkheimer : « Ce qu'il y avait de mortel en Albert Dürer est

(1) *Albert Dürer à Venise et dans les Pays-Bas*, par M. Ch. Narrey; Paris, 1866, Renouard.

(2) Marguerite d'Autriche, fille de l'empereur Maximilien, régente des Pays-Bas pour l'empereur Charles-Quint.

enfermé dans ce tombeau. » Mais il appartenait au sceptique Érasme de dire ces mots, qui sont d'un sage peut-être, quoique assurément d'un pauvre cœur : « *Quid attinet Düreri mortem deplorare, quum sumus mortales omnes?* A quoi bon pleurer la mort d'Albert Dürer, puisque nous sommes tous mortels? »

Nous avons insisté sur le côté douloureux de la biographie d'Albert Dürer, tracé dans la première partie de cette étude les lignes principales de sa biographie, celles qui pouvaient nous aider à découvrir le caractère spécial de son génie : étudions son œuvre maintenant, pour chercher ce qu'il y a mis de ses douleurs et de ses aspirations, des douleurs et des aspirations de son temps.

II.

Fils et petit-fils d'orfèvre, Albert Dürer dut mettre la main à des travaux d'orfèvrerie ; mais il ne reste aucun ouvrage authentique qui vienne confirmer cette supposition, à moins que l'on ne considère comme un travail de ce genre le petit crucifix connu sous le nom de *Pommeau d'épée*, composition dont les épreuves sont extrêmement rares et que l'artiste, prétend-on, avait gravée sur le pommeau de l'épée de l'empereur Maximilien Ier. On ne peut donc sérieusement étudier l'artiste que dans son œuvre de peintre et de graveur.

Le musée du Louvre ne possède qu'une seule peinture d'Albert Dürer, encore a-t-elle été classée parmi les dessins. C'est, en effet, un dessin colorié à l'aquarelle et à la gouache sur une toile très fine et sans préparation. Il représente une tête de vieillard vue presque de face et légèrement tournée vers la droite. Le personnage est coiffé d'un bonnet rouge dont l'étoffe, d'un ton éclatant, recouvre ses oreilles ; il ne porte ni moustache ni mouche, mais une longue barbe blanche se détache sous le menton et flotte sur le collet de fourrure grise qui garnit le vêtement. Le fond est noir. On y voit le monogramme bien connu du maître et la date 1520. L'exécution de ce dessin unique est d'une grandeur magistrale ; le relief, le modelé d'une vigueur qui étonne avec une si rare simplicité de moyens. L'effet d'ensemble est large et puissant, bien que la recherche du détail y soit poussée fort loin, à ce point même que chaque cheveu, chaque sourcil y a son ombre portée. L'habileté de la main est telle que de semblables scrupules, qui paraîtraient d'une minutie puérile dans une peinture moins parfaite, n'enlèvent rien de sa majesté à l'impression que nous laisse une œuvre si vivante. C'est ici le lieu de placer une anecdote rapportée par tous les biographes d'Albert Dürer et qui prouve l'admiration qu'excitait parmi ses

rivaux la délicatesse extraordinaire de sa touche. On raconte donc que Giovanni Bellini, l'illustre maître de l'école vénitienne, vint visiter l'artiste allemand dans son atelier, pendant qu'il était à Venise, et lui demanda comme un grand service de lui donner un de ses pinceaux, celui qui lui servait à peindre les cheveux de ses personnages. Dürer prit une poignée de pinceaux absolument semblables à ceux dont Bellini avait lui-même l'habitude de se servir, et les lui offrant : « Choisissez, dit-il, celui qui vous plaît ou les prenez tous. » Le peintre italien, croyant à une méprise, insista pour avoir un des pinceaux avec lesquels il exécutait les cheveux. Pour toute réponse, Albert Dürer s'assit à son chevalet et prenant l'un d'eux, le premier venu, peignit une chevelure de Vierge, longue et bouclée, avec une telle sûreté de main, que Bellini resta stupéfait de son adresse. Le dessin du Louvre offre un curieux exemple de la même habileté.

Il est malheureux que le Louvre ne possède aucun tableau du maître, et qu'ainsi nous manquions de pièces pour essayer de le caractériser comme peintre. Albert Dürer n'a laissé d'ailleurs, en comparaison de tant de grands maîtres dont il est l'égal, qu'un nombre relativement restreint de peintures à l'huile. Les amateurs qui veulent les étudier doivent visiter la galerie du Belvédère, à Vienne, où se trouvent sept de ses tableaux authentiques, et la Pinacothèque de Munich, la galerie la plus riche de l'Europe en ce sens; elle possède dix-sept tableaux de l'artiste et, dans le nombre, *les Quatre Apôtres*, en deux compositions, qui passent pour son chef-d'œuvre au point de vue de la technique. On rencontre encore de ses tableaux dans quelques autres musées d'Allemagne, à Prague, à Dresde, à Cassel, dans sa ville natale, Nuremberg, et en Italie, à Florence. Les historiens de l'art reprochent en général à la peinture d'Albert Dürer d'être trop visiblement traitée à la façon d'un dessin, et d'une coloration désagréable et dure. M. Waagen, dans son *Manuel de l'histoire de la peinture*, la caractérise en ces termes : « C'est dans le coloris surtout que Dürer se montre sous un jour extrêmement désavantageux; il vise bien plus à l'éclat qu'à la vérité de la couleur, et il affecte une prédilection pour le bleu d'outre-mer employé sans mélange. Aussi ne faut-il pas rechercher dans ses tableaux l'harmonie des couleurs ni même une gamme soutenue. Lors même que le modelé est travaillé dans un empâtement bien fondu, ce qui prédomine toujours dans sa manière, c'est l'élément graphique, le trait fortement accusé; mais, la plupart du temps, les contours sont larges, tracés de main de maître, les ombres hachées et les reliefs marqués par de simples glacis. De pareils tableaux font plutôt l'effet de dessins coloriés. » Les Véni-

tiens ses contemporains disaient de lui qu'il était « bon graveur et mauvais peintre. »

Parmi les dessins de Dürer que possède le Louvre, s'il n'en est qu'un d'important par la composition, — celui qui est catalogué sous le numéro 496 et qui représente *la Vierge allaitant l'Enfant Jésus, entourée de la Sainte Famille,* — ils sont tous importans par la beauté caractéristique de l'exécution. La construction anatomique des figures y est accentuée avec une science admirable du mouvement; les draperies, développées par grandes masses dans l'ensemble, se perdent et se brisent, dans le détail, en mille petits plis capricieux, tourmentés, curieusement cherchés, qui sont comme la signature du maître dans son œuvre tout entier. L'expression des têtes est toujours voulue, ferme, et amenée à l'unité par le concours savant de toutes les parties du visage au même but. Un de ces dessins établit l'attentif et patient amour de la réalité qui dirigeait le maître dans ses études, alors que, dans ses œuvres composées, son imagination l'emportait si loin du réel. Ce dessin, à l'aquarelle sur toile fine, représente une tête de jeune garçon vue de face et de grandeur naturelle. Une barbe blonde descend des oreilles, garnit le menton et pend en longues mèches droites sur la poitrine; les cheveux sont blonds aussi, mais courts et frisés. Sans doute l'artiste aura dessiné là, de souvenir ou d'après nature, quelque enfant monstrueux, un cas de tératologie, entrevu à la foire de Francfort, quelqu'un de ces « phénomènes vivans » qui, de tout temps, ont exploité leurs infirmités au profit de leur ventre, — maigre profit, pauvre industrie, il faut le dire; mais, de la part du peintre, étude curieuse.

Dans les portefeuilles du Louvre, il se trouve encore de bien précieuses pages, de légers croquis de *Vierges,* à peine indiqués, mais d'un esprit fin, gracieux, et marqués au sceau du maître-graveur, en ces hachures, en ces traits de plume prolongés sans effort de la chair à l'étoffe. Notons aussi pour mémoire une *Vierge* qui resta entre les mains de Rubens. On y reconnaît parfaitement les passages de crayon du grand artiste flamand aux contours, aux draperies, dans le visage même, à l'un des yeux. Trois aquarelles complètent notre belle collection des dessins d'Albert Dürer. Ce sont des études d'après nature. Ici des pics de montagnes couronnés de forteresses crénelées; au pied, d'humbles villages, et sur la feuille, de la main de l'artiste : *Fenedier* (*Venediger*) *Klausen* (1);

(1) Ces feuilles de croquis habilement interrogées peuvent éclairer certains points obscurs de la vie de l'artiste. C'est ainsi que M. Ephrussi, à l'aide de pages d'album conservées au cabinet des estampes de Berlin et dans la collection de Mme veuve Grahl, de Dresde, commentées par lui avec une pénétrante sagacité, a pu tracer très

sur une autre feuille, nous trouvons l'étude du paysage qu'il a placé dans son *Saint Eustache*. Le château formidable s'enlève au-dessus de l'horizon lumineux et rose dans une éclaircie de nuages. Un vol d'hirondelles tournoie vers les cimes. La troisième, la plus touchante peut-être, nous montre la vie des champs prise sur le fait. Plus de montagnes sinistres, plus de forts altiers; des chaumières, de douces collines chargées de petites futaies descendent jusqu'à la plaine. C'est le moment de la fenaison : les charrettes circulent dans l'étroit sentier; les paysans entassent le foin en meules; on assiste à la vie rurale, active, paisible, en un cadre aimable qui s'étend de proche en proche jusqu'à l'extrême horizon toujours doux, arrêtant le regard çà et là sur quelque chaume, sur quelque toit d'église au clocher svelte.

Toutes nos aquarelles du Louvre sont faites sur nature. Pour compléter, autant que cela m'est possible, les renseignemens que nous donnons au lecteur sur ce genre de dessins, je dois faire mention d'une composition des plus singulières exécutée d'après ce procédé. Elle fait partie de la collection d'Ambras à Vienne. M. Charles Blanc l'a décrite ainsi : « On y découvre une immense nappe d'eau que borde un terrain plat où s'élèvent quelques maisons. Sur le milieu de la nappe d'eau pèse un gros nuage qui verse des torrens de pluie. A droite et à gauche, descendent d'autres vapeurs. » Albert Dürer a écrit lui-même en dessous de ce dessin : « L'an 1525, la veille de la Pentecôte, durant la nuit du jeudi au vendredi, j'eus cette vision dans mon sommeil. Quelle quantité d'eau il tombait du ciel! Et cette eau frappait la terre à environ quatre milles de moi, avec une telle horreur, un tel bruit et de tels rejaillissemens!.. Tout le pays fut noyé, ce qui me causa une si grande épouvante que je m'éveillai; mais je me rendormis... Alors le reste d'eau tomba; elle était presque aussi abondante; une partie en tombait au loin et une partie plus près. Elle semblait venir de si haut que, dans mon idée, elle mettait beaucoup de temps à choir. Mais comme l'inondation approchait de moi, la pluie devint si rapide et si retentissante que la peur me saisit et je m'éveillai. Tout mon corps tremblait, et je fus longtemps sans pouvoir me remettre. Mais le matin quand je me levai, je peignis ici ce que j'avais vu. Que Dieu arrange tout pour le mieux! »

Cette hâte à fixer par le dessin le souvenir d'une simple vision explique le caractère de réalité, le relief pittoresque que toute composition prenait, même à travers le chaos du rêve, dans le

sûrement l'itinéraire d'un voyage inédit d'Albert Dürer en Suisse et en Alsace, dans le courant de l'année 1515.

cerveau de l'artiste. C'est cette réalité imaginaire, si j'ose associer ces deux mots, qu'il voulait fixer en lui conservant toute sa puissance de vie, de mouvement, de relief et de couleur. Il avait eu pour son compte cette apparition vraiment apocalyptique ; il l'a retracée telle qu'elle s'est présentée à lui.

Mais il a fait quelque chose de plus merveilleux encore ; il a, les yeux ouverts, et bien éveillé cette fois, refait l'*Apocalypse* de saint Jean. Ici, sans insister sur les autres dessins de Dürer, et renvoyant le lecteur au livre de M. Ephrussi, nous laissons ses peintures pour jeter un regard sur ses bois.

III.

La suite des quinze pièces de l'*Apocalypse* est la première en date parmi les diverses séries de gravures sur bois « exécutées » par Albert Dürer. Il faut bien s'entendre sur le sens du mot. On veut donc dire par là que ces gravures furent taillées dans le bois sur ou d'après les dessins du maître par des praticiens spéciaux, désignés sous les appellations de *Formschneider* et de *Figurschneider*. Ces deux noms établissaient une sorte de hiérarchie entre ceux de ces artistes secondaires qui savaient assez dessiner pour qu'on leur confiât des figures à graver et ceux qui ne pouvaient s'élever au-dessus de l'ornement proprement dit. La question de savoir si Albert Dürer a lui-même gravé en bois quelques-unes de ses pièces a été fort controversée. La plupart des critiques, et Bartsch à leur tête, l'ont résolue négativement. « Si l'on fait réflexion, dit Bartsch, au nombre de tableaux qu'Albert Dürer a peints et qui sont généralement d'un fini précieux qui exige un long travail ; si l'on considère le nombre non moins grand des estampes qu'il a gravées d'un burin aussi délicat que soigné ; si l'on sait combien il a laissé de dessins faits de sa propre main ; enfin si l'on calcule combien de temps il a employé pour composer ses ouvrages littéraires, et combien il en a dû consommer pour faire ses voyages, on ne pourra croire qu'il lui soit resté assez de loisir pour graver le nombre prodigieux de tailles de bois qui portent son nom, d'autant plus que la gravure en bois est d'un travail très lent, qu'il est presque purement mécanique et, par conséquent, incompatible avec la fougue du génie, le talent sublime et les occupations nobles d'un maître tel que l'a été Albert Dürer. »

L'argumentation contraire s'appuie sur l'inégalité des planches pour en conclure que les plus belles sont de la main de l'artiste lui-même, entre autres l'admirable frontispice de l'*Apocalypse* représentant la Vierge et saint Jean, un chef-d'œuvre d'exécution. Je crois qu'il faut se ranger à l'opinion de Heller, soutenue également par M. Ambroise

Firmin-Didot. Ces deux amateurs ont pensé que non-seulement le maître ne se bornait pas à dessiner sur bois les sujets livrés ensuite au couteau du graveur, mais qu'il découpait les contours des parties les plus délicates, telles que les têtes et les extrémités et les cernait au canif, laissant aux tailleurs en bois le soin de creuser ce qu'il avait ainsi commencé. D'ailleurs ce qui est bien établi, c'est qu'il surveillait avec le plus grand soin l'exécution de ces gravures et, plus d'une fois il dut lui arriver de prendre en main le couteau du praticien et de donner l'exemple. C'est ainsi qu'il forma sous sa direction une petite légion d'habiles graveurs, qui ont multiplié des compositions merveilleuses par l'abondance, la variété, la richesse de l'imagination, par la beauté du dessin, par l'entente du clair-obscur, inconnue avant lui dans ce genre de gravure, compositions telles que l'*Apocalypse*, la *Grande* et la *Petite Passion*, la *Vie de la Vierge*, l'*Arc triomphal* et le *Char de triomphe de Maximilien Ier*, toutes pièces et séries de pièces admirables qui, dans leur énergie, leur grandeur d'effet, rivalisent avec la taille-douce. Aussi trouva-t-il de nombreux imitateurs, des contrefacteurs même, et parmi ces derniers, le célèbre Marc-Antoine Raimondi, qui ne craignit point, non-seulement de copier sur cuivre les tailles de bois d'Albert Dürer, mais encore d'y ajouter le monogramme du maître et de vendre frauduleusement ces contrefaçons comme des originaux. Marc-Antoine pilla ainsi la plus grande partie de la *Vie de la Vierge*, la suite de la *Passion* en trente-sept pièces et, au dire de Bartsch, sept autres pièces diverses. Il faut en ajouter une huitième, inconnue à Bartsch et conservée au musée du Louvre. C'est, d'après M. Reiset, une répétition en petit de la *Descente de croix*, qui fait partie de la suite de la *Passion* que Marc-Antoine avait déjà copiée. Cette petite estampe, d'un burin très libre et très délicat, est toute différente de la première, où Marc-Antoine imitait servilement les tailles du bois original (1). Elle donne entièrement raison à l'observation pleine de goût faite par M. A. Firmin-Didot à ce sujet : « Il est regrettable, dit cet amateur, que Marc-Antoine, dans le but intéressé qui le guidait, ait exécuté ses contrefaçons en taille-douce sur cuivre, dans les mêmes dimensions que les originaux sur bois dont il calque en quelque sorte les traits. La finesse du burin, qui caractérise la gravure en taille-douce, exigeait pour ne rien perdre de son charme une réduction dans les proportions; la taille-douce eût ainsi profité de ses avantages. » Marc-Antoine a, en effet, essayé ce procédé de réduction dans la pièce signalée par M. Reiset, et il lui a parfaitement réussi.

Les mêmes progrès qu'Albert Dürer accomplit dans l'art de la

(1) Voyez la notice des dessins du Louvre (1re partie). p. 362.

gravure sur bois, il les fit faire également à l'art de la gravure au burin. A ses débuts, il s'inspira très visiblement des gravures de Martin Schœn (pour la conduite et le caractère des tailles, bien entendu). D'année en année, son burin s'assouplit, perd de sa rudesse primitive, devient plus moelleux dans les demi-teintes, ménage avec douceur les transitions de l'ombre aux lumières. A partir de 1500, on peut dire que l'artiste est déjà maître de ses procédés. L'*Apollon et Diane* est de 1503, ainsi que les admirables *Armoiries au Coq* et à la *Tête de mort*; de 1504, la *Nativité* et l'*Adam et Ève*; de 1505, le *Grand* et le *Petit Cheval*; de 1510, le *Saint Eustache*; de 1511, la *Passion* en seize pièces et la *Grande Fortune*; de 1514, le *Saint Jérôme dans sa cellule*, le *Cheval de la Mort* et la *Mélancolie*. J'arrête cette énumération de chefs-d'œuvre (1). Je reparlerai de la plupart d'entre eux lorsque j'étudierai l'esprit et l'ensemble des travaux du grand artiste.

Albert Dürer ne fut point seulement peintre et dessinateur, il n'a point seulement la gloire d'avoir renouvelé l'art de la gravure en bois ou au burin, d'avoir le premier essayé de l'eau-forte et gravé de véritables merveilles à la pointe sèche; l'étendue de ses aptitudes allait plus loin encore, et, comme Léonard de Vinci, comme Michel-Ange, il fut architecte, orfèvre, ingénieur, sculpteur; il a laissé, en outre, quelques manuscrits sur son art. On conserve au British Museum le dessin d'un projet de fontaine et un petit bas-relief en pierre qui montrent l'architecte et le sculpteur. On dit également que les travaux des fortifications de Nuremberg furent exécutés sous sa direction. On lui attribue enfin quelques médailles et quelques pièces de monnaie. Il a écrit lui-même, dans ses notes de voyage, qu'il dessina pour l'orfèvrerie trois poignées d'épée et un sceau. Voici enfin les titres de ses ouvrages littéraires et scientifiques :

1° Un *Traité de géométrie*, dédié à son ami Wilibald Pirkheimer; petit in-folio, 89 feuillets, 63 planches, 1525;

2° Un *Traité sur les fortifications* de villages, châteaux et bourgs; petit in-folio, 27 feuillets, 20 planches, 1527, traduit en latin par Camerarius en 1535;

3° Un *Traité des proportions du corps humain*; petit in-folio, 132 feuillets, avec de nombreuses planches, écrit en 1523, publié seulement après la mort d'Albert Dürer en 1528, traduit en latin par Camerarius en 1534, et à Paris, en français, par Loys Meygret, de Lyon, en 1557.

Les bibliographes ont mis sous son nom un *Traité des proportions du corps du cheval*, attribution contestée par Camerarius, et

(1) Je renvoie le lecteur curieux d'informations plus précises sur les différences et les progrès des procédés dans l'œuvre d'Albert Dürer au travail chronologique publié dans la *Gazette des Beaux-Arts* du 15 juillet 1860, par M. E. Galichon.

un *Traité sur l'escrime*, conservé à la bibliothèque de la Madeleine, à Breslau.

A en juger d'après la traduction française du *Traité des proportions du corps humain*, Albert Dürer avait, la plume à la main, quelque peine à mettre de l'ordre dans ses idées. M. Narrey fait dans son livre la remarque suivante : « J'ai vu quelque part qu'on lui reconnaît aussi le talent d'écrivain. On prétend même qu'il a contribué à fixer la langue allemande; mais c'est là une assertion que je ne peux admettre. Pour ses traités didactiques, il est certain que Pirkheimer y mettait la main, car ils diffèrent notablement, comme style et comme orthographe, de sa correspondance intime. Dans ses lettres à Pirkheimer, le même mot est écrit quelquefois de quatre ou cinq façons différentes, et l'on ne peut s'empêcher de rire à la vue de ses essais de versification. » Le philologue Pirkheimer, qui rédigeait une Histoire de l'Allemagne, éditait la cosmographie de Ptolémée et commentait les sermons de Grégoire de Nazianze, l'un de ces admirables savans, comme les Budé, les Thomas Morus, les Colet, les Louis Vivès, les Alciat, les Sadolet, les Mélanchthon, qui, sous le coup de fouet de leur maître Érasme, ressuscitaient alors les lettres grecques et latines, Pirkheimer en se jouant put rendre ce service à Albert Dürer sans que la gloire du grand artiste en soit à nos yeux amoindrie. L'effort d'avoir voulu exprimer ses pensées littérairement prouve qu'il pensait, en effet, et qu'il ne reculait devant aucun moyen pour donner une forme à l'idée qui le hantait. Le fait est assez rare parmi les artistes pour être signalé à l'honneur d'Albert Dürer.

En citant les témoignages nombreux qui établissent la multiplicité de ses aptitudes, j'ai voulu parer d'avance au reproche de subtilité excessive qu'on ne manque pas d'adresser au critique lorsqu'il lui arrive de chercher la philosophie d'une œuvre d'art. L'estime et l'affection dont Albert Dürer était l'objet de la part des promoteurs de la renaissance en Allemagne, les passages de ses notes intimes où il parle de Luther, tout, en dehors même de sa production comme artiste, vient nous confirmer dans cette opinion que le grand maître de l'école allemande se mêla de cœur et d'esprit au mouvement de son époque. Nous chercherons à montrer, précisément à l'aide de son œuvre, en quels troubles étranges, en quelles angoisses le jeta ce grand mouvement philosophique et religieux.

IV.

Si l'artiste se borne à transcrire, sans l'interpréter, la plate réalité qu'il a journellement sous les yeux, s'il se résigne au rôle de

décorateur ou à celui d'amuseur, s'il se fait archéologue ou s'il continue avec pédantisme des routines d'école déguisées et ennoblies sous le nom de tradition ; s'il appartient à l'un des types extrêmement nombreux et variés dans l'art, dont le caractère commun est l'étroitesse de l'esprit servie par l'habileté de la main, ses ouvrages intéresseront peut-être les amateurs, ils demeureront sûrement sans action sur notre pensée et n'éveilleront dans notre âme aucun écho sympathique. Dès que le peintre, au contraire, est quelque chose de plus qu'un peintre, pour peu qu'il soit poète, son œuvre nous attire et nous attache infailliblement. C'est que cette œuvre contient et doit nous révéler une chose dont notre intelligence est à bon droit curieuse; c'est qu'en l'interrogeant convenablement nous devons y trouver quelle fut la conception de cet artiste et sa solution en face de ce problème éternel et éternellement étrange qui s'appelle la vie. Il en est ainsi de l'œuvre d'Albert Dürer.

Il n'est personne qui, ayant remarqué, ne fût-ce qu'une fois, une gravure du maître, n'en ait à jamais gardé la mémoire. Comment oublier en effet que toute composition sortie de sa main nous a subitement arrachés au monde réel et transportés, puis maintenus, comme par magie, dans un milieu exceptionnel et vraiment idéal? De la suite immense de ses compositions, il se dégage, à plus forte raison, une pensée, une préoccupation qui, sous mille formes diverses, s'affirme et s'accentue. Cette préoccupation nous apparaît habituellement grave, tantôt inquiète, tantôt ironique, rarement sereine, souriante plus rarement encore, souvent terrible et toujours tournée vers le même objet : la lutte de la mort contre la vie, de la chimère contre la réalité. Comme la sinistre chauve-souris qui plane dans le ciel au-dessus de la grande et sublime figure de la *Mélancolie,* au-dessus de son œuvre entier plane l'obsession du surnaturel.

Arrêtons-nous un instant à cette sombre figure dont nous venons d'évoquer l'image.

Vous vous la rappelez, cette femme, cette *Mélancolie,* génie aux ailes tristement reployées, aux longs cheveux épars, couronnés d'herbes folles. Entourée de tous les instrumens de la science, de l'industrie et des arts, mêlés aux instrumens de torture, elle est assise au seuil du temple, accoudée sur un genou, la tête sur le poing. Lassée, elle a fermé le livre vainement interrogé; elle tient encore, d'une main inerte et sans le savoir, le compas aux branches désormais inutiles. Son regard douloureux et dur s'ouvre sans voir sur la mer, sur l'infini. La pensée qui couve sous ce front d'airain, le maître a pris la peine de l'écrire, c'est la mélancolie, c'est plutôt encore le doute. Qui n'aurait vu que cette page d'Albert Dürer serait exposé à se méprendre sur la signification de son

œuvre. Elle a trompé plus d'un esprit pénétrant. On a pu croire, sur la foi de cette image, qu'Albert Dürer fut l'un des précurseurs de la pensée moderne. Il nous semble, au contraire, que plus l'on étudie son œuvre, fait de symboles et de mystiques hallucinations, plus on se confirme dans cette opinion que le grand artiste allemand ferme définitivement le moyen âge. Il a entrevu, comme Moïse, la terre promise, la terre de lumière et de chaleur, il n'y a pas pénétré; il a eu des lueurs, des pressentimens de la renaissance; mais il a eu peur, il a *douté*, il a reculé.

Assurément il admirait Luther; il reste un témoignage éloquent des sentimens qui lui inspirait le grand réformateur. La longue prière, pleine de colère et d'élans, qu'il adresse à Dieu en apprenant, en 1521, la fausse nouvelle de l'emprisonnement et de la mort de Luther, ne laisse aucune incertitude à cet égard. Mais il est important d'ajouter qu'Albert Dürer, à cette époque, comme aussi bien les contemporains du moine de Wittemberg, n'attachait au mot de *réforme* que le sens strict du mot et non l'idée de révolution religieuse qu'il a prise dans l'histoire. En se rangeant aux opinions de Luther, Albert Dürer ne croyait pas élever autel contre autel, dresser le luthéranisme, le protestantisme contre le catholicisme; il voulait, il souhaitait une réforme et rien de plus, une réforme nullement contraire à l'orthodoxie. Qui se doutait alors que le protestantisme allait devenir une religion (1)?

En ce qui concerne Albert Dürer, je dois donner des preuves à l'appui de l'assertion précédemment émise. Celles que je puis trouver sont toutes morales évidemment et tirées de son œuvre.

Sa vie sans relâche, sous l'aiguillon incessant de l'acariâtre et avare et très belle Agnès Frey, sa femme, sa vie entière se passe au travail. Mais à le voir, en ses portraits, si beau, si élégant, à le savoir, d'après les documens, si habile à tous les exercices du corps, à le trouver, dans ses créations, si amoureux de l'idéal, je me le représente bien plutôt comme une de ces natures fines, élevées, ouvertes à toutes les idées généreuses, à tous les dilettantismes, portées à la rêverie, peu ou point à l'action, nullement faites pour le travail solitaire et acharné, — véritables travaux forcés, — dans le sombre atelier qui existe encore, et où le retenait son amour pour le « monstre charmant » qu'il avait épousé. Je ne le vois pas homme de propagande ni de foi en l'avenir. De ce genre de foi ses œuvres témoigneraient, elles témoignent du contraire.

(1) La confession d'Augsbourg n'est que de 1530. Albert Dürer était mort depuis deux ans quand elle fut publiée. Le trouble des esprits, à cette époque de 1530, est exprimé d'une façon saisissante dans la lettre où Pirkheimer juge si sévèrement Agnès Frey. M. Ephrussi la publie *in extenso*.

Chose étrange, cet artiste, ce poète ami des grands esprits qui firent la renaissance en Allemagne, à cette aurore du XVIe siècle, ne laisse rien percer en ses créations du feu ni de la sérénité des aurores. S'il exprime, par hasard et sous le voile de l'allégorie, la conquête de Rome par les doctrines de Luther, comme dans *le Grand Cheval* et *le Petit Cheval* (1), il a hâte, semble-t-il, de revenir à ses errements d'habitude, au courant d'idées qui, depuis l'enfance, lui est familier. Momens douloureux que les heures de transition pour ceux qui ne sont plus très jeunes! Et c'est le cas d'Albert Dürer. Il voit, sous les coups des ennemis de Rome, faiblir, s'écrouler l'édifice qu'il est habitué à vénérer; les assises de l'édifice nouveau sont bien lentes à se montrer, à sortir de terre. Aussi qu'arrive-t-il? C'est que, placé par la date de sa naissance au seuil du XVIe siècle, il peut jeter de temps en temps un coup d'œil ami, complice même, sur ceux qui se précipitent en avant, mais ses regards obstinément retournent en arrière et se fixent dans la direction du passé, vont aux siècles écoulés.

Comment s'étonner de l'incurable tristesse de cette âme soumise à de telles oscillations, à de tels conflits intérieurs, attirée vers la lumineuse renaissance, retenue et clouée au sombre moyen âge? Je disais tout à l'heure que, dans l'art, Albert Dürer ferme le moyen âge, il le ferme en l'exprimant, en le résumant tout entier. Il en a les folles terreurs, les cauchemars, les visions épouvantables, les humbles amours (car il est du peuple); il en a aussi la ferme piété. Il n'y a point trace, en ses dessins, en ses gravures, en ses tableaux, des joies ni des lumières soudaines et sereines de la jeune et forte renaissance. Ses tristesses sont celles de la vieillesse, celles des vieux siècles. Elles l'inspirent, parce qu'il est grand et né avec le génie, mais son âme en est comme étouffée. Il marche sous le faix, non courbé d'apparence parce qu'il est fort, mais son cœur est gonflé d'amertume. Sa rare vengeance est l'ironie. Elle s'est glissée çà et là dans *les Marges du Livre d'Heures de Maximilien*, où il a fourni avec une intarissable verve d'admirables croquis par centaines. L'un des plus caractéristiques est celui où il a représenté sur une pelouse, au bord d'un étang, au pied de la demeure féodale, cette bande grotesque de musiciens piteux, donnant l'aubade au seigneur, soufflant dans leurs longues trompettes, suant d'ahan, les joues gonflées, les yeux hors de la tête, faisant retentir l'écho

(1) C'est la même idée exprimée en deux compositions différentes. En chacune d'elles, un cavalier à pied, armé de toutes pièces, tenant son cheval par les rênes, pénètre dans une enceinte formée de palais en ruines. Dans le *Grand Cheval* les ruines sont évidemment romaines. Pour qui est informé, mais il faut l'être, l'allégorie est claire.

de leurs mélodies cuivrées. De la branche voisine où il est perché, du haut de son arbre fantastique, je ne sais quel oiseau moqueur, un corbeau, laisse tomber sur les pauvres hères un regard indéfinissable de moquerie, de dédain et de pitié.

Mais son cher refuge est la chimère. Voyez ce voyageur, en l'un de ses bois, — n'est-ce pas lui-même? — Un homme déjà mûr, les reins chargés et ceints pour le voyage. — Il était parti pour conquérir la gloire. Voici près de lui le précieux rameau, le laurier qu'il est près d'atteindre. Sur le point de le cueillir, fatigué ou bien doutant de la légitimité de son effort, il a jeté là son bâton et s'est assis sur le sol. A perte de vue, ses regards ont glissé sur la mer infinie. S'était-il repris, en face de ce spectacle, à quelque nouvelle ambition, à quelque espérance de découvrir un monde nouveau? Velléité refoulée par un autre spectacle, par un autre attrait plus familier et plus puissant. Ses yeux ont rencontré le ciel et, dans le ciel, entre deux nuées, l'image souriante et perfide de la sirène, de l'habituelle chimère, de ce mysticisme, — grossier au fond, pittoresque dans la forme, — dont Albert Dürer fut l'interprète convaincu. C'est dans cette interprétation qu'il nous reste à le suivre et je dois le montrer aussi faible, aussi crédule que ses contemporains, mais aussi grand comme artiste que les maîtres les plus illustres.

V.

Je me demande si je dois poursuivre, si je dois dire ou taire les frayeurs puériles d'un si grand maître. Mais à quoi bon les cacher, à quoi servirait-il de les vouloir dissimuler? Elles sont tellement visibles, et se trahissent si clairement à travers son œuvre! Et d'ailleurs, elles ne lui sont pas étroitement personnelles. Partagées par les esprits les plus affranchis de son temps, par Luther, par Érasme par Mélanchthon lui-même, elles ne peuvent l'amoindrir. Nous devons estimer comme une bonne fortune historique, au contraire, qu'il ait ajouté sur ce point le témoignage de son art au témoignage écrit de ses contemporains.

En la première moitié du XVIe siècle, l'Italie était absolument dégagée des terreurs légendaires que le catholicisme avait jetées dans les âmes, de ces appréhensions, de ces imaginations de supplices éternels dont l'Enfer de Dante reproduisait et formulait l'épouvante. L'art italien est déjà et pleinement un art païen, uniquement préoccupé de la beauté des formes, de la beauté de l'expression, et nullement de traduire la sincérité du sentiment religieux, sincérité bien affaiblie alors, sinon tout à fait perdue.

Dans le Nord, il n'en est pas de même. La question religieuse, à cette même date, comme auparavant, comme depuis, y domine toutes les autres dans l'ordre intellectuel. Elle se traduit et s'impose par ce grand mouvement de la réformation, qui agite et préoccupe toutes les consciences. L'homme septentrional n'avait point la complaisante et tolérante et sceptique indifférence de l'Italie en matière religieuse; il ne pouvait l'avoir, en raison même du génie réfléchi, pieux, mystique même, qui est particulier à l'Allemagne. Hardi jusqu'à l'audace, jusqu'à la révolte en ces questions de réforme, il restait cependant sous le poids de cette terreur et en même temps de cet amour du surnaturel, qui, au moyen âge, avait écrasé et comme annihilé l'individu moral. Luther, exprimant l'état des esprits autour de lui, peut protester violemment contre les dogmes catholiques, contre les légendes divines; mais sa raison abdique toute indépendance dès qu'il s'agit des légendes inférieures, dès qu'on parle du diable.

Le diable est aux XIVe et XVe siècles le véritable maître des intelligences. La crainte du diable les domine plus sûrement que la crainte de Dieu. La légende d'amour et de bonté est bien pauvre en comparaison de la légende cruelle où sont recueillis tous les mauvais tours que Satan joue à l'espèce humaine. Ouvrez les œuvres de Luther, lisez sa vie, vous serez surpris du rôle important que le diable y a pris. Satan commente avec lui et contre lui la Bible et les conciles; la discussion s'animant parfois à ce point que Luther, un jour, à bout d'argumens, lui jette son écritoire à la figure. On raconte à sa table, par centaines, des histoires de démons, de vampires, de sorciers, de possédés, de succubes et d'incubes. Il voit le diable partout, il le reconnaît dans les mouches qui se posent sur sa Bible ou sur son nez, il le retrouve même à l'intérieur des noisettes. A maintes reprises, il affirme l'existence et la puissance de cet ennemi du genre humain. « Le 15 janvier 1539, on parla de la grande sécurité dont on jouissait dans ces derniers temps. Et le docteur Martin Luther dit : « Ah! l'on ne doit pas se regarder comme si tranquille, car nous avons un grand nombre d'ennemis et d'antagonistes déchaînés contre nous; ce sont les diables, dont la multitude est telle qu'il n'y a pas moyen de les compter; et ce ne sont pas seulement des diables qui sont enchaînés dans l'enfer, mais des diables qui sont à la cour et près des princes et qui depuis très longtemps sont bien habiles; ils ont une pratique et une expérience de cinq mille ans. Satan a mis sans relâche tout son pouvoir en œuvre pour tenter et tromper Adam, Mathusalem, Énoch, Noé, Abraham, David, Salomon, les prophètes, les apôtres, Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même et tous les fidèles. »

Ailleurs, après maints récits de meurtres, de suicides, d'actes de

nécromancie suggérés par le diable, Luther ajoute : « Vraiment ce ne sont pas là des histoires oiseuses et inventées à plaisir pour faire peur aux gens ; ce sont des récits effroyables et non des enfantillages, comme les appellent les épicuriens. Prions donc, mettons notre confiance en Dieu, et craignons d'avoir le diable pour hôte. Il est beaucoup plus près de nous que nous ne l'imaginons (1).

La jeunesse d'Erasme avait été nourrie de pareilles terreurs, de miracles aussi édifians, de symboles non moins enfantins. On lui racontait tantôt l'histoire d'un voyageur fatigué qui s'était assis sur un serpent, le prenant pour un tronc d'arbre ; le serpent s'éveilla, et tournant la tête dévora le voyageur. « Ainsi le monde dévore les siens. » Une autre fois, c'était un homme qui était venu visiter un monastère ; on l'invite à s'y fixer, il refuse ; à peine sorti, il rencontre un lion qui le mange. Notre croquemitaine n'est pas plus puéril. Enfin, Erasme rapporte dans une de ses lettres qu'une nuée de puces s'abattit un jour sur sa maison de Fribourg et l'empêcha de dormir, de lire et d'écrire. « On disait dans le pays que ces puces étaient des démons, ajoute M. Nisard dans sa belle étude sur Erasme. Une femme avait été brûlée quelques jours auparavant pour avoir, quoique mariée, entretenu pendant dix-huit ans un commerce infâme avec le diable. Elle avait confessé entre autres crimes que son amant lui avait donné plusieurs grands sacs pleins de puces pour les répandre par la ville. Erasme, qui raconte ce fait à ses amis, n'est pas très éloigné d'y croire. » Déjà dans une autre circonstance, mis en danger de mort par le mauvais régime et les chambres malsaines du collège Montaigu, Erasme avait attribué sa guérison à la protection de sainte Geneviève.

Il est inutile, je pense, de démontrer plus longuement quel empire le surnaturel, et particulièrement le diable, exerçait sur les intelligences de ce temps. En tous lieux, la pensée du diable hante le cerveau de l'homme. Ami ou ennemi, celui-ci le voit partout : aux carrefours tortueux des villes, aux murs des cimetières, au tournant du chemin, au clocher des églises, au toit des couvens, il se glisse partout ; homme de guerre ou d'étude, dans le cloître ou dans les mêlées, chacun en est affligé, tourmenté de toutes parts et obsédé. Tel le défie, tel l'évoque, tel le maudit, tel l'adore ; tous en ont peur et tremblent en pensant à lui. Comment Albert Dürer aurait-il échappé à la loi commune qui courbait toutes les intelligences sous son effroyable despotisme ? N'oublions pas que l'origine hongroise du maître pesait sur lui dans le même sens et comme une double fatalité. Il avait été assurément bercé au récit des superstiti-

(1) *Les Propos de table de Martin Luther.*

tieuses terreurs si vivantes, même de nos jours, au bord du Danube. Aussi voyons-nous le diable dans son œuvre revêtir les formes les plus hideuses que l'imagination humaine surexcitée ait pu inventer. Il parcourt l'échelle entière de la création et adopte les combinaisons les plus étranges dans ses métamorphoses, dont on ne saurait dire le nombre.

Dans son excellente *Histoire du diable*, M. Ch. Louandre a décrit quelques-unes de ces incarnations bizarres. On les retrouve toutes dans Albert Dürer. « Homme informe et inachevé, nain ou géant, il est ridé, velu, aveugle comme les taupes, noir comme les forgerons barbouillés de suie; il a des griffes comme les tigres, des crocs comme les sangliers; il se change, au gré de ses caprices, en ours, en crapaud, en corbeau, en hibou, en serpent, car il aime cette forme qui lui rappelle sa première victoire... Quelquefois aussi, à en croire le démonographe Psellus, il se montre couvert d'écailles comme les poissons, et il respire comme eux en absorbant l'air par ses écailles. » Tantôt il prendra la figure d'un spectre pour effrayer le pécheur, tantôt pour l'exciter au péché, il empruntera à la femme sa beauté, ses séductions, ses grâces. Puériles dans leur expression écrite, ces créations acquièrent dans l'œuvre du maître une étrange intensité de vie. D'ailleurs, s'il est vrai, comme l'a dit Michelet, qu'au XVIe siècle le diable, le juif et le Turc ce fût tout un pour les peuples du Nord, ces terreurs n'étaient que trop fondées surtout à l'égard du Turc dont les invasions s'avançaient sur l'Europe d'un mouvement périodique et irrésistible. « Tel y voit le démon et soupçonne que cette engeance n'est rien que le diable en fourrure d'homme. » N'est-ce pas l'opinion de Luther s'écriant : « Ce n'est pas sur nos murailles ni sur nos arquebuses que je compte pour repousser les Turcs, c'est sur le *Pater noster*. » Je n'en doute pas, c'est l'horreur des cruautés atroces exercées par les Turcs sur leur passage qui inspirait à Albert Dürer son *Martyre de dix mille chrétiens sous Sapor II, roi de Perse*, tableau placé aujourd'hui dans la galerie de Vienne. En tous cas, ce qui est certain, c'est que le juif, le Turc, et le diable occupent la meilleure part de son œuvre.

VI.

Mais cet œuvre est si vaste que le maître, à côté de ces sombres créations, a pu dans leur douceur exprimer les légendes chrétiennes; il l'a fait notamment dans la *Vie de la Vierge*, et cependant, malgré l'intérêt qui s'attache à la suite et à l'unité des sujets, je vais de préférence aux petites *Vierges* isolées, gravées sur cuivre avec

une souplesse de main tout à fait merveilleuse et une suavité d'expression des plus touchantes.

Les cheveux, cette exquise beauté de la femme, sont en ces planches traités avec amour. Tantôt ils se répandent, sans ornement, en longues nappes sur les épaules de la Vierge. Tantôt, fins et flottans, pénétrés des lumières de l'auréole, ils sont fixés par un fil de perle ou chargés d'une couronne somptueuse, couverte de pierreries et d'ors étincelans. La Vierge est le plus souvent assise dans la campagne, sur un banc, sur une pierre, au pied d'un arbre ou d'une haie rustique, entourée de végétations aimables. Elle donne le sein à l'Enfant ou l'amuse avec quelque fruit, quelque animal léger et soumis ou comique en ses caprices, souvent un oiseau, parfois un singe. Toujours naïve et tendre, en ces compositions, la Vierge y apparaît rarement ornée de la beauté symétrique et correcte tant recherchée par les Italiens. Elle n'a guère, — et j'en suis plus touché en un tel sujet, — que l'exceptionnelle beauté attachée à l'expression morale.

Albert Dürer, qui fait preuve d'une si rare puissance d'invention et de poésie dans ses ouvrages, ne s'écarte pas un instant de la réalité. Dans la réalité quotidienne, et là seulement, il puise les élémens qu'il combine sans les altérer et dont il se sert, ainsi combinés, pour traduire son idéal intérieur. Aussi trouvons-nous dans son œuvre non-seulement tous les sentimens qu'il partageait avec les hommes de son temps, mais aussi une perpétuelle révélation des mœurs publiques ou familières de ses contemporains, en même temps que l'image exacte du décor où ils se mouvaient. Il a montré la dure chevalerie, formidable en ses armures éblouissantes, impassible à travers les périls; il a montré de même le peuple en ses misères et aussi en ses joies bruyantes. Humbles manans, bourgeois placides, seigneurs farouches, cavaliers élégans revivent là sous nos yeux. Voici les intérieurs somptueux et les intérieurs misérables. Voici des chocs d'armée au pied des hauts remparts, des forêts de lances oscillant sous le vent des boulets de pierre partis des canons énormes. Ici, il peindra l'amour lascif; là, le chaste amour; plus loin, les douces causeries de la dame et du page errant par la campagne, au bord des cours d'eau, à courte distance des villes aux silhouettes fantasques, à l'ombre des châteaux-forts qui découpent leurs profils aigus dans des ciels mouvementés et animés d'une beauté spéciale inconnue au Midi, réservée à nos climats du Nord, la beauté sans égale des nuées amoncelées, nageant par continens dans l'infini. A côté du squelette hideux et menaçant, auprès des laideurs symboliques qu'il sut faire si belles, en regard de ces rêveuses allégories difficilement explicables, mais qui agissent sur l'imagination si

fortement, Albert Dürer, parfois aussi, a cherché la pure beauté plastique à la façon des anciens, mais il n'a pu la faire inexpressive; témoin un admirable Apollon tendant son arc, modèle de force, d'élégance, d'intelligence profonde et comme attristée.

Son génie a parcouru le cercle des conceptions humaines et les a interprétées avec une égale supériorité, avec une égale aisance, depuis les mystiques exaltations du solitaire de Pathmos jusqu'aux scènes domestiques empruntées aux mœurs populaires.

Son talent comme dessinateur reposait sur une forte base d'études scientifiques dont, avant tout autre, il a compris et justifié la nécessité. Aussi a-t-on pu dire qu'il était le premier de tous les artistes connus par la variété et la solidité de son éducation technique. Dans le plus grand nombre de ses compositions, l'élément graphique domine, je veux dire le trait manié avec une souplesse de main sans égale, se jouant des procédés les plus opposés, obéissant aux caprices les plus extraordinaires d'une imagination inépuisable. Néanmoins, dans plusieurs de ses cuivres, dans le *Saint Jérôme au désert* et dans certaines de ses aquarelles, il a révélé un sentiment très remarquable de la couleur, de ses harmonies, de ses richesses, de ses contrastes, un calcul savant, mais plutôt encore inné et naturellement habile, des tons et des valeurs : beautés d'art qui s'adressent à d'autres facultés de jouissance esthétique que ne fait le trait ou dessin proprement dit. De l'application magistrale de ces qualités exquises et de ces dons naturels, dirigée par une des plus grandes imaginations poétiques que le monde de l'art ait enfantées, est sorti cet œuvre immense, si profond et si émouvant, sur lequel les circonstances extérieures, l'action d'une femme et l'action d'un siècle, ont jeté un voile de tristesse, de mélancolie qui rend cet œuvre plus cher encore aux hommes de notre génération.

Peut-être dira-t-on que je me suis exagéré dans la vie de l'artiste l'importance de ses chimères, de ses terreurs superstitieuses, de ses entraînemens vers la réforme, de ses retours à la foi, de ses anxiétés, des angoisses causées par le défaut de sécurité morale et matérielle du temps où il vécut, — que tout cela, l'eût-il éprouvé, est étranger à son art, — qu'Albert Dürer, comme l'eût fait une machine à dessiner très supérieure, traduisait tout simplement et sans émotion d'aucune sorte les scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament et les sujets pittoresques qui passaient sous ses yeux, — qu'il ne chercha dans les livres sacrés que des motifs de composition, comme le font nos peintres aujourd'hui en quête de prétextes par lesquels ils soient autorisés à peindre le nu avec une certaine noblesse et qui ne les trouvent que dans la mythologie grecque ou chrétienne. Eh bien! quoique la tendance évidente de quelques

esprits de ce temps-ci n'aille à rien moins qu'à séparer l'homme de l'artiste, tout en moi, après l'examen approfondi de l'œuvre des maîtres, proteste en ce qui les concerne contre de telles doctrines, et notamment en ce qui touche Albert Dürer. Mais cette négation des participations actives de l'âme et du cœur à l'œuvre d'art fût-elle juste, je ne serais pas ébranlé dans mon admiration, bien moins encore dans mes impressions. Peu importe, dirais-je, qu'Albert Dürer n'ait pas analysé ses doutes ni ses douleurs; qu'il n'ait pas voulu sciemment les transporter dans son art et par lui les transmettre aux autres hommes; son témoignage, pour être naïf et inconscient, n'en a que plus de force et n'en est que plus vrai. Si son œuvre contient encore aujourd'hui une telle puissance d'émotion, c'est donc que l'âme du maître était bien pénétrée de cette émotion même. Un fait d'ailleurs prouve jusqu'à l'évidence qu'il avait conscience et qu'il possédait, outre les facultés spéciales de l'artiste, les facultés de sentiment et de jugement. N'a-t-il pas gravé de sa main, au beau milieu d'une de ses pages les plus étonnantes, d'une de ses plus saisissantes créations, ce mot si grave et si éloquent : *Mélancolie?*

Mélancolie, c'est bien le mot qui résume sa vie et son œuvre, qui en affirme la signification. C'est pourquoi, si la tristesse est l'état habituel de votre âme, si vous devez vous éloigner des grands symboles de mélancolie, détourner vos regards des vastes espaces, des ciels et des mers sans fond, vous garder des visions voisines de l'infini que quelques hommes ont rapportées de l'abîme où ils avaient plongé; en cet état où l'âme humaine est sujette au vertige, fermez l'œuvre de Beethoven, fermez l'œuvre d'Albert Dürer. Si, au contraire, la tristesse en vous n'est qu'accidentelle, vous pouvez le parcourir, cet œuvre, et l'étudier sans danger. Dès que le mal n'est pas profond, il est soulagé aussitôt qu'il est connu. On pourra donc trouver un certain apaisement à cette maladie morale, la mélancolie, en la contemplant dans l'action où l'a déployée et retournée sous toutes ses faces le maître de Nuremberg. Mais, — et ce sera ma dernière parole, — la pensée du grand artiste est contagieuse, les blessés et les tristes veilleront à ne pas s'y attarder.

ERNEST CHESNEAU.

LA

NOUVELLE SERBIE

I. *Slaves du Sud ou le peuple serbe*, par Iankovitch et Grouïtch; Paris, 1880, Franck. — II. *Les Serbes de Hongrie;* Prague et Paris, 1873, Maisonneuve. — III. *La Serbie*, par Saint-René Taillandier; Paris, 1872.

Le traité signé à Berlin, le 13 juillet 1878, pour le règlement définitif de la question d'Orient, a été l'occasion de critiques injustes. On eût sans doute voulu que les représentans des grandes puissances chargés de le rédiger eussent d'emblée contenté des nationalités divisées depuis des siècles par des rivalités de race et des dissidences religieuses. C'était assurément trop exiger de l'habileté diplomatique et, à coup sûr, trop attendre de la sagesse humaine. Bon ou mauvais, provisoire ou définitif, il faut cependant reconnaître que ce traité tant décrié a prévenu la plus affreuse conflagration qui ait jamais menacé l'Europe. N'est-ce donc rien? N'est-ce pas un fait considérable?

On a prétendu encore que des bords de la Save aux rivages de la Mer-Noire, du Danube à l'Adriatique, des monts Balkans à l'Olympe, les peuples s'agitaient et se disposaient à s'entre-égorger malgré la volonté bien arrêtée de l'Europe de les en empêcher. Rien n'est moins exact, car, après quelques velléités menaçantes de résistance, on a vu les principautés dépossédées ou peu satisfaites définitivement se résigner. La Turquie, puissante encore par le fanatisme de ses sujets, la Turquie, la plus dépouillée dans cette affaire, s'est, de son côté, complètement soumise, sachant bien qu'elle n'était plus supportée, selon les propres expressions de la Russie et de l'Angleterre, que par la plus regrettable des nécessités.

Quant aux peuples dont les aspirations légitimes se sont trouvées jusqu'à un certain point réalisées, nous les voyons se constituer chaque jour à leur manière; les uns, en se donnant le luxe d'une royauté, les autres, moins jeunes, en réclamant de nous de sages conseils et des capitaux. Encore quelques années et la prospérité de cet Orient Nouveau, comme on l'a justement appelé, vengera la diplomatie de 1878 des reproches qui lui ont été trop vite adressés.

Ces développemens de nationalités récemment formées, les destinées de la Grèce, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Serbie, l'avenir d'autres principautés ou royaumes auxquels la France est plus ou moins directement intéressée, méritent d'être suivis avec une sympathique attention. La grande part que la France a prise aux conférences de Berlin nous en fait une loi.

Dès aujourd'hui, nous nous occuperons de la Serbie. Son indépendance, reconnue par le traité de 1878, a été moins la consécration officielle d'une situation depuis longtemps acquise qu'un juste hommage rendu à son peuple, petit en nombre, grand en héroïsme. Loin, en effet, d'amoindrir le territoire des Serbes, le traité de Berlin l'a considérablement agrandi. Il y a plus. Les garanties de toutes sortes qu'offre la principauté lui vaudront bientôt l'avantage d'être sillonnée par des chemins de fer dont elle était tout à fait dépourvue, chemins de fer qui, par l'Adriatique, la relieront à l'Orient, et, par l'Autriche-Hongrie, aux réseaux des lignes européennes. Des hommes éclairés, toujours à l'affût d'améliorations heureuses et de projets utiles, pensent même que l'ouverture de ces nouvelles voies doit encore raccourcir de quelques jours le trajet déjà si rapide de la malle des Indes.

Il y a dans l'ensemble de ces combinaisons futures, unies à des faits depuis longtemps acquis, la matière d'une étude qu'il nous semble intéressant et utile d'entreprendre ici.

I.

Les Serbes, qui, au VIIe siècle, quittèrent les Carpathes orientales et la Russie-Rouge pour venir camper dans les régions occupées encore par eux aujourd'hui, ne possédaient point de frontières beaucoup plus étendues que celles de leur principauté actuelle. A cette époque, leur territoire avait pour limites : au nord, la Save et le Danube; à l'est, la Morava, l'Ibar et la ville de Novi-Bazar; au sud, la ville de Skadar et le Boljana; à l'ouest, les montagnes s'étendant entre l'embouchure de la Cettina et les Urbas et celles qui séparent le bassin des Urbas de celui de la Bosna. Ils étaient du

reste libres de s'avancer tout à leur gré vers le nord, où ils rencontraient d'autres peuples de même race, mais ils ne pouvaient aller vers Constantinople, où veillaient les empereurs d'Orient (1).

Le schisme du patriarche Photius, qui, au IXe siècle, sépara l'église d'Orient de l'église d'Occident, divisa malheureusement les populations slaves du Sud. Les Croates restèrent fidèles à leurs anciennes croyances, c'est-à-dire à l'église romaine; mais les Serbes, se souvenant mieux de leur origine orientale, aspirant peut-être à jouer plus tard un grand rôle à Constantinople, embrassèrent la nouvelle doctrine avec une ardeur qui ne s'est jamais refroidie. La noblesse serbe se mit à la tête de l'opposition contre les papes, et la pression que Rome chercha à exercer sur le clergé en voulant faire supprimer la liturgie slave pour faire prévaloir la liturgie latine, ne fit qu'accentuer plus profondément la séparation.

Ce qu'il y a d'étrange, à cette époque où les prédicateurs musulmans disputaient à la religion chrétienne les peuplades de l'Orient, c'est de voir une nouvelle fraction de la famille serbe se détacher pour embrasser l'islamisme lorsque rien ne l'y contraignait. Nous ne parlons pas des Bosniaques (les Serbes musulmans d'aujourd'hui, qui ne changèrent de religion que pour se soustraire au pal), mais des Bulgares. Fatale séparation qui, jointe à celle des Croates, a sans nul doute empêché les Serbes de jouer plus tôt en Orient le grand rôle auquel ils semblaient appelés, et auquel ils s'essayèrent, du reste, quelques siècles plus tard, sous le règne de leur grand roi Stéfan Douschan.

On ne sait pas grand'chose de l'histoire de la vieille Serbie. Cependant il est avéré que, dès le XIe siècle, les Serbes chassèrent les Byzantins qui voulaient les dominer et qu'ils les écrasèrent dès que ces derniers se montrèrent sur leurs frontières. A l'époque des invasions asiatiques, dirigées par Gengis-Khan, lorsque les Russes se

(1) Le peuple serbe était réparti en 1873 de la manière suivante :

Principauté de Serbie, déduction faite de 110,000 Roumains.	1,140,000
Montenegro (Cerna Gora)	200,000
Herzégovine	227,000
Bosnie	780,000
Novi-Bazar	120,000
Hongrie, Croatie, Slavonie	1,000,000
Dalmatie et Istrie	425,000
Ensemble.	3,892,000

Si, à ces chiffres, on ajoute 6,000,000 de Bulgares, 1,350,000 Croates et 1,210,000 Slovènes, on trouve que le nombre des Slaves du Sud seulement était en 1873 de 12,452,000 individus. Il a dû considérablement augmenter depuis.

soumettent aux Mongols, que les Polonais se rapprochent de nous pour leur échapper et que les Tchèques en font autant, les Serbes, seuls, restent libres et indépendans. Dès que l'avant-garde des terribles hordes fait son apparition sur leur territoire, ils se lèvent, menaçans, et, devant leur attitude résolue, les barbares disparaissent. Au commencement du XIVe siècle, il n'y a pas dans toute la péninsule illyrique un état plus solidement constitué que la Serbie. Effrayé de son voisinage, Jean Cantacuzène pousse contre elle les Turcs Osmanlis. Le roi serbe Douschan les battit et s'empara peu à peu de la Macédoine, de la Bosnie, de la Bulgarie, formant ainsi un royaume qui s'étendait de Belgrade à Janina et de la mer d'Ionie à la Mer-Noire. En 1347, il était à Raguse, où chacun l'acclamait protecteur de l'Europe. C'est sans doute en raison de ces victoires qu'il fut surnommé Douschan le Fort.

Nous sommes à l'époque la plus glorieuse de la Grande-Serbie, au moment où sans un événement imprévu et à jamais regrettable pour la civilisation, elle eût rempli avec éclat un rôle intermédiaire et en quelque sorte providentiel entre l'Orient et l'Occident. Le roi des Serbes, Douschan le Fort, plein de mépris et de colère pour Cantacuzène, qui le trahissait, et dont l'empire affaibli était en proie à des compétitions funestes, Douschan le Fort, disons-nous, prévoyant que les Turcs de l'Asie-Mineure allaient bientôt envahir l'Europe, résolut de les refouler ou de périr à l'œuvre s'il ne pouvait y réussir. Il forma le projet de chasser les musulmans des bords de la Mer-Noire, d'exiler les deux prétendans, Cantacuzène et Paléologue, en un mot, de prendre triomphalement leur place sur le trône d'Orient et de se faire couronner empereur à Constantinople. Il se mit en marche au commencement de l'année 1356, se dirigeant sur le Bosphore à la tête d'une magnifique armée de quatre-vingt mille hommes parfaitement organisés et habitués à vaincre. Tout à coup, au village de Djavoli, le héros serbe se sent saisi par la mort. Il meurt après quelques jours de fièvre et de délire, le 18 janvier. A la nouvelle de cette catastrophe, l'armée d'invasion rebroussa chemin, emportant avec elle dans les plis d'un drapeau la dépouille mortelle de son chef.

Selon toute probabilité, Douschan le Fort se fût emparé de Constantinople, et alors, — au lieu de voir régner dans cette magnifique capitale de l'Orient pendant de longs siècles le fatalisme oriental qui tue le progrès, au lieu des massacres horribles qui ont signalé la présence des Turcs sur le continent européen depuis qu'ils y firent leur apparition, de 1357 jusqu'à nos jours, — on eût vu se fonder dans la cité de Constantin un grand empire serbe, qui serait, à n'en point douter, devenu l'émule des grands empires d'Occident.

Ce ne fut pourtant que trente-neuf ans après la mort de l'empereur Douschan que les Turcs, ayant mis la main sur Adrianople, Philipopoli, et subjugué les Bulgares, songèrent à dominer la Serbie. Amurad Ier, successeur de Orcan, lequel, quoique musulman, avait épousé la fille de Cantacuzène VI, empereur de Byzance, vint avec son armée camper à Kossovo, en plein territoire serbe. De jeunes captifs chrétiens convertis à l'islamisme et portant le titre de janissaires figurèrent pour la première fois dans les rangs de cette armée.

Le tsar Lazare régnait alors en Serbie. Il se porta à l'encontre de l'ennemi avec tout ce que l'état serbe contenait d'hommes valides. Hélas! malgré des efforts héroïques, malgré le dévoûment d'un voïvode du nom de Miloch Obivilich, qui, pénétrant sous la tente du sultan, l'égorgea au milieu de son armée, les Serbes furent vaincus. Le tsar Lazare, fait prisonnier, eut la tête tranchée. Les conséquences d'un tel désastre, on les devine. L'empire de Douschan disparut. L'esclavage, un esclavage hideux, pesa désormais sur les Serbes. Pendant plus de quatre cents ans, la nuit se fit sur leur pays: les Turcs y régnaient.

Des forêts impénétrables, une indépendance toujours assurée dans des montagnes inaccessibles à l'ennemi, de sombres monastères où se transmettait de générations en générations le plus pur patriotisme, sauvèrent heureusement les Serbes de la mort politique et morale. Le désastre terrible de Kossovo resta gravé dans leur mémoire; il fut mis en vers populaires, et cette poésie psalmodiée dans de mystérieuses réunions, loin des Turcs oppresseurs contribua beaucoup à perpétuer chez ce peuple infortuné le souvenir de son ancienne puissance. A la fête du saint qui protège en Serbie chaque village et chaque famille, des parens éloignés, des amis accouraient; dans ces réunions intimes on parlait longuement et religieusement des gloires et des malheurs de la vieille Serbie... Selon que les chants avaient pour motif des triomphes ou des défaites, les vieillards poussaient des cris de joie ou faisaient entendre des plaintes. Les femmes et les enfans pleuraient quand l'épisode de Kossovo, accompagné de la *gouslé*, était lentement chanté par une voix triste et émue.

Les Turcs, méprisant trop les vaincus pour faire opposition aux croyances religieuses, permirent aux malheureux Serbes de conserver leur organisation ecclésiastique, d'élire leurs évêques et leurs patriarches. Un pacha, un cadi et un évêque grec, venus de Constantinople, représentaient la puissance ottomane en Serbie. Il y venait aussi des soldats, des janissaires ayant droit à la dîme et à des corvées de plus de cent jours. C'était pour ces farouches vain-

queurs que les paysans labouraient les terres ou élevaient d'innombrables troupeaux. Quand des bandes de Turcs armés faisaient inopinément irruption dans un village serbe, il fallait leur livrer des femmes, les plus jeunes, les plus pures. Un aga, celui de Roudnich, surnommé « le Taureau, » est resté célèbre par ses débauches. Accompagné d'une suite nombreuse, ce fonctionnaire visitait chaque jour un village nouveau. A son arrivée, les habitans, hommes, femmes et filles, avaient ordre de se réunir sur la place publique. Après examen, trois des plus belles vierges étaient conduites par des soldats dans la maison qui servait de résidence au terrible aga. Dès ce moment, le village recevait l'ordre de danser et de chanter pendant toute la durée de l'orgie. On se doute bien que les serviteurs ne manquaient pas d'imiter leur maître. Si des pères, des frères, des fiancés, osaient, exaspérés, se plaindre de ces attentats, le supplice du pal leur était appliqué. D'autres, conduits à Belgrade, jetés dans la fameuse prison de Nebvicha, y périssaient dans les privations et les tortures. Peu de ces infortunés sortirent vivans des souterrains de cet horrible charnier, où, d'après les chansons populaires des Serbes, « on avait de l'eau jusqu'aux genoux, des entassemens d'os humains jusqu'aux épaules, et où les serpens pullulaient. »

Fréquemment, des Serbes indignés de voir outrager leurs femmes ou leurs fiancées, saisissaient dans un accès de rage une cognée de bûcheron, fendaient la tête aux musulmans. S'emparant des armes de ceux qui tombaient ainsi sous leurs coups, ils s'enfuyaient dans les forêts, où ils trouvaient d'autres fugitifs comme eux et n'ayant qu'un sentiment, la haine du Turc. Les fuyards étaient dès lors appelés *haïdouks* ou brigands, mais brigands respectés comme des héros par les populations opprimées. Leur règle, strictement observée, mérite d'être connue. La voici dans son énergique simplicité : « 1° Le devoir naturel, la mission commune des haïdouks, est la poursuite des oppresseurs de la patrie, de la religion, de ce qui est serbe. — 2° Ils doivent mourir plutôt que de se rendre aux Turcs ; s'ils sont surpris et faits prisonniers, ils doivent expirer sur le pal sans proférer de cris. — 3° Poursuivre les oppresseurs, sans repos, gagner seulement pour vivre et vivre librement dans la probité, la bravoure, tel est l'esprit des haïdouks. — 4° Les haïdouks agissent chacun pour tous et tous pour chacun. — 5° Conséquemment, il est du devoir de tout haïdouk de conserver le souvenir de leurs camarades tués, de les venger, serait-ce même au neuvième degré, sur les descendans de l'auteur du crime. — 6° Chaque groupe a son chef auquel les membres de ce groupe doivent obéissance. — 7° Si un groupe est contraint de se séparer pour

aller passer la saison rigoureuse chez des amis secrets, les membres de ce groupe doivent être revenus au printemps dans le lieu ordinaire de leur résidence (1). »

Chaque fraction d'haïdouks avait sa forêt à elle. Les membres d'un groupe se rendaient en nombre ou individuellement dans des contrées parfois très éloignées, là où un village opprimé ou une vengeance à tirer d'une injure réclamait leur présence. Ainsi, quoique la ville de Belgrade ne fût plus, grâce à l'incurie turque, qu'un monceau de ruines où les musulmans seuls se montraient, le peuple serbe, grâce à ses vaillans haïdouks, entretenait dans les hautes forêts, dans les montagnes, au fond des vallées solitaires, à l'ombre des monastères, un sentiment opiniâtre de révolte uni au souvenir de ses anciens héros et des années glorieuses de la patrie. C'est pour cela que ni la barbarie ottomane, ni d'horribles misères, ne purent altérer sa foi ardente dans un meilleur avenir. On l'a dit avec raison : sans cette foi précieuse, Kara-George, que nous allons voir apparaître, et Milosch, dont un des descendans règne aujourd'hui encore en Serbie, auraient pu être des chefs de bande, mais non des chefs de nations. Un jour vint pourtant où toutes les colères, toutes les fureurs des opprimés éclatèrent, écrasant sous une avalanche de haines les lâches qui avaient ulcéré tant de nobles cœurs. La Serbie va enfin se relever de sa défaite de Kossovo, comme tant d'autres états se sont relevés des leurs ; elle aura désormais cette solidité que lui a valu son unité nationale, religieuse et morale, cette force qui s'inspire de l'espoir d'un avenir meilleur, et qui lui fera obtenir, quand s'élaborera le traité de Berlin de 1878, avec la reconnaissance solennelle de son indépendance, une augmentation de territoire.

C'est en 1804 qu'éclata, au printemps, la grande révolution. Tout d'abord, il est bon de dire que des Serbes émigrés en Autriche avaient déjà essayé leurs forces en combattant les Turcs sous le drapeau des Habsbourg. Des laboureurs, des pâtres, s'unissant aux vaillans haïdouks, étaient entrés avec les Autrichiens à Belgrade en 1789. Comme cela arrive souvent, l'ingratitude fut le prix du sang versé : le traité signé à Sistova le 4 août 1791 rétablit le *statu quo ante bellum*, c'est-à-dire que Belgrade et ce qui avait été conquis de la Serbie par les alliés fut remis aux mains des Turcs.

Le sultan Sélim voulut, il est vrai, à cette époque détruire le vieux système oppressif ottoman et donner aux territoires placés sous sa domination des lois plus libérales. On sait qu'il y échoua d'une façon complète. Malgré ses ordres et une bonne volonté dont l'histoire doit lui tenir compte, les troupes turques continuèrent à

(1) *Slaves du Sud*, par Iankovitch et Grouïtch ; Paris, 1873.

traiter les territoires chrétiens en pays conquis. Les infortunés Serbes, éloignés les uns des autres, égorgés au moindre mouvement de révolte, étaient de plus en plus paralysés par la terreur. Un jour pourtant, quelques-uns des knèzes (notables) de la montagne se réunissent dans un cloître et rédigent une supplique indignée à Sélim; l'un d'entre eux se charge de la porter à Constantinople. « O toi, notre tsar, lui écrivent-ils, sache que les janissaires nous ont tout arraché, jusqu'à nos vêtemens et que nous en sommes réduits à nous couvrir d'écorces d'arbres. Et les brigands ne sont pas satisfaits, il faut que notre âme devienne aussi leur proie, il faut qu'ils nous prennent notre religion et notre honneur. Pas un mari n'est assuré de garder sa femme, pas un père sa fille, pas un frère sa sœur. Couvens, églises, nos moines et nos popes, rien de ce qui est sacré n'est à l'abri de leurs outrages. Si tu es notre tsar encore, lève-toi et délivre-nous des méchans. Si telle n'est pas ta volonté, fais-nous-le savoir; alors il ne nous restera plus qu'à nous enfuir tous dans les montagnes ou à nous jeter la tête la première dans nos fleuves et dans nos torrens. »

Malheureusement pour les Serbes, les prières des knèzes furent entendues, et le sultan Sélim eut la naïveté d'écrire aux janissaires ce qui suit : « Si vous ne changez de conduite, j'enverrai contre vous une armée, non pas une armée turque, puisqu'il est défendu aux croyans de combattre des croyans, mais une armée d'une autre race et d'une autre religion, et il vous arrivera ce qui jamais n'est arrivé aux Osmanlis. »

Les janissaires comprirent et ne comprirent que trop bien; ils se dirent avec raison que cette armée d'une autre race et d'une autre religion ne pouvait être composée que de Serbes auxquels leur sultan allait donner des armes. Pour des bandits turcs, il n'y avait en cette occurrence qu'un parti à prendre : exterminer traîtreusement ceux dont on les menaçait. Ainsi fut-il fait. Mais comme ils ne pouvaient égorger en un seul jour toute une nation, ils assassinèrent à une date fixée d'avance, comme dans une Saint-Barthélemy, tous les chefs de villages, de familles, de communautés, en un mot, ceux qui jouissaient de quelque autorité morale.

Au village de Topola, dans la Schoumasia, la plus grande province de la vieille Serbie, vivait un robuste porcher du nom de Kara-George ou George le Noir, en serbe Tserni-George. Il s'était battu avec les Autrichiens, en 1789, contre les Turcs, dans les corps francs. Kara-George, taillé en colosse, taciturne, était sujet à des éclats de terrible colère, les janissaires le craignaient et l'avaient désigné un des premiers à leurs coups. Au moment où la horde des assassins fit irruption dans Topola, Kara-George rassemblait ses nombreux trou-

peaux pour fuir et conduire son bétail en Autriche. Il abandonne tout, réunit quelques compagnons et s'élance dans la montagne, où se trouvent déjà d'autres fuyards d'une valeur égale à la sienne. C'était tout ce qu'il lui fallait pour commencer la résistance, car aussitôt, d'après ses ordres, partent des émissaires dans toutes les directions. « Allez proclamer dans les villages, leur dit-il, que tout homme capable de tenir un fusil doit se hâter de venir à nous. Emmene les femmes, les vieillards, les enfans. Si quelqu'un s'y refuse, qu'on l'entraîne ! »

Et, en quelques jours, la Serbie entière s'est levée. Faux et fusils à la main, popes, paysans, haïdouks, veulent être libres ou périr. C'est la revanche de Kossovo, la revanche tant désirée qui s'apprête. Quant à l'Europe, elle ne donne aucune attention à ce soulèvement d'un petit peuple contre un des plus grands empires, car le nom de Napoléon la remplit de terreur en ce moment : Anglais, Russes, Allemands ont bien d'autres soucis en tête.

La lutte dura dix ans : de 1804 à 1814. Pendant que Kara-George mettait le siège devant Belgrade, deux autres patriotes serbes, Nenadovitch dans la Koloutara et Milenko dans la Morava, attaquaient les forteresses de Schabatz et Poschaveratz. Toutes les deux se rendirent bientôt, et Schabatz la première, grâce au dévoûment héroïque des haïdouks chargés de défendre le couvent de Tschokchina. Comme les Spartiates aux Thermopyles, ces braves gens se firent tuer jusqu'au dernier afin de laisser le temps à leurs compagnons d'entrer dans Schabatz. A la bataille de Mischar, trente mille Bosniaques, des Serbes, hélas ! de la vieille Serbie, furent taillés en pièces par les révoltés. La fleur de la Bosnie y tomba fauchée. Le 12 décembre 1806, Belgrade est au pouvoir de Kara-George. Enfin, en juin 1807, après un siège de quelques semaines, le même Kara s'emparait d'Uschitzé, la ville la plus importante de la province après Belgrade. Là, pour la première fois, il est fait mention d'un jeune Serbe, un ancien pâtre aussi, qui, après Kara-George, devint le véritable libérateur de la Serbie. Nous voulons parler de Milosch, fils d'Obren, le fondateur de la dynastie princière et bientôt royale, nous assure-t-on, qui règne encore aujourd'hui sur la principauté serbe.

De 1809 à 1810, la plus grande partie du territoire asservi depuis Kossovo fut enlevé aux Osmanlis. La Serbie de Kara-George s'agrandit même. Elle prit la Kraïna au district de Widdin, Alexinatz et la Bania au pachalick de Nisch, Parakyne et Kroujevatz au district de Leskovatz, le monastère de Studenitza à la contrée de Novibazar, et enfin, à la Bosnie, les districts de Jadar et Kadjeniza.

L'unité de la direction qui, jusqu'à présent, avait si bien contri-

bué au salut du pays, fut malheureusement troublée par l'envie de certains dignitaires serbes, jaloux de la gloire et de la puissance de Kara-George, avec lequel ils avaient toujours combattu. Ce dernier, néanmoins, fut assez habile pour déjouer les projets criminels de ses rivaux, et il eut même l'adresse de tirer parti de cette circonstance pour se faire donner par le peuple reconnaissant et qui l'aimait le titre de prince de Serbie.

Rien n'est durable. Lorsque le nouveau prince était le plus occupé à donner des lois gouvernementales à la naissante principauté, un traité imprévu, celui de Bucharest, que les Russes firent à cette époque avec les Turcs, mit de nouveau la Serbie à deux doigts de sa perte. Ce traité, qui allait laisser les Russes libres de se consacrer entièrement à la défense de leur territoire, menacé par la plus belle armée que jamais Napoléon ait mise sur pied, allait permettre au sultan Sélim de recommencer la guerre contre le vaillant petit peuple qui venait de lui infliger des pertes cruelles en hommes et en territoire.

Comment dire maintenant qu'en cette occurrence suprême, à l'heure du danger, Kara-George abandonna furtivement Belgrade et la Serbie? Rien n'est plus triste, rien n'est plus vrai, et ce qu'il y a d'étrange en tout ceci, c'est que l'on n'a jamais su la véritable cause de cet inqualifiable abandon. Mille versions ont voulu expliquer le fait, mais ces versions reposent sur des suppositions difficiles à préciser, et pour ce motif nous nous abstiendrons de les reproduire. Nous croyons, après avoir lu tout ce qui a été écrit sur la fuite de Kara-George, qu'il partit à la suite d'une de ces grandes fureurs auxquelles il se livrait aisément, croyant la Serbie à jamais perdue, et surtout désespéré d'avoir en vain sollicité l'alliance de l'Autriche, de la France et de la Russie. Il s'était vu refuser jusqu'à la neutralité bienveillante de cette dernière puissance. Kara-George supplia un jour Napoléon de prendre la faible principauté sous sa protection. Reçut-il une réponse du tout-puissant empereur? Nul ne le sait, mais il est aisé de s'imaginer ce qu'elle eût été en lisant ce que ce même empereur écrivit de son camp de Posen à l'ennemi des Serbes, au sultan Sélim, à la date du 1er décembre 1807 : « La Prusse, disait Napoléon, qui s'était liguée avec la Russie, a disparu. J'ai détruit ses armées et je suis maître de ses places fortes. Mes armées sont sur la Vistule et Varsovie est en mon pouvoir. La Pologne prussienne et russe se lève pour reconquérir son indépendance... C'est le moment de reconquérir la tienne. *N'accorde pas aux Serbes les concessions qu'ils te demandent les armes à la main.* »

Pauvre Kara-George! On verra plus loin qu'après avoir erré en

Autriche et en Russie, il entra secrètement en Serbie. Il y mourut assassiné, lui, le libérateur des Serbes!

Les Turcs, fer et torches à la main, pénètrent de nouveau en Serbie en 1813. Des milliers de Serbes regagnent leurs forêts pour y chercher un asile; d'autres traversent rapidement Belgrade pour y passer la Save et se réfugier en Autriche. Poursuivis avec acharnement, beaucoup périssent par le glaive ou roulent noyés dans les eaux du fleuve. Ces effroyables tueries continuent jusqu'au jour où un soldat patriote dont nous avons déjà parlé, Milosch Obrenovitch, les fit cesser en s'interposant entre vainqueurs et vaincus.

Milosch était né en 1780, à Dobrinja, petit village serbe coquettement placé à mi-côte des montagnes du sud, au bord d'un torrent qui se jette dans la Morava. Son père, Tercha ou Théodore, servait comme valet de ferme. Milosch avait deux frères qui, comme lui, gagnaient leur vie en gardant les troupeaux des riches propriétaires des environs. Dès l'année 1804, Milosch abandonne son humble profession, et va courageusement prendre part à la lutte que les siens soutiennent avec fureur contre les Turcs. En 1811, il est fait hospodar. En 1813, au moment où Kara-George déserte, nous le retrouvons sur le bord de la Save, entre Belgrade et Schabatz, refusant de suivre ceux qui fuyaient devant les Turcs. L'hospodar Jacob Nenadovitch, l'un des héros de la guerre de l'indépendance, veut l'entraîner avec lui dans sa fuite. « Écoute, frère, lui dit Milosch, je ne quitterai pas ma terre natale, car je ne saurais où aller. M'enfuirai-je donc en un pays étranger pour y chercher un refuge pendant que les Turcs emmèneront en esclavage ma vieille mère, ma femme, mes enfans, et les vendront comme des moutons? Non, Dieu m'en garde! Je retourne dans mon district, et j'accepte d'avance le sort réservé aux autres, quel qu'il soit!.. Combien de mes braves frères ont péri sous mes yeux! N'est-il pas juste que je meure avec eux (1)? »

C'est là le langage d'un héros : mais nous allons voir l'ex-pâtre sous un aspect non moins élevé. Milosch regagne son village pour y organiser la résistance; il s'y trouve seul, car tout autour de lui les Serbes sont occupés à se défendre individuellement contre les Turcs, qui incendient, pillent, outragent les femmes et égorgent les enfans. Si Milosch n'a pas auprès de lui une famille à préserver, c'est qu'il a eu la prévoyance de faire cacher sa femme et ses fils dans un couvent où il les sait en sûreté.

Un jour, Kurchid-Pacha, qui commandait aux soldats musulmans,

(1) *Milosch Obrénovitch*, par le prince Michel; Paris, 1850.

demande à Milosch s'il n'est pas temps de faire cesser pour ses compatriotes une telle guerre et s'il est disposé à l'aider à faire œuvre d'apaisement. Milosch refoulant ses scrupules, jugeant tout de suite l'avantage qu'il peut retirer pour la malheureuse Serbie de cette offre inespérée, accepte, et, qui plus est, accepte avec une apparence de reconnaissance qui trompe jusqu'à ses amis. Malheur à ceux-ci s'ils ne comprennent pas le double rôle qu'il va jouer ! L'exil, la mort même, les frappent. Milosch est tellement l'affidé complaisant des Turcs, il remplit avec un tel succès son rôle de conciliateur, que le pacha de Belgrade, le cruel Soliman, en fait son fils d'adaption. C'est Milosch que Soliman envoie un jour à Ternava pour étouffer une insurrection partielle, étincelle d'un feu qui couve et qui est prêt à éclater, mais qu'il est prudent d'étouffer à tout prix, car l'heure de la conflagration générale n'a pas encore sonné.

Une série de ruses habilement conduites s'établit bientôt entre Milosch et le pacha. Le tigre joue avec le renard. Soliman, sous une apparence de bonhomie et renouvelant à chaque instant, sans les tenir, ses promesses de ne plus sévir contre les Serbes, n'en continue pas moins ses sanglantes exécutions. Une nuit de Noël, à Belgrade, il fait décapiter cent quinze Serbes aux quatre portes de la ville; trente-six sont empalés vivans; trois cents autres périssent dans divers districts.

Un des plus anciens voïvodes serbes, lequel, exactement comme Milosch, s'était prêté à l'œuvre de pacification, a la tête tranchée sur un simple soupçon. « Ton tour va bientôt venir, » murmure à l'oreille de Milosch l'un des bourreaux quelques heures après l'exécution. Milosch répond : « Il y a longtemps que ma tête ne m'appartient plus. »

Le futur libérateur de la Serbie s'était adroitement arrangé de façon à être le débiteur de Soliman. Sentant de plus en plus sa vie en danger, persuadé que, si elle ne lui était pas ôtée, c'était par la crainte qu'avait son créancier de ne pas être payé, Milosch résolut de faire cesser une situation qui pouvait en se prolongeant rendre inutile sa douloureuse duplicité. « Je veux acquitter ma dette le plus tôt possible, dit-il au terrible pacha, mais, pour cela, je suis dans l'obligation d'aller moi-même dans mon village pour y chercher de l'argent. Pour me procurer la somme que je t'ai promise en échange des prisonniers serbes que tu m'as vendus et livrés, il me faudra vendre beaucoup de bœufs et de porcs. Moi seul je puis faire ce marché, laisse-moi donc partir. »

L'amour du gain l'emporta chez Soliman sur ses instincts de cruauté. Il lâcha sa proie sans se douter qu'il allait perdre avec

elle son argent et, de plus, la domination de la Turquie en Serbie. Milosch partit à cheval de Belgrade et gagna à franc étrier la montagne de Roudnik, où il prépara sans bruit, avec quelques fidèles haïdouks, la révolution qui devait délivrer encore une fois, et cette fois d'une façon à peu près complète, la Serbie du joug ottoman.

C'est le dimanche des Rameaux, de l'année 1815, qu'éclata la révolte; d'abord à Takovo, nom à jamais célèbre dans les annales serbes, puis, dans la Schoumadia et enfin partout où les Turcs se trouvaient en minorité. « Guerre, guerre! Enfin, Milosch est encore avec nous! » criaient des milliers de voix. Paysans, moines, enfans, femmes, chacun combattait l'ennemi à sa manière et comme il pouvait. Les anciens compagnons de Kara-George qui avaient fui en Autriche rentrèrent en Serbie. Ce fut d'abord une guerre de haïdouks, c'est-à-dire de coups de main; puis elle devint sérieuse, tellement sérieuse que, peu de temps après, les généraux des deux armées turques, l'une envoyée d'Albanie et l'autre de Roumélie, aimèrent mieux demander à Milosch des négociations qu'une bataille.

Ces négociations, à vrai dire, n'aboutirent pas à l'établissement de l'indépendance complète de la Serbie. Nous savons qu'il a fallu attendre jusqu'à nos jours pour en conquérir la sanction solennelle; mais les Serbes passèrent du moins de la condition de raïas, c'est-à-dire d'esclaves, à la condition d'hommes libres. Sauf un pacha qui, à Belgrade, représentait la Turquie, on remit en vigueur la vieille constitution nationale des Serbes. Dans toutes les forteresses, un knèze siégeait comme juge à côté d'un musselim. Les contestations entre chrétiens étaient jugées par le knèze, les contestations entre chrétiens et Turcs étaient jugées par le knèze et le musselim réunis. Le pacha et les knèzes déterminaient l'impôt qui incombait aux chrétiens. La *skouptchina* en fixait la répartition par districts, et des employés serbes étaient chargés de les percevoir. Un tribunal suprême, composé uniquement de Serbes, devait siéger à Belgrade et juger en appel les causes importantes; à ce tribunal, nommé aussi chancellerie, appartenait en outre la haute administration des affaires publiques. Si un Serbe était condamné à mort, il était déféré au pacha, qui pouvait seul faire appliquer la peine ou prononcer la grâce. Enfin, comme chaque district avait son knèze, chaque village avait son kmète.

Les péripéties de la lutte d'un petit peuple contre un grand empire seront toujours suivies avec intérêt par ceux que révoltent la force brutale et la tyrannie odieuse, mais cet intérêt cessera aussitôt que l'héroïque petit peuple, ayant triomphé de son puissant

ennemi, ne nous offrira plus que le spectacle de ses dissensions intérieures. C'est un peu le cas de la Serbie à l'époque où nous sommes arrivés de son histoire. Si la Serbie n'a pas mis tout à fait les Turcs hors de chez elle, du moins elle n'a plus rien à craindre d'eux, et toute l'habileté de ses princes et de ses hommes d'état va consister désormais à accepter ou à refuser dans une adroite mesure les offres de protection et de médiation dont la Russie et l'Autriche ont pour elle les mains pleines. Double et heureuse sollicitude en somme qui empêchera le patriotique peuple de Serbie de tomber entre les mains de l'un de ses deux puissans voisins.

II.

L'histoire politique de la Serbie se divise, à partir de 1813 jusqu'à nos jours, en plusieurs périodes que nous résumerons brièvement. La première est connue; elle commence à l'époque où Kara-George abandonne sa patrie et finit en 1817, alors que Milosch, à la suite de son appel aux armes, acquiert par l'habileté de sa politique une sorte de souveraineté qui n'existait guère que dans le cœur du peuple serbe, la Turquie ne la lui ayant pas accordée encore d'une manière officielle. De 1817 à 1830 s'étend la seconde période : c'est lorsque l'empire ottoman finit par reconnaître héréditaire dans la famille de Milosch Obrenovitch le titre de *kniaze* ou prince, qui lui avait été décerné spontanément, dès l'année 1817, par la nation serbe reconnaissante.

Dans le courant de la même année, 1817, se passa un événement tragique, qui fut un malheur pour le prince Milosch, car ses ennemis s'en servirent pour le forcer plus tard à abdiquer. Kara-George, réfugié en Bessarabie, rentra inopinément dans sa patrie. Voulait-il renverser Milosch ou effacer la honte de sa fuite par une action d'éclat? On l'ignore. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il passa le Danube sans en aviser personne et vint s'asseoir au foyer de l'un de ses anciens compagnons d'armes, l'ex-voïvode Vonitza, dans le bourg d'Asagna, près de Smederova.

A cette nouvelle inattendue, qui peut détruire toute une œuvre laborieusement préparée, Milosch, consterné, fait venir l'ex-voïvode et lui ordonne d'expulser à tout prix son hôte. « C'est d'autant plus urgent, dit-il à Vouitza, que je viens d'apprendre que les Turcs envoient mille hommes à Asagna pour s'emparer de leur ancien vainqueur. S'il leur échappe et fuit dans la montagne, c'est la guerre qui va recommencer... » Vouitza repart pour Asagna promettant d'obliger Kara-George à prendre la fuite. Que se passa-t-il? Un drame

affreux, car, le lendemain de cet entretien, au moment où Milosch montait à cheval pour s'informer de ce qui s'était fait à Asagna, deux pandours vidèrent devant lui un sac ensanglanté dans lequel se trouvait la tête de Kara-George. L'ex-voïvode Vouitza écrivait en même temps à Milosch : « J'ai fait tuer Kara-George pendant son sommeil pour ne pas lui voir infliger avant sa mort d'horribles tortures... Il n'eût pu échapper aux janissaires, qui lui eussent fait souffrir mille tourmens. »

La douleur de Milosch fut profonde, dit-on. Ses ennemis ont assuré qu'elle fut jouée et que lui-même ordonna l'assassinat. Cette dernière hypothèse nous semble difficile à accepter par cette seule raison que, cinq mois après cette tragédie, la grande assemblée nationale des Serbes, assemblée composée des prélats, des knèzes, des kmètes et de notables de tous les districts, conférait à Milosch, ainsi soupçonné, le titre de prince avec le droit d'hérédité dans la famille. La raison d'état, dira-t-on, a fait absoudre des attentats encore plus horribles, c'est très vrai, mais le peuple serbe adorait à cette époque l'infortuné Kara-George; il vénère encore aujourd'hui sa mémoire malgré son inqualifiable abandon, et il nous est pénible de croire qu'une haute assemblée ait pu proclamer prince, cinq mois seulement après le crime, le meurtrier du premier libérateur de la Serbie. Il est certain aussi que l'épouse de Milosch, une héroïne, la princesse Lioubitza, qui professait un grand culte pour tous les chefs de la cause nationale, prit dans ses mains la tête ensanglantée de Kara, qu'elle la couvrit de baisers et de larmes. Tout ce qu'on a dit de cette femme rend impossible l'idée qu'elle eût pu contenir publiquement l'indignation qu'un tel forfait eût fait éclater en elle. La troisième période, qui commence en 1830, se termina par la révolution fort inattendue de 1839. Milosch, l'habile Milosch, fut contraint de quitter la Serbie.

Le mouvement insurrectionnel qui contraignit Milosch Ier à l'abdication fut des plus justifiés. L'ancien pâtre, loin de se rappeler sa modeste origine, ne songea, dès qu'il fut au pouvoir, qu'à la faire oublier. Jaloux des titres de ses anciens compagnons d'armes, il voulut amoindrir ceux qui les possédaient, ruiner leur prestige et leur légitime influence. Son rôle eût été de rompre avec l'Orient, de se déclarer ouvertement opposé aux systèmes barbares des Turcs en matière de gouvernement, de chercher sans cesse à s'attirer les sympathies de l'Occident en faisant connaître à son peuple les idées libérales, enfin, en appelant en Serbie de grands industriels et des savans. Milosch fit exactement tout le contraire. S'étant fait en quelque sorte pacha par politique, il resta pacha toute sa vie, et devint plus Turc que les Turcs. Il finit par porter au comble le

mécontentement de son peuple, en s'enrichissant scandaleusement. Sa cruauté d'ailleurs égale sa cupidité. Ayant eu en son pouvoir des Bosniaques, c'est-à-dire des Serbes musulmans, révoltés contre le sultan Mahmoud, il les livra, sachant bien qu'aussitôt livrés ces infortunés allaient périr par le yatagan. Pour justifier une telle cruauté contre d'anciens Serbes, il allégua qu'ils avaient le tort de s'être faits mahométans.

On raconte que, lorsque le prince Milosch se remit aux mains de l'escorte qui devait le conduire de gré ou de force en Valachie, il dit au colonel anglais Hodges : « Ma chute, — toute proportion gardée, — n'est pas sans analogie avec celle de Napoléon. Comme le grand empereur, j'ai délivré mon pays par les armes, j'ai assuré son repos par des négociations; on n'a plus besoin de moi, on me chasse. » Le prince Milosch avait raison. Une triple analogie existait entre ces deux despotes : une ambition sans bornes, un oubli d'origine, et un exil moins mérité qu'imposé par d'impérieuses circonstances.

Le sénat élut prince des Serbes le jeune Michel, second fils de Milosch; le fils aîné, Milan, était décédé un mois après l'abdication de son père. Michel entra à Belgrade en 1840, mais bientôt le mécontentement général des Serbes, dû à une forte augmentation d'impôts et à la présence au pouvoir de ministres peu populaires, prépara et amena un nouveau changement. Le prince Michel dut abdiquer comme son père et céder la place, au mois de septembre 1842, à un compétiteur inattendu, Alexandre, fils de Kara-George, qui, au moment de son élection, se trouvait en Serbie au camp de Vratchar. Pendant seize ans, Alexandre dirigea honnêtement les affaires de son pays, opérant d'utiles réformes, mais n'ayant toutefois rien de la flamme et de la vigueur de son malheureux père, qu'il avait perdu à l'âge de sept ans.

Les Russes, qui pourtant avaient contribué au renversement de Milosch, avaient été très contrariés de l'élection d'Alexandre. Ils se plurent à blesser le sentiment national des Serbes en imposant au prince le renvoi de l'un des plus grands ministres de Serbie, M. Elias Garachanine. La principauté eut, à cette époque, à se défier non-seulement de la Russie, mais encore à ménager la Turquie, dont le fils de Kara était l'obligé, et à observer une conduite prudente vis-à-vis de l'Autriche, qu'elle avait soutenue dans la guerre que cette puissance avait faite aux Hongrois. Alexandre, ayant évité ces écueils avec assez d'habileté, se mit à donner au peuple serbe une série de lois qui lui firent grand honneur. En 1850, un code de procédure criminelle fut d'abord promulgué par ses soins, puis, en 1853, un code de procédure civile. D'autres lois qui datent du même temps

mirent fin à l'incertitude des contribuables et à l'arbitraire des juges.

Ce gouvernement, en apparence si sage à l'intérieur et si habile à l'extérieur, s'écroula pourtant sous une réprobation générale. Alexandre fut accusé d'avoir donné les meilleures places de la principauté à sa famille et de s'être soumis entièrement à l'influence autrichienne. Comme le prince ne réunissait plus la skouptchina, quelques patriotes conspirèrent contre lui. Il le sut, et un châtiment rigoureux fut appliqué aux conspirateurs. Mais, le mécontentement devint universel, et M. Garachanine dut être rappelé. Le prince se vit dans l'obligation de convoquer la skouptchina qui, selon une nouvelle loi électorale, rendait tous les Serbes électeurs à l'âge de vingt-cinq ans et éligibles à trente.

Le 30 novembre 1858, l'assemblée se réunit, et son premier acte fut de formuler une sévère accusation contre Alexandre Kara-Georgevitch. En vain, le prince protesta. Le 23 décembre, sa déchéance solennelle fut prononcée, et la skouptchina proclama prince de Serbie le prince proscrit, le vieux Milosch, avec l'hérédité accordée autrefois par la Sublime-Porte à ses descendans. L'ancien politique de 1815, le dictateur tombé en 1839, rentra dans sa patrie en 1858, âgé de soixante-dix-huit ans.

C'est, on le suppose bien, ce que, dans son exil, à Vienne, à Bucharest, attendait anxieux, impatient, le vieux lion. Son ambition, disait-il, était de jouer dans la Turquie d'Europe le rôle que jouait alors Mehemet-Ali dans la Turquie d'Asie. Que n'y avait-il songé plus tôt! Pour rassurer ceux des Serbes qui avaient gardé le souvenir de sa rapacité, de sa violence et de la main de fer sous laquelle il les courba, Milosch, en entrant à Belgrade, prononça ces étranges paroles : « Je n'ai plus de frères vivans à enrichir... Dieu et ma nation m'ont comblé de biens de toute espèce. Je n'ai donc plus besoin de me mettre en peine le moins du monde pour moi et ma famille. » Ce qui voulait simplement dire : Ne craignez pas de spoliations; je suis trop riche pour en commettre de nouvelles. L'aveu n'est-il pas charmant? Heureusement pour lui et pour la Serbie, son règne ne dura que deux années. Il mourut à l'âge de quatre-vingts ans, le 26 septembre 1860. Loin d'avoir été corrigé par l'exil, Milosch était resté le tyran que nous connaissons. Peut-être eût-il été expulsé une seconde fois de sa principauté sans l'amour que le peuple serbe professait pour son héritier, le prince Michel, qui avait employé les années d'exil à parcourir l'Europe, à étudier la politique et les lois, et dont le règne s'ouvrait plein de promesses. Michel Obrenovitch inaugura une série de réformes et développa les ressources de son pays; mais il n'eut pas le temps de jouir du succès de son œuvre, il tomba sous les coups de lâches

assassins, le 10 juin 1868 (1). Son successeur, Milan Obrenovitch, le prince régnant de Serbie, est un petit-fils d'Ephrem Obrenovitch, frère de Milosch. Né en 1854, adopté plus tard par le prince Michel, il fut envoyé en 1864 à Paris, pour y faire son éducation. Les événemens de 1868 le rappelèrent brusquement à Belgrade, où il fut proclamé prince le 23 juin. Pendant quatre ans, le pouvoir exécutif resta entre les mains d'un conseil de régence, et c'est seulement depuis le 22 août 1872, jour de sa majorité, que Michel II gouverna de nom et de fait. Après s'être associée en 1876, d'une façon d'abord assez malheureuse, à l'insurrection de Bosnie, la Serbie a finalement obtenu, grâce aux traités de San-Stefano et de Berlin, son indépendance à peu près complète, et un agrandissement considérable. Elle est entrée aujourd'hui dans une ère de progrès, et son armée a été réorganisée d'une façon remarquable (2).

III.

La Serbie n'a pas vu beaucoup se modifier les frontières naturelles de son ancien territoire en s'annexant en 1878 quelques districts, d'accord en cela avec les grandes puissances européennes. Elle a pour limites, au nord, la Save et le Danube; au midi, la grande chaîne Mœsique; à l'ouest, la Drina; à l'est, la Morava bulgare et sa vallée magnifique.

L'aspect général du pays est celui d'un immense triangle dont la Save et le Danube forment, au nord, la base. Le sommet sud du triangle se trouve à Vranja, à 200 kilomètres environ seulement de Belgrade, la capitale. La Serbie, qui n'est bien connue topographiquement que depuis la publication de la carte de H. Kiepert, — laquelle toutefois n'est pas exempte d'erreurs, — se partage en deux régions; l'une comprend les bassins de la Morava serbe et de la Morava bulgare; l'autre est formée par ces deux rivières réunies et porte le nom de Grande-Morava. Dans la première région, on ne trouve que des montagnes aux saillies escarpées et dont les parties basses sont baignées par des rivières ou des ruisseaux profonds. D'immenses forêts de hêtres et de chênes couvrent ces montagnes. La plus haute est le massif du Kopaonik, élevant sa tête couverte en hiver de neiges à 2,000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Dans la

(1) Voyez, sur ces événements, le récit de M. George Perrot dans la *Revue* du 1er juillet 1869.

(2) En 1867, l'armée régulière de la Serbie ne se composait que de six mille cinq cents hommes, dont deux cents hommes seulement de cavalerie. Selon une loi votée en 1880 par l'assemblée nationale, elle sera désormais de cent cinquante mille soldats et de deux cent mille en temps de guerre. La population mâle est de six cent quatre-vingt quinze mille individus.

seconde région commence une série de plateaux et de collines qui s'abaissent par ondulations progressives jusqu'aux rives plates du Danube. Au centre de cette contrée s'étend une vaste plaine traversée du nord au sud par des collines de 500 à 600 mètres d'élévation, collines aujourd'hui dénudées, autrefois couvertes de bois épais. C'est le Schoumedia, berceau sacré de la résistance des Serbes contre les Turcs. Dans les vallées, à côté de terres où croissent abondamment le froment et le maïs, dorment des marais sombres d'une grande étendue, infestés de sangsues. Sur les coteaux qui couronnent la rive droite du Danube, vers Semendria, on voit également d'immenses vignobles dont la tradition fait remonter la plantation à Probus, l'empereur romain, originaire de la Serbie autrichienne. Mais c'est surtout à l'endroit où la Morava débouche sur le Danube que le pays est remarquable par sa fécondité. Les chênes et les hêtres ont disparu pour céder la place à des cultures et à des vergers riches en arbres fruitiers de toute sorte. Cette plaine de la Grande-Morava, unie à celle de la Kraïna, sur les bords du Timok, et à la vallée de la Matchva, qui se trouve entre la Save et la Drina, constituent les régions les plus fertiles de la Serbie. Elles en sont les inépuisables greniers.

Malgré sa basse latitude, la Serbie n'est pas aussi tempérée qu'il semble permis de le supposer. En hiver, le thermomètre descend à 20 degrés et s'élève par momens en été au-dessus de 33 degrés. Toutefois, le pays est sain, magnifique d'aspect, avec son horizon de montagnes aux cimes bleuâtres, ses profondes ravines toujours verdoyantes et ses torrens qui, sans interruption, se jettent en grondant dans la Save et la Morava. Quand, du haut du Roudnik, on peut assister à un lever de soleil, rien n'est plus saisissant que le spectacle de la naissante lumière de l'astre refoulant au loin les blanches vapeurs du matin, jetant un reflet d'or sur le feuillage des forêts, éclairant de nombreux villages d'où sortent des pâtres, des laboureurs, de blondes jeunes filles serbes au bonnet grec écarlate.

Il y a peu de cours d'eau longtemps navigables en Serbie, à l'exception, bien entendu, de la Save et du Danube. La Grande-Morava, qui reçoit de nombreux affluens et qui est formée, ainsi que nous l'avons dit, de la Morava serbe et de la Morava bulgare, traverse en entier la Serbie. La Morava serbe prend sa source à l'ouest et s'échappe de la gorge sauvage qui sépare les monts Kablar et Owtschar; la Morava bulgare sort des vastes marais qui, au sud, s'étendent au pied de la montagne Tarnagura, non loin du fameux champ de bataille de Kossovo ou champ des Merles, là, où, en 1389, s'effondra l'empire de la vieille Serbie. La jonction des deux rivières se fait à Stalatatsch.

Si la grande Morava n'est pas d'une sérieuse utilité pour la navi-

gation, la vallée où elle se déploie offre du moins des avantages; elle est utile aux voitures, aux transports par terre toujours difficiles dans un pays montagneux; elle sera bientôt d'un grand secours pour l'ouverture prochaine d'un chemin de fer central. Depuis le débouché du fleuve dans le Danube jusqu'à son entrée dans le grand défilé de Kolatch, une voie ferrée ne trouvera aucun obstacle, en supposant toutefois que le défilé, d'une longueur de trois lieues, ne puisse être tourné. Kolatch se trouve placé à 8 kilomètres de Leskowatz. Avant et après cet obstacle, ce ne sont que plaines et vallées.

La colline haute de 500 pieds, qui forme le défilé de Kolatch et au pied de laquelle coule la Morava, descend au sud dans la plaine de Nisch et la domine presque entièrement. La ville de Nisch, qui n'est qu'à 8 kilomètres de cette hauteur, est cachée par une autre colline, mais on peut de là suivre très loin, dans la direction du nord-est, le cours de la Morava, et, à l'est et au nord, reposer sa vue sur le plateau élevé de l'ancienne Dordonie.

On suppose bien que la vallée de la Morava était autrefois comme aujourd'hui le passage le plus facile et le plus fréquenté. Les routes actuelles sont de construction relativement récente, puisqu'elles sont dues à Milosch, le premier prince de Serbie; elles datent seulement du commencement de ce siècle. Du reste, leur nombre est restreint, puisque nous n'en connaissons que six. La plupart sont macadamisées et ont une largeur de 7^{m},50. Les Serbes, sans cesse en butte aux invasions des janissaires, n'avaient aucun intérêt à rendre facile l'accès de leur territoire. Ils vivaient en pasteurs au fond des forêts, y élevant d'innombrables troupeaux, leur plus grande richesse. Si, à la voix de chefs patriotes, ils en sortaient pour la défense du pays, on ne les voyait revenir dans leurs vertes solitudes qu'après avoir refoulé l'oppresseur.

IV.

Les descendans de ces Serbes pasteurs, qui savaient si bien, lorsque le patriotisme l'exigeait, se transformer en soldats, ont gardé les mœurs pures de leurs ancêtres. Aujourd'hui encore, beaucoup de familles serbes, grâce à leur habitude de vivre loin des grandes villes et comme cachées dans l'ombre de l'un de ces monastères qu'éleva dans les forêts le grand empereur Douschan (1), sont restées des modèles de simplicité, de vertus domestiques et

(1) De 1336 à 1356.

de concorde. C'est la vie des peuples pasteurs de l'antiquité, se perpétuant, au XIXe siècle, malgré de sanglantes persécutions, dans une des parties les plus ignorées de l'Europe.

Un village serbe se compose d'un certain nombre de maisons divisées en *inokosta*, c'est-à-dire en maisons où il n'y a que deux ou trois ménages, et en *zadrouga*, maisons où il y en a beaucoup plus. M. Vouk, dans son Dictionnaire serbe-allemand-latin, cite une famille composée de soixante-deux personnes. On y pouvait voir treize femmes avec leurs maris, deux veuves, mille quatre cents moutons et chèvres, cinquante bœufs, quatorze chevaux, etc. Chaque famille a son *starechina* ou chef exerçant sur la communauté l'autorité morale des anciens patriarches. La femme du chef, *starechitsa*, vénérée, obéie, administre l'intérieur des maisons. Si un starechina a plusieurs enfans et qu'il se sente devenir trop vieux pour gérer la communauté, il choisit le plus sage de ses fils et lui délègue l'autorité paternelle. Si un chef meurt sans désigner un successeur, l'un des enfans cherche, par une conduite sensée et prudente, à prendre la place du défunt. Réussit-il, sa famille et même ses frères quoique plus âgés que lui, prennent l'engagement d'exécuter ses ordres. Ce sera donc ce fils, le plus méritant, qui, la veille de chaque dimanche, commencera les prières récitées en commun, ce sera lui qui, seul entre tous, sera autorisé à manger avec l'étranger qu'un heureux hasard aura conduit au village.

Chaque dimanche, de quatre à cinq heures du soir, en plein air, a lieu, dans chaque village, une *skoupe* ou réunion des vieillards et des chefs. On y juge publiquement les différends de la semaine écoulée, et l'on y délibère aussi sur les mesures à prendre dans l'intérêt du plus grand nombre. Communication y est faite des ordres du gouvernement et des nouvelles lois; chaque chef de famille les communique ensuite en rentrant chez lui aux personnes de sa maison. Comme cela se pratique dans nos campagnes, les habitans se réunissent pour travailler sans salaire les uns pour les autres. Pendant la durée de certaines fêtes religieuses, il n'est même pas permis de s'occuper, ni pour soi, ni pour autrui, contre salaire, mais on peut employer gratuitement son temps à aider un voisin dans la gêne. Des familles, trop peu nombreuses pour achever seules leurs travaux, vont ces jours-là appeler d'autres familles à leur aide, soit pour faucher, soit pour moissonner. Le soir venu, les récoltes étant dans les granges, garçons et jeunes filles se rendent en chantant chez ceux qu'ils ont assistés ; ils y font un grand repas mêlé de musique et de danse.

Chez les Serbes comme chez beaucoup de peuples anciens, les enterremens sont suivis de copieux et fréquens dîners. Outre le repas qui suit immédiatement la cérémonie des funérailles, il y en a

encore trois autres donnés pour le repos éternel de l'âme du mort. L'un a lieu quarante jours après l'enterrement, le second six mois après, et le troisième à la fin de l'année. Tout le village est invité à ces agapes funèbres. A chaque bout de l'an, on donne encore à manger aux personnes qui sont dans l'église, puis, la cérémonie terminée, les femmes vont porter des secours en aumônes ou vêtemens aux maisons pauvres. En signe de deuil, dans les premiers jours qui suivent la perte d'un père, les fils sortent la tête découverte. Les femmes et les filles laissent flotter leurs cheveux sur les épaules, quelques-unes retournent leurs habits. Longtemps à haute voix, elles expriment en chantant leur douleur, et quelques-unes de ces improvisations faites en vers harmonieux ne manquent pas de charme.

Lorsqu'une jeune fille serbe doit se marier, les invités, à cheval, partent de la maison de l'époux ; ils vont, au son d'une musique bruyante, tirant des coups de pistolets et poussant des clameurs joyeuses, chercher la fiancée qu'ils trouvent entourée de ses parens et des habitans de son village. Ils restent pendant deux jours auprès d'elle, deux jours passés en réjouissances, après quoi on revient chez le fiancé, où se célèbre définitivement le mariage. Là, encore, la fête dure trois jours.

De tous les sentimens qui honorent le caractère des Serbes, celui de l'amitié est le plus vif : il marche de pair avec l'amour de la patrie. Un jeune Serbe a toujours un camarade, une sorte de frère d'adoption pour lequel il saura se sacrifier jusqu'à la mort si les circonstances l'exigent. Les femmes ont aussi leurs sœurs d'adoption. Ces couples s'appellent des *probatimes* ou « frères et sœurs en Dieu. » On se prépare à ces fiançailles de l'amitié par un noviciat d'une année afin que l'engagement d'être l'un à l'autre ne soit pas donné à la légère. Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que ces ardentes amitiés écartent, lorsqu'elles ont lieu entre jeunes gens et jeunes filles, toute idée de mariage. Personne n'intervient dans le choix qui se fait d'un frère ou d'une sœur d'adoption. Un jour, un jeune voïvode, Milosch Obilich, apprit avec horreur qu'il était soupçonné d'être en rapports secrets avec les Turcs qui s'avançaient vers la Serbie pour l'envahir. Aussitôt Obilich appelle auprès de lui ses deux *probatimes*. Il leur fait part de l'odieux soupçon qui pèse sur lui et les conjure de faire le sacrifice de leurs vies pour prouver l'innocence de leur frère d'adoption. Les *probatimes* acceptent sans aucune hésitation et tous les trois pénètrent sous la tente du sultan qu'une armée entoure. Le sultan est tué, et les trois Serbes, comme on le suppose bien, périssent à leur tour massacrés. Ceci se passait au XVe siècle. Presque de nos jours, Milosch, le prince erbe, s'était fait, — probablement plutôt par politique que par

affection, — le *probatime* d'un Turc, le musselim de Roudnik, Aschin-Bey ; selon l'usage, ils s'étaient mutuellement promis de se prévenir si un danger les menaçait. C'était au printemps de l'année 1815. Un samedi, veille du jour fixé par les Serbes pour le massacre général des Turcs, Milosch va trouver son frère d'adoption, le musulman Aschin-Bey ; il le fait monter à cheval et le conduit jusqu'à l'extrémité du district. En ce moment, les insurgés plus impatiens que Milosch frappaient déjà leurs tyrans partout où il les rencontraient, dans les maisons, dans des embuscades, trop souvent aussi, hélas! après s'être rendus et avoir reçu l'assurance d'avoir la vie sauve. Le frère d'adoption de Milosch eût été certainement mis en pièces si son *probatime* ne l'eût conduit à la frontière. Nous pourrions citer cent exemples de cette admirable amitié, qui rappelle ce que l'ancienne chevalerie avait de plus noble.

Il faut bien le reconnaître et le dire ici, sous la tyrannie turque comme sous le despotisme de Milosch Obrenovitch, la Serbie est restée très tard étrangère au développement intellectuel et matériel qui a fait de l'Europe occidentale le centre des lumières. L'ensemble de ses chants nationaux, de ses contes, de ses légendes constitue toute son histoire et toute sa littérature. C'est le peuple serbe en masse qui est son propre historien et son poète. Un Serbe illustre, né au pauvre village de Trchitch, Vouk Stépanovitch Kavadjitch, a eu l'idée heureuse de faire connaître au monde savant la langue, les poésies nationales, l'histoire populaire et les coutumes de la Serbie. Voici un de ces chants magnifiques, traduit par M. Auguste Dozon, chancelier du consulat de France à Belgrade. C'est l'histoire de la belle Ikonia et du pacha de Zagosié. Elle est de l'époque où les haïdouks des montagnes osaient seuls tenir tête aux janissaires et aux pachas. « Le pacha de Zagosié écrit une lettre et l'expédie vers la plaine de Grahovo pour être remise aux mains du knèze Miloutine : « Miloutine, knèze de Grahovo, lui dit-il, prépare-moi un logement magnifique, fais nettoyer trente chambres pour mes trente braves, et procure-moi trente jeunes filles dans les trente chambres pour mes trente braves. Pour moi, fais décorer ta blanche tour, et que, là, soit ta chère fille, la belle Ikonia, afin qu'elle reçoive les caresses du pacha de Zagosié. »

« La lettre va de main en main jusqu'à ce qu'elle arrive à la plaine de Grahovo, aux mains du knèze Miloutine. En la lisant, les larmes lui tombèrent des yeux, et sa fille Ikonia, qui le voit, lui demanda humblement : « O mon père, knèze Miloutine, d'où vient cette lettre (que le feu consume!) pour qu'en la lisant tu verses des larmes? Quelles nouvelles si tristes t'apporte-t-elle? — Ma fille, belle Ikonia, répond le knèze, la lettre vient de la plaine de Zagosié, du pacha maudit. Le pacha veut venir loger chez nous ; il me

demande trente chambres avec trente jeunes filles pour ses trente braves; pour toi, il te veut avoir dans la blanche tour, afin de t'y donner ses caresses, moi vivant! Voilà pourquoi je gémis et je verse des pleurs. » Mais la belle Ikonia lui dit : « O mon père, knèze Miloutine! fais nettoyer les chambres et préparer un souper splendide; ne t'inquiète point des jeunes filles, je me trouverai trente compagnes et pour moi je serai dans la blanche tour. »

« Que fait Ikonia? Elle a un frère d'élection parmi les haïdouks, son probatime, Grouïtza Novakovitch. Elle lui écrit : « Frère, choisis dans ta bande trente jeunes compagnons qui soient beaux comme des vierges, et viens avec eux vers la plaine de Grahovo, dans notre blanche maison. » Grouïtza répond à l'appel de sa sœur; les trente haïdouks, aussi beaux que des vierges, vêtus de fines chemises sous leurs tuniques de soie et d'or, sont conduits dans les trente chambres. Grouïtza ressemble à la fille d'un knèze et Ikonia lui donne son costume : « Frères, dit le jeune haïdouk à ses compagnons, quand mon fusil retentira dans la tour, c'est que j'aurai tué le pacha; que chacun de vous alors tue son homme. » On entend résonner le pavé de marbre, c'est le pacha de Zagosié qui arrive. Grouïtza le reçoit dans la tour, baise sa main, son habit, lui verse le vin et l'eau-de-vie comme une esclave empressée; puis, quand le pacha, étendu sur les coussins, l'appelle à ses côtés, le jeune haïdouk saisissant sa barbe blanche : « Tyran débauché, dit-il, je ne suis pas la belle Ikonia : je suis Grouïtza. » En même temps, il le poignarde et courant à la fenêtre de la tour, il tire deux coups de fusil pour avertir ses compagnons. C'était le signal de l'exécution terrible : dans les trente chambres du knèze, trente têtes tombèrent à la fois.

« ... Les haïdouks ôtèrent leurs vêtemens de filles et remirent leurs habits, puis s'assirent à une table servie et mangèrent un souper splendide; mais voici venir le knèze Miloutine, portant six cents ducats, qu'il remet à maître Grouïtza : « Prends, mon fils, il y en a moitié pour toi, moitié pour tes compagnons, vous qui m'avez assisté dans l'extrémité où j'étais. » Après lui vient la belle Ikonia portant trente chemises dont elle fait présent aux trente haïdouks : quant à Grouïtza, son frère, elle lui donne des habits dorés et une aigrette toute d'or. Ensuite, elle les congédie et les renvoie vers son frère d'affection, Starina Novak, pour lequel elle avait préparé un cadeau de cent ducats, envoyant en outre à son oncle Radivoï le sabre du knèze son père : « Voici, frère, dit-elle, des cadeaux pour m'avoir assistée dans cette calamité. » Ensuite, elle échange avec Grouïtza un baiser au visage. Grouïtza part vers le mont Romania, et la vierge rentre dans la blanche tour. »

Si c'est dans les villages et non dans les villes que nous nous sommes plu tout d'abord à étudier les mœurs des Serbes, c'est

parce que la présence des Turcs dans les centres de quelque importance avait comprimé pendant longtemps toute expansion. Nous allons les observer encore dans une de ces fêtes appelées fêtes du petit et du grand *Sabor*. Ce sont des réunions de plusieurs communes ou de plusieurs arrondissemens; elles se tiennent non loin d'une église, près d'un monastère isolé au milieu d'une forêt. Après la prière à l'église et le repas en commun commencent les danses, les chants, les luttes, les courses à pied. Ce sont les jeux olympiques en Serbie. Comme les belles armes sont les seuls ornemens des maisons, chacun en est paré en venant au *Sabor*. Nulle crainte pourtant qu'il en soit fait mauvais usage. Le caractère des Serbes est doux. Dans ces fêtes, ils boivent à la santé de leurs amis et de leurs ennemis, en priant Dieu que les premiers ne changent pas et que les seconds reviennent à de meilleurs sentimens à leur égard. Ils ne s'exaltent réellement qu'au souvenir de leur grandeur passée et lorqu'ils ses demandent quand viendra l'empire serbe.

Dans les chants nationaux populaires, qui sont comme l'esprit poétique de la Serbie, figurent tous les noms des héros qui ont versé leur sang pour la patrie (1). L'exécution de ces chants, accompagnée de la *gouslé*, fait entrevoir aux Serbes un avenir plein de grandeur. Est-ce de leur part un rêve tout à fait insensé? Il nous paraît presque justifié en songeant qu'il y a au nord, à l'ouest et au sud de l'Europe, quatre-vingts millions de Slaves dont les Serbes représentent la portion la plus indépendante et la plus résolue. Comment ce peuple pourrait-il jamais oublier qu'au XIVe siècle un empereur serbe se vit à quelques lieues de Constantinople et qu'il fût entré avec son armée victorieuse dans la capitale de l'Orient s'il n'eût été frappé de mort subite? Il y a plus : la Serbie actuelle est la terre promise vers laquelle aspirent les peuples de la Bulgarie et de la Bosnie. Musulmans et chrétiens se rencontrent dans cette même espérance : vivre comme en Serbie sans privilèges et sans distinction de classes.

Que pourrait-on désirer de plus, en effet, chez un peuple libre, que ce qui existe dans la principauté serbe? Chaque habitant est de plein droit propriétaire; tous, il est vrai, paient des impôts, mais des impôts qui sont répartis proportionnellement, selon la fortune supposée de chaque contribuable. C'est la commune ou, pour mieux dire, le chef de la famille qui fait cette répartition, aisée à établir dans des villages et petites localités où chacun se connaît et où la richesse consiste en terres et en troupeaux. C'est encore la commune qui prélève sans frais les impôts et les transmet des villages au chef-lieu des districts, et de là au trésor central. La justice est la

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 janvier 1865, l'étude de Mme Dora d'Istria sur les *Chants populaires des Serbes*.

même pour tous : on n'y connaît pas de tribunaux exceptionnels. En un mot, tous les paysans sont propriétaires, libres civilement et politiquement, et l'on pourrait ajouter que, grâce à la simplicité des intérêts et des mœurs, tous les propriétaires sont paysans.

N'y a-t-il pas dans ces lois ou plutôt dans ces usages démocratiques des Serbes comme un reflet du communisme rêvé par Fourier et autres égalitaires de bonne foi? Est-ce là le règne de la commune comme le désirent nos révolutionnaires actuels? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en Serbie l'égalité n'existe pas seulement dans les codes, elle a passé aussi dans les faits; elle est descendue des institutions dans les cœurs, ou plutôt elle est née d'un élan naturel et spontané d'âmes simples et droites, d'où elle s'est répandue dans tout l'organisme social. C'est une société idéale de paysans propriétaires, cultivant de leurs mains libres un sol libre et n'ayant personne ni au-dessus ni au-dessous d'eux.

Belgrade, « la ville blanche, » capitale de la Serbie, possédait lors de son dernier recensement, en 1874, une population de vingt-huit mille habitans. Le district qui porte son nom en comptait soixante-quinze mille. Des juifs, au nombre de trois cent cinquante familles, habitent un quartier à part, non loin du Danube, à l'est de la ville. Le reste de la population est presque tout indigène.

Belgrade est bâtie sur la rive droite du Danube qui reçoit, à Belgrade même, la Save comme affluent. Vue du fleuve, son aspect est loin de manquer de grandeur, car on l'aperçoit se développant en un amphithéâtre au sommet duquel se détachent une forteresse de fière mine et des jardins aux arbres élancés. Les coupoles de ses anciens minarets ont disparu, mais les Turcs ont laissé ici des souvenirs tellement odieux qu'ils n'ont pas permis de regretter le caractère oriental qu'elles donnaient à la cité serbe. En raison des récens travaux qui ont été exécutés, les vieilles maisons en bois qu'on y voyait à profusion et que l'on retrouve encore aujourd'hui dans toutes les villes d'Orient, ont fait place à des constructions modernes. C'est seulement dans une partie de la ville appelée « le faubourg » que l'on peut à grand'peine découvrir encore quelques bicoques anciennes. Il y avait là, autrefois, d'obscures ruelles que l'on eût pu croire calquées sur celles du Caire et de Constantinople. Tous ces vestiges de la domination musulmane ne sont plus. C'est à Salonique et plus à l'ouest de la Turquie d'Europe, qu'il faut aller pour retrouver aujourd'hui ces pittoresques boutiques à auvent où s'étalaient de riches fourrures, des selles aux harnachemens décorés de houppes écarlates, des ceintures de soie, des faisceaux d'armes richement damasquinées, des parfums et des pipes.

La nouvelle ville, c'est-à-dire la vraie Belgrade, celle qui fut toujours habitée par les vrais Serbes, s'étend le long de la Save dans

la direction de Topchidéré, le Versailles de Belgrade. Là se montrent des voies larges, plantées d'arbres sur les deux côtés, des palais, de belles constructions à l'européenne, des magasins où l'orfèvrerie d'Orient rivalise avec l'orfèvrerie d'Occident. Quelle métamorphose! Lorsque M. Blanqui passa en 1841, à Belgrade, pour se rendre à Constantinople, chargé d'une mission philanthropique par M. Guizot, la pauvre capitale serbe, aux mains des Turcs alors, lui apparut sous un aspect des plus misérables. « Je ne fus pas frappé, écrit-il, comme je m'y attendais, de son air de désolation et de sa solitude. J'avais fait connaissance en Afrique avec la barbarie musulmane, et je la reconnus à ses œuvres à Belgrade. Je retrouvai dans le faubourg de cette ville habitée par les Turcs, la même hideuse physionomie que j'avais observée déjà à Koleah, à Blidah et à Constantine. Les costumes de l'Orient ne m'apparaissent plus que comme la livrée de la misère et du fanatisme. Nous rencontrions à peine dans les rues quelques rares passans et quelles rues! Ici des maisons en ruines ; plus loin, de vastes espaces découverts ; des boutiques sales et obscures ; des croisées sans vitres ; des habitans déguenillés : et pourtant, sous ces tristes dehors, il était facile de voir que nous n'étions pas encore tout à fait en Turquie. Plusieurs nouvelles maisons de construction moderne s'élèvent dans cette partie de la ville habitée par les chrétiens ; ces maisons diffèrent peu de celles de l'Allemagne. Quelques voitures consulaires, construites à Vienne, circulent dans les rues. Quelques casernes, un hôpital, une prison, bâtie sur le modèle des nôtres, annoncent la présence d'une civilisation naissante. Les femmes ne sont pas voilées. Beaucoup de Serbes ont adopté le costume européen (1). »

C'est naturellement à Belgrade que réside le prince régnant. C'est aussi le siège du gouvernement, composé de ministres individuellement et collectivement responsables vis-à-vis de la nation, et d'une assemblée nationale, la *skouptchina*. En vertu de la constitution de 1869, cette assemblée se compose en partie de membres nommés par le prince, en partie de membres élus par le suffrage universel. Est éligible comme député tout électeur âgé de trente ans, à l'exception des fonctionnaires de l'état, des militaires de l'armée régulière, et des avocats. Les députés sont nommés pour trois ans. Une « grande assemblée nationale, » composée de députés élus par la nation en nombre quadruple de ceux qui sont élus pour la *skouptchina*, est convoquée extraordinairement, dans les cas prévus par la constitution. Un « conseil d'état » dont les membres sont à

(1) *Voyage en Bulgarie;* Paris, 1843.

la nomination du prince, donne son avis sur les questions qui lui sont soumises; son organisation rappelle celle du conseil d'état en France.

En 1879, les recettes de la principauté provenant d'impôts directs et en grande partie d'une taxe personnelle en rapport, comme nous l'avons vu, avec le rang, la profession, et les revenus de chaque contribuable, étaient de 19 millions de *dinars* ou francs environ (1). Les dépenses ne se sont même pas élevées à cette somme, et elles ont laissé un excédent de 40,000 francs. La Serbie, en dehors d'un petit emprunt intérieur de 10 millions de francs motivé par sa dernière guerre avec la Turquie, n'a pour dette nationale que 25 millions de francs, dette garantie par la Russie, en 1877, à divers banquiers de Paris. Quant à son commerce, lequel est presque tout aux mains des juifs, c'est avec l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Roumanie qu'il se fait. La principauté reçoit de ces pays divers produits évalués à 31 millions de francs; elle en exporte de son côté pour une somme de 36 millions (2). Cette exportation consiste généralement en animaux vivans et surtout en porcs, élevés presque sans frais et par troupeaux considérables dans les immenses forêts qui couvrent la plus grande partie du territoire serbe.

Évidemment, les temps sont proches où la Serbie doit prouver qu'elle a d'autres ressources que celles dont nous venons de donner le chiffre. Elle en a fini avec les guerres de l'indépendance et aussi, — nous le souhaitons pour elle, — avec les craintes inspirées par deux puissans voisinages, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Ce qui lui manque, ce sont des routes et des voies ferrées. Et qui sait? Absorbée qu'elle était par le souci de sa défense, elle n'a peut-être connu que dernièrement les régions où il lui fût possible d'en ouvrir. Certes, ce ne sont pas les Turcs, ignorans et engourdis par leur fatalisme, qui eussent pu les leur indiquer. Le croira-t-on? Jusqu'à une époque peu éloignée de nous, il était paradoxal de dire qu'un voyage de Belgrade à Salonique fût possible en carrosse, et cela par la raison bien simple qu'il n'avait jamais été ouvert de route entre ces deux villes par aucun peuple et que les anciennes cartes de géographie indiquaient, par erreur, comme non interrompue, la chaîne de montagnes qui court du nord au sud en Turquie d'Europe. Grâce aux travaux de Boué et de Grisbach, à la carte de Kiepert, grâce aussi à quelques voyages scientifiques entrepris avec l'intention de faire connaître la presqu'île turque, il est avéré aujourd'hui que la nature a fait ce que la main des hommes aurait eu à faire, et qu'il est, en effet, possible d'aller en voiture de Belgrade à Salonique

(1) Un *dinar* vaut 1 franc.

(2) Tableau des douanes serbes en 1875.

aussi aisément que l'on peut aller de Lyon à Marseille en suivant le cours du Rhône.

Les grandes vallées où coulent la Morava et la Wardar et qui se prolongent dans toute la largeur de la Turquie, sont pourtant connues depuis longtemps. Mais telle a été l'insouciance de la Turquie, de l'Autriche et de l'Allemagne pour la géographie de ces pays qu'il n'est venu à l'idée de personne pendant bien des années, que les tranchées naturelles créées par les deux rivières pouvaient être utilisées, et qu'il y avait urgence à détruire la fausse croyance d'une chaîne de montagnes centrales non interrompue de la Mer-Noire à l'Adriatique. Dès que la lumière fut faite, dès que l'on fut persuadé que les vallées fertilisées par la Morava et la Wardar livraient au génie de l'homme une série de plaines sans obstacles sérieux, l'établissement d'un chemin de fer rendant encore plus prompte les communications entre l'Europe, l'Égypte et les Indes s'imposa dès lors à tous les esprits amis du progrès de la Serbie.

L'un de nos collaborateurs, M. le comte de Castellane, a fait, à cette occasion, un travail des plus instructifs sur les diverses routes suivies actuellement par les malles françaises et anglaises qui, quatre fois par an, aller et retour, nous relient avec l'extrême Orient. Un résumé de cette patiente étude prouve, avec chiffres à l'appui, qu'en allant d'Alexandrie à Londres par Salonique, Belgrade, Vienne et Calais, on gagne quarante-sept heures sur le parcours par Marseille et neuf heures sur celui de Brindisi. La distance pourra être encore diminuée d'environ 300 kilomètres quand les chemins de fer actuellement en construction ou en projet permettront d'aller directement de Belgrade à Munich sans passer par Vienne (1). Les roues d'une locomotive transportant avec une rapidité foudroyante la malle des Indes ne laissent pas évidemment la fortune derrière elles, mais il est avéré qu'elles contribuent à enrichir les pays qu'elles traversent. Nous n'en voulons pour preuves que le regret ressenti par la ville de Marseille en se voyant enlever son transit à la suite du percement du Mont-Cenis.

Mais n'est-ce que cet avantage, en somme secondaire, qui pousse la Serbie à se couvrir de voies ferrées comme elle se prépare à le faire? Poser la question, c'est la résoudre. Il lui était absolument impossible de rester dans l'ornière des quelques rares routes ouvertes au commencement de ce siècle par son premier prince Milosch, quand sur ses frontières du Nord et du Midi se trouvaient déjà deux têtes de ligne, l'une débouchant en Occident par Baziasch et Vienne, l'autre ouvrant sur l'Orient par Mitrovitza et Salonique.

(1) La vitesse des bateaux à vapeur a été calculée en raison de 18 kilom. 520 par heure ou 10 nœuds marins de 1,852 mètres chacun. — La vitesse de la malle est de 50 kilomètres à l'heure.

Il y avait donc là un raccordement dont la Serbie ne pouvait plus retarder l'exécution. Un proverbe turc dit ceci : « L'homme hait ce qu'il ne connaît pas. » Le proverbe peut être vrai, mais ailleurs qu'en Serbie, où l'on hait les Turcs parce qu'on les y a trop connus. Oui, beaucoup de Serbes n'ont jamais entendu le sifflet d'une locomotive, et grande sera leur surprise lorsque le souffle puissant d'une machine viendra troubler les magnifiques solitudes de la Morava. Mais est-ce bien leur faute? Il a suffi de lire le résumé de leur histoire politique pour comprendre que ce n'est qu'après la proclamation et la reconnaissance de leur indépendance par les puissances européennes qu'ils ont pu accorder leur attention à des réformes et songer à marcher de pair avec les nations les plus en progrès. Qui donc eût songé à élever des usines en Serbie, à construire des chemins de fer, à fouiller la ceinture de montagnes qui enserre le pays à l'est, à l'ouest et au sud, quand pas un Serbe n'était assuré d'un lendemain?

Les Serbes, fuyant les villes où leurs oppresseurs se tenaient de préférence, durent se borner à défricher les terres et à élever dans des forêts aux ressources inépuisables des troupeaux qu'ils vendaient ensuite argent comptant à leurs voisins, voisins auxquels ils n'achetaient rien, n'ayant aucun besoin. Les belles armes et de la poudre étaient les deux seuls objets dont ils voulussent à tout prix : on sait pour quel généreux usage. Et c'est ainsi qu'amoncelant pendant des siècles les produits de leurs champs et de leurs élevages, les Serbes ont amassé de véritables trésors qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour sortir des retraites secrètes où ils étaient tenus enfouis. Continuellement en butte aux tracasseries mesquines des Turcs, c'est donc hier seulement qu'ils ont appris que, sous la protection des puissances européennes, il leur était permis de relier leur territoire par des voies ferrées à Constantinople, à Salonique, à Pesth, à Vienne et à Paris. Alors, couverts de leurs rustiques manteaux de bique, ils sont accourus, et, ouvrant leurs mains vaillantes et pleines d'or, ils ont dit à de riches sociétés financières : « Prenez et rattachez notre chère patrie aux nations les plus civilisées, à celles dont la Serbie est devenue la *probatime*, la sœur d'adoption, dès l'instant où elles proclamèrent son indépendance définitive devant les Turcs, aux yeux du monde civilisé! » Ce langage patriotique a été favorablement écouté, et une ère nouvelle date du jour où les Serbes ont effectué à Belgrade leur premier versement aux mains des représentans des grandes compagnies.

EDMOND PLAUCHUT.

LES

LIVRES D'ÉTRENNES

Entre autres obligations que la succession de l'année nous ramène, s'il en est quelquefois de pénibles, il en est d'agréables aussi, comme de feuilleter de beaux livres, et même d'en parler. On sait quel aspect de luxe élégant, depuis quelques années, ou plutôt quelle valeur d'art ont pris les livres d'étrennes, et, n'étaient quelques cartonnages encore trop épais, mais surtout trop dorés, il n'y aurait qu'à se féliciter des progrès du goût public, dont la plupart de ces volumes nous viennent périodiquement renouveler le témoignage. Nous ajouterons que, cette année tout particulièrement, il nous paraît y avoir dans le nombre de ces beaux volumes quelques ouvrages dont le texte est plus remarquable encore que l'illustration; — qui ne sont livres d'étrennes que pour être tombés, comme de rencontre, en décembre; — et dont le contenu, pour son importance, ou pour son intérêt, ou pour sa nouveauté, mériterait en tout temps d'être signalé.

Nous ne disons pas cela, comme on pense, pour les deux magnifiques volumes que nous placerons, d'ailleurs, entre tous au premier rang, le *Deuxième Récit des temps mérovingiens* et *l'Histoire d'Esther*. On en pourra prendre occasion, sans doute, pour relire des textes dignes, en effet, d'être relus, mais il est bien certain que ce qu'on y cherchera, ce sont les grandes compositions de M. Jean-Paul Laurens et les eaux-fortes de M. Bida. Le *Deuxième Récit des temps mérovingiens* (1), — non pas préci-

(1) *Le Deuxième Récit des temps mérovingiens*, texte d'Augustin Thierry; compositions de M. Jean-Paul Laurens, 1 vol. in-f°; Hachette.

sément moins dramatique, mais moins serré que le premier, et plus dispersé, pour ainsi dire, en épisodes, — n'a pas moins heureusement inspiré M. Jean-Paul Laurens. Nous avons dit déjà l'année dernière comme la nature de son talent convenait à l'interprétation de ces scènes de violence et de deuil, de ces tragédies à la fois splendides et sanguinaires, de ce mélange enfin d'insolente magnificence et de simplicité barbare qui est la sombre, mais incontestable poésie de l'époque mérovingienne. Il ne s'agit pas, après cela, de savoir ou non si le caractère de l'interprétation est vraiment mérovingien, mais, uniquement, s'il nous donne une sensation que nous ne puissions confondre avec nulle autre, et si cette sensation est légitime, je veux dire, s'il n'y a pas d'anachronisme grave dans la disposition générale des architectures, dans la mise en place des détails de costume ou d'ameublement, enfin dans ce que nous nous imaginons que devait être l'expression physionomique d'un Sigebert ou d'un Chilpéric. Je crois que l'on reconnaîtra ces mérites certains dans les compositions de M. Jean-Paul Laurens, et que le *Deuxième Récit des temps mérovingiens* ne sera pas accueilli moins favorablement que le premier. Les effets surtout que l'artiste a tirés de l'ampleur flottante et de la tristesse lugubre du costume monacal sont extraordinaires. L'expression n'est pas trop forte pour louer la troisième et la sixième de ces compositions, — les moines de Saint Martin essayant d'éloigner de leur monastère le débarquement des Francs, et l'évêque Salvius répondant à Grégoire de Tours le mot devenu légendaire : « Je vois le glaive de Dieu suspendu sur cette maison. »

L'Histoire d'Esther (1) comptera sans doute aussi, sauf peut-être une ou deux planches, la troisième, par exemple, et la huitième, qui sont mesquines d'aspect, parmi les meilleurs fragmens de cette vaste illustration de la Bible que M. Bida poursuit depuis déjà plusieurs années, et qui tient sa remarquable originalité d'une habitude, et d'une connaissance, et d'une science approfondie de l'Orient. M. Bida part de ce principe que, l'Orient, mais l'Orient véritable, non pas celui de certains peintres, étant le pays de l'immobilité, c'est à la lumière de ses coutumes, demeurées les mêmes jusqu'à nous et depuis le temps de Ruth ou d'Esther, qu'il faut interpréter la Bible. Aussi ne se contente-t-il pas de jeter un vêtement oriental sur les épaules de quelque modèle européen, mais chez lui les physionomies, les attitudes, les gestes sont visiblement d'une autre race, d'une autre contrée, d'un autre état social que les nôtres. Il a, de plus, ici, très ingénieusement fait servir à l'illustration de l'*Histoire d'Esther* ce que les antiquités dites assyriennes lui fournissaient de renseignemens archéologiques. Nous

(1) *L'Histoire d'Esther*, traduction de Lemaistre de Sacy, eaux-fortes de M. Bida, 1 vol. in-f°; Hachette.

en dirions davantage si nous pensions qu'il fût besoin d'aider à la fortune de l'œuvre de M. Bida. Mais ce serait en vérité comme si nous nous attardions à louer l'exécution typographique de ces deux volumes. Elle est ce qu'elle était l'an dernier, large, simple, sévère, correcte, et pour dire quelque chose de plus, elle n'est pas en caractères elzéviriens. Je ne comprends pas le succès du caractère elzévirien.

Je serais tenté de dire aussi, pour être complètement vrai, que je ne comprends pas davantage le succès de la chromolithographie. Mais il faut prendre son temps, et cette année du moins, ce serait y mettre trop de mauvaise volonté que de s'en plaindre. Si le procédé chromolithographique, en effet, a parfois des applications légitimes, c'est sûrement dans quelques-uns des ouvrages que nous avons là sous les yeux, et tout d'abord dans un livre comme celui de MM. Audsley et Bowes, sur *la Céramique japonaise* (1). Toutes les planches y sont vraiment d'une richesse de couleur, d'une finesse de ton et d'une vivacité de relief auxquelles il faut rendre justice. Il y a là des vases, des potiches, des plats, des assiettes, des bols, des soucoupes et des tasses, aux formes élégantes, presque toujours, dans leur bizarrerie voulue, d'une profondeur et d'une intensité de coloration merveilleuses, qui donneraient aux plus indifférens l'envie de se faire collectionneurs si nous vivions dans un siècle où la bonne volonté pût suffire à ce coûteux emploi. Mais à ceux-là du moins qui devront renoncer à boire du thé de provenance authentique dans une tasse de Kioto ou de Satsouma, — d'autant qu'au Japon comme en Chine, et comme ailleurs, l'art céramique a tout l'air d'avoir versé dans l'industrie, et dans la pire des industries, c'est à-dire l'industrie d'exportation, — le livre de MM. Audsley et Bowes donnera sur la technique et l'histoire de la fabrication japonaise les plus instructifs, curieux et précieux renseignemens. La connaissance, encore bien superficielle, des hommes et des choses de l'extrême Orient est l'une des acquisitions de notre siècle, et parmi les moyens de l'accroître et de la préciser, je songeais en parcourant ce livre que l'étude de la céramique japonaise ou chinoise pourrait bien n'être guère moins utile que l'étude des vases grecs à la connaissance des antiquités helléniques.

Où le procédé chromolithographique est encore bien à sa place, c'est quand on le fait servir, comme dans l'*Histoire du gentil seigneur de Bayard* (2), à la reproduction des laides, mais caractéristiques miniatures de nos anciens manuscrits. Dans ce volume, ordonné sur le plan

(1) *La Céramique japonaise*, par MM. G.-A. Audsley et J.-L. Bowes. Édition française publiée sous la direction de M. Racinet, 1 vol. in-4°; Firmin-Didot.

(2) *Histoire du gentil seigneur de Bayard*, édition rapprochée du français moderne, par M. Lorédan Larchey, avec une introduction, des notes et des éclaircissemens, 1 vol. in-8°; Hachette.

du *Froissart* publié l'an dernier par les soins de Mme de Witt, nous n'avons pas constaté sans plaisir que, tout en rapprochant le vieux texte du français moderne, l'éditeur, M. Lorédan Larchey, s'était acquitté de la tâche avec autant de discrétion que possible, se bornant à *moderniser* uniquement l'orthographe, ce qui ne laisse pas d'altérer toujours un peu la figure entière des mots, mais enfin ce qui ne désagrège pas, pour ainsi dire, le tissu de la prose originale ni n'enlève au texte authentique, du même coup que sa date, le meilleur de sa personnalité. Parmi les illustrations très abondantes et qui s'offrent presque à chaque page comme le commentaire animé du récit, nous avons particulièrement remarqué, sous la signature de M. Poirson, quelques petits *bois* d'une facilité de verve et d'une légèreté d'exécution singulière. En leur faveur, — comme en faveur aussi du caractère général de l'illustration, — nous ne tiendrons pas autrement rancune à quelques *bois* moins heureux et moins bien venus.

Ce même caractère d'illustration, mais ici plus rigoureusement observé, je veux dire sans interposition d'aucun artiste interprétant le texte à sa fantaisie, nous le retrouvons dans *le* XVIIe *Siècle* (1), par M. Paul Lacroix. Un premier volume avait paru voilà deux ans. J'ignore l'importance que M. P. Lacroix peut attacher à son texte, dont je ne veux pas médire, mais l'illustration, — très certainement, — domine ici le texte et l'absorbe. L'intérêt principal est dans ces documens figurés qui sont ici plus et mieux que de l'ornement, qui sont la substance même du livre. C'est tantôt la reproduction de pièces absolument uniques, enfermées dans des collections privées, et de la communication desquelles on ne saurait trop remercier la libéralité de leurs possesseurs : tel est le *fac-simile* de trois pages du célèbre manuscrit de *la Guirlande de Julie*, communiqué par Mme la duchesse d'Uzès; tel est encore le *fac-simile* d'un camaïeu du manuscrit original de l'*Adonis* de la Fontaine, communiqué par M. Dutuit. Tantôt ce sont des pièces, en quelque sorte plus rares que les pièces uniques, les pièces introuvables, c'est-à-dire que l'on ne sait où aller chercher, qui se découvrent au hasard de l'investigation, un portrait, une gravure, un livre, que sais-je encore? une pendule, une soupière, tel meuble ou telle tapisserie du temps. Et tout cela joint ensemble, bien distribué, bien classé sous des chapitres distincts, forme un volume ou plutôt un album qu'à peine est-il besoin de lire, et qu'il suffit de feuilleter pour revivre, comme dans l'intimité de sa vie quotidienne, le XVIIe siècle tout entier.

Ne quittons pas les ouvrages où la chromolithographie se mêle

(1) *Le* XVIIe *Siècle. Lettres, sciences et arts*, par M. Paul Lacroix, 1 vol. in-4°; Firmin-Didot.

aux autres procédés d'illustration sans signaler le troisième volume des *Oiseaux dans la nature* (1), un ouvrage que nous avons eu déjà plusieurs fois l'occasion de recommander à nos lecteurs, à mesure même de sa publication. Les *bois* en sont toujours très remarquables et les chromolithographies aussi, — compositions originales, non plus simples reproductions, — dont nous ne saurions dire d'ailleurs si le procédé d'exécution est sensiblement différent de ce qu'il est d'ordinaire, mais qui, du moins, ont ce mérite à nos yeux de n'être pas, comme tant d'autres, assez désagréablement brillantées, gommées, vernies,.. c'est aux éditeurs à mettre ici le mot juste, et à nous épargner une autre fois l'embarras de le chercher.

Nous arrivons maintenant à des ouvrages où l'illustration, sans perdre de son importance ou de sa beauté, commence pourtant plus humblement à se subordonner au texte. Mettons ensemble les récits de voyages. Il n'en est pas moins de quatre, en 1881, qui, pour des qualités diverses, nous paraissent des plus intéressans que l'on ait publiés depuis longtemps. *La Terre-Sainte* (2), par M. Victor Guérin, n'est pas précisément ce qu'on appelle un récit de voyage, noté comme au jour le jour, sous la brusque impression du moment, mais plutôt un livre savamment composé, repris sur les souvenirs de l'auteur et didactiquement écrit. Le voyage, M. Guérin l'a fait, même il l'a fait plus d'une fois, à titre officiel, et chargé d'importantes missions scientifiques. Son nom, d'ailleurs, est connu pour celui de l'un des plus habiles explorateurs de la Terre-Sainte. Nous louerons donc volontiers l'exécution typographique de ce volume, qui est très belle; nous ne marchanderons pas l'éloge aux *bois*, qui n'ont de défaut que d'être un peu plus noirs qu'il ne faudrait; mais c'est au texte principalement que nous adresserons le lecteur. Il y trouvera l'une des descriptions les plus amples et les plus détaillées qu'il y ait d'une contrée toujours nouvelle à décrire, quoique si souvent décrite; de curieuses discussions d'histoire et d'archéologie, pour ne pas dire d'exégèse, sur les questions qui lèvent en quelque façon à chaque pas que l'on fait sur le sol de la Palestine; et si par hasard le style, un peu pompeux parfois, de M. Victor Guérin le choquait dans le goût que nous lui supposons ou plutôt que nous lui connaissons pour la mesure, il n'aurait qu'à relire le *Voyage en Syrie* de M. Gabriel Charmes et l'équilibre serait rétabli. Je ne pense pas que l'observation soit pour rien diminuer du très vif et très sérieux intérêt qu'on ne saurait manquer de prendre à la lecture du beau volume de M. Victor Guérin.

(1) *Les Oiseaux dans la nature*, par MM. E. Rambert et L.-Paul Robert, 1 vol. in-f°; Lebet.

(2) *La Terre-Sainte, son histoire, ses souvenirs, ses sites, ses monumens*, par M. Victor Guérin, 1 vol. in-f°; Plon.

Un voyageur qui ne pèche point par excès d'enthousiasme, c'est le voyageur italien dont on nous donne cette année, très bien imprimé, très bien illustré, le *Voyage au Maroc* (1), M. Edmondo de Amicis. Peu de voyageurs sont plus faciles, plus amusans, et plus profitables à suivre. C'est que tous ses récits sont marqués au même coin d'humoristique sincérité. M. de Amicis a cette rare qualité qu'il ne voit pas comme tout le monde et qu'il ne se croit pas tenu de sentir sur la foi de Murray, de Bædecker ou de Joanne. Homme d'esprit, observateur pénétrant, parfois même profond, metteur en œuvre très habile et conteur animé, persuasif, entraînant, ce qui ne va pas sans beaucoup d'imagination, les récits de M. de Amicis sont-ils toujours d'une rigoureuse exactitude? C'est de quoi, ne connaissant ni Tanger ni même Constantinople, nous ne pouvons répondre. Mais ce que nous dirons, c'est qu'en aucun état de cause nous ne voudrions que ces récits mêmes fussent autres qu'ils ne sont. Tant pis pour le Maroc et tant pis pour Constantinople, si, par hasard, ils ne ressemblaient pas au portrait que nous en a tracé le voyageur! Le Maroc est dans son tort. C'est le voyageur qui a raison. Ce qui d'ailleurs nous fait croire aisément que les impressions de M. de Amicis doivent être aussi vraies qu'amusantes, c'est que M. de Amicis a visiblement ce don, si rare, de communiquer sa sensation telle qu'il l'a reçue, simplement et fortement. Nous engageons donc tous nos lecteurs à lire non-seulement *le Maroc,* mais aussi les autres voyages de M. de Amicis, en nous excusant d'avoir attendu jusqu'au temps des étrennes pour les leur signaler.

C'est un autre genre d'intérêt que présente le volume de M. F. Kanitz, traduit ou réduit de l'allemand sous le titre de *la Bulgarie danubienne et le Balkan* (2). L'ouvrage ne représente pas moins de vingt ans de voyages, d'excursions, d'études, de recherches enfin de toute sorte pour faire connaître à l'Europe un pays, un peuple, une histoire qu'en effet elle ne connaissait guère. M. Kanitz a raison de croire que, dans l'état présent des choses orientales, ses *Études* ne sauraient manquer d'attirer une attention toute particulière, mais il nous semble qu'en tout temps, le succès n'aurait pu leur faire défaut.

Le très original voyage du major de Serpa Pinto : *Comment j'ai traversé l'Afrique* (3) rentre dans la catégorie des voyages d'exploration de cette terre, toujours mystérieuse, en dépit de ce que le siècle y a déjà dépensé d'efforts vraiment héroïques, de courage trop souvent malheureux, et de dévoûment mal récompensé. Le voyage de M. de Serpa Pinto, du

(1) *Le Maroc,* par M. Edmondo de Amicis, traduction de M. Henri Belle, 1 vol. in-4°; Hachette.

(2) *La Bulgarie danubienne et le Balkan,* par M. F. Kanitz, 1 vol. in-8°; Hachette.

(3) *Comment j'ai traversé l'Afrique*, par le major Serpa Pinto, traduction de M. Belin de Launay, 2 vol. in-8°; Hachette.

moins, bien commencé, bien terminé, comptera parmi les plus heureux en même temps que parmi les plus importans. C'est presque de bout en bout, de l'Atlantique à l'Océan indien, de Saint-Paul-de-Loanda jusqu'à Port-Natal et par des contrées où nul Européen n'avait encore posé le pied que l'habile et courageux explorateur a traversé l'Afrique méridionale, se conciliant la faveur des plus gros potentats par des moyens qui n'avaient pas encore été, que je sache, employés jusqu'à présent, comme par exemple en leur faisant confectionner des culottes par ses noirs serviteurs, recueillant des observations scientifiques dont la difficulté même qu'il y avait à les faire nous garantit la valeur, et tenant un journal d'une absolue sincérité, dont nous laisserons au lecteur à juger maintenant quel peut être l'intérêt

Nous en aurons terminé pour cette année de la littérature des voyages en mentionnant un dernier volume : *Sahara et Soudan* (1), traduit par M. Jules Gourdault de l'allemand du docteur G. Nachtigal. Allemands et Italiens voyagent terriblement dans des pays qu'il devrait nous appartenir d'explorer. Nous joindrons tout naturellement ment à ces récits le septième volume de la grande *Géographie* (2) de M. Reclus, qui traite de la Chine et du Japon. Il serait superflu de redire une fois de plus ce que nous avons eu déjà si souvent l'occasion de dire de ce rare travail. Ce qui est remarquable, c'est que la facilité d'exécution s'y soutienne toujours et que l'auteur, arrivant à son septième volume, n'ait pas un instant plié sous l'amas des documens de toute provenance qu'il a dû soulever.

Nous ne dissimulerons pas une prédilection toute particulière pour les ouvrages où nous voici : ce sont les ouvrages qui traitent de l'histoire de l'art. Ils manquaient à notre littérature. Et encore aujourd'hui, tandis qu'il existe en Allemagne, par exemple, je ne sais combien de *Manuels de l'histoire de l'art*, nous attendons toujours en France qu'il plaise à quelque éditeur de nous en donner un qui compte et où l'on puisse apprendre. Il y a bien à la vérité quelque chose de ce que nous demandons là dans le livre de M. Henry Havard : *l'Art à travers les mœurs* (3). C'est dommage qu'il se rencontre dans la première partie de ce livre, sous prétexte d'esthétique et de philosophie de l'art, beaucoup de confusion. La seconde est plus intéressante, mais sans être tout à fait, même pour l'art français, dont M. Havard a voulu traiter uniquement, ce que le titre semblait promettre, une histoire de l'in-

(1) *Sahara et Soudan*, t. I, *Tripolitaine, Fezzan, Tibesti, Kanem, Borkou et Bornou*, par le docteur G. Nachtigal, 1 vol. in-8°; Hachette.

(2) *Nouvelle Géographie universelle. La Terre et les Hommes*, t. VII, *l'Asie orientale*, par M. Élisée Reclus, 1 vol. in-8°; Hachette.

(3) *L'Art à travers les mœurs*, par M. Henry Havard, 1 vol. in-8°; Quantin.

fluence des révolutions des mœurs sur l'évolution de l'art ou encore une histoire de l'art déduite pour ainsi dire de l'histoire des mœurs.

Si cependant notre vœu ne devait pas se réaliser, voici du moins quelques livres qui se présentent à nous comme autant de fragmens de cette histoire. En premier lieu, l'*Histoire de l'art dans l'antiquité* (1), par MM. George Perrot et Charles Chipiez. Nous n'en avons encore que le premier volume, consacré tout entier à l'histoire de l'art égyptien. Les autres, — à travers l'Assyrie, la Perse, l'Asie-Mineure, la Grèce, l'Étrurie, Rome enfin, — nous conduiront jusqu'aux naïfs débuts de l'art chrétien. Cette seule indication suffit à donner une idée de ce que sera l'ouvrage, de la simplicité de son plan comme de l'ampleur de ses proportions. Ajoutez encore la réelle hardiesse de l'entreprise, en songeant qu'ici le cadre n'est pas donné comme il le serait pour une *Histoire universelle*, par exemple ou, comme il l'était pour la *Géographie* de M. Reclus, puisque enfin l'Égypte, l'Assyrie, l'Asie-Mineure, l'Étrurie n'ont été vraiment découvertes que de nos jours, puisque au temps de Winckelmann, de qui d'ailleurs MM. Perrot et Chipiez s'honorent de relever, les époques de l'art grec lui-même étaient pitoyablement confondues, et puisque à peine savait-on distinguer les originaux helléniques des répétitions que la piété fastueuse des Romains de l'empire avait multipliées dans ses temples. Le reste, je veux dire le détail de l'exécution, les lecteurs de la *Revue* savent déjà, par quelques chapitres, dont ils ont eu la primeur et que M. Perrot a depuis refondus dans son livre, ce que les auteurs de l'*Histoire de l'art dans l'antiquité* feront entrer d'intérêt, et pour toute sorte de lecteurs, dans un ouvrage qui tournerait si facilement à la sécheresse d'un catalogue s'il n'était vivifié par l'érudition abondante et diverse de M. Perrot en même temps que par la compétence toute spéciale de M. Chipiez : j'ajoute encore par le visible amour qu'ils portent l'un et l'autre à leur vaste, neuf et beau sujet.

Il nous faudrait ici pouvoir signaler quelque ouvrage — fût-il de bien moindre importance et de proportions infiniment plus modestes — où quelqu'un eût eu l'heureuse idée de faire pour le moyen âge ce que MM. Perrot et Chipiez font pour l'antiquité. Nous n'en voyons malheureusement pas. Résignons-nous donc à franchir brusquement un intervalle de bien des siècles et venons au livre de M. Müntz sur *les Précurseurs de la renaissance* (2). Il fait partie d'une *Bibliothèque internationale de l'art* dont nous ne saurions trop applaudir l'intention, mais dont nous ne voyons pas bien, sur les titres que l'on nous donne, ce

(1) *Histoire de l'art dans l'antiquité*, t. I; *l'Égypte*, par MM. George Perrot et Charles Chipiez, 1 vol. in-8°; Hachette.

(2) *Les Précurseurs de la renaissance*, par M. Eugène Müntz, 1 vol. in-4°; Librairie de l'Art.

que sera la composition. Était-il, par exemple, urgent d'écrire l'*Histoire de la miniature byzantine*, et voire du *Péplos d'Athéné Parthénos?* Il est certain que tout tient à tout, mais voilà bien des affaires ensemble. Quant au livre lui-même de M. Müntz, conçu d'après un plan que M. Müntz pouvait seul remplir, parce que, en général, les érudits sont assez étrangers aux questions d'art, mais les artistes, en revanche, plus étrangers encore aux questions d'érudition, il est digne du *Raphaël* que M. Müntz nous avait donné l'an dernier. Sous le nom de *Précurseurs de la renaissance*, M. Müntz a donc compris non-seulement les artistes, — Nicolas de Pise, Giotto, Brunellesco, Donatello, Ghiberti, Masaccio, fra Angelico, — mais aussi les archéologues, amateurs et collectionneurs du XIVe et du XVe siècles. Au fond, c'est une tentative, une tentative heureuse, que nous croyons qui doit aboutir, pour restituer à l'étude de l'antiquité, dans le grand mouvement de la renaissance, la part d'influence, et d'influence décisive, que certains admirateurs excessifs du moyen âge essaient depuis quelques années de lui disputer. Il ne serait rien sorti du moyen âge, en Italie, non plus qu'ailleurs, sans le contact revivifiant de l'antiquité, ou du moins il en serait sorti tout autre chose que ce que la civilisation moderne en a vu sortir; et l'art florentin lui-même, comme le prouve élégamment M. Müntz, par une simple distinction d'époques, aurait chu dans le naturalisme.

On pourrait tirer par une autre voie les mêmes conclusions du livre bien connu de M. Charles Clément, *Michel-Ange, Léonard de Vinci et Raphaël* (1), que l'on vient aussi d'illustrer à son tour et qui n'est, en dépit de son apparence plus modeste, ni par la nature de l'illustration, ni par la valeur consacrée du texte, le dernier de ces livres que nous devions recommander. On nous passera même d'attribuer à cette réédition d'un beau livre sous un nouveau format plus d'importance qu'au premier abord elle ne semblerait avoir. C'est que depuis quelques années on s'efforce tout doucement de déplacer le centre de l'histoire de l'art italien. On n'a pas encore osé toucher à Michel-Ange ou à Léonard de Vinci, mais on a commencé de toucher à Raphaël. L'admiration ne se détourne pas encore précisément des maîtres, mais elle dévie vers les *primitifs*. Il y là certainement un danger auquel il est bon de parer un peu à l'avance, et c'est un service que nous rendra le livre de M. Ch. Clément s'il obtient, et nous l'espérons, ainsi transformé, le succès qu'il mérite aujourd'hui comme jadis.

Je ne sais si M. Charles Blanc n'est pas pour quelque chose dans la diffusion de ces idées barbares, mais peut-être que ce n'est pas le temps de le lui reprocher à l'occasion de sa *Grammaire des arts décoratifs* (2).

(1) *Michel-Ange, Léonard de Vinci, Raphaël*, par M. Charles Clément, 1 vol. in-8°; Hetzel.

(2) *Grammaire des arts décoratifs*, par M. Charles Blanc, 1 vol. in-8°; Loones.

Quelques théoriciens de l'art ont soutenu cette thèse qu'il n'y aurait point, à proprement parler, de division tranchée entre le grand art et l'art décoratif ou même industriel, mais qu'insensiblement, toutes les parties de l'art étant solidaires, le grand art, sous la seule condition du génie de l'artiste, se dégageait naturellement de l'art industriel comme de son enveloppe. A l'appui de leur opinion, ils invoquaient ces temps heureux de l'histoire de l'art où la poterie grecque marquait ses œuvres au coin de la même élégance ou de la même beauté sévère que la statuaire elle-même des Phidias ou des Praxitèle, ces temps encore où Benvenuto Cellini n'était pas plus fier d'avoir conçu son *Persée* que de l'avoir pu couler en bronze, ces temps enfin où l'on retrouvait dans l'ameublement et le costume français le même air de dignité de convenance, de majesté que dans la peinture de Lebrun ou de Poussin. Si nous entendons bien cette *Grammaire des arts décoratifs*, ce doit être aussi là l'idée de M. Charles Blanc. Il ne resterait plus qu'à la discuter.

Les livres d'histoire proprement dits ne sont pas nombreux cette année. En dehors de ceux que nous avons cités plus haut, nous ne voyons guère que l'*Histoire des Romains* (1), de M. Victor Duruy, œuvre considérable à laquelle plusieurs fois nous avons rendu justice et qui méritera, quand elle sera terminée, que quelqu'un la tire du nombre des livres d'étrennes pour l'étudier et l'apprécier à loisir. Nous regretterons que l'on n'ait pas publié dans les mêmes conditions de luxe typographique l'*Histoire de France* (2), de Michelet, mais telle en est la valeur, à tous égards, — nous parlons des premiers volumes et nous arrêtons l'expression de notre admiration au seuil du XVIIe siècle, — telle en est la valeur, que nous ne saurions trop en recommander cette édition nouvelle. Même disette aussi de livres scientifiques que de livres d'histoire. Voici pourtant le deuxième volume du *Monde physique* (3) de M. Amédée Guillemin, et voici *les Étoiles et les Curiosités du ciel* (4) de M. Camille Flammarion. M. Camille Flammarion déborde d'enthousiasme astronomique. Par exemple, il glisse quelquefois au milieu de ses descriptions des anecdotes qui n'ont que faire avec son sujet, et la difficulté des transitions ne l'embarrasse guère. Avec cela, son livre, et quoique l'illustration laisse assez à désirer, n'en est pas moins un livre facile à lire et riche de renseignements de toute sorte.

La place va nous manquer : cependant nous nous reprocherions

(1) *Histoire des Romains*, t. IV, par M. Victor Duruy, 1 vol. in-8° ; Hachette.

(2) *Histoire de France*, par J. Michelet, 1 vol. in-8° ; Hetzel.

(3) *Le Monde physique*, par M. Amédée Guillemin, t. II, *la Lumière et la Chaleur ;* 1 vol. in-8° ; Hachette.

(4) *Les Etoiles et les Constellations du ciel*, par M. Camille Flammarion, 1 vol. in-8° ; Marpon et Flammarion.

d'omettre l'élégant volume de M. André Lemoyne. M. André Lemoyne est un poète et un paysagiste. Il se révèle à nous aujourd'hui comme romancier. Son *Idylle normande* (1), très richement illustrée par M. Duplais-Destouches, est une délicate nouvelle, pleine de détails charmans et de fines observations. On y retrouve tout le talent du poète; peut-être pourrait-on reprocher au paysagiste d'y montrer trop souvent le bout de l'oreille. La partie descriptive y tient parfois une place trop importante, mais les personnages se fondent si bien dans le paysage qu'ils forment avec lui un tout harmonieux. Ce livre, où le dessinateur a très habilement interprété la pensée de l'auteur, est sincèrement et spirituellement écrit. Il exhale un bon et sain parfum de nature, il est imprégné d'une émotion discrète, et, ce qui devient assez rare en ce temps de naturalisme à outrance, l'auteur a su s'y maintenir dans une région sereine où l'on respire un air pur et salubre comme celui de ces plages normandes qu'il décrit avec amour. Une autre idylle encore, — après la mer, les grandes bois, et la montagne après la plage, — ce pouvait être l'*Histoire d'un forestier* (2), de M. Prosper Chazel. Et, de fait, cela d'abord en avait la tournure; des chasseurs d'insectes, des pêcheurs de truites; mais, vers le milieu du volume, les Prussiens et Badois s'y sont mis et l'idylle s'est évanouie dans la fumée des batailles. Si d'ailleurs nous n'adressons pas le volume aux mêmes lecteurs que l'*Idylle normande*, il ne laissera pas de trouver aussi son public.

Nous mettrons MM. Lemoyne et P. Chazel en bonne compagnie, et nous passerons de leurs romans aux romans de Walter Scott, dont la maison Didot poursuit depuis deux ans la réédition (3). Quatre volumes ont déjà paru : *Ivanhoé*, *Quentin Durward*, *Rob-Roy*, *Kenilworth*. Il est de mode aujourd'hui non-seulement de déprécier, mais encore de traiter de haut en bas le grand romancier. Certainement, comme à tout le mone, il arrive à Walter Scott de sommeiller quelquefois. Mais cela n'empêche pas que de s'ennuyer trop à la lecture de Walter Scott, c'est signe de peu de goût et d'une grande pauvreté d'imagination. La traduction en cours est bonne, les illustrations du texte sont heureuses. En voilà plus qu'il n'en faut pour que nous ayons le courage de braver l'anathème et d'inviter le lecteur à se donner le plaisir non-seulement de relire *l'Antiquaire* et *Rob-Roy*, mais *Quentin Durward* lui même et ce romantique *Ivanhoé*.

Il nous reste quelques mots à dire des livres qui s'adressent plus

(1) *Une Idylle normande*, par M. André Lemoyne, illustrations de M. A. Duplais-Destouches, 1 vol. in-4°; Charpentier.

(2) *Histoire d'un forestier*, par M. Prosper Chazel, 1 vol. in-8°; Hennuyer.

(3) *Walter Scott illustré*, 4 volumes parus; Firmin-Didot.

particulièrement à la jeunesse. On nous les présente comme tels, et comme on nous les présente nous les prenons. Le fait est cependant que jeunes gens ou jeunes filles ne sont pas les seuls lecteurs qui puissent y trouver à la fois plaisir et profit. Je ne connais au moins personne qui ne puisse ou qui ne doive être heureux d'une occasion de relire *Madeleine*, le délicat récit de M. Jules Sandeau, que la maison Hetzel nous donne cette année très agréablement illustré. *Les Vieux de la vieille* aussi, d'Erckmann-Chatrian, qui marquent un retour des auteurs à leur première ou plutôt à leur seconde manière, — la manière de leurs *Romans nationaux*, — est un de ces récits que nous ne consentirons pas d'abandonner à la jeunesse, sous ce prétexte assurément étrange, mais caractéristique du temps présent, que tout le monde peut les lire en sûreté de conscience. Je ne crois pas enfin que l'*Histoire d'un ruisseau*, par M. Élisée Reclus, ou *la Vie de collège en Angleterre*, par M. André Laurie, soient ouvrages qui ne conviennent qu'à des collégiens. Le nom de M. Reclus recommande assez le nouvel ouvrage qu'il nous donne. Quant à celui de M. André Laurie, qui nous est offert comme le premier de toute une série, parce que au lieu de nous donner des renseignemens utiles sous formede dissertation, il nous les donne encadrés dans les lignes d'une légère intrigue et sous la fiction d'une fable qui persuade plus agréablement la leçon, ce n'est pas une raison pour qu'il soit moins instructif et moins intéressant. Tous ces volumes nous viennent de la maison Hetzel. Il convient d'y joindre le dernier récit de M. Jules Verne, *la Jangada*, où les lecteurs habituels de l'auteur des *Voyages extraordinaires* ne manqueront pas de retrouver sa verve accoutumée d'invention et son amusante habileté d'arrangeur; *le Secret de José*, de M. Lucien Biart, toujours aussi vif et spirituel conteur, et *les Chasseurs de girafes*, du capitaine Mayne-Reid.

Quant aux volumes un peu du même genre et s'adressant au même public qui nous viennent de la maison Hachette, nous avouerons que, noyés dans cet océan de livres d'étrennes, c'est de confiance que nous recommandons, sur le seul nom de leurs auteurs, M. J. Girardin, Mme Colomb et Mme de Witt, *Maman*, *les Étapes de Madeleine* et *Lutin et Démon*. C'est que l'on ne finit pas toujours comme on avait commencé; chemin faisant, on change parfois d'avis et, décidément, il est moins agréable de parler des livres d'étrennes que de les lire.

F. B.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 décembre.

S'il est vrai que les grandes choses aient avant tout besoin de temps pour se produire, pour se manifester dans leur caractère et dans leur ampleur, le ministère qui nous est né il y a un mois remplit tout au moins la première condition du programme : il prend son temps ! Les jours et les semaines passent, on attend à l'œuvre ce gouvernement nouveau, plein de promesses, destiné à tout donner à la fois, la stabilité aussi bien que le progrès, — et l'œuvre ne paraît pas. Le ministère en est encore à se reconnaître et à chercher sa voie. Il procède avec lenteur, avec précaution, sans se hâter de dévoiler ses conceptions et ses projets. Il a eu ses réceptions, il a fait des circulaires, il a distribué des emplois ; par le fait, il n'a point dépassé les préliminaires du début. C'est tout au plus s'il paraît établi et si les ministres de création nouvelle ont réussi à trouver un camp ou un gîte. Ils errent encore à la recherche d'un « immeuble de l'état, » d'un toit hospitalier sous lequel ils puissent s'abriter avec leurs services, et l'un d'eux aurait eu même, dit-on, l'étrange fantaisie de vouloir s'installer aux Invalides : c'était un peu tôt pour un pouvoir naissant ! Ce ministère du 14 novembre, devant lequel tout devait s'effacer, dont le chef était désigné depuis si longtemps, il semblait n'avoir qu'à paraître ; on le croyait tout préparé pour relever l'autorité du gouvernement, pour dominer du premier coup toutes les difficultés, pour en finir avec les confusions et les équivoques ; avant de le connaître, on ne doutait pas de sa popularité et de sa force, de son crédit dans le parlement. Voici cependant que, depuis son arrivée aux affaires, il semble n'être plus

préparé pour rien. Il montre plus d'embarras que de décision, plus d'inexpérience que d'habileté. Il hésite sur tout, il perd un temps précieux, et, après avoir été tout d'abord une surprise par la manière dont il s'est trouvé composé, il surprend encore plus, depuis qu'il est né, par son inaction, par la manière dont il laisse flotter la direction des affaires dans le parlement et hors du parlement. Il a positivement étonné par une certaine indigence d'idées, par une apparence de fatigue et de stérilité dès le premier moment.

Assurément, on aurait compris qu'un gouvernement nouveau tînt à prendre quelques jours pour coordonner son action, qu'il évitât d'engager trop de questions à la fois, qu'il voulût commencer par liquider devant les chambres les affaires passablement embrouillées qu'il recevait du dernier ministère. C'était une tactique aussi prudente que légitime. Malheureusement, le chef du nouveau cabinet, M. Gambetta, n'a pas vu qu'il y avait pour lui un autre danger à éviter : le danger de ne rien faire, de laisser trop voir que ce temps qui passait était du temps perdu, de prolonger sans compensation et sans raison l'attente publique. C'était livrer les esprits à toutes les incertitudes dans le moment le plus décisif. Il en est résulté aussitôt une sorte d'hésitation dans l'opinion et dans le parlement lui-même. La majorité n'a point sans doute manqué au gouvernement dans les quelques votes qu'on a eu à demander aux chambres ; elle a paru froide et flottante, plus difficile à manier ou à fixer, comme si tout avait changé, comme si on avait déjà fait bien du chemin depuis un mois. En d'autres termes, avant d'être élevé à la présidence du conseil, M. Gambetta était l'homme indispensable, universellement désigné. Le jour où il est arrivé au pouvoir avec son ministère tel qu'il l'a fait, il a provoqué un premier mécompte qui n'a pas tardé à se manifester sous toutes les formes du doute et de l'ironie. Après quelques semaines de pouvoir, il n'est plus déjà qu'un chef de cabinet comme un autre, embarrassé au milieu des difficultés dont il a recueilli l'héritage, et des ennuis qu'il se crée à lui-même par son attitude, par quelques-uns de ses actes, par ses théories ou ses pratiques de gouvernement. Dès ce moment, on peut dire que la contestation a commencé pour lui ; elle le suit, elle a grandi dans la mesure où le crédit de M. le président du conseil a diminué depuis son arrivée aux affaires. C'est là justement le changement qui s'est accompli en quelques semaines au détriment du ministère, qui est le résultat visible d'une certaine confusion trop prolongée et de quelques fausses manœuvres.

Déjà le chef du cabinet a pu s'en apercevoir dans cette discussion qui s'est élevée à la chambre au sujet de la création de nouveaux ministères et qui a pris tout à coup un intérêt inattendu. Rien de plus curieux et de plus instructif que ce débat, dont le point de départ est

fort simple, auquel les circonstances ont donné le caractère d'une sorte de duel politique et oratoire entre M. le président du conseil et un des hommes qui représentent avec le plus de fermeté les opinions modérées dans la chambre des députés, M. Ribot. Jusqu'à quel point le remaniement des grands services de l'état et la création de nouveaux ministères répondent-ils à une nécessité publique ? C'est là une question sur laquelle, à vrai dire, les avis peuvent se partager. On peut certainement dire que l'agriculture représente en France d'assez grands intérêts pour qu'il soit d'une bonne politique de lui donner un ministère spécial, d'autant plus que c'est là une institution qui a été réclamée bien des fois. On peut soutenir aussi que, dans un régime parlementaire, il est tout simple d'associer au gouvernement, soit comme ministres, soit comme sous-secrétaires d'état, un certain nombre de membres du parlement et qu'il peut, par conséquent, être utile de multiplier les portefeuilles, de diviser les services, selon le mot de M. Gambetta. Ce sont là des opinions qui peuvent être contestées, au nom même des intérêts qu'on prétend servir, — qui peuvent aussi être défendues par des raisons sérieuses. La question a été agitée plus d'une fois; elle n'a malheureusement été tranchée le plus souvent que sous l'influence de considérations personnelles ou par des motifs de circonstances; mais ce n'est pas là le principal objet du débat de l'autre jour. La discussion s'est élevée sur un point plus délicat, plus grave au fond qu'il n'en avait l'air. Utile ou inutile, opportune ou inopportune, l'institution des nouveaux ministères crée dans tous les cas une charge de plus; elle se traduit dans le budget par une dépense permanente : qui a le droit de créer une charge fixe, d'introduire dans l'organisation publique une institution impliquant une dépense permanente?

Oui, qui a ce droit? La commission des finances qui avait été nommée pour examiner la proposition de crédits présentée par le gouvernement n'avait pas laissé d'être très partagée; elle ne voulait nullement faire acte d'opposition; elle n'entendait pas atteindre les nouveaux ministères récemment constitués, le gouvernement tout entier, par un refus de subsides, et, pour tout concilier, elle s'est bornée en proposant le vote des crédits, à émettre le vœu qu'à l'avenir le pouvoir législatif soit consulté sur toutes les créations de ce genre. Un vœu, un simple vœu, c'était bien peu de chose. C'était assez néanmoins pour soulever une question autrement sérieuse, la question même des limites entre les prérogatives du pouvoir exécutif et les droits du parlement. M. le président du conseil ne s'y est pas trompé; il a bien senti que, si on ne voulait pas le frapper, on entendait pourtant, d'un autre côté, réserver expressément les franchises législatives, et que cette réserve même contenait une censure, un mécontentement, si mitigé qu'il fût, que

cela voulait dire plus ou moins : « Nous ne contestons pas votre droit, mais nous blâmons l'usage que vous en avez fait... » M. le président du conseil s'est cru obligé d'engager vivement le combat pour chasser du rapport de la commission ce modeste vœu, dont il ne pouvait pas méconnaître la légitimité, qui l'importunait cependant. Un moment, il n'a pu s'empêcher de s'écrier avec impatience : « Je sais bien qu'on ne vote pas sur un vœu. Le vôtre ne se trouve ici que dans le rapport; mais il y est ! » Il y était effectivement, et c'est précisément à cette occasion que M. Ribot, d'une parole sobre, pressante et décisive, s'est fait le champion du droit parlementaire. M. Gambetta l'avait provoqué assez directement, il a répondu à l'appel, et dans cette lutte, parfaitement courtoise d'ailleurs, il s'est élevé sans effort à une éloquence dont la simplicité a peut-être doublé l'effet. D'un coup, il a conquis l'assemblée.

Libéral et constitutionnel par ses opinions, rattaché par raison et avec une complète sincérité à la république, adversaire résolu des mesures violentes qui se sont succédé depuis quelques années sous une couleur républicaine, alliant à la netteté de l'esprit la fermeté du caractère, M. Ribot est aujourd'hui dans la chambre un des rares députés demeurés fidèles à une politique de modération éclairée. Plus heureux que M. Bardoux, que M. Lamy aux élections dernières, il est sorti victorieux d'une lutte où il a rencontré devant lui une sorte de radicalisme plus ou moins officiel. Il est revenu dans l'assemblée nouvelle pour être ce qu'il était avant les élections, un parlementaire, un modéré sans affectation et sans impatience, prêt à combattre les excès des partis, et convaincu que la raison, fût-elle par momens humiliée et isolée, finit toujours par avoir son heure. Sa position vis-à-vis du nouveau ministère, il l'a définie lui-même l'autre jour en déclarant qu'il n'avait aucune intention de susciter des difficultés au gouvernement, qu'il attendait ses actes, ses projets de réformes. Ce n'est donc point par un sentiment d'hostilité systématique contre le ministère; principalement contre le président du conseil, qu'il s'est levé il y a quelques jours dans la chambre. Il n'a même pas refusé d'une manière absolue au gouvernement le droit strict de faire ce qu'il a fait dans les limites de la constitution telle qu'elle existe; mais il a vu à côté un autre droit incertain ou méconnu, celui du parlement, et c'est ce droit qu'il a soutenu avec autant d'éclat que de fermeté, en son propre nom aussi bien qu'au nom de la commission qu'il représentait. Il a montré le danger de laisser à des cabinets qui passent la faculté exorbitante de changer l'organisation des services publics, d'introduire par calcul de parti l'instabilité dans l'administration de l'état. Il a rappelé, que même dans les pays monarchiques comme la Prusse, comme l'Italie, la création de nouveaux ministères rentrait dans le domaine législatif,

que ce droit était à plus forte raison écrit dans les constitutions républicaines qu'a eues la France.

Tout cela était exposé simplement, sans déclamations, avec une logique serrée. Vainement M. le président du conseil a essayé de se débattre sous cette pressante dialectique et de répliquer qu'après tout le parlement avait le dernier mot puisqu'il votait les subsides, puisqu'il avait toujours devant lui la responsabilité ministérielle. Ce n'était là qu'une réponse spécieuse à l'usage des gouvernemens qui se permettent tout. M. le président du conseil ne s'aperçoit pas qu'il placerait ainsi les assemblées dans l'alternative pénible de voter ce qu'elles n'approuveraient pas ou d'ouvrir une crise politique par un acte de défiance qui ne serait pas dans leur intention, et qu'en définitive, à ce compte, ce ne serait pas la peine de faire des lois, le gouvernement seul pourrait suffire, puisqu'il y aurait toujours, comme dernière ressource contre lui, la responsabilité ministérielle. — « Comment ! a pu dire avec autorité M. Ribot, dans ce pays vous ne pouvez pas créer une petite commune de trois cents âmes, vous ne pouvez pas créer un sous-préfet ni un magistrat sans la sanction législative, et vous pourriez de votre autorité couper, tailler dans l'administration publique, transporter les cultes d'un ministère à un autre, créer des ministères !.. Non, sur toutes ces questions le parlement a le droit d'avoir une opinion. » Par un phénomène assez inattendu, dans ce duel, c'est M. Ribot qui a entraîné l'assemblée, tandis que M. Gambetta a été froidement écouté. M. le président du conseil a eu sans doute le vote des crédits que personne ne contestait, l'avantage moral est resté à celui qui revendiquait le droit du parlement.

Ce qui a fait le succès de M. Ribot, c'est le talent sans doute, et ce qui a fait de ce succès une sorte d'événement politique, c'est que ces idées, ces revendications, cette défense des droits parlementaires répondaient visiblement à une certaine situation, à des sentimens inavoués. Évidemment ce langage allait droit à tous ceux qui, sans vouloir infliger un échec trop direct à M. le président du conseil, éprouvaient quelque satisfaction secrète à lui laisser sentir l'aiguillon, à lui faire expier les déceptions causées par son avènement au pouvoir. Il y avait dans cette scène singulière un peu d'attente trompée, une susceptibilité parlementaire prompte à se réveiller et une vague intention d'inquiéter ou de stimuler le chef du cabinet. On ne s'en est peut-être pas rendu compte sur le moment : le discours de M. Ribot a une bien autre valeur, une bien autre signification. Ce n'est point un acte d'opposition banale contre une création de circonstance, contre des ministres, ou pour mieux dire, c'est plus qu'un acte d'opposition ordinaire ; c'est l'expression calme, ferme, mesurée d'une politique de légalité et de libéralisme mise en regard d'une politique de mesures discré-

tionnaires et d'autorité usurpatrice qui s'est trop souvent manifestée depuis quelques années, depuis que les républicains qui ne sont plus des modérés ont pris définitivement la direction des affaires du pays. Que nos chefs d'aujourd'hui ou d'hier se montrent jaloux de revendiquer, d'exercer les droits du pouvoir exécutif, qu'ils ne se laissent pas aller à cette faiblesse de croire que sous la république le gouvernement doit être désarmé et impuissant, rien de mieux. Ils s'aperçoivent maintenant que, sous tous les régimes, le gouvernement a ses conditions et ses nécessités, soit; mais il est bien clair que, depuis quelques années, ils ont par trop procédé avec le zèle de nouveaux convertis, et, sous prétexte d'assurer à la république les avantages d'une autorité forte, ils font trop souvent ce qu'ont à peine osé faire les gouvernemens qui les ont précédés.

Certainement, il y a eu dans ces derniers temps, dans bien des genres, des actes que les gouvernemens du passé auraient hésité à se permettre, que la passion de parti seule a pu absoudre, et, s'il y a un exemple de la facilité avec laquelle on se laisse aller aux procédés discrétionnaires, c'est cette expédition de Tunisie, qui vient de comparaître encore une fois devant le sénat. Ce qu'il y a de plus étrange, à ne parler que du côté financier de l'expédition, c'est l'espèce de candeur avec laquelle on a accumulé les irrégularités sous toutes les formes et sous tous ces noms de crédits de provision, d'imputations provisoires. Il faut liquider aujourd'hui, rien de plus certain. Il n'en est pas moins positif, — les lumineuses et fortes discussions de M. le duc de Broglie, de M. Bocher, de M. Buffet l'ont montré, — qu'on s'est lestement passé du parlement tant qu'on l'a pu et qu'on a pris avec le budget les plus singulières libertés. Le nouveau ministre des finances s'est cru obligé, on ne sait pourquoi, d'accepter une certaine part de solidarité dans ce dangereux système d'imputations provisoires, de crédits de provision, — en ajoutant, il est vrai, qu'on ne recommencerait plus. C'était après tout un aveu des fautes du passé déguisé sous une promesse pour l'avenir. Là aussi sans doute les crédits ont dû être votés, l'argent a même été accordé sans difficulté; mais évidemment là aussi l'avantage moral est resté à ceux qui ont défendu les droits du parlement. En réalité, au sénat comme à la chambre des députés, dans l'affaire des crédits tunisiens comme dans l'affaire des crédits ministériels, dans ces deux discussions d'où M. le président du conseil n'est pas sorti sans blessure, la question est la même. Il y a toujours deux politiques en présence, — la politique d'expédiens, d'abus discrétionnaires que le gouvernement a trop souvent suivie jusqu'ici, et la politique de libéralisme, de légalité parlementaire. M. le président du conseil, malgré les atteintes qu'il a reçues depuis un mois, peut encore sans doute faire un choix : la question est de

savoir s'il est assez prévoyant et s'il aura assez de volonté pour se dégager des influences qui un jour où l'autre le conduiraient à un échec définitif.

La France n'est point après tout aujourd'hui la seule nation qui ait ses embarras et ses confusions. Les affaires de l'Europe restent passablement obscures, et toutes les politiques en sont à résoudre de laborieux problèmes ou à chercher leur voie.

S'il y a de l'incertitude en Europe, elle tient sans doute en partie à ces problèmes intérieurs qui embarrassent les plus grands pays, qui réagissent souvent sur leurs relations, et elle tient aussi à une situation plus générale où les bouleversemens internationaux, les révolutions diplomatiques ont accumulé les incohérences. Les événemens qui se sont succédé depuis vingt ans ont créé ces conditions mal définies où toutes les combinaisons s'essaient tour à tour, où les alliances se nouent et se dénouent selon les circonstances, où il n'y a de clair et de saisissable qu'un désir assez général de paix tempéré par un sentiment vague d'instabilité dans tous les rapports. Un jour, on a vu se produire ce qu'on appelait l'alliance des trois empereurs du Nord; puis cette alliance a disparu : elle a été à peu près dissoute par la dernière guerre d'Orient et elle a été remplacée par l'alliance plus restreinte des deux empereurs d'Allemagne et d'Autriche, un peu contre la Russie. Il n'y a que quelques mois, le nouveau tsar, Alexandre III, est allé à Dantzig visiter l'empereur Guillaume avec l'intention évidente de faire revivre l'ancienne alliance, et le nouveau ministre des affaires étrangères d'Autriche, le comte Kalnocki, s'emploie en ce moment, à ce qu'il paraît, à compléter ce rapprochement en préparant une entrevue de l'empereur François-Joseph avec Alexandre III. D'un autre côté, l'Italie, dans un moment de mauvaise humeur contre la France, veut à son tour entrer dans les grandes combinaisons. Le roi Humbert est allé avec apparat à Vienne; il n'est pas allé jusqu'à Berlin, sous prétexte que c'était inutile, que ce qui était fait à Vienne serait ratifié à Berlin, et maintenant, dit-on, le roi Humbert recevrait prochainement la visite de l'empereur François-Joseph à Turin. La politesse sera rendue; ce sera, si l'on veut, la suite de la démonstration.

Ce qui sortira en définitive de ce travail confus de négociations et d'entrevues impériales ou royales, on ne peut à coup sûr le dire, d'autant plus que les apparences sont souvent décevantes. L'Italie en fait peut-être aujourd'hui l'expérience, — sans attendre la visite de l'empereur François-Joseph à Turin. Évidemment les Italiens ont mis des intentions très profondes dans le voyage organisé pour leur souverain à Vienne, et ils s'en promettaient de grands résultats. La question est justement de savoir quels sont ces résultats, ce qui reste du voyage du roi Hum-

bert, comment cette démarche du fils de Victor-Emmanuel a été appréciée dans les circonstances présentes à Vienne et à Berlin. On aura peut-être fait beaucoup de bruit pour rien. Les explications données déjà le mois dernier par le comte Andrassy et par M. de Kallay au nom de l'Autriche devant les délégations ne laissaient pas de réduire l'importance de l'événement, et les atténuations que la diplomatie impériale a prodiguées n'ont pas suffi pour déguiser la véritable pensée des hommes d'état austro-hongrois. La forme a été adoucie, l'idée est restée. Le chancelier d'Allemagne, à son tour, n'a pas tardé à décourager les espérances ou à refroidir quelque peu l'enthousiasme des Italiens. Ce n'est point sans doute que M. de Bismarck ait voulu être désagréable pour l'Italie ou qu'il ait fait quelque allusion directe et désobligeante au voyage de Vienne. Il a parlé sans se gêner, comme il le fait toujours. Dans ses luttes contre les libéraux-progressistes allemands, il a saisi l'occasion de caractériser leur politique, de leur déclarer qu'ils ressemblaient aux progressistes de tous les pays, que par leurs idées, en Allemagne comme partout, ils conduisaient à la république, et, appelant l'histoire à son aide, passant en revue l'Europe entière, il s'est exprimé librement sur tout le monde. Il s'est montré peu respectueux, nous en convenons, pour la république française, qu'il a représentée à peu près comme un malheur ; il n'a pas beaucoup d'illusion sur la Belgique ; et, arrivant à la monarchie italienne, il a ajouté sans plus de façon : « Prenez l'Italie... la république hante beaucoup de cerveaux, et l'Italie est déjà plus avancée que le parti progressiste allemand... Le chemin que l'Italie a fait depuis vingt ans dans cette direction ne se dessine-t-il pas nettement aux yeux de tous? En Italie, le centre de gravité n'a-t-il pas glissé de ministère en ministère plus à gauche, de telle façon qu'il ne peut plus guère s'avancer vers la gauche sans être sur le terrain républicain? »

Voilà ce qu'il a dit l'autre jour, et c'est assez significatif. Sait-on ce que cela prouve? C'est que les circonstances ont changé pour M. de Bismarck. Il y a eu des momens, il ne le cache pas, où, croyant avoir encore à défendre l'unité allemande contre les coalitions qui pouvaient la menacer, il était préoccupé avant tout de combinaisons extérieures. Il n'était pas difficile, il l'avoue, il aurait accepté ou provoqué toutes les alliances dans l'intérêt de l'œuvre à laquelle il subordonnait tout. Aujourd'hui, il est pleinement rassuré de ce côté, il croit n'avoir plus rien à craindre, surtout depuis qu'il a réussi à renouer une alliance intime avec l'Autriche. C'est là pour lui la garantie de la paix qu'il désire dans le fond, et il peut se donner tout entier à ce qu'il considère comme le complément de sa tâche, à l'œuvre intérieure. Il a la préoccupation passionnée de défendre l'empire contre les socialistes, contre les progressistes eux-mêmes qui ne sont pour lui que des répu-

blicains déguisés. Il ne cache pas qu'il préfère l'appui du centre catholique à l'appui des progressistes. Il fait la paix avec la curie romaine, ajoutant lestement qu'il l'a toujours voulue, que « la guerre n'est pas une institution. » Au besoin, il recevrait le pape en Allemagne, si le pape quittait Rome, comme il en a fait plus d'une fois la menace dans ces derniers temps. Le chancelier, en un mot, suit une politique qui n'est pas précisément de nature à le rapprocher de l'Italie, au moins pour le moment. Les Italiens, dans leur impatience, n'ont pas vu qu'ils choisissaient mal leur heure pour offrir une alliance dont on n'avait pas besoin, et le chancelier d'Allemagne, sans le leur dire positivement, les a traités avec une liberté un peu hautaine. Le fait est, dans tous les cas, que le discours de M. de Bismarck, venant après les explications du comte Andrassy et de M. de Kallay, ramène à des proportions modestes le voyage de Vienne et qu'il peut passer pour une singulière façon de préparer le voyage du roi Humbert, surtout de ses ministres, à Berlin. Bien entendu, M. de Bismarck, lui aussi, n'a fait aucune difficulté d'atténuer, par des explications particulières, ce qu'il y avait de sévère ou de tranchant dans son langage sur l'Italie et de désavouer toute intention blessante; mais enfin, ce qui est dit est dit.

En réalité, on ne peut s'y tromper, cette campagne diplomatique dans laquelle l'Italie s'est récemment engagée n'a que médiocrement réussi; elle n'a pas tenu jusqu'ici tout ce qu'on s'en était promis à Rome, et par une coïncidence à remarquer, au moment même où M. de Bismarck s'exprimait avec tant de liberté dans son parlement, ce voyage à Vienne, qui n'a pas été suivi d'un voyage à Berlin, était dans la chambre italienne l'objet d'explications, plus intéressantes peut-être par ce qu'elles ne disent pas que par ce qu'elles ont révélé. Affecter le silence sur les jugemens un peu « acerbes » de M. de Bismarck, sur « l'incident désagréable de Berlin, » on ne le pouvait guère, et cela n'aurait servi à rien. Évidemment « l'incident désagréable » a pesé sur la discussion italienne; et tout en répétant à l'envi qu'il ne fallait pas trop s'émouvoir de quelques paroles qui avaient trait principalement à la politique intérieure de l'Allemagne, on n'en a pas moins ressenti la blessure. Ce n'était pas visiblement la réponse qu'on attendait en échange de l'empressement qu'on avait témoigné pour entrer dans l'alliance austro-allemande. La déception a été vive : c'est sensible dans le discours de M. Minghetti, qui s'est montré chaud partisan du voyage du roi en Autriche, aussi bien que dans le discours du ministre des affaires étrangères, M. Mancini, qui a accompagné son souverain à Vienne. M. Minghetti a pu parler assez librement, parce qu'en fin de compte, sans admettre l'ingérence étrangère dans les affaires de son pays, il est peut-être de l'avis de M. de Bismarck sur les connivences à

demi révolutionnaires de la politique italienne depuis quelques années. Le langage du ministre des affaires étrangères a été manifestement plus embarrassé, quoiqu'il n'ait pas manqué de noblesse et même d'habileté dans la manière de représenter les choses. Au fond, que reste-t-il de ces explications? L'Italie, au moment de l'arrivée de M. Mancini au pouvoir, il y a quelque six mois, se serait trouvée dans des conditions assez difficiles; elle aurait été l'objet de méfiances peu fondées mais réelles, tant à Berlin qu'à Vienne. En un mot, elle était suspecte, peu écoutée et isolée. Elle n'a pas trop senti les inconvéniens de cette situation pendant quelque temps. Le jour où les affaires de Tunis ont éclaté, l'isolement lui a été insupportable, et presque aussitôt le voyage royal en Autriche a été négocié, puis décidé. Le roi a été à Vienne et s'il n'est pas allé à Berlin, ce n'est pas sa faute, c'est que le cabinet allemand a déclaré « qu'il considérait comme à lui adressés les actes de politesse de la cour d'Italie à l'égard de Vienne. » Qu'a-t-il produit en réalité ce voyage interrompu à mi-chemin? Le ministre des affaires étrangères du roi Humbert, sans être très explicite, en a dit assez. Il y a eu beaucoup de cordialité, point d'alliance. L'Italie n'est allée à Vienne que pour le bien de la paix, et comme pour donner un gage de ses intentions, comme pour détourner d'avance toute pensée d'hostilité ou de protestation contre un autre pays, le gouvernement italien négociait en même temps un traité de commerce avec la France. A ceux qui le pressaient d'accentuer la signification du voyage de Vienne, M. Mancini a répondu avec autant de vivacité que de prévoyance : « Non, nous ne voulons pas de la politique qu'on nous suggère, parce que c'est la politique de la guerre, tandis que nous voulons la paix. »

Rien de mieux. Cette paix dont on parle, elle est assurément dans l'intérêt des deux pays. Le cabinet de Rome le sent avec raison; mais alors pourquoi, au moment même où l'on invoque un traité de commerce comme un gage d'intentions amicales, affecter de déclarer que l'Italie seule, « au milieu de l'indifférence générale de l'Europe, » a refusé jusqu'ici de reconnaître la situation créée à Tunis par le traité du Bardo? Pourquoi choisir cette heure pour multiplier les armemens, comme s'il y avait quelque ennemi menaçant l'indépendance italienne? Pourquoi se perdre dans ces contradictions et ces confusions? Si c'est pour donner une satisfaction apparente à des passions encore surexcitées, c'est un jeu toujours périlleux. L'Italie ne s'aperçoit pas qu'au lieu de mettre un terme à l'isolement dont elle se plaint, elle finit par l'aggraver; elle se crée cette situation indéfinissable où elle s'agite au milieu de cette « indifférence générale de l'Europe » dont elle parle. Tous les Italiens sensés, nous n'en doutons pas, souhaitent de reprendre le plus tôt possible avec notre pays des relations de cordiale amitié qui sont si naturelles, et la France le désire comme eux.

Le meilleur moyen de renouer cette amitié traditionnelle, c'est d'en finir avec d'inexplicables ombrages, de ne point se mettre en campagne contre des dangers ou des mauvais vouloirs qui n'existent pas.

Les voyages et les entrevues des princes jouent toujours un grand rôle dans les affaires de l'Europe, on le sait bien. L'Italie est allée à Vienne. La Russie, de son côté, est allée cet automne à Dantzig. Maintenant, le nouveau ministre autrichien, le comte Kalnocki, réussira-t-il dans sa négociation pour préparer une rencontre tout amicale de l'empereur Alexandre III avec l'empereur François-Joseph? Si cette entrevue nouvelle se réalise, elle n'aura certainement qu'une signification toute pacifique et elle ne peut pas avoir un autre caractère. La Russie, pour sa part, est peu en mesure de s'engager dans des entreprises extérieures, même dans des combinaisons diplomatiques à longue échéance; elle est loin d'être délivrée de ses dangers intérieurs, des conspirations révolutionnaires qui semblent plus que jamais se réveiller. Un attentat nouveau vient d'attester l'implacable obstination des sectes. L'attentat a été dirigé, cette fois, contre un des chefs adjoints du ministère de l'intérieur, le général Tchéverin, qui a fort heureusement échappé au meurtrier. Le ministre de l'intérieur lui-même, le général Ignatief, aurait dit tout récemment, assure-t-on, que maintenant c'était son tour, qu'il avait été prévenu. Il n'est pas le seul haut fonctionnaire de l'empire qui ait reçu des menaces de mort, et l'empereur, tout le premier, ne laisse pas d'être exposé à ces cruelles tentatives. Le fait est que le fanatisme des révolutionnaires russes ne recule devant rien, ni devant l'assassinat, ni devant l'incendie. Les nihilistes ont déjà prouvé plus d'une fois par de tristes et sanglans exemples leur implacable activité; ils paraissent recommencer leur sinistre campagne en répandant partout une sorte de terreur, et un procès politique qui vient d'être jugé à Saint-Pétersbourg prouve d'une manière saisissante les ravages de la propagande révolutionnaire, la puissance des conspirations. Comment faire face à cette situation si profondément troublée? Y réussira-t-on en supprimant, comme on vient de le faire, la publicité des débats pour certains procès politiques, en décrétant l'état de siège, en reconstituant un ministère de la police à la tête duquel on placerait le général Tchéverin, en remplaçant au ministère de l'intérieur le général Ignatief par le comte Schouvalof, comme on le dit de temps à autre? Bien des expédiens, bien des palliatifs ont été déjà essayés : ils n'ont pas réussi, et il serait assurément difficile de savoir ce qui peut guérir ou même atténuer le mal profond et invétéré qui dévore la Russie.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE

Les variations de prix sur le marché des rentes françaises pendant cette dernière quinzaine ont peu de signification, si l'on se contente de constater le résultat produit, à peine quelques centimes en plus ou en moins sur les derniers cours de compensation majorés du montant des reports. Ces fluctuations, si peu sensibles qu'elles aient paru, indiquent cependant, par la brusquerie avec laquelle elles se sont parfois produites, que la spéculation est sollicitée par deux courans d'opinion qui la poussent successivement dans une direction opposée, et la font passer par des alternatives de confiance et d'hésitation.

La spéculation sur les rentes ne sait, en effet, si elle doit poursuivre un mouvement de hausse toujours entravé, ou abandonner définitivement un terrain épuisé. La dernière liquidation encore lui a fait éprouver une assez cruelle déception : les spéculateurs sur fonds publics ont dû payer des reports exorbitans aux banquiers et ajourner de nouveau à un mois la réalisation de leurs espérances. En janvier, pensent-ils, ils pourront compter sur des centaines de millions à fournir par le paiement des coupons semestriels qui doit inonder le marché de disponibilités, et comme il ne saurait y avoir, à leur avis, de hausse solide sur les valeurs qui ne soit appuyée sur la hausse des rentes, ils conservent leurs positions avec une obstination que le prix du loyer de l'argent rend véritablement méritoire.

Il est vrai qu'en janvier ils auront à compter avec la conversion. La Bourse paraît convaincue que la conversion ne se fera plus longtemps attendre. Mais il est tel procédé de conversion appliqué par tel ministre, qui, dans l'opinion des sages du marché, devrait infailliblement produire de la hausse, tandis que tel autre procédé, appliqué par tel autre ministre, doit nécessairement précipiter le 5 pour 100 à des cours désastreux pour les acheteurs.

Un autre motif de préoccupation en ce qui concerne les rentes se rattache aux probabilités d'un nouvel emprunt. Il est certain que, si le gouvernement veut mettre à exécution complète le fameux programme des travaux publics tracé par M. de Freycinet, l'année 1882 ne se passera pas sans qu'il soit fait appel au crédit. Or on a vu pendant tout le cours de 1881 combien le dernier emprunt d'un milliard en 3 pour 100 amortissable a pesé sur le marché à cause des sommes

considérables qu'il venait périodiquement enlever à l'ensemble des disponibilités déjà suffisamment restreintes de la place. A un point de vue plus élevé, c'est-à-dire au point de vue de la solidité de nos budgets et de l'élasticité de nos ressources fiscales, il y a lieu de se demander s'il ne serait pas prudent que la France renonçât pour quelques années à tout emprunt. La question a été posée récemment devant le public par M. Léon Say. Mais l'autorisation donnée par le ministre des finances de libérer par anticipation l'emprunt de 1881, sur lequel il ne restait plus à effectuer qu'un versement en janvier, n'indique-t-elle pas, au contraire, l'intention du gouvernement de préparer le terrain pour une nouvelle et prochaine opération de crédit?

On ne peut donc espérer une reprise sérieuse sur les fonds publics tant que ces deux questions de conversion et d'emprunt ne seront pas résolues. En tout cas, on voit s'accuser sur un autre point des symptômes d'amélioration, et c'est au développement de ces élémens favorables de la situation qu'est due la fermeté relative des rentes. Nous voulons parler du marché monétaire, pour lequel tout danger de crise paraît définitivement écarté. On avait craint un drainage continu de notre or pendant les dernières semaines de l'année, et voici que les bilans des deux Banques d'Angleterre et de France accusent, au contraire, chaque semaine, des rentrées de ce métal, en sorte que les réserves de numéraires, au lieu de s'épuiser, sont en voie de reconstitution.

Si les taux des reports mettent à une rude épreuve la force de résistance de la spéculation à la hausse sur les rentes, les acheteurs de valeurs, en revanche, s'accommodent fort bien du prix actuel de l'argent et ne le considèrent nullement comme un obstacle à la continuation de la grande campagne de hausse qu'ils poursuivent depuis si longtemps et avec un succès qui ne s'est pas jusqu'ici démenti et qui vient encore de s'affirmer avec le plus grand éclat.

Aussi on a fait monter la Banque de Paris de 1,245 à 1,345 francs, le Crédit foncier de 1,735 à 1,800, l'Union générale de 2,580 à 2,950, le Suez de 2,700 à 2,970, la Délégation de 1,150 à 1,300, la Part civile de 1,975 à 2,200, le Lyon de 1,725 à 1,765, le Midi de 1,290 à 1,360, le Nord de 2,085 à 2,200, l'Orléans de 1,330 à 1,350, les Chemins autrichiens de 695 à 725, le Nord de l'Espagne de 670 à 720, le Saragosse de 555 à 585. Nous citerons encore la Banque franco-égyptienne, qui a passé de 900 à 955, la Société générale de 825 à 860.

On voit que les sociétés de crédit ont été très favorisées. Il en est d'ailleurs toujours ainsi à l'approche du 15 décembre, époque à laquelle s'établissent les inventaires sur les résultats desquels les conseils d'administration ont à fixer les dividendes de l'exercice écoulé. Pour quelques-unes des institutions de crédit, en outre, il y a des motifs parti-

culiers de hausse à relever. On sait que la Banque de Paris est intéressée dans de grosses affaires, telles que la Société des tabacs des Philippines et la conversion des rentes espagnoles, que le Crédit foncier augmente constamment le montant de ses prêts et prépare des combinaisons pour se procurer de nouvelles ressources, que l'Union générale a réussi l'opération de l'augmentation de son capital, que la Société générale a fait une excellente affaire en se chargeant du placement des actions nouvelles de Rio-Tinto, que la Banque franco-égyptienne a lancé, dans un moment fort opportun, sa Banque nationale du Mexique.

La Banque d'escompte ne reste pas non plus inactive. Elle a mené à bonne fin ses négociations avec la Société financière et avec la Banque française et italienne; les assemblées des trois sociétés vont se réunir du 10 au 12 janvier prochain et prononcer l'absorption des deux dernières par la première. Les actionnaires des trois établissemens trouveront certainement leur avantage dans cette fusion; les cours des titres ont déjà commencé à le démontrer.

Les valeurs industrielles ont été, elles aussi, en grande hausse. Nous avons dit les cours du Suez. Le Gaz a, il est vrai, un peu fléchi, mais la spéculation a salué par une poussée d'une centaine de francs l'apparition de l'action des Omnibus sur la cote à terme; les Voitures sont arrivées à 840; on a hissé l'action Panama à 540 et le dixième de Part à 5,000 francs; le Télégraphe de Paris à New-York même a été moins délaissé; les actions de mines de cuivre et de plomb, Rio-Tinto, San-Domingo, Aguilas, ont été fort recherchées; les titres des sociétés de téléphones n'ont pas joui d'une moindre faveur.

Les fonds étrangers ont été tous maintenus en fort bonne attitude pendant cette quinzaine. Mais les transactions les plus actives se sont portées sur les rentes espagnoles, intérieure, extérieure et amortissable. La conversion et l'unification de toutes ces dettes vont mettre en mouvement de nombreux capitaux et donner lieu à une série d'intéressantes opérations. La prospérité économique de l'Espagne se développe rapidement et la spéculation a une prédilection marquée en ce moment pour tout ce qui se rattache à ce pays, fonds publics, banques, mines, chemins de fer, etc.

Le 5 pour 100 italien a quelque peine à se maintenir à 91 francs. Un coupon semestriel de 2 fr. 17 sera détaché en janvier et sans doute promptement regagné.

Le directeur-gérant : C. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-HUITIÈME VOLUME

TROISIÈME PÉRIODE. — LIe ANNÉE.

NOVEMBRE — DÉCEMBRE 1881

Livraison du 1er Novembre.

SOUVENIRS LITTÉRAIRES. — VI. — EN RÉVOLUTION. — *La Tentation de saint Antoine*, par M. MAXIME DU CAMP, de l'Académie française. 5

GIAN ET HANS, première partie, par M. MARC-MONNIER. 37

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES. — L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG. — IV. — LA RUPTURE DES NÉGOCIATIONS, L'INTERPELLATION DE M. DE BENNIGSEN, L'ATTITUDE DU COMTE DE BISMARCK, par M. G. ROTHAN 75

LE CHRISTIANISME CENT CINQUANTE ANS APRÈS JÉSUS, par M. ERNEST RENAN, de l'Académie française. 106

LE ROMAN D'ÉDUCATION NATIONALE EN ALLEMAGNE. — M. GUSTAVE FREYTAG, par M. J. BOURDEAU. 128

UN MÉCÈNE ITALIEN AU XVe SIÈCLE. — LES LETTRES ET LES ARTS A LA COUR DES PAPES, par M. EUGÈNE MUNTZ 154

LES ESSAIS D'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE A L'OPÉRA, par M. J. JAMIN, de l'Académie des Sciences 193

UN VOYAGE MALHEUREUX A TRAVERS LA TRIPOLITAINE, par M. G. VALBERT. . . 202

REVUE DRAMATIQUE. — LE DRAME POPULAIRE : *Monte-Cristo, les Premières Armes de Richelieu*, par M. LOUIS GANDERAX 215

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 225

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE. 237

Livraison du 15 Novembre.

ÉTUDES DIPLOMATIQUES. — LA PREMIÈRE LUTTE DE FRÉDÉRIC II ET DE MARIE-THÉRÈSE, D'APRÈS DES DOCUMENS NOUVEAUX. — I. — VIENNE ET BERLIN AU DÉBUT DES DEUX RÈGNES, par M. LE DUC DE BROGLIE, de l'Académie française 241

GIAN ET HANS, deuxième partie, par M. MARC-MONNIER 281

MAZEPPA. — LA LÉGENDE ET L'HISTOIRE, par M. EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ. 320

LA GRANDE-GRÈCE, D'APRÈS UN LIVRE RÉCENT, par M. GASTON BOISSIER, de l'Académie française. 352

L'Art de la nature et la Finalité esthétique selon le spiritualisme contemporain, par M. Alfred FOUILLÉE 379
Souvenirs diplomatiques. — L'Affaire du Luxembourg. — V. — L'Attitude des puissances. — La Mission du comte de Tauffkirchen. — Le Comte de Bismarck et ses Détracteurs, par M. G. ROTHAN. 411
Mœurs financières de la France. — VI. — Les Nouvelles Sociétés foncières, par M. BAILLEUX DE MARISY 432
Revue littéraire. — La Casuistique dans le roman, a propos d'un roman espagnol, par M. F. BRUNETIÈRE. 453
Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire. 465
Le Mouvement financier de la quinzaine. 477

Livraison du 1er Décembre.

Études diplomatiques. — La Première Lutte de Frédéric II et de Marie-Thérèse, d'après des documens nouveaux. — II. — Invasion de la Silésie, Intervention de la France, par M. le duc de BROGLIE, de l'Académie française. 481
Le Cousin Noel, première partie, par M. Jacques VINCENT. 529
Souvenirs littéraires. — VII. — Au Caire, A travers l'Orient, par M. Maxime DU CAMP, de l'Académie française. 564
L'Affaire du Luxembourg. — VI. — La Conférence de Londres, l'Incident des armemens, par M. G. ROTHAN. 600
Un Condottière italien au xve siècle, par M. Charles YRIARTE. 624
La Guerre du Pacifique. — II. — Occupation de Pisagua, Bataille de Dolorès, Combat de Tarapaca, Chute des présidens Prado et Daza, Bataille de Tacna, par M. C. DE VARIGNY. 654
Le Socialisme de M. de Bismarck et le Nouveau Reichstag, par M. G. VALBERT. 680
Revue dramatique. — Vaudeville, *Odette*. Ambigu, *le Petit Jacques*, par M. Louis GANDERAX 692
Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire. 706
Le Mouvement financier de la quinzaine. 717

Livraison du 15 Décembre.

Souvenirs d'enfance et de jeunesse. — IV. — Le Séminaire d'Issy, par M. Ernest RENAN, de l'Académie française 721
Le Cousin Noel, deuxième partie, par M. Jacques VINCENT. 747
Les Finances de l'Italie. — I. — La Législation financière, par M. CUCHEVAL-CLARIGNY 782
Cinquante Années d'histoire contemporaine. — Monsieur Thiers. — V. — La Dictature du 2 décembre, M. Thiers et le Second Empire, par M. Charles de MAZADE 801
L'Instruction publique et la Révolution. — V. — Les Écoles centrales, par M. Albert DURUY 838
Albert Durer, a l'occasion d'un livre récent, par M. Ernest CHESNEAU. . 878
La Nouvelle Serbie, par M. Edmond PLAUCHUT. 903
Les Livres d'étrennes. 933
Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire. 945
Le Mouvement financier de la quinzaine. 956

PARIS. — Impr. J. CLAYE. — A. QUANTIN et Cie, rue St-Benoît.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 517 168